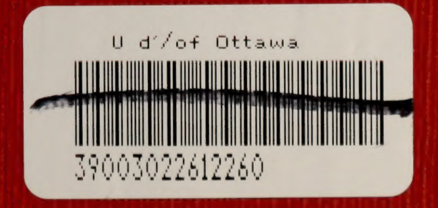
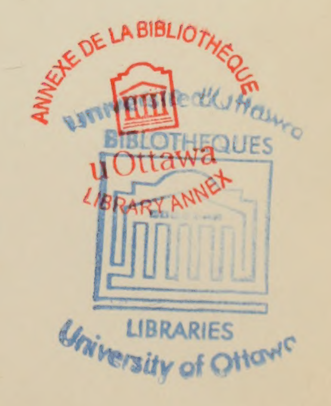

U d'/of Ottawa
39003022612260


ANNEXE DE LA BIBLIOTHÈQUE
Université d'Ottawa
BIBLIOTHÈQUES
uOttawa
LIBRARY ANNEX
LIBRARIES
University of Ottawa

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Heinrich Triepel
Conseiller intime de justice
Professeur de droit public à l'Université de Berlin.

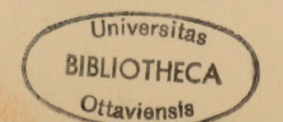
TROISIÈME SÉRIE.

Tome XXXII.

PREMIÈRE LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE HANS BUSKE
1936



1.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Protocole concernant la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale*) avec Annexe; signé à Genève, le 14 septembre 1929.**)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1936, No. 87.

Protocole.

1. Les soussignés, dûment autorisés, conviennent, au nom des Gouvernements qu'ils représentent, d'apporter au Statut de la Cour permanente de Justice internationale les amendements qui sont indiqués dans l'annexe au présent Protocole et qui font l'objet de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations du 14 septembre 1929.

2. Le présent Protocole, dont les textes français et anglais feront également foi, sera soumis à la signature de tous les signataires du Protocole du 16 décembre 1920, auquel est annexé le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'à celle des Etats-Unis d'Amérique.

3. Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés, si possible avant le 1er septembre 1930, entre les mains du Secrétaire général de la

Protocol.

1. The undersigned, duly authorised, agree, on behalf of the Governments which they represent, to make in the Statute of the Permanent Court of International Justice the amendments which are set out in the Annex to the present Protocol and which form the subject of the resolution of the Assembly of the League of Nations of September 14th, 1929.

2. The present Protocol, of which the French and English texts are both authentic, shall be presented for signature to all the signatories of the Protocol of December 16th, 1920, to which the Statute of the Permanent Court of International Justice is annexed, and to the United States of America.

3. The present Protocol shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited, if possible before September 1st, 1930, with the Secretary-General of the League

---

*) V. N.R.G. 3. s. XII, p. 854.

**) Entré en vigueur le 1er février 1936. — Pour les ratifications v. l'Annexe à la fin de ce No.

Société des Nations, qui en informera les Membres de la Société et les Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte.

4. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er septembre 1930, à condition que le Conseil de la Société des Nations se soit assuré que les Membres de la Société des Nations et les Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte, qui auront ratifié le Protocole du 16 décembre 1920, mais dont la ratification sur le présent Protocole n'aurait pas encore été reçue à cette date, ne font pas d'objection à l'entrée en vigueur des amendements au Statut de la Cour qui sont indiqués dans l'annexe au présent Protocole.

5. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, les nouvelles dispositions feront partie du Statut adopté en 1920 et les dispositions des articles primitifs objet de la revision seront abrogées. Il est entendu que, jusqu'au 1er janvier 1931, la Cour continuera à exercer ses fonctions conformément au Statut de 1920.

6. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, toute acceptation du Statut de la Cour signifiera acceptation du Statut revisé.

7. Aux fins du présent Protocole, les Etats-Unis d'Amérique seront dans la même position qu'un Etat ayant ratifié le Protocole du 16 décembre 1920.

Fait à Genève, le quatorzième jour de septembre mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire

of Nations, who shall inform the Members of the League of Nations and the States mentioned in the Annex to the Covenant.

4. The present Protocol shall enter into force on September 1st, 1930, provided that the Council of the League of Nations has satisfied itself that those Members of the League of Nations and States mentioned in the Annex to the Covenant which have ratified the Protocol of December 16th, 1920, and whose ratification of the present Protocol has not been received by that date, have no objection to the coming into force of the amendments to the Statute of the Court which are annexed to the present Protocol.

5. After the entry into force of the present Protocol, the new provisions shall form part of the Statute adopted in 1920 and the provisions of the original articles which have been made the subject of amendment shall be abrogated. It is understood that, until January 1st, 1931, the Court shall continue to perform its functions in accordance with the Statute of 1920.

6. After the entry into force of the present Protocol, any acceptance of the Statute of the Court shall constitute an acceptance of the Statute as amended.

7. For the purposes of the present Protocol, the United States of America shall be in the same position as a State which has ratified the Protocol of December 16th, 1920.

Done at Geneva, the fourteenth day of September, nineteen hundred and twenty-nine, in a single copy

qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général adressera des copies certifiées conformes aux Membres de la Société des Nations et aux Etats mentionnés dans l'annexe au Pacte.

which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations. The Secretary-General shall deliver authenticated copies to the Members of the League of Nations and to the States mentioned in the Annex to the Covenant.

Union Sud-Africaine — Union of South Africa

Eric H. Louw.

Allemagne — Germany

Fr. Gaus.

Australie — Australia

W. Harrison Moore.

Autriche — Austria

Dr. Marcus Leitmaier.

Belgique — Belgium

Henri Rolin.

Bolivie — Bolivia

A. Cortadellas.

Brésil — Brazil

M. de Pimentel Brandao.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord — Great Britain and Northern Ireland

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

and all Parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

Arthur Henderson.

Bulgarie — Bulgaria

Vladimir Molloff.

Canada — Canada

R. Dandurand.

Chili — Chile

Luis V. de Porto-Seguro.

Chine — China

Chao-Chu Wu.

Colombie — Columbia

Francisco José Urrutia.

Danemark — Denmark

Georg Cohn.

République Dominicaine — Dominican Republic

M. L. Vasquez G.

Espagne — Spain

C. Botella.

Estonie — Estonia

A. Schmidt.

États Unis d'Amérique		United States of America
	Jay Pierrepont Moffat.	
Finlande		Finland
	A. S. Yrjö-Koskinen.	
France		France
	Henri Fromageot.	
Grèce		Greece
	Politis.	
Guatémala		Guatemala
	Luis V. de Porto-Seguro.	
Haiti		Haiti
	Luc Dominique.	
Hongrie		Hungary
	Ladislas Gajzago.	
Inde		India
	Md. Habibullah.	
État Libre d'Irlande		Irish Free State
	John A. Costello.	
Italie		Italy
	Vittorio Scialoja.	
Japon		Japan
	Isaburo Yoshida.	
Lettonie		Latvia
	Charles Duzmans.	
Libéria		Liberia
	A. Sottile.	
Luxembourg		Luxemburg
	Bech.	
Nicaragua		Nicaragua
	Francisco Torres F.	
Norvège		Norway
	Arnold Raestad.	
Nouvelle-Zélande		New Zealand
	C. J. Parr.	
Panama		Panama
	J. D. Arosemena.	
Paraguay		Paraguay
	R. V. Caballero de Bedoya.	
Pays-Bas		The Netherlands
	v. Eysinga.	
Pérou		Peru
	Mar. H. Cornejo.	
Perse		Persia
	P. P. Kitabgi.	

Pologne	*M. Rostworowski.* *S. Rundstein.*	Poland
Portugal	*Prof. Doutor J. Lobo d'Avila Lima.*	Portugal
Roumanie	*Antoniade.*	Roumania
Salvador	*J. Gustavo Guerrero.*	Salvador
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	*J. Choumenkovitch.*	Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes
Siam	*Varnvaidya.*	Siam
Suède	*E. Marks von Würtemberg.*	Sweden
Suisse	*Motta.*	Switzerland
Tchécoslovaquie	*Zd. Fierlinger.*	Czechoslovakia
Uruguay	*A. Guani.*	Uruguay
Vénézuela	*C. Zumeta.*	Venezuela

Annexe au Protocole du 14 septembre 1929.

Amendements au Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Les Articles 3, 4, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 23, 25, 26, 27, 29, 31, 32 et 35 sont remplacés par les dispositions suivantes:

Nouvelle rédaction de l'Article 3.

La Cour se compose de quinze membres.

Nouvel Article 4.

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée et par le Conseil sur une liste de personnes présentées par les groupes nationaux de la Cour d'Arbitrage, conformément aux dispositions suivantes.

Annex to the Protocol of September 14 1929.

Amendments to the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Articles 3, 4, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 23, 25, 26, 27, 29, 31, 32 and 35 are replaced by the following provisions:

New text of Article 3.

The Court shall consist of fifteen members.

New text of Article 4.

The members of the Court shall be elected by the Assembly and by the Council from a list of persons nominated by the national groups in the Court of Arbitration in accordance with the following provisions.

En ce qui concerne les Membres de la Société qui ne sont pas représentés à la Cour permanente d'Arbitrage, les listes de candidats seront présentées par des groupes nationaux, désignés à cet effet par leurs Gouvernements, dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour d'Arbitrage par l'Article 44 de la Convention de La Haye de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

En l'absence d'accord spécial, l'Assemblée, sur la proposition du Conseil, réglera les conditions auxquelles peut participer à l'élection des membres de la Cour un Etat qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, n'est pas Membre de la Société des Nations.

In the case of Members of the League of Nations not represented in the Permanent Court of Arbitration, the lists of candidates shall be drawn up by national groups appointed for this purpose by their Governments under the same conditions as those prescribed for members of the Permanent Court of Arbitration by Article 44 of the Convention of the Hague of 1907 for the pacific settlement of international disputes.

The conditions under which a State which has accepted the Statute of the Court but is not a member of the League of Nations, may participate in electing the members of the Court shall, in the absence of a special agreement, be laid down by the Assembly on the proposal of the Council.

Nouvelle rédaction de l'Article 8.

L'Assemblée et le Conseil procèdent indépendamment l'un de l'autre à l'élection des membres de la Cour.

New text of Article 8.

The Assembly and the Council shall proceed independently of one another to elect the members of the Court.

Nouvelle rédaction de l'Article 13.

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans.

Ils sont rééligibles.

Ils restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

En cas de démission d'un membre de la Cour, la démission sera adressée au Président de la Cour, pour être transmise au Secrétaire général de la Société des Nations.

Cette dernière notification emporte vacance de siège.

New text of Article 13.

The members of the Court shall be elected for nine years.

They may be re-elected.

The shall continue to discharge their duties until their places have been filled. Though replaced, they shall finish any cases which they may have begun.

In the case of the resignation of a member of the Court, the resignation will be addressed to the President of the Court for transmission to the Secretary-General of the League of Nations.

This last notification makes the place vacant

Nouvelle rédaction de l'Article 14.

Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection, sous réserve de la disposition ci-après: dans le mois qui suivra la vacance, le Secrétaire général de la Société des Nations procédera à l'invitation prescrite par l'Article 5, et la date d'élection sera fixée par le Conseil dans sa première session.

Nouvelle rédaction de l'Article 15.

Le membre de la Cour élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Nouvelle rédaction de l'Article 16.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative, ni se livrer à aucune autre occupation de caractère professionnel.

En cas de doute, la Cour décide.

Nouvelle rédaction de l'Article 17.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans aucune affaire.

Ils ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre.

En cas de doute, la Cour décide.

New text of Article 14.

Vacancies which may occur shall be filled by the same method as that laid down for the first election, subject to the following provision: the Secretary - General of the League of Nations shall, within one month of the occurence of the vacancy, proceed to issue the invitations provided for in Article 5, and the date of the election shall be fixed by the Council at its next session.

New text of Article 15.

A member of the Court elected to replace a member whose period of appointment has not expired, will hold the appointment for the remainder of his predecessor's term.

New text of Article 16.

The members of the Court may not exercise any political or administrative function, nor engage in any other occupation of a professional nature.

Any doubt on this point is settled by the decision of the Court.

New text of Article 17.

No member of the Court may act as agent, counsel or advocate in any case.

No member may participate in the decision of any case in which he has previously taken an active part as agent, counsel or advocate for one of the contesting parties, or as a member of a national or international Court, or of a commission of enquiry, or in any other capacity.

Any doubt on this point is settled by the decision of the Court.

Nouvelle rédaction de l'Article 23.

La Cour reste toujours en fonction, excepté pendant les vacances judiciaires, dont les périodes et la durée sont fixées par la Cour.

Les membres de la Cour dont les foyers se trouvent à plus de cinq jours de voyage normal de La Haye auront droit, indépendamment des vacances judiciaires, à un congé de six mois, non compris la durée des voyages, tous les trois ans.

Les membres de la Cour sont tenus, à moins de congé régulier, d'empêchement pour cause de maladie ou autre motif grave dûment justifié auprès du Président, d'être à tout moment à la disposition de la Cour.

New text of Article 23.

The Court shall remain permanently in session except during the judicial vacations, the dates and duration of which shall be fixed by the Court.

Members of the Court whose homes are situated at more than five days' normal journey from The Hague shall be entitled, apart from the judicial vacations, to six month's leave every three years, not including the time spent in travelling.

Members of the Court shall be bound, unless they are on regular leave or prevented from attending by illness or other serious reason duly explained to the President, to hold themselves permanently at the disposal of the Court.

Nouvelle rédaction de l'Article 25.

Sauf exception expressément prévue, la Cour exerce ses attributions en séance plénière.

Sous la condition que le nombre des juges disponibles pour constituer la Cour ne soit pas réduit à moins de onze, le Règlement de la Cour pourra prévoir que, selon les circonstances et à tour de rôle, un ou plusieurs juges pourront être dispensés de siéger.

Toutefois, le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.

New text of Article 25.

The full Court shall sit except when it is expressly provided otherwise.

Subject to the condition that the number of judges available to constitute the Court is not thereby reduced below eleven, the Rules of Court may provide for allowing one or more judges, according to circumstances and in rotation, to be dispensed from sitting.

Provided always that a quorum of nine judges shall suffice to constitute the Court.

Nouvelle rédaction de l'Article 26.

Pour les affaires concernant le travail, et spécialement pour les affaires visées dans la partie XIII (Travail) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres traités de paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après:

New text of Article 26.

Labour cases, particularly cases referred to in Part XIII (Labour) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of other Treaties of Peace, shall be heard and determined by the Court under the following conditions:

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte, autant que possible, des prescriptions de l'Article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera en séance plénière. Dans les deux cas, les juges sont assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative et assurant une juste représentation des intérêts en cause.

Les assesseurs techniques sont choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'Article 30, sur une liste d'„Assesseurs pour litiges de travail", composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations et d'un nombre égal présenté par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Le Conseil désignera par moitié des représentants des travailleurs et par moitié des représentants des patrons pris sur la liste prévue à l'Article 412 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix.

Le recours à la procédure sommaire visée à l'Article 29 reste toujours ouvert dans les affaires visées à l'alinéa premier du présent Article, si les parties le demandent.

Dans les affaires concernant le travail, le Bureau international aura la faculté de fournir à la Cour

The Court will appoint every three years a special Chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this Chamber. In the absence of any such demand, the full Court will sit. In both cases, the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote, and chosen with a view to ensuring a just representation of the competing interests.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of „Assessors for Labour Cases" composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations and an equivalent number nominated by the Governing Body of the Labour Office. The Governing Body will nominate, as to one-half, representatives of the workers, and, as to one-half, representatives of employers from the list referred to in Article 412 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace.

Recourse may always be had to the summary procedure provided for in Article 29, in the cases referred to in the first paragraph of the present Article, if the parties so request.

In Labour cases, the International Office shall be at liberty to furnish the Court with all relevant in-

tous les renseignements nécessaires et, à cet effet, le Directeur de ce Bureau recevra communication de toutes les pièces de procédure présentées par écrit.

Nouvelle rédaction de l'Article 27.

Pour les affaires concernant le transit et les communications, et spécialement pour les affaires visées dans la partie XII (Ports, Voies d'eau, Voies ferrées) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres traités de paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après:

La Cour constituera, pour chaque période de trois années, une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte autant que possible des prescriptions de l'Article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera en séance plénière. Si les parties le désirent, ou si la Cour le décide, les juges seront assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative.

Les assesseurs techniques seront choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'Article 30, sur une liste d',,Assesseurs pour litiges de transit et de communications", composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations.

Le recours à la procédure sommaire visée à l'Article 29 reste toujours ouvert dans les affaires visées à l'alinéa premier du présent Ar-

formation, and for this purpose the Director of that Office shall receive copies of all the written proceedings.

New text of Article 27.

Cases relating to transit and communications, particularly cases referred to in Part XII (Ports, Waterways and Railways) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace, shall be heard and determined by the Court under the following conditions:

The Court will appoint every three years a special Chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this Chamber. In the absence of any such demand, the full Court will sit. When desired by the parties or decided by the Court, the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of ,,Assessors for Transit and Communications Cases" composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations.

Recourse may always be had to the summary procedure provided for in Article 29, in the cases referred to in the first paragraph of

ticle, si les parties le demandent.

Nouvelle rédaction de l'Article 29.

En vue de la prompte expédition des affaires, la Cour compose annuellement une Chambre de cinq juges, appelés à statuer en procédure sommaire lorsque les parties le demandent. Deux juges seront, en outre, désignés, pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger.

Nouvelle rédaction de l'Article 31.

Les juges de la nationalité de chacune des parties en cause conservent le droit de siéger dans l'affaire dont la Cour est saisie.

Si la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité d'une des parties, l'autre partie peut désigner une personne de son choix pour siéger en qualité de juge. Celle-ci devra être prise de préférence parmi les personnes qui ont été l'objet d'une présentation en conformité des Articles 4 et 5.

Si la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune de ces parties peut procéder à la désignation d'un juge de la même manière qu'au paragraphe précédent.

La présente Disposition s'applique dans le cas des Articles 26, 27 et 29. En pareils cas, le Président priera un, ou, s'il y a lieu, deux des membres de la Cour composant la Chambre, de céder leur place aux membres de la Cour de la nationalité des parties intéressées et, à défaut ou en cas d'empêchement, aux juges spécialement désignés par les parties.

the present Article, if the parties so request.

New text of Article 29.

With a view to the speedy despatch of business, the Court shall form annually a Chamber composed of five judges who, at the request of the contesting parties, may hear and determine cases by summary procedure. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit.

New text of Article 31.

Judges of the nationality of each of the contesting parties shall retain their right to sit in the case before the Court.

If the Court includes upon the Bench a judge of the nationality of one of the parties, the other party may choose a person to sit as judge. Such person shall be chosen preferably from among those persons who have been nominated as candidates as provided in Articles 4 and 5.

If the Court includes upon the Bench no judge of the nationality of the contesting parties, each of these parties may proceed to select a judge as provided in the preceding paragraph.

The present Provision shall apply to the case of Articles 26, 27 and 29. In such cases, the President shall request one or, if necessary, two of the members of the Court forming the Chamber to give place to the members of the Court of the nationality of the parties concerned, and failing such or if they are unable to be present, to the judges specially appointed by the parties.

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent, pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour une seule. En cas de doute, la Cour décide.

Should there be several parties in the same interest, they shall, for the purpose of the preceding provisions, be reckoned as one party only. Any doubt upon this point is settled by the decision of the Court.

Les juges désignés, comme il est dit aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent Article, doivent satisfaire aux prescriptions des Articles 2; 17, alinéa 2; 20 et 24 du présent Statut. Ils participent à la décision dans des conditions de complète égalité avec leurs collègues.

Judges selected as laid down in paragraphs 2, 3 and 4 of this Article shall fulfil the conditions required by Articles 2, 17 (paragraph 2), 20 and 24 of this Statute. They shall take part in the decision on terms of complete equality with their colleagues.

Nouvelle rédaction de l'Article 32.

Les membres de la Cour reçoivent un traitement annuel.

Le Président reçoit une allocation annuelle spéciale.

Le Vice-Président reçoit une allocation spéciale pour chaque jour où il remplit les fonctions de Président.

Les juges désignés par application de l'Article 31, autres que les membres de la Cour, reçoivent une indemnité pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions.

Ces traitements, allocations et indemnités sont fixés par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil. Ils ne peuvent être diminués pendant la durée des fonctions.

Le traitement du Greffier est fixé par l'Assemblée sur la proposition de la Cour.

Un règlement adopté par l'Assemblée fixe les conditions dans lesquelles les pensions sont allouées aux membres de la Cour et au Greffier, ainsi que les conditions dans lesquelles les membres de la Cour et le Greffier reçoivent le remboursement de leurs frais de voyage.

New text of Article 32.

The members of the Court shall receive an annual salary.

The President shall receive a special annual allowance.

The Vice-President shall receive a special allowance for every day on which he acts as President.

The judges appointed under Article 31, other than members of the Court, shall receive an indemnity for each day on which they sit.

These salaries, allowances and indemnities shall be fixed by the Assembly of the League of Nations on the proposal of the Council. They may not be decreased during the term of office.

The salary of the Registrar shall be fixed by the Assembly on the proposal of the Court.

Regulations made by the Assembly shall fix the conditions under which retiring pensions may be given to members of the Court and to the Registrar, and the conditions under which members of the Court and the Registrar shall have their travelling expenses refunded.

Les traitements, indemnités et allocations sont exempts de tout impôt.

Nouvelle rédaction de l'Article 35.

La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte.

Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Lorsqu'un Etat, qui n'est pas Membre de la Société des Nations, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour que cette partie devra supporter. Toutefois cette disposition ne s'appliquera pas, si cet Etat participe aux dépenses de la Cour.

Le texte français de l'Article 38, n° 4, est remplacé par la disposition suivante:

4. Sous réserve de la disposition de l'Article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

[Il n'y a pas de changement dans le texte anglais.]

Les Articles 39 et 40 sont remplacés par les dispositions ci-après:

Nouvelle rédaction de l'Article 39.

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, le jugement sera prononcé en cette langue. Si les parties sont d'accord

The above salaries, indemnities and allowances shall be free of all taxation.

New text of Article 35.

The Court shall be open to the Members of the League and also to States mentioned in the Annex to the Covenant.

The conditions under which the Court shall be open to other States shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Council, but in no case shall such provisions place the parties in a position of inequality before the Court.

When a State which is not a Member of the League of Nations is a party to a dispute, the Court will fix the amount which that party is to contribute towards the expenses of the Court. This provision shall not apply if such State is bearing a share of the expenses of the Court.

The French text of Article 38, No. 4, is replaced by the following provision:

4. Sous réserve de la disposition de l'Article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

[There is no change in the English text.]

Articles 39 and 40 are replaced by the following provisions:

New text of Article 39.

The official languages of the Court shall be French and English. If the parties agree that the case shall be conducted in French, the judgment will be delivered in French. If the parties agree that

pour que toute la procédure ait lieu en anglais, le jugement sera prononcé en cette langue.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties pourront employer pour les plaidoiries celle des deux langues qu'elles préféreront, et l'arrêt de la Cour sera rendu en français et en anglais. En ce cas, la Cour désignera en même temps celui des deux textes qui fera foi.

La Cour pourra, à la demande de toute partie, autoriser l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais.

Nouvelle rédaction de l'Article 40.

Les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête, adressées au Greffe; dans les deux cas, l'objet du différend et les parties en cause doivent être indiqués.

Le Greffe donne immédiatement communication de la requête à tous intéressés.

Il en informe également les Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général, ainsi que les Etats admis à ester en justice devant la Cour.

Le texte anglais de l'Article 45 est remplacé par la disposition suivante:

The hearing shall be under the control of the President or, if he is unable to preside, of the Vice-President; if neither is able to preside, the senior judge present shall preside.

[Il n'y a pas de changement dans le texte français.]

the case shall be conducted in English, the judgment will be delivered in English.

In the absence of an agreement as to which language shall be employed, each party may, in the pleadings, use the language which it prefers; the decision of the Court will be given in French and English. In this case the Court will at the same time determine which of the two texts shall be considered as authoritative.

The Court may, at the request of any party, authorise any language other than French or English to be used.

New text of Article 40.

Cases are brought before the Court, as the case may be, either by the notification of the special agreement or by a written application addressed to the Registrar. In either case the subject of the dispute and the contesting parties must be indicated.

The Registrar shall forthwith communicate the application to all concerned.

He shall also notify the Members of the League of Nations through the Secretary-General, and also any States entitled to appear before the Court.

The English text of Article 45 is replaced by the following provision:

The hearing shall be under the control of the President or, if he is unable to preside, of the Vice-President; if neither is able to preside, the senior judge present shall preside.

[There is no change in the French text.]

Le nouveau chapitre suivant est ajouté au Statut de la Cour:

Chapitre IV. — Avis Consultatifs.

Nouvel Article 65.

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé sont exposées à la Cour par une requête écrite, signée soit par le Président de l'Assemblée ou par le Président du Conseil de la Société des Nations, soit par le Secrétaire général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

La requête formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question.

The following new chapter is added to the Statute of the Court:

Chapter IV. — Advisory opinions.

New Article 65.

Questions upon which the advisory opinion of the Court is asked shall be laid before the Court by means of a written request, signed either by the President of the Assembly or the President of the Council of the League of Nations, or by the Secretary-General of the League under instructions from the Assembly or the Council.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, and shall be accompanied by all documents likely to throw light upon the question.

Nouvel Article 66.

1. Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif aux membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société, ainsi qu'aux Etats admis à ester en justice devant la Cour.

En outre à tout Membre de la Société, à tout Etat admis à ester devant la Cour et à toute organisation internationale jugés, par la Cour ou par le Président si elle ne siège pas, susceptibles de fournir des renseignements sur la question, le Greffier fait connaître, par communication spéciale et directe, que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai à fixer par le Président, ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet.

New Article 66.

1. The Registrar shall forthwith give notice of the request for an advisory opinion to the Members of the League of Nations, through the Secretary-General of the League, and to any States entitled to appear before the Court.

The Registrar shall also, by means of a special and direct communication, notify any Member of the League or State admitted to appear before the Court or international organisation considered by the Court (or, should it not be sitting, by the President) as likely to be able to furnish information on the question, that the Court will be prepared to receive, within a time-limit to be fixed by the President, written statements, or to hear, at a public sitting to be held for the purpose, oral statements relating to the question.

Si un des Membres de la Société ou des Etats mentionnés au premier alinéa du présent Paragraphe, n'ayant pas été l'objet de la communication spéciale ci-dessus visée, exprime le désir de soumettre un exposé écrit ou d'être entendu, la Cour statue.

2. Les Membres, Etats ou organisations qui ont présenté des exposés écrits ou oraux sont admis à discuter les exposés faits par d'autres Membres, Etats et organisations dans les formes, mesures et délais fixés, dans chaque cas d'espèce, par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le Président. A cet effet, le Greffier communique en temps voulu les exposés écrits aux Membres, Etats ou organisations qui ont eux-mêmes présentés.

Nouvel Article 67.

La Cour prononcera ses avis consultatifs en audience publique, le Secrétaire général de la Société des Nations et les représentants des membres de la Société, des Etats et des organisations internationales directement intéressés étant prévenus.

Nouvel Article 68.

Dans l'exercice de ses attributions consultatives, la Cour s'inspirera en outre des dispositions du Statut qui s'appliquent en matière contentieuse, dans la mesure où elle les reconnaîtra applicables.

Should any Member or State referred to in the first paragraph have failed to receive the communication specified above, such Member or State may express a desire to submit a written statement, or to be heard; and the Court will decide.

2. Members, States, and organisations having presented written or oral statements or both shall be admitted to comment on the statements made by other Members, States, or organisations in the form, to the extent and within the time-limits which the Court, or, should it not be sitting, the President, shall decide in each particular case. Accordingly, the Registrar shall in due time communicate any such written statements to Members, States, and organisation having submitted similar statements.

New Article 67.

The Court shall deliver its advisory opinions in open Court, notice having been given to the Secretary-General of the League of Nations and to the representatives of Members of the League, of States and of international organisations immediately concerned.

New Article 68.

In the exercise of its advisory functions, the Court shall further be guided by the provisions of the Statute which apply in contentious cases to the extent to which it recognises them to be applicable.

Annexe.*)

Ratifications déposées à Genève:

Belgique (18 novembre 1929); Grande-Bretagne et Irlande du Nord ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations (12 février 1930); Union Sud-Africaine (17 février 1930); Inde (26 février 1930); Autriche (26 février 1930); Danemark (11 mars 1930); Suède (20 mars 1930); Norvège (10 avril 1930); Pologne (13 mai 1930); Siam (2 juin 1930); Nouvelle-Zélande (4 juin 1930); Portugal (12 juin 1930); Suisse (5 juillet 1930); Espagne (15 juillet 1930); Etat libre d'Irlande (2 août 1930); Roumanie (4 août 1930); Pays-Bas (y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao) (8 août 1930); Allemagne (13 août 1930); Hongrie (13 août 1930); Yougoslavie (27 août 1930); Australie (28 août 1930); Canada (28 août 1930); Finlande (28 août 1930); Grèce (29 août 1930); Lettonie (29 août 1930); Libéria (29 août 1930); Salvador (29 août 1930); Estonie (8 septembre 1930); Albanie (12 septembre 1930); Luxembourg (15 septembre 1930); Haïti (30 septembre 1930); Chine (14 octobre 1930); Tchécoslovaquie (30 octobre 1930); Japon (14 novembre 1930); Cuba (5 janvier 1931); Italie (2 avril 1931); Iran (25 avril 1931); Bulgarie (27 avril 1931); France (8 mai 1931); Colombie (6 janvier 1932); Lithuanie (23 janvier 1933); République Dominicaine (4 février 1933); Paraguay (11 mai 1933); Venezuela (4 août 1933); Uruguay (19 septembre 1933); Chili (20 novembre 1933); Ethiopie (30 mars 1935).

2.

IRAK, NEDJED.

Traité d'amitié et de bon voisinage; signé à Failiyah près de Muhammarah, le 5 mai 1922, suivi de deux Protocoles signés à 'Uquair, le 2 décembre 1922.**)

Report on 'Iraq Administration. April 1922 — March 1923, p. 183.

Treaty of Muhammarah.

In the name of God The Merciful The Compassionate.

With a view to securing friendship and good relations between the two Governments of 'Iraq and Najd.

We, the undersigned delegates, appointed by His Majesty Faisal I. King of 'Iraq, and by His Highness 'Abdul 'Aziz ibn Sa'ud, Sultan of Najd and its dependencies, and by His Excellency Major-General Sir P.

*) V. Société des Nations Enregistrement des Traités No. 173. Février 1936.

) Comp. l'Arrangement du 1er novembre 1925; **N.R.G. 3. s. XXI, p. 677.

Z. Cox, G.C.M.G., G.C.I.E., K.C.S.I., His Britannic Majesty's High Commissioner in 'Iraq in order to draft a Treaty between the 'Iraq and Najd Governments, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

(a) The tribes known as the Muntafiq, Dhafir and 'Amarat, will belong to 'Iraq. Both Governments, that is to say the Government of 'Iraq and the Government of Najd, guarantee mutually that they will prevent aggression by their tribes on the tribes of the other, and will punish their tribes for any such aggression, and should the circumstances not permit of such punishment, the two Governments will discuss the question of taking combined action according to the good relations prevailing between them.

(b) The Najd delegate having refused to accept the boundaries asked for by the 'Iraq Government, the following principle was laid down:

According to Article 1 (a) the Muntafiq, Dhafir and 'Amarat tribes belong to 'Iraq; similarly the Shammer Najd belong to Najd. The wells and lands used from old times by the 'Iraq tribes shall belong to 'Iraq and the wells and lands used from old times by the Shammar Najd shall belong to Najd. In order to determine the location of these lands and wells and to fix a boundary line in accordance with this principle a committee shall be formed consisting of two persons with local knowledge from each Government, and presided over by a British official selected by the High Commissioner; the committee will meet in Baghdad to fix the final boundaries, and both parties will accept these boundaries without any objection.

Article 2.

The two Governments, 'Iraq and Najd, guarantee to ensure the safety of the pilgrim routes and protect pilgrims from every kind of molestation so long as they are within their boundaries, as has already been guaranteed by the Sultan of Najd to His Britannic Majesty's Government in Article V of the Treaty between them.

Article 3.

(a) The two Governments agree that commercial intercourse shall be free from restrictions, and that each Government shall treat merchants belonging to the other in the same way as it treats its own merchants.

(b) Raw or manufactured products of Najd when imported into 'Iraq, and similarly raw and manufactured products of 'Iraq when imported into Najd shall be subject to the same tariff as prevails in the case of other friendly countries, in respect of import, export, transit, and re-export duties, and all other customs matters.

(c) The two Governments shall have the right to increase their customs duties and to levy fresh local and special taxation not in force at the present time provided that such alteration shall be similar to those enforced against other friendly countries. Each Government shall inform the other of any regulations issued by it in these matters.

Article 4.

The two Governments agree to freedom of travel in their respective countries for purposes of trade or pilgrimage, provided that travellers are in possession of passports issued by their own Government. Each Government shall inform the other of any regulations issued by it in this matter.

Article 5.

Any tribe belonging to one of the countries which settles in the other country shall pay grazing fees.

Article 6.

In the event (which God forbid) of a breach in the relations between either of the Governments and the British Government, this Treaty shall become null and void.

Signed (at Failiyah near Muhammarah) on Friday, 7th Ramadhan, 1340, equal to 5th May, 1922.

Delegate of the King of 'Iraq, King Faisal I. Ministre of Communications and Works.

(Signed) *Sabih.*

Delegate of His Highness the Sultan of Najd and its Dependencies—'Abdul Aziz ibn Sa'ud. Secretary to His Highness.

(Signed) *Ahmad al Thanaiyan al Sa'ud.*

Delegate of His Excellency the High Commissioner of His Britannic Majesty. Secretary to His Excellency.

(Signed) *B. H. Bourdillon.*

Postscription.

1. This Treaty shall not be valid until it has been ratified by their Majesties the rulers of 'Iraq and Najd, and by His Excellency the High Commissioner.

2. The delegate of Najd guarantees that, pending the decision of the committee which will meet in Baghdad, the tribes of Najd will not attack the tribes of 'Iraq.

King of 'Iraq.
(Seal.) Faisal ibn al Husain.

The Sultan of Najd and its Dependencies.
Abdul 'Aziz Ibn 'Abdul Rahman al Sa'ud has agreed to the Articles of this Protocol.
(Seal.)

In the name of God The Merciful The Compassionate.

This Protocol defining the boundaries between the two Governments of 'Iraq and Najd is appended to the agreement made at Muhammarah

on the seventh day of Ramadhan the Blessed, in the year 1340, which corresponds to the Fifth day of May, of the year 1922.

Article 1.

(a) The frontier from the East begins at the junction of the Wadi al 'Aujah (W. el Audja) with Al Batin and from this point the Najd frontier passes in a straight line to the well called Al Wuqubah (El Ukabba) leaving Al Dulaimiyah (Dulaimiya) and Al Wuqubah (El Ukabba) north of the line and from Al Wuqubah (El Ukabba) it continues N.W. to Bir Ansab (Bir Unsab).

(b) Starting from the point mentioned above, i.e., from the point of the junction of the Wadi al 'Aujah (W. el Audja) with Al Batin (El Batin) the 'Iraq boundary continues in a straight line N.W. to Al Amghar (El Amghar) leaving this place to the South of the line and from thence proceeds S.W. in a straight line until it joins the Najd frontier at Bir Ansab (Bir Unsab).

(c) The area delimited by the points enumerated above which includes all these points will remain neutral and common to the two Governments of 'Iraq and Najd who will enjoy equal rights in it for all purposes.

(d) From Bir Ansab (Bir Unsab) the boundary between the two states proceeds N.W. to Birkat al Jumaimah (Birkat el Djumeima) and from thence northwards to Bir al 'Uqbah (Bir el Akaba) and Qasr 'Uthaimin (Kasr Athmin) from there westwards in a straight line passing through the centre of Jal al Batn (Djal el Batn) to Bir Lifiyah (Bir Lifa) and then to Bir al Mana'iyah (Bir al Maniya) and from there to Jadidat 'Ar'ar (Djadaidat el Arar) from there to Mukur and from Mukur to the Jabal 'Anazan (Anaza) situated in the neighbourhood of the intersection of latitude 32 degrees north with longitude 39 degrees east where the 'Iraq-Najd boundary terminates.

Article 2.

Whereas many of the wells fall within the 'Iraq boundaries and the Najd side is deprived of them, the 'Iraq Government pledges itself not to interfere with those Najd tribes living in the vicinity of the border should it be necessary for them to resort to the neighbouring 'Iraq wells for water, provided that these wells are nearer to them than those within the Najd boundaries.

Article 3.

The two Governments mutually agree not to use the watering places and wells situated in the vicinity of the border for any military purpose, such as building forts on them, and not to concentrate troops in their vicinity.

Article 4.

The delegates of the two Governments have agreed to the above

terms of this Protocol and have affixed thereto their signatures in 'Uqair on the 12th day of Rabi' II, 1341, corresponding to 2nd December, 1922.

Representative of His Majesty the King of 'Iraq.
(Signed) *Sabih.*

Representative of His Highness the Sultan of Najd.
(Signed) *'Abdullah Sa'id Dambuji.*

In the name of God The Merciful The Compassionate.

Protocol Number two.

Article 1.

Whereas the two Governments of 'Iraq and Najd have mutually agreed upon the definition of their respective boundaries they further agree that should any tribe or section of a tribe which is outside the boundaries of and not subject to either Government desire to offer its allegiance to one of them they will not prevent it from doing so.

Translator's Note. The references are to Map Asia 1,000,000 Geographical Section, General Staff, War Office, 1917—18. The spelling of the place names in brackets is that given in the above Map.

Article 2.

Whereas the Customs duties in both countries are mutually known, all merchandise exported from, imported into, or passing through the territory of either country, shall be subject to these recognized duties and Customs regulations. Both Governments further agree mutually by all means in their power to put an end to the practice prevailing among the tribes of taking Khawah.

Article 3.

The duly appointed delegates of both Governments have agreed to the foregoing clauses of this Protocol, and have set to it their signatures in 'Uqair on the 12th day of Rabi' II, 1341, corresponding to the 2nd December, 1922.

Representative of His Majesty the King of 'Iraq.
(Signed) *Sabih.*

Representative of His Highness the Sultan of Najd.
(Signed) *'Abdullah Sa'id Dambuji.*

King of 'Iraq.
(Seal.) Faisal ibn al Husain.

The Sultan of Najd and its Dependencies.
Abdul 'Aziz Ibn 'Abdul Rahman al Sa'ud has agreed to the Articles of this Protocol.
(Seal.)

3.

ÉTHIOPIE, GRÈCE.

Traité d'amitié et de commerce signé à Addis-Abeba, le 18 février 1922,*) suivi d'un Accord additionnel, signé à Addis-Abeba, le 23 mars 1931,**) et d'un Echange de Notes du 23 mars 1931 au 2 avril 1932.

Copie officielle. — Journal officiel du Gouvernement Hellénique No. 318 du 21 octobre 1933.

Sa Majesté Zaouditou, Reine des Rois d'Ethiopie et Sa Majesté Constantin Roi de Grèce, afin de consolider l'amitié existant si heureusement entre leurs deux nations et dans l'intérêt des deux Gouvernements, au nom de S.M. Zaouditou, Reine des Rois et de son Gouvernement Son Altesse Impériale Ras Taffari et au nom de Sa Majesté le Roi de Grèce Monsieur Demetre Nicolopoulo, ayant pleins pouvoirs à cet effet, sont convenus de ce qui suit.

Article premier.

Les sujets et les produits de chacun de deux pays continueront à jouir réciproquement dans l'autre du même regime et des mêmes avantages en matière d'établissement, de commerce et de douane que ceux qui sont actuellement accordés ou qui seraient dans l'avenir accordés aux sujets et aux produits des autres Puissances.

Article deuxième.

Le présent Traité restera éxecutoire pendant cinq ans, qui commenceront à courir deux mois après le jour où sa ratification par S.M. le Roi de Grèce aura été notifié à S.M. Zaouditou, Reine des Rois d'Ethiopie et à S. A. I. Ras Taffari, Héritier du Trône. Dans le cas où aucune des deux Parties Contractantes n'aurait notifié, un an avant l'expiration de cette période de cinq ans son intention d'en faire cesser les effets, de le modifier ou de le continuer tel qu'il est, le présent Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une où l'autre des Parties Contractantes l'aura dénoncé.

Addis-Abeba dix février 1914 (Style Abyssinien).

(Sceau) *Ras Taffari,*
Héritier du Trone d'Ethiopie.
(s.) *D. Nicolopoulo.*

---

*) En vigueur depuis le 10 décembre 1922.
**) Les ratifications ont été échangées à Addis-Abeba, le 27 juillet 1934.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement Impérial d'Ethiopie, désirant compléter le Traité d'amitié et de commerce conclu le 10 février 1914 (18 février 1922), ont résolu de conclure le présent Accord additionnel et ont à cet effet nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République Hellénique:

Son Excellence Monsieur Nicolas Politis, ancien Ministre des Affaires Etrangères, Ministre de Grèce à Paris.

Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie,

Son Excellence le Belaten Guéta Hérouy, Directeur Général du Ministère des Affaires Etrangères,

lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Si le Gouvernement de la République Hellénique demande l'entrée en Ethiopie de ressortissants hellènes désireux de s'y établir comme ouvriers industriels ou agricoles ou pour y exercer un autre métier, le Gouvernement Impérial Ethiopien, après avoir examiné la teneur de cette demande, autorisera ces ressortissants hellènes à entrer sur son territoire.

Article 2.

Les ressortissants hellènes désireux de s'établir en Ethiopie dans les conditions prévues à l'Article précédent, devront être munis d'un certificat émanant du Ministère des Affaires Etrangères de Grèce, et constatant qu'ils n'ont pas encouru de condamnation pour crime ou délit et qu'ils ont les moyens indispensables de subsistance pour leur premier établissement.

Article 3.

Les ressortissants hellènes autorisés à entrer en Ethiopie dans les conditions spécifiées aux Articles précédents, s'établiront dans les régions qui leur seront désignées pour s'y fixer et travailler.

Ils seront soumis au même impôt que la population locale exerçant la même profession.

Toutefois, afin de faciliter leur premier établissement, ils seront, durant les deux premières années, exemptés de l'impôt frappant les possessions immobilières.

Article 4.

Si les ressortissants hellènes admis à se fixer en Ethiopie, comme il est dit dans les dispositions précédentes, commettent un crime entraînant l'expulsion, ils seront, comformément aux usages en vigueur en Ethiopie, rapatriés à leur frais ou, s'ils sont indigents, aux frais du Gouvernement Hellénique.

Article 5.

Le présent Accord restera en vigueur pendant cinq ans, qui commenceront à courir deux mois après le jour de sa ratification par le Pré-

sident de la République Hellénique et par Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie.

Au cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié, un an avant l'expiration de cette période de cinq ans, son intention d'en faire cesser les effets, de le modifier ou de le continuer tel qu'il est, le présent Accord demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncé.

Fait en double exemplaire à Addis-Abeba, le 14 Megabit 1923, An de Grâce (23 mars 1931).

(Sign) *N. Politis.*
(Sign) *Guéta Hérouy.*

Légation de Grèce
En Ethiopie
No 628.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement Hellénique est d'accord avec le Gouvernement Impérial d'Ethiopie sur la stipulation suivante:

Il est bien entendu que les dispositions de l'Accord additionnel au Traité d'Amitié et de Commerce conclu à Addis-Abeba le 10 février 1914 (18 février 1922) entre la Grèce et l'Empire d'Ethiopie signé à Addis-Abeba le 14 Megabit 1923 (23 mars 1931) entre la République Hellénique et l'Empire d'Ethiopie ne porte pas atteinte au droit du Gouvernement Hellénique, découlant de la clause de la nation la plus favorisée prévue à l'Art. 1er du Traité d'Amitié et de Commerce du 10 février 1914 (18 février 1922) de se prévaloir des avantages accordés dejà ou qui pourraient être accordés à l'avenir par l'Empire d'Ethiopie à d'autres Puissances en ce qui concerne l'établissement.

L'accord qui fait l'objet de la présente Lettre doit être consideré comme faisant partie intégrante de l'Accord Additionnel du 14 Megabit 1923 (23 mars 1931).

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

J. Zervos.

A Son Exellence M. Gheta Herouy, Ministre des Affaires Etrangères d'Ethiopie Addis-Abeba.

Gouvernement Impérial d'Ethiopie
Ministère des Affaires Étrangeres.
No 18

Qu'elle parvienne au Docteur Zervos, Chargé d'Affaires du Gouvernement Hellénique. Que la Paix soit avec vous.

En réponse à votre lettre du 16 Meskerem dernier No 628, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Traité au sujet des Emigrés Helléni-

ques signé à Addis-Abeba, le 14 Megabit 1923, entre le Gouvernement Impérial d'Ethiopie et le Gouvernement de la République Hellénique n'annule pas ce qui a été stipulé dans l'Article 1er du Traité d'Amitié et de Commerce, conclu entre ces deux Gouvernements le 10 Yekatit 1914.

Vous pouvez être assuré que les dispositions de l'Article 1er du Traité d'Amitié et de Commerce, conclu le 10 Yekatit 1914 seront à l'avenir aussi appliqués à ceux entre les sujets helléniques, qui entreront en Ethiopie, dans les mêmes conditions que les sujets des autres Puissances.

Addis-Abeba, le 24 Megabit 1924. An de Grâce (2 avril 1932).

Gueta Herouy.

4.

TRANSJORDANIE, ARABIE SAOUDITE.

Traité d'amitié et de bon voisinage; signé à Jérusalem, le 27 juillet 1933, suivi d'un Protocole d'arbitrage, signé à la date du même jour.*)

Parliamentary Papers. Cmd. 4691.

Treaty of Friendship and Bon Voisinage between Trans-Jordan and Saudi Arabia.

In the name of God, the Compassionate, the Merciful.

His Highness the Amir Abdullah Ibn Hussein, Amir of Trans-Jordan, of the one part, and

His Majesty King Abdul-Aziz Ibn Abder-Rahman Al Feisal Al Saud, King of the Kingdom of Saudi Arabia, of the other part, being desirous of consolidating their mutual relations by the conclusion of a Treaty of Friendship and Bon Voisinage, have appointed as their plenipotentiaries for this purpose:

His Highness the Amir of Trans-Jordan,

His Excellency Taufiq Bey Abdul Huda, Acting Chief Minister of the Amara of Trans-Jordan;

His Majesty the King of the Kingdom of Saudi Arabia,

His Excellency Fuad Bey Hamza, Deputy Minister for Foreign Affairs in the Government of His Majesty;

who, having communicated to each other their powers, found in good and due order, have agreed as follows:

Article 1.

Permanent peace and firm inviolable friendship shall prevail between the Amara of Trans-Jordan and the Kingdom of Saudi Arabia.

---

*) Les ratifications ont été échangées au Caire, le 21 décembre 1933.

The two Contracting Parties undertake to use their utmost endeavours to preserve these relations and to settle in a spirit of peace and friendship all disputes and differences which may arise between them.

Article 2.

Each of the two High Contracting Parties undertakes to preserve good relations with the other Party and to endeavour by every means in his power to prevent the use of his territory as a base for unlawful acts or preparations therefor, including raiding, which may be directed against the peace and tranquillity of the territory of the other Party.

If it should appear to either of the two High Contracting Parties that the steps which he has taken may be insufficient to prevent the persons engaged in the unlawful activities mentioned in the first paragraph from giving effect to them in the territory of the other Party, he shall notify the other Party of them and of the measures which he has taken to put a stop to their being carried on.

Article 3.

The two High Contracting Parties shall appoint special officials in the zones in the neighbourhood of the frontier who shall be responsible for the organization of general co-operation and for carrying out the measures necessary to ensure the application of the provisions of this Treaty and the two Governments shall notify each other of the names of the persons appointed for this purpose.

These officials or such persons as may be acting on their behalf shall have the right to communicate with each other for the purpose of co-operation and with a view to the settlement of questions arising from time to time on the frontier or between the tribes. They shall exchange information immediately regarding any incidents occurring on the side of either which may affect the maintenance of security on the other side.

Article 4.

Whenever the competent authorities specified in Article 3 learn of preparations being made in their territory by an armed person or by armed persons with the object of committing acts of robbery or plunder or raiding or any other unlawful act of such a nature as to disturb the peace on the frontier between the two countries, each competent authority shall be obliged to warn the other thereof.

If it should appear that the warning sent to the competent authority will not arrive in time to admit of warning being given to those liable to be injured by the aggression, warning must be given in addition to the nearest official and, in case of its being impossible to reach him, to the tribes threatened.

In circumstances of urgent necessity warning may be given by any official acting on behalf of the competent authority of the Party in whose territory the preparations are taking place.

Article 5.

If the competent authority of either of the two High Contracting Parties, or any person acting on behalf of such authority, should learn of the commission in his territory of any act of robbery or plunder or raiding or any other unlawful act of such a nature as to disturb the peace on the frontier between the two countries, he shall have the right to notify the competent authority of the other Party and in circumstances of urgent necessity he shall inform the nearest official of such other Party. The person so notified shall thereupon take the necessary steps with a view to the immediate restoration in their entirety of all stolen and plundered objects out of what is seized in the possession of the aggressors, in the event of their entering the territory in which he is employed.

If the aggressors be Beduin subjects of the country which they have entered the necessary measures shall be taken to put them on trial in that country. If they be Beduin subjects of a third party, they shall be called upon to leave the country which they have entered under threat of being put on trial if they do no leave it. If they be Beduin subjects of the other Party, in whose territory the raiding has taken place then, after the restoration of the plunder found in their possession, as stated in the first paragraph, their arms shall be confiscated and handed over to their Government and a quantity of their property sufficient to make good the losses and damage which they have caused as a result of their raiding shall likewise be confiscated and handed over to their Government. They shall then be warned that they must return to their country of origin and, if they do not do so, they shall be prevented from remaining on the frontier and shall be put on trial for the crimes which they have committed. If it be assured that they will maintain peace and tranquillity subsequently they shall be allowed to remain remote from the frontier; otherwise they shall be expelled from the country in which they have taken refuge.

Article 6.

In order to give effect to the provisions of this Treaty and with a view to the maintenance of good relations generally on the frontier between the two countries, the officials appointed in pursuance of Article 3 of this Treaty shall meet at least once every six months, and at more frequent intervals in case of necessity, to settle questions relating to the frontier zones and to the tribes settled therein.

Article 7.

The special officials appointed in pursuance of Article 3 shall, when considering matters within their competence in accordance with the usage and custom prevailing in the frontier zone, observe the general rules set forth in the schedule to this Treaty and shall apply the said rules as far as possible for a period of one year from the entry into force of this Treaty. After the expiration of this period, it shall be permissible for the

said officials to submit at any time to the High Contracting Parties any suggestions for the amendment of these rules. The High Contracting Parties shall, on receipt of such suggestions, exchange views as to whether the matter requires amendment. The rules shall remain in force until the two Parties agree upon the discontinuance of their application or upon their being amended.

Article 8.

All decisions taken in mutual agreement between the officials appointed in accordance with Article 3, in regard to questions arising on the frontier or between the tribes, shall be recorded in writing and signed by both officials at the time of the agreement and shall forthwith become operative and executory.

Matters on which the officials are unable to agree shall be referred to the Governments of the High Contracting Parties with a view to settlement by agreement between them. Effect shall be given by the competent authorities of the two High Contracting Parties to all decisions taken as a result of such agreement within three months from the date on which the final decision is taken.

The operation of Article 6 of the Hadda Agreement shall be annulled during the period of validity of this Treaty.

Article 9.

The tribes of the two Parties which habitually frequent both sides of the frontier for purposes of grazing or „musabala" shall be free to move about from place to place in the two countries, unless either of the two Governments should find it necessary to restrict this freedom of movement in the interests of public order or for reasons of economic necessity.

Nothing in this Article shall affect the maintenance of the established rights defined in Article 4 of the Hadda Agreement. Similarly nothing in this Article shall disturb the enjoyment of the rights specified in Article 13 of the Hadda Agreement in any respect whatsoever or for any reason whatsoever.

Article 10.

It shall not be lawful for either of the High Contracting Parties to compel subjects of the other Party to enlist in any of his armed forces, whether regular or irregular.

It shall not be lawful for either of the High Contracting Parties to permit the subjects of the other Party to be employed in his armed forces as from the date of the entry into force of this Treaty unless they have previously acquired the nationality of the Party under whom they wish to serve and have notified their readiness to renounce their original nationality if this be prescribed in the Nationality Regulations of their country of origin, it being understood that their Government of origin shall be free, when they enter their territory, to take any measures against them which may be laid down in their laws.

The names of persons naturalized and enlisted after the entry into force of this Treaty shall be notified through the diplomatic channel to the Government of their country of origin.

Article 11.

Each of the two High Contracting Parties undertakes to prevent any of his officials from crossing the frontier between the two countries without the permission of the other Party for any reason whatsoever and by any means whatsoever, with the exception of crossing by frontier officials and messengers with a view to maintaining the co-operation defined in Articles 3, 4, 5, 6 and 7 of this Treaty.

Article 12.

Subject to the observance of the provisions contained in the Hadda Agreement regarding the movement of tribes, pilgrims and merchants, the two High Contracting Parties mutually undertake to refrain from authorizing foreigners resident in their countries or setting out therefrom, or subjects of the two High Contracting Parties, to cross the frontier of the country of the other Party for the purpose of travel, exploration, hunting or any other purpose, without having obtained previous permission from the competent authority of the Party concerned, and to discourage their intention of doing so. They shall not be responsible for the safety of such persons if their entry was effected without previous permission.

Article 13.

All differences which may arise between the two High Contracting Parties regarding the interpretation or execution of the provisions of this Treaty or other provisions contained in the agreements determining the relations between the two Parties shall be settled in agreement between them by reference to arbitration, which shall be conducted in accordance with the Protocol appended to this Treaty.

Article 14.

This Treaty has been drawn up in duplicate in the Arabic language. The two High Contracting Parties shall ratify it and shall exchange instruments of ratification as soon as possible. It shall come into force as from the date of the exchange of the instruments of ratification and shall be valid for a period of five years beginning with that date.

If neither of the two High Contracting Parties gives notice to the other Party six months before the expiration of the period of five years that the wishes to terminate the Treaty, it shall remain in force and shall not be held to have terminated until after six months from the day on which one of the two Parties sall have given notice of its termination to the other Party.

In faith whereof the two Plenipotentiaries aforesaid have signed this Treaty at Jerusalem on the fifth day of the month of Rabi-ath-Thani in

the year 1352 of the Hijra, corresponding to the 27th day of the month of July of the year 1933 A.D.

Taufiq Abul Huda,
Delegate of the Amara of Trans-Jordan.

Fuad Hamza,
Delegate of the Kingdom of Saudi Arabia.

Protocol on arbitration.

In the name of God, the Compassionate, the Merciful.

In pursuance of Article 13 of the Treaty of Friendship and Bon Voisinage, which we have signed this day in our capacity as plenipotentiaries of His Highness the Amir Abdullah Ibn Hussein, Amir of Trans-Jordan, and His Majesty King Abdul-Aziz Ibn Abdur-Rahman Al Feisal Al Saud, King of the Kingdom of Saudi Arabia, we have in virtue of the powers conferred upon us, agreed that, in any case referred to arbitration in conformity with the said Treaty, the arbitration shall be conducted in accordance with the following Articles.

Article 1.

The arbitration shall be conducted by two arbitrators, of whom each of the High Contracting Parties shall select one, under the presidency of a third person appointed in the manner set forth in Article 3 of this Protocol.

Article 2.

If the two High Contracting Parties shall have agreed to refer any difference whatsoever to arbitration in accordance with the provisions of Article 13 of the Treaty of Friendship and Bon Voisinage signed this day, they shall draw up a joint memorandum on the matters which it is desired to settle by arbitration. A President of the Board of Arbitration shall then be appointed in accordance with Article 3 of this Protocol and a copy of the joint memorandum on the matters which it is desired to settle by arbitration shall be forwarded to him. Each Party shall forward to him within a period not exceeding one month from the date of his nomination a memorandum of the arguments in support of his case. Each of the two High Contracting Parties shall be entitled to forward to the President any other memorandum relative to his contention at any time within a period of three months of his nomination. Each Party shall be bound to forward to the other Party all documents which he may forward to the President.

Article 3.

The President of the Board of Arbitration shall be appointed by agreement between the two Parties within two months of the date of the agreement to refer the matter to arbitration.

Article 4.

The President of the Board of Arbitration shall invite the Board to meet at a place which he shall select after consultation with the two High Contracting Parties and on a date which he shall appoint after similar consultation, provided that the period intervening between his nomination and this date shall not be less than three months and shall not exceed six months. The Board of Arbitration shall give its decision within three months of the abovementioned date.

Article 5.

The Board of Arbitration shall be free to determine the procedure to be followed. The two High Contracting Parties undertake to afford it all possible facilities and assistance for which it may apply with a view to the performance of its task.

Article 6.

Each of the two High Contracting Parties may appoint one or more persons to expound his point of view in regard to the questions in dispute before the Board of Arbitration.

Article 7.

The two High Contracting Parties definitely undertake to accept as binding and to give effect to the decisions rendered by the arbitrators on the questions referred to them. The arbitrators may, in case of necessity, adopt their decision by a majority.

Article 8.

Each of the two Governments shall pay the salary and expenses of the arbitrator appointed by it and one-half of the salaries and expenses of the President, clerks and other persons of whose assistance the arbitrators may have need.

Article 9.

This Protocol shall come into force as from the date of the exchange of copies thereof ratified by the two High Contracting Parties. It shall remain in force for the duration of the Treaty of Friendship and Bon Voisinage concluded between them on this date. The two High Contracting Parties shall prolong its operation until the decision has been rendered in any case referred to arbitration in accordance with it before the termination of the operation of that Treaty.

In faith whereof, we have signed this Protocol at Jerusalem on the fifth day of the month of Rabi-ath-Thani, in the year 1352 of the Hijra, corresponding to the 27th day of the month of July of the year 1933 A.D.

Taufiq Abul Huda,
Delegate of the Amara of Trans-Jordan.

Fuad Hamza,
Delegate of the Kingdom of Saudi Arabia.

Schedule

referred to in Article 7 of the Treaty of Friendship and Bon Voisinage.

1. Certificates for the Return of Loot.

On each occasion on which loot is returned in conformity with the provisions of the Treaty of Friedship and Bon Voisinage, with a view to its being delivered to the owners thereof, the special official appointed in accordance with Article 3 of the said Treaty shall give the person taking delivery of the loot an official certificate in the following form signed by him:

I, the undersigned, certify as follows:

(i) That the property and animals now returned constitute to the best of our knowledge resulting from our investigations, all the loot which the aggressors captured in the incident which occurred at ....on the............................between members of the............................and............................tribes, with the exception of the following, which it has not been possible to recover, ...

....

(ii) That the property and animals now returned comprise all that we have recovered from the agressors up to this date, in its entirety, and, by way of compensation for objects certified to be impossible of recovery in kind and to be missing, namely,

....

the following, which are forwarded,............................ and I certify that these are of the same equivalent value as the missing objects which it has not been possible to recover and, further, that all possible measures are being taken for the recovery of any other loot which has not been recovered from the agressors and that, when recovered, it will be returned to you accompanied by a further certificate.

(Signature)............................

2. Wisaqa.

It shall not be permissible to detain livestock or property on either side of the frontier in order to enforce the return of other looted livestock or property believed to be unlawfully held on the other side of the frontier. This shall not affect the right of the authorities on each side of the frontier to make use of this means to enforce the restoration of livestock or property unlawfully held in their own territory only.

3. Araif.

Animals found in the possession of the subjects of one of the Parties may not be impounded by an official of the other Party on the ground that they are claimed as Araif, except in the case of such animals forming

part of the loot taken in a raid, in respect of which the responsible official on the other side has not certified that complete restitution has been made. In any such case, animals may be detained, subject to ultimate agreement being arrived at regarding them between the two Parties.

No claim shall be entertained for the return of animals alleged to be Araif taken in raids which have been the subject of final settlement between the two Parties.

4. Blood Money.

Each of the Parties shall collect from a homicide, being his subject, blood money in respect of a slain person belonging to the other side, provided that the person slain was not guilty of premeditated aggression. The blood money shall be calculated at the rate of ten she-camels between two and four years of age, unless the relatives of the homicide and the slain person agree that there is an established custom between them for the payment of the blood money on some other basis.

5. Compensation for Losses.

Persons guilty of premeditated criminal acts of aggression, such as raiding or robbery, shall be obliged to make good all losses suffered by the victims as a result of the aggression, as for example animals which have been killed in fighting or have been looted and died or have been lost while in their possession. The special officer appointed in conformity with Article 3 of the Treaty of Friedship and Bon Voisinage, who is responsible for the collection and return of the loot, shall likewise collect from the aggressors out of their property objects equivalent in value to those losses and shall deliver them together with the loot, as required by paragraph 1 of this Schedule. The official of the country whose subjects were the victims may collect any evidence which he considers appropriate regarding the losses and forward it to the official of the other Party engaged in collecting the loot.

6. Khidma.

On the return of the looted property or animals nothing shall be deducted therefrom by way of Khidma, recompense, wages of herdsmen, or expenses. If the Party collecting the loot has incurred such expenditure, he is free to recover it out of the property of the aggressors. The recompense, however, of a person who has found stray camels and taken charge of them until application is made by their owner shall be calculated at the rate of one gold pound for every five camels, provided that the finder has given notice of his having found them at the time of its occurrence and has not attempted to conceal it.

7. Definition of Beduin.

For the purpose of applying the provisions of the Treaty of Friendship and Bon Voisinage, every person arrested while taking part in a raid

committed by nomadic tribes shall de deemed to be Beduin, unless he proves the contrary in a competent quarter.

The 5th Rabi-at-Thani 1352, corresponding to the 27th July, 1933.

Taufiq Abul Huda,
Delegate of the Amara of Trans-Jordan.

Fuad Hamza,
Delegate of the Kingdom of Saudi-Arabia.

5.

BULGARIE, ESPAGNE.

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage; signé à Sofia, le 26 juin 1931.*)

Journal officiel du Gouvernement Bulgare 1932/33, No. 49.

Sa Majesté le Roi des Bulgares et le Président du Gouvernement provisoire de la République Espagnole, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Bulgarie et l'Espagne et de résoudre, selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un Traité et ont désigné pour Leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

Son Excellence Monsieur Athanase D. Bouroff, Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes;

Le Président du Gouvernement provisoire de la République Espagnole:

Son Excellence Monsieur Juan B. Arregui del Campo, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Sofia;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à régler, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent Traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Bulgarie et l'Espagne et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

*) Les ratifications ont été échangées à Sofia, le 21 juin 1935. V. Gaceta de Madrid 1935, p. 896.

Partie I.

Article 2.

Tous les litiges entre les Hautes Parties Contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un Tribunal arbitral.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant d'être soumis à la procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal arbitral, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente dite Commission Permanente de Conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent Traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 5.

La Commission Permanente de Conciliation sera composée de trois membres. Les Parties Contractantes nommeront chacune un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, le troisième qui sera le Président de la Commission. Celui-ci ne devra être ressortissant d'une des Parties Contractantes, ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la Commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de Conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Article 6.

La Commission Permanente de Conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront la demande adressée à cet effet par l'une des Parties Contractantes à l'autre Partie.

Si la nomination du Président à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, elle sera confiée au président en exercice de la Cour permanente de Justice internationale. Dans le cas où celui-ci serait de la nationalité de l'une des Parties Contractantes, la mission de nommer le Président de la Commission de Conciliation sera conférée au Vice-Président d'abord, puis successivement au Membre le plus âgé de la Cour, n'appartenant pas à la nationalité des Parties Contractantes.

Article 7.

La Commission Permanente de Conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la Commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission.

Au cas où le Président de la Commission de Conciliation désigné en commun par les Parties Contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai d'un mois à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'Article 6 du présent Traité.

Article 9.

La Commission Permanente de Conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les

Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pu être conciliées, la Commission pourra, avec l'assentiment des Parties, ordonner la publication immédiate d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des Membres de la Commission.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de Conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire.

En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. *)

Article 11.

La Commission de Conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

Article 12.

Les travaux de la Commission de Conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de Conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entres elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leurs Gouvernements.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission de Conciliation seront prises à la majorité des voix.

---

*) V. N.R.G. 3. s. III, p. 360.

Article 15.

Les Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de Conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de Conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties Contractantes.

Chaque Gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la Commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

A défaut d'un arrangement portant le litige devant la Commission Permanente de Conciliation et, dans le cas d'un semblable arrangement, à défaut de conciliation devant la Commission Permanente de Conciliation, la contestation sera soumise, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut, soit à un Tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobe 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Partie II.

Article 18.

Toutes questions sur lesquelles les Gouvernements des deux Hautes Parties Contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires et dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'Article 2 du present Traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission Permanente de Conciliation.

La procédure prévue par les Articles 7 à 16 du présent Traité sera applicable.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la Commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura toutefois la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à ladite Commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celli-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Article 19.

Si les Parties n'ont pû être conciliées, le conflit sera, à la requête de l'une ou l'autre des Parties, soumis pour décision à un Tribunal arbitral ayant le pouvoir de statuer ex aequo et bono.

Ce Tribunal sera, s'il n'en est convenu autrement, composé de trois membres désignés suivant la méthode prévue aux Articles 5 et 6 du présent Traité pour la constitution de la Commission de Conciliation. Le Tribunal devra être constitué dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage.

La décision du Tribunal arbitral sera abligatoire pour les Parties.

Article 20.

Lorsqu'il y aura lieu à l'arbitrage entre elles, les Parties Contractantes s'engagent à conclure, dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, l'une ou l'autre des Parties aura le droit de saisir le Tribunal par voie de simple requête. Dans ce cas, le Tribunal arbitral réglera lui-même la procédure.

Dispositions générales.

Article 21.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties Contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'acceptation des propositions de la Commission de Conciliation ou à l'éxécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du Tribunal arbitral. A cet effet, la Commission de Conciliation, la Cour de Justice et le Tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisoires doivent être prises.

Article 22.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties Contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 23.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou l'exécution du présent Traité seront, sauf accord contraire, soumises

directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 24.

Le présent Traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Bulgares et par le Président du Gouvernement provisoire de la République Espagnole.

Les instruments de ratification en seront échangés à Sofia dans le plus bref délai possible.

Article 25.

Le présent Traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi, les Plenipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sereaux.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 26 juin 1931.

(s.) *A. D. Bouroff.*
(s.) *Juan B. Arregui.*

6.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, BRÉSIL.

Arrangement pour modifier l'Accord concernant la mission militaire des Etats-Unis au Brésil du 10 mai 1934,*) modifié les 21 et 23 juillet 1934;**) conclu par un Echange de Notes signées à Washington, les 20 juin et 29 octobre 1935.

Executive Agreement Series, No. 84.

The Secretary of State (Hull) to the Brazilian Ambassador (Aranha).

Department of State,
Washington, June 20, 1935.

Excellency:

With respect to the desire of the Brazilian Government, made known to me by your memorandum of February 20, 1935, that the Military Mission Agreement between the Governments of the United States of America and the United States of Brazil, signed at Washington on May 10, 1934,

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XXIX, p. 647.
**) V. ibid. p. 657.

be further amended so as to permit of the designation of an officer of the Army of the United States of America to serve as a professor in the Technical School of the Brazilian Army in matters related to chemistry and its application to warfare, the undersigned the Secretary of State of the United States of America, duly authorized by his Government, begs to state that it will be entirely satisfactory to the Government of the United States of America to enter into such a supplementary agreement by an exchange of notes on the understanding that the said officer shall possess the same rights and privileges as the officers detailed in the original contract of May 10, 1934; that the agreement shall be considered and be deemed to be an addendum to the said contract, in accordance with Article 7 thereof, and that it shall be regarded as having the same force and effect as if originally embodied in that contract.

The Government of the United States of America will be pleased to consider the above-stated understanding to be effective on the day of the receipt of a note from you stating the acceptance of the understanding by the Government of the United States of Brazil.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell Hull.

His Excellency Oswaldo Aranha, Ambassador of Brazil.

The Brazilian Ambassador (Aranha) to the Secretary of State (Hull).

No. 88 Embaixada dos Estados Unidos do Brasil,
Washington, em 29 de Outubro de 1935.

Senhor Secretario de Estado,

Com referencia a um proposto additamento ao contracto entre os Estados Unidos do Brasil e os Estados Unidos da America de uma missão militar, firmado em Washington a 10 de Maio de 1934, a fim de permittir a designação de um official do Exercito dos Estados Unidos da America para servir como professor de chimica e suas applicações militares na Escola Technica do Exercito Brasileiro, o abaixo assignado, Embaixador do Brasil, tem a honra de accusar o recebimento da nota nº 832.223/9, de 20 de Junho do corrente anno, pela qual Vossa Excellencia, dividamente autorizado pelo seu Governo, tem a amabilidade de annunciar-lhe que o Governo dos Estados Unidos da America está prompto a concluir por troca de notas um accordo, supplementar a esse respeito, na convicção de que o dito official terá direitos e privilegios iguaes aos reconhecidos aos officiaes mencionados no contracto original de 10 de Maio de 1934, considerando-se tal additamento como feito de accordo com o artigo 7º do referido contracto e tão valido como se estivesse neste comprehendido.

2. Devidamente autorizado pelo seu Governo, o Embaixador do Brasil tem a honra de declarar que o Governo dos Estados Unidos do Brasil acceita as mencionadas condições e, nos termos da nota a que a presente

responde, concorda em considerar o referido additamento ao contracto de 10 de Maio de 1934 com o Governo dos Estados Unidos da America como em vigor a partir de 1º de Fevereiro de 1936.

O abaixo assignado aproveita a opportunidade para reiterar a Vossa Excellencia os protestos de sua mais alta consideração.

Oswaldo Aranha.

A Sua Excellencia o Senhor Cordell Hull, Secretario de Estado dos Estados Unidos da America.

7.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, BRÉSIL.

Arrangement pour prolonger la durée des Accords concernant la mission militaire des Etats-Unis au Brésil, signés le 10 mai 1934,*) les 21 et 23 juillet 1934**) et les 20 juin et 29 octobre 1935;***) conclu par un Echange de Notes signées à Washington, les 9 novembre et 16 décembre 1935.

Executive Agreement Series, No. 85.

The Brazilian Ambassador (Aranha) to the Secretary of State (Hull).

No. 94. Embaixada dos Estados Unidos do Brasil,
Washington, em 9 de Novembro de 1935.

Senhor Secretario de Estado,

De accôrdo com o artigo 3º do Accôrdo entre o Brasil e os Estados Unidos da America, firmado a 10 de Maio de 1934, a fim de permittir a ida para o Brasil de uma Missão de officiais do Exercito dos Estados Unidos, tenho a honra de annunciar a Vossa Excellencia que o meu Govêrno deseja que o referido contracto, si isso fôr do agrado do Govêrno norte-americano, seja prolongado pelo prazo de mais dois annos, continuando, portanto, em vigor até 10 de Maio de 1938.

Aproveito a opportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

Oswaldo Aranha.

A Sua Excellencia o Senhor Cordell Hull, Secretario de Estado dos Estados Unidos da America.

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XXIX, p. 647.
**) V. ibid. p. 657.
***) V. ci-dessus, No. 6.

The Secretary of State (Hull) to the Brazilian Ambassador (Aranha).

Department of State,
Washington, December 16, 1935.

Excellency:

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of November 9, 1935, wherein, in accordance with Article 3 of the Military-Mission Agreement between the United States of America and the United States of Brazil, signed at Washington on May 10, 1934, you make known to me the wish of your Government that the said Agreement be extended for a period of two years, from May 10, 1936, to May 10, 1938, if such extension should be agreeable to the Government of the United States.

Duly authorized thereto, I am happy to inform you, in reply, that the extension of the Military-Mission Agreement of May 10, 1934, until May 10, 1938, will be entirely agreeable to the Government of the United Staates of America, and that the Government of the United States of America will be pleased to consider your note and this acknowledgment thereof as constituting an agreement extending the said Military-Mission Agreement from May 10, 1936, to May 10, 1938.

Your note does not specifically request that the extension include also the supplementary agreement effected by exchange of notes on July 21 and July 23, 1934, and the supplementary agreement effected by my note of June 20 and your note of October 29, 1935. If it is desired by your Government that these two supplementary agreements should also be included in the extension, the Government of the United States of America, upon being so informed by you, will be pleased to consider that the extensional agreement effected by your note of November 9, 1935, and my present note, applies not only to the agreement of May 10, 1934, but to the two supplementary agreements as well.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell Hull.

His Excellency Oswaldo Aranha, Ambassador of Brazil.

The Brazilian Ambassador (Aranha) to the Secretary of State (Hull).

No. 110. Embaixada dos Estados Unidos do Brasil,
Washington, em 19 de dezembro de 1935.

Senhor Secretario de Estado,

Tenho a honra de accusar o recebimento da sua Nota No. 832.20/100, de 16 do corrente, com a qual Vossa Excellencia me informa, em resposta á minha No. 94, de 9 de novembro ultimo, que o Governo dos Estados Unidos da America concorda com o prolongamento, pelo prazo de mais dois annos, do Accôrdo entre o Brasil e os Estados Unidos da America, firmado a 10 de maio de 1934, a fim de permittir a ida para o Brasil de uma Missão de Officiaes do Exercito dos Estados Unidos.

2. Com referencia ao paragrapho terceiro da sua referida Nota, de 16 do corrente, é com prazer que confirmo a Vossa Excellencia a intenção do meu Govêrno de considerar como incluidos na referida prolongação os Accordos supplementares effectuados por troca de notas em 21 e 23 de julho de 1934 e por notas de 20 de junho e 29 de outubro do corrente anno, ficando, pois, entendido que o accordo supplementar effectuado com a minha nota No. 94, de 9 de novembro, e a de Vossa Excellencia de 16 do corrente, se applica não só ao accordo de 10 de maio de 1934, mas igualmente aos dois accordos supplementares de julho de 1934 e outubro de 1935.

Aproveito a opportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

Oswaldo Aranha.

A Sua Excellencia o Senhor Cordell Hull, Secretario de Estado dos Estados Unidos da America.

8.

PAYS-BAS, BELGIQUE.

Convention d'établissement et de travail; signée à Genève, le 20 janvier 1933, suivie d'un Echange de Notes et d'un Protocole signés à Bruxelles, le 7 janvier 1936.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1936, No. 83.

Vestigings- en Arbeidsverdrag tusschen Nederland en België.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning der Belgen, bezield met den wensch de vestigings- en arbeidsvoorwaarden van Nederlandsche onderdanen in België en van Belgische onderdanen in Nederland te regelen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben als Hun gevolmachtigden benoemd, te weten:

Convention d'établissement et de travail entre les Pays-Bas et la Belgique.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi des Belges, animés du désir de régler les conditions d'établissement et de travail des ressortissants néerlandais en Belgique et des ressortissants belges aux Pays-Bas, ont résolu de conclure, à cette fin, une convention et ont désigné pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 7 janvier 1936.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Jonkheer Frans Beelaerts van Blokland, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken,

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den Heer Paul Hymans, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken,

die, na elkander mededeeling te hebben gedaan van hun volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, over de volgende artikelen tot overeenstemming zijn gekomen:

Afdeeling I.

Vestiging.

Artikel I.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen de bevoegdheid hebben zich naar het grondgebied van de andere Partij te begeven, zich daar te vestigen, zich te verplaatsen, een verblijfplaats te kiezen en het land te verlaten, mits zij zich gedragen naar de daar te lande geldende wetten en verordeningen, in het bijzonder wat betreft het toezicht op vreemdelingen.

Het is wel te verstaan, dat ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich het recht voorbehoudt den toegang tot en het verblijf op haar grondgebied te verbieden aan elken onderdaan van de andere Partij, die als ongewenscht zou moeten worden aangemerkt, zij het uit een oogpunt van handhaving der openbare orde en openbare zedelijkheid, gezondheid of veiligheid, of omdat hij geen middelen van bestaan bezit.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Jonkheer Frans Beelaerts van Blokland, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté le Roi des Belges:

Monsieur Paul Hymans, Son Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Section I.

Etablissement.

Article premier.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront la faculté de pénétrer sur le territoire de l'autre Partie, de s'y établir, d'y circuler, d'y choisir une résidence, et d'en sortir, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays, notamment en ce qui concerne la police des étrangers.

Il est etendu que chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de ne pas admettre l'entrée et le séjour sur son territoire de tout ressortissant de l'autre Partie qui devrait être considéré comme indésirable, soit au point de vue du maintien de l'ordre, de la moralité, de la santé ou de la sécurité publiques, soit parce qu'il ne possède pas de moyens d'existence.

De bepaling, vervat in de eerste alinea van deze § — hoewel zij in het algemeen uitsluit de toepassing op de onderdanen der Hooge Verdragsluitende Partijen van wetten of verordeningen, die bepaaldelijk ten doel hebben het recht om het grondgebied vrijelijk te verlaten, te beperken of op te heffen — verzet zich anderzijds niet tegen de toepassing van de gewone en algemeene wetgeving, waaruit in afzonderlijke gevallen een beletsel voor het verlaten zou kunnen voortvloeien.

§ 2. Ingeval dat de binnenkomst, het verblijf, de werkzaamheid of de vestiging van een onderdaan van een der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Partij, volgens de bepalingen van de wetten en verordeningen ten aanzien van het toezicht op vreemdelingen, onderworpen mochten zijn aan zekere voorwaarden of beperkingen, zullen deze van zelf ophouden van toepassing te zijn op den belanghebbende, die zijn woonplaats op bedoeld grondgebied blijft houden, uiterlijk na vijf jaren ononderbroken verblijf.

§ 3. Het is wel te verstaan, dat, zelfs wanneer het betreft personen die voordeelen ontleenen aan de bepalingen van § 2 van dit artikel, ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich voorbehoudt ten opzichte van onderdanen van de andere Partij gebruik te maken van het recht van uitzetting en van het recht op deze onderdanen Haar politievoorschriften toe te passen, zooals die welke betrekking hebben op paspoorten, identiteitsbewijzen en alle verklaringen vereischt voor het toezicht op vreemdelingen.

D'autre part, la stipulation du 1[er] alinéa du présent §, bien qu'excluant l'application, aux ressortissants des Hautes Parties Contractantes, de lois ou règlements ayant pour but ou de restreinde ou de supprimer le droit de libre sortie comme tel, ne s'oppose pas à l'application de la législation normale et générale dont pourrait résulter, dans des cas individuels, un empêchement à la sortie.

§ 2. Dans le cas où, conformément aux dispositions des lois et règlements concernant la police des étrangers, l'entrée, le séjour, l'activité ou l'établissement d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie, auraient été subordonnés à certaines conditions ou restrictions, celles-ci cesseront automatiquement d'être applicables à l'intéressé continuant à résider sur ce territoire, au plus tard après cinq ans de résidence ininterrompue.

§ 3. Il est entendu que, même s'il s'agit de personnes bénéficiant des dispositions du § 2 du présent Article, chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve de faire usage, à l'égard des ressortissants de l'autre Partie, du droit d'expulsion et du droit de leur appliquer ses prescriptions de police, telles que celles afférentes aux passeports, à la carte d'identité et à toutes déclarations requises pour le contrôle des étrangers.

§ 4. De rechten, invorderbaar ter gelegenheid van de toepassing der verschillende formaliteiten, bedoeld in § 3 van dit artikel, zullen niet meer kunnen bedragen dan die welke gelden voor onderdanen van de in deze meestbegunstigde natie.

Artikel 2.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Parij in rechte en in feite op voet van volkomen gelijkheid met de onderdanen van de andere Partij worden behandeld voor wat betreft de uitoefening van elke werkzaamheid op het gebied van handel, nijverheid en geldwezen, en, in het algemeen, van elke werkzaamheid van economischen aard, zonder dat er in deze onderscheid zal worden gemaakt tusschen ondernemingen, die een zelfstandige werkzaamheid uitoefenen en die welke handelen als bijkantoren of agentschappen.

§ 2. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij alle ambachten en beroepen kunnen uitoefenen, die niet afzonderlijk in § 3 van dit artikel zijn genoemd, onder de voorwaarde, dat zij zich gedragen naar de daar te lande geldende wetten en verordeningen met inbegrip van die welke betrekking hebben op de bescherming van de nationale arbeidsmarkt.

Het is wel te verstaan, dat de toepassing van de wetten en verordeningen betreffende de bescherming van de nationale arbeidsmarkt, geen beletsel zal vormen voor de onderdanen van ieder der

§ 4. Les taxes exigibles à l'occasion de l'application des diverses formalités visées au § 3 du présent Article, ne pourront dépasser celles applicables aux étrangers ressortissants de la nation la plus favorisée en cette matière.

Article 2.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront placés, sur le territoire de l'autre Partie, sur un pied d'égalité complète de droit et de fait avec les nationaux en ce qui concerne l'exercice de toute activité commerciale, industrielle, financière et, en général, de toute activité de caractère économique, sans qu'il soit fait de distinction en ces matières entre les entreprises qui ont une activité autonome et celles qui agissent en tant que succursales ou agences.

§ 2. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront exercer tous métiers et professions, non spécialement prévus au § 3 du présent Article, sur le territoire de l'autre Partie, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays, y compris ceux qui concernent la protection du marché national du travail.

Il est entendu que l'application les lois et règlements concernant la protection du marché national du travail n'empêchera par les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, établis sur le terri-

Hooge Verdragsluitende Partijen, die gevestigd zijn op het grondgebied van de andere Partij, om naar hun keuze personen in dienst te nemen voor het vervullen van leidende functies.

§ 3. De bepalingen van de §§ 1 en 2 van dit artikel hebben geen betrekking op de uitoefening op het grondgebied van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen van de hierachter opgesomde beroepen, ambachten en takken van nijverheid en handel:

a) de openbare ambten, beroepen en betrekkingen, met inbegrip van het beroep van notaris, procureur en deurwaarder;

b) de beroepen van advocaat en wisselagent;

c) de colportage en ambulante beroepen;

d) de vischvangst in de binnen- en territoriale wateren, de kustvaart, het loodswezen in het algemeen en de inwendige havendienst.

§ 4. De bepalingen van dit artikel brengen in geen enkel opzicht wijziging in de in elk land geldende wettelijke bepalingen met betrekking tot de bemanning van zeeschepen of binnenvaartuigen, varende onder nationale vlag, en van in dat land ingeschreven luchtvaartuigen.

Artikel 3.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, die zich al of niet op het grondgebied van de andere Partij bevinden, zullen zich aldaar onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die Partij kunnen bezighouden met alle handelstransacties en ter zake elke publiciteit kunnen geven of reclame maken. Mits zij

toire de l'autre Partie, d'engager des personnes de leur choix pour des postes de direction.

§ 3. Les dispositions des §§ 1 et 2 du présent Article ne visent pas l'exercice, sur le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes, des professions, métiers, industries et commerces, ci-après énumérés:

a) les fonctions, charges ou emplois publics, y compris les charges de notaire, d'avoué et d'huissier;

b) les fonctions d'avocat et la profession d'agent de change;

c) le colportage et les métiers ambulants;

d) la pêche dans les eaux intérieures et territoriales, le cabotage, le pilotage en général et le service intérieur des ports.

§ 4. Les stipulations du présent Article n'affectent en rien les dispositions légales en vigueur dans chaque pays et relatives au personnel à bord des navires ou bateaux battant pavillon national et des aéronefs immatriculés dans le pays.

Article 3.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes, qu'ils se trouvent ou non sur le territoire de l'autre Partie, pourront y procéder à toutes transactions commerciales et faire toute publicité ou réclame à cet effet, dans les mêmes conditions que les nationaux. Pourvu qu'ils se conforment, pour leurs opérations, aux lois et règlements

zich bij hun verrichtingen gedragen naar de daar te lande geldende wetten en verordeningen, zullen zij aldaar aan geen enkele andere of zwaardere voorwaarde, vergunning, verlof of eisch worden onderworpen dan aan die, waaraan de onderdanen van het land voor dezelfde verrichtingen zijn of kunnen worden onderworpen.

§ 2. De bepalingen van § 1 van dit artikel moeten worden verstaan te gelden onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden, die ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen mocht stellen bij de aanbestedingen, uitgeschreven door openbare diensten.

§ 3. Indien, krachtens de wetgeving van een der Hooge Verdragsluitende Partijen, het verleenen op Haar grondgebied van vergunning, machtiging of verlof, bestemd om het toezicht op den in- of uitvoer te verzekeren, in rechte of in feite afhankelijk is van vestigings-, verblijfs- of inschrijvingsvoorwaarden, van toepassing op de eigen onderdanen, zullen deze zelfde voorwaarden gelijkelijk van toepassing zijn op de onderdanen van de andere Partij.

Artikel 4.

Aan de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal niet worden belet op het grondgebied van de andere Partij, overeenkomstig de wetten en voorschriften van deze Partij, op te treden als exposanten, verkoopers of koopers, noch onder dezelfde voorwaarden als eigen onderdanen deel te nemen aan openbare markten en jaarbeurzen, die niet uitdrukkelijk slechts voor eigen onderdanen openstaan, of uit hoofde van den aard

du pays, ils n'y seront soumis à aucune condition, licence, permission ou exigence autre ou plus onéreuse que celles auxquelles, pour les mêmes opérations, sont ou pourront être soumis les ressortissants du pays.

§ 2. Les dispositions du § 1 du présent Article s'entendent sous réserve des conditions particulières que chacune des Hautes Parties Contractantes pourrait instituer pour les marchés par adjudication passés par des services publics.

§ 3. Si, par le jeu de la législation d'une des Hautes Parties Contractantes, l'octroi sur le territoire de celle-ci, des licences, autorisations ou permis destinés à assurer le contrôle des importations ou exportations, est subordonnée en droit ou en fait, à des conditions d'établissement, de résidence ou d'inscription applicables aux nationaux, ces mêmes conditions seront également applicables aux ressortissants de l'autre Partie.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas empêchés de participer, sur le territoire de l'autre Partie, conformément aux lois et prescriptions de celle-ci, en qualité d'exposants, vendeurs ou acheteurs, et dans les mêmes conditions que les nationaux, aux marchés et foires publics qui ne seraient pas expressément réservés aux nationaux ou, à raison de la nature des marchandises exposées, aux nationaux

der tentoongestelde goederen slechts voor eigen onderdanen en die van bepaalde andere Staten openstaan.

Artikel 5.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij, behoudens de overlegging, zoo noodig, van een legitimatiebewijs, hetzij zelf of door tusschenkomst van handelsreizigers in hun dienst, bij de handelaren, in de verkooplokalen of bij de voortbrengers, die goederen kunnen koopen, waarin zij handel drijven. Zij zullen bestellingen kunnen opnemen bij de handelaren en voortbrengers, die handelen in of in hun bedrijf gebruik maken van goederen van denzelfden aard als die welke hun worden aangeboden. Voor geen van deze verrichtingen zullen zij een bijzondere machtiging behoeven of ter zake onderworpen zijn aan eenige bijzondere belasting of geldelijke verplichting, die niet van de nationale ondernemingen en van haar vertegenwoordigers zal kunnen worden geëischt, mits zij slechts monsters en geen artikelen bestemd voor den verkoop met zich medenemen.

§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen zich richten naar de bepalingen van artikel 10 van het verdrag van Genève van 3 November 1923, betreffende de legitimatiebewijzen voor handelsreizigers en de regeling van de toelating van monsters.

§ 3. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de ambulante bedrijven, colportage of op het plaatsen van bestellingen of het

et aux ressortissants de certains autres Etats.

Article 5.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, sur le territoire de l'autre Partie, et sous réserve, le cas échéant, de la présentation d'une carte de légitimation, faire, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce à leur service, l'achat chez les négociants ou dans les locaux de vente ainsi que chez les producteurs, de marchandises faisant l'objet de leur trafic. Ils pourront recueillir des commandes chez les négociants et producteurs qui font le commerce ou emploient, dans leurs établissements, des marchandises de même nature que celles qui leur sont offertes. Pour aucune de ces opérations, ils n'auront besoin d'une autorisation spéciale et ne seront soumis, de leur chef, à aucune taxe ou redevance spéciale qui ne serait pas exigible des entreprises nationales et de leurs représentants, à condition, toutefois, qu'ils n'emportent avec eux que des échantillons et non des marchandises destinées à la vente.

§ 2. Pour l'application des dispositions du présent Article, les Hautes Parties Contractantes se conformeront aux dispositions de l'Article 10 de la Convention de Genève, du 3 novembre 1923, relative aux cartes de légitimation des voyageurs de commerce et au régime d'admission des échantillons.

§ 3. Les dispositions du présent Article ne sont applicables ni aux industries ambulants, ni au colportage, ni à la recherche des comman-

doen van aankoopen bij personen, die zich niet met handel of nijverheid bezighouden; te dezer zake behoudt ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich de volledige vrijheid van haar wetgeving voor.

des ou aux achats chez des personnes n'excerçant ni commerce ni industrie, chacune des Hautes Parties Contractantes réservant, à cet égard, l'entière liberté de sa législation.

Artikel 6.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij dezelfde behandeling als de eigen onderdanen genieten voor wat betreft rechten ten aanzien van erfgoed, het recht om roerende of onroerende goederen te verwerven, te bezitten of te huren, zoowel als om daarover te beschikken om niet of onder bezwarenden titel.

§ 2. Ieder der Hooge Vertragsluitende Partijen verleent den onderdanen van de andere Partij, onder dezelfde voorwaarden als aan haar eigen onderdanen, de vrijheid om de hun toebehoorende roerende goederen, alsmede de opbrengst van den verkoop van hun roerende of onroerende goederen uit te voeren. Het is wel te verstaan, dat ieder van de Hooge Verdragsluitende Partijen het recht heeft dezen uitvoer afhankelijk te stellen van een daaraan voorafgaande betaling van de heffingen of belastingen, waaraan de onderhavige goederen onderworpen zijn. Genoemde goederen of bedragen afkomstig van den verkoop daarvan zullen echter niet kunnen worden belast met eenige bijzondere belasting uit hoofde van dezen uitvoer.

§ 3. Het is wel te verstaan, dat in geval van verhuizing van den eigenaar of in geval van verkoop van roerende of onroerende goederen, afkomstig van een nalatenschap,

Article 6.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement que les nationaux en ce qui concerne les droits patrimoniaux, le droit d'acquérir, de posséder ou d'affermer des biens meubles ou immeubles, ainsi que d'en disposer soit à titre gratuit, soit à titre onéreux.

§ 2. Chacune des Hautes Parties Contractantes reconnaît aux ressortissants de l'autre Partie, dans les mêmes conditions qu'à ses nationaux, la liberté d'exporter les objets mobiliers leur appartenant, ainsi que le produit de la vente de leurs biens tant meubles qu'immeubles. Il est entendu que chacune des Hautes Parties Contractantes a le droit de subordonner cette exportation au paiement préable des impôts ou taxes auxquels les biens en question sont soumis. Toutefois, lesdits biens ou les sommes provenant de leur vente, ne pourront être frappés d'aucune taxe spéciale en raison de cette exportation.

§ 3. Dans le cas de déménagement du propriétaire, ou dans le cas de vente de biens meubles ou immeubles provenant d'héritage, il est entendu que la réglementation éven-

een eventueele regeling van het geldverkeer geen beletsel zal kunnen vormen voor den vrijen uitvoer van de opbrengst van den verkoop van deze goederen.

§ 4. De bepalingen van dit artikel vormen geen beletsel voor de bevoegdheid, die ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zich voorbehoudt, om, met het oog op de veiligheid van den Staat, in bepaalde streken het verkrijgen of het in bezit nemen van onroerende goederen door onderdanen van de andere Partij afhankelijk te stellen van een voorafgaande machtiging.

Hij, die door vererving onroerende goederen verkrijgt die in genoemde streken gelegen zijn, zal om dezelfde reden verplicht kunnen worden deze binnen redelijken tijd te verkoopen.

§ 5. In uitzonderingsgevallen — bijzonderlijk ingeval van crisis van het muntwezen — waarin het verkrijgen van onroerende goederen of roerende zaken en waarden door vreemdelingen zou kunnen leiden tot bemachtiging van vitale hulpbronnen van het land of zou dreigen deze hulpbronnen in gevaar te brengen, zal ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen de bevoegdheid hebben deze verkrijging te verhinderen. Zij zal echter van deze bevoegdheid slechts gebruik kunnen maken, indien geen enkele maatregel, die het beginsel van gelijkheid tusschen de onderdanen van de twee landen eerbiedigt, haar belangen voldoende kan beschermen. Dit verbod zal slechts van kracht zijn zoolang de oorzaken, die hiertoe hebben geleid, blijven bestaan.

§ 6. Het is wel te verstaan, dat, niettegenstaande de bepalingen van dit artikel, ieder der Hooge Ver-

tuelle relative aux devises, ne pourra faire obstacle à la libre exportation du produit de la vente de ces biens.

§ 4. Les dispositions du présent Article ne font point obstacle à la faculté, que chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve, de subordonner, dans certaines régions, à une autorisation préalable, l'acquisition ou l'occupation, par des ressortissants de l'autre Partie, de biens immeubles, en se fondant sur la sécurité de l'Etat.

L'acquéreur par héritage, de biens immeubles situés dans lesdites régions, pourra, pour le même motif, être tenu de les mettre en vente dans un délai raisonnable.

§ 5. Dans les cas exceptionnels, tels notamment que les crises monétaires, où l'acquisition, par des étrangers, d'immeubles ou de valeurs mobilières, tend à l'accaparement des ressources vitales du pays ou risque de compromettre celles-ci, chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'interdire cette acquisition. Toutefois, elle ne pourra faire usage de cette faculté que si aucune mesure respectant le principe d'égalité entre les ressortissants des deux pays, ne peut sauvegarder efficacement ses intérêts. Cette interdiction ne restera en vigueur qu'autant que subsisteront les raisons qui l'ont motivée.

§ 6. Nonobstant les dispositions du présent Article, il est entendu que chacune des Hautes Parties

dragsluitende Partijen het recht zal hebben alle beperkingen op te leggen, die zij noodzakelijk oordeelt ten aanzien van de verwerving van zeeschepen of binnenvaartuigen, varende onder nationale vlag, van luchtvaartuigen, in het eigen land ingeschreven, of van aandeelen in den eigendom van dergelijke schepen of luchtvaartuigen.

Artikel 7.

§ 1. Ten aanzien van de wettelijke en gerechtelijke bescherming van hun persoon, bezittingen, rechten en belangen zullen de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Partij zooals de eigen onderdanen worden behandeld.

§ 2. Bijgevolg hebben zij als eischer of gedaagde vrijen en gemakkelijken toegang tot de gerechten en kunnen zij onder dezelfde voorwaarden als eigen onderdanen in rechte optreden. Zij hebben eveneens het recht voor de bevoegde administratieve overheden te verschijnen en haar bemiddeling in te roepen voor de bescherming van hun rechten en belangen in ieder geval waarin de eigen onderdanen bevoegd zijn zulks te doen. Ze kunnen voor de verdediging van hun belangen voor alle gerechten, administratieve gerechtelijke instanties of overheden, de advocaten, procureurs, notarissen en andere personen kiezen, die volgens de nationale wetten van het land gerechtigd zijn op te treden.

§ 3. De onderwerpen van gerechtelijken aard, die geregeld zijn door bijzondere tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen geldende conventies of verdragen, met name

Contractantes aura le droit d'imposer toutes restrictions qu'elle jugera utiles en ce qui concerne l'acquisition de navires ou bateaux battant pavillon national, ou d'aéronefs immatriculés dans le pays, ou de parts de propriété de tels navires ou aéronefs.

Article 7.

§ 1. Pour la protection légale et judiciaire de leur personne, de leurs bien, de leurs droits et de leurs intérêts, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront traités, dans le territoire de l'autre Partie, à l'égal des nationaux.

§ 2. En conséquence, ils auront libre et facile accès aux tribunaux comme demandeurs ou défendeurs, et pourront ester en justice dans les mêmes conditions que les nationaux. Ils auront également le droit de comparaître devant les autorités administratives compétentes et de recourir à leur intervention pour la sauvegarde de leurs droits et de leurs intérêts, dans tous les cas où les nationaux en ont la faculté. Ils pourront choisir, pour la défense de leurs intérêts, devant tous les tribunaux et toutes les juridictions ou autorités administratives, les avocats, avoués, notaires et autres personnes autorisées par les lois nationales du pays.

§ 3. Les matières judiciaires réglées par des conventions ou traités spéciaux en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, notamment par la Convention de La Haye,

door het Haagsche verdrag van 17 Juli 1905, betreffende de burgerlijke rechtsvordering, blijven uitdrukkelijk onderworpen aan deze conventies of verdragen. Het is wel te verstaan, dat zelfs ingeval deze conventies of verdragen mochten worden opgezegd, het onderhavige verdrag niet op deze onderwerpen van toepassing zou zijn.

§ 4. Het aan de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen verleende recht om voor de bevoegde administratieve overheden van de andere Partij te verschijnen, ten einde op te komen voor hun rechten en belangen, overeenkomstig de op het betrokken grondgebied geldende wetten, houdt de bevoegdheid in voor de douane-autoriteiten te verschijnen en persoonlijk tot de inklaring van hun goederen over te gaan, onder dezelfde voorwaarden als eigen onderdanen, en zonder uit hoofde van hun vreemdelingschap onderworpen te zijn aan andere of bezwarender formaliteiten of voorschriften dan die welke ten anzien van eigen onderdanen van toepassing zijn.

Artikel 8.

§ 1. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij vrijgesteld zijn van alle rechterlijke of administratieve functies.

§ 2. Zij zullen eveneens, zoowel in vredes- als in oorlogstijd, op het grondgebied van de andere Partij vrijgesteld zijn van elken verplichten militairen dienst, zoowel bij de landmacht, de zeemacht of de luchtstrijdkrachten als bij de nationale garde of de militie, alsmede van alle

du 17 juillet 1905, sur la procédure civile, restent exclusivement soumises à ces conventions ou traités. Il est bien entendu que même dans le cas où ces conventions ou traités seraient dénoncés la présente Convention ne serait pas applicable en ces matières.

§ 4. Le droit reconnu aux ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes de comparaître devant les autorités administratives compétentes de l'autre Partie, afin d'y sauvegarder leurs droits ou intérêts, conformément aux lois en vigueur dans le territoire en question, comporte la faculté de comparaître devant les autorités douanières et de procéder personnellement au dédouanement de leurs marchandises, dans les mêmes conditions que les nationaux, et sans être soumis, en raison de leur qualité d'étrangers, à des formalités ou prescriptions autres ou plus onéreuses que les nationaux.

Article 8.

§ 1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de toute fonction judiciaire ou administrative quelconque.

§ 2. Ils seront de même exempts, en temps de paix comme en temps de guerre, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire, aussi bien dans l'armée de terre, la marine ou les forces aériennes, que dans la garde nationale ou la milice, ainsi que de tou-

verplichte diensten, die, direct of indirect, verband houden met de landsverdediging en van den persoon geëischt worden. Hetzelfde zal gelden voor de lasten in geld of natura, die zullen worden opgelegd in plaats van deze diensten.

§ 3. De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen echter zijn onderworpen aan de lasten, die verbonden zijn aan den eigendom van den bodem en van roerende goederen, evenals aan verplichte inkwartiering en andere bijzondere verplichtingen of vorderingen van militairen aard, waaraan uit hoofde van wettelijke bepalingen de onderdanen van het eigen land in hun hoedanigheid van bezitters of eigenaren van gebouwde of ongebouwde onroerende goederen, dan wel roerende goederen, zijn onderworpen. In geen geval zal een der bovenbedoelde lasten door een der Hooge Verdragsluitende Partijen kunnen worden geëischt, wanneer deze niet eveneens van haar eigen onderdanen wordt gevorderd.

§ 4. De bezittingen van de onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij niet kunnen worden onteigend en aan deze onderdanen kan het genot van hun bezittingen zelfs niet tijdelijk worden ontnomen, anders dan om redenen van openbaar belang en volgens de procedure voorzien in de ter plaatse voor eigen onderdanen geldende wetgeving.

§ 5. Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal aan de onderdanen van de andere Partij met betrekking tot de schadeloosstelling voor verplichtingen, vorderingen,

tes prestations de service obligatoires se rapportant, soit directement, soit indirectement, à la défense nationale, et exigées à titre personnel. Il en sera de même pour les prestations en argent ou en nature qui seront imposées en remplacement de ces prestations.

§ 3. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront, toutefois, soumis aux charges afférentes à la propriété de biens fonciers et de biens mobiliers, ainsi qu'au cantonnement forcé et autres prestations ou réquisitions militaires particulières, auxquelles peuvent être soumis, en vertu de dispositions légales, les ressortissants du pays, en qualité de possesseurs ou propriétaires d'immeubles, de biens fonciers ou de biens mobiliers. En aucun cas, l'une des charges cidessus visées ne pourra être exigée par l'une des Hautes Parties Contractantes qui ne l'exigerait pas également de ses nationaux.

§ 4. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre Partie, être expropriés de leurs biens, ni privés, même temporairement, de la jouissance de leurs biens que pour cause d'utilité publique, et suivant la procédure prévue par la législation locale en vigueur en ce qui concerne les nationaux.

§ 5. Chacune des Hautes Parties Contractantes devra accorder aux ressortissants de l'autre Partie, en ce qui concerne le dédommagement pour les prestations, réquisitions,

onteigeningen of tijdelijke ontneming van genot, bedoeld in de vorenstaande §§ 3 en 4, een behandeling moeten toestaan die niet ongunstiger zal zijn dan die welke zij aan haar eigen onderdanen of aan onderdanen van de meestbegunstigde natie toestaat.

§ 6. De bepalingen van § 3 van dit artikel betreffen niet zeeschepen en hun ladingen.

Artikel 9.

De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen ter zake van alle soorten belastingen en heffingen, evenals van alle andere lasten van fiscalen aard, ongeacht voor wiens rekening deze worden geheven, op het grondgebied van de andere Partij in alle opzichten dezelfde behandeling ondervinden en bij de fiscale overheden en gerechtelijke instanties dezelfde bescherming genieten als eigen onderdanen, die in gelijke gevallen verkeeren.

Artikel 10.

§ 1. De vennootschappen op aandeelen, evenals de andere vennootschappen, hetzij burgerlijke vennootschappen dan wel vennootschappen op het gebied van handel, nijverheid of geldwezen, met inbegrip van verzekeringmaatschappijen, scheepvart- en andere transportmaatschappijen, alsmede die welke het verkeer onderhouden, opgericht overeenskomstig de wetgeving van een der Hooge Verdragsluitende Partijen en haar zetel hebbende op het grondgebied van deze Partij, zullen op het grondgebied van de andere Partij als wettig bestaande worden erkend en zullen daar te lande de bevoegdheid hebben

expropriations ou privations temporaires, visées aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accordera à ses propres nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

§ 6. Les dispositions du § 3 du présent Article ne concernent pas les navires et leurs cargaisons.

Article 9.

En matière d'impôts et de taxes de toute sorte, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les nationaux se trouvant dans des situations identiques.

Article 10.

§ 1. Les sociétés par actions ainsi que les autres sociétés civiles, commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies d'assurances, les compagnies de navigation et les autres compagnies de transport, ainsi que les compagnies assurant les communications, régulièrement constituées conformément à la législation d'une des Hautes Parties Contractantes et ayant leur siège social sur le territoire de celle-ci, seront légalement reconnues comme telles sur le territoire de l'autre Partie, et y auront la capacité d'ester en justice, sous réserve que rien, dans leur constitution ou dans leur objet, ne soit

in rechte op te treden, onder voorbehoud dat haar oprichting of doel op geenerlei wijze in strijd zij met de openbare orde in laatstbedoeld land.

§ 2. De wettigheid van de oprichting van de in § 1 van dit artikel bedoelde vennootschappen, evenals van haar bijkantoren en agentschappen, en haar bevoegdheid om in rechte op te treden, zullen worden bepaald naar de wet van het land, waar de vennootschappen zijn opgericht.

§ 3. De werkzaamheid van de vennootschappen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zal voor zoover zij, op het grondgebied van de andere Partij, hetzij direct dan wel indirect door tusschenkomst van bijkantoren of agentschappen, plaats heeft, onderworpen zijn aan de wetten en verordeningen van deze laatste Partij.

§ 4. Indien een der Hooge Verdragsluitende Partijen de werkzaamheid op haar gebied van vreemde vennootschappen afhankelijk stelt van een voorafgaande machtiging, dan zal het verkrijgen van deze machtiging wat betreft de vennootschappen van de andere Partij niet onderworpen kunnen zijn aan andere voorwaarden dan die welke onder soortgelijke omstandigheden gesteld worden aan vennootschappen van de meestbegunstigde natie.

§ 5. De vennootschappen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partijen in aangelegenheden van gerechtelijken aard en in die betreffende het bezit, de verwerving, het in bezit nemen, huren en vervreemden van roerende of onroerende goederen de behandeling

contraire à l'ordre public dans ce dernier pays.

§ 2. La légalité de la constitution des sociétés visées au § 1 du présent Article, ainsi que de leurs succursales et agences, et leur capacité d'ester en justice, seront déterminées d'après la loi du pays où ces sociétés ont été constituées.

§ 3. L'activité des sociétés de l'une des Hautes Parties Contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre Partie, sont directement, soit par l'intermédiaire de succursales ou agences, sera soumise aux lois et règlements de cette dernière.

§ 4. Si l'une des Hautes Parties Contractantes soumettait à une autorisation préalable l'activité des sociétés étrangères sur son territoire, l'octroi de cette autorisation ne pourrait, en ce qui concerne les sociétés de l'autre Partie, être subordonnée à des modalités autres que celles imposées, dans des conditions analogues, aux sociétés de la nation étrangère la plus favorisée.

§ 5. Les sociétés de l'une des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en matière judiciaire de même qu'en ce qui concerne la possession, l'acquisition, l'occupation, la location et l'aliénation des biens meubles ou immeubles, du traitement prévu, pour les personnes physiques,

genieten, die voor natuurlijke personen is vastgelegd in de artikelen 6, 7 en 8 van dit verdrag. Deze vennootschappen zullen de voor haar werking benoodigde gebouwde of ongebouwde onroerende goederen kunnen verwerven; de verwerving van zulke goederen zal echter niet het doel van haar bedrijf kunnen uitmaken.

§ 6. De vennootschappen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen, die op het grondgebied van deze Partij haar fiscale woonplaats hebben, evenals haar bijkantoren en agentschappen, zullen op het grondgebied van den andere Partij, voor zoover het de directe belastingen betreft, niet onderworpen worden aan een hoogere belasting dan die welke eventueel door de nationale vennootschappen, die in gelijke omstandigheden verkeeren, wordt gedragen.

§ 7. De vennootschappen van een der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij in alle aangelegenheden, die in dit artikel niet genoemd worden, dezelfde behandeling genieten als die welke aan vennootschappen van de meestbegunstigde natie wordt toegestaan.

Afdeeling II.

Arbeid.

Artikel 11.

§ 1. De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich het vertrek harer wederzijdsche onderdanen, die zich van het eene naar het andere land wenschen te begeven om aldaar arbeid te verrichten, niet te zullen verhinderen; zij zullen, te dien einde, aan deze arbeiders en hun gezinnen alle noodige ambtelijke faciliteiten verleenen.

aux Articles 6, 7 et 8 de la présente Convention. Ces sociétés pourront acquérir les immeubles ou biens-fonds nécessaires à leur fonctionnement, l'acquisition d'immeubles ou de biens-fonds ne pouvant, toutefois, constituer l'objet même de leur activité.

§ 6. Les sociétés de chacune des Hautes Parties Contractantes qui ont, sur le territoire de celle-ci, leur domicile fiscal, ainsi que leurs succursales et agences, ne seront pas soumises, sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les impôts directs, à une charge fiscale plus élevée que celle qui est supportée, suivant le cas, par les sociétés nationales dans des situations identiques.

§ 7. Les sociétés de l'une des Hautes Parties Contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, en toutes matières non visées dans le présent Article, du traitement accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Section II.

Travail.

Article 11.

§ 1. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas mettre obstacle à la sortie de leurs ressortissants respectifs, désireux de se rendre de l'un des deux pays dans l'autre, pour y travailler; elles donneront, à cet effet, toutes facilités administratives à ces travailleurs et à leurs familles.

§ 2. Onder de voorwaarden, vermeld in de artikelen 1 en 2 van afdeeling I van dit verdrag zal aan de arbeiders, die onderdanen zijn van een van beide landen, worden toegestaan arbeid te aanvaarden op het grondgebied van het andere land.

Artikel 12.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal de vereischte maatregelen kunnen treffen ten einde aan de geïmmigreerde arbeiders, bij gelijken arbeid, een loon te verzekeren, gelijk aan dat der eigen arbeiders van dezelfde categorie, die in dezelfde onderneming werkzaam zijn, of, bij ontstentenis van eigen arbeiders van dezelfde categorie werkzaam in dezelfde onderneming, het normale en gebruikelijke loon der arbeiders van dezelfde categorie in dezelfde streek.

Artikel 13.

§ 1. De arbeiders van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere Partij dezelfde bescherming genieten als die welke de wetgeving en de gebruiken van het land ten aanzien van arbeids- en bestaansvoorwaarden verleenen aan de eigen onderdanen.

§ 2. Alle klachten der arbeiders van een der Hooge Verdragsluitende Partijen met betrekking tot de hun door de werkgevers op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij toegekende arbeids- en bestaansvoorwaarden, alsmede moeilijkheden van welken aard ook, die de tusschenkomst van het openbare gezag vereischen, zullen hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst der diplomatieke of consulaire amb-

§ 2. Dans les conditions énoncées aux Articles 1 et 2 de la Section I de la présente Convention, les travailleurs ressortissants de l'un des deux pays, seront admis à prendre du travail sur le territoire de l'autre pays.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra prendre les mesures nécessaires pour assurer aux travailleurs immigrés, à travail égal, un salaire égal à celui des nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise, ou, à défaut d'ouvriers nationaux de la même catégorie employés dans la même entreprise, le salaire normal et courant des ouvriers de même catégorie dans la région.

Article 13.

§ 1. Les travailleurs de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et par les usages du pays, pour ce qui a trait aux conditions de travail et d'existence.

§ 2. Toutes les réclamations des travailleurs de l'une des Hautes Parties Contractantes en ce qui concerne les conditions de travail et d'existence qui leur seraient faites par les employeurs sur le territoire de l'autre Partie, ou les difficultés de toute nature, lorsqu'elles comportent une intervention des pouvoirs publics, seront adressées ou transmises, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités diploma-

tenaren worden medegedeeld of overgebracht aan de overheden van laatstgenoemde Verdragsluitende Partij; de bevoegde overheid van deze laatste zal tot het vereischte onderzoek overgaan en bij uitsluiting bevoegd zijn tusschen beide te komen.

Artikel 14.

§ 1. Ingeval de stand der arbeidsmarkt in zekere tijden, in zekere streken of voor zekere beroepen het den emigranten of grensarbeiders, die afzonderlijk en uit eigen beweging arbeid komen zoeken, niet mogelijk mocht maken werkgelegenheid te vinden, zal de betrokken Hooge Verdragsluitende Partij daarmede terstond langs diplomatieken weg de andere Verdragsluitende Partij in kennis stellen, ten einde deze gelegenheid te geven het noodige te verrichten.

§ 2. Ingeval een der Hooge Verdragsluitende Partijen het noodig mocht achten op de betrokken arbeiders beperkende maatregelen toe te passen, verbindt zij zich deze maatregelen op de onderdanen der andere Verdragsluitende Partij niet toe te passen, dan na met deze laatste onderhandelingen te hebben geopend, ten doel hebbende om het nadeel, dat uit bedoelde maatregelen mocht kunnen voortvloeien, zooveel mogelijk te beperken.

Artikel 15.

Onder voorbehoud van het bepaalde in de §§ 4 en 5 van artikel 6 der eerste afdeeling van dit verdrag, zullen de arbeiders van een der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied der andere Partij dezelfde rechten en voorrechten genieten als de eigen onderdanen ten

tiques ou consulaires, aux autorités compétentes de cette dernière Partie; l'administration qualifiée de celle-ci procédéra aux enquêtes nécessaires et aura seule qualité pour intervenir.

Article 14.

§ 1. Au cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas, dans certaines périodes, dans certaines régions, et pour certaines professions, de trouver un emploi aux émigrants et aux ouvriers frontaliers venant individuellement et spontanément chercher du travail, la Haute Partie Contractante intéressée en avertirait immédiatement, par voie diplomatique, l'autre Partie, afin de mettre celle-ci à même de faire le nécessaire.

§ 2. Au cas où l'une des Hautes Parties Contractantes jugerait nécessaire d'appliquer des mesures restrictives aux travailleurs en cause, elle s'engage à n'appliquer ces mesures aux ressortissants de l'autre Partie, qu'après avoir ouvert avec cette dernière, des négociations tendant à limiter autant que possible le préjudice qui pourrait résulter desdites mesures.

Article 15.

Sous les réserves prévues aux §§ 4 et 5 de l'Article 6 de la Section I de la présente Convention, les travailleurs de l'une des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, les mêmes droits et avantages que les nationaux, en ce qui concerne l'ac-

aanzien van de verwerving, het bezit, het pachten en de verpachting van onroerende goederen, in het bijzonder wat betreft het kleine landelijke of stedelijke bezit, alsmede de beschikking daarover om niet of tegen vergoeding. Zij zullen evenwel niet kunnen genieten van de premiën of voordeelen, die op dat grondgebied mochten worden toegekend aan de bouwers en koopers van goedkoope woningen.

quisition, la possession, l'affermage et la disposition, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens immeubles et notamment de la petite propriété rurale et urbaine. Toutefois, ils ne pourront bénéficier des primes ou avantages qui seraient accordés, sur ledit territoire, aux constructeurs et acheteurs d'habitations à bon marché.

Artikel 16.

De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere de voordeelen genieten van subsidies aan onderlinge werkloozenkassen, van openbare werkloozenondersteuning en van openbare werkverschaffing onder dezelfde voorwaarden als de eigen onderdanen.

Article 16.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, des subventions aux caisses mutuelles de secours contre le chômage, des secours publics de chômage et des institutions publiques d'assistance par le travail, dans les mêmes conditions que les nationaux.

Artikel 17.

De onderdanen van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere gelijke behandeling als de eigen onderdanen genieten voor alles wat betreft de toepassing der wetgeving regelende de arbeidsvoorwaarden, de hygiëne en de veiligheid der arbeiders.

Article 17.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays, en tout ce qui concerne l'application des lois réglementant les conditions du travail et assurant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Artikel 18.

§ 1. De grensarbeiders van beide landen, de weten zij, die arbeiden in nijverheids-, handels- of landbouwondernemingen, die in een der beide landen gelegen zijn, terwijl zij hun domicilie behouden in het andere land, waarheen zij dagelijks of wekelijks terugkeeren, zijn aan de navolgende formaliteiten onderworpen:

Article 18.

§ 1. Les travailleurs frontaliers nationaux des deux pays,c'est-à-dire ceux qui travaillent dans des établissements industriels, commerciaux ou agricoles, sis dans un des deux pays, tout en conservant leur domicile dans l'autre où ils rentrent chaque jour ou chaque semaine, sont soumis aux formalités mentionnées ci-après:

A. De grensarbeider moet zich bij den burgemeester der gemeente, waar hij domicilie heeft, voorzien van een identiteitskaart, welke hem zal worden afgegeven op vertoon van:

1°. een bewijs van goed zedelijk en maatschappelijk gedrag;

2°. een verklaring van het hoofd der onderneming, welke hem in dienst heeft of zich verbindt hem in dienst te nemen, welke verklaring moet zijn geviseerd door het bevoegde Belgische Intercommunaal Werkloozenfonds, indien het een in België gelegen onderneming betreft, en door de bevoegde Nederlandsche arbeidsbeurs, indien het een in Nederland gelegen onderneming betreft.

B. De grensarbeider moet vervolgens zijn identiteitskaart binnen acht dagen doen viseeren, al naar het geval zich voordoet, door genoemd Intercommunal Werkloozenfonds of door genoemde arbeidsbeurs.

§ 2. De op grond van dit verdrag afgegeven identiteitskaarten zullen een geldigheidsduur hebben van twee jaren.

Artikel 19.

§ 1. De identiteiskaarten der grensarbeiders zullen kosteloos worden afgegeven en geviseerd.

§ 2. De identiteitskaarten der grensarbeiders van een der Hooge Verdragsluitende Partijen, die door een verklaring van hun werkgever aantoonen, dat zij op het oogenblik der onderteekening van het onderhavige verdrag werkzaam waren in een op het grondgebied der andere Partij gevestigde nijverheids-, handels- of landbouwonderneming, zullen zonder meer worden gevisseerd.

A. Le travailleur frontalier devra se munir, auprès du bourgmestre de la commune de son domicile, d'une carte d'identité qui lui sera délivrée par celui-ci sur le vu:

1°) d'un certificat de bonne vie et de bonnes moeurs;

2°) d'un certificat du chef de l'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat devant être visé par le Fonds intercommunal de chômage belge compétent, s'il s'agit d'un établissement situé en Belgique, et par la Bourse du travail néerlandaise compétente, s'il s'agit d'un établissement situé dans les Pays-Bas.

B. Le travailleur frontalier devra faire ensuite viser sa carte d'identité, dans les huit jours, suivant les cas, par ledit Fonds intercommunal de chômage ou par ladite Bourse du travail.

§ 2. La carte d'identité délivrée en vertu de la présente Convention, sera valable pour deux ans.

Article 19.

§ 1. Les cartes de travailleurs frontaliers seront délivrées et visées gratuitement.

§ 2. Les cartes des travailleurs frontaliers de l'une des Hautes Parties Contractantes qui justifieront par un certificat de leur employeur qu'ils étaient occupés, au moment de la signature de la présente Convention, dans un établissement industriel, commercial ou agricole, établi sur le territoire de l'autre Partie, seront visées de droit.

Artikel 20.

§ 1. Indien de houder van een identiteitskaart vor grensarbeiders een misdrijf pleegt, zullen de bevoegde overheden van de eene of de andere Hooge Verdragsluitende Partij de kaart intrekken.

§ 2. De ingetrokken kaarten zullen worden teruggezonden aan de Regeering, die deze heeft afgegeven, onder vermelding van de reden der intrekking.

Artikel 21.

De bevoegde administraties der beide landen zullen in gemeenschappelijk overleg de ondergeschikte administratieve maatregelen vaststellen, die noodig zijn voor de uitvoering der bepalingen van dit verdrag en die samenwerking van haar diensten vereischen. Zij zullen eveneens de gevallen vaststellen waarin en de voorwaarden waaronder deze diensten rechtstreeks met elkander briefwisseling zullen voeren.

Afdeeling III.

Verschillende voor beide voorgaande afdeelingen geldende bepalingen.

Artikel 22.

Het genot van de voordeelen, die een der Hooge Verdragsluitende Partijen op grond van een economische unie aan een derde land heeft verleend of mocht verleenen, zal door de andere Partij niet uit hoofde van dit verdrag kunnen worden gevorderd.

Artikel 23.

Dit verdrag zal slechts van toepassing zijn op de grondgebieden van de Hooge Verdragsluitende Partijen in Europa.

Article 20.

§ 1. En cas de délit commis par le porteur d'une carte de travailleur frontalier, les administrations compétentes de l'une ou de l'autre Haute Partie Contractante lui retireront ladite carte.

§ 2. Les cartes retirées seront renvoyées à la Partie qui les a délivrées, en indiquant le motif du retrait.

Article 21.

Les administrations compétentes des deux pays arrêteront, d'un commun accord, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente Convention, qui nécessitent la coopération de leurs services. Elles détermineront également les cas et les conditions dans lesquels les services correspondront directement entre eux.

Section III.

Dispositions diverses communes aux deux premières sections.

Article 22.

Le bénéfice des faveurs que l'une des Hautes Parties Contractantes aurait accordé ou accorderait à un pays tiers, en vertu d'une union économique, ne pourra être réclamé par l'autre Partie du chef de la présente Convention.

Article 23.

La présente Convention ne s'appliquera qu'aux territoires européens des Hautes Parties Contractantes.

Artikel 24.

Elk geschil betreffende de uitlegging, de toepassing of de uitvoering van dit verdrag, dat door de Hooge Verdragsluitende Partijen niet langs diplomatieken weg kon worden opgelost, zal aan het Permanente Hof van Internationale Justitie worden onderworpen.

Artikel 25.

Dit verdrag is opgesteld in de Nederlandsche en in de Fransche taal; beide teksten zijn authentiek. Het zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk te Brussel worden uitgewisseld.

Het zal in werking treden dertig dagen na de uitwisseling dier oorkonden.

Het zal, met inachtneming van een termijn van een jaar, op elk tijdstip kunnen worden opgezegd.

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend en er hun zegels aan hebben gehecht.

Gedaan te Genève, in twee exemplaren, 20 Februari 1933.

Article 24.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention, qui n'aura pu être résolu entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique, sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article 25.

La présente Convention est rédigée en langues néerlandaise et française, les deux textes faisant également foi. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Bruxelles, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications.

Elle pourra être dénoncée à toute époque moyennant un préavis d'un an.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Genève, le 20 février 1933.

(L. S.) *Beelaerts van Blokland.*
(L. S.) *Paul Hymans.*

Ministère des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur.
Direction Générale C, 2e section,
5e bureau.
No. 76.600/41.

Bruxelles, le 7 janvier 1936.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

A l'effet de préciser la portée de l'Article 2, § 1er de la Convention belgo-néerlandaise d'établissement et de travail, signée à Genève, le 20 février 1933 et dont l'échange des ratifications a eu lieu en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Belge est disposé à ne pas s'opposer à l'application

aux ressortissants belges établis au Pays-Bas, des dispositions de la législation néerlandaise réglementant l'exercice indépendant de professions et d'industries par des étrangers.

En conséquence, les ressortissants belges pourront être astreints comme tous autres étrangers à solliciter aux Pays-Bas une autorisation préalable pour l'exercice de professions ou d'industries indépendantes.

J'ajoute que le Gouvernement Belge estime qu'à titre de réciprocité, les sujets néerlandais établis en Belgique pourront être soumis, dans les mêmes conditions, aux dispositions qui seraient prises en Belgique en vue de soumettre à réglementation l'exercice indépendant dans le Royaume, d'une profession ou d'une industrie par des étrangers ressortissants de pays avec lesquels la Belgique n'est pas liée par un traité d'union économique.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur,
P. van Zeeland.

Monsieur le Jonkheer van Lennep, Chargé d'Affaires des Pays-Bas, Bruxelles.

Légation des Pays-Bas.
No. 8. Bruxelles, le 7 janvier 1936.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour en vue de signaler que le Gouvernement Belge ne s'opposerait pas à l'application aux ressortissants belges établis aux Pays-Bas des dispositions de la législation néerlandaise réglementant l'exercice indépendant de professions et d'industries par des étrangers.

En conséquence, les ressortissants belges pourront être astreints, comme tous autres étrangers à solliciter aux Pays-Bas, une autorisation préalable pour l'exercice de professions ou d'industries indépendantes.

J'ajoute que mon Gouvernement se rallie à l'avis du Gouvernement Belge suivant lequel à titre de réciprocité les sujets néerlandais établis en Belgique, pourraient être soumis dans les mêmes conditions aux dispositions qui seraient prises en Belgique, en vue de soumettre à réglementation l'exercice indépendant dans le Royaume d'une profession ou d'une industrie par des étrangers ressortissants de pays avec lesquels la Belgique n'est pas liée par un traité d'union économique.

Je saisis cette occasion de vous réitérer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W. F. van Lennep.

Son Excellence Monsieur Paul van Zeeland, Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, Bruxelles.

Protocole.

Au moment de procéder à l'échange des ratifications sur la présente Convention d'établissement et de travail, les représentants soussignés des Pays-Bas et de la Belgique déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, que le principe de l'égalité des salaires énoncé à l'Article 12 de ladite Convention s'applique aussi bien aux travailleurs frontaliers qu'aux travailleurs résidents; ils reconnaissent au surplus, pour autant que de besoin, que l'ensemble des dispositions prévues aux Articles 11, 13, 14 et 17 de ladite Convention, doivent s'appliquer indifféremment à ces deux catégories d'ouvriers.

Fait en double à Bruxelles, le 7 janvier 1936.

Le Premier Ministre,
Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur,
(L. S.) *P. van Zeeland.*

Le Chargé d'Affaires des Pay-Bas
à Bruxelles,
(L. S.) *W. F. van Lennep.*

9.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LUXEMBOURG.

Convention additionnelle au Traité d'extradition du 29 octobre 1883;*) signée à Luxembourg, le 24 avril 1935.**)

Treaty Series, No. 904.

The President of the United States of America and Her Royal Highness The Grand Duchess of Luxemburg being desirous of enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted under the Convention concluded between the United States and the Grand Duchy of Luxemburg on October 29, 1883, with a view to the better administration of justice and prevention of crime within their respective territories and jurisdictions, have resolved to conclude a Supplementary Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries, to wit:

The President of the United States,

the Honorable George Platt Waller, his Chargé d'Affaires ad interim near the Government of Her Royal Highness The Grand Duchess of Luxemburg; and

Her Royal Highness The Grand Duchess of Luxemburg,

---

*) V. N.R.G. 2. s. XI, p. 772.

**) Les ratifications ont été échangées à Luxembourg, le 3 mars 1936.

His Excellency the President of Her Government Mr. Joseph Bech, Minister of State, Minister of Foreign Affairs, etc., etc., etc.,

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles:

Article I.

The following crimes are added to the list of crimes numbered 1 to 12 in Article II of the said Convention of October 29, 1883, on account of which extradition may be granted, that is to say:

13. Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or officer of any company or corporation, or by anyone in a fiduciary position, where the amount of money or the value of the property misappropriated exceeds two hundred dollars or Luxemburg equivalent.

14. Crimes or offenses against the bankruptcy laws.

15. Kidnapping of minors or adults, defined to be the abduction or detention of a person or persons, in order to exact money from them, their families or any other person or persons, or for any unlawful end.

16. Larceny, defined to be the theft of effects, personal property, or money, of the value of twenty-five dollars or more, or Luxemburg equivalent.

17. Obtaining money, valuable securities, or other property by false pretenses, where the amount of money or the value of the property so obtained exceeds two hundred dollars or Luxemburg equivalent.

18. Perjury.

19. Bribery.

20. Wilful desertion or wilful non-support of minor or dependent children, or of other dependent persons.

21. Crimes or offenses against the laws for the suppression of the traffic in narcotics.

22. Crimes or offenses against the laws for the suppression of the traffic in women and children, otherwise known as the White Slave Traffic.

Article II.

The present Convention shall be considered as an integral part of the said Extradition Convention of October 29, 1883, and Article II of the last mentioned Convention shall be read as if the list of crimes therein contained had originally comprised the additional crimes specified and numbered 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22, in the first Article of the present Convention.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods, and shall take effect on the date of the exchange of ratifications which shall take place at Luxemburg as soon as possible.

In witness whereof the above mentioned plenipotentiaries have signed the present Convention both in the English and French languages and have hereunto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Luxemburg, this twenty-fourth day of April in the year of our Lord one thousand nine hundred and thirty-five.

[seal] *George Platt Waller.*
[seal] *Bech.*

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg et le Président des Etats-Unis d'Amérique ayant jugé opportun, en vue d'une meilleure administration de la justice et pour prévenir les crimes dans leurs territoires et juridictions respectifs, d'élargir la liste des infractions pour lesquelles l'extradition peut être accordée d'après le Traité conclu entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Etats-Unis le 29 octobre 1883, ont décidé de conclure à cet effet une convention supplémentaire et ont nommé plénipotentiaires, savoir:

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg,
Son Excellence M. Joseph Bech, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement;

Le Président des Etats-Unis,
l'honorable George Platt Waller, Son chargé d'affaires ad interim près le Gouvernement de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg;

lesquels s'étant communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Les infractions suivantes sont ajoutées à celles énumérées sous les n° 1 à 12 de l'Article II de ladite Convention du 29 octobre 1883 pour lesquelles l'extradition peut être accordée, savoir:

13. La tromperie ou l'abus de confiance commis par un dépositaire, banquier, commissionnaire, gérant, fondé de pouvoir, chargé d'exécution, administrateur, tuteur, directeur ou fonctionnaire d'une société ou d'une corporation, ou par une personne occupant un poste de confiance, si le montant de la somme d'argent ou la valeur de la propriété qui a été frauduleusement détournée est supérieure à 200 dollars ou à son équivalent en monnaie luxembourgeoise.

14. Les crimes ou délits contre les lois sur les banqueroutes.

15. L'enlèvement de mineurs ou de majeurs, consistant dans l'enlèvement ou la détention d'une ou de plusieurs personnes soit pour extorquer de l'argent à celles-ci, à leurs familles ou à toute autre personne ou personnes, soit à quelque autre fin illégale.

16. Le vol d'effets, de propriété personnelle ou d'argent d'une valeur de 25 dollars au moins ou de son équivalent en monnaie luxembourgeoise.

17. L'obtention d'argent, de garanties représentant des valeurs appréciables ou de toute autre propriété sous de faux prétextes, lorsque la somme ou la valeur de la propriété ainsi obtenue est supérieure à 200 dollars ou à son équivalent en monnaie luxembourgeoise.

18. Le faux témoignage et le faux serment.

19. La corruption de fonctionnaire, d'officier public, d'une personne chargée d'un service public, ou d'un arbitre, la subornation de témoins, interprètes ou experts.

20. Le délaissement volontaire ou l'ommission volontaire d'entretenir ses enfants mineurs ou des enfants ou d'autres personnes dont on a la charge.

21. Les crimes ou délits contre les lois pour la suppression du trafic des stupéfiants.

22. Crimes ou délits contre les lois prohibant le trafic des femmes et des enfants, autrement dit la traite des blanches.

Article II.

La présente Convention sera considérée comme faisant partie intégrante de la susdite Convention d'extradition du 29 octobre 1883 et l'Article II de cette dernière Convention sera conçu comme si la liste des infractions avait compris originairement également celles spécifiées et comprises sous les numéros 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 de l'Article premier de la présente Convention.

La présente Convention sera ratifiée par les Hautes Parties Contractantes conformément aux dispositions légales de leurs pays respectifs et elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications qui aura lieu à Luxembourg aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respecttifs ont signé la présente convention dans langues française et anglaise et y ont apposé leurs sceaux.

Ainsi fait par duplicata à Luxembourg, le vingt-quatre avril de l'an de grâce mil neuf cent trente-cinq.

[seal] *Bech.*
[seal] *George Platt Waller.*

10.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.

Accord concernant les commissions rogatoires; conclu par un Echange de Notes signées à Moscou, le 22 novembre 1935.

Executive Agreement Series, No. 83.

The American Ambassador (Bullitt) to the People's Commissar for Foreign Affairs (Litvinoff).

Embassy of the United States of America,
Moscow, November 22, 1935.

Excellency:

Confirming conversations between the American Embassy in Moscow and the People's Commissariat for Foreign Affairs with regard to the desirability of setting forth the procedure followed in our respective countries in the matter of the execution of letters rogatory issuing out of courts in the other, I have the honor to inform you of the conditions under which and the manner in which courts in the United States may execute letters rogatory issuing out of courts in the Union of Soviet Socialist Republics.

(1) Letters rogatory issuing out of courts in foreign countries are executed in the United States in accordance with the pertinent provisions of the laws of the United States, or of the State or Territory thereof in which resides the person whose testimony is desired, and in compliance with the rules of the executing court. The Government of the United States is, accordingly, not in a position to set forth with precision what may be the requirements of a particular court in the United States at a given time in respect of the execution of letters rogatory issuing out of a court in a foreign country. There are appended, however, copies of the texts of federal statutory provisions now in force which relate to the taking of testimony under commissions or letters rogatory addressed by foreign courts to federal courts of the United States.

It is understood that it is the practice of American courts of appropriate jurisdiction to execute letters rogatory issuing out of foreign courts, if properly prepared and presented, and that no difficulty is likely to be encountered by Soviet courts in obtaining the execution of letters rogatory by American courts. However, should a Soviet court encounter such difficulty, my Government would, it is understood, upon its attention being drawn thereto through the diplomatic channel, consider what step it might appropriately take with a view to eliminating the difficulty.

(2) With respect to the question of the manner of transmittal of letters rogatory issuing out of courts in the Union of Soviet Socialist Republics and addressed to courts in the United States, I have the

honor to say that neither the Department of State nor any other part of the Executive Branch of the Government of the United States makes a practice of acting as a channel for the transmittal of letters rogatory issuing out of courts in foreign countries and addressed to courts in the United States. In some States of the United States, laws have been enacted requiring letters rogatory to be presented to the State court by the appropriate consular officer of the country in which the testimony is to be used. As my Government is of the opinion that this practice should be generally followed with respect to both Federal and State courts, letters rogatory issuing out of a court in the Soviet Union for execution in the United States should be presented to the court to which they are addressed by the consular officer of the Union of Soviet Socialist Republics in the United States within whose consular district the court in question is located.

(3) While my Government is not, as has been stated above, in a position to set forth with precision what the requirements of a particular court in the United States may be at a given time in respect of the execution of letters rogatory issuing out of a court in a foreign country, my Government desires me to suggest the following points which courts in the Union of Soviet Socialist Republics may find it advantageous to observe in preparing letters rogatory for execution in the United States:

(a) The letters rogatory should be addressed by name to the court in the United States which is to execute them, if that is known; or they may be addressed „To any court of competent jurisdiction in the United States".

(b) Requests for the execution of letters rogatory should specify the name of the court out of which they issue, as well as the names of the parties to the action in which the testimony called for by the letters rogatory is desired.

(c) Requests for the execution of letters rogatory should be accompanied by English translations thereof and of accompanying documents such as exhibits and any instructions to the executing court.

With respect to the service of documents on Soviet nationals in the United States in connection with cases pending in courts in the Soviet Union, my Government has informed me that, while it cannot undertake to obligate courts or officials in the United States, no restrictions are known to exist upon the service of such documents without the application of coercion by Soviet diplomatic and consular officers in the United States.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

William C. Bullitt.

His Excellency Maxim M. Litvinov, People's Commissar for Foreign Affairs, Moscow.

[Enclosure.]

Excerpts from Title 28, United States Code.

„653. * * * When letters rogatory are addressed from any court of a foreign country to any district court of the United States, a commissioner of such district court designated by said court to make the examination of the witnesses mentioned in said letters, shall have power to compel the witnesses to appear and depose in the same manner as witnesses may be compelled to appear and testify in courts. (R. S. § 875; Feb. 27, 1887, C. 69, § 1, 19 Stat. 241)."

Testimony for use in foreign countries.

„701. Taking. The testimony of any witness residing within the United States, to be used in any suit for the recovery of money or property depending in any court in any foreign country with which the United States are at peace, and in which the Government of such foreign country shall be a party or shall have an interest, may be obtained, to be used in such suit. If a commission or letters rogatory to take such testimony, together with specific written interrogatories, accompanying the same, and addressed to such witness, shall have been issued from the court in which such suit is pending, on producing the same before the district judge of any district where the witness resides or shall be found, and on due proof being made to such judge that the testimony of any witness is material to the party desiring the same, such judge shall issue a summons to such witness requiring him to appear before the officer or commissioner named in such commission or letters rogatory, to testify in such suit. And no witness shall be compelled to appear or to testify under this section except for the purpose of answering such interrogatories so issued and accompanying such commission or letters. When counsel for all the parties attend the examination, they may consent that questions in addition to those accompanying the commission or letters rogatory may be put to the witness, unless the commission or letters rogatory exclude such additional interrogatories. The summons shall specify the time and place at which the witness is required to attend, which place shall be within one hundred miles of the place where the witness resides or shall be served with such summons. (R. S. § 4071.)

702. Privilege of witness. No witness shall be required, on such examination or any other under letters rogatory, to make any disclosure or discovery which shall tend to criminate him either under the laws of the State or Territory within which such examination is had, or any other, or any foreign State. (R. S. § 4072.)

703. Punishment of witness for contempt. If any person shall refuse or neglect to appear at the time and place mentioned in the summons issued, in accordance with section 701 of this title, or if upon his appearance he shall refuse to testify, he shall be liable to the same penalties as would be incurred for a like offense on the trial of a suit in the district court of the United States. (R. S. § 4073.)

704. Fees and mileage of witnesses. Every witness who shall so appear and testify shall be allowed, and shall receive from the party at whose instance he shall have been summoned, the same fees and mileage as are allowed to witnesses in suits depending in the district courts of the United States. (R. S. § 4074.)"

The People's Commissar for Foreign Affairs (Litvinoff) to the American Ambassador (Bullitt).

Moscow, November „22" 1935.

Mr. Ambassador:

Confirming conversations between the People's Commissariat for Foreign Affairs and the American Embassy in Moscow with regard to the desirability of setting forth the procedure followed in our respective countries in the matter of the execution of letters rogatory issuing out of the courts in the other, I have the honor to inform you of the procedure according to which the courts of the Union of Soviet Socialist Republics will accept for execution letters rogatory of courts in the United States of America.

1. Letters rogatory issuing out of courts in the United States for execution in the Union of Soviet Socialist Republics should be delivered through the diplomatic channel, i. e., through the American Embassy in Moscow and the People's Commissariat for Foreign Affairs, to the appropriate court in the Union of Soviet Socialist Republics and, when executed, they will be returned through the same channel.

2. Letters rogatory issued out of a court in the United States forwarded for execution in the Union of Soviet Socialist Republics should be addressed to the Supreme Court of that constituent republic which is competent to execute such letters rogatory. In case the exact title of the Soviet court is unknown to the court which issues the letters rogatory, the letters regatory may be addressed „to the competent court of the Union of Soviet Socialist Republics".

3. Requests of courts in the United States for the execution of letters rogatory addressed to courts in the Union of Soviet Socialist Republics should specify the name of the court out of which they issue, as well as the names of the parties to the action in which the testimony called for by the letters rogatory is desired.

4. Requests for the execution of letters rogatory should be accompanied by Russian translations of all the basic documents, such as the interrogatories themselves and any accompanying instructions to the executing court. It will be sufficient in the case of documents of secondary importance to forward short summaries of their contents in the Russian language.

5. Depending upon the nature of the letters rogatory, a fee varying from five to ten dollars ($ 5 to $ 10) will be charged for the execution of letters rogatory issued out of courts in the United States. In addition

to this fee, remuneration for the services of experts as well as for the travelling expenses and expenditure of time by witnesses may be requested in individual cases, such remuneration to be based on rates current at the time as fixed by law or regulation then existing. Payment of fees and other possible expenses of the nature referred to above will be effected in dollars by the American Embassy at Moscow upon receipt from the People's Commissariat for Foreign Affairs of the executed letters rogatory and an appropriate statement setting forth the amount due, and the fees and services covered thereby.

6. The court in the Union of Soviet Socialist Republics by which the letters rogatory are executed shall give effect to them in accordance with the procedural rules obtaining in the Union of Soviet Socialist Republics.

7. The court issuing the letters rogatory shall, if it so desires, be informed of the date and place where the proceedings will take place, in order that the interested parties or their legal representatives may, if they desire, be present.

8. The execution of letters rogatory issuing out of a court in the United States may be refused in whole or in part, if the appropriate authorities in the Union of Soviet Socialist Republics consider that the execution thereof would affect its sovereignty or safety. In returning letters rogatory unexecuted in whole or in part, the authorities refusing such execution shall affix under seal to the letters rogatory a written statement of the reasons for such refusal.

9. Any difficulties which may arise in connection with a request by a court in the United States for the execution of letters rogatory in the Union of Soviet Socialist Republics shall be settled through the diplomatic channel.

While letters rogatory must be transmitted through the diplomatic channel, American diplomatic and consular institutions may, in connection with cases pending in the United States courts, serve juridical documents on American nationals within the Union of Soviet Socialist Republics, without the application of coercion.

Accept, Mr. Ambassador, the renewed assurances of my highest consideration.

M. Litvinoff.

Mr. William C. Bullitt, Ambassador of the United States of America, Moscow.

11.

PALESTINE, ÉGYPTE.

Convention concernant l'exécution réciproque des jugements; signée au Caire, le 12 janvier 1929.

Treaty Series, No. 19 (1929).

Convention between Palestine and Egypt concerning the Reciprocal Enforcement of Judgments.

Cairo, January 12, 1929.

The Undersigned:

Norman de Mattos Bentwich Esquire, Officer of the British Empire, Military Cross, Attorney General to the Government of Palestine, acting on behalf of the Government of Palestine, and

His Excellency Hafez Afifi Bey, Minister for Foreign Affairs of Egypt, acting on behalf of the Government of Egypt,

Duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

In this Convention, unless the context otherwise requires, „judgment" means any judgment or order given or made by a Court in any civil or commercial proceedings, or by any religious Court established by law, whether before or after the passing of this Convention, whereby any sum of money is made payable, and includes an award in proceedings on an arbitration if the award has, in pursuance of the law in force in the place where it was made, become enforceable in the same manner as a judgment given by a Court in that place.

„Original Court" in relation to any judgment means the Court by which the judgment was given.

„Registering Court" in relation to any judgment means the Court by which the judgment was registered.

„Judgment creditor" means the person by whom the judgment was obtained, and includes the successors and assigns of that person.

„Judgment debtor" means the person against whom the judgment was given, and includes any person against whom the judgment is enforceable in the place where it was given.

Article 2.

The judgment given by any civil or commercial court or religious court established by law in Palestine and Egypt shall be enforceable in the territories of each of the two countries in accordance with the procedure, and subject to the conditions, hereinafter provided:

Article 3.

(1) The party seeking to enforce in Egypt a judgment of a Palestinian Court shall apply within one year of the date of the judgment for an order of exequatur. Such order shall be granted in the form of an „ordonnance sur requête“ by the President of the Court of First Instance of the Mixed or Native Court (as the case may be) of the place or one of the places in which execution is to be effected.

(2) The rules as to application to set aside such an order, the periods of limitation, and in general all the rules of procedure applicable under the relevant law in Egypt to an ordonnance sur requête shall apply to an order of exequatur issued in Egypt in pursuance of this Convention.

(3) The party seeking to enforce in Palestine a judgment of an Egyptian Court may apply, within one year of the date of the judgment, to the President of the District Court of the District within which the judgment is to be enforced for the registration of the judgment in the Court.

(4) An order for registration in Palestine shall be liable to be set aside upon application by the judgment debtor in accordance with the procedure from time to time prescribed for setting aside the registration of a judgment under the Reciprocal Enforcement of Judgments Ordinance, 1922, or any other Ordinance substituted therefor.

Article 4.

(1) The judgment creditor shall, in support of his application, produce a certified copy of the judgment of which he seeks execution, in the form prescribed by the law of the country from which the judgment emanates and being enforceable therein. The seal and signature of the authority granting the certified copy shall be legalised in the case of an Egyptian judgment by the Minister of Justice or his representative, and in the case of a Palestinian judgment by the Chief Secretary of the Government of Palestine or his representative.

(2) Unless a judgment which it is sought to enforce under this Convention is one which under the law of the country in which it was obtained was capable of being enforced, notwithstanding any appeal or opposition, the judgment creditor shall satisfy the President of the Court to which the application is made that no appeal or opposition is pending.

Article 5.

The President of the Court to which an application for the enforcement of a judgment is made shall not examine the merits of the case. He shall not refuse an order of exequatur or of registration (as the case may be), except in the following cases:

(a) If the Original Court acted without jurisdiction;

or (b) if the judgment debtor, being a person who was neither ordinarily resident, nor possessing a commercial establishment, nor at the

date of the entry of the action carrying on business within the jurisdiction of the Original Court, nor a party to a commercial contract, the subject matter of the action, which was intended to be executed, wholly or in part, within the jurisdiction of that Court, did not voluntarily appear or otherwise submit or agree to submit to the jurisdiction of that Court, particularly by choosing a place of service within that jurisdiction;

or (c) if the judgment debtor, being a defendant in the proceedings, was not duly served with the process of the Original Court and did not appear, notwithstanding that he was ordinarily resident or was carrying on business within the jurisdiction of that Court or agreed to submit to the jurisdiction of that Court;

or (d) if the judgment has given effect to a cause of action which for reasons of public policy could not have been entertained by the Court of the country in which execution is demanded;

or (e) if execution of the judgment is incompatible with the international Treaties and Agreements in force within the country in which execution is demanded;

or (f) if a contradictory judgment between the same parties and upon the same facts has been given by the Courts of the country in which execution is demanded;

or (g) if there has been fraud by the other party to the action calculated to influence the decision of the judges or if the documents on which the decision is based have since been recognised or declared judicially to be false.

Article 6.

The order of exequatur or of registration shall invest the foreign judgment with the same force and effect, and proceedings may be taken thereon, as if it had been a judgment originally obtained by the Court of the country in which execution is sought. The Court of which the President has granted the order of exequatur or of registration shall have the same control and jurisdiction over the judgment as it has over similar judgments given by itself so far as relates to execution.

Article 7.

Nothing contained in this Convention shall apply to any judgment of a Court in Egypt or Palestine being:

(a) A judgment purporting to adjudicate on the title to or the right to possession of immovable property elsewhere than in Egypt or in Palestine (as the case may be), or to adjudicate as to any mortgage or charge or easement on such property;

(b) A judgment against the Government of Palestine or the Government of Egypt or any Officer thereof in respect of any act done by such Officer in the course of his duty;

(c) A judgment given by a Consular Court or other Foreign Court in Egypt established in virtue of the Capitulations or other international conventions.

Article 8.

(1) The present Convention is made for a period of five years and shall come into force fifteen days after the date of signature.

(2) If neither of the Contracting Parties shall have notified to the other one year before the expiration of the said term of five years its intention to discontinue the present Convention, the Convention shall continue in force for a further period of one year, and so on from year to year until the expiration of one year from the date on which notification of the intention to denounce it was given.

Done in duplicate, in English and Arabic, both texts being authentic.

Cairo, the 12th day of January, 1929.

Norman Bentwich.
Hafez Afifi.

12.

ESTONIE, LETTONIE, LITHUANIE.

Convention concernant la reconnaissance réciproque des condamnations antérieures en matière criminelle; signée à Kaunas, le 14 novembre 1935.*)

Riigi Teataja 1935, No. 101.

Le Président de la République d'Estonie, le Président de la République de Lettonie et le Président de la République de Lithuanie, ayant reconnu nécessaire d'intersifier la lutte contre la criminalité, ont décidé de conclure une convention spéciale pour la reconnaissance réciproque des condamnations antérieures en matière criminelle, et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir:

Son Excellence Monsieur Johan Leppik, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Estonie à Kaunas,

Son Excellence Monsieur Ludvigs Seja, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Lettonie à Kaunas,

Son Excellence Monsieur Stasys Lozoraitis, Ministre des Affaires Etrangères de Lithuanie,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les tribunaux des Pays Contractants, lorsqu'ils statuent sur la récidivité et décerminent la peine, tiendront compte des condamnations

---

*) Les ratifications ont été déposées à Riga, le 10 décembre 1935.

antérieures dont l'inculpé aurait été l'objet dans les autres Pays Contractants.

Article 2.

Les autorités judiciaires des Pays Contractants ont le droit de s'adresser directement aux autorités compétentes des deux autres Pays afin d'obtenir des informations au sujet des condamnations antérieures dont l'inculpé a été l'objet ainsi que des expéditions des jugements respectifs dans leur forme définitive.

Article 3.

Les Ministères de la Justice des Pays Contractants effectueront directement l'échange des bulletins des condamnations, dont les modalités seront fixées de commun accord par les Ministres de la Justice.

Article 4.

La présente Convention sera ratifiée le plus tôt possible. Les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires Etrangères de Lettonie. La Convention entrera en vigueur dès la déposition des instruments de ratification par tous les Pays Contractants, et restera valable pour un délai indéterminé.

La Convention cessera ses effets pour le Pays Contractant qui aura notifié sa dénonciation, après un délai de 6 mois. Elle demeurera néanmoins valable entre les deux autres Pays Contractants.

Fait à Kaunas, le 14 novembre 1935, en trois exemplaires.

(L. S.) *J. Leppik.*
(L. S.) *L. Seja.*
(L. S.) *Lozoraitis.*

13.

ESTONIE, LETTONIE, LITHUANIE.

Convention concernant la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile; signée à Kaunas, le 14 novembre 1935, suivie d'un Protocole signé à la date du même jour.*)

Riigi Teataja 1935, No. 101.

Le Président de la République d'Estonie, le Président de la République de Lettonie, et le Président de la République de Lithuanie, désireux de régler à l'avenir, en partant des principes communs sur lesquels est basée la législation judiciaire en matière civile dans les Pays

*) Les ratifications de la Convention ont été déposées, celles du Protocole ont été échangées à Riga, le 10 décembre 1935.

Contractants, sur les territoires de ces Pays la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements rendus en matière civile et de compléter ainsi la Convention concernant le règlement de certaines questions de droit international privé, conclue par ces Pays le 12 juillet 1921, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé leurs plénipotentiaires, à savoir:

Son Excellence Monsieur Johan Leppik, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Estonie à Kaunas,

Son Excellence Monsieur Ludvigs Seja, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Lettonie à Kaunas,

Son Excellence Monsieur Stasys Lozoraitis, Ministre des Affaires Etrangères de Lithuanie,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les jugements rendus après la mise en vigueur de la présente Convention en matière civile par des autorités judiciaires de l'un des Pays Contractants, dans les limites de leur compétence, seront exécutés sur le territoire des autres Pays Contractants, conformément aux dispositions suivantes.

Article 2.

Les personnes intéressées à l'exécution d'un jugement émanant d'une autorité judiciaire d'un des Pays Contractants, adresseront une demande de le rendre exécutoire au tribunal d'arrondissement compétent du pays où le jugement doit être exécuté. Si le jugement doit être exécuté en plusieurs endroits, il suffit d'en faire la demande à un seul tribunal d'arrondissement, au choix du réquérant. Ces demandes sont exemptes de taxes judiciaires.

Article 3.

A la demande doivent être annexées:

1) Une expédition du jugement motivé, rédigé dans sa forme définitive et légalisé par le tribunal l'ayant rendu, avec une pièce délivrée par ce tribunal et attestant que le jugement est passé en force de chose jugée, qu'il ne peut être l'objet ni d'une action d'appel, ni d'une action en cassation et qu'il est devenu exécutoire.

2) Un certificat du tribunal ayant prononcé le jugement attestant que la citation a été remise, conformément aux lois du pays où le jugement a été rendu, à la partie contre laquelle le jugement a été prononcé, indiquant si ladite partie est intervenue, d'une manière quelconque, dans le procès.

3) La traduction du jugement et du certificat (al. 1 et 2) dans la langue du pays où le jugement doit être exécuté; la traduction doit être certifiée conforme par un traducteur assermenté ou, à défaut, par un représentant consulaire du pays où le jugement doit être exécuté, ou bien de celui où le jugement a été rendu.

4) Des copies desdits documents en nombre correspondant à celui des défendeurs.

Article 4.

Les assignations des parties devant le tribunal qui est appelé à rendre le jugement exécutoire, seront effectuées en conformité avec les lois du pays où le jugement doit être exécuté.

Article 5.

Les autorités judiciaires ne procéderont pas à un nouvel examen quant au fond des points litigieux résolus par les autorités judiciaires de l'un des deux autres Pays Contractants, mais décideront seulement si le jugement contient des dispositions qui, d'après l'Article 6 de la présente Convention, font obstacle à son exécution dans les pays où celle-ci est demandée.

Article 6.

Les jugements des autorités judiciaires émanant des Pays Contractants ne seront pas rendus exécutoires dans les pays où ils doivent être exécutés:

1) S'il s'agit d'une action ayant pour objet un droit de propriété ou un droit réel sur un immeuble situé dans l'État où le jugement doit être exécuté.

2) Si la partie, contre laquelle le jugement doit être exécuté, est une institution ou une entreprise d'État ou une administration communale ou municipale, qu'elle soit même du pays où le jugement a été rendu.

3) Si l'objet du jugement est un droit qui se trouve en dehors de la compétence des tribunaux du pays où le jugement doit être exécuté.

4) Si le jugement n'a pas été exécuté dans un délai de dix ans, à compter du jour où il a été rendu.

5) Si le jugement contient des mesures incompatibles avec l'ordre public, ou interdites par les lois de l'État où il doit être exécuté.

6) Si le jugement est en contradiction avec un autre jugement rendu dans la même matière par un tribunal du Pays où l'exécution du jugement est demandée.

Article 7.

Les sentences arbitrales en matière civile, prononcées en conformité avec les stipulations des lois sur la procédure civile, et rendues exécutoires par le tribunal compétent du pays où la sentence arbitrale a été prononcée, seront exécutées sur la même base que les jugements.

Article 8.

Les jugements et les sentences arbitrales prononcés sur la base susmentionnée, seront exécutés conformément aux stipulations générales des lois concernant l'exécution des décisions susvisées en vigueur dans le Pays où ces décisions doivent être rendues exécutoires.

Article 9.

Sur la demande d'une des parties en litige les autorités judiciaires des Pays Contractants seront tenues à clore ou à suspendre l'examen des demandes en justice, introduites par les mêmes parties dans la même matière et en vertu des mêmes titres, si ces demandes ont été déjà présentées aux autorités judiciaires d'un des autres Pays Contractants. Si au sujet de telles demandes en justice un jugement d'un tribunal de justice ou une sentence d'un tribunal arbitral est passé en force de chose jugée dans l'un des Pays Contractants, l'action ne pourra être poursuivie.

Article 10.

Les dispositions de la présente Convention ne seront pas appliquées aux droits d'auteurs, aux privilèges d'inventeurs, aux droits sur des marques de commerce, sur des modèles et sur des firmes.

Article 11.

La présente Convention sera ratifiée le plus tôt possible. Les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires Etrangères de Lettonie.

Cette Convention entrera en vigueur un mois après la déposition des instruments de ratification par tous les Pays Contractants. Elle restera en vigueur pendant dix ans. Si à l'expiration de ce délai la Convention n'est par denoncée avec un préavis de douze mois, elle restera en vigueur pour un délai indéterminé et pourra être dénoncée à tout moment avec un préavis de douze mois.

Fait le 14 novembre 1935, en trois exemplaires, dont chacune des Hautes Parties Contractantes reçoit un exemplaire.

(L. S.) *J. Leppik.*
(L. S.) *L. Seja.*
(L. S.) *Lozoraitis.*

Protocole.

Au moment de procéder, à la date de ce jour, à la signature de la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile, les soussignés, dûment autorisés, déclarent que la Convention susmentionnée ne porte aucunement atteinte aux dispositions de l'Article 3, alinéa 2, de la Convention entre la Lettonie et l'Estonie relative à la transcription des biens immeubles, signée à Riga, le 22 juillet 1927, rédigée comme suit:

„Les décisions des tribunaux de l'une des Parties Contractantes, relatives aux obligations et réclamations inscrites dans les registres de transcription des deux États, seront appliquées dans l'autre Partie, en vertu des paragraphes 1274 à 1280 du Code de procédure civile.“

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en deux exemplaires à Kaunas, le 14 novembre 1935.

(L. S.) *J. Leppik.*
(L. S.) *L. Seja.*

14.

ALLEMAGNE, FINLANDE.

Convention afin d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs; signée à Helsingfors, le 25 septembre 1935.*)**)

Reichsgesetzbaltt 1936. II, No. 2.

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern.

Der Deutsche Reichskanzler und der Präsident der Republik Finnland haben, von dem Wunsche geleitet, auf dem Gebiete der direkten Steuern die Doppelbesteuerung zu vermeiden, beschlossen, ein Abkommen abzuschliessen und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

der Deutsche Reichskanzler

den Ministerialdirektor, Professor Dr. Otto Hedding,

der Präsident der Republik Finnland

den Verwaltungsrat Eemil Leander Airila,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

(1) Das gegenwärtige Abkommen soll Bestimmungen treffen, die sich auf die Erhebung der direkten Steuern beschränken.

(2) Als direkte Steuern im Sinne des gegenwärtigen Abkommens gelten solche Steuern, die auf der Grundlage der Gesetzgebung jedes der beiden Staaten unmittelbar von den Einkünften (Reineinkünften oder Roheinkünften) oder von dem Vermögen erhoben werden, sei es für Rechnung der vertragschliessenden Staaten oder der deutschen Länder, sei es für Rechnung der Provinzen oder Provinzialverbände, der Gemeinden oder Gemeindeverbände, auch soweit die Erhebung der Steuern in der Form von Zuschlägen erfolgt.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 31 décembre 1935.

**) En langues allemande et finnoise. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

(3) Als direkte Steuern werden insbesondere angesehen:
1. für die deutsche Gesetzgebung:
   a) die Einkommensteuer,
   b) die Körperschaftsteuer,
   c) die Vermögensteuer,
   d) die Grundsteuern,
   e) die Gebäudesteuern,
   f) die Gewerbesteuern,
   g) der Geldentwertungsausgleich bei bebauten Grundstücken (die Hauszinssteuern);
2. für die finnische Gesetzgebung:
   a) die Einkommen- und Vermögensteuer,
   b) die Gemeindesteuer,
   c) die Steuern und Abgaben, die nach denselben Merkmalen wie irgendeine der obengenannten finnischen Steuern erhoben werden.

Artikel 2.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen treffen, werden nur in dem Staat erhoben, in dem sich die Liegenschaft befindet.

(2) Als Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen gelten auch Einkünfte aus hypothekarisch gesicherten Forderungen.

Artikel 3.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus dem Betriebe von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe jeder Art treffen, werden, unbeschadet der folgenden Bestimmungen, nur in dem Staat erhoben, in dessen Gebiet das Unternehmen seine Betriebsstätte hat; dies gilt auch, wenn das Unternehmen seine Tätigkeit auf das Gebiet des anderen vertragschliessenden Staates erstreckt, ohne dort eine Betriebsstätte zu haben.

(2) Betriebsstätte im Sinne des gegenwärtigen Abkommens ist eine ständige Geschäftseinrichtung des Unternehmens, in welcher die Tätigkeit dieses Unternehmens ganz oder teilweise ausgeübt wird.

(3) Hat das Unternehmen Betriebsstätten in beiden vertragschliessenden Staaten, so wird jeder der beiden Staaten die Steuern von dem Teile der Einkünfte erheben, der durch die Tätigkeit der in seinem Gebiete befindlichen Betriebsstätten erzielt wird.

(4) Wie Einkünfte aus Gewerbebetrieb werden auch Einkünfte aus Beteiligungen an einem gesellschaftlichen Unternehmen behandelt mit Ausnahme der Einkünfte aus Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren.

Artikel 4.

Steuern, welche die Einkünfte aus dem Betriebe von Unternehmungen der Seeschiffahrt und der Luftfahrt treffen, werden nur in dem Staat erhoben, in dem sich der Ort der Leitung des Unternehmens befindet.

Artikel 5.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus Arbeit einschliesslich der Einkünfte aus freien Berufen treffen, werden, soweit nicht im Artikel 6 Abweichendes bestimmt ist, nur in dem Staat erhoben, in dessen Gebiet die persönliche Tätigkeit ausgeübt wird, aus der die Einkünfte herrühren.

(2) Die Ausübung eines freien Berufes in einem der beiden Staaten liegt nur dann vor, wenn die Berufstätigkeit in diesem Staat einen festen Mittelpunkt hat.

(3) Steuern, welche die Einkünfte aus Tantiemen der Aufsichtsrats- (nicht geschäftsführenden Verwaltungsrats-) Mitglieder treffen, werden nur in dem Staat erhoben, in dem sich der Ort der Leitung des die Tantiemen gewährenden Unternehmens befindet.

Artikel 6.

Steuern von Einkünften, die auf Grund einer gegenwärtigen oder früheren Dienst- oder Arbeitsleistung in Form von Besoldungen, Ruhegehältern, Löhnen oder anderen Bezügen vom Staat, von einem Land, von einer Provinz, einer Gemeinde oder von einer anderen juristischen Person des öffentlichen Rechts gewährt werden, die nach der inneren Gesetzgebung der vertragschliessenden Staaten ordnungsmässig errichtet ist, werden nur in dem Staat erhoben, in dem der Schuldner seinen Sitz hat.

Artikel 7.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus beweglichem Kapitalvermögen treffen, werden, unbeschadet der Bestimmung im Artikel 2 Absatz 2, nur in dem Staat erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

(2) Soweit in einem der beiden Staaten die Steuer von inländischen Kapitalerträgen im Abzugswege (an der Quelle) erhoben wird, wird das Recht zur Vornahme des Steuerabzugs durch die Bestimmung des Absatzes 1 nicht berührt.

Artikel 8.

Steuern, die irgendeine andere in den vorhergehenden Artikeln nicht bezeichnete Art von Einkünften einschliesslich der Leibrenten treffen, werden nur in dem Staat erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

Artikel 9.

Für laufende und einmalige Steuern vom Vermögen oder Vermögenszuwachs, die in den vertragschliessenden Staaten bestehen oder eingeführt werden, gelten folgende Bestimmungen:

1. Soweit das Vermögen aus
   a) unbeweglichem Vermögen mit Einschluss des Zubehörs,
   b) hypothekarisch gesicherten Forderungen,

c) Unternehmen von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe jeder Art einschliesslich der Unternehmen der Seeschiffahrt und der Luftfahrt

besteht, wird die Steuer in dem Staat erhoben, dem nach den Bestimmungen dieses Abkommens die Steuer von den Einkünften aus diesem Vermögen zusteht.

2. Für alle anderen Arten des Vermögens wird die Steuer in dem Staat erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

Artikel 10.

(1) Als Wohnsitz im Sinne dieses Abkommens wird der Ort angesehen, wo der Steuerpflichtige eine Wohnung unter Umständen innehat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

(2) Hat der Steuerpflichtige in jedem der beiden Staaten einen Wohnsitz, so werden die Steuern in jedem der beiden Staaten zu dem Teil erhoben, der dem Verhältnis der Dauer seines Aufenthaltes in jedem der beiden Staaten während des Steuerjahres entspricht. Dabei ist der Aufenthalt ausserhalb der beiden Staaten dem Staat zuzurechnen, dessen Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtige besitzt.

(3) Hat der Steuerpflichtige in keinem der beiden Staaten einen Wohnsitz, so werden die Steuern in dem Staat erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen dauernden Aufenthalt hat. Als dauernder Aufenthalt gilt der Aufenthalt in einem Staat unter Umständen, die auf die Absicht schliessen lassen, dort nicht nur vorübergehend zu verweilen. Besteht auch in keinem der beiden Staaten ein dauernder Aufenthalt, so werden die Steuern in dem Staat erhoben, dessen Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtige besitzt.

(4) Im Sinne dieses Abkommens gilt als Wohnsitz der juristischen Personen der Ort ihrer Leitung. Als Wohnsitz der ruhenden Erbschaften im Sinne der finnischen Gesetze wird der Ort angesehen, wo der Erblasser bei seinem Tode seinen Wohnsitz hatte.

Artikel 11.

Die Vorschriften der finnischen Gesetze über die Besteuerung ruhender Erbschaften finden insoweit keine Anwendung, als für das aus der Erbschaft herrührende Einkommen oder Vermögen der Erwerber in Deutschland nach den Bestimmungen dieses Abkommens unmittelbar zur Steuer herangezogen werden kann.

Artikel 12.

(1) Für die diplomatischen, konsularischen und besonderen Vertreter jedes der vertragschliessenden Staaten gelten die folgenden Sonderbestimmungen:

Die Vertreter, sofern sie Berufsbeamte sind, sowie die ihnen zugewiesenen Beamten und die in ihrem und ihrer Beamten Dienst stehenden Personen werden im Empfangsstaat zu direkten Steuern nur heran-

gezogen, soweit es sich um die in den Artikeln 2, 3 und 4 bezeichneten Einkünfte und das im Artikel 9 Ziffer 1 aufgeführte Vermögen handelt oder soweit die Steuer im Abzugswege (an der Quelle) erhoben wird; im übrigen bleibt die Besteuerung dem Entsendestaat vorbehalten.

(2) Die Sonderbestimmungen des Absatz 1 gelten jedoch nur, soweit die genannten Personen Angehörige des Entsendestaates sind und ausserhalb ihres Amtes oder Dienstes im Empfangsstaat keinen Beruf, kein Gewerbe und keine andere nicht nur gelegentliche gewinnbringende Tätigkeit ausüben.

(3) Auf Wahlkonsuln, die nur die Staatsangehörigkeit des Entsendestaates besitzen, finden die Bestimmungen dieses Abkommens, abgesehen von den Absätzen 1 und 2 dieses Artikels, mit der Massgabe Anwendung, dass diese Konsuln mit ihren dienstlichen Bezügen, die sie als Entgelt für ihre Tätigkeit als Konsuln geniessen, im Empfangsstaat zu direkten Steuern nicht herangezogen werden.

Artikel 13.

Weist ein Steuerpflichtiger nach, dass die Massnahmen der Finanzbehörden der vertragschliessenden Staaten für ihn die Wirkung einer Doppelbesteuerung gehabt haben, so kann er hiergegen bei dem Staat, dem er angehört, Einspruch erheben. Wird der Einspruch für begründet erachtet, so kann die oberste Finanzbehörde dieses Staates sich mit der obersten Finanzbehörde des anderen verständigen, um in billiger Weise eine Doppelbesteuerung zu vermeiden.

Artikel 14.

Zur Beseitigung von Doppelbesteuerungen in Fällen, die in diesem Abkommen nicht geregelt sind, sowie auch in Fällen von Schwierigkeiten oder Zweifeln bei der Auslegung und Anwendung dieses Abkommens können die obersten Finanzbehörden der beiden vertragschliessenden Staaten besondere Vereinbarungen treffen.

Artikel 15.

Die vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, ihre obersten Finanzbehörden mit der billigen Entscheidung jeder anderen Frage zu betrauen, die wegen der Verschiedenheit der für die Steuererhebung in beiden Staaten geltenden Grundsätze oder die überhaupt, ohne in diesem Abkommen ausdrücklich entschieden zu sein, auf dem Gebiete der direkten Steuern entstehen könnte.

Artikel 16.

Dieses Abkommen findet zum ersten Mal Anwendung auf die Besteuerung für das Kalenderjahr 1936, hinsichtlich der Besteuerung von Einkünften, soweit die Einkünfte im Kalenderjahre 1935 oder in einem im Kalenderjahre 1935 endenden Wirtschaftsjahr bezogen sind, und auf die finnische Vermögensteuer nach dem Stande vom 31. Dezember 1935.

Artikel 17.

Dieses Abkommen, ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und finnischer Sprache, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Beginn des auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgenden Kalenderjahres in Kraft und bleibt so lange in Geltung, als es nicht von einem der vertragschliessenden Staaten spätestens drei Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert das Abkommen mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten dieses Abkommen unterfertigt und mit Siegeln versehen.

Helsinki, den 25. September 1935.

Otto Hedding.
E. L. Airila.

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland abgeschlossenen Abkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Teil des Abkommens selbst bilden:

1. Die im Artikel 1 des Abkommens enthaltene Aufzählung der in beiden vertragschliessenden Staaten geltenden direkten Steuern gibt nur Beispiele und ist nicht abschliessend.

Zweifel werden im Einvernehmen zwischen den obersten Finanzbehörden der beiden Staaten geklärt werden.

Die obersten Finanzbehörden der beiden Staaten werden, so oft Anlass dazu vorliegt, ein auf den neuesten Stand gebrachtes Verzeichnis der in jedem Staat bestehenden direkten Steuern austauschen.

2. Das Abkommen bezieht sich nicht auf indirekte Steuern vom Verkehr und Verbrauch.

3. Die Bestimmungen des Abkommens finden auf solche Personen, welche die von ihnen geschuldete deutsche Reichsfluchtsteuer nicht entrichtet haben, keine Anwendung.

Ferner findet das Abkommen keine Anwendung auf solche Personen, bei denen nur deshalb die Voraussetzungen für die Erhebung der deutschen Reichsfluchtsteuer nicht vorliegen, weil sie einen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt im Sinne des deutschen Steuerrechts in Deutschland haben.

4. Die Bestimmung des Artikel 2 des Abkommens gilt sowohl für die durch unmittelbare Verwaltung und Nutzung als auch für die durch Vermietung, Verpachtung und jede andere Art der Nutzung des unbeweglichen Guts erzielten Einkünfte sowie für Einkünfte aus Veräusse-

rungsgeschäften, die bei der Veräusserung von unbeweglichem Vermögen mit Einschluss des mitveräusserten Zubehörs erzielt werden.

5. Als Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen werden auch Einkünfte angesehen, die aus der Abholzung des eigenen oder eines fremden Waldes und dem Transport des abgeholzten Holzes in den Exporthafen erzielt werden.

6. Die Bestimmung der Ziffer 4 dieses Schlussprotokolls, welche die Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen betrifft, findet auf die Einkünfte aus dem Betriebe von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe sowie auf Gewinne aus der Veräusserung eines Betriebes im ganzen oder eines Teils des Betriebes oder eines Gegenstandes, der beim Betriebe benutzt wird, entsprechende Anwendung.

7. Als Betriebsstätten im Sinne des Artikel 3 des Abkommens gelten ausser dem Sitz und dem Ort der Leitung des Unternehmens die Zweigniederlassungen und Filialen, die Fabrikations- und Werkstätten, die Einkaufs- und Verkaufsstellen, die Lager und anderen Handelsstätten, die den Charakter einer ständigen Geschäftseinrichtung haben, sowie ständige Vertretungen.

Als Betriebsstätte im Sinne des Artikel 3 des Abkommens wird auch eine Bauausführung angesehen, deren Dauer zwölf Monate überschritten hat oder voraussichtlich überschreiten wird.

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass unter den Begriff der Betriebsstätte im Sinne des Artikel 3 nicht das Unterhalten von Geschäftsbeziehungen lediglich durch einen völlig unabhängigen Vertreter fällt. Das gleiche gilt für das Unterhalten eines Vertreters (Agenten), der zwar ständig für natürliche Personen oder Körperschaften des einen Staates in dem Gebiete des anderen Staates tätig ist, aber lediglich Geschäfte vermittelt, ohne zum Abschluss von Geschäften für die vertretene Firma bevollmächtigt zu sein.

8. Die obersten Finanzbehörden werden ein besonderes Abkommen treffen, um in billiger Weise eine Aufteilung der Einkünfte aus dem Betriebe von Handel, Industrie und sonstigem Gewerbe in den durch Artikel 3 Absatz 3 vorgesehenen Fällen vorzunehmen.

9. Als freie Berufe im Sinne des Artikel 5 des Abkommens gelten insbesondere wissenschaftliche, künstlerische, schriftstellerische, unterrichtende oder erziehende Tätigkeit sowie die Tätigkeit der Ärzte, Rechtsanwälte, Architekten und Ingenieure.

10. Wenn eine in dem einen Staat angestellte Person sich wegen ihres Dienstes nur vorübergehend im Gebiete des anderen Staates aufhält und ihre Bezüge ausschliesslich von ihrem in dem erstgenannten Staate steuerpflichtigen Arbeitgeber erhält, so findet Artikel 5 keine Anwendung.

11. Studenten, die sich in einem der vertragschliessenden Staaten nur zu Studienzwecken aufhalten, werden in diesem Staate wegen der Bezüge, die sie von den in dem anderen Staate wohnhaften und dort bereits steuerpflichtigen Angehörigen empfangen, keiner Besteuerung un-

terworfen, sofern diese Bezüge den überwiegenden Teil des zu ihrem Unterhalt und ihrem Studium Notwendigen darstellen.

12. Bei Steuerpflichtigen, die dartun, dass sie ihren Wohnsitz oder den dauernden Aufenthalt endgültig von dem einen in den anderen vertragschliessenden Staat verlegt haben, endet die Steuerpflicht, soweit sie an den Wohnsitz oder den dauernden Aufenthalt anknüpft, in dem ersten Staat mit Ablauf des Kalendermonats, in dem die Verlegung des Wohnsitzes oder des dauernden Aufenthalts erfolgt ist.

13. Hinsichtlich solcher Personen, die in keinem der beiden Staaten die Staatsangehörigkeit besitzen, können die obersten Finanzbehörden von Fall zu Fall besondere Vereinbarungen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung treffen. Dabei sollen insbesondere die Angehörigen solcher Staaten berücksichtigt werden, die mit den beiden vertragschliessenden Staaten Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung abgeschlossen haben.

14. Zur Vermeidung etwaiger Zweifel wird klargestellt, dass die Bestimmung des Artikel 12 das Recht auf den Genuss etwaiger weitergehender Befreiungen nicht berührt, die kraft der allgemeinen Regeln des Völkerrechts den diplomatischen und konsularischen Beamten zugestanden worden sind oder künftig zugestanden werden sollen.

Soweit auf Grund solcher weitergehenden Befreiungen eine Heranziehung zu direkten Steuern im Empfangsstaat nicht erfolgt, bleibt die Besteuerung dem Entsendestaat vorbehalten.

15. Wegen der Steuer auf Erbschaften und einmalige Schenkungen behalten die vertragschliessenden Staaten sich vor, eine besondere Vereinbarung zu treffen.

Helsinki, den 25. September 1935. *Otto Hedding.*
E. L. Airila.

15.

ALLEMAGNE, FINLANDE.

Convention concernant la protection légale et l'assistance judiciaire en matière d'impôts; signée à Helsingfors, le 25 septembre 1935.*)**)

Reichsgesetzbaltt 1936. II, No. 2.

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen.

Der Deutsche Reichskanzler und der Präsident der Republik Finnland sind übereingekommen, ein Abkommen über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen abzuschliessen.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 31 décembre 1935.

**) En langues allemande et finnoise. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt:

der Deutsche Reichskanzler:

den Ministerialdirektor Professor Dr. Otto Hedding,

der Präsident der Republik Finnland:

den Verwaltungsrat Eemil Leander Airila,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

Als Steuern im Sinne dieses Abkommens gelten die öffentlichen Abgaben, soweit sie auf seiten des Deutschen Reichs für das Reich und die Länder, auf seiten der Republik Finnland für den Staat und auf beiden Seiten in der Form von einheitlich mit diesen Abgaben zu erhebenden Zuschlägen oder Beiträgen für Rechnung anderer öffentlich-rechtlicher Körperschaften erhoben werden. Die finnische Gemeindesteuer gilt ebenfalls als Steuer im Sinne dieses Abkommens. Ausgeschlossen sind jedoch Zölle und Verbrauchsabgaben; die Umsatzsteuer gilt für den Anwendungsbereich dieses Abkommens nicht als Verbrauchsabgabe. Auf Steuern vom Wertzuwachs bei der Veräusserung von Grundstücken findet das Abkommen auch dann Anwendung, wenn sie nur für Gemeinden oder Gemeindeverbände erhoben werden.

I. Rechtsschutz in Steuersachen.

Artikel 2.

(1) Die Angehörigen des einen Staates geniessen im Gebiete des anderen Staates die gleiche steuerliche Behandlung, insbesondere den gleichen Schutz vor den Finanzbehörden, Gerichten, Finanz- und Verwaltungsgerichten, wie die Landesangehörigen.

(2) Juristische Personen einschliesslich der Gesellschaften sowie Personenvereinigungen, Anstalten, Stiftungen und sonstige Zweckvermögen, die keine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen, aber als solche der Besteuerung unterliegen, geniessen, sofern sie in dem Gebiete des einen Staates ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, in dem Gebiete des anderen Staates die gleiche steuerliche Behandlung (Absatz 1) wie die entsprechenden eigenen Steuerpflichtigen dieses anderen Staates.

(3) Die Angehörigen des einen Staates mit Einschluss der im Absatz 2 bezeichneten Steuerpflichtigen dürfen im Gebiete des anderen Staates keiner ungünstigeren steuerlichen Behandlung unterworfen werden als die entsprechenden Angehörigen irgendeines dritten Staates.

II. Rechtshilfe in Steuersachen.

Artikel 3.

Beide Staaten verpflichten sich, in allen Steuersachen, sowohl bei der Ermittlung und Festsetzung von Steuern und Sicherheiten als auch

im Rechtsmittelverfahren und in der Beitreibung sich gegenseitig Amts- und Rechtshilfe zu leisten.

Artikel 4.

(1) In Steuersachen erfolgt die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen mit Einschluss der Zustellung von Schriftstücken in unmittelbarem Geschäftsverkehr der Behörden der beiden Staaten.

(2) Für unmittelbare Übermittlung von Zustellungs- und sonstigen Amts- und Rechtshilfeersuchen sowie für ihre Entgegennahme ist auf seiten des Deutschen Reichs der Reichsminister der Finanzen, auf seiten der Republik Finnland das Finanzministerium zuständig.

Artikel 5.

(1) Die Ersuchungsschreiben sowie sämtliche anderen im Amts- und Rechtshilfeverkehr zu übermittelnden Urkunden und sonstigen Schriftstücke werden in der Amtssprache des ersuchenden Staates abgefasst; den von der Republik Finnland ausgehenden Ersuchungsschreiben, Urkunden und sonstigen Schriftstücken sind Übersetzungen in deutscher Sprache beizufügen.

(2) In den Ersuchungsschreiben sind die ersuchende Behörde, der Name und Beruf (Stand) der Beteiligten sowie, im Falle der Zustellung, die Adresse des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstückes anzugeben.

Artikel 6.

(1) Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Staates Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im Absatz 2 vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

(2) Auf Wunsch des ersuchenden Staates ist das zuzustellende Schriftstück in der durch die innere Gesetzgebung des ersuchten Staates für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zuzustellen.

Artikel 7.

Die Zustellung wird entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekenntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Staates, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben, nachgewiesen.

Artikel 8.

(1) Die Behörde, an die das Ersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörde des ersuchten Staates oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrages eines Beteiligten. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten Staates; doch ist auf Antrag der ersuchenden Be-

hörde nach einer besonderen Form zu verfahren, sofern diese der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft.

(2) Die Anwendung eines im Gebiete des ersuchten Staates zulässigen Zwangsmittels ist ausgeschlossen, soweit der ersuchende Staat im Falle eines entsprechenden Ersuchens nicht in der Lage wäre, ein gleichartiges Zwangsmittel anzuwenden.

(3) Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der auf das Ersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen. Die Beteiligten sind berechtigt, sich bei der Handlung nach den allgemeinen, in dem ersuchten Staate massgebenden Vorschriften vertreten zu lassen oder ihr beizuwohnen.

Artikel 9.

Für die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen mit Einschluss der Zustellung von Schriftstücken dürfen keinerlei Gebühren oder Auslagen erhoben werden; ausgenommen sind vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft die an Auskunftspersonen oder Sachverständige gezahlten Entschädigungen sowie die Auslagen, die durch die Mitwirkung eines Vollziehungsorgans in den Fällen des Artikel 6 Absatz 2 oder durch die Anwendung einer besonderen Form gemäss Artikel 8 Absatz 1 entstanden sind.

Artikel 10.

Auf die Rechtshilfe im Beitreibungsverfahren finden die Bestimmungen dieses Abkommens Anwendung, soweit nicht in den Artikeln 11 bis 13 etwas Abweichendes angeordnet ist.

Artikel 11.

(1) Unanfechtbare Verfügungen (Entscheidungen, Beschlüsse, Anordnungen) in Steuersachen sind auf Antrag, der von der obersten Finanzverwaltungsbehörde des einen Staates an die gleiche Behörde des anderen Staates zu richten ist, kostenfrei anzuerkennen und zu vollstrecken. Die Anerkennung muss ausdrücklich ausgesprochen werden.

(2) Die im Absatz 1 bezeichneten Verfügungen werden ohne vorhergehende Anhörung der Parteien gemäss der Gesetzgebung des Staates vollstreckt, in dem die Vollstreckung betrieben wird.

(3) Dem Ersuchen um Vollstreckung ist eine Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates beizufügen, dass die Verfügung unanfechtbar geworden ist; die Zuständigkeit dieser Behörde ist durch die oberste Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates zu bescheinigen.

Artikel 12.

Auf Grund von vollstreckbaren Verfügungen, die noch nicht unanfechtbar geworden sind, kann gegenüber Angehörigen des ersuchenden Staates nur einstweilige Sicherstellung im Wege der Beschlagnahme verlangt werden. Der Betroffene ist berechtigt, die Aufhebung der Be-

schlagnahme durch Leistung einer Sicherheit herbeizuführen, deren Art und Höhe in dem Ersuchen bestimmt sein müssen. Artikel 11 findet entsprechende Anwendung.

Artikel 13.

Dem Ersuchen um eine bestimmte Art der Vollstreckung oder Sicherstellung ist zu entsprechen, soweit diese Art der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchenden und des ersuchten Staates in Steuersachen zulässig ist. Im übrigen richten sich die Art und Durchführung der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Recht des ersuchten Staates.

Artikel 14.

(1) Die Amts- und Rechtshilfe wird nicht gegen Angehörige des ersuchten Staates gewährt, die innerhalb des Gebietes dieses Staates ihren Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt haben. Diese Bestimmung gilt nicht

a) für die Amts- und Rechtshilfe zur Durchführung von Steueransprüchen, die gegen den Steuerpflichtigen in einem Zeitpunkt begründet waren, zu dem er die Staatsangehörigkeit des ersuchenden Staates besass oder zu dem er den Wohnsitz, den dauernden Aufenthalt oder eine Betriebstätte in diesem Staate hatte, und

b) ferner nicht für die Amts- und Rechtshilfe zur Durchführung von Steueransprüchen in Fällen, in denen die aus den inneren Vorschriften der beiden Staaten sich ergebende Doppelbesteuerung auf Grund des Abkommens zwischen den beiden Staaten zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern beseitigt oder gemildert ist.

(2) Die Amts- und Rechtshilfe kann abgelehnt werden, wenn der Staat, der um die Hilfeleistung ersucht ist, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

(3) Ersuchen, auf Grund deren im Gebiete des ersuchten Staates zulässige Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten von Personen, die nicht als Steuerpflichtige beteiligt sind, eingezogen werden sollen, können abgelehnt werden, soweit der ersuchende Staat nach seiner eigenen Gesetzgebung nicht in der Lage ist, entsprechende Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten zu verlangen. Das gleiche gilt für Ersuchen, die auf Mitteilung tatsächlicher Verhältnisse oder rechtlicher Beziehungen gerichtet sind, sofern die Kenntnis dieser Verhältnisse oder Beziehungen nur auf Grund von Auskunfts-, Anzeige- oder Gutachterpflichten gewonnen ist, die in dem Gebiete des ersuchenden Staates nicht bestehen, sowie für alle Ersuchen, soweit ihnen nur unter Verletzung eines Geschäfts-, Betriebs- oder Gewerbegeheimnisses genügt werden könnte.

Artikel 15.

(1) Wird dem Ersuchen ganz oder teilweise entsprochen, so ist die ersuchende Behörde von der ersuchten Behörde über die Art der Erledigung unverzüglich zu unterrichten.

(2) Soweit dem Ersuchen nicht entsprochen wird, hat die ersuchte Behörde die ersuchende Behörde hiervon unter Angabe der Gründe und der sonst bekanntgewordenen Umstände, die für die Weiterführung der Sache von Bedeutung sind, unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 16.

Auf die Anfragen, Auskünfte, Anzeigen und Gutachten sowie auf sonstige Mitteilungen, die im Wege der Amts- und Rechtshilfe einem Staate zugehen, finden die gesetzlichen Vorschriften dieses Staates über die Amtsverschwiegenheit und Geheimhaltung Anwendung.

III. Beglaubigung von Urkunden.

Artikel 17.

(1) Die von Finanzgerichten oder Verwaltungsgerichten des einen Staates aufgenommenen, ausgestellten oder beglaubigten Urkunden bedürfen, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel des Gerichts versehen sind, zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates in Steuersachen keiner Beglaubigung (Legalisation).

(2) Zu den bezeichneten Urkunden gehören auch die von dem Gerichtsschreiber oder einem sonst zuständigen Beamten unterschriebenen Urkunden, sofern diese Unterschrift nach den Gesetzen des Staates genügt, dem das Gericht angehört.

Artikel 18.

(1) Urkunden, die von der obersten oder einer höheren Finanzverwaltungsbehörde des einen der beiden Staaten aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates in Steuersachen keiner Beglaubigung (Legalisation).

(2) Die beiden Staaten werden die in Betracht kommenden Behörden in einem Verzeichnis bekanntgeben, das im beiderseitigen Einverständnis jederzeit auf dem Verwaltungswege geändert oder ergänzt werden kann.

IV. Schlussbestimmungen.

Artikel 19.

Die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Staaten können weitere Vereinbarungen im Sinne dieses Abkommens treffen. Sie können insbesondere Bestimmungen über die Behandlung von Geldleistungen anderer Art auf steuerlichem Gebiete, über die Abführung von Vollstreckungserlösen und die Festsetzung von Kursen für die Umrechnung der Beträge vereinbaren, wegen deren eine Vollstreckung zu erfolgen hat.

Artikel 20.

Dieses Abkommen, ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und finnischer Sprache, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden

sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Beginn des auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgenden Kalenderjahres in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als es nicht von einem der vertragschliessenden Staaten spätestens drei Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert das Abkommen mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten dieses Abkommen unterfertigt und mit Siegeln versehen.

Helsinki, den 25. September 1935.

Otto Hedding.
E. L. Airila.

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland abgeschlossenen Abkommens über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Teil dieses Abkommens selbst bilden sollen:

1. Die Bestimmungen des Artikels 2 Absatz 1 und 2 sind dahin auszulegen, dass die dort genannten Steuerpflichtigen steuerlich nicht nur formell, sondern auch materiell gleich behandelt werden.

2. Die Bestimmungen des Artikel 2 sollen nicht angewendet werden, insoweit und insolange die darin vorgesehenen Vorteile bereits durch Artikel 2 und 3 des Handelsvertrags zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland vom 24. März 1934 gewährt sind.

3. Die beiden Staaten werden, um die Prüfung der materiellen Gegenseitigkeit für die Gewährung der Amts- und Rechtshilfe zu erleichtern, Aufstellungen über die Befugnisse der Finanzbehörden austauschen, für die Übereinstimmung in den Rechtsgrundsätzen des deutschen und des finnischen Rechts bei Amts- und Rechtshilfeersuchen angenommen werden darf. Die Aufstellungen sollen insbesondere Aufschluss geben

a) über die Auskünfte, Anzeigen, Gutachten und Beweismittel, die von den Steuerpflichtigen oder von dritten Personen verlangt werden können,

b) über die Zwangsmittel, Sicherungs- und Vollstreckungsmassnahmen, die gegenüber den Steuerpflichtigen oder dritten Personen zulässig sind.

Solange oder soweit die Aufstellungen nicht ausgetauscht und von beiden Seiten anerkannt sind oder soweit das Ersuchen Massnahmen betrifft, die in den Aufstellungen nicht vorgesehen sind, wird die Amts- und Rechtshilfe gewährt, sofern die Gegenseitigkeit angenommen wer-

den kann, die Durchführung des Ersuchens dem Rechte des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft und nicht ein besonderer Grund zur Ablehnung des Ersuchens gemäss den Vorschriften des Abkommens gegeben ist. Die Gegenseitigkeit in diesem Sinne gilt als vorliegend, wenn dem einzelnen Amts- und Rechtshilfeersuchen eine Bescheinigung der obersten Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates beigefügt ist, die amtlich feststellt, dass einem entsprechenden Ersuchen nach dem Rechte des ersuchenden Staates genügt werden wird.

4. Die in diesem Abkommen vorgesehenen Übersetzungen sind zu beglaubigen, und zwar entweder von der obersten Finanzverwaltungsbehörde oder von einem beeidigten oder öffentlich ernannten Dolmetscher des ersuchenden oder des ersuchten Staates.

5. Eine Übersendung von Akten kann grundsätzlich nicht gefordert werden. Ausnahmen bedürfen des Einvernehmens der beiden obersten Finanzverwaltungsbehörden; das Ersuchen um Übermittlung von Akten soll indessen nur gestellt werden, wenn dringende Interessen des ersuchenden Staates es erheischen. Unberührt bleibt die Befugnis jedes Staates, seinen Ersuchen eigene Akten beizugeben, die der Durchführung der Ersuchen dienen sollen.

6. Steht fest, dass die Vollstreckung keinen Erfolg haben wird, so wird das Ersuchen unter Beifügung einer Bescheinigung hierüber an die ersuchende Behörde zurückgeleitet.

7. Die beizutreibenden Steuerforderungen gelten in dem ersuchten Staat nicht als bevorrechtigt.

8. Ersuchen um Vollstreckung sollen nur gestellt werden, soweit ausreichende Vollstreckungsmöglichkeiten im ersuchenden Staate nicht bestehen.

9. Der Rechtsschutz und die Rechtshilfe, die in diesem Abkommen vereinbart sind, finden zum erstenmal Anwendung auf die Besteuerung für das Kalenderjahr 1936, hinsichtlich der Besteuerung von Einkünften, soweit die Einkünfte im Kalenderjahr 1935 oder in einem im Kalenderjahr 1935 endenden Wirtschaftsjahr bezogen sind, und auf die finnische Vermögensteuer nach dem Stande vom 31. Dezember 1935.

Helsinki, den 25. September 1935.

Otto Hedding.
E. L. Airila.

16.

ESPAGNE, NICARAGUA.

Convention pour la protection réciproque de la propriété littéraire, artistique et scientifique; signée à Managua, le 20 novembre 1934.*)

Gaceta de Madrid, No. 60 du 1er mars 1935.

Convenio de Propiedad Literaria, Artística y Científica, entre España y Nicaragua, firmado en Managua el día 20 de Noviembre de 1934.

Su Excelencia el Presidente de la República española y Su Excelencia el Presidente de la República de Nicaragua, deseosos de celebrar un Convenio sobre Propiedad Literaria, Artística y Científica entre España y Nicaragua, han nombrado por su Plenipotenciarios, a saber:

Su Excelencia el Presidente de la República española:

Al excelentísimo Sr. D. Fernando González Arnao y Norzagaray, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de España en Nicaragua; y

Su Excelencia el Presidente de la República de Nicaragua:

Al excelentísimo Sr. Dr. Leonardo Argüello, su Ministro de Relaciones Exteriores,

quienes, después de haberse comunicado sus respectivos Plenos Poderes, que hallaron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo 1.º

A) Los autores de obras literarias, científicas o artísticas de cualquiera de las dos naciones que aseguren con los requisitos legales su derecho de propiedad en uno de los dos países contratantes, lo tendrán asegurado en el otro sin más formalidades que las que se fijan en el presente Convenio.

B) Para las garantías de esas ventajas, la obtención de daños y perjuicios y la persecución de los falsificadores, tendrán la misma protección y los mismos recursos legales que estén concedidos o se concedieren a los autores nacionales de cada uno de los países contratantes por las legislaciones respectivas.

C) Los derechohabientes de los autores, compositores o artistas gozarán, respectivamente, y en todas sus partes, de los mismos derechos que el presente Convenio concede a los propietarios, autores, traductores, compositores o artistas, siempre que aquéllos acrediten su derecho con arreglo a las leyes del país donde se verificó el acto jurídico que les concedió el carácter de derechohabientes.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Managua, le 6 novembre 1935.

D) A los efectos de este Convenio, son autores españoles o nicaragüenses los que sean considerados, respectivamente, como nacionales por las leyes de uno u otro Estado.

Artículo 2.º

Para determinar si una obra es literaria, científica o artística, y queda, en consecuencia, sujeta a los preceptos de este Convenio, regirá la ley de la Parte contratante cuya legislación sea más favorable a los derechos de los autores, traductores o editores.

Queda comprendida en esa denominación toda producción del dominio literario, científico o artístico, cualquiera que sea la forma otorgada para reproducirla, como los libros, folletos o cualesquiera otros escritos; las composiciones dramáticas o lírico-dramáticas, con letra o sin ella; las composiciones musicales o con arreglo de música con o sin palabras, canciones y tonadillas; las pantomimas cuya representación en escena esté fijada por escrito o de otra manera; las obras cinematográficas y de procedimientos semejantes; las obras de dibujos, pintura, escultura y arquitectura; los grabados, fotografías, fotograbados, litografías y cromolitografías o ilustraciones y demás obtenidas por medios parecidos; las cartas y esferas geográficas; planos, croquis y obras plásticas relativas a la Geografía, Topografía, Arquitectura, Fisiología u otras ciencias, y, en general, toda producción del dominio literario, científico o artístico que pudieran ser publicadas por cualquier medio de impresión o reproducción o ejecutada por cualquier medio conocido o que se invente con posterioridad.

Artículo 3.º

Las Altas Partes contratantes se obligan a entregarse trimestralmente, por conducto de sus Legaciones u otro autorizado, una lista de las obras a favor de las cuales los autores o editores hayan asegurado, mediante las formalidades prescritas por la Ley, sus propios derechos en el país respectivo.

Artículo 4.º

A) Se prohibe en ambos países la impresión, reproducción, publicación, traducción, adaptación, representación, ejecución, instrumentación y reinstrumentación de obras musicales; arreglos de cualquier clase que sean, venta o exposición; transformación a la cinematografía u otro procedimiento de adaptación a instrumentos mecánicos de las obras literarias, científicas o artísticas hechas sin el consentimiento del autor español o nicaragüense que se haya reservado su derecho de propiedad, ya sea que las reproducciones no autorizadas provengan de uno de los dos países contratantes o de cualquiera otro extranjero, extendiéndose esta prohibición a toda reproducción hecha con procedimientos análogos a los que ahora se conocen o que en lo futuro se inventen.

B) Será lícita, reciprocamente, la publicación en cada uno de los dos países de fragmentos enteros acompañados de notas explicativas de las

obras de un autor del otro país, siempre que se indique su procedencia y estén destinadas a la enseñanza o al estudio o sean crestomatías compuestas de fragmentos de obras de diversos autores.

C) Los escritos insertos en publicaciones periódicas cuyos derechos no hayan sido expresamente reservados podrán ser reproducidos con sus ilustraciones por cualesquiera otras publicaciones de la misma clase, a condición de que se indique el original de donde se copia.

D) No será lícita en ningún caso la reproducción de trozos musicales sin el permiso del autor de la obra.

E) Se prohibe igualmente la publicación en folletos u hojas sueltas de argumentos de obras teatrales sin permiso de su autor.

Artículo 5.º

Los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes que disfrutan de derechos de propiedad literaria podrán oponerse a la traducción no autorizada de sus obras durante todo el tiempo que gocen de aquellos derechos; pero si la obra ha sido publicada en un país diverso del de origen, entonces sólo podrán oponerse a traducciones no autorizadas durante diez años.

Artículo 6.º

Si el autor no ha hecho reserva expresa de conservar su derecho exclusivo a la traducción de sus obras o ha otorgado a otra persona la facultad de traducirlas, el traductor tendrá los derechos del autor respecto de su traducción, pero no podrá impedir otras traducciones, a no ser que el autor le haya concedido esa facultad.

Los autores de obras escritas en idiomas o dialectos de ambos países que no sean el castellano tendrán en el otro país el derecho exclusivo de traducción de sus obras en los mismos términos que el presente Convenio concede a las obras originales escritas en castellano, aunque no hayan hecho la reserva expresa prevista en el párrafo anterior.

Artículo 7.º

Los derechos de propiedad artística, literaria o científica reconocidos por el presente Convenio les serán garantizados a los autores, traductores, compositores y artistas durante su vida, y a sus derechohabientes con carácter perpetuo. A los autores de obras dramáticas y compositores musicales, los derechos de propiedad reconocidos por el presente Convenio les serán garantizados durante su vida, y a sus derechohabientes durante treinta años más, que comenzarán a contarse, para los que lo sean mortis causa, desde la declaración de herederos, y para los restantes desde que se participe a las Autoridades, en debida forma, el título traslativo de dominio.

Artículo 8.º

Cuando en una de las dos naciones se deba presentar judicialmente la prueba de que el autor, traductor o editor ha asegurado sus derechos

mediante las formalidades prescritas por la ley respectiva, bastará para esta prueba el certificado expedido por el Ministerio de Instrucción pública y Bellas Artes, de España, o por el Ministerio de Instrucción pública y Educación física, de Nicaragua, de que se han asegurado los derechos con arreglo a la legislación del país.

Artículo 9.º

Las disposiciones del presente Convenio no perjudicarán en manera alguna el derecho que corresponde a ambos Estados para vigilar o prohibir, por medio de medidas de legislación, la representatión o la exposición de cualquier obra o producción con la cual las Autoridades competentes puedan ejercer sus derechos por razones que ataquen a la moral, a la ley o al orden público.

Artículo 10.

Los autores de obras dramáticas o lírico-dramáticas de ambos países tendrán derecho a exigir de las Empresas españolas o nicaragüenses la estipulación de un contrato previo con ellos o con sus representantes legales, requisito sin el cual las Empresas no podrán autorizar la representación de los autores españoles en Nicaragua ni de los nicaragüenses en España.

Artículo 11.

No son objeto de este Convenio las obras que hayan entrado en el dominio público cuando el Convenio deba ponerse en vigor. En cada país serán del dominio público las obras consideradas como tales según la legislación del mismo.

Artículo 12.

Quedan prohibidas en las dos naciones contratantes las apropiaciones indirectas y no autorizadas de una obra literaria, científica o artística, tales como adaptaciones, arreglos musicales, etcétera, que aisladamente reproduzcan la obra original con modificaciones no esenciales. Quedan igualmente prohibidas las representaciones no autorizadas de una obra literaria, científica o artística por cualquier procedimiento, ya sea de los actualmente conocidos, como la fonografía, la telefonía inalámbrica, etc., o de los que en lo futuro se conozcan.

Artículo 13.

En ningún caso están obligadas las Altas Partes Contratantes a reconocer a los autores de la otra mayores derechos que a sus nacionales.

Artículo 14.

El presente Convenio entrará en vigor el día en que fueren canjeadas sus ratificaciones. Su duración será de cinco años, contados desde ese día; pero aun entonces continuará en vigor hasta que sea denunciado por una de las Partes Contratantes y un año después de la denuncia.

Ambas Partes se reservan, sin embargo, la facultad de introducir en él, de común acuerdo, cualquier modificación o mejora que la experiencia demuéstre ser conveniente.

Artículo 15.

Las ratificaciones del presente Convenio se canjearán en Managua tan pronto como sea posible.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos lo firman y sellan por duplicado en Managua, D. N., a veinte de Noviembre de mil novecientos treinta y cuatro.

Firmado: *Leonardo Argüello.*
Firmado: *Fernando González Arnao.*

17.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, MEXIQUE.

Traité concernant le sauvetage des navires; signé à Mexico, le 13 juin 1935.*)

Treaty Series, No. 905.

Treaty between the United States of America and the United Mexican States for the sending of vessels for purposes of assistance and salvage.

The United States of America and the United Mexican States, being desirous, for humanitarian reasons, to facilitate the assistance and salvage of vessels in danger or shipwrecked on the coasts or within the territorial waters of the other country, have for that purpose resolved to conclude a Treaty, and to that end have appointed as their plenipotentiaries:

The President of the United States of America:

R. Henry Norweb, Chargé d'Affaires ad interim of

Convencion entre los Estados Unidos de América y los Estados Unidos Mexicanos para el envio de barcos con fines de auxilio y salvamento.

LosEstados Unidos de América y los Estados Unidos Mexicanos, deseando, por razones humanitarias, facilitar el auxilio y salvamento de barcos en peligro o naufragados en las costas o dentro de las aguas territoriales del otro país, han resuelto celebrar una Convención con tal fin, y al efecto han nombrado como sus Plenipotenciarios:

El Presidente de los Estados Unidos de América:

al señor R. Henry Norweb, Encargado de Negocios ad

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 7 mars 1936.

the United States of America to Mexico; and

The President of the United Mexican States:

Emilio Portes Gil, Secretary of State for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to the following Articles:

Article I.

The High Contracting Parties agree that vessels and rescue apparatus, public or private, of either country, may aid or assist vessels of their own nationality, including the passengers and crews thereof, which may be disabled or in distress on the shores or within the territorial waters of the other country within a radius of seven hundred and twenty nautical miles of the intersection of the International Boundary Line and the coast of the Pacific Ocean, or within a radius of two hundred nautical miles of the intersection of the International Boundary Line and the coast of the Gulf of Mexico.

Article II.

The Commanding Officer, master, or owner of a vessel or rescue apparatus of either country, entering or intending to enter the territory or territorial waters of the other, in order to assist a distressed vessel, shall, at the earliest practicable moment, send notice of such action or intention to the competent authorities of the port of entry of that

ínterim de los Estados Unidos de América en México; y

El Presidente de los Estados Unidos Mexicanos:

al señor Licenciado Emilio Portes Gil, Secretario de Relaciones Exteriores;

Quienes, después de haberse comunicado sus respectivos Plenos Poderes, y encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo I.

Las Altas Partes Contractantes convienen en que los barcos y aparatos de salvamento, ya sean públicos o de particulares, de cualquiera de los dos países, podrán ayudar o auxiliar a los barcos de su propia nacionalidad, con inclusión de los pasajeros y tripulaciones de los mismos, que estuvieren incapacitados o en peligro en las costas o dentro de las aguas territoriales del otro país, dentro de un radio de setecientas veinte millas marinas medidas desde la intersección de la línea divisoria internacional con la costa del Océano Pacífico, o dentro de un radio de doscientas millas marinas medidas desde la intersección de la línea divisoria internacional con la costa del Golfo de México.

Artículo II.

El Jefe, Capitán o dueño de un barco o de aparatos de auxilio de cualquiera de los dos países que entrare, o pensare entrar, al territorio o a las aguas territoriales del otro, para auxiliar a algún barco en peligro, deberá, tan pronto como fuere practicable, notificar su proceder o intención a las autoridades competentes del puerto marítimo del otro

other country nearest the scene of distress. This notice may be sent by radio or telegraphic dispatch or by any other expeditious method of communication. Such vessel or apparatus may freely proceed to, and assist, the distressed vessel unless advised by such competent authorities that adequate assistance is available, or that, for any other reason, such assistance is not considered neccessary.

Article III.

The Commanding Officer, master, or owner of a vessel or apparatus which enters the territory or territorial waters of a country to render assistance to a distressed vessel under the authority of this Treaty shall notify the competent authorities of such country upon departure from such territory or territorial waters; and private vessels, so entering, as well as private distressed vessels and the cargo, equipment, stores, crew and passengers thereof, shall be subject to the provisions of the laws in force in the country in whose territorial waters such assistance is rendered.

As used in this Treaty, the word „assistance“ means any act necessary or desirable to prevent the injury, arising from a marine peril, of persons or property, and the word „vessel“ includes aircraft, as well as every kind of conveyance used or capable of being used for transportation on water.

Article IV.

This Treaty shall remain in force for one year, and thereafter until

país más cercano a la zona del peligro. Este aviso podrá darse por radio o telegráficamente, o por cualquier otro medio rápido de communicación. Tal buque o aparato podrá dirigirse libremente al barco en dificultades y prestarle auxilio, a menos que las autoridades correspondientes le avisaren que hubiere auxilios adecuados disponibles, o que por cualquiera otra razón no consideraran necesario dicho auxilio.

Artículo III.

El Jefe, Capitán o dueño de cualquier barco o aparato que entrare al territorio o a las aguas territoriales del otro país para prestar auxilio a algún barco en peligro, de acuerdo con la autorización conferida por esta Convención, notificará a las autoridades competentes de tal país su salida de tal territorio o aguas territoriales. Una vez practicado el auxilio los barcos particulares que así entraren; los barcos particulares en peligro y el cargamento, equipo, provisiones, tripulación y pasajeros de los mismos quedarán sujetos a las disposiciones que sobre el particular establezcan las leyes del país dentro de cuyas aguas territoriales se hubiere prestado dicho auxilio.

Tal como se emplea en esta Convención, la palabra „auxilio“ significa todo acto necesario o conveniente para impedir los daños originados por peligros de la mar, a las personas o la propiedad, y la palabra „barco“ comprende a los aeroplanos, así como toda clase de aparato usado en el agua o capaz de ser empleado para transporte en dicho elemento.

Artículo IV.

Esta Convención durará un año, después del cual continuará en vigor

terminated with three months notice by one of the High Contracting Parties.

Article V.

The High Contracting Parties shall ratify this Treaty in conformity with their respective constitutional provisions. The exchange of ratifications shall take place in the city of Washington, D. C., as soon as possible, and the Treaty shall be in force from the time of the exchange of these ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate in the English and Spanish languages in the city of Mexico, the thirteenth of the month of June in the year one thousand nine hundred and thirty-five.

mientras no sea denunciada por cualquiera de las Altas Partes Contratantes, con tres meses de anticipación.

Artículo V.

Las Altas Partes Contratantes ratificarán la presente Convención, de conformidad con las disposiciones constitucionales respectivas. El canje de ratificaciones se efectuará en la ciudad de Washington, D. C., tan pronto como fuere posible y la Convención entrará en vigor desde el momento en que se haga el canje de ratificaciones.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos firmaron la presente Convención, poniendo en ella sus sellos.

Hecha por duplicado, en la ciudad de México, en los idiomas inglés y español, a los trece días del mes de junio de mil novecientos treinta y cinco.

[seal] *R. Henry Norweb.*
[seal] *Emilio Portes Gil.*

18.

TCHÉCOSLOVAQUIE, FRANCE.

Avenant à la Convention commerciale du 2 juillet 1928;*) conclu par un Echange de Notes signées à Genève, le 20 février 1931.**)

Sammlung der Gesetze und Verordnungen des čechoslovakischen Staates 1931, Stück 15.

(Übersetzung.)

Čechoslovakische Republik. Genf, am 20. Februar 1931.

Dr. František Peroutka, Sektionschef im Ministerium für Handel, Industrie und Gewerbe in Prag, an Herrn Paul Elbel, Direktor des Departements für Handelsverträge im Ministerium für Handel und Industrie, in Paris.

*) V. N.R.G. 3. s. XXIV, p. 687.

**) Mis en vigueur, à titre provisoire, le 10 mars 1931. — L'échange des ratifications a eu lieu le 5 octobre 1931. V. Sammlung 1931, p. 1037.

Herr Direktor!

Im Namen meiner Regierung beehre ich mich Ihnen zu erklären, dass meine Regierung sich damit einverstanden erklärt, dass an die Stelle der Bestimmungen der Liste C des Übereinkommens vom 2. Juli 1928 (Nr. 419-3° des französischen Tarifs) jene Bestimmungen treten, die in dem dem französischen Parlamente vorgelegten Gesetzentwurfe Nr. 4666, betreffend die Neutarifierung von Strümpfen und Socken aus Baumwolle, enthalten sind.

Nichtsdestoweniger würde es sich verstehen, dass dieser Entwurf durch eine besondere Verfügung ergänzt wird, durch die ein Zoll in der Höhe von 13.— Fr. für das Dutzend Paare „bedruckter Herrensocken, aus einfachem baumwollenem Zwirn, im Gewichte bis zu 650 g per Dutzend Paare, ohne Längsnaht, ohne Abnahme, auf runden Strickmaschinen erzeugt“ eingeführt wird.

Ausserdem wäre behufs Berücksichtigung bereits abgeschlossener Verträge zu verstehen, dass die französische Regierung damit einverstanden ist, dass vom Tage des Wirksamkeitsbeginnes dieses Abkommens angefangen ein einmaliges Kontingent von 50.000 Dutzend Paaren bedruckter Socken, so wie sie oben angeführt sind, für einen Zoll von 5.— Fr. für das Dutzend Paare nach Frankreich zugelassen werde, wobei die Einfuhr nach diesem Regime an die Beibringung einer Bescheinigung über die Anrechenbarkeit auf das Kontingent gebunden ist.

Genehmigen Sie, Herr Direktor, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Dr. Peroutka, m. p.

(Übersetzung.)

Französische Republik.

Genf, am 20. Februar 1931.

Paul Elbel, Direktor des Departements für Handelsverträge im Ministerium für Handel und Industrie in Paris, an Herrn Dr. František Peroutka, Sektionschef im Ministerium für Handel, Industrie und Gewerbe, in Prag.

Herr Sektionschef!

Im Namen Ihrer Regierung haben Sie mir gütigst mitgeteilt, dass Ihre Regierung sich damit einverstanden erklärt, dass an die Stelle der Bestimmungen der Liste C des Übereinkommens vom 2. Juli 1928 (Nr. 419-3° des französischen Tarifs) jene Bestimmungen treten, die in dem dem französischen Parlamente vorgelegten Gesetzentwurfe Nr. 4666, betreffend die Neutarifierung von Strümpfen und Socken aus Baumwolle, enthalten sind.

Indem ich den Empfang dieser Erklärung sowie unser diesbezügliches Abkommen bestätige, beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass die französische Regierung damit einverstanden ist, dass der in Ihrer Zuschrift vom heutigen Tage erwähnte Gesetzentwurf Nr. 4666 durch eine besondere Verfügung ergänzt werde, durch die ein Zoll in der Höhe

von 13.— Fr. für das Dutzend Paare „bedruckter Herrensocken, aus einfachem baumwollenem Zwirn, im Gewichte bis zu 650 g per Dutzend Paare, ohne Längsnaht, ohne Abnahme, auf runden Strickmaschinen erzeugt“ eingeführt wird.

Ausserdem erklärt sich die französische Regierung behufs Berücksichtigung bereits abgeschlossener Verträge damit einverstanden, dass vom Tage des Wirksamkeitsbeginnes dieses Abkommens angefangen ein einmaliges Kontingent von 50.000 Dutzend Paaren bedruckter Socken, so wie sie oben angeführt sind, für einen Zoll von 5.— Fr. für das Dutzend Paare nach Frankreich zugelassen werde, wobei die Einfuhr nach diesem Regime an die Beibringung einer Bescheinigung über die Anrechenbarkeit auf das Kontingent gebunden ist.

Genehmigen Sie, Herr Sektionschef, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

P. Elbel, m. p.

(Übersetzung.)

Čechoslovakische Republik.

Genf, am 20. Februar 1931.

Dr. František Peroutka, Sektionschef im Ministerium für Handel, Industrie und Gewerbe in Prag, an Herrn Paul Elbel, Direktor des Departements für Handelsverträge im Ministerium für Handel und Industrie, in Paris.

Herr Direktor!

Ich beehre mich, Sie zu ersuchen, sich im Namen Ihrer Regierung damit einverstanden zu erklären, dass von der Bindung der Zollsätze in den Positionen 553 b) und c) des čechoslovakischen Zolltarifs, die sich auf die Einfuhr von Automobilen in die Čechoslovakei beziehen und im Übereinkommen vom 2. Juli 1928 angeführt sind, Umgang genommen werde.

Genehmigen Sie, Herr Direktor, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Dr. Peroutka, m. p.

Französische Republik.

Genf, am 20. Februar 1931.

(Übersetzung.)

Paul Elbel, Direktor des Departements für Handelsverträge im Ministerium für Handel und Industrie in Paris, an Herrn Dr. František Peroutka, Sektionschef im Ministerium für Handel, Industrie und Gewerbe, in Prag.

Herr Sektionschef!

In Beantwortung Ihrer Zuschrift vom heutigen Tage beehre ich mich Ihnen im Namen meiner Regierung zur Kenntnis zu bringen, dass diese sich damit einverstanden erklärt, dass von der Bindung der Zollsätze in den Positionen 553 b) und c) des Čechoslovakischen Zolltarifs,

die sich auf die Einfuhr von Automobilen in die Čechoslovakei beziehen und im Übereinkommen vom 2. Juli 1928 angeführt sind, Umgang genommen werde.

Genehmigen Sie, Herr Sektionschef, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

P. Elbel, m. p.

19.

FRANCE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Protocole additionnel à la Convention commerciale du 2 juillet 1928;*) signé à Paris, le 23 septembre 1931.**)

Journal officiel de la République française du 6 avril 1932.

Les Plénipotentiaires soussignés dûment autorisés à cet effet sont convenus des dispositions suivantes:

1° La République Tchécoslovaque renonce à la consolidation qui lui a été accordée par la Convention commerciale entre la France et la République Tchécoslovaque du 2 juillet 1928, en vertu de laquelle les peignoirs et serviettes de toilette sont dédouanés à la position ex. 460, avec un droit de 15 p. 100. Ces Articles seraient repris à la position 460 sexiès du tarif français, dont la rédaction est la suivante: „Articles confectionnés autres“: „droit du tissu le plus imposé, augmenté de 10 p. 100“;

2° La République Française renonce à la consolidation de droits qui lui ont été accordés par la Convention commerciale du 2 juillet 1928 pour l'entrée en tchécoslovaquie des dentelles et des fichus de dentelles en misole, reprises à la position 255 du ttarif douanier tchécoslovaque, avec un droit de 6,875 couronnes tchécoslovaques aux 100 kilogr.;

3° La République Tchécoslovaque renonce à la consolidation de toute la position 128 bis du tarif français consolidée par la Convention commerciale du 2 juillet 1928;

3° bis En considération des conditions spéciales du marché du bois en Tchécoslovaquie, à la suite des cyclones qui ont dévasté les forêts de ce pays et à titre transitoire, la République Tchécoslovaque bénéficiera d'un contingent d'importation de 45.000 tonnes au tarif actuel. Ce contingent devra être réparti sur une période de trois années à raison de 15.000 tonnes par an. Les bois ainsi importés seront soumis à la formalité du certificat d'origine;

4° La République Tchécoslovaque renonce à la consolidation qui lui a été accordée par la Convention commerciale du 2 juillet 1928 en vertu

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XXIV, p. 687.

**) Les dispositions du Protocole ont été mises en application provisoire le 26 mars 1932.

de laquelle les houblons sont dédounés sous la position n° 160 (houblon) du tarif douanier français au droit de 125 fr. par 100 kilogrammes.

Elle accepte que ce droit soit porté à 400 francs par 100 kilogr.;

5° Toutefois, le Gouvernement Français admettra à un tarif de 200 fr. par 100 kilogr. dans les limites d'un contingent annuel de 8.000 quintaux métriques poids net, des houblons de provenance tchécoslovaque, emballages d'origine conditionnés conformément aux prescriptions de la loi tchécoslovaque n° 297 du 12 août 1921 et de son décret d'application n° 217 du 8 août 1922, munis d'une estampille d'un agent officiel du Gouvernement Tchécoslovaque et accompagnés d'un certificat de garantie émanant d'une autorité officiellement habilitée à cet effet;

6° Dès la signature du présent Protocole additionnel le Gouvernement Tchécoslovaque notifiera au Gouvernement Français les modèles d'estampille utilisés par les autorités tchécoslovaques; elle énumérera en outre les autorités habilitées à délivrer le certificat de garantie. Il notifiera en même temps au Gouvernement Français les modèles bilingues — tchèques et français — des certificats de garantie qui seront établis par ses soins;

7° La République Française renonce à la consolidation de droits qui lui a été accordée par la Convention commerciale du 2 juillet 1928 pour l'entrée en Tchécoslovaquie des semences autres que les betteraves et conifères, reprises à la position 52 du tarif douanier tchécoslovaque avec un droit de 60 couronnes tchécoslovaques aux 100 kilogr.;

8° Le présent Protocole additionnel sera ratifié. Toutefois, il pourra être mis en vigueur provisoirement selon les dispositions législatives respectives des deux Etats à une date qui ne sera pas postérieure au 1er octobre 1931.

Fait à Prague, le 23 septembre 1931.

Signé: *F. Charles Roux.*
— *D. Wellner.*

Légation de France
à Prague.
N° 131.

Prague, le 23 septembre 1931.

Au Ministère des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie, Prague.

D'ordre de son Gouvernement, la légation de France à Prague a l'honneur d'informer le Ministère des Affaires Étrangères de Tchécoslovaquie que, pour tenir compte de la situation particulière de la production tchécoslovaque du houblon en 1931 et de la récolte déficitaire en France, le Gouvernement Français accorde aux exportateurs tchécoslovaques un contingent supplémentaire de 1.000 quintaux métriques poids net à importer dans les 12 mois de 1931-1932 à compter de la mise en vigueur de l'accord signé ce jour, au tarif préférentiel de 200 fr. par 100 kilogrammes.

Le contingent sera ainsi de 9.000 quintaux métriques pour cette seule campagne.

Les formalités prévues dans le protocole additionnel du 23 septembre 1931 seront applicables pour l'introduction de ce contingent supplémentaire et exceptionnel.

20.

TCHÉCOSLOVAQUIE, FRANCE.

Avenant à la Convention commerciale du 2 juillet 1928;*) signé à Paris, le 25 novembre 1931.**)

Sammlung der Gesetze und Verordnungen des čechoslovakischen Staates 1931, Stück 84.

(Übersetzung.)

Zusatzabkommen zu dem Handelsübereinkommen zwischen der čechoslovakischen Republik und Frankreich vom 2. Juli 1928.

Die Unterzeichneten, hierzu gehörig ermächtigt, sind über nachstehende Abänderungen des Handelsübereinkommens zwischen der Čechoslovakischen Republik und Frankreich vom 2. Juli 1928 übereingekommen.

Artikel I.

Die Nummern 481, 482 A, 482 B, 482 bis und 483 der dem Handelsübereinkommen zwischen der Čechoslovakischen Republik und Frankreich vom 2. Juli 1928 angeschlossenen Liste C werden abgeändert, wie folgt:

[suit le tarif]

Artikel II.

Dieses Zusatzabkommen wird ratifiziert werden und der Austausch der Ratifikationen wird in möglichst kurzer Frist in Prag durchgeführt werden.

Es wird 10 Tage nach Austausch der Ratifikationen in Wirksamkeit gesetzt werden.

Beide Regierungen behalten sich jedoch vor, es mit dem Datum provisorisch in Wirksamkeit zu setzen, das im gegenseitigen Einvernehmen festgesetzt wird.

Geschehen in Paris in zweifacher Ausfertigung am 25. November 1931.

Rollin, m. p.
Stefan Osuský, m. p.

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XXIV, p. 687.

**) Mis en vigueur, à titre provisoire, le 2 décembre 1931. — Les ratifications ont été échangées le 11 février 1933. V. Sammlung 1933, p. 299.

21.

FRANCE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Avenant à la Convention commerciale du 2 juillet 1928;*) signé à Paris, le 1er décembre 1931.**)

Journal officiel de la République française No. 8 du 10 janvier 1932.

Avenant à la Convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont tombés d'accord pour apporter les modifications ci-après à la Convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928.

Article 1er.

Les numéros 347 A et B de la liste C annexée à la Convention commerciale franco-tchecoslovaque du 2 juillet 1928 sont modifiés comme suit:

[suivent les modifications du tarif]

Article 2.

A condition qu'auparavant toutes les possibilités de conciliation aient été épuisées, les dispositions de l'Article 1er (note 1) du présent avenant pourront être dénoncées par chacune des Hautes Parties Contractantes pour prendre fin le dernier jour du troisième mois qui suivra la date de la dénonciation.

Article 3.

Le présent avenant sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu dans le plus bref délai possible à Prague.

Il sera mis en vigueur dix jours après l'échange des instruments de ratification.

Cependant les deux Gouvernements se réservent de le mettre provisoirement en application à une date qu'ils fixeront d'un commun accord.

Fait à Paris en double exemplaire, le 1er décembre 1931.

(L. S.) Signé: *A. Briand.*
(L. S.) — *L. Rollin.*
(L. S.) — *Stephen Osusky.*

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXIV, p. 687.
**) Mis en application provisoire dès le 10 janvier 1932.

Relations commerciales.

A Son Excellence Monsieur Stephen Osusky, Ministre de Tchécoslovaquie à Paris.

Paris, le 1er décembre 1931.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement Français ayant pris connaissance de la Convention à la date du 13 novembre 1931, entre les industriels tchécoslovaques, français et allemands de la porcelaine, et ayant convenu avec le Gouvernement Tchécoslovaque, par avenant en date de ce jour, d'apporter certaines modifications à la Convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon Gouvernement se déclare disposé à prendre les mesures suivantes pour en assurer l'application.

Pour bénéficier des avantages prévus à l'avenant, les marchandises devront satisfaire aux conditions suivantes:

1° Etre accompagnées au moment du dédouanement d'une facture et d'une attestation de la „commission nationale" tchécoslovaque spécifiant que cette facture est établie, conformément aux dispositions de l'entente entre les industriels. Cette attestation devra être visée par un représentant du Gouvernement Tchécoslovaque;

2° Etre importées par un des bureaux de douane indiqués ci-après: Paris, Jeumont, Strasbourg, Lyon, Sarrebrück, Marseille, Alger, Oran et Tunis.

La dénonciation prévu à l'Article 2 ne pourra avoir lieu que si tous les moyens de conciliation mentionnés dans la Convention entre les industriels ont été épuisés.

Dans ce cas, à partir de l'expiration du délai stipulé, les droits prévus à l'Article 1er (note 1) resteront applicables à une quantité de marchandises qui ne dépassera pas en poids la moyenne des quantités importées pendant les deux années précédant celles de la dénonciation. Si la dénonciation a lieu avant le 1er janvier 1934, cette moyenne sera calculée d'après les importations des années 1928-1929.

Le Gouvernement Tchécoslovaque prendra les mesures nécessaires pour contrôler ces quantités. Le surplus de l'importation sera soumis aux droits du tarif minimum qui seront en vigueur.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé: *A. Briand.*

Légation de Tchécoslovaquie à Paris.

Paris, le 1er décembre 1931.

A Son Excellence M. Aristide Briand, Ministre des Affaires Etrangères, à Paris.

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître ce qui suit:

Le Gouvernement Français ayant pris connaissance de la Convention intervenue à la date du 13 novembre 1931, entre les industriels français, tchécoslovaques et allemands de la porcelaine, et ayant convenu avec le Gouvernement Tchécoslovaque, par avenant en date de ce jour, d'apporter certaines modifications à la Convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon Gouvernement se déclare disposé à prendre les mesures suivantes pour en assurer l'application.

Pour bénéficier des avantages prévus à l'avenant, les marchandises devront satisfaire aux conditions suivantes:

[suit le texte de la Note précedente]

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication sur les termes de laquelle, au nom de mon Gouvernement, je me déclare d'accord avec Votre Excellence.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signe: *Stephen Osusky.*

22.

FRANCE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Avenant à la Convention commerciale du 2 juillet 1928;*) signé à Paris, le 23 mars 1932.**)

Journal officiel de la République française du 6 avril 1932.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Tchécoslovaque étant désireux d'apporter certaines modifications à la Convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, et aux actes qui en dépendent, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés sont convenus des dispositions ci-après:

Article 1er.

Les produits ci-dessous désignés cesseront de figurer sur la liste A annexée à la Convention du 2 juillet 1928:

[suivent les modifications du tarif]

Article 2.

Les produits ci-après désignés cesseront de figurer sur la liste C annexée à la Convention du 2 juillet 1928:

[suivent les modifications du tarif]

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXIV, p. 687.

**) Les dispositions de l'Avenant ont été mises en application provisoire le 11 avril 1932.

Article 3.

Les sels naturels de Sprudel de Karlovy-Vary (Carlsbad), sels naturels d'eau mère de Sprudel de Karlovy-Vary (Carlsbad), sel naturel de sources de Marianské-Lazné (Marienbad), eau mère de Marianské-Lazné (Marienbad), sel d'eau mère de Marianské-Lazné (Marienbad), le sel de boue de Mattoni, le sel de Sprudel de Frantiskovy-Lazné (Franzensbad), le sel de bain iodobrome de Ciz, le sel d'iode de Darkow, seront classés comme médicaments non dénommés sous le n° 316 du tarif douanier français.

Pour les frettes et anneaux de rotors pour générateurs d'électricité (n° 533 du tarif douanier français), la teneur en nickel prévue par les dispositions du protocole de signature de la Convention du 2 juillet 1928 (ad Article 2, alinéa 8), est portée de 8 à 9 p. 100.

Les plateaux en métal nickelé présentant un fond de gravure ou d'estampe (n° 579 du tarif douanier français) seront assimilés aux plateaux en métal nickelé qui ne présentent pas ces ornements, pour l'application du paragraphe 2, des lettres échangées le 10 janvier 1930 entre les deux Gouvernements.

Article 4.

Il sera annexé à la deuxième position du n° 409 du tarif douanier français une note ainsi conçue:

Les tissus en chenille de coton, y compris les tissus ordinaires avec parties, dessins, ou rayures en tissus chenille, seront passibles d'un droit de 92 fr. au kilogramme au tarif général et de 23 fr. au tarif minimum.

Ces droits s'appliquent aux tissus „écrus, blanchis, teints, fabriqués en tout ou en partie avec des fils blanchis ou teints".

Article 5.

Se référant à l'Article 13 de la Convention internationale du 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières, *) le Gouvernement Tchécoslovaque acceptera, pour établir le degré alcoolique des cognacs, armagnacs, eaux-de-vie et autres liqueurs spiritueuses, importés en bouteilles, le certificat conforme au modèle ci-joint. **)

Le Gouvernement Français notifiera au Gouvernement Tchécoslovaque la liste des autorités habilitées à délivrer ces certificats.

Article 6.

Le Gouvernement Français qui assure déjà aux bières de Pilzen (Pilsen) le bénéfice de ses lois ayant pour objet de garantir le respect des appellations d'origine, prendra les mesures nécessaires pour étendre cet avantage aux autres bières d'origine tchécoslovaque dont les appellations, reconnues et protégées par les lois et règlements en vigueur en Tchécoslovaquie, lui seront notifiées par le Gouvernement de ce pays.

*) V. N.R.G. 3. s. XIX, p. 165.
**) Non reproduit.

Article 7.

Le présent avenant sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu dans le plus bref délai possible à Prague.

Il aura la même durée que la Convention du 2 juillet 1928 dont il dépend.

Il sera mis en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification.

Toutefois, les deux Gouvernements se réservent la faculté de mettre provisoirement en application à une date qu'ils fixeraient d'un commun accord, les dispositions ne nécessitant pas l'approbation parlementaire.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent avenant, et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 23 mars 1932.

Signé: *André Tardieu.*
— *Louis Rollin.*
— *Stefan Osusky.*

Protocole de signature.

Au moment de signer l'avenant en date de ce jour à la Convention commerciale du 2 juillet 1928 et aux actes qui en dépendent, les Hautes Parties Contractantes ont décidé d'en préciser, au présent Protocole, les conditions d'application selon les dispositions suivantes:

1° Au cas où les produits repris aux Articles 1er et 2 du présent avenant seraient, dans l'un ou l'autre pays, l'objet de consolidations tarifaires à l'égard des pays tiers, les deux Gouvernements, s'ils recouvraient la faculté de majorer par décision autonome les droits de douane sur lesdits Articles, s'en aviseraient dans le but de négocier à l'amiable les droits majorés, qu'il leur serait possible d'établir pour l'importation desdits Articles.

Toutefois, si les conversations de cette nature s'engageaient entre les deux Gouvernements, en ce qui concerne l'établissement d'un droit nouveau à appliquer aux orges susceptibles d'être importées en France, elles seraient limitées aux orges de brasserie; de plus, dans ce cas, des garanties d'origine et de pureté devraient être données par le Gouvernement Tchécoslovaque.

Le nouveau droit de douane concernant les malts sera négocié en même temps que celui concernant les orges de brasserie.

La déconsolidation se rapportant à l'Article ex. 460 E vise les vêtements d'hommes et de femmes confectionnés, ainsi que le linge de corps de toute espèce à l'exclusion de la lingerie de ménage;

2° Tant que le régime de la restriction d'importation de bois sera appliqué en France, la Tchécoslovaquie bénéficiera d'un contingent calculé en fonction de ses importations normales au prorata des quantités allouées à chacun des pays bénéficiaires. Ce contingent sera réparti trimestriellement selon les conditions qui seront fixées par arrêté ministériel.

Par ailleurs, la Tchécoslovaquie renonce, au cas où les droits de douane inscrits aux n°s 128, 128 bis et 133 du tarif français viendraient à être majorés, à se prévaloir des dispositions spéciales prévues au n° 3 bis du protocole additionnel à la Convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, signé le 23 septembre 1931 à Prague;

3° Pour une période de deux années à dater de la promulgation de l'approbation par le Parlement de cette clause, l'ozokérite brute ou raffinée (n° 194 du tarif douanier français) originaire et en provenance de Tchécoslovaquie sera admise à bénéficier de la franchise douanière, dans les limites d'un contingent annuel de 1.500 quintaux. Les modalités de la répartition dudit contingent seront fixées d'un commun accord entre les Hautes Parties Contractantes.

D'autre part, dès la mise en application provisoire du présent avenant, la teneur de la poix de brasseurs en paraffine-ozokérite, fixée à 15 p. 100 par la liste C ex. 115 de la Convention du 2 juillet 1928, sera portée à 20 p. 100;

4° Le Gouvernement Français et le Gouvernement Tchécoslovaque, désireux de faciliter dans la mesure du possible les ententes entre les productions et les industries de chacun de leurs pays, se déclarent disposés à seconder la conclusion de ces ententes, à prendre les mesures qui leur paraîtront propres à en assurer la mise en œuvre et à leur donner la plus grande efficacité possible.

Signé: *André Tardieu.*
— *Louis Rollin.*
— *Stefan Osusky.*

A Son Excellence Monsieur S. Osusky, Ministre de Tchécoslovaquie à Paris,

Paris, le 23 mars 1932.

Monsieur le Ministre,

Pour préciser les points contenus dans l'Article 7 de l'avenant à la Convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928 paraphé le 22 décembre 1931, et dans le paragraphe 3 du protocole de signature annexé audit avenant, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que les clauses de l'avenant qui nécessitent une approbation parlementaire avant de pouvoir être mises en application, sont les suivantes:

Article 4.

Il sera annexé à la 2e position du n° 409 du tarif douanier français, une note ainsi conçue:

„Les tissus en chenille de coton, y compris les tissus ordinaires avec parties, dessins, ou rayures en tissus chenille, seront passibles d'un droit de 92 fr. au kilogramme au tarif général et de 23 fr. au tarif minimum.

Ces droits s'appliquent aux tissus écrus, blanchis, teints, fabriqués en tout ou en partie avec des fils blanchis ou teints.

Paragraphe 3 du protocole de signature.

Pour une période de deux années, à dater de la promulgation de l'approbation par le Parlement de cette clause, l'ozokérite brute ou raffinée (n⁰ 194 du tarif douanier français) originaire et en provenance de Tchécoslovaquie, sera admise à l'importation sur le territoire douanier français au bénéfice de la franchise douanière, dans la mesure d'un contingent annuel de 1.500 quintaux. Les modalités de la répartition dudit contingent seront fixées d'un commun accord entre les Hautes Parties Contractantes."

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: *André Tardieu.*

A Son Excellence Monsieur André Tardieu, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, à Paris.

Paris, le 23 mars 1932.

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire part de ce qui suit:

[suit le texte de la Note précédente]

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et d'en prendre acte au nom de mon Gouvernement.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Signé: *Stefan Osusky.*

A Son Excellence Monsieur S. Osusky, Ministre de Tchécoslovaquie, à Paris.

Paris, le 23 mars 1932.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à partir du 9 octobre 1932, la Tchécoslovaquie pourra importer en Sarre un contingent de 1.000 quintaux métriques de houblons poids net, conditionnés conformément aux prescriptions de la loi tchécoslovaque n⁰ 297 du 12 août 1921 et de son décret d'application n⁰ 217 du 8 août 1922, au tarif préférentiel de 200 fr. par quintal métrique poids net.

Ce contingent sera valable pour un an seulement et ne sera pas renouvelé sauf stipulation contraire.

La distribution sera assurée par les soins de la commission des dérogations du Gouvernement du territoire de la Sarre, qui délivrera aux acheteurs sarrois les certificats nécessaires pour l'introduction au tarif préférentiel des quantités convenues.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: *André Tardieu.*

A Son Excellence M. André Tardieu, Président du Conseil, Ministre du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, à Paris.

Paris, le 23 mars 1932.

Monsieur le Président,

En date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire la communication suivante:

[suit le texte de la Note précédente]

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et d'en prendre acte au nom de mon Gouvernement.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Signé: *Stefan Osusky.*

A Son Excellence M. S. Osusky, Ministre de Tchécoslovaquie à Paris.

Paris, le 23 mars 1932.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, jusqu'au 8 octobre 1932, la Tchécoslovaquie pourra importer en Sarre un contingent douanier de 500 quintaux métriques de houblons, poids net, condionnés conformément aux prescriptions de la loi tchécoslovaque n° 297, du 12 août 1921, et du décret d'application n° 217, du 8 août 1922, au tarif préférentitel de 200 fr. par quintal métrique, poids net.

La distribution sera assurée par les soins de la commission des dérogations du Gouvernement du territoire de la Sarre, qui délivrera aux acheteurs sarrois les certificats nécessaires pour l'introduction des quantités convenues au tarif préférentiel.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: *André Tardieu.*

A Son Excellence M. André Tardieu, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, à Paris.

Paris, le 23 mars 1932.

Monsieur le Président,

En date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire la communication suivante:

[suit le texte de la Note précédente]

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et d'en prendre acte au nom de mon Gouvernement.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Signé: *Stefan Osusky.*

A Son Excellence M. S. Osusky, Ministre de Tchécoslovaquie à Paris.

Paris, le 23 mars 1932.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, conformément aux prescriptions de la loi du 5 juillet 1836 et des lois subséquentes, les orges en admission temporaire destinées à la production du malt, devant être réexportées, ne seront pas imputées sur le contingent éventuel d'orges qui pourrait être institué en France.

Pour répondre au désir que vous avez bien voulu m'exprimer, j'ai l'honneur de vous faire également savoir qu'il n'est pas dans l'intention du Gouvernement Français d'appliquer aux orges tchécoslovaques un régime douanier moins favorable qu'aux orges importées des autres pays européens.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: *André Tardieu.*

A Son Excellence M. André Tardieu, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, à Paris.

Paris, le 23 mars 1932.

Monsieur le Président,

En date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire la communication suivante:

[suit le texte de la Note précédente]

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et d'en prendre acte au nom de mon Gouvernement.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Signé: *Stefan Osusky.*

A Son Excellence M. S. Osusky, Ministre de Tchécoslovaquie à Paris.

Paris, le 23 mars 1932.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, pour répondre au désir exprimé par le Gouvernement Tchécoslovaque, le Gouvernement Français s'engage à ne pas soumettre, par mesure unilatérale, au contingentement, à l'importation en France les produits au sujet desquels une entente tendant à fixer un minimum des prix ou une limitation des quantités importables aura été conclue entre des industries ou productions des deux pays et entérinés par les deux Gouvernements.

Pour les produits soumis au régime du contingentement à l'importation en France, et en vue d'assurer l'admission à ce régime des marchandises originaires de Tchécoslovaquie, le Gouvernement Français reconnaîtra les attestations de contingentement émanant des autorités

tchécoslovaques désignées à cet effet, les modalités d'exécution devant être précisées ultérieurement.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: *André Tardieu.*

A Son Excellence M. André Tardieu, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, à Paris.

Paris, le 23 mars 1932.

Monsieur le Président,

En date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire la communication suivante:

[suit le texte de la Note précédente]

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et d'en prendre acte au nom de mon Gouvernement.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Signé: *Stefan Osusky.*

23.

FRANCE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Avenant à la Convention commerciale du 2 juillet 1928;*) signé à Paris, le 12 mai 1933.**)

Journal officiel de la République française du 7 juillet 1933.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Tchécoslovaque, animés du commun désir de tenir compte de la situation économique actuelle et d'améliorer les échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus d'apporter à la Convention commerciale du 2 juillet 1928 les modifications et additions ci-après:

Article 1er.

Les dispositions des Articles 1er et II de ladite Convention sont remplacées par les dispositions suivantes:

a) Les produits du territoire douanier français autres que ceux énumérés à la liste I ci-annexée,***) bénéficieront à tout moment à leur importation sur le territoire douanier tchécoslovaque du tarif le plus réduit en vigueur.

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XXIV, p. 687.
**) Mis en vigueur, à titre provisoire, à partier du 10 juillet 1933.
***) Pas reproduite.

Ils ne seront, en aucun cas, soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués par la Tchécoslovaquie aux produits de même nature de tout autre pays étranger;

b) Les produits originaires et en provenance de Tchécoslovaquie autres que ceux énumérés à la liste II ci-annexée *) bénéficieront à tout moment à leur importation sur le territoire douanier français des droits du tarif minimum.

Ils ne seront, en aucun cas, soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués par la France aux produits de même nature de tout autre pays étranger.

Article 2.

Sans préjudice des dispositions de l'Article 1er, la clause de la nation la plus favorisée prévue aux Articles VI, X, XI, XXI, XXII, XXVIII, XXIX, XXX et XXX de la Convention commerciale du 2 juillet 1928 demeure applicable à toutes les marchandises indistinctement en ce qui concerne tant les droits et taxes de toute nature (autres que les droits de douane à l'importation) afférents à l'importation, à l'exportation, au transit, à l'entrepôt et au transbordement que les règles, formalités et charges s'y rapportant.

Article 3.

Sous réserve des dispositions spéciales de dénonciations prévues à l'alinéa 1 du présent Article, sont maintenus les droits dont bénéficient à la date de la signature du présent avenant les produits inscrits aux listes A et C de la Convention du 2 juillet 1928, modifiées par les avenants des 20 février 1931, 23 septembre 1931, 25 novembre 1931, 1er décembre 1931 et 23 mars 1932. **)

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de modifier pour un ou plusieurs produits visés à l'alinéa précédent les droits qui figurent aux listes A et C, modifiées par les avenants ci-dessus énumérés, par une dénonciation spéciale comportant un préavis de quinze jours, de telle sorte qu'après l'expiration de ce délai, les nouveaux droits deviendront immédiatement applicables.

Si l'une des Hautes Parties Contractantes vient à user de la faculté qui lui est accordée par l'alinéa 2 du présent Article, l'autre Partie Contractante, si elle estime que l'équilibre tarifaire est rompu à son détriment, pourra sans attendre l'expiration du délai de dénonciation mais sans toutefois arrêter l'effet de la dénonciation, demander l'ouverture immédiate de négociations en vue de motiver sa réclamation et d'obtenir, le cas échéant, une compensation destinée à rétablir ledit équilibre.

Si un accord n'a pu intervenir dans un délai de dix jours à dater de la mise en vigueur des nouveaux droits, la Partie Contractante qui a introduit la réclamation pourra relever les droits de douane afférents à un ou plusieurs produits visés au premier alinéa, de manière à n'appliquer

*) Pas reproduite.
**) V. ci-dessus No. 22.

de son propre chef à l'importation desdits produits que des mesures dont la répercussion sur les échanges soit équivalente.

Article 4.

L'Article 7 de la Convention commerciale du 2 juillet 1928 reçoit la rédaction suivante:

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'étend pas:

a) Aux avantages qui ont été ou seraient accordés par une des Hautes Parties Contractantes à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier dans une zone qui, en aucun cas, ne peut excéder 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière commune:

b) Aux avantages qu'une des Hautes Parties Contractantes aurait accordés ou accorderait à un Etat tiers en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles de cet Etat et notamment d'éviter une double taxation, ou en vue d'assurer protection et assistance judiciaire réciproque en matière d'obligations ou pénalités fiscales.

c) Aux mesures de sauvegarde, telles que surtaxes compensatrices de l'écart des changes, que chacune des Hautes Parties Contractantes pourrait être appelée à prendre, le cas échéant, pour corriger équitablement les effets d'une brusque rupture d'équilibre entre la valeur relative de leurs monnaies respectives;

d) Aux arrangements particuliers conclus ou à conclure conformément aux recommandations de la conférence de Stresa et sous les réserves prévus dans le protocole de clôture de cette conférence.

Article 5.

Sous condition de réexportation ou de réimportation et sous réserve de mesures de contrôle, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est concédée réciproquement:

1° Pour les sacs, caisses, tonneaux en toutes matières, dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables marqués et ayant déjà servi, importés vides pour être réexportés remplis ou réexportés vides après avoir été importés remplis;

2° Pour les voitures de déménagement de toute espèce ainsi que pour les cadres de déménagement, que ces véhicules passent la frontière sur toutes ou par chemin de fer, mais pour autant qu'ils ne sont pas utilisés pour des transports à l'intérieur;

3° Pour les outils, instruments et engins mécaniques importés du territoire de l'un des deux pays sur le territoire de l'autre pour l'exécution de travaux de montage, d'essai ou de réparation de machines et appareils d'origine tchécoslovaque installés en France ou d'origine française installés en Tchécoslovaquie:

4° Pour les machines, appareils et leurs parties, destinés à être soumis à des essais ou à des expériences;

5° Pour les échantillons et modèles, dans les conditions fixées par l'Article 10 de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières signées à Genève le 3 novembre 1923;

6° Pour les machines et appareils ainsi que leurs pièces détachées, de fabrication tchécoslovaque ou française, destinés à être réparés dans leur pays d'origine.

Le délai de réexportation ou de réimportation ne sera pas supérieur à 3 mois pour les cas prévus aux paragraphes n°s 1 et 2 et à 6 mois pour les autres cas prévus au présent Article.

Article 6.

Le présent avenant fait partie intégrante de la Convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928. Il sera ratifié et entrera en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Praha.

Toutefois, les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de le mettre provisoirement en application à une date qui sera fixée d'un commun accord entre elles.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés ont signé le présent avenant et y ont apposé leur cachet.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 12 mai 1933.

Signé: *Paul-Boncour.*
— *Serre.*
— *Osusky.*
— *Kaderabek.*

Protocole de signature.

Nonobstant les dispositions de l'Article Ier qui supprime les Articles Ier et II de la Convention commerciale du 2 juillet 1928, les dispositions du protocole de signature annexé à ladite Convention et qui sont relatives aux articles susvisés sont intégralement maintenues pour autant qu'elles ne comportent pas de consolidations.

Ad. Article Ier.

Alinéas a et b.

En ce qui concerne les listes annexées au présent avenant, si l'une des Hautes Parties Contractantes justifiait ultérieurement d'un intérêt pour l'un quelconque des produits inscrits sur ces listes, celui-ci serait admis immédiatement et inconditionnellement par l'autre au bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée. Cette disposition remplace celles de l'ad. Art. 2, liste B de la Convention du 2 juillet 1928.

Ad. Article 3.

Pour l'ouverture des négociations prévus à l'alinéa 3 dudit Article, les deux Gouvernements s'efforceront dans la pratique de rendre cette procédure aussi amiable que possible, et de faciliter dans la mesure où ils le pourront les négociations préalables entre les industriels, en leur permettant d'utiliser intégralement les délais prévus.

Ad. Article 4.

Pour l'application des dispositions prévues au paragraphe c, il est entendu que le cas de „brusque rupture d'équilibre" ne peut être invoqué que si la valeur relative des monnaies des deux pays accuse une différence supérieure à 10 p. 100.

Paris, le 12 mai 1933.

Signé: *Paul-Boncour.*
— *Serre.*
— *Osusky.*
— *Kaderabek.*

A Monsieur Osusky, Ministre de Tchécoslovaquie, à Paris.

Paris, le 12 mai 1933.

Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'avenant signé en date de ce jour, la délégation tchécoslovaque a demandé à la délégation française quelques précisions sur le sens de la formule inscrite au paragraphe d de l'Article IV dudit avenant.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, dans l'esprit du Gouvernement Français, cette formule ne vise que les recommandations inscrites dans le rapport de la conférence de Stresa présenté à la commission d'études pour l'Union européenne et ne va pas au delà.

Par conséquent, tous arrangements de la nature de ceux qui sont visés au paragraphe d de l'Article précité qui seraient conclus par la France, seront, avant leur mise en vigueur, soumis à la commission d'études pour l'Union européenne afin de permettre aux Etats tiers intéressés de formuler éventuellement leurs observations.

Si, notamment, le Gouvernement Tchécoslovaque s'estime lésé par l'un de ces arrangements et lui fait apposition, cet arrangement ne sera pas mis en vigueur.

J'ajoute que, lors de la conclusion éventuelle de ces arrangements, le Gouvernement Français, s'inspirant du désir de développer les échanges entre les deux pays, aura, dans toute la mesure du possible, pris en considération les intérêts de l'économie nationale tchécoslovaque, notamment en ce qui concerne sa situation sur le marché français.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: *Paul-Boncour.*

A S. Exc. M. Paul-Boncour, Ministre des Affaires Étrangères, Paris.

Paris, le 12 mai 1933.

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire la communication suivante:

[suit le texte de la Note précédente]

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je prends acte.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: *Osusky.*

24.

AUTRICHE, ESTONIE.

Traité de commerce; signé à Varsovie, le 11 décembre 1928.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1929, Stück 65. — Riigi Teataja 1929, No. 34.

Traité de Commerce entre la République d'Autriche et la République Estonienne.

Le Président Fédéral de la République d'Autriche et le Gouvernement de la République Estonienne, désireux de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs pays, ont décidé de conclure un Traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Nicolas Post, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche à Varsovie;

Le Gouvernement de la République Estonienne:

Monsieur Otto Strandman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Estonienne à Varsovie,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

Il y aura entre les territoires des deux Parties Contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans toute l'étendue du territoire de l'autre.

Ils y jouiront en matière de commerce, de manufacture et de navigation des mêmes droits, privilèges, libertés, immunités et exemptions qui sont ou seront accordés à l'avenir aux ressortissants de l'autre Partie Contractante.

---

*) Les ratifications ont été échangées le 26 juin 1929.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas soumis à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés, que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux, réserve faite des cas où le présent Traité en dispose autrement de manière expresse.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront dans le territoire de l'autre Partie, en se conformant aux lois du pays, acquérir, louer, prendre à bail et posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, ainsi qu'en disposer par vente, donation, mariage, testament ou de quelque autre manière ou en faire l'acquisition par héritage sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas mentionnés à des taxes, impôts ou charges sous quelque dénominattion que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations énoncées dans l'Article premier et dans le présent Article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux qui sont ou qui seront en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux à tous les degrés de juridiction, soit pour intenter une action, soit pour y défendre leurs droits. Ils auront également la faculté d'employer dans toutes les instances, les avocats, avoués ou agents autorisés par les lois du pays et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages que les nationaux.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à appliquer les dispositions des Articles 1er à 24 de la Convention relative à la procédure civile conclue entre plusieurs Etats à La Haye le 17 juillet 1905, tant en Estonie en faveur de l'Autriche et des ressortissants autrichiens, qu'en Autriche en faveur de l'Estonie et des ressortissants estoniens, sous réserve des dispositions suivantes:

a) Les deux Parties Contractantes se sont mises d'accord d'employer comme langue de traduction prévue aux Articles 3 et 10 de la Convention de La Haye ci-dessus visée la langue allemande;

b) les actes à notifier et les commissions rogatoires à exécuter (Article 1 et 9) seront transmis directement par le Ministère Fédéral de la Justice à Vienne au Ministère Estonien de la Justice à Tallinn et directement par le Ministère Estonien de la Justice à Tallinn au Ministère Fédéral de la Justice à Vienne;

c) les intéressés auront le droit de demandre directement l'exécution des décisions visées par l'Article 18 de ladite Convention.

Article V.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent reconnaître mutuellement aux sociétés anonymes et à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles, financières et d'assurance, constituées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, le libre et facile accès auprès des Tribunaux de l'autre pays sans autre condition que de se conformer aux lois de ce pays.

Lesdites sociétés anonymes, compagnies et associations de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, si les lois et règlements de l'autre pays ne s'y opposent et sous réserve de l'accomplissement de toutes formalités prévues par ces lois et règlements, exercer leur activité sur le territoire de ce dernier pays et s'y établir; elles y jouiront, au point de vue de l'établissement, du traitement réservé au sociétés anonymes, compagnies et associations de la nation la plus favorisée.

La disposition présente n'aura aucune influence sur la question de savoir si une pareille société, compagnie ou association établie dans l'un des deux pays aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie ou d'exercer son activité dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans le pays respectif.

Dans tous les cas, les sociétés, compagnies et associations de chacun des deux pays ne seront pas soumises dans l'autre pays à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les sociétés, compagnies et associations de ce dernier pays, étant entendu, en outre, que des droits, taxes et impôts ne pourront être assis que sur la part de l'actif social se trouvant effectivement dans le pays où ils sont perçus et sur les seules opérations qui y sont faites par elles-mêmes ou par l'intermédiaire d'un établissement situé dans ce pays.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre de la même protection que les nationaux en ce qui concerne la propriété intellectuelle.

Article VII.

Il est réservé aux navires ainsi qu'à leurs chargements, dans les eaux territoriales et sur le territoire de l'autre Partie Contractante, le même traitement qu'aux navires nationaux et à leurs chargements quelles que soient leur provenance et leur destination.

Une exeption est prévue pour les cas suivants:

1° Pour certains droits que chacune des Parties Contractantes applique ou pourra appliquer à la pêche et à ses produits;

2° Pour les facilités, détaxes ou ristournes, que chacune des Parties Contractantes pourrait consentir à ses ressortissants comme prime à la construction navale nationale;

3° En tout ce qui concerne le cabotage sans préjudice d'actes de navigation internationaux.

Toutes facilités et tous privilèges qui auraient été accordés ou seraient accordés par une des Parties Contractantes à une autre puissance devront s'appliquer à l'autre Partie Contractante.

Les certificats de jauge délivrés par l'une des Parties Contractantes seront acceptés par l'autre Partie, si les mesures de jauge ont été faites d'après le système Moorsom.

Article VIII.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Estonie seront, à leur importation en Autriche, admis au bénéfice des taux les plus réduits que l'Autriche accorde ou pourrait accorder, directement ou indirectement, à toute autre puissance tierce, tant en ce qui concerne tous droits et taxes à l'importation que toutes surtaxes, coefficients ou majorations dont ces droits pourraient être l'objet.

Article IX.

L'Estonie s'engage à accorder le même traitement établi dans l'Article VIII aux produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Autriche.

Article X.

Chacune des Hautes Parties Contractantes a le droit d'exiger que les marchandises qui sont importées des territoires de l'une des Parties Contractantes et qui en vertu du présent Traité sont soumises à des droits ou charges plus bas que les produits naturels ou fabriqués d'autres Etats étrangers qui ne bénéficient pas du traitement de la nation la plus favorisée, doivent être accompagnées de certificats d'origine, contenant les indications et délivrés dans la forme qui pourront être exigées en vertu des lois et règlements en vigueur dans les territoires où les marchandises sont importées.

Les deux Parties Contractantes s'inspirant du principe de réciprocité sont convenues que les certificats d'origine émanant des organismes habilités à cet effet par le pays exportateur et agréés par le pays importateur sont exemptés de la légalisation diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés de certificats d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article XI.

En cas de transit à travers le territoire de l'autre Partie Contractante ou en cas d'un entreposage qui aura lieu à cette occasion, les produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays sans égard à la destination définitive de cette marchandise ne seront soumis à aucun droit

de douane ou à aucun droit intérieur autre que ceux dont la perception est reconnue par le statut de Barcelone sur la liberté du transit.

Article XII.

Les droits intérieurs de quelle dénomination que ce soit et perçus pour compte de qui que ce soit, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans les territoires de l'une des Parties Contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte, les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus onéreuse que les produits similaires indigènes ou d'un autre pays quelconque.

Article XIII.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes établira de nouvelles prohibitions, soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi des dérogations sera étudié sur la demande de l'une des deux Parties Contractantes de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Les Parties Contractantes n'émettront et ne maintiendront aucune prohibition ou restriction à l'importation et à l'exportation entre les deux pays, qui ne s'étendrait en même temps et de la même manière à l'importation et l'exportation des mêmes marchandises dans le trafic avec un autre pays quelconque, se trouvant dans les mêmes conditions.

Il est entendu, toutefois, que ces dispositions ne s'appliqueront pas aux dérogations particulières aux prohibitions d'entrée ou de sortie actuellement en vigueur.

Sous réserve des prescriptions douanières, ne sont soumis à l'entrée et à la sortie à aucun permis spécial les effets et les objets destinés à l'usage personnel des voyageurs.

Article XIV.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes soumettrait à l'importation ou à l'exportation certains produits ou marchandises à des conditions de prix contrôlés par le Gouvernement, ou par tout autre organisme constitué par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont ou pourraient être appliquées à d'autres Puissances tierces, ou ressortissants de toutes Puissances tierces.

Article XV.

Sur les chemins de fer, en ce qui concerne les frais de transport et toutes autres charges, ainsi que les conditions de leur application et le traitement des personnes, bagages et marchandises en général, il ne sera fait aucune distinction entre les ressortissants des deux Parties Contractantes.

Il est bien entendu que les dispositions du présent Traité n'accordent à aucune des Parties Contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une Convention Générale internationale

à laquelle une des deux Parties Contractantes a adhéré ou adhérera à l'avenir.

Article XVI.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à faire profiter l'autre immédiatement et sans compensation, de toute faveur, tout privilège ou abaissement dans les droits d'octroi d'accise, et tous droits accessoires et locaux, à l'importation, à l'exportation, à la réexportation, au transit, à l'entreposage, pour les marchandises mentionnées ou non dans le présent Traité qu'elle a accordés ou pourrait accorder à une autre Puissance.

Chacune des Hautes Parties Contractantes garantit à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités de douane. Il est entendu toutefois qu'en tout ce qui concerne les taxes perçues pour le visa diplomatique ou consulaire des documents à présenter en douane ou l'exonération desdits documents du visa diplomatique ou consulaire, chacune des deux Parties pourra réclamer pour l'application du principe énoncé ci-dessus l'observation d'une légitime réciprocité.

Article XVII.

Sans préjudice des dispositions de la Convention sur la liberté du transit signée à Barcelone le 20 avril 1921 *) à laquelle les deux Parties ont adhéré, les Parties Contractantes se déclarent prêtes à concéder réciproquement aux ressortissants de l'autre Partie, y compris les sociétés et associations commerciales ainsi qu'à leurs représentants dûment autorisés, des entrepôts de transit, en conformité des lois et règles douanières en vigueur. Les marchandises prohibées ou contingentées à l'importation ou à la sortie ne seront soumises à aucune limitation ou restriction et seront exonérées de tout payement effectif des droits ou taxes d'importation et d'exportation, sauf la garantie par une ccaution valable, lorsqu'elles seront entreposées à fin de réexportation vers les pays limitrophes, ou en transit de ces derniers vers un autre pays quelconque. Les marchandises ainsi entreposées ne seront passibles d'aucun permis spécial ou d'aucune taxe spéciale et en tout ce qui concerne le régime des entrepôts, les ressortissants (les sociétés ,compagnies et associations) de l'autre Partie Contractante, leurs représentants ainsi que leurs marchandises ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est bien entendu que les dispositions de ladite Convention sur la liberté du transit ne dérogent en rien aux dispositions des règlements de douane concernant le traitement des envois de transit, ni aux règlements relatifs au trafic et au commerce des marchandises soumises à une taxe intérieure ou formant l'objet d'un monopole d'Etat. Le transit de ces marchandises ne devra pas, toutefois, être entravé plus qu'il n'est

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XVIII, p. 690.

nécessaire pour la perception de ces droits intérieurs ou pour le but du monopole.

Article XVIII.

Les négociants, les fabricants et les industriels ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, domiciliés et exerçant leur commerce et industrie dans les territoires ou possessions de cette Partie, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle *) conforme au modèle annexé au présent Traite et délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils sont autorisés à y exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis légalement, pourront, dans les territoires ou possessions de l'autre, soit en personne, soit par des commis voyageurs, faire des achats chez les négociants et producteurs ou dans les locaux de vente publique ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons.

Les négociants, fabricants, industriels et leurs commis-voyageurs en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes jouiront, en matière d'impositions et facilités, du traitement de la nation la plus favorisée. Il est entendu, toutefois, que par application du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'impositions, les ressortissants de l'une des Parties Contractantes ne seront pas soumis à un régime moins favorable que les ressortissants de l'autre.

Les voyageurs de commerce pourront avoir avec eux des échantillons mais non des marchandises.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront dans chacun des deux pays admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le payement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation. Le droit de décider si un échantillon est susceptible d'admission en franchise, appartient exclusivement, dans tous les cas, aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée.

Les Parties Contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation.

Article XIX.

Les différends entre les deux Hautes Parties Contractantes sur l'application et l'interprétation du présent Traité seront tranchés par un tribunal arbitral mixte. Le tribunal arbitral sera constitué „ad hoc“ et devra comprendre un nombre égal de représentants des deux Parties.

*) Non reproduit.

Si ces représentants ne parviennent pas à se mettre d'accord, ils feront appel à un tiers arbitre neutre dont la désignation sera éventuellement demandée au Président de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article XX.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée qui est la base du présent Traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir:

a) Les privilèges qui ont été ou seront accordés à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur des zones frontières.

b) Les privilèges qui ont été ou qui seront consentis par l'une des Hautes Parties Contractantes à un tiers Etat en vertu d'une union douanière déjà existante ou qui sera conclue à l'avenir.

c) Les franchises, immunités et privilèges que l'Estonie reconnaît ou reconnaîtra à un des Etats Baltiques (Finlande, Lettonie et Lithuanie) en raison d'accords particuliers tant que ces avantages n'auront pas été accordés à un Etat tiers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que l'Estonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Article XXI.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Le Traité entrera en vigueur le huitième jour après l'échange des instruments de ratification.

Article XXII.

Le présent Traité est conclu tout d'abord pour une durée indéterminée et restera en vigueur tant qu'il ne sera pas dénoncé par l'une des Hautes Parties Contractantes moyennant un avis donné trois mois à l'avance. Le présent Traité cesse d'être en vigueur trois mois après avoir été denoncé de la façon susmentionnée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des Hautes Parties Contractantes ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leur cachet.

Fait à Varsovie en double original français, le 11 décembre 1928.

(L. S.) *Post,* m. p.
(L. S.) *O. Strandman,* m. p.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes:

Ad Article I.

Il est entendu que les Hautes Parties Contractantes ne considèrent pas les stipulations de l'Article I du Traité, concernant l'exercice d'activités commerciales, manufacturières ou autres, comme constituant un obstacle pour l'une ou l'autre des Parties Contractantes à réserver, conformément aux lois en vigueur, certains métiers et professions à ses nationaux ou aux compagnies et associations constituées d'après les lois en vigueur sur le territoire de cette Partie Contractante. Il est entendu toutefois que les Hautes Parties Contractantes s'accordent en ces matières le traitement de la nation la plus favorisée.

Il est également entendu que les dispositions de l'Article I ne limitent pas le droit des Hautes Parties Contractantes de prendre les mesures nécessaires pour la protection du marché intérieur du travail.

Ad Article III.

Il est entendu que les ressortissants estoniens peuvent acquérir en Autriche des immeubles dans les mêmes conditions que les nationaux. Par contre le Gouvernement Estonien s'engage à s'entremettre autant que possible dans les cas où l'acquisition d'immeubles par un ressortissant autrichien se heurterait à des difficultés quelconques en Estonie.

Ad Article IV.

Il est entendu que les dispositions de l'Article IV selon lesquelles les ressortissants des deux Parties Contractantes auront le droit d'ester en justice devant les tribunaux, ne s'appliquent pas à l'administration de la succession mobilière et à la situation des créanciers en cas de faillite, étant donné que ces matières seront réglées sur la base de la réciprocité ou par un traité spécial concernant l'assistance judiciaire.

Ad Article XV.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à prendre les mesures necessaires pour établir, autant que possible, des tarifs directs au moins pour le trafic des voyageurs et celui des marchandises les plus importantes sur les parcours les plus usités, afin de faciliter le trafic direct des voyageurs et marchandises.

Ad Article XVIII.

En exécution des dispositions de l'Article I et de l'Article XVIII les deux Gouvernements s'efforceront de faciliter le séjour sur leurs territoires respectifs des négociants, fabricants, industriels et de leurs représentants, particulièrement en ce qui concerne le visa exigé par les règlements policiers en vigueur.

En foi de quoi des Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Varsovie, le 11 décembre 1928.

(L. S.) *Post,* m. p.
(L. S.) *O. Strandman,* m. p.

Legation d'Autriche à Varsovie.

No. 4175.

Varsovie, le 11 décembre 1928.

Monsieur le Ministre,

En me référant aux dispositions de l'Article XIII du Traité de Commerce entre la République d'Autriche et la République Estonienne, signé à la date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit:

Vu certaines restrictions à l'importation encore en vigueur en Autriche, le Gouvernement Fédéral est disposé à accorder à l'Estonie des contingents suffisants pour tous les articles dont l'importation est encore défendue ou limitée, à l'exception, toutefois, des allumettes et des articles soumis à un monopole d'Etat.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement de la République Estonienne à ce sujet, je saisis cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Post.

A Son Excellence Monsieur Otto Strandman, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Estonie à Varsovie.

No. 58-S. 1.

Varsovie, le 11 décembre 1928.

Monsieur le Ministre,

A la date de ce jour Votre Excellence a bien voulu m'adresser la lettre suivante:

[suit le texte de la Lettre précédente.]

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication et de Lui confirmer l'accord du Gouvernement de la République Estonienne à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

O. Strandman.

Son Excellence Monsieur Nikolaus Post, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République d'Autriche à Varsovie.

25.

AUTRICHE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Traité concernant la frontière entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie; signé à Prague, le 12 décembre 1928.*) **)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1930, Stück 88.

Vertrag zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik zur Regelung der Rechtsverhältnisse an der im Artikel 27, Punkt 6, des Staatsvertrages von St. Germain en Laye zwischen den alliierten und assoziierten Mächten und Österreich vom 10. September 1919 beschriebenen Staatsgrenze (Grenzstatut).

Nachdem die österreichisch-tschechoslowakische Grenzbestimmungskommission, die auf Grund des Artikel 55 des Staatsvertrages von St. Germain en Laye vom 10. September 1919 ***) zusammengetreten war, ihre Arbeiten beendet hat, haben der Bundespräsident der Republik Österreich einerseits und der Präsident der Tschechoslowakischen Republik anderseits in dem Bestreben, die auf die neue Grenzziehung bezüglichen Fragen zu regeln, beschlossen, einen Vertrag zur Regelung der rechtlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse an der im Artikel 27, Punkt 6, des Staatsvertrages von St. Germain en Laye vom 10. September 1919 †) beschriebenen Staatsgrenze zu schliessen und haben zu diesem Zwecke ihre Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

der Bundespräsident der Republik Österreich:

Albert Mell, Sektionschef im Bundeskanzleramt,

der Präsident der Tschechoslowakischen Republik:

Ingenieur Václav Roubík, Kommissär für die Festsetzung der Staatsgrenzen,

die, nachdem sie ihre Vollmachten sich gegenseitig mitgeteilt und sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über die folgenden Bestimmungen übereingekommen sind:

I. Abschnitt.

Festsetzung und Beurkundung der Staatsgrenze.

Artikel 1.

Die im Artikel 27, Punkt 6, des Staatsvertrages von St. Germain en Laye vom 10. September 1919 beschriebene Staatsgrenze zwischen der Re-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 19 septembre 1930.

**) En langues allemande et tchèque. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

***) V. **N.R.G.** 3. s. XI, p. 707.

†) V. ibid. p. 698.

publik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik ist in den Jahren 1920 bis 1923 durch die Grenzbestimmungskommission an Ort und Stelle festgelegt, vermarkt und aufgemessen worden. Das Ergebnis der Feststellungen und Aufmessungen ist in drei übereinstimmenden Urkundenwerken niedergelegt, von denen je eine Ausfertigung der Botschafterkonferenz und den Regierungen der Vertragsstaaten zugegangen ist.

Artikel 2.

(1) Soweit nicht die Urkundenwerke (Artikel 1) den Verlauf der Grenzlinie in allen Einzelheiten festlegen, sollen die Vermessungsergebnisse massgebend sein, die in den Feldskizzen ausgewiesen sind. Diese Vermessungsergebnisse werden ausschliesslich auch in denjenigen Fällen benützt werden, in welchen die Angaben der Kolonne 9 des als „Plan d'ensemble à l'échelle 1 : 2880 et Description détaillée de borne à borne avec repérage de la frontière entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie“ bezeichneten Teiles des Urkundenwerkes zur Anwendung kommen würden.

(2) Die Feldskizzen, die seinerzeit gemeinsam von beiden Arbeitsgruppenleitern ausgeführt und von denselben sowie von den Kommissären der beteiligten Staaten und von dem Präsidenten der Grenzbestimmungskommission gefertigt wurden, erliegen österreichischerseits beim Bundesamte für Eich- und Vermessungswesen in Wien, tschechoslowakischerseits im Archiv des Ministeriums für öffentliche Arbeiten in Prag.

Artikel 3.

(1) Wenn die Grenzbeschreibung und die Karten des Urkundenwerkes mit den Feldskizzen nicht übereinstimmen, geben die Feldskizzen den Ausschlag.

(2) Wenn die Feldskizzen mit den örtlich ermittelten Massen nicht übereinstimmen, ohne dass die Grenzzeichen von der Stelle gerückt worden sind oder an denselben etwas geändert wurde, so sind die Ergebnisse der örtlichen Feststellungen massgebend. In solchen Fällen wird, wie im Artikel 62, Absatz 3, vorgesehen, ein Protokoll aufgenommen, das mit einer Skizze belegt wird.

Artikel 4.

Die Grenzlinie auf der Erdoberfläche grenzt auch das Hoheitsgebiet unter und über der Erde ab.

II. Abschnitt.

Rechtsverhältnisse an öffentlichen Strassen und Wegen an der Grenze.

Artikel 5.

Die Vertragsstaaten werden dafür Sorge tragen, dass die Strassen und Wege, welche die Staatsgrenze überqueren, samt den in ihrem Zuge gelegenen Objekten von den hiezu gesetzlich oder anderweitig Verpflichteten in einem den Bedürfnissen des Verkehres entsprechenden Masse erhalten werden.

Artikel 6.

(1) Strassen- und Wegstrecken, deren Mittellinie die Staatsgrenze bildet (Grenzstrassen, Grenzwege), sind von den hiezu zufolge der im betreffenden Staate geltenden Vorschriften oder auf Grund besonderer Vereinbarungen Verpflichteten gemeinschaftlich zu erhalten. Über die einheitliche Durchführung dieser Erhaltung und die Aufteilung der Kosten ist zwischen den Verpflichteten das Einvernehmen herzustellen.

(2) Erklärt einer der Vertragsstaaten, dass er an der weiteren Erhaltung einer bestimmten Grenzstrasse oder eines Grenzweges kein Interesse mehr hat, so ist über die weitere Erhaltungspflicht das Einvernehmen zwischen den Vertragsstaaten herzustellen. Kommt dieses Einvernehmen binnen Jahresfrist vom Zeitpunkt der Abgabe der Erklärung nicht zustande, so erlischt die gemeinsame Erhaltungspflicht und es bleibt dem interessierten Vertragsstaate überlassen, für die weitere Erhaltung der betreffenden Grenzstrasse oder des Grenzweges in der vollen Breite allein zu sorgen.

(3) Grenzstrassen und Grenzwege, die als solche in Hinkunft ihre Existenzberechtigung verlieren, werden im gegenseitigen Einvernehmen unter entsprechender Änderung der Grenzvermarkung eingezogen.

Artikel 7.

Strassenobjekte, die zum Teile in dem einen, zum Teile in dem anderen Staatsgebiet liegen (Grenzbrücken u. dgl.), sind im Sinne des Artikels 5, eventuell 6, zu erhalten. Aus Zweckmässigkeitsgründen kann jedoch die Durchführung der Erhaltung einem der Verpflichteten übertragen werden. Über die Art der Durchführung und die Kostenaufteilung ist zwischen den Verpflichteten das Einvernehmen herzustellen.

Artikel 8.

Hinsichtlich der Regelung des Verkehres auf Grenzstrassen, Grenzwegen und Grenzbrücken (Strassenpolizei) werden besondere Vereinbarungen zwischen den Vertragsstaaten getroffen werden.

Artikel 9.

(1) Zur Benützung der Grenzstrassen und Grenzwege in ihrer ganzen Breite bedarf es nicht der zur Überschreitung der Grenze erforderlichen Ausweise.

(2) Bei Benützung der Grenzstrassen und Grenzwege in ihrer ganzen Breite dürfen Beamte und Bedienstete, die nach ihrer ordnungsmässigen Dienstbestimmung den öffentlichen Sicherheits-, Grenzüberwachungs-, Zoll-, Post- oder Telegraphendienst versehen, Dienstkleidung, gegebenenfalls mit Einschluss des Seitengewehres, bei Ausübung ihres Dienstes gegebenenfalls auch Schusswaffen tragen.

(3) Die behördlichen Organe können Amtshandlungen auf den Grenzstrassen und Grenzwegen in ihrer ganzen Breite vornehmen. Hiebei ist

bei Amtshandlungen gegen Staatsangehörige des anderen Staates nach Tunlichkeit im Einvernehmen mit den Organen desselben vorzugehen. Bei einer etwa notwendig werdenden Verhaftung ist der Angehaltene, wenn er Angehöriger des anderen Staates ist, unverzüglich und ausnahmslos den zuständigen Organen dieses Staates zu übergeben. Gehört der Angehaltene keinem der beiden Vertragsstaaten an, so ist für die Kompetenz der Behörde sein Wohnsitz massgebend, falls derselbe in einem der beiden Vertragsstaaten liegt; ansonsten sind jene Behörden zuständig, deren Organe die Amtshandlung vorgenommen haben.

(4) Die behördlichen Organe dürfen Amtshandlungen auf fremdem Staatsgebiete jenseits der Grenzstrasse oder des Grenzweges nur auf Grund spezieller Vereinbarungen der Vertragsstaaten vornehmen.

Artikel 10.

(1) Abteilungen der Wehrmacht beider Staaten oder militärisch bewaffneten Personen ist die Benützung der Grenzstrassen und Grenzwege nicht gestattet. Einzelnen Militärpersonen ist die Benützung der Grenzstrassen und Grenzwege nur dann gestattet, falls sie unbewaffnet sind.

(2) Durch die Bestimmungen des Absatzes 1 werden die Bestimmungen des Artikels 9, Absatz 2, nicht berührt.

Artikel 11.

Waren, die auf Grenzstrassen und Grenzwegen zwischen verschiedenen Orten desselben Staates befördert werden, sind bei Benützung der ausserhalb dieses Staates gelegenen Strassen- oder Wegehälfte so anzusehen, als ob sie innerhalb des Staates befördert würden.

Artikel 12.

Überqueren Strassen oder Wege die Staatsgrenze mehrmals, so sind sie einschliesslich der Objekte von den nach Artikel 5 Verpflichteten auch dann zu erhalten, wenn der Strassenzug ausschliesslich zur Verbindung zweier Ortschaften des anderen Staates dient und der Erhaltungspflichtige sonach kein Interesse an der Strassenerhaltung hat. Diese Verpflichtung dauert jedoch nur solange, als auf dem Gebiete des interessierten Staates nicht eine Ersatzverbindung hergestellt oder von ihm der freie Verkehr auf der bisherigen Kommunikation nicht eingestellt wird.

Artikel 13.

Periodische Revisionen der Grenzbrücken nimmt jeder der beiden Staaten an den Gesamtobjekten nach seinen eigenen Vorschriften vor, wobei jedoch der andere Staat von der Ergebnissen dieser Revisionen immer in Kenntnis gesetzt wird.

Artikel 14.

Die Einführung neuer Mautrechte, die Verlängerung oder Aufhebung bestehender Mautrechte, ferner die Einführung und Abänderung

der Maut- oder sonstiger Gebühren bei Benutzung von Grenzbrücken oder Grenzüberfuhren kann nur nach Abschluss eines Übereinkommens der Vertragsstaaten auf dem für jeden der beiden Staaten vorgesehenen verfassungsmässigen Wege erfolgen.

Artikel 15.

(1) Neue Strassen und Wege, Brücken und Überfuhren aller Art über die Grenze dürfen nur im Einverständnisse der zuständigen Behörden der Vertragsstaaten errichtet werden.

(2) Die Benützungsbedingungen und Tarife sind möglichst einheitlich zu regeln; das gleiche gilt für die Verlängerung der Bewilligung bestehender Überfuhren.

Artikel 16.

Der Schotter für die Erhaltung der Strassen und Wege kann wie bisher aus den Steinbrüchen in beiden Zollgrenzzonen gewonnen werden. Für die Beförderung des Schotters und der sonst notwendigen Strassenerhaltungsmaterialien in den Zollgrenzzonen werden sich die Vertragsstaaten die weitestgehenden Erleichterungen gewähren.

Artikel 17.

Die Vertragsstaaten werden dafür Sorge tragen, dass die in den vorstehenden Bestimmungen erwähnten Erhaltungspflichtigen ihrer Verpflichtung im Sinne der Bestimmungen dieses Vertrages nachkommen.

Artikel 18.

Die mit der Erhaltung und mit den Rekonstruktionen an Grenzstrassen, Grenzwegen und Grenzbrücken sowie mit den Neubauten derselben betrauten Behörden beider Staaten können in diesen Angelegenheiten auch schriftlich unmittelbar miteinander verkehren.

III. Abschnitt.

Rechtsverhältnisse an Gewässern an der Grenze.

I. Teil.

Bestehende Wasserrechte und Wasseranlagen.

Artikel 19.

(1) Die rechtsgültig erworbenen Wasserrechte und die dazu gehörigen Anlagen an den Gewässern, soweit in denselben die Staatsgrenze der Länge nach verläuft (Grenzgewässer) oder an Gewässern, die von der Grenze quer durchschnitten werden (übertretende Gewässer) — an diesen, soweit sie durch die Grenzführung berührt sind — werden von beiden Staaten als zu Recht bestehend anerkannt, wenn diese Rechte durch amtliche Belege nachgewiesen werden können. Ein solcher Nachweis kann gelegentlich konkreter Anlässe erbracht werden, er ist aber auch dann als erbracht anzusehen, wenn das betreffende Wasserrecht spätestens dadurch als zu Recht bestehend erwiesen wird, dass es in den gemäss

Artikel 23, Absatz 1, von Amts wegen zu ergänzenden Wasserbüchern und zu übermittelnden Wasserbuchabschriften enthalten ist.

(2) Die Bestimmungen des Absatzes 1 finden auf wasserrechtliche Bewilligungen, die vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages erteilt worden sind, bei denen jedoch die betreffende Wasseranlage noch nicht ausgebaut ist, nur dann Anwendung, wenn der Bau bereits begonnen wurde oder in der im Konsense vorgeschriebenen Baubeginnfrist in Angriff genommen und in beiden Fällen in entsprechender Weise fortgeführt wird.

(3) Wasserrechte der in Absatz 1 bezeichneten Art, die von den Beteiligten behauptet, aber nicht innerhalb von drei Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages nachgewiesen sind (Artikel 23, Absatz 1), werden als nicht bestehend betrachtet und bedürfen einer ausdrücklichen Verleihung. Für das Verfahren und die Zuständigkeit sind die Bestimmungen des III. Teiles dieses Abschnittes massgebend.

Artikel 20.

(1) Was die in der Zeit zwischen dem Staatsumsturze (28. Oktober 1918) und der endgültigen Übernahme der Verwaltung durch die tschechoslowakischen Behörden seitens der damals amtierenden Behörden verliehenen Wasserrechte anlangt, behält sich die Tchechoslowakische Republik vor, diese Rechte anzuerkennen oder deren Anerkennung zu verweigern.

(2) Dieser Vorbehalt gilt jedoch nicht für wasserrechtliche Bewilligungen, die in den auf Grund des Staatsvertrages von St. Germain en Laye an die Tschechoslowakische Republik abgetretenen ehemals niederösterreichischen Gebieten zwar nach dem Staatsumsturze, aber vor der Übergabe dieser Gebiete (30. Juli 1920) verliehen wurden.

Artikel 21.

Die bisherigen privatrechtlichen Vereinbarungen zwischen Eigentümern von Wasseranlagen und anderen Beteiligten über die Wasserbenützung bleiben, soweit sie mit den gesetzlichen Bestimmungen eines der beiden Staaten nicht im Widerspruch stehen, weiterhin auch dann aufrecht, wenn infolge der Grenzziehung ein Wechsel in der Staatsangehörigkeit einer der beteiligten Personen eingetreten ist.

Artikel 22.

Erhaltungsverpflichtungen, Dienstbarkeiten und sonstige Verbindlichkeiten, die aus den in Artikel 19 erwähnten Wasserrechten herrühren, bleiben auch fernerhin ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit der verpflichteten oder berechtigten Personen sowie ohne Rücksicht darauf aufrecht, ob sich die Wasseranlage, an die das Wasserrecht gebunden ist, auf dem Gebiete des einen oder des anderen Staates befindet.

Artikel 23.

(1) Die Vertragsstaaten werden Massnahmen treffen, damit innerhalb von drei Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages die Wasserbücher nach Massgabe der Bestimmungen der Wasserrechtsgesetze durch Eintragung der im Artikel 19 bezeichneten Wasserrechte und Wasseranlagen ordnungsmässig ergänzt und beglaubigte Abschriften dieser Eintragungen der Wasserrechtsbehörde des anderen Staates übermittelt werden.

(2) Die Aktenübergabe im Sinne der Bestimmungen des Staatsvertrages von St. Germain en Laye wird hierdurch nicht berührt.

Artikel 24.

Kommen in der wasserrechtlichen Bewilligung für eine Wasserbenutzungsanlage, die durch ihre Wirkung in beide Staaten übergreift, Verpflichtungen vor, die in Geldbeträgen der vor dem Kriege bestandenen Währung ausgedrückt sind, so werden über Ansuchen eines der Interessenten die Zahlungen durch die zuständigen Wasserrechtsbehörden beider Staaten einvernehmlich überprüft und bemessen, und zwar immer in der Währung jenes Staates, in welchem sich die Wasseranlage befindet. In dieser Währung werden auch sämtliche Zahlungen geleistet.

Artikel 25.

Unbeschadet der für den Grenzverkehr im übrigen geltenden Vorschriften sind den Besitzern der im Artikel 19 erwähnten Anlagen nach näherer Verständigung der zuständigen Behörden der Vertragsstaaten beim Überschreiten der Staatsgrenze zwecks Bedienung und Instandhaltung der Anlagen tunlichst Erleichterungen zu gewähren.

Artikel 26.

(1) Die Vertragsstaaten werden dafür vorsorgen, dass die Wasseranlagen an den Grenzgewässern und in den nächst der Grenze gelegenen Strecken der übertretenden Gewässer nach Massgabe der bestehenden Verpflichtungen erhalten und betrieben werden und dass keine Störungen des Betriebes solcher auf fremdem Staatsgebiete gelegenen Anlagen durch auf eigenem Gebiete vorgenommene eigenmächtige Massnahmen erfolgen. Vorübergehende unvermeidliche Störungen, zum Beispiel anlässlich von Reparaturen, Räumungsarbeiten u. dgl. müssen jedoch geduldet werden.

(2) Beim Betriebe von Teichanlagen in der Zollgrenzzone sollen die Interessen der Unterlieger im anderen Staatsgebiete tunlichst berücksichtigt werden; insbesondere soll — soferne nicht konsensmässige oder als alter Bestand erwiesene Rechte der Teichbesitzer entgegenstehen — das Spannen von Teichen zur Zeit von Hochwässern oder starken Mittelwässern, das Ablassen der Teiche mit mässiger Geschwindigkeit, ferner erst nach der Grummeternte und nach rechtzeitiger vorheriger Verständigung des Gemeindeamtes der Grenzgemeinde des anderen Staatsgebietes erfolgen.

(3) Wenn die Erhaltung irgendeiner dem öffentlichen Interesse dienenden Anlage (zum Beispiel Brücken oder durchgeführte Wasserlaufregulierungen) nicht gehörig gesichert ist oder mit Rücksicht auf die Grenzführung nach dem ursprünglichen Konsense nicht mehr zweckmässig durchführbar erscheint, wird die Erhaltung auf Einschreiten der Interessenten in jedem Einzelfalle gemäss den Bestimmungen des III. Teiles dieses Abschnittes geregelt werden.

Artikel 27.

(1) Die Vertragsstaaten werden dafür Sorge tragen, dass die an den übertretenden Gewässern ausgeführten und durch die Grenze berührten Wasseranlagen so betrieben und erhalten werden, dass der aus der Wasseranlage im Sinne des Konsenses herrührende Nutzen auch für die Interessenten im nunmehr fremden Staatsgebiete unverkürzt aufrecht, beziehungsweise jede Schädigung solcher Interessenten vermieden bleibt. Die Zugehörigkeit zum fremden Staatsgebiet enthebt aber die betreffenden Interessenten nicht von den ihnen aus dem Titel der Wasseranlage und aus deren Erhaltung obliegenden Verpflichtungen.

(2) Die Vertragsstaaten werden ferner für die den bestehenden Verpflichtungen entsprechende Erhaltung der auf eigenem Gebiete befindlichen künstlichen Gerinne und Teiche Sorge tragen, soweit diese konsensgemäss als Zu- oder Ablauf für die wasserrechtlich bewilligten, im Gebiete des Nachbarstaates errichteten Wasseranlagen dienen und falls die Erhaltung der letzteren in gutem Zustande durch den betreffenden wasserrechtlichen Konsens gesichert ist.

II. Teil.

Verleihung neuer Wasserrechte und Errichtung neuer Wasseranlagen.

Artikel 28.

(1) Jeder der beiden Staaten ist grundsätzlich berechtigt, in den Grenzgewässern über die Hälfte des durchfliessenden Wassers zu verfügen. Wird die Niederwasserführung in den Grenzstrecken der Thaya oder der March durch Errichtung von Akkumulationsanlagen erhöht, so kommt der nachweisbare Wasserzuwachs — sofern durch besondere Übereinkommen nichts anderes vereinbart wird — jenem Staate zugute, auf dessen Kosten die Anlage gebaut wurde. Bei Ausübung der nach Vorstehendem den Vertragsstaaten zustehenden Befugnisse bleiben bereits erworbene Wasserrechte gewahrt.

(2) Für die Ausnützung der Wasserkräfte des Thayaflusses in der Grenzstrecke von Čížov (Zaisa) bis Podmolí (Baumöhl) gelten die Bestimmungen des am 10. März 1921 in Prag unterzeichneten Übereinkommens zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik, betreffend die Führung der österreichisch-tschechoslowakischen Grenze und verschiedene damit zusammenhängende Fragen.

(3) Wenn durch eine Anlage eine bedeutendere oder dauernde Änderung der Abflussverhältnisse eines übertretenden Gewässers verursacht

werden könnte, werden die Vertragsstaaten nach Möglichkeit auf die gerechtfertigten Interessen der Bewohner des anderen Staates Rücksicht nehmen.

Artikel 29.

(1) Die Vertragsstaaten werden solche Bauten fördern, die die Sicherung des Grenzgewässers und des anliegenden Inundationsgebietes gegen Hochwasserschäden, weiters die Entwässerung und Bewässerung des anliegenden Gebietes, beziehungsweise die Schaffung der Vorflut, die Versorgung von Grenzgemeinden mit Wasser und endlich die Ausnützung der Wasserkraft der Grenzgewässer zum Zwecke haben.

(2) Um eine zweckmässige und fachmännisch vollkommene Ausführung solcher Bauten zu ermöglichen, kommen die Vertragsstaaten in folgenden Grundsätzen überein:

a) Einseitige Uferbauten kommen insbesondere dort in Betracht, wo sie zur Sicherung der Ufer, zur Beseitigung der Durchrisse und zum Schutze der Grundstücke gegen Überschwemmungen, eventuell zu Meliorationszwecken nötig sind.

b) Bei systematischer Regulierung eines Grenzgewässers (Regulierung des Flussbettes) wird darauf geachtet, dass in den freien Strecken nach Möglichkeit eine unschädliche Ableitung der mittleren Hochwässer (Sommerhochwässer) und in verbauten Gebieten die Ableitung der grössten Hochwässer erzielt werde. Bei Regulierungen ist weiters darauf zu achten, dass eine übermässige Trockenlegung der an der einen oder anderen Seite gelegenen Grundstücke vermieden und dass ihre Bewässerung durch Schlammwässer und Berieselung zur Trockenzeit ermöglicht werde.

c) Bei Bewilligung neuer Wasserrechte wird darauf zu achten sein, dass nicht auch jene Wassermenge vergeben werde, die für die düngende Bewässerung der anliegenden Grundstücke und zur Sommerberieselung erforderlich erscheint.

III. Teil.

Behörden und Verfahren.

Artikel 30.

Alle Wasserrechtsangelegenheiten, welche Grenzgewässer oder übertretende Gewässer betreffen, sind ausschliesslich nach den Gesetzen des Staates zu beurteilen, auf dessen Gebiete die Anlage liegt oder errichtet werden soll.

Artikel 31.

(1) Wasserrechtsangelegenheiten, welche Grenzgewässer betreffen, mit Ausnahme der Strafsachen, sind grundsätzlich nur im Einverständnisse der Wasserrechtsbehörden beider Staaten auszutragen ohne Rücksicht darauf, ob hiedurch beide Staatsgebiete berührt werden oder nicht. Bei Gefahr im Verzuge können einseitige Schutzmassnahmen noch vor

der Erzielung des erwähnten Einverständnisses in Angriff genommen werden. Gleichzeitig ist jedoch behufs nachträglicher Herstellung des Einverständnisses die zuständige Wasserrechtsbehörde des anderen Staates hievon in Kenntnis zu setzen.

(2) Zur Entscheidung in Wasserrechtsangelegenheiten, welche übertretende Gewässer betreffen, ist nur die Behörde des eigenen Staates berufen.

(3) Handelt es sich in den Fällen der Absätze 1 und 2 um Bauten, die auf beide Staatsgebiete zu liegen kommen, so hat jede der Wasserrechtsbehörden für den auf eigenem Staatsgebiete zu errichtenden Teil der Anlage die Bewilligung zu erteilen, wobei nach Möglichkeit und Zweckmässigkeit auf eine gleichzeitige oder doch zusammenhängende Durchführung des Verfahrens Bedacht zu nehmen und behufs Vermeidung von Widersprüchen im Inhalte der beiderseitigen Bewilligungserkenntnisse das Einvernehmen zwischen den beiden Behörden herzustellen ist.

(4) Überfuhren und Brücken aller Art über Grenzgewässer dürfen nur im Einverständnisse der zuständigen Behörden der Vertragsstaaten errichtet werden. Die für den Betrieb der Überfuhren und für die Benützung von Brücken vorzuschreibenden Bedingungen und die Tarife sind möglichst einheitlich festzusetzen. Der gleiche Vorgang hat auch bei Verlängerung bestehender Bewilligungen von Überfuhren Platz zu greifen.

(5) Bei Wasserrechtsangelegenheiten, durch welche die Rechte oder Interessen von Parteien des anderen Staatsgebietes berührt werden, und zwar auch dann, wenn es sich um andere wasserrechtlich geschützte Rechte handelt als die im Artikel 19, Absatz 1, angeführten, haben diese Parteien sowohl hinsichtlich des materiellen als auch des prozessualen Rechtes dieselbe Stellung wie die Parteien desjenigen Staates, auf dessen Gebiete die Anlage liegt oder errichtet werden soll. Diese Beteiligten hat die zur Amtshandlung berufene Behörde im Wege der zuständigen Behörde des anderen Staates dem wasserrechtlichen Verfahren in gleicher Weise beizuziehen wie die Beteiligten auf dem Gebiete des eigenen Staates.

(6) Wenn zwischen den Wasserrechtsbehörden beider Staaten in erster Instanz keine Einigung in Angelegenheiten des III. Abschnittes erzielt wird, so wird die Angelegenheit an die zuständigen höheren Behörden beider Staaten geleitet. Falls sich auch die obersten Behörden nicht einigen sollten, so tritt gegebenenfalls das im Artikel 70 vorgesehene schiedsgerichtliche Verfahren bei dem dort bezeichneten Schiedsgericht ein.

(7) Haben die geplanten Wasseranlagen oder sonstige mit diesen zusammenhängende Vorkehrungen eine Änderung der Staatsgrenze zur Folge, so können die im Absatze 6 erwähnten Behörden oder das Schiedsgericht erst dann entscheiden, wenn die Grenzänderung von beiden Staaten in verfassungsmässiger Weise genehmigt wurde.

(8) Die Bestimmungen des Absatzes 1, erster Satz, und des Absatzes 5 finden keine Anwendung bei Wasseranlagen, über deren Ausführung zwischen den Vertragsstaaten bereits ein Einvernehmen erzielt wurde.

Artikel 32.

Die Eintragung aller Wasserrechte, die sich auf Anlagen in den Grenzgewässern oder auf solche Anlagen beziehen, die das Gebiet beider Staaten berühren, in die Wasserbücher der Vertragsstaaten erfolgt auf Grund der Entscheidung der Wasserrechtsbehörden oder auf Grund des durch sie in Vollzug gesetzten Schiedsspruches des im Artikel 70 vorgesehenen Schiedsgerichtes.

Artikel 33.

Als Wasserrechtsbehörde im Sinne dieses Vertrages wird jene Behörde angesehen, die zur Erteilung der wasserrechtlichen Bewilligung nach den geltenden Vorschriften ihres Staates berufen ist.

Artikel 34.

Die Wasserrechtsbehörden der Vertragsstaaten können in den durch diesen Vertrag geregelten Wasserrechtsangelegenheiten miteinander auch schriftlich unmittelbar verkehren.

Artikel 35.

Falls in der Zeit zwischen dem Staatsumsturze und dem Inkrafttreten dieses Vertrages wasserbauliche Massnahmen getroffen oder wasserrechtliche Bewilligungen erteilt worden sein sollten, bei denen die Grundsätze dieses Vertrages nicht zur Geltung gelangt sind, bleibt es den Vertragsstaaten vorbehalten, fallweise in Verhandlungen über die Möglichkeit einer Behebung oder Einschränkung hiedurch entstandener Nachteile, jedoch unbeschadet der etwa eingetretenen Rechtskraft von Entscheidungen, einzutreten.

IV. Teil.

Besondere Bestimmungen.

Artikel 36.

Den Wasserpolizeidienst versieht jeder Staat auf seinem Gebiete. In den Grenzgewässern begangene Wasserfrevel sind gegenseitig den zuständigen Verwaltungsbehörden anzuzeigen.

Artikel 37.

Die Bestimmungen dieses Vertrages hinsichtlich der Wasserbenützung überhaupt finden auf die Benützung der Gewässer zur Holztrift sinngemäss Anwendung.

Artikel 38.

Die Bestimmungen dieses Abschnittes finden auch auf die Donau, March und Thaya insoweit Anwendung, als durch die über diese Was-

serläufe zu treffenden Sonderübereinkommen nichts anderes bestimmt wird.

IV. Abschnitt.

Regelung des Fischfanges und der Fischzucht auf den nassen Grenzen.

Artikel 39.

Während der laufenden Pachtperiode treten in den Pachtverhältnissen keine Änderungen ein. Nach Ablauf dieser laufenden Pachtperiode treten für die Pachtverhältnisse die Gesetze des betreffenden Staates in Wirksamkeit.

Artikel 40.

Bei der Regelung der neuen Pachtverhältnisse und der Fischerei überhaupt gilt auch für die Grenzgewässer der Grundsatz, dass jedem der beiden Staaten das Hoheitsrecht über die Gewässer in seinem Gebiete und daher auch über den anliegenden Teil des Gewässers bis zur Staatsgrenze zusteht.

Artikel 41.

Wird in den Grenzgewässern die Ausübung des Fischereirechtes in einem der beiden Staaten einem Angehörigen des anderen Staates eingeräumt, dann richtet sich dieselbe nach den Gesetzen und Verordnungen des Staates, in dessen Gebiete er den Fischfang oder die Fischzucht ausübt. In übertretenden Gewässern gelten für die Ausübung des Fischereirechtes die Gesetze und Verordnungen desjenigen Staates, in dem das Fischereirecht ausgeübt wird.

Artikel 42.

Die Vertragsstaaten werden über einheitliche Schonzeiten der Fische und Krebse in den Grenzgewässern und in den übertretenden Gewässern sowie in den Wasserläufen, welche für die Fischerei in den beiden vorgenannten Gewässern von Bedeutung sind, eine besondere Vereinbarung treffen.

Artikel 43.

(1) Die in den im Artikel 42 bezeichneten Gewässern vorkommenden Fische und Krebse dürfen gefangen werden, wenn sie ein im Einvernehmen der Vertragsstaaten zu bestimmendes Mindestmass erreichen. Dieses Mindestmass wird bei Fischen durch die Länge von der Nase bis zum Ende der Schwanzflosse, bei Krebsen durch die Länge von den Augen bis zum Ende des ausgestreckten Schwanzes bestimmt.

(2) Gefangene Fische oder Krebse, deren Grösse das Mindestmass nicht erreicht, müssen wieder in das Wasser gelassen werden.

Artikel 44.

(1) In den im Artikel 42 bezeichneten Gewässern ist der Fischfang bei Nacht von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang grundsätzlich verboten. Ausnahmen von diesem Verbote können bei Einhaltung der durch

die Vertragsstaaten gemeinschaftlich festzusetzenden Bedingungen gestattet werden.

(2) Daselbst ist auch der Fischfang mit betäubenden oder giftigen Stoffen und mit Sprengmitteln (Dynamit etc.), ferner mit Stichgeräten oder Schusswaffen verboten.

(3) Ferner ist es verboten, in diesen Gewässern feste oder bewegliche Fischfangvorrichtungen derart anzuwenden, dass dieselben mehr als die Hälfte des Wasserlaufes absperren und dadurch den freien Zug der Fische behindern. Mehrere solcher Vorrichtungen, die bis zur Mitte des Wasserlaufes reichen, dürfen gleichzeitig nur dann angewendet werden, wenn dieselben in der Längsrichtung des Wasserlaufes gemessen voneinander mindestens 50 m entfernt sind. Als Mitte des Wasserlaufes hat die Mittellinie des Niederwasserspiegels zu gelten. Jeder der Vertragsstaaten kann Ausnahmen von diesen Beschränkungen in der Anwendung der Fanggeräte für sein Gebiet fallweise gestatten, wenn dies zum Zwecke der Beschaffung von Mutterfischen für die künstliche Fischzucht erforderlich ist.

Artikel 45.

In den im Artikel 42 bezeichneten Gewässern ist das Rösten des Hanfes und des Flachses untersagt.

Artikel 46.

Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten werden einander alle Behelfe und Schriften, eventuell beglaubigte Abschriften derselben zur Verfügung stellen, die sich auf dem Gebiete des einen Staates befinden und für die Behörde des anderen Staates zur Entscheidung von Streitigkeiten in Fischereirechtsangelegenheiten in den Grenzgewässern benötigt werden. Hiebei können die Behörden der Vertragsstaaten miteinander auch schriftlich unmittelbar verkehren.

Artikel 47.

Die Fischerkarten, welche den auf Grund des eigenen oder übertragenen Rechtes zur Fischerei Berechtigten sowie deren die Fischerei leitenden Bevollmächtigten ausgestellt werden, müssen, soweit es sich um die Ausübung der Fischerei in den Grenzgewässern handelt, mit Photographien versehen sein.

V. Abschnitt.

Regelung des Jagdrechtes an der Grenze.

Artikel 48.

In Ansehung des Jagdrechtes und dessen Ausübung haben die auf dem Gebiete des betreffenden Staates geltenden Rechtsnormen Anwendung zu finden.

VI. Abschnitt.

Regelung der die Eisenbahnen berührenden Fragen.

Artikel 49.

Die aus der Festsetzung der Staatsgrenze auftretenden und die Eisenbahnen berührenden Fragen werden durch besondere Übereinkommen geregelt.

VII. Abschnitt.

Regelung des Verkehres auf Grenzgewässern.

Artikel 50.

Hinsichtlich des Verkehres auf den Grenzgewässern gelten die Bestimmungen der diesbezüglichen internationalen Vereinbarungen.

VIII. Abschnitt.

Regelung des Charakters der nassen Grenze.

Artikel 51.

(1) Soweit die Grenze in Gewässern verläuft, wurde dieselbe — mit Ausnahme der Donau, March und der Thayastrecke von den Zwillingsgrenzsteinen XI, XI/1 bis zur Einmündung in die March — durch die internationale österreichisch-tschechoslowakische Grenzbestimmungskommission als unbeweglich erklärt, das heisst, sie wurde durch die zur Zeit der Grenzfestsetzung ermittelte und in der Detailgrenzbeschreibung ersichtlich gemachte Lage der Mittellinien der Flussbette, beziehungsweise deren Hauptarme dauernd bestimmt.

(2) Im Falle der Verwerfung eines Wasserlaufes, in welchem zur Zeit der Grenzfestsetzung die unbewegliche Grenze verlief, werden die Vertragsstaaten zwecks Erhaltung des Gemeingebrauches an demselben jeweils Vereinbarungen treffen.

Artikel 52.

Gemäss Abschnitt VII des am 10. März 1921 in Prag unterzeichneten Übereinkommens zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik, betreffend die Führung der österreichisch-tschechoslowakischen Grenze und verschiedene damit zusammenhängende Fragen und gemäss der Entscheidung der Grenzbestimmungskommission vom 29. Oktober 1921 ist die Grenze in der March und in der Thayastrecke von den Zwillingsgrenzsteinen XI, XI/1 bis zur Einmündung in die March beweglich, das heisst, sie folgt den „déplacements éventuels“ des Wasserlaufes (Artikel 30 des Staatsvertrages von St. Germain en Laye). Laut Entscheidung der Grenzbestimmungskommission bildet daher die Grenze in der March und in der oben besagten Thayastrecke die Mittellinie des Flusslaufes, beziehungsweise seines Hauptarmes. Die Vertragsstaaten verstehen unter dieser Mittellinie eine kontinuierliche flüssige Linie, welche von den beiden Uferrändern tunlichst gleich weit entfernt ist. Kommen Unklarheiten bei Feststellung

der Uferränder vor, so werden als solche die Begrenzungslinien des Terrains mit ständiger Vegetation betrachtet.

Artikel 53.

Hinsichtlich des Grenzverlaufes in der Donau, in welcher als einem schiffbaren Flusse die bewegliche Grenze durch die Mittellinie der Hauptschiffahrtsrinne bei niedrigstem Schiffahrtswasserstande gebildet wird, kommen die Vertragsstaaten dahin überein, dass für die künftigen Revisionen nachstehende Grundsätze gelten:

a) Begriff des Niederwasserstandes (basses eaux).

Unter der Bezeichnung „basses eaux" ist der niedrigste Schiffahrtswasserstand im Sinne der Beschlüsse der Commission Internationale du Danube zu verstehen.

Zur näheren Präzisierung dieses Schiffahrtswasserstandes ist zwischen den vorhandenen Pegelstationen eine Relation zu ermitteln und, falls erforderlich, ein den natürlichen Verhältnissen des Stromes entsprechendes, tatsächlich ermitteltes Niederwasserspiegel-Gefälle einzuschalten.

b) Begriff des „Chenal de navigation principal dans la période des basses eaux".

Die Hauptschiffahrtsrinne ist jene durchgehende von der Grossschiffahrt benützte Stromrinne, welche bei dem im Sinne der Beschlüsse der Commission Internationale du Danube ermittelten niedrigsten Schiffahrtswasserstande eine Mindest-Fahrwassertiefe von 2 m besitzt.

Wo in den Kolkstrecken die angegebene Mindest-Fahrwassertiefe von 2 m nicht erreicht ist, wird jener Teil der durchgehenden von der Grossschiffahrt benützten Stromrinne als Hauptschiffahrtsrinne bezeichnet, der bei einer Mindestbreite von 100 m die grössten Tiefen aufweist.

An Furtstellen wird diese Hauptschiffahrtsrinne derart ausgemittelt, dass ihre Begrenzungslinien an die unmittelbar stromauf- und stromabwärts in maximaler Entfernung von je 300 m liegenden Teile der Hauptschiffahrtsrinne der Kolkstrecken mit kontinuierlichen flüssigen Linien anschliessen.

Bei der Ausmittlung dieser kontinuierlichen flüssigen Begrenzungslinien sind Gegenkurven zu verwenden, zwischen welche eventuell eine gerade Strecke einzuschalten ist. Die Krümmungsradien dieser Gegenkurven sind womöglich nicht kleiner als 600 m zu wählen.

c) Revision des niedrigsten Schiffahrtswasserstandes und der Hauptschiffahrtsrinne.

Die Revision des niedrigsten Schiffahrtswasserstandes wird nach den Beschlüssen der Commission Internationale du Danube in Zeitabschnitten von zehn Jahren erfolgen. Im Zusammen-

hang mit dieser Revision wird auch die Ausmittlung der Hauptschiffahrtsrinne neu durchgeführt.

Sollte jedoch einer der Vertragsstaaten für eine Teilstrecke des Stromes eine Revision innerhalb dieses Zeitabschnittes wünschen, so verpflichtet sich der andere Staat, diesem Verlangen innerhalb Jahresfrist dann zu entsprechen, wenn eine derartige Veränderung des Stromgrundes in dieser Teilstrecke stattgefunden hat, dass die Grenzlinie voraussichtlich ausserhalb der zuletzt ausgemittelten Hauptschiffahrtsrinne fällt.

d) Art der Fixierung der Mittellinie der Hauptschiffahrtsrinne.

Die Ausmittlung der Hauptschiffahrtsrinne hat auf Grund einer von beiden Staaten gemeinsam mittels Sondier-Tachygraphen durchgeführten Stromgrundaufnahme zu erfolgen.

Zur Vermarkung der Mittellinie der Hauptschiffahrtsrinne werden jene an den Ufern vorhandenen Fixsteine (VO, KF usw.) verwendet, die auf trigonometrischem Wege und durch Nivellement festgelegt sind, ferner jene Steine, die bei der Grenzbestimmung zwecks Festlegung der Querprofile versetzt wurden. Dieses System von Fixpunkten wird als Polygonzug für die Festlegung der kontinuierlichen Mittellinie der Hauptschiffahrtsrinne verwendet. Die Festlegung erfolgt mittels Koordinaten in Form einer Grenzbeschreibung unter Anschluss der zugehörigen Situationspläne. Die Vermarkung ist in der Weise durchzuführen, dass auf den Fixsteinen deren jeweils geltende Entfernungen von der Grenzlinie durch Ziffern in Ölfarbe ersichtlich gemacht werden. Diese Ziffern sind bei den periodisch vorzunehmenden Revisionen richtig zu stellen.

Artikel 54.

Übereinstimmend mit den im Abschnitt VII des am 10. März 1921 in Prag unterzeichneten Übereinkommens zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik, betreffend die Führung der österreichisch-tschechoslowakischen Grenze und verschiedene damit zusammenhängende Fragen,*) bezüglich der March und der Thaya getroffenen Bestimmungen gelten auch für die Donau als jeweilige Veränderungen des Wasserlaufes oder der Fahrrinne nur solche, die durch natürliche Vorgänge oder auf Grund gegenseitiger Vereinbarungen der Vertragsstaaten zustande gekommen sind.

Artikel 55.

Entstehen in Hinkunft Lageänderungen der beweglichen Grenze an Stellen des Überganges in die unbewegliche Grenze, so werden diese Übergänge von Fall zu Fall durch die im Artikel 61, Absatz 1, genannten Behörden einvernehmlich bestimmt. Hiebei ist nach Möglichkeit auf die

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 737.

Beibehaltung der unbeweglichen Grenze, auf die Vermeidung grösserer territorialer Veränderungen und auf die Wahrung der bestehenden wasserwirtschaftlichen Interessen Bedacht zu nehmen.

IX. Abschnitt.

Sicherung des Grenzverlaufes sowie Erhaltung der Grenzzeichen und der die Grenzlinie sichernden Vermessungsmarken.

Artikel 56.

(1) Die Vertragsstaaten werden die Grenzzeichen und Vermessungsmarken sowie andere der Bezeichnung der Staatsgrenze dienende Einrichtungen schützen und dafür sorgen, dass die Beschaffenheit, Form, Lage und Richtung der Grenzgewässer soweit wie möglich unverändert erhalten werden.

(2) Die Vertragsstaaten werden Vorschriften erlassen, die jeden mit Strafe bedrohen, der vorsätzlich oder fahrlässig Grenzzeichen, Vermessungsmarken oder andere der Bezeichnung der Staatsgrenze dienende Einrichtungen versetzt, beseitigt, beschädigt oder unkenntlich macht, oder der vorsätzlich oder fahrlässig oder ohne Genehmigung der zuständigen Behörde das Ufer oder Flussbett eines Grenzgewässers seiner Beschaffenheit, Form, Lage oder Richtung nach ändert.

(3) Desgleichen werden die Vertragsstaaten die Benützung der anliegenden Grundstücke behufs Erhaltung und Instandsetzung der Grenzdemarkation und zu diesem Zwecke das Betreten des eigenen Staatsgebietes durch amtliche Organe des anderen Staates ermöglichen und die Benützung der Grenzzeichen zu irgendwelchen anderen Zwecken verwehren.

Artikel 57.

Auf der Staatsgrenze dürfen Privatgrenzzeichen nur mit Zustimmung der zuständigen Zentralbehörden beider Staaten gesetzt werden.

Artikel 58.

(1) Wenn in jenen Grenzgewässern, in denen die bewegliche Grenze verläuft, durch Unterwaschung von Baumstämmen aggressive Hindernisse im Flussbette und dadurch plötzliche Lageänderungen des Wasserlaufes verursacht werden könnten, werden die Vertragsstaaten die Abholzung der beiderseitigen Uferstreifen in der Breite von 2 m in diesen Strecken sicherstellen. Von der Abholzung ist niedriges Gestrüpp ausgenommen, ohne welches die Uferböschungen gefährdet wären.

(2) Weiters werden die Vertragsstaaten überall dort, wo die Grenze durch Wälder oder Gebüsch verläuft, die dauernde Auslichtung eines je 1 m breiten Streifens zu beiden Seiten der trockenen Grenze in der Weise sichern, dass von jedem Grenzsteine stets die beiden Nachbarsteine sichtbar sind, sowie das Errichten von Anlagen in diesem Streifen, welche eine Beeinträchtigung der Deutlichkeit oder Begehbarkeit der Grenze zur Folge haben könnten, verhindern.

(3) Bestehende Anlagen, die der Bestimmung des Absatzes 2 nicht entsprechen, werden geduldet. Bei einer Erneuerung werden jedoch die Vertragsstaaten die in Absatz 2 enthaltene Bestimmung zur Geltung bringen.

Artikel 59.

Die mit der Feststellung von Mängeln im Grenzzuge nach den geltenden innerstaatlichen Vorschriften in jedem Staate betrauten Organe sind verpflichtet, die von ihnen bemerkten Beschädigungen oder Gefährdungen von Grenzzeichen, mangelnde Ersichtlichkeit des Grenzverlaufes oder Zuwiderhandlungen gegen die auf die Freihaltung der Grenze sich beziehenden Bestimmungen dieses Vertrages sogleich den im Artikel 61, Absatz 2, bezeichneten Behörden zu melden. Beschädigungen, die nicht durch elementare Gewalt verursacht worden sind, müssen gleichzeitig dem zuständigen Gendarmerieposten zur Anzeige gebracht werden.

Artikel 60.

Bei den von der Grenze geschnittenen Grundstücken kann die Begehung durch die zur Evidenz des Standes und zur Erhaltung der Demarkation der Staatsgrenze betrauten Organe auf der Grenze ohne Rücksicht auf die Art ihrer Bestellung oder den Stand ihrer Kulturen stattfinden. Die Besitzer dieser Grundstücke sind verpflichtet, die Begehung ohne Schadenersatz zu dulden.

Artikel 61.

(1) Soweit die Beseitigung von Vermarkungsmängeln nur unter Zuhilfenahme der Grenzurkunden durchgeführt werden kann, insbesondere in allen jenen Fällen, in denen der Grenzstein nicht mehr auf seinem ursprünglichen Platze steht oder wenn er neu gesetzt werden muss, werden österreichischerseits die vom Bundeskanzleramte und dem Bundesamte für Eich- und Vermessungswesen, tschechoslowakischerseits die vom Ministerium für öffentliche Arbeiten damit betrauten Beamten die erforderlichen Arbeiten ausführen.

(2) Zur Bseitigung anderer als der im Absatz 1 angeführten Mängel im Grenzzuge sind österreichischerseits die Bezirkshauptmannschaften, tschechoslowakischerseits die politischen Behörden erster Instanz für ihren Amtsbereich berufen. Von der im eigenen Wirkungskreise dieser Behörden vollzogenen Behebung solcher minderer Mängel sind das österreichische Bundeskanzleramt und das tschechoslowakische Ministerium für öffentliche Arbeiten sogleich in Kenntnis zu setzen, welche die ihnen zugekommenen Meldungen sich alljährlich mitteilen.

(3) Das Bundeskanzleramt in Wien und das Ministerium für öffentliche Arbeiten in Prag, ferner die österreichischen Bezirkshauptmannschaften und die tschechoslowakischen politischen Behörden erster Instanz können in den auf die Beseitigung der Mängel im Grenzzuge bezüglichen Fragen auch schriftlich unmittelbar miteinander in Verbindung treten.

Artikel 62.

(1) Jeder Staat erhält auf seine Kosten die ganz auf seinem Gebiete stehenden Grenzsteine samt den die Lage der Grenze geometrisch sichernden Zeichen.

(2) Die auf der Grenzlinie stehenden Grenzsteine werden in der nachstehenden Weise erhalten:

a) die Tschechoslowakische Republik sorgt auf eigene Kosten für die Erhaltung der Grenzsteine auf nachstehenden Strecken:

Sektion I: von der Grenzsäule I bis zum Hauptstein I/42 (einschliesslich);

Sektion II: von der Grenzsäule II (einschliesslich) bis zum Hauptstein II/31 (ausschliesslich);

Sektion III: von der Grenzsäule III (ausschliesslich) bis zum Hauptstein III/26 (einschliesslich);

Sektion IV: von der Grenzsäule IV (einschliesslich) bis zum Hauptstein IV/38 (einschliesslich);

Sektion V: von der Grenzsäule V (ausschliesslich) bis zum Hauptstein V/25 (einschliesslich);

Sektion VI: von der Grenzsäule VI (ausschliesslich) bis zum Hauptstein VI/48 (ausschliesslich);

Sektion VII: von der Grenzsäule VII (einschliesslich) bis zum Hauptstein VII/29 (einschliesslich);

Sektion VIII: von der Grenzsäule VIII (ausschliesslich) bis zum Hauptstein VIII/45 (einschliesslich);

Sektion IX: von der Grenzsäule IX (ausschliesslich) bis zum Hauptstein IX/31 (einschliesslich);

Sektion X: von der Grenzsäule X (ausschliesslich) bis zum Hauptstein X/29 (einschliesslich);

Sektion XII: vom Hauptstein XII/4 (ausschliesslich) bis zum tschechoslowakisch-österreichisch-ungarischen Triplex (einschliesslich);

b) die Republik Österreich sorgt auf eigene Kosten für die Erhaltung der Grenzsteine auf nachstehenden Strecken:

Sektion I: vom Hauptstein I/42 (ausschliesslich) bis zur Grenzsäule II (ausschliesslich);

Sektion II: vom Hauptstein II/31 (einschliesslich) bis zur Grenzsäule III (einschliesslich);

Sektion III: vom Hauptstein III/26 (ausschliesslich) bis zur Grenzsäule IV (ausschliesslich);

Sektion IV: vom Hauptstein IV/38 (ausschliesslich) bis zur Grenzsäule V (einschliesslich);

Sektion V: vom Hauptstein V/25 (ausschliesslich) bis zur Grenzsäule VI (einschliesslich);

Sektion VI: vom Hauptstein VI/48 (einschliesslich) bis zur Grenzsäule VII (ausschliesslich);

Sektion VII: vom Hauptstein VII/29 (ausschliesslich) bis zur Grenzsäule VIII (einschliesslich);

Sektion VIII: vom Hauptstein VIII/45 (ausschliesslich) bis zur Grenzsäule IX (einschliesslich);

Sektion IX: vom Hauptstein IX/31 (ausschliesslich) bis zur Grenzsäule X (einschliesslich);

Sektion X: vom Hauptstein X/29 (ausschliesslich) bis zur Grenzsäule XI (einschliesslich);

Sektion XII: von der Grenzsäule XII (einschliesslich) bis zum Hauptstein XII/4 (einschliesslich).

(3) In den Fällen des Artikels 61, Absatz 1, hat die Ausführung der Arbeiten unter Mitwirkung der technischen Beamten beider Staaten zu erfolgen. In diesen Fällen ist an Ort und Stelle eine Niederschrift in doppelter Ausfertigung in den Sprachen beider Staaten anzufertigen und unter Beifügung der verfassten, beiderseits anerkannten Feldbücher, Handrisse usw. den zuständigen Behörden zu übermitteln.

(4) Die Kosten der zur Mitwirkung zugezogenen Beamten sowie die Kosten des Transportes der erforderlichen Vermessungsgeräte trägt jeder Staat aus eigenem.

Artikel 63.

War die Instandsetzung eines Grenzsteines durch eine Beschädigung bedingt, welche durch eine von der zuständigen Behörde sichergestellte Person verursacht wurde, so fallen die erwachsenen Material- und Arbeitskosten jenem der Vertragsstaaten zur Last, auf dessen Gebiete der Beschädiger seinen ordentlichen Wohnsitz hat.

Artikel 64.

Die Benützung der dem Grenzoperate zugrunde liegenden trigonometrischen Punkte an den Flüssen March und Thaya wird den Vertragsstaaten im gleichen Masse für Vermessungszwecke gesichert.

Artikel 65.

(1) Die Grenzsteine, welche zur Auswechslung der beschädigten Grenzzeichen benötigt werden, liefert, soweit der bei der Grenzfestsetzung verbliebene und auf gemeinschaftliche Kosten angeschaffte Vorrat hinreicht, derjenige Staat, auf dessen Gebiete sich das nächstgelegene Depot befindet.

(2) In den Fällen des Absatzes 1 ersetzt der laut Artikel 62 oder 63 zur Kostentragung verpflichtete Staat dem anderen Staate die Hälfte des Wertes des neuaufgestellten Grenzsteines.

X. Abschnitt.

Periodische Grenzrevisionen.

Artikel 66.

(1) Zum Zwecke der Feststellung des Zustandes der Grenzvermarkung findet alle zehn Jahre nach vorheriger Vereinbarung zwischen dem

österreichischen Bundeskanzleramte und dem tschechoslowakischen Ministerium für öffentliche Arbeiten durch Beauftragte der zuständigen Behörden an der Hand der Urkundenwerke eine gemeinsame Grenzbegehung statt. Die erste solche Begehung wird im Jahre 1932 stattfinden ausschliesslich der in der Donau verlaufenden Grenzstrecke, in welcher die Revisionen gemäss Artikel 53 durchgeführt werden. Die Zuziehung von Vertretern anderer Behörden sowie von beteiligten Privatpersonen wird beiderseits freigestellt.

(2) Die Leitung der Begehungskommission wird derart ausgeübt, dass in dieser Funktion die im Absatz 1 bezeichneten Beauftragten in annähernd gleich langen Sektionen abwechseln werden.

(3) Dieser gemeinschaftlichen Begehungskommission fällt die Aufgabe zu, sich von dem Zustande aller Grenzzeichen zu überzeugen, die nötige Behebung der festgestellten Mängel zu veranlassen, für die Konservierung der Grenzzeichen durch Farbanstrich, für die Instandsetzung der Bezeichnung als auch für die Auslichtung der Sträucher und Bäume an der Grenze vorzusorgen und weiterhin die nötigen Massnahmen hinsichtlich der Walddurchlichtungen einzuleiten, damit von jedem Grenzstein der vorangehende und der nachfolgende gut sichtbar werde, und sich zu überzeugen, ob die Uferstreifen in der Breite von 2 m an den hierfür in Betracht kommenden Grenzgewässern (Artikel 58, Absatz 1) abgeholzt sind, ferner, ob nicht im Verlaufe des beiderseits der Grenze je 1 m breiten Streifens unerlaubte Vorrichtungen entstanden sind, welche die Deutlichkeit und Begehbarkeit der Grenzlinie beeinträchtigen könnten. Endlich wird es Aufgabe der Begehungskommission sein, sich von den Lageänderungen der Grenzgewässer zu überzeugen, in denen die bewegliche Grenze verläuft, und, falls solche in erheblichem Ausmasse vorkommen, die Berichtigung der zugehörigen Grenzkarte zu beantragen.

(4) Über das Ergebnis der Begehung ist eine Niederschrift in doppelter Ausfertigung in den Sprachen der beiden Staaten herzustellen und den zuständigen Zentralbehörden zu übermitteln.

Artikel 67.

Für die Aufteilung der durch die Begehung entstehenden persönlichen und sachlichen Kosten sind die Bestimmungen der Artikel 62 und 63 massgebend.

XI. Abschnitt.

Allgemeine und Schlussbestimmungen.

Artikel 68.

(1) Amtspersonen, die im Sinne der Bestimmungen dieses Vertrages mit Vermessungsarbeiten, Funktionen bei der Durchführung von Bauten oder mit einer anderen Amtstätigkeit an der Staatsgrenze betraut wurden, dürfen sich — soweit es die oberwähnten Tätigkeiten erfordern — auf der Grenze tagsüber frei bewegen und dieselbe an jeder Stelle zu Land oder zu Wasser überschreiten. Dieselben sind auch berechtigt, die

Staatsgrenze mittels Eisenbahn zu überschreiten, und zwar an Übergangspunkten, welche in dem im Ausweise (Absatz 2) näher bezeichneten Abschnitte oder in der nächsten Nähe desselben gelegen sind. Erforderlichenfalls können sie auf fremdem Staatsgebiet nächtigen.

(2) Die im Absatz 1 angeführten Personen müssen mit nach dem beigeschlossenen Muster „A" (Beilage I)*) abgefassten Ausweisen versehen sein, deren Vordruck in den Sprachen beider Staaten abzufassen ist. Die Bestimmung des Formates und der Farbe des Vordruckes dieser Ausweise bleibt einer Verständigung der zuständigen Zentralbehörden vorbehalten.

(3) Die im Absatz 2 besagten Ausweise werden durch die politische Behörde erster Instanz für ihren Amtsbereich, sonst durch das Bundeskanzleramt in Wien, beziehungsweise das Ministerium des Innern in Prag mit der Gültigkeitsdauer bis längstens 31. Dezember des betreffenden Kalenderjahres ausgestellt und von den zuständigen Behörden des anderen Staates vidiert.

(4) Werden die im Absatz 1 bezeichneten Arbeiten durch Privatpersonen bewirkt, so können auch diesen die Ausweise nach Muster „A" ausgefolgt werden. Diese Ausweise müssen jedoch mit Photographien versehen sein.

(5) Die bei den im Absatz 1 angeführten Arbeiten beschäftigten Arbeiter dürfen sich ebenfalls — soweit es die Ausübung dieser Arbeiten erfordert — tagsüber auf der Staatsgrenze frei bewegen und dieselbe wo immer zu Land oder zu Wasser überschreiten, müssen jedoch mit einem nach beiliegendem Muster „B" (Beilage II) *) abgefassten Arbeiterausweise versehen sein, dessen Vordruck in den Sprachen beider Staaten abzufassen ist. Die Nächtigung auf fremdem Staatsgebiete ist jedoch nur ausnahmsweise, zum Beispiel bei Elementarereignissen gestattet. Die Bestimmung des Formates und die Farbe des Vordruckes dieser Ausweise bleibt einer Verständigung der zuständigen Zentralbehörden vorbehalten. Diese Vordrucke werden zugleich mit den Ausweisen nach Muster „A" den mit diesen Beteilten ausgefolgt.

(6) Die Ausweise nach Muster „B" werden von der Gemeindevorstehung (dem Gemeindeamte) allenfalls von der Finanz-, beziehungsweise Zollwache oder von der Gendarmerie des Wohn- oder Arbeitsortes der für die Arbeit aufgenommenen Arbeiter ausgefertigt.

(7) Die mit dem Ausweise nach Muster „A" versehenen und die Arbeiten an der Staatsgrenze leitenden Personen müssen über die Arbeiter ein Verzeichnis anlegen und dasselbe ständig mit sich führen. Das Verzeichnis hat folgende Daten zu enthalten: Vor- und Zuname, Wohnort, Tag der Aufnahme und Tag der Entlassung der Arbeiter sowie die Geschäftszahl des Arbeiterausweises und die Benennung jener Stelle, welche die Arbeiterausweise ausgefertigt hat.

*) Non reproduite.

(8) Die Inhaber der Ausweise nach Muster „A" sowie auch die Inhaber der Ausweise nach Muster „B" sind verpflichtet, dieselben auf Verlangen der Zoll-, Pass- oder staatlichen Sicherheitsorgane vorzuzeigen. Mit dem Ausweise nach Muster „A" ist auch das Verzeichnis der Arbeiter vorzuweisen.

(9) Die Besitzer der Ausweise nach Muster „A" sind verpflichtet, ihre Identität auf Verlangen nachzuweisen.

(10) Nach der Beendigung der Arbeiten sind die Ausweise nach Muster „A" und Muster „B" jener Behörde einzusenden, welche die Ausweise nach Muster „A" ausgestellt hat.

(11) Der Inhaber des Ausweises nach Muster „A" hat die Inangriffnahme der Arbeiten an der Staatsgrenze der zuständigen Zoll-, beziehungsweise Finanzwachabteilung sowie der Passstelle der beiden Staaten persönlich oder durch einen Boten oder mittels rekommandierten Briefes rechtzeitig bekanntzugeben. Von der Bekanntgabe der Inangriffnahme der Arbeiten kann abgesehen werden, wenn die Entfernung bis zur nächsten zuständigen Zoll-, beziehungsweise Finanzwachabteilung oder Passstelle ein Hindernis bilden sollte oder die Ausführung der Arbeiten weder eine längere Dauer als drei Tage, noch eine grössere Anzahl von Arbeitern erfordert.

(12) Die mit den Ausweisen nach Muster „A" versehenen Personen sind berechtigt — ohne deswegen verpflichtet zu sein, sich beim Zollamt einzufinden — die zur Durchführung der ihnen anvertrauten Aufgabe notwendigen Geräte, Instrumente und Pläne zoll- und abgabenfrei unter der Bedingung mitzuführen, dass dieselben bei der Rückkehr in das eigene Land zurückgebracht werden. Ebenfalls dürfen dieselben einen den gegebenen Umständen angemessenen Lebensmittel-, Getränke-, Medikamenten-, Rauch- und Reiseeffektenvorrat für den eigenen Bedarf frei mitführen, jedoch nur in solcher Menge, die im Reiseverkehr nach den geltenden Zollvorschriften zoll- und abgabenfrei ist.

(13) Die mit den Ausweisen nach Muster „B" versehenen Personen geniessen die den Grenzbewohnern im kleinen Grenzverkehre zugestandenen Begünstigungen.

(14) Die Ausweise nach Muster „A" und Muster „B" befreien ihre Inhaber nicht von der Revision durch Zoll- und Passorgane an Ort und Stelle.

(15) Die Behörde, welche einen Ausweis nach Muster „A" ausgestellt hat, ist, wenn es die Sicherheitsbehörde des anderen Staates auch ohne Angabe der Gründe verlangt, verpflichtet, den Ausweis seinem Inhaber zu entziehen. Über ein auch ohne Angabe von Gründen von der Sicherheitsbehörde des anderen Staates gestelltes Verlangen dürfen die beschäftigten Arbeiter nicht mehr für die Arbeiten an der Grenze verwendet werden.

(16) Die im Absatz 3 bezeichneten Behörden können in den auf die Ausstellung der Ausweise bezüglichen Fragen miteinander unmittelbar in Verbindung treten.

Artikel 69.

Die Vertragsstaaten werden sich gegenseitig mitteilen, welche Behörden als die im Vertrag erwähnten zuständigen Behörden zu gelten haben. Das gleiche gilt auch für etwa hierin eintretende Änderungen.

Artikel 70.

(1) Wenn über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrages eine Streitigkeit entstehen sollte, so soll diese auf Verlangen eines der beiden Staaten einem Schiedsgericht zur Entscheidung vorgelegt werden. Dies gilt auch für die Vorfrage, ob sich die Streitigkeit auf die Auslegung oder Anwendung des Vertrages bezieht. Die Entscheidung des Schiedsgerichtes soll verbindliche Kraft haben. Das Schiedsgericht wird in jedem Streitfall in der Weise gebildet, dass jeder Staat einen seiner Staatsangehörigen zum Schiedsrichter ernennt und dass beide Schiedsrichter einen Angehörigen eines dritten Staates zum Obmann wählen. Einigen sie sich nicht binnen drei Monaten, nachdem das Verlangen auf schiedsgerichtliche Entscheidung eingegangen ist, über die Wahl des Obmannes, so werden die Vertragsstaaten gemeinsam den Präsidenten der Cour permanente de Justice internationale im Haag um Ernennung des Obmannes ersuchen. Die Vertragsstaaten behalten sich vor, sich von vornherein für einen bestimmten Zeitraum über die Person des Obmannes zu verständigen. Die aus der Mitwirkung des Obmannes entstehenden Kosten trägt jeder Staat zur Hälfte. Die aus der Mitwirkung der Schiedsrichter entstehenden Kosten trägt jeder Staat für den von ihm bestellten Schiedsrichter. Den Vertragsstaaten bleibt es anheimgestellt, von den etwa beteiligten Parteien den Ersatz der Kosten des schiedsgerichtlichen Verfahrens zu erwirken.

(2) Die Inanspruchnahme des Schiedsgerichtes ist in solchen Fällen tunlichst zu vermeiden, in welchen sich die Kosten des schiedsgerichtlichen Verfahrens unverhältnismässig höher stellen würden, als der Wert der strittigen Sache.

Artikel 71.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Wien ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt vier Wochen nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Die vertragschliessenden Teile werden fünf Jahre nach Inkrafttreten des Vertrages auf Wunsch eines von ihnen über die Revision dieses Vertrages in Verhandlung treten. Falls sich die vertragschliessenden Teile über die Revision im Laufe eines Jahres nicht einigen, so kann der Vertrag gekündigt werden. In diesem Falle tritt der Vertrag mit Ausnahme der Bestimmungen der Abschnitte I, VIII und IX, die erst durch eine im Einvernehmen beider Staaten erfolgende Neuregelung ihre Geltung verlieren, zwölf Monate nach erfolgter Kündigung ausser Kraft.

Dieser Vertrag wurde in zwei übereinstimmenden Urschriften in deutscher und tschechoslowakischer Sprache ausgefertigt; beide Wortlaute haben gleiche Geltung.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihrem Siegel versehen.

Geschehen in Prag, am 12. Dezember eintausendneunhundertzwanzigacht.

Albert Mell, m. p.
Ing. Václav Roubík, m. p.

26.

ALLEMAGNE, POLOGNE.

Convention relative aux caisses d'épargne dans les territoires frontières; signée à Berlin, le 14 décembre 1928.*)**)

Reichsgesetzblatt 1929. II, No. 41.

Deutsch-Polnisches Sparkassenabkommen.

Das Deutsche Reich und die Republik Polen sind übereingekommen, die Abwickelung der Rechtsverhältnisse der öffentlichen und der unter staatlicher Aufsicht stehenden Sparkassen, deren Geschäftsbezirk durch die Grenzziehung durchschnitten worden ist, in einem besonderen Abkommen (Sparkassen-Abkommen) zu regeln.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:

den Gesandten Dr. Paul Eckardt,

den Ministerialrat im Reichsjustizministerium Leo Quassowski,

der Präsident der Republik Polen:

Dr. Witold Prądzyński, Ordentlichen Rat des Rechtsrats und Mitglied der Kodifikationskommission der Republik Polen,

die nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgende Bestimmungen vereinbart haben:

I. Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen.

1. Räumlicher Geltungsbereich (durchschnittene Sparkassen).

Artikel 1.

(1) Als öffentliche oder unter staatlicher Aufsicht stehende Sparkassen, deren Geschäftsbezirk durch die Grenzziehung durchschnitten

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 16 février 1931. V. Reichsgesetzblatt 1931. II, p. 33.

**) En langues allemande et polonaise. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

worden ist (durchschnittene Sparkassen), gelten im Sinne der Bestimmungen dieses Abkommens folgende Sparkassen:

(in Deutschland)

1. Stadtsparkasse Beuthen O.S.,
2. Städtische Sparkasse Bomst,
3. Kreissparkasse Bütow,
4. Stadtsparkasse Bütow,
5. Kreissparkasse Filehne in Schönlanke,
6. Kreissparkasse Fraustadt,
7. Kreissparkasse Gross-Wartenberg,
8. Kreissparkasse Guhrau,
9. Sparkasse des Kreises Hindenburg in Hindenburg O.S.,
10. Kreissparkasse des Lauenburger Kreises in Lauenburg i. P.,
11. Kreissparkasse Marienwerder,
12. Kreissparkasse Meseritz,
13. Kreissparkasse Namslau,
14. Sparkasse des Kreise Osterode in Osterode Ostpr.,
15. Städtische Sparkasse Ratibor,
16. Sparkasse des Kreises Rosenberg in Rosenberg Westpr.,
17. Kreissparkasse Schlochau,
18. Städtische Sparkasse Tirschtiegel,
19. Städtische Sparkasse Unruhstadt;

(in Polen)

1. Sparkasse des Kreises Adelnau,
2. Sparkasse des Kreises Birnbaum,
3. Sparkasse des Kreises Czarnikau,
4. Stadtsparkasse in Dirschau,
5. Städtische Sparkasse zu Filehne,
6. Kreissparkasse in Graudenz,
7. Kreissparkasse in Karthaus,
8. Sparkasse des Kreises Kolmar i. P.,
9. Kreissparkasse in Konitz,
10. Sparkasse des Kreises Krotoschin,
11. Sparkasse des Kreises Lissa,
12. Kreissparkasse des Kreises Lublinitz,
13. Stadtsparkasse in Mewe,
14. Kreissparkasse in Neustadt,
15. Sparkasse des Kreises Neutomischel,
16. Kreissparkasse in Rybnik,
17. Kreissparkasse in Tarnowitz,
18. Städtische Sparkasse zu Usch,
19. Sparkasse des Kreises Bomst zu Wollstein.

(2) Sparkassen, die im Absatz 1 nicht aufgeführt sind, gelten als durch die Grenzziehung nicht durchschnitten.

2. Sachlicher Geltungsbereich (abzuwickelnde Rechtsverhältnisse).

Artikel 2.

(1) Nach den Bestimmungen dieses Abkommens werden nur abgewickelt:

1. Die Rechtsverhältnisse (Rechte und Verbindlichkeiten) zwischen den durchschnittenen Sparkassen und solchen Personen, die am Tage des Inkrafttretens des Abkommens ihren Wohnsitz (Sitz) in demjenigen vertragschliessenden Staate haben, in dem sich am Tage der Grenzziehung der Sitz der durchschnittenen Sparkasse nicht befunden hat (im folgenden „der andere Staat“ genannt).
2. Die Rechte der durchschnittenen Sparkassen an solchen Grundstücken und beweglichen Sachen, die im Gebiete des anderen Staates belegen sind.

(2) Die im Absatz 1 bezeichneten Rechtsverhältnisse fallen unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 29 nur insoweit unter dieses Abkommen, als sie am Tage der Grenzziehung schon bestanden haben und beim Inkrafttreten dieses Abkommens noch bestehen.

(3) Rechtsverhältnisse (Rechte und Verbindlichkeiten), die im Namen der durchschnittenen Sparkassen nach dem Tage der Grenzziehung neu begründet worden sind, fallen nicht unter dieses Abkommen, sondern berechtigen oder verpflichten nur diejenigen Sparkassen, deren Organe sie begründet haben.

Artikel 3.

Als Tag der Grenzziehung gilt:

1. Hinsichtlich der im Artikel 1 Absatz 1 zu (in Deutschland) 1, 9 und 15 sowie zu (in Polen) 12, 16 und 17 aufgeführten Sparkassen der 16. Juni 1922,
2. hinsichtlich aller übrigen durchschnittenen Sparkassen der 10. Januar 1920.

3. Verhältnis der durchschnittenen Sparkassen zu ihren Gewährverbänden.

Artikel 4.

(1) Soweit in diesem Abkommen von Rechtsverhältnissen (Rechten und Verbindlichkeiten) der Sparkassen die Rede ist, sind darunter, falls die Sparkassen eigene Rechtspersönlichkeiten nicht besitzen, die zu dem besonderen Sparkassenvermögen ihrer Gewährverbände nach den gesetzlichen Vorschriften der vertragschliessenden Staaten gehörigen Rechtsverhältnisse zu verstehen.

(2) Ist das Gebiet des Gewährverbandes einer durchschnittenen Sparkasse durch die Grenzziehung ebenfalls durchschnitten, so gilt für die Abwickelung der Rechtsverhältnisse dieser Sparkasse als deren Gewährverband im Sinne dieses Abkommens ausschliesslich derjenige Teil des früheren Gewährverbandes, welcher zu dem Staate gehört, worin der

Ort liegt, an dem sich am Tage der Grenzziehung der Sitz der durchschnittenen Sparkasse befunden hat.

(3) Die landesgesetzlichen Vorschriften über die Haftung der Gewährverbände für die Verbindlichkeiten der Sparkassen bleiben unberührt. Die Teile der Gewährverbände der durchschnittenen Sparkassen, die im Gebiet des anderen Staates liegen, werden jedoch von jeder Haftung für die Verbindlichkeiten der durchschnittenen Sparkassen frei.

(4) Die Bestimmungen des Absatz 3 finden keine Anwendung auf die durch besonderes Rechtsgeschäft begründeten Forderungen der Sparkassen gegenüber ihren Gewährverbänden (Artikel 22).

4. Anzuwendendes Recht.

Artikel 5.

(1) Bei der Abwickelung der im Artikel 2 bezeichneten Rechtsverhältnisse finden die Bestimmungen des Aufwertungsabkommens Anwendung, soweit nicht nachstehend etwas anderes bestimmt ist.

(2) Unter den Bestimmungen des Aufwertungsabkommens sind im Sinne dieses Abkommens zu verstehen:

1. die Bestimmungen des deutsch-polnischen Aufwertungsabkommens vom 5. Juli 1928 *),
2. die Bestimmungen des bei der Unterzeichnung des deutsch-polnischen Aufwertungsabkommens vereinbarten Schlussprotokolls vom 5. Juli 1928 *).

II. Abschnitt.

Abwickelung der Passiven.

1. Allgemeines.

Artikel 6.

(1) Die gemäss Artikel 2 nach den Bestimmungen dieses Abkommens abzuwickelnden Verbindlichkeiten der durchschnittenen Sparkassen gehen mit dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens ohne Rücksicht auf die durch die Grenzziehung bedingten Rechtsfolgen ausschliesslich auf die im Absatz 2 bezeichneten Sparkassen (Rechtsnachfolgesparkassen) über. Zur rechtlichen Wirksamkeit des Rechtsübergangs dieser Verbindlichkeitetn bedarf es keiner besonderen Rechtshandlung.

(2) Als Rechtsnachfolgesparkassen im Sinne des Absatz 1 gelten:

(in Deutschland)

1. für die Stadtsparkasse Beuthen O. S.:
   die Stadtsparkasse Beuthen O. S.;
2. für die Städtische Sparkasse Bomst:
   die Städtische Sparkasse Bomst;
3. für die Kreissparkasse Bütow:
   die Kreissparkasse Bütow;

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXXI, p. 581.

4. für die Stadtsparkasse Bütow:
   die Stadtsparkasse Bütow;
5. für die Kreissparkasse Filehne in Schönlanke:
   die Kreissparkasse des Netzekreises in Schönlanke;
6. für die Kreissparkasse Fraustadt:
   die Kreis- und Stadtsparkasse Fraustadt;
7. für die Kreissparkasse Gross Wartenberg:
   die Kreis- und Stadtsparkasse Gross Wartenberg;
8. für die Kreissparkasse Guhrau:
   die Kreissparkasse Guhrau;
9. für die Sparkasse des Kreises Hindenburg in Hindenburg O. S.:
   die Stadtspar- und Girokasse in Hindenburg O. S.;
10. für die Kreissparkasse des Lauenburger Kreises in Lauenburg i. P.:
   die Kreissparkasse des Lauenburger Kreises in Lauenburg i. P.;
11. für die Kreissparkasse Marienwerder:
   die Kreis- und Stadtsparkasse Marienwerder;
12. für die Kreissparkasse Meseritz:
   die Kreissparkasse Meseritz;
13. für die Kreissparkasse Namslau:
   die Kreissparkasse Namslau;
14. für die Sparkasse des Kreises Osterode in Osterode (Ostpr.):
   die Sparkasse des Kreises Osterode in Osterode (Ostpr.);
15. für die Städtische Sparkasse Ratibor:
   die Stadtspar- und Girokasse Ratibor;
16. für die Sparkasse des Kreises Rosenberg in Rosenberg (Westpr.):
   die Sparkasse des Kreises Rosenberg in Rosenberg (Westpr.);
17. für die Kreissparkasse Schlochau:
   die Kreissparkasse Schlochau;
18. für die Städtische Sparkasse Tirschtiegel:
   die Städtische Sparkasse Tirschtiegel;
19. für die Städtische Sparkasse Unruhstadt:
   die Städtische Sparkasse Unruhstadt;

(in Polen)

1. für die Sparkasse des Kreises Adelnau:
   Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Odolanowskiego w Odolanowie;
2. für die Sparkasse des Kreises Birnbaum:
   Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Międzychodzkiego w Międzychodzie;
3. für die Sparkasse des Kreises Czarnikau:
   Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Czarnkowskiego w Czarnkowie;
4. für die Stadtsparkasse in Dirschau:
   Komunalna Kasa Oszczędności miasta Tczew w Tczewie;

5. für die Städtische Sparkasse zu Filehne:
   Komunalna Kasa Oszczędności miasta Wielenia w Wieleniu;
6. für die Kreissparkasse in Graudenz:
   Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Grudziądzkiego w Grudziądzu;
7. für die Kreissparkasse in Karthaus:
   Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Kartuskiego w Kartuzach;
8. für die Sparkasse des Kreises Kolmar i. P.:
   Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Chodzieskiego w Chodziezy;
9. für die Kreissparkasse in Konitz:
   Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Chojnickiego w Chojnicach;
10. für die Sparkasse des Kreises Krotoschin:
    Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Krotoszyńskiego w Krotoszynie;
11. für die Sparkasse des Kreises Lissa:
    Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Leszczyńskiego w Lesznie;
12. für die Kreissparkasse in Lublinitz:
    Powiatowa Kasa Oszczędności w Lublińcu;
13. für die Stadtsparkasse in Mewe:
    Komunalna Kasa Oszczędności miasta Gniew w Gniewie;
14. für die Kreissparkasse in Neustadt;
    Komunalna Kasa Oszczędności powiatu morskiego w Wejherowie;
15. für die Sparkasse des Kreises Neutomischel:
    Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Nowo-tomyskiego w Nowym-Tomyślu;
16. für die Kreissparkasse in Rybnik:
    Powiatowa Kasa Oszczędności w Rybniku;
17. für die Kreissparkasse in Tarnowitz:
    Powiatowa Kasa Oszczędności w Tarnowskich Górach;
18. für die Städtische Sparkasse Usch:
    Komunalna Kasa Oszczędności miasta Ujścia w Ujściu;
19. für die Sparkasse des Kreises Bomst zu Wollstein:
    Komunalna Kasa Oszczędności powiatu Wolsztyńskiego w Wolsztynie.

2. Besondere Bestimmungen über die Abwickelung der Sparguthaben.

Artikel 7.

Die Rechtsnachfolgesparkassen sind verpflichtet, die Sparguthaben an den Vorleger des Sparbuches bei Fälligkeit auszuzahlen, soweit nicht

1. ein förmlicher Sperrvermerk im Sparbuch besteht oder

2. offensichtlich ist, dass der Vorleger des Sparbuches zur Verfügung über das Sparguthaben nicht befugt ist.

Artikel 8.

Auf Antrag der Sparglaubiger haben die Rechtsnachfolgesparkassen fällige Spareinlagen bei Vorlegung des Sparbuches auf eine Sparkasse des anderen Staates zu übertragen.

Artikel 9.

(1) Soweit bei einzelnen polnischen Rechtsnachfolgesparkassen die Festsetzung des Aufwertungssatzes für die Sparguthaben mangels Unterlagen über die Sparkonten nicht möglich ist, kann der für diese Sparkassen zuständige Staatskommissar die Spargläubiger zur Anmeldung ihrer Ansprüche binnen einer angemessenen Frist öffentlich auffordern. Die Aufforderung ist unverzüglich der Deutschen Regierung mitzuteilen.

(2) Meldet der Spargläubiger seinen Anspruch nicht vor dem Ablauf der vorgeschriebenen Frist an, so kann er die Auszahlung des Aufwertungsbetrages erst nach Ablauf von 2 Jahren nach Fälligkeit der übrigen Sparguthaben bei der betreffenden Sparkasse verlangen.

Artikel 10.

(1) Die Aufwertungsbeträge der Sparguthaben, die nach polnischen Vorschriften aufzuwerten sind, werden mit dem Tage der Festsetzung des Aufwertungssatzes durch den zuständigen Staatskommissar fällig.

(2) Sollte eine solche Festsetzung bei einzelnen Sparkassen nicht binnen 6 Monaten nach Inkrafttreten dieses Abkommens möglich sein, so hat der Staatskommissar einen vorläufigen Aufwertungssatz festzusetzen, nach dem die Rechtsnachfolgesparkassen den Sparern auf Antrag vorläufige Auszahlungen zu leisten haben.

Artikel 11.

Anträge und Anmeldungen der Sparer auf Grund der Artikel 7 bis 10 bedürfen keiner besonderen Form und können in deutscher oder polnischer Sprache erfolgen.

III. Abschnitt.

Abwickelung der Aktiven.

1. Allgemeines.

Artikel 12.

Der Erlös der gemäss Artikel 2 nach den Bestimmungen dieses Abkommens abzuwickelnden Rechte der durchschnittenen Sparkassen fliesst nach Massgabe der nachstehenden Bestimmungen den Rechtsnachfolgekassen zu.

Artikel 13.

(1) Die der Abwickelung unterliegenden Rechte der durchschnittenen Sparkassen gehen mit dem Inkrafttreten dieses Abkommens von Rechts wegen auf eine von der Regierung desjenigen vertragschliessenden Staates zu bezeichnende Treuhandstelle über, in dessen Gebiet die Grundstücke oder beweglichen Sachen, auf die sich diese Rechte beziehen, belegen sind oder die Schuldner, gegen die sich diese Rechte richten, ihren Wohnsitz (Sitz) haben. Zur Wirksamkeit des Rechtsübergangs bedarf es weder der Aushändigung der Hypotheken- oder Grundschuldbriefe noch der Eintragung im Grundbuche noch einer sonstigen Rechtshandlung.

(2) Die im Absatz 1 vorgesehenen Treuhandstellen haben unbeschadet der Bestimmung des Artikels 26 Absatz 2 den Erlös der auf sie übergegangenen Rechte der durchschnittenen Sparkassen deren Rechtsnachfolgesparkassen herauszugeben.

2. Besondere Bestimmungen über die Abwickelung einzelner Aktiven.

Artikel 14.

Soweit zu den im Artikel 13 bezeichneten Rechten, die auf die Treuhandstellen übergehen, Hypotheken gehören, die einer planmässigen Tilgung unterliegen, gelten für die Höhe des Aufwertungsbetrags dieser Hypotheken die Bestimmungen der Artikel 15 bis 19.

Artikel 15.

(1) Bei auf polnischen Grundstücken eingetragenen Hypotheken sind von dem am Tage der Grenzziehung noch nicht zurückgezahlten Betrage abzuziehen:

1. die im Tilgungsplan vorgesehenen Tilgungsraten, wenn die vor dem 28. 4. 1924 geleistete Zahlung dem Nennbetrage der geschuldeten Tilgungsrate entspricht. Dies gilt als erfüllt, wenn der in polnischer Mark gezahlte Betrag dem Nennbetrag nach die geschuldete Leistung (Zinsen- und Tilgungsrate) erreicht. Ist die Zahlung bei der im Artikel 6 als Rechtsnachfolgesparkasse bezeichneten Sparkasse dem Schuldner in deutscher Mark gutgebracht, so wird der gutgebrachte Betrag zum letzten Kurs der deutschen Mark vor dem Tage des Eingangs bei der Sparkasse in polnische Mark umgerechnet. Der Kurs ist der Tabelle zu entnehmen, welche die Polnische Regierung der Deutschen Regierung gemäss Artikel 37 Abs. 2b) des Aufwertungsabkommens aushändigt. Erreicht der so festgestellte Betrag der geleisteten Zahlung dem Nennbetrag nach nicht die geschuldete Teilleistung, so wird er zunächst auf die Zinsen und mit seinem Rest auf die Tilgungsrate in Ansatz gebracht;
2. die vor dem 28. 4. 1924 geleisteten und nach der ausdrücklichen Erklärung des Schuldners als ausserordentliche Rückzahlung

bestimmten Beträge mit dem nach den Bestimmungen unter Nr. 1 festzustellenden Nennbetrage.

(2) Dem nach Absatz 1 berechneten Restbetrage der Hypotheken sind Zinsen für die Zeit vom Tage der Grenzziehung bis zum 30. 6. 1924 hinzuzurechnen, soweit sie nicht im Sinne der Bestimmungen des Absatz 1 Nr. 1 als getilgt anzusehen sind. Der so ermittelte Betrag ist unter Zugrundelegung der im § 2 der polnischen Verordnung vom 14. 5. 1924 enthaltenen Skala in Zloty umzurechnen, und es sind 15 vom Hundert hiervon als Aufwertungsbetrag festzustellen.

Artikel 16.

(1) Die im Artikel 15 Absatz 1 bezeichneten Hypotheken sind wie folgt zu tilgen:

1. innerhalb dreier Monate nach Aufforderung die Aufwertungsbeträge von nicht mehr als 100 Zloty sowie die bei Abrundung auf 100 Zloty oder ein Vielfaches davon verbleibenden Spitzen der Aufwertungsbeträge,
2. innerhalb eines Jahres die Aufwertungsbeträge von mehr als 100 Zloty bis 500 Zloty,
3. innerhalb zweier Jahre in zwei gleichen Jahresraten die Aufwertungsbeträge von mehr als 500 Zloty bis 1000 Zloty.

(2) Die nach Absatz 1 Nr. 1 abgerundeten Aufwertungsbeträge von mehr als 1000 Zloty sind vom 1. 7. 1924 an mit 2,5 vom Hundert jährlich zuzüglich der ersparten Zinsen in Halbjahresraten zu tilgen.

(3) Von den im Absatz 1 Nr. 1 bezeichneten Spitzen der Aufwertungsbeträge werden Zinsen für die Zeit vom 1. 7. 1924 an nicht erhoben.

(4) Eine nach dem 27. 4. 1924 in Zloty geleistete Zahlung ist dem Nennbetrage nach auf die nach dem 30. 6. 1924 fälligen Leistungen und mit ihrem Reste auf den Aufwertungsbetrag anzurechnen. Ist eine Zahlung bei der Sparkasse in Rentenmark oder Reichsmark gutgebracht, so ist der gutgebrachte Betrag zum letzten Kurse der Rentenmark oder Reichsmark vor dem Tage des Eingangs bei der Sparkasse in Zloty umzurechnen und nach Satz 1 anzurechnen. Der Kurs ist der Tabelle zu entnehmen, die von der Polnischen Regierung gemäss Artikel 38 Absatz 5 des Aufwertungsabkommens der Deutschen Regierung ausgehändigt wird.

(5) Rückständige Leistungen aus der Zeit vom 1. 7. 1924 bis zum ersten Tage des Kalenderhalbjahres, das dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens folgt, sind durch fortlaufende Leistungen zu tilgen, die in Höhe der laufenden Leistung neben dieser und gleichzeitig mit ihr zu entrichten sind. Diese Bestimmung findet nur Anwendung, wenn die rückständigen Leistungen insgesamt den Betrag von 500 Zloty übersteigen.

(6) Ein Verwaltungskostenbeitrag wird nicht erhoben.

(7) Erfüllungsort für die Zahlungen ist der Sitz der polnischen Treuhandstelle.

Artikel 17.

(1) Bei auf deutschen Grundstücken eingetragenen Hypotheken sind von dem am Tage der Grenzziehung noch nicht zurückgezahlten Betrage die bis zum 14. 6. 1922 geleisteten planmässigen Tilgungsraten und nach der ausdrücklichen Erklärung des Schuldners als ausserordentliche Rückzahlung geleisteten Beträge zum Nennbetrage abzuziehen. Für diese Berechnung wird die polnische Mark der deutschen Mark gleichgerechnet.

(2) Der hiernach errechnete Restbetrag der Hypotheken ist unter Zugrundelegung der Vorschriften der §§ 2, 3 des deutschen Aufwertungsgesetzes in Goldmark festzustellen.

(3) Von dem Goldmarkbetrag der Hypotheken sind 25 vom Hundert als Aufwertungsgrundbetrag zu errechnen.

(4) Sind planmässige Tilgungszahlungen oder von dem Schuldner als ausserordentliche Rückzahlungen ausdrücklich bezeichnete Beträge in deutscher oder polnischer Mark nach dem 14. 6. 1922 entrichtet, so sind sie zu ihrem nach der Anlage zu § 2 des deutschen Aufwertungsgesetzes ermittelten Goldmarkbetrage am Tage des Eingangs bei der im Artikel 6 als Rechtsnachfolgesparkasse bezeichneten Sparkasse auf den Aufwertungsgrundbetrag anzurechnen; nach dem 31. 12. 1922 eingegangene planmässige Tilgungszahlungen bleiben ausser Ansatz. Sind solche Zahlungen bis zum 14. 7. 1925 in Rentenmark oder Reichsmark bewirkt, so gilt ihr Nennbetrag als Goldmarkbetrag.

(5) Sind planmässige Tilgungszahlungen oder von dem Schuldner als ausserordentliche Rückzahlungen ausdrücklich bezeichnete Beträge bis zum 14. 7. 1925 in anderer Währung entrichtet, so wird ihre Anrechnung als Sachleistungen im Sinne der deutschen Aufwertungsvorschriften durch die vorstehenden Bestimmungen nicht ausgeschlossen.

(6) Der nach den Absätzen 3 bis 5 errechnete Restbetrag des Aufwertungsgrundbetrages ist als Aufwertungsbetrag festzustellen und vom 1. 1. 1925 an nach den Vorschriften des § 28 Absatz 1 Satz 2 des deutschen Aufwerttungsgesetzes zu verzinsen.

Artikel 18.

(1) Die im Artikel 17 Absatz 1 bezeichneten Hypotheken sind wie folgt zu tilgen:

1. innerhalb dreier Monate nach Aufforderung die Aufwertungsbeträge von nicht mehr als 100 Goldmark sowie die bei der Abrundung auf 100 Goldmark oder ein Vielfaches davon verbleibenden Spitzen der Aufwertungsbeträge,
2. innerhalb eines Jahres die Aufwertungsbeträge von mehr als 100 Goldmark bis 250 Goldmark,
3. innerhalb zweier Jahre in zwei gleichen Jahresraten die Aufwertungsbeträge von mehr als 250 Goldmark bis 500 Goldmark.

(2) Die nach Absatz 1 Nr. 1 abgerundeten Aufwertungsbeträge von mehr als 500 Goldmark sind vom 1. 1. 1928 an mit 2,5 vom Hundert jährlich zuzüglich der ersparten Zinsen in Halbjahresraten zu tilgen.

(3) Von den im Absatz 1 Nr. 1 bezeichneten Spitzen der Aufwertungsbeträge werden Zinsen für die Zeit vom 1. 1. 1925 an nicht erhoben.

(4) Eine nach dem 14. 7. 1925 geleistete Zahlung ist gegebenenfalls in Reichsmark umzurechnen und der Nennbetrag in Reichsmark zunächst auf die nach dem 1. 1. 1925 bis zum 31. 12. 1927 fälligen Zinsen, sodann auf die nach dem 1. 1. 1928 fälligen Leistungen und mit ihrem Rest auf den Aufwertungsbetrag anzurechnen.

(5) Rückständige Zinsen aus der Zeit vom 1. 1. 1925 bis zum 31. 12. 1927 sowie rückständige Tilgungszahlungen aus der Zeit vom 1. 1. 1928 bis zum ersten Tage desjenigen Kalenderhalbjahres, das dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens folgt, sind durch fortlaufende Zahlungen zu tilgen, die in Höhe der laufenden Tilgungszahlung neben dieser und gleichzeitig mit ihr zu entrichten sind. Diese Bestimmung findet nur Anwendung, wenn die rückständigen Tilgungszahlungen insgesamt den Betrag von 250 Goldmark übersteigen.

(6) Ein Verwaltungskostenbeitrag wird nicht erhoben.

(7) Erfüllungsort für die Zahlungen ist der Sitz der deutschen Treuhandstelle.

Artikel 19.

Die Schuldner aus den einer planmässigen Tilgung unterliegenden Hypotheken sind berechtigt, den Aufwertungsbetrag jederzeit, ganz oder teilweise, vorzeitig zu tilgen. Im Falle vorzeitiger Tilgung sind Zinsen bis zum Tage der Tilgung zu entrichten.

Artikel 20.

Für persönliche Forderungen der durchschnittenen Sparkassen, die durch Hypotheken der im Artikel 14 bezeichneten Art gesichert sind, gelten die Bestimmungen der Artikel 15 bis 19 entsprechend, insoweit, als sie nach Massgabe der Bestimmungen des Aufwertungsabkommens der Aufwertungsgesetzgebung desjenigen vertragschliessenden Staates unterliegen, in dessen Gebiet das belastete Grundstück liegt.

Artikel 21.

(1) Hinsichtlich der Ablösung der öffentlichen Anleihen gelten die durchschnittenen Sparkassen mit dem Inkrafttreten dieses Abkommens als öffentlich-rechtliche durch die Grenzziehung durchschnittene Körperschaften, über deren Vermögen eine Auseinandersetzung stattgefunden hat (§ 3 des Schlussprotokolls zum Aufwertungsabkommen).

(2) Markanleihen alten Besitzes im Sinne des deutschen Anleiheablösungsgesetzes, die den durchschnittenen Sparkassen zustehen und gemäss Artikel 13 auf die deutsche Treuhandstelle übergegangen sind, gelten als von dieser vor dem 1. 7. 1920 erworben.

Artikel 22.

(1) Forderungen der durchschnittenen Sparkassen gegen ihren Gewährverband, die durch besonderes Rechtsgeschäft begründet sind, belasten, soweit sie nicht hypothekarisch gesichert sind, ohne Rücksicht auf die durch die Grenzziehung bedingten Rechtsfolgen nur den Verband, zu dem derjenige Teil des Gewährverbandes gehört, in dem die Rechtsnachfolgesparkasse ihren Sitz hat.

(2) Soweit solche Forderungen der durchschnittenen Sparkassen gegen ihren Gewährverband hypothekarisch gesichert sind, gilt als Schuldner derjenige Verband, in dessen Gebiet das belastete Grundstück belegen ist.

3. Besondere Bestimmungen über das Abwickelungsverfahren.

Artikel 23.

(1) Als Treuhandstellen (Artikel 13) sind von den Regierungen der vertragschliessenden Staaten öffentlich-rechtliche Kreditanstalten, die ihrer Aufsicht unterstehen, zu bezeichnen. Die Bezeichnung erfolgt beim Austausch der Ratifikationsurkunden.

(2) Die Treuhandstellen haben bei ihrer Geschäftsführung die im Verkehr erforderliche Sorgfalt zu vertreten.

Artikel 24.

(1) Die Aufwertungsbeträge, die auf die einzelnen Rechte der durchschnittenen Sparkassen entfallen, sowie die Nebenleistungen werden von den Rechtsnachfolgesparkassen errechnet und der zuständigen Treuhandstelle mitgeteilt. Diese teilt die Aufwertungsbeträge den zur Leistung Verpflichteten mit und zieht sie ein.

(2) Die von den Rechtsnachfolgesparkassen errechneten Beträge unterliegen der Nachprüfung und Bestätigung durch den von der Regierung des anderen Staates für die Treuhandstelle zu bestellenden Kommissar. Wird die Bestätigung versagt, so bleibt es der Treuhandstelle unbenommen, den Anspruch gegen den Verpflichteten unmittelbar geltend zu machen.

(3) Ist der Aufwertungsbetrag im Grundbuch einzutragen, so genügt zur Eintragung im Falle der Bestätigung durch den Kommissar der Antrag der Treuhandstelle.

Artikel 25.

(1) Über die eingehenden Beträge ist von der Treuhandstelle für jede Rechtsnachfolgesparkasse eine gesonderte Rechnung zu führen. Die Rechtsnachfolgesparkassen, für deren Rechnung die Beträge eingehen, sind berechtigt, durch den Beauftragten desjenigen Sparkassenverbandes, dem sie angehören, die Bücher der Treuhandstelle einsehen zu lassen.

(2) Die für Rechnung der Rechtsnachfolgesparkassen in einem Kalendermonat vereinnahmten Beträge sind von der Treuhandstelle an diese bis zum zehnten Tage des folgenden Kalendermonats unter Mitteilung einer Abrechnung abzuführen.

(3) Die Treuhandstellen sind befugt, unter gleichzeitiger Mitteilung einer Abrechnung und der Unterlagen zwei vom Tausend der abzuführenden Beträge sowie die Kosten abzuziehen, die ihnen aus den für Rechnung der Rechtsnachfolgesparkassen geführten Rechtsstreitigkeiten und Beitreibungsverfahren erwachsen sind.

Artikel 26.

(1) Die Treuhandstellen haben die Zustimmung der Rechtsnachfolgesparkassen einzuholen:

1. zu Verzichten,
2. zum Abschluss von Vergleichen,
3. zur Stundung fälliger Forderungen über den Zeitraum von insgesamt 6 Monaten hinaus,
4. zur Durchführung von Rechtsstreitigkeiten und
5. zum Verkauf von deutschen Auslosungsrechten nebst Anleiheablösungsschuld oder von Ablösungsanleihen sowie von polnischen Konversionsschuldverschreibungen (§ 3 des Schlussprotokolls zum Aufwertungsabkommen).

(2) Wird die Zustimmung zum Verkauf von Anleihen der im Absatz 1 Nr. 5 bezeichneten Art nicht erteilt, so hat die Treuhandstelle die Anleihen als solche der Rechtsnachfolgesparkasse auszuhändigen.

Artikel 27.

Die Treuhandstellen sind nur befugt, die auf sie übergegangenen Rechte und Verbindlichkeiten in dem Gebiete desjenigen Staates geltend zu machen, in dem sie ihren Sitz haben. Soweit Rechte und Verbindlichkeiten in einem anderen Staate geltend gemacht werden können, sind die Treuhandstellen verpflichtet, den Rechtsnachfolgesparkassen, für die sie die Stellung eines Treuhänders haben, die für die Geltendmachung der Rechte erforderlichen Vollmachten, Urkunden und sonstigen Unterlagen auszuhändigen.

Artikel 28.

Die beiden Treuhandstellen sind befugt, miteinander eine Vereinbarung zu treffen, nach der die auf sie übergegangenen Rechte ganz oder teilweise gegenseitig aufgerechnet werden. Für den Fall einer solchen Vereinbarung gehen in Höhe der aufgerechneten Beträge die von der deutschen Treuhandstelle übernommenen Rechte auf die deutschen Rechtsnachfolgesparkassen und die von der polnischen Treuhandstelle übernommenen Rechte auf die polnischen Rechtsnachfolgesparkassen über.

IV. Abschnitt.

Schlussbestimmungen.

Artikel 29.

(1) Verfügungen über Rechte der durchschnittenen Sparkassen, die vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens gemäss den Vorschriften der

Landesgesetzgebung getroffen worden sind, gelten als durch zuständige Stellen erlassen.

(2) Die Stellen, welche die Verfügungen getroffen haben, sind verpflichtet, der zuständigen Treuhandstelle für Rechnung der Rechtsnachfolgesparkasse den Betrag zu leisten, der der Treuhandstelle zustehen würde, wenn die Verfügung nicht getroffen worden wäre.

(3) Die Bestimmungen des Absatz 2 finden keine Anwendung auf Verfügungen, welche diejenige Sparkasse getroffen hat, die im Artikel 6 als die Rechtsnachfolgesparkasse der betreffenden durchschnittenen Sparkasse bezeichnet wird.

(4) Soweit Hypotheken und Grundschulden vor dem Austausche der Ratifikationsurkunden an diejenigen Sparkassen, die im Artikel 6 als die Rechtsnachfolgesparkassen bezeichnet werden, zurückgezahlt worden sind, werden Löschungsbewilligungen bis zum Ablaufe von 3 Monaten nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens von der Rechtsnachfolgesparkasse und nach dem Ablaufe dieser Frist von derjenigen Treuhandstelle erteilt, auf welche die Rechte der durchschnittenen Sparkasse übergegangen sind.

Artikel 30.

(1) Die Rechtsnachfolgesparkassen und die Treuhandstellen sind berechtigt, unmittelbar mit den Rechtsnachfolgesparkassen und der Treuhandstelle des anderen vertragschliessenden Staates zu verkehren.

(2) Soweit Rechtsnachfolgesparkassen oder Treuhandstellen nicht im Besitze von Geschäftsbüchern, Urkunden oder sonstigen Unterlagen sind, die sich auf Rechtsverhältnisse beziehen, welche nach den Bestimmungen dieses Abkommens auf sie übergehen, sind ihnen diese Unterlagen von den Sparkassen oder sonstigen behördlichen Stellen herauszugeben, in deren Besitz sie sich befinden. Stehen Rechte Dritter der Herausgabe entgegen, so haben die Sparkassen oder behördlichen Stellen, in deren Besitz die betreffenden Unterlagen sind, den berechtigten Rechtsnachfolgesparkassen oder Treuhandstellen Abschriften der Unterlagen auszuhändigen und dabei mitzuteilen, dass und gegebenenfalls welche Rechte Dritter der Aushändigung der Urschrift entgegenstehen.

Artikel 31.

Dieses Abkommen soll mit dem Schlussprotokoll sobald als möglich ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen in Warschau ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt einen Monat nach dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen in doppelter Ausfertigung in deutscher und polnischer Urschrift unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Berlin, den 14. Dezember 1928.

Dr. *Paul Eckardt.*
Leo Quassowski.
Dr. *Witold Prądzyński.*

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des deutsch-polnischen Sparkassenabkommens haben die Bevollmächtigten der beiden vertragschliessenden Staaten folgendes vereinbart.

§ 1.

Die Regierungen der beiden vertragschliessenden Staaten stellen einander ihre guten Dienste für die Durchführung des Abkommens zur Verfügung.

§ 2.

(1) Die Regierungen der vertragschliessenden Staaten sind darüber einig, dass die Rechtsverhältnisse derjenigen Sparkassen, die nicht als durch die Grenzziehung durchschnitten gelten (Artikel 1 Absatz 2), soweit sie einer zwischenstaatlichen Regelung bedürfen, nach den Bestimmungen des Aufwertungsabkommens abgewickelt werden.

(2) Ebenso werden die Rechtsverhältnisse (Rechte und Verbindlichkeiten), die im Namen der durchschnittenen Sparkassen nach dem Tage der Grenzziehung neu begründet worden sind (Artikel 2 Absatz 3), durch das Aufwertungsabkommen abgewickelt.

§ 3.

Die Polnische Regierung erklärt, dass die im Artikel 9 vorgesehene Anmeldung der Ansprüche der Spargläubiger nur bei den Kreissparkassen Graudenz, Konitz, Neustadt i. W. und Wollstein und bei der Städtischen Sparkasse Neustadt i. W., soweit erforderlich, angeordnet werden wird.

§ 4.

Die Polnische Regierung erklärt sich bereit, auf die polnischen zuständigen Stellen dahin einzuwirken, dass die Festsetzung des Aufwertungssatzes für die Sparguthaben bei den polnischen Rechtsnachfolgesparkassen (Artikel 10) binnen 6 Monaten nach Inkrafttreten des Abkommens, soweit irgend möglich, erfolgt.

§ 5.

Die Bestimmungen dieses Schlussprotokolls treten zugleich mit dem Sparkassenabkommen in Kraft.

Berlin, den 14. Dezember 1928.

Dr. *Paul Eckardt.*
Leo Quassowski.
Dr. *Witold Prądzyński.*

27.

ALLEMAGNE, POLOGNE.

Convention afin de régler la situation juridique de l'Etablissement allemand des lettres de gage à Posen; signée à Berlin, le 14 décembre 1928.*)**)

Reichsgesetzblatt 1931. II, No. 41.

Deutsch-polnisches Abkommen über die Regelung der Rechtsverhältnisse der Deutschen Pfandbriefanstalt in Posen.

Das Deutsche Reich und die Republik Polen sind übereingekommen, die Rechtsverhältnisse der Deutschen Pfandbriefanstalt in Posen, deren Geschäftsbereich durch die Grenzziehung durchschnitten worden ist, zu regeln.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:

den Gesandten Dr. Paul Eckardt,

den Ministerialrat im Reichsjustizministerium Leo Quassowski,

Der Präsident der Republik Polen:

Dr. Witold Prądzyński, Ordentlichen Rat des Rechtsrats und Mitglied der Kodifikationskommission der Republik Polen,

die nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgende Bestimmungen, die bei der Geltendmachung privatrechtlicher Ansprüche vor den Landesbehörden massgebend sein sollen, vereinbart haben:

Artikel 1.

Die für die Deutsche Pfandbriefanstalt in Posen auf Grundstücken in der Republik Polen eingetragenen und noch bestehenden Hypotheken und sonstigen Rechte nebst den durch diese gesicherten persönlichen Forderungen sowie alles übrige in der Republik Polen befindliche, von der genannten Anstalt erworbene bewegliche und unbewegliche aktive Vermögen gilt als mit Rechtswirksamkeit vom 27. Juni 1923 auf den Komunalny Związek Kredytowy (Komunalny Bank Kredytowy) Poznań übergegangen. Zur Wirksamkeit des Rechtsüberganges bedarf es weder der Aushändigung der Hypothekenbriefe noch der Eintragung im Grundbuch noch einer sonstigen Rechtshandlung.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 16 février 1931. V. Reichsgesetzblatt 1931. II, p. 33.

**) En langues allemande et polonaise. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

Bis zu dem im Absatz 1 bezeichneten Termine gilt die Deutsche Pfandbriefanstalt in Posen, unbeschadet der von dem polnischerseits für sie bestellten Zwangsverwalter getroffenen Verfügungen, als berechtigt, über das im Absatz 1 aufgeführte Vermögen zu verfügen.

Die nach Absatz 1 auf den Komunalny Związek Kredytowy (Komunalny Bank Kredytowy) Poznań übergegangenen Hypotheken und persönlichen Forderungen unterliegen der Aufwertung nach den Vorschriften der polnischen Aufwertungsgesetzgebung.

Artikel 2.

Als Abfindungssumme für das im Artikel 1 aufgeführte Vermögen werden von dem Komunalny Związek Kredytowy (Komunalny Bank Kredytowy) Poznań an die Deutsche Pfandbriefanstalt in Posen, Sitz Berlin, Złoty 960 000 in vier gleichen aufeinanderfolgenden Jahresraten gezahlt. Die erste Rate wird mit dem Inkrafttreten dieses Abkommens, die nächsten drei Raten werden alljährlich am 2. Januar der auf das Inkrafttreten dieses Abkommens unmittelbar folgenden Jahre fällig.

Artikel 3.

Für die vor dem 27. Juni 1923 entstandenen Verpflichtungen der Deutschen Pfandbriefanstalt in Posen, insbesondere für die von ihr ausgegebenen Pfandbriefe, haftet, ohne Rücksicht auf die durch die Grenzziehung bedingten Rechtsfolgen, ausschliesslich die Deutsche Pfandbriefanstalt in Posen, Sitz Berlin. Für die nach dem 27. Juni 1923 entstandenen Verpflichtungen haftet die Pfandbriefanstalt in Posen, Sitz Berlin, nur insofern, als sie von ihr selbst eingegangen worden sind.

Die im Artikel 2 bezeichnete Abfindungssumme wird von der Deutschen Pfandbriefanstalt in Posen, Sitz Berlin, zur Befriedigung der Ansprüche der Pfandbriefgläubiger verwendet.

Die Aufwertung der Pfandbriefe erfolgt nach den deutschen Vorschriften. Die polnischen Pfandbriefgläubiger werden hiermit mit den deutschen Pfandbriefgläubigern gleich behandelt.

Artikel 4.

Dieses Abkommen soll sobald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Warschau ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt einen Monat nach dem Tage des Austausches in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen in doppelter Ausfertigung in deutscher und polnischer Urschrift unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Berlin, den 14. Dezember 1928.

Dr. Paul Eckardt.
Leo Quassowski.
Dr. Witold Prądzyński.

Schlussprotokoll.

Die Polnische Regierung erklärt, dass die seinerzeit von ihr für die Deutsche Pfandbriefanstalt in Posen eingesetzte Zwangsverwaltung nicht mehr besteht und dass sie auf das ausserhalb der Republik Polen gelegene Vermögen dieser Anstalt keinerlei Ansprüche erhebt.

Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie gegenüber der Republik Polen und dem Komunalny Związek Kredytowy (Komunalny Bank Kredytowy) Poznań die Rechtsverhältnisse der Deutschen Pfandbriefanstalt in Posen als endgültig abgewickelt betrachtet.

Berlin, den 14. Dezember 1928.

Dr. Paul Eckardt.
Leo Quassowski.
Dr. Witold Prądzyński.

28.

ALLEMAGNE, ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Accord concernant les ouvriers agricoles saisonniers; signé à Berlin, le 15 décembre 1928.*)**)

Reichsgesetzblatt 1929. II, No. 48.

Vereinbarung zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung des Königreichs der Serben, Kroaten und Slovenen über die serbisch-kroatisch-slovenischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter.

I.

Die Wanderung der serbisch-kroatisch-slovenischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter ist Saisonwanderung.

II.

Bei der Anwerbung, Vermittlung und Verpflichtung serbisch-kroatisch-slovenischer Wanderarbeiter sind auf deutscher Seite grundsätzlich die Deutsche Arbeiterzentrale, auf serbisch-kratisch-slovenischer Seite der Zentralausschuss für Arbeitsvermittlung und die öffentlichen Arbeitsbörsen tätig.

III.

Die Verpflichtung der Arbeiter erfolgt auf den Arbeitsvertrag für ausländische landwirtschaftliche Wanderarbeiter, der von dem Fachausschuss für Land- und Forstwirtschaft bei der Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung aufgestellt wird und in seiner

---

*) Entré en vigueur le 30 septembre 1929.

**) En langues allemande et serbe. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

gegenwärtigen Fassung der Vereinbarung beiliegt. Die Deutsche Regierung wird dahin wirken, dass die Regierung des Königreichs der Serben, Kroaten und Slovenen vor wichtigeren Abänderungen des Arbeitsvertrags zuungunsten der Arbeiter rechtzeitig Gelegenheit zur Stellung erhält. Die Deutsche Regierung ist ferner bereit, etwaige Anregungen der Regierung des Königreichs der Serben, Kroaten und Slovenen auf Änderungen des Arbeitsvertrags dem Fachausschuss für Land- und Forstwirtschaft bei der Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung vorzulegen.

Andere Arbeitsverträge mit serbisch - kroatisch - slovenischen landwirtschaftlichen Wanderarbeitern sind nach den deutschen gesetzlichen Vorschriften insoweit unwirksam, als sie von dem in Abs. 1 genannten Arbeitsvertrag zuungunsten der Arbeiter abweichen. An die Stelle unwirksamer Vereinbarungen treten nach den deutschen gesetzlichen Vorschriften die entsprechenden Bestimmungen des in Abs. 1 genannten Arbeitsvertrags.

IV.

Die Anwerbung und Verpflichtung von serbisch - krotisch - slovenischen landwirtschaftlichen Wanderarbeitern für die deutsche Landwirtschaft soll regelmässig nur in Gruppen von mindestens zwei Personen erfolgen.

Arbeitergruppen von über 14 Personen werden von einem Vorarbeiter, der zur Mitarbeit verpflichtet ist, Arbeitergruppen von über 24 Personen von einem Gruppenführer (Arbeiterpartieführer) geführt.

V.

Arbeiterinnen im Alter unter 25 Jahren sollen grundsätzlich nicht einzeln in Arbeitsstellen untergebracht werden.

VI.

Die Deutsche Arbeiterzentrale sendet die Bedarfsanmeldungen der einzelnen Arbeitgeber an die zuständigen öffentlichen Arbeitsbörsen des Königreichs der Serben, Kroaten und Slovenen und fügt der Bestellung je vier Arbeitsverträge in deutscher und in serbo-kroatischer oder slovenischer Sprache bei, die von dem Arbeitgeber oder mit seiner Vollmacht von der Deutschen Arbeiterzentrale unterzeichnet sind.

VII.

Die serbisch-kroatisch-slovenischen öffentlichen Arbeitsbörsen versehen die Verträge mit Amtssiegel und Unterschrift und sorgen für möglichst beschleunigte Durchführung der Anwerbung und Vermittlung.

VIII.

Im Benehmen mit der Deutschen Arbeiterzentrale bestimmen die öffentlichen Arbeitsbörsen die Vorarbeiter und Gruppenführer (Arbeiterpartieführer) und wählen unter Berücksichtigung des Zeitpunkts des Dienstantritts rechtzeitig und ordnungsgemäss die erforderlichen

Arbeiter aus. Sie machen sie mit dem Inhalt des Arbeitsvertrags und mit ihren sonstigen Obliegenheiten genau bekannt und verpflichten sie zur Erfüllung ihrer Aufgaben.

Arbeiter, Vorarbeiter und Gruppenführer (Arbeiterpartieführer), die vertragsbrüchig geworden sind, sollen nicht mehr zur Arbeit in Deutschland angeworben und vermittelt werden.

IX.

Vor- und Zuname sowie Heimatort der Arbeiter sind in den Arbeitsvertrag aufzunehmen. Die Vorarbeiter, Gruppenführer (Arbeiterpartieführer) sind besonders zu bezeichnen. Der Arbeitsvertrag ist von den Arbeitern eigenhändig mit Vor- und Zunamen zu unterschreiben.

Die serbisch-kroatisch-slovenischen öffentlichen Arbeitsbörsen oder deren Filialen und Exposituren bescheinigen durch Unterschrift und Amtssiegel auf dem Vertrage, dass der Vertrag den Arbeitern in ihrer Heimatsprache vorgelesen, von ihnen richtig verstanden und durch Namensunterschrift bzw. Handzeichen inhaltlich und in bezug auf die Höhe der eingetragenen Lohnvorschüsse anerkannt worden ist.

X.

Von den ausgefertigten Arbeitsverträgen erhalten je ein Stück die Deutsche Arbeiterzentrale, die zuständige serbisch-kroatisch-slovenische öffentliche Arbeitsbörse, der Arbeitgeber und der Vorarbeiter bzw. der Gruppenführer (Arbeiterpartieführer) oder eine andere aus der Mitte der Arbeiter von der öffentlichen Arbeitsbörse bestimmte Person.

XI.

Die serbisch-kroatisch-slovenischen öffentlichen Arbeitsbörsen sorgen für die rechtzeitige Abreise der verpflichteten Arbeiter und melden den Zeitpunkt der Abreise der Deutschen Arbeiterzentrale.

Die Deutsche Arbeiterzentrale übernimmt die Arbeiter grundsätzlich an der deutschen Grenze.

XII.

Sämtliche Arbeiter werden nach den jeweils geltenden deutschen Vorschriften auf Kosten des Arbeitgebers beim Grenzübertritt ärztlich untersucht und geimpft. Kranke oder arbeitsunfähige Arbeiter werden in ihre Heimat zurückgeleitet.

XIII.

Umverpflichtungen sollen nur in Ausnahmefällen erfolgen. Dabei soll in den Arbeits- und Lohnbedingungen keine Verschlechterung eintreten.

Die Deutsche Arbeiterzentrale hat ein Überstück des neuen Arbeitsvertrags der für den Heimatort des betreffenden Arbeiters zuständigen serbisch-kroatisch-slovenischen öffentlichen Arbeitsbörse zu übersenden. Erfolgt die Umverpflichtung schon vor Antritt der Arbeitsstelle, für die

der Arbeitsvertrag ursprünglich abgeschlossen war, so hat die Deutsche Arbeiterzentrale auch die Gründe der Umverpflichtung mitzuteilen.

Die Deutsche Arbeiterzentrale wird bestrebt sein, die vor Ablauf der vertraglich festgelegten Frist arbeitslos gewordenen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter in entsprechende Arbeitsstellen unterzubringen. Absatz 2 Satz 1 gilt auch für diese Fälle.

XIV.

Die serbisch-kroatisch-slovenischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter erhalten einen Auslandspass, dessen Geltungsdauer der Lage des Einzelfalls angepasst, jedoch nicht über den 31. Dezember des laufenden Kalenderjahrs festgesetzt wird. Eine Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt ist für diese Arbeiter nicht erforderlich.

XV.

Die serbisch-kroatisch-slovenischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter geniessen im Deutschen Reiche hinsichtlich des Arbeitsschutzes, der gewerkschaftlichen Betätigung, der öffentlichen Fürsorge und der Regelung der Arbeitsbedingungen einschliesslich des Schlichtungswesens und der Arbeitsgerichtsbarkeit den gleichen Schutz wie die deutschen Arbeiter, soweit nicht die deutsche Gesetzgebung allgemein etwas anderes für ausländische Staatsangehörige bestimmt.

XVI.

Die Deutsche Regierung wird ihren Einfluss dahin geltend machen, dass die Wohnungen der serbisch-kroatisch-slovenischen landwirtschaftlichen Wanderarbeiter in sittlicher und gesundheitlicher Beziehung einwandfrei sind.

XVII.

Die Vereinbarung ist in deutscher und in serbo-kroatischer Sprache abgeschlossen. Der deutsche und der serbo-kroatische Wortlaut sollen gleiche Geltung haben.

XVIII.

Die Vereinbarung gilt bis zum 31. Dezember 1929 und verlängert sich stillschweigend jeweils um ein Jahr, wenn sie nicht spätestens am 1. Oktober für den Schluss des Kalenderjahres gekündigt wird.

Berlin, den 15. Dezember 1928.

Für die Deutsche Regierung:
Za Vladu Nemačke Države.

Für die Regierung des Königreichs der Serben, Kroaten und Slovenen:
Za Vladu Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca.

29.

ALLEMAGNE, ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Convention concernant les assurances sociales; signée à Berlin, le 15 décembre 1928.*)**)

Reichsgesetzblatt 1929. II, No. 39.

Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich der Serben, Kroaten und Slovenen über Sozialversicherung.

Der Deutsche Reichspräsident und Seine Majestät der König der Serben, Kroaten und Slovenen, von dem Wunsche geleitet, ihre Staatsangehörigen in den Arbeits- und Versicherungsverhältnissen gegenseitig zu schützen und die Rechte aus solchen Verhältnissen einander anzugleichen, haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:

Herrn Dr. Andreas Grieser, Ministerialdirektor im Reichsarbeitsministerium,

Seine Majestät der König der Serben, Kroaten und Slovenen:

Herrn Dr. Andrej Gosar, Mitglied der Narodna Skupschtina, Minister a. D.

Die Bevollmächtigten haben nach Prüfung ihrer Vollmachten, die sie in guter und gehöriger Form befunden haben, nachstehendes vereinbart:

A. Allgemeine Vorschriften.

Artikel 1.

Für die Leistungen aus der

Krankenversicherung,

Unfallversicherung,

Invalidenversicherung,

deutschen Angestelltenversicherung und serbisch-kroatisch-slovenischen Pensionsversicherung der Angestellten,

deutschen knappschaftlichen Versicherung und serbisch-kroatisch-slovenischen Bruderladenversicherung

stehen die deutschen Reichsangehörigen im Königreich der Serben, Kroaten und Slovenen und die serbisch-kroatisch-slovenischen Staatsbürger in Deutschland den inländischen Arbeitnehmern gleich.

Artikel 2.

(1) Angehörige eines der vertragschliessenden Staaten erhalten beim Vorliegen der sonstigen gesetzlichen Voraussetzungen die Leistungen

---

*) Les ratifications ont été échangées à Belgrade, le 30 septembre 1929. V. Reichsgesetzblatt 1929. II, p. 648.

**) En langues allemande et serbe. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

aus der Gewerbe- und See-Unfallversicherung, Angestelltenversicherung (Pensionsversicherung der Angestellten) und knappschaftlichen Pensionsversicherung (Bruderladenpensionsversicherung) des anderen Staates auch dann, wenn sie sich nicht im Gebiete dieses Staates aufhalten; der Anspruch auf Hinterbliebenenbezüge ist nicht deshalb ausgeschlossen, weil die Hinterbliebenen sich beim Eintritt des Versicherungsfalls nicht im Inland aufhielten.

(2) Soweit der Bezug von Rentenleistungen für inländische Berechtigte beim Aufenthalt im Ausland von der Erfüllung bestimmter Ordnungsvorschriften abhängig ist, gelten diese auch für Angehörige des anderen Staates.

(3) Den Berechtigten sind beim Aufenthalt im Ausland gleichzeitig mit den Hauptleistungen auch alle Zulagen zu gewähren, die ihnen beim Aufenthalt im Inlande zustehen würden.

Artikel 3.

(1) Bei Anwendung der gesetzlichen Vorschriften des einen Staates über die Abfindung von Ansprüchen aus der Gewerbe- und See-Unfallversicherung, Angestelltenversicherung (Pensionsversicherung der Angestellten) und knappschaftlichen Pensionsversicherung (Bruderladenpensionsversicherung) gilt der Aufenthalt in dem anderen Staate für Berechtigte, die einem der beiden Staaten angehören, nicht als Aufenthalt im Ausland.

(2) Die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten können für den Fall der Übersiedlung des Berechtigten in das Gebiet des anderen Staates vereinbaren, dass die Entschädigungspflicht von einem Versicherungsträger dieses Staates gegen Zahlung eines entsprechenden Abfindungskapitals übernommen wird.

(3) Renten, die monatlich den Betrag von 5 Reichsmark oder 50 Dinar nicht erreichen, können, wenn es nicht zu einer Vereinbarung gemäss Abs. 2 kommt, mit ihrem Kapitalwert abgefunden werden. Auf Antrag des Berechtigten müssen sie abgefunden werden. Das gleiche gilt, wenn die für eine einzelne Waise zu zahlende Rente monatlich den Betrag von 3 Reichsmark oder 30 Dinar nicht übersteigt.

Artikel 4.

Die Vorschriften der Artikel 2 und 3 gelten auch für die landwirtschaftliche Unfallversicherung, soweit landwirtschaftliche Betriebe gleicher Art nach der Gesetzgebung beider Staaten der Unfallversicherung unterliegen, sowie zugunsten serbisch-kroatisch-slovenischer landwirtschaftlicher Wanderarbeiter und ihrer Hinterbliebenen.

Artikel 5.

(1) Bei der Durchführung der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung finden grundsätzlich die Rechtsvorschriften des Staates Anwendung, in dessen Gebiete die für die Versicherung mass-

gebende Beschäftigung ausgeübt wird. Von dieser Regel gelten folgende Ausnahmen:

a) Werden Arbeitnehmer von einem Betriebe, der in dem einen Staate seinen Sitz hat, zu einer vorübergehenden Beschäftigung in das andere Staatsgebiet entsandt, so finden für die Dauer eines Jahres die Rechtsvorschriften des Staates Anwendung, in dem der Sitz des entsendenden Betriebes, in Ermangelung eines Betriebes der Wohnsitz des Arbeitgebers gelegen ist. Die Rechtsvorschriften dieses Staates gelten auch für eine Beschäftigung, die ihrer Natur nach einen wiederholten, in jedem einzelnen Falle sechs Monate nicht übersteigenden Aufenthalt im anderen Staatsgebiet erfordert. Als Betrieb gilt auch eine Zweigniederlassung oder sonstige ständige Einrichtung, die ein Betrieb, der seinen Sitz in dem einen Staate hat, in dem anderen Staate begründet.

b) Auf die Versicherung der Bediensteten der beiderseitigen diplomatischen und berufskonsularischen Vertretungen und der sonstigen amtlichen Stellen des einen Staates, die in dem anderen Staate ihren Sitz haben, und auf die Versicherung der Bediensteten von deren Leitern oder Mitgliedern finden die Rechtsvorschriften des entsendenden Staates Anwendung, wenn die Bediensteten diesem Staate angehören.

(2) Von der im Abs. 1 vorgesehenen Regelung können die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten im beiderseitigen Einvernehmen im Einzelfall oder für eine Gruppe von Fällen abgehen.

(3) Ist nach Abs. 1 oder 2 bei einem Betriebe, der seinen Sitz in dem einen Staate hat, das Recht des anderen Staates für eine Beschäftigung in diesem Staate massgebend, so ist die Beschäftigung im Sinne dieses Rechtes einem Betriebe gleichzuachten.

(4) Fällt der in dem einen Staate eingetretene Unfall unter die Unfallversicherungsgesetze des anderen Staates, so gelten deren Vorschriften auch insoweit, als anderweitige Entschädigungsansprüche in Betracht kommen, die wegen des Unfalls nach den Gesetzen des ersteren Staates geltend gemacht werden; dies gilt auch, wenn ein Betrieb der Unfallversicherungsgesetzgebung nur des einen Staates unterliegt.

(5) Die Anwendung der Rechtsvorschriften des einen Staates gemäss Abs. 1 oder 2 hat auch zur Folge, dass die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung dieses Staates für die Durchführung der Sozialversicherung zuständig sind.

Artikel 6.

(1) Die Träger der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung des einen Staates werden auf Antrag in der gleichen Weise, wie wenn es sich um die Durchführung der eigenen Sozialversicherung handelte, die Fortdauer des Bezugsrechts von Personen prüfen, die von einem Versicherungsträger des anderen Staates Entschädigung beziehen,

und ärztliche Untersuchungen besorgen. Auslagen fallen dem ersuchenden Versicherungsträger zur Last.

(2) Versicherungsträger des einen Staates können mit Versicherungsträgern des anderen Staates vereinbaren, dass einer in den Gesetzen des einen Staates vorgesehenen Meldepflicht auch durch Meldung bei dem Versicherungsträger des anderen Staates genügt werden kann. Die Vereinbarung bedarf der Zustimmung der beiderseitigen obersten Verwaltungsbehörden.

Artikel 7.

(1) Bei der Durchführung der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung werden die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung des einen Staates den Trägern, Behörden und Gerichten der Sozialversicherung des anderen Staates Verwaltungshilfe in demselben Umfang leisten, wie wenn es sich um die Durchführung der eigenen Sozialversicherung handelte.

(2) Die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung stellen in demselben Umfang wie zur Durchführung der eigenen Sozialversicherung, in zweifelhaften oder eiligen Fällen auch von Amts wegen, dasjenige fest, was zur Aufklärung des Sachverhalts notwendig ist.

(3) Die mit der Verwaltungshilfe verbundenen Auslagen werden nur in dem gleichen Umfang wie in der eigenen Sozialversicherung vergütet.

Artikel 8.

Ersatzforderungen gemäss Artikel 6 und 7 werden, sofern nicht zwischen den beiderseitigen beteiligten Stellen etwas anderes vereinbart ist, in dem Zeitpunkt fällig, in dem die Amtshandlung, die den Anlass zur Entstehung der Auslagen gegeben hat, abgeschlossen ist. Die Forderungen sind binnen Monatsfrist nach Bekanntgabe in der Währung zu tilgen, in der sie entstanden sind. Bei Verzug sind sie mit sechs vom Hundert vom Tage der Fälligkeit an zu verzinsen.

Artikel 9.

Sind Beiträge an einen Versicherungsträger des einen Staates entrichtet, obwohl sie an einen Versicherungsträger des anderen Staates hätten entrichtet werden müssen, so sind sie dem zuständigen Versicherungsträger zu überweisen. Die Beiträge werden so angesehen, als ob sie zur Zeit ihrer Entrichtung an den zuständigen Versicherungsträger entrichtet worden wären. Soweit Beitragsklassen in Frage kommen, sind die überwiesenen Beiträge auf die einzelnen Klassen so zu verteilen, wie es dem Vorteil des Versicherten am besten entspricht.

Artikel 10.

Soweit es auf die Berechnung eines in der Währung des anderen Staates ausgedrückten Geldbetrags ankommt, wird er, unbeschadet der Vorschriften des Artikel 28, nach dem Verhältnis der beiden Währungen

an der Börse in der Hauptstadt des Staates umgerechnet, in dessen Währung er ausgedrückt ist.

Artikel 11.

(1) Die konsularischen Vertreter der beiden Staaten gelten als ermächtigt, die Arbeitnehmer ihres Staates vor allen Trägern, Behörden und Gerichten der Sozialversicherung des anderen Staates zu vertreten. Sie können in dem gleichen Umfang wie die Beteiligten selbst Einsicht in die Verhandlungen nehmen.

(2) Abs. 1 gilt auch für die Personen, die von dem einen Staate mit dem Schutze der Auswanderer besonders betraut und der obersten Verwaltungsbehörde des anderen Staates benannt sind.

Artikel 12.

(1) Eingaben der Angehörigen des einen Staates an die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung des anderen Staates dürfen nicht deshalb zurückgewiesen werden, weil sie in der Sprache des ersteren Staates abgefasst sind.

(2) Die Schreiben der Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung des einen Staates an die Angehörigen des anderen Staates werden in der Amtssprache des ersteren Staates abgefasst. Eine Übersetzung in die Amtssprache des anderen Staates soll beigefügt werden, es sei denn, dass es sich um die Beantwortung einer Eingabe in der Amtssprache des ersteren Staates handelt.

Artikel 13.

(1) Bei Einlegung von Rechtsmitteln in Angelegenheiten der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung gelten die gesetzlichen Fristen auch dann als gewahrt, wenn das Rechtsmittel rechtzeitig bei einem Träger, einer Behörde oder einem Gerichte der Sozialversicherung des anderen Staates eingegangen ist. In diesen Fällen ist die Rechtsmittelschrift unverzüglich, wenn eine deutsche Stelle zur Entscheidung über das Rechtsmittel zuständig ist, an das Reichsversicherungsamt in Berlin, wenn eine serbisch-kroatisch-slovenische Stelle zur Entscheidung zuständig ist, an das Zentralamt für Arbeiterversicherung (Središnji ured za osiguranje radnika) in Zagreb abzugeben.

(2) Die Rechtsmittelschrift kann auch unmittelbar an die zur Entscheidung über das Rechtsmittel zuständige Stelle abgegeben werden.

Artikel 14.

Die in dem einen Staate für die Durchführung der eigenen Sozialversicherung geltenden Vorschriften über Befreiungen oder Erleichterungen hinsichtlich der Stempel- oder sonstigen Gebühren kommen in gleicher Weise auch der Durchführung der Sozialversicherung des anderen Staates zugute.

B. Besondere Vorschriften.

I. Angestelltenversicherung.

Artikel 15.

(1) Sind für einen Versicherten Beiträge zur deutschen Angestelltenversicherung und zur serbisch-kroatisch-slovenischen Pensionsversicherung der Angestellten entrichtet, so werden diese Beitragszeiten, soweit sie sich nicht decken, für die Aufrechterhaltung der Anwartschaft und für die Erfüllung der allgemeinen Wartezeit zusammengerechnet.

(2) Krankheitszeiten, die nach der Gesetzgebung des einen Staates als Ersatzzeiten anzurechnen sind, erhalten die Anwartschaft auch in dem anderen Staate. Der Bezug des Ruhegeldes in dem einen Staate gilt als Ersatzzeit für die Aufrechterhaltung der Anwartschaft auch in dem anderen Staate. Die sonstigen Ersatzzeiten rechnen die Versicherungsträger jedes Staates nach ihrem innerstaatlichen Rechte an.

(3) Beim Eintritt eines Versicherungsfalls gewähren die Versicherungsträger beider Staaten die Leistungen, auf die nach den innerstaatlichen Vorschriften unter Berücksichtigung der Absätze 1 und 2 dieses Artikels ein Anspruch besteht. Von dem Grundbetrag und dem Kinderzuschuss sowie der serbisch-kroatisch-slovenischen Mindestrente ist aber nur der Teil zu zahlen, der dem Verhältnis der innerstaatlichen Beitragszeit zur Gesamtbeitragszeit entspricht; diese Kürzung tritt nicht ein, wenn in einem der beiden Staaten nicht mehr als zwölf Beitragsmonate zurückgelegt sind. In diesem Falle besteht gegen den Versicherungsträger des Staates, in dem nicht mehr als zwölf Beitragsmonate zurückgelegt sind, kein Anspruch auf Rente.

Artikel 16.

Verlässt ein nach den Gesetzen des einen Staates Versicherter das Gebiet dieses Staates, so kann er seine Versicherung als Weiterversicherung bei dem Versicherungsträger des einen oder des anderen Staates fortsetzen. Zulässigkeit und Durchführung der freiwilligen Weiterversicherung richten sich nach dem Rechte des Staates, bei dessen Versicherungsträger die Versicherung freiwillig fortgesetzt wird. Bei der Prüfung der Zulässigkeit der freiwilligen Weiterversicherung werden die in beiden Staaten zurückgelegten Beitragszeiten zusammengerechnet. Die freiwillige Weiterversicherung in dem einen Staate wird nicht dadurch ausgeschlossen, dass der Versicherte in dem anderen Staate versicherungspflichtig ist; der Gesamtbeitrag darf jedoch den höchsten Beitrag nicht übersteigen, der in dem ersteren Staate überhaupt zulässig ist.

Artikel 17.

Soweit die Erstattung von Beiträgen davon abhängt, dass der Versicherte aus der Versicherung ausscheidet, gilt es nicht als ein Ausscheiden, wenn der Arbeitnehmer in dem anderen Staate versicherungspflichtig wird. Werden gleichwohl die Beiträge erstattet, so behält es hierbei sein Bewenden.

II. Knappschaftliche Pensionsversicherung.

Artikel 18.

(1) Sind für einen Versicherten Beiträge zur deutschen Arbeiterpensionsversicherung und zur serbisch-kroatisch-slovenischen Bruderladenpensionsversicherung entrichtet, so werden diese Beitragszeiten, soweit sie sich nicht decken, für die Aufrechterhaltung der Anwartschaft und für die Erfüllung der allgemeinen Wartezeit zusammengerechnet.

(2) Krankheitszeiten, die nach der Gesetzgebung des einen Staates als Ersatzzeiten anzurechnen sind, erhalten die Anwartschaft auch in dem anderen Staate. Der Bezug der Invaliden- oder Alterspension in dem einen Staate gilt als Ersatzzeit für die Aufrechterhaltung der Anwartschaft auch in dem anderen Staate. Die sonstigen Ersatzzeiten rechnen die Versicherungsträger jedes Staates nach ihrem innerstaatlichen Rechte an.

(3) Beim Eintritt eines Versicherungsfalls gewähren die Versicherungsträger beider Staaten die Leistungen, auf die nach den innerstaatlichen Vorschriften unter Berücksichtigung der Absätze 1 und 2 dieses Artikels ein Anspruch besteht. Von dem Grundbetrag und dem Kinderzuschuss ist aber nur der Teil zu zahlen, der dem Verhältnis der innerstaatlichen Beitragszeit zur Gesamtbeitragszeit entspricht; diese Kürzung tritt nicht ein, wenn in einer der beiden Staaten nicht mehr als zwölf Beitragsmonate zurückgelegt sind. In diesem Falle besteht gegen den Versicherungsträger des Staates, in dem nicht mehr als zwölf Beitragsmonate zurückgelegt sind, kein Anspruch auf Rente.

(4) Als Grundbetrag der serbisch-kroatisch-slovenischen Bruderladenpensionsversicherung gelten acht vom Hundert des in den letzten fünf Jahren durchschnittlich versicherten Arbeitsverdienstes. Hat der Versicherte noch nicht fünf Jahre zurückgelegt, so wird ihm daneben für jedes volle Versicherungsjahr ein Steigerungsbetrag von 2,4 vom Hundert des durchschnittlich versicherten Arbeitsverdienstes gewährt. Hat er fünf Jahre oder mehr zurückgelegt, so wird der Steigerungsbetrag für die ersten fünf Jahre mit zwölf vom Hundert des durchschnittlich versicherten Arbeitsverdienstes gewährt.

Artikel 19.

Für die Gewährung der Alterspension (§§ 36 und 58 des Reichsknappschaftsgesetzes) berücksichtigt der deutsche Versicherungsträger bis zum vollendeten fünfundfünfzigsten Lebensjahr des Versicherten nur die bei ihm zurückgelegten Beitragsmonate. Von dem ersten Tage des Monats ab, in dem der Versicherte das fünfundfünfzigste Lebensjahr vollendet, gelten für die Alterspension die Vorschriften dieses Vertrags entsprechend.

Artikel 20.

(1) Leistungen der Krankenpflege und des Heilverfahrens werden von dem Versicherungsträger des Staates gewährt, in dem der Berech-

tigte seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat. Der Versicherungsträger des anderen Staates hat die Kosten anteilig entsprechend dem in Artikel 18 Abs. 3 genannten Verhältnis zu erstatten.

(2) Die Versicherungsträger beider Staaten können Vereinbarungen über die Gewährung dieser Sachleistungen und über die Erstattung der Kosten treffen. Diese Vereinbarungen bedürfen der Zustimmung der obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten.

Artikel 21.

Wird neben der knappschaftlichen Pension eine Rente der Invalidenversicherung gewährt und ruht diese Rente wegen Aufenthalts des Berechtigten im Ausland, so ruhen die Knappschaftsbezüge nach § 106 des Reichsknappschaftsgesetzes nicht.

Artikel 22.

(1) Für die freiwillige Weiterversicherung gelten die Vorschriften des Artikel 16 entsprechend.

(2) Nach dem Ausscheiden aus der Versicherungspflicht werden durch die Zahlung von Anerkennungsgebühren an die Knappschaft (Bruderlade) des einen Staates die Anwartschaften aus der Versicherung des anderen Staates nicht erhalten.

Artikel 23.

Erloschene Anwartschaften leben in beiden Staaten wieder auf, wenn für den Versicherten Beiträge mindestens für sechsunddreissig Monate auf Grund versicherungspflichtiger Beschäftigung entrichtet sind.

Artikel 24.

Sind Beiträge zur deutschen Angestelltenpensionskasse und zur serbisch-kroatisch-slovenischen Bruderladenpensionsversicherung entrichtet, so gelten die Artikel 18 bis 23 entsprechend. Die Leistungen werden von der Reichsknappschaft aus der Pensionskasse gewährt, welcher der Versicherte beim Eintritt des Versicherungsfalles angehört hat; der Grundbetrag der Angestelltenpensionskasse wird jedoch nur gewährt, wenn der Versicherte mindestens sechsunddreissig Beiträge zur Angestelltenpensionskasse entrichtet hat, sonst gilt der Grundbetrag der Arbeiterpensionskasse.

Artikel 25.

Sind Beiträge zur deutschen Arbeiter- oder Angestelltenpensionskasse und zur serbisch-kroatisch-slovenischen Pensionsversicherung der Angestellten entrichtet, so finden die Artikel 15 bis 24 entsprechende Anwendung.

Artikel 26.

(1) Die Vorschriften der Artikel 18 bis 25 gelten auch für Beitragszeiten, die vor dem 1. Januar 1924 in deutschen, von der Reichsknapp-

schaft übernommenen Knappschaftsvereinen zurückgelegt sind. Die Reichsknappschaft regelt die Zuständigkeit der Bezirksknappschaften.

(2) Sind Beitragsmonate bei mehreren Bezirksknappschaften oder bei früheren deutschen, von der Reichsknappschaft übernommenen Knappschaftsvereinen zurückgelegt, so regelt die Reichsknappschaft die Zuständigkeit der Bezirksknappschaften.

III. Gemeinsame Vorschriften für die zwischenstaatliche Wanderversicherung.

Artikel 27.

(1) Die in der serbisch-kroatisch-slovenischen Pensionsversicherung der Angestellten zurückgelegten Beitragszeiten werden zur Aufrechterhaltung der Anwartschaften aus der deutschen Invalidenversicherung in der gleichen Weise berücksichtigt, wie wenn die Beitragszeiten in der deutschen Angestelltenversicherung zurückgelegt worden wären.

(2) Die in der deutschen Invalidenversicherung zurückgelegten Beitragszeiten werden zur Aufrechterhaltung der Anwartschaften aus der serbisch-kroatisch-slovenischen Pensionsversicherung der Angestellten in der gleichen Weise berücksichtigt, wie wenn die Beitragszeiten in dieser Versicherung zurückgelegt worden wären.

Artikel 28.

Ist die nach Artikel 15 und 18 berechnete Gesamtrente kleiner als die Rente, die in einem der beiden Staaten allein nach innerstaatlichen Vorschriften und auf Grund der in diesem Staate zurückgelegten Beitragszeit dem Berechtigten zustehen würde, so haben die Versicherungsträger dieses Staates die ihnen zur Last fallenden Renten um den Unterschiedsbetrag zu erhöhen. Für den Vergleich wird von dem Verhältnis der Valuten an der Börse in der Hauptstadt des Staates ausgegangen, dem der Versicherungsträger angehört; massgebend ist der Stand an dem ersten Tage des Vierteljahrs, in dem die einzelnen Rentenbeträge angewiesen werden.

Artikel 29.

(1) Die Versicherungsträger beider Staaten stellen die von ihnen zu gewährenden Leistungen fest und erteilen hierüber einen Bescheid. Dem entsprechenden Versicherungsträger des anderen Staates ist vorher Gelegenheit zur Äusserung zu geben, wenn Beiträge an beide Staaten entrichtet sind.

(2) Ist der Anspruch auch ohne die Vorschriften dieses Vertrags schon nach innerstaatlichem Rechte begründet, so ist eine vorläufige Leistung zu gewähren; im übrigen kann eine vorläufige Leistung gewährt werden.

C. Schlussvorschriften.

Artikel 30.

In der Angestelltenversicherung (Pensionsversicherung der Angestellten) und in der knappschaftlichen Pensionsversicherung (Bruder-

ladenpensionsversicherung) können freiwillige Beiträge, die zur Aufrechterhaltung der Anwartschaften erforderlich sind, noch bis zum Ablauf eines Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Vertrags nachentrichtet werden, auch wenn die nach innerstaatlichem Rechte hierfür vorgesehenen Fristen verstrichen sind. Dies gilt nicht, wenn der Versicherungsfall eingetreten ist.

Artikel 31.

(1) Die Bestimmungen zur Ausführung dieses Vertrags werden von jedem der beiden Staaten, soweit sie für seinen Bereich erforderlich sind, selbständig getroffen, und zwar durch die oberste Verwaltungsbehörde oder die von ihr zu bezeichnende Behörde.

(2) Die hiernach getroffenen Bestimmungen sollen der obersten Verwaltungsbehörde des anderen Staates mitgeteilt werden.

Artikel 32.

Die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten werden sich darüber verständigen, in welcher Weise

a) Zustellungen und Zahlungen zur Durchführung der Sozialversicherung aus dem Gebiete des einen Staates in das des anderen möglichst einfach und mit möglichst geringen Kosten bewirkt werden,

b) Beitragsrückstände oder andere aus einem Versicherungsverhältnis entstandene Forderungen des Versicherungsträgers des einen Staates gegen Schuldner in dem anderen Staate beigetrieben werden.

Artikel 33.

Die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten werden ermächtigt, die Vorschriften dieses Vertrags in beiderseitigem Einvernehmen zu ergänzen und abzuändern.

Artikel 34.

Die Versicherungsträger beider Staaten können mit Zustimmung der obersten Verwaltungsbehörden vereinbaren, dass sich die Versicherungsträger gegenseitig benachrichtigen, wenn ihnen bekannt wird, dass ein Versicherter seinen Aufenthalt von dem Gebiet des einen Staates in das des anderen verlegt.

Artikel 35.

Oberste Verwaltungsbehörde im Sinne dieses Vertrags ist für das Deutsche Reich der Reichsarbeitsminister, für das Königreich der Serben, Kroaten und Slovenen der Minister für Sozialpolitik.

Artikel 36.

Bei Durchführung dieses Vertrags verkehren die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung beider Staaten miteinander unmittelbar.

Artikel 37.

(1) Der Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden so bald wie möglich in Belgrad ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt mit dem ersten Tage des Monats in Kraft, der auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgt.

(2) Die Vorschrift des Artikel 2 wird vom 1. Dezember 1928 ab wirksam.

Artikel 38.

(1) Für die Anwendung der Artikel 2 bis 4 macht es keinen Unterschied, ob der Versicherungsfall vor oder nach dem Inkrafttreten dieses Vertrags eingetreten ist.

(2) Ist ein Antrag auf Hinterbliebenenrente aus der Unfallversicherung vor dem Inkrafttreten dieses Vertrags rechtskräftig abgelehnt worden, so ist auf Antrag ein neuer Bescheid zu erteilen. Der Antrag kann nur bis zum Ablauf eines Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Vertrags gestellt werden.

Artikel 39.

Bei der Anwendung der Vorschriften dieses Vertrags sind auch die Beitragszeiten zu berücksichtigen, die vor dem Inkrafttreten des Vertrags zurückgelegt sind.

Artikel 40.

(1) Jeder der beiden Staaten kann diesen Vertrag mit sechsmonatiger Frist für den Schluss eines Kalenderjahrs, frühestens jedoch für das Ende des Jahres 1930 kündigen. Die Kündigung kann sich mit Zustimmung des anderen Staates auf einzelne Teile des Vertrags beschränken.

(2) Im Falle der Kündigung gelten die Vorschriften dieses Vertrags für die Ansprüche aus Versicherungsfällen, die sich vor seinem Ausserkrafttreten ereignet haben, trotz der Kündigung weiter.

(3) Anwartschaften, die nach den Vorschriften dieses Vertrags aufrechterhalten sind, erlöschen durch die Kündigung des Vertrags nicht; ihre Weiteraufrechterhaltung richtet sich für die Zeit nach dem Ausserkrafttreten des Vertrags nach innerstaatlichem Recht.

Geschehen in Berlin am 15. Dezember 1928 in zwei Urschriften, und zwar jede in deutscher und in serbo-kroatischer Sprache, von denen jeder der beiden Staaten eine erhält. Der deutsche und der serbo-kroatische Wortlaut stimmen inhaltlich überein und haben gleiche Geltung.

Dr. Grieser.
Dr. Gosar.

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reiche und dem Königreich der Serben, Kroaten und Slovenen abgeschlossenen Vertrags über Sozialversicherung erklärten die beiden Regierungen ihr Einverständnis über folgendes:

a) Sobald im Königreich der Serben, Kroaten und Slovenen die Versicherung der Arbeiter für den Fall der Invalidität, des Alters und des Todes durchgeführt ist, werden die beiden Regierungen in Verhandlungen eintreten, um die in dem Vertrag niedergelegten Grundsätze der Gegenseitigkeit durch eine Vereinbarung gemäss Artikel 33 auf die Invalidenversicherung der Arbeiter auszudehnen.

b) Wenn in Zukunft eine der beiden Regierungen mit einem dritten Staate ein Abkommen über Sozialversicherung schliesst, werden die beiden Regierungen prüfen, ob und in welcher Weise die in dem Vertrage niedergelegten Grundsätze der Gegenseitigkeit durch eine Vereinbarung gemäss Artikel 33 auch auf die Versicherung in dem dritten Staate ausgedehnt werden können.

Berlin, den 15. Dezember 1928.

Dr. Grieser.
Dr. Gosar.

30.

PAYS-BAS, CHINE.

Convention douanière; signée à Nanking, le 19 décembre 1928.*)**)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1930, No. 468.

Treaty regulating tariff relations between the Kingdom of the Netherlands and the Republic of China.

Her Majesty the Queen of the Netherlands and the National Government of the Republic of China, animated by an earnest desire to consolidate the ties of friendship which happily subsist between the two countries and to further develop their commercial relations, have with this object in view resolved to conclude a Treaty, and have for this purpose named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Mr. Willem Jacob Oudendijk, Commander in the Order of Orange Nassau, Knight in the Order of the Netherlands Lion, Her Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in China;

His Excellency the President of the National Government of the Republic of China:

Dr. Chenting T. Wang, Minister for Foreign Affairs of the National Government of the Republic of China;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Nanking, le 18 novembre 1930.

**) En langues néerlandaise, chinoise et anglaise. Eu égard à la disposition de l'Article II nous ne reproduisons que le texte anglais.

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

All provisions which appear in the treaties hitherto concluded and in force between the Kingdom of the Netherlands and China relating to rates of duty on imports and exports of merchandise, drawbacks, transit dues and tonnage dues in China shall be annulled and become inoperative, and the principle of complete national tariff autonomy shall apply subject, however, to the condition that each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories, possessions and colonies of the other, with respect to the above specified and any related matters, treatment in no way discriminatory as compared with the treatment accorded to any other country.

The nationals of neither of the High Contracting Parties shall be compelled under any pretext whatever to pay within the territories, possessions or colonies of the other Party any duties, internal charges or taxes upon their importations and exportations other or higher than those paid by nationals of the country or by nationals of any other country.

Article II.

The present Treaty is drawn up in two copies in the Netherlands, Chinese and English languages. In the event of there being a difference of meaning between these texts the sense as expressed in the English text shall prevail.

Article III.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Nanking. It shall come into force on the day on which the two Governments shall have notified each other that the ratification has been effected.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate and have affixed thereto their seals.

Done at Nanking, this nineteenth day of December nineteen hundred and twenty-eight, corresponding to the nineteenth day of the twelfth month of the seventeenth year of the Republic of China.

(Seal) *W. J. Oudendijk.*
(Seal) *Chenting T. Wang.*

Netherlands Legation
in China.

Nanking, December 19, 1928.

Monsieur le Ministre,

With a view to eliminating all possible doubts with respect to the meaning and scope of Article I of the Treaty Regulating Tariff Relations between the Netherlands and China which we have signed today,

I have the honour to state to Your Excellency that my Government holds that the said Article also includes the following:

That there shall not be levied on the produce or the manufactures of either of the High Contracting Parties on their importation into the territories, possessions or colonies of the other Party, nor on the produce and the manufactures of either of the High Contracting Parties on their exportation to the territories, possessions or colonies of the other Party, any duties, internal charges or taxes other or higher than are now or may hereafter be imposed on the like articles when imported from or when exported to any other country.

It is understood that the present Note and Your Excellency's reply thereto shall have the same force between the two High Contracting Parties as the Treaty itself.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

W. J. Oudendijk.

His Excellency Dr. Chenting T. Wang, Minister for Foreign Affairs, Nanking.

Ministry of Foreign Affairs.

Nanking, December 19, 1928.

Monsieur le Ministre,

In reply to Your Excellency's Note of today's date I have the honour to state that with a view to eliminating all possible doubts with respect to the meaning and the scope of Article I of the Treaty Regulating Tariff Relations between China and the Netherlands which we have signed today, my Government holds that the said Article also includes the following:

That there shall not be levied on the produce or the manufactures of either of the High Contracting Parties on their importation into the territories, possessions or colonies of the other Party nor on the produce and the manufactures of either of the High Contracting Parties on their exportation to the territories, possessions or colonies of the other Party, any duties, internal charges or taxes other or higher than are now or may hereafter be imposed on the like articles when imported from or when exported to any other country.

It is understood that Your Excellency's Note and this reply thereto shall have the same force between the two High Contracting Parties as the Treaty itself.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Chenting T. Wang.

His Excellency Mr. Willem Jacob Oudendijk, Netherlands Minister to China, Nanking.

Verklaring, den 19en December 1928 te Nanking onderteekend door Hr. Ms. Gezant te Peking en den Minister van Buitenlandsche Zaken van de Chineesche Nationale Regeering.

Nanking, December 19, 1928.

Having signed this day a Treaty between the Netherlands and China on tariff matters, the undersigned hereby declare on behalf of their respective Governments that when a revision of the existing Treaty of Commerce and Navigation between the two countries takes place, the following questions will also be discussed and dealt with:

(1) The avoidance in their respective customs tariffs and regulations of such unreasonable detailed and minute specifications and differentiations of goods of the same nature and use as would evidently nullify the effect of the stipulations laid down in the first Article of the Treaty signed this day with regard to the non-discriminatory treatment to be accorded reciprocally within each other's territories.

(2) If in any International Treaty any special advantages in customs matters are attached to the fulfilment of certain obligations, the Governments of the Netherlands and of China will accord such advantages to each other only if they have both adhered to the International Treaty in question.

W. J. Oudendijk.
Chenting T. Wang.

Nota's betreffende het Chineesche douanetarief, op 19 December 1928 gewisseld tusschen Hr. Ms. Gezant te Peking en den Minister van Buitenlandsche Zaken van de Chineesche Nationale Regeering.

Gezantschap der Nederlanden
in China.

Nanking, December 19th 1928.

Monsieur le Ministre,

Referring to our conversations on the subject of Tariff autonomy I understand that when the Chinese National Tariff shall become effective it is the intention of the National Government to apply to the goods which I mentioned during these conversations the following maximum rates for one year, beginning from the date on which the said tariff will come into force:

Molasses	at the rate of 7½% ad valorem
Sugar, Brown under N° 11 Dutch Standard & „Green Sugar" . .	„ „ „ „ 12½% „ „
Sugar, White over N° 10 Dutch Standard (including refined) .	„ „ „ „ 12½% „ „
Sugar, White, cube or loaf . . .	„ „ „ „ 17½% „ „
Sugar, Candy	„ „ „ „ 17½% „ „

Petroleum &c.

Kerosine oil per case of 2 tins à 5 Am. Gal.	HkTl. 0.877 per case
Kerosine oil in bulk	„ 0.847 per 10 Am. Gallons
Gasolene, Naphta & Bensene, Mineral per case of 2 tins à 5 Am. Gal.	„ 1.057 per case

His Excellency Dr. C. T. Wang, Minister for Foreign Affairs, Nanking.

Gasolene in bulk	HkTl. 1.012 per 10 Am. Gallons
Lubricating oil	at the rate of 12½% ad valorem
Artificial Silk Yarn	„ „ „ „ 10 % „ „
Condensed Milk	„ „ „ „ 12½% „ „
Woollen Goods and Mixtures (excluding yarns)	„ „ „ 15&12½% „ „
Paper, Coated and/or enameled; Glazed; Art Printing; Bank note; Copying; Glascine; Pelure; Embossed or otherwise decorated	„ „ „ „ 12½% „ „
Paper, containing rags	„ „ „ „ 12½% „ „
Paper, free of mechanical woodpulp, not otherwise specified . .	„ „ „ „ 10 % „ „
Paper, Kraft, packing	„ „ „ „ 10 % „ „
Paper of all kinds not otherwise specified	„ „ „ „ 7½% „ „
Cocoa	„ „ „ „ 17½% „ „

I also understand that the National Tariff will not become effective till two months after its promulgation.

I shall be happy if Your Excellency will be good enough to confirm whether the above is correct, and I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency the renewed assurance of my highest consideration.

W. J. Oudendijk.

The nationalist Government
of the Republic of China.
Ministry of Foreign Affairs.

Nanking, December 19, 1928.

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note dated the 19th instant in which you state that you understand that when the Chinese National Tariff shall become effective, it is the intention of the National Government to apply to the goods which you mentioned during our conversations the maximum rates as quoted by you for one year, beginning from the date on which the said tariff will

come into force and that you also understand that the National Tariff will not become effective till two months after its promulgation.

I have the honour to confirm the above statement as correct although I should wish to verify once more some of the rates enumerated in Your Excellency's Note under reply.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the renewed assurance of my highest consideration.

Chenting T. Wang.

His Excellenzy Mr. W. J. Oudendijk, Netherlands Minister to China, Nanking.

31.

GRANDE-BRETAGNE, BELGIQUE.

Arrangement concernant la légalisation de certains documents officiels; signé à Bruxelles, le 21 décembre 1928.

Treaty Series, No. 3 (1929).

His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Government of His Majesty the King of the Belgians, desiring to dispense with the legalisation of certain official documents whether issued in Great Britain and Northern Ireland or in Belgium, and intended for use for any purpose whatever in Belgium and in Great Britain and Northern Ireland respectively, have agreed as follows:

Article I.

(i.) Copies of or extracts from actes de l'état civil (as defined in Article II (i) of this Agreement) contained in registers kept in Great Britain and Northern Ireland by registrars-general, including the registrar-general of shipping and seamen, local superintendent registrars and registrars of births and deaths and registrars of marriages, certifi-

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique en Grande-Bretagne et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, désireux de dispenser de la légalisation de certains documents officiels délivrés d'une part en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, d'autre part en Belgique, et destinés à servir à quel qu'usage que ce soit en Belgique, d'une part, et en Grande-Bretagne ou en Irlande du Nord, d'autre part, sont convenus de ce qui suit:

Article Ier.

(i.) Les copies ou extraits des actes de l'état civil (tels que ceux-ci sont définis à l'Article II (i) du présent Arrangement) contenus dans les registres tenus en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord par les „registrars-general" ainsi que par le „registrar-general" de la marine et des gens de mer, les „superintendent registrars" et les

cates issued by the Patent Office in London relating to British patents, designs and trade marks, as well as copies of or extracts from judgments, decrees, orders or other judicial proceedings of any Courts of Justice in Great Britain and Northern Ireland, including extracts from the books of Council and Session Court or of any Sheriff Court in Scotland, and all affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited in any such Court shall not require legalisation in order to be accepted as authentic in Belgium, provided they bear primâ facie evidence of authenticity and are certified to be in conformity with the original by the registrar or his deputy or by other qualified person as indicated in Article III (i).

(ii.) In return, copies of or extracts from actes de l'état civil (as defined in Article II (ii) of this Agreement) drawn up in Belgium, certificates relating to Belgian patents, designs and trade marks, as well as copies of or extracts from decrees, judgments, orders or other judicial proceedings of Belgian tribunals or Courts, and all affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited with any such tribunal or Court shall not require legalisation in order to be accepted as authentic in Great Britain and Northern Ireland, provided they bear primâ facie evidence of authenticity and are certified in the manner indicated in Article III (ii).

„registrars“ locaux des naissances et des décès et les „registrars“ des mariages, les certificats délivrés par le „Patent Office“ à Londres relativement à des brevets, dessins ou marques de fabrique britanniques, de même que les copies ou extraits des jugements, arrêts, ordonnances ou autres décisions judiciaires de n'importe quelles „Courts of Justice“ de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les extraits des recueils de jugements de la „Council and Session Court“ ou d'une „Sheriff Court“ d'Écosse et tous les affidavits, pièces de procédure ou autres documents judiciaires enregistrés ou déposés dans l'une de ces „Courts“ ne devront pas être légalisés pour faire foi en Belgique, pourvu qu'ils revêtent primâ facie le caractère d'authenticité et qu'ils soient certifiés conformes à l'original par le „registrar“ ou son délégué ou par une autre personne qualifiée, comme il est indiqué à l'Article III (i).

(ii.) Réciproquement, les copies ou extraits des actes de l'état civil (tels que ceux-ci sont définis à l'Article II (ii) du présent Arrangement) dressés en Belgique, les certificats relatifs aux brevets, dessins et marques de fabrique belges, de même que les copies ou extraits des arrêts, jugements, ordonnances ou autres décisions judiciaires des Cours ou tribunaux belges, et tous les affidavits, pièces de procédure ou autres documents judiciaires enregistrés ou déposés dans l'une de ces Cours ou l'un de ces tribunaux ne devront pas être légalisés pour faire foi en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, pourvu qu'ils revêtent primâ facie le caractère

d'authenticité et qu'ils soient certifiés de la manière indiquée à l'Article III (ii).

Article II.

(i.) The expression „actes de l'état civil contained in registers kept in Great Britain and Northern Ireland" shall be understood for the purposes of the present Agreement to include the following:

(a.) Copies of entries of birth (in Scotland, extract entries of birth);

(b.) Copies of entries of still births (England only);

(c.) Copies of entries of marriage (in Scotland, extract entries of marriage);

(d.) Copies of entries of death (in Scotland, extract entries of death);

(e.) Copies of entries of re-registration of the birth of a legitimated person (England and Northern Ireland only);

(f.) Copies of entries in the Adopted Children Register (England and Northern Ireland only).

(ii.) The expression „actes de l'état civil drawn up in Belgium" shall be understood for the purposes of the present Agreement to include the following:

(a) les actes de naissance;
(b) les actes de présentation d'un enfant sans vie;
(c) les actes de publication de mariage;

Article II.

(i.) L'expression „actes de l'état civil contenus dans les registres tenus en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord" sera interprétée, aux fins du présent Arrangement, comme comprenant les actes suivants:

(a) les copies d'inscriptions de naissances (en Écosse, les extraits d'inscriptions de naissances);

(b) les copies d'inscriptions d'enfants morts-nés (en Angleterre seulement);

(c) les copies d'inscriptions de mariages (en Écosse, les extraits d'inscriptions de mariages);

(d) les copies d'inscriptions de décès (en Écosse, les extraits d'inscriptions de décès);

(e) les copies d'inscriptions de réenregistrement de la naissance d'une personne légitimée (en Angleterre et en Irlande du Nord seulement);

(f) les copies d'inscriptions figurant au registre des enfants adoptés (en Angleterre et en Irlande du Nord seulement).

(ii.) L'expression „actes de l'état civil dressés en Belgique" sera interprétée, aux fins du présent Arrangement, comme comprenant les actes suivants:

(a) les actes de naissance;
(b) les actes de présentation d'un enfant sans vie;
(c) les actes de publication de mariage;

(d) les certificats de publication de mariage et de non-opposition;

(e) les actes de mariage;
(f) les actes de divorce;
(g) les actes de décès;
(h) les actes de reconnaissance d'enfants naturels;
(i) les actes de transcription des actes d'adoption.

(iii.) The lists of „actes de l'état civil" contained in paragraphs (i) and (ii) of this Article may be at any time varied or extended by agreement of the Contracting Parties expressed in the form of an exchange of notes.

Article III.

(i.) In Great Britain and Northern Ireland copies of or extracts from actes de l'état civil (as defined in Article II (i) of this Agreement) will be certified as in conformity with the original and bear the seal of the Registrar-General of Births, Deaths and Marriages in England, Scotland or Northern Ireland, the signature of the Registrar-General or Assistant Registrar-General of Shipping and Seamen or the signature of the local superintendent registrar or registrar of births and deaths, or registrars of marriages, as the case may be.

Documents proceeding from the Patent Office in London will bear the seal of that department.

Copies of or extracts from judgments, decrees, orders or other judicial proceedings of any of His Britannic Majesty's Courts of Justice in Great Britain or Northern Ireland, or affidavits, pleadings or

(d) les certificats de publication de mariage et de non-opposition;
(e) les actes de mariage;
(f) les actes de divorce;
(g) les actes de décès;
(h) les actes de reconnaissance d'enfants naturels;
(i) les actes de transcription des actes d'adoption.

(iii.) Les listes des „actes de l'état civil" figurant aux alinéas (i) et (ii) du présent Article pourront être en tout temps modifiées ou étendues en vertu d'un accord des Parties Contractantes exprimé dans la forme d'un échange de notes.

Article III.

(i.) En Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, les copies ou les extraits des „actes de l'état civils" (tels que ceux-ci sont définis à l'Article II (i) du présent Arrangement) seront certifiés corformes à l'original et porteront le sceau du „registrar-general" des naissances, des décès et des mariages en Angleterre, en Ecosse ou en Irlande du Nord, la signature du „registrar-general" ou du „registrar-general" adjoint de la marine et des gens de mer ou la signature du „superintendent registrar" ou du „registrar" local des naissances et des décès ou des „registrars" locaux des mariages, suivant le cas.

Les documents émanant du „Patent Office" à Londres porteront le sceau de ce Département.

Les copies ou extraits des jugements, arrêts, ordonnances ou autres décisions judiciaires des „Courts of Justice" de Grande-Bretagne ou d'Irlande du Nord, ou les affidavits, pièces de procédure ou

other legal documents filed or deposited in any such Court will bear the seal of the Court responsible for the decree or judgment, or of the Court in which they have been filed or deposited or a certificate of such decree or judgment signed by the proper officer of the said Court.

(ii.) Copies of or extracts from actes de l'état civil in Belgium will be certified as in conformity with the original and signed by the officer of état civil or the clerk of the tribunal in charge of the registers containing those actes de l'état civil or by his deputy, and furnished with the seal of the communal administration or of the office delivering such issues or extracts.

Certificates relating to Belgian patents will be furnished with the seal of the Patent Office and with the signature of an officer of the Ministry of Industry, Labour and Social Assistance delegated to certify its conformity with the original.

Certificates relating to Belgian designs, industrial models and trade marks will be furnished with the seal of the Patent Office and with the signature of an officer of the Ministry of Industry, Labour and Social Assistance delegated to certify its conformity with the descriptive document (procès-verbal) drawn up at the time of deposit by the authority legally constituted for that purpose.

Copies of or extracts from judgments, decrees, orders or other judicial proceedings of any Belgian

autres documents judiciaires enregistrés ou déposés à l'une de ces „Courts“ porteront le sceau de la „Court“ compétente pour cet arrêt ou ce jugement ou de la „Court“ où ils ont été enregistrés ou déposés, ou bien un certificat dudit arrêt ou jugement signé par le fonctionnaire compétent de ladite „Court“.

(ii.) Les copies ou extraits des actes de l'état civil de Belgique seront certifiés conformes à l'original et signés par l'officier de l'état civil ou par le greffier du tribunal ayant la garde des registres contenant ces actes de l'état civil ou par son délégué, et ils seront revêtus du sceau de l'administration communale ou du service qui délivre ces copies ou extraits.

Les certificats relatifs aux brevets belges seront revêtus du sceau de l'Office des Brevets et de la signature du fonctionnaire du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale délégué pour en certifier la conformité avec l'original.

Les certificats relatifs aux dessins et modèles industriels et aux marques de fabrique et de commerce belges seront revêtus du sceau de l'Office des Brevets et de la signature du fonctionnaire du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale délégué pour en certifier la conformité avec l'expédition du procès-verbal dressé au moment du dépôt par l'autorité légalement qualifiée à cette fin.

Les copies ou extraits d'arrêts, de jugements, d'ordonnances ou d'autres documents judiciaires de

Courts or Tribunals, or affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited in any such Court, or Tribunal, will bear the seal of the office of the Court or Tribunal responsible for the decree or judgment or of the Court or Tribunal in which they have been filed or deposited and be certified as in conformity with the original by the Clerk of the Court or Tribunal or by his deputy.

Article IV.

This Agreement shall not be held in any way to derogate from the requirements of Article 8 of the Treaty between His Britannic Majesty and His Majesty the King of the Belgians signed on October 29th, 1901, relating to proof of documents submitted in connection with extradition proceedings.*)

Article V.

This Agreement, of which both the English and French texts are authentic, shall enter into operation one month after signature, and shall remain in force until terminated by a notice given six months in advance by either of the Contracting Parties to the other.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Brussels, the 21st day of December, 1928,

(L. S.) *Granville.*

Cours ou de tribunaux belges, de même que les affidavits, pièces de procédure ou autres documents judiciaires enregistrés ou déposés à ces Cours ou tribunaux, porteront le sceau du greffe de la Cour ou du tribunal compétent pour cet arrêt ou jugement, ou de la Cour ou du tribunal où ils ont été enregistrés ou déposés, et ils seront certifiés conformes à l'original par le greffier de la Cour ou du tribunal ou par son délégué.

Article IV.

Le présent Arrangement ne sera considéré, en aucune manière, comme portant atteinte aux dispositions de l'Article 8 du Traité signé entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté le Roi des Belges le 29 octobre 1901, concernant l'authenticité des documents produits dans la procédure d'extradition.*)

Article V.

Le présent Arrangement, dont les textes anglais et français feront foi, entrera en vigueur un mois après sa signature et restera applicable aussi longtemps qu'il n'y aura pas été mis fin par une notification adressée, six mois d'avance, par l'une des Parties Contractantes à l'autre.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Arrangement, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 21 décembre 1928.

(L. S.) *Hymans.*

*) V. **N.R.G.** 2 s. XXX, p. 617.

32.

ALLEMAGNE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.

Protocole concernant l'exécution des Traités concernant les relations économiques et judiciaires entre les deux pays, conclus le 12 octobre 1925;*) signé à Moscou, le 21 décembre 1928.

Drucksachen des Deutschen Reichstags. IV. Wahlperiode 1928. No. 737.

P r o t o k o l l.

Die Deutsche Regierung und die Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken haben in dem Wunsche, die Bestimmungen der am 12. Oktober 1925 zwischen dem Deutschen Reich und der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken geschlossenen Verträge zu erläutern und auszugestalten mit dem Ziele, auf diese Weise die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen beiden Ländern zu vertiefen, Verhandlungen geführt.

Diese Verhandlungen haben folgendes Ergebnis gehabt:

Zu den Allgemeinen Bestimmungen.

Zum Schlussprotokoll zu Artikel 5 und 6.

Es wird übereinstimmend festgestellt, dass beide Regierungen nicht beabsichtigen, aus dem Schlussprotokoll zu Artikel 5 und 6 Forderungen zu stellen.

I.

Zum Abkommen über Niederlassung und allgemeinen Rechtsschutz.

1. Zu Artikel I und Note Nr. I.

Über Erleichterungen des Reiseverkehrs erfolgten die aus der Anlage 1 ersichtlichen Erklärungen und Feststellungen.

Über die Höhe der Sichtvermerks- und Aufenthaltsgebühren wurde die aus der Anlage 2 ersichtliche Vereinbarung getroffen.

2. Zu Ziffer 2 des Schlussprotokolls zu Artikel I.

Die Verhandlungen wegen Abschluss eines Abkommens, betreffend Übernahme und Unterstützung Hilfsbedürftiger, sollen im Laufe des Jahres 1929 aufgenommen werden.

3. Es wird übereinstimmend festgestellt, dass in der Sozialversicherung und in der Arbeitslosenversicherung die Angehörigen des einen Staates, solange sie sich auf dem Gebiete des anderen Staates aufhalten, wie die Inländer behandelt werden.

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XV, p. 359, 410, 428.

Die in dem Schlussprotokoll zu Artikel 3 vorgesehenen Verhandlungen auf dem Gebiete der Sozialversicherung sollen im Laufe des Jahres 1929 aufgenommen werden.

4. Zu Artikel 11.

Beide Regierungen werden ihren zuständigen Behörden die Bestimmungen des Artikel 11 und seines Schlussprotokolls und deren genaue Befolgung nochmals in Erinnerung bringen.

Sie werden dabei darauf hinweisen, dass der mangelnde Nachweis der betreffenden Staatsangehörigkeit seitens einer festgenommenen Person die Verpflichtung zur Einhaltung der genannten Bestimmungen nicht aufhebt.

5. Zu Artikel 17.

Die Regierung der U. d. S. S. R. erklärt die Bereitwilligkeit, noch einmal die zuständigen Wirtschaftsorgane darauf aufmerksam zu machen, dass sie zu einer genauen und entgegenkommenden Durchführung der Bestimmungen des Artikel 17 verpflichtet sind, insbesondere was den ungehinderten Absatz der Waren der in der U. d. S. S. R. zugelassenen deutschen Firmen an Wirtschaftsorgane der U. d. S. S. R. sowie den Einkauf von Waren bei diesen betrifft.

6. Zum Anhang zu Artikel 16 bis 18.

Artikel 2 des Anhangs ist dahin auszulegen, dass deutsche Firmen, die Waren in Konsignation nach der U. d. S. S. R. geben, das Recht haben, diese Waren nicht nur für den Transport auf dem Gebiet der U. d. S. S. R., sondern auch für die an den Transport sich anschliessende Lagerung bis zu einer Höchstdauer bis zu 6 Wochen bei deutschen Versicherungsgesellschaften zu versichern, solange das Risiko der deutschen Firma an diesen Waren besteht.

II.

Zum Wirtschaftsabkommen.

Es wird übereinstimmend festgestellt, dass die im Artikel I des Wirtschaftsabkommens vorgesehene Förderung der wechselseitigen Handelsbeziehungen, insbesondere unter Berücksichtigung des letzten Jahres, ihren Ausdruck gefunden hat in der Steigerung des Warenaustausches zwischen den beiden Ländern, welche gezeigt hat, dass die beiden vertragschliessenden Teile mit Erfolg bestrebt waren, den Grundsätzen des Artikel I des Wirtschaftsabkommens gerecht zu werden.

I. Die Delegation der U. d. S. S. R. brachte die Angelegenheit des Beitritts einer Gruppe von deutschen Banken zum internationalen Schutzkomitee der Russlandgläubiger zur Sprache.

Die Deutsche Delegation erklärte darauf:

> Die Deutsche Regierung ist von Anfang an energisch gegen den Eintritt der Gruppe deutscher Banken in das internationale Schutzkomitee der Russlandgläubiger aufgetreten. Sie hat sowohl gegenüber der Botschaft der U. d. S. S. R. in Deutschland als auch in dem der deutschen Presse mitgeteilten Communiqué

darauf hingewiesen, dass die amtliche Wiederaufnahme der Frage der Vorkriegsschulden nur nach Massgabe der ganz klaren Bestimmungen des Rapollovertrages in Betracht kommt und dass die Aktion der deutschen Banken mit der Einstellung der Deutschen Regierung zum Vertrage von Rapollo oder zu den allgemeinen politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der U. d. S. S. R. nicht das geringste zu tun hat.

2. Zu Ziffer 2 des Schlussprotokolls zu Artikel 3.

Die Regierung der U. d. S. S. R. erklärt, dass der unmittelbare und schriftliche Verkehr der Wirtschaftsabteilung der Deutschen Botschaft mit sämtlichen Volkskommissariaten der U. d. S. S. R. zu Informationszwecken zugelassen wird.

3. Zu Artikel 7 und 9 des Wirtschaftsabkommens.

Zu dem Vorschlag der Delegation der U. d. S. S. R., zur grösseren Sicherung des Staatseigentums des einen Teils auf dem Gebiete des anderen Teils eine rechtliche Regelung zu finden, weist die Deutsche Delegation darauf hin, dass es bei der ausserordentlichen Kompliziertheit des Fragenkomplexes nicht möglich gewesen sei, die erforderliche eingehende Prüfung dieses Fragenkomplexes auf der gegenwärtigen Konferenz durchzuführen. Im Hinblick auf die besondere Bedeutung, die diese Frage für die wirtschaftlichen Beziehungen beider Länder besitzt, erklärt die Deutsche Delegation die Bereitschaft ihrer Regierung, tunlichst bald mit der Regierung der U. d. S. S. R. in Verhandlungen über den eingangs angegebenen Fragenkomplex einzutreten. Dabei geht die Deutsche Delegation davon aus, dass von der U. d. S. S. R. nicht beabsichtigt ist, an den Bestimmungen der Artikel 7 und 9 etwas zu ändern.

4. Zu Artikel 12.

Zum Anhang zu Artikel 12 Absatz 2 erfolgten die aus der Anlage 3 ersichtlichen Erklärungen.

5. Zu Artikel 14.

Die zur Zeit in jedem der beiden Länder geltenden Ein- und Ausfuhrverbote ergeben sich aus den anliegenden Verzeichnissen (Anlage 4a bis d). Um die Verständigung der beiderseitigen Wirtschaftskreise zu erleichtern, wird jede der beiden Regierungen der anderen Regierung eintretende Änderungen möglichst gleichzeitig mit der Bekanntmachung auf diplomatischem Wege mitteilen.

6. Zu Artikel 21, 28, 29, 31, 33.

Hinsichtlich des Zollverfahrens sind die in der Anlage 5 enthaltenen Vereinbarungen und Erklärungen erfolgt.

7. Zu Artikel 32.

Beide Regierungen sind übereingekommen, in der ersten Hälfte des Jahres 1929 zu einem möglichst frühen Zeitpunkt in Verhandlungen über den Abschluss eines Zolltarifvertrages einzutreten.

IV.

Zum Seeschiffahrtsabkommen.

Das Ergebnis der Erörterungen über Fragen der Seeschiffahrt ist aus der Anlage 6 ersichtlich.

V.

Zum Steuerabkommen.

Die im Schlussprotokoll zu Artikel 2 des Steuerabkommens in Aussicht genommenen Verhandlungen über die Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere die Vermeidung der Doppelbesteuerung, werden im Laufe des Jahres 1929 aufgenommen werden.

VI.

Zum Abkommen über Schiedsgerichte in Handelssachen und anderen bürgerlichen Angelegenheiten.

Das Ergebnis der Erörterungen über Fragen des Schiedsgerichtsabkommens ist aus der Anlage 7 ersichtlich.

VII.

Zum Abkommen über gewerblichen Rechtschutz.

1. Über Fragen des gewerblichen Rechtsschutzes erfolgten die aus der Anlage 8 ersichtlichen Vereinbarungen und Erklärungen.

2. Zu Artikel 7.

Beide Regierungen sind übereingekommen, in der ersten Hälfte des Jahres 1929 zu einem möglichst frühen Zeitpunkt in Verhandlungen über den Abschluss eines Abkommens über den gegenseitigen Schutz des literarischen und künstlerischen Urheberrechts einzutreten.

Zum Konsularvertrag und zum Rechtshilfeabkommen.

Beide Regierungen bezeichnen es als selbstverständlich, dass diese Verträge für den gesamten Umfang beider vertragschliessenden Teile Geltung haben.

Dieses Protokoll und seine Anlagen treten am 15. Januar 1929 in Kraft mit Ausnahme der Anlage 2, die bereits am 1. Januar 1929 in Kraft tritt.

Ausgefertigt in deutscher und russischer Sprache. Beide Texte haben gleiche Geltung.

Moskau, den 21. Dezember 1928.

Für die Deutsche Regierung:
Posse.
Martius.

Für die Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken:
Stomoniakoff.
J. Pankratoff.

Anlage 1 zum Protokoll.

Erklärungen und Feststellungen zum Reiseverkehr.

1. Es wird übereinstimmend festgestellt, dass in materieller Beziehung die Meistbegünstigung für die Einreise durch Artikel I gewährleistet ist.

2. Die Delegation der U. d. S. S. R. erklärt: Deutsche Staatsangehörige, die einen Einreisesichtvermerk in das Gebiet der U. d. S. S. R. und zugleich mit diesem einen Rückreisesichtvermerk erhalten haben, und die in der U. d. S. S. R. mit Erlaubnis der zuständigen Lokalbehörden länger zu verbleiben wünschen, werden die verlängerte Aufenthaltserlaubnis in Form eines Ausreisesichtvermerks mit monatlicher Gültigkeit durch die unter Ziffer 5 genannten Behörden erhalten.

3. Es wird übereinstimmend festgestellt, dass die für den vorübergehenden Aufenthalt in der Note Nr. I vorgesehene Frist von 6 Wochen nicht als Höchstfrist anzusehen ist. Auch bei mehr als sechswöchigem Aufenthalt wird der Rückreisesichtvermerk in begründeten Fällen gleichzeitig mit dem Einreisesichtvermerk erteilt werden.

4. Es wird übereinstimmend festgestellt, dass die Zusage weitgehenden Entgegenkommens und schleunigster Behandlung sich auch auf die Erteilung des Ausreisesichtvermerks bezieht.

5. Die Delegation der Union erklärt:

a) Nach den bestehenden Vorschriften wird der Ausreisesichtvermerk durch die Administrative Abteilung der für den Wohnort des Antragstellers zuständigen Behörde erteilt, wobei, falls der Ausreisende am Sitz der zuständigen Administrativen Abteilung wohnt, die Erteilung binnen 48 Stunden erfolgen wird.

b) Ausser den Gouvernementsstädten haben ausnahmsweise auch grössere Bezirksstädte das Recht, Ausreisesichtvermerke zu erteilen. In der Regel wird dieses Recht den Bezirksstädten abhängig von der Zahl der in der betreffenden Stadt wohnenden Ausländer und abhängig von der Entfernung bis zur nächsten Gouvernementsstadt erteilt.

6. Die Delegation der U. d. S. S. R. erklärt, dass falls ein deutscher Staatsangehöriger, der bei den zuständigen Lokalbehörden einen Ausreisesichtvermerk beantragt, auch um Übersendung seines Passes an das Volkskommissariat für Auswärtige Angelegenheiten oder seine Organe auf dem Gebiete der U. d. S. S. R. zwecks Erteilung eines Wiedereinreisesichtvermerks bittet, diesem Gesuch Folge geleistet werden wird. In einem solchen Falle (d. h., wenn der Ausreisende den Wiedereinreisesichtvermerk an einer zweiten Stelle erhält) wird die Gültigkeitsdauer des

Ausreisesichtvermerks vom Zeitpunkt der Erteilung des Wiedereinreisesichtvermerks an gerechnet.

Moskau, den 21. Dezember 1928.

Für die Deutsche Regierung:
Posse.
Martius.

Für die Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken:
Stomoniakoff.
J. Pankratoff.

Anlage 2 zum Protokoll.

Vereinbarung zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken über Sichtvermerks- und Aufenthaltsgebühren.

Vom 1. Januar 1929 ab soll über die beiderseitigen Sichtvermerksgebühren und die Gebühren für Aufenthaltsgenehmigungen die nachstehende Regelung in Kraft treten:

1. Gebühren für Durchreisesichtvermerke mit oder ohne Aufenthalt	1 RM	=	0,46 Rubel
2. Gebühren für Ein- und Ausreisesichtvermerke	4 „	=	1,86 „
3. Gebühren für Aufenthaltsscheine für Ausländer, gültig für die Dauer bis zu einem Jahr	5 „	=	2,32 „

Falls der Aufenthaltsschein für eine Frist erteilt wurde, die weniger als ein Jahr beträgt, so erfolgt die Verlängerung des Aufenthaltsscheines bis zu der Dauer von einem Jahre kostenlos.

Ausser den obenerwähnten Gebühren dürfen keine anderen erhoben werden mit Ausnahme von Telegrammspesen, falls eine telegraphische Anfrage auf Wunsch des Interessenten erfolgt.

Zulässig bleibt die Erhebung von 10 v. H. zu Wohlfahrtszwecken, insbesondere zugunsten der Vereinigung der Gesellschaften des Roten Kreuzes und des Roten Halbmonds in der U. d. S. S. R.

Von der Erhebung einer besonderen Sichtvermerksgebühr für in den Familienpässen ausser dem Inhaber eingetragene Personen unter 21 Jahren wird abgesehen.

Besondere Vereinbarungen bleiben vorbehalten:

a) über die Dauer des Aufenthalts bei Durchreisesichtvermerken (Ziffer 1),

b) über die Gebühren bei Familienpässen.

Moskau, den 21. Dezember 1928.

Für die Deutsche Regierung:
Posse.
Martius.

Für die Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken:
Stomoniakoff.
Pankratoff.

Anlage 3 zum Protokoll.

Zu den Bestimmungen über die Einfuhr von Tieren und tierischen Teilen (Anhang zu Artikel 12 Absatz 2 des Wirtschaftsabkommens).

1. Zum Buchstaben A Nr. 5 bis 7.

Die Deutsche Delegation erklärt die Bereitwilligkeit ihrer Regierung, die Frage, ob Organe der inneren Sekretion (Drüsen und ähnliches) als tierische Abfallprodukte zur Einfuhr aus der U. d. S. S. R. nach Deutschland zugelassen sind, wohlwollend zu prüfen und gegebenenfalls bei den in Aussicht genommenen Zolltarifverhandlungen zu erörtern.

2. Zur Anlage III Ziffer 9.

Die Deutsche Delegation erklärt: Die Abschlachtefrist für Gänse und Enten ist bereits durch die Landesregierungen um eine Woche auf fünf Wochen verlängert worden, was auch der Ausfuhr aus der U. d. S. S. R. zugute kommt.

3. Zur Anlage III Ziffer II.

Es wird übereinstimmend festgestellt, dass der Ausdruck „Kropf ausgenommen“ in dieser Ziffer dahin zu verstehen ist, dass der Kropf entleert sein muss.

4. Zur Anlage IV Ziffer 2.

Es wird übereinstimmend festgestellt, dass für die Genehmigung der Einfuhr von Därmen und Häuten aus der U. d. S. S. R. nach Deutschland in den die erwähnten tierischen Produkte begleitenden amtstierärztlichen Zeugnissen ein Vermerk genügen wird, dass die zur Einfuhr gelangende Partie von Därmen und Häuten von Tieren stammt, die in nachweislich unter geregelter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden Schlachthäusern geschlachtet und vor und nach der Schlachtung tierärztlich untersucht und gesund befunden wurden.

Die Regierung der U. d. S. S. R. wird eine vollständige und jeweils zu ergänzende Liste der betreffenden Schlachthäuser überreichen; unbe-

schadet des Grundsatzes, dass die unter geregelter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden Schlachthäuser zugelassen werden sollen, wird die Deutsche Regierung nach Prüfung der Liste erklären, ob unter den in der Liste aufgeführten Schlachthäusern solche vorhanden sind, die aus besonderen Gründen nicht zugelassen werden können.

Moskau, den 21. Dezember 1928.

Für die Deutsche Regierung:
Posse.
Martius.

Für die Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken:
Stomoniakoff.
Pankratoff.

Anlage 4a zum Protokoll.

Deutsche Einfuhrverbote.

Folgende Pflanzen und Pflanzenteile mit Ausnahme im einfachen Touristenverkehr:

	Einfuhrnummer des Statistischen Warenverzeichnisses
anemone alpina (Bergmandl, Teufelsbart)	
cyclamen europaeum (Alpenveilchen, Erdscheibe) . .	
daphne oneorum (Steinrösel, Heiderösel, wohlriechender Alpenseidelbast)	
gentiana lutea (gelber Enzian)	
gentiana purpurea (roter Enzian)	
gentiana pannonica (violetter Enzian)	
gentiana punctata (punktierter Enzian)	
gentiana acaulis (stengelloser Enzian)	
gnaphalium leontopodium (Edelweiss)	
helloborus niger (schwarzer Niesswurz, Christblume) .	
cypripedium calceolus (Frauenschuh)	
nigritella angustifolia (Braunelle, Bruenelle, Bränteln, Schwoasbleaml)	
ophrys (Ragwurz, Fliegenblume)	
phyllitis scolopendrium (Hirschzunge)	
pinus cembra (Zirbelkiefer, Zirbel) und Zweige von ihr	
primula auricula (gelbe Aurikel, Gassblume, Bergpatenge)	aus 38a bis 42b
Kiefernsamen	95b
Fichtensamen	aus 95c
Steinkohlen, Anthrazit, unbearbeitete Kännelkohle, auch gemahlen	238a

	Einfuhrnummer des Statistischen Warenverzeichnisses
Braunkohlen, auch gemahlen	238 b
Torf, Torfkoks (Torfkohlen); Brennstoffe, künstliche aus Torf	238 c
Koks (poröse Rückstände von der trockenen Destillation der Stein- oder Braunkohlen), auch gemahlen . .	238 d
Presskohlen: aus Steinkohlen	238 e
aus Braunkohlen (auch Nasspresssteine) . . .	238 f
Bleioxyd (Bleiglätte, gelbe), Silberglätte und rote (Goldglätte) in Brocken, Schuppen und Pulver .	300
Kalk- (Luft-) Stickstoff	317 V 5
Bleimennige (Minium, Bleirot, Pariserrot, rotes Bleioxyd, Saturnzinnober)	324 a
Bleiweiss (basisches kohlensaures Bleioxyd, Kremser-, Perl-, Schieferweiss)	324 b
Morphium, Codein	aus 380 b
(640 a 1 bis 640 a 4), Filme aus Zellhorn oder ähnlichen Formerstoffen:	
Kinofilme: belichtet (Positiv)	640 a 2
belichtet (Negativ)	640 a 3
Aluminium in rohem Zustand (in Blöcken, Barren, Masseln, Körnern), auch in Plattenform gegossen	aus 844

P. 21. Bf.
M. 21. J. P.

Anlage 4b zum Protokoll.

Deutsche Ausfuhrverbote.

Felle und Häute sowie Teile davon.

	Ausfuhrnummer des Statistischen Warenverzeichnisses
Kalbfelle: roh, grün, gesalzen (nass)	153 a
gekalkt, getrocknet (trocken)	153 b
Rinderhäute (Jungvieh-, Kalbin-, Kuh-, Bullen-, Büffelhäute): roh, grün, gesalzen (nass)	153 c
gekalkt, getrocknet (trocken)	153 d
Rosshäute, roh, grün, gesalzen (nass): ganze Häute	153 e
Rosshälse	153 f
Rossschilder	153 g
Rosshäute, gekalkt, getrocknet (trocken): ganze Häute	153 h
Rosshälse	153 i
Rossschilder	153 k
Lammfelle, roh, behaart	153 l
Schaffelle, roh, behaart	153 m

	Ausfuhrnummer des Statistischen Warenverzeichnisses
Lamm- und Schaffelle, roh, enthaart, auch gespalten .	153 n
Ziegenfelle, roh, auch gespalten	153 o
Zickelfelle, roh, auch gespalten	153 p
Fisch- und Kriechtierhäute, roh	153 q
Reh-, Esel-, Maultier-, Wildschwein- und andere Felle und Häute zur Lederbereitung, roh, auch enthaart (Blössen) und gespaletn, jedoch nicht weiterbearbeitet	153 r
Hasenfelle, roh, Kaninchenfelle, roh	154
Knochen, mit Ausnahme der Hörner, auch in der Querrichtung in einzelne Teile zerschnitten, Knochenzapfen (Hornpeddig), zu anderen als Schnitzzwecken, roh, auch entfettet	aus 156 f
Steinkohlen, Anthrazit, unbearbeitete Kännelkohle, auch gemahlen	238 a
Braunkohlen, auch gemahlen	238 b
Koks (poröse Rückstände von der trockenen Destillation der Stein- oder Braunkohlen), auch gemahlen	238 d
Presskohlen: aus Steinkohlen	238 e
aus Braunkohlen (auch Nasspresssteine)	238 f
Steinkohlenrohteer *)	244 a
Bruch-, Alteisen (Schrott); Dreh-, Bohr-, Hobelspäne; Eisenfeilspäne; Stabeisenenden, Eisenblechkanten und andere, nur zum Einschmelzen oder Schweissen verwendbare Abfälle von Eisen; Glühspan (Hammerschlag und Walzzunder); Schliff, auch Stabeisen zum Umschmelzen der Einfuhrnummer 785 A², einschliesslich der in den Ausfuhrnummern des Statistischen Warenverzeichnisses 785 A¹, 785 A², 795 a, 795 b, 796 a, 796 b, 796 c, 796 d, 797 aufgeführten Gegenstände, wenn diese Gegenstände sich in gebrauchtem Zustande befinden, und zwar ohne Rücksicht darauf, ob ihre Beschaffenheit eine andere Verwendung als zum Einschmelzen oder Schweissen ausschliesst	843 a
Abfälle von verzinntem Eisenbleche (Weissblech) und verzinktem Eisenbleche von nicht mehr als 5 Millimeter Stärke	843 b

*) Anmerkung: Ausfuhrfrei: Destillierter und präparierter Steinkohlenteer.

P. 21. Bf.
M. 21. J. P.

Anlage 4c zum Protokoll.

Die zur Einfuhr in die U. d. S. S. R. verbotenen Waren.

1. Waffen, Geschosse, Munition für Kriegswaffen:
   a) Blanke Waffen jeder Art, Klingen dazu und Scheiden;
   b) Kriegs-Schiesswaffen;
   c) Geschosse, Schiesspatronen und sonstige Munition für Kriegs-Schiesswaffen.
2. Kupfervitriol jeder Art.
3. Opium, mit Ausnahme des im Artikel 108 Punkt 5 genannten Opiums, Haschisch, sowie Pfeifen und sonstige Vorrichtungen für das Opiumrauchen.
4. Kukelwan (giftige Beeren für den Fischfang).
5. Annullierte Wertpapiere, Billets ausländischer Lotterien oder Lotterie-Anleihen von Privatpersonen, Gesellschaften und Städten.
6. Pornographische Artikel.
7. Politisch oder wirtschaftlich für die U. d. S. S. R. schädliche Drucksachen, Klischees, Negative, photographische Aufnahmen, Kinofilme, Manuskripte, Zeichnungen und ähnliche Artikel.

   Anmerkung: Die Anwendungsformen dieses Artikel, insbesondere die Zulassung von Einzelausnahmen aus diesem Artikel werden vom Volkskommissariat für Aussen- und Innenhandel der U. d. S. S. R. gemeinsam mit dem Volkskommissariat der Auswärtigen Angelegenheiten und der Vereinigten Staatlichen Politischen Verwaltung festgesetzt.
8. Etiketten und Packungen jeder Art sowie Packungsteile (z. B. Flaschenkorken) mit Warenzeichen ausländischer Firmen, sofern solche Artikel nicht zugleich mit der Ware eingeführt werden; auch ist die Einfuhr solcher Artikel mit der Ware in einer die Menge der eingeführten Ware übersteigenden Quantität verboten.
9. Gefässe und sonstige Behälter mit geheimen Fächern.
10. Lebendige Tauben jeder Art.

P. 21. Bf.
M. 21. J. P.

Anlage 4d zum Protokoll.

Die zur Ausfuhr aus der U. d. S. S. R. verbotenen Waren.

1. Waffen, Geschosse und Sprengstoffe, Feldstecher, Flugzeuge und deren Teile, ferner Kriegsmunition und Ausrüstung nach Listen, die vom Zolltarifkomitee in Übereinstimmung mit dem Volkskommissariat für Kriegs- und Marineangelegenheiten und der Vereinigten Staatlichen Politischen Verwaltung festgesetzt werden.

Anmerkung: Ausnahmsweise können die in obigem Artikel erwähnten Gegenstände auf Grund einer für jeden Einzelfall besonderen Genehmigung und unter Einhaltung der Bestimmungen ausgeführt werden, welche vom Zolltarifkomitee in Übereinstimmung

mit dem Volkskommissariat für Kriegs- und Marineangelegenheiten und der Vereinigten Staatlichen Politischen Verwaltung festgesetzt werden.

2. Annullierte Wertpapiere.

3. Antiquitäten und Kunstgegenstände, als wie: verschiedene Kunstartikel und Antiquitäten, Gemälde, Zeichnungen, handgemalte Porträts, Skulpturen, Aquarelle, Miniaturen, Gobelins, altertümliche: Heiligenbilder, Kirchenzubehör, Hausrat, Waffen, Möbel, Teppiche, Gewebe und Ziergegenstände, Kleidung, Manuskripte und Bücher, musikalische Instrumente, gewerbliche Geräte und sonstige Gegenstände, die einen archäologischen Wert besitzen.

Anmerkung: Die in diesem Artikel erwähnten Gegenstände können nur auf Grund besonderer Genehmigungen der Volksbildungskommissariate der in Betracht kommenden Bundes-Republiken zur Ausfuhr gelangen, wobei Werke moderner Kunstmaler zollfrei, sonstige Gegenstände mit einem Zoll in Höhe von 35 v. H. des Wertes ausgeführt werden.

Die Schätzung der erwähnten Gegenstände wird nach den vom Zolltarifkomitee festgelegten Bestimmungen vorgenommen.

4. Baumwolle.

Anmerkung: Baumwollabfälle und Linter werden gemäss den vom Zolltarifkomitee festgesetzten Bestimmungen zur zollfreien Ausfuhr zugelassen.

5. Lebende Tauben jeder Art.

6. Geweihe der Saiga-Antilopen; Geweihe des sibirischen Fleckhirsches (sogenannte Panten), die nicht aus Gehegen stammen.

7. Zitwersamen, Köpfe und Samen der Zitwerpflanze.

8. Felle von Bisamratten, von jungem Blaufuchs, von Flussbiber, Kreuzfüchse und Fleckhirsche.

P. 21. Bf.
M. 21. J. P.

Anlage 5 zum Protokoll.

Vereinbarungen und Erklärungen zum Zollverfahren.

1. Zu Artikel 21.

Es wird übereinstimmend festgestellt, dass beiderseits entsprechend den bestehenden Bestimmungen nach folgenden Grundsätzen verfahren wird:

Die amtliche Besichtigung des Inhalts von Packstücken erfolgt grundsätzlich nur zu Zollzwecken und soll in Gegenwart des Verfügungsberechtigten oder seines Vertreters stattfinden. In denjenigen Fällen, in denen der Verfügungsberechtigte oder sein Vertreter binnen der gesetzlich vorgeschriebenen Frist nicht erscheint, erfolgt die Besichtigung auf Grund der bestehenden allgemeinen Vorschriften. Dabei ist den Wünschen über die Art der Öffnung und Probeentnahme, wenn irgend möglich, Rechnung zu tragen, insbesondere jede Beschädigung der Ware zu vermeiden, die ihre spätere Verwertung beeinträchtigen würde. Gleichartige Waren werden grundsätzlich nur probeweise besichtigt.

2. Zu Artikel 28.

Die beiderseitigen Zollbehörden werden auf Anfragen der Angehörigen des anderen Landes nach Möglichkeit unverbindliche Auskünfte über die bei der Ein-, Aus- und Durchfuhr anzuwendenden Zollförmlichkeiten erteilen mit der Massgabe, dass aus diesen Auskünften keinerlei Rechte hergeleitet werden können.

3. Zu Artikel 29 Ziffer 1.

Die Delegation der U. d. S. S. R. erklärt, dass bei Einfuhr von Hausrat und sonstigen gebrauchten Gegenständen zur eigenen Benutzung das diesbezüglich in der U. d. S. S. R. bestehende Verzeichnis als ein minimales angesehen wird mit der Massgabe, dass in Einzelfällen ausser diesem Minimum auch weitere Gegenstände zur Einfuhr zugelassen werden, wenn ein begründetes persönliches Bedürfnis besteht.

Artikel 31 findet entsprechende Anwendung.

4. Zu Artikel 29 Ziffer 2.

Die Delegation der U. d. S. S. R. erklärt, dass die Bestimmungen des Schlussitzungsprotokoll zu Artikel 29 Ziffer 2 in allen Fällen zur Anwendung gelangen werden, in denen infolge begründeter Bedürfnisse des Reisenden die Einfuhr von Gegenständen zum persönlichen Gebrauch in das Verzeichnis übersteigenden Mengen geboten erscheint.

5. Zu Artikel 29 Ziffer 3.

Die Delegation der U. d. S. S. R. erklärt, dass Muster von Medikamenten, chemischen Produkten und photographischem Zubehör zur Einfuhr nach der U. d. S. S. R. gemäss Artikel 29 Ziffer 3 unter Einhaltung der geltenden Bestimmungen zugelassen werden.

Zu Artikel 29 Ziffer 4.

Unter Reklame fallen unter der Bedingung der Unentgeltlichkeit auch geringwertige Gegenstände, die durch die Anbringung des Namens der Firma oder deren Fabrikzeichen als Reklame gekennzeichnet sind, gemäss den im internationalen Verkehr üblichen Gebräuchen.

7. Zu Artikel 31.

Von der Bedingung der Wiederausfuhr wird insoweit abgesehen werden, als der Nachweis erbracht wird, dass Instrumente, Werkzeuge, Gerätschaften und dergleichen bei der Arbeit verbraucht oder sonst untergegangen sind. Als Nachweis sollen Bescheinigungen des Betriebes, in dem der Beruf oder das Handwerk ausgeübt wird, berücksichtigt werden.

Moskau, den 21. Dezember 1928.

Für die Deutsche Regierung:
Posse.
Martius.

Für die Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken:
Stomoniakoff.
Pankratoff.

Anlage 6 zum Protokoll.

Bestimmungen über Seeschiffahrt.

1. Die vertragschliessenden Teile erklären sich bereit, alles in ihrer Macht Stehende zu tun, um alle Hindernisse und Schwierigkeiten zu beseitigen, die einer Entwicklung der Schiffahrt des einen der beiden Länder mit dem anderen Lande entgegentreten könnten.

2. Zu Artikel 2 des Seeschiffahrtsabkommens.

a) Die Reeder des einen Landes können in den Häfen des anderen Landes unter Einhaltung und nach Massgabe der dort geltenden Gesetze Vertreter unterhalten, welche befugt sind, ungehinderten Verkehr mit Exporteuren, Importeuren, Befrachtern, Empfängern und Abladern dieses Landes zu pflegen, Frachtverträge und Passagiertransportverträge abzuschliessen und sich in jeglicher andern Weise in Schiffahrtsangelegenheiten zu betätigen.

Ausserdem sind beide Teile übereingekommen, einander die Meistbegünstigung in bezug auf alles, was die Tätigkeit von Schiffsagenturen des einen Landes in dem andern Lande anbetrifft, zu gewähren.

b) Unabhängig von diesen allgemeinen Bestimmungen können Reeder des einen Landes in den Häfen des andern Landes Agenten unterhalten, welche befugt sind, den Schiffen ihres Landes in allem behilflich zu sein, was den Verkehr mit Behörden zur Erledigung der Zoll- und sonstigen Förmlichkeiten, die Entrichtung der Zollabgaben sowie Gebühren und Abgaben jeder Art, die Verproviantierung der Schiffe, die Regelung der Aufenthaltsverhältnisse des Schiffes im Hafen und die Sanitätshilfe betrifft.

Die Plätze, an denen die in dem vorstehenden Absatz erwähnten Agenten zugelassen werden, werden zwischen den beiden Regierungen vereinbart. Der Grundsatz der Meistbegünstigung bleibt unberührt.

Namen und Wohnung dieser Agenten müssen jeweils der Regierung des Landes, in welchem der Agent sich aufhält, mitgeteilt werden.

3. Zu Artikel 12 des Seeschiffahrtsabkommens.

Die Havariekommissare sollen berechtigt sein, die Interessen der Versicherer ihres Landes zu vertreten. Sie müssen sich durch Vollmacht ausweisen, wobei eine Generalvollmacht genügt.

Es bestehen keine Bedenken dagegen, dass Havariekommissare in Havariefällen die Interessen deutscher Reedereien wahrnehmen, wobei gegebenenfalls entsprechende Vollmacht beziehungsweise Generalvollmacht erforderlich ist.

Moskau, den 21. Dezember 1928. Für die Deutsche Regierung:

Posse.

Martius.

Für die Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken:

Stomoniakoff.

Pankratoff.

Anlage 7 zum Protokoll.

Zum Schiedsgerichtsabkommen.

Zu einigen das Schiedsgerichtsabkommen betreffenden Fragen geben die beiderseitigen Delegationen zur Vermeidung von Zweifeln in künftigen Fällen ihrer übereinstimmenden gutachtlichen Auffassung wie folgt Ausdruck:

I.

1. Ist in einem Vertrage zwischen den Wirtschaftsorganen der U. d. S. S. R. und einer deutschen Partei eine allgemeine Schiedsabrede dahin getroffen worden, dass über Streitigkeiten aus dem Vertrage unter Ausschluss des ordentlichen Rechtswegs ein Schiedsgericht entscheiden soll, so gilt die Vereinbarung als eine kontinuierliche, d. h. sie gestattet eine mehrmalige Anrufung des Schiedsgerichts zur Schlichtung verschiedener sich aus dem Vertrage ergebender Streitigkeiten.

2. Ist dem in einem Einzelstreitfall ergangenen Schiedsspruch wegen unvorschriftsmässiger Besetzung des Schiedsgerichts die Vollstreckung in einem der Vertragstaaten versagt, so bleibt es jeder Partei überlassen, sofern nicht in dem Schiedsvertrage für diesen Fall anderweit Vorsorge getroffen ist, erneut das Schiedsgerichtsverfahren zu betreiben.

3. Hinsichtlich allgemeiner Schiedsabreden finden die Vorschriften der deutschen Zivilprozessordnung über das Aufhebungsverfahren keine Anwendung.

II.

1. Vor Erlass der nach den Artikeln 3 bis 6 des Schiedsgerichtsabkommens zu treffenden Entscheidungen werden die Gerichtspräsidenten zu prüfen haben, ob die Voraussetzungen hierfür vorliegen. Ihre Entscheidungen werden, von dem Falle des Artikel 3 Abs. 1 Nr. 2 abgesehen, nicht ergehen dürfen, ohne dass vorher den Beteiligten Gelegenheit zur einmaligen schriftlichen oder mündlichen Äusserung mit einer Mindestfrist von zwei Wochen gegeben worden ist. Die auf diese Weise ergangenen Entscheidungen sind für das weitere Verfahren massgebend.

2. Der Verweigerung der Übernahme oder der Ausführung eines Schiedsrichteramts im Sinne der Artikel 4 und 5 des Abkommens steht die ungebührliche Verzögerung gleich; eine Verweigerung oder ungebührliche Verzögerung durch ein Mitglied des Schiedsgerichts, das ausserhalb des Landes seinen Wohnsitz hat, in dem das Schiedsgericht seinen Sitz hat, kommt jedoch nur dann in Frage, wenn dieses Mitglied die Ladung zu einem Termin oder die Aufforderung zur Abgabe einer Erklärung wiederholt unbeachtet gelassen hat; diese Voraussetzung wird nach Auffassung der Delegation erst dann angenommen werden können, wenn seit dem Empfang der ersten Ladung und Aufforderung mindestens vier, seit Empfang der zweiten Ladung und Aufforderung mindestens zwei Wochen verflossen sind und die zweite Ladung unter der Mitteilung ergangen ist, dass bei Nichterscheinen oder Unterlassen der Erklärung nach Artikel 4 des Abkommens verfahren werden würde.

III.

Die Delegationen sind der Auffassung, dass keine Bedenken dagegen bestehen, vor dem Inkrafttreten des Schiedsgerichtsabkommens abgeschlossene laufende Schiedsverträge jedenfalls dann als gültig anzusehen, wenn sie den Erfordernissen des Schiedsgerichtsabkommens entsprechen, und dass die auf Grund derartiger Schiedsverträge ergehenden Schiedssprüche nach Massgabe des Artikel 13 Abs. 2 des Schiedsgerichtsabkommens zu vollstrecken sind.

Moskau, den 21. Dezember 1928.

Für die Deutsche Delegation:
Posse.
Martius.

Für die Delegation der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken:
Stomoniakoff.
Pankratoff.

Anlage 8 zum Protokoll.

Vereinbarungen und Erklärungen zum Abkommen über gewerblichen Rechtsschutz.

1. Zu Artikel 3.

Die Regierung der U. d. S. S. R. erklärt ihre Bereitwilligkeit, den in Frage kommenden Behörden der U. d. S. S. R. zu empfehlen, alle Anträge deutscher Staatsangehöriger über die Anerkennung der Priorität von Warenzeichen, die vor dem 31. Juli 1914 auf dem Gebiete des ehemaligen Russischen Reiches angemeldet oder eingetragen waren und innerhalb der in Artikel 3 vorgesehenen Frist wieder angemeldet wurden und hinsichtlich welcher die Priorität abgelehnt oder bis jetzt noch nicht anerkannt ist, wohlwollend zu prüfen.

Die Liste der in Frage kommenden Fälle wird der Regierung der U. d. S. S. R. auf diplomatischem Wege mitgeteilt werden.

Die Delegation der U. d. S. S. R. stellt in Aussicht, dass das Ergebnis der Prüfung bis zum Ablauf von drei Monaten nach Einreichung der Liste vorliegen wird.

2. Zu Artikel 5.

Einzelne Fälle, in denen das Vorliegen der Voraussetzungen des Artikel 5 von den zuständigen Behörden der U. d. S. S. R. verneint worden ist, werden erneut und in entgegenkommendem Sinne geprüft werden.

Demgemäss sind die Interessenten berechtigt, innerhalb einer dreimonatigen Frist vom Tage der Unterzeichnung dieser Vereinbarung ab an das zuständige Patentamt den Antrag zu stellen, eine erneute Prüfung der endgültigen Entscheidung in den Fällen vorzunehmen, in welchen die Entscheidung negativ ausgefallen ist.

3. Zu Artikel 6.

Es wird Übereinstimmung über folgendes festgestellt:

Wer bei der Patentierung im anderen Lande das in Artikel 6 vorgesehene Prioritätsrecht in Anspruch nehmen will, hat bei dem Patentamt dieses Landes einen Antrag unter Angabe des Zeitpunktes und des Landes, in dem die ursprüngliche Anmeldung erfolgte, zu stellen sowie innerhalb von drei Monaten nach der Antragstellung den Nachweis des Prioritätsrechts beizubringen.

Wird die Prioritätserklärung nicht rechtzeitig abgegeben, so dürfen daran keine weitergehenden Folgen geknüpft werden, als die des Verlustes der Priorität für die jeweils vorliegende Anmeldung.

4. Das Vorbenutzungsrecht der patentierten Erfindungen, die den Staatsangehörigen eines der beiden Teile gehören, wird nur denjenigen Personen (Vorbenutzern) zuerkannt, welche die in Frage kommende Erfindung in gutem Glauben in einem industriellen oder gewerblichen Betrieb benutzt oder sämtliche für eine solche Benutzung erforderlichen Vorbereitungen getroffen haben.

Eine Benutzung oder vorbereitende Handlung, die erst nach der Anmeldung vorgenommen wurde, können in dem Lande, in dem diese Anmeldung erfolgt ist, ein Vorbenutzungsrecht nicht begründen.

5. Beide Regierungen sind einverstanden, dass zur Vereinfachung der Abwicklung von Patentangelegenheiten in Zukunft bei der Einreichung von Unterlagen durch Staatsangehörige des einen Landes an das Patentamt des anderen Landes die Patentämter hinsichtlich der Beglaubigung der Unterschriften sich auf folgende Forderungen beschränken werden:

a) für die dem Erfindungskomitee des Obersten Volkswirtschaftsrats der U. d. S. S. R. einzureichenden Unterlagen deutscher Staatsangehöriger einschliesslich der Vollmachten bedarf es einer Beglaubigung der Unterschrift entweder durch einen Notar oder durch den Vorsitzenden des Reichspatentamts oder durch das Amtsgericht;

b) für die dem Reichspatentamt einzureichenden Unterlagen von Staatsangehörigen der U. d. S. S. R. bedarf es einer Beglaubigung der Unterschrift entweder durch ein staatliches Notariatskontor oder das Volksgericht; für die von dem Erfindungskomitee des Obersten Volkswirtschaftsrats ausgehenden Unterlagen genügt eine Beglaubigung der Unterschrift durch den Vorsitzenden des Erfindungskomitees.

Eine Legalisierung findet in beiden Fällen nicht statt.

6. Es wird übereinstimmend festgestellt, dass bei Erledigung der von Staatsangehörigen eines der beiden Länder gestellten Anträge auf Patenterteilung oder Registrierung von Gebrauchsmustern und Warenzeichen in den Patentämtern den Antragstellern die Möglichkeit gegeben wird, in allen Stadien der Antragserledigung persönlich oder durch gesetzlich bevollmächtigte Vertreter sämtliche der Meinung der Antrag-

steller nach erforderlichen Erläuterungen zu geben. Dies bezieht sich auch auf die Erörterung von Klagen und Beanstandungen gegen erfolgte Anmeldungen und Entscheidungen der Patentämter in allen Fällen, in denen dies durch die geltenden Gesetze zulässig ist.

7. Die beiden Regierungen werden Massnahmen treffen, um den Erfindungen, Gebrauchsmustern, Mustern und Modellen, die auf einer Ausstellung zur Schau gestellt werden, sowie Warenzeichen, die auf einer daselbst zur Schau gestellten Ware angebracht sind, einen einstweiligen Schutz zu gewähren.

Moskau, den 21. Dezember 1928.

Für die Deutsche Regierung:
Posse.
Martius.

Für die Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken:
Stomoniakoff.
Pankratoff.

33.

BOLIVIE, BRÉSIL.

Traité concernant la frontière et les communications par chemin de fer entre les deux pays; signé à Rio de Janeiro, le 25 décembre 1928.*)

Copie officielle.

Tratado de límites y comunicaciones ferroviarias entre Bolivia y el Brasil.

El Presidente de la República de Bolivia y el Presidente de los Estados Unidos del Brasil, deseosos de estrechar cada vez más las antiguas relaciones de amistad entre el Brasil y Bolivia:

considerando que, con ese propósito, es de la más alta conveniencia completar la fijación de la frontera común, en los lugares que, a pesar de los tratados anteriores de 27 de marzo de 1867**) y 17 de noviembre de 1903,***) aún permanecen abiertos;

considerando, por otro lado, la necesidad de que sean mejor caracterizados otros lugares demarcados ya;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rio de Janeiro, le 27 juin 1929.
) V. **N.R.G. XX, p. 613.
***) V. **N.R.G.** 3. s. III, p. 62.

y considerando también la ventaja de determinar definitivamente el mejor modo de dar ejecución a ciertas obligaciones pendientes del citado tratado de 1903, que se refieren a la vinculación ferroviaria entre los dos países;

resolvieron celebrar un nuevo tratado en el cual todas esas disposiciones quedan establecidas.

Y, para ese fin, nombraron sus plenipotenciarios, a saber;

El Presidente de la República de Bolivia:
al Señor Fabián Vaca Chávez, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario junto al Gobierno brasileño;

El Presidente de la República de los Estados Unidos del Brasil:
al Señor Octavio Mangabeira, Ministro de Relaciones Exteriores;

Los cuales, después de haber exhibido los respectivos plenos poderes, encontrados en buena y debida forma, convenieron en los siguientes articulos:

Artículo I.

La línea de frontera señalada en el tratado de 17 de noviembre de 1903, en la zona comprendida entre la naciente principal del río Rapirrán y el arroyo Bahía, seguirá de la referida naciente principal, en línea recta, hasta la desembocadura del río Chipamanu; de ahí continuará, subiendo el Chipamanu, hasta su naciente principal, de donde proseguirá, en línea recta, hasta la naciente del brazo oriental del Arroyo Bahía. De esa naciente, la línea divisoria bajará por el mismo brazo oriental y por el arroyo Bahía, hasta la desembocadura de éste en el río Acre.

Artículo II.

En la zona del río Madeira, limítrofe entre el Brasil y Bolivia, esto es, de la confluencia del Beni y del Mamoré a la boca del Abuná, la frontera correrá por la línea de la media distancia entre las márgenes, perteneciendo al Brasil las islas e islotes que quedan más próximos a la margen brasileña, y a Bolivia las islas e islotes que quedan más próximos a la margen boliviana.

De acuerdo con los mapas levantados en 1914 por la Comisión mixta brasileño-boliviana demarcadora de límites, las islas e islotes que quedan del lado del Brasis están denominados así: dos Anús ó da Confluencia, Marinha, Quinze de Novembro, Misericordia, Sete de Setembro, Periquitos y Ararás; los que quedan del lado de Bolivia están denominados así: Bolívar, Sucre, Seis de Agosto, Riberón, Amistad y Colombo.

Artículo III.

Del punto extremo de la demarcación de 1877, donde fué colocado un marco, a que se refiere el acta de la cuarta conferencia de la Comisión mixta brasileño-boliviana, la línea de frontera proseguirá para el este, por el paralelo de dicho punto, hasta encontrar una recta trazada

entre el morre de Cuatro Hermanos y la naciente principal del río Verde. Seguirá, después, por esa recta, al Norte, hasta la dicha naciente del río Verde, que será señalada con un marco.

En el más corto plazo posible, después del canje de ratificaciones de este tratado, los dos Gobiernos nombrarán una Comisión Mixta Demarcadora, para inspeccionar toda la línea de frontera, reparar antiguos marcos destruídos, levantar nuevamente los que hubieran caído, escoger puntos donde, para mayor claridad de la línea divisoria y de las respectivas posesiones de los dos países, deberán ser colocados nuevos marcos; efectuar, en suma, todas las operaciones de demarcación que fueren necesarias, en la misma línea de frontera.

Artículo IV.

Por cambio de notas los dos Gobiernos determinarán, precisamente, las instrucciones por las que se deberá regir la Comisión mixta demarcadora.

Artículo V.

Habiendo los dos Gobiernos concordade en que no se lleve a efecto la construcción del ramal ferroviario entre Villa Murtinho, u otro punto próximo, y Villa Bella, en la confluencia del Beni y del Mamoré, obre que el Brasil se obligó a realizar, en virtud del artículo 7º del tratado de 17 de noviembre de 1903, y siendo conveniente para ambos países que se efectúe, del modo más eficaz, la vinculación comercial prevista en aquel tratado, queda estipulada la sustitución de la obligación aludida por de un auxilio del Brasil a la realización de un plan de construcciones ferroviarias que, ligando Cochabamba a Santa Cruz de la Sierra, se prolongue de ahi, por un lado, a un puerto en la hoya del Amazonas y, por otro lado, a un puerto en el río Paraguay, en lugar que permita el contacto con la red ferroviaria brasileña. Este último tramo podrá ser, provisoriamente, ejecutado bajo la forma de un vía de tracción moderna, que sea después trasformada en ferrovía, reconociendo al Brasil el derecho de apresurar esa transformación, si así le conviniere, del modo que combinaren ambos Gobiernos.

El referido auxilio será de un millón de libras esterlinas, que el Gobierno brasileño pondrá a disposición del Gobierno boliviano dentre de seis meses después del canje de ratificaciones de este tratado y depués de un cambio de notas entre los dos Gobiernos, en las cuales éstos especificarán la forma de pago, la manera cómo será transferida dicha importancia, las obros en que será ella utilizada, la duración y el orden de los trabajos y cualesquier otros detalles que sean necessarios, atendiendo los derechos preexistentes en virtud de contratos suscriots por cada uno de los Gobiernos.

Artículo VI.

Este tratado constituirá un todo indivisible. Cumplidas las formalidades legales en cada uno de los dos países, será ratificado; y las rati-

ficaciones serán trocadas en la ciudad de Rio de Janeiro e en la de La Paz, en el más breve plazo posible.

En fé de lo cual, los plenipotenciarios arriba indicados firman el presente tratado en dos ejemplares, cada uno de los cuales en lengua castellana y portuguesa, fijando en ellos sus respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Rio de Janeiro, a los 25 dias del mes de Diciembre de 1928.

(L. S.) *Fabián Vaca Chávez.*
(L. S.) *Octavio Mangabeira.*

34.

GRANDE-BRETAGNE, COSTA-RICA.

Convention concernant les voyageurs de commerce; signée à San José, le 27 décembre 1928.*)

Treaty Series, No. 33 (1930).

His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Government of the Republic of Costa Rica, being desirous of fostering the development of commerce between Great Britain and Northern Ireland and Costa Rica, and of increasing the exchange of commodities by facilitating the work of commercial travellers, have agreed to conclude a Convention for that purpose and have to that end appointed as their plenipotentiaries:

His Britannic Majesty's Government in Great Britain:

Mr. C. Braithwaite Wallis, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Costa Rica, and

the President of the Republic of Costa Rica:

Mr. Rafael Castro Quesada, Secretary for Foreign Relations,

El Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña y el Gobierno de Costa Rica, deseando fomentar el desarrollo comercial entre Gran Bretaña e Irlanda del Norte y Costa Rica, y acrecentar el intercambio de mercaderías, facilitando la actuación de los Agentes Viajeros, han decidido celebrar con tal propósito un convenio, y a ese fin han nombrado como sus respectivos plenipotenciarios:

El Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña:

al Mr. C. Braithwaite Wallis, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Costa Rica, y

el Presidente de la República de Costa Rica:

al señor don Rafael Castro Quesada, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores,

---

*) Les ratifications ont été échangées à San José, le 8 août 1930.

who, having communicated to each other their full powers, which were found to be in due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

Commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Costa Rica may operate in Great Britain and Northern Ireland, and reciprocally, commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Great Britain or Northern Ireland may operate in Costa Rica upon obtaining from the competent authorities in the country in which they propose to operate such licence, if any, as may be required by the regulations in force. In the event of such a licence being required it shall be obtainable by a commercial traveller on payment of a single fee and shall be valid throughout the whole of Costa Rica or Great Britain and Northern Ireland as the case may be.

It is understood that commercial travellers desiring to transact business in both Great Britain and Northern Ireland in respect of wine, spirits, beer, tobacco, or gold and silver plate, may be required, notwithstanding the foregoing provisions, to obtain two separate licences, one each for Great Britain and for Northern Ireland, and to pay two separate fees therefor.

Article 2.

In order to secure the licence referred to in Article 1 of this Agreement, the applicant may be required to obtain from the country of domicile of the persons, companies or

quienes, después de haberse comunicado mutuamente sus plenos poderes y hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo 1.

Los Agentes Viajeros representantes de personas, compañías o firmas que hagan negocios en Costa Rica podrán actuar en la Gran Bretaña y en Irlanda del Norte, y recíprocamente, los Agentes Viajeros representantes de personas, compañías o firmas que hagan negocios en la Gran Bretaña o Irlanda del Norte podrán actuar en Costa Rica, obteniendo de las competentes autoridades en el país en que se proponen actuar, la licencia que sea requerida por los reglamentos vigentes. En el caso de que esa licencia se requiera, un Agente Viajero podrá obtenerla mediante el pago de un único derecho que será válido en todo el territorio de Costa Rica o de la Gran Bretaña y de Irlanda del Norte, según sea el caso.

Es entendido que a los Agentes Viajeros que deseen hacer negocios en la Gran Bretaña y en Irlanda del Norte, respecto de vinos, bebidas espirituosas, cerveza, tabaco u objetos dorados y plateados, podrá exigírseles, no obstante las anteriores disposiciones, que obtengan dos licencias separadas: una para la Gran Bretaña y otra para Irlanda del Norte, y pagar en consecuencia dos derechos separadamente.

Artículo 2.

A fin de obtener la licencia a que se refiere el artículo 1 de este Convenio puede exigirse al solicitante que obtenga del país en que tienen su domicilio las personas, compañías

firms represented a certificate attesting his character as a commercial traveller, such certificate to be endorsed if the regulations so require by a Consular Officer of the country in which he proposes to operate. Upon presentation of the certificate in due form, the Authorities of the latter shall issue to the applicant the national licence as provided in Article 1.

The Chambers of Commerce as well as such other trade associations and other recognised commercial associations in either country as may be authorised in this behalf, shall be mutually accepted in the other as competent authorities for issuing the certificates required for the purposes of this Agreement.

Article 3.

A commercial traveller may import and sell without obtaining a special licence any samples the importation of which is not prohibited.

Article 4.

Samples or specimens which are liable to import duty and the importation of which is not prohibited shall, when introduced by commercial travellers operating under the provisions of this Agreement, be temporarily admitted free of duty into the country in which they propose to operate subject to the amount of the import duties being deposited or security given for payment if necessary.

The period allowed for re-exportation shall be not less than six months. When the period of grace has expired, duty shall be payable on samples or specimens which have

o firmas que represente, un certificado en que conste su carácter de Agente Viajero; ese certificado debe ser legalizado, si los reglamentos lo requieren, por un Funcionario Consular del país en que se propone actuar. A la presentación del certificado en debida forma, las Autoridades del último país extenderán al solicitante la licencia nacional, como se dispone en el artículo 1.

Las Cámaras de Comercio, así como las otras sociedades comerciales y las otras asociaciones de comercio reconocidas en cada país, que puedan ser autorizadas para este objeto, serán recíprocamente aceptadas en el otro, como autoridades competentes para la emisión de los certificados requeridos para los propósitos de este Convenio.

Artículo 3.

Un Agente Viajero puede importar y vender, sin obtener una licencia especial, cualesquier muestras cuya importación no esté prohibida.

Artículo 4.

Las muestras o especímenes sujetos al pago de derechos de importación, sin que ésta esté prohibida, cuando sean introducidas por Agentes Viajeros que actúen bajo las disposiciones de este Convenio, serán temporalmente admitidas libres de derechos en el país en que se proponen actuar, sujetas al depósito del monto de los derechos de importación o a dar garantía para su pago si fuese necesario.

El período concedido para la reexportación no será menor de seis meses. Cuando el período de gracia haya expirado, los derechos se pagarán sobre las muestras o especímenes

not been re-exported or placed in bond.

Article 5.

For the purposes of this Agreement all objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said Articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and, secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

Article 6.

All Customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoiding delay in the clearance and re-exportation of samples and specimens. In particular:

(1.) The Customs Authorities of the importing country shall recognise as sufficient for the future identification of the samples or specimens the marks which have been affixed by the Customs Authorities of the exporting country, provided that the said samples or specimens are accompanied by a descriptive list certified by the Customs Authorities of the latter. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimens by the Customs Authorities of the importing country in all cases in which the latter considers the additional guarantee indispensable for ensuring the identification of the samples or specimens on re-exportation. Except in the latter case Customs verification shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and char-

que no han sido reexportados o depositados.

Artículo 5.

Para los fines de este Convenio, todos los objetos que representen una determinada categoría de mercaderías, serán considerados como muestras o especímenes con tal que: primero, dichos artículos puedan ser debidamente identificados para la reexportación, y segundo, que no sean de tal cantidad o valor que, tomados conjuntamente, no puedan ya constituir muestras en el sentido usual de la palabra.

Artículo 6.

Todas las formalidades aduaneras serán simplificadas tanto como sea posible, con la mira de evitar demoras en el despacho y reexportación de las muestras y especímenes. En particular:

(1.) Las Autoridades de Aduana del país importador reconocerán como suficiente, para la futura identificación de las muestras o especímenes, las marcas que han sido fijadas por las Autoridades de Aduana del país exportador, con tal que dichas muestras o especímenes estén acompañados de una lista descriptiva certificado por las Autoridades de Aduana del último país. Sin embargo, pueden fijarse marcas adicionales en las muestras o especímenes por las Autoridades de Aduana del país importador, siempre que éstas consideren las marcas adicionales como garantía indispensable para asegurar la identificación de las muestras o especímenes para la reexportación. Excepto en el último caso, la comprobación aduanera se limitará a la identificación de las

ges to which they may eventually be liable.

(2.) The refund of duties paid on importation or the release of the security for payment of these duties shall be effected without delay at any Custom House (and not only through that through which they were imported) and subject to the deduction of the duties payable on samples or specimens not produced for re-exportation or placed in bond.

Article 7.

Pedlars, hawkers and other salesmen who sell directly to the consumer, even though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travellers, but shall be subject to the licence fees levied on business of the kind which they carry on.

Article 8.

No licence shall be required of:

(a) persons travelling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial relations, provided that they do not make sales of merchandise;

(b) persons operating through local agencies which pay the licence fee or other imposts to which their business is subject;

(c) travellers who are exclusively buyers.

Article 9.

Nothing in this Agreement shall affect the application in Costa Rica and Great Britain and Northern Ireland respectively of the condi-

muestras y a determinar el total de los derechos e impuestos a que eventualmente estén sujetas.

(2.) La restitución del pago de derechos de importación o el descargo de la garantía para este objeto, se verificará sin demora en cualquier Aduana (y no únicamente en aquella que sirvió para su importación) y se sujetará a la deducción de los derechos sobre las muestras o especímenes no presentados para la reexportación o depositados.

Artículo 7.

Los buhoneros, vendedores ambulantes y otros mercaderes que venden directamente al consumidor, aunque no hayan establecido lugar para negocios en el país en que actúan, no serán considerados como Agentes Viajeros; sino que estarán sujetos al pago de derechos de la licencia impuestos sobre la clase de negocio en que se ocupen.

Artículo 8.

Ninguna licencia se requerirá de:

(a) las personas que viajen solamente para estudiar el comercio y sus necesidades, aunque hayan iniciado relaciones comerciales, con tal que no hagan ventas de mercaderías;

(b) las personas que actúen por medio de agencias locales que pagan los derechos de licencia u otros impuestos a que sus negocios estén sujetos;

(c) los viajeros que son únicamente compradores.

Artículo 9.

En este Convenio nada afectará la aplicación en Costa Rica y en la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, respectivamente, de las condiciones

tions and regulations for the time being in force therein with respect to the entry, travelling and residence of all foreigners.

y reglamentos, durante el tiempo en que estén vigentes en ellas, relativos a la entrada, salida y residencia de todos los extranjeros.

Article 10.

Any concessions affecting any of the provisions of the present Agreement that may hereafter be granted in either country, whether by law or by treaty, convention or agreement, to any foreign State shall immediately and unconditionally be extended to the other country.

Artículo 10.

Cualquier concesíon que afecte alguna de las disposiciones del presente Convenio, que pueda en lo sucesivo, otorgarse en alguno de estos países, por ley o por tratado, convención o convenio, a algún estado extranjero, será inmediata e incondicionalmente extensiva al otro país.

Article 11.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at San José within two years, or sooner if possible. It shall remain in force until the expiration of six months from the date upon which either the Government of Costa Rica or His Britannic Majesty's Government in Great Britain shall have denounced it.

In testimony whereof the respective plenipotentiaries have signed these Articles and have thereunder affixed their seals.

Done in duplicate, in Spanish and English, at San José, Costa Rica, this twenty-seventh day of December, one thousand nine hundred and twenty-eight.

Artículo 11.

El presente Convenio será ratificado, y las ratificaciones serán canjeadas en San José dentro de dos años o antes si fuere posible. Quedará en vigor hasta seis meses después de la fecha en que el Gobierno de Costa Rica o el Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña lo hubiere denunciado.

En fe de lo cual los respectivos plenipotenciarios han firmado estos artículos y los han sellado con sus sellos.

Hecho en dos ejemplares, en español y en inglés, en San José de Costa Rica, el día veintisiete de diciembre de mil novecientos veintiocho.

(L. S.) *C. Braithwaite Wallis.*
(L. S.) *R. Castro Q.*

35.

GRANDE-BRETAGNE, PÉROU.

Arrangement concernant les voyageurs de commerce; signé à Lima, le 31 décembre 1928.

Treaty Series, No. 12 (1930).

His Britannic Majesty's Government in Great Britan through

His representative Lord Herbert Hervey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary; and

the Government of the Peruvian Republic through

its representative Dr. Pedro José Rada y Gamio, Minister of Foreign Relations,

being desirous of fostering the development of commerce between Great Britain and Northern Ireland and Peru, and of increasing the exchange of commodities by facilitating the work of commercial travellers having reciprocally exhibited to each other their full powers, mutually agree as follows:

Article 1.

Commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Great Britain or Northern Ireland, may operate in Peru, and reciprocally commercial travellers, representing persons, companies or firms carrying on business in Peru may operate in Great Britain or Northern Ireland upon obtaining from the competent authorities in the country in which they propose to operate such licence, if any, as may be required by the regulations in force. In the event of

El Gobierno de la República del Perú, representado por

el Dr. Pedro José Rada y Gamio, Ministro de Relaciones Exteriores, y

El Gobierno de Su Majestad Británica, por medio de

su Representante Sr. Lord Herbert Hervey, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario,

deseosos de fomentar el desarrollo del comercio entre la Gran Bretaña y Norte de Irlanda y el Perú, y de incrementar el intercambio de productos, facilitando la labor de los agentes viajeros comerciales, habiendo exhibido recíprocamente sus plenos poderes, convienen mutuamente en lo siguiente:

Artículo 1º

Los agentes viajeros de comercio que representen personas, compañías o firmas que mantengan negocios en la Gran Bretaña o en el Norte de Irlanda, podrán actuar en el Perú, y recíprocamente los agentes viajeros de comercio que representen personas, compañías o firmas que mantengan negocios en el Perú, podrán actuar en la Gran Bretaña y en el Norte de Irlanda, obteniendo de las autoridades competentes del país en el cual se proponen hacerlo, una licencia, si aquella fuese reque-

such a licence being required it shall be obtainable by a commercial traveller on payment of a single fee and shall be valid throughout the whole of Peru or Great Britain and Northern Ireland as the case may be.

rida por disposiciones vigentes. En el caso de que tal licencia fuese necesaria, el agente viajero de comercio la obtendrá mediante el pago de un derecho único, y ella será válida en todo el territorio del Perú o de la Gran Bretaña y Norte de Irlanda, según sea el caso de usarla.

It is understood that commercial travellers desiring to transact business in both Great Britain and Northern Ireland in respect of wine, spirits, beer, tobacco, or gold and silver plate, may be required, notwithstanding the foregoing provisions, to obtain two separate licences, one each for Great Britain and for Northern Ireland, and to pay two separate fees therefor.

Es entendido que los agentes viajeros de comercio que deseen realizar negocios conjuntamente en Gran Bretaña y Norte de Irlanda, relativos a vinos, licores, cerveza, tabaco o vajillas de oro o plata, necesitarán, no obstante los precedentes requisitos, obtener dos licencias por separado; una para la Gran Bretaña y otra para el Norte de Irlanda, y pagarán, por lo tanto, separadamente, dos derechos.

Article 2.

In order to secure the licence referred to in Article 1 of this Agreement, the applicant may be required to obtain from the country of domicile of the persons, companies, or firms represented a certificate attesting his character as a commercial traveller, such certificate to be endorsed if the regulations so require by a Consular Officer of the country in which he proposes to operate. Upon presentation of the certificate in due form, the Authorities of the latter shall issue to the applicant the national licence as provided in Article 1.

The Chambers of Commerce as well as such other trade associations and other recognised commercial associations in either country as may be authorised in this behalf, shall be mutually accepted in the other as competent authorities for issuing the certificates required for the purposes of this Agreement.

Artículo 2°

Para garantizar la licencia referida en el artículo 1°, de este Convenio se podrá exigir al postulante la obtención en el país de domicilio de las personas, compañías o firmas que represente, un certificado que acredite su calidad de agente viajero de comercio, el cual debe ser visado, si los reglamentos así lo requieren, por el funcionario consular del país en el que se propone actuar. A la presentación del certificado en debida forma las autoridades de este último país, le expedirán la licencia nacional según lo estipula el artículo 1°.

Las Cámaras de Comercio, así como las demás asociaciones industriales y comerciales en uno u otro país, reconocidas y autorizadas como tales, serán mutuamente aceptadas en el otro, como autoridades competentes para expedir los certificados requeridos para los fines de este Convenio.

Article 3.

A commercial traveller may import and sell without obtaining a special licence any samples the importation of which is not prohibited excepting fine jewellery.

Article 4.

Samples or specimens which are liable to import duty and the importation of which is not prohibited shall, when introduced by commercial travellers operating under the provisions of this Agreement, be temporarily admitted free of duty into the country in which they propose to operate subject to the amount of the import duties being deposited or security given for payment if necessary.

The period allowed for re-exportation shall be not less than six months. When the period of grace has expired, duty shall be payable on samples or specimens which have not been re-exported or placed in bond.

Article 5.

For the purposes of this Agreement all objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said Articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and, secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

Artículo 3º

Un agente viajero de comercio puede importar y vender sin necesidad de obtener licencia especial, cualquier muestra cuya importación no esté prohibida, con excepción de joyería fina.

Artículo 4º

Las muestras o modelos que estén sujetos a derechos de importación y cuya importación no esté prohibida, cuando sean introducidos por los agentes viajeros de comercio que actúen bajo las condiciones establecidas en el presente Convenio, serán admitidos, provisionalmente, libres de derechos en el país en el cual los agentes se proponen actuar, con la condición de que la suma que represente el valor de los derechos de entrada sea depositada o se dé fianza, si fuera necesario, respecto al pago de ella.

El período permitido para la reexportación no será menor de seis meses. A la expiración de este plazo de gracia, deben ser pagados los derechos correspondientes a las muestras o modelos que no hayan sido reexportados o puestos en garantía.

Artículo 5º

Para el propósito de este Convenio, todos los objetos representativos de una categoría determinada de efectos, serán considerados como muestras o modelos siempre que reúnan las condiciones siguientes: Primero que dichos artículos sean de naturaleza tal que puedan debidamente identificarse al re-exportarios, y segundo, que los artículos así importados no sean ni por su calidad y valor tales que, tomados como un todo, no constituyan ya muestras en la verdadera acepción de la palabra.

Article 6.

All Customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoiding delay in the clearance and re-exportation of samples and specimens. In particular:

(1) The Customs Authorities of the importing country shall recognise as sufficient for the future identification of the samples or specimens the marks which have been affixed by the Customs Authorities of the exporting country, provided that the said samples or specimens are accompanied by a descriptive list certified by the Customs Authorities of the latter. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimens by the Customs Authorities of the importing country in all cases in which the latter considers the additional guarantee indispensable for ensuring the identification of the samples or specimens on re-exportation. Except in the latter case Customs verification shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may eventually be liable.

(2) The refund of duties paid on importation or the release of the security for payment of these duties shall be effected without delay at any Custom House (and not only through that through which they were imported) and subject to the deduction of the duties payable on samples or specimens not produced for re-exportation or placed in bond.

Article 7.

Pedlars, hawkers and other salesmen who sell directly to the consu-

Artículo 6º

Todas las formalidades aduaneras serán simplificadas tanto como sea posible, con el objeto de evitar demoras en el despacho y re-exportación de las muestras y modelos: En particular:

1º Las autoridades aduaneras del país importador reconocerán como suficiente para la futura identificación las marcas que hayan sido fijadas en las muestras o modelos, por las autoridades aduaneras del país exportador, con tal que dichas marcas o modelos, estén acompañados de una lista descriptiva, certificada por las autoridades aduaneras del último. Marcas adicionales pueden ser, además, fijadas por las autoridades aduaneras del país importador en todos los casos en que el último juzgue indispensable esa garantía adicional, para asegurar la mejor identificación de las muestras o modelos al tiempo de su re-exportación. Exceptuando el último caso, el control de la aduana se circunscribirá a identificar las muestras y determinar el total de derechos y gabelas a que pueden estar sujetas eventualmente.

2º El reembolso de los derechos pagados sobre la importación o la cancelación de la fianza prestada en garantía del pago de estos derechos, se efectuará sin demora por cualquier aduana (no siendo necesario que lo sea por aquella por donde fuere importada) previa rebaja de los derechos que corresponden a las muestras o modelos que no se presenten para la re-exportación o que queden en garantía.

Artículo 7º

Los vendedores ambulantes, buhoneros y otros vendedores que expen-

mer, even though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travellers, but shall be subject to the licence fees levied on business of the kind which they carry on.

dan directamente al consumidor, aún cuando no tengan sede de negocios establecida en el país en el cual actúan, no serán considerados como agentes viajeros de comercio, sino que estarán sujetos, al pago de derechos de licencia determinados para la clase de negocios a que se dedican.

Article 8.

No licence shall be required of:

(a) persons travelling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial relations, provided that they do not make sales of merchandise;

(b) persons operating through local agencies which pay the licence fee or other imposts to which their business is subject;

(c) travellers who are exclusively buyers.

Artículo 8º

No necesitarán licencia:

(a) Las personas que viajen solamente para estudiar el mercado y sus necesidades, aunque inicien relaciones comerciales, con tal que no hagan venta de mercaderías;

(b) Las personas que actúen por intermedio de agencias locales que paguen la patente u otros impuestos a que sus negocias están sujetos;

(c) Los agentes viajeros que sean estrictamente compradores.

Article 9.

Nothing in this Agreement shall affect the application in Great Britain and Northern Ireland and Peru respectively of the conditions and regulations for the time being in force therein with respect to the entry, travelling and residence of all foreigners.

Artículo 9º

Nada en el presente Convenio, por todo el tiempo de su vigencia, afectará en la Gran Bretaña y Norte de Irlanda y en el Perú, respectivamente, lo que esté estipulado respecto a la entrada, viajes y residencia de los extranjeros en general.

Article 10.

Any concessions affecting any of the provisions of the present Agreement that may hereafter be granted in either country, whether by law or by treaty, convention or agreement, to any foreign State shall immediately and unconditionally be extended to the other country.

Artículo 10º

Toda concesión que afecte a cualquiera de las estipulaciones del presente Convenio, otorgada en uno u otro país a un estado extranjero, ya sea por ley o por tratado, convención o arreglo será extendida inmediata e incondicionalmente, al otro país.

Article 11.

The present Agreement shall come into force immediately.

Artículo 11º

El presente Convenio entrará en vigencia inmediatamente. Quedará

It shall remain in force until the expiration of six months from the date upon which either His Britannic Majesty's Government in Great Britain or the Government of Peru shall have denounced it.

Done in duplicate at Lima in the English and Spanish languages, the thirty-first of December, one thousand nine hundred and twenty-eight.

en vigencia hasta la expiración de seis meses contados desde la fecha en que el Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña o el del Perú lo hayan denunciado.

Hecho por duplicado en los idiomas castellano e inglés el treintaiuno de Diciembre de mil novecientos veintiocho.

(L. S.) *Herbert Hervey.*
(L. S.) *Pedro José Rada y Gamio.*

36.

PORTUGAL, SUÈDE.

Accord concernant le contrôle des conditions de navigabilité des navires; signé à Lisbonne, le 3 janvier 1929.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1929, No. 4.

Le Gouvernement de la République Portugaise et le Gouvernement Royal de Suède, ayant reconnu que les lois et règlements sur la sûreté de la navigation, en vigueur dans les deux pays, garantissent un contrôle efficace des conditions de navigabilité des navires;

Désirant faciliter les relations maritimes réciproques entre les deux Etats;

ont résolu de conclure l'Accord suivant:

Article 1er.

Chacun des deux Etats Contractants reconnaît pleinement les dispositions légales et réglementaires établies par l'autre Etat dans sa législation, dans le but d'assurer un contrôle suffisant des conditions de sûreté des navires de sa nationalité, quelles que soient leur espèce et leurs dimensions.

Article 2ème.

En conséquence des stipulations de l'Article 1er, les autorités publiques suédoises reconnaissent comme valables et légaux, les certificats de navigabilité délivrés par les autorités maritimes portugaises, d'après les dispositions des arrêtés Nos. 15.272 et 15.452 du Gouvernement de la République Portugaise, en date du 9 avril 1928.

Les autorités maritimes portugaises dans les ports du Continent de la République et des archipels adjacents, reconnaissent comme valables et légaux, les certificats de navigabilité, ou documents équivalents, délivrés aux navires suédois par les autorités compétentes de leur pays.

Article 3ème.

Les navires suédois dans les ports du Continent de la République ou des archipels adjacents, ne sont astreints, de la part des autorités maritimes portugaises, qu'à un contrôle se bornant à la constatation de l'existence à bord de certificats de navigabilité ou documents équivalents, encore en vigueur, et délivrés par les autorités compétentes de leur pays..

Les navires portugais dans les ports de Suède ne sont astreints de la part des autorités compétentes de ces ports qu'à un contrôle se bornant à la constatation de l'existence à bord d'un certificat de navigabilité, encore en vigueur, délivré par les autorités maritimes portugaises.

Article 4ème.

Nonobstant les stipulations des Articles précédents les autorités compétentes de chacun des deux Etats Contractants peuvent empêcher le départ d'un navire de la nationalité de l'autre Etat, même s'il est pourvu d'un certificat de navigabilité, ou de documents équivalents, en vigueur, lorsqu'elles ont des raisons de craindre un danger évident pour la vie des personnes à bord, si le navire dont il s'agit était autorisé à faire le voyage projeté.

Dans ce cas, le consul du pays auquel appartient le navire dont le départ a été empêché, sera incessamment mis au courant du fait par les autorités compétentes, afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires imposées par les circonstances, à moins que, entre temps, le capitaine du navire dont il s'agit ne l'ait remis en bon état de navigabilité.

Article 5ème.

Les navires de la nationalité de chacun des deux Etats Contractants ne peuvent prétendre aux avantages découlant de cet Accord que s'ils sont pourvus d'un certificat de navigabilité, ou de documents équivalents, encore en vigueur, et délivrés par les autorités compétentes de leur pays. Par conséquent, les navires de la nationalité de l'un des deux Etats Contractants qui ne sont pourvus que des certificats délivrés par une société de classification, même si elle est reconnue par les deux Gouvernements, ne peuvent se couvrir du présent Accord pour se soustraire au contrôle exercé par les autorités compétentes de l'autre Etat, sauf sur les points pour lesquels la législation du pays de la nationalité du navire reconnaît comme valables et équivalents à des certificats officiels, les certificats de la société de classification dont il s'agit.

Les navires qui, par la législation de leur pays, ne sont pas tenus d'avoir à bord un certificat de navigabilité, ou documents équivalents, jouissent, par contre, de tous les avantages reconnus par le présent Accord, dans les mêmes conditions que les navires pourvus de certificats de navigabilité en règle.

Article 6ème.

Les autorités compétentes des deux Etats Contractants se réservent le droit de constater que les indications contenues dans les certificats de

navigabilité, ou documents équivalents, des navires d'émigrants, notamment celles ayant trait aux engins de sauvetage, nombre de passagers, vivres et eau, sont exactes, ainsi que les dispositions réglementaires du pays de ces autorités qui ont trait à l'habitabilité, l'hygiène et la salubrité des locaux affectés aux passagers d'entrepont, et si les installations des infirmeries, le matériel médical et pharmaceutique concordent avec les stipulations en vigueur dans le pays des autorités susmentionnées.

Article 7ème.

Les stipulations contenues à l'Article 1er du présent Accord, n'empêchent pas chacun des deux Etats Contractants de modifier, dès qu'il le trouve nécessaire, les dispositions légales et réglementaires respectives, sur la sûreté de la navigation, mais il devra toutefois porter immédiatement à la connaissance de l'autre Etat les modifications apportées à la législation en vigueur.

Les Etats Contractants peuvent introduire dans le présent Accord, par voie diplomatique, et en tout temps, les améliorations qui seraient jugées désirables ou nécessaires.

Article 8ème.

Le présent Accord entrera en vigueur le 1er février 1929 pour un temps indéterminé et pourra être dénoncé en tout temps par l'un ou l'autre des Parties Contractantes.

La dénonciation de l'Accord ne sortira ses effets que six mois après qu'elle aura été communiquée à l'autre Etat.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord.

Fait en double exemplaire à Lisbonne, de 3 janvier 1929.

Danielsson.
Manuel Carlos Quintão Meireles.

37.

GRANDE-BRETAGNE, ÉQUATEUR.

Arrangement concernant les voyageurs de commerce; signé à Quito, le 5 janvier 1929.

Treaty Series, No. 8 (1929).

His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Government of the Republic of Ecuador, being desirous of fostering the development of commerce between

El Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña y el Gobierno de la República del Ecuador, deseosos de acrecentar el desarollo del comercio entre la Gran Bretaña

Great Britain and Northern Ireland and Ecuador, and of increasing the exchange of commodities by facilitating the work of commercial travellers, mutually agree as follows:

Article 1.

Commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Great Britain or Northern Ireland may operate in Ecuador, and reciprocally commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Ecuador may operate in Great Britain and Northern Ireland, upon obtaining from the competent authorities in the country in which they propose to operate such licence, if any, as may be required by the regulations in force. In the event of such licence being required it shall be obtainable by a commercial traveller on payment of a single fee and shall be valid throughout the whole of Ecuador or Great Britain and Northern Ireland as the case may be.

It is understood that commercial travellers desiring to transact business in both Great Britain and Northern Ireland in respect of wine, spirits, beer, tobacco, or gold and silver plate, may be required, notwithstanding the foregoing provisions, to obtain two separate licences, one each for Great Britain and for Northern Ireland, and to pay two separate fees therefor.

Article 2.

In order to secure the licence referred to in Article 1 of this Agreement, the applicant may be required to obtain from the country of domicile of the persons, companies, or

y la Irlanda del Norte y el Ecuador, y de aumentar el intercambio de comodidades, facilitando la acción de los agentes viajeros comerciales convienen mutuamente en lo siguiente:

Artículo 1.

Los agentes viajeros que representen a personas, compañías o firmas que lleven a cabo negocios en la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, pueden trabajar en el Ecuador, y reciprocamente los agentes viajeros que representen personas, compañías o firmas que hacen negocios en el Ecuador, pueden trabajar en la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, obteniendo de las autoridades competentes del país en el cual se proponen operar, una licencia tal, si es el caso, cual la requieran los reglamentos en vigencia. En el evento de que tal licencia sea requerida, la obtendrá el agente viajero por medio del pago de un impuesto único, y será válida en todo el territorio del Ecuador o en la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, según sea el caso.

Se entiende que los agentes comerciales que deseen hacer negocios tanto en la Gran Bretaña como en Irlanda del Norte, respecto de vinos, licores, cerveza, tabaco o artículos de oro y plata, podrán ser obligados, no obstante las disposiciones anteriores a obtener dos licencias separadas, una para la Gran Bretaña y otra para la Irlanda del Norte y a pagar por éllas dos gravámenes separados.

Artículo 2.

A fin de conseguir la licencia a que se refiere el Artículo 1 de este Convenio, puede obligársele al peticionario a que obtenga en el país del domicilio de las personas, com-

firms represented a certificate attesting his character as a commercial traveller, such certificate to be endorsed if the regulations so require by a Consular Officer of the country in which he proposes to operate. Upon presentation of the certificate in due form, the Authorities of the latter shall issue to the applicant the national licence as provided in Article 1.

The Chambers of Commerce, as well as such other trade associations and other recognised commercial associations in either country as may be authorised in this behalf, shall be mutually accepted in the other as competent authorities for issuing the certificates required for the purposes of this Agreement.

Article 3.

A commercial traveller may import and sell without obtaining a special licence any samples the importation of which is not prohibited or which are not the monopoly of State.

Article 4.

Samples or specimens which are liable to import duty shall, when introduced by commercial travellers operating under the provisions of this Agreement, be temporarily admitted free of duty into the country in which they propose to operate subject to the amount of the import duties being deposited or security given for payment if necessary.

The provisions of this paragraph shall not, however, apply to

(a.) Samples or specimens the value of which exceeds four hundred pounds sterling.

pañías o firmas representadas, un certificado por el que se atestigüe su carácter como agente viajero, certificado que debe ser endosado por un funcionario consular del país en el cual se propone trabajar, si los reglamentos así lo requieren. A la presentación del certificado en debida forma, las autoridades de este último concederán al peticionario la licencia nacional que se fija en el artículo primero.

Las Cámaras de Comercio, así como las demás asociaciones comerciales y otras sociedades mercantiles reconocidas en cualquiera de los dos países, que a este respecto estén autorizadas, serán mútuamente aceptadas en el otro como autoridades competentes para conceder los certificados requeridos para los propósitos de este Convenio.

Artículo 3.

Un agente viajero puede importar y vender, sin obtener licencia especial, cualesquiera muestras cuya importación no esté prohibida o que no constituyan monopolio del Estado.

Artículo 4.

Las muestras o ejemplares susceptibles de pagar gravámen cuando sean introducidas por agentes viajeros que operen conforme a las disposiciones de este Convenio, serán admitidas temporalmente libres de derechos en el país en el cual se proponen trabajar, con la obligación de depositar el monto de los impuestos o de dar una fianza para el pago si es necesario.

Las disposiciones de este párrafo no se aplicarán a:

(a.) Muestras o ejemplares cuyo valor exceda de cuatrocientas libras esterlinas;

(b.) Goods which are subject of a State monopoly.

(c.) Goods the importation of which is prohibited.

The period allowed for re-exportation shall not be less than six months. When the period of grace has expired, duty shall be payable on samples or specimens which have not been re-exported or placed in bond.

Article 5.

For the purposes of this Agreement all objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said Articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and, secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

Article 6.

All Customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoiding delay in the clearance and re-exportation of samples and specimens. In particular:

1. The Customs Authorities of the importing country shall recognise as sufficient for the future identification of the samples or specimens the marks which have been affixed by the Customs Authorities of the exporting country, provided that the said samples or specimens are accompanied by a descriptive list drawn up in accordance with the tariff regulations of the importing country and certified by the custom-

(b.) Artículos que constituyan monopolio del Estado;

(c.) Artículos cuya importación esté prohibida.

El período permitido para la re-exportación no será menor de seis meses. Cuando el período de gracia ha expirado, el gravámen será pagadero sobre toda muestra o ejemplar que no haya sido re-exportado o puesto en depósito.

Artículo 5.

Para los propósitos de este Convenio todos los objetos que representan una categoría específica de mercaderías se considerarán como muestras o ejemplares, con tal de que, primero aquello artículos sean tales que puedan ser debidamente identificados al tiempo de la re-exportación; y segundo que los artículos así importados no lo sean en una cantidad tal, o tengan un valor que, tomados en su totalidad no puedan ya constituir muestras en su sentido común.

Artículo 6.

Todas las formalidades aduaneras se simplificarán tanto como sea posible, con el fin de evitar demoras en el despacho y en la re-exportación de toda muestra o ejemplar. En especial:

1. Las autoridades de aduana del país importador reconocerán como suficiente para la identificación futura de las muestras o ejemplares las marcas que han sido fijadas por las autoridades aduaneras del país exportador, con tal que dichas muestras o ejemplares estén acompañados de una lista descriptiva formulada conforme a los reglamentos arancelarios del país importador y certificada por las autoridades

house authorities of the exporting country. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimens by the Customs Authorities of the importing country in all cases in which the latter considers the additional guarantee indispensable for ensuring the identification of the samples or specimens on re-exportation. Except in the latter case Customs verification shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may eventually be liable.

2. The refund of duties paid on importation or the release of the security for payment of these duties shall be effected without delay at any Custom House (and not only through that through which they were imported) and subject to the deduction of the duties payable on samples or specimens not produced for re-exportation or placed in bond.

Article 7.

Pedlars, hawkers and other salesmen who sell directly to the consumer, even though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travellers, but shall be subject to the licence fees levied on business of the kind which they carry on.

Article 8.

No licence shall be required of:

(a.) Persons travelling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial re-

aduaneras del país exportador. Sin embargo, pueden fijarse marcas adicionales a las muestras o ejemplares por las autoridades de aduana del país importador en todos los casos en que este último considere esta garantía adicional indispensable para asegurar la identificación de las muestras o ejemplares al tiempo de la re-exportación. Excepto en el último caso la verificación de las aduanas deberá reducirse a identificar las muestras y a decidir respecto de los impuestos y gravámenes totales a que eventualmente estén sujetas tales muestras o ejemplares.

2. El reembolso de los gravámenes pagados al efectuar la importación ó el levantamiento de la garantía de pago de ellos, deberá efectuarse sin demora alguno por cualquier. Aduana (y no solamente por aquella por la cual se hizo la importación) reembolso que estará sujeto a la deducción de los gravámenes pagaderos sobre muestras o ejemplares no presentados a la re-exportación, o colocados en depósito.

Artículo 7.

Los buhoneros, mercachifles y otros vendedores que venden directamente al consumidor, aunque no tengan lugar fijo de negocios en el país en el que trabajan, no serán considerados como agentes viajeros, pero estarán sujetos al pago de los gravámenes de licencia que se impongan a los negocios de la clase a que se dedican.

Artículo 8.

No necesitarán licencia:

(a.) Las personas que viajan solo por estudiar el comercio o sus necesidades, aún cuando inicien re-

lations, provided that they do not make sales of merchandise;

(b.) Persons operating through local agencies which pay the licence fee or other imposts to which their business is subject;

(c.) Travellers who are exclusively buyers.

Article 9.

Nothing in this Agreement shall affect the application in Great Britain and Northern Ireland and Ecuador respectively of the conditions and regulations for the time being in force therein with respect to the entry, travelling and residence of all foreigners.

Article 10.

Any concessions affecting any of the provisions of the present Agreement that may hereafter be granted in either country, whether by law or by treaty, convention or agreement, to any foreign State shall immediately and unconditionally be extended to the other country.

Article 11.

The present Agreement shall come into force immediately. It shall remain in force until the expiration of six months from the date upon which either His Britannic Majesty's Government in Great Britain or the Government of Ecuador shall have denounced it.

Done in duplicate at Quito in the Spanish and English languages, the 5th of January of one thousand nine hundred and twenty-nine.

laciones comerciales, con tal que no hagan ventas de mercaderías;

(b.) Las personas que operan por medio de agencias locales que pagan su impuesto de licencia o otros impuestos a que está sujeto su negocio;

(c.) Los viajeros que son exclusivamente compradores.

Artículo 9.

Nada en este Convenio afectará a la aplicación en la Gran Bretaña e Irlanda del Norte y en el Ecuador, respectivamente, de las condiciones y reglas que, a su tiempo, estén en ellos en vigencia en lo tocante a la entrada, viajes y residencia de todos los extranjeros.

Artículo 10.

Cualesquiera concesiones que afecten a alguna de las estipulaciones del presente Convenio y que, en lo sucesivo, puedan hacerse por alguno de los dos países, sea por ley o tratado, convención o convenio, a cualquier estado extranjero, serán inmediata e incondicionalmente extendidas al otro país.

Artículo 11.

El presente Convenio entrará en vigencia inmediatamente y continuará asimismo en vigencia hasta después de expirado el plazo de seis meses desde la fecha en la cual ya el Gobierno de Su Majestad en la Gran Bretaña, o ya el Gobierno del Ecuador lo hayan denunciado.

Hecho por duplicado, en Quito, en idioma español e inglés, a cinco de Enero de mil novecientos veinte y nueve.

(L. S.) *Homero Viteri,*
Minister for Foreign Affairs.

(L. S.) *R. M. Kohan,*
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires.

38.

DANEMARK, ESPAGNE.

Arrangement afin d'accorder aux navires respectifs le traitement de la nation la plus favorisée; conclu par un Echange de Notes des 8 et 31 janvier 1929.

Dansk Lovtidenden 1929, A, No. 35.

39.

DANEMARK, LETTONIE.

Echange de Notes concernant certains certificats de commerce; du 9 janvier 1929.

Dansk Lovtidenden 1929, A, No. 4.

40.

PAYS-BAS, NORVÈGE.

Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes; signé à La Haye, le 11 janvier 1929.

Staatsblad van het Koninkriijk der Nederlanden 1929, No. 52.

Le Gouvernement Royal des Pays-Bas et le Gouvernement Royal de Norvège, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

Le Gouvernement Royal des Pays-Bas déclare qu'en vertu des lois néerlandaises concernant l'impôt sur le revenu (wet op de inkomstenbelasting van 19 December 1914, Staatsblad n°. 563: wet op de verdedigingsbelasting II van 28 December 1926, Staatsblad n°. 430) ne sont pas passibles de l'impôt les bénéfices provenant d'entreprises de transports maritimes exercées soit par une personne résidant en Norvège soit par une société dirigeant et exploitant des entreprises de ce genre sur le territoire de la Norvège.

Article 2.

Le Gouvernement Royal des Pays-Bas déclare qu'en vertu de la loi néerlandaise concernant l'impôt sur les dividendes et les tantièmes du 11 janvier 1918 (Bulletin des lois n°. 4) ne sont pas passibles de l'impôt les bénéfices provenant d'entreprises de transports maritimes exercées soit par une personne résidant en Norvège soit par une société dirigeant et exploitant des entreprises de ce genre sur le territoire de la Norvège.

Article 3.

En vue des dispositions contenues dans les Articles 1 et 2, le Gouvernement Royal de Norvège déclare qu'en vertu de la législation norvégienne sur les impôts (le § 15.2 de la loi sur les impôts ruraux et le § 10.2 de la loi sur les impôts urbains), les personnes, sociétés et institutions, domiciliées aux Pays-Bas, seront exemptées de l'obligation d'acquitter des impôts sur les bénéfices provenant de navires touchant à des ports norvégiens.

Article 4.

L'expression „entreprise de transports maritimes" signifie „entreprise d'un armateur de navires"; dans cette définition l'expression „armateur de navires" comprend les affréteurs de toutes sortes.

Article 5.

Le présent Accord entre en vigueur le jour de la signature et peut être dénoncé par chacune des Hautes Parties Contractantes à n'importe quel moment avec un préavis de six mois.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à La Haye, le 11 janvier 1929.

(L. S.) *Beelaerts van Blokland.*
(L. S.) *Emil Huitfeldt.*

41.

SUÈDE, LETTONIE.

Echange de Notes concernant la légalisation des certificats d'origine, signées à Riga, le 12 janvier 1929.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1929, No. 3.

---

a)

Svenske ministern i Riga till lettiske utrikesministern.

Riga, le 12 janvier 1929.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit:

D'après les lois et ordonnances en vigueur en Suède, les marchandises lettonnes peuvent être importées dans ce pays sans être accompagnées d'un certificat d'origine, ce terme ne s'appliquant pas toutefois aux certificats sanitaires que le Gouvernement peut exiger pour l'importation de certaines marchandises déterminées.

Je suis chargé en conséquence de prier Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement de la République serait disposé, en ce qui concerne les certificats d'origine et de transit émanant des institutions compétentes suédoises, à renoncer, à titre de réciprocité, à la formalité de légalisation prévue dans l'Article premier de l'ordonnance lettonne n:o 82 du 4 avril 1928 („Valdibas Vestnesis" n:o 80, du 11 avril 1928), relative aux certificats d'origine, ainsi qu'à l'application des dispositions de la remarque au même article, concernant la constatation des conditions justifiant de l'origine des articles mi-fabriqués et fabriqués.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

P. de Reuterswärd.

---

b)

Lettiske utrikesministern till svenske ministern i Riga.

Riga, le 12 janvier 1929.

Monsieur le Ministre,

Me référant à la note D. Nr. 1/1929 de Votre Excellence en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit:

Etant entendu, qu'après les lois et ordonnances en vigueur en Suède, les marchandises lettonnes peuvent être importées dans ce pays sans être accompagnées d'un certificat d'origine, ce terme ne s'appliquant pas toutefois aux certificats sanitaires que le Gouvernement peut exiger pour l'importation de certaines marchandises déterminées,

le Gouvernement de la République de Lettonie déclare qu'il renonce, à titre de réciprocité, en ce qui concerne les certificats d'origine et de transit émanant des institutions compétentes suédoises, à la formalité de légalisation prévue dans l'Article premier de l'ordonnance lettonne Nr. 82 du 4 avril 1928 („Valdibas Vestnesis" Nr. 80, du 11 avril 1928), relative aux certificats d'origine, ainsi qu'à l'application des dispositions de la remarque au même article, concernant la constatation des conditions justifiant l'origine des articles mi-fabriqués et fabriqués.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

A. Balodis.

42.

GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

Convention concernant les échantillons introduits par les voyageurs de commerce; signée à Ankara, le 15 janvier 1929.*)**)

Treaty Series, No. 35 (1930).

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Turkish Republic, being desirous of facilitating the clearance through their respective Customs Departments of samples of dutiable goods brought by commercial travellers to be used as models or patterns for the purpose of obtaining orders and not for sale, mutually agree as follows:

Article 1.

With the exception of goods whose import is prohibited, articles liable to duty or to any other tax and serving as samples or patterns which are imported into Great Britain and Northern Ireland by commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Turkey, or into Turkey by commercial travellers representing persons, firms or companies carrying on business in Great Britain or Northern Ireland, shall be exempted from duty on entry or exit, subject to the following conditions:

(a.) Commercial travellers when making their declaration to the Turkish Customs shall submit in triplicate a descriptive list, which shall show in detail the samples or patterns imported by them into Turkey. As regards samples or patterns imported into Great Britain and Northern Ireland, commercial travellers must present the documents required by the regulations in force in the countries in question.

The Customs Authorities of the country of importation may demand that the list shall be translated into the language of their country.

(b.) In order that the samples or patterns may be identified at the time of re-exportation they will in the country of exportation be sealed with a wax or lead seal or stamped according to their kind and shape. Specimens of the lead or wax seals or stamps placed upon samples will be furnished reciprocally and officially by the Customs Authorities of each of the Contracting Parties in order to verify the authenticity of such seals or stamps. When the affixing of a seal or stamp is impossible or inconvenient, identification will be admitted by means of complete and detailed photographs, drawings or descriptions. Nevertheless, the

---

*) Les ratifications ont été échangées à Ankara, le 3 septembre 1930.
**) En langues anglaise et turque. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

Customs Authorities of the country of importation may at the expense of the importer affix to the samples or patterns supplementary marks in those cases where the said Authorities judge them indispensable for guaranteeing the identity of the samples or patterns at the time of their re-exportation. Apart from this last case, the procedure of verification at the Customs-houses will consist simply of establishing the identity of the samples or patterns and of determining the amount of the duties and taxes to which they may be ultimately liable.

If the samples or patterns have not been sealed or stamped in the country of exportation, the Customs Authorities of the country of importation may apply their own marks of identification.

(c.) After the importer has submitted to the Customs the descriptive list of the samples or patterns, an examination will be made by the Customs Officers, and if the list corresponds to the samples or patterns, the marks placed thereon are in order and the indications of the other documents are correct, the Customs duties and the consumption or other taxes, if any, will be assessed on each of the samples and the total of these duties and taxes will be deposited at the Customs Office either in cash or in the form of a guarantee deemed adequate by the competent authorities in the country of importation. General regulations concerning the guanrantee will be drawn up by the respective Governments. The expense of weighing the samples or patterns and other expenses will be paid, and one of the copies of the descriptive list, duly legalised by the Customs Authorities, will be returned to the importer.

Nevertheless, the importer will have the right to deposit the amount of duty to which the samples would be liable if each sample were assessed at the rate of duty which is applicable to the sample liable to the highest rate of duty, in lieu of the amount of the duties calculated in respect of each of the samples according to their respective tariff classification. The Customs Authorities of the Contracting Parties are bound to adhere to this form of deposit.

(d.) Samples or patterns imported in this manner shall within a period of one year be returned to the country of exportation or re-exported to any other country, either through the Custom-house at which they entered or through any other Custom-house, or they may be placed in bond if this course is permitted by the regulations of the Customs Authorities concerned. The period of one year may be prolonged by the Customs Authorities of the country of importation.

(e.) The descriptive list and the samples or patterns (together with a declaration if required, signed in the presence of a Customs Officer, that the goods have not been used in the country of importation for any purpose other than as commercial travellers' samples or specimens and that they are in all respects identical with the goods imported) shall be presented by the person concerned to the Customs Officer, and the Officer shall after examination, without delay and against receipt, refund in full the amount of the duties and taxes deposited on entry, or shall

discharge the guarantee for the payment of this amount. This refund or discharge shall only take place in respect of those samples or patterns which are re-exported or placed in bond. The Customs duties and other taxes which have been assessed in respect of samples or patterns which have not been re-exported or placed in bond at the expiration of the period referred to above, or have been sold within the country, shall be credited to the administration of the Customs or collected under the guarantee.

(f.) The refund of the duties deposited at entry or the discharge of the guarantee can be effected at all Customs offices situated at the frontiers or at such offices in the interior of the country as may have been authorised in that respect. The Contracting Parties will communicate to each other lists of the Customs offices on which this authorisation has been conferred.

It is understood that cinematograph films, motor cars, motorcar chaissis and motor cycles may be excluded from the benefits of this Convention.

Article 2.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Angora at as early a date as possible. It will come into force as from the date of the exchange of ratifications and will expire three months after the date on which one or other of the Contracting Parties shall have denounced it.

In faith whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Convention, and have affixed thereto their seals.

Done at Angora in duplicate, this fifteenth day of January, 1929.

(L. S.) *George R. Clerk.*
(L. S.) *Dr. T. Rüştü.*

Protocole de Signature.

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative aux échantillons et commis voyageurs, les deux Parties sont d'accord pour déclarer que les deux textes anglais et turc ont la même valeur et feront également foi.

Angora, le 15 janvier 1929.

Dr. T. Rüştü.
George R. Clerk.

43.

NORVÈGE, CHINE.

Echange de Notes pour interpréter une disposition du Traité de commerce conclu le 12 novembre 1928,*) signées à Péping, les 12 janvier et 6 février 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1929, No. 4.

Légation de Norvège.

Peping, January 12th, 1929.

Monsieur le Ministre,

With reference to Article I of the Treaty signed between us on November 12th 1928, and with a view to eliminating all possible doubts I have the honour to request Your Excellency to confirm my understanding that the said Article shall be interpreted to include the following:

> Articles produced or manufactured in the territory of either of the High Contracting Parties shall not be subject, on their importation into the territory of the other Party or on other Party, to any duties, internal charges or taxes other or higher than those paid, respectively, on like articles produced or manufactured in and imported from any other country, or on like articles produced or manufactured in the country and exported to any other country.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideratiton.

N. Aall,
Chargé d'Affaires a. i.

His Excellency Monsieur Chengting T. Wang, Minister for Foreign Affairs of the National Government, Nanking.

(Oversettelse fra kinesisk.)

February 6th, 1929.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Note of January 12th, 1929, with reference to the interpretation of Article I of the Sino-Norwegian Treaty regulating tariff relations signed on November 12th, 1928, and to state it is my understanding that the said Article should be interpreted to include the following:

> Articles produced or manufactured in the territories of either of the High Contracting Parties shall not be subject, on their importation into the territories of the other Party or on their exportation from its own territories to the territories of

---

*) V. N.R.G. 3. s. XX, p. 507.

the other Party, to any duties, internal charges or taxes other or higher than those paid, respectively, on like articles produced or manufactured in and imported from any other country or on like articles produced or manufactured in the country and exported to any other country.

Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs
of the National Government.

N. Aall, Esquire, Chargé d'Affaires for Norway, Peping.

44.

HONGRIE, NORVÈGE.

Echange de Notes concernant l'importation en Hongrie des poissons de mer conservés à l'huile ou aux tomates, signées à Budapest et à Berlin, le 16 janvier et le 1er février 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1929, No. 2.

Ministère Royal des Affaires Etrangères
de Hongrie.

Budapest, le 16 janvier 1929.

Monsieur le Ministre,

Me référant aux négociations qui eurent lieu lors de votre dernier séjour à Budapest, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement Royal Hongrois appliquera le taux conventionnel de 25 couronnes or par 100 kilos, établi pour la position No 168 b. 1. du tarif douanier hongrois dans les Conventions commerciales conclues avec l'Espagne, la France et l'Italie, aussi longtemps aux marchandises suivantes de production norvégienne, lors de leur importation en Hongrie, que ce taux conventionnel sera accordé aux pays sus-mentionnés pour les sardines:

Poissons de mer de toutes sortes, conservés à l'huile ou aux tomates, stérilisés, en récipients hermétiquement fermés de 200 g. au plus poids brut par récipient, à l'exception toutefois du thon, des anchois et anchois roulés (Sardellenringe).

Le Gouvernement Royal Hongrois est en outre prêt à entrer, aussitôt après avoir terminé les négociations en vue de la conclusion d'un traité de commerce avec le Gouvernement Allemand, en des négociations avec le Gouvernement Royal Norvégien dans le but d'établir — sans compensation toutefois de la part de la Norvège — un taux apte à rendre possible l'importation en Hongrie des „kipper"-harengs de production norvégienne.

Le Gouvernement Royal Hongrois ne considère cette déclaration comme valable qu'aussi longtemps qu'en Norvège l'exemption de la purée de tomates en récipients de 5 kg. au moins poids brut, sera en vigueur.

En espérant que votre Gouvernement appréciera le désir du Gouvernement Hongrois de contribuer de cette façon au développement des rapports économiques entre la Hongrie et la Norvège, je vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir agréer l'assurance de ma haute considération.

Walko.

Son Excellence Monsieur Arne Scheel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Berlin.

Légation Royale de Norvège en Hongrie.

p. t. Berlin, le 1er février 1929.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 16 janvier dernier ainsi conçue:

[suit le texte de la Note précédente]

Je m'empresse de vous remercier, au nom de mon Gouvernement, de la déclaration que Votre Excellence a bien voulu me faire dans cette note et de porter à votre connaissance que le Gouvernement Norvégien en est d'accord.

Le Gouvernement Royal de Norvège, inspiré du même désir que le Gouvernement Hongrois, recommandera à son tour au Monopole norvégien du vin de se mettre en rapport avec les services compétents hongrois en vue d'essayer de couvrir ses besoins aussi par des vins hongrois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

A. Scheel.

Son Excellence Monsieur le Dr. Walko, Ministre des Affaires Etrangères, Budapest.

45.

NORVÈGE, TURQUIE.

Arrangement commercial provisoire; conclu par un Echange de Notes signées à Angora, le 10 février 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1929, No. 2.

Légation Royale des Pays-Bas. Angora, le 10 février 1929.

Excellence,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de Commerce et de Navi-

gation entre la Norvège et la Turquie dont les négociations ont été entamées en date du 11 février 1926, le Gouvernement Norvégien consent à ce qu'à partir du 20 février 1929 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoire Norvégien et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent jusqu'au 1er août 1929 du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie pendant le délai précité aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Norvège du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 *) pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

W. van Welderen Rengers,
Ministre des Pays-Bas,
chargé des interêts Diplomatiques
Norvégiens en Turquie.

Son Excellence le Dr. Tewfik Rouschdi Bey, Ministre des Affaires Etrangères à Angora.

République Turque.
Ministère des Affaires Etrangères.
No. 58727—4. Angora, le 10 février 1929.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en attendant la conclusion prochaine d'un Traité de Commerce et de Navigation entre la Turquie et la Norvège, dont les négociations ont été entamées en date du 11 février 1926, le Gouvernement de la République Turque consent à ce qu'à partir du 20 février 1929, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Norvège, importés sur le territoire Turc et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent jusqu'au 1er août 1929 du traitement prévu par la Convention Commerciale signée à la Lausanne le 24 juillet 1923 pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Norvège, pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Dr. Rüsti.

Son Excellence, Moiseur le Baron W. B. R. de Welderen Rengers, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Pays-Bas, Chargé des Intérêts Diplomatiques Norvégiens en Turquie. En Ville.

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIII, p. 412.

46.

HONGRIE, JAPON.

Arrangement commercial; conclu par un Echange de Notes, signées à Budapest, le 23 janvier 1929.

Budapesti Közlöny du 31 janvier 1929.

I.

Ministère Royal des Affaires Etrangères
de Hongrie.
52.215/4. 1929.

Budapest, le 23 janvier 1929.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que, dans le but de régler les rapports commerciaux réciproques entre la Hongrie et le Japon, le Gouvernement Royal de Hongrie approuve l'accord suivant:

1. Les Gouvernement de la Hongrie et du Japon s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation, ainsi que la liberté d'entrer et de séjourner, l'exercice des métiers, professions, commerces et industries et le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les charges, taxes et impôts directs et indirects.

2. Cet accord entrera en vigueur huit jours après la date de la présente communication. Après la durée de six mois à partir de son entrée en vigueur, chacun des deux Gouvernements aura la faculté de le dénoncer moyennant un avis préalable de trois mois.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Signé: *Walkó.*

A Son Excellence Monsieur M o r i é O h n o , Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Japon, Budapest.

II.

Budapest, le 23 janvier, 4 Shôwa (1929).

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que, dans le but de régler les rapports commerciaux réciproques entre le Japon et la Hongrie, le Gouvernement Impérial du Japon approuve l'accord suivant:

1. Les Gouvernement du Japon et de la Hongrie s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation, ainsi que la liberté d'entrer et de séjourner, l'exercice des métiers, professions, com-

merces et industries et le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les charges, taxes et impôts directs ou indirects.

2. Cet accord entrera en vigueur huit jours après la date de la présente communication. Après la durée de six mois à partir de son entrée en vigueur, chacun des deux Gouvernements aura la faculté de le dénoncer moyennant un avis préalable de trois mois.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Signé: *Morié Ohno,*
Envoyé Extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire du Japon.

A Son Excellence Monsieur Louis Walko, Ministre Royal Hongrois des Affaires Etrangères, Budapest.

47.

GRANDE-BRETAGNE, AUSTRALIE, INDES, ITALIE.

Arrangement relatif à la reconnaissance réciproque des règlements concernant la navigabilité des navires d'émigrants; conclu par un Echange de Notes signées à Rome, le 25 janvier 1929.

Treaty Series, No. 21 (1929).

No. 1.

Sir R. Graham to Signor Mussolini.

British Embassy,
Rome, January 25, 1929.

M. le Ministre,

In accordance with instructions received from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Governments in the United Kingdom and the Commonwealth of Australia and the Government of India agree to the following provisions as constituting an agreement on a reciprocal basis between them and the Royal Italian Government.

It being the desire of His Majesty's Governments in the United Kingdom and the Commonwealth of Australia and of the Government of India of the one part, and of the Royal Italian Government of the other, to make arrangements for facilitating the entry of British ships registered in Great Britain and Northern Ireland, Australia or

India into the trades (including the emigrant trades) based on Italian ports, and the entry of Italian ships into the trades (including the emigrant trades) based on the ports of Great Britain and Northern Ireland, Australia and India:

1. Each of the Contracting Parties will recognise as equivalent to their regulations regarding the safety of passenger vessels, the regulations issued by the other, and will accept as valid the passenger certificates issued by the other.

Vessels having unexpired passenger certificates issued by one party will not be required by the other party to undergo any further inspection as regards hull, machinery and equipment, including life-saving appliances, except such as may be necessary in any case of doubt to confirm that the condition of the vessel, her machinery and life-saving equipment are as stated in the said certificate.

2. The Contracting Parties recognise that the laws and regulations on each side which provide for the health and comfort of the emigrants on board ship, including such matters as accommodation, space for passengers, ventilation, hospitals, disinfection, baths, wash-places, &c., medical stores, medical personnel, interpretation service and the carriage of dangerous and offensive cargoes, are substantially equivalent one to the other. They therefore agree, firstly, that where a ship belonging to either party clears from a port of that party as an emigrant ship, such ship shall not be required to undergo any form of survey or inspection as an emigrant ship in any port of the other party except that the inspectors of the other party may, if they so desire, satisfy themselves that the accommodation, space for passengers, ventilation, hospitals, disinfection, baths, wash-places, &c., medical stores, medical personnel, interpretation service and the cargo on board the ship comply with the laws and regulations of the first party and that the stores of food and water are according to the appropriate scales for the emigrants carried, and, secondly, that where a ship belonging to either Contracting Party calls at a port of the other party to embark emigrants without first having cleared from a port of the first party as an emigrant ship, that ship shall be required to clear from a port of the other party as an emigrant ship, but the inspectors of the other party shall have regard to the regulations, &c., of the country to which the vessel belongs — the equivalence of which is recognised above.

Nevertheless the Contracting Parties agree that where a ship of one party, without first having cleared as an emigrant ship from a port of that party, calls at a port of the other party and there embarks not less than fifty emigrants, nationals of the second party, the second party may require the carriage of a doctor of the same nationality as those emigrants if this is provided for in its own law or regulations.

3. Ships holding passenger certificates issued by one party and ships which, under the laws and regulations of that party, may enter the emigrant trades based on the ports of that party, may engage freely in the

passenger and emigrant trades respectively based on the ports of the other, and the companies owning the ships concerned may open agencies and offices in the territory of the other and conduct their business under the same conditions as national shipping companies engaging in those trades, subject to the payment of such fees and the deposit of such bonds as may be required under the law of that other party in the case of all foreign companies engaging in similar business.

In all matters relating to the recruiting and transport of emigrants, other than those referred to in paragraphs 1 and 2, and including all such matters as the boarding of emigrants prior to embarkation, the repatriation of rejected emigrants, the repatriation of indigent persons, the fares to be charged, the contract ticket, and the settlement of disputes on matters arising out of the contract ticket, the law of the country in which the contract with the emigrant is made, shall apply. In all such matters there shall be no discrimination based on the flag of the vessel or the nationality of the company concerned.

4. Persons travelling, or proposing to travel, on the ships of one party to or from the ports of the other shall enjoy the same rights, favours, immunities, facilities and privileges in all respects, as are, or may be, enjoyed by persons travelling, or proposing to travel, on the ships of the other party. The provisions of this Article extend, inter alia, to all matters relating to the issue of passports, passport visas, and the charges attaching thereto.

5. Companies owning vessels registered in Great Britain and Northern Ireland, Australia and India which desire to enter the emigrant trades based on Italian ports will apply to the Royal Italian Government for the necessary „patenti“ and the Royal Italian Government agree:

(a) That the provision in the Italian law under which the vessels, on entry into the Italian emigration trades, must not be more than three years of age or must have a speed of eighteen knots, shall be deemed to have been complied with if the vessels in question were not more than three years old or had a speed of eighteen knots when they first entered the British emigrant trades, provided always that „patenti“ will not be granted to vessels of less than five thousand gross tons or of a speed of less than eleven and one-half knots, or vessels fitted with single screws.

(b) That with regard to the provision in the Italian law under which the maximum limit of twenty years for vessels engaged in the carriage of emigrants from Italian ports may be increased to twenty-five years on the favourable advice of the Italian Mercantile Marine Department, they will accept the authorisation to carry emigrants issued by His Majesty's Governments in the United Kingdom and the Commonwealth of Australia and the Government of India as equivalent to the favourable advice of

the Italian Mercantile Marine Department, both from the nautical point of view and from the point of view of the maintenance of the accommodation.

6. Each of the Contracting Parties may terminate this Agreement by six months' notice given to the other Contracting Party through the diplomatic channel.

7. The present Note and your Excellency's reply of the same date in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at between the respective Governments.

I have, &c.
R. Graham.

No. 2.

Signor Mussolini to Sir R. Graham.

Ministero degli Affari Esteri,
Roma, li 25 gennaio 1929-VII.

Signor Ambasciatore,

Ho l'onore d'informare Vostra Eccellenza che il Governo di Sua Maestà il Re conviene nelle disposizioni che seguono costituenti un accordo sulla base della reciprocità tra Esso, da una parte, ed i Governi di Sua Maestà Britannica nel Regno Unito e nella Confederazione dell'Australia ed il Governo dell'India, dall'altra.

Essendo intendimento del Governo Fascista da una parte, e dei Governi di Sua Maestà Britannica nel Regno Unito e nella Confederazione dell'Australia e del Governo dell'India, dall'altra, di venire ad accordi per facilitare l'ammissione delle navi italiane ai traffici (compresi i traffici degli emigranti) nei porti della Gran Bretagna e dell'Irlanda Settentrionale, dell'Australia e dell'India, e l'ammissione delle navi Britanniche appartenenti alla Marina Mercantile della Gran Bretagna, dell'Irlanda Settentrionale, dell'Australia o dell'India, ai traffici (compresi i traffici degli emigranti) nei porti italiani:

1. Ciascuna delle Parti contraenti riconoscerà come equivalenti alle proprie regole riguardanti la sicurezza delle navi da passeggeri, quelle promulgate dall'altra Parte ed accetterà come validi i certificati per il trasporto di passeggeri rilasciati dall'Altra Parte. Le navi in possesso di un certificato non scaduto rilasciato da una delle Parti contraenti, non saranno dall'altra Parte contraente sottoposte ad alcun'altra ispezione per quanto concerne lo scafo, le macchine e l'arredamento, compresi i mezzi di salvataggio, salvo le ispezioni che fossero necessarie, in caso di dubbio, per accertare che le condizioni della nave, o di una delle sue parti, delle machine e dei mezzi di salvataggio, corrispondono alle attestazioni del certificato anzidetto.

2. Le Parti contraenti riconoscono che le rispettive disposizioni legislative e regolamentari concernenti l'igiene e la sistemazione degli

emigranti a bordo delle navi, comprese in questa materia le norme per l'alloggio, lo spazio per i passeggeri, l'areazione, gli ospedali, la disinfezione, i bagni, i lavatoi ecc., la farmacia, il personale sanitario, il servizio d'interprete e l'imbarco di materie pericolose o nocive, sono sostanzialmente equivalenti tra loro.

Perciò convengono: (1°) che quando una nave appartenente ad una di esse Parti contraenti inizia il suo viaggio da un porto di questa Parte come nave in servizio di emigrazione, detta nave non debba essere sottoposta ad alcuna specie di visita o d'ispezione come nave in servizio di emigrazione in alcun porto dell'altra Parte contraente, salva negli Ispettori di questa Parte — se lo credono opportuno — la facoltà di accertare che gli alloggi, lo spazio per passeggeri, l'areazione, gli ospedali, la disinfezione, i bagni, i lavatoi ecc., la farmacia, il personale sanitario, il servizio d'interpreti, ed il carico a bordo della nave corrispondono alle disposizioni legislative e regolamentari dell'altra Parte e che la provvista di viveri e di acqua siano adeguate al numero degli emigranti imbarcati; (2°) che quando una nave appartenente ad una delle Parti contraenti si rechi in un porto dell'altra Parte per imbarcarvi emigranti senza avere iniziato il viaggio in servizio di emigrazione da un porto della prima delle Parti contraenti, questa nave sarà sottoposta alle disposizioni relative alle navi da emigranti nel porto dell'altra Parte; nella visita dovrà però tenersi conto delle norme ecc., vigenti nel paese a cui la nave appartiene e la cui equivalenza è più sopra riconosciuta.

Nondimeno le due Parti contraenti convengono che quando la nave di una delle Parti, senza essere partita in servizio di emigrazione da un porto di questa Parte, si reca in un porto dell'altra Parte e vi imbarca non meno di cinquanta emigranti nazionali di questa Parte, quest'ultima può richiedere che sia imbarcato un medico della stessa nazionalità di detti emigranti, se ciò è previsto dalle proprie disposizioni legislative o regolamentari.

3. Le navi in possesso di certificati per il trasporto di passeggeri rilasciati da una delle Parti contraenti e le navi che secondo le leggi e regolamenti di questa parte possono nei porti di essa esercitare servizi di emigrazione — possono ugualmente esercitare servizi di passeggeri e di emigranti nei porti dell'altra Parte — e le Società a cui le dette navi appartengono possono tenere agenzie ed uffici nel territorio dell'altra Parte ed esplicare la loro attività mercantile alle medesime condizioni delle Società nazionali che esercitano siffatti servizi, e previo pagamento di tutte le tasse e la prestazione di tutte le garanzie richieste dalla legge di detta altra Parte contraente a tutte le Compagnie estere che esercitano analoghi servizi. Salvo quanto è stabilito nei paragrafi 1 e 2 per tutto quanto concerne il reclutamento ed il trasporto degli emigranti, ivi compresi fra l'altro il mantenimento degli emigranti a terra — il rimpatrio dei respinti, il rimpatrio degli indigenti — i noli — il biglietto di viaggio — la decisione delle controversie risultanti dall'esecuzione del contratto di trasporto, si applica la legge del Paese nel quale il con-

tratto con l'emigrante è concluso. In questa materia non sarà fatta alcuna distinzione che tragga origine dalla bandiera della nave o della nazionalità delle Società a cui essa appartiene.

4. Le persone che viaggiano e intendono viaggiare sulle navi di una delle Parti contraenti da e verso un Porto dell'altra Parte contraente, godranno degli stessi diritti, favori, esenzioni, facilitazioni e privilegi in tutte quelle forme che sono o potranno essere concesse alle persone che viaggiano o intendono viaggiare sulle navi dell'altra Parte. Le disposizioni del presente articolo si applicano fra l'altro a tutto ciò che riguarda il rilascio dei passaporti, i visti dei medesimi e le rispettive tasse.

5. Le Società che possedendo navi appartenenti alla Marina Mercantile della Gran Bretagna e Nord Irlanda, dell'Australia e dell'India, desiderano esercitare servizi di emigrazione nei porti italiani, dovranno chiedere al Regio Governo Italiano la prescritta patente ed il Regio Governo Italiano consente:

(a) che la norma della legge italiana secondo la quale per essere ammesse in Italia al servizio di emigrazione le navi non debbono avere oltrepassato i tre anni dal varo, o possedere una velocità non inferiore a 18 nodi, si consideri come osservata dalle navi sopra indicate che abbiano iniziato il servizio di emigrazione in Inghilterra prima di compiere i tre anni, o avendo una velocità di 18 nodi, nella intesa che nessuna patente sarà concessa a navi che abbiano meno di 5,000 tonnellata di stazza lorda, o una velocità inferiore a 11 nodi e mezzo, o una sola elica;

(b) che relativamente alla norma della legge italiana per cui il limite massimo di 20 anni per le navi che esercitano servizio di emigrazione nei porti italiani, può essere prorogato fino a 25, su parere favorevole della Direzione Generale della Marina Mercantile, l'autorizzazione al trasporto degli emigranti data dai Governi di Sua Maestà nel Regno Unito e nella Confederazione dell'Australia, e dal Governo dell'India, sia riconosciuta come equivalente al parere favorevole della Direzione Generale della Marina Mercantile Italiana sia dal punto di vista nautico sia da quello del mantenimento degli adattamenti necessari.

6. Ciascuna delle Parti contraenti può denunziare il presente accordo con un preavviso di sei mesi notificato per via diplomatica all'altra Parte contraente.

7. La presente Nota e la risposta della Vostra Eccellenza delle stesso tenore saranno considerate come la prova dell'Accordo raggiunto tra i rispettivi Governi.

Gradisca, &c.

Mussolini.

No. 3.

Signor Mussolini to Sir R. Graham.

Ministerio degli Affari Esteri,
Roma, li 25 gennaio 1929-VII.

Signor Ambasciatore,

Nel corso delle trattative che hanno condotto alla conclusione dell'Accordo intervenuto oggi fra il Regio Governo Italiano, da una parte, ed i Governi di Sua Maestà Britannica nel Regno Unito e nella Confederazione dell'Australia ed il Governo dell'India, dall'altra parte, circa il reciproco riconoscimento dei certificati relativi alle navi da passeggeri e delle leggi e dei regolamenti attinenti alla sistemazione ed all'igiene degli emigranti a bordo delle navi, la Delegazione Britannica ha sostenuto che le navi dell'una e dell'altra Parte le quali soddisfino pienamente ai requisiti richiesti nelle materie sumenzionate, e di tali requisiti diano prova medianti i certificati e documenti previsti dagli ordinamenti dello Stato a cui appartengono, dovrebbero, in base alla reciprocità di trattamento, essere autorizzate a partecipare liberamente e senza ulteriori difficoltà ai traffici nel Territorio dell'altra Parte, e che per conseguenza le navi britanniche in possesso degli anzidetti certificati dovrebbero ottenere di pieno diritto la patente che, secondo la legge italiana, è necessaria per intraprendere in Italia servizi di trasporto di emigranti.

La Delegazione italiana, da parte sua, ha obbiettato che, secondo la legge italiana, la concessione delle patenti per le navi sia nazionali che straniere è lasciata al giudizio discrezionale delle Autorità competenti, e che questo potere discrezionale, per la sua stessa indole giuridica, non comporta alcun vincolo. Essa ha, quindi, opposto che lo stabilire un sistema di equivalenza e di reciprocità di ordinamenti aventi carattere tecnico non può in alcun modo costituire titolo per alterare la facoltà discrezionale che deve essere lasciata integra alle Autorità Italiane in materia di concessioni, ivi compresa quella delle patenti.

Il Governo Italiano deve da parte sua confermare le obbiezioni mosse dalla Delegazione Italiana, corrispondendo esse pienamente alla legislazione vigente ed ai principii giuridici universalmente riconosciuti e osservati in materia di concessioni. Esso ha tuttavia considerato i vantaggi che derivano alla bandiera italiana dalla possibilità di aggiungere alla parità di trattamento colla bandiera inglese in tutti i porti dell'Impero Britannico, lo stabilimento di un regime di completa equivalenza e reciprocità in tutte le materie disciplinate nei riguardi del trasporto dei passeggeri e degli emigranti dall'accordo fra l'Italia da una parte, ed il Regno Unito, l'Australia e l'India dall'altra. Esso inoltre ha considerato le informazioni che gli sono state fornite e secondo le quali lo stesso regime sarà, presumibilmente in breve tempo, esteso a tutte le altre parti dell'Impero Britannico.

Esso ha pure tenuto presente che il Governo Australiano, subordinatamente alle trattative dirette che hanno luogo fra rappresentanti del Governo Italiano e del Governo Australiano nei riguardi dell'emi-

grazione, ha dichiarato che gli emigranti italiani all'arrivo in Australia sarebbero soggetti allo stesso esame della salute a delle condizioni fisiche e morali a cui sono sottoposti gli emigranti britannici.

Ha infine considerato che il Governo del Canadà ha dichiarato di mantenere i vigenti accordi che consentono di avviare attraverso i porti degli Stati Uniti d'America, dall'Italia al Canadà, le mogli ed i figli degli Italiani residenti in quel Dominio, e che sarebbe pronto a studiare ulteriori provvidenze nei riguardi dell'emigrazione italiana ove le attuali condizioni dovessero sostanzialmente variare.

Considerate tutte queste particolari circostanze che, senza alcun riferimento ad equivalenza o reciprocità, conferiscono speciali ed apprezzabili vantaggi agli interessi italiani, il Regio Governo Italiano non ha difficoltà a dichiarare che, ove l'armatore di una nave facente parte della Marina Mercantile della Gran Bretagna e Nord Irlanda, dell'Australia o dell'India chieda che la sua nave, se munita di certificata per il trasporto di passeggeri ed in regola colle prescrizioni della legge e dei regolamenti britannici per il trasporto degli emigranti e con quelle dell'Accordo odierno, venga iscritta in patente, il Governo stesso sarà lieto di poter essere in grado di concedere tale iscrizione.

Gradisca, &c.

Mussolini.

48.

ALLEMAGNE, LITHUANIE.

Convention concernant les pensionnaires dans le Territoire de Memel; signée à Berlin, le 26 janvier 1929.*)**)

Reichsgesetzblatt 1929. II, No. 23.

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Litauen über die Fürsorge für die Pensionäre im Memelgebiet.

Das Deutsche Reich und die Republik Litauen in dem Wunsche, die Fürsorge für die Pensionäre im Memelgebiete vertraglich zu regeln, haben zu diesem Zwecke als ihre Bevollmächtigten bestellt:

der Deutsche Reichspräsident:

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Eckhard von Schack;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Kowno, le 4 mai 1929. V. Reichsgesetzblatt 1929. II, p. 379.

**) En langues allemande et lithuanienne. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

der Präsident der Republik Litauen:

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Venceslas Sidzikauskas,

die nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten unter Aufrechterhaltung der Rechtsstandpunkte beider Regierungen folgendes festgestellt und vereinbart haben:

Artikel I.

Litauen übernimmt unter den unter Artikel 2 bis 5 aufgeführten Voraussetzungen vom 1. Januar 1929 an:

1. die Pensionsfürsorge für diejenigen ehemaligen deutschen Reichsbeamten einschliesslich der nach dem Offizier-Pensionsgesetz abgefundenen Personen und die ehemaligen preussischen unmittelbaren Staatsbeamten, die auf Grund der Artikel 8 Abs. 1 und Artikel 10 der Pariser Konvention über das Memelgebiet vom 8. Mai 1924 *) die litauische Staatsangehörigkeit erworben haben und vor dem 31. Juli 1924 mit Ruhegehalt entlassen worden sind;
2. unter den gleichen Voraussetzungen die Hinterbliebenenfürsorge für diejenigen Witwen und Waisen, die am 31. Juli 1924 bezugsberechtigt waren, sowie für die Witwen und Waisen der unter 1 bezeichneten Personen; die nach dem Tode des Ruhegehaltsempfängers noch für ein Vierteljahr fälligen vollen Bezüge werden den Empfangsberechtigten ohne Rücksicht auf deren Staatsangehörigkeit und Wohnsitz gezahlt;
3. die Fürsorge für solche Ruhegehaltsempfänger und Hinterbliebene der unter 1 und 2 genannten Art, die auf Grund des Artikel 8 Abs. 2 der Pariser Konvention über das Memelgebiet vom 8. Mai 1924 **) und des deutsch-litauischen Optionsabkommens vom 10. Februar 1925 **) für die litauische Staatsangehörigkeit optiert haben.

Artikel II.

1. Die Höhe der von Litauen zu zahlenden Beträge wird sich nach den Grundsätzen richten, nach denen bis zum 31. Dezember 1928 Ruhegehälter und Hinterbliebenenbezüge von Deutschland gezahlt wurden.

2. Die Deutsche Regierung wird 50 v. H. der an die oben genannten Versorgungsberechtigten gezahlten vollen deutschen Bezüge der Litauischen Regierung vierteljährlich nachträglich erstatten.

Artikel III.

1. Die Ruhegehälter und Hinterbliebenenbezüge der mittelbaren Staatsbeamten, der Beamten der Provinz Ostpreussen, der Geistlichen, sonstigen Religionsdiener und der an kommunalen Schulen angestellten

*) V. N.R.G. 3. s. XV, p. 107.
**) V. ibid. p. 136.

Lehrkräfte werden ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit und den Wohnsitz von den Gemeinden, Gemeindeverbänden und sonstigen Körperschaften des öffentlichen Rechts des Memelgebiets weitergezahlt.

2. Soweit bis zum heutigen Datum Gemeinden oder Gemeindeverbände des Memelgebiets für die Pensions- oder Hinterbliebenenbezüge ihrer Beamten eine Rückversicherung bei der Provinzial-Ruhegehalts- und Witwenkasse der Provinz Ostpreussen eingegangen sind, übernimmt Litauen die Garantie dafür, dass die Gemeinden und Gemeindeverbände die schuldigen Beiträge an die Ruhegehalts- und Witwenkassen abführen. Umgekehrt garantiert Deutschland dafür, dass die Provinzial-Ruhegehalts- und Witwenkasse die von ihr zu leistenden Zahlungen an die Gemeinden und Gemeindeverbände leistet.

Artikel IV.

Die Leistungen gemäss den Bestimmungen zu den Artikeln 1 und 2 erfolgen an die Versorgungsberechtigten ohne Rücksicht auf ihren Wohnsitz. Die Fürsorge kann ruhen, wenn der Bezugsberechtigte ohne Zustimmung seiner Versorgungsbehörde länger als ein Jahr seinen Aufenthalt ausserhalb Litauens hat, und zwar für die Dauer des ein Jahr übersteigenden Aufenthalts. Die Fürsorge erlischt, wenn der Bezugsberechtigte die litauische Staatsangehörigkeit aufgibt.

Artikel V.

1. Die Deutsche Regierung wird der Litauischen Regierung die notwendigen Aufklärungen und Akten mitteilen.

2. Die der Litauischen Regierung überreichten Listen von Personen, welche auf Grund dieses Abkommens versorgt werden sollen, werden von der Litauischen Regierung als Ersatz von Anträgen der einzelnen Fürsorgeberechtigten anerkannt.

3. Anträge von Fürsorgeberechtigten, die in den oben erwähnten Listen nicht enthalten sind, können binnen einer bis zum 30. Juni 1929 laufenden Ausschlussfrist an den Gouverneur des Memelgebiets zur Weitergabe an die zuständigen Behörden eingereicht werden.

Artikel VI.

Dieses Abkommen, das in deutscher und litauischer Urschrift ausgefertigt ist, soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Kowno ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet.

Berlin, am 26. Januar 1929.

von Schack.
V. Sidzikauskas.

Notenwechsel.

Litauische Gesandtschaft
im Deutschen Reich.

Berlin, den 26. Januar 1929.

Herr Bevollmächtigter!

In dem heute unterzeichneten Abkommen zwischen der Republik Litauen und dem Deutschen Reich über die Fürsorge für die Pensionäre im Memelgebiet ist festgestellt worden, dass die Rechtsstandpunkte beider Regierungen aufrechterhalten bleiben.

Zur Erläuterung des Rechtsstandpunktes der Litauischen Regierung beehre ich mich, auf meine Note vom 22. November 1928 — Nr. 6711 — hinzuweisen.

Indem ich Sie, Herr Bevollmächtigter, bitte, hiervon Kenntnis zu nehmen, benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

V. Sidzikauskas.

An den Bevollmächtigten der Deutschen Regierung Herrn Vortragenden Legationsrat Dr. von Schack.

Auswärtiges Amt.

Berlin, den 26. Januar 1929.

Herr Gesandter!

In dem heute unterzeichneten Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Litauen über die Fürsorge für die Pensionäre im Memelgebiet ist festgestellt worden, dass die Rechtsstandpunkte beider Regierungen aufrechterhalten bleiben. Zur Erläuterung des Rechtsstandpunktes der Litauischen Regierung haben Sie auf Ihre Note vom 22. November 1928 — Nr. 6711 — hingewiesen.

Indem ich hiervon Kenntnis nehme, benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

von Schack.

An den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Litauens Herrn V. Sidzikauskas, Berlin.

49.

FINLANDE, ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Arrangement commercial provisoire; conclu par un Echange de Notes signées à Berlin, le 29 janvier 1929.*)

Finlande. Documents parlementaires 1929, No. 18.

Berlin, le 29 janvier 1929.

Monsieur le Ministre,

Les négociations qu'ont poursuivies le Gouvernement de la République de Finlande et le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en vue de régler, par un accord commercial provisoire, les relations économiques entre la Finlande et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ayant abouti à un accord, j'ai l'honneur, au nom et d'ordre de mon Gouvernement, de marquer, par la présente communication, la conclusion dudit accord dont je prie Votre Excellence de vouloir bien trouver le texte reproduit ci-dessous:

Article 1er.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Finlande.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque des deux Pays par des prohibitions quelconques à l'importation ou à l'exportation.

Des exceptions à cette règle, en tant quelles soient appliquées à tous les pays se trouvant dans les conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants, où les exceptions

1) visent la sûreté publique du pays ou sont jugées par l'Etat respectif, nécessaires en raison de l'état de guerre,

2) seront des mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties,

3) viseront des semances qu'on a lieu de croire impropres dans le pays d'importation, en raison de leur origine,

4) seront faites par égard aux monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir.

5) seront faites en vue d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restictions arrêtées par la législation intérieure à l'égard de la production, de la vente, du transport ou de la consommation, à l'intérieur, des marchandises indigènes de même espèce.

Article 2.

Les marchandises originaires ou en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, énumérées dans la liste A ci-annexée, im-

---

*) L'Arrangement est entré en vigueur le 14 septembre 1929. V. Finlands Författningssamling 1929, No. 296.

portées dans les territoires de la Finlande, destinées soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, et les marchandises originaires ou en provenance de la Finlande, énumérées dans la liste B ci-annexée, importées dans les territoires du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, destinées soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumises au même traitement et ne seront passibles de droits de douane, surtaxes, impôts, taxes ou d'autres charges, ni plus élevés ni autres que ceux auxquels sont soumises les mêmes marchandises de la nation la plus favorisée sous ce rapport.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et autres droits, ainsi qu'aux formalités douanières et à leurs applications, aux procédés d'examen et d'analyse de marchandises, aux conditions de payement des droits de douane et autres droits, à la classification des marchandises et à l'interprétation des tarifs de douane.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas:

1) aux faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière;

2) aux faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées à un Etat tiers en vertu d'une union douanière.

Ne seront considérés contraires au principe de la nation la plus favorisée les privilèges accordés ou qui pourront être accordés par la Finlande aux Etats voisins soit en ce qui concerne la navigation en mer Baltique et ses ports, soit en ce qui concerne les préférences données à l'Estonie dans le but de conserver le trafic traditionnel avec ce pays, aussi peu que les avantages accordés ou qui pourront être accordés à la Russie en ce qui concerne la pêche et la chasse aux phoques dans les territoires finlandais de l'Océan Glacial Arctique.

Article 3.

Au point de vue du traitement des voyageurs de commerce, les Parties Contractantes appliqueront intégralement le principe de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les Parties Contractantes appliqueront mutuellement le principe de la nation la plus favorisée aux bateaux et leurs charges, arrivant dans le port des Parties Contractantes en ce qui concerne les droits et les taxes aussi bien qu'en ce qui concerne l'abordage, le séjour au port, le chargement et le déchargement des marchandises.

Article 5.

Le présent Accord provisoire entrera en vigueur, de part et d'autre, huit jours après qu'il aura été mutuellement constaté, que les mesures législatives nécessaires à cet effet ont été prises, et restera en validité

jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un traité définitif. Pourtant, au cas où une des Parties Contractantes aura l'intention de dénoncer cet accord, elle devra communiquer la dénonciation à l'autre Partie Contractante, après quoi, l'accord cessera d'être valable au bout de 3 mois à dater de cette dénonciation.

Je vous saurais gré de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes adhère aux propositions ci-dessus et qu'il considère l'accord faisant l'objet de la présente note comme effectivement conclu.

Je saisis cette occasion etc.

Wäinö Wuolijoki.

Berlin, le 29 janvier 1929.

Monsieur le Ministre,

Les négociations qu'ont poursuivies le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Gouvernement de la République de Finlande en vue de régler, par un accord commercial provisoire, les relations économiques entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Finlande, ayant abouti à un accord, j'ai l'honneur, au nom et d'ordre de mon Gouvernement, de marquer, par la présente communication, la conclusion dudit accord dont je prie Votre Excellence de vouloir bien trouver le texte reproduit ci-dessous:

[suit le texte de l'Accord précédent]

Je vous saurais gré de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement de la Finlande adhère aux propositions ci-dessus et qu'il considère l'accord faisant l'objet de la présente note comme effectivement conclu.

Je saisis cette occasion etc.

J. Balougdgitch.

Liste A.

Marchandises du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes bénéficiant en Finlande du traitement de la nation la plus favorisée.

Pruneaux.
„Pekmes" (marmelade de prunes, sans sucre).
Fruits séchés (pommes, poires, pèches, abricots, raisins etc.)
Fruits frais.
Conserves de fruits.
Noisettes.
Plantes médicinales.
Sardines et d'autres conserves de poissons.
Maïs.
Petits pois, haricots.
Farine.
Tabac.
Peaux (non tannées).

Fourrures (non tannées).
Laine.
Lin et chanvre.
Bois de chêne et de noyer.

Liste B.

Marchandises finlandaises bénéficiant dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes du traitement de la nation la plus favorisée.

Papier et tenture, excepté le papier à cigarettes.
Carton.
Cellulose (pâte chimique).
Pâte à papier (pâte mécanique).
Feuilles de placage.
Caisses.
Planches de caisses.
Machines agricoles ainsi qu'outils agricoles et d'autre sorte.
Machines et ustensiles pour laiteries.
Beurre.
Fromage.
Lait condensé.
Acide lactique.
Caséine.
Cuir ainsi qu'articles en cuir (chaussures etc.).
Caoutchoucs.
Articles de sport.

50.

NORVÈGE, PORTUGAL.

Accord concernant la reconnaissance réciproque des règlements sur la sûreté des navires; signé à Lisbonne, le 7 février 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1930, No. 7.

Le Gouvernement du Royaume de Norvège et le Gouvernement de la République Portugaise, ayant reconnu que les lois et règlements sur la sûreté de la navigation, en vigueur dans les deux pays, garantissent un contrôle efficace des conditions de navigabilité des navires.

Désirant faciliter les relations maritimes réciproques entre les deux Etats;

Ont résolu de conclure l'Accord suivant:

Article 1er.

Chacun des deux Etats Contractants reconnaît pleinement les dispositions légales et réglementaires établies par l'autre Etat dans sa législation, dans le but d'assurer un contrôle suffisant des conditions de sûreté des navires de sa respective nationalité, quels que soient leur genre et dimensions.

Article 2ème.

En conséquence des stipulations de l'Article 1er, les autorités des ports norvégiens reconnaissent comme valables et légaux les certificats de navigabilité délivrés par les autorités maritimes portugaises, d'après les dispositions des arrêtés No. 15.372 et 15.452 du Gouvernement de la République Portugaise, en date du 9 avril 1928.

Les autorités maritimes portugaises, dans les ports du Continent de la République et des Archipels Adjacents, reconnaissent comme valables et légaux les certificats de navigabilité, délivrés aux navires norvégiens par les autorités compétentes de leur pays, et comme preuve de ce que ces navires, quant à la construction et l'armement, y compris également l'armement d'embarcation et d'engins de sauvetage, sont en bon état de navigabilité et en conformité avec les prescriptions de la législation norvégienne sur la matière.

Les certificats de navigabilité norvégiens sont le „Passasjer-certifikat" (certificat pour le transport de passagers) ou le „Farts-certifikat" (permis de navigation).

Le premier est délivré aux navires transportant plus de 12 passagers, le second à tous les autres navires.

Article 3ème.

Les navires norvégiens dans les ports du continent de la République ou des Archipels Adjacents ne sont astreints, de la part des autorités maritimes portugaises, qu'à un contrôle se bornant à la constatation de l'existence à bord de certificats de navigabilité encore en vigueur, et délivrés par les autorités compétentes de leur pays.

Les navires portugais dans les ports norvégiens ne sont astreints, de la part des autorités compétentes de ces ports, qu'à un contrôle se bornant à la constatation de l'existence à bord d'un certificat de navigabilité, encore en vigueur, et délivré par les autorités maritimes portugaises.

Article 4ème.

Non obstant les stipulations des Articles précédentes, les autorités compétentes de chacun des deux Etats Contractants peuvent empêcher le départ d'un navire de la nationalité de l'autre Etat, même s'il est pourvu d'un certificat de navigabilité en vigueur, dès qu'elles aient des raisons de craindre un danger évident pour la vie des personnes à bord si le navire dont il s'agit était autorisé à faire le voyage projeté.

Dans ce cas le Consul du pays auquel appartient le navire dont le

départ a été empêché, sera incessamment mis au courant de l'incident par les autorités compétentes du port afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires imposées par les circonstances, à moins que, entretemps, le capitaine du navire dont il s'agit ne l'ait remis en bon état de navigabilité.

Article 5ème.

Les navires de la nationalité de chacun des deux Etats Contractants ne peuvent prétendre aux avantages découlant de cet accord que s'ils sont pourvus d'un certificat de navigabilité encore en vigueur, et délivré par les autorités compétentes de leur pays. Par conséquent, les navires de la nationalité de l'un des deux Etats Contractants qui ne sont pourvus que des certificats délivrés par une société de classification, même si elle est reconnue par les deux Gouvernements, ne peuvent se couvrir du présent Accord pour se soustraire au contrôle exercé par les autorités compétentes de l'autre Etat, sauf sur les points pour lesquels la législation du pays de la nationalité du navire reconnaît comme valables et équivalents à des certificats officiels, les certificats de la Société de classification dont il s'agit.

Les navires qui, de par la législation de leur pays, ne sont pas tenus d'avoir à bord un certificat de navigabilité jouissent, par contre, de tous les avantages reconnus par le présent Accord, dans les mêmes conditions des navires pourvus de certificats de navigabilité en règle.

Article 6ème.

Les autorités maritimes portugaises se reservent le droit de constater que les prescriptions contenues dans les certificats de navigabilité des navires norvégiens transportant des émigrants d'un port du continent de la République ou des Archipels Adjacents à une autre partie du monde (hors l'Europe), particulièrement celles ayant trait aux engins de sauvetage, nombre de passagers, vivres et eau, sont dûment observées, ainsi que les dispositions réglementaires ayant trait à l'habitabilité, l'hygiène et la salubrité des locaux affectés aux passagers d'entrepont et si les installations des infirmeries, le matérial médical et pharmaceutique sont d'accord avec les prescriptions en vigueur.

Les autorités maritimes norvégiennes se réservent le droit de faire sur les navires portugais transportant des émigrants d'un port norvégien à une autre partie du monde (hors l'Europe), exception faite toutefois des ports de la Méditerranée, la visite de partance spéciale établie dans des cas analogues pour les navires norvégiens, conformément aux prescriptions de la législation norvégienne sur la matière.

Article 7ème.

Les stipulations contenues à l'Article 1er, du présent Accord n'empêchement pas chacun des deux Etats Contractants de modifier, dès qu'il le trouve nécessaire, les dispositions légales et règlementaires respectives

sur la sûreté de la navigation, mais il devra toutefois porter immédiatement à la connaissance de l'autre Etat les modifications apportées à la législation en vigueur.

Les Etats Contractants peuvent introduire dans le présent Accord, par voie diplomatique et en tout temps, les améliorations qui seraient jugées désirables ou nécessaires.

Article 8ème.

Le présent Accord entrera en vigueur à partir du 1er mars 1929 et restera en vigueur pour un temps indéterminé, pouvant être dénoncé en tout temps par un des deux Etats Contractants.

La dénonciation de l'accord ne portera ses effets que six mois après qu'elle sera communiquée à l'autre Etat.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord.

Fait en doubles exemplaires à Lisbonne, le 7 février 1929.

Finn Koren.
Manuel Carlos Quintão Meireles.

51.

POLOGNE, LETTONIE.

Accord sur le trafic par chemin de fer; signé à Riga, le 12 février 1929.*)

Dziennik Ustaw 1930, No. 15.

Accord sur le trafic par chemin de fer entre la République de Pologne et la République de Lettonie.

Préambule.

La Pologne d'une part et la Lettonie d'autre part, désirant régler la communication ferroviaire entre les deux Pays, ont résolu de conclure un accord et ont nommé à cet effet les Plénipotentiaires, à savoir:

Le Président de la République de Pologne:

Mr. Jules Lukasiewicz, Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire de Pologne à Riga,

Le Président de la République de Lettonie:

Mr. Fridrichs Ozolinš, Ministre des Communications,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 25 janvier 1930.

Article 1.

Réglements et prescriptions.

1) Le trafic par chemins de fer des voyageurs, des bagages et des marchandises entre la Pologne d'une part et la Lettonie d'autre part, effectué sur la ligne située entre la frontière du pays et la gare de transmission, sera réglé par les dispositions du présent Accord. De plus, pour autant que le présent Accord n'en dispose pas autrement, seront valables les dispositions des arrangements et des tarifs conclus entre les Parties Contractantes ou entre les administrations ferroviaires: polonaise et lettonne, ainsi que les dispositions des Conventions internationales, auxquelles les Parties Contractantes ont adhéré, de même que les lois et prescriptions en vigueur sur les territoires de chaque Etat en particulier.*)

2) Les personnes tierces ne seront pas admises au bénéfice du présent Accord.

Article 2.

Souplesse à assurer au trafic.

Les Parties Contractantes prendront des mesures en vue d'assurer aux communications ferroviaires entre leurs territoires une souplesse conforme aux besoins du trafic limitrophe et du transit. Notamment, le service des chemins de fer, des postes, des douanes et de police sera effectué de façon à ce que le transport des personnes, des bagages et des marchandises s'effectue avec la plus grande célérité possible.

Règlement d'exécution:

1) Lors des conférences périodiques d'horaire, les administrations tiendront compte des intérêts du trafic limitrophe et du transit. Elles concorderont, en particulier, les heures de départ et d'arrivée ainsi que les correspondances des trains à la gare de transmission, tenant aussi compte des nécessités de la visite de douane et du contrôle des passeports.

2) Les horaires et leurs modifications éventuelles seront portés, en temps utile, à la connaissance des autorités des postes, des douanes et de police.

3) La circulation des wagons-lits, des wagons-restaurants et des wagons-poste sera réglée par un accord spécial.

Article 3.

Gare de transmission.

La gare lettonne Zemgale sera affectée comme la gare de transmission au trafic ferroviaire entre la Pologne d'une part et la Lettonie d'autre part. Toutefois la remise pour les locomotives polonaises sera construite à la gare Turmont.

---

*) Voir le procès-verbal final.

Article 4.

Droits souverains.

Sauf stipulations contraires du présent Accord ou d'autres conventions internationales, l'Etat, sur le territoire duquel est située la gare de transmission et les lignes entre cette dernière et la frontière du pays, y exerce ses droits souverains.

Article 5.

Utilisation et entretien des bâtiments et installations.

1) L'administration lettonne mettra à la disposition de l'administration polonaise pour son utilisation les bâtiments et installations nécessaires au trafic ferroviaire en conformité du présent Accord.

2) L'Administration lettonne sera chargée de conservation, conforme aux prescriptions, de tous bâtiments et installations à la gare de transmission de même que sur la ligne entre ladite gare et la frontière du pays.

3) Les dispositions de détail et, notamment, les modifications éventuelles quant aux bâtiments et installations coupées par la ligne-frontière, seront fixées d'un commun accord par un arrangement additionnel (voir l'Art. 7).*)

Règlement d'exécution:

Les Directions des chemins de fer intéressées s'entendront sur les travaux concernant les installations d'une utilisation commune ou destinées exclusivement à l'utilisation de l'administration voisine, qui ne visent pas l'entretien courant. En cas d'urgence ou de danger, il appartiendra à l'administration chargée de l'entretien d'exécuter les travaux requis et d'en aviser, sans délai, l'administration voisine.

Article 6.

Droit de propriété.

Tous les bâtiments et installations visés à l'Article 5 constituent la propriété de l'administration lettonne, excepté le sémaphore de la gare Turmont (y compris le disque et les installations nécessaires) situé sur le terrain letton, mais appartenant à l'administration polonaise.

Article 7.

Arrangement additionnel.

Les administrations conclueront un arrangement additionnel réglant les conditions locales spéciales, concernant l'exécution du trafic par le point frontière envisagé (L'Arrangement Additionnel local, désigné dans le texte qui suit par les mots „l'Arrangement Additionnel"). *)

Règlement d'exécution:

Une carte de la ligne entre la frontière du pays et la gare de transmission ainsi qu'une carte de cette dernière, portant, en couleur, les bâti-

*) Voir le procès-verbal final.

ments et installations aussi bien utilisés en commun que réservés à l'utilisation exclusive de l'administration voisine, seront annexées à l'arrangement additionnel. Cette carte sera complétée d'un relevé des bâtiments et installations utilisés comme il est dit plus haut.

Article 8.

Questions de langue.

1) Les relations de service, orales et par écrit, dans la gare de transmission et sur la ligne entre celle-ci et la frontière du pays se feront dans la langue lettonne. Il est toutefois permis de se servir d'une autre langue au cas, où elle peut être comprise par les fonctionnaires lettons (voir l'Article 26).

2) La correspondance de service, par écrit et par télégraphe, entre les administrations des Parties Contractantes se fera en langue française.

Règlement d'exécution:

1) La correspondance par écrit et par télégraphe entre les stations et offices de deux Parties Contractantes se fera dans la langue officielle du pays d'expédition; la transmission s'en fera d'un chemin de fer à l'autre. La traduction, s'il y a lieu, sera effectuée dans la gare de transmission par le chemin de fer destinataire.

2) Les administrations intéressées établiront d'un commun accord des formulaires en deux langues pour faciliter la correspondance schématique courante relative au trafic.

3) Les locaux de service, réservés dans la gare de transmission à l'utilisation exclusive de l'administration voisine, seront pourvus d'écriteaux rédigés en langues officielles de deux Parties Contractantes; les inscriptions dans la langue officielle de l'administration locale auront la première place.

4) La gare de transmission et la gare frontière auront à afficher, aux endroits appropriés à cette fin, des horaires et des publications officielles d'une importance réelle pour le trafic, que l'administration voisine leur remettra rédigés dans la langue officielle.

Article 9.

Agents d'un Etat limitrophe en service dans la gare de transmission et sur la ligne entre celle-ci et la frontière du pays.

1) L'administration limitrophe pourra se servir de son propre personnel dans la gare de transmission et sur la ligne entre celle-ci et la frontière du pays, pour autant que les fonctions spéciales à y exercer seront de nature à rendre nécessaire l'exercice de ces fonctions par les organes de chaque administration en particulier. Ledit personnel sera tenu d'exécuter les fonctions de service d'après les lois et règlements en vigueur dans l'administration qui le délègue.

2) Chacune des administrations intéressées ne pourra déléguer ses

agents sur le territoire de l'Etat limitrophe qu'en nombre rigoureusement nécessaire.

3) Le personnel employé à la gare frontière et à celle de transmission, de même que sur la ligne entre la frontière du pays et la gare de transmission, sera tenu de connaître les prescriptions et règlements concernant le service sur la ligne et les gares susmentionnées. Pour autant qu'il exerce les fonctions de service dans la gare de transmission de l'administration voisine, le personnel susvisé est tenu de pouvoir s'entendre, en matière de service, dans la langue officiellement admise dans l'Etat limitrophe.

Règlement d'exécution:

1) Quant à la question de savoir, si le personnel employé sur le territoire de l'Etat limitrophe est dûment qualifié à cet égard, seront valables les règlements et certificats d'aptitude délivrés par l'administration de laquelle ce personnel dépend.

2) Le personnel d'une des administrations, en service sur le territoire de l'Etat limitrophe, est soumis en ce qui concerne son service, aux ordres édictés par les organes compétents de l'administration voisine, pour autant que celles-ci, au sens de l'Arrangement Additionnel, sont en droit de les donner.

3) Lors de son séjour de service sur le territoire de l'Etat limitrophe, le personnel de l'administration voisine pourra être, dans les cas exceptionnels, appelé à exercer les fonctions de service concernant l'autre administration, pour autant que le service de la sienne le permet (Art. 34).

4) L'Arrangement Additionnel désignera les catégories d'agents qui devront, s'il y a lieu, résider dans l'Etat limitrophe.

Article 10.

Protection à accorder aux agents de l'Etat limitrophe.

1) Les agents en service sur le territoire de l'Etat limitrophe, ressortissants de l'Etat qui les délègue, conservent de plein droit leur nationalité. Il en est de même des membres de leurs familles et de leurs domestiques, vivant dans leur ménage sur le territoire de l'Etat limitrophe. Dans ce cas, le domicile et le séjour, ni la naissance n'entraîne pas l'acquisition de la nationalité de l'Etat limitrophe.

2) Une protection nécessaire sera assurée aux personnes spécifiées au chiffre 1) lors de leur résidence sur le territoire de l'Etat limitrophe (voir l'Art. 16 et 17). Les agents résidant dans l'Etat limitrophe seront considérés comme fonctionnaires, au sens du code pénal, de la même manière, que les agents de ce pays. En cas d'insultes ou de lésions, en dehors de la plainte déposée par la victime, les pouvoirs publics auront à porter plainte de leur côté, pour autant que cette plainte est admissible. Les Parties Contractantes devront profiter de cette facilité en faveur des agents des administrations limitrophes en service sur leur territoire dans la même mesure qu'en ce qui concerne leurs propres agents.

3) Les personnes visées à l'alinéa 1), en résidence sur le territoire de l'Etat limitrophe, seront exonérées:

a) de toutes prestations personnelles ou en nature émanant du droit public;

b) des impositions publiques qui ne seraient pas applicables dans l'Etat limitrophe aux personnes susnommées, si elles n'y avaient ni domicile ni résidence.

4) Les enfants des personnes visées à l'alinéa 1) sont exemptés sur le territoire de l'Etat limitrophe de l'enseignement scolaire obligatoire.

5) Le pouvoir disciplinaire à l'égard des agents en service sur le territoire de l'Etat limitrophe, en ce qui concerne les pénalités pour infractions au service, n'appartient qu'aux autorités supérieures de l'Etat qui les délègue. Le jugement de délits, commis par eux en exercice de leurs fonctions dans l'Etat limitrophe, appartiendra aux autorités nationales sur leur demande exclusivement, pour autant qu'il ne s'agit pas des citoyens dudit Etat. En cas d'une telle demande, l'Etat limitrophe devra immédiatement remettre l'inculpé aux autorités susmentionnées. Cette demande devra être transmise par l'autorité compétente en matière criminelle aux autorités judiciaires analogues de l'Etat limitrophe. *)

Article 11.

Aide et assistance au personnel en service.

1) Les agents et les offices des Parties Contractantes en service dans la gare de transmission et sur la ligne entre cette dernière et la frontière du pays, se prêteront mutuellement aide et assistance lors de l'exercice de leurs fonctions, notamment lorsqu'il s'agit d'empêcher ou de découvrir des infractions.

2) Les agents et les offices d'une Partie Contractante prêteront aide et assistance requise aux offices et aux agents de l'autre Partie en service dans le territoire visé à l'alinéa 1); ils suivront leurs appels au même degré comme s'il s'agissait des appels émanant de leurs offices ou de leurs agents.

3) Sur demande directe des offices d'une Partie Contractante les offices compétents des administrations participant au trafic ouvriront, d'une manière appropriée, une enquête à fins de constatation des infractions contre les règlements de l'autre Partie en matière de chemins de fer, postes, douanes et de police, commises sur le territoire désigné à l'alinéa 1) du présent Article. Lesdits offices remettront aux intéressés des notifications qu'exige l'ouverture et la procédure de l'enquête disciplinaire.

4) Les dépenses occasionnées par les enquêtes seront remboursées directement à l'office actionné par l'office qui aura exigé une enquête.

---

*) Voir le procès-verbal final.

Article 12.

Agents de contrôle.

1) Il appartient à l'administration intéressée de contrôler le fonctionnement du service exécuté par ses agents sur le territoire de l'État limitrophe.

2) Les organes de contrôle devront s'abstenir de toute ingérence directe dans le service de l'exploitation.

3) Lors du franchissement de la frontière et du séjour temporaire des organes de contrôle sur le territoire de l'État limitrophe, les dispositions de l'Article 16 sont applicables.

Règlement d'exécution:

L'administration voisine portera à la connaissance de l'autre administration les noms desdits agents.

Article 13.

Délits de service.

1) En cas de délit touchant le trafic par chemins de fer, l'administration dans la circonscription de laquelle se trouve le lieu de délit, procède à l'instruction de fait, s'il y a lieu de concert et avec aide de l'administration intéressée de l'État limitrophe. Le résultat de l'instruction sera porté à la connaissance de l'administration voisine qui prendra des mesures nécessaires et en avisera l'autre administration. Les agents qui ne connaissent pas suffisamment la langue officielle de l'État limitrophe, pourront, sur leur demande, être entendus dans leur langue nationale.

2) En cas de délit de service plus grave, l'agent coupable sera révoqué sur demande faite par l'administration compétente de l'État limitrophe.

Article 14.

Assurances sociales. Assurances-accidents.

1) En ce qui concerne les assurances sociales et les assurances-accidents des agents des chemins de fer, délégués à titre temporaire ou en permanence sur le territoire de l'Etat limitrophe, seront exclusivement valables les dispositions légales de l'Etat où se trouve le siège de l'administration à laquelle lesdits agents sont subordonnés. La même disposition est applicable lorsque le personnel d'une admistration est chargé par l'autre de fonctions de service.

2) Seront compétentes pour l'application des assurances sociales et des assurances-accidents, de même que pour la solution des contestations, les autorités opérant les assurances, les autorités administratives ou tribunaux de l'Etat dont les dispositions juridiques sont à appliquer conformément au chiffre précédent.

3) Les prestations fournies en vertu des dispositions ci-dessus, conformément aux prescriptions légales de l'autre Etat, auront, quant à la responsabilité juridique et civile de l'employeur, le même effet légal que

les prestations accordées en vertu de ses propres prescriptions légales. La voie de recours n'appartient qu'à une des deux administrations ferroviaires contre l'autre.

Article 15.

Assistance en cas de maladie.

1) En cas de maladie ou d'autre nécessité urgente il ne sera fait aucune distinction quant à l'assistance à prêter aux agents de deux administrations voisines et aux membres de leurs familles vivant dans leur ménage.

2) Les frais occasionnés par ces soins seront remboursés à l'administration qui les aura avancés.

Règlement d'exécution:

Le remboursement des frais visés à l'alinéa 2) se fera sur présentation d'un certificat délivré par le médecin consulté; ce certificat devra dûment justifier les soins accordés.

Article 16.

Franchissement des frontières et séjour temporaire dans l'Etat limitrophe.

1) Sur la base d'un permis établi par un office compétent, les agents de chaque Partie Contractante en service relatif au trafic par le point frontière entre la Pologne et la Lettonie, auront la faculté de franchir la frontière en vue d'exercer le service et de séjourner dans la zone du chemin de fer située sur le territoire de l'Etat limitrophe, tant pendant la durée de leur service que dans les intervalles, ceci sans passeports et visas. Les permis seront établis d'après un modèle convenu; leur validité sera conforme aux circonstances, suivant le cas, et n'excédera toutefois la période d'une année. La circulation en dehors de la zone du chemin de fer ne sera permise qu'en vertu d'une carte, délivrée sur la base du permis susmentionné par la police à la station. Cette carte ne sera valable que dans le territoire de la commune où est située la gare Zemgale ou Turmont ou dans celui de la commune la plus proche.

2) Le personnel en service sur le territoire étranger sera tenu de porter l'uniforme ou des insignes, pour autant que les règlements de son administration l'exigent et que son service le met en contact avec le public. Le port des armes en dehors de la zone du chemin de fer est prohibé.

3) Sans être exempt de la visite douanière, le personnel pourra emporter en franchise de douane des objets destinés à son usage personnel pour un jour de service y compris la durée du voyage d'aller et retour.

4) Le personnel en service relatif au trafic par le point frontière sera transporté sur le parcours entre les gares Zemgale et Turmont gratuitement.

Annexe A.

Règlement d'exécution:

1) Le modèle du permis désigné dans la deuxième phrase du chiffre 1) du présent Article est spécifié dans l'annexe A. Les administrations se communiqueront les noms des bureaux autorisés à délivrer lesdits permis.

2) Les permis susmentionnés donnent droit au parcours gratuit sur les chemins de fer, conformément au chiffre 4) du présent Article.

3) Au personnel desservant les trains et les locomotives suffit pour le passage de la frontière au lieu d'un permis l'inscription des noms des fonctionnaires dans le rapport du train.

4) En cas d'interruptions de la communication par télégraphe et par téléphone, les courriers, chargés de la transmission des messages par écrit au sujet du mouvement des trains, ont le droit de passer la frontière aussi sous présentation d'un tel message.

Article 17.

Franchissement des frontières et résidence fixe dans l'Etat limitrophe.

1) Sur la base d'une carte d'identité établie d'après le modèle convenu par les autorités supérieures, des agents en service sur le territoire de l'Etat limitrophe et résidant dans cet Etat, lesdits agents de même que les membres de leurs familles ainsi que les domestiques faisant partie de leur ménage seront autorisés de franchir la frontière à l'aller et au retour ainsi que de résider dans le lieu du service, ceci sans passeports et visas. Comme lieu de service on entend le territoire de la commune où est située la gare de transmission ou celui de la commune la plus proche sauf les exceptions prévues à cet égard dans l'Arrangement Additionnel.

2) Les dispositions spécifiées sous chiffre 2) et 4) de l'Article 16 sont à appliquer, suivant le cas, aux agents désignés ci-dessus, lesquels pourront toutefois porter des armes également en se rendant au lieu de service et vice versa.

Annexes B et C.

Règlement d'exécution:

1) Les modèles des cartes d'identité, désignées dans le chiffre 1) du présent Article, sont spécifiés dans les annexes B et C.

2) Le nombre de domestiques, auxquels s'appliquent les dispositions de l'Article 17, ne peut dépasser une personne pour le ménage d'un fonctionnaire.

Article 18.

Cartes d'identité des employés des wagons-lits et wagons-restaurants.

1) Les employés privés des wagons-restaurants et wagons-lits de la Compagnie internationale des wagons-lits et des grands express européens devront être pourvus de cartes d'identité, délivrées par la police

locale du lieu de leur domicile. Ces cartes porteront les noms, prénoms, domicile, nationalité de l'employé et en outre sa signature et sa photographie. Cette dernière devra être munie du timbre officiel et du timbre de l'administration qui l'a délivrée, ainsi que d'une attestation de la Direction du chemin de fer à laquelle appartient la gare d'attache de ces wagons, indiquant le genre du travail accompli par l'employé dans le service des wagons-restaurants et des wagons-lits.

2) Le visa du pays étranger n'est pas exigé.

Article 19.

Dispositions spéciales douanières.

1) Sans préjudice aux dispositions légales de leur État et sauf les cas de présomption des fraudes, les autorités des douanes des Parties Contractantes reconnaîtront mutuellement comme valables et laisseront intacts les plombes et les scellés apposés par leur offices douaniers aux marchandises transportées sous la surveillance douanière. Il est toutefois permis d'y apposer les plombs et scellés complémentaires.

2) Les objets, servant à l'usage de service des bureaux situés sur le territoire étranger et des agents y faisant le service, pourront être importés ou exportés en franchise de douane, sans perception des taxes quelconques, ceci sur présentation d'une attestation de l'autorité compétente.

3) La même disposition s'applique aux objets de déménagement, réservés à l'usage des agents déplacés ainsi qu'aux membres de leur famille et aux domestiques faisant partie de leur ménage.

4) Les pièces de rechange du matériel roulant avarié demandées à l'administration étrangère en vertu des conventions internationales sur l'emploi réciproque des wagons, de même que les pièces avariées seront transportées en franchise de douane et sans perception des droits quelconques. Dans ce cas, le bulletin d'accompagnement servira d'une attestation officielle de l'administration expéditrice quant à la destination de ces pièces.*)

Règlement d'exécution à l'alinéa 3).

La franchise de douane sera limitée par les dispositions douanières en vigueur, mais la limite légale ne doit pas être inférieure que 1.500 Lats.

Article 20.

Responsabilité pour dommages.

1) La responsabilité pour dommages et accidents survenus en trafic ferroviaire entre la frontière du pays et la gare de transmission, exception faite de l'avarie et de la perte totale ou partielle des marchandises et des bagages (voir le chiffre 7), sera réglée d'après les règlements et prescriptions valables aux endroits où le dommage ou l'accident se serait produit.

---

*) Voir le procès-verbal final.

2) La responsabilité pour dommages dûs à l'infraction aux lois ou à la faute du personnel en service relatif au trafic par le point frontière, incombe à l'administration dont dépend le personnel fautif. Dans le cas où une administration aurait employé le personnel de l'autre administration, c'est la première qui en est responsable. Lorsque le dommage est occasionné par les agents des deux Parties ou si les agents fautifs ne peuvent être constatés, les deux administrations partagent la responsabilité par moitié.

3) La responsabilité pour accidents, dûs au mauvais entretien des stations, des lignes, des locomotives en ordre de marche et des automotrices, incombe à l'administration qui en doit avoir soin.

4) La responsabilité pour accidents dûs au mauvais état des wagons ou d'autre matériel roulant non dénommé sous 3) est à charge de l'administration qui a reçu dernière le véhicule, après l'avoir accepté au point de vue technique.

5) Les administrations seront déchargées de la responsabilité réciproque pour dommages en cas de force majeure. Si le dommage est dû à un cas qui ne saurait être attribué à la force majeure, la responsabilité en incombe à l'administration sur les lignes de laquelle le dommage aura été occasionné. Toutefois, chaque administration est exclusivement responsable pour dommage subi par son personnel ou pour l'avarie survenue à son matériel qui aurait lieu en conséquence d'un cas pendant le passage du train sur la ligne entre la frontière du pays et la gare de transmission.

6) Chaque administration pourra exercer le droit de recours vis-à-vis de l'autre, si, en vertu d'une sentence du Tribunal ayant l'autorité d'une chose jugée, elle est tenue de rembourser les dommages dont la responsabilité totale ou partielle, en conformité des dispositions qui précèdent, incombe à l'autre administration. Le droit de recours pourra être également exercé lorsque les administrations auront convenu que l'une d'elles aura à régler les réclamations, bien que la responsabilité incombe, en tout ou en partie, à l'autre administration. Les arrangements à l'amiable, reconnaissance ou sentences par défaut n'engagent l'autre administration qu'avec son agrément ou dans le cas où, malgré le rappel, elle n'aura pas notifié, en temps utile, une déclaration requise.

7) Les dispositions formulées ci-dessus n'affectent en rien l'application des dispositions spéciales sur le remboursement des dommages nés du contrat de transport prévues par les règlements relatifs aux transports par chemins de fer.

Règlement d'exécution:

L'enquête sur les dommages et accidents visés aux chiffres 1)—6) sera ouverte par l'administration, sur la ligne ou dans la station de laquelle un accident ou un dommage se sera produit. Lorsque, d'après la constatation sommaire, la responsabilité totale ou partielle de l'autre administration pourrait être engagée, celle-ci doit en être immédiatement avisée. Dans ce cas, l'enquête ultérieure sur les causes de l'accident

ou du dommage sera poursuivie, d'un commun accord, par les délégués des deux administrations. S'il s'agit d'une constatation des avaries des envois postaux, transportés dans les wagons-poste ou wagons à marchandises, l'administration des Postes sera invitée de prendre part à l'enquête, sans que la fixation définitive du montant du dommage en soit préjugée.

Article 21.

Gares désignées pour visite douanière et contrôle des passeports.

1) La visite de la douane et le contrôle des passeports ont lieu dans les gares énumérées ci-dessous:

de la part de la Pologne à la gare Turmont et
de la part de la Lettonie à la gare Zemgale.

2) Pour autant que les conditions locales le permettent, les Gouvernements des deux Parties Contractantes conclueront un accord spécial afin que la visite douanière et le contrôle des passeports soient effectués à la gare de transmission par les fonctionnaires polonais et lettons.*)

3) Les Parties Contractantes se concèdent mutuellement le droit de transporter leurs agents dans les trains franchissant la frontière jusqu'à la station d'arrêt la plus proche et vice versa, ceci en vue d'exercer sur son territoire avoisinant la frontière une surveillance douanière et de police. Ces agents ont aussi le droit de gagner à pied ces stations et tombent sous le coup des dispositions de l'Article 16.

Article 22.

Exécution du service du mouvement entre la frontière du pays et la gare de transmission ainsi que dans cette dernière.

1) La conduite des trains, affectés au trafic limitrophe entre la frontière du pays et la gare de transmission, incombe à l'administration polonaise contre remboursement des frais afférents (voir l'Article 31).

2) En outre, le service sur la ligne entre la frontière du pays et la gare de transmission ainsi que l'ensemble du service dans cette gare sera exécuté en principe par l'administration locale. Une dérogation à cet égard sera faite en ce qui concerne le service de la transmission des wagons et des marchandises (voir l'Article 9).

Règlement d'exécution:

1) La formation des trains de voyageurs sera réglée par les administrations intéressées aux conférences d'horaires; le nettoyage, l'éclairage et le chauffage de ces trains — par l'Arrangement Additionnel au présent Accord.

2) Seront valables pour la formation des trains les règlements, adoptés par l'administration assurant la conduite des trains, autant que l'Arrangement Additionnel ne contient pas d'autres dispositions.

---

*) Voir le procès-verbal final.

3) L'Arrangement Additionnel réglera les questions de détail concernant l'utilisation de la gare de transmission quant au mouvement ainsi que la transmission des wagons, des bagages et des marchandises, l'exécution du service des manœuvres, l'emploi du personnel étranger, de même que les dispositions détaillées sur le service des trains sur la ligne entre la frontière du pays et la gare de transmission et dans cette dernière. La confection et l'application des documents relatifs à la transmission (les feuilles des trains, feuilles de chargement, bordereaux de transmission des bagages et marchandises) peut être réglée aussi par une entente spéciale.

4) La question d'utilisation, à titre exceptionnel, des locomotives de trains appartenant à l'administration voisine pour manœuvres des wagons à la gare de transmission sera réglée par l'Arrangement Additionnel.

5) Les locomotives en circulation sur les lignes de l'administration voisine seront adaptées aux conditions techniques y existantes.

6) Les administrations ferroviaires se communiqueront mutuellement, gratuitement, en temps utile, toutes prescriptions, circulaires et manuels concernant le service relatif au trafic par le point frontière. En cas d'urgence, le chef de la gare de transmission pourra s'entendre directement à cet égard avec le chef de la gare voisine de l'autre administration.

7) L'administration voisine sera informée à temps sur toutes modifications apportées à l'exécution du service relatif au trafic par le point frontière, de manière qu'elle puisse donner des instructions nécessaires à son personnel. En particulier, les administrations se communiqueront toutes modifications apportées aux règlements sur le mouvement ainsi que celles relatives aux installations dans la gare de transmission sur la ligne entre cette dernière et la frontière du pays, pour autant que ces modifications auront une certaine importance pour ce qui est de l'exécution du service.

Article 23.

Chauffage, nettoyage et éclairage des bâtiments et des installations.

Le chauffage, nettoyage, éclairage etc. des bâtiments, installations ou autres aménagements affectés au trafic par le point frontière envisagé incombe à l'administration locale.

Règlement d'exécution:

Les dérogations éventuelles à cette disposition seront stipulées dans l'Arrangement Additionnel.

Article 24.

Interruptions du trafic et des transports.

Les administrations intéressées se tiendront au courant des empêchements au trafic et aux transports à travers le point frontière. Elles s'entendront, s'il a y lieu, sur la manière d'y remédier.

Règlement d'exécution:

1) Les offices de l'administration voisine, auxquels il appartient d'envoyer, en cas d'interruption dans le mouvement, des avis prescrits, seront désignés dans l'Arrangement Additionnel.

2) A chaque nouvelle période d'horaire, les administrations intéressées conviendront, s'il est possible, des mesures à prendre en vue d'éviter l'engorgement de leurs lignes en cas d'empêchement ou d'interruptions au mouvement.

Article 25.

Secours en cas d'accidents ou d'empêchements au mouvement.

1) Chaque des deux administrations ferroviaires prêtera secours à l'autre sur sa demande en cas d'accidents ferroviaires ou d'empêchements ou mouvement sur leurs lignes et dans leurs gares.

2) Les trains de secours et leurs équipes franchissent la frontière sans visite de douanes et de passeports; ils sont tenus de retourner sitôt le secours prêté.

Règlement d'exécution:

1) Les administrations intéressées détermineront dans l'Arrangement Additionnel la zone dans les limites de laquelle elles se porteront secours et s'entendront sur les questions de détail s'y rapportant.

2) Le train de secours sera en principe convoyé jusqu'au lieu de l'accident par un agent de l'administration, dans la circonscription de laquelle l'accident se serait produit. Pour éviter tout retard susceptible de provoquer un danger, le train pourra être convoyé par un agent appartenant à l'administration qui porte le secours. Cet agent sera responsable de la stricte observation des règlements relatifs à la sécurité du mouvement. L'équipe du train de secours sera tenue d'obéir aux ordres touchant le service qu'elle recevra de cet agent.

3) Le chef de l'équipe du train de secours est tenu de coordonner son action aux instructions qu'il recevra de l'agent dirigeant les travaux sur le lieu de l'accident, notamment en ce qui concerne le secours et la réfection de la voie.

4) L'administration locale ne pourra utiliser une locomotive de l'administration voisine en vue du secours à prêter que lorsque ceci serait possible sans entraves pour la circulation des trains de l'administration voisine.

Article 26.

Signalisation des trains.

La signalisation des trains entre les postes situés des deux côtés de la frontière, lesquels postes seront désignés dans l'Arrangement Additionnel, se fera conformément aux prescriptions de l'administration conduisant les trains, dans sa langue officielle. Il en est de même en ce qui concerne la remise, par écrit, des ordres et des instructions à l'équipe des trains.

Règlement d'exécution:

Les dérogations à la disposition ci-dessus seront stipulées dans l'Arrangement Additionnel.

Article 27.

Lignes télégraphiques, téléphoniques et entre des postes de signalisation.

1) Toutes les lignes télégraphiques, téléphoniques et similaires n'aboutissent qu'à la gare frontière ou à la gare de transmission.

2) Le personnel de l'administration voisine en service dans la gare de transmission a le droit d'utiliser gratuitement, en service, les installations télégraphiques et téléphoniques entre la gare de transmission et la gare frontière de l'État limitrophe affectées au trafic ferroviaire.

Règlement d'exécution:

1) En principe, entre les gares frontières des Parties Contractantes seront établies:

a) une ligne télégraphique affectée à l'échange, en général, des télégrammes des service;

b) une ligne réservée à la signalisation des trains par télégrammes ou au moyen des appareils à bâton;

c) une ligne téléphonique reliant les stations;

d) s'il y a lieu, une ligne pour sonnerie.

Les dérogations à cette disposition pourront être stipulées dans l'Arrangement Additionnel.

2) Les heures de fonctionnement des appareils télégraphiques et téléphoniques, la remise des télégrammes de service, le mode de procéder lorsqu'il s'agit d'annoncer les perturbations dans le fonctionnement des lignes et la reprise de la communication, seront stipulés en détail dans l'Arrangement Additionnel.

Article 28.

Locaux de service.

L'administration locale assurera aux offices de l'État limitrophe des locaux de service et dortoirs pour le personnel de ce dernier. Quant aux logements à fournir au personnel les dispositions de l'Article 35 sont applicables.

Règlement d'exécution:

Les locaux de service et dortoirs seront convenablement éclairés, chauffés et aménagés, ceci conformément aux exigeances de l'hygiène. Soit à l'intérieur desdits locaux, soit à leur proximité le personnel disposera des emplacements nécessaires pour faire sa toilette et sa cuisine. Les lieux d'aisance y seront aménagés.

Article 29.

Heures officielles d'opérations de transmission.

Tenant compte des intérêts du trafic, de la capacité d'installations ferroviaires et suivant les horaires on fixera les heures de transmission des trains de marchandises à la gare de transmission.

Règlement d'exécution:

1) La remise et l'acceptation des trains et des marchandises n'aura pas lieu les jours fériés ci-après: le jour de l'An, les premiers jours de Pâques, de la Pentecôte et du Noël.

2) Tenant compte des intérêts du trafic, les administrations voisines régleront d'un commun accord les dérogations à cet égard ainsi que la circulation des trains de marchandises les dimanches et autres jours fériés. Il ne sera pas toutefois dérogé aux dispositions de l'alinéa 3 du § 3 de la Convention sur l'utilisation réciproque des wagons à marchandises en trafic international (R. I. V.).

Article 30.

Correspondance de service par fil etc.

Pour autant qu'on se servira exclusivement des installations ferroviaires, l'échange de la correspondance de service ferroviaire par écrit, par télégraphe et téléphone ainsi que le transport des imprimés tels que billets, tarifs etc. se fera gratuitement, sans frais. Il en sera de même des recettes en argent, encaissées dans la gare de transmission, transportées à destination des administrations voisines.

Règlement d'exécution:

La transmission de la correspondance de service des deux administrations sera effectuée dans la gare de transmission sur la base d'une feuille de remise et d'acceptation.

Article 31.

Indemnité pour les prestations afférentes à la conduite des trains.

L'administration locale aura à indemniser l'administration voisine sur la base des trains-kilomètres pour les prestations afférentes à la conduite des trains.

Règlement d'exécution:

1) Les administrations centrales s'entendront au sujet des taxes afférentes aux trains-kilomètres des trains de voyageurs et des trains de marchandises ou d'une taxe commune pour ces trains; ces taxes seront, s'il y a lieu, revisées tous les douze mois.

2) Le calcul des trains-kilomètres se fera d'après la longueur de la ligne entre la frontière du pays et le centre de la gare de transmission.

3) Les prestations du train de secours sont à charge de l'administration dont les agents l'ont réclamé. L'indemnité comprendra les propres frais y compris le matériel utilisé pour le secours ainsi que les allocations dues à l'équipe pour la période allant du moment de départ du train de la gare d'attache à son retour. Le total sera majoré d'un supplément administratif calculé à raison de 10 %. Il en est de même des locomotives de remorque et des chasse-neige.

Article 32.

Indemnité pour locaux de service et prestations spéciales de l'administration voisine.

1) L'administration voisine n'est tenue de payer une indemnité pour utilisation des locaux de service, des remises de locomotives ainsi que des logements et d'autres installations à la gare de transmission, que lorsque ces installations sont réservées à son utilisation exclusive (voir Articles 7 et 35).

2) Il en est de même de l'indemnité pour les prestations personnelles.

Règlement d'exécution:

1) L'indemnité visée au chiffre 1) du présent Article sera payée sous forme de bail. Le taux en sera fixé d'un commun accord par les administrations centrales des deux Parties Contractantes et revisé, suivant les cas, chaque année.

2) Le montant des frais d'éclairage, de chauffage et de nettoyage des locaux utilisés exclusivement par l'administration voisine sera majoré d'un supplément administratif calculé à raison de 10 %.

3) L'entretien courant des locomotives et de l'outillage de l'administration voisine sera effectué, s'il y a lieu, par l'administration dont dépend la gare de transmission. Le montant de ces frais sera majoré d'un supplément administratif calculé à raison de cent pour cent.

4) La question de fourniture à l'administration voisine dans la gare de transmission du matériel d'exploitation (combustibles, matières d'éclairage, lubrifiants etc.) et les conditions, dans lesquelles s'effectuera la fourniture, seront précisées dans l'Arrangement Additionnel. Les dépenses seront majorées d'un supplément administratif calculé à raison de 10 %.

5) L'indemnité due conformément au chiffre 2) du présent Article sera également fixée dans l'Arrangement Additionnel.

Article 33.

Indemnité en cas d'interruption du trafic.

L'interruption du trafic au point-frontière n'influe en rien sur le payement des frais nés pendant sa durée.

Article 34.

Indemnités pour autres prestations quelconques.

1) L'administration locale sera indemnisée par l'administration voisine pour les prestations non dénommées dans le présent Accord, d'après les prix de revient.

2) Pour autant que le payement du supplément administratif ne serait pas expressément stipulé dans le présent Accord, les deux Parties Contractantes y renonceront.

Article 35.

Nouvelles constructions et installations.

1) Les administrations des Parties Contractantes s'entendront, dans chaque cas particulier, sur les nouvelles constructions et installations, de même que sur la reconstruction, les modifications et aggrandissements de celles déjà existantes, y compris leur aménagement, dont l'administration voisine aurait besoin à son utilisation exclusive.

2) Simultanément, on conviendra du bail. Les frais de construction seront à charge de l'administration locale.

Article 36.

Liquidation des créances.

1) La liquidation des créances dues en conformité du présent Accord se fera sur la base des factures que les administrations se communiqueront par trimestre, au plus tard dans la première moitié du trimestre suivant le trimestre comptable. Le remboursement sera opéré au cours de trente jours à dater du jour de la réception de la facture. L'indemnité de retard est fixée à 6 pour cent par an.

2) Le décompte des créances afférentes aux wagons, aux transports ou à d'autres créances quelconques stipulées ou à stipuler séparément, ne tombe pas sous le coup de la présente disposition.

3) Toute contestation des factures présentées ne saurait en retarder le payement. Le doit et avoir afférents aux factures contestées seront mis en ligne de compte dans les factures ultérieures. Les factures déjà réglées peuvent donner lieu à des contestations éventuelles. Le droit de vérification des pièces annexées aux factures et le droit aux réclamations seront maintenus. Un procès-verbal, signé par les représentants, des deux administrations, sera dressé à l'issu de l'examen des factures.

4) Le droit de vérification est prescrit à l'expiration de six mois à dater du jour de la réception de la facture à l'administration débitrice. Les autorités supérieures des deux administrations n'en conservent pas moins, passé ce délai, le droit de contestation.

5) L'administration débitrice est tenue de verser, au plus tard le 15 du premier mois de chaque trimestre, des acomptes sur les sommes dues le trimestre écoulé, lesquels acomptes arrondis seront calculés à raison de soixante-dix pour cent du montant de la liquidation précédente. Les administrations centrales pourront toutefois s'entendre sur la suspension temporaire des versements des acomptes.

6) Les administrations ferroviaires se garantissent mutuellement le payement des créances, dues par les autres offices exécutant le service relatif au trafic par le point frontière, et servant d'intermédiaires en ce qui concerne leur payement.

Article 37.

Décompte des recettes du trafic.

Le décompte des recettes du trafic se fera sur la base des arrangements spéciaux à intervenir entre les administrations intéressées.

Article 38.

Le remboursement des soldes.

1) Autant que l'Arrangement Additionnel ne prévoit pas des payements en dollars. U.S.A., toutes les sommes à payer en vertu du présent Accord seront calculées dans la monnaie du pays dans lequel l'administration, autorisée à présenter la facture, a son domicile. Les payements n'auront pour l'objet que les soldes.

2) La conversion des redevances réciproques sera effectuée d'après les principes à établir par les administrations ferroviaires centrales des deux Parties Contractantes qui s'entendront, s'il y a lieu, sur les mesures à prendre en vue d'éviter les pertes, résultant des variations du change.

Article 39.

Droits et impôts.

Les droits et impôts qui grèvent les installations réservées à l'usage exclusif de l'administration étrangère, seront remboursés intégralement à l'administration locale, y compris une majoration de dix pour cent à titre d'un supplément administratif.

Article 40.

Revision et modifications à apporter à l'Accord ainsi qu'aux règlements d'exécution.

1) Il appartiendra aux Gouvernements Polonais ou Letton de notifier à l'autre Partie, une fois au cours de l'année de calendrier, une demande en revision du présent Accord.

2) Les Gouvernements Polonais et Letton auront le droit d'exiger en tout temps une revision des règlements d'exécution, figurant dans cet Accord.

3) La Partie qui aura notifié la demande de modification de l'Accord sera tenue d'en déposer un projet. La Partie adverse prendra position, au plus tard au cours de deux mois, quant à la demande proposée et pourra déposer, s'il y a lieu, un contre-projet. On entamera ensuite les négociations à ce sujet.

4) En outre, les règlements d'exécution en matière de chemins de fer pourront être modifiés d'un commun accord par les administrations centrales des chemins de fer polonais et lettons.

Article 41.

Tribunal arbitral.

1 Un Tribunal arbitral sera compétent pour statuer sur les litiges relatifs au présent Accord ou aux arrangements additionnels, si ces litiges ne peuvent pas être réglés par la voie de correspondance ou aux conférences communes. Le Tribunal arbitral comprendra un président, désigné par les Gouvernements des deux Parties, et deux juges, nommés chacun par la Partie Contractante. Le Tribunal arbitral ne se réunit que

de cas en cas. Si les Gouvernements ne tombent pas d'accord sur la désignation du président, le Président des chemins de fer de la Confédération Helvétique sera prié de procéder à la désignation d'un président compétent, ressortissant d'un Etat tiers.

2) Chaque Partie Contractante payera les sommes dues éventuellement au juge qu'elle aura nommé. Les sommes dues au président à titre de ses fonctions ainsi que les dépenses communes du Tribunal seront payées par les deux Parties par moitié.

3) La procédure du Tribunal arbitral sera réglée par le président qui désignera également le lieu de l'audience.

Article 42.

Langue de l'Accord.

Le présent Accord est fait en langue française en double dont chaque Partie Contractante recevra une exemplaire authentique.

Article 43.

Entrée en vigueur et durée de validité du présent Accord.

Le présent Accord sera ratifié. L'échange des instruments de ratification se fera à Varsovie dans le plus bref délai possible. L'Accord entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification; il conservera sa validité aussi longtemps qu'il ne sera pas denoncé sur un préavis de six mois. Dès la mise en vigueur du présent Accord, l'arrangement provisoire du 8 février 1923 réglant le trafic limitrophe sur la ligne Turmont — Zemgale cessera d'être valide.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Riga, le 12 février 1929.

(L. S.) (—) J. *Lukasiewicz.*
(L. S.) (—) *Fr. Ozolinš.*

Procès-verbal final.

Procédant à la signature du présent Accord les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes sont convenus de ce qui suit:

A. à l'Art. 1, alinéa 1).

Les dispositions des Art. 8, 19, 20, 24, 25, 30, 31, al. 3 et 36 seront applicables aussi, s'il y a lieu, hors de la ligne mentionnée dans l'Art. 1, alinéa 1), et celles des Articles 9 al. 3, 15, 16, 21, 26 et 27 — dans la gare Turmont et sur la ligne entre cette gare et la frontière.

B. à l'Art. 3.

Jusqu'au temps lorsque une remise pour les locomotives polonaises sera construite à la gare Turmont, les chemins de fer lettons assureront

à ces locomotives l'emplacement nécessaire à la gare Griva. La construction de la rémise à la gare Turmont doit être effectuée jusqu'au 1 novembre 1929.

C. à l'Art. 7.

Les négociations visant la conclusion de l'Arrangement Additionnel doivent être commencées immédiatement après la signature du présent Accord.

D. à l'Art. 10.

Les deux Parties sont d'accord que:

a) la franchise des impositions publiques ne s'étend pas sur les droits de douane (voir cependant Art. 19), de monopole, ni sur les impôts grévant la consommation;

b) les infractions aux dispositions concernant les passeports, formalités de douane et impôts, ainsi que les prohibitions ou restrictions de l'importation ou exportation ne seront jamais considérées comme commises en exercice du service;

c) le droit d'asile sera accordé conformément aux règles générales de la loi;

d) la poursuite en délits d'un fonctionnaire en service sur le territoire du pays limitrophe doit être immédiatement portée à la connaissance de son autorité supérieure;

e) le règlement de la question, quelle autorité devra prendre la décision relative à la demande et à la livraison de l'inculpé aux autorités nationales, reste réservé à chaque Partie Contractante.

E. à l'Art. 19.

Le matériel roulant, dont se sert le chemin de fer pour effectuer les transports sur la base de cet Accord, est exempt de toutes les formalités de douane et des taxes douanières.

F. à l'Art. 21.

a) Les deux Parties Contractantes sont d'accord que jusqu'au temps où la question des formalités de douane et de passeports aura été réglée par la conclusion d'un accord spécial, prévu à l'alinéa 2 de l'Art. 21, la visite douanière et le contrôle de passeports dans le trafic par Turmont—Zemgale peuvent être effectués avec l'application des dispositions suivantes dérogeant au principe établi dans l'Art. 21:

Le contrôle des passeports et la visite douanière des voyageurs et des bagages à main seront effectués dans le train; au cours de route de la Pologne en Lettonie les fonctionnaires polonais les achèvent à la gare Turmont; depuis cette gare commence le contrôle des fonctionnaires lettons. Le contrôle des passeports et la visite douanière au cours de route de la Lettonie

en Pologne par les fonctionnaires lettons seront achevés à la gare Zemgale, depuis cette gare ils seront effectués dans le train par les fonctionnaires polonais.

La visite des bagages enregistrés et des colis de messagerie ainsi que des marchandises sujettes à prompte détérioration, transportés de la Lettonie en Pologne, peut être effectuée à Zemgale par les fonctionnaires polonais.

Les fonctionnaires de chaque Partie Contractante accomplissent leurs fonctions de service en conformité aux dispositions en vigueur dans leurs pays. Les autorités de chaque pays prêteront le cas échéant leur entier appui aux fonctionnaires de la douane et de la police de l'autre Pays lors de l'accomplissement de leurs fonctions sur le territoire étranger, particulièrement s'il s'agit du transfert sur le territoire voisin des objets confisqués ou retenus.

Les fonctionnaires de la douane polonaise sont autorisés à assister au chargement, transbordement et pesage à Zemgale des marchandises, transportées de la Lettonie en Pologne, et les fonctionnaires lettons ayant terminé leur visite, à apposer sur les wagons ou les colis les plombs, cadenas ou autre fermetures douanières;

b) Les deux administrations prendront soin que les transports des marchandises soient accompagnés des documents de douane à transmettre à la douane du Pays limitrophe. Pour autant que la question de ces documents ne sera pas réglée autrement par les administrations de douane des deux Parties Contractantes, il sera procédé comme suit: tous les envois des marchandises transportés à destination de la Pologne ou en transit par ce pays doivent être accompagnés d'une déclaration de l'expéditeur, destinée pour la douane polonaise, en deux exemplaires; pour la douane lettonne est exigée une copie de la lettre de voiture portant l'inscription: „Document douanier". En outre le chemin de fer exécutant le transport à travers la frontière transmettra après l'arrivée de chaque train, contenant au moins un wagon chargé, à la douane d'entrée deux exemplaires d'un bordereau de transmission et une feuille de chargement en deux exemplaires, exigée par la douane lettonne pour tous les wagons et par la douane polonaise pour chaque wagon contenant les envois par colis.

Les bagages seront avisés à la douane par la transmission de deux exemplaires d'un bordereau de transmission spécial.

Fait à Riga, le 12 février 1929.

(—) J. *Lukasiewicz.*
(—) *Fr. Ozolinš.*

52.

ALLEMAGNE, PERSE.

Traité d'amitié; signé à Téhéran, le 17 février 1929.*)**)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 30.

Freundschaftsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und dem Kaiserreich Persien.

Der Deutsche Reichspräsident und Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien, von dem Wunsche beseelt, die überlieferten freundschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Staaten weiter zu befestigen, haben beschlossen, einen Freundschaftsvertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt,

Der Deutsche Reichspräsident:

Herrn Friedrich Werner Graf von der Schulenburg, Deutschen Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister in Teheran,

Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien:

Seine Exzellenz Herrn Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Gerenten Seines Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben:

Traité d'Amitié entre l'Allemagne et l'Empire de Perse.

Le Président du Reich Allemand et Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, également animés du désir de consolider les rapports d'amitié traditionnels entre les deux Etats, ont résolu de conclure un Traité d'Amitié, et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires,

Le Président du Reich Allemand:

Monsieur Friedrich Werner Graf von der Schulenburg, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire Allemand à Téhéran;

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse:

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Gérant de Son Ministère des Affaires Etrangères;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

*) Les ratifications ont été échangées à Téhéran, le 11 décembre 1930. V. Reichsgesetzblatt 1931. II, p. 9.

**) En langues allemande, perse et française. Nous ne reproduisons que les textes allemand et français.

Artikel 1.

Zwischen dem Deutschen Reich und dem Kaiserreich Persien und zwischen den Angehörigen beider Staaten soll unverletzlicher Friede und aufrichtige und dauernde Freundschaft bestehen.

Artikel 2.

Die vertragschliessenden Staaten kommen überein, ihre diplomatischen und konsularischen Beziehungen gemäss den Grundsätzen und der Übung des allgemeinen Völkerrechts fortzusetzen. Sie vereinbaren, dass die diplomatischen und konsularischen Vertreter jedes von ihnen im Gebiete des anderen Staates die Behandlung erfahren sollen, die durch die Grundsätze und die Übung des allgemeinen Völkerrechts festgelegt ist, und die — in jedem Fall und gleichfalls unter der Bedingung der Gegenseitigkeit — nicht ungünstiger sein darf als die den diplomatischen und konsularischen Vertretern der meistbegünstigten Nation gewährte Behandlung.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Staaten kommen überein, die konsularischen sowie die Handels-, Zoll- und Schiffahrtsbestimmungen zwischen ihren Ländern ebenso wie die Bedingungen der Niederlassung und des Aufenthalts ihrer Angehörigen im Gebiete des anderen Staates durch Vereinbarungen nach den Grundsätzen und der Übung des allgemeinen Völkerrechts und auf der Grundlage vollständiger Gleichberechtigung und Gegenseitigkeit zu regeln.

Artikel 4.

Die vertragschliessenden Staaten kommen überein, alle Streitigkei-

Article 1.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre l'Allemagne et l'Empire de Perse, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats.

Article 2.

Les Etats Contractants sont d'accord pour continuer leurs relations diplomatiques et consulaires, conformément aux principes et à la pratique du droit commun international. Ils conviennent que les représentants diplomatiques et consulaires de chacun d'Eux recevront, sur le territoire de l'Autre, le traitement consacré par les principes et la pratique du droit commun international et qui, en tout cas et également sous condition de réciprocité, ne pourra être moins favorable que le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les Etats Contractants sont d'accord pour régler les relations consulaires, commerciales, douanières et de navigation entre leurs pays ainsi que les conditions de l'établissement et du séjour de leurs ressortissants sur leurs territoires respectifs, par des conventions conformes aux principes et à la pratique du droit commun international et sur la base d'une parfaite égalité et réciprocité.

Article 4.

Les Etats Contractants conviennent de soumettre à l'arbitrage tous

ten, die zwischen ihnen über die Anwendung oder Auslegung der Bestimmungen aller geschlossenen oder noch zu schliessenden Verträge und Abkommen einschliesslich des gegenwärtigen Vertrages entstehen sollten und die nicht in angemessener Frist auf dem gewöhnlichen diplomatischen Wege gütlich geregelt werden können, einem Schiedsverfahren zu unterwerfen.

Diese Bestimmung findet auch erforderlichenfalls Anwendung auf die Vorfrage, ob die Streitigkeit sich auf die Auslegung oder Anwendung der genannten Verträge und Abkommen bezieht.

Die Entscheidung des Schiedsgerichts ist für die Parteien bindend.

Das Schiedsgericht wird auf Antrag eines der vertragschliessenden Staaten für jeden Streitfall in folgender Weise gebildet: Jeder Staat ernennt binnen 3 Monaten nach Stellung des Antrages auf Schiedsverfahren seinen Schiedsrichter, den er auch unter den Angehörigen eines dritten Staates auswählen kann. Wenn die beiden Staaten sich nicht binnen 3 Monaten nach Stellung des Antrages auf Schiedsverfahren darüber verständigen, in welcher Frist die beiden Schiedsrichter ihre Entscheidung fällen sollen, oder wenn es den beiden Schiedsrichtern nicht gelingt, den Streitfall in der ihnen gestellten Frist zu regeln, wählen die beiden Staaten einen Angehörigen eines dritten Staates als dritten Schiedsrichter. Einigen sich die Staaten über die Wahl des dritten Schiedsrichters nicht binnen 2 Monaten nach Stellung des Antrages auf Benennung des dritten Schiedsrich-

les différends qui surgiraient entre Eux à propos de l'application ou de l'interprétation des prescriptions de tous traités et conventions conclus ou à conclure, y compris le présent Traité, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également en cas de besoin à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application desdits traités et conventions.

La décision du tribunal arbitral obligera les parties.

Pour chaque litige le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des Etats Contractants et de la façon suivante: dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande, chaque Etat désignera son arbitre qui pourra également être choisi parmi les ressortissants d'un Etat tiers. Si les deux Etats ne s'entendent pas, dans les trois mois à dater du dépôt de la demande, sur le délai dans lequel les deux arbitres devront avoir rendu leur décision, ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le litige dans le délai à eux imparti, les deux Etats choisiront pour tiers arbitre un ressortissant d'un Etat tiers. Si les Etats ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai de deux mois à dater du jour où aura été formulée la demande de la nomination d'un tiers arbitre, ils prieront en commun ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un

ters, so werden sie gemeinsam, oder, falls dieser gemeinsame Antrag nicht binnen einer weiteren Frist von 2 Monaten gestellt wird, so kann jeder von ihnen allein den Präsidenten des Ständigen Internationalen Gerichtshofes im Haag ersuchen, den dritten Schiedsrichter aus den Angehörigen dritter Länder zu ernennen. Auf Grund einer Verständigung der beiden Teile kann ihm eine Liste der dritten Staaten überreicht werden, auf die sich seine Wahl beschränken muss. Sie behalten sich vor, sich im voraus für eine bestimmte Zeit über die Person des dritten Schiedsrichters zu verständigen.

Wenn das Verfahren, das die beiden Schiedsrichter zu beobachten haben, nicht spätestens bei deren Ernennung in einer von den beiden Staaten vereinbarten besonderen Schiedsordnung geregelt ist, erfolgt seine Regelung durch die Schiedsrichter selbst.

Falls man zur Ernennung eines dritten Schiedsrichters hat schreiten müssen und nicht spätestens bei seiner Ernennung eine von den beiden Staaten festgesetzte Schiedsordnung das nach seiner Ernennung zu beobachtende Verfahren festgelegt hat, so treten der dritte Schiedsrichter und die beiden ersten Schiedsrichter zusammen, und das so gebildete Schiedsgericht entscheidet über sein Verfahren und über den sachlichen Streit. Alle Entscheidungen des Schiedsgerichts ergehen auf Grund Mehrheitsbeschlusses.

Artikel 5.

Dieser Vertrag ist in doppelter Urschrift in deutscher, persischer

nouveau délai de deux mois, le plus diligent d'entre Eux priera le President de la Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye, de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers. Du commun accord des parties il pourra lui être remis une liste des Etats tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la personne du tiers arbitre.

La procédure que les deux arbitres auront à observer, si elle n'a pas été réglée dans un compromis spécial entre les deux Etats et conclu au plus tard lors de la désignation des arbitres, sera réglée par ces arbitres mêmes.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation d'un tiers arbitre et à défaut d'un compromis entre les deux Etats Contractants ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le tribunal arbitral, ainsi formé, déterminera sa procédure et réglera le différend. Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Article 5.

Le présent Traité est rédigé en double original en allemand, per-

und französischer Sprache abgefasst. Bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung des Vertrages ist der französische Wortlaut massgebend.

Der Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen gehörig beglaubigten Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und ihm ihre Siegel beigesetzt.

Teheran, den 17. Februar 1929.

(gez.) *Friedrich Werner*
Graf von der Schulenburg.
(gez.) *M. Farzine.*

san et français. En cas de divergence sur l'interprétation du Traité, le texte français fait foi.

Le Traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur avec l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 17 février 1929.

(signé) *Friedrich Werner*
Graf von der Schulenburg.
(signé) *M. Farzine.*

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reich und dem Kaiserreich Persien geschlossenen Freundschaftsvertrages haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende Erklärung abgegeben, die einen wesentlichen Bestandteil des Vertrages selbst bildet:

Die beiden vertragschliessenden Staaten behalten sich das Recht vor, die Bestimmungen des Artikel 4 des Freundschaftsvertrages nach einem Zeitraum von 10 Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages neu zu prüfen.

Teheran, den 17. Februar 1929.

(gez.) *Friedrich Werner*
Graf von der Schulenburg.
(gez.) *M. Farzine.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du Traité d'Amitié conclu aujord'hui entre le Reich Allemand et l'Empire de Perse, les Plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui constituera partie intégrante du Traité même:

Les deux Etats Contractants se réservent le droit de réexaminer les dispositions de l'Article 4 du Traité d'Amitié à partir du moment où dix ans se seront écoulés depuis l'échange des ratifications dudit Traité.

Téhéran, le 17 février 1929.

(signé) *Friedrich Werner*
Graf von der Schulenburg.
(signé) *M. Farzine.*

53.

ALLEMAGNE, PERSE.

Convention d'établissement; signée à Téhéran, le 17 février 1929.*)**)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 30.

Niederlassungsabkommen zwischen dem Deutschen Reich und dem Kaiserreich Persien.

Der Deutsche Reichspräsident und Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien, von dem Wunsche beseelt, entsprechend dem Freundschaftsvertrag vom heutigen Tage das Niederlassungsrecht der deutschen Staatsangehörigen in Persien und der persischen Staatsangehörigen in Deutschland zu regeln, haben beschlossen, ein Niederlassungsabkommen abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt,

Der Deutsche Reichspräsident:
Herrn Friedrich Werner Graf von der Schulenburg, Deutschen Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister in Teheran,

Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien:
Seine Exzellenz Herrn Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Gerenten Seines Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten,

Convention d'Etablissement entre l'Allemagne et l'Empire de Perse.

Le Président du Reich Allemand et Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, également animés du désir de régler le droit d'établissement des ressortissants allemands en Perse et des ressortissants persans en Allemagne, conformément au Traité d'Amitié en date de ce jour, ont résolu de conclure une Convention d'Etablissement, et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires,

Le Président du Reich Allemand:
Monsieur Friedrich Werner Graf von der Schulenburg, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire Allemand à Téhéran;

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse:
Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Gérant de Son Ministère des Affaires Etrangères;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Téhéran, le 11 décembre 1930. V. Reichsgesetzblatt 1931. II, p. 9.

**) En langues allemande, perse et française. Nous ne reproduisons que les textes allemand et français.

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel 1.

Die Angehörigen des einen vertragschliessenden Staates werden in dem Gebiete des anderen Staates hinsichtlich ihrer Person und ihrer Güter nach den Grundsätzen und der Übung des allgemeinen Völkerrechts aufgenommen und behandelt. Sie geniessen dort den ständigen Schutz der Landesgesetze und -behörden für ihre Person und für ihre Güter, Rechte und Interessen. Sie können unter der Bedingung, dass, und solange als sie die auf diesem Gebiet geltenden Gesetze und Verordnungen beobachten, das Gebiet des anderen vertragschliessenden Staates betreten und verlassen, dort reisen, sich dort aufhalten und niederlassen.

In all diesen Angelegenheiten geniessen sie eine Behandlung, die nicht weniger günstig ist als die den Angehörigen des meistbegünstigten Staates gewährte Behandlung.

Die vorstehenden Vorschriften hindern jedoch keinen der vertragschliessenden Staaten, jederzeit Bestimmungen zu treffen, um die Einwanderung in sein Gebiet zu regeln oder zu verbieten, sofern diese Bestimmungen nicht eine Massnahme unterschiedlicher Behandlung darstellen, die besonders gegen alle Angehörigen des anderen vertragschliessenden Staates gerichtet ist.

Artikel 2.

Die Bestimmungen dieses Vertrages beeinträchtigen nicht das

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les ressortissants de chacun des Etats Contractants seront accueillis et traités sur le territoire de l'autre Etat, en ce qui concerne leurs personnes et leurs biens, d'après les principes et la pratique du droit commun international. Ils y jouiront de la plus constante protection des lois et autorités territoriales pour leurs personnes, et pour leurs biens, droits et intérêts. Ils pourront pénétrer sur le territoire de l'autre Etat Contractant et en sortir, y voyager, y séjourner et s'y établir, à condition et aussi longtemps qu'ils se conformeront aux lois et règlements en vigueur sur ledit territoire.

En toutes ces matières ils jouiront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Toutefois rien de ce qui précède ne saurait empêcher chacun des deux Etats Contractants de prendre en tout temps des dispositions pour régler ou interdire l'immigration sur son territoire, pourvu qu'elles ne constituent pas une mesure de discrimination particulièrement dirigée contre tous les ressortissants de l'autre Etat Contractant.

Article 2.

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte

Recht jedes der vertragschliessenden Staaten, Angehörigen des anderen Staates im einzelnen Falle infolge gerichtlicher Verfügung oder aus Gründen der inneren oder äusseren Sicherheit des Staates oder auch aus Gründen der Armen-, Gesundheits- und Sittenpolizei den Aufenthalt zu versagen.

Die Ausweisung wird unter Bedingungen, die den Anforderungen der Hygiene und Menschlichkeit entsprechen, durchgeführt werden.

Artikel 3.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Staates haben im Gebiet des anderen Staates, sofern sie die Landesgesetze und -verordnungen beobachten, das Recht, in gleicher Weise wie die Inländer jede Art von Gewerbe und Handel zu betreiben und jedes Handwerk und jeden Beruf auszuüben, soweit es sich nicht um ein Staatsmonopol oder um die Ausbeutung eines vom Staate verliehenen Monopols handelt.

Diese Vorschrift findet auch insoweit keine Anwendung, als die Eigenschaft als Inländer nach den genannten Gesetzen und Verordnungen eine unerlässliche Bedingung für die Ausübung eines Berufs bildet.

Artikel 4.

Aktiengesellschaften und Handelsgesellschaften jeder Art einschliesslich der Industrie-, Finanz-, Versicherungs-, Verkehrs- und Transportgesellschaften, die im Gebiet des einen vertragschliessenden Staates ihren Sitz haben und gemäss den Gesetzen des Landes ihres Sitzes errichtet und anerkannt sind, werden auch in dem

au droit de chacun des Etats Contractants d'interdire aux ressortissants de l'autre Etat le séjour dans des cas spéciaux, soit à la suite d'une décision judiciaire, soit pour des raisons de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ou bien pour des raisons d'assistance publique, d'hygiène et de mœurs.

L'expulsion sera exécutée dans des conditions répondant aux exigences de l'hygiène et de l'humanité.

Article 3.

Les ressortissants de chacun des Etats Contractants sur le territoire de l'Autre, à condition d'observer les lois et règlements du pays, ont, de la même façon que les nationaux, le droit de se consacrer à toute espèce d'industrie et de commerce ainsi que d'exercer tout métier et profession, pour autant qu'il ne s'agit ni d'un monopole d'Etat ni de l'exploitation d'un monopole accordé par l'Etat.

Cette disposition ne sera pas non plus applicable en tant que, d'après lesdites lois et règlements, la qualité de national forme une condition indispensable pour l'exercice d'une profession.

Article 4.

Les sociétés anonymes et les sociétés de commerce de toute espèce, y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurance, de communication et de transport, qui ont leur siège social sur le territoire de l'un des Etats Contractants et seront constituées et reconnues conformément aux lois du pays de leur siège social, verront reconnus sur le

Gebiet des anderen Staates in ihrer Rechts-, Geschäfts- und Prozessfähigkeit anerkannt.

Ihre Zulassung zur Ausübung einer geschäftlichen Tätigkeit im Gebiet des anderen Staates bestimmt sich nach den dort geltenden Gesetzen und Vorschriften.

Hinsichtlich der Voraussetzungen ihrer Zulassung, der Ausübung ihrer Tätigkeit und in jeder anderen Beziehung können die genannten Gesellschaften unter der Bedingung, dass sie die Gesetze und Vorschriften des Niederlassungsstaates beobachten, sich dort jeder Handels- und Gewerbetätigkeit widmen, der sich gemäss Artikel 3 die Angehörigen des Landes, wo sie errichtet worden sind, widmen können. Die genannten Gesellschaften müssen in jeder Beziehung wie die gleichartigen Unternehmungen der meistbegünstigten Nation behandelt werden.

territoire de l'Autre leur existence juridique, leur capacité et leur droit d'ester en justice.

Leur admission à exercer une activité commerciale sur le territoire de l'autre Etat se règle par les lois et les prescriptions qui y sont en vigueur.

En ce qui concerne les conditions de leur admission et l'exercice de leur activité, ainsi que sous tout autre rapport, lesdites sociétés pourront, à condition de se conformer aux lois et prescriptions du territoire de l'Etat de résidence, s'y livrer à toute activité commerciale et industrielle à laquelle, conformément à l'Article 3, peuvent se livrer les ressortissants du pays où elles ont été constituées. Les sociétés en question devront, sous tous les rapports, être traitées comme les entreprises similaires de la nation la plus favorisée.

Artikel 5.

Die Angehörigen und die in Artikel 4 aufgeführten Gesellschaften des einen vertragschliessenden Staates geniessen im Gebiet des anderen Staates sowohl für ihre Person wie für ihre Güter, Rechte und Interessen in bezug auf Steuern, Gebühren und Abgaben jeder Art sowie alle anderen Lasten fiskalischen Charakters in jeder Beziehung bei den Finanzbehörden und Finanzgerichten die gleiche Behandlung und den gleichen Schutz wie die Inländer.

Article 5.

Les ressortissants, et les sociétés désignées à l'Article 4, de l'un des Etats Contractants jouiront, à tous égards, sur le territoire de l'autre Etat, aussi bien pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, en ce qui concerne les impôts et taxes de toutes sortes, ainsi que toutes autres charges de caractère fiscal, auprès des autorités et des tribunaux de finance, du même traitement et de la même protection que les nationaux.

Artikel 6.

Die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Staaten haben im Gebiet des anderen Staates, wenn sie die dort geltenden Gesetze und

Article 6.

Les ressortissants de chacun des Etats Contractants auront, en se conformant aux lois et règlements en vigueur sur le territoire de

Verordnungen beobachten, das Recht, dort jede Art von Rechten und von beweglichem Vermögen zu erwerben, zu besitzen und zu veräussern. Sie werden in dieser Hinsicht wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation behandelt.

Hinsichtlich der Grundstücke und der Rechte an Grundstücken werden die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Staaten im Gebiet des anderen Staates in jedem Falle wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation behandelt. Bis zum Abschluss eines besonderen Abkommens besteht Einverständnis, dass die deutschen Staatsangehörigen in Persien nur berechtigt sind, Grundstücke, die sie als Wohnung und zur Ausübung ihres Berufes oder Gewerbes benötigen, zu erwerben, innezuhaben oder zu besitzen.

Artikel 7.

Die Wohnungen und alle Grundstücke, die von Angehörigen eines vertragschliessenden Staates im Gebiet des anderen Staates in Übereinstimmung mit den Vorschriften dieses Abkommens erworben, besessen und gemietet werden, können Haussuchungen oder Durchsuchungen nur unter den gleichen Bedingungen und Förmlichkeiten unterworfen werden, die durch die für Inländer geltenden Gesetze vorgeschrieben sind.

Ebenso dürfen Geschäftsbücher, Abrechnungen oder Urkunden irgendwelcher Art, die sich in den Wohnungen oder Geschäftsräumen der Angehörigen des einen vertragschliessenden Staates im Gebiet des anderen Staates befinden, nur unter

l'Autre, le droit d'y acquérir, d'y posséder et d'y aliéner toute espèce de droits et biens meubles. Ils seront, à cet égard, traités comme les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne les biens et droits de nature immobilière, les ressortissants de chacun des Etats Contractants, sur le territoire de l'Autre, seront, en tout cas, traités comme les ressortissants de la nation la plus favorisée. Jusqu'à la conclusion d'une convention spéciale, il est entendu que les ressortissants allemands, sur le territoire de la Perse, ne sont autorisés à acquérir, occuper ou posséder que les immeubles nécessaires à leur habitation et à l'exercice de leur profession ou industrie.

Article 7.

Les habitations et tous les autres immeubles que les ressortissants d'un des Etats Contractants auront acquis, posséderont ou auront loués en conformité des dispositions de la présente Convention sur le territoire de l'autre Etat, ne pourront être soumis à des descentes ou perquisitions domiciliaires que sous les mêmes conditions et avec les mêmes formalités qui sont prescrites par les lois en vigueur pour les nationaux.

De même, les livres de commerce, arrêtés de compte ou documents de n'importe quelle espèce qui se trouveraient dans les habitations ou les bureaux des ressortissants de l'un des Etats Contractants sur le territoire de l'autre Etat, ne pour-

den Bedingungen und Förmlichkeiten einer Prüfung oder Beschlagnahme unterzogen werden, die durch die geltenden Gesetze für die Inländer vorgeschrieben sind.

Artikel 8.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Staates geniessen im Gebiet des anderen Staates in allem, was den gerichtlichen und behördlichen Schutz ihrer Person und ihrer Güter angeht, die gleiche Behandlung wie die Inländer.

Sie haben insbesondere freien und völlig unbehinderten Zutritt zu den Gerichten und können vor Gericht unter den gleichen Bedingungen wie die Inländer auftreten. Jedoch werden bis zum Abschluss eines besonderen Abkommens die Voraussetzungen für das Armenrecht und die Sicherheitsleistung für Prozesskosten durch die örtliche Gesetzgebung geregelt.

In bezug auf das Personen-, Familien- und Erbrecht bleiben die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Staaten im Gebiet des anderen Staates jedoch den Vorschriften ihrer heimischen Gesetze unterworfen. Die Anwendung dieser Gesetze kann von dem anderen vertragschliessenden Staat nur ausnahmsweise und nur insoweit ausgeschlossen werden, als ein solcher Ausschluss allgemein gegenüber jedem anderen fremden Staat erfolgt.

Artikel 9.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Staates sind in Friedens- und Kriegszeit im Gebiet des anderen Staates ausser im Falle der Abwehr einer Naturkatastrophe von jeder staatlichen Arbeitspflicht be-

ront être soumis à un examen ou à une saisie que sous les conditions et avec les formalités que les lois en vigueur prescrivent pour les nationaux.

Article 8.

Les ressortissants de chacun des Etats Contractants jouiront, sur le territoire de l'autre Etat, en tout ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens par les tribunaux et les autorités, du même traitement que les nationaux.

Ils auront notamment libre accès, sans entrave aucune, aux tribunaux et pourront ester en justice dans les mêmes conditions que les nationaux. Toutefois, jusqu'à la conclusion d'un accord spécial, les conditions concernant l'assistance aux pauvres et le judicatum solvi seront réglées par la législation territoriale.

Toutefois dans les matières relatives au droit des personnes, de famille, de succession et d'héritage, les ressortissants de chacun des Etats Contractants sur le territoire de l'autre Etat resteront soumis aux prescriptions de leurs lois nationales. Il ne pourra être dérogé à l'application de ces lois par l'autre Etat Contractant qu'à titre exceptionnel et pour autant qu'une telle dérogation y est généralement pratiquée à l'égard de tout autre Etat étranger.

Article 9.

Les ressortissants de chaque Etat Contractant seront, en temps de paix et de guerre, sur le territoire de l'autre Etat, exempts de toute obligation de travail pour l'Etat, sauf dans le cas d'une défence con-

freit. Sie sind von jedem militärischen Zwangsdienst, sei es in der Armee, Marine und Luftwehr, sei es in der Nationalgarde oder Miliz, und ebenso von jeder an Stelle des persönlichen Dienstes auferlegten Abgabe befreit. Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Staates sind auf dem Gebiet des anderen Staates von allen Zwangsanleihen befreit. Sie können militärischen Kontributionen oder militärischen und nichtmilitärischen Requisitionen gleichviel welcher Art oder Enteignungen zum öffentlichen Nutzen nur unter den gleichen Bedingungen und im gleichen Masse wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation unterworfen werden.

Bei den in Abs. 1 dieses Artikels behandelten Requisitionen sowie bei Enteignungen zum öffentlichen Nutzen erhalten die Angehörigen des einen vertragschliessenden Staates im Gebiet des anderen Staates für die angeforderten oder enteigneten Vermögenswerte eine angemessene Entschädigung, wobei die gesetzlichen Vorschriften des letzteren über die Modalitäten solcher Entschädigungen Beachtung finden.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden auch auf die in Artikel 4 erwähnten Gesellschaften Anwendung.

Artikel 10.

Dieses Abkommen ist in doppelter Urschrift in deutscher, persischer und französischer Sprache abgefasst. Bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung des Abkommens ist der französische Wortlaut massgebend.

Das Abkommen soll ratifiziert

tre une calamité naturelle. Ils seront exempts de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée de terre, navale et aérienne, soit dans la garde nationale ou la milice, de même que de toute taxe imposée au lieu et place du service personnel. Les ressortissants de chacun des Etats Contractants sur le territoire de l'Autre seront exempts de tous emprunts forcés. Ils ne pourront être assujettis à des contributions militaires ou à toute espèce de réquisitions, tant militaires que civiles, ou à des expropriations pour cause d'utilité publique, autrement que sous les mêmes conditions et sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En compensation des réquisitions traitées au paragraphe 1 du présent Article, ainsi que dans le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, les ressortissants de l'un des Etats Contractants qui résident sur le territoire de l'autre Etat, recevront, pour la valeur du bien réquisitionné ou exproprié, une indemnité équitable, conformément aux dispositions prévues par les lois de ce dernier réglant les modalités de pareilles indemnisations.

Les dispositions du présent Article seront applicables aussi aux sociétés mentionnées à l'Article 4.

Article 10.

La présente Convention est rédigée en double original en allemand, persan et français. En cas de divergence sur l'interprétation de la Convention, le texte français fait foi.

La Convention sera ratifiée et

und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt fünf Jahre in Geltung. Wird es nicht sechs Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt, so gilt es als stillschweigend für unbestimmte Zeit verlängert. Es kann dann jederzeit unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und ihm ihre Siegel beigesetzt.

Teheran, den 17. Februar 1929.

(signé) *Friedrich Werner*
Graf von der Schulenburg.
(signé) *M. Farzine.*

l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt que faire se pourra.

La Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera considérée comme prolongée tacitement et pour une durée indéterminée. Elle pourra dès lors être dénoncée à tout moment, à condition d'un préavis de six mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 17 février 1929.

(signé) *Friedrich Werner*
Graf von der Schulenburg.
(signé) *M. Farzine.*

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reich und dem Kaiserreich Persien abgeschlossenen Niederlassungsabkommens haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende Erklärung abgegeben, die einen wesentlichen Teil des Abkommens selbst bildet:

I.

Zu Artikel 1.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass Artikel 1 die passrechtlichen Vorschriften sowie die allgemeinen Vorschriften unberührt lässt, die von den vertragschliessenden Staaten über die Voraussetzungen erlassen sind oder künftig erlassen werden, unter denen die ausländischen Arbeiter zur Berufsausübung auf ihrem Gebiet zugelassen werden können.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'Etablissement conclue aujourd'hui entre le Reich Allemand et l'Empire de Perse, les Plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui constituera partie intégrante de la Convention même:

I.

Ad Art. 1.

Il est entendu que l'Article 1 ne touche ni aux règles relatives aux passeports ni aux dispositions d'ordre général qui ont été ou seront édictées par l'un ou l'autre des Etats Contractants quant aux conditions selon lesquelles les ouvriers étrangers pourront être admis à exercer un métier sur leurs territoires respectifs.

Zu Artikel 4.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass weder die Bestimmungen des Artikel 4 noch irgendeine andere Bestimmung des Niederlassungsabkommens die Befugnis geben können, die besonderen Vorrechte zu beanspruchen, die Persien gewissen fremden Gesellschaften gewährt, für die die Bedingungen ihrer Tätigkeit durch besondere Konzessionen geregelt sind.

Zu Artikel 8 Abs. 3.

Die vertragschliessenden Staaten sind sich darüber einig, dass das Personen-, Familien- und Erbrecht, das heisst das Personalstatut, die folgenden Angelegenheiten umfasst: Ehe, eheliches Güterrecht, Scheidung, Aufhebung der ehelichen Gemeinschaft, Mitgift, Vaterschaft, Abstammung, Annahme an Kindes Statt, Geschäftsfähigkeit, Volljährigkeit, Vormundschaft und Pflegschaft, Entmündigung, testamentarische und gesetzliche Erbfolge, Nachlassabwicklungen und Erbauseinandersetzungen, ferner alle anderen Angelegenheiten des Familienrechts unter Einschluss aller den Personenstand betreffenden Fragen.

II.

Die Regierungen der beiden vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, keinen Angehörigen des anderen Staates ohne vorherige Zustimmung seiner Regierung einzubürgern.

Teheran, den 17. Februar 1929.

(signé) *Friedrich Werner Graf von der Schulenburg.*
(signé) *M. Farzine.*

Ad Art. 4.

Il est entendu que les dispositions de l'Article 4 ni aucune autre de la Convention d'Etablissement ne peuvent autoriser à réclamer les privilèges spéciaux accordés en Perse à des sociétés étrangères dont les conditions d'activité sont réglées par des concessions spéciales.

Ad Art. 8, alinéa 3.

Les Etats Contractants sont d'accord que le droit des personnes, de famille, de succession et d'héritage, c'est à dire le statut personnel, comprend les matières suivantes: le mariage, le régime des biens entre époux, le divorce, la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité juridique, la majorité, la tutelle et la curatelle, l'interdiction, le droit de succession testamentaire ou ab intestat, les liquidations et les partages de successions ou de patrimoines, et en général toutes les questions relatives au droit de famille, y compris toutes les questions concernant l'état des personnes.

II.

Les Gouvernements respectifs de chacun des Etats Contractants s'engagent à ne naturaliser aucun ressortissant de l'autre Etat sans l'assentiment préable de son Gouvernement.

Téhéran, le 17 février 1929.

(signé) *Friedrich Werner Graf von der Schulenburg.*
(signé) *M. Farzine.*

54.

ALLEMAGNE, PERSE.

Convention de commerce, de douanes et de navigation; signée à Téhéran, le 17 février 1929.*)**)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 30.

Handels-, Zoll- und Schiffahrtsabkommen zwischen dem Deutschen Reich und dem Kaiserreich Persien.

Der Deutsche Reichspräsident und Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien, von dem Wunsche beseelt, die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Staaten weiter zu befestigen, haben entsprechend dem heute unterzeichneten deutsch-persischen Freundschaftsvertrag beschlossen, ein Handels-, Zoll- und Schiffahrtsabkommen abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:

Herrn Friedrich Werner Graf von der Schulenburg, Deutschen Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister in Teheran,

Seine Kaiserliche Majestät der Schah von Persien:

Seine Exzellenz Herrn Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Gerenten Seines Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form

Convention de Commerce, Douanes et Navigation entre l'Allemagne et l'Empire de Perse.

Le Président du Reich Allemand et Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, également animés du désir de resserrer les relations économiques entre les deux Etats, conformément au Traité d'Amitié en date de ce jour, ont décidé de conclure une Convention de Commerce, Douanes et Navigation, et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires,

Le Président du Reich Allemand:

Monsieur Friedrich Werner Graf von der Schulenburg, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire Allemand à Téhéran;

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse:

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Gérant de Son Ministère des Affaires Etrangères;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en

*) Les ratifications ont été échangées à Téhéran, le 11 décembre 1930. V. Reichsgesetzblatt 1931. II, p. 9.

**) En langues allemande, perse et française. Nous ne reproduisons que les textes allemand et français.

befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben:

bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Artikel 1.

Deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei der Einfuhr nach Persien mit keinen anderen oder höheren Zöllen, Koeffizienten, Zuschlägen oder Eingangsabgaben irgendwelcher Art belastet werden als die gleichartigen Erzeugnisse des in dieser Hinsicht meistbegünstigten Landes.

Deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei ihrer Ausfuhr aus Deutschland nach Persien mit keinen anderen oder höheren Zöllen oder Ausfuhrabgaben irgendwelcher Art belastet werden als denjenigen Zöllen oder Ausfuhrabgaben, die jetzt oder künftig bei der Ausfuhr gleichartiger Waren nach dem in dieser Hinsicht meistbegünstigten Lande erhoben werden.

Article 1.

Les produits naturels ou fabriqués allemands ne seront pas frappés, à leur entrée en Perse, de droits de douanes, coefficients, surtaxes ou impositions d'entrée d'une nature quelconque autres ou plus élevés que ceux frappant les produits similaires de la nation, à cet égard, la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués allemands, à leur exportation d'Allemagne en Perse, ne seront frappés d'aucun droit de douanes ni imposition quelconque de sortie, autres ou plus élevés que les droits de douanes et impositions de sortie qui sont ou seront prélevés à l'exportation des produits similaires à destination du pays jouissant, à cet égard, du traitement de la nation la plus favorisée.

Artikel 2.

Persische Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei der Einfuhr nach Deutschland mit keinen anderen oder höheren Zöllen, Koeffizienten, Zuschlägen oder Eingangsabgaben irgendwelcher Art belastet werden als denjenigen, die jetzt oder künftig von gleichartigen Erzeugnissen des in dieser Hinsicht meistbegünstigten Landes erhoben werden.

Persische Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei ihrer Ausfuhr aus Persien nach Deutschland mit keinen anderen oder höheren Zöllen oder Ausfuhrabgaben irgendwelcher Art belastet werden als denjenigen, die jetzt oder künftig bei der Ausfuhr gleichartiger Erzeugnisse nach

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués de la Perse, à leur importation en Allemagne, ne seront frappés d'aucun droit de douanes, coefficient, surtaxe ou imposition quelconque d'entrée, autres ou plus élevés que les droits, coefficients, surtaxes ou impositions d'entrée qui sont ou seront prélevés sur les produits similaires de la nation, à cet égard, la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués de la Perse, à leur exportation de Perse en Allemagne, ne seront frappés d'aucun droit de douanes ni imposition quelconque de sortie, autres ou plus élevés que les droits de douanes et impositions de sortie qui sont ou seront prélevés à l'exporta-

dem in dieser Beziehung meistbegünstigten Lande erhoben werden.

Artikel 3.

Erzeugnisse des einen vertragschliessenden Teiles, die ordnungsgemäss in das Gebiet des anderen Teiles eingeführt worden und für die die bei der Einfuhr fremder Erzeugnisse durch Gesetze oder Verordnungen vorgeschriebenen Zölle und Abgaben erlegt worden sind, werden späterhin in keiner Hinsicht einer ungünstigeren Behandlung unterworfen werden als gleichartige Boden- und Gewerbeerzeugnisse irgendeines dritten Landes.

Artikel 4.

Für die Art und Weise der Zollerhebung sowie für die Sicherstellung und jede sonstige Förmlichkeit bei der Ein- oder Ausfuhr verpflichtet sich jeder der vertragschliessenden Teile, dem andern die gleiche Behandlung wie der in dieser Hinsicht meistbegünstigten Nation zu gewähren.

Artikel 5.

Sollten sich über den Ursprung einer Ware Zweifel ergeben, so können die Zollbehörden eines jeden der vertragschliessenden Teile, soweit sie es für erforderlich erachten, die Vorlegung von Ursprungszeugnissen verlangen. Diese Ursprungszeugnisse werden von den Zollbehörden oder den anderen zuständigen Organen des Versandlandes ausgestellt. Die vertragschliessenden Teile werden sich die Liste dieser Organe und die etwaigen späteren Änderungen der Liste mitteilen. Wenn die Ursprungszeugnisse nicht von einer

tion des produits similaires à destination du pays jouissant, à cet égard, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les produits de l'une des Parties Contractantes, régulièrement introduits sur le territoire de l'autre Partie et ayant acquitté les droits et taxes d'entrée prescrits par les lois et règlements pour les produits étrangers ne seront, sous aucun rapport, soumis ensuite à un traitement plus défavorable que celui auquel seront soumis les produits naturels ou fabriqués similaires d'un tiers pays quelconque.

Article 4.

Pour toute modalité relative à la perception des droits de douanes ainsi que pour la caution et pour toute autre formalité d'importation et d'exportation, chacune des Parties Contractantes s'engage à faire bénéficier l'autre Partie du traitement accordé à la nation, à cet égard, la plus favorisée.

Article 5.

Si l'origine d'une marchandise donne lieu à des doutes, les autorités douanières de chacune des Parties Contractantes pourront, pour autant qu'elles le jugent nécessaire, exiger la présentation des certificats d'origine. Ces certificats seront délivrés par les autorités douanières ou par les autres organes compétents du pays expéditeur. Les Parties Contractantes se communiqueront la liste de ces organes et les modifications qui viendraient à être apportées à cette liste. Si les certificats d'origine ne sont pas délivrés par

Zollbehörde ausgestellt sind, so kann die Regierung des Bestimmungslandes deren Bestätigung durch die Zollbehörden des Versandlandes der Ware verlangen.

Die Ursprungszeugnisse können sowohl in der Sprache des Bestimmungslandes als auch in der Sprache des Versandlandes ausgestellt werden. Im letzten Falle können die Zollämter des Bestimmungslandes eine französische Übersetzung verlangen.

Waren, die aus dem Auslande in eines der beiden Länder eingeführt worden sind und daselbst alsdann entweder eine Verarbeitung oder eine Bearbeitung gewerblicher Art erfahren haben, gelten als Erzeugnisse dieses Landes.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Staaten werden den gegenseitigen Warenaustausch durch keinerlei Ein- oder Ausfuhrverbote oder -beschränkungen behindern, mit Ausnahme der nachstehenden Arten von Verboten oder Beschränkungen, soweit sie nicht als Mittel willkürlicher Diskriminierung oder verschleierter Beschränkung benutzt werden:

1. Verbote oder Beschränkungen mit Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit;
2. Verbote oder Beschränkungen aus Gründen der Sittlichkeit oder der Menschlichkeit;
3. Verbote oder Beschränkungen mit Beziehung auf Waffen, Munition und Kriegsgerät oder — unter ausserordentlichen Umständen — auf jeden anderen Kriegsbedarf;

une autorité douanière, le Gouvernement du pays de destination pourra exiger qu'ils soient certifiés par les autorités douanières du pays d'expédition de la marchandise.

Les certificats d'origine pourront être rédigés aussi bien dans la langue du pays de destination que dans celle du pays d'exportation. Dans ce dernier cas, les bureaux de douanes du pays de destination pourront exiger une traduction en langue française.

Les marchandises importées de l'étranger dans l'un des deux pays et qui y auraient ensuite subi ou bien une transformation ou bien un complément d'ordre industriel, seront considérées comme produits de ce pays.

Article 6.

Les Parties Contractantes n'entraveront l'échange des marchandises entre elles par aucune prohibition ou restriction visant leurs importations ou exportations à l'exception des catégories suivantes de prohibitions ou de restrictions, pour autant qu'elles ne seront pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou de restriction déguisée à leur égard:

1. Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique;
2. Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires;
3. Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionelles, de tous autres approvisionnements de guerre;

4. Verbote oder Beschränkungen zum Schutze der öffentlichen Gesundheit oder zum Schutze von Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten, Insekten und Schädlinge;

5. Ausfuhrverbote oder -beschränkungen zum Schutze des künstlerischen, historischen oder archäologischen Nationalbesitzes;

6. Verbote oder Beschränkungen für Gold, Silber, Münzen, Papiergeld und Wertpapiere;

7. Verbote oder Beschränkungen, dazu bestimmt, auf fremde Erzeugnisse die Rechtsordnung auszudehnen, die im Inlande für Erzeugung, Handel, Beförderung und Verbrauch gleichartiger einheimischer Erzeugnisse gilt;

8. Verbote oder Beschränkungen für Erzeugnisse, die gegenwärtig oder künftig im Inlande in bezug auf Erzeugung oder Handel Gegenstand von Staatsmonopolen oder von solchen Monopolen sind, die unter Aufsicht des Staates ausgeübt werden;

9. Verbote oder Beschränkungen, um unter aussergewöhnlichen und anormalen Umständen die lebenswichtigen Interessen des Landes zu schützen. Wenn Massnahmen dieser Art getroffen werden, so muss es so geschehen, dass sich daraus keine willkürliche Diskriminierung zum Nachteil des andern vertragschliessenden Teiles ergibt. Ihre Dauer muss auf die Dauer

4. Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles;

5. Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique;

6. Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres;

7. Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires;

8. Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat;

9. Prohibitions ou restrictions pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays. Si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de l'autre Partie Contractante. Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou

der Gründe oder der Verhältnisse beschränkt sein, die sie veranlasst haben.

Artikel 7.

Die vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig die Freiheit der Durchfuhr durch ihr Gebiet.

Ausnahmen hiervon können, soweit sie auf alle Länder oder auf die Länder, bei denen gleichartige Voraussetzungen zutreffen, angewendet werden, in folgenden Fällen stattfinden:

a) mit Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit;

b) mit Rücksicht auf die Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge;

c) für die Durchfuhr von Waffen, Munition und Kriegsmaterial sowie, unter ausserordentlichen Umständen, von allem sonstigen Kriegsbedarf.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, keine Durchgangsabgaben zu erheben, jedoch können von den zur Durchfuhr gelangenden Sendungen Abgaben erhoben werden, die ausschliesslich zur Deckung der für die Kontrolle dieser Durchfuhr erforderlichen Kosten bestimmt sind.

Diese Bestimmungen gelten sowohl für Waren, die unmittelbar durchgeführt werden, als auch für Waren, die während der Durchfuhr umgeladen, umgepackt oder gelagert werden.

Artikel 8.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens erstrecken sich nicht:

des circonstances qui les ont fait naître.

Article 7.

Les Parties Contractantes s'accordent réciproquement la liberté du transit par leur territoire.

Des exceptions pourront avoir lieu dans les cas ci-après énumérés, pour autant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions similaires:

a. Pour raison de sûreté publique;

b. Pour raison de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies et les parasites;

c. Pour le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas percevoir de taxes sur le transit. Toutefois pourront être perçues sur les transports en transit des taxes exclusivement affectées à couvrir les dépenses de contrôle qu'imposerait ce transit.

Ces dispositions sont applicables aussi bien aux marchandises qui transitent directement qu'aux marchandises qui sont transbordées, emballées de nouveau ou mises en dépôt pendant le transit.

Article 8.

Les dispositions de la présente Convention ne s'étendront pas :

1. auf die von einem der vertragschliessenden Teile angrenzenden Staaten gegenwärtig oder künftig gewährten besonderen Vergünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs auf einem gewissen Gebietsstreifen beiderseits der Grenze;
2. auf die von einem der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig auf Grund einer Zollvereinigung eingegangenen Verpflichtungen.

Artikel 9.

Auf Warenproben und Muster werden die vertragschliessenden Teile die Bestimmungen des am 3. November 1923 in Genf unterzeichneten internationalen Abkommens über die Vereinfachung der Zollförmlichkeiten *) anwenden.

Die Frist für die Wiederausfuhr beträgt 12 Monate.

Artikel 10.

Die deutschen Schiffe und ihre Ladungen in Persien und die persischen Schiffe und ihre Ladungen in Deutschland werden in gleicher Weise wie die inländischen Schiffe und ihre Ladungen und in keinem Falle ungünstiger als die Schiffe und Ladungen irgendeines anderen Landes behandelt werden. Tonnen-, Durchfuhr-, Kanal-, Hafen-, Lotsen-, Leuchtturm-, Quarantäne- oder andere gleichartige oder entsprechende Abgaben oder Lasten irgendwelcher Bezeichnung, die im Namen oder zum Nutzen der Regierung, von öffentlichen Beamten, von Privaten, von Korporationen oder von Instituten irgendeiner Art erhoben werden, dürfen in den Hoheitsgegewässern des einen Landes den

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 165.

1. Aux faveurs spéciales que l'une des Parties Contractantes accorde ou accordera aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic-frontière sur une certaine bande de territoire de part et d'autre de la frontière;
2. Aux engagements que l'une des Parties a contractés ou contractera en vertu d'une union douanière.

Article 9.

Les Parties Contractantes appliqueront aux échantillons et modèles les dispositions de la Convention internationale signée à Genève le 3 novembre 1923 et relative à la simplification des formalités douanières. *)

Le délai pour la réexportation sera de douze mois.

Article 10.

Les navires allemands et leurs cargaisons seront traités en Perse, et les navires persans et leurs cargaisons, en Allemagne, de la même façon que les navires nationaux et leurs cargaisons, et en aucun cas plus défavorablement que les navires et les cargaisons d'un autre pays quelconque. Aucun droit de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits ou charges similaires ou analogues de quelque démonstration que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés dans les eaux territoriales de l'un des deux pays aux navires de

Schiffen des andern Landes nicht auferlegt werden, sofern sie nicht in der gleichen Weise unter denselben Bedingungen den inländischen Schiffen auferlegt werden. Diese Gleichheit in der Behandlung soll gegenseitig auf die beiderseitigen Schiffe Anwendung finden ohne Rücksicht darauf, von welchem Platze sie ankommen, und wohin sie bestimmt sein mögen.

Diese Bestimmungen finden keine Anwendung auf die besondere Behandlung, die einer der vertragschliessenden Teile Fischereifahrzeugen oder der Einfuhr der von Mannschaften eigener Schiffe gefangenen Fische in sein Gebiet zuteil werden lässt.

Sie finden ferner keine Anwendung auf die Küstenschiffahrt, deren Regelung der Gesetzgebung jedes der beiden Staaten vorbehalten bleibt. Hinsichtlich der Küstenschiffahrt hat jedoch jeder der vertragschliessenden Teile für seine Schiffe das Recht auf alle Vergünstigungen und Vorrechte, die der andere in dieser Beziehung einem dritten Lande gewährt hat oder gewähren wird, unter der Bedingung, dass er den Schiffen des anderen Staates die gleichen Vergünstigungen und Vorrechte in seinem Gebiet zugesteht.

Als Küstenschiffahrt gilt nicht:

1. der Verkehr der Schiffe von einem Hafen zum anderen, sei es, um daselbst vom Auslande mitgebrachte Passagiere oder Ladung, ganz oder teilweise, zu landen, sei es, um daselbst für das Ausland bestimmte Passagiere oder Ladung, ganz oder teilweise, an Bord zu nehmen;

l'autre sans qu'ils soient également imposés, sous les mêmes conditions, aux navires nationaux. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Ces dispositions ne sont pas applicables au mode spécial de traitement que l'une des Parties Contractantes accorde aux bateaux de pêche non plus qu'à l'importation sur son territoire des poissons pris par les équipages de navires nationaux.

Elles ne sont pas non plus applicables au cabotage dont le règlement reste réservé à la législation de chaque pays. Toutefois, en ce qui concerne le cabotage, chacune des Parties Contractantes a, pour ses navires, droit à toutes les faveurs et à tous les privilèges que l'autre Partie a accordés ou accordera sous ce rapport à un pays tiers, à condition qu'Elle accorde sur son territoire aux navires de l'autre Partie les mêmes faveurs et privilèges.

Ne sont pas considérés comme cabotage:

1. La circulation des navires entre un port et l'autre, soit pour y débarquer des passagers ou tout ou partie de la cargaison arrivant de l'étranger, soit pour y embarquer des passagers ou tout ou partie de la cargaison à destination de l'étranger;

2. die Beförderung von Passagieren, die mit direkten, im Auslande ausgestellten oder für das Ausland bestimmten Fahrscheinen versehen sind, oder von Waren, die mit direkten, im Auslande ausgestellten oder für das Ausland bestimmten Konnossementen verschifft werden, von einem Hafen zum anderen.

Artikel 11.

In Fällen von Schiffbruch, von Beschädigungen auf See oder im Falle des Anlaufens eines Nothafens soll jeder der vertragschliessenden Staaten den Schiffen des anderen Staates, mögen sie dem Staate oder Privaten gehören, denselben Beistand und Schutz und dieselben Vergünstigungen zuteil werden lassen, die in gleichen Fällen den inländischen Schiffen gewährt werden. Die von den schiffbrüchigen oder beschädigten Schiffen geborgenen Gegenstände sollen von allen Zöllen befreit bleiben, soweit sie unter der Aufsicht der zuständigen Zoll- oder anderen örtlichen Behörden stehen.

Die Ortsbehörden sollen den nächsten Konsul des Flaggenstaates sobald als möglich von dem Schiffbruch oder der Beschädigung benachrichtigen. Die Konsuln der vertragschliessenden Staaten sollen ermächtigt sein, den Angehörigen ihres Landes den erforderlichen Beistand zu leisten.

Artikel 12.

Dieses Abkommen ist in doppelter Urschrift in deutscher, persischer und französischer Sprache abgefasst. Bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung des Abkom-

2. Le transport, d'un port à l'autre, des passagers munis de billets directs délivrés à l'étranger ou y étant destinés et le transport de marchandises embarquées avec des connaissements directs délivrés à l'étranger ou y étant destinés.

Article 11.

En cas de naufrage, avaries en mer ou relâche forcée, chacune des Parties Contractantes devra donner aux navires de l'Autre, qu'ils appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes faveurs que celles qui seront accordées en pareils cas aux navires nationaux. Les articles sauvés de ces vaisseaux naufragés ou avariés seront exempts de tous droits de douanes, pour autant qu'ils se trouvent sous la surveillance des autorités douanières ou des autres autorités locales compétentes.

Les autorités locales devront, dès que faire se pourra, informer du naufrage ou des avaries le plus proche Consul de l'Etat du pavillon. Les consuls des Parties Contractantes sont autorisés à prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

Article 12.

La présente Convention est rédigée en double original, en allemand, persan et français. En cas de divergence sur l'interprétation de la Convention, le texte français fait foi.

mens ist der französische Wortlaut massgebend.

Das Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt fünf Jahre in Geltung. Wird es nicht sechs Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt, so gilt es als stillschweigend für unbestimmte Zeit verlängert. Es kann dann jederzeit unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und ihm ihre Siegel beigesetzt.

Teheran, den 17. Februar 1929.

(signé) *Friedrich Werner*
Graf von der Schulenburg.
(signé) *M. Farzine.*

La Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt que faire se pourra.

La Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera considérée comme prolongée tacitement et pour une durée indéterminée. Elle pourra dès lors être dénoncée à tout moment, à condition d'un préavis de six mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 17 février 1929.

(signé) *Friedrich Werner*
Graf von der Schulenburg.
(signé) *M. Farzine.*

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reich und dem Kaiserreich Persien abgeschlossenen Handels-, Zoll- und Schiffahrtsabkommens haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende Erklärung abgegeben, die einen wesentlichen Bestandteil des Abkommens selbst bildet:

Zu Artikel 6.

Es besteht Einverständnis darüber, dass

a) die von den beiden vertragschliessenden Teilen übernommenen Verpflichtungen sich nicht auf die Ein- und Ausfuhrverbote oder -beschränkun-

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de Commerce, Douanes et Navigation conclue aujourd'hui entre le Reich Allemand et l'Empire de Perse, les Plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui constituera partie intégrante de la Convention même:

Ad Art. 6.

Il est entendu que:

a) les engagements pris par les deux Parties Contractantes ne se réfèrent pas aux prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation autres que celles

gen beziehen, die, abgesehen von den nach Artikel 6 gestatteten Verboten und Beschränkungen, in den beiden Staaten bei Unterzeichnung dieses Abkommens in Kraft sind, und die sie dem andern innerhalb zweier Monate mitgeteilt haben;

b) falls einer der vertragschliessenden Teile auf Grund der in Artikel 6 vorgesehenen Ausnahmen neue Verbote oder Beschränkungen anwendet oder in Kraft setzt, die geeignet sind, den Handel des andern Teiles ernstlich zu beeinträchtigen, der andere binnen einer Frist von einem Jahr nach dieser Anwendung oder Inkraftsetzung dieses Abkommen kündigen kann. In diesem Falle tritt das Abkommen sechs Monate nach der Kündigung ausser Kraft.

Teheran, den 17. Februar 1929.

(signé) *Friedrich Werner Graf von der Schulenburg.*
(signé) *M. Farzine.*

autorisées par l'Article 6 en vigueur dans chacun des deux Etats au moment de la signature de la présente Convention et qu'il aura notifiées à l'Autre dans le délai de deux mois;

b) dans le cas où l'une des Parties Contractantes se basant sur les exceptions prévues dans l'Article 6, appliquerait ou mettrait en vigueur des prohibitions ou restrictions nouvelles et de nature à porter sérieusement atteinte au commerce de l'autre Partie, cette autre Partie pourra, dans le délai d'un an à partir de cette application ou mise en vigueur, dénoncer la présente Convention. Dans ce cas la Convention cessera d'être en vigueur six mois après la dénonciation.

Téhéran, le 17 février 1929.

(signé) *Friedrich Werner Graf von der Schulenburg.*
(signé) *M. Farzine.*

55.

ALLEMAGNE, PERSE.

Convention pour la protection de la propriété industrielle, artistique et littéraire; signée à Téhéran, le 24 février 1930.*)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 28.

Convention entre l'Allemagne et l'Empire de Perse sur la protection des brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce, des noms commerciaux et dessins, des droits de propriété artistique et littéraire.

Le Président du Reich Allemand et Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, egalement animés du désir de resserrer les relations économiques

*) Les ratifications ont été échangées à Téhéran, le 1er février 1931. V. Reichsgesetzblatt 1931. II, p. 29.

entre les deux Etats, conformément au Traité d'Amitié et en complément de la Convention de Commerce, Douanes et Navigation, signés le 17 février 1929, ont décidé de conclure une Convention sur la protection des brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce, des noms commerciaux et dessins, des droits de propriété artistique et littéraire, et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires,

Le Président du Reich Allemand:

Monsieur Friedrich Werner Graf von der Schulenburg, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire Allemand à Téhéran,

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse:

Son Excellence M. Mohammad Ali Khan Farzine, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article I.

Les ressortissants et les sociétés de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie des mêmes droits que les ressortissants et les sociétés de celle-ci en ce qui concerne les brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce, les noms commerciaux et dessins, les droits de propriété artistique et littéraire, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par les lois en vigueur sur ce territoire.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, pour sauvegarder les droits susmentionnés, à établir des sanctions appropriées contre toute infraction desdits droits.

Il reste entendu que chacune des Hautes Parties Contractantes appliquera également ces dispositions aux brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce aux noms commerciaux et dessins et aux droits de propriété artistique et littéraire des ressortissants et sociétés de l'autre Haute Partie si les formalités y relatives, prescrites par les lois en force sur son territoire, ont été accomplies avant même l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article II.

La présente Convention est rédigée en double original en français.

Elle sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Téhéran le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur avec l'échange des instruments de ratification et restera en force jusqu'à l'expiration de la Convention d'Etablissement, signée entre les Hautes Parties Contractantes en date du 17 février 1929. *)

Toutefois, en conformité avec leurs lois constitutionnelles respectives, les Hautes Parties Contractantes pourront, avant l'échange des instru-

---

*) V. ci-dessus, No. 54.

ments de ratification, par un échange de notes, mettre la présente Convention en vigueur pour une durée de trois mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 24 février 1930.

(L. S.) *Friedrich Werner Graf von der Schulenburg.*
(L. S.) *M. Farzine.*

56.

GRÈCE, FRANCE.

Echange de Notes relatif à l'exonération réciproque des impôts sur les bénéfices réalisés par les entreprises maritimes établies à l'étranger; signées à Athènes, le 18 février 1929.

Journal officiel du Gouvernement hellénique 1929, No. 182.

No. 4352.
Ministère des Affaires Etrangères.

Athènes, le 18 février 1929.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement Hellénique et le Gouvernement Français étant désireux de conclure un arrangement en vue de l'exonération réciproque des impôts sur les bénéfices réalisés par les entreprises maritimes établis à l'étranger, j'ai l'honneur de communiquer ci-dessous à Votre Excellence le texte de l'arrangement sur lequel il sont tembés d'accord et qui sera considéré comme intervenu à la date de la présente lettre:

„Le Gouvernement Français s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés en France par les navires de mer portant pavillon hellénique appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors du territoire de la France.

En conséquence, les entreprises de navigation helléniques seront exemptées en France de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre 1er de la loi du 31 juillet 1927 et de l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre suivant.

Le Gouvernement Héllénique de son côté s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés par les navires de mer portant pavillon français appartenant à des particuliers ou des sociétés établis hors du territoire de la Grèce.

En conséquence les entreprises de navigation françaises seront exemptées en Grèce de l'impôt sur le revenu net."

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

A. Carapanos.

Son Excellence M. F. Clément-Simon, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française. En ville.

No. 32.

Légation
de la République Française
en Grèce.

Athènes, le 18 février 1929.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement Français et le Gouvernement Hellénique étant désireux de conclure un arrangement en vue de l'exonération réciproque des impôts sur les bénéfices réalisés par les entreprises maritimes établis à l'étranger, j'ai l'honneur de communiquer ci-dessus à Votre Excellence le texte de l'arrangement sur lequel ils sont tombés d'accord et qui sera considéré comme intervenu à la date de la présente lettre:

[suit le texte de la Note précédente.]

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

F. Clement-Simon.

Son Excellence Monsieur Carapanos, Ministre des Affaires Etrangères. En ville.

Hist

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Heinrich Triepel
Conseiller intime de justice
Professeur de droit public à l'Université de Berlin.

TROISIÈME SÉRIE.

Tome XXXII.

DEUXIÈME LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE HANS BUSKE
1936





57.

GRANDE-BRETAGNE, TRANSJORDANIE.

Accord pour modifier l'Arrangement concernant les relations politiques entre les deux pays, conclu le 20 février 1928;*) signé à Jérusalem, le 2 juin 1934.**)

Treaty Series, No. 34 (1935).

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Highness the Amir of Trans-Jordan,

Being desirous of amending in certain respects the Agreement signed on their behalf at Jerusalem on the 20th February, 1928,

Have resolved to conclude a supplementary Agreement for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India,

For Great Britain and Northern Ireland:

His Excellency Lieutenant-General Sir Arthur Grenfell Wauchope, G.C.M.G., K.C.B., C.I.E., D.S.O.;

His Highness the Amir of Trans-Jordan:

His Excellency Ibrahim Pasha Hashem;

who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

Article 1 of the Agreement signed on the 20th February, 1928, is hereby cancelled and the following provisions are substituted in lieu thereof:

„His Highness the Amir agrees that His Britannic Majesty shall be represented in Trans-Jordan by a British Resident acting on behalf of the High Commissioner for Trans-Jordan, and that communications between His Britannic Majesty and all other Powers on the one hand and the Trans-Jordan Government on the other, shall be made through the British Resident and the High Commissioner aforesaid.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXII, p. 3.

**) Les ratifications ont été échangées à Abeen, le 22 juin 1935.

His Britannic Majesty agrees that His Highness the Amir may appoint consular representatives in such neighbouring Arab States as may be considered necessary.

His Highness the Amir agrees that the ordinary expenses of civil government and administration will be borne entirely by Trans-Jordan."

Article II.

The first paragraph of Article 7 of the Agreement signed on the 20th February, 1928, is hereby cancelled; and the following provision is substituted in lieu thereof:

„Except by agreement between the two countries there shall be no Customs barrier between Palestine and Trans-Jordan."

Article III.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification.

Article IV.

The present Agreement has been drawn up in two languages, English and Arabic, and the Plenipotentiaries of each of the High Contracting Parties have signed two English copies and two Arabic copies. Both texts shall have the same validity, but in case of divergence between the two in the interpretation of one or other of the Articles of the present Agreement, the English text shall prevail.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Jerusalem on this second day of June, one thousand nine hundred and thirty-four.

Ibrahim Pasha Hashem.
(Signature in Arabic.)
Arthur Wauchope.

[suit le texte arabe.]

58.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, AFGHANISTAN.

Accord provisoire d'amitié et concernant les relations diplomatiques et consulaires entre les deux Etats; signé à Paris, le 26 mars 1936.

Executive Agreement Series, No. 88.

The Undersigned,
Mr. Jesse Isidor Straus, Ambassador Extraordinary

Les Soussignés,
M. Jesse Isidor Straus, Ambassadeur Extraordinaire

and Plenipotentiary of the United States of America at Paris, and

Ali Mohamed Khan, Minister of the Kingdom of Afghanistan at London,

desiring to confirm and make a record of the understanding which they have reached in the course of recent conversations in the names of their respective Governments in regard to Friendship, and Diplomatic and Consular Representation, have signed this Provisional Agreement.

Article I.

There shall be a firm and enduring peace and sincere friendship between the United States of America and its citizens, and His Majesty the King of Afghanistan, his successors and subjects, throughout all their territories and possessions.

Article II.

The diplomatic representatives of each country shall enjoy in the territories of the other the privileges and immunities derived from generally recognized international law. The consular representatives of each country, duly provided with exequatur, will be permitted to reside in the territories of the other; they shall enjoy the honorary privileges and the immunities accorded to such officers by general international usage; and they shall not be treated in a manner less favorable than similar officers of any other foreign country.

Article III.

The present stipulations shall become operative on the day of signature hereof and shall remain

et Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Paris, et

Ali Mohamed Khan, Ministre du Royaume d'Afghanistan à Londres,

désirant confirmer et consigner l'entente résultant des conversations qu'ils ont eues récemment, au nom de leurs Gouvernements respectifs, en ce qui concerne l'amitié et la représentation diplomatique et consulaire, ont signé le présent Accord Provisoire.

Article I.

Il y aura une paix ferme et stable et une amitié sincère entre les Etats-Unis d'Amérique et leurs citoyens, d'une part, et Sa Majesté le Roi d'Afghanistan, ses successeurs et sujets, d'autre part, sur toute l'étendue de leurs territoires et possessions.

Article II.

Les représentants diplomatiques de chacun des deux pays jouiront, sur les territoires de l'autre, des privilèges et immunités accordés par le droit international généralement reconnu. Les représentants consulaires de chacun des deux pays, dûment munis de l'exequatur, seront autorisés à résider dans les territoires de l'autre; ils jouiront des privilèges honoraires et des immunités accordés à ces officiers par les usages généraux internationaux; et ils ne seront pas traités d'une façon moins favorable que les officiers similaires de n'importe quel autre pays.

Article III.

Les stipulations présentes deviendront effectives le jour de la signature de celles-ci, et resteront

in effect until thirty days after notice of their termination shall have been given by the Government of either country.

Article IV.

In witness whereof the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Provisional Agreement, in duplicate, in the English and French languages, both texts having equal validity, at Paris, this twenty-sixth day of March, one thousand nine hundred and thirty-six.

en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trente jours après qu'avis du désir d'y mettre fin aura été donné par un des deux Gouvernements.

Article IV.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord Provisoire, en double exemplaire, en langues anglaise et française, chacun des deux textes faisant également foi, à Paris, le vingt-six mars, mil neuf cent trente-six.

[seal] *Jesse Isidor Straus.*
[seal] *Ali Mohammad.*

59.

GRANDE-BRETAGNE, ARABIE SAOUDITE.

Accord concernant les droits de transit à Bahrein; conclu par un Echange de Notes signées à Jedda, le 16 novembre 1935.

Treaty Series, No. 7 (1936).

No. 1.

Mr. Calvert to the Minister for Foreign Affairs.

Your Royal Highness, Jedda, November 16, 1935.

(After Compliments.)

I have the honour to inform your Royal Highness, in accordance with instructions addressed to me by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that His Majesty's Government in the United Kingdom have taken cognisance of the proceedings at the conference held in March and April of this year between delegates of the Governments of Saudi Arabia and of Bahrein, and that they are prepared to enter into an agreement, on behalf of and with the consent of the Government of Bahrein, regarding the treatment of goods destined for or exported from ports in Saudi Arabia, and carried in ships calling at Bahrein on the following basis:

1. Duty at the rate of 2 per cent. ad valorem shall continue to be levied on goods consigned to ports in Saudi Arabia or exported from ports in Saudi Arabia, which are landed at Bahrein in order to be re-exported.

2. Duty at the rate of 1¾ per cent. ad valorem shall be levied on goods consigned to ports in Saudi Arabia, or exported from ports in Saudi Arabia, which are trans-shipped (that is, loaded and unloaded direct from ships into dhows and dhows into ships anchoring off Bahrein) without being landed.

3. In consideration of the reduction in the ordinary rate of 2 per cent., which is provided for in the preceding paragraph, the Saudi Government will not make any request for exemption from the above-mentioned duties in the case of goods consigned to His Majesty the King of Saudi Arabia or to his Government.

4. Customs duty at the rate of not more than 5 per cent. ad valorem shall be levied on dates imported into Bahrein from the ports of Saudi Arabia, but the rate provided for in paragraph 2 above shall be levied on dates trans-shipped without being landed. The above-mentioned duties shall be calculated on the basis of the wholesale price of dates of similar quality in Bahrein market on the day on which the consignment in question is cleared from the Customs.

5. The Bahrein Government shall issue manifests to all vessels leaving Bahrein for ports in Saudi Arabia, on the understanding that the Government of Saudi Arabia shall similary issue manifests to all vessels leaving ports in Saudi Arabia for Bahrein.

6. The minimum number of packages which may be transshipped without being landed shall in future be 100 packages.

7. The present agreement shall come into force from the date of this exchange of notes. Should economic conditions at any time render it necessary, in the opinion of the Government of Saudi Arabia or the Government of Bahrein, to reconsider the arrangements set forth in the foregoing paragraphs, the Government desiring to modify them shall inform the other Government through the diplomatic channel. Should the two Governments be unable to reach agreement in regard to such amendment, it shall be open to either Government to terminate the present agreement on giving six months' notice of their intention to do so.

I am instructed to suggest that, if the arrangements set forth above are agreeable to the Government of Saudi Arabia, your Royal Highness will inform me accordingly, and that this note and your reply thereto shall be held to constitute a binding agreement between the parties.

With highest respects,

A. S. Calvert.

Translation of No. 2.

(After Compliments.) Jedda, November 17, 1935.

[As in No. 1]

Fuad Hamza.

No. 2.

Deputy Minister for Foreign Affairs to Mr. Calvert.

[Texte arabe.]

No. 3.

Mr. Calvert to the Minister for Foreign Affairs.

Your Royal Highness, Jedda, November 16, 1935.

(After Compliments.)

With reference to the note which we have exchanged to-day, regarding the future treatment of goods imported into or exported from Saudi Arabia by way of Bahrein, I am instructed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to refer to the discussion which took place at the conference in Bahrein in March and April of this year regarding the procedure followed by the authorities at Bahrein in the case of the s.s. Ahmedi, when she called at Bahrein in November 1932. I am authorised to assure your Royal Highness, on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Bahrein, that the authorities in Bahrein will not at any future time claim any duties whatsoever on goods shipped to or from ports in Saudi Arabia in ships calling at Bahrein, when the goods in question are intended to be taken direct to their destination in the ships carrying them, and not to be landed at Bahrein for re-export or trans-shipped without being landed. The permanent validity of this assurance will not be affected by any notification, which may be made in accordance with the paragraph numbered seven in my note of to-day.

With highest respects,

A. S. Calvert.

No. 4.

Deputy Minister for Foreign Affairs to M. Calvert.

[Texte arabe.]

Translation of No. 4.

(After Compliments.) Jedda, November 17, 1935.

[As in No. 3.]

Fuad Hamza.

60.

ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE, AUSTRALIE, CANADA, NOUVELLE-ZÉLANDE, UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, INDE, FRANCE.

Convention au sujet des sépultures des marins, des militaires et des aviateurs de l'Allemagne et de l'Empire Britannique; signée à Berlin, le 20 décembre 1935.

Treaty Series, No. 2 (1936).

The Governments of the United Kingdom of Great Britain and Nor-

Die Deutsche Regierung,

die Regierungen des

Le Gouvernement de la République Française, en ce qui concerne les

thern Ireland, Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa and India,

The German Government

and, as regards the provisions in Articles 7 and 8 of this Agreement,

the Government of the French Republic

have concluded, in respect of the graves of members of the Naval Military and Air Forces of the British Empire and of Germany, the Agreement which follows:

Article 1.

In this Agreement the expression „the Commission“ means the Imperial War Graves Commission incorporated by Royal Charter granted by His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, on the Twenty-first day of May 1917, and established for the purpose (inter alia) of caring for the war graves of the British Empire all over the world.

The expression „British Military Cemeteries, Graves and Memorials“

Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland, von Canada, des Australischen Bundes, von Neuseeland, der Südafrikanischen Union und die Indische Regierung,

sowie hinsichtlich der Bestimmungen der Artikel 7 und 8 dieser Vereinbarung

die Regierung der Französischen Republik

haben über die Gräber der Angehörigen der See-, Land- und Luftstreitkräfte Deutschlands und des Britischen Reichs die folgende Vereinbarung getroffen:

Artikel 1.

In dieser Vereinbarung bedeutet der Ausdruck, „die Kommission“, die „Imperial War Graves Commission“, die durch Königliche Verordnung Seiner Majestät des Königs von Grossbritannien, Irland und der überseeischen britischen Lande, Kaisers von Indien, vom 21. Mai 1917 anerkannt ist und (unter anderem) zum Zweck der Betreuung der Kriegsgräber des Britischen Reichs in der ganzen Welt errichtet wurde.

Unter dem Ausdruck „britische Militärfriedhöfe, -gräber und -ge-

dispositions des Articles 7 et 8 de la présente Convention,

les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande septentrionale, du Canada, de la Confédération australienne, de Nouvelle-Zélande, de l'Union Sudafricaine et le Gouvernement de l'Inde, et

le Gouvernement Allemand

ont conclu la Convention ci-après au sujet des sépultures des marins, des militaires et des aviateurs de l'Empire Britannique et de l'Allemagne.

Article 1.

Dans la présente Convention, l'expression „La Commission“ signifie la „Commission Impériale des sépultures militaires“ qui a été reconnue par chartre royale de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, en date du 21 mai 1917, et qui a été instituée notamment en vue d'assurer l'entretien des sépultures militaires de l'Empire Britannique dans le monde entier.

Par l'expression „cimetières, sépultures et pierres commémoratives mi-

means the cemeteries and graves in German territory of members of the Naval Military or Air forces of the British Empire resulting from the Great War and the memorials in the said territory relating to the same, which are the subject of this Agreement.

The Commission are recognised by the German Government as the sole British Authority charged with the care of the British Military Cemeteries, Graves and Memorials.

Article 2.

The care of German war graves is in the hands of the Official German War Graves Service („Amtlicher Deutscher Kriegsgräberdienst"), which is referred to in this Agreement as the „Kriegsgräberdienst". The German unofficial association, the „Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge", functions in concert and in collaboration with the Kriegsgräberdienst.

Article 3.

The German Government agrees that the

denksteine" sind die auf deutschem Gebiet liegenden, aus dem Weltkrieg stammenden Friedhöfe und Gräber der Angehörigen der See-, Land- oder Luftstreitkräfte des Britischen Reichs sowie die dazugehörigen Gedenksteine in dem genannten Gebiet zu verstehen, die Gegenstand dieser Vereinbarung sind.

Die Kommission wird seitens der Deutschen Regierung als die einzige britische Stelle anerkannt, die mit der Betreuung der britischen Militärfriedhöfe, -gräber und -gedenksteine beauftragt ist.

Artikel 2.

Die Betreuung der deutschen Kriegsgräber liegt in den Händen des „Amtlichen Deutschen Kriegsgräberdienstes", der in dieser Vereinbarung als „Kriegsgräberdienst" bezeichnet ist. Die deutsche nichtamtliche Vereinigung „Volksbund Deutsche Kriegsgräber-Fürsorge" arbeitet im Einvernehmen und im Zusammenwirken mit dem Kriegsgräberdienst.

Artikel 3.

Die Deutsche Regierung ist damit einver-

litaires britanniques" il faut entendre les cimetières et sépultures des marins, des militaires et des aviateurs de l'Empire Britannique situés en territoire allemand et provenant de la guerre 1914—1918 ainsi que les pierres commémoratives la concernant dans le territoire sus-désigné, lesquels font l'objet de la présente Convention.

La Commission sera considérée par le Gouvernement Allemand comme le seul organisme britannique chargé de l'entretien des cimetières, sépultures et pierres commémoratives militaires britanniques.

Article 2.

L'entretien des sépultures militaires allemandes est confié au „Service Officiel allemand des sépultures militaires", lequel est désigné, dans la présente Convention, sous le nom de „Service des sépultures militaires".

L'association allemande non officielle „Union nationale allemande pour l'entretien des sépultures militaires" travaillera d'accord et en collaboration avec le Service des sépultures militaires.

Article 3.

Le Gouvernement Allemand reconnaît à la

Commission shall be at liberty to continue as heretofore to provide themselves for the maintenance of the British Military Cemeteries situated at Cologne, Berlin (Stahnsdorf), Hamburg (Ohlsdorf), Niederzwehren (Cassel) and Zehrensdorf, and to employ British subjects as custodians of the same.

The appointment of these custodians is subject to the approval of the German Government, and they shall be given a document of authorisation in which the competent authorities are expressly requested to give them all assistance necessary for carrying out their duties.

The Commission are authorized to lay out and maintain the said cemeteries in accordance with their own principles of treatment and to exercise the internal regulation and control of them.

The same right shall be accorded to the Kriegsgräberdienst, if and in so far as it decides to take over the administration of the German War Cemeteries and Graves in British territory.

standen, dass die Kommission die Freiheit haben soll, sich wie bisher auch künftig der Unterhaltung der britischen Militärfriedhöfe in Köln, Berlin (Stahnsdorf), Hamburg (Ohlsdorf), Niederzwehren (Kassel) und Zehrensdorf zu widmen und britische Staatsangehörige als Wärter für diese zu verwenden.

Die Bestellung dieser Wärter bedarf der Bestätigung der Deutschen Regierung; es wird ihnen eine Bescheinigung ausgestellt werden, in der die zuständigen Stellen ausdrücklich angewiesen werden, ihnen jeden möglichen Beistand bei der Ausübung ihrer Pflichten zu gewähren.

Die Kommission ist berechtigt, die vorgenannten Friedhöfe in Übereinstimmung mit ihren eigenen Grundsätzen auszubauen und zu unterhalten und den inneren Dienst und die Kontrolle über sie auszuüben.

Dasselbe Recht soll dem Kriegsgräberdienst zustehen, wenn und insoweit er sich entschliesst, die Verwaltung deutscher Kriegsfriedhöfe auf britischem Gebiet zu übernehmen.

Commission la liberté de se consacrer dans l'avenir, comme dans le passé, à l'entretien des cimetières militaires britanniques de Cologne, Berlin (Stahnsdorf), Hambourg (Ohlsdorf), Niederzwehren (Cassel) et Zehrensdorf et d'employer comme gardiens de ces cimetières des ressortissants britanniques.

Le choix de ces gardiens est soumis à l'approbation du Gouvernement Allemand. Il sera délivré à ces gardiens un certificat dans lequel les autorités compétentes seront expressément invitées à leur prêter toute l'assistance possible dans l'accomplissement de leur tâche.

La Commission est autorisée à aménager et à entretenir les cimetières précités, suivant ses propres principes, et à y exercer le service intérieur et le contrôle.

Le même droit appartiendra au Service des sépultures militaires s'il décide, et dans la mesure où il le jugera à propos, de se charger de l'administration des cimetières militaires allemands en territoire britannique.

Article 4.

The German Government takes due note of the existence of British War Graves in Germany, outside the limits of the cemeteries referred to in the preceding Article.

The German Government grants to the Commission full liberty to inspect the condition of the said graves from time to time. The same liberty will be granted to the Kriegsgräberdienst in respect of the German War Graves in British territory. The Contracting Governments undertake to take into consideration the representations of the Commission or the Kriegsgräberdienst should any case be found where attention to any grave is considered necessary.

Article 5.

The Commission shall be at liberty to import into Germany free of customs or import dues for use or store in Germany all monuments, such as headstones, stone, marble, or other building material, tools, appliances and stores, which may be required by the Commission in maintaining, repairing or

Artikel 4.

Die Deutsche Regierung nimmt Kenntnis von dem Bestehen britischer Kriegsgräber in Deutschland ausserhalb der Grenzen der in dem vorhergehenden Artikel genannten Friedhöfe.

Die Deutsche Regierung gesteht der Kommission volle Freiheit zu, Gräber von Zeit zu Zeit auf ihren Zustand zu besichtigen. Dasselbe Recht wird dem Kriegsgräberdienst hinsichtlich der deutschen Kriegsgräber auf britischem Gebiet zugebilligt. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den Vorstellungen der Kommission bzw. des Kriegsgräberdienstes Rechnung zu tragen, wenn ein Fall festgestellt werden sollte, in dem einem Grab besondere Aufmerksamkeit zugewandt werden muss.

Artikel 5.

Die Kommission ist befugt, nach Deutschland frei von Zoll und Einfuhrgebühren alle Denkmäler, insbesondere Grabsteine, Steine, Marmor oder anderes Baumaterial und Werkzeuge zum Gebrauch und auf Vorrat einzuführen, die von der Kommission zur Unterhaltung, zur Instandsetzung und zur Aus-

Article 4.

Le Gouvernement Allemand prend note de l'existence de sépultures militaires britanniques en Allemagne en dehors des limites des cimetières désignés à l'Article précédent.

Le Gouvernement Allemand reconnaît à la Commission l'entière liberté d'inspecter de temps en temps l'état des sépultures. Le même droit est concédé au Service des sépultures militaires en ce qui concerne les sépultures militaires allemandes en territoire britannique. Les Gouvernements Contractants s'engagent à tenir compte des observations de la Commission, ou du Service des sépultures militaires au cas où il serait constaté qu'une sépulture devrait faire l'objet d'une attention particulière.

Article 5.

La Commission est autorisée à introduire en Allemagne, pour son usage et à titre de réserve avec exonération de tout droit de douanes, tous monuments, en particulier pierres tombales, pierres, marbre ou autres matériaux de construction et tout l'outillage que la Commission jugera nécessaire à l'entre-

carrying out replacements in the British Military Cemeteries, graves and memorials; and also (subject to such conditions as the competent German Authorities may consider necessary as a safeguard against the introduction of disease) all trees, shrubs, plants, seeds and bulbs required for the horticultural treatment of the same.

The Commission will use their best endeavours to ensure that the Kriegsgräberdienst shall be accorded the same rights, if and in so far as it decides to rebuild, repair or carry out replacements in the case of the German War Cemeteries and Graves in British territory.

Article 6.

Bodies of members of the Forces of the British Empire and of the German Forces buried in cemeteries or in Military graves shall not be exhumed for removal and subsequent reburial without the approval of the Commission or the Kriegsgräberdienst, as the case may be. The

führung von Ersatzarbeiten an den Gräbern und Denkmälern auf den britischen Militärfriedhöfen für nötig gehalten werden; das gleiche gilt (unter Berücksichtigung der Bedingungen, die die zuständigen deutschen Stellen als Schutzmassnahme gegen die Einschleppung von Krankheiten für nötig halten) für alle Bäume, Sträucher, Pflanzen, Samen und Zwiebeln, die für die gärtnerische Unterhaltung erforderlich sind.

Die Kommission wird sich dafür einsetzen, dass dem Kriegsgräberdienst dieselben Rechte zugestanden werden, wenn und insoweit er sich entschliesst, deutsche Kriegsgräber auf britischem Gebiet auszubauen, instand zu setzen oder Ersatzarbeiten an ihnen auszuführen.

Artikel 6.

Leichen von Angehörigen der Streitkräfte des Britischen Reichs und von Angehörigen der deutschen Streitkräfte, die in Friedhöfen oder in Militärgräbern bestattet sind, dürfen nicht ohne Zustimmung der Kommission bzw. des Kriegsgräberdienstes zum Zwecke

tien, à la mise en état et à l'exécution de travaux de remplacement concernant les sépultures et les monuments des cimetières militaires britanniques; il en sera de même (sous réserve des conditions jugées nécessaires par les autorités allemandes compétentes à titre de protection contre les maladies) en ce qui concerne tous les arbres, arbustes, plantes, graines et bulbes nécessaires à l'entretien horticole.

La Commission s'emploiera à faire accorder les mêmes droits au Service des sépultures militaires, s'il décide, et dans la mesure où il le jugera à propos, d'aménager de mettre en état des sépultures militaires allemandes en territoire britannique, ou d'exécuter sur ces sépultures des travaux de remplacement.

Article 6.

Les corps des membres des armées de l'Empire Britannique et des membres des armées allemandes, qui sont inhumés dans des cimetières ou dans des sépultures militaires, ne pourront, sans l'assentiment de la Commission, ou respectivement du Service des sépultures militaires,

Governments concerned undertake to instruct the competent authorities to refuse all applications for permission for the removal of bodies unless preferred through the Commission or the Kriegsgräberdienst, as the case may be.

der Entfernung und nachfolgenden Wiederbestattung ausgebettet werden. Die Regierungen verpflichten sich, die zuständigen Behörden anzuweisen, alle Anträge auf Erlaubnis zur Entfernung solcher Leichen abzulehnen, wenn sie nicht durch die Kommission bzw. den Kriegsgräberdienst gestellt werden.

être exhumés en vue d'être emmenés et inhumés à nouveau dans la suite. Les Gouvernements s'engagent à inviter les autorités compétentes à rejeter toutes demandes d'autorisation visant le transfert de ces corps, qui ne seront pas présentées par la Commission ou par le Service des sépultures militaires.

Article 7.

The Commission shall appoint a Mixed Committee to represent the Commission in Germany in their relations with the German Authorities, both Military and Civil, and especially to exercise in the name of the Commission the rights reserved to them under the present Agreement. This Commitee shall be competent to perform, in the name of the Commission and within the limits of the powers delegated to it by the latter, all civil acts necessary to enable it to fulfil its object.

This Committee shall also be competent to act, subject to any conditions which the German Government may from time to time deter-

Artikel 7.

Die Kommission wird einen gemischten Ausschuss einsetzen, der die Kommission in Deutschland in ihren Beziehungen zu den deutschen Militär- und Zivilbehörden vertritt und der insbesondere im Namen der Kommission die Rechte ausübt, die ihr nach der gegenwärtigen Vereinbarung zustehen. Der Ausschuss ist zuständig, im Namen der Kommission und innerhalb der Grenzen der ihm von dieser erteilten Vollmacht alle Rechtshandlungen vorzunehmen, die nötig sind, um ihn zur Erfüllung seiner Aufgabe zu befähigen.

Der Ausschuss ist ferner zuständig, unter Berücksichtigung der Bedingungen, die die Deutsche Regierung von Zeit zu Zeit festsetzen kann,

Article 7.

La Commission instituera un Comité mixte qui représentera la Commission en Allemagne dans ses rapports avec les autorités civiles et militaires allemandes et qui exercera, au nom de la Commission, les droits reconnus à celle-ci par la présente Convention. Le Comité a qualité pour procéder, au nom de la Commission et dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués par celle-ci, à tous actes juridiques qui seraient nécessaires pour lui permettre l'accomplissement de sa tâche.

Le Comité a, de plus, qualité, sous réserve des conditions que le Gouvernement Allemand pourra édicter de temps en temps, comme repré-

mine, as representative of the Kriegsgräberdienst in its relations with the Commission in matters concerning the German War Graves situated in British territory.

To facilitate the examination and solution of questions affecting the German War Graves situated in the British Cemeteries in France, it is agreed that members appointed on the recommendation of the French Government shall participate in the discussions of the Committee concerning the war graves in question.

Article 8.

The Mixed Committee shall be composed of four honorary members, of whom two shall be British and two German, and of eight official members, of whom four shall be British and four German, and it shall also include, for the consideration of the question referred to in the last paragraph of the preceding Article, one French honorary member and one French official member.

als Vertreter des Kriegsgräberdienstes in seinen Beziehungen zu der Kommission zu handeln, soweit Angelegenheiten in Frage stehen, die die deutschen Kriegsgräber auf britischem Gebiet betreffen.

Um die Prüfung und Lösung von Fragen zu erleichtern, die die deutschen Kriegsgräber auf britischen Friedhöfen in Frankreich betreffen, wird vereinbart, dass Mitglieder, die auf Empfehlung der Regierung der Französischen Republik ernannt werden, an den Erörterungen des Ausschusses über die in Frage stehenden Kriegsgräber teilnehmen.

Artikel 8.

Der gemischte Ausschuss soll aus vier Ehrenmitgliedern, und zwar zwei britischen und zwei deutschen bestehen, und aus acht ordentlichen Mitgliedern, von denen vier britisch und vier deutsch sein sollen; ihm sollen ferner mit Rücksicht auf die Fragen, auf die im letzten Absatz des vorhergehenden Artikels Bezug genommen ist, auch ein französisches Ehrenmitglied und ein französisches ordentliches Mitglied angehören.

sentant du Service des sépultures militaires dans ses rapports avec la Commission, en ce qui concerne les questions intéressant les sépultures militaires allemandes en territoire britannique.

En vue de faciliter l'étude et le règlement des questions intéressant les sépultures militaires allemandes dans les cimetières britanniques en France, il est convenu que des membres nommés sur présentation du Gouvernement de la République Française prendront part aux discussions du Comité, au sujet des sépultures militaires en question.

Article 8.

Le Comité mixte se composera de quatre membres d'honneur, dont deux britanniques et deux allemands, et de huit membres actifs, dont quatre devront être britanniques et quatre allemands; eu égard aux questions qui sont envisagées au dernier alinéa de l'Article précédent, le Comité comprendra également un membre d'honneur français et un membre actif français.

The German and French members shall be appointed on the recommendation of the German Government or the French Government, as the case may be, which shall be requested and transmitted through the diplomatic channel.

Die deutschen und die französischen Mitglieder werden auf Vorschlag der Deutschen Regierung bzw. der Französischen Regierung ernannt, der auf diplomatischem Wege eingeholt und übermittelt werden soll.

Les membres allemands et les membres français seront nommés sur la proposition du Gouvernement Allemand, ou, respectivement, du Gouvernement Français, proposition qui devra être sollicitée et transmise par la voie diplomatique.

The honorary members shall be chosen from persons who have won distinction in the Army or the Navy, in letters, art or science.

Die Ehrenmitglieder sollen unter den Personen ausgewählt werden, die sich im Heer oder in der Marine, in Literatur, Kunst oder Wissenschaft ausgezeichnet haben.

Les membres d'honneur seront choisis parmi les personnalités qui se sont distinguées dans l'armée ou la marine, dans la littérature, l'art ou la science.

The Official of the German Ministry for Foreign Affairs responsible for the Kriegsgräberdienst, the Direktor of the „Zentralnachweiseamt für Kriegerverluste und Kriegergräber" and the Bundesführer of the „Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge" shall be chosen as German official members by virtue of the administrative functions exercised by them.

Der Sachbearbeiter für den Kriegsgräberdienst im Auswärtigen Amt, der Direktor des „Zentralnachweiseamts für Kriegerverluste und Kriegergräber", der Bundesführer des „Volksbunds Deutsche Kriegsgräberfürsorge" werden kraft des Amtes, das sie bekleiden. zu ordentlichen deutschen Mitgliedern ernannt.

Le fonctionnaire chargé du Service des sépultures militaires au Ministère des Affaires Etrangères du Reich, le Directeur du „Service Central des renseignements sur les morts de la guerre et sur les sépultures militaires" (Zentralnachweiseamt für Kriegerverluste und Kriegergräber) et le Président de l'Union Nationale allemande pour l'entretien des sépultures militaires (Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge) seront, en vertu des fonctions qu'ils remplissent, nommés membres actifs allemands.

The official members shall be regarded as appointed at the moment they assume office, and

Die ordentlichen Mitglieder gelten in dem Augenblick als ernannt, in dem sie das Amt

Les membres actifs seront considérés comme nommés à dater du moment où ils entreront

shall cease to form part of the Committee from the day when they vacate their said offices. The German Government and the French Government undertake to notify the Commission of all changes which may take place amongst the German and French official members.

The Commission shall select the Secretary General of the Mixed Committee.

Article 9.

The Belgian Government shall, in so far as concerns the German War Graves in British Cemeteries in Belgium, be invited to accede to this Agreement and if they agree to do so the membership of the Mixed Committee shall be increased by two Belgian members whose selection and appointment shall be made under similar conditions to those which govern the selection and the appointment of the French members.

In witness whereof the undersigned, duly authorized to that effect, have signed the present Agreement in the English, German and French

übernehmen, und sollen von dem Tage an aufhören, dem Ausschuss anzugehören, an dem sie aus ihrer Stellung ausscheiden. Die Deutsche Regierung und die Französische Regierung verpflichten sich, der Kommission von allen Veränderungen Kenntnis zu geben, die hinsichtlich der deutschen und französischen ordentlichen Mitglieder eintreten.

Die Kommission wird den Generalsekretär des gemischten Ausschusses ernennen.

Artikel 9.

Mit Rücksicht auf die deutschen Kriegsgräber auf britischen Friedhöfen in Belgien wird die Belgische Regierung eingeladen werden, dieser Vereinbarung beizutreten; im Falle ihres Einverständnisses soll der gemischte Ausschuss um zwei belgische Mitglieder vermehrt werden, die unter den gleichen Bedingungen vorgeschlagen und ernannt werden, wie sie für die französischen Mitglieder gelten.

Zu Urkund dessen haben die zu diesem Zweck gehörig ermächtigten Unterzeichneten die vorliegende Vereinbarung in deutscher,

en fonction, et ils cesseront de faire partie du Comité à partir du jour où ils quitteront leurs fonctions. Le Gouvernement Allemand et le Gouvernement Français s'engagent à notifier à la Commission tout changement pouvant intervenir en ce qui concerne les membres actifs allemands et français.

La Commission nommera le Secrétaire Général du Comité mixte.

Article 9.

En raison de l'existence de sépultures militaires allemandes dans des cimetières britanniques de Belgique, le Gouvernement Belge sera invité à adhérer à la présente Convention; s'il y consent, le Comité mixte sera augmenté de deux membres belges qui seront proposés et nommés dans les mêmes conditions que les membres français.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention en langue française, anglaise et alle-

languages, all being of equal validity.

Done at Berlin, the 20th December, 1935, in a single copy which shall be deposited in the archives of the German Government, and of which certified copies shall be furnished to each Contracting Government.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,
Eric Phipps.

For the Government of Canada,
Eric Phipps.

For the Government of the Commonwealth of Australia,
Eric Phipps.

For the Government of New Zealand,
Eric Phipps.

For the Government of the Union of South Africa,
S. F. N. Gie.

For the Government of India,
Eric Phipps.

englischer und französischer Sprache unterschrieben, deren Texte gleichwertig sind.

Geschehen in Berlin, den 20. Dezember 1935 in einer Urschrift, die in den Archiven der Deutschen Regierung niedergelegt und von der eine beglaubigte Abschrift jeder der vertragschliessenden Regierungen mitgeteilt werden wird.

Für die Deutsche Regierung,
B. W. von Bülow.

mande, chaque version ayant égale autorité.

Fait à Berlin, le 20 décembre en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement Allemand, et dont les copies certifiées seront remises à chacun des Gouvernements Contractants.

Pour le Gouvernement de la République Française,
André François-Poncet.

61.

NORVÈGE, VÉNÉZUÉLA.

Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation; signé à La Haye, le 13 mai 1935.*)**)

Overenskomster med fremmede Stater 1936, No. 3.

Traité d'arbitrage, de réglement judiciaire et de conciliation entre la Norvège et les Etats-Unis du Vénézuéla.

Sa Majesté le Roi de Norvège et le Président des Etats-Unis du Vénézuéla,

animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Norvège et les Etats-Unis du Vénézuéla et de favoriser le règlement pacifique des divergences qui peuvent arriver à diviser les deux Etats,

ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Norvège:

Monsieur Johan Georg Jacob Ræder, Chargé d'Affaires de Norvège à La Haye;

Le Président des Etats-Unis du Vénézuéla:

Monsieur José Ignacio Cárdenas, Envoyé extraordinaire et Mnistre plénipotentiaire des Etats-Unis du Vénézuéla près Sa Majesté le Roi de Norvège;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article Premier.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à résoudre d'une manière amicale les conflits et divergences qui viendraient à s'élever entre la Norvège et les Etats-Unis du Vénézuéla et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges de nature juridique qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, y compris ceux relatifs à l'interprétation du présent Traité, seront soumis soit à un Tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, conformément aux dispositions suivantes.

La disposition du paragraphe précédent ne s'appliquera pas aux controverses nées de faits qui sont antérieurs au présent Traité et qui

---

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 23 mars 1936.

**) En langues norvégienne, espagnole et française. Eu égard à la disposition finale nous ne reproduisons que le texte français.

appartiennent au passé, ni aux controverses portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats.

Les controverses pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres Traités en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, seront réglées conformément aux dispositions desdits Traités.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal arbitral, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis afin de conciliation à une Commission de conciliation permanente ou spéciale, constituée conformément au présent Traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'Article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord, par voie de compromis, soit à un Tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux,*) soit à la Cour permanente de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut.

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou, dans le cas où elles ont choisi l'arbitrage, sur le choix des arbitres, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté, après un délai d'un mois à compter de la date où la notification en sera parvenue à l'autre Partie, de porter directement, par voie de requête, le litige devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

S'il s'agit d'une controverse née d'une réclamation d'un ressortissant d'un des deux Etats Contractantes contre l'autre Etat, dont l'objet d'après la législation intérieure de cette dernière Partie relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, les dispositions du présent Traité ne seront applicables que dans le cas:

a) de déni de justice, y compris retard abusif de la part des tribunaux;

b) d'une décision judiciaire qui n'est pas susceptile de recours et qui est incompatible avec les obligations découlant d'un Traité ou avec d'autres obligations internationales de l'Etat, ou qui est manifestement injuste.

La détermination, si l'un des cas visés ci-dessus se présente, pourra être recherchée par l'arbitrage ou par la juridiction, conformément aux dispositions de l'Article 4.

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. III, p. 360.

La divergence ne sera soumise à la procédure prévue par le présent Traité qu'après épuisement des recours légaux qu'offre aux étrangers la législation de l'Etat contre lequel on réclame.

Article 6.

Si le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou mesure, les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'il devra êtra accordé par la sentence arbitrale ou judiciaire, à la Partie lésée, une compensation équitable.

Article 7.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties Contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'Article 2 du présent Traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déja prévu par un Traité ou une Convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission de conciliation permanente ou spéciale, prévue dans le présent Traité, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la Commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un délai d'un mois à compter de la date où la notification en sera parvenue à l'autre Partie, la question à la Commission.

S'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé à l'Article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale d'accord entre les Parties, ou, à défaut d'accord, à la requête de l'une d'entre elles.

Article 8.

Sur la demande adressée par l'une des Hautes Parties Contractantes à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

Article 9.

Sauf accord contraire de Parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit:

1. La Commission comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux repsectifs.

Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers commissaires devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Parties désigneront le Président de la Commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonction jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leur travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

3. Il sera pourvu dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 10.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une Commission permanente de conciliation nommée par les Parties, une Commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la date où la demande à cet effet adressée par l'une des Parties à l'autre sera parvenue à celle-ci. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'Article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement.

Article 11.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux Articles 8 et 10, le Président de la Cour permanente de Justice internationale sera prié par les deux Parties conjointement, ou par l'une d'elles, de procéder aux nominations requises. Si le Président est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, le Vice-Président sera prié de procéder à ces nominations. Si celui-ci se trouve dans le même cas, le premier des autres juges selon l'ordre du tableau de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties, sera prié de procéder à ces nominations.

Article 12.

La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président dans les conditions prévues, selon les cas, par les Articles 3 et 7.

La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à ladite Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 13.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties Contractantes aurait porté une contestation devant la

Commission de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit, en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 14.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, proposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la Commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'Article 7, alinéa 3, les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment ou que la Commission juge indispensable de prolonger le délai, être terminés dans les sir mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige. Si la Commission juge indispensable de continuer ses travaux au delà de six mois, elle communiquera les motifs aux deux Parties.

Article 15.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 16.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

Article 17.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la Commission sans s'être préalablement consultées.

Article 18.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 19.

Sauf dispositions contraires du présent Traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La Commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 20.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la Commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties Contractantes, qui en supporteront chacune une part égale.

Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation, après entente entre les Parties, ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'Article 41 de son Statut*) ou le Tribunal arbitral, selon le cas, pourront indiquer dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptile d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la

*) V. N.R.G. 3. s. XII, p. 874.

Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 23.

Les dispositions du présent Traité ne s'appliqueront pas aux différends qui affectent l'intérêt ou se rapportent à l'action d'un Etat tiers.

Article 24.

Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications seront échangées à Oslo ou à La Haye aussitôt que faire se pourra.

Article 25.

Le présent Traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. Il sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'Article 18 du Pacte. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si lors de l'expiration du présent Traité une procédure quelconque en vertu de ce Traité se trouvait pendante devant la Commission de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité, rédigé en norvégien, en français et en espagnol, le texte français faisant foi en cas de divergence, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, en double expédition, le 13 mai 1935.

J. Ræder.

José Ig. Cárdenas.

62.

GRANDE-BRETAGNE, AUSTRALIE, CANADA, NOUVELLE-ZÉLANDE, ISLANDE.

Accord pour prolonger la durée du Traité d'arbitrage conclu, entre la Grande-Bretagne et le Danemark, le 25 octobre 1905*) et renouvelé, en ce qui concerne l'Islande, le 4 juin 1926;**) conclu par un Echange de Notes signées à Londres, le 10 octobre 1935.

Treaty Series, No. 42 (1935).

No. 1.

Count Ahlefeldt Laurvig to Sir Samuel Hoare.

Danish Legation,

London, October 10, 1935.

Sir,

I have the honour to inform you that the Government of Iceland desire that the Anglo-Danish Arbitration Convention signed in London on the 25th October, 1905, and last renewed on the 4th June, 1926, should be regarded as having been renewed for a further period of five-years from the 4th May, 1931, in respect of Iceland on the one hand, and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations on the other.

2. It will be understood that in place of reference to the Permanent Court of Arbitration, as provided for in Articles 1 and 2 of the aforesaid Convention of the 25th October, 1905, the reference shall, in any case arising, be made to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in the Statutes of that Court and in the Rules of Court adopted thereunder.

3. If this proposal is agreeable to His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand, I have the honour to suggest that the present Note and your reply in similar terms be regarded as constituting a formal agreement between His Majesty's Governments aforesaid, on the one hand, and the Government of Ireland on the other.

I have, &c.

(For Iceland),

P. Ahlefeldt Laurvig.

---

*) V. **N.R.G.** 2. s. XXXV, p. 406.
) V. **N.R.G. 3. s. XVII, p. 78.

No. 2.

Sir Samuel Hoare to Count Ahlefeldt Laurvig.

Foreign Office, October 10, 1935.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date informing me that the Government of Iceland desire that the Anglo-Danish Convention signed in London on the 25th October, 1905, and last renewed on the 4th June, 1926, should be regarded as having been renewed in respect of Iceland for a further period of five years to date from the 4th May, 1931.

2. In reply, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree that the said Arbitration Convention of 1905 shall be regarded as having been renewed for a period of five years to date from the 4th May, 1931, in respect of the United Kingdom, and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations, on the one hand, and Iceland on the other. I have the honour, also, to inform you that His Majesty's Governments in Canada, in the Commonwealth of Australia and in New Zealand agree that the said Arbitration Convention of 1905 shall be regarded as having been renewed in the same manner and for the same period in respect of Canada, the Commonwealth of Australia, and New Zealand, respectively, on the one hand, and Iceland on the other.

3. It will be understood that in place of reference to the Permanent Court of Arbitration, as provided for in Articles 1 and 2 of the aforesaid Convention of the 25th October, 1905, the reference shall, in any case arising, be made to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in the Statutes of that Court adopted thereunder.

4. The present Note and your note which I have the honour to reply will be regarded as constituting a formal agreement to the above effect between His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia, and New Zealand, on the one hand, and the Government of Iceland on the other.

I have, &c.

Samuel Hoare.

63.

ALLEMAGNE, BELGIQUE.

Accord au sujet de l'institution d'une procédure d'enquête sur certains incidents de frontière; signé à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935.*)

Reichsgesetzblatt 1935. II, No. 35.

Deutsch-Belgische Vereinbarung zur Aufklärung von Grenzzwischenfällen.

Die Deutsche Regierung und die Belgische Regierung haben, um eine möglichst beschleunigte Aufklärung der durch Handlungen beamteter Personen herbeigeführten Grenzzwischenfälle zu erzielen, beschlossen, ein gemeinsames Verfahren vorzusehen, durch das der solchen Zwischenfällen zugrundeliegende Tatbestand klargestellt wird. Zu diesem Zweck haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die nachfolgenden Bestimmungen vereinbart:

Artikel 1.

Gegenstand dieser Vereinbarung sind diejenigen Grenzzwischenfälle, die auf dem Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles durch die Ausübung oder bei Gelegenheit der dienstlichen Tätigkeit von Beamten oder Angestellten im mittelbaren oder unmittelbaren Dienst des anderen vertragschliessenden Teiles eingetreten sind. Als Grenzzwischenfälle gelten auch solche Handlungen der bezeichneten Personen auf dem Gebiet eines der bei-

Accord entre la Belgique et l'Allemagne au sujet de l'institution d'une procédure d'enquête sur certains incidents de frontière.

Le Gouvernement Belge et le Gouvernement Allemand, afin d'élucider dans le plus bref délai certains incidents de frontière occasionnés par des personnes ayant un caractère officiel, ont résolu d'instituer une procédure d'enquête en commun concernant les faits constitutifs de tels incidents. A cet effet les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Seront soumis à la procédure d'enquête instituée par le présent Accord les incidents de frontière qui, sur le territoire d'une des deux Parties Contractantes, résulteraient de l'exercice des fonctions d'une personne se trouvant directement ou indirectement au service de l'autre Partie Contractante. Il en serait de même en ce qui concerne les incidents résultant d'un acte commis par une telle personne sur le territoire d'un des deux

---

*) Par un Echange de Notes du 12 juillet 1935 les deux Gouvernements ont constaté leur approbation à l'Accord.

den Staaten, die sich auf dem Gebiete des anderen Staates auswirken.

Artikel 2.

(1) Zur Aufklärung der den Gegenstand dieser Vereinbarung bildenden Grenzzwischenfälle wird ein ständiger Ausschuss eingerichtet, der sich für jeden der vertragschliessenden Teile aus je zwei ordentlichen Mitgliedern und je einem Stellvertreter zusammensetzt. Zu Mitgliedern des Ausschusses sollen Persönlichkeiten bestimmt werden, die mit den örtlichen Verhältnissen vertraut und für ein Zusammenwirken leicht erreichbar sind. Die Namen der Mitglieder werden sich die vertragschliessenden Teile gegenseitig bekanntgeben.

(2) Der Ausschuss hat die Aufgabe, alle Tatumstände des Vorfalls festzustellen, auf den sich seine Ermittelungen beziehen. Er kann zu diesem Zweck Beamte und andere Personen hören, die über den Vorfall sachdienliche Angaben machen können.

Artikel 3.

(1) Der Ausschuss tritt auf Verlangen eines seiner Mitglieder zusammen. Wenn eines der Mitglieder des Ausschusses es für notwendig erachtet, soll der Ausschuss seine Ermittelungen an Ort und Stelle vornehmen. Ist durch den Grenzzwischenfall die Verwundung oder Tötung einer Person herbeigeführt worden, so soll der Ausschuss nicht später als 24 Stunden nach der Tat zusammentreten.

(2) Dasjenige Mitglied, das den Zusammentritt des Ausschusses beantragt hat, führt den Vorsitz.

Etats et dont l'effet se manifesterait sur le territoire de l'autre Etat.

Article 2.

§ 1. Les deux Gouvernements constituent une Commission permanente d'enquête composée pour chacune des Parties Contractantes de deux membres effectifs et d'un membre suppléant. Seront désignées en ces qualités, des personnalités particulièrement compétentes et qui sont en mesure de se rendre rapidement sur les lieux. Les Parties Contractantes se communiqueront réciproquement les noms des personnes choisies comme membres.

§ 2. La Commission a pour mission d'établir toutes les circonstances de fait de l'incident sur lequel elle indague. Elle pourra, à cet effet, entendre les fonctionnaires et toutes autres personnes en mesure de donner des renseignements utiles.

Article 3.

§ 1. La Commission se réunira à la demande d'un de ses membres. Si l'un des membres de la Commission le juge nécessaire, l'enquête sera effectuée sur les lieux. Si l'incident a été l'origine de mort ou de blessure, la Commission se réunira dans les 24 heures.

§ 2. La Présidence sera assumée par le membre de la Partie Contractante qui a demandé la réunion de la Commission.

Artikel 4.

Über das Ergebnis der Feststellungen des Ausschusses ist eine Niederschrift in doppelter Ausfertigung in deutscher und in französischer Sprache aufzunehmen. Die Niederschrift ist von den an den Ermittelungen beteiligten Mitgliedern zu unterzeichnen.

Artikel 5.

Soweit nicht in dieser Vereinbarung etwas anderes bestimmt ist, regelt der Ausschuss sein Verfahren nach eigenem Ermessen.

Artikel 6.

Bei jedem Grenzzwischenfall, der unter diese Vereinbarung fällt, ist die vorgesetzte Behörde derjenigen Personen, durch die der Grenzzwischenfall herbeigeführt wurde, zur Beteiligung an der Aufklärung aufzufordern. Der Ausschuss kann dieser Behörde die Fortführung der Ermittelungen überlassen.

Artikel 7.

Diese Vereinbarung soll 30 Tage nach Ablauf desjenigen Tages in Kraft treten, an dem auf diplomatischem Wege durch eine gemeinsame Niederschrift festgestellt worden ist, dass die beiden vertragschliessenden Teile der Vereinbarung zugestimmt haben.

Artikel 8.

Diese Vereinbarung kann von jedem der vertragschliessenden Teile mit einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

Aachen, den 10. Mai 1935.

Eckardt.
Lavers.

Article 4.

Le résultat des constatations doit être consigné dans un procès-verbal qui sera établi en double exemplaire, en français et en allemand, et signé par chacun des membres qui ont pris part à l'enquête.

Article 5.

Pour autant qu'il n'en soit pas disposé autrement dans le présent Accord, la Commission déterminera elle-même la procédure suivant laquelle elle exercera son activité.

Article 6.

Chaque fois que se produira un incident de frontière tombant sous l'application du présent Accord, l'autorité dont dépendraient les personnes impliquées dans l'incident faisant l'objet de l'enquête, sera invitée à participer à celle-ci. La Commission peut laisser à cette autorité le soin de poursuivre l'enquête.

Article 7.

Le présent Accord entrera en vigueur 30 jours après la date à laquelle il aura été approuvé par les deux Parties Contractantes, sous forme d'un échange de notes concordantes par la voie diplomatique.

Article 8.

Le présent Accord pourra être dénoncé par chacune des Parties Contractantes moyennant un préavis de trois mois.

Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935.

Lavers.
Eckardt.

64.

ESTONIE, LITHUANIE.

Accord concernant la protection réciproque de la propriété industrielle; signé à Riga, le 10 décembre 1935.*)

Riigi Teataja 1936, No. 6.

Accord entre l'Estonie et la Lithuanie relatif à la protection mutuelle des droits résultant de la propriété industrielle.

I.

Les ressortissants (ainsi que les personnes juridiques) de l'une des Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre des mêmes droits d'enregistrement et de la même protection de brevets d'invention, de marques de fabrique ou de commerce et de modèles que ses propres ressortissants sous réserve de remplissement des conditions et formalités prescrites ou à prescrire par les lois de cette dernière Partie à l'égard de ses propres ressortissants.

II.

Cet Accord entrera en vigueur le 15-ème jour après l'échange des notifications de son approbation par les deux Parties Contractantes.

Les deux Parties Contractantes se réservent mutuellement le droit de dénoncer le présent Accord avec un préavis d'une année.

Fait à Riga, le 10 décembre 1935.

Jul. Seljamaa.
Lozoraitis.

65.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, POLOGNE.

Traité supplémentaire au Traité d'extradition conclu le 22 novembre 1927;**) signé à Varsovie, le 5 avril 1935.***)†)

Treaty Series, No. 908.

Supplementary Extradition Treaty.

The United States of America and the Republic of Poland being desirous of enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted under the Treaty signed between the United States of

---

*) Entrée en vigueur le 18 février 1936.
**) V. N.R.G. 3. s. XXI, p. 187.
***) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 6 mai 1936.
†) En langues anglaise et polonaise. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

America and the Republic of Poland on November 22, 1927, with a view to the better administration of justice and the prevention of crime within their respective territories and jurisdictions, have resolved to conclude a supplementary Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America:

Mr. John Cudahy, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America to the Republic of Poland,

The President of the Republic of Poland:

Mr. Józef Beck, Minister of Foreign Affairs,

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles:

Article I.

The following crimes are added to the list of crimes numbered 1 to 18 in Article II of the said Treaty of Novembre 22, 1927, on account of which extradition may be granted, that is to say:

19. Offenses to the detriment of creditors in connection with a state of insolvency.

Article II.

The present Treaty shall be considered as an integral part of the said Extradition Treaty of November 22, 1927, and Article II of the last mentioned Treaty shall be read as if the list of crimes therein contained had originally comprised the additional crimes specified and numbered 19 in the first Aritcle of the present Treaty.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods, and shall take effect on the 30-th day after the date of the exchange of ratifications, which shall take place at Washington as soon as possible.

In witness whereof the above named Plenipotentiaries have signed the present Treaty in the English and Polish languages, both authentic, and have hereunto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Warsaw, this fifth day of April mineteen hundred and thirty-five.

[Seal] *John Cudahy.*

[Seal] *J. Beck.*

66.

GRANDE-BRETAGNE, DANEMARK.

Convention supplémentaire au Traité d'extradition conclu le 31 mars 1873; *) signée à Copenhague, le 15 octobre 1935.**)

Treaty Series, No. 8 (1936).

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India (hereinafter referred to as His Majesty the King and Emperor), and His Majesty the King of Denmark and Iceland,

Desiring to make further provision for the reciprocal extradition of fugitive criminals, have resolved to conclude a Supplementary Convention to this end, and for this purpose have appointed as their plenipotentiaries:

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland:

Commander Henry Fitzhardinge Berkeley Maxse, His Chargé d'Affaires ad interim in Copenhagen;

His Majesty the King of Denmank and Iceland:

For Denmark:

His Prime Minister Thorvald August Marinus Stauning, Acting Minister for Foreign Affairs;

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island og Hans Majestæt Kongen af Storbritannien, Irland og de britiske oversøiske Dominions, Kejser af Indien (herefter kaldet Hans Majestæt Kongen og Kejseren),

Har, i det Ønske a træffe yderligere Bestemmelser angaaende den gensidige Udlevering af Forbrydere,

Besluttet at afslutte en Tillægskonvention i dette Øjemed og udnævnt til deres Befuldmægtigede:

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island:

For Danmark:

Sin Statsminister Thorvald Agust Marinus Stauning, fungerende Udenrigsminister;

Hans Majestæt Kongen af Storbritannien, Irland og de britiske oversøiske Dominions, Kejser af Indien:

For Storbritannien og Nord-Irland:

Sin Chargé d'Affaires ad interim i København, Orlogskaptajn Henry Fitzhardinge Berkeley Maxse;

---

*) V. **N.R.G.** 2. s. I, p. 297.

**) L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 30 mars 1936.

Who, having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

From the date of the coming into force of the present Convention Article 1 of the Extradition Treaty signed at Copenhagen on the 31st March, 1873, shall be amended by the addition of the following clause:

„Extradition may also be granted at the discretion of the High Contracting Party applied to in respect of any other crime or offence for which, according to the laws of both of the High Contracting Parties for the time being in force, the grant may be made."

Article 2.

The foregoing amendment shall apply to extradition proceedings between the territory of His Majesty the King of Denmark and Iceland on the one hand, that is to say, Denmark and Danish colonies, and, on the other hand, the following territories of His Majesty the King and Emperor, that is to say, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, Newfoundland, British Colonies, British Protectorates to which the Extradition Treaty of the 31st March, 1873, applies, and mandated territories to which the said Treaty has been or may be extended, and in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

Hvilke, efter at have meddelt hinanden deres Fuldmagter og befundet dem i god og behørig Form, er kommet overens om følgende:

Artikel 1.

Fra det Tidspunkt, da nærværende Konvention træder i Kraft føjes til Artikel 1 i Udleveringstraktaten, undertegnet i København den 31 Marts 1873, følgende Bestemmelse:

„Udlevering kan ogsaa tilstaas efter vedkommende høje kontraherende Parts Skøn for hvilkensomhelst anden Forbrydelse eller Lovovertrædelse, for hvilken Udlevering kan ske efter begge de høje kontraherende Parters, paa det paagældende Tidspunkt gældende Lovgivning."

Artikel 2.

Den foregaaende Tilføjelse skal komme til Anvendelse paa Begæringer om Udlevering mellem paa den ene Side følgende af Hans Majestæt Kongen og Kejserens Lande: Det Forenende Kongerige Storbritannien og Nord - Irland, Kanal-øerne, Øen Man, Newfoundland, de britiske Kolonier, de britiske Protektorater, i hvilse Udleveringstraktaten af 31 Marts 1873 er anvendelig, samt de Mandatomraader, for hvilke den nævnte Traktat er blevet eller vil blive udvidet til at gælde, og som bestyres af Hans Majestæts Regering i Det Forenede Kongerige Storbritannien og Nord - Irland, og paa den anden Side Hans Majestæt Kongen af Danmark og Islands Rige Danmark samt danske Kolonier.

Article 3.

The High Contracting Parties agree that His Majesty the King and Emperor may accede to the present Convention in respect of any other Member of the British Commonwealth of Nations, whose Government may desire that such accession be effected, by a notice given to that effect by the appropriate diplomatic representative of His Majesty the King and Emperor at Copenhagen. From the date that such notice comes into force the amendment set forth in Article 1 shall apply to extradition proceedings between the territory of His Majesty the King of Denmank and Iceland, on the one hand, and on the other the territory of the Member of the Commonwealth concerned.

Any notice given under the first paragraph of this Article in respect of any Member of the British Commonwealth of Nations may include any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Majesty the King and Emperor and is exercised by the Government of the Member concerned.

Article 4.

The present Convention shall be ratified. The ratifications shall be exchanged in London as soon as possible.

Article 5.

The present Convention shall enter into force three months after the exchange of ratifications, and shall have the same duration as the Extradition Treaty of the 31st March, 1873.

In faith whereof the above-nam-

Artikel 3.

De høje kontraherende Parter er enige om, at Hans Majestæt Kongen og Kejseren kan tiltræde nærværende Konvention, forsaavidt angaar ethvert andet Medlem af Det Britiske Rige, hvis Regering fremsætter Ønske om en saadan Tiltrædelse, ved en af Hans Majestæt Kongen og Kejserens diplomatiske Repræsentant i København i dette Øjemed givet Notifikation. Fra den Dag, da en saadan Notifikation er sket, skal den i Artikel 1 nævnte Tilføjelse være anvendelig ved Udleveringsbegæringer imellem vedkommende Medlem af Det Britiske Riges Landomraade paa den ene Side og Hans Majestæt Kongen af Danmark og Islands Rige paa den anden Side.

En Notifikation, der i Henhold til 1'Stk. i nærværende Artikel gives af et Medlem af Det Britiske Rige, kan omfatte ethvert Omraade, med Hensyn til hvilket Hans Majestæt Kongen og Kejseren har paataget sig Bestyrelsen paa Folkeforbundets Vegne, og som udøves af vedkommende Medlem af Det Britiske Rige (Mandatomraade).

Artikel 4.

Nærværende Konvention skal ratificeres. Ratifikationerne skal udveksles i London saa snart som muligt.

Artikel 5.

Nærværende Konvention skal træde i Kraft 3 Maaneder efter, at Udvekslingen af Ratifikationerne har fundet Sted, og skal have samme Varighed som Udleveringstraktaten af 31. Marts 1873.

Til Bekræftelse heraf har de

ed plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in English and Danish at Copenhagen the 15th day of October, 1935.

(L. S.) *H. Fitz B. Maxse.*
(L. S.) *Th. Stauning.*

ovennævnte Befuldmægtigede underskrevet nærværende Konvention og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i 2 Eksemplarer paa Dansk og Engelsk i København den 15. Oktober 1935.

(L. S.) *H. Fitz B. Maxse.*
(L. S.) *Th. Stauning.*

67.

SUISSE, FRANCE.

Acte additionnel à la Convention du 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile; signé à Paris, le 4 octobre 1935.*)

Recueil des lois fédérales 1936, No. 19.

Le Conseil Fédéral Suisse et le Président de la République Française ayant jugé utile de modifier et de compléter la Convention du 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile,

Ont résolu de conclure un acte additionnel et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

Monsieur Dunant, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Paris, et

Le Président de la République Française:

Monsieur Pierre Laval, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

Par modification à l'alinéa I, l'alinéa suivant est ajouté à l'Article Ier de la Convention du 15 Juin 1869:

„Les contestations relatives aux dommages résultant d'accidents causés par la circulation de véhicules routiers pourront être portées, au choix du demandeur, soit devant le juge du lieu où le dommage a été causé, soit devant le juge visé à l'alinéa Ier."

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 28 mai 1936.

Article 2.

L'article suivant est inséré après l'Article II de la Convention du 15 juin 1869:

„Art. IIbis. — Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par la législation d'un des deux pays peuvent être requises des autorités de ce pays, quelle que soit la juridiction compétente pour connaître du fond.“

Article 3.

Le présent acte additionnel sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Cet acte entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Fait à Paris, le 4 Octobre 1935.

(signé) *Dunant.*
(—) *Laval.*

68.

SUISSE, SUÈDE.

Convention relative à la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires et de sentences arbitrales; signée à Stockholm, le 15 janvier 1936.*)

Recueil des lois fédérales 1936, No. 15.

Le Conseil Fédéral Suisse et Sa Majesté le Roi de Suède, désireux de régler les rapports entre les deux Pays sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et des sentences arbitrales, ont résolu de conclure une Convention en cette matière et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir

Le Conseil Fédéral Suisse:

Monsieur Charles Lardy, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Stockholm;

Sa Majesté le Roi de Suède:

Monsieur R. J. Sandler, Son Ministre des Affaires Etrangères;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

L'autorité des décisions de la juridiction contentieuse rendues dans l'un des Etats Contractants en matière civile, y compris celles qui ont

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 30 avril 1936.

été rendues sur des conclusions de droit civil dans un procès pénal, sera reconnue dans l'autre Etat si lesdites décisions remplissent les conditions spécifiées par les Articles suivants.

Article 2.

Seront considérées comme décisions judiciaires, au sens de la présente Convention, les décisions rendues par les tribunaux ordinaires et statuant sur le fond du litige. Il en sera de même pour les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées en conséquence de la décision statuant sur le fond. Seront aussi réputés tribunaux ordinaires, les autorités exécutives supérieures suédoises („Oeverexekutor"), en tant qu'elles statueront en matière de dettes reconnues par écrit („lagsökning"), ainsi que les tribunaux de commerce et les tribunaux de prud'hommes suisses.

Les transactions judiciaires seront assimilées, quant à leurs effets, aux décisions judiciaires.

Article 3.

Les décisions rendues en matière de séparation de biens, de séparation de corps et de divorce seront considérées comme décisions de la juridiction contentieuse, même si elles ont été rendues sur la requête des intéressés. Ne seront, par contre, en aucun cas, considérées comme décisions de la juridiction contentieuse les décisions rendues en matière de tutelle et d'interdiction.

Article 4.

La reconnaissance de l'autorité de la décision est subordonnée aux conditions suivantes:

1° que la décision émane d'une juridiction compétente selon les dispositions de l'Article 5;

2° que la reconnaissance de la décision ne soit pas manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat où la décision est invoquée;

3° que, lorsqu'il s'agit d'une décision rendue en matière d'état, de droit de famille ou de droit de succession, elle ne soit pas basée sur une loi dont les dispositions en la matière soient contraires à celles de la loi applicable d'après le droit international privé de l'Etat où elle est invoquée;

4° que la décision soit passée en force de chose jugée d'après la loi de l'Etat où elle a été rendue;

5° qu'en cas de jugement par défaut, l'acte ou la citattion qui introduisait l'instance ait été remis en temps utile à la partie défaillante, soit en mains propres, soit à son mandataire autorisé.

Article 5.

La compétence de la juridiction de l'Etat où la décision a été rendue est établie, au sens de la présente Convention, dans les cas suivants:

1° lorsque, au moment de l'ouverture de l'action, le défendeur avait son domicile de fait ou, s'il ne s'agit pas d'une personne

physique, son siège dans cet Etat, étant entendu que le domicile de fait est le lieu où le défendeur réside avec l'intention de s'y établir;

2° lorsque le défendeur s'était soumis, par convention expresse, à la compétence du tribunal qui a rendu la décision;

3° lorsque le défendeur est entré en matière sans réserve sur le fond du litige;

4° lorsqu'il s'agit d'une demande reconventionnelle connexe à la demande principale;

5° lorsque le défendeur, ayant sur le territoire de l'Etat où la décision a été rendue un établissement commercial ou industriel ou une succursale, y a été cité pour des contestations résultant de leur exploitation;

6° lorsque le défendeur, ayant sur le territoire de l'Etat où la décision a été rendue un représentant qu'il était tenu d'avoir d'après la loi dudit Etat, y a été cité pour des contestations résultant de son activité dans cet Etat;

7° lorsque la décision vise des obligations résultant d'un acte illicite commis par le défendeur dans l'Etat où la décision a été rendue et que la citation lui a été remise en mains propres pendant son séjour dans cet Etat, étant entendu que seront assimilées à ces obligations celles qui résultent d'accidents causés par l'emploi de tous moyens de transport;

8° lorsque la décision émane d'une juridiction prévue par une convention internationale, qui elle-même ne contient pas de dispositions sur la reconnaissance et l'exécution.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas en matière d'état, de droit de famille ou de droit de succession. La compétence du tribunal de l'Etat où la décision a été rendue sera reconnue en ces matières lorsque, dans des conditions analogues, la juridiction de l'Etat où elle est invoqué aurait été compétente.

Article 6.

Les autorités de l'Etat dans lequel la décision est invoquée se borneront à examiner si les conditions visées dans les Articles précédents sont remplies. Pour cet examen, elles ne seront pas liées par les constatations rapportées dans la décision.

Article 7.

Les autorités judiciaires de l'un des deux Etats doivent se dessaisir des contestations portées devant elles, lorsque, à leur connaissance, ces contestations sont déjà pendantes devant un tribunal de l'autre Etat, pourvu que celui-ci soit compétent selon les règles de la présente Convention.

Article 8.

Les décisions rendues dans l'un des Etats contractants, dont l'autorité doit être reconnue sur le territoire de l'autre Etat en vertu des dis-

positions des Articles précédents, seront, à la requête de l'une des parties, exécutés dans l'autre Etat.

Article 9.

En Suisse, la compétence et la procédure en matière d'exécution forcée sont réglées, si l'exécution a pour objet une somme d'argent ou des sûretés à fournir, par les dispositions de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (loi fédérale du 11 avril 1889 et suppléments) et, dans les autres cas, par les dispositions de procédure du Canton où l'exécution doit avoir lieu.

En Suède, la demande d'exequateur sera adressée à la Cour d'appel de Stockholm („Svea hovrätt").

Article 10.

La partie qui requiert l'exécution devra produire:

1° la décision en original ou en expédition authentique;

2° une pièce attestant que la décision est passée en force de chose jugée;

3° les procès-verbaux judiciaires ou d'autres pièces de nature à établir que les conditions prévues à l'Article 5, alinéa premier, sont remplies;

4° en cas de jugement par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme des pièces constatant que la partie défaillante a été citée conformément aux dispositions de l'Article 5, 5°, ou, le cas échéant, de l'Article 5, alinéa premier, 7°.

Si la demande d'exécution vise une transaction, elle devra être accompagnée d'une copie du procès-verbal certifiée conforme par l'autorité compétente et d'une pièce attestant que la transaction a été conclue devant un tribunal ou confirmée par celui-ci et qu'elle est exécutoire dans l'Etat où elle est intervenue.

Les documents visés ci-dessus seront

en Suède, établis ou légalisés par la Chancellerie du Grand Gouverneur de Stockholm ou par une administration provinciale et

en Suisse, établis par les autorités compétentes et légalisés par la Chancellerie fédérale.

Toutes les pièces à produire devront être accompagnées d'une traduction, conçue dans la langue officielle de l'autorité requise, et certifiée conforme, soit par un agent diplomatique ou consulaire de l'un ou de l'autre Etat contractant, soit par un traducteur public du pays où la décision est invoquée.

Article 11.

La présente Convention ne s'applique pas aux décisions et transactions:

1° en matière de faillite ou de concordat préventif, y compris l'invalidation des contrats du débiteur;

2° concernant tout droit réel sur les immeubles situés hors de l'Etat où la décision a été rendue ainsi que l'obligation de

prendre des dispositions relatives à ces droits ou les conséquences résultant de la négligence d'une telle obligation; toutefois, la Convention reste applicable en ce qui concerne les décisions et transactions en matière de droit de famille et de succession.

Article 12.

La Convention ne s'applique pas aux décisions rendues ou aux transactions intervenues avant son entrée en vigueur.

Article 13.

La reconnaissance et l'exécution, dans l'un des deux Etats, des sentences arbitrales rendues dans l'autre Etat sera réglée par la Convention pour l'exécution des sentences arbitrales conclue à Genève le 26 septembre 1927. Toutefois, la reconnaissance et l'exécution ne seront pas subordonnées aux conditions prévues à l'Article premier, 1er alinéa, de ladite Convention.

L'Article 9 et l'Article 10, dernier alinéa, de la présente Convention s'appliqueront à la procédure destinée à rendre exécutoires les sentences arbitrales.

Article 14.

La présente Convention ne déroge pas aux dispositions des accords réglant la compétence judiciaire et l'exécution des jugements au sujet de matières spéciales.

Article 15.

La présente Convention sera ratifiée par le Conseil Fédéral Suisse et par Sa Majesté le Roi de Suède, avec l'approbation du Riksdag, et les ratifications en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le 1er janvier ou le 1er juillet qui suivra l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'au 1er janvier ou 1er juillet qui suivra l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de sa dénonciation par l'un des Etats contractants.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à Stockholm en double original le 15 janvier 1936.

(signé) *Charles L. E. Lardy.*

(signé) *Rickard Sandler.*

69.

GRANDE-BRETAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Accord concernant la navigation aérienne; conclu par un Echange de Notes signées à Washington, les 28 mars et 5 avril 1935.

Treaty Series, No. 35 (1935).

No. 1.

Sir Ronald Lindsay to Mr. Cordell Hull.

Washington, March 28, 1935.

Sir,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to state that, pending the conclusion of a Treaty in regard to air navigation, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are prepared, in consideration of reciprocal treatment by the Government of the United States of America and subject to the conditions hereinafter set out, to accord the following treatment in respect of United States aircraft as defined below, their crews, passengers and cargoes:

2. (i) The territories in which the treatment specified in the subsequent paragraphs of this Note will be accorded (hereinafter referred to as the territories to which this Note applies) are: the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the territories specified in the schedule hereto, together with any territories to which the provisions of this Note may at any time be applicable by virtue of paragraph 17.

(ii) The term „United States aircraft", as used in this Note, means civil aircraft, including State aircraft used exclusively for commercial purposes, duly registered in territories under the sovereignty, jurisdiction or authority of the United States to which your reply to this Note shall apply.

3. Subject to the provisions of this Note, United States aircraft will, in time of peace, be allowed liberty of passage to and over the territories to which this Note applies: provided, however, that no regular air route or service may be established or operated to, within or over any such territory, with or without a landing there, except by prior consent of His Majesty's Government in the United Kingdom.

4. (i) United States aircraft, their crews and passengers, and goods carried thereon will, while within or over a territory to which this Note applies, be subject to the laws in force in that territory, including all regulations relating to air traffic applicable to foreign aircraft, the transport of passengers and goods, and public safety and order, as well as any regulations concerning immigration, passports, quarantine and (subject to the provisions of paragraph 6) customs.

(ii) Subject to the provisions of the preceding sub-paragraph and to the laws and regulations therein specified, the carriage of passengers and the import or export of any goods which may lawfully be imported or exported will be permitted in United States aircraft into or out of the territories to which this Note applies; and (subject to the same proviso) such aircraft, their crews, passengers and cargoes shall enjoy in those territories the same privileges as and shall not, merely by reason of the nationality of the aircraft, be subjected to any other or higher duties or charges than those which are or may be imposed on British aircraft or the aircraft of the most favoured country not being part of the territories under His Majesty's sovereignty, suzerainty, protection or authority, engaged in international commerce, or on their crews, passengers or cargoes.

5. The regulations (together with any subsequent alterations therein) relative to air traffic in force in the territories to which this Note applies will be communicated to the Government of the United States.

6. The fuel retained on board United States aircraft arriving in or leaving any territory to which this Note applies, shall be exempt from customs duty, even though the fuel so retained is used by the aircraft on a flight in that territory, provided that such flight is definitely part of a journey from or to a place outside that territory.

7. Aerodromes open to public air traffic in the territories to which this Note applies will, so far as they are under the control of His Majesty's Government in the United Kingdom, be open to United States aircraft, which (subject to the same proviso) will also be entitled to the assistance of the meteorological, wireless, lighting and day and night signalling services at such aerodromes. Subject again to the same proviso, the scale of charges at such aerodromes for landing and accommodation will be the same for United States as for British aircraft.

8. (i) The term „air commerce“ as used in the succeeding subparagraph means (a) the navigation of aircraft from one place to another, both within the same or different territories under His Majesty's sovereignty, suzerainty, protection or authority, in the conduct or in furtherance of a business, and (b) the commercial transport of passengers or goods between any two points both within such territories.

(ii) Air commerce may, in the territories to which this Note applies, be reserved exclusively to British aircraft whether registered in those territories or elsewhere. Nevertheless, United States aircraft may proceed from any aerodrome which they may be entitled to use in those territories to any other such aerodrome for the purpose of taking on board or landing the whole or part of their cargoes or passengers, provided that such cargoes are covered by through bills of lading, and such passengers hold through tickets, issued respectively for a journey the starting place and end of which are not both points between which air commerce has been reserved; and such aircraft, whilst so proceeding from one aerodrome to another, will, notwithstanding that both such aerodromes are

points between which air commerce has been reserved, be entitled to the treatment set out in this Note.

9. (i) Air traffic may be prohibited over specified areas in the territories to which this Note applies, but no distinction will be made in this matter between British and United States aircraft engaged in international commerce. Lists of the areas above which air traffic in thus prohibited will be communicated to the Government of the United States, and any subsequent alterations therein will be notified immediately.

(ii) In exceptional circumstances, air traffic above the whole or any part of the territories to which this Note applies may temporarily, and with immediate effect, be limited or prohibited, but no dinstinction in this respect will be made between United States aircraft and the aircraft of any country not being part of the territories under His Majesty's sovereignty, suzerainty, protection or authority.

(iii) In the event of any United States aircraft finding itself over a prohibited area, it must, so soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the Rules of the Air in force in the territory in which the prohibited area is situated, and a landing must be effected as soon as possible at an aerodrome in that territory, outside but as near as possible to the prohibited area.

10. (i) All United States aircraft flying in or over the territories to which this Note applies must carry clear and visible nationality and registration marks whereby they may be recognised during flight.

(ii) Such aircraft must also be provided with certificates of registration and airworthiness and with all the other documents prescribed for air traffic in the territories in which they are registered.

(iii) The members of the crew of such aircraft who perform duties for which a special permit is required in the territories in which the aircraft is registered must be provided with all the documents, and, in particular, with the certificates and licences prescribed by the regulations in force in those territories.

(iv) The other members of the crew must carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identy and nationality.

(v) The crews and passengers of United States aircraft entering or leaving any of the territories to which this Note applies must be provided with the documents required by the regulations concerning international traffic in force in that territory, a list of which documents will be communicated under paragraph 5 of this Note.

(vi) Such aircraft carrying passengers or goods must also be provided with a list of the passengers' names and a manifest of the goods showing their nature and quantity.

(vii) The certificate of airworthiness, certificates of competency, and licences issued or rendered valid in respect of a United States aircraft or its crew by the competent United States authorities will be recognised as having the same validity in the territories to which this Note applies as the corresponding documents issued or rendered valid by the competent

authorities of those territories: provided that recognition may be refused as regards certificates of competency and licences issued or rendered valid in favour of British subjects or British protected persons.

11. (i) United States aircraft may, in or over the territories to which this Note applies, carry wireless apparatus only if a licence to instal and work such apparatus (which licence must be carried in the aircraft) has been issued by the competent authorities of the territories in which the aircraft is registered. The use of such apparatus in the territories to which this Note applies must be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of those territories.

(ii) Such apparatus may only be used by those members of the crew who are provided with a special licence for the purpose, issued by the competent authorities of the territories in which the aircraft is registered.

(iii) For reasons of safety the competent authorities of the territories to which this Note applies may issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus when in or over those territories.

12. No arms of war, explosives of war, or munitions of war may be carried by United States aircraft in or above any of the territories to which this Note applies, or by the crew or passengers except by permission of the competent authorities of the territories concerned.

13. It will be open to the competent authorities of the territories to which this Note applies to search United States aircraft on landing or departure, and to examine the certificates and other documents prescribed in the preceding paragraphs.

14. (i) United States aircraft entering or leaving any territory to which this Note applies may only land at or depart from aerodromes open to public air traffic and classed as customs aerodromes at which facilities exist for the enforcement of customs, passport, quarantine and immigration regulations and the clearance of aircraft; and no unauthorised intermediate landing, other than a forced landing, may be effected before arriving at such an aerodrome on entry into, or after leaving it on departure from, the territory concerned. In special cases, and subject to the same provision as to intermediate landing, the competent authorities may allow landing at or departure from other aerodromes, at which the above-mentioned facilities have been arranged.

(ii) In the event of a forced landing or of a landing as provided in paragraph 9 (iii) not at an aerodrome of the class mentioned in the preceding sub-paragraph, the pilot of the aircraft, its crew and passengers must conform to the customs, passport, quarantine and immigration regulations in force in the territory in which the landing occurs.

(iii) Lists of the aerodromes in the territories to which this Note applies which are classed as customs aerodromes for the purposes of this paragraph will be communicated as soon as possible to the Government of the United States. Any subsequent alterations in these lists will be notified forthwith.

15. The competent authorities of the territory concerned may require that United States aircraft, on entering or leaving any territory to which this Note applies, shall do so between specified points. Any requirements in this respect and any subsequent alterations therein will be communicated to the Government of the United States. Subject to any such requirement and to the provisions of this Note, aircraft may choose their own route of entry or departure.

16. No article or substance, other than ballast, may be unloaded or otherwise discharged from United States aircraft in the course of flight in or over the territories to which this Note applies unless special permission to that effect is given by the competent authorities of the territory in which the unloading or discharge occurs. For the purposes of this paragraph, ballast means fine sand or water only.

17. (i) His Majesty's Government in the United Kingdom may at any time by means of a notification in writing addressed to the Government of the United States apply the provisions of this Note to all or any British colonies, overseas territories or protectorates, or to any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom, other than those specified in the schedule to this Note. Such application shall take effect two calendar months after the date of the receipt of the notification.

(ii) His Majesty's Government in the United Kingdom may subsequently give notice in writing to the Government of the United States of the termination of the application of this Note to any territory to which it has become applicable by notification under the preceding subparagraph. In that event such application shall cease two calendar months after the date of the receipt of the notification.

18. His Majesty's Government in the United Kingdom may terminate the arrangements set out in this Note at any time by means of a notification in writing addressed to the Government of the United States to take effect two calendar months after the date of its receipt.

19. I shall be glad if you will inform me whether the Government of the United States concur in the terms of this Note and are willing to grant reciprocal treatment in respect of British aircraft, registered in territories to which this Note applies, their crews, passengers and cargoes.

I have, &c

R. C. Lindsay.

Schedule.

Newfoundland, including Labrador.
Bahamas.
Barbados.
Bermuda.
British Guiana.
British Honduras.
Jamaica (including Turks and Caicos Islands and the Cayman Islands).
Leeward Islands and their dependencies, including —

Antigua.
Dominica.
Montserrat.
St. Christopher and Nevis.
Virgin Islands.

Trinidad and Tobago.
Windward Islands and their dependencies, including —

Grenada.
St. Vincent.
St. Lucia.

No. 2.

Mr. Cordell Hull to Sir Ronald Lindsay.

Department of State,
Washington, April 5, 1935.

Excellency,

I have the honour to invite reference to your Note of the 28th March, 1935, setting forth the treatment which His Majesty's Government in the United Kingdom is prepared, in return for reciprocal treatment, to accord to United States aircraft as therein defined, their crews, passengers and cargoes; and to state in reply that the Government of the United States of America concurs in its terms, and is prepared in return for the treatment therein specified, and pending the conclusion of a Treaty in the matter of air navigation, to accord the following reciprocal treatment in respect of British aircraft as defined below, their crews, passengers and cargoes, subject to the conditions hereinafter set out:

2. (i) The territories in which the treatment specified in the subsequent paragraphs of this Note will be accorded (hereinafter referred to as the territories to which this Note applies) are: the Continental United States of America and the territories specified in the schedule hereto, together with any territories to which the provisions of this Note may at any time be applicable by virtue of paragraph 17.

(ii) The term „British aircraft", as used in this Note, means civil aircraft, including State aircraft used exclusively for commercial purposes, duly registered in the territories to which your Excellency's Note under reference applies.

3. Subject to the provisions of this Note, British aircraft will, in time of peace, be allowed liberty of passage to and over the territories to which this Note applies; provided, however, that no regular air route or service may be established or operated to, within or over any such territory, with or without a landing there, except by prior consent of the Government of the United States.

4. (i) British aircraft, their crews and passengers, and goods carried thereon will, while within or over a territory to which this Note applies, be subject to the laws in force in that territory, including all regulations relating to air traffic applicable to foreign aircraft, the transport of passengers and goods, and public safety and order, as well as any regu-

lations concerning immigration, passports, quarantine and (subject to the provisions of paragraph 6) customs.

(ii) Subject to the provisions of the preceding sub-paragraph and to the laws and regulations therein specified, the carriage of passengers and the import or export of any goods which may lawfully be imported or exported will be permitted in British aircraft into or out of the territories to which this Note applies; and (subject to the same proviso) such aircraft, their crews, passengers and cargoes shall enjoy in those territories the same privileges as and shall not, merely by reason of the nationality of the aircraft, be subjected to any other or higher duties or charges than those which are or may be imposed on United States aircraft or the aircraft of the most favoured country not being part of the territories under United States sovereignty, jurisdiction or authority, engaged in international commerce, or on their crews, passengers or cargoes.

5. The regulations (together with any subsequent alterations therein) relative to air traffic in force in the territories to which this Note applies will be communicated to His Majesty's Government in the United Kingdom.

6. The fuel retained on board British aircraft arriving in or leaving any territory to which this Note applies shall be exempt from customs duty, even though the fuel so retained is used by the aircraft on a flight in that territory, provided that such flight is definitely part of a journey from or to a place outside that territory.

7. Aerodromes open to public air traffic in the territories to which this Note applies will, so far as they are under the control of the Government of the United States, be open to British aircraft, which (subject to the same proviso) will also be entitled to the assistance of the meteorological, wireless, lighting and day and night signalling services at such aerodromes. Subject again to the same proviso, the scale of charges at such aerodromes for landing and accommodation will be the same for British as for United States aircraft.

8. (i) The term „air commerce" as used in the succeding sub-paragraph means (a) the navigation of aircraft from one place to another both within the same or different territories under United States sovereignty, jurisdiction or authority, in the conduct or in furtherance of a business, and (b) the commercial transport of passengers or goods between any two points both within such territories.

(ii) Air commerce may, in the territories to which this Note applies, be reserved exclusively to United States aircraft whether registered in those territories or elsewhere. Nevertheless, British aircraft may proceed from any aerodrome which they may be entitled to use in those territories to any other such aerodrome for the purpose of taking on board or landing the whole or part of their cargoes or passengers, provided that such cargoes are covered by through bills of lading, and such passengers hold through tickets, issued respectively for a journey the starting place and end of which are not both points between which air commerce has

been reserved; and such aircraft, while so proceeding from one aerodrome to another, will, notwithstanding that both such aerodromes are points between which air commerce has been reserved, be entitled to the treatment set out in this Note.

9. (i) Air traffic may be prohibited over specified areas in the territories to which this Note applies, but no distinction will be made in this matter between United States and British aircraft engaged in international commerce. Lists of the areas above which air traffic is thus prohibited will be communicated to His Majesty's Government in the United Kingdom, and any subsequent alterations therein will be notified immediately.

(ii) In exceptional circumstances air traffic above the whole or any part of the territories to which this Note applies may temporarily, and with immediate effect, be limited or prohibited, but no distinction in this respect will be made between British aircraft and the aircraft of any country not being part of the territories under United States sovereignty, jurisdiction or authority.

(iii) In the event of any British aircraft finding itself over a prohibited area, it must, so soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the Rules of the Air in force in the territory in which the prohibited area is situated, and a landing must be effected as soon as possible at an aerodrome in that territory, outside but as near as possible to the prohibited area.

10. (i) All British aircraft flying in or over the territories to which this Note applies must carry clear and visible nationality and registration marks whereby they may be recognised during flight.

(ii) Such aircraft must also be provided with certificates of registration and airworthiness and with all the other documents prescribed for air traffic in the territories in which they are registered.

(iii) The members of the crew of such aircraft who perform duties for which a special permit is required in the territories in which the aircraft is registered must be provided with all the documents, and, in particular, with the certificates and licences prescribed by the regulations in force in those territories.

(iv) The other members of the crew must carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity and nationality.

(v) The crews and passengers of British aircraft entering or leaving any of the territories to which this Note applies must be provided with the documents required by the regulations concerning international traffic in force in that territory, a list of which documents will be communicated under paragraph 5 of this Note.

(vi) Such aircraft carrying passengers or goods must also be provided with a list of the passengers' names, and a manifest of the goods showing their nature and quantity.

(vii) The certificate of airworthiness, certificates of competency, and licences issued or rendered valid in respect of a British aircraft or its

crew by the competent British authorities will be recognised as having the same validity in the territories to which this Note applies as the corresponding documents issued or rendered valid by the competent authorities of those territories; provided that recognition may be refused as regards certificates of competency and licences issued or rendered valid in favour of citizens of the United States or other persons owing allegiance thereto.

11. (i) British aircraft may, in or over the territories to which this Note applies, carry wireless apparatus only if a licence to instal and work such apparatus (which licence must be carried in the aircraft) has been issued by the competent authorities of the territories in which the aircraft is registered. The use of such apparatus in the territories to which this Note applies must be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of those territories.

(ii) Such apparatus may only be used by those members of the crew who are provided with a special licence for the purpose, issued by the competent authorities of the territories in which the aircraft is registered.

(iii) For reasons of safety the competent authorities of the territories to which this Note applies may issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus when in or over those territories.

12. No arms of war, explosives of war or munitions of war may be carried by British aircraft in or above any of the territories to which this Note applies, or by the crew or passengers, except by permission of the competent authorities of the territories concerned.

13. It will be open to the competent authorities of the territories to which this Note applies to search British aircraft on landing or departure, and to examine the certificates and other documents prescribed in the preceding paragraphs.

14. (1) British aircraft entering or leaving any territory to which this Note applies may only land at or depart from aerodromes open to public air traffic and classed as customs aerodromes at which facilities exist for the enforcement of customs, passport, quarantine and immigration regulations and the clearance of aircraft; and no unauthorised intermediate landing, other than a forced landing, may be effected before arriving at such an aerodrome on entry into, or after leaving it on departure from, the territory concerned. In special cases, and subject to the same provision as to intermediate landing, the competent authorities may allow landing at or departure from other aerodromes. at which the above-mentioned facilities have been arranged.

(ii) In the event of a forced landing or of a landing as provided in paragraph 9 (iii) not at an aerodrome of the class mentioned in the preceding sub-paragraph, the pilot of the aircraft, its crew and passengers must conform to the customs, passport, quarantine and immigration regulations in force in the territory in which the landing occurs.

(iii) Lists of the aerodromes in the territories to which this Note applies which are classed as customs aerodromes for the purposes of this paragraph will be communicated as soon as possible to His Majesty's Government in the United Kingdom. Any subsequent alterations in these list will be notified forthwith.

15. The competent authorities of the territory concerned may require that British aircraft, on entering or leaving any territory to which this Note applies, shall do so between specified points. Any requirements in this respect and any subsequent alterations therein will be communicated to His Majesty's Government in the United Kingdom. Subject to any such requirement and to the provisions of this Note, aircraft may choose their own route of entry or departure.

16. No article or substance, other than ballast, may be unloaded or otherwise discharged from British aircraft in the course of flight in or over the territories to which this Note applies unless special permission to that effect is given by the competent authorities of the territory in which the unloading or discharge occurs. For the purposes of this paragraph, ballast means fine sand or water only.

17. (i) The Government of the United States may at any time by means of a notification in writing addressed to His Majesty's Government in the United Kingdom apply the provisions of this Note to all or any United States territories or possessions, other than those specified in the schedule to this Note. Such application shall take effect two calendar months aftetr the date of the receipt of the notification.

(ii) The Government of the United States may subsequently give notice in writing to the Government of the United Kingdom of the termination of the application of this Note to any territory to which it has become applicable by notification under the preceding sub-paragraph. In that event such application shall cease two calendar months after the date of the receipt of the notification.

18. The Government of the United States may terminate the arrangements set out in this Note at any time by means of a notification in writing addressed to His Majesty's Government in the United Kingdom to take effect two calendar months after the date of its receipt.

19. I shall be glad if your Excellency will inform me whether His Majesty's Government in the United Kingdom concurs in the terms of this Note and regards them as affording the reciprocal treatment referred to in your Excellency's Note under reply. I have the honour to suggest, in that event, that the arrangements set out in the two Notes shall take effect one calendar month from this day's date.

Accept, &c.

Cordell Hull.

Schedule.

Alaska.

American Samoa (comprising the Island of Tutuila, the Manua Islands, and all other islands of the Samoan group east of longitude 171° west of Greenwich, together with Swains Island).

Puerto Rico (including Vieques, Culebra, Mona and Desecheo).

Virgin Islands of the United States (comprising St. Thomas, St. John, St. Croix and dependent islets).

No. 3.

Sir Ronald Lindsay to Mr. Cordell Hull.

Washington, April 5, 1935.

Sir,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to acknowledge receipt of your Note of to-day's date, setting forth the treatment which the Government of the United States are prepared, in return for the reciprocal treatment set out in my Note of the 28th March to accord to British aircraft as defined in your Note, their crews, passengers and cargoes, in regard to air navigation.

2. I have the honour to state in reply that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concur in the terms of your Note under reply, and regard them as affording the reciprocal treatment referred to in my Note of the 28th March. His Majesty's Government in the United Kingdom also concur in your suggestion that the arrangements set out in the two Notes shall take effect one calendar month from this day's date.

I have, &c.

R. C. Lindsay.

70.

GRANDE-BRETAGNE, PORTUGAL.

Accord sur l'exploitation de lignes aériennes sur territoires africains; conclu par un Echange de Notes signées à Lisbonne, le 24 octobre 1935.

Treaty Series, No. 41 (1935).

No. 1.

Sir C. Wingfield to Dr. Armindo Monteiro.

Lisbon, October 24, 1935.

M. le Ministre,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform your

Excellency that, with the view of establishing reciprocal facilities for the operation of air services over certain British and Portuguese territories in Africa, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are willing to enter into an agreement with the Government of the Portuguese Republic in the following terms:

(1) His Majesty's Government in the United Kingdom agree that Portuguese aircraft belonging to a Portuguese air transport company or companies designated by the Portuguese Government shall have the right to fly over and land in Northern Rhodesia on a regular air line between Mozambique and Angola.

(2) The Portuguese Government agree that British aircraft belonging to a British air transport company or companies designated by His Majesty's Government in the United Kingdom shall have the right to fly over and land in Portuguese East Africa (including the territorial waters adjacent thereto) on regular air lines between British territories in East and South Africa. They also agree that British aircraft belonging to such a company or companies shall have the right to fly over and land in Portuguese East Africa on regular air lines between Salisbury and Beira, Beira and Blantyre, and Blantyre and Salisbury.

(3) His Majesty's Government in the United Kingdom also agree that Portuguese aircraft belonging to a Portuguese air transport company or companies designated by the Portuguese Government shall have the right to fly across the Gambia on a regular air line between Portuguese Guinea and Senegal.

(4) The Portuguese Government agree that British aircraft belonging to a British air transport company or companies designated by His Majesty's Government in the United Kingdom shall similarly have the right to fly on a regular air line crossing Portuguese Guinea.

(5) Each Government undertakes to notify the other Government of the date of the commencement of the operation of these air lines and of the aerodromes and landing places which it is proposed to utilise.

(6) The operation of the said air lines shall be governed by the provisions of the Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation of the 13th October, 1919, and by the laws and regulations in force in the territories flown over, such laws and regulations not being inconsistent with this agreement or the said Convention of 1919.

(7) It is understood that the concessions provided in this agreement are not exclusive concessions. Both Governments retain full right to authorise the establishment of other air services in the African territories mentioned in the Agreement.

(8) The present arrangement shall remain in force for a period of five years and shall thereafter be terminable on one year's notice given by either Government to the other.

2. If the Portuguese Government are agreeable to the conclusion of an agreement in the foregoing terms, I have the honour to suggest that the present note and your Excellency's reply in similar terms be regarded

as constituting a formal agreement between the two Governments in this matter, and that the agreement be regarded as taking effect this day.

I avail, &c.
Charles Wingfield.

No. 2.

Dr. Armindo Monteiro to Sir C. Wingfield.

Ministério dos Negócios Estrangeiros,
Lisboa, 24 de Outubro de 1935.

Senhor Embaixador,

Em resposta à Nota que V. Exª. se serviu dirigir-me em date de hoje, tenho a honra de comunicar a V. Exª que o Govêrno Português, no intuito de estabelecer reciprocas facilidades para a exploração de serviços aéreos sobre determinados territorios britânicos e portugueses em Africa, está igualmente disposto a celebrar com o Govêrno de Sua Majestade Britânica no Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte um acôrdo nos termos seguintes:

(1) O Govêrno de Sua Majestade no Reino Unido concorda em que aeronaves portuguesas pertencentes a uma companhia ou companhias portuguesas de transporte aéreo, designadas pelo Govêrno Português, tenham o direito de sobrevoar e de aterrar na Rodesia do Norte, numa carreira aérea regular entre Moçambique e Angola.

(2) O Govêrno Português concorda em que aeronaves britânicas pertencentes a uma companhia ou companhias britânicas de transporte aéreo, designadas pelo Govêrno de Sua Majestade no Reino Unido, tenham o direito de sobrevoar e de aterrar na Africa Oriental Portuguesa (incluindo as águas territoriais adjacentes), em carreiras aéreas regulares entre territórios britânicos na Africa Oriental e na Africa do Sul. O Govêrno Português concorda tambem em que aeronaves britânicas pertencentes a tal ou tais companhias tenham o direito de sobrevoar e de aterrar na Africa Oriental Portuguesa em carreiras aéreas regulares entre Salisbury e Beira, entre Beira e Blantyre e entre Blantyre e Salisbury.

(3) O Govêrno de Sua Majestade no Reino Unido concorda igualmente em que aeronaves portuguesas pertencentes a uma companhia ou companhias portuguesas de transporte aéreo, designadas pelo Govêrno Português, tenham o direito de voar atravez da Gambia, numa carreira regular aérea entre a Guiné Portuguesa e o Senegal.

(4) O Govêrno Português concorda em que aeronaves britânicas pertencentes a uma companhia ou companhias britânicas de transporte aéreo, designadas pelo Govêrno de Sua Majestade no Reino Unido, tenham igualmente o direito de voar numa carreira aérea regular que atravesse a Guiné Portuguesa.

(5) Cada Govêrno compromete-se a notificar o outro Govêrno da data do inicio da exploração destas carreiras aéreas e dos aerodromos e terrenos de aterragem que pretende utilisar.

(6) A exploração das referidas carreiras aéreas será regulada pelas disposições da Convenção relativa à Regulamentação de Navegação Aérea de 13 de Outubro de 1919, e pelas leis e regulamentos em vigôr nos territórios sobrevoados, quando tais leis e regulamentos não sejam contrários a este Acôrdo ou à referida Convenção de 1919.

(7) Fica entendido que as concessões previstas neste Acôrdo não teem caracter exclusivo. Ambos os Govêrnos reservam o pleno direito de autorizarem o estabelecimento de outras carreiras aéreas nos territórios africanos mencionados no Acôrdo.

(8) O presente Acôrdo vigorará pelo prazo de cinco anos e poderá, a partir de então, ser denunciado mediante aviso prévio de um ano, feito por qualquer dos Govêrnos ao outro.

2. Em conformidade com a proposta de V. Exª., que tenho a honra de aceitar, a Nota de V. Exª. datada de hoje e esta resposta, redigida em termos semelhantes, constituirão o Acôrdo formal dos dois Govêrnos o qual se considera como entrando em vigôr nesta data.

Aproveito, &c.

Armindo Monteiro.

71.

GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

Accord concernant l'admission en franchise des combustibles et lubrifiants destinés au trafic aérien international; conclu par un Echange de Notes signées à Londres, le 30 décembre 1935.

Treaty Series, No. 3 (1936).

No. 1.

Mr. Anthony Eden to Jonkheer R. de Marees van Swinderen.

Foreign Office, London, December 30, 1935.

Sir,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are desirous of concluding with the Netherlands Government a provisional agreement for the reciprocal exemption of aircraft from the payment of customs and other duties on fuel and lubricants and propose that it should consist of the following provisions:

1. The Government of the United Kingdom will accord in the United Kingdom to all aircraft registered in the Netherlands the following facilities:

(i) On the arrival of the aircraft in the United Kingdom the fuel and the lubricants contained in the tanks installed in the air-

craft shall be admitted free of customs or other duties, it being understood, however, that no quantity of such fuel or lubricants may be removed from the aircraft without paying duty.

(ii) On the departure of the aircraft from a customs aerodrome in the United Kingdom for a destination abroad, the fuel and lubricants intended for use on the journey shall be delivered free of customs or other duties, it being understood, however, that in the event of the aircraft landing again before leaving the United Kingdom, the grant of exemption may be subject to certain prescribed conditions.

(iii) The exemption contemplated under sub-paragraph (ii) may be accorded in the form of a restitution of duties paid.

(iv) A customs aerodrome is an aerodrome open to the public at which a customs service is in regular operation.

2. The Government of the Netherlands will reciprocally accord in the Netherlands to all aircraft registered in the United Kingdom facilities equivalent to those indicated above.

3. The Government of the United Kingdom may, at any time, by means of a notification to the Netherlands Government through the diplomatic channel extend the present agreement to any British colony, overseas territory, protectorate, or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, and on such notification being received:

(a) Aircraft registered in the territory or territories named in the notification shall, in the Netherlands and in any other territory to which the agreement shall have been or shall thereafter be extended under paragraph 4 below, be entitled to the same benefits as are provided for in paragraph 2 of this agreement in respect of United Kingdom aircraft in the Netherlands; and

(b) Aircraft registered in the Netherlands, or in any territory to which the present agreement shall have been or shall thereafter be extended in accordance with the provisions of paragraph 4 below, shall, in the territory or territories named in the notification, be entitled to the same benefits as are provided for in paragraph 1 of this agreement in respect of Netherlands aircraft in the United Kingdom.

4. Similarly, the Government of the Netherlands may at any time, by means of a notification to the Government of the United Kingdom, extend the present agreement to any overseas territory of the Kingdom of the Netherlands and on the receipt of such notification:

(a) Aircraft registered in the territory or territories mentioned in the notification shall, in the United Kingdom, and in any territory to which the agreement shall have been or shall thereafter be extended under paragraph 3 above, be entitled to the same benefits as are provided for in paragraph 1 of this agreement in respect of Netherlands aircraft in the United Kingdom; and

(b) Aircraft registered in the United Kingdom or in any territory to which the present agreement shall have been or shall thereafter be extended in accordance with paragraph 3 shall, in the territory or territories mentioned in the notification, be entitled to the same privileges as are provided for in paragraph 2 of this agreement in respect of United Kingdom aircraft in the Netherlands.

5. Any extension of the present agreement, by notification under paragraph 3 or 4 above, may be separately terminated by either Government by means of a notice given to the other Government of their desire to terminate such extension. Any such notice shall take effect three months after the date on which it is given.

6. The present agreement shall come into force immediately and shall remain in force until three months after the date on which either Government shall have given to the other notice of the termination of the agreement.

7. I have the honour to propose that the present note and your reply in similar terms be regarded as constituting a formal agreement on this matter between the two Governments.

I have, &c.

Anthony Eden.

No. 2.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen to Mr. Anthony Eden.

Netherlands Legation, London,
December 30, 1935.

Sir,

I have the honour to acknowledge your note of to-day's date stating that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are desirous of concluding with the Netherlands Government a provisional agreement for the reciprocal exemption of aircraft from the payment of customs and other duties on fuel and lubricants, and in the following terms:

[suit le texte des Nos. 1 à 6 de la Note précédente]

7. I am authorised to state that the Netherlands Government accept the above proposals and agree that the present note and your note of to-day's date shall be regarded as constituting a formal agreement between the two Governments.

I have, &c.

R. de Marees van Swinderen.

72.

PRUSSE, SCHAUMBOURG-LIPPE.

Accord concernant un échange de territoires entre les deux pays; signé à Buckebourg, le 13 février 1928, suivi d'un Accord additionnel signé à Minden et à Buckebourg, le 1er février 1934.*)

Reichsgesetzblatt 1934. II, No. 55.

73.

ALLEMAGNE, ESTONIE.

Accord concernant le commerce des marchandises; signé à Berlin, le 4 janvier 1935.**)

Reichsgesetzblatt 1935. II, No. 3.

Deutsch-estnisches Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr vom 4. Januar 1935.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Deutschen und der Estnischen Regierung haben über den gegenseitigen Warenverkehr folgendes Abkommen getroffen:

Artikel 1.

Die Deutsche und die Estnische Regierung sind, geleitet von dem Bestreben, den beiderseitigen Warenaustausch nach Möglichkeit zu fördern, übereingekommen, in Fällen besonderer Schwierigkeiten miteinander in Verhandlungen zu treten, um in gegenseitiger Verständigung eine befriedigende Lösung zu suchen.

Artikel 2.

Die Estnische Regierung, die zur Zeit nicht in der Lage ist, ihre Devisenkontrolle aufzuheben, wird dafür sorgen, dass in der Durchführung dieser Devisenkontrolle jegliche unterschiedliche Behandlung der deutschen Wareneinfuhr unterbleibt.

Artikel 3.

Von den in der Anlage A***) bezeichneten estnischen Erzeugnissen sollen bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet keine höheren als die in der Anlage bezeichneten Eingangszölle erhoben werden.

---

*) Entrée en vigueur le 28 novembre 1934.
**) Mis en vigueur, à titre provisoire, le 14 janvier 1935.
***) Non reproduite.

Von den in der Anlage B *) bezeichneten deutschen Boden- und Gewerbeerzeugnissen sollen bei der Einfuhr in das estnische Zollgebiet keine höheren als die in der Anlage bezeichneten Eingangszölle erhoben werden.

Artikel 4.

Das Abkommen bleibt bis zum 31. Dezember 1935 in Geltung, jedoch nicht länger als der deutsch-estnische Handels- und Schiffahrtsvertrag vom 7. Dezember 1928. **) Das Abkommen gilt jeweils um ein weiteres Jahr verlängert, sofern es nicht von einem der beiden vertragschliessenden Teile spätestens bis zum 1. Dezember des laufenden Jahres gekündigt ist. Läuft das Abkommen über den 31. Dezember 1935 hinaus weiter, so kann es künftig mit dreimonatlicher Frist zum Ende eines jeden Vierteljahres gekündigt werden.

Artikel 5.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Es tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft, der in Tallinn erfolgen soll.

Die beiden Regierungen sind sich indes darüber einig, dass dieses Abkommen vom 14. Januar 1935 ab vorläufig angewendet werden soll.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und estnischer Sprache zu Berlin am 4. Januar 1935.

Dr. H. R. Hemmen.
Fr. Akel.

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen der Deutschen und der Estnischen Regierung geschlossenen Abkommens ist folgendes vereinbart:

I.

Zur Anlage A zu Artikel 3.

Zu den Nummern aus: 115, 625, 639:

Die Abfertigung der unter diese Nummern fallenden Waren zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets zu den Vertragszollsätzen ist nur zulässig entweder bei höchstens zwei im Einvernehmen beider Regierungen zu bestimmenden Zollstellen oder, ohne Beschränkung auf bestimmte Zollstellen, wenn Kontingentsbescheinigungen vorgelegt werden, die von einer deutschen Zollstelle ausgestellt oder bestätigt sind. Im Falle der Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen ist die Deutsche Regierung damit einverstanden, dass ziffernmässig zu bezeichnende Teilmengen von dem Zollkontingent abgezweigt und bei weiteren zu vereinbarenden deutschen Zollstellen abgefertigt werden, wobei beide Regierungen sich vorbehalten, erforderlichenfalls hinsichtlich der abgezweigten Teilmengen Änderungen zu vereinbaren.

---

*) Non reproduite.
) V. **N.R.G. 3. s. XXXI, p. 889.

Ferner sind auch bei Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen auf Verlangen der Estnischen Regierung Kontingentsbescheinigungen vorzulegen, aus denen sich ergibt, dass die Sendung auf das Kontingent angerechnet werden soll.

Die Estnische Regierung wird der Deutschen Regierung mitteilen, welche Regelung sie wählt.

Die beiden Regierungen werden sich über die deutschen Zollstellen sowie über die estnischen Stellen, die Kontingentsbescheinigungen erteilen, und über das zu beachtende Verfahren verständigen.

II.

Zur Durchführung des am heutigen Tage abgeschlossenen Abkommens wird jede Regierung einen Regierungsausschuss einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung des heute unterzeichneten Abkommens zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen bis Ende Januar 1935 Mitteilung machen.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und estnischer Sprache zu Berlin am 4. Januar 1935.

Dr. H. R. Hemmen.
Fr. Akel.

74.

ALLEMAGNE, FINLANDE.

Traité de commerce; signé à Berlin, le 24 mars 1934.*)

Reichsgesetzblatt 1934. II, No. 17, 24.

Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland vom 24. März 1934.

Der Deutsche Reichspräsident und der Präsident der Republik Finnland, von dem Wunsche geleitet, die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Ländern zu sichern und zu fördern, sind übereingekommen, einen Handelsvertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke als ihre Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:
den Botschaftsrat Dr. Hans R. Hemmen,
der Präsident der Republik Finnland:
die Herren Dr. Franz Mikael Pitkäniemi, Freiherr Ernst Fabian Wrede, Rechtsanwalt Lauri Luoma,

---

*) Mis en exécution provisoire le 1er avril 1934. — L'échange des ratifications a eu lieu à Helsingfors, le 16 mai 1934. V. Reichsgesetzblatt 1934. II, p. 281.

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils geniessen im Gebiet des anderen Teils in bezug auf Handel und Gewerbe die gleichen Vorrechte, Befreiungen und Vergünstigungen aller Art wie die Staatsangehörigen der meistbegünstigten Nation.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils können, in gleicher Weise wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation und vorausgesetzt, dass sie die Landesgesetze beobachten, das Gebiet des anderen Teils frei betreten, darin reisen, sich aufhalten und niederlassen sowie dieses Gebiet jederzeit frei verlassen. Sie werden dabei keinen anderen oder lästigeren allgemeinen oder örtlichen Beschränkungen oder Auflagen irgendwelcher Art unterworfen sein als denjenigen, denen die Angehörigen der meistbegünstigten Nation unterworfen sind oder unterworfen sein werden. Sie haben ferner wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation volle Freiheit, in den von den Landesgesetzen bestimmten Grenzen in dem Gebiete des anderen Teils jede Art von Handel, Gewerbe oder Beruf auszuüben.

Die Staatsangehörigen jedes vertragschliessenden Teils sollen im Gebiet des anderen Teils in der gleichen Weise und unter denselben Bedingungen wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation berechtigt sein, jede Art von beweglichem oder unbeweglichem Vermögen zu erwerben, zu besitzen und zu übertragen.

Artikel 2.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils geniessen im Gebiete des anderen Teils sowohl für ihre Person wie für ihre Güter, Rechte und Interessen in bezug auf Abgaben (Steuern und Zölle), Gebühren, sofern sie steuerähnlich sind, und andere ähnliche Lasten in jeder Beziehung die gleiche Behandlung und den gleichen Schutz bei den Finanzbehörden und Finanzgerichten wie die Inländer und die Staatsangehörigen der meistbegünstigten Nation.

Artikel 3.

Juristische Personen, insbesondere Aktiengesellschaften sowie andere Handelsgesellschaften einschliesslich der Industrie-, Finanz-, Verkehrs-, Transport- und Versicherungsgesellschaften, die im Gebiet eines vertragschliessenden Teils ihren Sitz haben und dort zu Recht bestehen, werden auch im Gebiete des anderen Teils als zu Recht bestehend anerkannt. Sie können in diesem Gebiete nach Massgabe der geltenden gesetzlichen Bestimmungen und Beschränkungen ihre Tätigkeit und alle anderen Rechte ausüben.

Die im Absatz 1 genannten juristischen Personen und Gesellschaften geniessen hinsichtlich der Voraussetzungen ihrer Zulassung und der

Ausübung ihrer Tätigkeit im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teils die gleichen Rechte, die gleichartigen juristischen Personen und Gesellschaften des in dieser Beziehung meistbegünstigten Landes zustehen oder zustehen werden.

Auf diese juristischen Personen und Gesellschaften finden die Bestimmungen steuerlicher Art des Artikels 2 entsprechend Anwendung.

Artikel 4.

Die Staatsangehörigen jedes der vertragschliessenden Teile sind in dem Gebiete des anderen Teils von jedem Militär- und Zivildienst sowie von jedem öffentlichen Zwangsdienst befreit; weiterhin von allen militärischen Requisitionen oder Leistungen, insofern diese Verpflichtungen ihnen nicht in ihrer Eigenschaft als Eigentümer oder Besitzer von Grundstücken auferlegt werden. Im letzteren Falle werden sie wie die Inländer oder die Angehörigen der meistbegünstigten Nation behandelt.

Im Falle von Enteignungen aus Gründen des öffentlichen Nutzens ist den davon Betroffenen eine angemessene Entschädigung zu gewähren.

Die Staatsangehörigen jedes der vertragschliessenden Teile, mit Einschluss der im Artikel 3 bezeichneten juristischen Personen und Gesellschaften, sind in dem Gebiete des anderen Teils von Zwangsanleihen befreit.

Artikel 5.

Für den Fall, dass einer der vertragschliessenden Teile genötigt sein sollte, die Ein- oder Ausfuhr von Waren zu verbieten oder zu beschränken, verpflichtet er sich, die Interessen des anderen Teils in angemessener Weise zu berücksichtigen.

Insbesondere werden die beiden vertragschliessenden Teile die Zugeständnisse, die sie sich in diesem Vertrage gemacht haben, nicht durch Ein- oder Ausfuhrverbote oder -beschränkungen oder deren Handhabung entwerten.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig die Freiheit der Durchfuhr durch ihr Gebiet und verpflichten sich, die Bestimmungen des am 20. April 1921 in Barcelona abgeschlossenen Übereinkommens und Statuts über die Freiheit des Durchgangsverkehrs *) anzuwenden.

Artikel 7.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse des einen vertragschliessenden Teils werden bei der Einfuhr in das Gebiet des andern Teils sowie bei der Ausfuhr aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen Teils in Ansehung des Betrags, der Erhebung und Sicherstellung von Zöllen und Abgaben sowie in Ansehung aller Zollförmlichkeiten nach dem Grundsatz der Meistbegünstigung behandelt. Demnach wird jede Vergünstigung, die in dieser Hinsicht einer der vertragschliessenden Teile

*) V. **N.R.G.** 3. s. XVIII, p. 690.

einem dritten Lande gewährt, unverzüglich und ohne Gegenleistung auch dem anderen Vertragschliessenden zufallen.

Artikel 8.

Soweit die Bestimmungen dieses Vertrages die gegenseitige Gewährung der Meistbegünstigung betreffen, sind sie nicht anwendbar

a) auf die von einem der vertragschliessenden Teile angrenzenden Staaten gegenwärtig oder künftig gewährten besonderen Begünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs in einer Ausdehnung von in der Regel nicht mehr als 15 km beiderseits der Grenze,

b) auf die von einem der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig auf Grund einer Zollvereinigung eingegangenen Verpflichtungen,

c) auf Begünstigungen, die einer der vertragschliessenden Teile in Verträgen zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere zur Vermeidung einer Doppelbesteuerung, auf dem Gebiete der direkten Steuern und der Abgaben von Todes wegen sowie in Verträgen über die Gewährung von Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen oder Steuerstrafsachen einem anderen Staate zugesteht,

d) auf alle Zollbegünstigungen oder sonstigen Erleichterungen, die Finnland Estland gewährt hat oder gewähren wird, solange diese Begünstigungen und Erleichterungen nicht einem dritten Lande zugestanden werden.

Artikel 9.

Die in dem beiliegenden Tarif A *) bezeichneten finnischen Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet zu den durch diesen Tarif festgestellten Bedingungen zugelassen.

Die in dem beiliegenden Tarif B *) bezeichneten deutschen Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr in Finnland zu den durch diesen Tarif festgestellten Bedingungen zugelassen.

Artikel 10.

Deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die durch das Gebiet anderer Länder nach Finnland eingeführt werden, und finnische Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die durch das Gebiet anderer Länder nach Deutschland eingeführt werden, sowie Boden- und Gewerbeerzeugnisse anderer Länder, die durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile nach dem Gebiete des anderen Teils eingeführt werden, dürfen bei ihrer Einfuhr keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben unterliegen, als wenn sie aus dem Ursprungsland unmittelbar oder durch irgendein anderes Land eingeführt worden wären.

---

*) Pas reproduit.

Diese Bestimmung gilt sowohl für die unmittelbar durchgeführten wie für die Waren, die während der Durchfuhr umgeladen, umgepackt oder gelagert worden sind.

Artikel 11.

Innere Abgaben, die im Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Provinzen, Gemeinden oder Korporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung, der Beförderung oder dem Verbrauch eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen werden, dürfen Erzeugnisse des anderen Teiles unter keinem Vorwand höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Keiner der beiden vertragschliessenden Teile wird Gegenstände, die im eigenen Gebiete nicht erzeugt werden, und die in denTarifanlagen zu Artikel 9 dieses Vertrags genannt sind, unter dem Vorwand der inneren Besteuerung mit neuen oder erhöhten Abgaben bei der Einfuhr belegen.

Artikel 12.

Jeder der vertragschliessenden Staaten wird Behörden bezeichnen, die befugt und verpflichtet sind, auf Verlangen verbindliche Auskunft über Zolltarifsätze und die Tarifierung bestimmt bezeichneter Waren zu geben.

Artikel 13.

Die Ausweiskarten für deutsche Handelsreisende in Finnland und für finnische Handelsreisende in Deutschland müssen dem Muster entsprechen, das in dem am 3. November 1923 in Genf unterzeichneten internationalen Abkommen zur Vereinfachung der Zollförmlichkeiten aufgestellt tist. Ein konsularischer oder anderer Vermerk wird nicht gefordert.

Auf Warenproben und Muster werden die vertragschliessenden Teile die Bestimmungen anwenden, die in dem im ersten Absatz genannten Abkommen enthalten sind. Die Wiederausfuhrfrist wird auf mindestens sechs Monate festgesetzt.

Artikel 14.

Bei der Einfuhr von Erzeugnissen des einen vertragschliessenden Teils in das Gebiet des anderen wird im allgemeinen die Vorlage von Ursprungszeugnissen nicht gefordert.

Wenn jedoch einer der vertragschliessenden Teile Erzeugnisse eines dritten Landes mit höheren Abgaben als die Erzeugnisse des anderen Teils belegt oder wenn er die Erzeugnisse eines dritten Landes Einfuhrverboten oder -beschränkungen unterwirft, denen die Erzeugnisse des anderen Teils nicht unterliegen, so kann er, wenn erforderlich, die Anwendung der ermässigten Abgaben für die Erzeugnisse des anderen Teils oder deren Zulassung zur Einfuhr von der Beibringung von Ursprungszeugnissen abhängig machen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, dafür zu sorgen,

dass der Handel nicht durch überflüssige Förmlichkeiten bei der Ausstellung von Ursprungszeugnissen behindert wird.

Die genannten Ursprungszeugnisse können von der Zollbehörde des Versandorts im Innern oder an der Grenze oder von der zuständigen Industrie- oder Handelskammer ausgestellt werden. Die beiden Regierungen können Vereinbarungen treffen, um noch auf andere als die oben bezeichneten Stellen oder auch auf wirtschaftliche Vereinigungen eines der beiden Länder die Befugnis zur Ausstellung von Ursprungszeugnissen zu übertragen, die von den Zollbehörden des anderen Landes anzunehmen sind. Falls die Zeugnisse nicht von einer dazu ermächtigten Staatsbehörde ausgestellt sind, kann die Regierung des Bestimmungslandes verlangen, dass sie von ihrer für den Versandort der Waren zuständigen diplomatischen oder konsularischen Behörde beglaubigt werden.

Die Ursprungszeugnisse können sowohl in der Sprache des Bestimmungslandes als auch in der Sprache des Ausfuhrlandes abgefasst sein; im letzteren Falle können die Zollämter des Bestimmungslandes eine Übersetzung verlangen.

Wenn Erzeugnisse dritter Länder über das Gebiet des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils eingeführt werden, sollen die Zollbehörden des letztgenannten Teils auch die in dem Gebiet des erstgenannten Teils nach den Bestimmungen dieses Artikels ausgestellten Ursprungszeugnisse annehmen.

Artikel 15.

Wenn einer der vertragschliessenden Teile die Einfuhr, das Feilhalten oder den Verkauf von Waren davon abhängig machen sollte, dass die Waren mit einer Ursprungsbezeichnung versehen sind, so wird er für die Erzeugnisse des anderen Teils von solchen Vorschriften absehen, die nur unter Aufwendung von Kosten und Mitteln durchführbar sind, die zu dem Wert der Ware in einem unangemessenen Verhältnis stehen, oder die nicht durchführbar sind, ohne dass das Ansehen oder der Gebrauchswert der Ware beeinträchtigt wird. Ferner wird er, soweit er nicht ausnahmsweise für bestimmte Waren besondere Mitteilung macht, Bezeichnungen zulassen, die für die Bezeichnung des Ursprungs der Waren des anderen Teils im internationalen Warenverkehr allgemein gebräuchlich sind.

Artikel 16.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, Verträge über die Beseitigung von Doppelbesteuerungen und die Gewährung von Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen abzuschliessen und Entwürfe zu diesen Verträgen spätestens bis zum Ablauf von sechs Monaten nach Zeichnung dieses Vertrages auszutauschen.

Artikel 17.

Das Übereinkommen zwischen dem Deutschen Reich und Finnland

vom 21. April 1922 *) bleibt unberührt, soweit sich nicht aus den Bestimmungen dieses Vertrages etwas anderes ergibt.

Artikel 18.

Dieser Vertrag wird ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Helsinki stattfinden, sobald die durch die Gesetzgebung beider Länder vorgeschriebenen Förmlichkeiten erfüllt sind.

Der Vertrag wird am Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Die beiden Regierungen sind sich darüber einig, dass dieser Vertrag schon ab 1. April 1934 vorläufig angewendet werden soll.

Der Vertrag bleibt bis zum 31. Dezember 1934 in Geltung, sofern er nicht zum 1. Oktober 1934 mit sechswöchiger Frist von einem der beiden Teile gekündigt wird. Der Vertrag gilt jeweils um ein weiteres Jahr verlängert, sofern sich beide vertragschliessende Teile bis spätestens 1. Dezember eines jeden Jahres darüber verständigt haben.

Läuft der Vertrag über den 31. Dezember 1934 hinaus weiter, so kann er künftig mit dreimonatlicher Frist zum Ende eines jeden Kalendervierteljahres gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den Vertag unterzeichnet und hierunter ihre Siegel gesetzt.

Berlin, den 24. März 1934.

Dr. Hans R. Hemmen.
F. M. Pitkäniemi.
E. F. Wrede.
Lauri Luoma.

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland geschlossenen Vertrages haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende Vorbehalte und Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Bestandteil des Vertrages bilden.

I.

Zu Artikel 1 Abs. 2.

Unberührt bleiben die passrechtlichen Bestimmungen sowie die Bestimmungen, welche die Aufnahme von Arbeit durch Ausländer in jedem der beiden vertragschliessenden Länder an besondere Voraussetzungen knüpfen.

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass das Recht eines jeden der beiden vertragschliessenden Teile, Angehörigen des anderen Teils entweder infolge gerichtlicher Verfügung oder aus Gründen der inneren und äusseren Sicherheit des Staates oder auch aus polizeilichen

*) V. N.R.G. 3. s. XVI, p. 608.

Gründen, insbesondere aus Gründen der Armen-, Gesundheits- und Sittenpolizei, den Aufenthalt im einzelnen Falle zu versagen, durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages nicht beeinträchtigt wird. Die Ausweisung darf aber in einem solchen Falle nicht lediglich aus Gründen allgemeiner Wohnungsnot oder Arbeitslosigkeit erfolgen.

Zu Artikel 3.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Artikels 3 auf Genossenschaften sowie auf Verbände mit wirtschaftlichem Zweck Anwendung finden.

Zu Artikel 6.

Der von der Finnischen Regierung bei der Unterzeichnung des dem Barcelona-Übereinkommen angeschlossenen Zusatzprotokolls über die für den internationalen Verkehr wichtigen Wasserstrassen gemachte Vorbehalt bleibt aufrechterhalten.

Zu Artikel 8.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die in dem vorstehenden Vertrag vereinbarte Meistbegünstigung keine Anwendung findet auf Vergünstigungen, die Finnland der Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken für die Fischerei und Seehundjagd im nördlichen Eismeer eingeräumt hat oder künftig einräumen wird.

Die Deutsche Regierung verzichtet ferner darauf, die Deutschland auf Grund der Meistbegünstigung aus dem finnisch-englischen Handelsabkommen vom 19. September 1933 zustehenden Vertragszollsätze:

a) von 13, 15 und 10,80 finnischen Mark der Tnr. aus 241 b,

b) von 31, 35 und 25 finnischen Mark der Tnr. aus 244 b

und die Zollbehandlung nach den in demselben Abkommen vereinbarten Anmerkungen zu den Tnrn. 273, 274, 275 und 276 in Anspruch zu nehmen.

Die Deutsche Regierung ist damit einverstanden, dass Finnland bei Kleie deutschen Ursprungs seine autonomen Bestimmungen in bezug auf Aschengehalt und Färbung der Ware anwendet. Hinsichtlich der Zollsätze für Kleie geniesst Deutschland die volle Meistbegünstigung.

Die Finnische Regierung verzichtet ihrerseits darauf, die Finnland auf Grund der Meistbegünstigung aus dem Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Österreich vom 12. April 1930 sowie aus den Handelsabkommen zwischen Deutschland und Frankreich vom 17. August 1927 zustehenden Vertragszollsätze für diejenigen Waren in Anspruch zu nehmen, für die in Tarif A unter Nrn. aus 112, 426 und aus 432 Vertragszollsätze festgesetzt sind.

Die Finnische Regierung verzichtet ferner auf ihre Rechte aus der Meistbegünstigung hinsichtlich bestehender und künftiger Tarifvereinbarungen Deutschlands mit dritten Ländern über

aus Nr. 193 Rückstände, feste, von der Herstellung von Leinöl, in Form von Kuchen (Ölkuchen),

Nr. 372 Eiweiss und Eiweisstoffe, tierische und pflanzliche, nicht unter andere Nummern des Zolltarifs fallend,

aus Nr. 657 Bildpostkarten.

Zu Artikel 11.

Zu den in Artikel 11 genannten inneren Abgaben gehört auch die Umsatzsteuer.

Zu Artikel 13.

Die Abgabe, die in Finnland von deutschen Handelsreisenden für die Ausübung ihrer Tätigkeit erhoben wird, soll für ein ganzes Jahr nicht mehr als 3000 finnische Mark betragen. Die Abgabe für drei Wochen soll den Betrag von 500 finnische Mark nicht übersteigen.

Zu Artikel 14.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Zollbehörden berechtigt sind, die Richtigkeit der Ursprungszeugnisse nachzuprüfen.

Die finnische Gebühr für die Beglaubigung der Ursprungszeugnisse beträgt nicht mehr als 10 finnische Mark. Im Deutschen Reiche wird keine höhere Gebühr erhoben.

Zu Artikel 18.

Die im Tarif B für deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse festgesetzten Zollsätze und die Deutschland auf Grund der Meistbegünstigung zustehenden finnischen Vertragszollsätze bleiben bis zum Inkrafttreten dieses Vertrages von der Anwendung ausgeschlossen, soweit sie unter der Grenze liegen, bis zu der die Finnische Regierung die Möglichkeit hat, die Zölle der betreffenden Tarifnummern herabzusetzen. Dementsprechend werden die Abreden für finnische Boden- und Gewerbeerzeugnisse in Tarif A zu den Nrn. aus 111 über Renntierfleisch, aus 560 und aus 640 über Dolchmesser, aus 628 über röhrenförmige Holzkörper, Speere und Speerschäfte und aus 655 B über Packpapier (sogenanntes Kraftpapier) erst vom Inkrafttreten dieses Vertrages ab angewendet.

Zu Tarif A.

Zu Nrn. aus: 72, 651 A, 655 B:

Die Abfertigung der unter diese Nummern fallenden Waren zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets zu den Vertragszollsätzen ist nur zulässig entweder bei höchstens zwei im Einvernehmen beider Regierungen zu bestimmenden Zollstellen oder, ohne Beschränkung auf bestimmte Zollstellen, wenn Kontingentsbescheinigungen vorgelegt werden, die von einer deutschen Zollstelle ausgestellt oder bestätigt sind. Im Falle der Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen ist die Deutsche Regierung damit einverstanden, dass ziffernmässig zu bezeichnende Teilmengen von dem Zollkontingent abgezweigt und bei weiteren zu vereinbarenden deutschen Zollstellen abgefertigt werden, wobei beide Regierungen sich vorbehalten, erforderlichenfalls

hinsichtlich der abgezweigten Teilmengen Änderungen zu vereinbaren. Ferner sind auch bei Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen auf Verlangen der Finnischen Regierung Kontingentsbescheinigungen vorzulegen, aus denen sich ergibt, dass die Sendung auf das Kontingent angerechnet werden soll.

Die Finnische Regierung wird der Deutschen Regierung mitteilen, welche Regelung sie wählt.

Die beiden Regierungen werden sich über die deutschen Zollstellen sowie über die finnischen Stellen, die Kontingentsbescheinigungen erteilen, und über das zu beobachtende Verfahren verständigen.

Zu Nrn. aus 112, 426, aus 432:

Die zu diesen Nummern vereinbarten Zollsätze gelten so lange, als dritte Staaten niedrigere oder gleiche Zollsätze geniessen.

Zu aus Nr. 655 B, Packpapier (sog. Kraftpapier):

Der Vertragszollsatz gilt nur bis zum Inkrafttreten einer Vereinbarung Deutschlands über die Einfuhr von Kraftpapier mit einem dritten Lande, jedoch im Jahre 1934 mindestens so lange, bis die Einfuhr der zollbegünstigten Menge von 4000 dz erfolgt ist.

Zu Tarif B.

Zu Nrn. 241 b, 244 b:

Die zu diesen Nummern vereinbarten Zollsätze gelten so lange, als dritte Staaten niedrigere oder gleiche Zollsätze geniessen.

Zu Nrn. 862 und 941:

Für den Fall, dass weitere Erzeugnisse auf den Markt gebracht werden, die den in Nr. 862 genannten technischen Lösungsmitteln oder den in Nr. 941 genannten synthetischen Gerbstoffen wirtschaftlich analog sind, ist die Finnische Regierung bereit, mit der Deutschen Regierung über eine Ausdehnung der vereinbarten Zollsätze auf die neuen Erzeugnisse in Verhandlungen zu treten.

II.

Zur Durchführung des am heutigen Tage abgeschlossenen Handelsvertrags wird jede Regierung einen Regierungsausschuss einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung des heute unterzeichneten Vertrags zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen Mitteilung machen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Protokoll zu Berlin am 24. März 1934 unterzeichnet.

Dr. Hans R. Hemmen.
F. M. Pitkäniemi.
E. F. Wrede.
Lauri Luoma.

Zeichnungsprotokoll zu dem Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland vom 24. März 1934.

I.

Zu Tarif A.

Zu den Anmerkungen zu Nrn. aus 650, 651 A, 655 B:

Die hier vorgesehenen Zeugnisse werden von dem Keskuslaboratorio O. Y. (Centrallaboratorium A. B.) in Helsinki nach den anliegenden Mustern *) ausgestellt.

Die Finnische Regierung wird dem Reichsfinanzministerium in Berlin die Abbildung der Unterschriften der zur Unterzeichnung der Zeugnisse Berechtigten in fünf Stücken übersenden.

Zu Nr. 651 A, Anmerkungen:

Es besteht Einverständnis darüber, dass im ersten Vierteljahr 1934 von nachstehend bezeichneten Waren finnischen Ursprungs eingeführt worden sind:

Pappen aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), Stroh-, Schrenz- und Torfpappe und anderweit nicht genannte grobe Pappen, auch in der Masse gefärbt, mit einer Stärke von 3 mm oder mehr, sofern der Flächeninhalt des einzelnen Bogens mehr als 1 Geviertmeter beträgt:

aus zusammengeklebten Pappen hergestellt . . .	—
andere	11 161 dz,
Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) rein oder gemischt aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), auch in der Masse gefärbt	—
Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) lediglich aus mechanisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), oder mit einem Gehalt an chemisch bereitetem Holzstoff von 15 v. H. oder weniger, auch in der Masse gefärbt . . .	—

*) Pas reproduit.

Zu Nr. 655 B, Anmerkung:

Es besteht Einverständnis darüber, dass im ersten Vierteljahr 1934 kein Kraftpapier finnischen Ursprungs nach Deutschland eingeführt worden ist.

II.

Zum Schlussprotokoll zu Tarif A:

A. Zu Nrn. aus 651 A, 655 B:

Die Deutsche Regierung hat von der Mitteilung der Finnischen Regierung Kenntnis genommen, dass die unter diese Nummern fallenden Waren, für die im Rahmen bestimmter Mengen Vertragszollsätze vereinbart sind, ohne Beschränkung auf bestimmte Zollstellen bei Vorlegung von finnischen Kontingentsbescheinigungen, die von einer deutschen Zollstelle bestätigt sind, zu den Vertragszollsätzen zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets abgefertigt werden sollen.

Hierzu wird folgendes vereinbart:

1. Die Kontingentsbescheinigungen werden für diese Waren von der

   Suomen Puunjalostusteollisuuden Keskusliittoo

   (Finska Träförädlingsindustriernas Centralförbund)

   nach anliegendem Muster *) ausgestellt und vom Hauptzollamt Stettin Auslandsverkehr bestätigt. Die Kontingentsbescheinigungen sind mit Tinte oder Schreibmaschine auszustellen, die Mengen sind in Ziffern und Buchstaben anzugeben.

2. Die bezeichnete finnische Stelle übersendet dem Hauptzollamt Stettin Auslandsverkehr die ausgefüllten Kontingentsbescheinigungen in der Regel in eingeschriebenen Postsendungen zur Bestätigung. In den dem genannten Hauptzollamt übersandten Kontingentsbescheinigungen braucht die Bezeichnung der Firmen, die sie erhalten sollen, nicht enthalten zu sein. Es bleibt der Finnischen Regierung überlassen, die Verteilung der Kontingentsbescheinigungen an die Ausfuhrfirmen später vorzunehmen.

3. Das genannte Hauptzollamt versieht die Kontingentsbescheinigungen mit Prüfungsvermerk, Datum, Stempel und Unterschrift und sendet sie in gleicher Weise zurück, soweit sie nicht im Einzelfalle dem Ueberbringer auszuhändigen sind; dieser gilt als berechtigt zur Empfangnahme der bestätigten Kontingentsbescheinigung, wenn sie nicht von der finnischen, zur Ausstellung berechtigten Stelle dem Hauptzollamt im Postweg übersandt, sondern von dem Überbringer (Spediteur, Zolldeklarant) zur Bestätigung vorgelegt worden ist.

4. Die deutschen Zollstellen werden die Warensendungen zu Vertragszollsätzen nur bei Vorlegung der von dem Hauptzollamt

---

*) Pas reproduit.

Stettin Auslandsverkehr bestätigten Kontingentsbescheinigungen abfertigen. Sendungen, deren Kontingentsbescheinigungen beigefügt worden sind, die ausser in der Bezeichnung der Firma Rasuren oder textliche Änderungen aufweisen, sind von der vertragsmässigen Zollbehandlung ausgeschlossen. Wird nur ein Teil der Menge, über die die Kontingentsbescheinigung lautet, eingeführt, so schreibt die Zollstelle die Teilmenge auf der Kontingentsbescheinigung ab, gibt diese dem Einführenden zur Verwendung bei der Einfuhr der Restmenge zurück und vermerkt in dem Zollabfertigungspapier, dass die Kontingentsbescheinigung Nr. . . . . vorgelegen hat; dies gilt jedoch nur, soweit die Restmenge mindestens 1 Doppelzentner beträgt. Erledigte Kontingentsbescheinigungen verbleiben bei den Zollabfertigungspapieren.

5. Sollte die Finnische Regierung eine andere als die genannte Stelle mit der Erteilung der Kontingentsbescheinigungen beauftragen, so wird sie dies dem Reichsfinanzministerium in Berlin zur Erklärung des Einverständnisses rechtzeitig mitteilen. Sie wird ferner dem Reichsfinanzministerium in Berlin die Abbildung der Unterschriften der zur Unterzeichnung der Kontingentsbescheinigungen Berechtigten in fünf Stücken übersenden.

B. Zu Nr. aus 72:

Die Deutsche Regierung hat von der Mitteilung der Finnischen Regierung Kenntnis genommen, dass die zollfreie Abfertigung von Isländischem Moos der Nr. aus 72 im Rahmen des Zollkontingents bei je einer Zollstelle in Stettin und Lübeck erfolgen soll.

Berlin, den 24. März 1934.

Dr. Hans R. Hemmen.
F. M. Pitkäniemi.
E. F. Wrede.
Lauri Luoma.

75.

ALLEMAGNE, FINLANDE.

Accord additionnel au Traité de commerce signé le 24 mars 1934;*) conclu par un Echange de Notes signées à Berlin, le 15 août 1934.**)

Reichsgesetzblatt 1934. II, No. 42.

Auswärtiges Amt.

Berlin, den 15. August 1934.

Herr Gesandter!

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung mit nachstehender Ergänzung des am 24. März 1934 geschlossenen Handelsvertrags zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland einverstanden ist:

I.

Nach der Anmerkung zu aus Tarifnr. 72 in dem Tarif A des deutsch-finnischen Handelsvertrags vom 24. März 1934 gilt die Zollfreiheit für isländisches Moos (Renntierflechte) roh, nicht gemahlen, nur für eine Menge in einem Kalenderjahr, die 100 v. H. des Durchschnitts derjenigen Mengen entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik in den Jahren 1931, 1932 und 1933 aus Finnland in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden sind.

Es besteht Einverständnis, dass die durchschnittlich in den vorgenannten Jahren eingeführte Menge 54 000 Normalkisten betragen hat und dass dies das zollfreie, der zollamtlichen Abfertigung undAnschreibung zugrunde zu legende Jahres-Zollkontingent ist. Es besteht ferner Einverständnis, dass die für die Verpackung des isländischen Mooses zu verwendenden Kisten die Aussenmasse von 72 × 50 × 45 cm nicht überschreiten dürfen.

II.

Diese Vereinbarung soll ratifiziert werden; sie tritt am 10. Tage nach dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden, der in Berlin erfolgen soll, in Kraft. Die beiden Regierungen sind sich darüber einig, dass sie schon vom 24. August ab vorläufig angewendet werden soll.

Indem ich bitte, mir bestätigen zu wollen, dass die Finnische Regierung mit dieser Vereinbarung ebenfalls einverstanden ist, benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Hemmen.

An Seine Exzellenz den Finnischen Gesandten Herrn Aarna Wuorimaa, hier.

*) V. ci-dessus, No. 74.
**) Mis en application provisoire à partir du 24 août 1934.

Suomen Lähetystö
Finlands Beskickning.
Nr. 2325/34.

Berlin, den 15. August 1934.

Herr Botschaftsrat!

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das folgenden Wortlaut hat:

[suit le texte de la Note précédente.]

Ich habe die Ehre, Ihnen, Herr Botschaftsrat, die Zustimmung meiner Regierung zum Inhalt dieses Schreibens zu bestätigen und benutze auch diesen Anlass, um Ihnen den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Aarne Wuorimaa.

Herrn Botschaftsrat Dr. Hemmen, Auswärtiges Amt.

76.

ALLEMAGNE, FINLANDE.

Accord additionnel au Traité de commerce signé le 24 mars 1934;*) conclu par un Echange de Notes signées à Berlin, le 25 septembre 1934.**)

Reichsgesetzblatt 1934. II, No. 49.

Auswärtiges Amt.

Berlin, den 25. September 1934.

Herr Gesandter!

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung mit nachstehender Änderung der Tarifanlage A des am 24. März 1934 in Berlin geschlossenen Handelsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland einverstanden ist:

I.

Die in der Anerkennung zu Abs. 2 der Tarifnr. aus 651 A des deutsch-finnischen Handelsvertrages vom 24. März 1934 festgesetzte Menge für

Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) rein oder gemischt aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpf-

---

*) V. ci-dessus, No. 74.
**) Mis en application provisoire à partir du 1er octobre 1934.

tem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sog. Lederpappe), auch in der Masse gefärbt

wird von 5 v. H. auf 10 v. H. erhöht.

Ferner wird die in der Anmerkung zu Abs. 3 der Tarifnr. aus 651 A festgesetzte Menge für

Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) lediglich aus mechanisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogen. Lederpappe), oder mit einem Gehalt an chemisch bereitetem Holzstoff von 15 v. H. oder weniger, auch in der Masse gefärbt

von 75 v. H. auf 70 v. H. herabgesetzt.

II.

Diese Vereinbarung soll ratifiziert werden; sie tritt am 10. Tage nach dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft. Die beiden Regierungen sind sich darüber einig, dass sie schon vom 1. Oktober 1934 ab vorläufig angewendet werden soll.

Indem ich bitte, mir bestätigen zu wollen, dass die Finnische Regierung mit dieser Vereinbarung ebenfalls einverstanden ist, benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Hemmen.

An den Finnischen Gesandten, Herrn Aarne Wuorimaa.

Suomen Lähetystö
Finnlands Beskickning.

Berlin, den 25. September 1934.

Herr Botschaftsrat!

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das folgenden Wortlaut hat:

[suit le texte de la Note précédente.]

Ich habe die Ehre, Ihnen, Herr Botschaftsrat, die Zustimmung meiner Regierung zum Inhalt dieses Schreibens zu bestätigen und benutze auch diesen Anlass, um Ihnen den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Aarne Wuorimaa.

An Herrn Botschaftsrat Hemmen.

77.

ALLEMAGNE, FINLANDE.

Protocole afin de prolonger la durée du Traité de commerce conclu de 24 mars 1934 et des Accords additionnels des 15 août et 25 septembre 1934;*) signé à Berlin, le 22 décembre 1934.**)

Reichsgesetzblatt 1935. II, No. 1.

Die Deutsche und die Finnische Regierung sind über folgendes übereingekommen.

I.

Der zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland am 24. März 1934 abgeschlossene Handelsvertrag einschliesslich der mit Notenwechsel vom 15. August 1934 und vom 25. September 1934 vereinbarten Ergänzungen und Änderungen bleibt bis zum 31. Dezember 1935 in Kraft.

Der Vertrag kann mit dreimonatlicher Frist zum Ende eines jeden Kalendervierteljahres gekündigt werden.

Er gilt jeweils um ein Jahr verlängert, sofern die beiden vertragschliessenden Teile sich vor Ende des vorhergehenden darüber verständigt haben.

II.

Die beiden Regierungen sind darüber einig, dass das am 21. April 1922 abgeschlossene vorläufige Übereinkommen über gewisse Fragen des Handelsverkehrs ***) so lange in Kraft bleibt, als der Handelsvertrag vom 24. März 1934 in Geltung ist, und dass es im Falle der Kündigung des letzteren gleichzeitig mit diesem ausser Kraft tritt.

III.

In dem Tarif A des Handelsvertrags vom 24. März 1934 sind im Abs. 1 der Anmerkung zu der Tarifnummer aus 655 B Abs. 2 (Packpapier [sogenanntes Kraftpapier], naturfarbig usw.) der zweite und der dritte Satz zu streichen.

IV.

Die vertragschliessenden Teile werden rechtzeitig vor dem Beginn der Verkaufszeit für Isländisches Moos (Renntierflechte) im Jahre 1935 Verhandlungen aufnehmen mit dem Ziele der Sicherung einer sachgemässen Verteilung der Einfuhren auf die deutschen Importeure.

---

*) V. ci-dessus, No. 74, 75, 76.

**) Mis en vigueur, à titre provisoire, le 1er janvier 1935.

***) V. **N.R.G.** 3. s. XVI, p. 608.

V.

Dieses Protokoll soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll baldmöglichst in Helsinki erfolgen.

Die beiden Regierungen sind darüber einig, dass das Protokoll vom 1. Januar 1935 ab vorläufig angewendet wird.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und finnischer Sprache in Berlin, am 22. Dezember 1934.

Für die Deutsche Regierung:
B. W. von Bülow.

Für die Finnische Regierung:
Aarne Wuorimaa.

78.

AUTRICHE, ITALIE.

Convention concernant l'entretien des bornes de la frontière austro-italienne; signée à Vienne, le 22 février 1929.

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1929, Stück 39.

Der Bundespräsident der Republik Österreich und Seine Majestät der König von Italien haben, in der Absicht, die Instandhaltung der die Grenze zwischen den beiden Ländern bezeichnenden Steine zu regeln, beschlossen, ein entsprechendes Abkommen zu vereinbaren, und haben zu diesem Zwecke zu ihren bevollmächtigten Vertretern ernannt:

Der Bundespräsident der Republik Österreich:

Herrn Dr. Ignaz Seipel, Bundeskanzler;

Seine Majestät der König von Italien:

S. E. Commendatore Giacinto Auriti, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister S. M. des Königs von Italien in Wien,

Il Presidente Federale della Repubblica d'Austria e Sua Maestà il Re d'Italia nell'intento di regolare la manutenzione dei cippi che segnano il confine fra i due Paesi hanno deciso di stipulare una apposita Convenzione, ed hanno nominato a tale proposito loro plenipotenziari:

Il Presidente Federale della Repubblica d'Austria:

Monsignor dott. Ignazio Seipel, Cancelliere federale;

Sua Maestà il Re d'Italia:

S. E. il Commendatore Giacinto Auriti, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di S. M. il Re d'Italia a Vienna,

die nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes Abkommen geschlossen haben:

Artikel I.

Die Instandsetzung der beschädigten und die Wiedererrichtung der fehlenden Grenzzeichen obliegt im Grenzabschnitt Piz-Lat bis Helm-Monte Elmo dem Königreich Italien, im Abschnitt Helm-Monte Elmo bis Ofen-M. Forno (Peč) der Republik Österreich.

Artikel II.

Die Kosten für diese Arbeiten werden zwischen den beiden Staaten zur Hälfte aufgeteilt, ausgenommen den Fall, dass die Beschädigung oder Entfernung eines Grenzzeichens auf das Verschulden von Übeltätern zurückzuführen ist, die auf der Tat ertappt werden oder deren Identität einwandfrei festgestellt ist.

In diesem Falle belasten die Auslagen zur Gänze jenen Staat, dessen Staatsangehörige die Grenzzeichen beschädigt haben und denen gegenüber der betreffende Staat seine Ersatzansprüche geltend machen kann.

Gehört der Beschädiger einem dritten Staate an, so werden die Kosten der Wiederherstellung, unbeschadet der den beiden vertragschliessenden Staaten gegen den Beschädiger zustehenden Ersatzansprüche, von ihnen je zur Hälfte getragen.

Artikel III.

Jeder Staat, dem vorgefallene Beschädigungen bekannt geworden sind, macht dem Nachbarstaate (Ministerium des Äusseren) hievon so-

i quali dopo essersi communicati i loro pieni poteri trovati in buona e dovuta forma, hanno concordato la Convenzione che segue:

Articolo 1º.

La riparazione dei segnali di confine danneggiati e la ricostruzione dei mancanti incombono nel tratto di confine da Piz-Lat a Helm-Monte Elmo al Regno d'Italia; nel tratto Helm-Monte Elmo fino a Ofen-M. Forno (Peč) alla Repubblica d'Austria.

Articolo 2º.

Le spese di questi lavori vengono suddivise a metà fra i due Stati, eccettuato il caso, ove il dannegiamento o la rimozione di un segnale di confine debbasi far risalire a colpa di malintenzionati, i quali siano colti in flagrante o la cui identità sia ineccepibilmente stabilita.

In questo caso le spese vanno totalmente a carico di quello Stato, i cui sudditi abbiano danneggiato i segnali di confine e verso i quali lo Stato suddetto può far valere i propri diritti di rifusione.

Se il danneggiatore appartiene ad un terzo Stato, le spese di restauro sono sostenute, senza pregiudizio del diritto spettante ad ambedue gli Stati contraenti di ricuperarle a carico del danneggiatore, dai suddetti Stati in parti uguali.

Articolo 3º.

Ciascuno Stato a cognizione del quale siano giunti gli avvenuti danneggiamenti, immediatamente ne dà partecipazione allo Stato vicino

fort Mitteilung und verständigt ihn, wenn es sich um eine Beschädigung im Abschnitte des eigenen Wirkungskreises handelt, von den Massnahmen, welche er zwecks Ersatz oder Wiedererrichtung ergreifen wird. Überdies gibt er den Tag bekannt, an dem das Material zur Errichtung des neuen Grenzzeichens an Ort und Stelle geschafft wird und an dem die Wiedererrichtung in Aussicht genommen wird, so dass der andere Staat seinen Vertreter zwecks Teilnahme an dieser Arbeit entsenden kann.

(Ministero degli Affari Esteri) e quando trattasi di danneggiamento nel settore della propria sfera d'azione, lo rende edotto delle misure che prenderà per la riparazione e per la ricostruzione. Comunica inoltre il giorno in cui il materiale per l'apposizione del nuovo segnale di confine verrà portato sul posto e per il quale siasi divisato di procedere al ripristino, cosicchè l'altro Stato possa inviare un suo rappresentante per partecipare a questo lavoro.

Artikel IV.

Über die erfolgte Wiedererrichtung wird seitens der Vertreter der beiden Staaten ein entsprechendes Protokoll abgefasst werden.

Articolo 4º.

Dell'avvenuto ripristino si redigerà dai rappresentanti dei due Stati un protocollo corrispondente.

Artikel V.

Das vorliegende Abkommen wurde für die Dauer eines Jahres abgeschlossen und gilt als für die gleiche Zeitdauer periodisch erneuert, wenn nicht einer der beiden Kontrahenten drei Monate vor dem jährlichen Ablauf ein begründetes Revisionsansuchen stellt.

Articolo 5º.

La presente Convenzione è stata conclusa per la durata di un anno e si considera rinnovata periodicamente per ugual spazio di tempo, se uno dei due contraenti non faccia motivata richiesta di revisione tre mesi prima della scadenza annuale.

Artikel VI.

Das vorliegende Abkommen tritt mit dem Datum der Unterzeichnung des Vertrages in Kraft, ohne dass eine nachträgliche Ratifikation nötig wäre.

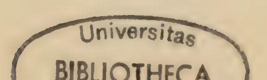
Geschehen in Wien, den 22. Februar 1929, in doppeltem Original, deutsch und italienisch, wobei beide Texte als gleich authentisch zu gelten haben.

Articolo 6º.

La presente Convenzione entrarà in vigore dalla data della firma dell' accordo, senza bisogno di ulteriore ratifica.

Fatto a Vienna, li 22 febbraio 1929 in doppio originale in tedesco ed in italiano, i due testi facendo egualmente fede.

Seipel.
Auriti.



79.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, CANADA, CUBA, TERRE-NEUVE.

Arrangement concernant l'attribution des hautes fréquences aux stations radiotélégraphiques du continent nord-américain; conclu par un Echange de Notes des 26 et 28 février 1929.

Treaty Series (Washington), No. 777 — A.

An arrangement between United States, Canada, Cuba, and other North American nations relative to the assignment of frequencies on the North American Continent.

(1) The sovereign right of all nations to the use of every radio channel is recognized.

Nevertheless, until technical development progresses to the stage where radio interference can be eliminated, it is agreed that special administrative arrangements are essential in order to promote standardization and to minimize radio interference.

(2) The Governments agree that each country shall be free to assign any frequency to any radio station within its jurisdiction upon the sole condition that no interference with any service of another country will result thereform.

(3) It is agreed that each Government shall use Appendix I attached hereto, as a general guide in allocating channels to the various services specified therein.

(4) Channels are divided into two classes (1) common channels which are primarily assigned to particular services in all countries, and (2) general communication channels which are assigned for use in specific areas.

(5) With regard to the general communication channels, it is considered that at the present stage of the art, the use of radio channels below 3500 K/C will not normally cause interference at distances greater than 1000 miles and such channels may, therefore, be used with freedom from interference by stations separated by such distance. It is further recognized that stations operating on frequencies above 3500 K/C may become sources of interference at distances in excess of 1000 miles, particularly at night.

(6) The Governments agree to take advantage of the physical facts just explained, and by suitable geographical distribution of these two classes of channels throughout North America and the West Indies, to make available for general communication services, the total number of channels set forth in Appendix 2 attached hereto.

(7) Each Government shall have the right to assign to stations under its jurisdiction, in the manner it deems best, such general communication channels as are allocated to that Government under this Agreement, as set forth in Appendix No. 2. The Governments agree not to assign to stations within their respective jurisdiction any of the general communication channels allocated to other Governments, unless it can be accomplished without causing interference.

(8) The marine calling frequency of 5525 K/C shall be used until superseded by an international assignment.

(9) In addition to the frequencies assigned specially for experiments (1604, 2398 and 4596 K/C) the Governments agree that experimentation by particularly qualified experimenters, may be authorized on any other channel provided no interference is caused with established services, as provided in Regulation No. 11 of the International Radio Convention of Washington 1927.*)

(10) The Governments agree to adopt a radio frequency standard based on the unit of time, and to compare at least once every six months, the actual radio frequency measuring standards.

(11) The Governments agree to require all stations, other than mobile and amateur stations, under their jurisdiction, to tune their transmitters with an accuracy of 0.025 percent, or better, of their national frequency standard.

(12) The Governments agree to require all stations likely to cause international interference, other than mobile and amateur stations, to maintain their frequency with an accuracy of 0.05 percent, or better, at all times.

(13) For the purpose of this Agreement a channel shall be regarded as a band of frequencies the width of which varies with its position in the range of frequencies under consideration, but which progresses numerically from the lower to the higher frequencies, as shown in the following table:

Frequency (K/C)	Channel Width (K/C)
1500—2198	4
2200—3313	6
3316—4400	8
4405—5490	10
5495—6000	15

(14) The Governments agree to adopt for the present in their national plan of allocation a separation of 0.2 percent between radio frequency channels; and to permit stations under their respective jurisdiction to occupy the assigned frequency and the adjacent frequencies to the limit permitted by the frequency maintenance tolerances and necessitated by the type of emission the station may be authorized to use. For commercial telephony a band width of six kilocycles shall be permitted. For the present, a 100 kilocycle band width shall be considered standard for television.

*) V. **N.R.G.** 3. s. XXVI, p. 234.

(15) The Governments agree to require stations under their jurisdiction to use transmitters which are as free as practicable from all emissions (such as those due to harmonics, decrement, spacing waves, frequency modulation, key clicks, type of keying, mush, etc.) not essential to the type of communication carried on, and which would be detrimental to communication being carried on by stations in other countries.

(16) Appendices Numbers 1 and 2, together with the chart showing graphically the distribution of the frequencies,*) which are attached hereto, shall constitute a part of this Agreement.

(17) This Agreement shall go into effect on March 1st, 1929, and shall remain in force until January 1st, 1932, and thereafter for an indeterminate period and until one year from the day on which a denunciation thereof shall have been made by any one of the Contracting Parties.

North American radio conference — 1929.

Appendix No. 1.

Allocation of Channels to Services
(Arranged in order of kilocycles)

Channels[1]	Service	No. of channels	
1504 to 1600	Maritime Mobile Services[2]	25	
1600 to 1648	Air Mobile Services[3]	12	
1648 to 1712	Mobile Services	16	
1712 to 2000	Amateurs	72	
2000 to 2200	Experimental Visual Broadcasting	50	
2200 to 2296	General Communication Services[4]	16	(32)
2296 to 2398	Maritime and Air Mobile Services[3]	17	
2398 to 2470	Mobile Services	12	
2470 to 2506	Air Mobile Services	6	
2506 to 2602	Maritime Mobile Services	16	
2602 to 2650	Air Mobile Services	8	
2650 to 2746	Maritime and Air Mobile Services	16	
2746 to 2950	Experimental Visual Broadcasting	34	
2950 to 3004	Maritime and Air Mobile Services	9	
3004 to 3058	General Communication Services[4]	9	(18)
3058 to 3106	Air Mobile Services	8	
3106 to 3148	Maritime Mobile Services	7	
3148 to 3412	General Communication Services[4]	40	(80)
3412 to 3500	Maritime and Air Mobile Services	11	
3500 to 3996	Amateurs	62	
3996 to 4100	General Communication Services[4]	13	
4100 to 4196	Maritime and Air Mobile Services	12	
4196 to 4745	General Communication Services[4]	60	
4745 to 4795	Maritime and Air Mobile Services[3]	5	

*) Non imprimée.

Channels[1]	Service	No. of channels
4795 to 5495	General Communication Services[4]	70
5495 to 5690	Maritime and Air Mobile Services	13
5690 to 6000	General Communication Services[4]	20
		[5] 639 (704)

Notes:

1 The last channel in each group is assigned to the service indicated immediately abreast the group except as specially noted to the contrary.

2 The channel 1600 Kc/s is assigned to Mobile Services.

3 The channels 1604, 2398 and 4795 Kc/s are assigned to Experimental Services.

4 For details regarding General Communication Services, see Appendix II.

5 Taking into account Articles 5 and 6 of the Agreement, this total is increased by 65.

North American radio conference—1929.

Appendix No. 2

Distribution of General Communication Channels

United Staates

3154	3348	4260	4585	4995	5235
3160	3356	4268	4595	5005	5245
3166	3364	4276	4605	5015	5255
3172	3372	4284	4615	5025	5265
3178	3380	4292	4625	5035	5275
3184	3388	4300	4635	5045	5285
3190	3396	4308	4645	5055	5295
3232	3404	4316	4655	5065	5305
3238	3412	4364	4665	5075	5315
3244	4012	4372	4675	5085	5325
3250	4020	4380	4685	5095	5335
3256	4028	4388	4695	5105	5345
3262	4036	4396	4705	5115	5355
3268	4044	4405	4715	5125	5365
3274	4052	4415	4725	5135	5855
3280	4060	4425	4735	5145	5870
3286	4068	4435	4745	5155	5885
3292	4076	4445	4925	5165	5900
3298	4084	4525	4935	5175	5915
3304	4092	4535	4945	5185	5930
3310	4100	4545	4955	5195	5945
3316	4204	4555	4965	5205	5960
3324	4236	4565	4975	5215	5975
3332	4244	4575	4985	5225	5990
3340	4252				

146

Canada and Newfoundland

2206	3022	3214	3316	4465	5415
2212	3028	3220	3324	4475	5425
2218	3034	3226	3332	4485	5435
2224	3040	3232	x3340	4495	5445
2230	3046	3238	x3348	4815	5455
2236	3052	3244	x3356	4825	5465
2242	3058	3250	x3364	4835	5475
2248	x3154	3256	x3372	4845	5485
2254	x3160	3262	x3380	4855	5495
2260	x3166	3268	x3388	4865	5705
2266	x3172	3274	x3396	4875	5720
2272	x3178	3280	x3404	4885	5735
2278	x3184	3286	x3412	4895	5750
2284	x3190	3292	4324	4905	5765
2290	3196	3298	4332	5385	5780
2296	3202	3304	4340	5395	5795
3010	3208	3310	4348	5405	5810
3016					

103

Note: xUsed by Newfoundland.

Cuba

2206	2230	3010	3028	3208	4505
2212	2236	3016	3196	4004	5375
2218	2242	3022	3202	4212	5825
2224	2248				

Other Nations

2254	2278	3034	3058	4220	4515
2260	2284	3040	3214	4228	4805
2266	2290	3046	3220	4356	4915
2272	2296	3052	3226	4455	5840

24

Summary

Services	No. of channels
Maritime Mobile Services Exclusively	47
Air Mobile Services Exclusively	33
Amateurs	134
Experimental Visual Broadcasting	84
Air and Maritime Mobile Services	81
Experimental	3
Mobile Services	29
General Communication Services	228
Total	639
Grand total	704

Note: The grand total is obtained by adding on 65 channels made available through the application of Articles 5 and 6 of the Agreement.

[Chairman of Canadian Delegation to the Chairman of American Delegation.]

[Telegram.]

Ottawa, 1st. February, 1929.

Judge E. O. Sykes, Federal Radio Commission, Washington, D. C.

In accordance with the undertaking given by the Canadian delegation at the closing session of the Conference on Friday last, I now have the honour to advise that the proposals for the distribution of channels as set forth in detail in appendices Numbers One and Two and graphic chart attached to draft of document headed „Suggestions for an agreement between United States, Canada, Cuba, Mexico and other North American nations relative to the assignment of frequencies on the North American continent", as per copy transmitted to you by Commander Craven, are approved and accepted by the Canadian delegation. stop. The United States delegation, having already by majority vote approved of these proposals as generally outlined at the final session of the Conference, it is our understanding that there but remains for approval the Articles of Agreement as suggested in draft document in question. stop. As soon as we are advised that this is confirmed by the United States delegation and that these Articles of Agreement are approved and accepted by them, the whole may be considered as approved and accepted by the Canadian authorities."

A. Johnston.

[The American Minister to the Secretary of State for External Affairs]
No. 314.

Ottawa, Canada, February 26, 1929.

Sir:

With regard to the recent short wave length radio conference at Ottawa, I am instructed by my Government to inform you that it approves the recommendations of the delegates at the conference and will announce the Agreement effective March 1, 1929.

I avail myself of the occasion to renew to you, Sir, the assurances of my highest consideration.

William Phillips.

The Right Honorable William Lyon Mackenzie King, C.M.G., LL.B., LL.D., Secretary of State for External Affairs, Ottawa.

[The Secretary of State for External Affairs to the American Minister.]

Department of External Affairs Canada

No. 16. Ottawa, 28th February, 1929.

Sir,

I have the honour to acknowledge your Note of February 26th, 1929, regarding the recent Short Wave Radio Conference at Ottawa.

It is gratifying to the Government of the Dominion of Canada to learn that the Government of the United States approve the recommendations of the delegates at the Conference. The Canadian Government have pleasure in stating that they also accept these recommendations.

It is noted that your Government will announce the Agreement effective March 1st, 1929. I have the honour to request that you be good enough to inform them that we will accordingly announce the Agreement as effective on the same day.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration,

O. D. Skelton.

For the Secretary of State for External Affairs.

The Honourable William Phillips, Minister of the United States of America, United States Legation, Ottawa.

[The Secretary of State for External Affairs to the American Minister.]

Department of External Affairs Canada

No. 21. Ottawa, 6th March, 1929.

Sir,

With reference to my Note of February 28th, 1929, regarding the recent Short Wave Radio Conference at Ottawa, I have the honour to state that according to a telegraphic communication received from the Newfoundland delegate, the Government of Newfoundland accept the recommendations of the delegates at the Conference and consider the Agreement to be effective as from March 1st, 1929.

I may add that we have not yet received any information from the Governments of Cuba and Mexico as to their views on the same subject.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

O. D. Skelton.

For the Secretary of State for External Affairs.

The Honourable William Phillips, Minister of the United States of America, United States Legation, Ottawa.

[The Secretary of State for External Affairs to the American Chargé d'Affaires ad interim.]

Department of External Affairs Canada

No. 23. Ottawa, 15th March, 1929.

Sir,

With reference to my Note of March 6th, 1929, regarding the recent Short Wave Radio Conference at Ottawa, I have the honour to state that, according to a Note received from the Consul General of Cuba, the Agree-

ment on this subject is accepted by the Government of the Republic of Cuba.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration,

O. D. Skelton.

For the Secretary of State for External Affairs.

Ferdinand L. Mayer, Esquire, Chargé d'Affaires ad interim, United States Legation, Ottawa.

80.

ESPAGNE, HONGRIE.

Accord pour modifier la Convention commerciale du 17 juin 1925;*) signée à Budapest, le 28 février 1929.**)

Gaceta de Madrid No. 96 du 6 avril 1929.

Accordo modificando el Convenio Comercial entre España y Hungría, firmado el 17 de Junio de 1925.

Su Majestad Católica el Rey de España y Su Alteza Serenísima el Regente del Reino de Hungría, igualmente animados del deseo de facilitar y desarrollar las relaciones comerciales entre España y Hungría, han convenido proceder al examen de las modificaciones que han creído útiles introducir en el Convenio Comercial firmado en Madrid el 17 de Junio de 1925 y han nombrado por Sus Plenipotenciarios:

Su Majestad Católica el Rey de España,

Al Excmo. Sr. Vizconde de Gracia Real, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario, Gran Cruz de la Orden de Isabel la Católica, Cruz de primera clase del Mérito Húngaro, Su Gentilhombre de Cámara con ejercicio, etc., etc.

Su Alteza Serenísima el Regente del Reino de Hungría,

Al Conde Alejandro Khuen-Hédervàry, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario, Gran Cruz de la Orden de Isabel la Católica, etc., etc.

Los cuales, después de haberse comunicado sus plenos poderes respectivos y haberlos hallado en buena y debida forma, han convenido las disposiciones siguientes:

Artículo primero.

Los apartados 1, 2, 3, 4 y 5 del artículo II del Conveni Comercial de 17 de Junio de 1925 se reemplazarán por las disposiciones siguientes:

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXV, p. 264.

**) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 30 mars 1929.

1.º Los productos naturales o manufacturados originarios de España o de las posesiones españolas y enumerados en la lista adjunta *) se someterán, a su importación en Hungría, a los derechos establecidos en la susodicha lista, derechos que no podrán ser elevados por sobretasas, coeficientes o aumentos.

Dichos productos, así como el resto de la producción española o de las posesiones españolas, gozarán, en general, en todos los casos de los derechos más reducidos que Hungría haya concedido o que pudiera conceder en lo sucesivo a los productos originarios de cualquier otro país, sea en virtud de las disposiciones arancelarias, sea en virtud de Convenios, así como en lo que concierne a la aplicación e las notas y observaciones convencionales.

2.º Los productos naturales o manufacturados originarios y procedentes de Hungría gozarán, a su importación en España o en las posesiones españolas, del trato aplicado actualmente o que pudiera aplicarse en lo sucesivo a los productos similares de la nación más favorecida.

Esto no obstante, Hungría no podrá reclamar en favor de sus productos el trato especial que España concede o pudiera conceder en lo sucesivo a los productos originarios de Portugal, a los de la zona española de Marruecos y a los de las Repúblicas hispanoamericanas.

3.º Los productos de cada una de las dos Partes Contractantes no se someterán, a su importación en el territorio de la otra, a ninguna sobretasa, aumento ni coeficiente existente actualmente o que pudieran establecerse en lo sucesivo y cuya exacción entrañase un aumento de los derechos de Aduana, con tal de que esa sobretasa, aumento o coeficiente no se apliquen a los productos originarios de cualquier otro país.

Queda entendido que esta disposición no se opone a las disposiciones del punto 1.º, apartado 1.º

Artículo 2.º

Las listas A, B, C y D del Convenio comercial de 17 de Junio de 1925 qued an suprimidas.

Artículo 3.º

El presente Acuerdo seguirá la suerte del Convenio Comercial de 17 de Junio de 1925.

Artículo 4.º

El presente Acuerdo entrará en vigor ocho días después del cambio de las ratificaciones, y en todo caso lo más tarde el 1.º de Abril de 1929.

El cambio de ratificaciones se verificará en Budapest.

En testimonio de lo cual los Plenipotenciarios han firmado el presente Acuerdo, que han corroborado con sus sellos.

Hecho en Budapest, en doble ejemplar, el 28 de Febrero de 1929.

(L. S.) El Vizconde *de Gracia Real.*
(L. S.) Conde *Khuen-Hédervåry.*

---

*) Non reproduite.

Protocole final.

Antes de proceder a la firma del Acuerdo fecha de hoy, modificando el Convenio de Comercio firmado en Madrid el 17 de Junio de 1925, los Plenipotenciarios que suscriben, debidamente autorizados, han hecho la declaración siguiente:

El derecho de 6 coronas oro por quintal bruto (véase el número 91 del Arancel de Aduanas húngaro) se aplicará tanto a las naranjas y mandaricas importadas a granel como a las importadas en cajas o en otros embatajes.

Budapest, 28 de Febrero de 1929.

(L. S.) El Vizconde *de Gracia Real.*
(L. S.) Conde *Khuen-Hédervár y.*

El presente Acuerdo ha sido debidamente ratificado y canjeadas las ratificaciones en Budapest el 30 de Marzo de 1929.

81.

NORVÈGE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Convention concernant l'échange des colis postaux; signée à Washington et à Oslo, les 28 février et 30 mars 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1929, No. 6.

82.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, BRÉSIL.

Accord concernant l'exemption des ressortissants respectifs de l'impôt sur les bénéfices dérivés des entreprises de navigation; conclu par un Echange de Notes du 5 mars 1929 au 1er septembre 1930.

Executive Agreement Series, No. 16.

The American Ambassador (Morgan) to the Brazilian Minister for Foreign Affaires (Mangabeira).

[Extract.]

No. 1419. American Embassy

Rio de Janeiro, March 5, 1929.

Mr. Minister:

The representative of the United States Shipping Board has called my attention to Article 6 of Executive Decree No. 5,623, of December 29,

1928, by which His Excellency the President of the Republic sanctioned a law of Congress which „Reduces the duties on rolling and traction material for railroad and city transportation; alters the tax on paper for wrapping fruits; exempts from duties the importation of gold in bars and coined; regulates the payment by ‚exercicio findo' and adopts other measures."

Article 6 of said Law states:

„Foreign navigation companies are hereby exempted from income tax, provided that the country in which their head office is located, grants exemption to Brazilian companies of the same character."

According to the dispositions of Section 213 (b) (8) of the Revenue Laws of the United States of 1924 and 1926 which were also included in the Revenue Law of the United States of 1928 in Section 212 (b) and 231 (b):

„(8) The income of a foreigner non-resident or of a foreign corporation which consists exclusively of profit derived from a ship or ships operating under the laws of a foreign country which grants equal exemption to citizens of the United States and to corporations organized in the United States. . . ."

It would appear that the above mentioned Revenue Laws of the United States contain a provision which would meet the terms of Article 6, of Executive Decree No. 5,623 of December 29, 1928, and that therefore I am justified in requesting Your Excellency's Government to exempt the United States Shipping Board from payment of the Brazilian income tax.*)

. . . .

Accept, Excellency [etc.]

Edwin Morgan.

His Excellency Dr. Octavio Mangabeira, Minister for Foreign Affairs.

The Brazilian Minister for Foreign Affairs (Mangabeira) to the American Ambassador (Morgan).

NC/56.

Ministerio das Relações Exteriores

Rio de Janeiro, Em 31 de Maio de 1929.

Senhor Embaixador:

Em additamento á minha nota NC/29, de 16 de Abril ultimo,**) sobre o pedido dessa Embaixada relativo á isenção de imposto sobre a renda para as companhias americanas de navegação, tenho a honra de inclusa remetter a Vossa Excellencia copia do Aviso do Ministerio da Fazenda dando solução ao mesmo pedido.

*) By a note dated January 19, 1929, the American Ambassador requested the Brazilian Government to exempt the Munson Steamship Line and the McCormià Steamship Company from taxation.

**) Not printed.

Outrosim, cabe-me communicar a Vossa Excellencia que, nesta data, remetto novamente ao referido Ministerio a indicação da lei constante da nota n⁰ 1419, de 5 de Março ultimo que, no seu paiz, assegura em reciprocidade ás companhias de navegação estrangeiras a isenção de pagamento do imposto de que se trata.

Aproveito a opportunidade para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

Octavio Mangabeira.

A Sua Excellencia o Senhor Edwin Vernon Morgan, Embaixador dos Estados Unidos da America, Rio de Janeiro.

[Enclosure — Extract.]

The Brazilian Minister of Finance (Oliveira Botelho) to the Brazilian Minister for Foreign Affaires (Mangabeira).

N. 33.

Ministerio dos Negocios da Fazenda

Em 29 de Maio de 1929.

Objecto: Isenção do imposto de renda para companhias estrangeiras de navegação.

Sr. Ministro:

. . . dignou-se V. Ex. de transmittir os pedidos das Embaixadas da . . . , America do Norte, . . . e das Legações da . . . , no sentido de ser concedida isenção do imposto de renda, de accôrdo com o art. 6⁰ do decreto n. 5.623, de 29 de Dezembro de 1928, ás companhias de navegação daquelles Paizes, em trafego com o Brasil.

Em resposta, tenho a honra de declarer a V. Ex. que em face do dispositivo de lei citado, para que as companhias de navegação com séde no exterior fiquem isentas do referido imposto, basta que esse Ministerio communique ao da Fazenda o recebimento de qualquer acto do Estado interessado assegurando egual favôr ás emprezas nacionaes de navegação, . . .

Cumpre-me informar a V. Ex. que a Delegacia Geral do Imposto sobre a Renda mandou sustar a cobrança desse imposto das companhias de navegação com séde no estrangeiro, aguardando que tenha conhecimento da inexistencia das condições mencionadas em nossa lei, no tocante a qualquer Paiz.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de alta estima e distincta consideração.

F. C. de Oliveira Botelho.

A Sua Ex. o Sr. Dr. Octavio Mangabeira, M. D. Ministro das Relações Exteriores.

The American Chargé d'Affaires (Schoenfeld) to the Brazilian Minister for Foreign Affairs (Mangabeira).

No. 1467.

American Embassy

Rio de Janeiro, Sept. 17, 1929.

Mr. Minister:

Referring to Your Excellency's note No. NC/56 under date of May 31 of the current year, regarding exemption from income tax for foreign navigation companies, I have the honor to inform Your Excellency that I have just received the following request for information from the De partment of State at Washington regarding the following points:

a) Whether the exemption provided in Decree No. 5623 applies to corporations organized in the United States which maintain a principal office or place of business, agency or branch office in Brazil;

b) Whether under the Brazilian income tax law citizens of the United States are taxable or exempt with respect to the income derived by them from the operation of a ship or ships documented under the laws of the United States;

c) Whether, if exempt, such exemption applies if the citizens of the United States maintain a principal office or place of business, agency or branch office in Brazil, and

d) Whether it can be said that since December 29, 1928, the Brazilian Government has collected any income, warprofits or excess profits taxes from the income of a citizen of the United States or a corporation organized in the United States which consists exclusively of earnings derived from the corporation of a ships documented under the laws of the United States.

I shall be grateful to Your Excellency for the above information. Accept, Excellency [etc.].

Rudolf Schoenfeld,
Chargé d'Affaires, ad interim.

His Excellency Dr. Octavio Mangabeira, Minister for Foreign Affairs.

The Brazilian Minister for Foreign Affairs (Mangabeira) to the American Ambassador (Morgan).

NC/15.

Ministerio das Relações Exteriores

Rio de Janeiro, Em 11 de Março de 1930.

Senhor Embaixador:

Em additamento á minha nota n. NC/99, de 28 de Setembro ultimo,*) e de accordo com as informações recebidas do Ministerio dos

*) Not printed.

Negocios da Fazenda, tenho a honra de prestar a Vossa Excellencia os seguintes esclarecimentos:

A isenção de que trata o artigo 6º da lei nº 5.623, de 29 de Dezembro de 1928, aproveita a todas as companhias ou sociedades, estabelecidas na America do Norte, que exploram a industria de navegação e tenham agencias ou filiaes no Brasil ou exerçam aqui actividade, sob condição de reciprocidade para as companhias brasileiras de Navegação.

Nos termos expressos da lei, essa regalia restringe-se ás companhias e não comprehende, portanto, os rendimentos de cidadãos norteamericanos provenientes de um ou mais navios, matriculados sob as leis do seu paiz.*)

Finalmente, posso declarer a Vossa Excellencia que, a contar de 29 de Dezembro de 1928, não foram cobrados impostos sobre os rendimentos percebidos pelas emprezas de navegação exploradas por cidadãos da America do Norte ou companhias estabelecidas nesse paiz.

Approveito a opportunidade para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

Octavio Mangabeira.

A Sua Excellencia o Senhor Edwin Vernon Morgan, Embaixador dos Estados Unidos da America.

The American Ambassador (Morgan) to the Brazilian Minister for Foreign Affairs (Mangabeira).

No. 1526.

American Embassy

Rio de Janeiro, August 21, 1930.

Mr. Minister:

I take pleasure in informing Your Excellency that after a lengthy correspondence between this Embassy, the Department of State and the United States Treasury Department, regarding a reciprocal exemption

---

*) By a despatch dated March 31, 1930, the American Ambassador at Rio de Janeiro informed the Secretary of State that he had been advised by the Brazilian Foreign Office that shareholders in foreign companies are required to pay the Brazilian income tax on their shares, the amount of the tax being collected before the interest thereon is paid them. This statement is construed by the Treasury Department to mean that the Brazilian Government imposes a tax on the shareholders of such corporations, but does not impose a tax on the income or profits of such corporations derived from the operation of ships documented under the laws of the United States. The Treasury Department understands that such provision of the Brazilian law is merely a method of collecting income tax at the source by means of requiring the tax to be paid by the corporations before the distribution of dividends on the shares of stock, which is similar to the provision contained in American law requiring income tax to be withheld at the source before the payment of bond interest or other fixed or determinable income of nonresident aliens as provided by section 144 (b) of the Revenue Act of 1928. (Letter of the Secretary of the Treasury, July 28, 1930, to the Secretary of State.)

from taxes by the Government of the United States on income derived from the operation of ships registered under Brazilian laws and in accordance with the provisions for reciprocal exemption contained in the United States Revenue Act of 1928, the income of Brazilian citizens arising exclusively from profit derived from the operation of ships registered under Brazilian laws will be exempt from taxation by the Government of the United States. This exemption became effective on January 1, 1929.

Accept, Excellency [etc.]. *Edwin V. Morgan.*

His Excellency Dr. Octavio Mangabeira, Minister for Foreign Affairs.

The Director of Commercial and Consular Affairs in the Brazilian Ministry of Foreign Affairs (Eulalio) to the American Ambassador (Morgan).

NC/72.

Ministerio das Relaçãoes Exteriores
Rio de Janeiro, Em 1 de Setembro de 1930.

Senhor Embaixador:

Accusando o recebimento da nota Nº 1526, de 21 de Agosto do anno corrente, tenho a honra de agradecer a Vossa Excellencia a gentileza, que teve, em communicar a esta Secretaria de Estado a resolução do Governo dos Estados Unidos da America, relative á isenção de imposto para a renda de nacionaes brasileiros que consista exclusivamente em lucros provenientes da operação de vapores matriculados no Brasil — resolução de que este Ministerio acaba de dar conhecimento ao Ministerio da Fazenda.

Aproveito a opportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

Jm. Eulalio.

A Sua Excellencia o Senhor Edwin Vernon Morgan, Embaixador dos Estados Unidos da America.

83.

ESTONIE, LETTONIE.

Protocole additionnel à l'Accord relatif à l'usage commun des routes de la zone limitrophe, conclu le 2 avril 1924;*) signé à Riga, le 6 mars 1929.

Eesti Lepingud Välisriikidega VIII. 1928—1929. p. 128.

Conformément à l'Article premier de l'Accord relatif à l'usage commun des routes de la zone limitrophe, conclu entre l'Estonie et la Let-

*) V. N.R.G. 3. s. XVII, p. 488.

tonie le 2 avril 1924 à Riga, le Gouvernement de la République d'Estonie et le Gouvernement de la République de Lettonie sont convenus de ce qui suit:

La liste (Annexe I à l'Accord susmentionné) des routes mises par la Lettonie à la disposition des habitants de la zone limitrophe estonienne est modifiée en remplaçant la route figurant sous le No. 20 de ladite liste, à savoir:

„20. Du village de Kure par Laikop (Lettonie), Prekschen, Konkuli, Kalpedece, jusqu'à la route militaire",

par la route suivante:

„20. Du village de Rammuka (Estonie) par Auguri (Lettonie) jusqu'au village de Tanometsa (Lettonie)."

En foi de quoi les soussignés ont arrêté le présent Protocole qui sera soumis à la confirmation des Gouvernements des deux Parties Contractantes et entrera en vigueur le 1er avril 1929.

Fait en double exemplaire et signé à Riga, le 6 mars 1929.

E. Virgo,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République d'Estonie.

A. Balodis,
Ministre des Affaires Etrangères de la République de Lettonie.

84.

HAMBOURG, PRUSSE.

Traité pour la fondation d'une communauté de port; signé à Berlin et à Hambourg, les 9 et 13 mars 1929. *)

Preussiche Gesetzsammlung 1929, No. 13.

Staatsvertrag zwischen Hamburg und Preussen über die Gründung einer Hafengemeinschaft.

Um eine einheitliche Entwicklung des hamburgisch - preussischen Wirtschaftsgebiets an der unteren Elbe zu ermöglichen, schliessen der Senat der Freien und Hansestadt Hamburg, vertreten durch den Präsidenten des Senats, Bürgermeister Dr. Dr. h. c. Carl Petersen, und die Regierung des Freistaats Preussen, vertreten durch den Ministerpräsidenten Dr. h. c. Otto Braun, in Ausführung des von ihnen am 5. Dezember 1928 geschlossenen Abkommens vorbehaltlich der Zustimmung der

---

*) Approuvé par la Loi prussienne du 31 mai 1929, par la Loi hambourgeoise du 3 juin 1929 (Preussische Gesetzsammlung 1929, p. 59. Hamburgisches Gesetz- und Verordnungsblatt p. 261).

gesetzgebenden Körperschaften der beiden Länder den folgenden Vertrag über die Gründung einer Hafengemeinschaft ab:

I. Inhalt und Umfang der Hafengemeinschaft.

§ 1.

Gesellschaftszweck.

Die Vertragschliessenden werden zum Bau und Betrieb von Häfen im hamburgisch-preussischen Wirtschaftsgebiet an der unteren Elbe eine Hafengemeinschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung gründen.

§ 2.

Hafengemeinschaftsgebiet.

1. Der Arbeitsbereich der Gesellschaft (Hafengemeinschaftsgebiet) erstreckt sich zunächst auf die in dem anliegenden Lageplan (Anlage I) blau bezeichnete Fläche. Den Bau und Betrieb von Hafenanlagen in diesem Gebiete werden die Vertragschliessenden der Gesellschaft überlassen. Die etwaige spätere Erweiterung des Hafengemeinschaftsgebiets ist im § 9 geregelt.

2. Die Unterhaltung des Köhlbrands unterhalb der Rethemündung, des Reiherstiegs von der Sperrschleuse bis zur Landesgrenze und der Rethe geht, soweit sie nach den Zusatzverträgen mit Preussen und Hamburg vom 27. September 1926, 12. Januar und 9. März 1927 zum Staatsvertrag über den Übergang von Wasserstrassen von den Ländern auf das Reich und nach dem Köhlbrandvertrage vom 14. November 1908 Sache der Länder Hamburg und Preussen ist, zu Lasten der Hafengemeinschaft, die Unterhaltung der Süderelbe und des Köhlbrands oberhalb der Rethemündung in gleicher Weise zu Lasten des Landes Preussen, und zwar unabhängig von der in dem anliegenden Lageplan (Anlage I) angegebenen Begrenzung des Hafengemeinschaftsgebiets.

§ 3.

Erster Ausbau des Hafengemeinschaftsgebiets.

1. Für das in § 2 Abs. 1 Satz 1 bezeichnete Gebiet treffen die Vertragschliessenden die in Anlage II beigefügte Vereinbarung über den ersten Ausbau. Sie werden dafür sorgen, dass die Hafengemeinschaft nur mit ihrer Zustimmung von diesen Plänen abweicht, sie ändert oder weitere Ausbaupläne aufstellt.

2. Im Hafengemeinschaftsgebiete bestimmt, soweit nicht die zwischen den Vertragschliessenden vereinbarten Pläne (vgl. den vorstehenden Absatz und § 8) hierüber Abmachungen enthalten, die Gesellschaft Reihenfolge, Art, Umfang und Zeitmass des Ausbaues.

§ 4.

Übertragung polizeilicher Befugnisse.

Die Vertragschliessenden werden in den ihrer Hoheit unterstehenden Teilen des Hafengemeinschaftsgebiets die Ausübung ihrer polizei-

lichen Befugnisse Beamten und Angestellten der Gesellschaft in dem erforderlichen Umfang übertragen.

§ 5.

Verleihung der Enteignungsbefugnis und Grunderwerb.

1. Die Vertragschliessenden werden in den ihrer Hoheit unterstehenden Teilen des Hafengemeinschaftsgebiets der Gesellschaft auf Antrag das Enteignungsrecht verleihen, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen dafür erfüllt sind. Sie erkennen an, dass alle Hafenbauten der Gesellschaft „aus Gründen des öffentlichen Wohles" (§ 1 des Preussischen Enteignungsgesetzes vom 11. Juni 1874) und zum „allgemeinen Besten" (§ 1 des Hamburgischen Enteignungsgesetzes vom 26. April 1920) ausgeführt werden.

2. Die Vertragschliessenden werden die nach Art. 2 des preussischen Ausführungsgesetzes zum Bürgerlichen Gesetzbuch und nach § 28 a des hamburgischen Ausführungsgesetzes zum Bürgerlichen Gesetzbuch erforderliche Genehmigung zum Erwerbe von Grundstücken durch die Gesellschaft erteilen.

§ 6.

Hafenerweiterungsgebiet.

1. Die Vertragschliessenden sind darüber einig, dass für den Bau neuer Häfen westlich der Linie Köhlfleth—Süderelbe—östliche Landesgrenze Moorburgs zunächst das in dem anliegenden Lageplan (Anlage III) *) rot bezeichnete Gebiet in Frage kommt (erstes Hafenerweiterungsgebiet).

2. Für dieses Gebiet werden die Vertragschliessenden in Fühlungnahme mit der allgemeinen Landesplanung gemeinschaftlich eine Flächenaufteilungsplan aufstellen. In den Flächenaufteilungsplan ist auch weiteres Gebiet aufzunehmen, soweit das Bedürfnis nach dem Bau von Häfen und zugehörigen Anlagen es erforderlich macht. Er kann durch Vereinbarung zwischen den Vertragschliessenden geändert werden.

3. Die Vorschriften dieses Vertrags über das Hafenerweiterungsgebiet bedürfen für ihre weitere Geltung erneuter Vereinbarung, wenn der Flächenaufteilungsplan nicht bis Ende 1933 festgestellt worden ist.

§ 7.

Vorsorge im Hafenerweiterungsgebiet.

Die Vertragschliessenden werden, soweit es die gesetzlichen Vorschriften zulassen, dafür sorgen, dass in den ihrer Hoheit unterstehenden Teilen des ersten Hafenerweiterungsgebiets (§ 6 Abs. 1)

a) keine Anlagen geschaffen werden, die seine Verwendung zu Hafenzwecken ernstlich erschweren,
b) nach Feststellung des Flächenaufteilungsplans (§ 6 Abs. 2) Industriebetriebe und Wohnsiedlungen ausserhalb der für sie in dem Flächenaufteilungsplane vorgesehenen Flächen nur unter Zustimmung beider Vertragschliessender zugelassen werden.

*) Non reproduite.

§ 8.

Ausbau des Hafenerweiterungsgebiets.

1. Für den Ausbau des in § 6 Abs. 1 bezeichneten Gebiets soll in erster Linie das wirtschaftliche Interesse des Gesamthafengebiets massgebend sein.

2. Die Vereinbarung von Ausbauplänen über dieses Gebiet oder einzelne seiner Teile bleibt den Vertragschliessenden vorbehalten. Sie werden dafür sorgen, dass die Hafengemeinschaft nur mit ihrer Zustimmung von diesen Ausbauplänen abweicht oder sie ändert.

§ 9.

Ausbauvorrecht der Gesellschaft.

1. Nach Feststellung des Flächenaufteilungsplans (§ 6 Abs. 2) werden die Vertragschliessenden den Bau und Betrieb von Hafenanlagen in dem nach diesem Plane für den Bau neuer Häfen vorgesehenen Gebiete der Hafengemeinschaft überlassen. Die dafür jeweils erforderlichen Flächen des Hafenerweiterungsgebiets werden in das Hafengemeinschaftsgebiet (§ 2 Abs. 1) einbezogen.

2. Der Absatz 1 findet keine Anwendung auf Herstellung und Betrieb kleinerer, nur für örtlichen Bedarf oder vorübergehende Zwecke bestimmter Hafenanlagen oder Teile solcher im Hafenerweiterungsgebiet. Doch ist vor Herstellung derartiger Anlagen der Gesellschaft Gelegenheit zur Äusserung etwaiger Bedenken zu geben, auch mit ihr auf ihren Antrag über auftragsweise Herstellung und Betrieb derartiger Anlagen zu verhandeln. Ein solches Auftragsverhältnis kann ohne Ausdehnung des Hafengemeinschaftsgebiets begründet werden.

3. Bei Einbeziehung grösserer Flächen auf dem linken Ufer der Süderelbe in das Hafengemeinschaftsgebiet soll die in § 2 Abs. 2 festgesetzte Verteilung der Unterhaltungslast des Köhlbrands und der Süderelbe neugeregelt werden.

§ 10.

Meinungsverschiedenheit über den Ausbau des Hafenerweiterungsgebiets.

1. Hält einer der Vertragschliessenden den Bau bestimmter Hafenanlagen in solchen Teilen des Hafenerweiterungsgebiets, für die der Flächenaufteilungsplan feststeht, für notwendig und dringlich, ist aber zwischen den Vertragschliessenden eine Einigung nicht zu erzielen, so hat auf Anrufen eines Vertragschliessenden ein Schiedsgericht darüber zu entscheiden, ob im wirtschaftlichen Interesse des Gesamthafengebiets und im gesamtdeutschen Wirtschaftsinteresse die beantragten Hafenanlagen zu erbauen sind. Wird diese Frage vom Schiedsgerichte bejaht, so haben sich die Vertragschliessenden über den Ausbauplan im einzelnen zu verständigen.

2. Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall besonders gebildet. Es besteht aus einem von den Vertragschliessenden gemeinsam zu ernennenden — im Falle der Nichteinigung vom Präsidenten des Reichsge-

richts zu bestellenden — Vorsitzenden und je zwei von jedem der Vertragschliessenden zu benennenden Beisitzern. Den Vertragschliessenden ist es unbenommen, sich im Einzelfalle dahin zu verständigen, dass nur je ein Beisitzer oder ein Einzelschiedsrichter bestellt wird.

3. Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 finden auf die in § 9 Abs. 2 bezeichneten Anlagen keine Anwendung.

§ 11.

Hafenzubehör.

Die Vertragschliessenden werden ihnen gehörende, nicht im Hafengemeinschaftsgebiete liegende Grundstücke und Anlagen, die von der Gesellschaft ganz oder teilweise zum Betrieb ihrer Häfen benötigt werden, ihr gegen angemessene Entschädigung in dem durch das wirtschaftliche Interesse des Gesamthafengebiets gebotenen Umfange zur Verfügung stellen. Wird über die Überlassung oder Entschädigung keine Einigung erzielt, so entscheidet das in § 10 Abs. 2 vorgesehene Schiedsgericht.

§ 12.

Hafengeld.

Die Gesellschaft wird ermächtigt und verpflichtet, für die Benutzung ihrer Häfen ein Hafengeld nach gleichen Grundsätzen und in gleicher Höhe zu erheben, wie es jeweils im Hamburger Hafen erhoben wird.

§ 13.

Hafengebühren.

Die Gesellschaft wird ermächtigt, für die Benutzung von Kaimauern, Bollwerken, Umschlagsanlagen, Kaischuppen, Speichern, Lagerplätzen usw. der Gesellschaft im öffentlichen Verkehre Gebühren zu erheben, die der Genehmigung beider Vertragschliessender unterliegen.

II. Organisation der Hafengemeinschaft.

§ 14.

Firma und Sitz der Gesellschaft.

Die Gesellschaft führt die Firma „Hamburgisch-Preussische Hafengemeinschaft, Gesellschaft mit beschränkter Haftung“ und hat den Sitz in Hamburg.

§ 15.

Stammkapital.

1. Das Stammkapital der Gesellschaft ist auf 70 Millionen RM festzusetzen und wird von beiden Vertragschliessenden je zur Hälfte über nommen.

2. Die Einzahlungen auf die Stammeinlagen sind zunächst in der gesetzlich vorgeschriebenen Höhe zu leisten und im übrigen dem Baufortschritt anzupassen.

3. Zahlt ein Vertragsteil später als der andere, so hat er den Rückstand vom Tage der entsprechenden Leistung des anderen ab der Gesell-

schaft in der Weise zu verzinsen, dass jeweils am Ende des Geschäftsjahrs der Hafengemeinschaft der noch nicht bar eingezahlte Rückstand festgestellt und für das abgelaufene Geschäftsjahr mit dem an seinem letzten Tage gültigen Reichsbankdiskontsatze verzinst wird.

§ 16.

Erhöhung des Stammkapitals.

1. Im Falle einer Erweiterung des Hafengemeinschaftsgebiets ist, soweit nicht Barmittel durch Anleihe beschafft werden, eine Kapitalerhöhung in dem erforderlichen Umfange vorzunehmen.

2. Bei Erhöhung des Stammkapitals sind die neuen Stammanteile von den Vertragschliessenden je zur Hälfte zu übernehmen, wobei die Bestimmungen des § 15 Abs. 2 und 3 Anwendung finden.

§ 17.

Eingebrachte Werte.

Die Vertragschliessenden bringen bei Gründung der Gesellschaft und bei Vergrösserung des Hafengemeinschaftsgebiets die ihnen im Hafengemeinschaftsgebiet oder seiner Vergrösserung gehörenden Anlagen und Grundstücke sowie alle ihnen an Anlagen oder Grundstücken im Hafengemeinschaftsgebiet oder seiner Vergrösserung zustehenden Beteiligungen und dinglichen und obligatorischen Rechte als Einlage auf das Stammkapital oder seine Erhöhung ein. Der Wert der bei der Gründung einzubringenden Gegenstände und Rechte ist in der anliegenden Zusammenstellung (Anlage IV) *) festgesetzt.

§ 18.

Veräusserung der Geschäftsanteile.

Die Vertragschliessenden verpflichten sich, ihre Geschäftsanteile weder im ganzen noch teilweise zu veräussern.

§ 19.

Anleihen.

Die Gesellschaft kann Mittel zur Erfüllung der Vertragszwecke durch Aufnahme von Anleihen beschaffen. Die Vertragschliessenden werden für Anleihen der Gesellschaft die selbstschuldnerische Bürgschaft übernehmen, soweit dies erforderlich und im Hinblick auf die Finanzlage den Vertragschliessenden möglich ist, wobei im Einzelfalle die etwa nötige Genehmigung der gesetzgebenden Körperschaften vorbehalten bleibt.

§ 20.

Zuzahlungen.

1. Die Vertragschliessenden werden die etwa erforderlichen laufenden Zuzahlungen für die Gesellschaft alljährlich je zur Hälfte nach Massgabe der von der Gesellschafterversammlung festzusetzenden Jahresabrechnung leisten.

---

*) Non reproduite.

2. Sie werden erforderlichenfalls auf diese Zahlungen Vorschüsse zahlen nach Massgabe eines von der Gesellschafterversammlung vor Beginn des festzusetzenden Wirtschaftsplans.

§ 21.

Geschäftsführer.

Im Gesellschaftsvertrag ist festzusetzen, dass beide Vertragschliessenden die gleiche Zahl von Geschäftsführern ernennen und sie einander gleichstellen.

§ 22.

Verwaltungsrat.

Für die Gesellschaft ist ein Verwaltungsrat zu bilden, dessen Befugnisse im Gesellschaftsvertrage festzusetzen sind. Dem Verwaltungsrate gehören 14 Mitglieder an, die je zur Hälfte von beiden Vertragschliessenden ernannt werden. Ausserdem ernennen beide Vertragschliessenden gemeinschaftlich zum Vorsitzenden des Verwaltungsrats eine mit den Hamburger Verhältnissen vertraute Persönlichkeit. Die Art der Abstimmung im Verwaltungsrate wird durch den Gesellschaftsvertrag geregelt.

§ 23.

Steuern und Abgaben.

1. Die Vertragschliessenden werden dafür sorgen, dass aus Anlass der Durchführung dieses Staatsvertrages einmalig fällig werdende Staats- und Gemeindesteuern, Zuschläge zu Reichssteuern und sonstige staatliche und gemeindliche Abgaben aller Art nicht erhoben werden, und dass sämtliche Verhandlungen zur Durchführung des Staatsvertrags gebühren- und stempelfrei erfolgen.

2. Die Vertragschliessenden werden ferner dafür eintreten, dass auch Reichssteuern, die aus Anlass der Durchführung dieses Staatsvertrags zu entrichten sein würden, nicht erhoben werden.

3. Zu laufenden Steuern und sonstigen Abgaben, die dem Lande, den Gemeindeverbänden, den Gemeinden sowie sonstigen Körperschaften des öffentlichen Rechtes zufliessen, wird die Gesellschaft nur insoweit herangezogen, als diese Steuern und Abgaben auch vom Hoheitslande zu entrichten wären, wenn es den Betrieb in eigener Verwaltung führte und Eigentümer der der Gesellschaft gehörenden Grundstücke und Anlagen wäre.

4. Preussen übernimmt die Kosten der Beurkundung des Gesellschaftsvertrags, Hamburg die der Eintragung der Gesellschaft.

Dieser Vertrag ist in zwei Ausfertigungen mit je vier Anlagen hergestellt und unterzeichnet.

Berlin, den 9. März 1929.

gez. *Braun.*

Hamburg, den 13. März 1929.

gez. *Carl Petersen.*

Anlage II.

(§ 3 des Staatsvertrags.)

Erster Ausbauplan für das Hafengemeinschaftsgebiet.

(Vgl. Abschn. I Ziff. 6 des Regierungsabkommens vom 5. Dezember 1928.)

An Land stehende Umschlags- und Lageranlagen für Düngemittel und Chemikalien, Getreide, Kohlen, Holz, Erz und Schwefel dürfen ohne Zustimmung Preussens nicht in Waltershof, sondern nur in Kattwyk—Hoheschaar—Neuhof neu errichtet werden. Hiervon sollen der Umschlag der genannten Güter an den Freiladeplätzen im Waltershofer Hafengebiete mit den für Freiladeplätze üblichen Umschlagseinrichtungen und die Schaffung von Nebenanlagen zu den sonst für Waltershof bestimmten Anlagen unberührt bleiben. Kattwyk—Hoheschaar—Neuhof soll ausserdem für Stückgutumschlag benutzt werden, soweit er für den heutigen Hamburger Hafen einschliesslich Waltershof nicht geeignet ist.

Der Ausbau von Kattwyk—Hoheschaar—Neuhof soll so vorgenommen werden, dass bis zum 31. Dezember 1933 mindestens ein Betrag von 25 Millionen RM. verausgabt wird. Aus diesen Mitteln werden zunächst die für die volle Nutzbarkeit des Hafengebiets Kattwyk-Hoheschaar-Neuhof nötigen allgemeinen Anlagen hergestellt werden, insbesondere die für später als im Zollauslande liegend vorzusehende Strassenverbindung zwischen Kattwyk und dem Hamburger Freihafen einschliesslich der Brücke (mit beweglichen Schiffahrtsöffnungen) über die Rethe und der Brücken über die von dieser Strassenverbindung gekreuzten Strassen, die Ausbaggerung der Rethe in voller planmässiger Breite (200 m in der Sohle), die Verbreiterung der Seeschiffahrtsstrasse des Köhlbrands um 20 m bis zur Rethemündung, der Bau einer Brücke über den Reiherstieg bei der Plangeschen Mühle, die Herstellung der Seeschifftiefe im Reiherstieg bis zu dieser Brücke und der Bau eines ausreichenden Flussschiffhafens für das Hafengebiet Kattwyk—Hoheschaar—Neuhof. Der Frage, ob das Reich einzelne dieser Anlagen herzustellen oder die Kosten für sie zu tragen hat, soll damit nicht vorgegriffen sein. Weiter sollen aus diesen Mitteln der Ausbau des bereits in Angriff genommenen Hafenbeckens an der Rethe, die Herstellung der erforderlichen Anlagen für die Errichtung eines Zollausschlussgebiets auf Kattwyk—Hoheschaar und die Herstellung einer im Zollauslande liegenden Wasserverbindung zwischen Kattwyk — Hoheschaar und dem Freihafen Hamburg entsprechend dem Bedürfnis ausgeführt werden. Ist das wirtschaftliche Bedürfnis für die drei letztgenannten Bauausführungen nicht in dem Masse vorhanden, dass es notwendig ist, die obengenannten 25 Millionen RM bis zum 31. Dezember 1933 zu verausgaben, so soll dieser Termin hinausgeschoben werden. Es wird anerkannt, dass ein wirtschaftliches Bedürfnis besteht, stets Hafenanlagen in gewissem Umfange vorsorglich zu bauen.

85.

ESTONIE, AUTRICHE.

Echange de Notes concernant la suppression réciproque du visa des passeports, signées à Berlin et à Vienne, les 21 et 22 mars 1929.

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1929, Stück 40.

86.

GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

Accord concernant certaines réclamations au sujet de dommages et pertes soufferts pendant la guerre mondiale par l'industrie des pêcheries néerlandaises; conclu par un Echange de Notes signées à Londres, le 22 mars 1929.

Treaty Series, No. 9 (1929).

(1.)

Sir Austen Chamberlain to M. van Swinderen.

Foreign Office, March 22, 1929.

Sir,

With reference to the prolonged discussions which have taken place regarding the claims in relation to damage or losses alleged to have been suffered by Netherlands nationals during the late war, I have the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom, after careful review of the facts of the individual cases, see no reason whatever to modify their conclusion that no liability towards any of the claimants rests upon them under recognised principles of international law.

His Majesty's Government in the United Kingdom have, however, as you are aware, recognised that the claims presented on behalf of the Dutch fishing industry as a consequence of the action which the British authorities were reluctantly compelled to take during the war, stand on a special footing and they are now prepared as an act of grace towards the claimants to pay to the Netherlands Government in respect of the fishing vessels' claims the sum of 1 million guilders, it being left entirely to the Netherlands Government at their discretion to dispose of this amount in favour of those claimants in such way as they may consider proper. With a view to protecting His Majesty's Government in the United Kingdom against a possible double liability it is under-

stood that the Netherlands Government will obtain an undertaking from claimants benefiting from this payment or from the representatives of such claimants to the effect that the compensation received is accepted in final settlement of their claims, and that no further action will be taken against the Government of His Majesty in the United Kingdom in respect thereof.

His Majesty's Government can, however, only make this offer on condition that it is accepted as finally disposing, as between themselves and the Netherlands Government, of all the claims referred to in the first paragraph of this note.

It is understood that, as regards claims other than those presented on behalf of the Dutch fishing industry, there still remain open to the nationals of the Netherlands concerned the rights and remedies, if any, equally available to British or other nationals in similar circumstances, and access to the British Prize Courts is still available to claimants subject to the right of the British authorities to plead all defences legally open to them.

It is, of course, understood that the right of each Government to maintain on future occasions such position as it may deem appropriate with respect to the legality under international law of measures such as those giving rise to the claims or other points in dispute is fully reserved, and that the juridical position of neither Government is in any way prejudiced.

I have, &c.

Austen Chamberlain.

(2.)

M. van Swinderen to Sir Austen Chamberlain.

Légation des Pays-Bas,
Londres, le 22 mars 1929.

M. le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur d'accuser réception à votre Excellence de sa lettre du 22 mars 1929 ayant trait aux discussions prolongées qui ont eu lieu concernant certaines réclamations au sujet de dommages et pertes soufferts par les ressortissants néerlandais pendant la guerre mondiale. Dans cette lettre votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume - Uni, après un examen minutieux des faits de chaque cas spécial, ne voit aucune raison de modifier sa conclusion qu'aucune responsabilité ne lui incombe selon les principes reconnus de droit international à l'égard d'aucun des intéressés. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a, cependant, reconnu que les réclamations présentées en faveur de l'industrie des pêcheries à la suite des mesures que les autorités britanniques étaient contraintes à prendre, contre leur gré, pendant la guerre, ont un caractère spécial, et il serait disposé à payer, dans les conditions mentionnées dans votre lettre, au Gouvernement Néerlandais, en faveur des pêcheries, comme un acte de

grâce à l'égard des réclamants, la somme d'un million de florins, laissant entièrement au Gouvernement Néerlandais de disposer à sa discrétion de cette somme en faveur des pêcheurs dont il s'agit, de la manière que ce Gouvernement croira équitable.

En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à votre Excellence que le Gouvernement Néerlandais regrette vivement que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'a pas cru pouvoir entrer dans les vues du Gouvernement Néerlandais et qu'il décline toute obligation de dédommagement au sujet des réclamations dont il s'agit et que le Gouvernement Néerlandais trouve justifiées. C'est, toutefois, avec satisfaction que le Gouvernement Néerlandais a relevé de la lettre précitée de votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'est déclaré prêt à accorder une indemnité en faveur des pêcheries néerlandaises et, en offrant une somme d'un million de florins, fait preuve à leur égard d'un esprit large, que mon Gouvernement apprécie à sa juste valeur. Le Gouvernement Néerlandais m'a autorisé à accepter cette offre, aux conditions émises dans la lettre de vottre Excellence.

Le Gouvernement Néerlandais prend acte de ce que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni assurera aux ressortissants néerlandais intéressés, autres que ceux visés au deuxième paragraphe de votre lettre, tous droits et remèdes dont pourront profiter ses propres nationaux ou les ressortissants d'autres Puissances dans des circonstances analogues et que l'accès aux tribunaux de prises britanniques restera ouvert aux réclamants, le droit des autorités britanniques d'y faire valoir telle défense que les lois leur accordent, demeurant également réservé.

Il est, naturellement, bien entendu que le droit de chacun des deux Gouvernements de maintenir à l'avenir telle attitude qu'il jugera opportune à l'égard de la légalité selon le droit international de mesures comme celles qui ont donné lieu aux réclamations ou à l'égard d'autres points en contestation est complètement réservé, et que la posittion juridique d'aucun des deux Gouvernements n'est d'aucune façon préjudiciée.

Veuillez agréer, &c.

R. de Marees van Swinderen.

87.

PAYS-BAS, AUTRICHE.

Traité de commerce et de navigation; signé à La Haye, le 28 mars 1929.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1930, No. 375.

Traité de commerce et de navigation.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Président Fédéral de la République d'Autriche, animés du désir de resserrer de plus en plus les

*) L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 13 août 1930.

relations économiques entre les deux Etats, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Jonkheer Frans Beelaerts van Blokland, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Son Excellence Adolf Duffek, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République d'Autriche à La Haye,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

(1) Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront traités sur le territoire de l'autre Partie sous tous les rapports au moins aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils seront assimilés aux nationaux en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation. Ils auront, comme les nationaux, également droit à la protection de leur personne et de leurs biens et le droit d'acquérir et de disposer de toutes propriétés mobilières et immobilières. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie soit comme demandeurs, soit comme défendeurs. Ils auront la faculté, sur le même pied que les nationaux, de faire choix d'avoués, d'avocats et de représentants et de les employer pour la sauvegarde de leurs droits par devant lesdits tribunaux.

(2) Il est entendu toutefois que les dispositions précédentes ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police, de sûreté générale et d'exercice de certains métiers et professions, en vigueur dans les territories des Hautes Parties Contractantes et applicables à tous les étrangers en général.

(3) Les ressortissants de chacune des deux Parties seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les lois et règlements en vigueur dans le territoire respectif.

(4) Ils n'auront à payer pour l'exercice de leur commerce, de leur industrie et de leur navigation sur le territoire de l'autre Partie aucun impôt, taxe ou droit autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus des nationaux.

(5) Les ressortissants de chaque Partie, qui sont étrangers d'après la législation de l'autre et qui auront dûment fait connaître leur nationalité, seront exempts sur le territoire de l'autre de tout service personnel obligatoire, ainsi que de toute contribution, soit en argent, soit en nature, imposée aux lieu et place dudit service personnel obligatoire. Ils ne seront

astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux, dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers. Ils auront droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur.

Article 2.

(1) Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation et d'assurance, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui d'après les lois de cette Partie y sont légalement constituées, seront autorisées également sur le territoire de l'autre Partie à défendre tous leurs droits et spécialement à ester en justice, en se soumettant aux lois et ordonnances y relatives, en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

(2) L'admission des sociétés énoncées ci-dessus, légalement constituées sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, qui voudront, après l'entrée en vigueur du présent Traité, étendre leur activité sur le territoire de l'autre Partie et qui, à cet effet, auraient besoin d'une autorisation spéciale, sera régie par les lois et ordonnances en vigueur sur le territoire de l'Etat respectif.

(3) Ces sociétés, une fois admises conformément aux lois et prescriptions en vigueur sur le territoire du pays respectif, ne seront pas soumises à des taxes, contributions et généralement à aucunes redevances fiscales autres ou plus élevées que celles, imposées aux sociétés d'un Etat tiers quelconque, et jouiront à tout égard du traitement sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article 3.

(1) Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre le traitement le plus favorable qu'elle accorde ou pourrait accorder à l'avenir à un Etat tiers quelconque en ce qui concerne l'exportation, l'importation, l'entreposage et le transit des marchandises, l'acquittement des droits ou des taxes et l'accomplissement des formalités douanières.

(2) Les produits naturels ou fabriqués, originaires des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao, sont admis en Autriche et les produits naturels ou fabriqués originaires de l'Autriche sont admis aux Pays-Bas, aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao au bénéfice du régime de tarifs le plus favorable que chacune des Hautes Parties Contractantes accorde ou accordera à un Etat tiers quelconque, tant en ce qui concerne tous les droits et taxes, qu'en ce qui concerne tous les coëfficients, surtaxes ou majorations dont ces droits et taxes sont ou pourront être l'objet.

(3) Dans le cas où des prohibitions d'importation ou d'exportation, qui sont ou seraient à l'avenir établies par l'une des Hautes Parties Contractantes, entraveraient le commerce entre lesdites Parties, chacune d'elles se déclare prête à entrer, sur la demande de l'autre, en négocia-

tions pour la conclusion d'un accord concernant l'octroi de facilités à l'importation ou à l'exportation.

(4) La disposition de l'alinéa 3 ne s'applique pas aux prohibitions et restrictions à l'importation ou à l'exportation qui sont ou seraient établies pour une des raisons suivantes:

a) dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre;

b) pour des raisons de sûreté publique;

c) pour les monopoles d'Etat, actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

d) afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires;

e) par rapport à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article 4.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, ne frapperont en aucun cas les produits de l'autre Partie d'une manière plus gênante que les produits de même espèce de la nation la plus favorisée.

Article 5.

(1) Tout en étant mis au bénéfice des avantages plus grands, pouvant découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux Pays, ainsi que leurs commis-voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur Pays et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre Pays, de faire dans le Pays des achats pour leur commerce, fabrication ou autre entreprise chez les négociants ou producteurs de ces marchandises ou dans les locaux de vente publics et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons procédant à la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes, sans être soumis à ce titre à aucun droit ou taxe. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela est permis aux voyageurs de commerce nationaux.

(2) La carte de légitimation mentionnée ci-dessus devra être établie conformément au modèle annexé à la convention pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923 *).

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 165.

(3) Les objets passibles de droits et servant d'échantillons, à l'exception des marchandises prohibées, seront admis de part et d'autre en franchise temporaire, sous réserve de l'observation des formalités douanières, nécessaires pour en assurer la réexportation.

(4) Il est entendu que l'exeption des marchandises prohibées de l'admission en franchise temporaire ne s'applique qu'aux échantillons des marchandises dont l'importation est prohibée pour des raisons humanitaires et de police ou en vue de la protection des hommes, des animaux ou des plantes contre les maladies contagieuses.

(5) Les marques de reconnaissance apposées aux échantillons par les autorités de l'une des Hautes Parties Contractantes seront, pour l'établissement de leur identité, reconnues par les autorités de l'autre Partie, bien entendu que celles-ci auront la faculté, dans tous les cas où cela leur paraîtra nécessaire, d'y apposer à côté les marques de reconnaissance nationales.

(6) Le bénéfice de cette franchise peut être retiré aux voyageurs et aux maisons de commerce, qui ne se conforment pas aux conditions établies.

Article 6.

(1) Pour tout ce qui concerne le régime des voies ferrées et le trafic de transit, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à s'accorder mutuellement toutes les facilités de transport raisonnables et à prendre toutes mesures utiles pour que le transport s'exécute normalement et sans difficultés.

(2) Les stipulations précédentes ne dérogent en rien aux dispositions des règlements de douane concernant le traitement des envois de transit, ni aux règlements relatifs au trafic et au commerce des marchandises, soumises à une taxe intérieure ou formant l'objet d'un monopole d'Etat. Le transit de ces marchandises ne devra, toutefois, être entravé plus qu'il n'est nécessaire pour la perception éventuelle de l'impôt intérieur sur les marchandises restant dans le pays ou pour le but du monopole.

Article 7.

(1) Les Hautes Parties Contractantes se déclarent d'accord pour que les transports s'étendant sur le territoire des Hautes Parties Contractantes des voyageurs de quelque nationalité qu'ils soient, ainsi que de leurs bagages, seront soumis à un régime aussi favorable, en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport, les impôts publics grevant les transports des voyageurs dans le trafic intérieur ou dans le trafic avec un tiers Etat dans les mêmes conditions, dans la même direction et sur le même parcours.

(2) Les marchandises expédiées des Pays-Bas à destination d'une gare autrichienne ou en transit par l'Autriche ne seront pas traitées, sur les chemins de fer autrichiens, moins favorablement, pour ce qui a trait à l'expédition et l'acheminement, aux prix de transport et aux charges publiques connexes aux transports, que les mêmes marchandises ex-

pédiées entre des gares autrichiennes, dans les mêmes conditions, dans la même direction et sur le même parcours.

(3) Cette prescription sera également observée par les chemins de fer néerlandais à l'égard des marchandises expédiées de l'Autriche à destination d'une gare néerlandaise, ou lorsque ces marchandises traversent en transit le territoire néerlandais.

(4) Les dispositions précédentes ne visent pas les réductions de tarifs accordées en faveur des œuvres de charité ou d'instruction et éducation publique, ni les réductions accordées dans le cas d'une calamité publique aux transports des voyageurs et des marchandises, ni celles appliquées aux transports militaires de l'armée, aux personnes du service public, du service de chemin de fer et des services similaires, de même qu'aux membres de leurs familles, ni aux envois en service d'entreprises indigènes de communications.

(5) Il est également entendu que sur les chemins de fer secondaires (chemins de fer vicinaux, chemins de fer d'intérêt local, tramways) affectés principalement au trafic de tourisme, des réductions des prix de voyages pourront être réservées aux habitants indigènes des communes limitrophes.

Article 8.

(1) Les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons bénéficieront dans les ports et eaux et sur les cours d'eau navigables de l'autre de tous les avantages accordés à la nation la plus favorisée.

(2) Les certificats de jaugeage des navires et bateaux de l'une des Hautes Parties Contractantes sont acceptés par les autorités de l'autre sans qu'il soit procédé à de nouvelles vérifications ou mesures, à condition que les règles de jaugeage du pays où le certificat a été délivré soient reconnues équivalentes aux règles établies dans le pays de l'autre Partie.

Article 9.

Les dispositions du présent Traité ne s'appliqueront pas au cabotage sur les côtes du Royaume des Pays-Bas, ledit cabotage demeurant exclusivement soumis aux lois et règlements y relatifs.

Article 10.

(1) Aussi pour les cas non prévus par les Articles précédents les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie, la navigation et le service consulaire.

(2) Il est entendu toutefois que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux concessions que l'une des Hautes Parties Contractantes accorde ou accordera à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ou aux habitants de certains districts limitrophes.

Article 11.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Traité qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article 12.

Les dispositions du présent Traité sont aussi applicables aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, à l'exception de la stipulation de l'Article premier, alinéa 1, concernant les propriétés immobilières, le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée étant réciproquement applicable en la matière.

Article 13.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur, avec tacite réconduction pour une même période chaque fois où il ne sera pas dénoncé par une des Hautes Parties Contractantes au moins trois mois avant l'échéance.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait en double à La Haye, le vingt-huit mars de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

Beelaerts van Blokland.
Duffek.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation, conclu à la date de ce jour, entre les Pays-Bas et l'Autriche, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui formeront partie intégrante dudit Traité:

Il est entendu que là où, dans le présent Traité, il est prévu que l'une des Hautes Parties Contractantes accordera à l'autre le même traitement qu'aux nationaux, cette Partie pourra également invoquer le traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu, toutefois, que la concession réciproque du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'impôts, de taxes, de contributions et de droits intérieurs a pour condition l'observation de la réciprocité par l'autre Haute Partie Contractante en matière contributive et qu'elle n'est pas applicable à des clauses spéciales de Traités conclus entre l'une des Hautes Parties Contractantes et un tiers Etat pour équilibrer l'imposition à l'interieur et à l'étranger, pour délimiter la souveraineté des deux Pays en matière de contributions et notamment pour éviter la double imposition.

Il est également entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne pourra être invoquée par une des Hautes Parties Contractantes pour obtenir des droits ou privilèges découlant de conventions plurilatérales d'ordre général ainsi que de conventions de droit international privé.

Fait en double à La Haye, le vingt-huit mars de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

Beelaerts van Blokland.
Duffek.

88.

ALLEMAGNE, PORTUGAL.

Convention pour la reconnaissance réciproque des règlements respectifs concernant la sûreté de la navigation; signée à Lisbonne, le 8 avril 1929.

Reichsministerialblatt 1929, No. 19.

Die Regierung des Deutschen Reichs und die Regierung der Portugiesischen Republik sind der Auffassung, dass die in beiden Ländern über die Sicherung der Schiffahrt in Kraft befindlichen Gesetze und Verordnungen eine ausreichende Kontrolle der Seetüchtigkeit der Schiffe gewährleisten.

In dem Wunsche, die maritimen Wechselbeziehungen beider Länder zu fördern, haben sie daher folgendes Abkommen zu treffen beschlossen:

Artikel 1.

Jede der beiden vertragschliessenden Regierungen erkennt die von der anderen Regierung in ihrer Gesetzgebung festgelegten gesetzlichen und verordnungsmässigen Bestimmungen in vollem Umfang an, soweit dieselben dazu dienen, eine ausreichende Kontrolle über die Sicherheitsvorkehrungen auf den Schiffen jeglicher Art und Grösse des betreffenden Landes zu gewährleisten.

Artikel 2.

Auf Grund der Bestimmungen des Artikel 1 erkennen die Behörden der deutschen Häfen die von den zuständigen Schiffahrtsbehörden in Portugal im Sinne der Dekrete Nr. 15 372 und 15 452 der Regierung der Portugiesischen Republik vom 9. April 1928 für portugiesische Schiffe ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigungen als gültig und gesetzmässig an.

Die portugiesischen Schiffahrtsbehörden der Festlandshäfen sowie der Häfen der vorgelagerten Inselgruppen erkennen ihrerseits die den deutschen Schiffen von den zuständigen Behörden ihres Heimatlandes

ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigungen oder gleichwerten Urkunden als gültig und gesetzmässig an.

Artikel 3.

Die deutschen Schiffe sind in den portugiesischen Festlands- und Inselhäfen seitens der portugiesischen Schiffahrtsbehörden lediglich einer Kontrolle unterworfen, die sich auf die Feststellung des Vorhandenseins von noch gültigen und seitens der zuständigen deutschen Behörden ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigungen oder anderen gleichwertigen Urkunden an Bord erstreckt.

Die portugiesischen Schiffe in den deutschen Häfen sind seitens der zuständigen Hafenbehörden ebenfalls nur einer Kontrolle unterworfen, die sich auf die Feststellung des Vorhandenseins einer noch gültigen, von den portugiesischen Schiffahrtsbehörden ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigung an Bord erstreckt.

Artikel 4.

Ungeachtet der Bestimmungen der vorhergehenden Artikel können die zuständigen Behörden jeder der vertragschliessenden Regierungen die Ausreise eines Schiffes der Flagge des anderen Landes verhindern, selbst wenn es über eine noch gültige Seetüchtigkeitsbescheinigung oder gleichwertige Dokumente verfügt, sobald Gründe für die Annahme vorliegen, dass offenbare Gefahr für das Leben der an Bord befindlichen Personen besteht, wenn das Schiff zum Antritt der in Aussicht genommenen Reise ermächtigt würde.

In diesem Falle ist der Konsul des Landes, dem das an der Ausreise verhinderte Schiff angehört, sofort von den zuständigen Hafenbehörden in Kenntnis zu setzen, damit er die erforderlichen, durch die Umstände gebotenen Vorkehrungen treffen kann, sofern nicht der Kapitän des betreffenden Schiffes dieses inzwischen wieder in guten seetüchtigen Zustand gebracht hat.

Artikel 5.

Die deutschen bzw. portugiesischen Schiffe können für sich die durch den gegenwärtigen Vertrag gewährten Vorteile nur dann in Anspruch nehmen, wenn sie eine gültige, von den zuständigen Behörden ihres Heimatlandes ausgestellte Seetüchtigkeitsbescheinigung oder eine gleichwertige andere Urkunde führen.

Daher können die deutschen bzw. portugiesischen Schiffe, wenn sie nur Urkunden einer sogar von beiden Regierungen anerkannten Klassifikationsgesellschaft an Bord führen, den vorliegenden Vertrag nicht für sich in Anspruch nehmen, um sich der Prüfung durch die zuständigen Behörden des anderen Landes zu entziehen, ausgenommen in den Fällen, in denen nach der Gesetzgebung des Heimatlandes des Schiffes die Urkunden der betreffenden Klassifikationsgesellschaft als gültig anerkannt und den offiziellen Urkunden gleichgestellt sind.

Die Schiffe, die nach der Gesetzgebung ihres Heimatlandes davon befreit sind, an Bord eine Seetüchtigkeitsbescheinigung oder entsprechende gleichwertige Urkunden mitzuführen, haben jedoch Anspruch auf sämtliche durch den vorliegenden Vertrag anerkannten Vorteile, und zwar unter den gleichen Bedingungen wie die Schiffe, die mit ordnungsmässigen Seetüchtigkeitsbescheinigungen versehen sind.

Artikel 6.

Die zuständigen Behörden der beiden vertragschliessenden Regierungen behalten sich das Recht vor, nachzuprüfen, ob die Angaben in den Seetüchtigkeitsbescheinigungen oder den gleichwertigen Dokumenten der Auswandererschiffe, besonders soweit sie sich auf Rettungsmittel, Passagierzahl, Lebensmittel- und Wasservorräte beziehen, wie auch die Bestimmungen des Landes, dem diese Behörden angehören, über Bewohnbarkeit, Hygiene und Sauberkeit der den Deckpassagieren zugewiesenen Räumlichkeiten ordnungsmässig eingehalten sind und ob die Einrichtung der Krankensäle und das medizinische und pharmazeutische Material den geltenden Bestimmungen des Flaggenstaates entspricht, dem die genannten Behörden angehören.

Artikel 7.

Die Bestimmungen des Artikel 1 des vorliegenden Abkommens sollen keine der beiden vertragschliessenden Regierungen daran hindern, falls sie es für notwendig erachtet, die gesetzlichen und verordnungsmässigen Bestimmungen über Sicherung der Schiffahrt zu ändern; sie ist jedoch gehalten, die an der in Kraft befindlichen Gesetzgebung vorgenommenen Änderungen der anderen Regierung umgehend mitzuteilen.

Die vertragschliessenden Regierungen können auf diplomatischem Wege und bei jeder Gelegenheit die als erwünscht oder erforderlich erachteten Änderungen in das vorliegende Abkommen aufnehmen.

Artikel 8.

Das vorliegende Abkommen tritt mit dem ersten Mai 1929 in Kraft und gilt für unbegrenzte Zeit; seine Kündigung kann von jeder der vertragschliessenden Regierungen bei beliebiger Gelegenheit erfolgen.

Die Kündigung des Abkommens wird erst sechs Monate nach ihrer Bekanntgabe an den anderen Staat wirksam.

Zur Bekräftigung haben die Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Lissabon am 8. April 1929.

gez. *Ernst Busch.*
gez. *Manuel Carlos Quiatão Meyrelles.*

89.

ALLEMAGNE, FRANCE.

Convention pour régler le petit trafic frontalier sur la frontière germano-française; signée à Paris, le 25 avril 1929, suivie d'un Protocole additionnel, signé à la date du 17 mai 1929 et d'un Echange de Notes du 25 avril 1929 au 24 mars 1930.*)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 31, 43.

Abkommen über den kleinen Grenzverkehr an der deutsch-französischen Grenze.

Der deutsche Reichspräsident und der Präsident der Französischen Republik, von dem Wunsche geleitet, die nachbarlichen Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich im Interesse der Grenzbevölkerung zu sichern und zu ordnen, haben beschlossen, in Ausführung des Artikels 48 des Vertrags über die Festsetzung der gemeinsamen Grenze vom 14. August 1925 **) ein Abkommen zu diesem Zwecke zu schliessen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der deutsche Reichspräsident:

den deutschen Botschafter, Leopold von Hoesch; und

den Generalkonsul, Werner Freiherr von Grünau;

der Präsident der Französischen Republik:

den Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Aristide Briand,

Convention réglant le trafic frontalier sur la frontière germano-française.

Le Président du Reich Allemand et le Président de la République Française désireux d'assurer et de régler entre l'Allemagne et la France les rapports de voisinage au mieux des intrérêts respectifs des populations frontalières, et se conformant à l'Article 48 du Traité du 14 août 1925 **) qui porte délimitation de la frontière commune, ont décidé de conclure une convention à cet effet, et nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Président du Reich Allemand:

M. Léopold von Hoesch, Ambassadeur d'Allemagne; et

M. Werner Freiherr von Grünau, Consul général;

le Président de la République Française:

M. Aristide Briand, Ministre des Affaires Etrangères,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 14 août 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 1206.

**) V. N.R.G. 3. s. XXII, p. 660.

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel 1.

Personen, die in dem Grenzbezirk des einen der beiden Länder entweder ihren Wohnsitz oder seit wenigstens vier Monaten ihren gewöhnlichen Aufenthalt haben, geniessen nach Massgabe der Bestimmungen dieses Abkommens die nachstehend bezeichneten Erleichterungen. Diese Personen müssen mit einem Ausweis, Grenzkarte genannt, versehen sein.

Die in dem vorstehenden Absatz vorgesehene Aufenthaltsfrist gilt nicht für die in Artikel 13 bezeichneten Arbeitnehmer und das Personal der Nutzungsberechtigten der in Artikel 16, 17 und 20 erwähnten Grundstücke.

Artikel 2.

Die Grenzbezirke erstrecken sich beiderseits der Grenze in einer Breite von etwa 10 km; sie sind in der Anlage A beschrieben.

Diese Anlage kann gegebenenfalls durch Vereinbarung der beiden Regierungen geändert werden, wenn anerkannt wird, dass die wirtschaftlichen Bedürfnisse der in Betracht kommenden Gebiete dies erfordern, oder wenn Anlass besteht, die Ausführung der Zollüberwachung zu erleichtern.

I. Persönliche Erleichterungen.

Artikel 3.

Die Inhaber der in dem einen Lande ausgestellten Grenzkarten sind berechtigt, die Grenze zu überschreiten und sich bei jedem Grenzübertritt während einer Dauer von

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après:

Article premier.

Les personnes ayant, dans la zone frontalière de l'un des deux pays, leur domicile ou, depuis quatre mois au moins, leur résidence habituelle, bénéficient, conformément aux dispositions prévues dans la présente Convention, des facilités ci-après mentionnées. Ces personnes doivent être munies d'une carte dite „carte frontalière".

Le délai de résidence visé à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux travailleurs remplissant les conditions prévues à l'Article 13 ni aux personnes au service des exploitants de biens-fonds visés aux Articles 16, 17 et 20.

Article 2.

Les zones frontalières s'étendent, de chaque côté de la frontière, à dix kilomètres environ; elles sont définies dans l'Annexe A.

Cette annexe pourra, le cas échéant, être modifiée d'un commun accord par les deux Gouvernements s'il est reconnu que les nécessités économiques des régions intéressées l'exigent ou s'il y a lieu de faciliter l'exécution du contrôle du service des douanes.

I. Facilités personnelles.

Article 3.

Les titulaires des cartes frontalières délivrées dans l'un des deux pays sont admis à franchir la frontière et à séjourner, à chaque passage, pendant une durée maxima de

höchstens drei Tagen in dem Grenzbezirk des anderen Landes aufzuhalten.

Für Wochenarbeiter, welche die Voraussetzungen des Artikels 13 erfüllen, wird die jeweilige Aufenthaltsdauer auf eine Woche ausgedehnt.

Artikel 4.

Die Grenzkarte wird Kindern unter 15 Jahren grundsätzlich nicht ausgestellt; diese können jedoch eine Grenzkarte aus besonderen Gründen, wie zum Schul- und Kirchenbesuch oder zur Berufsausübung, erhalten. Im übrigen dürfen Kinder unter 15 Jahren die Grenze nur in Begleitung einer erwachsenen Person überschreiten, deren Grenzkarte die Befugnis zur Mitnahme der Kinder enthält.

Artikel 5.

Die Grenzkarte ist zwei Jahre gültig. Nach Ablauf der Geltungsdauer hat der Karteninhaber die Ausstellung einer neuen Karte zu beantragen.

Artikel 6.

In der Grenzkarte sind der Geltungsbereich und die Grenzübergangsstellen, die der Karteninhaber benutzen darf, anzugeben.

Der Geltungsbereich wird nach den Bedürfnissen jedes einzelnen Falles festgesetzt. Er umfasst in Deutschland den oder die Kreise oder Amtsbezirke, in Frankreich den oder die Kantone und gegebenenfalls das Arrondissement, die der Karteninhaber aufsuchen will.

Die Grenzübergangsstellen können nur aus den in der Anlage B aufgezählten Grenzübergangsstellen

trois jours, dans la zone frontalière de l'autre pays.

Pour les travailleurs semainiers remplissant les conditions prévues à l'Article 13, la durée du séjour autorisée est portée à une semaine,

Article 4.

En principe, la carte frontalière n'est pas délivrée aux enfants de moins de quinze ans, mais ceux-ci peuvent l'obtenir pour des motifs particuliers, tels que la fréquentation des écoles et des lieux affectés aux cultes ou l'exercice d'une profession. Dans tous les autres cas, les enfants de moins de quinze ans ne peuvent franchir la frontière qu'en compagnie de personnes adultes munies de cartes frontalières spécifiant que les titulaires sont autorisés à emmener lesdits enfants.

Article 5.

La carte frontalière est valable pour deux années. A l'expiration de cette durée, le titulaire doit demander une nouvelle carte.

Article 6.

La carte frontalière indique la zone pour laquelle elle est valable et les points de passage que le titulaire est autorisé à emprunter.

La zone de validité est fixée suivant les besoins de chaque cas particulier. Cette zone comprend, en Allemagne, le ou les Kreise ou Amtsbezirke, en France, le ou les cantons et éventuellement, l'arrondissement, dans lesquels le titulaire de la carte est appelé à se rendre.

Les points de passage ne peuvent être choisis que parmi ceux énumérés à l'annexe B. Cette annexe

ausgewählt werden. Diese Anlage kann von den beiden Regierungen in gegenseitigem Einvernehmen geändert werden.

In besonderen Fällen können die zuständigen Behörden der beiden Länder die Überschreitung der Grenze auch ausserhalb der in Abs. 3 bezeichneten Grenzübergangsstellen gestatten.

Artikel 7.

Der Grenzübertritt auf Grund einer Grenzkarte ist grundsätzlich nur bei Tage gestattet.

Die zuständigen Behörden der beiden Länder werden in gegenseitigem Einvernehmen die Verkehrsstunden unter Berücksichtigung der örtlichen Bedürfnisse festsetzen und sich über als notwendig anerkannte Ausnahmen verständigen.

Die Absperrvorrichtungen werden während der Verkehrsstunden offengehalten; sie sind rechtzeitig zu öffnen und dürfen nicht vor der festgesetzten Zeit geschlossen werden.

Der Grenzübertritt mit der Eisenbahn, der Kleinbahn, der Strassenbahn und anderen öffentlichen regelmässigen Verkehrseinrichtungen ist jederzeit zugelassen.

Artikel 8.

Geistliche und ihre Gehilfen dürfen in Ausübung ihres Berufs die Grenze auch ausserhalb der in Artikel 6 Abs. 3 bezeichneten Grenzübergangsstellen und zur Nachtzeit überschreiten.

Das gleiche gilt von Ärzten, Tierärzten und Hebammen jeder der beiden Grenzbezirke, soweit sie

pourra être modifiée d'un commun accord par les deux Gouvernements.

Dans des cas particuliers, les autorités compétentes des deux pays pourront autoriser le passage de la frontière en d'autres points que ceux qui sont désignés à l'alinéa 3 du présent Article.

Article 7.

Le passage de la frontière en vertu d'une carte frontalière est autorisé, en principe, pendant le jour.

Les autorités compétentes des deux pays fixeront d'un commun accord les heures de la circulation en tenant compte des besoins locaux. Elles s'entendront sur les dérogations particulières qui seraient reconnues nécessaires.

Les barrages doivent rester ouverts pendant les heures de circulation; ils seront ouverts à temps et ne seront pas fermés avant l'heure convenue.

Le passage de la frontière par chemin de fer d'intérêt général ou local, par tramway et autres services publics et réguliers de transports en commun est admis à toute heure.

Article 8.

Les ministres des cultes et leurs auxiliaires peuvent, pour l'exercice de leurs fonctions, passer la frontière en d'autres points que ceux visés par le troisième alinéa de l'Article 6. Ils peuvent également la franchir de nuit.

Il en est de même des médecins, des vétérinaires et des sages-femmes de chacune des zones frontalières,

zur Ausübung ihres Berufs in dem anderen Grenzbezirk zugelassen sind.

Artikel 9.

Die in Artikel 13 bezeichneten Arbeitnehmer, die an Arbeitsstätten mit Nachtarbeit oder mit Tag- und Nachtarbeit beschäftigt sind, dürfen die Grenze auch bei Nacht überschreiten. Zu diesem Zweck erhalten ihre Grenzkarten einen besonderen Vermerk.

Artikel 10.

Die Grenzkarten werden nach den in Anlage C beigefügten Mustern*) in deutscher und französischer Sprache ausgefertigt, und zwar auf deutscher Seite in hellblauer und auf französischer Seite in rosa Farbe.

Sie werden in Deutschland von den Landratsämtern, Bezirksämtern oder Stadträten, in Frankreich von den Präfekten oder deren Beauftragten, nach Massgabe der Bestimmungen des Artikels 11 ausgestellt.

Artikel 11.

Die zuständigen Behörden jedes der beiden Länder teilen den zuständigen Behörden des anderen Landes (Artikel 10) die Listen der Kartenbewerber in doppelter Ausfertigung unmittelbar mit. Diese Listen sollen Namen und Vornamen, Beruf, Ort und Tag der Geburt, Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt des Kartenbewerbers, sowie den Grund, aus dem die Ausstellung der Karte verlangt wird, ferner den Geltungsbereich der Karte und die zu benutzenden Grenzübergangsstellen

en tant qu'ils sont admis à exercer leur profession dans l'autre zone.

Article 9.

Les travailleurs visés à l'Article 13 et qui sont occupés dans des établissements fonctionnant soit de nuit, soit de jour et de nuit, sont autorisés à traverser la frontière de nuit. Une mention spéciale sera inscrite à cet effet sur leur carte.

Article 10.

Les cartes frontalières rédigées en allemand et en français, sont établies d'après les modèles figurant à l'annexe C.*) Elles sont de couleur bleu-clair pour les titulaires allemands et de couleur rose pour les titulaires français.

Ces cartes sont délivrées, du côté allemand, par les Landratsämter, Bezirksämter ou Stadträte, et, du côté français, par les préfets ou leurs délégués conformément aux dispositions de l'Article 11.

Article 11.

Les autorités compétentes de chacun des deux pays communiquent directement aux autorités compétentes de l'autre (Art. 10) les listes, en deux exemplaires, des demandeurs. Ces listes doivent mentionner les nom et prénoms, profession, lieu et date de naissance, domicile ou résidence des intéressés ainsi que le motif pour lequel la carte est sollicitée, la zone de validité de la carte et les points de passage de la frontière; elles doivent être datées. Les cartes frontalières destinées

*) Non reproduit.

enthalten; sie sind mit Tagesangabe zu versehen. Die Grenzkarten, die den in der Liste aufgeführten Personen ausgestellt werden sollen, sind mitzuübersenden.

aux personnes désignées dans les listes doivent y être jointes.

Die Behörden des anderen Landes senden innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Mitteilung die Doppel der Listen nebst den Karten und den sonstigen Unterlagen an die zur Ausstellung der Karten berufenen Behörden zurück. Die nicht beanstandeten Karten werden dabei mit dem Stempel der zurücksendenden Behörden versehen. Diese Behörden fügen in den Listen bei den Namen der Personen, die nicht oder nur mit Einschränkungen zugelassen werden, entweder den Vermerk „abgelehnt“ hinzu oder geben an, welche Änderungen hinsichtlich des Geltungsbereichs oder der Grenzübergangsstellen gefordert werden.

Les autorités de l'autre pays renvoient, dans les deux semaines qui suivent la réception de la communication, aux autorités chargées de délivrer les cartes, les doubles des listes ainsi que les cartes et les autres documents. Les cartes qui n'ont provoqué aucune objection sont revêtues du sceau des autorités qui les renvoient. Ces autorités portent sur ces listes, en regard des noms des personnes non admises ou admises sous réserve, soit la mention „refus“, soit l'indication des modifications exigées quant à la zone de validité et aux points de passage.

Die Ablehnung der Grenzkarten soll, wenn die in diesem Abkommen vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, nur ausnahmsweise, und zwar aus Gründen der öffentlichen Sicherheit, erfolgen.

Lorsque les conditions prévues par la présente Convention sont remplies, les refus ne sont opposés qu'à titre exceptionnel, pour des raisons de sécurité publique.

Artikel 12.

Die Gebühr für die Ausstellung der Grenzkarte soll deutscherseits 0,50 RM, französischerseits 3 Franken nicht übersteigen.

Die von den Behörden des Ziellandes auf den Karten und Listen angebrachten Stempel und Vermerke sind gebührenfrei.

Article 12.

La délivrance de la carte frontalière ne donne pas lieu à la perception d'une taxe supérieure à 50 Pfennig du côté allemand et à 3 francs du côté français.

Les cachets et les diverses mentions apposés sur les cartes et sur les listes par les autorités de la zone à laquelle les cartes donnent accès ne sont passibles d'aucune taxe.

Artikel 13.

Die in dem deutschen Grenzbezirk ansässigen deutschen Arbeit-

Article 13.

Les travailleurs allemands habitant la zone frontalière allemande,

nehmer und die in dem französischen Grenzbezirk ansässigen französischen Arbeitnehmer können unbehindert in dem anderen Grenzbezirk arbeiten, wenn sie im Besitz einer mit dem Vermerk „Arbeitnehmer“ versehenen Grenzkarte sind.

Dieser Vermerk wird bei Ausstellung der Grenzkarte oder zu jedem späteren Zeitpunkt nach dem in Artikel 11 vorgesehenen Verfahren von der Behörde des Landes angebracht, in dem der Arbeitnehmer beschäftigt werden soll, wenn dieser eine Arbeitsgenehmigung vorlegt. Diese Genehmigung ist von dem örtlich zuständigen Arbeitsamt des Landes, in dem der Arbeitnehmer arbeiten will, nach den in diesem Lande geltenden Bestimmungen gebührenfrei auszustellen.

Der Inhaber einer mit dem erwähnten Vermerk versehenen Grenzkarte ist berechtigt, bei Ablauf seines ersten Arbeitsvertrages in dem auf seiner Grenzkarte angegebenen Geltungsbereich und während ihrer Geltungsdauer jeder Beschäftigung in seinem Beruf nachzugehen, ohne einer erneuten Arbeitsgenehmigung zu bedürfen.

Artikel 14.

In Fällen schweren oder wiederholten Missbrauchs bei Benutzung der Grenzkarte oder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit kann die zuständige Behörde jedes Landes, vorbehaltlich anderer gegebenenfalls zu treffenden Strafmassnahmen, die Grenzkarte durch Anbringung des Vermerks „Vorläufig ungültig .... den ..... 19..“ ungültig machen; sie benachrichtigt unverzüglich die Behörde, welche die Karte ausge-

les travailleurs français habitant la zone frontalière française peuvent travailler librement dans l'autre zone frontalière, à la condition d'être porteurs d'une carte frontalière revêtue de la mention „travailleur“.

Cette mention sera apposée soit à l'occasion de la délivrance de la carte frontalière, soit ultérieurement à tout moment, selon la procédure fixée à l'Article 11 par l'autorité du pays dans lequel le travailleur doit être occupé toutes les fois que celui-ci produira une autorisation de travail. Cette autorisation doit être délivrée sans frais par l'office public de placement local du pays où l'intéressé est appelé à travailler et être conforme aux règlements en vigueur dans ce pays.

Le travailleur titulaire d'une carte frontalière revêtue de ladite mention est autorisé, à l'expiration de son premier contrat de travail, à occuper, dans la zone déterminée par sa carte, tout emploi de sa profession pendant toute la durée de validité de la carte, sans qu'il ait à demander une nouvelle autorisation de travail.

Article 14.

En cas d'abus graves ou répétés dans l'usage de la carte frontalière ou pour des raisons de sécurité publique, l'autorité compétente de chaque pays peut, sans préjudice, le cas échéant, d'autres sanctions, rendre inutilisable la carte frontalière en y apposant la mention „provisoirement annulée ...... le ...... 19..“; elle avise d'urgence de la mesure prise l'autorité qui a délivré la carte afin que celle-ci puisse être retirée

stellt hat, um die Entziehung der Karte herbeizuführen.

Artikel 15.

Die in Artikel 10 Abs. 2 erwähnten Behörden jedes der beiden Länder können bei Meinungsverschiedenheiten eine Nachprüfung des Streitfalls durch die höheren Behörden veranlassen.

II. Zollerleichterungen.

Artikel 16.

Die Bewohner eines der Grenzbezirke, die von ihrem in diesem Bezirk gelegenen land- oder forstwirtschaftlichen Grundstück aus ein anderes land- oder forstwirtschaftliches Grundstück bewirtschaften, das in dem anderen Grenzbezirk gelegen ist, dürfen frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie frei von Ein- und Ausfuhrverboten die nachstehend aufgeführten Erzeugnisse, Gegenstände und Tiere auf ihre Grundstücke ein- oder ausführen:

1. Die zu irgendeinem Zeitpunkt auf ihren Grundstücken gewonnenen land- oder forstwirtschaftlichen Erzeugnisse unter der Voraussetzung, dass sie in dem Zustand über die Grenze befördert werden, in dem sie üblicherweise von dem Erzeugungsgrundstück eingebracht werden.

   Die Vergünstigung gilt nicht für Erzeugnisse, die bereits in Scheunen eingebracht worden sind, oder irgendeine Bearbeitung erfahren haben.

2. Alles, was zur Bewirtschaftung ihrer Grundstücke üblicherweise erforderlich ist, wie Reit-,

au titulaire.

Article 15.

Les autorités de chacun des deux pays, mentionnées au deuxième alinéa de l'Article 10, peuvent, en cas de désaccord, provoquer l'examen du différend par les autorités supérieures compétentes des deux pays.

II. Facilités douanières.

Article 16.

Les habitants de l'une des zones frontalières qui exploitent un bien-fonds agricole ou forestier dans ladite zone et qui en exploitent également un autre dans l'autre zone, peuvent importer ou exporter sur leurs biens-fonds, en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, les produits, objets et animaux ci-dessous énumérés:

1º Les produits agricoles ou forestiers recueillis, à quelque époque que ce soit, sur leurs biens-fonds, sous réserve qu'ils soient transportés dans l'état où ils sont habituellement enlevés des biens-fonds producteurs.

   Tout produit qui a été engrangé ou qui a reçu une main-d'œuvre quelconque ne peut plus être admis à l'immunité;

2º Tout ce qui est normalement nécessaire à l'exploitation de leurs biens-fonds, notamment

Last- oder Zugtiere, natürliche und künstliche Düngemittel, Sämereien und Pflanzen, land- und forstwirtschaftliche Werkzeuge, Geräte, Maschinen, Utensilien, Materialien und Fahrzeuge nebst Zubehör sowie dem erforderlichen Betriebsstoff.

Die Tiere, Werkzeuge, Geräte, Maschinen, Utensilien und Fahrzeuge nebst Zubehör sind, sobald sie nicht mehr gebraucht werden, in den Grenzbezirk zurückzuschaffen, aus dem sie herübergebracht worden sind.

3. Das zum Wirtschaftsbetrieb gehörende Vieh (wie Pferde, Esel, Rindvieh, Schafe, Ziegen), das zur Weide auf ihre Grundstücke im anderen Grenzbezirk gebracht wird, desgleichen die Milch und die rohe (ungewaschene) Wolle, die von diesem Vieh gewonnen wird, und das auf der Weide geborene Jungvieh.

Diese Vergünstigung ist an die Bedingungen geknüpft, dass die oben bezeichneten Tiere nach dem Weidegang über die Grenze zurückgebracht werden.

4. Die Jagd- und Fischereierzeugnisse dieser Grundstücke unter der Voraussetzung, dass die von den Hohen Vertragschliessenden Teilen erlassenen fischerei- und jagdpolizeilichen Vorschriften beachtet werden.

Die vorgesehenen Vergünstigungen und Befreiungen gelten nur für land- und forstwirtschaftliche Erzeugnisse, die bei der Verbringung über die Grenze noch nicht Gegenstand eines Handelsgeschäfts gewesen sind.

les animaux de selle, de somme ou de trait, les engrais organiques ou chimiques, les semences et plants, les outils, engins, machines, ustensiles, matériel et véhicules agricoles ou forestiers y compris leurs accessoires, lubrifiants et carburants nécessaires.

Dès qu'ils auront cessé d'être utiles, les animaux, outils, engins, machines, ustensiles et véhicules et leurs accessoires devront être ramenés dans la zone de provenance;

3° Le bétail des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine, faisant partie du cheptel et qui est mené au pacage sur les biens-fonds situés dans l'autre zone frontalière, le lait et la laine en suint qui proviennent de ce bétail ainsi que le croît de celui-ci durant le pacage;

Cette facilité est accordée sous réserve que les animaux ci-dessus visés seront ramenés au delà de la frontière après le pacage;

4° Les produits de la chasse ou de la pêche provenant des mêmes biens-fonds, sous réserve de l'observation des règlements de police de pêche et de chasse édictés par l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes.

Seuls bénéficient des facilités et exceptions prévues au présent Article les produits agricoles ou forestiers qui n'ont encore fait l'objet d'aucune transaction commerciale au moment du passage de la frontière.

Artikel 17.

Die im vorstehenden Artikel vorgesehenen Vergünstigungen werden in gleicher Weise von den Bewohnern eines der Grenzbezirke gewährt, die, ohne dort ein land- oder forstwirtschaftliches Grundstück zu bewirtschaften, in dem anderen Grenzbezirk ein Nutzungsrecht an land- oder forstwirtschaftlichen Grundstücken besitzen (einzelne Wiesen, Felder oder Gärten usw.), wenn nach deren Umfang praktisch ein eigentlicher Wirtschaftsbetrieb nicht in Betracht kommt.

Von dem Erfordernis der Ansässigkeit im Grenzbezirk wird ausnahmsweise abgesehen, wenn von forstwirtschaftlichen Grundstücken das geschlagene Holz infolge der Bodengestaltung nur auf Wegen fortgeschafft werden kann, die auf das Gebiet des anderen Landes führen.

Artikel 18.

Wer unter den vorstehenden Vergünstigungen Grundstücke bewirtschaftet, hat alljährlich nach näherer Bestimmung der zuständigen Zollbehörde eine Erklärung abzugeben, aus der die Art des Anbaues für jeden Grundstücksteil, das Flächenmass sowie die annähernden Mengen der ein- und auszuführenden Erzeugnisse ersichtlich sind.

Artikel 19.

Die Ein- oder Ausfuhr der in Artikel 16 und 17 bezeichneten Erzeugnisse, Gegenstände und Tiere hat im Bereiche der Zollbehörde zu erfolgen, bei der die in Artikel 18 vorgeschriebene Erklärung abgegeben worden ist. Der Vorsteher dieser

Article 17.

Bénéficient également des dispositions prévues à l'Article précédent, bien qu'elles n'exploitent pas un bien-fonds agricole ou forestier dans la zone où elles habitent, les personnes ayant dans l'autre la jouissance de biens-fonds agricoles ou forestiers et notamment de jardins, champs ou prés isolés, etc., dont l'importance ne comporte pas, dans la pratique, l'organisation d'une exploitation proprement dite.

A titre exceptionnel, l'obligation d'habiter la zone frontalière n'est pas exigée, en ce qui concerne les biens-fonds forestiers, lorsque, par suite de la configuration du sol, la vidange des coupes ne pourra se faire pratiquement que par les chemins conduisant sur le territoire de l'autre pays.

Article 18.

Les exploitants de biens-fonds admis à bénéficier des privilèges cidessus doivent remettre, au cours de chaque année, conformément aux instructions de l'autorité douanière compétente, une déclaration indiquant le genre de la culture pratiquée sur chaque parcelle, la superficie de celle-ci et les quantités approximatives de produits qu'ils se proposent de faire entrer ou sortir.

Article 19.

L'entrée et la sortie des produits, objets et animaux, visés aux Articles 16 et 17, doivent s'effectuer dans le ressort de l'autorité douanière qui a reçu la déclaration prévue à l'Article 18. Toutefois, le chef local des douanes peut autoriser les excep

Zollbehörde kann indes die ihm begründet erscheinenden Ausnahmen zulassen.

Artikel 20.

Die in dem einen Grenzbezirk ansässigen Eigentümer oder Nutzniesser von Steinbrüchen, Sand- oder Kiesgruben, die in dem anderen Grenzbezirk gelegen sind oder sich in diesen erstrecken, dürfen frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten die Roherzeugnisse dieser Steinbrüche, Sand- oder Kiesgruben, ebenso die zur Bewirtschaftung erforderlichen Geräte aus- oder einführen, die Geräte unter der Bedingung der Rückbringung.

Sprengstoffe sind von der vorstehenden Vergünstigung ausgeschlossen. Das gleiche gilt von flüssiger Luft.

Die vorstehenden Vergünstigungen erstrecken sich nicht auf Erwerbungen nach der Unterzeichnung dieses Abkommens.

Artikel 21.

Die Vergünstigungen der Artikel 16 und 20 stehen auch den Gemeinden des einen Grenzbezirks für ihre in dem anderen Grenzbezirk gelegenen Grundstücke zu. Dies gilt nicht für Erwerbungen nach dem 11. November 1918.

Die gleiche Bestimmung ist auf juristische Personen anwendbar, die sich nicht hauptsächlich auf industriellem oder kaufmännischem Gebiet betätigen.

Artikel 22.

Beim Wechsel des Eigentums, der Pacht oder eines sonstigen Nutzungsrechts haben die neuen Eigentümer,

tions qui lui paraissent justifiées.

Article 20.

Les habitants de chacune des zones frontalières, propriétaires ou usagers de carrières, sablières ou gravières situées dans l'autre zone, ou se prolongeant d'une zone frontalière dans l'autre, peuvent exporter ou importer en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, les produits bruts de ces carrières, sablières et gravières, ainsi que l'outillage nécessaire à leur exploitation, ce dernier sous condition de réexportation.

Les matières explosives sont exclues du bénéfice des dispositions qui précèdent. Il en est de même pour l'air liquide.

Les facilités prévues ci-dessus ne s'appliquent pas aux acquisitions faites après la signature de la présente Convention.

Article 21.

Les facilités prévues aux Articles 16 et 20 sont également accordées aux communes d'une zone frontalière pour leurs biens-fonds situés dans l'autre zone, sauf en ce qui concerne les acquisitions faites depuis le 11 novembre 1918.

La même disposition s'applique aux personnes morales n'exerçant pas à titre principal une activité industrielle ou commerciale.

Article 22.

Toutes les fois que se produisent des mutations dans la propriété, la location ou la jouissance de biens-

Pächter oder Nutzungsberechtigten ihre Rechte der zuständigen Zollbehörde durch Vorlage von Urkunden nachzuweisen. Diese Urkunden sind nach Kenntnisnahme zurückzugeben.

fonds, les nouveaux propriétaires, locataires ou usagers ont à justifier de leurs droits par la remise de leurs titres à l'autorité douanière intéressée. Ces titres sont rendus aux deposants dès qu'il en a été pris note.

Artikel 23.

In Zweifelsfällen können die Zollbehörden die Vorlage einer schriftlichen Erklärung des Berechtigten (auf stempelfreiem Papier) darüber verlangen, dass die in Artikel 16 und 20 bezeichneten Erzeugnisse von Grundstücken stammen, die er in dem Grenzbezirk bewirtschaftet. Die Richtigkeit dieser Erklärung ist von der zuständigen Gemeindebehörde gebührenfrei zu bescheinigen.

Article 23.

En cas de doute, les autorités douanières peuvent exiger la production, sur papier libre, d'une déclaration de l'intéressé attestant que les produits visés aux Articles 16 et 20 proviennent des biens-fonds qu'il exploite dans la zone frontalière. L'exactitude de cette déclaration est attestée sans frais par l'autorité municipale compétente.

Artikel 24.

Die in Artikel 16, 17 und 20 bezeichneten Bewohner des einen Grenzbezirks, die sich zum Zwecke ihres Wirtschaftsbetriebs in den anderen Grenzbezirk begeben und sich dort aufhalten, dürfen die für einen Tag erforderlichen Nahrungsmittel für sich selbst, für ihr Personal und ihre Tiere frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten einführen. Die Vergünstigung erstreckt sich nicht auf alkoholhaltige Getränke mit Ausnahme von einfachem Traubenwein, Apfelwein und Bier.

Die gleichen Vergünstigungen werden den in Artikel 13 bezeichneten Arbeitnehmern gewährt, die in dem einen Grenzbezirk ansässig sind und sich zu ihrer Arbeit nach dem anderen Grenzbezirk begeben.

Den vorbezeichneten Personen wird ausserdem eine Vergünstigung

Article 24.

Les habitants de l'une des zones frontalières visés aux Articles 16, 17 et 20, qui se rendent dans l'autre zone et y séjournent pour les besoins de leur exploitation, sont autorisés à importer, en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, les denrées nécessaires, pour la journée, à leur alimentation, à celle de leur personnel et de leurs animaux. Cette faveur ne s'étend pas aux boissons alcooliques, à l'exception du vin ordinaire, du cidre et de la bière.

Les mêmes facilités sont accordées aux travailleurs visés à l'Article 13 qui, résidant dans une zone frontalière, vont travailler dans l'autre.

Les personnes ci-dessus désignées bénéficient en outre d'une tolérance

für Tabak, Zigarren und Zigaretten gewährt, die unter der Voraussetzung abgabenfrei eingeführt werden dürfen, dass es sich nur um eine Menge handelt, die den Bedarf eines Rauchers für höchstens einen Tag nicht überschreitet.

Einmal in der Woche dürfen die Arbeitnehmer, die sich von dem einen in den anderen Grenzbezirk begeben haben, am Ende ihres Aufenthalts in dem letzteren bei der Rückkehr nach ihrer Wohnung frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten die Mengen an Lebensmitteln über die Grenze bringen, die für ihren Haushalt für einen Tag erforderlich sind. Vorbehaltlich besonderer Fälle haben die Beteiligten diese Lebensmittel auf den in ihrer Grenzkarte bezeichneten Zollstrassen während der Dienststunden unter Vorlegung eines Ausweises (für Deutschland: Hausstandskarte, für Frankreich: Hausstandskarte, Familienbuch oder ortsbehördliche Bescheinigung) vorzuführen.

Artikel 25.

Die nachstehenden Erzeugnisse, nämlich Körnerfrüchte (Getreide- und Hülsenfrüchte), Ölfrüchte (Raps-, Lein- und Hanfsaat und dergleichen), Holz (Rundholz, unbearbeitet oder mit der Axt bearbeitet, mit oder ohne Rinde), Eichenrinde, die von den Einwohnern des einen Grenzbezirks in diesem Bezirk gewonnen und nach Mühlen oder Sägewerken des anderen Grenzbezirks zum Reinigen, Quetschen, Schroten oder Mahlen (Getreide und

en ce qui concerne le tabac, les cigares et les cigarettes; ces produits peuvent être importés en franchise sous réserve qu'il s'agisse exclusivement d'une quantité ne dépassant pas la consommation nécessaire à un fumeur pour une journée au maximum.

Une fois par semaine, les travailleurs qui se sont rendus d'une zone frontalière dans l'autre peuvent, à la fin de leur séjour dans cette dernière zone, emporter, à leur retour dans leur foyer, en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, les quantités de vivres nécessaires à la consommation de leur ménage pendant une journée. Sauf dans les cas exceptionnels, les intéressés doivent importer ces vivres par les routes légales mentionnées sur leur carte frontalière et les présenter au bureau de douane compétent pendant les heures légales, en même temps qu'une pièce justificative (carte de ménage en Allemagne, carte de ménage, livret de famille ou attestation délivrée par l'autorité municipale en France).

Article 25.

Les produits suivants: graines (céréales, légumineuses), graines oléagineuses (colza, graine de lin, de chanvre, etc.), bois communs (ronds, bruts ou équarris, avec ou sans écorce), écorce de chêne, récoltés par les habitants de l'une des zones frontalières dans cette zone et apportés aux moulins et scieries de l'autre zone frontalière pour être nettoyés, broyés, battus ou moulus (en ce qui concerne les céréales et légumineuses), pour être broyés (en

Hülsenfrüchte), zum Schlagen (Ölfrüchte), zum Schneiden (Holz), zum Zerkleinern oder Mahlen (Eichenrinde) verbracht werden, sind von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten befreit unter der Bedingung der Rückbringung der bearbeiteten Waren einschliesslich etwaiger Nebenerzeugnisse in den Grenzbezirk, aus dem sie stammen.

Die in diesem Artikel vorgesehenen Vergünstigungen sind auf Erzeugnisse beschränkt, die zum persönlichen Verbrauch der Bewohner der Grenzbezirke bestimmt und dort von ihnen gewonnen sind.

Die Wiedereinfuhr der bearbeiteten Erzeugnisse hat durch die gleichen Personen, welche die Rohstoffe ausgeführt haben, oder für deren Rechnug zu erfolgen, und zwar über das Zollamt, das den Veredelungsverkehr überwacht.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die vorstehenden Vergünstigungen entsprechend den Bestimmungen des Artikels 38 den in jedem der beiden Länder geltenden Zollvorschriften, namentlich auch hinsichtlich der Berechnung des Ausbeuteverhältnisses bei den bearbeiteten Waren, unterliegen.

Artikel 26.

Die im Artikel 25 vorgesehenen Vergünstigungen gelten nur für die bei der Unterzeichnung dieses Abkommens bestehenden Mühlen und Sägewerke.

Artikel 27.

Befreiung von Eingangs- und Aus-

ce qui concerne les graines oléagineuses), pour être sciés (en ce qui concerne le bois), pour être découpés en menus morceaux ou pour être moulus (en ce qui concerne l'écorce de chêne), bénéficient de la franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi que de la dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, sous condition de réexportation dans la zone d'origine des marchandises travaillées et, le cas échéant, des sous-produits.

Les faveurs prévues par le présent Article sont réservées aux produits destinés à la consommation personnelle des habitants des zones frontalières qui les y ont récoltés.

La réimportation des produits travaillés doit être effectuée par les mêmes personnes qui ont exporté les matières premières ou pour le compte desdites personnes et par le bureau de douane qui a autorisé l'opération.

Il est entendu que, conformément aux dispositions de l'Article 38, les facilités qui précèdent sont subordonnées à l'observation des formalités douanières réglementaires en vigueur dans chacun des deux pays, notamment en ce qui concerne le calcul du rendement en produits finis.

Article 26.

Les facilités prévues à l'Article 25 sont privatives aux moulins et scieries existant à la date de la signature de la présente Convention.

Article 27.

La franchise des droits et taxes

gangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe wird gewährt:

1. für Verbandstoffe und Arzneimittel, welche die in dem einen Grenzbezirk ansässigen und zur Ausübung der Praxis in dem anderen Grenzbezirk zugelassenen Ärzte oder Tierärzte zum unmittelbaren Verbrauch mit sich führen;
2. für Desinfektionsmittel, die von Hebammen, die in dem einen Grenzbezirk ansässig sind und in dem anderen Grenzbezirk Geburtshilfe leisten, zum unmittelbaren Verbrauch mitgeführt werden;
3. für Verbandstoffe zum sofortigen Gebrauch und Arzneimittel, welche die Bewohner des einen Grenzbezirks aus Apotheken des anderen Grenzbezirks, auf die sie nach Lage der örtlichen Verhältnisse angewiesen sind, auf Grund von Rezepten holen, die von den zur Ausübung der Praxis zugelassenen Ärzten oder Tierärzten ausgestellt sind. Diese Vergünstigung gilt nur für geringe Mengen und nur für Arzneimittel, die in der Apotheke selbst angefertigt werden, also nicht für zusammengesetzte Arzneien, die im voraus für den öffentlichen Verkauf hergestellt sind und als „pharmazeutische Spezialitäten“ bezeichnet werden.

Die Rezepte sind beim Grenzübergang der Zollstelle zur Visierung vorzulegen. Die Zollfreiheit wird bei wiederholter Benutzung desselben Rezeptes nur dann gewährt, wenn der

de douane et du droit de statistique est accordée:

1° Aux matières et objets servant à faire des pansements et aux médicaments que les médicins ou vétérinaires domiciliés dans l'une des zones frontalières et autorisés à exercer leur profession dans l'autre zone, portent sur eux en vue d'un usage immédiat;

2° Aux désinfectants que les sages-femmes domiciliées dans l'une des zones frontalières et qui font leur service d'accoucheuse dans l'autre zone, portent sur elles en vue d'un usage immédiat;

3° Aux matières et objets servant à faire des pansements immédiats et aux médicaments que, en raison des conditions locales, les habitants d'une zone frontalière vont se procurer dans les pharmacies de l'autre, en vertu d'ordonnances délivrées par les médecins et vétérinaires autorisés à exercer leur profession. Cette facilité n'est accordée que pour de petites quantités et pour des médicaments préparés dans la pharmacie, à l'exclusion des médicaments composés, préparés à l'avance et conditionnés pour la vente au public, dits „spécialités pharmaceutiques“.

Les ordonnances doivent être présentées au passage de la frontière à l'autorité douanière, qui les visera. Elles ne peuvent être utilisées à nouveau aux fins d'importation en franchise qu'à

Arzt das Rezept ausdrücklich erneuert hat;

4. für Verbandstoffe, einfache Drogen oder chemische und pharmazeutische Erzeugnisse für den gewöhnlichen Hausgebrauch, die in der anliegenden Liste D aufgezählt sind, in den dort festgesetzten Höchstmengen. Bei diesen Erzeugnissen ist die Vorlegung eines Rezeptes bei der Grenzüberschreitung nicht erforderlich.

Artikel 28.

Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten wird innerhalb der Grenzbezirke der beiden Länder gewährt:

1. für Särge mit Leichen und für Urnen mit Asche verbrannter Leichen;
2. für Grabkränze und Sträusse aus natürlichen oder künstlichen Blumen, für Palmwedel sowie sonstigen Grabzierrat, der nicht aus Holz, Stein oder Metall, mit Ausnahme von Blech oder Draht, hergestellt ist, sofern die erwähnten Gegenstände zum Schmuck von Särgen oder Grabstätten von Verwandten oder Bekannten bestimmt sind und von den Bewohnern der Grenzbezirke persönlich über die Grenze gebracht werden. Die Vergünstigung erstreckt sich nicht auf Gegenstände, die zu gewerblichen oder Handelszwecken eingeführt werden;
3. für Schnittblumen, auch in Gebinden, die von den Bewohnern der Grenzbezirke bei Familien-

condition d'avoir été renouvelées par le médicin;

4° Aux objets de pansement, aux drogues simples ou produits chimiques et pharmaceutiques d'usage familial courant énumérés dans l'annexe D, dans la limite des quantités qui y sont fixées. Pour ces produits, il n'est pas nécessaire de présenter une ordonnance au passage de la frontière.

Article 28.

La franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi que la dérogation à toutes prohibitions d'importation et d'exportation sont accordées dans l'étendue de la zone frontalière des deux pays:

1° Aux cercueils contenant des dépouilles mortelles et aux urnes, renfermant les cendres de personnes incinérées;

2° Aux couronnes mortuaires, aux bouquets de fleurs naturelles ou artificielles, aux palmes et à tous les autres motifs funéraires en toutes matières, même en fer blanc et en fil de fer, mais à l'exception de tout autre métal, de la pierre ou du bois, pourvu que lesdits objets soient destinés à décorer les cercueils et tombes de parents ou amis et qu'ils soient transportés au delà de la frontière par les habitants des zones frontalières en personne. Cette faveur ne s'étend pas aux objets introduits pour des fins professionnelles ou commerciales;

3° Aux fleurs coupées, même en gerbes, portées par les habitants des zones frontalières en per-

festen, religiösen Feiern oder dergleichen persönlich mitgebracht werden;

4. für Kultusgegenstände und Gebetbücher, die bei religiösen Feiern benutzt werden, unter der Bedingung der Rückbringung.

Artikel 29.

Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten wird für Fahrzeuge jeder Art und Zweckbestimmung (Wagen, Fahrräder, Kraftfahrräder, Kraftwagen usw.) sowie für Einhufer (Pferde, Esel, Maulesel, Maultiere) gewährt einschliesslich der dazugehörigen Ausrüstungsgegenstände, des Geschirrs sowie des für diese Tiere erforderlichen Futters, sofern die Grenzüberschreitung nur zu dem Zweck erfolgt, um Personen oder Waren von dem einen Grenzbezirk in den anderen zu verbringen oder von dort zu holen. Diese Vergünstigung wird unter der Bedingung der Wiederausfuhr gewährt, soweit es sich nicht um die unterwegs verbrauchten Futtermittel handelt.

Es besteht Einverständnis darüber, dass hierbei Personen oder Waren nicht von einer Stelle des einen Grenzbezirks nach einer anderen Stelle desselben Grenzbezirks befördert werden dürfen.

Personen, die den Zollbehörden als verlässlich bekannt sind, können von der Leistung der vorgeschriebenen Zollsicherheit hinsichtlich der Fahrzeuge befreit werden, die sie für sich persönlich oder ihre Angehörigen benutzen.

sonne, à l'occasion de fêtes de famille ou de cérémonies religieuses, etc.;

4° Aux objets du culte et aux livres de prière utilisés dans les cérémonies religieuses et sous réserve de réexportation.

Article 29.

La franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi que la dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation sont accordées aux véhicules de toutes catégories et quel que soit leur usage (voitures, bicyclettes, motocyclettes, automobiles, etc.) et aux solipèdes (chevaux, ânes et mulets), en tant qu'ils ne passent la frontière que pour transporter des personnes ou des marchandises d'une des zones frontalières dans l'autre ou pour les y aller chercher, y compris les objets d'équipement et de harnachement qui s'y rattachent ainsi que les produits servant à l'alimentation de ces solipèdes. Ces faveurs sont accordées sous condition de réexportation sauf en ce qui concerne les produits d'alimentation consommés sur place.

Il est entendu qu'il ne doit être effectué aucune prise en charge de personnes ou de marchandises sur l'un des points d'une zone frontalière pour les transporter sur un autre point de la même zone.

Les personnes notoirement connues des autorités douanières peuvent être dispensées de fournir les garanties douanières réglementaires pour les véhicules qu'elles utilisent pour leur usage personnel ou celui de leurs familles.

Die Bestimmungen über die Erhebung von Steuern von Kraftwagen, Kraftfahrrädern und Fahrrädern bleiben unberührt.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die vorstehenden Vergünstigungen entsprechend den Bestimmungen des Artikels 38 der Beobachtung der Vorschriften unterworfen sind, die für diesen Verkehr in jedem der beiden Länder gelten.

Artikel 30.

Die Bewohner der Grenzbezirke sind von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten hinsichtlich der Handwerkszeuge, Geräte und Utensilien befreit, die sie vorübergehend von dem einen Grenzbezirk in den anderen zur Ausübung ihres Berufs oder zur Ausführung von Arbeiten mitnehmen, unter der Bedingung der Wiederausfuhr dieser Handwerkszeuge, Geräte und Utensilien in den Grenzbezirk, aus dem sie herübergebracht worden sind.

Artikel 31.

Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten wird für Material und Gerätschaften zur Ausbesserung von unmittelbar an der Grenze liegenden Mühlen und Sägewerken gewährt, falls bei der Ausbesserung das Gebiet des Nachbarstaates benutzt werden muss. Die Gerätschaften sind wieder auszuführen.

Artikel 32.

Wenn Ortschaften in dem einen Grenzbezirk gelegen sind, während

Il n'est porté aucune atteinte aux dispositions relatives à la perception de taxes sur les automobiles, motocyclettes et bicyclettes.

Il est entendu que, conformément aux dispositions de l'Article 38, les facilités qui précèdent sont subordonnées à l'observation des formalités réglementaires auxquelles ce trafic est soumis dans chacun des deux pays.

Article 30.

Les habitants des zones frontalières bénéficient de la franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi que de la dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation pour les instruments, outils et ustensiles qu'ils transportent, à titre temporaire, d'une zone frontalière dans l'autre pour l'exercice de leur profession ou l'exécution de travaux, à la condition qu'ils réexporteront lesdits instruments, outils et ustensiles, dans la zone de provenance.

Article 31.

La franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique est accordée aux matériaux et à l'outillage servant à la réparation des moulins et scieries situés en bordure immédiate de la frontière lorsque cette réparation nécessite l'emprunt du territoire de l'État voisin. L'outillage devra être réexporté.

Article 32.

Si des localités situées dans une zone frontalière ont leurs installa-

sich ihre Wasserleitungsanlagen in dem anderen Grenzbezirk befinden, wird für das zur Ausbesserung oder Unterhaltung der Anlagen erforderliche Material bei der Einfuhr in den letzteren Grenzbezirk Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten gewährt. Das gleiche gilt unter der Bedingung der Wiederausfuhr für die erforderlichen Gerätschaften.

Artikel 33.

Bei den Erzeugnissen des einen Grenzbezirks, die zum Verkauf auf Märkte des anderen Grenzbezirks gebracht werden, werden nur von den Mengen Eingangs- und Ausgangsabgaben erhoben, die endgültig in dem letzteren Grenzbezirk verbleiben.

Dieser Marktverkehr ist im übrigen den Zollvorschriften sowie den Verboten oder einschränkenden Bestimmungen unterworfen, die in dem Gebiet eines jeden der Hohen Vertragschliessenden Teile gelten.

Die Rückschaffung der unverkauft gebliebenen Mengen und die Erledigung der erforderlichen Zollförmlichkeiten müssen spätestens innerhalb 24 Stunden nach Schluss des Marktes erfolgen.

Artikel 34.

Die der Warenein- und -ausfuhr geöffneten Strassen jedes Staates (Zollstrassen) sind in der Anlage E aufgeführt. Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, das Verzeichnis seiner Zollstrassen zu ändern, falls die Umstände dies erfordern soll-

tions d'eau dans l'autre zone, la franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi que la dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation sont accordées, à l'importation dans cette dernière zone, aux matériaux indispensables à la réparation ou à l'entretien de ces installations et, sous condition de réexportation, à l'outillage nécessaire.

Article 33.

Les produits d'une zone frontalière apportés, pour être vendus, aux marchés de l'autre zone ne seront soumis aux droits et taxes de douane que pour les quantités restées définitivement dans cette dernière zone.

L'application de ce régime est subordonnée à l'accomplissement des formalités douanières ainsi qu'à l'observation des prohibitions et restrictions en vigueur sur le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes.

Les produits invendus doivent être réexportés et les opérations régularisées dans les 24 heures faisant suite à la clôture du marché.

Article 34.

Les routes douanières de chaque État ouvertes en cette qualité à l'importation et à l'exportation des marchandises figurent à l'Annexe E. Les Hautes Parties Contractantes se réservent la faculté d'apporter, chacune en ce qui la concerne, à la liste de leurs routes douanières, les modi-

ten. Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden sich jedoch hierüber soweit als möglich verständigen.

Die in der Anlage F aufgezählten Strassen sind (ohne Zollstrassen zu sein) unter den in dieser Anlage enthaltenen Bedingungen für die Zwecke der land- und forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung der in den Grenzbezirken gelegenen Grundstücke geöffnet. Diese Anlage kann von den beiden Regierungen in gegenseitigem Einvernehmen geändert werden.

III. Besondere und Schlussbestimmungen.

Artikel 35.

Die Mannschaften von Feuerwehren, Bergwehren sowie sonstigen Rettungsorganisationen dürfen zur Hilfeleistung bei Bränden oder anderen Unglücksfällen in den beiden Grenzbezirken die Grenze an jeder Stelle und zu jeder Zeit ohne Pass oder Grenzkarte überschreiten. Die Geräte, Fahrzeuge und Gespanne einschliesslich des erforderlichen Futters für die Pferde sowie der erforderlichen Betriebsstoffe für die Fahrzeuge sind von Eingangs- und Ausgangsabgaben sowie von allen Zollförmlichkeiten befreit unter der Bedingung der Wiederausfuhr, soweit es sich nicht um die unterwegs verbrauchten Futtermittel und Betriebsstoffe handelt.

Artikel 36.

Die in diesem Abkommen vorgesehenen Grenzkarten können auch solchen deutschen Arbeitnehmern ausgestellt werden, die in dem in

fications que les circonstances pourraient exiger. Elles se concerteront, toutefois, dans la mesure du possible, à cette occasion.

Les routes non douanières figurant à l'Annexe F sont ouvertes, dans les conditions précisées à ladite Annexe, aux fins de l'exploitation agricole ou forestière des biensfonds situés dans une des zones frontalières. Cette Annexe pourra être modifiée d'un commun accord par les deux Gouvernements.

III. Dispositions spéciales et finales.

Article 35.

Dans les zones frontalières et en cas de sinistre, le personnel des corps de pompiers, des corps de secours des mines et de tous autres organismes de secours peut, en tous points et à toute heure, passer la frontière sans passeport ni carte frontalière. Le matériel, les véhicules, les attelages, y compris le fourrage des chevaux, les lubrifiants et les carburants des véhicules, seront admis en franchise des droits et taxes de douane et sans aucune formalité douanière, sous condition de réexportation sauf en ce qui concerne les fourrages, lubrifiants et carburants consommés sur place.

Article 36.

Les cartes frontalières prévues dans la présente Convention peuvent être délivrées également aux travailleurs allemands ayant leur

der Anlage G beschriebenen deutschen Bezirk wohnen und in den Anlagen A und G beschriebenen französischen Bezirken arbeiten wollen, ferner solchen deutschen Arbeitnehmern, die in dem in der Anlage A beschriebenen deutschen Bezirk wohnen und in dem in der Anlage G beschriebenen französischen Bezirk arbeiten wollen.

Das gleiche gilt für solche französischen Arbeitnehmer, die in dem in der Anlage G beschriebenen französischen Bezirk wohnen und in den in den Anlagen A und G beschriebenen deutschen Bezirken arbeiten wollen, ferner für solche französischen Arbeitnehmer, die in dem in der Anlage A beschriebenen französischen Bezirk wohnen und in dem in der Anlage G beschriebenen deutschen Bezirk arbeiten wollen.

Die Bestimmungen der Artikel 3 bis 15 sowie des Artikels 24 finden auf diese Arbeitnehmer Anwendung.

Artikel 37.

Auf Wegen, bei denen die Grenzlinie nach den Bestimmungen des Vertrags zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich über die Festsetzung der Grenze vom 14. August 1925 in der Mitte verläuft, ist der Personen- und Warenverkehr von Pass- und Zollförmlichkeiten befreit.

Die mit der Überwachung der Grenze betrauten Beamten (Zollbeamte, Landjäger, Forstbeamte) sind, wenn es die dienstlichen Bedürfnisse erfordern, berechtigt, die bezeichneten Wege zu benutzen, ohne jedoch auf ihnen Aufstellung nehmen zu dürfen. Sie können da-

résidence dans la zone allemande définie à l'Annexe G et qui sont appelés à travailler dans les zones françaises définies aux Annexes A et G ainsi qu'aux travailleurs allemands ayant leur résidence dans la zone allemande définie à l'Annexe A et qui sont appelés à travailler dans la zone française définie à l'Annexe G.

Les mêmes facilités sont accordées aux travailleurs français ayant leur résidence dans la zone française définie à l'Annexe G et qui sont appelés à travailler dans les zones allemandes définies aux Annexes A et G ainsi qu'aux travailleurs français ayant leur résidence dans la zone française définie à l'Annexe A et qui sont appelés à travailler dans la zone allemande définie à l'Annexe G.

Les dispositions des Articles 3 à 15 inclusivement ainsi que celles de l'Article 24 sont étendues à ces travailleurs.

Article 37.

La circulation ainsi que le transport des marchandises passibles ou non de droits de douane sont libres sur les chemins que suit en leur milieu la ligne frontière définie par le Traité de délimitation du 14 août 1925 entre l'Allemagne et la France.

Les fonctionnaires préposés à la surveillance de la frontière (douaniers, gendarmes, gardes forestiers) peuvent emprunter lesdits chemins, si les besoins de leur service l'exigent, sans être toutefois autorisés à y stationner. Ils peuvent alors même être armés, mais ne peuvent accom-

bei auch bewaffnet sein, aber sie dürfen auf diesen Wegen keinerlei Amtshandlungen vornehmen (Festnahme, Feststellung von Verbrechen, Vergehen oder Übertretungen, welcher Art sie auch seien).

Artikel 38.

Durch die Bestimmungen dieses Abkommens werden die in jedem der beiden Länder geltenden Polizei- und Zollbestimmungen nicht berührt, soweit nicht Ausnahmen durch dieses Abkommen besonders vorgesehen sind.

Die zuständigen Behörden der Hohen Vertragschliessenden Teile werden die notwendigen Überwachungsmassnahmen anordnen, um eine missbräuchliche Ausnutzung der durch dieses Abkommen gewährten Zoll- und sonstigen Erleichterungen zu verhindern. Gegebenenfalls werden sie sich hierüber verständigen. Diese Überwachungsmassnahmen dürfen indes nicht dazu führen, den Genuss der Erleichterungen aufzuheben.

Artikel 39.

Durch die Bestimmungen dieses Abkommens werden die allgemeinen gesundheits- und veterinärpolizeilichen Vorschriften sowie die zum Schutze gegen Pflanzenschädlinge erlassenen allgemeinen Vorschriften der Hohen Vertragschliessenden Teile nicht berührt.

Auf dem Gebiete der Veterinärpolizei gelten jedoch in den Grenzbezirken die in der Anlage H enthaltenen Ausführungsbestimmungen.

Artikel 40.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander mitteilen,

plir, sur ces chemins aucun acte de leur fonction (arrestation, constatation de crime, délit ou contravention, de quelque nature qu'ils soient).

Article 38.

Les dispositions de la présente Convention ne portent atteinte ni aux règlements de police intérieure, ni à la réglementation douanière en vigueur dans chacun des deux pays, sauf dans les cas où il y serait expressément dérogé par ladite Convention.

Les autorités compétentes des Hautes Parties Contractantes ordonneront les mesures nécessaires de surveillance aux fins d'empêcher un emploi abusif des facilités douanières et autres prévues par la présente Convention. Le cas échéant, elles se concerteront à cet effet. Les mesures de surveillance ne devront pas avoir pour effet d'empêcher l'usage de ces facilités.

Article 39.

Les dispositions de la présente Convention ne comportent pas de dérogation aux règlements généraux des Hautes Parties Contractantes relatifs à la police sanitaire générale et à la police sanitaire des animaux et des végétaux.

Toutefois, en matière de police vétérinaire, le règlement figurant à l'Annexe H sera appliqué dans les zones frontalières.

Article 40.

Les Hautes Parties Contractantes se feront réciproquement con-

welche Dienststellen als zuständige Behörden im Sinne dieses Abkommens zu betrachten sind.

Artikel 41.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Änderungen dieses Abkommens, die sie auf Grund der Erfahrungen für notwendig erachten sollten und die der Zustimmung der gesetzgebenden Körperschaften nicht bedürfen, im Wege des einfachen Schriftwechsels zu vereinbaren.

Artikel 42.

Die Bestimmungen dieses Abkommens treten an die Stelle des Grenzvertrages vom 14. August 1925, soweit sie diesen ändern.

Artikel 43.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden, und die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich in Berlin ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Dieses Abkommen kann mit einer Frist von sechs Monaten zum Ende eines Kalenderjahres gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

In zweifacher Urschrift ausgefertigt auf Deutsch und auf Französisch in Paris am 25. April 1929.

L. von Hoesch.
Freiherr von Grünau.
A. Briand.

naître les services qualifiés d'autorités compétentes dans la présente Convention.

Article 41.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent la faculté d'apporter à la présente Convention, par simple échange de lettres, les modifications dont l'expériance aurait fait ressortir l'opportunité et qui n'exigeraient point l'approbation des corps législatifs.

Article 42.

Les dispositions de la présente Convention se substituent à celles du Traité de délimitation du 14 août 1925 dans la mesure où elles les modifient.

Article 43.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Berlin aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Elle pourra être dénoncée, moyennant un préavis de six mois, pour la fin de l'année civile.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, en allemand et en français, le 25 avril 1929.

L. von Hoesch.
Freiherr von Grünau.
A. Briand.

Zeichnungsprotokoll.

Bei Unterzeichnung des Abkommens vom heutigen Tage haben die Hohen Vertragschliessenden Teile beschlossen, die Anwendungsbedingungen dieses Abkommens gemäss den folgenden Bestimmungen näher zu umschreiben:

Zu Artikel 2 und 10.

1. Hinsichtlich der Gemeinden, deren Gebiet nur teilweise in den deutschen Grenzbezirk fällt, besteht Einverständnis darüber, dass die in diesem Abkommen vorgesehenen persönlichen Erleichterungen unter Ausschluss aller Zollerleichterungen sich auf die Gemeindeteile erstrecken, die ausserhalb des Grenzbezirks liegen. Ausgenommen bleibt die Gemeinde Karlsruhe. Bei der Gemeinde Baden - Baden erstrecken sich die vorgesehenen Erleichterungen nicht über die Stadt selbst hinaus. Dagegen werden die vorstehend vorgesehenen Erleichterungen auf die Ortschaften Bühl, Achern und Lahr ausgedehnt.

2. Mit Rücksicht darauf, dass der Badeort Baden - Baden die in vorstehendem Absatz vorgesehenen Verkehrserleichterungen geniesst, werden die gleichen Erleichterungen auch auf den Badeort Niederbronn ausgedehnt.

3. Die Grenzkarten für Personen, welche die vorstehend vorgesehenen persönlichen Erleichterungen geniessen, werden mit einem Unterscheidungsmerkmal versehen (orangefarbener Querstreifen für die deutschen Karten, blauer Querstreifen für die französischen Karten).

Zu Artikel 2 bis 15.

1. Durch dieses Abkommen werden die besonderen Massnahmen

Protocole de signature.

Au moment de signer la Convention en date de ce jour, les Hautes Parties Contractantes ont décidé d'en préciser les conditions d'application suivant les dispositions ci-après:

Ad Articles 2 et 10.

1. En ce qui concerne les communes dont le territoire n'est que partiellement compris dans la zone frontalière allemande, il est entendu que les facilités personnelles prévues à la présente Convention s'appliquent, à l'exclusion de toutes facilités douanières, aux parties de ces communes situées en dehors de cette zone. Exception est faite pour la commune de Karlsruhe (Carlsruhe). En ce qui concerne la commune de Baden-Baden, ces facilités ne s'étendent pas au delà de l'agglomération de cette ville. Par contre, le bénéfice des facilités prévues ci-dessus est étendu aux localités de Bühl, Achern et Lahr.

2. La station balnéaire de Baden-Baden bénéficiant des facilités de circulation prévues au paragraphe précédent, les mêmes facilités sont étendues à la station balnéaire de Niederbronn.

3. Les cartes frontalières délivrées aux personnes bénéficiant des facilités personnelles ci-dessus prévues seront munies d'un signe distinctif (barre transversale orange pour les cartes allemandes, barre transversale bleue pour les cartes françaises).

Ad Articles 2 à 15.

1. La présente Convention ne porte pas atteinte aux mesures spé-

nicht berührt, die jedes der beiden Länder hinsichtlich der passtechnischen Behandlung des Rheinbaupersonals getroffen hat oder treffen wird.

2. Durch dieses Abkommen werden die von den örtlichen deutschen, französischen und schweizerischen Polizeibehörden getroffenen besonderen Massnahmen hinsichtlich der passtechnischen Behandlung des Verkehrs zwischen Huningue (Hüningen) und der Schweiz durch das Land Baden über die Schiffbrücke Huningue (Hüningen)—Weil nicht berührt.

3. Die deutschen Bevollmächtigten erklären, dass Inhaber von Grenzkarten, die französischerseits ausgestellt sind und zum Aufenthalt in dem Kreise Saarburg berechtigen, die deutsche Grenze auch über die Brücke Perl — Schengen überschreiten können.

Zu Artikel 13.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile geben einander die Versicherung, dass die in Artikel 13 vorgesehene Arbeitsgenehmigung von den örtlich zuständigen Arbeitsämtern allen Arbeitnehmern, die darum nachsuchen, mit der grösstmöglichen Beschleunigung ausgestellt werden soll, ausser im Falle des Vorliegens besonderer Gründe, wie Arbeitskämpfe und Arbeitslosigkeit in einem Beruf.

Zu Artikel 16 und 17.

1. In Anerkennung des Umstandes, dass die Bestimmungen der Artikel 16 und 17 nicht alle Ausnahmefälle, die einer Berücksichtigung wert sind, decken können, sind die Hohen Vertragschliessenden Teile

ciales que chacun des deux pays a prises ou pourrait prendre en ce qui concerne le régime des passeports et de la circulation du personnel occupé aux travaux d'aménagement du Rhin.

2. La présente Convention ne porte pas atteinte aux mesures spéciales prises par les autorités de police locale allemandes, françaises et suisses concernant le régime des passeports et de la circulation entre Huningue et la Suisse par le pont de bateaux de Huningue à Weil et à travers le pays de Bade.

3. Les Plénipotentiaires allemands déclarent que les titulaires des cartes frontalières délivrées par les autorités françaises et valables pour le cercle de Saarburg sont admis à franchir la frontière allemande par le pont de Perl-Schengen.

Ad Article 13.

Les Hautes Parties Contractantes se donnent mutuellement l'assurance que l'autorisation de travail visée à l'Article 13 sera délivrée, avec toute la célérité possible, par les Offices publics de placement locaux, à tous les travailleurs qui la demanderont, sauf raison spéciale, telle que l'existence d'un conflit collectif de travail ou d'un chômage dans la profession.

Ad Articles 16 et 17.

1. Reconnaissant que les dispositions de l'Article 16 et de l'Article 17 peuvent ne pas couvrir certaines situations exceptionnelles dignes d'être prises en considération, les Hautes Parties Contrac-

übereingekommen, ihre obersten Zollbehörden zu ermächtigen, sich vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 14 und 38 über eine grundsätzliche Regelung dieser Ausnahmefälle zu verständigen.

2. Unter die in Artikel 16 erwähnten Erzeugnisse fallen insbesondere:

Getreide, Linsen, Erbsen und Bohnen, Ölsamen und Ölfrüchte, Sämereien, Knollen und Wurzeln, Grünfutter, Heu, Stroh, Gemüse, Obst, Weintrauben, Roherzeugnisse der Waldwirtschaft (wie Rohholz, Rinde, Reisig, Streu, Holzkohle, Holzasche usw.).

Unter Artikel 16 fallen auch Erzeugnisse, die auf dem Erzeugungsgrundstück eingemietet (Knollenfrüchte, Erbsen, Bohnen, Ölfrüchte) oder zu Schobern aufgestapelt (Getreide, Stroh, Heu) werden; Weintrauben, die während der Weinlese im Weinberg zerquetscht oder gemahlen und in diesem Zustande über die Grenze gebracht werden; Holz, das auf dem Erzeugungsgrundstück entrindet wird oder eine einfache Bearbeitung mit Axt oder Säge in der Querrichtung erfahren hat oder zu Klafterholz zerkleinert worden ist.

3. Die in Artikel 16 unter Nr. 1 und 4 vorgesehenen Vergünstigungen beziehen sich nur auf Erzeugnisse, die nach dem Sitz des eigentlichen Wirtschaftsbetriebs verbracht werden.

4. Die Gemeinden und Bewohner des französischen Grenzbezirks längs des Bienwaldes dürfen die nachbezeichneten Gegenstände aus diesem Wald frei von allen Ausgangsabgaben einschliesslich der

tantes sont d'accord pour habiliter leurs administrations centrales des douanes à se concerter en vue d'assurer le règlement de principe de ces situations exceptionnelles, sous réserve des dispositions de l'Article 14 et de l'Article 38.

2. Sont compris notamment parmi les produits visés à l'Article 16:

Les céréales, lentilles, pois et haricots, graines et fruits oléagineux, semences, tubercules et racines, fourrages verts, foin, pailles, légumes, fruits, grappes de raisins, produits bruts de l'économie forestière (bois bruts, écorces, brindilles, litières, charbon de bois, cendres de bois, etc.).

Sont compris également parmi les produits visés audit article les produits conservés en tas ou en silos (tubercules, pois, haricots, fruits oléagineux) ou mis en meules (céréales, pailles, foin) dans le bien-fonds producteur, les grappes de raisin broyées ou écrasées dans le vignoble pendant les vendanges et transportées en cet état au-delà de la frontière; le bois qui, sur le bien-fonds producteur, a été écorcé ou a subi une simple opération à la hache ou à la scie dans le sens transversal, ou encore refendu comme bois de stère.

3. Les facilités prévues aux paragraphes 1 et 4 de l'Article 16 ne visent que les produits ramenés au siège de l'exploitation proprement dite.

4. Les communes et les habitants de la zone frontalière française en bordure de la forêt de Bienwald peuvent exporter de cette forêt en exonération de tout droit de sortie et du droit de statistique et impor-

statistischen Abgabe ausführen und in den bezeichneten Bezirk frei von Eingangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe einführen: Baumäste zur Herstellung von Werkzeugteilen, Stangen, Pfähle und rohe Hölzer für landwirtschaftliche Zwecke, die am stärkeren Ende einen Umfang von höchstens fünfzig Zentimeter haben, Brennholz oder anderes Holz, klein gehackt oder in Knüppel zerteilt, wobei das stärkere Ende einen Umfang von nicht mehr als fünfzig Zentimeter haben darf, sowie Reisig oder trockenes Laub. Diese Gegenstände müssen zum eigenen Gebrauch bestimmt sein.

Diese Vergünstigung ist an die Bedingung geknüpft, dass die vorbezeichneten Gegenstände getragen oder durch Wagen oder Zugtiere befördert werden; sie wird nicht Handwerkern (Tischlern, Zimmerleuten, Wagenbauern usw.) für das Holz gewährt, das sie zur Ausübung ihres Gewerbes benötigen.

Zu Artikel 24.

Um alle Schwierigkeiten hinsichtlich der Auslegung des Artikels 24 zu vermeiden, sind die Hohen Vertragschliessenden Teile übereingekommen, die Art und Mengen der Nahrungsmittel und Getränke, die frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten über die Grenze gebracht werden dürfen, folgendermassen zu bestimmen:

1. die Höchstmenge der in Artikel 24 Abs. 1 vorgesehenen Nahrungsmittel, einschliesslich Fleisch- und Wurstwaren, darf grundsätzlich 1 kg für jede Person nicht übersteigen;

ter dans ladite zone en exemption des droits et taxes de douanes et du droit de statistique, les branches d'arbres servant à faire des manches d'outils, les perches, poteaux et échalas bruts pour la culture ayant au maximum 50 centimètres de circonférence au gros bout, le bois de chauffage ou autre en quartiers refendus ou en rondins ne dépassant pas 50 centimètres de circonférence au gros bout, ainsi que les fagots ou feuilles mortes destinés à leur usage particulier.

Cette facilité est subordonnée à la condition que le transport soit effectué à bras, par charrette ou bêtes de trait. Elle n'est pas accordée aux artisans (menuisiers, charpentiers, charrons etc.) pour les bois nécessaires à l'exercice de leur profession.

Ad Article 24

En vue de prévenir toutes difficultés relatives à l'interprétation de l'Article 24, les Hautes Parties Contractantes sont convenues de fixer de la façon suivante la nature et les quantités de vivres et de boissons susceptibles d'être importés en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation:

1. La quantité maxima des denrées alimentaires, y compris la charcuterie, prévues à l'Article 24, alinéa 1er, ne doit dépasser, en principe, un kilogramme par personne;

2. die Höchstmenge an Getränken wird festgesetzt auf:
   1 Liter gewöhnlichen Traubenwein oder
   2 Liter Apfelwein oder
   2 „ Bier;
3. an Lebensmitteln der in Artikel 24 Abs. 4 erwähnten Art werden zugelassen:
   a) einzelne Stücke von frischem oder einfach zubereitetem Fleisch oder Schweinespeck:
      für Arbeitnehmer mit eigenem Hausstand 2 kg,
      für Arbeitnehmer ohne eigenen Hausstand 1 kg;
   b) Müllereierzeugnisse oder gewöhnliches Backwerk:
      für Arbeitnehmer mit eigenem Hausstand 3 kg,
      für Arbeitnehmer ohne eigenen Hausstand 1,5 kg.

Zu Artikel 25.

1. Zwischen den Hohen Vertragschliessenden Teilen besteht Einverständnis darüber, dass der Eigentümer eines in dem einen Grenzbezirk gelegenen Waldes Holz, das aus diesem Walde stammt, frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten nach einem auf dem Besitztum desselben Eigentümers in dem anderen Grenzbezirk gelegenen Sägewerk verbringen darf, um es dort zu verarbeiten und zu verkaufen. Ferner kann ein solcher Eigentümer das Holz, nachdem es zersägt ist, unter den gleichen Vergünstigungen nach dem Ursprungsgebiet zurückbringen.

2. Wenn die örtlichen Verhältnisse es erfordern, werden die zu-

2. La quantité maxima de boissons est fixée à:
   1 litre de vin ordinaire, ou
   2 litres de cidre, ou
   2 litres de bière;
3. En ce qui concerne les vivres visés à l'alinéa 4 de l'Article 24 sont admis:
   a. Les viandes fraîches ou ayant subi une préparation simple, ou le lard:
      Pour les travailleurs ayant un ménage, 2 kilogrammes;
      Pour les travailleurs sans ménage, 1 kilogramme.
   b. Les produits de meunerie ou de boulangerie ordinaire:
      Pour les travailleurs ayant un ménage, 3 kilogrammes;
      Pour les travailleurs sans ménage, 1 kilogr. 500.

Ad Article 25.

1. Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour admettre que le propriétaire d'une forêt située dans une zone frontalière peut transporter en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions et d'importation et d'exportation, à destination d'une scierie établie sur la partie de son domaine située dans l'autre zone frontalière, et pour y être débité et vendu, le bois provenant de cette forêt. Ce propriétaire peut également ramener au lieu d'origine et dans les mêmes conditions son bois après sciage.

2. Les autorités douanières compétentes des deux pays useront de

ständigen Zollbehörden der beiden Länder hinsichtlich der abgabenfreien Ausfuhr und Wiedereinfuhr von Gegenständen, die von Bewohnern des einen Grenzbezirks zur Ausbesserung durch Handwerker in den anderen Grenzbezirk gebracht werden, Entgegenkommen bezeigen. Die Vergünstigung ist auf Gegenstände beschränkt, die ausschliesslich dem persönlichen Gebrauch der betreffenden Grenzbewohner dienen.

tolérance pour l'exportation et la réimportation en franchise des objets d'usage strictement personnel que les habitants d'une des zones frontalières voudront faire réparer par un artisan de l'autre zone lorsque les conditions locales justifieront cette pratique.

Zu Artikel 26.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die in Artikel 25 vorgesehenen Vergünstigungen auch für die dort erwähnten Anlagen gelten, die nach Unglücks- oder Brandfällen neu erstellt werden.

Ad Article 26.

Il est entendu que les facilités prévues à l'Article 25 seront maintenues auxdites installations qui seraient reconstruites en cas de sinistre ou d'incendie.

Zu Artikel 28.

Es besteht Einverständnis darüber, dass nach dem auf französischem Gebiet gelegenen Friedhof der Gemeinden Scheibenhardt ausser den in Artikel 28 Nr. 2 genannten Gegenständen auch Grabdenkmäler, Grabgitter und dergleichen frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten über die Grenze gebracht werden dürfen, soweit es sich um Gräber von Angehörigen der Gemeinde Deutsch-Scheibenhardt handelt.

Ad Article 28.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour admettre que la franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi que la dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation sont concédées non seulement pour les objets visés à l'Article 28, paragr. 2, mais aussi pour les monuments funéraires, grilles funéraires etc., qui seront importés à destination du cimetière des communes de Scheibenhard, situé en territoire français, à condition qu'il s'agisse de tombeaux d'habitants de la commune de Deutsch-Scheibenhardt (D. Scheibenhard).

Zu Artikel 34.

Die beiderseitigen Zollbehörden werden bemüht sein, den Durchgangsverkehr auf den Strassen von Schweighofen und Schweigen über Wissembourg (Weissenburg) nach

Ad Article 34.

Les autorités douanières des deux pays s'efforceront de faciliter, dans toute la mesure du possible, et d'un commun accord, le passage sur les routes de Schweighofen et Schwei-

St.-Germanshof und umgekehrt unter Berücksichtigung der besonderen örtlichen Verhältnisse in gegenseitigem Einvernehmen tunlichst zu erleichtern.

Zu Artikel 36 Abs. 3.

Die Vergünstigung aus Artikel 24 Abs. 4 steht den deutschen Arbeitnehmern, die auf Grund des Protokolls über die Gebrauchsrechte an der deutsch-saarländischen Grenze vom 13. November 1926 die in Artikel 32 unter 1 a und 1 b dieses Protokolls aufgeführten Lebensmittel abgabenfrei einführen dürfen, nur zu, wenn sie die erwähnten Vergünstigungen aus dem Protokoll vom 13. November 1926 nicht in Anspruch nehmen.

Zu Artikel 39.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Artikels 39 Abs. 1 der Einfuhr von Fleisch- und Wurstwaren unter den in Nr. 1 des Zeichnungsprotokolls zu Artikel 24 vorgesehenen Bedingungen nicht entgegenstehen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Protokoll unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

In zweifacher Urschrift ausgefertigt auf Deutsch und auf Französisch in Paris am 25. April 1929.

L. von Hoesch.
Freiherr von Grünau.
A. Briand.

gen à St-Germanshof par Wissembourg et vice-versa, en s'inspirant des nécessités locales.

Ad Article 36 (alinéa 3).

Les travailleurs allemands qui, en vertu du Protocole des droits d'usage à la frontière germano-sarroise, en date du 13 novembre 1926, peuvent importer en franchise les denrées alimentaires mentionnées aux paragraphes 1a et 1b de l'Article 32 de ce Protocole, ne bénéficient des avantages résultant de l'alinéa 4 de l'Article 24 de la présente Convention qu'à condition de ne pas revendiquer le bénéfice des avantages prévus au Protocole du 13 novembre 1926.

Ad Article 39.

Il est entendu que les dispositions de l'Article 39, alinéa 1, n'excluent pas l'importation de la charcuterie dans les conditions prévues au paragraphe 1° de l'addendum à l'Article 24.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, en allemand et en français, le 25 avril 1929.

L. von Hoesch.
Freiherr von Grünau.
A. Briand.

Anlage A.

Beschreibung der Grenzbezirke.

Deutscher Grenzbezirk.

Der deutsche Grenzbezirk wird durch eine Linie (Binnenlinie) be-

Annexe A.

Description des zones frontalières.

Zone frontalière allemande.

La zone frontalière allemande est limitée par une ligne dite inté-

grenzt, deren Verlauf folgender ist:*)

Die Binnenlinie beginnt an dem Schnittpunkt der südöstlichen Grenze der Gemeinde Herten mit dem Rhein, folgt in nördlicher Richtung der östlichen Grenze der Gemeinden Herten, Degerfelden, Hagenbach, Inzlingen und Brombach bis zum Wasserlauf der Wiese, folgt dieser bis zum Schnittpunkt mit der östlichen Grenze der Gemeinde Haagen und geht von hier über Wollbach, Hammerstein, Kandern, Schloss Bürgeln, Lipburg, Badenweiler, Oberweiler, Laufen, Dottingen, vorbei an Wettelbrunn, über Gallenweiler, Schmidhofen, Oberkrotzingen, Offnadingen, vorbei an Norsingen, Scherzingen, Schallstadt, über St. Nikolaus, vorbei an Waltershofen, Gottenheim, Oberschaffhausen, Eichstetten, Bahlingen, Riegel, entlang dem Ostrand der Bahnlinie Freiburg-Offenburg über die Bahnhöfe Kenzingen, Herbolzheim, Ringsheim, Orschweier, Kippenheim, Lahr-Dinglingen, Friesenheim, über Niederschopfheim, an Offenburg vorbei, über Waltersweier, Weier, Griesheim, Sand, Urloffen, Wagshurst, Gamshurst, Unzhurst, Zell, Oberbruch, Weitenung, vorbei an Sinsheim, über Kartung, an Baden-West vorbei, über Niederbühl und Rastatt. Von hier geht die Binnenlinie an dem Ostsaum der Bahnstrecke Rastatt—Karlsruhe entlang über Durmersheim, folgt alsdann

*) Anmerkung: Alle Orte, über die die Binnenlinie verläuft, gehören zum Grenzbezirk, während diejenigen Orte, bei denen angegeben ist, dass die Binnenlinie an ihnen vorbeizieht, ausserhalb des Grenzbezirks liegen.

rieure, dont le tracé est le suivant:*)

La ligne intérieure commence au point de rencontre de la limite Est de la commune de Herten avec le Rhin, elle se dirige vers le Nord-Est, suit la limite Est des communes de Herten, Degerfelden, Hagenbach, Inzlingen et Brombach jusqu'au cours d'eau de la Wiese, qu'elle suit jusqu'à sa rencontre avec la limite Est de la commune de Haagen; de là elle passe par Wollbach, Hammerstein, Kandern, Schloss Bürgeln, Lipburg, Badenweiler, Oberweiler, Laufen, Dottingen, devant Wettelbrunn, par Gallenweiler, Schmidhofen, Oberkrotzingen, Offnadingen, devant Norsingen, Scherzingen, Schallstadt, par St. Nikolaus, devant Waltershofen, Gottenheim, Oberschaffhausen, Eichstetten, Bahlingen, Riegel, le long du remblai Est de la voie ferrée de Freiburg (Fribourg) à Offenburg, par les gares de Kenzingen, Herbolzheim, Ringsheim, Orschweier, Kippenheim, Lahr-Dinglingen, Friesenheim, par Niederschopfheim, devant Offenburg, par Waltersweier, Weier, Griesheim, Sand, Urloffen, Wagshurst, Gamshurst, Unzhurst, Zell, Oberbruch, Weitenung, devant Sinsheim, par Kartung, devant Baden-West, par Niederbühl et Rastatt. De là, la ligne intérieure longe le remblai Est de la voie ferrée de Rastatt à Karlsruhe (Carlsruhe) par Durmersheim, suit ensuite la bor-

*) Nota. Toutes les localités par lesquelles passe la ligne intérieure doivent être considérées comme appartenant à la zone frontalière. Par contre sont situées en dehors de la zone, les localités devant lesquelles passe cette ligne intérieure.

dem Westsaum der Landstrasse Durmersheim — Grünwinkel, über Forchheim, bis die Landstrasse die Strasse von Grünwinkel nach Daxlanden trifft. Sie geht der Südseite dieser Strasse entlang, folgt alsdann dem Westsaum des nach der Appenmühle führenden Feldweges bis zu dieser Mühle. Von hier folgt sie dem Westufer der Alb an Knielingen vorbei, bis die Alb von der Bahnlinie Knielingen—Maxau überschritten wird. Sie geht dieser Bahnlinie entlang bis zum östlichen Ufer des Maxauer Hafens, überschreitet hier die Bahn und folgt dem östlichen Hafenufer bis zum nördlichen Ufer der Ausmündung des Maxauer Hafens in den Rhein.

Gegenüber der Ausmündung des Maxauer Hafens folgt die Binnenlinie dem Nordufer des Maximiliansauer Hafens, geht dem Hafengeleise entlang, bis dieses auf die Bahnlinie Maximiliansau — Wörth stösst, und folgt dieser Bahnlinie bis Wörth. Von Wörth geht sie über Kandel, Winden, Barbelroth, Kapellen-Drusweiler der Bahnlinie entlang nach Bergzabern. Von hier verläuft die Binnenlinie zunächst in nordwestlicher Richtung über Birkenhördt nach Vorderweidenthal, alsdann in südwestlicher Richtung bis zur Wegkreuzung der Strasse Erlenbach — Vorderweidenthal mit der Staatsstrasse Hinterweidenthal — Bergzabern, sie geht dieser Staatsstrasse entlang über Busenberg, Reichenbach, Dahn, über die Neudahner Mühle bis zur Einmündung in die Bezirksstrasse von Salzwoog. Sie folgt dieser Bezirksstrasse in südwestlicher Richtung nach Salzwoog, geht von hier über Lemberg, Ruhbank der Staatsstrasse

dure Ouest de la route (Landstrasse) de Durmersheim à Grünwinkel, par Forchheim, jusqu'au croisement de cette dernière avec la route de Grünwinkel à Daxlanden dont elle longe ensuite la bordure Sud. Elle suit ensuite la bordure Ouest du chemin de terre conduisant au moulin d'Appen jusqu'à ce moulin. De là elle suit la rive Ouest de l'Alb, en passant devant Knielingen jusqu'au croisement de l'Alb et de la voie ferrée de Knielingen à Maxau. Elle suit cette voie ferrée jusqu'au quai Est du port de Maxau où elle traverse la voie ferrée; elle suit ensuite le quai Est du port jusqu'au quai Nord dudit port au point où ce dernier aboutit au Rhin.

En face de l'endroit où le port de Maxau aboutit au Rhin, la ligne intérieure suit le quai Nord du port de Maximiliansau, longe la voie ferrée du port jusqu'à son croisement avec la voie ferrée de Maximiliansau à Wörth et suit cette dernière voie ferrée jusqu'à Wörth. De Wörth elle longe la voie ferrée par Kandel, Winden, Barbelroth, Kapellen - Drusweiler jusqu'à Bergzabern. De là elle rejoint Vorderweidenthal en suivant la direction Nord-Ouest par Birkenhördt, puis s'infléchit vers le Sud - Ouest jusqu'au croisement de la route d'Erlenbach à Vorderweidenthal avec la route d'Etat (Staatsstrasse) d'Hinterweidenthal à Bergzabern; elle suit cette route (d'Etat) en passant par Busenberg, Reichenbach, Dahn, le moulin de Neudahn jusqu'au point où elle débouche dans la route cantonale (Bezirksstrasse) de Salzwoog. Elle suit cette route cantonale dans la direction Sud-Ouest, jusqu'à Salzwoog; de là

entlang bis Erlenbrunn und verläuft weiterhin in nordwestlicher Richtung nach Niedersimten. Von hier geht sie westlich zur Littersbacher Mühle dem kleinen Littersbach entlang über den Wasserturm nach Winzeln. Von Winzeln geht sie auf der Bezirksstrasse nach Gersbach, von hier zunächst südwestlich, alsdann nördlich nach Windsberg. Von Windsberg folgt sie der Bezirksstrasse bis zu ihrer Einmündung in die Staatsstrasse Zweibrücken—Pirmasens. Sie folgt dieser Staatsstrasse bis zum Schnittpunkt mit dem von Dellfeld nach Walshausen führenden Feldweg, folgt dann diesem Feldweg bis Dellfeld, sodann der Landstrasse Dellfeld—Rieschweiler—Schmittshausen bis zum Schnittpunkt mit der nordöstlichen Grenze der Gemeinde Rieschweiler und verläuft in westlicher Richtung entlang der nördlichen Grenze der Gemeinden Rieschweiler, Contwig, Niederauerbach und Zweibrücken bis zum nordwestlichen Schnittpunkt der letzteren Gemeindegrenze mit der Grenze des Saargebiets.

elle suit la route d'Etat (Staatsstrasse) jusqu'à Erlenbrunn par Lemberg, Ruhbank, puis elle se dirige vers le Nord-Ouest et gagne Niedersimten. De là elle se dirige vers l'Ouest en longeant le petit cours d'eau dit „Littersbach" jusqu'au moulin de Littersbach, passe par le réservoir d'eau et gagne Winzeln. Elle suit ensuite le chemin cantonal jusqu'à Gersbach, de là elle s'infléchit vers le Sud-Ouest et remonte ensuite vers le Nord jusqu'à Windsberg; elle suit ensuite la route cantonale jusqu'au point où celle-ci débouche dans la route (d'Etat) de Zweibrücken (Deux-Ponts) à Pirmasens, qu'elle suit jusqu'à son croisement avec de chemin de terre qui mène de Dellfeld à Walshausen. Elle suit ensuite ce dernier chemin jusqu'à Dellfeld, puis la route (Landstrasse) de Dellfeld à Rieschweiler et Schmittshausen jusqu'à sa rencontre avec la limite Nord-Est de la commune de Rieschweiler, elle se dirige ensuite vers l'Ouest en suivant la limite Nord des communes de Rieschweiler, Contwig, Niederauerbach et Zweibrücken (Deux-Ponts) jusqu'au point de recontre Nord-Ouest de la limite de cette dernière commune avec la frontière du territoire du Bassin de la Sarre.

An der Grenze zwischen Preussen und Frankreich beginnt die Binnenlinie an dem östlich von Orscholz gelegenen Schnittpunkt der Grenze gegen das Saargebiet mit der Saar und verläuft von hier in nordwestlicher Richtung östlich an Weiten und Freudenburg und westlich an Trassem vorbei bis Cahren; von hier verläuft sie in westlicher Richtung über Körrig und Bilzingen,

Sur la frontière franco-prussienne, la ligne intérieure part du point de croisement de la frontière germano-sarroise avec la Sarre situé à l'Est d'Orscholz, de là elle se dirige vers le Nord-Ouest, passant à l'Est de Weiten et Freudenburg et à l'Ouest de Trassem jusqu'à Cahren; de là, se dirigeant vers l'Ouest, elle passe par Körrig et Bilzingen, puis, vers le Sud-Ouest,

sodann in südwestlicher Richtung über Esingen, Dilmar, Kreuzweiler bis zum Schnittpunkt der Strasse von Sinz nach Remich mit der Mosel.

In dem durch die beschriebene Binnenlinie begrenzten Bezirk liegen folgende Ortschaften:

Im Amtsbezirk Lörrach:

Binzen, Blansingen, Brombach, Degerfelden, Efringen, Egringen, Eimeldingen, Ettingen, Fischingen, Friedlingen, Grenzach, Grenzacherhorn, Gupf, Haagen, Hagenbach, Haltingen, Hammerstein, Herten, Hertingen, Holzen, Huttingen, Inzlingen (Ober- und Unterinzlingen), Istein, Kaltenherberg, Kandern, Kirchen, Kleinkems, Leopoldshöhe, Lörrach, Mappach, Märkt, Maugenhard, Oetlingen, Otterbach, Riedlingen, Rötteln, Röttlerweiler, Rührberg, Rümmingen, Schallbach, Stetten, Tannenkirch, Tüllingen, Tumringen, Uttnach, Waidhof, Weil, Welmlingen, Wintersweiler, Wittlingen, Wollbach, Wyhlen;

Im Amtsbezirk Müllheim:

Auggen, Badenweiler, Bamlach, Bellingen, Betberg, Britzingen, Buggingen, Bürgeln, Dattingen, Feldberg, Feuerbach, Güttigheim, Hach, Hügelheim, Laufen, Liel, Lipburg, Mauchen, Muggardt, Müllheim, Neuenburg, Niedereggenen, Niederweiler, Obereggenen, Oberweiler, Rheinweiler, St. Ilgen, Schallsingen, Schliengen, Seefelden, Sitzenkirch, Steinenstadt, Vögisheim, Zienken, Zizingen, Zunzingen;

Im Amtsbezirk Staufen:

Biengen, Bremgarten, Dottighofen, Dottingen, Eschbach, Feld-

par Esingen, Dilmar, Kreuzweiler jusqu'au croisement de la route de Sinz à Remich avec la Moselle.

La ligne intérieure ci-dessus décrite définit une zone englobant les localités suivantes:

Amtsbezirk Lörrach:

Binzen, Blansingen, Brombach, Degerfelden, Efringen, Egringen, Eimeldingen, Ettingen, Fischingen, Friedlingen, Grenzach, Grenzacherhorn, Gupf, Haagen, Hagenbach, Haltingen, Hammerstein, Herten, Hertingen, Holzen, Huttingen, Inzlingen (Oberinzlingen et Unterinzlingen), Istein, Kaltenherberg, Kandern, Kirchen, Kleinkems, Leopoldshöhe, Lörrach, Märkt, Maugenhard, Mappach, Oetlingen, Otterbach, Riedlingen, Rötteln, Röttlerweiler, Rührberg, Rümmingen, Schallbach, Stetten, Tannenkirch, Tüllingen, Tumringen, Uttnach, Waidhof, Weil, Welmlingen, Wintersweiler, Wittlingen, Wollbach, Wyhlen;

Amtsbezirk Müllheim:

Auggen, Badenweiler, Bamlach, Bellingen, Betberg, Britzingen, Buggingen, Bürgeln, Dattingen, Feldberg, Feuerbach, Güttigheim, Hach, Hügelheim, Laufen, Liel, Lipburg, Mauchen, Muggardt, Müllheim, Neuenburg, Niedereggenen, Niederweiler, Obereggenen, Oberweiler, Rheinweiler, St. Ilgen, Schallsingen, Schliengen, Seefelden, Sitzenkirch, Steinenstadt, Vögisheim, Zienken, Zizingen, Zunzingen;

Amtsbezirk Staufen:

Biengen, Bremgarten, Dottighofen, Dottingen, Eschbach, Feld-

kirch, Gallenweiler, Grissheim, Hartheim, Hausen a. d. M., Heitersheim, Krozingen, Offnadingen, Schlatt, Schmidhofen, Tunsel;

Im Amtsbezirk Freiburg:

Achkarren, Bickensohl, Breisach, Burkheim, Grezhausen, Gündlingen, Hochstetten, Ihringen, Mengen, Merdingen, Munzingen, Niederrimsingen, Niederrotweil, Oberbergen, Oberrimsingen, Oberrotweil, Opfingen, St. Nikolaus, Schelingen, Tiengen, Vogtsburg, Wasenweiler;

Im Amtsbezirk Emmendingen:

Amoltern, Bischoffingen, Endingen, Forchheim, Jechtingen, Kiechlinsbergen, Königschaffhausen, Leiselheim, Niederhausen, Oberhausen, Sasbach a. K., Weisweil, Wyhl;

Im Amtsbezirk Lahr:

Allmannsweiler, Dundenheim, Grafenhausen, Hugsweier, Ichenheim, Kappel, Kippenheimweiler, Kürzell, Langenwinkel, Meissenheim, Nonnenweier, Ottenheim, Rust, Schuttern, Schutterzell, Wittenweier;

Im Amtsbezirk Offenburg:

Altenheim, Goldscheuer, Griesheim, Höfen, Kittersburg, Langhurst, Marlen, Müllen, Schutterwald, Urloffen, Waltersweiler, Weier;

Im Amtsbezirk Kehl:

Auenheim, Bodersweier, Bolzhurst, Diersheim, Eckartsweier, Freistett, Grauelsbaum, Hausgereuth, Helmlingen, Hesselhurst, Hohbühn, Hohnhurst, Holzhausen, Honau, Kehl, Kork, Legelshurst, Leutesheim, Lichtenau, Linx, Memprechtshofen, Muckenschopf, Neu-

kirch, Gallenweiler, Grissheim, Hartheim, Hausen a. d. M., Heitersheim, Krozingen, Offnadingen, Schlatt, Schmidhofen, Tunsel;

Amtsbezirk Freiburg (Fribourg):

Achkarren, Bickensohl, Breisach, Burkheim, Grezhausen, Gündlingen, Hochstetten, Ihringen, Mengen, Merdingen, Munzingen, Niederrimsingen, Niederrotweil, Oberbergen, Oberrimsingen, Oberrotweil, Opfingen, St. Nikolaus, Schelingen, Tiengen, Vogtsburg, Wasenweiler;

Amtsbezirk Emmendingen:

Amoltern, Bischoffingen, Endingen, Forchheim, Jechtingen, Kiechlinsbergen, Königschaffhausen, Leiselheim, Niederhausen, Oberhausen, Sasbach a. K., Weisweil, Wyhl;

Amtsbezirk Lahr:

Allmannsweier, Dundenheim, Grafenhausen, Hugsweier, Ichenheim, Kappel, Kippenheimweiler, Kürzell, Langenwinkel, Meissenheim, Nonnenweier, Ottenheim, Rust, Schuttern, Schutterzell, Wittenweier;

Amtsbezirk Offenburg (Offenbourg):

Altenheim, Goldscheuer, Griesheim, Höfen, Kittersburg, Langhurst, Marlen, Müllen, Schutterwald, Urloffen, Waltersweier, Weier;

Amtsbezirk Kehl:

Auenheim, Bodersweier, Bolzhurst, Diersheim, Eckartsweier, Freistett, Grauelsbaum, Hausgereuth, Helmlingen, Hesselhurst, Hohbühn, Hohnhurst, Holzhausen, Honau, Kehl, Kork, Legelshurst, Leutesheim, Lichtenau, Linx, Memprechtshofen, Muckenschopf, Neu-

freistett, Neumühl, Neusand, Odelshofen, Querbach, Rheinbischofsheim, Sand, Scherzheim, Sundheim, Willstätt, Zierolshofen;

Im Amtsbezirk Bühl:

Gamshurst, Greffern, Halberstung, Hildmannsfeld, Kartung, Leiberstung, Moos, Müllhofen, Oberbruch, Oberwasser, Schwarzach, Stollhofen, Ulm bei Lichtenau, Unzhurst, Wagshurst, Weitenung, Zell;

Im Amtsbezirk Rastatt:

Au a. Rh., Bietigheim, Durmersheim, Elchesheim, Hügelsheim, Iffezheim, Illingen, Niederbühl, Oetigheim, Ottersdorf, Plittersdorf, Rastatt, Sandweier, Söllingen, Steinmauern, Wintersdorf, Würmersheim;

Im Amtsbezirk Ettlingen:

Mörsch, Neuburgweier;

Im Amtsbezirk Karlsruhe:

Daxlanden, Forchheim, Maxau;

Im Amtsbezirk Germersheim:

Berg, Büchelberg, Freckenfeld, Hagenbach, Kandel, Langenberg, Maximiliansau, Minfeld, Neuburg a. Rh., Neulauterburg, Pfortz, Schaidt, Scheibenhardt, Vollmersweiler, Winden, Wörth a. Rh.;

Im Amtsbezirk Bergzabern:

Barbelroth, Bergzabern, Birkenhördt, Böllenborn, Dierbach, Dörrenbach, Germanshof, Hergersweiler, Kapellen - Drusweiler, Kapsweyer, Lauterschwan, Niederotterbach, Oberhausen, Oberotterbach, Rechtenbach, Reisdorf, Schweigen, Schweighofen, Steinfeld, Vorderweidenthal;

freistett, Neumühl, Neusand, Odelshofen, Querbach, Rheinbischofsheim, Sand, Scherzheim, Sundheim, Willstädt, Zierolshofen;

Amtsbezirk Bühl:

Gamshurst, Greffern, Halberstung, Hildmannsfeld, Kartung, Leiberstung, Moos, Müllhofen, Oberbruch, Oberwasser, Schwarzach, Stollhofen, Ulm bei Lichtenau, Unzhurst, Wagshurst, Weitenung, Zell;

Amtsbezirk Rastatt:

Au a. Rh., Bietigheim, Durmersheim, Elchesheim, Hügelsheim, Iffezheim, Illingen, Niederbühl, Oetigheim, Ottersdorf, Plittersdorf, Rastatt, Sandweier, Söllingen, Steinmauern, Wintersdorf, Würmersheim;

Amtsbezirk Ettlingen:

Mörsch, Neuburgweier;

Amtsbezirk Karlsruhe (Carlsruhe):

Daxlanden, Forchheim, Maxau;

Amtsbezirk Germersheim:

Berg, Büchelberg, Freckenfeld, Hagenbach, Kandel, Langenberg, Maximiliansau, Minfeld, Neuburg a. Rh., Neulauterburg, Pfortz, Schaidt, Scheibenhardt, Wollmersweiler, Winden, Wörth a. Rh.;

Amtsbezirk Bergzabern:

Barbelroth, Bergzabern, Birkenhördt, Böllenborn, Dierbach, Dörrenbach, Germanshof, Hergersweiler, Kapellen - Drusweiler, Kapsweyer, Lauterschwan, Niederrotterbach, Oberhausen, Oberrotterbach, Rechtenbach, Reisdorf, Schweigen, Schweighofen, Steinfeld, Vorderweidenthal;

Im Amtsbezirk Pirmasens:

Bobenthal, Bruchweiler - Bärenbach, Bundenthal, Busenberg, Dahn, Dusenbrücken, Eppenbrunn, Erlenbach, Erlenbrunn, Fischbach, Gebüg, Gersbach, Hilst, Hirschthal, Kröppen, Lemberg (Glashütte, Langmühle, Ketterichhof), Ludwigswinkel, Niederschlettenbach, Niedersimten, Nothweiler, Obersimten, Petersbächel, Rumbach, Salzwoog, Schönau, Schweix, Trulben (Hochstellerhof, Felsenbrunnerhof), Vinningen, Windsberg, Winzeln;

Im Amtsbezirk Zweibrücken:

Althornbach, Bottenbach, Contwig, Dellfeld (Hof Falkenbusch), Dietrichingen, Grosssteinhausen, Hengstbach, Hornbach, Ixheim, Kleinsteinhausen, Mauschbach, Mittelbach, Niederauerbach, Riedelberg, Rieschweiler, Rimschweiler, Stambach, Walshausen, Wattweiler, Zweibrücken;

Im Kreise Saarburg:

Besch, Beuren, Bilzingen, Borg, Büschdorf, Cahren, Collesleuken, Dilmar, Dittlingen, Eft - Hellendorf, Esingen, Faha, Freudenburg, Kelsen, Kesslingen, Kirf, Körrig, Kreuzweiler, Merzkirchen, Meurich, Münzingen, Nennig-Wies, Nohn, Oberleuken, Orscholz, Perl - Oberperl, Portz, Rommelfangen, Sehndorf, Sinz, Südlingen, Tettingen-Butzdorf, Tünsdorf (Ober-, Unter- und Mittel-), Wehingen-Bethingen, Weiten, Wochern.

Französischer Grenzbezirk.

Der französische Grenzbezirk umfasst das Gebiet folgender Gemeinden:

Amtsbezirk Pirmasens:

Bobenthal, Bruchweiler - Bärenbach, Bundenthal, Busenberg, Dahn, Dusenbrücken, Eppenbrunn, Erlenbach, Erlenbrunn, Fischbach, Gebüg, Gersbach, Hilst, Hirschthal, Kröppen, Lemberg (Glashütte, Langmühle, Ketterichhof), Ludwigswinkel, Niederschlettenbach, Niedersimten, Nothweiler, Obersimten, Petersbächel, Rumbach, Salzwoog, Schönau, Schweix, Trulben (Hochstellerhof, Felsenbrunnerhof), Vinningen, Windsberg, Winzeln;

Amtsbezirk Zweibrücken (Deux-Ponts):

Althornbach, Bottenbach, Contwig, Dellfeld (Hof Falkenbusch), Dietrichingen, Grosssteinhausen, Hengstbach, Hornbach, Ixheim, Kleinsteinhausen, Mauschbach, Mittelbach, Niederauerbach, Riedelberg, Rieschweiler, Rimschweiler, Stambach, Walshausen, Wattweiler, Zweibrücken (Deux-Ponts);

Cercle de Saarburg:

Besch, Beuren, Bilzingen, Borg, Büschdorf, Cahren, Collesleuken, Dilmar, Dittlingen, Eft-Hellendorf, Esingen, Faha, Freudenburg, Kelsen, Kesslingen, Kirf, Körrig, Kreuzweiler, Merzkirchen, Meurich, Münzingen, Nennig -Wies, Nohn, Oberleuken, Orscholz, Perl-Oberperl, Portz, Rommelfangen, Sehndorf, Sinz, Südlingen, Tettingen-Butzdorf, Tünsdorf (Obertünsdorf, Untertünsdorf et Mitteltünsdorf), Wehingen - Bethingen, Weiten, Wochern.

Zone frontalière française.

La zone frontalière française comprend le territoire des communes ci-après énumérées:

Departement Haut-Rhin (Ober-Rhein).		*Département du Haut-Rhin.*	
Arrondissement Colmar:		Arrondissement de Comlar:	
Artzenheim (Arzenheim).	Geisswasser.	Artzenheim.	Geisswasser.
Agolsheim.	Grussenheim.	Agolsheim	Grussenheim.
Biesheim.	Urschenheim.	Biesheim.	Urschenheim.
Balgau.	Kunheim.	Balgau.	Kunheim.
Baltzenheim (Balzenheim).	Wolfgantzen (Wolfganzen).	Baltzenheim.	Wolfgantzen.
Durrenentzen (Dürrenenzen).	Neuf-Brisach (Neubreisach).	Durrenentzen.	Neuf-Brisach.
Weckolsheim.	Nambsheim.	Weckolsheim.	Nambsheim.
Vogelsheim.	Jebsheim.	Volgelsheim.	Jebsheim.
Vogelgrun (Vogelgrün).	Muntzenheim (Munzenheim).	Vogelgrun.	Muntzenheim.
Obersaasheim.		Obersaasheim.	
Heiteren.	Widensohlen (Widensolen).	Heiteren.	Widensohlen.
Arrondissement Guebwiller (Gebweiler):		Arrondissement de Guebwiller:	
Blodelsheim.	Rumersheim-le-Haut (Rumersheim).	Blodelsheim.	Rumersheim-le-Haut.
Fessenheim.		Fessenheim.	
Munchhouse (Münchhausen).	Roggenhouse (Roggenhausen).	Munchhouse.	Roggenhouse.
Arrondissement Mulhouse (Mülhausen):		Arrondissement de Mulhouse:	
Bantzenheim (Banzenheim).	Village-Neuf (Neudorf).	Bantzenheim.	Village-Neuf.
	Saint-Louis (St. Ludwig).		Saint-Louis.
Chalampé (Eichwald).	Huningue (Hüningen).	Chalampé.	Huningue.
Ottmarsheim.	Uffheim.	Ottmarsheim.	Uffheim.
Hombourg (Homburg).	Bourgfelden (Burgfelden).	Hombourg.	Bourgfelden.
Petit-Landau (Klein-Landau).	Hesingue (Häsingen).	Petit-Landau.	Hesingue.
	Hegenheim.		Hegenheim.
Niffer.	Habsheim.	Niffer.	Habsheim.
Kembs.	Dietwiller (Dietweiler).	Kembs.	Dietwiller.
Waltenheim.	Schlierbach.	Waltenheim.	Schlierbach.
Sierentz (Sierenz).	Geispitzen.	Sierentz.	Geispitzen.
Bartenheim.	Brinckheim.	Bartenheim.	Brinckheim.
Rosenau.	Buschwiller. (Buschweiler).	Rosenau.	Buschwiller
Blotzheim.		Blotzheim.	

Departement Bas-Rhin (Nieder-Rhein).

Die Stadt Strasbourg (Strassburg).

Arrondissement Strasbourg-Campagne (Strassburg-Land):

Gambsheim.
Kilstett.
Weyersheim.
Hoerdt.
La Wantzenau (Wanzenau).
Reichstett.
Souffelweyersheim (Suffelweiersheim).
Hoenheim.
Bischheim.
Schiltigheim.

Arrondissement Erstein:

Boofzheim.
Daubensand.
Erstein.
Eschau.
Fegersheim.
Friesenheim.
Gerstheim.
Benfeld.
Bolsenheim.
Hindisheim.
Herbsheim.
Hipsheim.
Ichtratzheim.
Illkirch-Graffenstaden (Illkirch-Grafenstaden).
Lipsheim.
Nordhouse (Nordhausen).
Huttenheim.
Limersheim.
Matzenheim.
Obenheim.
Osthouse (Osthausen).
Ostwald.
Plobsheim.
Rhinau (Rheinau).
Rossfeld.
Witternheim.
Sand.
Schaeffersheim.
Uttenheim.
Westhouse (Westhausen).

Arrondissement Sélestat (Schlettstadt):

Marckolsheim (Markolsheim).
Bootzheim (Boozheim).
Sundhouse (Sundhausen).
Bindernheim.
Mackelheim.
Hessenheim.
Richtolsheim.
Schwobsheim.
Saasenheim.
Wittesheim.
Elsenheim.
Artolsheim.
Boesenbiesen.
Schoenau.
Diebolsheim.
Hilsenheim.
Muttersholtz (Müttersholz).
Baldenheim.
Mussig.
Heidolsheim.
Ohnenheim.

Département du Bas-Rhin.

Ville de Strasbourg.

Arrondissement de Strasbourg-Campagne:

Gambsheim.
Kilstett.
Weyersheim.
Hœrdt.
La Wantzenau.
Reichstett.
Souffelweyersheim.
Hœnheim.
Bischheim.
Schiltigheim.

Arrondissement d'Erstein:

Boofzheim.
Daubensand.
Erstein.
Eschau.
Fegersheim.
Friesenheim.
Gerstheim.
Benfeld.
Bolsenheim.
Hindisheim.
Herbsheim.
Hipsheim.
Ichtratzheim.
Illkirch-Graffenstaden.
Lipsheim.
Nordhouse.
Huttenheim.
Limersheim.
Matzenheim.
Obenheim.
Osthouse.
Ostwald.
Plobsheim.
Rhinau.
Rossfeld.
Witternheim.
Sand.
Schæffersheim.
Uttenheim.
Westhouse.

Arrondissement de Sélestat:

Marckolsheim.
Bootzheim.
Soundhouse.
Bindernheim.
Mackelheim.
Hessenheim.
Richtolsheim.
Schwobsheim.
Saasenheim.
Wittisheim.
Elsenheim.
Artolsheim.
Boesenbiesen.
Schœnau.
Diebolsheim.
Hilsenheim.
Muttersholtz.
Baldenheim.
Mussig.
Heidolsheim.
Ohnenheim.

Arrondissement Haguenau (Hagenau):		Arrondissement de Haguenau:	
Auenheim.	Routzenheim (Runzenheim).	Auenheim.	Routzenheim.
Dalhunden.		Dalhunden.	
Drusenheim.	Schirrhein.	Drusenheim.	Schirrhein.
Fort-Louis.	Schirrhoffen (Schirrhofen).	Fort-Louis.	Schirrhoffen.
Forstfeld.		Forstfeld.	
Herrlisheim.	Sessenheim (Sesenheim).	Herrlisheim.	Sessenheim.
Kauffenheim.	Stattmatten.	Kauffenheim.	Stattmatten.
Leutenheim.	Soufflenheim (Sufflenheim).	Leutenheim.	Soufflenheim.
Neuhaeusel (Neuhäusel).		Neuhæusel.	
Offendorf.	Bischwiller (Bischweiler).	Offendorf.	Bischwiller.
Roeschwoog.	Oberhoffen-sur-Moder (Oberhofen).	Rœschwoog.	Oberhoffen-sur-Moder.
Rohrwiller (Rohrweiler).		Rohrwiller.	
Roppenheim.		Roppenheim.	

Arrondissement Wissembourg (Weissenburg):		Arrondissement de Wissembourg:	
Niederlauterbach.	Steinseltz (Steinselz).	Niederlauterbach.	Steinseltz.
Scheibenhard (Scheibenhardt).	Eberbach-Seltz (Eberbach b. Selz).	Scheibenhard.	Eberbach-Seltz.
Lauterbourg (Lauterburg).	Schaffouse-près-Seltz (Schaffhausen b. Seltz).	Lauterbourg.	Schaffhouse-près-Seltz.
Neewiller près Lauterbourg (Neeweiler b. Lauterburg).	Niederroedern.	Neewiller près Lauterbourg.	Niederrœdern.
	Seltz (Selz).		Seltz.
Mothern.	Beinheim.	Mothern.	Beinheim.
Wintzenbach (Winzenbach).	Kesseldorf.	Wintzenbach.	Kesseldorf.
Munchhausen.	Oberlauterbach.	Munchhausen.	Oberlauterbach.
Oberhoffen-lès-Wissembourg (Oberhofen a. d. Ölmühle).	Hatten.	Oberhoffen-lès-Wissembourg.	Hatten.
	Salmbach.		Salmbach.
	Rott.		Rott.
Siegen.	Cleebourg (Kleeburg).	Siegen.	Cleebourg.
Croettweiler (Kröttweiler).	Bremmelbach.	Crœttwiller.	Bremmelbach.
Trimbach.	Birlembach.	Trimbach.	Birlenbach.
Schleithal.	Drachenbronn.	Schleithal.	Drachenbronn.
Oberseebach.	Climbach (Klimbach).	Oberseebach.	Climbach.
Altenstadt.	Wingen.	Altenstadt.	Wingen.
Riedseltz (Riedselz).	Lembach.	Riedseltz.	Lembach.
Ingolsheim.	Obersteinbach.	Ingolsheim.	Obersteinbach
Wissembourg (Weissenburg).	Niedersteinbach.	Wissembourg.	Niedersteinbach.

Arrondissement Saverne (Zabern):

Siltzheim (Silzheim).

Département Moselle (Mosel).

1. Bezirk Zierck

Arrondissement Thionville (Diedenhofen):

Apach.	Rettel.
Basse-Kontz (Niederkontz).	Sierck.
Haute-Kontz (Oberkontz).	Malling.
Beyren-lès-Sierck (Beiern b. Sierck).	Kerling.
	Huting.
Berg.	Rustroff (Rüsdorf).
Montenach.	Ritzing.
Merschweiller (Merschweiler).	Launstroff (Launsdorf).
	Halstroff (Halsdorf).
Kirsch-lès-Sierck (Kirsch b. Sierck).	Remeling (Reimelingen).
	Waldwisse (Waldwiese).
Manderen (Mandern).	Grindorff (Grindorf).
Kirschnaumen (Kirchnaumen).	Flastroff (Flasdorf).

2. Bezirk Sarreguemines (Saargemünd).

Arrondissement Boulay (Bolchen):

Schwerdorff (Schwerdorf).

Arrondissement Sarreguemines (Saargemünd):

Ormerswiller (Omersweiler).	Breidenbach (Breitenbach).
Schweyen.	Waldhouse (Waldhausen).
Rolbing (Rolbingen).	Bousseviller (Busweiler).
Walschbronn.	Haspelschiedt (Haspelscheidt).
Liederschiedt.	
Roppewiller (Roppweiler).	Volmunster (Wolmünster).
Loutzwiller (Lutzweiler).	Lengelsheim.
Sturzelbronn (Stürzelbronn).	Vanviller (Hanweiler).

Arrondissement de Saverne:

Siltzheim.

Département de la Moselle.

1° Zone de Sierck.

Arrondissement de Thionville:

Apach.	Rettel.
Basse-Kontz.	Sierck.
Haute-Kontz.	Malling.
Beyren-lès-Sierck.	Kerling.
	Hunting.
Berg.	Rustroff.
Montenach.	Ritzing.
Merschweiller.	Launstroff.
	Halstroff.
Kirsch-lès-Sierck.	Remeling.
	Waldwisse.
Manderen.	Grindorff.
Kirschnaumen.	Flastroff.

2° Zone de Sarreguemines

Arrondissement de Boulay:

Schwerdorff.

Arrondissement de Sarreguemines:

Ormerswiller.	Breidenbach.
Schweyen.	Waldhouse.
Rolbing.	Bousseviller.
Walschbronn.	Haspelschiedt.
Liederschiedt.	
Roppewiller.	Volmunster.
Loutzwiller.	Lengelsheim.
Sturzelbronn.	Hanviller.

Anlage B.

Verzeichnis der zugelassenen Grenzübergangsstellen

Die Stellen, an denen der Grenzübergang zugelassen ist, befinden sich im Schnittpunkt der Grenze mit den nachstehend aufgeführten Verkehrswegen:

a. Eisenbahnlinien.

Eisenbahn Mulhouse (Mülhausen)—Leopoldshöhe;

Eisenbahn Mulhouse (Mülhausen)—Müllheim;

Eisenbahn Colmar—Freiburg;

Eisenbahn Strasbourg (Strassburg)—Appenweier;

Eisenbahn Strasbourg (Strassburg)—Rastatt—Karlsruhe;

Eisenbahn Lauterbourg (Lauterburg)—Wörth;

Eisenbahn Wissembourg (Weissenburg)—Landau;

Eisenbahn Thionville (Diedenhofen)—Trier.

b. Strassen.

Strasse Huningue (Hüningen)—Weil (Nationalstrasse Nr. 69);

Strasse Chalampé (Eichwald)—Neuenburg;

Strasse Neuf-Brisach (Neubreisach)—Altbreisach;

Strasse Marckolsheim (Markolsheim)—Sasbach (Vizinalstrasse Nr. 23b);

Strasse Schönau—Weisweil (Vizinalstrasse Nr. 9 und 11);

Strasse Rhinau (Rheinau)—Kappel (Vizinalstrasse Nr. 5a);

Strasse Gerstheim—Ottenheim (Vizinalstrasse Nr. 124);

Strasse Strasbourg (Strassburg)—Kehl (Nationalstrasse Nr. 4);

Annexe B.

Liste des points par lesquels le passage de la frontière est autorisé.

Les points par lesquels le passage de la frontière est autorisé sont déterminés par l'intersection de la frontière avec les voies suivantes;

a. Voies ferrées.

Voie ferrée de Mulhouse à Léopoldshöhe;

Voie ferrée de Mulhouse à Müllheim;

Voie ferrée de Colmar à Freiburg (Fribourg);

Voie ferrée de Strasbourg à Appenweier;

Voie ferrée de Strasbourg à Rastatt et Karlsruhe (Carlsruhe);

Voie ferrée de Lauterbourg à Wörth;

Voie ferrée de Wissembourg à Landau;

Voie ferrée de Thionville à Trier (Trèves).

b. Routes.

Route de Huningue à Weil (Route Nationale n° 69);

Route de Chalampé à Neuenburg (Neuenbourg);

Route de Neuf-Brisach à Altbreisach (Vieux-Brisach);

Route de Marckolsheim à Sasbach (Chemin vicinal n° 23b);

Route de Schœnau à Weisweil (Chemin vicinal nos 9 et 11);

Route de Rhinau à Kappel (Chemin vicinal n° 5 a);

Route de Gerstheim à Ottenheim (Chemin vicinal n° 124);

Route de Strasbourg à Kehl (Route nationale n° 4);

Strasse Gambsheim—Freistett (Vizinalstrasse Nr. 9b und Nr. 94);

Strasse Drusenheim—Greffern (Vizinalstrasse Nr. 9b II);

Strasse Seltz (Selz)—Plittersdorf (Vizinalstrasse Nr. 8b I);

Strasse Lauterbourg (Lauterburg)—Neulauterburg (Nationalstrasse Nr. 68);

Strasse Scheibenhard (Scheibenhardt) (Frankreich)—Scheibenhardt (Deutschland) (Vizinalstrasse Nr. 3a I);

Strasse Wissembourg (Weissenburg)—Schweighofen (Vizinalstrasse Nr. 14b III);

Strasse Wissembourg (Weissenburg)—Schweigen (Nationalstrasse Nr. 63);

Strasse Weiler—St. Germanshof (Vizinalstrasse 46b I);

Strasse Lembach—Hirschthal (Vizinalstrasse Nr. 125¹ und 3a);

Strasse Obersteinbach—Ludwigswinkel (Vizinalstrasse Nr. 53 und 3a);

Strasse Walschbronn—Kröppen (Grossverkehrstrasse Nr. 105);

Strasse Schweyen-Hornbach (Nationalstrasse Nr. 62);

Strasse Launstorff (Launsdorf)-Obertünsdorf (über Scheuerwald), die Grenze zwischen den Grenzsteinen Nr. 7 und 7/1 überschreitend;

Strasse Apach—Perl, die Grenze zwischen den Grenzsteinen Nr. 14 und 15 überschreitend.

c. Andere Wege

Die in der Anlage F aufgeführten Strassen und Wege.

Route de Gambsheim à Freistett (Chemin vicinal n⁰ 9 b et n⁰ 94);

Route de Drusenheim à Greffern (Chemin vicinal n⁰ 9 b II);

Route de Seltz à Plittersdorf (Chemin vicinal n⁰ 8 b I);

Route de Lauterbourg à Neulauterburg (Neuf-Lauterbourg) [Route nationale n⁰ 68];

Route de Scheibenhard (France) à Scheibenhardt (Scheibenhard) (Allemagne) [Chemin vicinal n⁰ 3 a I];

Route de Wissembourg à Schweighofen (Chemin vicinal n⁰ 14 b III);

Route de Wissembourg à Schweigen (Route nationale n⁰ 63);

Route de Weiler à St.-Germanshof (Chemin vicinal n⁰ 46 b I);

Route de Lembach à Hirschtal (Chemin vicinal n⁰ 125¹ et n⁰ 3 a);

Route d'Obersteinbach à Ludwigswinkel (Chemin vicinal n⁰ 53 et n⁰ 3 a);

Route de Walschbronn à Kröppen (Chemin de grande communication n⁰ 105);

Route de Schweyen à Hornbach (Route nationale n⁰ 62);

Route de Launstroff à Obertunsdorf franchissant la frontière entre les bornes n°s 7 et 7/1 et passant par le hameau de Scheuerwald;

Route d'Apach à Perl franchissant la frontière entre les bornes délimitatives n°s 14 et 15.

c. Autres voies.

Les routes et chemins énumérés à l'annexe F.

Anlage D

Verzeichnis der nach Artikel 27, Nr. 4 zugelassenen Verbandsstoffe, einfachen Drogen sowie chemischen und pharmazeutischen Erzeugnisse

Senfpflaster	10	Blätter
Senfmehl	250	g
Leinsamenmehl	1	kg
Wasserstoffsuperoxyd	1	l
Lindenblüten	125	g
Kamillen	125	g
Jodtinktur	60	g
Aspirinzeltchen	10	Stück
Antipyrinzeltchen	10	Stück
Pyramidonzeltchen	10	Stück
Chininzeltchen	10	Stück
Orangenblätter	125	g
Pfefferminzblätter	125	g
Glyzerin	0,5	l
Orangenblütenwasser	500	g
Doppeltkohlensaures Natron	500	g
Schwefelsaures Natron (Sodasulfat)	250	g
Magnesiasulfat	250	g
Gebrannte Magnesia	60	g
Kampfer	125	g
Hydrophile Watte	500	g
Gaze-, Leinen- oder Kreponbinden	6	Stück
Brustbonbons	250	g
Essigsaure Tonerde	250	g
Hoffmannstropfen	30	g
Brusttee	125	g
Sennesblätter	125	g
Eibischtee	125	g
Rizinusöl	60	g
Isländisches Moos	125	g
Boraxpastillen	100	g
Borsalbe	100	g
Zinksalbe	100	g
Amerikanisches Vaselin	100	g
Santoninpastillen	20	g
Arnikatinktur	50	g
Zahnwehtropfen	10	g
Abführtee	50	g
Kirschenstieltee	100	g
Kampfersalbe	30	g
Graue Quecksilbersalbe	100	g
Terpentinöl	100	g
Salmiakgeist	100	g
Bleiwasser	0,5	l

Annexe D

Liste des objets de pansement, drogues simples ou produits chimiques ou pharmaceutiques d'usage familial courant visés à l'Article 27, paragraphe 4

[suit le texte français de la Liste précédente]

Anlage E

Gegenüberstellung der einander entsprechenden deutschen und französischen Zollstrassen mit Angabe der zuständigen Zollstellen

Deutsche Zollstrassen	Deutsche Zollstellen	Französische Zollstellen	Gesetzliche französische Zollstrassen
Strasse Huningue (Hüningen)-Weil/Friedlingen	Weil/Friedlingen (Rheinbrücke)	Huningue (Hüningen) [Strasse]	Strasse Weil-Huningue (Hüningen) [Nationalstrasse Nr. 69]
Eisenbahn Mulhouse (Mülhausen-Leopoldshöhe	Palmrain (Bahnhof)	Palmrain	Eisenbahn Leopoldshöhe-Mulhouse (Mülhausen)
Eisenbahn Mulhouse (Mülhausen) - Müllheim	Neuenburg (Bahnhof)	Neuenburg	Eisenbahn Müllheim-Mulhouse (Mülhausen)

Deutsche Zollstrassen	Deutsche Zollstellen	Französische Zollstellen	Gesetzliche französische Zollstrassen
Strasse Chalampé (Eichwald) - Neuenburg	Neuenburg (Rheinbrücke)	Chalampé (Eichwald) [Rheinbrücke]	Strasse Neuenburg-Chalampé (Eichwald)
Eisenbahn Colmar-Freiburg	Breisach (Bahnhof)	Altbreisach	Eisenbahn Freiburg-Colmar
Strasse Neuf-Brisach (Neubreisach) - Altbreisach	Breisach (Rheinbrücke)	Strohstadt (Ile de Paille) [Rheinbrücke]	Strasse Altbreisach-Neuf-Brisach (Neubreisach)
Strasse Marckolsheim (Markolsheim)-Sasbach	Sasbach	Marckolsheim (Markolsheim)[Rhein brücke]	Strasse Sasbach-Marckolsheim (Markolsheim) [Vizinalstrasse Nr. 23b]
Strasse Schönau-Weisweil	Weisweil	Schönau (Rheinbrücke)	Strasse Weisweil-Schönau (Vizinalstrasse Nr. 9 und 11)
Strasse Rhinau (Rheinau)-Kappel	Kappel	Rhinau (Rheinau) [Rheinbrücke]	Strasse Kappel-Rhinau (Rheinau) [Vizinalstrasse Nr. 5a]
Strasse Gerstheim-Ottenheim	Ottenheim	Gerstheim (Rheinbrücke)	Strasse Ottenheim-Gerstheim (Vizinalstrasse Nr. 124)
Strasse Strasbourg (Strassburg)-Kehl	Kehl (Rheinbrücke)	Strasbourg (Strassburg) [Rheinbrücke]	Strasse Kehl-Strasbourg (Strassburg) [Nationalstrasse Nr. 4]
Eisenbahn Strasbourg (Strassburg)-Appenweier	Kehl (Personenbahnhof)	Strasbourg (Strassburg)-Kehl	Eisenbahn Appenweier-Strasbourg (Strassburg)
Strasse Gambsheim-Freistett	Freistett	Gambsheim*) (Rheinbrücke)	Strasse Freistett-Gambsheim (Vizinalstrasse Nr. 9b und Nr. 94)
Strasse Drusenheim-Greffern	Greffern	Drusenheim (Rheinbrücke)	Strasse Greffern-Drusenheim (Vizinalstrasse Nr. 9b II)
Eisenbahn Strasbourg (Strassburg)-Rastatt-Karlsruhe	Wintersdorf (Bahnhof)	Wintersdorf	Eisenbahn Karlsruhe-Rastatt-Strasbourg (Strassburg)
Strasse Seltz (Selz)-Plittersdorf	Plittersdorf	Seltz (Selz) [Rheinbrücke]	Strasse Plittersdorf-Seltz (Selz) [Vizinalstrasse Nr. 8b I]
Eisenbahn Lauterbourg (Lauterburg)-Wörth	Berg (Bahnhof)	Lauterbourg (Lauterburg) [Bahnhof]	Eisenbahn Wörth-Lauterbourg (Lauterburg)

*) Die Zollstelle Gambsheim ist noch nicht dem Zollverkehr eröffnet.

Deutsche Zollstrassen	Deutsche Zollstellen	Französische Zollstellen	Gesetzliche französische Zollstrassen
Strasse Lauterbourg (Lauterburg) - Neulauterburg	Neulauterburg	Lauterbourg (Lauterburg) [Strasse]	Strasse Neulauterburg-Lauterbourg (Lauterburg) [Nationalstrasse Nr. 68]
Strasse Scheibenhard (Scheibenhardt) [Frankreich]-Scheibenhardt (Deutschland)	Scheibenhardt (Pfalz)	Scheibenhard (Scheibenhardt)	Strasse Scheibenhardt (Deutschland) - Scheibenhard (Scheibenhardt) [Frankreich] (Vizinalstrasse Nr. 3a I)
Eisenbahn Wissembourg (Weissenburg)-Landau	Kapsweyer (Bahnhof)	Wissembourg (Weissenburg) [Bahnhof]	Eisenbahn Landau-Wissembourg (Weissenburg)
Strasse Wissembourg (Weissenburg)-Windhof - Schweighofen	Schweighofen	Wissembourg (Weissenburg) [Strasse]	Strasse Schweighofen Windhof-Wissembourg (Weissenburg) [Vizinalstrasse Nr. 14b III]
Strasse Wissembourg (Weissenburg)-Schweigen	Schweigen	Wissembourg (Weissenburg) [Strasse]	Strasse Schweigen-Wissembourg (Weissenburg) [Nationalstrasse Nr. 63)
Strasse Wissembourg (Weissenburg)-Weiler-St. Germanshof	Germanshof	Weiler	Strasse St. Germanshof-Wissembourg (Weissenburg) [Vizinalstrasse Nr. 46 b I]
Strasse Lembach-Hirschthal	Hirschthal	Lembach	Strasse Hirschthal-Lembach (Vizinalstrasse Nr. 125 I und Nr. 3a)
—	—	Obersteinbach	Strasse Ludwigswinkel - Obersteinbach (Vizinalstrasse Nr. 53 und 3a)
Strasse Walschbronn-Kröppen	Kröppen	Walschbronn	Strasse Kröppen-Walschbronn (Grossverkehrstrasse Nr. 105)
Strasse Schweyen-Hornbach	Hornbach	Schweyen	Strasse Hornbach-Schweyen (Nationalstrasse Nr. 62)
—	—	Launstroff (Launsdorf)	Strasse Obertünsdorf-Launstroff (Launsdorf) [über den Weiler Scheuerwald], die Grenze zwischen den

Deutsche Zollstrassen	Deutsche Zollstellen	Französische Zollstellen	Gesetzliche französische Zollstrassen
			Grenzsteinen Nr. 7 und 7/1 überschreitend
Strasse Apach-Perl	Perl (Apacher Landstrasse)	Apach (Strasse)	Strasse Perl-Apach, die Grenze zwischen den Grenzsteinen Nr. 14/15 und 15/15 überschreitend
Eisenbahn Thionville (Diedenhofen)-Trier	Perl (Bahnhof)	Apach (Bahnhof)	Eisenbahn Trier-Thionville (Diedenhofen)

Annexe E

Tableau de concordance des routes régales douanières Allemandes et Françaises avec indication des bureaux de douane qui les desservent.

[suit le texte français du Tableau de concordance précédent.]

Anlage F.

Verzeichnis der zur Durchfuhr von Waren zugelassenen Strassen, Wege und sonstigen Grenzübergänge, die nicht Zollstrassen sind.

a) Zum Zweck der land- und forstwirtschaftlichen Benutzung von Grundstücken:

1. Der Weg von Perl und Oberperl nach Eft und Büschdorf auf seinem in französischem Gebiet liegenden Teil längs der Gewannen „Über die Strasse“ und „Schneeberg“ zwischen den Grenzsteinen Nr. 14 und Nr. 15 und den Doppelsteinen Nr. 2
für die Bewohner von Eft, Büschdorf und Ober-Tünsdorf, Perl, Oberperl, Borg und Sehndorf;

2. Der Weg, der längs der Grenze zuerst in Deutschland, dann in Frankreich von den Doppelsteinen Nr. 3 bis zu dem Dreibänner zwi-

Annexe F.

Liste des routes, chemins et autres passages de frontière qui ne sont pas des routes douanières et qui seront ouverts au transit des marchandises.

a) Aux fins de l'exploitation agricole et forestière de biens-fonds:

1° Pour les habitants d'Eft, de Büschdorf et Ober-Tünsdorf, Perl, Oberperl, Borg et Sehndorf:
Le chemin de Perl et Oberperl à Eft et Büschdorf sur sa partie située sur le territoire français le long des lieux dits „Über die Strasse“ et „Schneeberg“, entre les bornes-frontière n° 14 et n° 15 et les doubles bornes n° 2;

2° Pour les ressortissants des deux Etats:
Le chemin qui longe la frontière, d'abord en Allemagne,

schen der Bürgermeisterei Orscholz und den Gemeinden Merschweiler und Manderen (Mandern) verläuft und in den Weg Eft-Schloss Meinsberg einmündet, sowie der letztere von dieser Kreuzung bis zu den Doppelsteinen Nr. 2

für die Angehörigen beider Staaten;

3. Der Weg von Schloss Meinsberg (Gemeinde Manderen [Mandern], Frankreich) nach Eft (Deutschland) und sein auf deutschem Gebiet gelegener Teil in der Richtung nach Tunting (Tüntingen)

für die französischen Staatsangehörigen:

4. Der Weg von Tunting (Tüntingen) [Nebenort der Gemeinde Manderen (Mandern), Frankreich] nach Eft (Deutschland)

für die französischen Staatsangehörigen;

5. Der Weg, der durch den Tüntingerwald der Grenze von dem Stein Nr. 9 bis zu dem Stein Nr. 37 folgt und dabei abwechselnd auf den beiden Gebieten verläuft

für die Angehörigen beider Staaten;

6. Der Weg von Scheuerwald (Nebenort der Gemeinde Launstroff [Launsdorf], (Frankreich) nach Büschdorf (Deutschland)

für die französischen Staatsangehörigen;

7. Der Weg, der von der Blumenauer Mühle (Saargebiet) ausgeht, die Schwalb überschreitet, in den Weg von Volmunster [Wolmünster] (Frankreich) nach Hornbach (Deutschland) auf dem rechten Ufer der Schwalb einmündet, an der

puis en France, depuis les bornes jumelles n° 3 jusqu'aux bornes tribanales entre la commune d'Orscholz et les communes de Merschweiler et Manderen, et qui aboutit à la route d'Eft au château de Meinsberg, ainsi que cette dernière depuis ce carrefour de chemins jusqu'aux bornes jumelles n° 2;

3° Pour les ressortissants français:

Le chemin du château de Meinsberg (commune de Manderen, France) vers Eft (Allemagne) et sa partie située sur le territoire allemand dans la direction de Tunting;

4° Pour les ressortissants français:

Le chemin de Tunting (annexe de la commune de Manderen, France) vers Eft (Allemagne);

5° Pour les ressortissants des deux Etats:

Le chemin qui, passant par la forêt de Tunting, suit la frontière depuis la borne n° 9 jusqu'à la borne n° 37, empruntant alternativement les deux territoires;

6° Pour les ressortissants français:

Le chemin de Scheuerwald (annexe de la commune de Launstroff, France) vers Buschsdorf (Allemagne);

7° Pour les ressortissants allemands:

Le chemin qui, partant du moulin de Blumenau (territoire de la Sarre), franchit la Schwalb et aboutit sur la rive droite de la Schwalb, au che-

Schweyener Mühle vorbeiführt und die Grenze zwischen den Steinen Nr. 1 und 2 erreicht

für die deutschen Staatsangehörigen;

8. Der Weg, der von der Strasse Hornbach—Volmunster (Wolmünster) unweit des Steines Nr. 1 abzweigt, auf deutscher Seite längs der „Schwalber Klamm" verläuft und zweimal die Grenze beiderseits des Steines Nr. 5 schneidet,

für die Angehörigen beider Staaten;

9. Der Weg, der zwischen dem Stein Nr. 10 und dem Vierbänner Hornbach—Mauschbach—Schweyen—Rolbing (Rolbingen) längs der Grenze in Frankreich verläuft und etwa 100 m nördlich hiervon die Strasse Zweibrücken—Bitche (Bitsch) erreicht, sowie der Teil dieser Strasse zwischen der genannten Kreuzung und den Steinen Nr. 1 und 1/1,

für die Angehörigen beider Staaten;

10. Der Teil des Weges auf französischem Gebiet zwischen dem Stein Nr. 14 (Dietrichingen—Rolbing [Rolbingen]) etwa 800 m nördlich von Rolbing (Rolbingen) und der Saubrücke, wo die Doppelsteine Nr. 3 stehen,

für die deutschen Staatsangehörigen;

11. Der Weg, der bei Riedelberg—Walschbronn längs der Grenze auf deutschem Gebiet zwischen den Doppelsteinen Nr. 2 und 3 verläuft, sowie die „Saubrücke" und der „Sausteg"

für die deutschen Staatsangehörigen, um die Grundstücke

min de Volmunster (France) à Hornbach (Allemagne), passe près du moulin de Schweyen et atteint la frontière entre les bornes n°s 1 et 2;

8° Pour les ressortissants des deux Etats::

Le chemin qui, partant de la route de Hornbach à Volmunster, non loin de la borne n° 1, s'avance du côté de l'Allemagne le long du ravin de la Schwalb et traverse deux fois la frontière en deçà et au delà de la borne n° 5;

9° Pour les ressortissants des deux Etats:

Le chemin qui passe sur le territoire français le long de la frontière entre la borne n° 10 et la borne bi-jumelle de Hornbach - Mauschbach - Schweyen-Rolbing, et rejoint de là, à une centaine de mètres au Nord, la route de Zweibrücken (Deux-Ponts) à Bitche ainsi que la partie de cette route comprise entre ledit carrefour des chemins et les bornes n°s 1 et 1/1;

10° Pour les ressortissants allemands:

Le tronçon du chemin sur le territoire français entre la borne n° 14 (Dietrichingen-Rolbing) à 800 mètres environ au Nord de Rolbing et du pont dit Saubrücke, à l'endroit où se trouvent les bornes jumelles n° 3;

11° Pour les ressortissants français qui exploitent les biens au bord du Strohlbach:

Le chemin qui longe la frontière près de Riedelberg-Walschbronn sur le territoire allemand, entre les bornes jumelles n°s 2 et 3, ainsi que le

am Rande des Strohlbachs zu bewirtschaften;

12. Die Strasse Kröppen—Walschbronn von ihrem Übergang in französisches Gebiet zwischen den Steinen Nr. 21/1 und 22 bis zu ihrem Schnitt mit dem Wege, der längs des Nordrandes der Trualbe (Schwarzbach) verläuft, sowie dieser Weg selbst von dem bezeichneten Schnitt bis zur Grenze bei Stein Nr. 29

für die Angehörigen beider Staaten;

13. Die Forstwege, die von dem Dreibänner zwischen den Gemeinden Eppenbrunn—Hilst und Roppwiller (Roppweiler) an abwechselnd auf deutschem und französischem Gebiet zwischen dem genannten und dem folgenden Dreibänner zwischen den Gemeinden Eppenbrunn, Stürzelbronn und Roppwiller (Roppweiler) der Grenze entlang laufen,

für die Angehörigen beider Staaten;

14. Die Forstwege, die zwischen dem Dreibänner zwischen den Gemeinden Eppenbrunn, Stürzelbronn und Roppwiller (Roppweiler) und dem Stein Nr. 12 über die Grenze hin- und hergehen,

für die Angehörigen beider Staaten;

15. Die Wege, die zwischen den Steinen Nr. 4 und 5, 8 und 10, 11 bis 21, 21 und 23, 23/4 und Stein Nr. 4 Fischbach—Niedersteinbach über die Grenze hin- und hergehen,

für die Angehörigen beider Staaten;

16. Der Weg Wengelsbach (Frankreich) — Schönau (Deutschland) —

pont dit Saubrücke et le Sausteg;

12° Pour les ressortissants allemands:

La route de Kröppen à Walschbronn, à partir de l'endroit où elle passe sur le territoire français entre les bornes n°s 21/1 et 22, jusqu'à son croisement avec le chemin qui longe le bord septentrional de la Trualbe (Schwarzbach), ainsi que ce chemin même depuis ledit croisement jusqu'à la frontière, près de la borne n° 29;

13° Pour les ressortissants des deux Etats:

Les chemins forestiers qui, à partir de la borne tribanale, longent la frontière entre les communes d'Eppenbrunn-Hilst et de Roppwiller, alternativement sur les territoires français et allemand, entre ladite borne tribanale et la borne tribanale suivante entre les communes d'Eppenbrunn, Sturzelbronn et Roppwiller;

14° Pour les ressortissants des deux Etats:

Les chemins forestiers qui chevauchent la frontière entre la borne tribanale entre les communes d'Eppenbrunn, Sturzelbronn et Roppwiller et la borne n° 12;

15° Pour les ressortissants des deux Etats:

Les chemins forestiers qui chevauchent la frontière entre les bornes n°s 4 et 5, 8 et 10, 11 à 21, 21 et 23, 23/4, et la borne n° 4 Fischbach-Niedersteinbach;

16° Pour les ressortissants français:

Hirschthal (Deutschland)—Lembach (Frankreich)
für die französischen Staatsangehörigen;

Les chemins de Schönau (Allemagne) à Wengelsbach (France), et de Schönau-Hirschthal (Allemagne) à Lembach (France);

17. Die Wege, die in dem Tal, genannt „Gangelsteich", zwischen der Strasse Schönau—Lembach bei den Steinen Nr. 20 und 21 und dem Dreibänner zwischen den Gemeinden Schönau, Hirschthal und Lembach und zwischen den beiden Dreibännern über die Grenze hin- und hergehen,
für die Angehörigen beider Staaten;

17° Pour les ressortissants des deux Etats:
Les chemins qui chevauchent la frontière dans le vallon dit „Gangelsteich" entre la route de Schönau à Lembach, près des bornes n°s 20 et 21 et la borne tribanale, entre les communes de Schönau, Hirschthal et Lembach et entre les deux bornes tribanales;

18. Die Wege, die zwischen den Steinen Nr. 3 und 9 einerseits, den Steinen Nr. 10 und 14 andererseits und endlich zwischen den Steinen Nr. 22/1 und 22 bei Nothweiler, Bobenthal und Wingen über die Grenze hin- und hergehen,
für die Angehörigen beider Staaten;

18° Pour les ressortissants des deux Etats:
Les chemins qui chevauchent la frontière entre les bornes n°s 3 et 9 d'un côte et n°s 10 et 14 de l'autre, et finalement entre les bornes n°s 21/2 et 22 près de Nothweiler, Bobenthal et Wingen;

19. Der Weg, der zwischen den Steinen Nr. 12 bis 22 in der Nähe der Gemeinden Bobenthal und Wingen über die Grenze hin- und hergeht,
für die Angehörigen beider Staaten;

19° Pour les ressortissants des deux Etats:
Le chemin qui chevauche la frontière entre les bornes n°s 12 à 22 à proximité des communes de Bobenthal et de Wingen;

20. Der Weg Weiler—Schlossgut Langenberg in seinem auf deutschem Gebiet zwischen den Steinen Nr. 7/2, 7/3 und 7/4 gelegenen Teile
für die französischen Staatsangehörigen;

20° Pour les ressortissants français:
Le chemin de Weiler à Schlossgut Langenberg dans sa partie située sur le territoire allemand entre les bornes n°s 7/2, 7/3 et 7/4;

21. Die Wege, die zwischen dem Dreibänner, den Gemeinden Bobenthal, Schweigen und Wissembourg (Weissenburg) und dem Stein Nr. 34, ferner zwischen den Steinen Nr. 42 bis 51 und endlich zwischen dem letzteren und den Stei-

21° Pour les ressortissants des deux Etats:
Les chemins qui chevauchent la frontière entre la borne tribanale, les communes de Bobenthal, Schweyen et Wissembourg et la borne n° 34, en

nen Nr. 59, 60, 61/1 über die Grenze hin- und hergehen,

für die Angehörigen beider Staaten;

22. Der Weg von Scheibenhardt nach Neulauterburg und Lauterbourg (Lauterburg) von Stein Nr. 5 bis zu seinem Übergang in französisches Gebiet zwischen den Steinen Nr. 22 und 23

für die französischen Staatsangehörigen;

23. Die Strasse Wissembourg (Weissenburg) — Schweigen — St. Paul

für die Bewohner des Schlossgutes St. Paul.

b) Zum Zwecke der Beförderung von Holz und anderen forstwirtschaftlichen Erzeugnissen:

1. Aus den Forsten Hohe Reissen, Höchstberg und Rösselberg die Wege auf deutschem Gebiet, die auf die beiden Strassen Ludwigswinkel—Eppenbrunn und Ludwigswinkel—Obersteinbach führen, sowie die beiden letzteren Strassen selbst,

für die französischen Staatsangehörigen;

2. Aus dem Forst „Adelsberg" (Deutschland) die Strasse Stürzelbronn—Obersteinbach, und zwar von ihrem Schnitt mit der Departementsgrenze zwischen dem Departement Moselle (Mosel) und dem Departement Bas-Rhin (Nieder-Rhein) bis zu ihrem Schnitt mit der Strasse Ludwigswinkel—Obersteinbach sowie die Wege zwischen den oben beschriebenen Wegeteilen und der Grenze

für die deutschen Staatsangehörigen;

outre entre les bornes n°s 42 à 51, et finalement entre cette dernière et les n°s 59, 60 et 61/1;

22° Pour les ressortissants français:

Le chemin de Scheibenhard à Neulauterburg (Neuf-Lauterbourg) et à Lauterbourg, à partir de la borne n° 5 jusqu'à son entrée en France entre les bornes n°s 22 et 23;

23° Pour les habitants de Schlossgut Saint-Paul:

La route de Wissembourg à Schweigen et Saint-Paul.

b) En vue du transport du bois et d'autres produits forestiers.

1° Pour les ressortissants français:

En venant des forêts de Hohe Reissen, Höchstberg et Rösselberg, les chemins qui s'étendent sur le territoire allemand et rejoignent les deux routes de Ludwigswinkel à Eppenbrunn et de Ludwigswinkel à Obersteinbach, ainsi que ces deux dernières routes;

2° Pour les ressortissants allemands:

En venant de la forêt d'Adelsberg (Allemagne), la route de Sturzelbronn à Obersteinbach à partir de son point d'intersection avec la frontière départementale des départements de la Moselle et du Bas-Rhin jusqu'au point où elle coupe la route de Ludwigswinkel à Obersteinbach, ainsi que les chemins entre les parties de routes indiquées ci-dessus et la frontière;

3. Aus dem Forst Armersberg (Deutschland) der längs der Grenze auf französischem Gebiet von Obersteinbach zu dem Dreibänner zwischen den Gemeinden Fischbach, Schönau und Niedersteinbach führende Weg sowie die Forstwege zwischen diesem Weg und der Grenze,

für die deutschen Staatsangehörigen;

4. Aus dem Forst Dachsberg der Weg Schönau—Wengelsbach zwischen dem Weiler Wengelsbach und den Steinen Nr. 54, 55 auf französischem Gebiet,

für die deutschen Staatsangehörigen;

5. Aus dem Waldgebirge zwischen dem Maymond und dem Tal des Sauerbachs die beiden Wege Schönau—Wengelsbach und Schönau—Hirschthal—Lembach sowie die zwischen diesen und der Grenze gelegenen Wege,

für die französischen Staatshörigen;

6. Aus dem Forst Schlossberg und einem Teil des Forstes „Hundsloch", beide in Deutschland gelegen, der Weg von Wingen zu dem Sattel, wo die Steine Nr. 15 und 16 stehen, und zwar von seinem Schnitt mit dem von dem Sattel nach Osten führenden Wege, wo der Dreibänner zwischen Nothweiler, Bobenthal und Wingen steht; dieser letztere Weg und die östlich und westlich davon zwischen den vorerwähnten und der Grenze gelegenen Wege,

für die deutschen Staatsangehörigen;

3° Pour les ressortissants allemands:

En venant de la forêt d'Amersberg (Allemagne), le chemin qui longe la frontière sur territoire français, et qui va d'Obersteinbach à la borne tribanale entre les communes de Fischbach, de Schönau et de Niedersteinbach, ainsi que les chemins forestiers entre ce chemin et la frontière:

4° Pour les ressortissants allemands:

En venant de la forêt de Dachsberg, le chemin de Schönau à Wengelsbach, entre le hameau de Wengelsbach et les bornes n°s 54 et 55 sur territoire français;

5° Pour les ressortissants français:

En venant du Waldgebirge entre le Maymond et la vallée du Sauerbach, les deux chemins de Schönau à Wengelbach et de Schönau à Hirschthal et Lembach, ainsi que les chemins situés entre les précédents et la frontière;

6° Pour les ressortissants allemands:

En venant de la forêt du Schlossberg et d'une partie de la forêt du Hundsloch, toutes deux situées en territoire allemand, le chemin qui mène de Wingen à la crête où se trouvent les bornes n°s 15 et 16 à partir de son intersection avec celui qui, de la crête, se dirige vers l'Est au point où se trouve la borne tribanale, entre Nothweiler, Bobenthal et Wingen; ce dernier chemin et ceux qui sont situés à l'Est et à l'Ouest

entre les précédents et la frontière;

7. Die Strasse, die auf dem linken Lauterufer von Bobenthal nach Wissembourg (Weissenburg) über den St. Germanshof führt, in seinem auf deutschem Gebiet gelegenen Teile zwischen der Siebentheiler Brücke und dem Stein Nr. 3,

für die französischen Staatsangehörigen;

7° Pour les ressortissants français:

La route qui mène sur la rive gauche de la Lauter, de Bobenthal à Wissembourg, en passant par St-Germanshof, dans sa partie située en territoire allemand, entre le pont de Siebentheil et la borne n° 3;

8. Aus dem Gemeindewald Bobenthal, dem Staatswald und dem oberen Mundatwald die Wegestrecken Rechtenbach — Schweigen — Wissembourg (Weissenburg) — Weiler — Bobenthal und die Wegestrecken Scheidt — Steinfeld — Kapweyer — Schweighofen — Wissembourg (Weissenburg) — Weiler-Bobenthal über Schloss Langenberg und Villa Vogelsberg,

für die Bewohner der deutschen Gemeinden Schweigen, Rechtenbach, Schweighofen, Kapsweyer, Steinfeld, Scheidt und Bobenthal.

8° Pour les habitants des communes allemandes de Schweigen et de Rechtenbach, de Schweighofen, de Kapsweyer, de Steinfeld, de Scheidt et de Bobenthal:

En venant de la forêt de Bobenthal, de la forêt fiscale et de la forêt du Mundat supérieur, les tronçons de route de Rechtenbach-Schweigen — Wissembourg — Weiler — Bobenthal et de Scheidt — Steinfeld — Kapsweyer — Schweighofen — Wissembourg — Weiler — Bobenthal par le château de Langenberg et la villa Vogelsberg.

Anlage G.

Beschreibung der in Artikel 36 vorgesehenen Zusatzbezirke.

Deutscher Zusatzbezirk.

Der Zusatzbezirk auf deutscher Seite wird durch eine Linie begrenzt, deren Verlauf folgender ist: *)

Die Linie beginnt in dem östlich von Orscholz gelegenen Schnitt-

Annexe G.

Description des zones complémentaires visées à l'Article 36.

Zone complémentaire allemande.

La zone complémentaire allemande est délimitée par une ligne dont le tracé est le suivant: *)

Cette ligne part du point d'intersection, situé à l'Est d'Orscholz, de

*) Anmerkung. Alle Orte, über die die Linie verläuft, gehören zum Zusatzbezirk, während diejenigen Orte, bei denen angegeben ist, dass die Linie an ihnen vorbeizieht, ausserhalb des Zusatzbezirkes liegen.

*) Note. Toutes les localités par lesquelles passe la ligne doivent être considérées comme appartenant à la zone complémentaire. Par contre sont situées en dehors de la zone les localités devant lesquelles passe cette ligne.

punkt der Grenze gegen das Saargebiet mit der Saar und verläuft von hier in nordwestlicher Richtung östlich an Weiten und Freudenburg und westlich an Trassem vorbei bis Cahren. Von Cahren folgt die Linie der Landstrasse über Saarburg, Beurig, Irsch, Niederzerf, Baldringen, Hentern, Frommersbach, Mandern nach Waldweiler, sodann auf der Strasse von Waldweiler über Weiskirchen, Steinberg, Reidelbach, Wadrill, Sitzerath, Bierfeld, Nonnweiler nach Otzenhausen.

Von Otzenhausen führt die Linie auf der Landstrasse über Waldbach, Eisen nach Achtelsbach, sodann über Achtelsbach hinaus bis zu dem Punkte, wo in die Strasse Achtelsbach—Brücken der Weg von Traunen einmündet, folgt dem Wege nach Traunen und Dambach, sodann in nordöstlicher Richtung dem Wege bis zu dessen Einmündung in die Strasse von Birkenfeld nach Bahnhof Birkenfeld - Neubrücke; von hier verläuft sie auf dieser Strasse über Bahnhof Birkenfeld - Neubrücke, Hoppstädten, Heimbach, Linden, Fohren, Berschweiler, Thallichtenberg nach Pfeffelbach.

Von Pfeffelbach verläuft die Linie in südlicher Richtung auf dem Feldwege nach Albessen, von Albessen auf der Strasse über Konken und Wahnwegen am Sangerhof vorbei nach Trahweiler und Haschbach, von hier auf dem Feldwege nach Nanzweiler und sodann auf der Landstrasse über Nanzdiezweiler und Hütschenhausen nach Hauptstuhl; von Hauptstuhl folgt sie der Kaiserstrasse bis Mühlbach, sodann der Landstrasse über Langwieden, Gerhardsbrunn nach Ober-

la frontière germano-sarroise avec la Sarre; de là, passant à l'Est de Weiten et Freudenburg et à l'Ouest de Trassem, elle se dirige vers le Nord-Ouest jusqu'à Cahren. De Cahren, la ligne suit la route par Saarburg, Beurig, Irsch, Niederzerf, Baldringen, Hentern, Frommersbach, Mandern, jusqu'à Waldweiler, ensuite la route de Waldweiler par Weiskirchen, Steinberg, Reidelbach, Wadrill, Sitzerath, Bierfeld, Nonnweiler jusqu'à Otzenhausen.

De Otzenhausen, la ligne suit la route par Waldbach, Eisen, jusqu'à Achtelsbach et ensuite, au-delà d'Achtelsbach, la même route jusqu'au point où le chemin venant de Traunen débouche sur la route d'Achtelsbach à Brücken; elle suit le chemin allant à Traunen et Dambach et ensuite, dans la direction N.-E., ce même chemin jusqu'à sa rencontre avec la route allant de Birkenfeld à la gare de Birkenfeld-Neubrücke; de ce point, elle suit la route allant par la gare de Birkenfeld - Neubrücke, Hoppstädten, Heimbach, Linden, Fohren, Berschweiler, Tallichtenberg, à Pfeffelbach.

De Pfeffelbach, la ligne se dirige vers le Sud en suivant le chemin de terre allant à Albessen; de Albessen, elle suit la route par Konken et Wahnwegen, passe devant le Sangerhof pour gagner Trahweiler et Haschbach; de là, elle suit le chemin de terre allant à Nanzweiler et ensuite la route qui même, par Nanzdiezweiler et Hütschenhausen à Hauptstuhl; à partir de Hauptstuhl, elle suit la route impériale jusqu'à Mühlbach, puis la route qui, par Langwieden, Ger-

hausen, von dort dem Feldwege nach Schmittshausen und sodann der Landstrasse Schmittshausen—Rieschweiler bis zum Schnittpunkt dieser Strasse mit der nordöstlichen Grenze der Gmeinde Rieschweiler. Die Linie verläuft sodann in westlicher Richtung entlang den nördlichen Grenzen der Gemeinden Rieschweiler, Contwig, Niederauerbach und Zweibrücken bis zum nordwestlichen Schnittpunkt der letzteren Gemeindegrenze mit der Grenze des Saargebiets. Von diesem Schnittpunkt folgt sie zuerst nach Norden, dann nach Westen und endlich nach Süden der deutsch-saarländischen Grenze bis zu dem obenerwähnten Schnittpunkt östlich von Orscholz.

hardsbrunn, mène à Oberhausen; de ce point elle suit le chemin de terre allant à Schmittshausen et ensuite la route de Schmittshausen à Rieschweiler jusqu'à l'intersection de cette route avec la limite N.-E. de la commune de Rieschweiler. La ligne se dirige ensuite vers l'Ouest longeant les limites septentrionales des communes de Rieschweiler, Contwig, Niederauerbach et Zweibrücken (Deux-Ponts) jusqu'au point d'intersection N.-O. de la limite de cette dernière commune avec la frontière du territoire de la Sarre. De ce point d'intersection, elle suit la frontière germano-sarroise, d'abord vers le Nord, ensuite vers l'Ouest, puis vers le Sud jusqu'à l'intersection, mentionnée ci-dessus, à l'Est d'Orscholz, de ladite frontière avec la rivière de la Sarre.

Französischer Zusatzbezirk.

Der französische Zusatzbezirk umfasst das Gebiet folgender Gemeinden:

Arrondissement Thionville (Diedenhofen).

Waldweistroff (Waldweisdorf).	Laumesfeld.
	Monneren.

Arrondissement Boulay (Bolchen).

Alzing.	Oberdorff (Oberdorf).
Berviller (Berweiler).	Rémering-les-Hargarten (Reimeringen).
Bibiche (Bibisch).	
Bisten-en-Lorraine (Bisten im Loch).	Rémelfang (Remelfangen).
	Teterchen.
Boucheporn (Buschborn).	Tromborn.
Bouzonville (Busendorf).	Varsberg.
Brettnach.	Vaudreching (Wallerchen).

Zone complémentaire française.

La zone complémentaire française comprend le territoire des communes ci-après énumérées:

Arrondissement de Thionville.

Waldweistroff.	Laumesfeld.
	Monneren.

Arrondissement de Boulay.

Alzing.	Oberdorff.
Berviller.	Rémering-les-Hargarten.
Bibiche.	
Bisten-en-Lorraine.	Rémelfang.
	Teterchen.
Boucheporn.	Tromborn.
Bouzonville.	Varsberg.
Brettnach.	Vaudreching.

Château-Rouge (Rothendorf).	Velving (Welwingen).	Château-Rouge.	Velving.
	Villing (Willingen).		Villing.
Colmen.	Voelfling-les-Bouzonville (Wölfingen).	Colmen.	Vœlfling-les-Bouzonville.
Creutzwald-la-Croix (Kreuzwald).	Coume (Kuhmen).	Creutzwald-la-Croix.	Coume.
Dalem.	Holling (Hollingen).	Dalem.	Holling.
Falck (Falk).	Longeville-les-Saint-Avold (Lubeln).	Falck.	Longeville-les-Saint-Avold.
Filstroff (Filsdorf).		Filstroff.	
Freistroff (Freisdorf).	Obervisse (Oberwiese).	Freistroff.	Obervisse.
Guerstling (Gerstlingen).	Saint François (St. Franz).	Guerstling.	Saint-François.
Guerting (Gertingen).		Guerting.	
Ham-sous-Varsberg (Ham am Varsberg).	Anzeling (Anzelingen).	Ham-sous-Varsberg.	Anzeling.
Hargarten-aux-Mines (Hargarten a. d. Sonnenmühle).	Chermery-les-Deux (Schemerich).	Hargarten-aux-Mines.	Chemery-les-Deux.
	Menskirch.		Menskirch.
	Niedervisse (Niederwiese).		Niedervisse.
Heining (Heiningen).	Ottonville (Ottendorf).	Heining.	Ottonville.
Merten.	Valmunster (Valmünster).	Merten.	Valmunster.
Neunkirchen.	Zimming (Zimmingen).	Neunkirchen.	Zimming.

Arrondissement Forbach.		Arrondissement de Forbach.	
Alsting (Alstingen).	Ernestviller (Ernstweiler).	Alsting.	Ernestviller.
Barst.	Etzling (Etzlingen).	Barst.	Etzling.
Behren-les-Forbach (Behren).	Farschviller (Farschweiler).	Behren-lès-Forbach.	Farschviller.
Bening-les-St.-Avold (Beningen).	Farébersviller (Pfarrebersweiler).	Bening-lès-St. Avold.	Farébersviller.
	Folkling (Folklingen).		Folkling.
Betting (Bettingen).	Forbach.	Betting.	Forbach.
Bousbach (Buschbach).	Freyming (Freimengen).	Bousbach.	Freyming.
Cappel.	Guenviller (Genweiler).	Cappel.	Guenviller.
Carling (Karlingen).	Henriville (Herrschweiler).	Carling.	Henriville.

Cocheren (Kochern).	Hombourg-Haut (Oberhomburg).	Cocheren.	Hombourg-Haut.
Diebling (Dieblingen).		Diebling.	
Dourd'hal (Durschthal).	Kerbach.	Dourd'hal.	Kerbach.
Rosbruck (Rossbrücken).	Lachambre (Kammern).	Rosbruck.	Lachambre.
Saint-Avold (St. Avold).	L'Hôpital (Spittel).	Saint-Avold.	L'Hôpital.
Schoeneck (Schönecken).	Macheren (Machern).	Schœneck.	Macheren.
Seingbouse (Sengbusch).	Merlebach (Merlenbach).	Seingbouse.	Merlebach.
Spicheren (Spichern).	Metzing (Metzingen).	Spicheren.	Metzing.
Stiring-Wendel (Stieringen-Wendel).	Morsbach.	Stiring-Wendel.	Morsbach.
	Nousseviller-lès Puttelange Nussweiler).		Nousseviller-lès Puttelange.
Tenteling (Tentelingen).		Tenteling.	
Théding (Thedingen).	Oeting (Ötingen).	Théding.	Oeting.
Valmont (Walmen).	Petite-Rossele (Klein-Rosseln).	Valmont.	Petite-Rosselle.
Willerwald.		Willerwald.	
	Porcelette.		Porcelette.
Arrondissement Sarreguemines (Saargemünd).		Arrondissement de Sarreguemines.	
Hottviller (Hottweiler).	Neunkirch-lès-Sarreguemines (Neunkirch b. Saargemünd).	Hottviller.	Neunkirch-lès-Sarreguemines.
Erching (Erchingen).		Erching.	
Nousseviller-lès-Bitche (Nussweiler).	Remelfing (Remelfingen).	Nousseviller-lès-Bitche.	Remelfing.
Rolbing (Rolbingen).	Rouhling (Ruhlingen).	Rolbing.	Rouhling.
Epping (Eppingen).	Sarreguemines (Saargemünd).	Epping.	Sarreguemines.
Obergailbach.		Obergailbach.	
Rimling (Rimlingen).	Sarreismimg (Saareinsmingen).	Rimling.	Sarreinsming.
Bliesbruck (Bliesbrücken).		Bliesbruck.	
Blies-Ebersing (Blies-Ebersingen).	Welferding (Wölferdingen).	Blies-Ebersing.	Welferding.
Blies-Guersviller (Blies-Gersweiler).	Wiesviller (Wiesweiler).	Blies-Guersviller.	Wiesviller.
	Wittring (Wittringen).		Wittring.
Folpersviller (Folpersweiler).	Woelfling (Wölflingen).	Folpersviller.	Wœlfing.
	Woustviller (Wustweiler).		Woustviller.

Frauenberg.	Zetting (Settingen).
Grosbliederstroff (Grossblittersdorf).	Siersthal. Achen.
Grundviller (Grundweiler).	Bettviller (Bettweiler).
Guebenhouse (Gebenhausen).	Gros-Réderching (Gross-Rederchingen).
Hambach.	Petit-Réderching (Klein-Rederchingen).
Hundling (Hundlingen).	Rohrbach.
Ippling (Ipplingen).	Schorbach.
Lixing-lès-Rouhling (Lixingen b. Ruhlingen).	Bining (Biningen). Etting (Ettingen).
Loupershouse (Lupershausen).	Lambach. Kahlhausen (Kahlhausen).
Neufgrange (Neuscheuern).	

Anlage H.

Veterinärpolizeiliche Ausführungsbestimmungen.

I.

Im Grenzbezirk ist der Verkehr der in Artikel 16 bezeichneten Tiere, die zur Gattung der Pferde, Esel, Rinder, Schafe, Ziegen oder Hunde gehören, unter Beachtung nachstehender Vorschriften gestattet:

Die Eigentümer und Pächter von Grundstücken haben eine Beschreibung der ihnen gehörenden Tiere zu liefern, die folgende Angaben zu enthalten hat: Gattung und Geschlecht, Rasse, Farbe und Abzeichen, Alter und Grösse, ferner bei den zur Gattung der Rinder gehörenden Tieren ihr ungefähres Gewicht, sowie die Erkennungszeichen (Abs. 3). Diese Beschreibung ist den Zollbehörden der bei-

Frauenberg.	Zetting.
Grosbliederstroff.	Siersthal. Achen.
Grundviller.	Bettviller.
Guebenhouse.	Gros-Réderching.
Hambach.	Petit-Réderching.
Hundling.	Rohrbach.
Ippling.	Schorbach.
Lixing-lès-Rouhling.	Bining. Etting.
Loupershouse.	Lambach. Kalhausen.
Neufgrange.	

Annexe H.

Règlement de police vétérinaire.

I.

La circulation, dans la zone frontalière, des animaux appartenant aux espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine ou canine visés à l'Article 16, est autorisée moyennant l'observation des prescriptions ci-après:

Les exploitants devront fournir un état signalétique des animaux dont ils sont possesseurs, portant les mentions suivantes: espèce et sexe, race, couleur et particularités, âge, taille, poids approximatif pour les animaux de l'espèce bovine, ainsi que les marques (al. 3). Cet état devra être remis aux autorités douanières des deux pays intéressés avant le 1er janvier de chaque année et dans les conditions qu'elles

den beteiligten Länder alljährlich vor dem 1. Januar nach den von diesen Behörden zu erlassenden Anweisungen einzureichen. Die im Laufe des Jahres eintretenden Veränderungen sind diesen Behörden ebenfalls anzuzeigen.

Alle Tiere, die in dem Nachbarstaat zur Arbeit, zum Weidegang oder zur Aufstallung gebracht werden sollen, sind folgendermassen zu kennzeichnen:

1. Die zur Gattung der Pferde, Esel oder Rinder gehörenden Tiere sind durch Einbrennen eines grossen lateinischen D (deutsches Vieh) oder F (französisches Vieh) auf den linken Vorderhuf (Einhufer), auf das linke Horn oder die linke Vorderklaue (Rindvieh) zu kennzeichnen. Die gleichen Buchstaben sind durch entsprechenden Haarschnitt auf ihrer linken Hinterbacke anzubringen; die Grösse des Haarschnittes, der in entsprechenden Zeitabständen zu erneuern ist, muss mindestens 10 cm betragen.
2. Bei den zur Gattung der Schafe und Ziegen gehörenden Tieren hat das Zeichen in einer Metallmarke zu bestehen, die am linken Ohr befestigt wird und in die jeweils der Buchstabe D oder F eingeprägt ist.
3. Die zur Gattung der Hunde gehörenden Tiere haben ständig ein Halsband zu tragen, das mit einem Schilde versehen ist, auf dem Name, Vornamen und Wohnort des Eigentümers angegeben sind.

Mindestens einmal im Jahr sind die Tiere, und zwar die zur Weide

auront déterminées. Les mutations survenant en cours d'année devront également être notifiées aux mêmes autorités.

Tous les animaux devant être conduits dans l'État voisin pour le travail, la mise en pacage ou la stabulation doivent être marqués de la manière suivante:

1⁰ Les animaux appartement aux espèces chevaline, asine ou bovine seront marqués au fer rouge sur le sabot antérieur gauche (solipèdes), la corne gauche ou le sabot antérieur gauche (bovidés), les animaux allemands d'un D majuscule, les animaux français d'un F majuscule. Ils doivent également être marqués aux ciseaux de la même majuscule dans le poil de la croupe gauche; cette marque doit avoir au moins 10 centimètres de hauteur et être renouvelée en temps utile;

2⁰ Pour les animaux des espèces ovine et caprine, la marque sera constituée par un bouton métallique fixé à l'oreille gauche et portant estampée, selon le cas, la lettre D ou la lettre F;

3⁰ Les animaux de l'espèce canine devront porter en permanence un collier muni d'une plaque indiquant les nom, prénoms et domicile de leurs propriétaires.

Les animaux doivent être visités au moins une fois par an (les

gehenden beim Beziehen der Weiden, die Reit-, Zug- und Lasttiere zu Beginn des Frühlings, beim Grenzübergang durch den beamteten Tierarzt des Zielstaates zu untersuchen. Bei ihrer Rückkehr in das Herkunftsland kann eine Untersuchung durch den beamteten Tierarzt des Herkunftslandes verfügt werden.

Bei Tieren, welche die Grenze öfters auf dem Hin- und Rückwege überschreiten,kann dieUntersuchung häufiger angeordnet werden; sie soll jedoch im allgemeinen nicht öfters als einmal im Monat stattfinden.

Die Ergebnisse dieser tierärztlichen Untersuchungen sind von dem beamteten Tierarzt jedesmal in die Beschreibung der Tiere einzutragen, die in dem von der Regierung des Zielstaates bestimmten Zollamt hinterlegt ist.

Die notwendigen tierärztlichen Untersuchungen sind, sofern sie an den hierfür festgesetzten Tagen, Orten und Stunden erfolgen, kostenlos.

Die Rückkehr seuchenkranker und seuchenverdächtiger oder von einer Seuche angesteckter Tiere in das Herkunftsland darf nur mit Genehmigung der beiderseitigen Behörden erfolgen.

II.

Der Führer der in Artikel 29 genannten Einhufer, die zur Beförderung von Fahrzeugen über die Grenze verwandt werden, hat ständig einen von der örtlich zuständigen Behörde des Herkunftslandes auszustellenden, mit dem amtlichen Stempel der betreffenden Behörde versehenen, zweisprachigen Ausweis nach anliegendem Muster*)

*) Pas reproduit.

animaux allant en pacage, au moment où ils y vont, et les animaux de selle, de trait et de somme au début du printemps), au passage de la frontière, par le vétérinaire officiel de l'Etat sur le territoire duquel ils sont conduits. Au retour dans le pays d'origine, un examen par le vétérinaire officiel de ce pays peut être prescrit.

La visite des animaux qui traversent souvent la frontière à l'aller et au retour pourra être ordonnée plus fréquemment, sans toutefois qu'elle puisse être prescrite en général plus d'une fois par mois.

Les résultats de ces visites sanitaires doivent être consignés chaque fois par le vétérinaire officiel sur l'état signalétique déposé au bureau de douane désigné par le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel les animaux sont conduits.

Les examens vétérinaires sont gratuits, pour autant qu'ils ont lieu aux jours, lieux et heures fixés pour cette visite.

Le retour dans le pays d'origine d'animaux atteints, suspects ou contaminés d'une maladie épizootique, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation des deux administrations respectives.

II.

Le conducteur des solipèdes visés à l'Article 29, employés à la traction de véhicules franchissant la frontière, doit être muni, en permanence, d'un certificat bilingue conforme au modèle ci - annexé,*) délivré par l'autorité locale compétente du pays d'origine, portant le cachet officiel de cette autorité et indiquant les nom et domicile du

bei sich zu führen, der den Namen und Wohnort des Eigentümers der Einhufer und die Beschreibung der Tiere enthält.

Diese Ausweise müssen mit einer Gesundheitsbescheinigung des beamteten Tierarztes des Zielstaates nach anliegendem Muster *) versehen sein.

Die Geltungsdauer dieser Bescheinigung beträgt sechs Monate.

III.

1. Die beamteten Tierärzte der Bezirke, in denen die Grenzbezirke gelegen sind, haben sich gegenseitig am 1. jedes Monats den Stand der nachstehend aufgeführten Seuchen mitzuteilen. Ausserdem ist eine solche Mitteilung zu machen, und zwar binnen 24 Stunden, falls in einer seit mindestens 30 Tagen seuchenfreien Gemeinde ein neuer Seuchenfall festgestellt wird:

a) Tollwut (Lyssa, Rabies, Hydrophobia);
b) Rotz der Einhufer (Malleus);
c) Beschälseuche (Exanthema coïtale paralyticum);
d) Maul- und Klauenseuche (Aphtæ epizooticæ);
e) Lungenseuche des Rindviehs (Pleuropneumonia contagiosa bovum);
f) Pockenseuche der Schafe (Variola ovium);
g) Räude der Einhufer und Schafe (Scabies);
h) Rotlaufseuche der Schweine (Rhusiopathia suis);

propriétaire des solipèdes ainsi que le signalement des animaux.

Ces certificats doivent porter une attestation sanitaire conforme au modèle ci-annexé, *) délivrée par le vétérinaire officiel de l'Etat sur le territoire duquel sont conduits les animaux.

La durée de validité de cette attestation est de six mois.

III.

1° Le premier de chaque mois, les vétérinaires officiels des circonscriptions territoriales où sont situées les zones frontalières se donnent mutuellement connaissance de l'état sanitaire relativement aux maladies énumérées ci-dessous; en outre, la même communication sera faite, et ce dans les vingt-quatre heures, quand un nouveau cas de maladie contagieuse sera constaté dans une commune restée indemne d'épizootie depuis au moins trente jours:

a. Raga (Lyssa, Rabies, Hydrophobia);
b. Affection morvo-farcineuse des solipèdes (Malleus);
c. Dourine (Exanthema coïtale paralyticum);
d. Fièvre aphteuse (Aphthæ epizooticæ);
e. Pleuropneumonie contagieuse des bovidés (Pleuropneumonia contagiosa bovum);
f. Clavelée des ovidés (Variola ovium);
g. Gale des solipèdes et des ovidés (Scabies);
h. Rouget des porcs (Rhusiopathia suis);

*) Non reproduit.

i) Schweinepest (Pestis suum);
k) Rinderpest (Pestis bovina).

Dabei sind die einzelnen Seuchenfälle unter genauer Angabe des Ortes, des Namens der Eigentümer, der Grösse der verseuchten Bestände und der Zahl der erkrankten Tiere aufzuführen.

Die bezeichneten Mitteilungen haben auch zu erfolgen, wenn kein Fall von ansteckender Krankheit zu melden ist.

Bei Ausbruch von Rinderpest in dem Gebiet des Nachbarstaats treten die in diesem Abkommen gewährleisteten Vergünstigungen sofort ausser Kraft.

2. Im Falle des Ausbruchs von Lungenseuche der Rinder, von Pockenseuche der Schafe, von Maul- und Klauenseuche oder von Schweinepest im Nachbarstaat innerhalb einer Entfernung von 20 km von der Grenze können die vorstehenden, in dem gegenwärtigen Abkommen vorgesehenen Vergünstigungen für die Dauer der Seuchengefahr eingeschränkt werden.

Bei schwerer Seuchengefahr kann der Grenzverkehr mit Tieren ganz oder teilweise verboten werden.

Die zuständigen beamteten Tierärzte haben sich gegenseitig die veterinärpolizeilichen Beschränkungen oder Verbote gleichzeitig mit ihrer Anordnung mitzuteilen.

3. Tritt eine der in Ziffer 2 Abs. 1 vorstehend genannten Seuchen in einer Gemeinde des Grenzbezirks auf, so werden die Zollbehörden beider Länder von dem für den Seuchenort zuständigen beamteten Tierarzt hiervon benachrichtigt. Dabei hat der beamtete Tierarzt

j. Peste porcine (Pestis suum);
k. Peste bovine (Pestis bovina).

Les cas isolés de maladie doivent être signalés en indiquant exactement le lieu, le nom des propriétaires, le nombre des têtes du troupeau infecté et le nombre des animaux malades.

Il est également nécessaire de faire lesdites communications lorsqu'il n'y a aucun cas de maladie contagieuse à signaler.

En cas d'apparition de la peste bovine sur le territoire de l'Etat voisin, les facilités prévues par la présente Convention cessent immédiatement.

2º En cas d'apparition, sur le territoire de l'Etat voisin, de la pleuropneumonie contagieuse des bovidés, de la clavelée des ovidés, de la fièvre aphteuse ou de la peste porcine dans une zone de 20 kilomètres de profondeur à partir de la frontière, les facilités prévues dans la présente Convention peuvent être restreintes pendant la durée du danger de contagion.

La circulation frontalière des animaux pourra être interdite en tout ou partie, en cas de danger grave de contagion.

Les vétérinaires officiels qualifiés sont tenus de se communiquer mutuellement les restrictions ou les interdictions d'ordre sanitaire au moment où celles-ci sont édictées.

3º Si une des maladies épizootiques visées au nº 2º, alinéa 1er, ci-dessus, vient à apparaître dans une commune de la zone frontalière, avis en est donné à la douane des deux pays par le vétérinaire officiel qualifié pour le lieu contaminé. Ce vétérinaire officiel indiquera exacte-

den seuchengefährdeten Bezirk genau zu bezeichnen und gleichzeitig alle erforderlichen Angaben über die zu ergreifenden Massnahmen zu machen. Bis zur Anordnung der endgültigen Schutzmassnahmen dürfen Tiere, die für die Seuche empfänglich sind, die Grenze von und nach dem gefährdeten Bezirk nicht mehr überschreiten.

ment la zone menacée d'épizootie et donnera en même temps toutes les indications nécessaires sur les mesures à prendre. Jusqu'au moment où les mesures de protection définitives seront prises, le franchissement de la frontière sera interdit à ceux des animaux en provenance ou à destination de la zone menacée, qui sont susceptibles d'être infectés.

Zusatzprotokoll zu dem in Paris am 25. April 1929 unterzeichneten Abkommen über den kleinen Grenzverkehr an der deutsch-französischen Grenze.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile haben nach der in Paris am 25. April 1929 erfolgten Unterzeichnung des deutsch-französischen Abkommens über den kleinen Grenzverkehr festgestellt, dass die Beschreibung der in der Anlage F (a) dieses Abkommens aufgeführten Wege gewisse Ungenauigkeiten enthält, und haben beschlossen, diese Anlage in folgender Weise zu berichtigen:

Der Wortlaut der Nr. a 1, 2, 3, 4 und 6 wird durch nachstehenden Wortlaut ersetzt:

1. Die Wege von Perl und von Oberperl (Deutschland) nach Eft und Büschdorf (Deutschland), die sich zwischen den Grenzsteinen 14 und 15 auf französischem Gebiet zu einem Wege vereinigen, sowie dieser Weg längs der Gewannen „über die Strasse" und „Schneeberg" bis zu den Doppelsteinen Nr. 2 Orscholz (Gemeinde Eft) — Merschweiler mit seiner nach Borg (Deutsch-

Protocole additionnel à la Convention réglant le trafic frontalier sur la frontière germano-française signée à Paris le 25 avril 1929.

Les Hautes Parties Contractantes ayant constaté, après la conclusion de la Convention germano-française réglant le trafic frontalier et signée à Paris le 25 avril 1929, que certaines inexactitudes se sont glissées dans la description des chemins prévus à l'Annexe F (a) de ladite Convention, ont décidé de rectifier cette annexe de la façon suivante:

Le texte des Paragraphes a 1, 2, 3, 4 et 6 sera remplacé par le texte ci-après:

1° Pour les habitants d'Eft, Büschdorf, Ober-Tünsdorf, Perl, Oberperl, Borg et Sehndorf:

Les chemins allant de Perl et Oberperl (Allemagne) à Eft et Büschdorf (Allemagne), qui se réunissent, en territoire français, entre les bornes frontières n°s 14 et 15, en un seul chemin et ce dernier chemin longeant les lieux dits „Über die

land) führenden, die Grenze zwischen den Grenzsteinen 2 und 3 überschreitenden Abzweigung,

für die Bewohner von Eft, Büschdorf, Ober-Tünsdorf, Perl, Oberperl, Borg und Sehndorf;

2. der von den Doppelsteinen Nr. 13 ausgehende, auf französischem Gebiet gelegene Weg bis zu seiner Einmündung in den Weg von Schloss Meinsberg (Frankreich) nach Eft (Deutschland) sowie der letztere von dieser Kreuzung bis zur Grenze,

für die Angehörigen beider Staaten;

3. der von Schloss Meinsberg (Gemeinde Manderen [Mandern], Frankreich), führende Weg bis zu seiner Einmündung in den von den Doppelsteinen Nr. 13 nach Büschdorf (Deutschland) führenden Weg, der letztere von dieser Kreuzung bis zu dem Schnittpunkt mit dem Weg von Tunting (Tüntingen) (Frankreich) nach Eft (Deutschland) sowie dieser Weg zwischen dem bezeichneten Schnittpunkt und der Grenze,

für die Angehörigen beider Staaten;

4. die zwischen den Doppelsteinen Nr. 6 und 7 gelegene Teilstrecke des von Tunting (Tüntingen) (Gemeinde Manderen [Mandern], Frankreich) nach Eft (Deutschland) führenden Weges

für die Angehörigen beider Staaten;

Strasse“ et „Schneeberg“ jusqu'aux doubles bornes n° 2 Orscholz (commune d'Eft)—Merschweiler, ainsi que la bifurcation qui s'en détache en direction de Borg (Allemagne) et traverse la frontière entre les bornes frontières n°s 2 et 3;

2° Pour les ressortissants des deux Etats:

Le chemin sis en territoire français partant des bornes jumelles n° 13 jusqu'à son aboutissement au chemin du château de Meinsberg (France) à Eft (Allemagne), et ce dernier chemin depuis ledit point d'aboutissement jusqu'à la frontière;

3° Pour les ressortissants des deux Etats:

Le chemin conduisant du château de Meinsberg (commune de Manderen, France), vers Eft (Allemagne), jusqu'à son aboutissement au chemin allant des bornes jumelles n° 13 à Büschdorf (Allemagne), celui-ci depuis ce point d'aboutissement jusqu'à son intersection avec le chemin de Tunting (France) vers Eft (Allemagne), et ce dernier entre ce point d'intersection et la frontière;

4° Pour les ressortissants des deux Etats:

La portion de chemin allant de Tunting (commune de Manderen, France) à Eft (Allemagne) dans sa partie comprise entre les doubles bornes n° 6 et n° 7.

6. der Weg, der nördlich von Scheuerwald (Gemeinde Launstroff [Launsdorf], Frankreich) von den Doppelsteinen Nr. 7 aus in westlicher Richtung bis in die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 4 und 3 als Grenzweg verläuft und sich dann auf deutschem Gebiet in der Richtung nach Büschdorf (Deutschland) fortsetzt, bis zu dem Punkt, an dem er die Grenze endgültig verlässt,

für die Angehörigen beider Staaten;

....

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Protokoll unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

In zweifacher Urschrift ausgefertigt auf deutsch und auf französisch in Paris am 17. Mai 1929.

L. von Hoesch.
Freiherr von Grünau.
A. Briand.

6° Pour les ressortissants des deux Etats:

Le chemin partant des bornes jumelles n° 7, au nord de Scheuerwald (commune de Launstroff, France) dans la direction de l'ouest, devenant ensuite chemin frontière jusqu'au point sis au milieu de la ligne qui réunit les doubles bornes n° 4 et 3 et se poursuivant en territoire allemand, en direction de Büschdorf (Allemagne), jusqu'au point où il quitte la frontière.

....

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaires, en allemand et en français le 17 mai 1929.

L. von Hoesch.
Freiherr von Grünau.
A. Briand.

Erster Notenwechsel.

Deutsche Botschaft.

Paris, den 25. April 1929.

Herr Minister,

Im Laufe der Verhandlungen über das Abkommen zur Regelung des kleinen Grenzverkehrs an der deutsch-französischen Grenze hat die französische Delegation den Wunsch ausgesprochen, jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile solle sich vorläufig und in Erwartung des Ab-Abschlusses eines allgemeinen Abkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich im Rahmen der Arbeiten des Völkerbundes, worüber die Verhandlungen nahe bevorstehen dürften, verpflichten, die gewerblichen und landwirtschaftlichen Arbeitnehmer, die in seinem Grenzbezirk arbeiten und im Grenzbezirk des anderen Teiles wohnen, von jeder Steuer auf das Arbeitseinkommen freizustellen.

Ich beehre mich Ihnen mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung gern diese Verpflichtung unter der Bedingung der Gegenseitigkeit über-

nimmt, indem sie Einverständnis darüber voraussetzt, dass es sich um eine vorläufige Massnahme handelt, die vom Zeitpunkt des Inkrafttretens des heute unterzeichneten Abkommens Geltung haben soll.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

von Hoesch.

Seiner Excellenz dem Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Herrn Aristide Briand, Paris.

Paris, le 25 avril 1929.

Monsieur l'Ambassadeur,

Au cours de la négociation de la Convention relative au trafic frontalier sur la frontière franco-allemande, la Délégation française a exprimé le désir que, à titre provisoire, et en attendant la conclusion, entre la France et l'Allemagne, dans le cadre des études poursuivies par la Société des Nations, d'une Convention générale destinée à éviter la double imposition et dont la négociation paraît prochaine, chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à exempter de tous les impôts sur les traitements et les salaires, les travailleurs tant industriels qu'agricoles, qui, travaillant dans sa zone frontalière, sont domiciliés dans la zone frontalière de l'autre Partie.

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement Allemand prend volontiers cet engagement, sous condition de réciprocité, étant entendu qu'il s'agit d'un arrangement provisoire qui entrera en application à partir de la mise en vigueur de la Convention signée en date de ce jour.

Prenant acte de cette déclaration, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement Français prend le même engagement, à titre de réciprocité.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

A. Briand.

Son Excellence Monsieur von Hoesch, Ambassadeur d'Allemagne à Paris.

Zweiter Notenwechsel.

Paris, le 25 avril 1929.

Monsieur l'Ambassadeur,

Au cours des conversations échangées à l'occasion de la négociation de la Convention réglant le trafic frontalier sur la frontière franco-allemande, les deux Délégations ont été d'accord pour reconnaître qu'il y aurait intérêt à ce qu'une entente intervînt entre la Compagnie des Tramways de Strasbourg et la „Mittelbadische Eisenbahnen A.G.“ à Mannheim au sujet du prolongement de la ligne de tramways allant ac-

tuellement de Strasbourg au pont de Kehl, soit jusqu'à la gare de Kehl, soit jusqu'à l'ancien terminus de cette ligne dans la ville de Kehl.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les Autorités françaises ne mettraient aucun obstacle à la réalisation d'un tel accord et que, dans le cas où celui-ci interviendrait, elles seraient prêtes à faciliter, dans la mesure du possible et d'un commun accord avec les Autorités allemandes, les formalités de passage de la frontière et de douane.

J'attacherais du prix à recevoir l'assurance que les Autorités allemandes partagent ces dispositions favorables.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

A. Briand.

Son Excellence Monsieur von Hoesch, Ambassadeur d'Allemagne, à Paris.

Deutsche Botschaft.

Paris, den 25. April 1929.

Herr Minister,

Mit Schreiben vom heutigen Tage haben Euere Exzellenz daran erinnert, dass im Laufe der Erörterungen anlässlich der Verhandlungen über das Abkommen zur Regelung des kleinen Grenzverkehrs an der deutsch-französischen Grenze die beiden Delegationen übereinstimmend die Zweckmässigkeit einer Verständigung zwischen der Mittelbadischen Eisenbahnen-A. G. in Mannheim und der Compagnie des Tramways de Strasbourg über die Verlängerung der augenblicklich von Strassburg nach der Kehler Brücke führenden Strassenbahn entweder bis zum Bahnhof Kehl oder bis zum früheren Endpunkt dieser Linie in der Stadt Kehl anerkannt haben.

Sie fügten hinzu, dass die französischen Behörden dem Zustandekommen einer solchen Vereinbarung keinerlei Hindernis bereiten würden, und dass sie für den Fall einer solchen Vereinbarung bereit wären, die Pass- und Zollförmlichkeiten an der Grenzübergangsstelle im Einvernehmen mit den deutschen Behörden tunlichst zu erleichtern.

Indem ich diese Erklärung zur Kenntnis nehme, habe ich die Ehre, Ihnen die Zusicherung zu geben, dass die deutschen Behörden dieser Angelegenheit in der gleichen wohlwollenden Weise gegenüberstehen.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

von Hoesch.

Seiner Exzellenz dem Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Herrn Aristide Briand, Paris.

Dritter Notenwechsel

Deutsche Botschaft.

Paris, den 25. April 1929.

Herr Minister,

In Verfolg der Erörterungen anlässlich der Verhandlungen über das Abkommen zur Regelung des kleinen Grenzverkehrs an der deutsch-französischen Grenze habe ich die Ehre, Euerer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung geneigt ist, die Fortführung der Postautolinie von Bergzabern nach Schweigen bis zum Bahnhof Weissenburg unter der Voraussetzung ins Auge zu fassen, dass die Französische Regierung die Deutsche Reichspost zur Fortführung dieser Linie ermächtigt.

Die beiderseitigen Behörden der Hohen Vertragschliessenden Teile werden in diesem Falle bemüht sein, die Pass- und Zollförmlichkeiten an der Grenzübergangsstelle im gegenseitigen Einvernehmen tunlichst zu erleichtern.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

von Hoesch.

Seiner Exzellenz dem Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, Herrn Aristide Briand, Paris.

Paris, le 25 avril 1929.

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement Allemand est disposé à envisager le prolongement, jusqu'à la gare de Wissembourg, du trajet de la ligne d'autobus postaux de Bergzabern à Schweigen, à condition toutefois que le Gouvernement Français autorise l'administration allemande des postes à procéder à ce prolongement de parcours.

Vous ajoutez que, dans ce cas, les autorités des Hautes Parties Contractantes devront s'efforcer de faciliter, dans la mesure du possible et d'un commun accord, les formalités de passage de la frontière et de douane.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication et de vous faire savoir que le Gouvernement Français donne volontiers à l'Administration allemande des Postes l'autorisation dont il s'agit.

Il est entendu que les autorités des deux Hautes Parties Contractantes s'efforceront, dans ce cas, de faciliter, dans la mesure du possible et d'un commun accord, les formalités de passage de la frontière et de douane.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

A. Briand.

Son Excellence Monsieur von Hoesch, Ambassadeur d'Allemagne, à Paris.

Vierter Notenwechsel.

Ministère des Affaires Etrangères.

Direction des Affaires politiques et commerciales.

Relations Commerciales.

Paris, le 21 novembre 1929.

Monsieur l'Ambassadeur,

Au cours des négociations relatives à la réglementation du trafic frontalier sur la frontière franco-allemande, les deux délégations sont tombées d'accord pour envisager l'institution d'un régime conférant toutes les facilités douanières possibles au trafic professionnel des voitures automobiles de louage affectées au transport des personnes entre Strasbourg et Kehl.

En exécution de l'accord intervenu, le Gouvernement Français a l'honneur de proposer au Gouvernement Allemand le projet de réglementation ci-après:

a) le dépôt d'une caution garantissant la réexportation de la voiture automobile ne sera pas exigé, par les autorités douanières des deux Parties, des entrepreneurs de transports automobiles connus, résidant à Strasbourg ou à Kehl; en outre, les quantités d'huile minérale contenues dans le réservoir principal et pouvant être amenées directement au moteur ne seront soumises ni au jaugeage ni au dédouanement. Les autorités douanières des deux Parties s'entendront pour faciliter de toute manière dans la mesure du possible, le trafic automobile entre Strasbourg et Kehl.

b) Sous peine de retrait immédiat aux contrevenants des facilités qui précèdent, il est interdit aux voitures de l'un des deux pays contractants d'effectuer des transports entre deux points du territoire l'autre pays.

c) Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux dispositions générales réglementant dans les deux Etats l'imposition des voitures automobiles.

Je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître si le Gouvernement Allemand agrée les propositions qui précèdent.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Berthelot.

Son Excellence Monsieur von Hoesch, Ambassadeur d'Allemagne, à Paris.

Deutsche Botschaft.

Paris, den 21. November 1929.

Herr Minister,

Euer Excellenz beehre ich mich den Empfang des Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, in dem Sie mir folgendes mitgeteilt haben:

[suit la traduction allemande de la Note précédente.]

Auftragsgemäss beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung diesem Vorschlage zustimmt.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

von Hoesch.

An Seine Exzellenz den Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Herrn Aristide Briand, Paris.

Fünfter Notenwechsel.

Ministère des Affaires Etrangères.
Direction des Affaires politiques et commerciales.
Relations Commerciales.

Paris, le 24 mars 1930.

Monsieur l'Ambassadeur,

Vouz avez bien voulu m'adresser, en date de ce jour, une lettre dont la teneur suit:

„La Convention du 25 avril 1929 réglant le trafic frontalier sur la frontière franco-allemande a institué, en son Article 28, paragraphes 2 et 3, un régime comportant la franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique, ainsi que la dérogation à toutes prohibitions d'importation et d'exportation, en faveur des couronnes, gerbes et fleurs coupées importées dans le trafic frontalier pour la décoration des tombes, à l'occasion de fêtes de famille ou de cérémonies religieuses, etc. . . . .

Le Gouvernement Allemand a l'honneur de proposer au Gouvernement Français d'étendre, sous condition de réciprocité de la part du Gouvernement Francais, aux „fleurs en pots ou avec mottes de terre", importées aux mêmes fins, le bénéfice de ces dispositions, et de renoncer, en l'occurrence, à l'application des dispositions générales énoncées à l'Article 39 de la Convention et excluant toute dérogation aux règlements généraux des Hautes Parties Contractantes relatifs à la police sanitaire générale et à la police sanitaire des animaux et des végétaux, ceci pour autant que des circonstances spéciales ne justifieraient pas, dans des cas d'espèces, cette application.

Je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître si le Gouvernement Français agrée ces propositions et est disposé à donner au Gouvernement Allemand les garanties de réciprocité demandées."

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication et de Lui faire connaître que le Gouvernement Français agrée les propositions qu'elle contient et donne volontiers au Gouvernement Allemand les garanties de réciprocité demandées.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre des Affaires Etrangères et par delégation l'Ambassadeur de France Secrétaire Général

Berthelot.

Son Excellence Monsieur von Hoesch, Ambassadeur d'Allemagne à Paris.

90.

ALLEMAGNE, FRANCE.

Accord pour étendre la Convention du 25 avril 1929 réglant le trafic frontalier*) à la frontière visée par le Protocole des droits d'usage à la frontière sarroise en date du 13 novembre 1926;**) conclu par un Echange de Notes signées à Berlin le 6 février 1935.***)

Reichsgesetzblatt 1935. II, No. 6, 8.

Auswärtiges Amt.

Berlin, den 6. Februar 1935.

Herr Botschafter,

Unter Bezugnahme auf den Gedankenaustausch, der zwischen der deutschen und der französischen Delegation für Wirtschaftsverhandlungen stattgefunden hat, beehre ich mich Euerer Exzellenz das Einverständnis der Deutschen Regierung über folgende Punkte zu bestätigen:

1. Das Abkommen über den kleinen Grenzverkehr an der deutsch-französischen Grenze vom 25. April 1929 *) wird mit Wirkung vom 1. März 1935 unter Vorbehalt der Bestimmungen unter Ziffer 2 bis 8 auf die Grenze ausgedehnt, auf die sich das Protokoll über die Gebrauchsrechte an der saarländisch-

Ambassade de France.

Berlin, le 6 février 1935.

Monsieur le Ministre,

Me référant aux échanges de vues qui viennent d'avoir lieu entre les Délégations commerciales française et allemande, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord du Gouvernement Français sur les points suivants:

1. A dater du 1er mars 1935, la Convention du 25 avril 1929 réglant le trafic frontalier sur la frontière franco-allemande sera, sous réserve des dispositions résultant des paragraphes 2 à 8, étendue à la frontière visée par le Protocole des droits d'usage à la frontière franco-sarroise en date du 13 novembre

---

*) V. ci-dessus, No. 89.

**) V. N.R.G. 3. s. XXVIII, p. 219.

***) Mis en vigueur, à titre provisoire, le 1er mars 1935; toutefois les dispositions à la fin de l'Article 1 ont été mises en application déjà le 15 février 1935.

französischen Grenze vom 12. November 1926 bezieht. Indessen werden die Zollerleichterungen, die in dem Abkommen vom 25. April 1929 vorgesehen sind, bereits vom Zeitpunkt der Einrichtung des Zolldienstes der beiden Länder an gewährt.

2. Die im Artikel 2 des Abkommens vom 25. April 1929 vorgesehene Anlage A wird durch die anliegende Liste der Gemeinden des französischen Grenzbezirks vervollständigt. Die Abgrenzung des deutschen Grenzbezirks wird der Französischen Regierung später mitgeteilt werden. Dieser Grenzbezirk umfasst vorläufig einen Geländestreifen von 10 km.

3. Im Artikel 6 Abs. 2 des Abkommens vom 25. April 1929 werden die Worte: „den oder die Kantone“ durch die Worte ersetzt: „die Gemeinde oder die Gemeinden“.

4. Artikel 36, seine Anlage G, betreffend die Beschreibung der im Artikel 36 vorgesehenen Zusatzbezirke, ferner das Zeichnungsprotokoll zu Artikel 36 Abs. 3 werden aufgehoben.

5. Hinsichtlich der Anlage H, betreffend veterinärpolizeiliche Ausführungsbestimmungen, besteht Einverständnis darüber, dass die Tiere von den Eigentümern und auf deren Kosten nach Massgabe der veterinärpolizeilichen Bestimmungen jedes der beiden Länder zu kennzeichnen sind und dass die Kennzeichnung durch den beamteten Tierarzt nachgeprüft wird.

6. Sobald wie möglich sollen Besprechungen aufgenommen werden, um alle sonstigen notwendigen Ergänzungen des Abkommens vom 25. April 1929 endgültig festzu-

1926. Toutefois, les facilités douanières prévues par la Convention du 25 avril 1929 seront appliquées dès la réinstallation des services douanieres des deux pays.

2. L'annexe A visée à l'Article 2 de la Convention du 25 avril 1929 est complétée par la liste ci-annexée des communes françaises de la zone frontalière. Le tracé de la zone frontalière allemande sera notifié ultérieurement au Gouvernement Français. Cette zone est fixée provisoirement à une bande de dix kilomètres à partir de la frontière.

3. A l'Article 6 alinéa 2 de la Convention du 25 avril 1929 les mots „le ou les cantons“ sont remplacés par les mots „la ou les communes“.

4. L'Article 36, l'annexe G et l'ad Art. 36 ((alinéa 3) du Protocole de Signature relatifs aux zones complémentaires française et allemande sont supprimés.

5. Il est entendu, en ce qui concerne les dispositions de l'annexe H relatives à la marque des animaux, que les animaux doivent être marqués à la diligence et aux frais des propriétaires suivant les prescriptions vétérinaires de chacun des pays et que l'apposition de la marque doit être contrôlée par les vétérinaires officiels.

6. Des pourparlers seront engagés sans retard afin d'apporter à la Convention du 25 avril 1929 tous autres aménagements nécessaires, et notamment ceux qui ont fait

setzen, darunter diejenigen, die den Gegenstand einer Note der französischen Delegation an die deutsche Delegation vom 6. Februar 1935 bilden. Die Deutsche Regierung wird ihrerseits der Französischen Regierung ein Verzeichnis der Fragen mitteilen, die sie geregelt zu sehen wünscht.

Die beiden Regierungen werden sobald wie möglich die Vertreter der beteiligten Ministerien bestimmen. Sie werden die Liste ihrer Vertreter der anderen Seite mitteilen und den Ort und den Zeitpunkt der ersten Zusammenkunft vereinbaren.

Die Ergänzungen des erwähnten Abkommens werden Gegenstand eines weiteren Notenwechsels sein.

7. Um keine Unterbrechungen des kleinen Grenzverkehrs eintreten zu lassen, ist man übereingekommen, dass sich die örtlichen Behörden unmittelbar in Verbindung setzen, um die vorläufigen Massnahmen festzulegen, die bis zum Inkrafttreten des in Ziffer 6 vorgesehenen Notenwechsels erforderlich sind. Diese Behörden werden sein auf deutscher Seite der Landrat Saarbrücken-Land in Saarbrücken und das Hauptzollamt in Saarbrücken, auf französischer Seite der Préfet de la Moselle in Metz und der Directeur de Douane in Forbach.

8. Die in den Händen der beiderseitigen Grenzbewohner befindlichen Grenzausweise werden bei dem ersten Grenzübertritt des Ausweisinhabers nach dem 28. Februar 1935 von der Grenzbehörde des Landes, in dessen Gebiet der Ausweis ausgestellt ist, mit folgendem Aufdruck versehen:

„Gültig bis zum 31. März 1935.“

l'objet d'une note de la Délégation française à la Délégation allemande en date du 6 février 1935. Le Gouvernement Allemand notifiera de son côté au Gouvernement Français une liste des questions qu'il désire voir régler.

Les deux Gouvernements désigneront dans les moindres détails les représentants des Départements ministériels intéressés, se communiqueront la liste de leurs délégués et fixeront le lieu et la date de la première réunion.

Les modifications apportées à la Convention précitée feront l'objet d'un nouvel échange de lettres.

7. Afin de ne pas interrompre le trafic frontalier il est convenu que les autorités locales entreront directement en rapport pour fixer les mesures provisoires à appliquer jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'échange de lettres prévu au paragraphe 6. Ces autorités seront pour la France le Préfet de la Moselle à Metz et le Directeur des Douanes à Forbach; pour l'Allemagne le Landrat Saarbrucken-Land à Sarrebruck et le Hauptzollamt à Sarrebruck.

8. Les cartes de frontière qui sont en possession des particuliers seront, au moment du premier passage de leur titulaire à la frontière après le 28 février, revêtues de la surcharge suivante par les autorités du pays sur le territoire duquel la carte a été établie:

„Valable jusqu'au 31 mars 1935.“

Dem Aufdruck sind die Orts- und Tagesangabe sowie der Stempel der Grenzbehörde beizufügen. Die Grenzbehörde des anderen Landes setzt unter diesen Aufdruck gleichfalls ihren Stempel.

9. Dieser Notenwechsel soll ratifiziert werden. Er tritt am zehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Paris erfolgen soll, in Kraft. Die vertragschliessenden Teile werden jedoch diesen Notenwechsel vor Austausch der Ratifikationsurkunden, wie in Ziffer 1 vorgesehen, vorläufig anwenden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

von Bülow.

An Seine Exzellenz den Französischen Botschafter, Herrn François-Poncet, Berlin.

A cette mention devra être ajoutée l'indication du lieu et de la date de l'appositon de la surcharge, ainsi que le cachet de l'autorité qui l'a apposée.

L'autorité frontière de l'autre pays apposera également son chacet.

9. Le présent échange de lettres sera ratifié.

Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Paris. Toutefois, les deux Gouvernements sont d'accord pour le mettre en application, à titre provisoire, dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

André François-Poncet.

Son Excellence Monsieur von Neurath, Ministre des Affaires Etrangères, Berlin.

Gemeinden, die der Anlage A (französischer Grenzbezirk) des deutsch-französischen Abkommens vom 25. April 1929 einzufügen sind.

Departement de la Moselle (Mosel).

1. Arrondissement Thionville (Diedenhofen):

Waldweistroff — Laumesfeld

2. Arrondissement Boulay (Bolchen):

Alzing — Boucheporn
Berweiler — Bouzonville
Bibiche — Brettnach
Bisten-en-Lorraine — Chateau-Rouge
Colmen

Liste des communes à ajouter à l'annexe A de la Convention germano-française du 25 avril 1929.

Département de la Moselle.

1° Arrondissement de Thionville:

Waldweistroff — Laumesfeld

2° Arrondissement de Boulay:

Alzing — Boucheporn
Berweiler — Bouzonville
Bibiche — Brettnach
Bisten-en-Lorraine — Chateau-Rouge
Colmen

Creutzwald
Dalem
Falck
Filstroff
Freistroff
Guerstling
Guerting
Ham-sous-Varsberg
Hargarten-aux-Mines
Heining
Merten
Neunkirchen
Oberdorff
Remering-lès-Hargarten
Remelfang
Teterchen
Tromborn
Varsberg
Vaudreching
Velving
Voelfling-lès-Bouzonville
Coume
Holling
Longeville-lès-St-Avold
Obervisse
Saint-François
Niedervisse
Villing

Creutzwald
Dalem
Falck
Filstroff
Freistroff
Guerstling
Guerting
Ham-sous-Varsberg
Hargarten-aux-Mines
Heining
Merten
Neunkirchen
Oberdorff
Remering-lès-Hargarten
Remelfang
Teterchen
Tromborn
Varsberg
Vaudreching
Velving
Voelfling-lès-Bouzonville
Coume
Holling
Longeville-lès-St. Avold
Obervisse
Saint-François
Niedervisse
Villing

3. Arrondissement Forbach:

Alsting
Barst
Behren
Bening
Betting
Bousbach
Cappel
Carling
Macheren
Merlebach
Metzing
Morsbach
Nousseviller
Oeting
Cocheren
Diebling
Dourd'Hal
Ernestviller
Etzling
Farschviller
Farebersviller
Folkling
Petite Rosselle
Porcelette
Rosbruck
Saint-Avold
Schoeneck
Seingbouse
Forbach
Freyming
Guenviller
Henriville
Hombourg-Haut
Kerbach
Lachambre
L'Hopital
Spicheren
Stiring-Wendel
Tenteling
Theding
Valmont
Willerwald

3⁰ Arrondissement de Forbach:

Alsting
Barst
Behren
Bening
Betting
Bousbach
Cappel
Carling
Macheren
Merlebach
Metzing
Morsbach
Nousseviller
Oeting
Cocheren
Diebling
Dourd'Hal
Ernestviller
Etzling
Farschviller
Farebersviller
Folkling
Petite Rosselle
Porcelette
Rosbruck
Saint-Avold
Schoeneck
Seingbouse
Forbach
Freyming
Guenviller
Henriville
Hombourg-Haut
Kerbach
Lachambre
L'Hopital
Spicheren
Stiring-Wendel
Tenteling
Theding
Valmont
Willerwald

4. Arrondissement Sarreguemines (Saargemünd):

Hottviller
Erching
Nousseviller
Epping
Obergailbach
Rimling
Bliesbruck
Blies-Ebersing
Blies-Guersviller
Folpersviller
Frauenberg
Grosbliederstroff
Grundviller
Guebenhouse
Hambach
Hundling
Ippling
Lixing-lès-Rouhling
Loupershouse
Neufgrange
Neunkirch
Remelfing
Rouhling
Sarreguemines
Sarreinsming

4⁰ Arrondissement Sarreguemines:

Hottviller
Erching
Nousseviller
Epping
Obergailbach
Rimling
Bliesbruck
Blies-Ebersing
Blies-Guersviller
Folpersviller
Frauenberg
Grosbliederstroff
Grundviller
Guebenhouse
Hambach
Hundling
Ippling
Lixing-lès-Rouhling
Loupershouse
Neufgrange
Neunkirch
Remelfing
Rouhling
Sarreguemines
Sarreinsming

Welferding
Wiesviller
Wittring
Woelfling
Woustviller
Zetting
Siersthal
Achen
Bettviller
Gros-Rederching
Petit-Rederching
Rohrbach
Schorbach
Bining
Weidesheim
(gehört zur Gemeinde Kalhouse).

Welferding
Wiesviller
Wittring
Woelfling
Woustviller
Zetting
Siersthal
Achen
Bettviller
Gros-Rederching
Petit-Rederching
Rohrbach
Schorbach
Bining
Weidesheim

91.

ALLEMAGNE, HEDJAZ, NEDJED.

Traité d'amitié; signé au Caire, le 26 avril 1929.*)**)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 30.

Freundschaftsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich des Hedjas, Nedjd und der zugehörigen Gebiete.

Der Deutsche Reichspräsident und Seine Majestät der König des Hedjas, Nedjd und der zugehörigen Gebiete, in gleicher Weise von dem Wunsche geleitet, die Bande der Freundschaft zwischen den beiden Staaten zu begründen und zu festigen, und von der Überzeugung durchdrungen, dass die Aufnahme der Beziehungen zwischen den beiden Staaten dem Gedeihen und dem Wohl der beiden Völker dienlich sein wird, haben beschlossen, einen Freundschaftsvertrag zu schliessen, und zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:

Herrn von Stohrer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister des Deutschen Reichs in Kairo,

Seine Majestät der König des Hedjas, Nedjd und der zugehörigen Gebiete:

Seinen Berater Sheikh Hafez Wahba und den Sheikh Fausan El Sabek, Seinen Vertreter in Ägypten,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel 1.

Zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich des Hedjas, Nedjd und der zugehörigen Gebiete und zwischen den Angehörigen

---

*) Les ratifications ont été échangées au Caire, le 6 novembre 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 1274.

**) En langues allemande et arabe. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

beider Staaten soll unverletzlicher Friede und aufrichtige und dauernde Freundschaft bestehen.

Artikel 2.

In der Absicht, zu gegebener Zeit die diplomatischen und konsularischen Beziehungen untereinander aufzunehmen, kommen die beiden vertragschliessenden Staaten überein, dass ihre diplomatischen und konsularischen Vertreter auf dem Gebiete des anderen Staates unter der Bedingung der Gegenseitigkeit die durch die allgemeinen Grundsätze des Völkerrechts festgelegte Behandlung geniessen sollen.

Artikel 3.

Die Angehörigen des einen vertragschliessenden Staates werden in dem Gebiet des anderen Staates nach den Grundsätzen und der Übung des allgemeinen Völkerrechts aufgenommen und geniessen hinsichtlich ihrer Person und ihrer Güter die gleiche Behandlung wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation. Ebenso werden die Schiffe des einen vertragschliessenden Staates und ihre Ladungen in den Häfen des anderen Staates in jeder Hinsicht die gleiche Behandlung geniessen wie die Schiffe der meistbegünstigten Nation und deren Ladungen.

Artikel 4.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse des einen vertragschliessenden Staates, die in das Gebiet des anderen Staates zum Zwecke des Verbrauchs, der Wiederausfuhr oder der Durchfuhr eingeführt werden, sollen dort ebenso behandelt werden wie die gleichartigen Boden- und Gewerbeerzeugnisse der meistbegünstigten Nation.

Artikel 5.

Dieser Vertrag ist in doppelter Urschrift in deutscher und arabischer Sprache abgeschlossen, und beide Texte haben gleiche Kraft. Der Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Kairo ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Kairo, den 26. April 1929, was dem 16. Si 'l kade 1347 entspricht.

(L. S.) gez. *von Stohrer.*
(L. S.) gez. *Sheikh Hafez Wahba.*
(L. S.) gez. *Sheikh Fausan El Sabek.*

92.

ALLEMAGNE, TURQUIE.

Traité de commerce; signé à Ankara, le 27 mai 1930, suivi d'un Echange de Notes signées les 24 et 26 mai 1930.*)**)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 30.

Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik.

Der Deutsche Reichspräsident einerseits und der Präsident der Türkischen Republik andererseits, von dem Wunsche beseelt, die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zweck einen Vertrag abzuschliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:

Herrn Rudolf Nadolny, Botschafter des Deutschen Reiches in der Türkei,

der Präsident der Türkischen Republik:

Herrn Zekai Bey, ehemaligen Minister, Botschafter, Abgeordneten von Diyaribekir,

Herrn Mustafa Şeref Bey, Abgeordneten von Burdur,

Herrn Menemenli Numan Bey, Bevollmächtigten Minister, Unterstaatssekretär im Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten,

die, nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, die nachstehenden Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse eines der vertragschliessenden Länder sollen bei der Einfuhr in das andere keinen höheren Zöllen, Koeffizienten, Abgaben oder sonstigen Lasten irgendwelcher Art unterliegen als die gleichartigen Erzeugnisse irgendeines dritten Landes:

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse türkischen Ursprungs sollen bei der Einfuhr in Deutschland keinem höheren als den in der Anlage A***) festgesetzten Zöllen unterliegen.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse deutschen Ursprungs sollen bei der Einfuhr in die Türkei den Vorteil der in der Anlage B***) festgesetzten prozentualen Nachlässe geniessen. Sollte der Zollsatz für einen der Gegenstände, für welche in der Anlage B prozentuale Nachlässe fest-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 11 septembre 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 1214.

**) En langues allemande et turque. Nous ne reproduisons que le texte allemand.

***) Non reproduite.

gesetzt sind, erhöht werden, so soll der Zollsatz, welcher sich am Tage der Unterzeichnung dieses Abkommens unter Berücksichtigung dieser Nachlässe ergibt, für diesen Gegenstand bis zum Ablauf einer Frist von neun Monaten vom Tage der Inkraftsetzung der Erhöhung ab unverändert aufrechterhalten bleiben. Durch diese Bestimmung wird das im Artikel 20 ausbedungene Kündigungsrecht nicht berührt.

Der Grundsatz der Meistbegünstigung findet gleichfalls Anwendung hinsichtlich der Ausfuhrzölle und sonstigen Abgaben für die Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die aus dem Gebiet eines der vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teils ausgeführt werden.

Die Zusicherung gleicher Behandlung mit jedem dritten Lande erstreckt sich auch auf die Art der Erhebung der Ein- und Ausfuhrabgaben, auf die Einlagerung in zollamtlichen Niederlagen, die Gebühren und Zollförmlichkeiten, die Zollbehandlung und die Zollabfertigung der ein-, aus- oder durchgeführten Waren.

Artikel 2.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse eines der vertragschliessenden Teile, die durch die Gebiete eines dritten Landes oder dritter Länder in das Gebiet des anderen Teils eingeführt werden, sollen bei ihrer Einfuhr keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben unterliegen, als wenn sie unmitttelbar aus dem Ursprungsland eingeführt worden wären.

Diese Bestimmung gilt sowohl für die unmittelbar durchgeführten wie für die nach Umladung, Umpackung oder Lagerung durchgeführten Waren.

Artikel 3.

Jeder der vertragschliessenden Teile kann zur Feststellung des Ursprungslandes der eingeführten Erzeugnisse von dem Einführenden die Vorlage eines Ursprungszeugnisses verlangen, aus dem sich ergibt, dass die eingeführte Ware ein nationales Erzeugnis oder Fabrikat des Ausfuhrlandes ist oder dass sie als solches angesehen werden muss mit Rücksicht auf eine in diesem Lande vorgenommene wirtschaftlich gerechtfertigte Umarbeitung oder Bearbeitung.

Die Ursprungszeugnisse, die nach diesem Vertrage als Anlage C beigefügten Muster *) auszustellen sind, werden entweder von den Zollbehörden oder von den für den Absender zuständigen Handel- und Industrie- oder Landwirtschaftskammern oder von jedem von dem Bestimmungsland anerkannten Organ oder Verband ausgestellt.

Vom Zwange zur Vorlage eines Ursprungszeugnisses sind im allgemeinen befreit, sofern es sich nicht um Waren handelt, deren Wert 50 türkische Pfund oder 1000 RM überschreitet:

1. Postpakete,
2. Post- und Bahnsendungen,
3. Pakete von fünf Kilogramm und weniger, die auf dem Luftwege befördert werden.

---

*) Non reproduite.

Dasselbe gilt ohne Rücksicht auf den Wert für Postpakete, deren Sendungen nicht den Charakter einer Handelsware haben, sowie für die Muster von Handlungsreisenden. Diese Bestimmung findet jedoch im Falle des Verkaufs dieser Muster keine Anwendung.

Artikel 4.

Für die Einfuhr in das Gebiet des einen der vertragschliessenden Teile, gleichgültig, um welche Boden- oder Gewerbeerzeugnisse aus dem Gebiete des anderen Teils es sich handelt und gleichgültig, welches ihre unmittelbare Herkunft ist, werden weder Verbote noch Beschränkungen aufrechterhalten oder eingeführt werden, die nicht in gleicher Weise auf die Einfuhr gleichartiger Boden- oder Gewerbeerzeugnisse jedes anderen fremden Landes Anwendung finden.

Für die Ausfuhr jedweder Ware aus dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teils werden weder Verbote noch Beschränkungen aufrechterhalten oder eingeführt werden, die nicht in gleicher Weise auf die Ausfuhr gleichartiger Waren nach jedwedem anderen fremden Lande Anwendung finden.

Von dieser allgemeinen Bestimmung der beiden vorstehenden Absätze dieses Artikels werden keine Ausnahmen zugelassen werden, ausser in folgenden Fällen, und auch nur dann, wenn die fraglichen Verbote oder Beschränkungen gleichzeitig und in gleicher Weise auf alle anderen fremden Länder ausgedehnt werden, bei denen die gleichen Voraussetzungen vorliegen:

1. Verbote oder Beschränkungen aus Gründen der öffentlichen Sicherheit,
2. Verbote oder Beschränkungen aus Gründen der öffentlichen Gesundheit,
3. Verbote oder Beschränkungen zum Schutze der Tiere und Pflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge und zum Schutze der Pflanzen gegen Entartung und Aussterben.

Artikel 5.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, gegenseitig die Durchfuhr auf den für den internationalen Durchgangsverkehr geeignetsten Wegen für Personen, Gepäck, Waren und Gegenstände aller Art, Sendungen, Schiffe, Boote, Wagen und Waggons oder andere Beförderungsmittel zu gewähren, indem sie sich in dieser Beziehung Meistbegünstigung zusichern.

Waren aller Art, die durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile durchgeführt werden, sollen gegenseitig von jedem Zoll oder jeder sonstigen Abgabe befreit sein, mit Ausnahme der statistischen Gebühren und der Überwachungs- und Einlagerungskosten.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die Durchfuhr nicht durch Förmlichkeiten oder sonstige Massnahmen, die sie behindern könnten, zu erschweren, jedoch behalten sie sich das Recht vor, die

erforderlichen Sicherungsmassnahmen zu ergreifen, damit die Waren, insbesondere solche, deren Einfuhr verboten ist oder die den Gegenstand eines Staatsmonopols bilden, nicht heimlich in das Land eingeführt, sondern wirklich durchgeführt werden.

Die Bestimmungen dieses Artikels gelten sowohl für die unmittelbar durchgeführten wie auch für die nach Umladung, Umpackung oder Lagerung durchgeführten Waren.

Die Durchfuhr von Waren kann, sofern diese Massnahmen auf alle oder doch auf alle diejenigen Länder angewandt werden, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, verboten oder beschränkt werden

1. aus Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit und die Sicherheit des Staates,
2. aus Rücksicht auf die öffentliche Gesundheit oder zum Schutz von Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge sowie von Pflanzen gegen Entartung und Aussterben.

Artikel 6.

Um die Rechte der Urheber von Werken der Literatur und Kunst auf ihren Gebieten zu schützen, erpflichten sich die vertragschliessenden Teile, in ihren gegenseitigen Beziehungen die Bestimmungen des Internationalen Berner Abkommens vom 9. September 1886,*) revidiert in Berlin am 13. November 1908,**) sowie des Zusatzprotokolls von Bern vom 20. März 1914 ***) zur Anwendung zu bringen.

Artikel 7.

Jeder der vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, die aus dem Gebiet des anderen Vertragsteiles stammenden Natur- oder Gewerbeerzeugnisse gegen den unlauteren Wettbewerb im Handelsverkehr wirksam zu schützen, insbesondere durch Beschlagnahme oder andere geeignete Strafmassnahmen gemäss den Gesetzen und Vorschriften des Landes die Einfuhr und Ausfuhr sowie die Herstellung, Beförderung, Lagerung, den Verkauf und das Feilhalten aller Erzeugnisse zu unterdrücken und zu verhindern, welche selbst oder auf ihren unmittelbaren Umschliessungen oder ihrer äusseren Verpackung, auf den Fakturen, Frachtbriefen oder Handelspapieren Marken, Namen, Inschriften oder irgendwelche Zeichen aufweisen, die unmittelbar oder mittelbar falsche Angaben über den Ursprung, die Gattung, die Art oder die besonderen Eigenschaften dieser Erzeugnisse oder Waren enthalten.

Diese von den vertragschliessenden Teilen übernommene gegenseitige Verpflichtung soll jedoch in keinem Falle das Recht auf einen Schadensersatzanspruch gegen die Regierung begründen, auf deren Gebiet der Fall des unlauteren Wettbewerbs festgestellt worden ist.

---

*) V. **N.R.G.** 2. s. XII, p. 173.
) V. **N.R.G. 3. s. IV, p. 590.
***) V. **N.R.G.** 3. s. X, p. 114.

Artikel 8.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende eines der vertragschliessenden Teile, die durch Vorweisung einer von den zuständigen Behörden ihres Landes ausgestellten Legitimationskarte nachweisen, dass sie dort zur Ausübung ihres Handels oder ihres Gewerbes berechtigt sind und die gesetzlichen Abgaben und Steuern entrichten, sollen das Recht haben, persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Handlungsreisende auf dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teils bei Kaufleuten oder Erzeugern oder in öffentlichen Verkaufsstellen Einkäufe zu machen. Sie können auch Bestellungen bei Kaufleuten oder anderen Personen aufnehmen, die diesen Mustern entsprechende Waren in ihren Handels- und Gewerbebetrieben verwenden. Sie können ferner Warenproben oder Muster mit sich führen oder sich schicken lassen, jedoch keine zum Verkauf bestimmten Waren. Sie werden wegen der in diesem Absatz bezeichneten Tätigkeit keiner weiteren Steuer oder Abgabe unterworfen. Als Warenprobe oder Muster gelten alle Gegenstände, welche eine bestimmte Ware vorstellen, unter dem doppelten Vorbehalt, dass einerseits die Nämlichkeit dieser Gegenstände bei ihrer Wiederausfuhr ausreichend festgestellt werden kann und dass andererseits die Gesamtheit der eingeführten Gegenstände nicht solche Mengen oder Werte darstellt, dass die Gegenstände handelsüblich nicht mehr als Proben gelten können.

Die Legitimationskarte soll entsprechend dem Muster der Anlage D *) ausgestellt werden. Die vertragschliessenden Teile werden einander die Behörden namhaft machen, die zur Ausstellung dieser Karten zuständig sind, und werden sich die Bestimmungen mitteilen, nach denen sich die Reisenden bei der Ausübung ihres Gewerbes zu richten haben.

Es besteht jedoch Einverständnis darüber, dass die obenerwähnten Handlungsreisenden nicht das Recht haben, Verkaufsgeschäfte für andere als die in ihrer Karte bezeichneten Kaufleute und Gewerbetreibenden abzuschliessen.

Mit Ausnahme der Waren, deren Einfuhr verboten ist, werden die einem Zoll oder irgendeiner anderen Abgabe unterliegenden Gegenstände, die als Warenproben oder Muster eingeführt werden, beiderseits unter dem Vorbehalt der Wiederausfuhr unter vorläufiger Befreiung von Ein- und Ausgangsabgaben nach folgenden Bedingungen zugelassen:

A. Bei Abgabe der Zollerklärung sollen diese Reisenden einen von den Zollbehörden des Ausfuhrlandes beglaubigten Musterpass nebst drei Abschriften vorlegen, der die von ihnen mitgeführten Warenproben oder Muster im einzelnen aufführt. Wenn sie nicht mit dem Musterpass versehen sind, haben sie bei Abgabe ihrer Erklärung eine andere Liste in 3 Exemplaren vorzulegen, die die Warenproben oder Muster im einzelnen aufführt.

---

*) Non reproduit.

Die Zollbehörden des Einfuhrlandes können eine Übersetzung des Musterpasses in der Sprache ihres Landes verlangen.

B. Zum Zwecke der Feststellung der Nämlichkeit der Warenproben oder Muster bei ihrer Wiederausfuhr werden diese im Ausfuhrlande je nach ihrer Art und Beschaffenheit gestempelt oder gesiegelt werden. Die Zollbehörden jedes Teils werden einander amtlich die Muster dieser Stempel und Siegel mitteilen, um die Nachprüfung der Echtheit der auf den Warenproben angebrachten Zeichen zu sichern.

Sollte die Anbringung von Zeichen unmöglich sein oder Unzuträglichkeiten mit sich bringen, so ist der Nachweis der Nämlichkeit durch Lichtbilder, Zeichnungen oder vollständige und eingehende Beschreibungen zugelassen. Jedoch dürfen von den Zollbehörden des Einfuhrlandes auf Kosten der Beteiligten ergänzende Zeichen auf diesen Warenproben ausnahmsweise in allen Fällen angebracht werden, wo diese Behörden die Ergänzung für die Sicherung der Nämlichkeit der Warenproben bei ihrer Wiederausfuhr für unerlässlich halten.

Ausser in diesem letzten Falle wird die Zollbeschau lediglich darin bestehen, die Übereinstimmung der Warenproben mit dem Musterpass festzustellen und den Betrag der etwa zu erhebenden Zölle und Abgaben zu bestimmen.

Wenn die Warenproben oder Muster nicht mit Zeichen des Ausfuhrlandes versehen sind, werden die Zollbehörden des Einfuhrlandes neue Zeichen anbringen.

C. Nach der Vorlage des Musterpasses oder der Erklärung über die Warenproben durch die Einführenden bei der Zollbehörde findet die Zollbeschau statt und, wenn der Musterpass oder die Erklärung mit den Mustern übereinstimmt und die angebrachten Zeichen in Ordnung sind, werden die Zölle sowie gegebenenfalls die Verbrauchsabgaben für jede dieser Warenproben festgesetzt, und der Betrag dieser Zölle und Abgaben wird hinterlegt, und zwar entweder in bar oder in Form einer von den Zollbehörden des Einfuhrlandes für genügend erachteten Sicherheit. Die Bestimmungen über die Sicherheitsleistung sollen von den beteiligten Regierungen gemäss ihrer eigenen Gesetzgebung geregelt werden. Wiege- und andere Gebühren werden endgültig entrichtet, und der Musterpass oder ein Stück der von den Zollbehörden ordnungsgemäss beglaubigten Erklärung werden dem Einführenden zurückgegeben.

Der Einführende soll jedoch das Recht haben, an Stelle der Berechnung und der Hinterlegung der Zölle für jede der Warenproben nach den Sätzen des betreffenden Tarifs den Zoll für die gesamten Warenproben nach der Warenprobe zu entrichten, die dem höchsten Satz des Tarifs unterliegt. Die Zollbehörden sind verpflichtet, einem solchen Wunsch nachzukommen.

D. Die auf diese Weise eingeführten Warenproben oder Muster sollen im Verlaufe eines Jahres entweder in das Ausfuhrland oder in ein anderes Land über die Eingangszollstelle oder eine andere Zollstelle

wiederausgeführt werden. Gegebenenfalls kann die Frist von einem Jahr von der Zollbehörde des Einfuhrlandes verlängert werden.

E. Der Musterpass oder die Erklärung und die wiederauszuführenden Warenproben oder Muster sind von dem Beteiligten der Zollbehörde vorzuweisen, und letztere wird nach Prüfung unverzüglich und gegen Empfangsbescheinigung die vollständige Rückzahlung der bei der Einfuhr hinterlegten Abgabenbeträge oder die Befreiung von der sonstigen Sicherheitsleistung für die Bezahlung dieser Beträge veranlassen. Die Rückzahlung oder Befreiung wird nur für die wiederausgeführten Warenproben oder Muster gewährt. Für die nach Ablauf der unter D vorgesehenen Frist nicht wiederausgeführten oder im Lande verkauften Warenproben oder Muster werden die hinterlegten Zollbeträge von der Zollverwaltung endgültig vereinnahmt oder von den Bürgen erhoben.

F. Die Rückzahlung der bei der Einfuhr hinterlegten Abgabenbeträge oder die Befreiung von der Sicherheit können von allen Grenzzollämtern oder von allen solchen Zollämtern im Innern des Landes vorgenommen werden, die hierzu ermächtigt worden sind. Die vertragschliessenden Teile werden einander die Listen der Zollämter mitteilen, denen diese Ermächtigung erteilt worden ist.

Der Grundsatz der Gleichbehandlung mit jedem dritten Staat bleibt gegenseitig von den Bestimmungen dieses Artikels unberührt.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden keine Anwendung auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen, auf das Hausiergewerbe und auf das Aufsuchen von Bestellungen bei Personen, die weder ein Gewerbe noch einen Handel ausüben; jeder der vertragschliessenden Teile behält sich in dieser Beziehung vollkommene Freiheit in seiner Gesetzgebung vor.

Artikel 9.

Jeder der vertragschliessenden Teile wird unter der Bedingung der Wiederausfuhr oder der Wiedereinfuhr und unter Vorbehalt der durch seine Gesetzgebung vorgesehenen Sicherungsmassnahmen die folgenden Waren frei von jeder Ein- und Ausgangsabgabe lassen:

a) handelsübliche Umschliessungen aller Art sowie Schutzdecken und andere Verpackungsmittel, auch Webebäume, Holz- und Papprollen, die aus dem Gebiet des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils zum Zwecke der Ausfuhr von Waren eingeführt oder, nachdem sie nachweislich dazu gedient haben, aus dem Gebiet des anderen Teils wieder zurückgebracht werden;

b) Gegenstände zur Ausbesserung. Es versteht sich, dass diese Gegenstände bei der Wiedereinfuhr in das Ausfuhrland vom Einfuhrzoll befreit sind; zollpflichtige Stoffe oder Teile, die diesen Gegenständen bei der Ausbesserung in erheblichem Umfange zugefügt worden sind, werden unabhängig von den Gegenständen selbst nach dem Satz verzollt, dem sie vor ihrer Verbindung unterlagen; das der Verzollung zugrunde zu legende Gewicht kann durch Schätzung ermittelt werden.

c) Waren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), die auf Märkte, Messen oder Ausstellungen gebracht werden;

d) Möbelwagen und Möbelkästen, desgleichen ihr für die Verpackung bestimmtes Zubehör, die die Grenze zu dem Zweck überschreiten, um Umzugsgut aus dem Gebiet des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils zu befördern unter der Bedingung der Wiederausfuhr innerhalb einer Frist von 6 Monaten. Die erwähnten Beförderungsmittel können bei ihrer Rückreise eine neue Ladung aufnehmen. Sie dürfen in keiner Weise für Inlandstransporte benutzt werden.

Die Beteiligten müssen die Dauer der Verwendung der fraglichen Gegenstände bei ihrer Einfuhr in das Land angeben. Diese Frist kann im Bedarfsfalle von den Zollbehörden gemäss den gesetzlichen Bestimmungen verlängert werden.

Artikel 10.

Gebrauchter Hausrat (Umzugsgut) zur eigenen Benutzung, wenn er von dem Zuziehenden mitgeführt wird oder höchstens zwei Monate vor seinem Eintreffen oder höchstens drei Monate nachher vom Umzugsort abgesandt worden ist, ist von Zöllen sowie von jeder Ein- und Ausgangsabgabe frei.

Artikel 11.

Die Gleichstellung mit jedem dritten Staat findet keine Anwendung:

1. auf Begünstigungen, die von einem der vertragschliessenden Teile einem Nachbarlande im Grenzverkehr für nicht 15 km beiderseits der Grenze überschreitende Grenzstrecken eingeräumt sind oder später eingeräumt werden sollten,
2. auf besondere Begünstigungen, die sich aus einer Zollunion ergeben,
3. auf die besonderen Vorteile und Begünstigungen, die hinsichtlich der Zolltarife gegenwärtig zwischen der Türkei und den Ländern, die sich 1923 vom Osmanischen Reich getrennt haben, bestehen oder in Zukunft eingeräumt werden.

Artikel 12.

Auf Eisenbahnen soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise als der Zeit und Art der Abfertigung kein Unterschied zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragschliessenden Teile gemacht werden. Namentlich sollen die aus dem Gebiet des einen Teils in das Gebiet des andern Teils abgehenden oder das letztere transitierenden Sendungen weder in bezug auf die Abfertigung noch hinsichtlich der Beförderungspreise ungünstiger als die in den betreffenden Gebieten nach einem inländischen Bestimmungsort oder nach dem Ausland abgehenden Sendungen behandelt werden, sofern sie unter denselben Bedingungen, auf derselben Bahnstrecke und in derselben Verkehrsrichtung befördert werden.

Ausnahmen sollen nur insoweit zugelassen werden, als es sich um Beförderungen zu ermässigten Preisen handelt, um in besonderen Fällen

einem vorübergehenden Notstand abzuhelfen, oder um Transporte für milde Zwecke.

Die beiden Regierungen behalten sich weiter vor, im direkten Benehmen der Eisenbahnverwaltungen nähere Bestimmungen über den wechselseitigen Eisenbahnverkehr und den Durchgangsverkehr zu treffen.

Artikel 13.

Schiffe und Boote unter der Flagge eines der vertragschliessenden Teile, die mit Ballast oder beladen in die Gewässer und Häfen des andern Teils einlaufen oder sie verlassen, sollen, welches immer ihr Ausgang- oder Bestimmungsort sein mag, dort in jeder Hinsicht die gleiche Behandlung wie die Schiffe des eigenen Landes geniessen und keinen anderen Abgaben oder Gebühren unterworfen sein, als gegenwärtig oder in Zukunft den Schiffen des eigenen Landes auferlegt werden, mögen diese Abgaben oder Gebühren, unter welcher Bezeichnung immer, im Namen oder zum Vorteil des Staates, einer Provinz, einer Gemeinde oder einer von der Regierung hierzu ermächtigten Körperschaft erhoben werden.

Die Ladungen, gleichgültig, welcher Herkunft oder Bestimmung, sollen keinen anderen oder höheren Abgaben oder Gebühren unterworfen und nicht anders behandelt werden, als wenn sie unter der nationalen Flagge eingeführt oder ausgeführt worden wären. Die Reisenden und deren Gepäck sollen gleichfalls so behandelt werden, als wenn sie unter nationaler Flagge reisten.

Die Tarife aller im Abs. 1 und 2 genannten Abgaben und Gebühren sollen vor ihrer Inkraftsetzung in gehöriger Weise veröffentlicht werden. Das gleiche gilt für die Bestimmungen und Verordnungen der Polizei- und der Hafenverwaltungen. In jedem Hafen hat die Hafenverwaltung ein Verzeichnis der in Kraft befindlichen Gebühren und Abgaben sowie der Bestimmungen und Verordnungen der Polizei- und der Hafenverwaltung zur Verfügung der Interessenten zu halten.

Artikel 14.

Die Schiffe eines jeden der vertragschliessenden Teile können sich in einen oder mehrere Häfen des anderen Teils begeben, sei es, um alle ihre aus dem Ausland kommenden Ladungen, Waren und Passagiere oder einen Teil derselben auszuladen, sei es, um alle ihre für das Ausland bestimmten Ladungen, Waren und Passagiere oder einen Teil derselben an Bord zu nehmen. Sie sollen, vorausgesetzt, dass sie sich nach den Gesetzen und Vorschriften des betreffenden Staates richten, den für einen anderen Hafen oder für ein anderes Land bestimmten Teil ihrer Ladung an Bord behalten und ihn wieder ausführen können, ohne gehalten zu sein, für diesen letzten Teil ihrer Ladung irgendeine Abgabe oder Gebühr zu bezahlen ausser den Aufsichtsabgaben, welche übrigens nur nach dem niedrigsten für die nationale Schiffahrt festgesetzten Satz erhoben werden dürfen.

Artikel 15.

Die Nationalität der Seeschiffe soll beiderseits nach den Urkunden und Patenten anerkant werden, die darüber von der zuständigen Behörde des Flaggenstaates gemäss den Gesetzen und Verordnungen dieses Staates ausgestellt sind.

Die Regeln und Vorschriften der inländischen Gesetzgebung über die für die Reisen, die innere Sicherheit der Schiffe und die Rettung der Passagiere notwendigen Ausrüstungen und Einrichtungen werden ebenso wie die Befähigungsnachweise der Besatzung auch in den Häfen des anderen Teils anerkannt. Was die öffentliche Sicherheit und die Ordnung in den Häfen und Hoheitsgewässern betrifft, so bleiben die Schiffe der Gesetzgebung des Landes unterworfen, in dem sie sich befinden.

Die von den Behörden des einen der vertragschliessenden Teile ausgestellten Schiffsmessbriefe und anderen Urkunden über die Vermessung sollen durch die Behörden des anderen Teils bis zu dem Abschluss besonderer Vereinbarungen zwischen den vertragschliessenden Teilen anerkannt werden.

Artikel 16.

Die Vorschriften dieses Vertrages über das gegenseitige Zugeständnis der Gleichberechtigung auf dem Gebiete der Schiffahrt erstrecken sich nicht:

1. auf die Küstenschiffahrt und auf die Schiffahrt in den Binnengewässern, für welche weiterhin die Gesetze gelten, welche in dem Gebiete eines jeden der vertragschliessenden Teile bestehen oder in Kraft gesetzt werden;

2. auf die Förderung der nationalen Handelsschiffahrt durch Prämien, welche gewährt werden oder gewährt werden können;

3. auf die Ausübung des Fischfangs in den Hoheitsgewässern der vertragschliessenden Teile und gleichfalls nicht auf die Ausübung des Seedienstes innerhalb der Häfen, auf den Reeden und an den Küsten;

4. auf Sondervergünstigungen, die den eigenen Fischereierzeugnissen gewährt werden oder in Zukunft gewährt werden können.

Unter Seedienst wird der Schlepp- und der Lotsendienst sowie die Hilfeleistung und die Bergung auf See verstanden, sofern die fraglichen Handlungen in den Grenzen der Hoheitsgewässer oder auf dem Marmarameer ausgeübt werden.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass in Angelegenheiten, für die Sonderbestimmungen in Betracht kommen und die in der vorstehenden Aufzählung nicht erwähnt sind, nach dem Grundsatz der Meistbegünstigung zu verfahren ist.

Artikel 17.

Im Falle des Schiffbruchs, Strandens, der Havarie oder des Verlassens in Seenot eines Schiffes des einen der vertragschliessenden Teile in den Gewässern des anderen Teils soll das Schiff und seine Ladung die gleichen Begünstigungen und Befreiungen geniessen, welche die

Gesetze und Vorschriften jedes der betreffenden Länder den eigenen Schiffen in gleicher Lage bewilligen. Es soll Hilfe und Beistand dem Führer, der Mannschaft und den Reisenden sowohl für ihre Person als auch für das Schiff und seine Ladung in dem gleichen Masse wie den eigenen Staatsangehörigen gegeben werden.

Auf den Bergungsdienst findet die Gesetzgebung des Staates Anwendung, in dem die Bergung vorgenommen worden ist.

Die aus einem gestrandeten oder schiffbrüchigen Schiffe geborgenen Waren sollen keinen Zöllen unterworfen werden, es sei denn, dass sie in das Land für den inneren Verbrauch eingeführt wird.

Artikel 18.

Innere Abgaben, welche im Gebiet des einen der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder einer Gemeinde oder einer anderen Körperschaft, auf der Erzeugung, der Zubereitung, dem Verkehr oder dem Verbrauch einer Ware ruhen oder ruhen werden, dürfen Erzeugnisse des anderen Teils unter keinem Vorwand höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen oder, wenn gleichartige Landeserzeugnisse nicht vorhanden sind, des meistbegünstigten Landes.

Artikel 19.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, um den Kaufleuten die Möglichkeit zu geben, sich amtliche Auskünfte über die Zolltarife und namentlich über die Höhe der Zollsätze für eine bestimmte Ware zu beschaffen. Die Anfrage muss nach den Vorschriften des Einfuhrlandes ein Muster der Ware oder ihre eingehende Beschreibung, eine Abbildung oder ein Lichtbild enthalten.

Artikel 20.

Dieser Vertrag, der in deutscher und türkischer Sprache abgeschlossen wird, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen alsbald in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt am vierzehnten Tage nach dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und gilt für die Dauer eines Jahres. Wird er nicht drei Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt, gilt er als für unbestimmte Zeit verlängert. Er kann dann jederzeit unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag gezeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Ankara am 27. Mai 1930.

Rudolf Nadolny.
Zekâi.
Mustafa Şeref.
M. Numan.

Schlussprotokoll.

Im Augenblick der Unterzeichnung des Handelsvertrags haben sich die unterzeichneten Bevollmächtigten auf folgende Erläuterungen geeinigt:

Zu Artikel 1.

Die im Gebiete des einen vertragschliessenden Teils im zollbegünstigten Verkehr hergestellten Erzeugnisse sollen bei ihrer Einfuhr in das Gebiet des anderen Teils ebenso behandelt werden wie Erzeugnisse, die aus dem freien Verkehr des erstgenannten Teils stammen.

Gemäss Artikel 15 des türkischen Zolltarifgesetzes Nr. 1499 vom 8. Juni 1929 darf eine Erhöhung des türkischen Tarifs nicht vor Ablauf von drei Monaten nach der Verkündung im Amtsblatt in Kraft gesetzt werden.

Falls die Türkei zu einer Erhöhung der Sätze ihres Zolltarifs schreiten sollte, wie sie im Artikel 1 Abs. 3 vorgesehen ist, sind die vertragschliessenden Teile bereits jetzt darüber einig, dass sie während der Dauer des Abkommens Verhandlungen eröffnen werden, um diese Erhöhung auszugleichen und auf neuen Grundlagen eine befriedigende Lösung zu finden.

Zu Artikel 3.

Es besteht Einverständnis, dass die Vorschriften des Artikel 3 Abs. 1 die Grundsätze unberührt lassen, die von dem Bestimmungsland bei der Feststellung der Nationalisierung einer Ware befolgt werden.

Die von der Konsularbehörde beglaubigten Ursprungszeugnisse, in welchen der Wert der Waren angegeben ist, können an Stelle der Konsulatsfaktura treten.

Die im Artikel 1 Abs. 5 vereinbarte Meistbegünstigung erstreckt sich auch auf die Feststellung des Ursprungs der Waren, die aus dem Gebiet des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils eingeführt werden, sowie auf alle Ausnahmen und Erleichterungen auf dem Gebiet der Ursprungszeugnisse.

Zu Artikel 5 Abs. 3.

Es besteht Einverständnis darüber, dass, falls einer der vertragschliessenden Teile zur Sicherung der Durchfuhr die Hinterlegung eines Geldbetrages verlangt, dieser den Wert der bei der ordnungsmässigen Einfuhr der Waren fälligen Zölle und Abgaben nicht übersteigen darf. Es besteht Einverständnis darüber, dass die Waren, die Gegenstand eines Monopols oder eines Einfuhrverbotes sind, nicht unter diese Bestimmung fallen.

Zu Artikel 6.

Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie während eines Zeitraums von zwei Jahren die Anwendung der Bestimmungen der im Artikel 6 genannten internationalen Konvention bezüglich des Rechts der Übersetzung in die türkische Sprache, das jetzt der Türkei vorbehalten ist, nicht verlangen wird.

Zu Artikel 9.

Die Vorschriften des Absatzes d berühren in keiner Weise die Zollbehandlung der mit den genannten Beförderungsmitteln ein- oder ausgeführten Gegenstände.

Zu Artikel 11.

Es besteht Einverständnis darüber, dass Artikel 11 keine Anwendung finden kann, wenn die zu Nr. 3 dieses Artikels erwähnten besonderen Vorteile und Begünstigungen einem dritten Staat gewährt werden.

Zu Artikel 13.

Es besteht Einverständnis, dass die Vorschriften des Artikel 13 die Tatsache unberührt lassen, dass die Türkei eine Ermässigung der Leuchtfeuergebühren denjenigen türkischen Schiffen gewährt, die regelmässig den Beförderungsdienst der türkischen Postsachen zwischen den türkischen Häfen ausüben.

Dieses Protokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des gegenwärtigen Vertrages und tritt gleichzeitig mit ihm in Kraft.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Ankara am 27. Mai 1930.

Rudolf Nadolny.
Zekâi.
Mustafa Şeref.
M. Numan.

Notenwechsel.

Deutsche Botschaft Ankara.

A 1044. Ankara, le 24 mai 1930.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à la bienveillance habituée de Votre Excellence en vous priant de me donner des explications sur les points suivants:

I. Sur la situation faite dans les ports turcs aux Agents maritimes, à leurs employés, aux experts techniques d'entreprises navales de réparation et fournisseurs des bateaux ainsi qu'aux personnes chargées de faire une expertise sur l'état du bateau ou de la marchandise.

II. Par rapport à la visite sanitaire et à la dératisation de navires allemands en Turquie. Les armateurs allemands formulent à ce sujet les désirs suivants:

1° Les navires allemands venant des ports étrangers arrivant via Tchanak sont obligés de se soumettre à un double contrôle sanitaire, soit une fois à Tchanak, lors de l'arrivée, et une seconde fois à l'arrivée à Istanbul, d'où grande perte de temps pour le navire. On propose que la visite sanitaire étant effectuée au premier port turc à Tchanak, le second contrôle sanitaire soit levé quand le bateau sera en droiture sur Istanbul.

2° Les navires arrivant via Kavak perdent un temps très précieux, parceque les contrôles sanitaires, policiers et douaniers se font à tour

de rôle et pas tous à la fois. Les bateaux arrivant à l'aube même ne peuvent être libérés de ces contrôles qu'après les 10—11 heures a. m. et arrivent seulement à midi ou après-midi dans le port de Istanbul.

On propose que ces contrôles se fassent immédiatement après l'arrivée du bateau et simultanément, afin que les bateaux puissent commencer leurs opérations sans perte de temps.

3⁰ Les bateaux arrivant avec une patente de santé nette et avec un certificat de dératisation en règle, ce certificat de dératisation, attestant que la dératisation a été faite, après que le bateau a terminé toutes ses opérations dans le dernier port étranger, n'est pas reconnu par les autorités turques et le susdit bateau est empêché d'accoster aux quais et de faire travail de nuit.

Afin de faciliter le trafic des bateaux, on suggère que ces certificats de dératisation soient reconnus valables et que les bateaux soient autorisés à accoster aux quais et faire du travail de nuit.

III. Sur la situation des commissionnaires et des agents de commerce par rapport à l'impôt sur le bénéfice des maisons dont ils sont les représentants. Il serait désirable d'avoir éclaircissements sur les points suivants:

1⁰ Une maison de commerce établie en Allemagne a-t-elle à payer l'impôt sur le bénéfice en Turquie pour les affaires qu'elle y a conclues?

a) par un commissionnaire?

b) par un agent de commerce qui est ni son employé, ni muni d'une procuration générale, et ne reçoit qu'une simple commission pour les affaires conclues par lui?

c) par un agent de commerce, qui n'est pas employé de la maison, mais possède une procuration générale?

2⁰ Y a-t-il une différence pour la question sub 1 si le commissionnaire ou l'agent de commerce entretient au nom de la maison qu'il représente un dépôt de marchandises en consignation?

3⁰ En cas où l'impôt sur le bénéfice est exigible d'un agent de commerce sub N⁰ 1a ou N⁰ 1b,peut-on, selon le droit turc, lui faire une signification destinée à la maison qu'il représente et exécuter

a) dans sa fortune personnelle,

b) ou seulement dans les biens qu'il possède de la maison qu'il représente?

4⁰ La signification doit-elle être adressée au nom de l'agent de commerce ou de la maison étrangère?

En priant Votre Excellence de bien vouloir me donner une réponse à ces questions, je saisis l'occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Nadolny.

A Son Excellence Monsieur Tevfik Rüstü Bey, Ministre des Affaires Etrangères, Ankara.

République Turque.
Ministère des Affaires Etrangères.
N° 87 474/24.

Ankara, le 26 mai 1930.

Monsieur l'Ambassadeur,

En réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour, N° 1044, concernant la navigation et le commerce, j'ai l'honneur de Vous répondre ce qui suit:

Ad N° 1 de Votre demande:

La situation faite dans les ports turcs aux agents maritimes, à leurs employés, aux experts techniques d'entreprises navales de réparation et fournisseurs des bateaux ainsi qu'aux personnes chargées de faire une expertise sur l'état du bateau ou de la marchandise est selon les lois et règlements actuellement en vigueur la suivante:

Agents de navigation:

1° Aucune loi, réglementation ou disposition n'existe, qui impose une condition quelconque, quant à la nationalité des agents de navigation ou de leurs employés, à condition que ceux-ci n'exercent pas une activité réservée aux nationaux, en vertu de la loi sur le cabotage.

2° Il est défendu aux agents de navigation et à leurs employés de monter à bord des mahonnes, pour effectuer l'embarquement et le débarquement des marchandises, et de se charger de tous autres services de port expressément réservés aux ressortissants turcs, s'ils sont de nationalité étrangère, ou, même s'ils sont de nationalité turque, de tous services faisant l'objet d'un monopole.

3° Toutefois aucune interdiction ne frappe les agents de navigation ou leurs employés de monter à bord des bateaux mouillant dans les ports turcs et d'y effectuer les travaux rentrant dans le cadre du service intérieur des vaisseaux.

4° Il est entendu que, quoique les métiers de pointeur et de débardeur soient réservés aux nationaux, rien n'empêche les agents de navigation ou leurs employés de prendre note à bord des vaisseaux, sans percevoir des frais pour ce service, du chargement et du déchargement des marchandises.

5° Au cas où ces personnes sont de nationalité étrangère, elles seront tout simplement tenues, en vertu des règlements policiers, de présenter, sur demande, leur permis de séjour avant de monter à bord.

Autres métiers:

Les experts techniques d'entreprises navales de réparation et fournisseurs des bateaux (mais non pas les épiciers sur mer) ainsi que les personnes chargées par les autorités compétentes de faire une expertise sur l'état du bateau ou de la marchandise, peuvent monter à bord des bateaux sous la condition spécifiée à l'alinéa 5 ci-dessus.

Ad N° II et III de Votre demande:

Le Ministère des Affaires Etrangères se déclare tout disposé à soumettre aux Ministères compétents les observations faites dans Votre Note sub N° II et III afin d'examiner la question dans l'intérêt du développement des relations entre nos deux Pays et il ne manquera pas de Vous faire parvenir les réponses qu'il recevra à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

Dr. Rüştü.

Son Excellence Monsieur R. Nadolny, Ambassadeur d'Allemagne, Ankara.

93.

ALLEMAGNE, TURQUIE.

Avenant à la Convention de commerce conclue le 27 mai 1930;*) signé à Ankara, le 19 avril 1934.**)

Reichsgesetzblatt 1934. II, No. 20.

Zusatzabkommen zum Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930.

Die Unterzeichneten, in gehöriger Form ermächtigten Bevollmächtigten sind sich einig geworden, den Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930 in folgender Weise zu ändern und zu ergänzen:

Artikel 1.

Die Anlage A zum Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930 wird mit den nachfolgenden Abänderungen aufrechterhalten:

Der in Tarifnummer aus 52 für Feigen in Behältnissen bei einem

Avenant à la Convention de Commerce entre la Turquie et l'Allemagne du 27 mai 1930.

Les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, sont tombés d'accord pour apporter les modifications et compléments ci-après à la Convention de Commerce entre la Turquie et l'Allemagne, du 27 mai 1930.

Article 1er.

La liste A annexée à la Convention de Commerce entre la Turquie et l'Allemagne du 27 mai 1930 est maintenue avec les modifications suivantes:

A la position ex 52 figues: en récipients pesant 5 kg. ou moins le

---

*) V. ci-dessus, No. 92.

**) Mis en application provisoire à partir du 1er mai 1934.

Gewicht von 5 kg oder darunter vereinbarte Zollsatz von 8 RM für 1 dz wird auf 6 RM festgesetzt.

Der in Tarifnummer aus 403 für geknüpfte Teppich, mit Flor, ganz aus natürlicher Seide, im Stückgewichte nicht über 4 kg und nicht über 1,20×1,75 m gross, vereinbarte Zollsatz von 700 RM für 1 dz wird auf 600 RM festgesetzt.

Zur Tarifnummer aus 428: Fussbodenteppiche aus Gespinsten von Wolle oder anderen Tierhaaren, auch mit pflanzlichen Spinnstoffen oder Gespinsten gemischt, im Stück als Meterware eingehend oder abgepasst geknüpft, auch bedruckt oder mit Näharbeit,

im Gewicht von mehr als 2,7 kg auf 1 qm Fläche 500 RM für 1 dz,

andere 600 RM für 1 dz.

Die Anlage B zum Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930 erhält die aus der Anlage *) ersichtliche Fassung.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse deutschen Ursprungs, die in der Anlage C aufgeführt sind, welche der dem türkisch-französischen modus vivendi vom 13. August 1933 anliegenden Zolliste D entspricht, werden bei der Einfuhr nach der Türkei, für die Dauer von 6 Monaten vom 1. Mai 1934 ab gerechnet, keinen höheren als den in dieser Anlage festgesetzten Zollsätzen unterworfen.

Artikel 2.

Im Schlussprotokoll zum Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen

droit de 8 RM par cent kg. est réduit à 6 RM par cent kg.

A la position ex 403 tapis à points noués, partiellement en soie, le poil entièrement en soie naturelle, en pesant net par pièce pas plus de 4 kg. et d'une dimension n'excédant pas 1 m. 20 × 1 m. 75 le droit de 700 RM par cent kg. est réduit à 600 RM par cent kg.

A la position ex 428 tapis en filés de laine ou d'autres poils d'animaux même mélangés avec des matières textiles ou des filés tous deux d'origine végétale en pièces au métrage ou découpés, noués, même imprimés ou avec travail de couture

dans un poids supérieur à 2 kg 7 par mètre carré pour cent kg. 500 RM.

Autres pour cent kg. 600 RM.

La liste B annexée à la Convention de Commerce entre la Turquie et l'Allemagne du 27 mai 1930 est remplacée par la liste B ci-annexée.*)

Les produits naturels ou fabriqués originaires d'Allemagne et inscrits à la liste C ci-annexée reproduisant la liste D de réductions tarifaires annexée au modus vivendi commercial turco-français du 13 août 1933, ne seront pas assujettis, à leur entrée en Turquie et pour une durée de six mois à partir du 1er mai 1934, à des droits plus élévés que ceux indiqués dans cette liste.

Article 2.

Dans le protocole de Clôture annexé à la Convention de Commerce entre la Turquie et l'Allemagne du

*) Pas reproduite.

Republik vom 27. Mai 1930 wird Abs. 2 zu Art. 1, der die Inkraftsetzung von Zolländerungen betrifft, gestrichen.

Artikel 3.

Dieses Zusatzabkommen bildet einen integrierenden Bestandteil des Handelsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930. Das Abkommen wird ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Berlin stattfinden. Das Abkommen wird am zehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Die beiden Regierungen sind sich darüber einig, dass es schon vom 1. Mai 1934 ab vorläufig angewendet werden soll.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Zusatzabkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen zu Ankara,
den 19. April 1934.

F. H. von Rosenberg.
C. Prüfer.
W. Numann.

27 mai 1930 l'alinéa 2 d'ad Article 1 concernant la mise en vigueur de modifications tarifaires est abrogé.

Article 3.

Le présent Avenant fait partie intégrante de la Convention de Commerce entre la Turquie et l'Allemagne du 27 mai 1930. Le présent Avenant sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin. L'Avenant sera mis en vigueur dix jours après l'échange des instruments de ratification. Les deux Gouvernements sont d'accord qu'il sera appliqué à titre provisoire déjà à partir du 1er mai 1934.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Avenant et y ont apposé leurs cachets.

M. Numan.
F. H. von Rosenberg.
C. Prüfer.

Schlussprotokoll zum Zusatzabkommen zum Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930.

Bei der Unterzeichnung des Zusatzabkommens zu dem Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930 sind die unterzeichneten Bevollmächtigten über folgendes übereingekommen:

Protocole de Clôture annexé à l'Avenant à la Convention de Commerce entre la Turquie et l'Allemagne du 27 mai 1930.

Au moment de signer l'Avenant à la Convention de Commerce entre la Turquie et l'Allemagne du 27 mai 1930 les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur ce qui suit:

Zu Artikel 1.

Die Türkische Regierung behält sich vor, die in der Anlage B dieses Abkommens unter den Nummern 132 b, 328 b, 341 c, 483 b, 487 a, 487 c und 488 b enthaltenen Zollabreden mit zweimonatiger Frist zu kündigen.

Dieses Schlussprotokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des gegenwärtigen Zusatzabkommens und tritt gleichzeitig mit ihm in Kraft.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Ankara am 19. April 1934.

F. H. von Rosenberg.
C. Prüfer.
M. Numan.

ad Article 1.

Le Gouvernement Turc se réserve de dénoncer les réductions tarifaires se référant aux positions 132 b, 328 b, 341 c, 483 b, 487 a, 487 c et 488 b de la liste B annexée au présent Avenant, moyennant un préavis de deux mois.

Le présent Protocole fait partie intégrante du présent Avenant et entrera en vigueur en même temps que celui-ci.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 19 avril 1934.

M. Numan.
F. H. von Rosenberg.
C. Prüfer.

Protocole de Signature.

L'Avenant à la Convention de Commerce entre la Turquie et l'Allemagne du 27 mai 1930 ainsi que les Documents y annexés étant rédigés et signés aujourd'hui en allemand et en français, il est convenu entre les deux Délégations qu'en cas de contestation c'est le texte français qui fait foi.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 19 avril 1934.

M. Numan.
F. H. von Rosenberg.
C. Prüfer.

94.

ALLEMAGNE, TURQUIE.

Deuxième Avenant à la Convention de commerce du 27 mai 1930;*) signé à Berlin, le 15 avril 1935.**)

Reichsgesetzblatt 1935. II, No. 22.

Die Unterzeichneten, in gehöriger Form ermächtigten Bevoll-

Les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, sont tombés d'ac-

*) V. ci-dessus, No. 92.
**) Mis en application, à titre provisoire, le 1er mai 1935.

mächtigten, sind sich einig geworden, den Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930 in folgender Weise zu ändern und zu ergänzen:

Artikel 1.

a) Die Deutsche Regierung wird die erforderlichen Anweisungen treffen, um die Verzollung von Kichererbsen (cicer) der Nr. 11 des deutschen Zolltarifs zu dem Zollsatz für Futtererbsen sicherzustellen, auch soweit sie zur Zeit nach den deutschen Zollvorschriften als Speiseerbsen anzusehen sind.

Die Anlage A zum Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930 in der Fassung des Zusatzabkommens vom 19. April 1934 *) wird mit den nachfolgenden Abänderungen aufrechterhalten:

Nach der Vertragsbestimmung zu Tarifnummer aus 403 (geknüpfte Teppiche usw.) wird folgendes angefügt:

„aus 403: Geknüpfte Teppiche, mit Flor aus natürlicher und künstlicher Seide, bis zu einer Höchstmenge von 10 dz in einem Kalenderjahr . . . . . 600 RM

Anmerkung. Die Abfertigung dieser Teppiche mit Flor aus natürlicher und künstlicher Seide zu dem Zollsatze von 600 RM ist nur zulässig bei einer Zollstelle, die im Einvernehmen der vertragschliessenden Teile bestimmt wird.“

cord pour apporter les modifications et compléments ci-après à la Convention de Commerce entre l'Allemagne et la Turquie, du 27 mai 1930:

Article 1.

a) Le Gouvernement Allemand prendra les mesures nécessaires pour assurer le dédouanement des pois chiches (cicer) du N⁰ 11 du tarif douanier allemand au régime des pois pour fourrage même dans les cas où ceux-ci devraient, conformément aux dispositions douanières allemandes à présent en vigueur, être qualifiés de pois pour la table.

La liste A annexée à la Convention de Commerce entre l'Allemagne et la Turquie du 27 mai 1930 et reprise à l'Avenant du 19 avril 1934 *) est maintenue avec les modifications suivantes:

A la fin de la clause du N⁰ ex 403 (tapis à points noués etc.) s'ajoutent les dispositions suivantes:

„ex 403: tapis à points noués, le poil en soie naturelle et artificielle, jusqu'à concurrence de 10 quintaux métriques par année de calendrier . . . . 600 RM

Note: Le dédouanement de ces tapis avec poil en soie naturelle et artificielle au taux de 600 RM se fera à un seul bureau de douanes qui sera désigné sur commun accord des Parties Contractantes.“

*) V. ci-dessus, No. 93.

Zu der Tarifnummer aus 428 wird am Schlusse folgende Bestimmung angefügt:

„Anmerkung. Bei Fussbodenteppichen, die mit Fransen versehen sind, bleiben bei der Messung von Länge und Breite des ganzen Gewebestückes zur Feststellung des Gewichts eines Quadratmeters Gewebefläche die Fransen ausser Betracht.“

b) Die Anlage B zum Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930 in der Fassung des Zusatzabkommens vom 19. April 1934 erhält die aus der Anlage *) ersichtliche Fassung.

Artikel 2.

Die beiden Regierungen werden das in Artikel 20 Abs. 2 Satz 3 des Handelsvertrages vom 27. Mai 1930 vorgesehene Kündigungsrecht nicht in der Weise ausüben, dass der Handelsvertrag vor dem 30. April 1936 ausser Kraft tritt.

Artikel 3.

Dieses Zusatzabkommen bildet einen integrierenden Bestandteil des Handelsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik vom 27. Mai 1930. Das Abkommen wird ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Ankara stattfinden. Das Abkommen wird am zehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Die beiden Regierungen sind sich darüber einig, dass es schon vom 1. Mai 1935 ab vorläufig angewendet werden soll.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Zusatzabkom-

A la fin de la position ex 428 s'ajoute la disposition suivante:

„Note. Au mesurage de la longueur et de la largeur de toute la pièce, servant à constater le poids d'un mètre carré de tissu des tapis munis de franges, les franges n'entrent pas en ligne de compte.“

b) La liste B annexée à la Convention de Commerce entre l'Allemagne et la Turquie du 27 mai 1930 et reprise à l'Avenant du 19 avril 1934 est remplacée par la liste B ci-annexée.*)

Article 2.

Les deux Gouvernements s'abstiendront de faire usage du droit de dénonciation prévu à l'Article 20 al. 2, troisième phrase, de la Convention de Commerce du 27 mai 1930 de manière à faire expirer la Convention avant le 30 avril 1936.

Article 3.

Le présent Avenant fait partie intégrante de la Convention de Commerce entre l'Allemagne et la Turquie du 27 mai 1930.

Le présent Avenant sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Ankara. L'Avenant sera mis en vigueur dix jours après l'échange des instruments de ratification. Les deux Gouvernements sont d'accord qu'il sera appliqué à titre provisoire déjà à partir du 1er mai 1935.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Ave-

*) Non reproduite.

men unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen zu Berlin, den 15. April 1935.

N. Menemencioglu.
B. W. von Bülow.
Dr. Wucher.

nant et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, le 15 avril 1935.

B. W. von Bülow.
Dr. Wucher.
N. Menemencioglu.

95.

PERSE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention de commerce, de douanes et de navigation; signée à Téhéran, le 30 avril 1929.*)

Le Messager de Téhéran, No. 898 du 3 mai 1929.

Convention de Commerce, de Douanes et de Navigation entre l'Empire de Perse et la République Tchecoslovaque.

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse et le Président de la République Tchécoslovaque, également animés du désir de resserrer les relations économiques entre les deux Etats, ont décidé de conclure une Convention de Commerce, de Douanes et de Navigation et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires,

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse:

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Gérant de Son Ministère des Affaires Etrangères;

Le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur Miroslav Schubert, Consul de la République Tchécoslovaque à Téhéran;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les produits naturels ou fabriqués tchécoslovaques ne seront pas soumis à leur entrée en Perse, à des droits de douanes, coefficients, surtaxes ou impositions d'entrée d'une nature quelconque, autres ou plus élevés que ceux qui frappent ou frapperont les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués tchécoslovaques, à leur exportation de Tchécoslovaquie en Perse, ne seront soumis à aucun droit de douanes ni imposition quelconque de sortie, autres ou plus élevés que les droits de douanes et impositions de sortie qui sont ou seront prélevés à

*) Les ratifications ont été échangées à Téhéran, le 24 novembre 1930.

l'exportation des produits similaires à destination de tout pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués de la Perse, ne seront pas soumis, à leur entrée en Tchécoslovaquie, à des droits de douanes, coefficients, surtaxes ou impositions d'entrée d'une nature quelconque, autres ou plus élevés que ceux qui frappent ou fapperont les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués de la Perse, à leur exportation de Perse en Tchécoslovaquie, ne seront soumis à aucun droit de douanes ni imposition quelconque de sortie, autres ou plus élevés que les droits de douanes et impositions de sortie qui sont ou seront prélevés à l'exportation des produits similaires à destination de tout pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les produits de l'une des Parties Contractantes, régulièrement introduits sur le territoire de l'autre Partie et ayant acquitté les droits et taxes d'entrée prescrits par les lois et règlements pour les produits étrangers ne seront, sous aucun rapport, soumis ensuite à un traitement moins favorable que celui accordé aux produits naturels ou fabriqués similaires d'un pays tiers quelconque.

Article 4.

Pour toute modalité relative à la perception des droits de douanes ainsi que pour la caution et pour toute autre formalité d'importation et d'exportation, chacune des Parties Contractantes s'engage à faire bénéficier l'autre Partie du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les Parties Contractantes appliqueront, en ce qui concerne les certificats d'origine de la marchandise, les dispositions de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923. *)

Article 6.

Les Parties Contractantes n'entraveront l'échange des marchandises entre elles par aucune prohibition ou restriction visant leurs importations ou exportations à l'exception des catégories suivantes de prohibitions ou de restrictions, pour autant qu'elles ne seront pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou de restriction déguisée à leur égard:

1. Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique;

2. Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales et humanitaires;

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 165.

3. Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre;

4. Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles;

5. Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique;

6. Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres;

7. Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires;

8. Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou qui feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat;

9. Prohibitions ou restrictions pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays.

Si des mesures de cette nature sont prises, elles seront appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de l'autre Partie Contractante. Leur durée sera limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Article 7.

Les Parties Contractantes s'accorderont réciproquement la liberté de transit par leurs territoires et ce à l'égard des personnes, des bagages, des marchandises et des objets de toute sorte, ainsi que pour les envois, les matériaux et les moyens servant au transport de toute sorte aussi bien sur les voies ferrées que par tout autre mode de transport approprié au trafic international, en s'assurant, sous ce rapport, le traitement de la nation la plus favorisée.

Des exceptions pourront, toutefois, avoir lieu dans les cas ci-après énumérés, pour autant qu'elles soient en même temps applicables à tous les autres pays et aux pays se trouvant dans les conditions similaires:

a) exceptions pour des raisons de sécurité publique;

b) exceptions pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles;

c) exception concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas percevoir de taxes sur le transit. Toutefois, pourront être perçues sur les transports en transit

des taxes exclusivement affectées à couvrir les dépenses de contrôle qu'imposerait ce transit.

Ces dispositions sont applicables aussi bien aux marchandises qui transitent directement qu'aux marchandises qui sont transbordées, emballées de nouveau ou mises en dépôt pendant le transit.

Article 8.

Les dispositions de la présente Convention ne s'étendront pas:

1. Aux faveurs spéciales que l'une des Parties Contractantes accorde ou accordera aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier sur une certaine bande de territoire de part et d'autre de la frontière.

2. Aux engagements que l'une des Parties a contractés ou contractera en vertu d'une union douanière.

Article 9.

Les Parties Contractantes appliqueront aux échantillons et modèles les dispositions de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières signée à Genève le 3 novembre 1923.

Le délai pour la réexportation sera de dix mois, avec la possibilité d'être prolongé jusqu'à douze mois.

Article 10.

Pour le trafic postal mutuel les dispositions des conventions et des arrangements postaux universels font loi, en tant que ce trafic, pour certaines espèces d'envois, ne serait pas réglé par un accord spécial entre les administrations postales des deux Parties Contractantes.

A l'échange réciproque des envois postaux seront donc accordées toutes les facilités possibles qui ne sont pas en contradiction avec les lois et les prescriptions internes d'une des Parties Contractantes, afin que toutes les deux Administrations, sous tous les rapports et notamment quant à la régularité et la rapidité du transport, soient à même de satisfaire entièrement aux engagements dont elles se sont chargées en signant les conventions postales universelles ou les accords postaux spéciaux.

Notamment les envois postaux de chaque espèce, originaires du territoire d'une des Parties Contractantes et destinés à être remis dans le territoire de l'autre Partie Contractante, s'ils sont soumis à la procédure de douane, seront traités par les autorités douanières aussi vite que possible et sans difficultés superflues afin qu'ainsi tout retard non justifié dans leur remise soit évité.

Les questions extraordinaires du trafic postal réciproque exigeant une règlementation spéciale et la coopération aussi d'autres départements administratifs outre l'administration postale seront réglées de part et d'autre avec la plus grande bienveillance.

Article 11.

Les navires de commerce tchécoslovaques et leurs cargaisons seront traités en Perse, et les navires de commerce persans et leurs cargaisons,

en Tchécoslovaquie, de la même façon que les navires nationaux et leurs cargaisons, et en aucun cas plus défavorablement que les navires et les cargaisons d'un autre pays quelconque.

Il est fait exception à cette disposition pour le droit de cabotage et pour les faveurs accordées ou qui pourraient être accordées à la pêche nationale et à ses produits.

Article 12.

La présente Convention est rédigée en double exemplaire, en français.

Elle sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Téhéran le plus tôt que faire se pourra.

La Convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications. Elle restera en vigueur pendant cinq ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera considérée comme prolongée tacitement et pour une durée indéterminée. Après la période de cinq ans mentionnée ci-dessus, elle pourra être dénoncée à tout moment après préavis de six mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisées à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 30 avril 1929.

(Signé:) *Miroslav Schubert.*
(Signé:) *M. Farzine.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de Commerce, de Douanes et de Navigation conclue aujourd'hui entre l'Empire de Perse et la République Tchécoslovaque, les Plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui constituera partie intégrante de la Convention même:

I.

Ad Article 6.

Il est entendu que:

a) Les engagements pris par les deux Parties Contractantes ne se réfèrent pas aux prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation autres que celles autorisées par l'Article 6, en vigueur dans chacun des deux Etats au moment de la signature de la présente Convention et qui seront notifiées à l'autre Partie dans le délai de deux mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

b) Dans le cas où l'une des Parties Contractantes, se basant sur les exceptions prévues à l'Article 6, introduirait des prohibitions ou restrictions nouvelles et de nature à porter sérieusement atteinte au commerce de l'autre Partie, cette dernière pourra, dans un délai d'un an à partir de cette introduction, dénoncer la présente Convention pour prendre fin six mois après.

II.

Il est convenu que les dispositions de la présente Convention ne portent aucunement atteinte aux prescriptions des deux Parties Contractantes concernant les passeports.

III.

Si, dans le délai d'un an, les Hautes Parties Contractantes n'ont pas signé le Traité d'Amitié et la Convention d'Etablissement en cours de négociations, chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de dénoncer la présente Convention, à condition d'un préavis d'un mois nonobstant les dispositions de l'Article 12.

Fait à Téhéran, le 30 avril 1929.

(Signé:) *Miroslav Schubert.*
(Signé:) *M. Farzine.*

96.

NORVÈGE, CANADA.

Arrangement concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu des entreprises de navigation; conclu par un Echange de Notes signées à Ottawa, le 2 mai 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1929, p. 156.

---

p. t. Ottawa, 2nd May, 1929.

Sir,

It being the desire of our respective Governments to effect an arrangement for reciprocal exemption from Income Tax of income arising within their respective countries from the operation therein of ships owned or controlled by and used in the business of persons or corporations resident in the country of the other, I have the honour to inform you that the Government of Norway agrees to the following undertaking:

1. In respect of Norway the Norwegian Government undertakes that in accordance with the Norwegian Taxation Acts the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Canada shall not be liable to taxation.

2. In respect of the Dominion of Canada the Canadian Government undertakes that in accordance with the provisions of the Income War Tax Act the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Norway shall in like manner be exempt from taxation.

3. It is understood that the expression „operation of ships" means the business carried on by an owner of ships and that for the purpose of this definition the expression „owner" includes any charterer.

4. It is agreed that the exemption from income tax on the income derived from the operation of the afore-mentioned ships shall be deemed to be effective in respect of the income of fiscal periods ending in the year 1929 and each year thereafter until rescinded by either party giving to the other notice one year in advance of the fiscal periods affected, or until otherwise rescinded by the repeal of the income tax laws of either country.

5. It is further agreed that taxes which have been paid by persons or corporations resident in the country of the other and which have been paid more than a year from the date hereof shall not be refunded.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant,

Ludvig Aubert.
Consul-General of Norway.

The Honourable The Secretary of State for External Affairs, Ottawa.

Ottawa, May 2nd, 1929.

Sir,

It being the desire of our respective Governments to effect an arrangement for reciprocal exemption from Income Tax of income arising within their respective countries from the operation therein of ships owned or controlled by and used in the business of persons or corporations resident in the country of the other, I have the honour to inform you that the Canadian Government agrees to the following undertaking.

[suit le texte de la Note précédente.]

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant,

For the Secretary of State for External Affairs
O. D. Skelton.
Consul-General of Norway,
p. t. Ottawa.

97.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Arrangement concernant la délimitation de certaines parties de la frontière entre le Sénégal et la Gambie anglaise; conclu par un Echange de Notes, signées à Londres, le 6 mai 1929.

Treaty Series 1929, No. 13.

By an exchange of notes between the Secretary of State for Foreign Affairs and the French Ambassador in London, dated the 6th May, 1929, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and

Northern Ireland and the Government of the French Republic formally confirmed, subject to certain minor amendments which have been incorporated in the text, the following reports signed between the 30th January and the 20th February, 1925, by the Commissioners appointed to determine certain portions of the boundary line between Senegal and Gambia:*)

(1.)

Procès-verbal des Opérations concernant la Détermination de la Ligne-frontière entre les Villages de N'Baïen Anglais et de N'Baïen Français et l'Attribution du Puits situé près de la Borne No. 64.

Les soussignés:

MM. R. W. Macklin, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province;

J. C. Villeneuve, Président de la Section française;

Ed. Pal, Administrateur du Cercle de Tambacounda;

appelés, à la demande de M. R. W. Macklin, à se prononcer sur la situation du puits de N'Baïen par rapport à la ligne frontière, ont fait déterminer approximativement celle-ci sur le terrain par MM. les officiers topographes. Ils ont constaté que le puits de N'Baïen, situé à proximité de la borne No. 64, entre le villages de N'Baïen anglais et de N'Baïen français, était en territoire anglais et avait été foré par les indigènes de N'Baïen anglais.

En conséquence, le Président de la Section française, en accord avec M. l'Administrateur du Cercle de Tambacounda, a proposé:

1. Le forage et l'amènagement d'un puits à N'Baïen français par les soins du Cercle de Tambacounda;
2. D'accorder pour ces travaux un délai maximum d'un an à compter du 7 février 1925, pendant lequel les indigènes du village français de N'Baïen continueront à s'approvisionner en eau librement et comme précédemment au puits de la borne 64.

Cet accord a été fait en présence des chefs indigènes intéressés ci-après désignes:

Saïdi N'Gié, Chef du district britannique du Niani.

Demba N'Dao, Chef du village anglais de N'Baïen.

Oppa M'Baké, Chef du canton français du Niani Toucouleur.

Modio Diallo, Chef du village de N'Baïen français.

A N'Baïen le 6 février 1925.

J. C. Villeneuve.

Signed and accepted at Georgetown this ninth day of February, 1925.

R. W. Macklin.

*) En langues française et anglaise. Nous ne reproduisons que le texte français.

(2.)

Procès-verbal des Opérations de Réparation de Piliers-frontière sur la Frontière du Sine-Saloum—McCarthy Island Province.

La Commission mixte, composée comme suit:

Section anglaise:

MM. le Major R. W. Macklin, Président;
le Major L. A. W. Brooks.

Section française:

J. C. Villeneuve, Administrateur en Chef, Président;

Aujas, Administrateur en Chef, Administrateur du Cercle du Sine-Saloum;

Denis, Surveillant principal des Travaux publics;

a procédé, le 5 février 1925, à la vérification des piliers-frontière signalés en mauvais état par M. l'Administrateur du Sine-Saloum. Ces bornes avaient été réparées, du 1er au 4 février, par les soins de M. Denis conformément aux instructions reçues à cet effet du Président de la Section française en accord avec M. le Président de la Section anglaise.

La Commission a fait sur place les constatations suivantes:

1. Pilier No. 47 (voir croquis ci-joint): Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.
2. Pilier No. 43 (voir croquis ci-joint): Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.
3. Pilier No. 41: La base n'a pas été scellée. L'entourage n'a pas été refait.
4. Pilier No. 40: Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.
5. Pilier No. 36: Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.
6. Pilier No. 34: Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.
7. Pilier No. 32: Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.

Fait à Counta le 6 février 1925.

La Section francaise,
J. C. Villeneuve.
L. Aujas.
Denis.

Signed at Georgetown this 9th day of February, 1925.

R. W. Macklin.
L. A. W. Brooks.

(3.)

Procès-verbal des Opérations relatives au Règlement des Incidents de Pallol.

La Commission mixte, composée comme suit:

Section anglaise:

MM. le Major R. W. Macklin, Président;
le Major L. A. W. Brooks;
McTurk, Land Officier, Topographe;
Sly, Assistant Land Officier, Topographe.

Section française:

MM. J. C. Villeneuve, Président;
Aujas, Administrateur en Chef, Administrateur du Sine-Saloum;
Armani, Lieutenant d'Artillerie coloniale, Topographe;

accompagnée de:

Saïdi N'Gié, Chef du district britannique du Niani;
N'Jagga Tao, Chef du village anglais de Pallol;
Ibrahima Ba, Chef du canton de Koungheul (français);
Manumbé Diop, Chef du village français de Ker Madumbé (français);

a procédé, le 6 février 1925, à 15 h. 30, à la reconnaissance de la ligne frontière déterminée approximativement sur le terrain par MM. les officiers topographes des deux sections, entre Pallol et Ker Madumbé, et a constaté que les terrains qui ont fait l'objet des „incidents de Pallol" sont nettement situés et sans contestation possible en territoire français, près du village français de Ker Madumbé.

En conséquence,

1. L'impôt versé à Kaolack par Ibrahima Ba, le 29 mai 1922, sous le No. 952, pour le compte des 14 indigènes de Pallol qui avaient cultivé lesdits terrains, soit $14 \times 15 = 210$ francs, a été dûment perçu et demeure acquis à la Colonie du Sénégal;
2. Ibrahima Ba a restitué, le 4 février 1925, devant la Commission mixte, à Saïdi N'Gie, les deux sacs de mil conservés par lui en dépôt et appartenant à ces indigènes.

Fait à Counta le 6 février 1925.

La Section française,
J. C. Villeneuve.
L. Aujas.
J. X. Armani.

Signed at Bansang this ninth day of February, 1925.

The British Section,
R. W. Macklin.
L. A. W. Brooks.
W. H. McTurk.
A. G. E. Sly.

(4.)

Procès-verbal des Opérations de Partage des Terrains de Culture du Village français de Counta sur la Frontière du Sénégal et de la Gambie.

Les soussignés:

MM. R. W. Macklin, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province;
J. C. Villeneuve, Président de la Section française;
Ed. Pal, Administrateur de Tambacounda;

ont fait déterminer approximativement par MM. les officiers topographes de la Commission la frontière entre les bornes 63 (Counta) et 64, à hauteur du village de Counta, pour partager un lougan établi par ce village sur la frontière.

Une ligne conventionnelle a été matérialisée sur le terrain par les soins de MM. les officiers topographes pour indiquer la partie située en territoire français. Cette ligne a été reconnue et acceptée de part et d'autre en présence des chefs indigènes intéressés:

1. Saïdi N'Gié, Chef du canton du Niani anglais.
2. Samba Top, Chef du village de Toben.
3. Oppa M'Baké, Chef du canton français du Niani Toucouleur français.
4. Oumar Dème, Chef du village français de Counta français.

Fait à Counta le 6 février 1925.

J. C. Villeneuve.
E. Pal.

Signed at Bansang this tenth day of February, 1925.

R. W. Macklin.

(5.)

Procès-verbal des Opérations relatives à la Fixation matérielle de la Ligne frontière entre les Villages de Madina (français) et de Charji (anglais) et au Règlement des Incidents survenus le 12 décembre à Charji.

La Commission mixte, composée de:

Section anglaise:

MM. L. A. W. Brooks, Travelling Commissioner, South Bank Province, Président;
R. W. Macklin, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province;
McTurk, Land Officer, Topographe;
A. G. E. Sly, Assistant Land Officer, Topographe.

Section française:

MM. J. C. Villeneuve, Administrateur en Chef, Président;
Baylet, Administrateur adjoint de 3e classe, Administrateur de Kolda;

Lamy, Adjoint principal des Services civils, Résident de Vélingara;

Armani, Lieutenant d'Artillerie coloniale, H. C., Topographe;

s' est réunie à Charji, les 10 et 11 février, pour procéder à la fixation matérielle de la ligne frontière entre les villages de Madina et de Charji et au règlement des incidents survenus le 12 décembre 1923 dans ce dernier village.

Le travail relatif à la détermination et à la matérialisation de la ligne frontière susindiquée, précédemment effectuée, en janvier 1924, par M. Sly, topographe de la section anglaise, a été vérifié, reconnu exact et accepté par M. Armani, lieutenant, topographe de la section française, tel qu'il figure sur la copie ci-jointe.

Après enquête sur place et audition des intéressés de part et d'autre, il a été établi:

1. Que le village de Charji (Tiadji ou Saré Kalouman ou Saré Dianko) est nettement et sans contestation possible situé en territoire anglais;
2. Que l'Administrateur du Cercle de Kolda, en arrivant dans cette région le 12 décembre, avait installé son campement à proximité de ce village (voir levé ci-joint) et en territoire anglais;
3. Que ce village avait indûment payé la somme de 2,375·25 francs se décomposant comme suit:

	Francs.
Impôt indigène, 150 × 14 = ...	2,100
Taxe sur les animaux	125·25
Société de Prévoyance, cotisations 150 × 1 =	150

4. Qu'en outre il avait dû fournir le bétail et les vivres nécessaires à la nourriture du personnel indigène et des animaux qui avaient accompagné l'Administrateur du Cercle de Kolda.

En conséquence:

Le Président de la section française a proposé au Président de la section anglaise, qui a accepté:

(a.) Le remboursement de la somme de 2,375·25 francs indûment perçue (deux mille trois cent soixante-quinze francs vingt-cinq centimes);

(b.) Le versement d'une somme de trois cent francs en paiement des fournitures de vivres et de bétail effectuées.

Il a été ensuite procédé, en compagnie des chefs indigènes intéressés, anglais et français, à la reconnaissance de la ligne frontière matérialisée entre les deux bornes, de Madina à Charji.

Le présent Accord ne deviendra définitif qu'après approbation des deux Gouvernements respectifs.

Fait à Charji le 11 février 1925.

J. C. Villeneuve.
Baylet.
Lamy.
J. X. Armani.

Done at Charji the 11th of February, 1925.

L. A. W. Brooks.
W. H. McTurk.
A. G. E. Sly.

(6.)

Procès-verbal des Opérations de Reconnaissance de la Frontière entre les Piliers 75 (Koussalan) et 76 (Sami).

Les soussignés:

MM. R. W. Macklin, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province, Président de la Section anglaise;

J. C. Villeneuve, Administrateur en Chef des Colonies, Inspecteur des Affaires Administratives du Sénégal, Président de la Section française;

au nom de la Commission mixte:

Considérant que la carte anglaise établie à la suite des travaux de la Commission de Délimitation franco-anglaise (1904—1905) par MM. le Major E. L. Cowie et A. B. B. Tcharner, à l'échelle de 1/250,000 et publiée en 1906, sous le No. 1958, par la „Geographical Section, General Staff", montre que la ligne frontière entre les piliers 73, 74, 75 (Koussalan) et Sami (76) a été déterminée par un arc de cercle passant exactement par lesdits piliers;

Après examen et étude du levé de cette partie de la frontière effectué par MM. les officiers topographes des deux sections et duquel il ressort que cet arc de cercle passe par les piliers 73, 74 et 75, mais se prolonge à l'ouest du pilier 76 à une distance de celui-ci de:

2·423 km. d'après le levé de M. le Lieutenant Armani;

7100 pieds (ou 2·164 km.) d'après le levé de M. McTurk;

Considérant, d'autre part, qu'il a été préalablement admis que lesdits piliers placés en 1904—1905 par la Commission de Délimitation Cowie—Duchemin devaient être tenus pour exactement situés et partant intangibles;

Estiment que la frontière entre les piliers 75 (Koussalan) et 76 (Sami) doit être déterminée par une ligne droite qui a été matérialisée dans les conditions suivantes par MM. les officiers topographes des deux groupes:

(a.) Par M. McTurk: en plaçant sur la ligne droite prolongée du pilier 76 (Sami) vers le pilier 75 (Koussalan) dans la direction N. 23° 59′ 25″ W. (vrai) six signaux dont cinq constitués avec des rails légers en acier, élevés au-dessus du terrain à une hauteur de 4 pieds (1^{m} 22) et dont l'extrémité placée dans le sol a été coudée à angle droit. Ces cinq signaux ont été entourés de pierres à la base à environ 6 pouces (0^{m} 16) du sommet. Le sixième signal se compose d'un tronc d'arbre placé à 10 pieds (3^{m} 04) au-dessus du sol et entouré d'un tas de pierres. La première marque est placée à la distance de 1783 pieds (543^{m} 45) du pilier No. 76 (Sami) et la dernière à 7892 pieds (2405^{m} 48) de ce pilier;

(b.) Par M. le Lieutenant Armani: en plaçant sur cette même ligne, à partir du pilier 75 (Koussalan), neuf signaux constitués comme suit:

1. à 219 mètres du pilier 75. Tas de pierres autour d'un poteau planté dans une termitière.
2. à 100^m de ce signal. Arbre incliné entouré de pierre et marqué d'un triangle.
3. à 154^m de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 3^m à l'ouest d'un grand arbre marqué d'un triangle.
4. à 206^m de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 4^m à l'ouest d'un arbre sortant d'une termitière.
5. à 190^m de ce signal. Petit tas de pierres autour d'un piquet à mi-pente.
6. à 446^m de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 3^m entre un arbre presque mort à l'est et une termitière à l'ouest.
7. à 461^m de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 5^m 50 d'un arbre marqué d'un triangle à l'ouest.
8. à 260^m de ce signal. Tas de pierres autour d'un gros poteau.
9. à 326^m de ce signal. Gros tas de pierres autour d'un piquet en bois, à 1^m 50 au sud du sentier Pationki-Koussalan.

En conséquence, les deux sections complètes ont procédé, le 28 janvier 1925, à la reconnaissance de cette nouvelle ligne frontière entre les piliers 76 (Sami) et 75 (Koussalan). Elles étaient accompagnés des chefs indigènes désignés ci-après:

Territoire anglais:

Oumar M'Backé, Chef du district de Sami.
Moussa Cissé, Chef du village de Sami No. 2.
Arafang Bakary Cissé, Chef du village de Sami No. 3.

Territoire français:

Oppa M'Baké, Chef du canton du Niani Toucouleur.
Salif Ba, Chef du village de Koussalan.

Le présent Accord entre les délégués des sections anglaise et française reste soumis à la ratification de leurs Gouvernements respectifs avant de devenir définitif.

Fait à Koussalan le 30 janvier 1925.

J. C. Villeneuve,
J. X. Armani,
Lieutenant d'Artillerie coloniale, H.C.,
Topographe de la Mission française.

Signed at Basse this 12th day of February, 1925.

R. W. Macklin.
W. H. McTurk.

(7.)

Procès-verbal des Opérations de Reconnaissance des Tas de Pierres provisoires constitués comme limite entre le Sénégal et la Gambie Anglaise sur la Ligne Frontière partant de la Borne située au sud-est de Kandi-Kounda et rejoignant Bananko.

Les soussignés:

MM. le Colonel G. E. Wannell, Travelling Commissioner de l'Upper River, Président de la Section anglaise;

J. C. Villeneuve, Administrateur en Chef des Colonies, Inspecteur des Affaires administratives du Sénégal, Président de la Section française.

au nom de la Commission mixte;

Considérant:

1. Que la ligne frontière allant de la borne située au sud-est de Kandé-Kounda à Bananko, jalonnée sur son parcours par quatre tas de pierres provisoires, présente, quant à l'emplacement de ceux-ci, des incertitudes;
2. Que du village de Bananko (Bagananko), aujourd'hui disparu, il ne reste aucun vestige;

Estiment que, dans ces conditions, il convient:

(a.) De faire procéder par une Commission mixte spéciale à la délimitation de cette partie de la frontière avant de remplacer par des bornes définitives lesdits tas de pierres;

(b.) De maintenir, en attendant, le statu quo dans cette région.

Fait à Sine le 20 février 1925.

J. C. Villeneuve.

Done at Sine the 20th February, 1925.

G. E. Wannell, Lt.-Col.

98.

SUÈDE, PERSE.

Traité d'établissement, de commerce et de navigation; signé à Téhéran, le 10 mai 1929.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1930, No. 29.

Traité d'Etablissement, de Commerce et de Navigation entre la Suède et l'Empire de Perse.

Sa Majesté le Roi de Suède, d'une part, et Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, d'autre part, également animés du désir de régler les conditions de l'établissement des ressortissants suédois en Perse et

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 26 mai 1930.

des ressortissants persans en Suède, ainsi que de développer l'activité économique et les relations commerciales entre les deux Pays, ont résolu de conclure un Traité d'Etablissement, de Commerce et de Navigation et ont désigné à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Suède:

Son Excellence Monsieur Carl Gerhard von Heidenstam, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Téhéran;

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse:

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Gérant de Son Ministère des Affaires Etrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux Etats Contractants pourront librement pénétrer sur le territoire de l'autre Etat, quitter ce territoire à tout moment, y voyager, y séjourner et s'y établir, à condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur sur ledit territoire. Ils y jouiront de la plus constante protection des lois et autorités territoriales pour leurs personnes, biens, droits et intérêts et ne seront pas, sous les rapports visés au présent Article, traités moins avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est entendu toutefois que les dispositions ci-dessus ne restreignent en rien le droit de chacun des deux Etats Contractants de refuser, dans des cas déterminés, aux ressortissants de l'autre Etat, soit en vertu d'une sentence judiciaire, soit dans l'intérêt de la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ou de l'ordre public, ou pour des motifs d'assistance publique ou de police sanitaire ou des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

Article 2.

Les ressortissants de chacun des deux Etats Contractants auront, sur le territoire de l'autre Etat, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, le droit d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers, d'en disposer par vente, donation, transfert, contrat de mariage, legs ou succession ou par tout autre moyen. Ils auront aussi la liberté d'exporter les biens ainsi acquis, et ne seront pas soumis, sous les rapports précités, à des impôts, droits, redevances ou restrictions autres ou plus élevés que ceux qui sont applicables aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de chacun des deux Etats Contractants jouiront sur le territoire de l'Autre, en ce qui concerne l'exercice de toute espèce de commerce et d'industrie, des mêmes privilèges, exonérations et faveurs de toute nature que ceux qui sont ou seront reconnus aux ressortissants

de la nation la plus favorisée. Ils auront aussi le droit de se livrer, aux mêmes conditions et dans la même étendue que les ressortissants de la nation la plus favorisée, à tout métier ou profession dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux, ou qui ne fait pas ou ne fera pas l'objet d'un monopole de l'Etat ou concédé par l'Etat.

Article 4.

Les ressortissants de chacun des deux Etats Contractants ne seront soumis, sur le territoire de l'Autre, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce ou d'industrie, à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect autre ou plus élevé que ceux qui sont ou seront perçus des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les ressortissants de chacun des deux Etats Contractants jouiront, sur le territoire de l'autre Etat, en tout ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens par les tribunaux et les autorités, du même traitement que les nationaux.

Ils auront notamment libre accès, sans entrave aucune, aux tribunaux et pourront ester en justice dans les mêmes conditions que les nationaux. Les questions relatives à la caution judicatum solvi, à l'assistance judiciaire gratuite, à la communication des actes judiciaires et extra judiciaires et à l'extradition sont à régler par des conventions spéciales entre les Hautes Parties Contractantes.

En matière de statut personnel, les ressortissants suédois en Perse et les ressortissants persans en Suède resteront soumis aux dispositions de leurs lois nationales.

Article 6.

Les habitations ainsi que tout autre immeuble de l'un des Etats Contractants sur le territoire de l'Autre, ne pourront faire l'objet de visites domiciliaires et de perquisitions que dans les conditions et les formes prescrites par les lois, décrets et règlements applicables aux nationaux; de même il ne sera point permis d'examiner ni d'inspecter les livres, papiers ou comptes qui s'y trouvent, sauf dans les conditions et les formes précitées.

Article 7.

Les ressortissants de l'un des Etats Contractants ne pourront, sur le territoire de l'Autre, être expropriés de leurs biens, ni privés même temporairement de la jouissance de leurs biens, que dans les conditions et moyennant les indemnités prévues par la loi locale à l'égard des nationaux.

Article 8.

Les ressortissants de chacun des deux Etats Contractants seront exemptés, en temps de paix comme en temps de guerre, sur le territoire de l'autre Etat, de tous emprunts forcés ou dons nationaux, ainsi que de

toutes autres contributions, de quelque nature qu'elles soient, qui pourraient être imposées pour des besoins de guerre.

Ils seront également exemptés de tout service militaire personnel et obligatoire et de toute taxe ou redevance perçue en lieu et place dudit service. En ce qui concerne les réquisitions et toutes autres prestations analogues pour les besoins de la force armée, ils ne seront traités sous aucun rapport, moins avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Les sociétés anonymes et autres sociétés ayant un object commercial et un but lucratif — y compril les sociétés commerciales, industrielles, financières de transport et d'assurance — qui ont leur siège sur le territoire de l'un des Etats Contractants, y ont été légalement constituées et y sont légalement reconnues comme jouissant de sa nationalité seront également reconnues sur le territoire de l'autre Etat et y auront le droit d'ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour se défendre. Elles jouiront à tous égards, et spécialement en ce qui concerne le droit de se livrer à leurs opérations, d'acquérir et de posséder des biens mobiliers ou immobiliers et d'en disposer, ainsi que relativement à l'impôt, du même traitement que les sociétés de la nation la plus favorisée.

De plus, les stipulations des Articles 5 à 8, relatives aux ressortissants des deux Etats, s'appliqueront également, par analogie, aux sociétés visées au présent Article.

Article 10.

Les Etats Contractans n'établiront ni ne maintiendront des prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation réciproque de leurs marchandises, qui ne s'appliqueraient pas, dans les mêmes conditions, à l'importation ou à l'exportation des marchandises similaires dans le commerce avec tout autre pays.

Ne seront toutefois pas censées déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, les prohibitions ou restrictions établies ou maintenues:

a) pour des raisons d'ordre public ou de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat;

b) pour des raisons de santé publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites, ou de parer à la dégénérescence ou à l'extinction des plantes utiles;

c) concernant l'exportation des armes, des munitions et du matériel de guerre;

d) concernant les produits qui font ou pourront faire l'objet d'un monopole d'Etat ou concédé par l'Etat.

Article 11.

1. En ce qui concerne les droits d'entrée et tous autres droits et taxes, quelle qu'en soit la nature, qui sont perçus à l'importation des

marchandises, chacun des deux Etats Contractants s'engage à faire bénéficier les produits naturels ou fabriqués de l'autre Etat, immédiatement et sans conditions, des droits de douane, coefficients, surtaxes ou impositions d'entrée généralement quelconques qu'il applique ou pourra appliquer à l'égard des produits similaires de la nation la plus favorisée.

2. Les deux Etats s'accordent réciproquement aussi le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits de sortie et tous autres droits ou taxes perçus à l'exportation de marchandises.

3. Ils se garantissent réciproquement, en outre, le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne le régime douanier et les formalités douanières, les drawbacks, l'entreposage des marchandises, leur traitement dans les entrepôts et les droits ou taxes y afférents, ainsi que pour les modes de vérification et d'analyse des marchandises, les conditions de payement des droits et taxes, l'interprétation des tarifs et l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou transitées.

Article 12.

Les deux Etats Contractants sont d'accord d'appliquer dans leur commerce réciproque, en ce qui concerne les certificats d'origine, les dispositions de la Convention Internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923 *).

La légalisation des certificats d'origine émanant d'une autorité douanière ou d'une chambre de commerce dûment habilitée à cet effet ne sera pas requise. Dans les cas où ils seraient délivrés par toute autre autorité ou institution, le Gouvernement du Pays de destination pourra exiger qu'ils soient légalisés par son représentant diplomatique ou consulaire compétent au lieu d'expédition. Ladite légalisation s'effectuera sans frais.

Les autorités du pays destinataire pourront exiger la traduction en français des certificats d'origine.

Article 13.

Les droits ou taxes intérieurs, quelle que soit leur dénomination, qui grèvent ou pourront grever sur le territoire de l'un des Etats Contractants, au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou des corporations, la fabrication, la préparation, le transport, l'achat, la vente ou la consommation d'un produit, ne pourront sous aucun prétexte frapper les produits de l'autre Etat plus lourdement que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article 14.

Pour tout ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce, les personnes et sociétés qui exercent en Suède le commerce ou l'industrie jouiront en Perse, à condition de remplir les formalités prescrites par la législation de ce pays, de la même protection que celle qui y est ou y sera accordée aux commerçants et industriels établis en Perse.

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 165.

De même, les personnes et sociétés qui exercent en Perse le commerce ou l'industrie jouiront en Suède, pour tout ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce et à condition de remplir les formalités prescrites dans la législation de ce pays, de la même protection que celle qui y est ou y sera accordée aux commerçants et industriels établis en Suède.

Toutefois les dispositions du présent Article ne pourront pas être invoquées par l'un ou l'autre des Etats Contractants pour prétendre à une protection des marques susvisées plus étendue ou de plus longue durée que celle accordée dans le pays d'origine.

Article 15.

Les deux Etats Contractants se garantissent réciproquement en tout ce qui concerne le transit sur leurs territoires, des personnes, bagages, marchandises de toute nature, envois et moyens de transport de toute nature, le traitement de la nation la plus favorisée. Ne seront toutefois pas censées déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée les prohibitions ou restrictions établies ou maintenues conformément à des principes d'application générale:

1. pour des raisons d'ordre public ou de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat;

2. pour de raisons de santé publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites, ou de parer à la dégénérescence ou à l'extinction des plantes utiles.

Article 16.

Les négociants, fabricants et autres industriels, ressortissants de l'un des Etats Contractants, ainsi que leurs voyageurs de commerce, jouiront sur le territoire de l'autre Etat pour tout ce qui concerne leur activité, notamment en matière d'imposition et de facilités douanières accordées pour les échantillons, du même traitement que les négociants, fabricants, industriels et voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée.

Dans le cas où la production d'une carte de légitimation serait exigée des voyageurs de commerce par l'un des Etats Contractants, les dispositions de la Convention Internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923, devront être appliquées à cet égard. Toutefois le visa d'une autorité consulaire ou autre ne sera pas exigible.

Article 17.

Les navires suédois et leurs cargaisons jouiront en Perse, et les navires persans et leurs cargaisons jouiront en Suède, du même traitement que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, quels que soient le lieu de départ et le lieu de destination desdits navires, quelles que soient aussi la provenance et la destination de leurs cargaisons.

Il est fait exception aux stipulations du présent Article pour le cabotage et pour les faveurs accordées ou qui pourraient être accordées dans l'un des deux Pays à la pêche nationale et à ses produits.

L'admission des navires de guerre d'une des Hautes Parties Contractantes dans les eaux de l'autre n'est pas visée par la présente Convention et reste aussi réglée par la législation de cette Partie.

Article 18.

La nationalité des navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'un des Etats Contractants, seront reconnus par l'autre Etat, conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Etats.

Article 19.

Si un navire de l'un des deux Etats Contractants a échoué ou naufragé dans les eaux de l'autre Etat, le navire et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent dans des circonstances analogues aux navires nationaux et à leurs cargaisons. Il sera donné, dans la même mesure qu'aux nationaux, aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire et sa cargaison.

Les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

Article 20.

Les Etats Contractants se reconaissent réciproquement le droit pour chacun d'Eux de nommer des représentants consulaires dans la capitale et dans les principales villes où de pareils agents étrangers sont généralement admis à résider.

Les représentants consulaires nommés par l'un des Etats Contractants jouiront, à condition de réciprocité, sur le territoire de l'autre Etat, de tous les privilèges, exemptions, immunités et droits qui appartiennent ou qui pourront ultérieurement être reconnus aux représentants consulaires d'une tierce Puissance.

Article 21.

Pour autant qu'elles visent le traitement de la nation la plus favorisée, les stipulations du présent Traité ne seront pas applicables:

a) aux faveurs que l'un des Etats Contractants a accordées ou pourra accorder par la suite à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontalier;

b) aux faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège, ou à ces deux Pays, tant que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat;

c) aux engagements que l'une des Hautes Parties a contractés ou contractera en vertu d'une union douanière.

Article 22.

Le présent Traité sera ratifié de part et d'autre selon les dispositions constitutionnelles propres à chacune des Hautes Parties Contractantes et l'échange des ratifications aura lieu aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera applicable pendant cinq ans. Si aucun des deux Etats Contractants n'a fait connaître à l'autre Etat, six mois avant l'expiration du délai susdit, son intention de mettre fin au Traité, celui-ci serait prorogé par tacite reconduction et ne cesserait ses effets qu'après un délai de six mois à compter de la date de sa dénonciation par l'un des Etats.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité, rédigé en deux exemplaires, et y ont apposé leurs sceaux.

Téhéran, le dix mai mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) *Carl G. von Heidenstam.*
(L. S.) *M. Farzine.*

Protocole Final.

Au moment de signer le présent Traité d'Etablissement, de Commerce et de Navigation, les Plénipotentiaires des deux Etats Contractants sont convenus, en outre, des dispositions suivantes, qui feront corps avec le Traité même:

Ad Article 1er.

Les stipulations de l'Article 1er ne porteront aucune atteinte aux dispositions qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays concernant les passeports ni aux prescriptions qui ont été ou pourront être édictées par les Etats Contractants concernant le droit pour les étrangers de prendre du travail sur leurs territoires respectifs. Au surplus aucune disposition du Traité d'Etablissement, de Commerce et de Navigation ne saurait empêcher chacune des Hautes Parties Contractantes de prendre en tout temps des dispositions pour régler ou interdire l'immigration sur son territoire, pourvu qu'elles ne constituent pas une mesure de discrimination particulièrement dirigée contre tous les ressortissants de l'autre Etat.

Ad Articles 4 et 9.

Les stipulations du présent Traité, relatives au traitement de la nation la plus favorisée, ne pourront être invoquées par l'un ou l'autre des deux Etats Contractants pour réclamer le bénéfice du traitement appliqué au point de vue fiscal, en vue d'éviter la double imposition, dans les rapports de l'autre Etat Contractant avec un Etat tiers, en vertu d'une Convention spéciale ayant pour objet la répartition du droit d'imposition en ce qui concerne certaines matières imposables.

Ad Article 9.

Il reste entendu que les dispositions du présent Traité ne sauraient autoriser à réclamer les privilèges spéciaux accordés en Perse à des sociétés dont les conditions d'activité y sont réglées par des concessions spéciales.

D'autre part, les sociétés de l'une des Hautes Parties Contractantes dont les conditions d'activité sur le territoire de l'Autre sont réglées par des concessions spéciales n'auront pas le droit, pour les points prévus par l'acte de concession, de réclamer des avantages accordés en vertu des traités et conventions en vigueur ou découlant du régime de la nation la plus favorisée.

Ad Article 20.

Les représentants consulaires nommés par l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'Autre ne pourront pas exercer leurs fonctions avant d'avoir reçu l'exequatur de la part du Gouvernement de l'autre Haute Partie et dans les formes adoptées par celui-ci.

Le Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de retirer l'exequatur en notifiant au préalable par la voie diplomatique ses motifs, sans avoir en aucun cas à les justifier ni à subordonner sa décision à l'agrément de l'autre Partie.

Fait à Téhéran, le dix mai mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) *Carl G. von Heidenstam.*
(L. S.) *M. Farzine.*

99.

NORVÈGE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Accord concernant le visa des passeports; conclu par un Echange de Notes du 10 mai au 23 juillet 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1929, No. 8.

Legation of
the United States of America.

Oslo, May 10, 1929.

Excellency,

With reference to my note of April 30, 1925, and conversations recently had with Your Excellency relative to the mutual waiver of visa fees for nonimmigrants I have the honour to propose that the following Agreement be effected between the Government of the United States and that of Norway:

„The Government of the United States will, from the 1st of January, 1930, collect no fee for visaing passports or executing application therefore in the case of citizens or subjects of Norway desiring to visit

the United States (including the insular possessions) who are not „immigrants“ as defined in the Immigration act of the United States of 1924, namely, (1) a Government official, his family, attendants, servants, and employees, (2) an alien visiting the United States temporarily as a tourist or temporarily for business or pleasure, (3) an alien in continuous transit through the United States, (4) an alien lawfully admitted to the United States who later goes in transit from one part of the United States to another through foreign contiguous territory, (5) a bona fide alien seaman serving as such on a vessel arriving at a port of the United States and seeking to enter temporarily the United Staates solely in the pursuit of his calling as a seaman, and (6) an alien entitled to enter the United States solely to carry on trade under and in pursuance of the provisions of a present existing Treaty of commerce and navigation; and from the same date the Government of Norway will not require nonimmigrant citizens of the United States of like classes desiring to visit Norway or its possessions, to present visaed passports“.

In case Your Excellency's Government consents to the above form your reply to that effect will be considered sufficient by my Government for the purpose of concluding the proposed Agreement. Early action in this matter will be appreciated.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

Lauritz Swenson.

His Excellency Johan Ludwig Mowinckel, Royal Norwegian Minister for Foreign Affairs, etc. etc. etc.

Det Kgl. Utenriksdepartement.

Oslo den 23 juli 1929.

Herr Sendemann,

I besvarelse av Deres note av 10 mai 1929 har jeg den ære å meddele, at den norske regjering fra 1 januar 1930 vil undlate å kreve passvisum for borgere av Amerikas Forente Stater, som ønsker å besøke Norge eller dets besiddelser i egenskap av ikke-emigranter, d. e. som tilhører de i Deres ovennevnte note anførte klasser av reisende; under forutsetning av at Amerikas Forente Staters regjering fra det samme tidspunkt undlater å opkreve gebyr for visering av pass eller for innvilgelse av ansøkning derom for norske borgere som ønsker å besøke Amerikas Forente Stater (med tilhørende øibesiddelser) i egenskap av ikke-emigranter og som inngår under de nevnte klasser av reisende.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

Joh. Ludw. Mowinckel.

Herr L. S. Swenson, Amerikas Forente Staters Sendemann, etc. etc. etc.

100.

NORVÈGE, LETTONIE.

Echange de Notes concernant la légalisation des certificats d'origine, signées à Helsingfors et à Riga, le 13 mai 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1929, No. 5.

Legation Royale de Norvège,
Helsingfors.

Helsingfors, le 13 mai 1929.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit:

D'après les lois et ordonnances en vigueur en Norvège, les marchandises lettonnes peuvent être importées dans ce pays sans être accompagnées d'un certificat d'origine, ce terme ne s'appliquant pas toutefois aux certificats sanitaires que le Gouvernement peut exiger pour l'importation de certaines marchandises déterminées.

Je suis chargé en conséquence de prier Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement de la République serait disposé, en ce qui concerne les certificats d'origine et de transit émanant des institutions compétentes norvégiennes, à renoncer, à titre de réciprocité, à la formalité de légalisation prévue dans l'Article premier de l'ordonnance lettonne No. 82 du 4 avril 1928 („Valdibas Vestnesis" No. 80, du 11 avril 1928), relative aux certificats d'origine, ainsi qu'à l'application des dispositions de la remarque au même article, concernant la constatation des conditions justifiant de l'origine des articles mi-fabriqués et fabriqués.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Fr. Jakhelln.

Son Excellence Monsieur B a l o d i s , Ministre des Affaires Etrangères de Lettonie, etc. etc. etc., Riga.

Ministre des Affaires Etrangères
de Lettonie.

Riga, le 13 mai 1929.

Monsieur le Ministre,

Me référant à la note de Votre Excellence en date du 13 mai a. c., j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence ce qui suit:

Etant entendu, qu'après les lois et ordonnances en vigueur en Norvège, les marchandises lettonnes peuvent être importées dans ce pays sans être accompagnées d'un certificat d'origine, ce terme ne s'appliquant pas

toutefois aux certificats sanitaires que le Gouvernement peut exiger pour l'importation de certaines marchandises déterminées, le Gouvernement de la République de Lettonie est disposé, en ce qui concerne les certificats d'origine et de transit émanant des institutions compétentes norvéginnes, à renoncer, à titre de réciprocité, à la formalité de légalisation prévue dans l'Article premier de l'ordonance lettonne No. 82 du 4 avril 1928 („Valdibas Vestnesis" No. 80, du 11 avril 1928), relative aux certificats d'origine, ainsi qu'à l'application des dispositions de la remarque au même article, concernant la constatation des conditions justifiant de l'origine des articles mi-fabriqués et fabriqués.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

A. Balodis.

Son Excellence M. J. Fr. Jakhelln, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Norvège, Helsingfors.

101.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Convention concernant l'échange des mandats de poste entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord d'une part et la France et l'Algérie d'autre part; signée à Paris, le 15 mai 1929.*)

Treaty Series, No. 32 (1932).

102.

ESTONIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Traité de commerce; signé à Tallinn, le 17 mai 1929.**)

Eesti Lepingud Välisriikidega VIII. 1928—1929, p. 276.

La République d'Estonie et l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, désireux d'exécuter et de développer les dispositions du paragraphe 2 de l'annexe I à l'Article 16 du Traité de Paix signé à Tartu le 2 février 1920***) et de consolider les relations économiques entre leurs

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 22 août 1932.

**) Les ratifications ont été échangées à Moscou, le 4 septembre 1929. V. Bulletin de l'Institut intermédiaire international XXII, p. 132.

***) V. **N.R.G.** 3. s. XI, p. 864.

deux Pays, ont décidé de conclure un Traité de Commerce et ont nommé comme leurs plénipotentiaires:

Le Chef de la République d'Estonie:

Monsieur K. Päts, Président de la Délégation de la République d'Estonie,

Monsieur A. Piip, Membre de la Délégation de la République d'Estonie,

Monsieur K. Virma, Membre de la Délégation de la Republique d'Estonie,

Monsieur M. Hurt, Membre de la Délégation de la République d'Estonie,

Le Comité exécutif de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

Monsieur A. Petrovski, Président de la Délégation de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes,

Monsieur I. Smirnoff, Membre de la Délégation de l,Union des Républiques Soviétistes Socialistes,

Monsieur M. Kaufmann, Membre de la Délégation de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes,

Monsieur B. Rosenblum, Membre de la Délégation de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre I.

Etablissement.

Article premier.

En vue d'encourager les relations commerciales entre les deux pays, chacune des Parties Contractantes s'engage à accorder aux ressortissants de l'autre Partie la permission d'entrer dans son territoire sous réserve des règlements généraux concernant l'entrée des étrangers.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes qui ont obtenu la permission d'entrer dans le territoire de l'autre pourront, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, y séjourner et en sortir librement sous réserve toutefois de l'observation des lois et règlements en vigueur dans ce pays.

Il est entendu que les dispositions ci-dessus ne dérogent en rien au droit de l'une des Parties Contractantes de refuser aux nationaux de l'autre, dans certains cas, l'autorisation soit d'entrer soit de séjourner dans le pays.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes pourront à leur entrée sur le territoire de l'autre ou à leur sortie de ce territoire, conformément aux dispositions de l'Article premier, importer resp. exporter leurs biens, destinés exclusivement à leur usage personnel ou domestique, y compris les instruments, outils, ustensiles etc., nécessaires

à l'exercice de leur profession ou métier — sous condition toutefois d'observer les règlements en vigueur à ce sujet dans le pays d'importation ou d'exportation. Ils ne seront pas sous ce rapport placés dans une situation moins favorable que celle accordée aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est bien entendu que tout objet importé en vertu des dispositions de l'alinéa précédent peut être exporté librement et en franchise des droits par la même personne qui l'a importé sous condition que l'identité de l'objet ne soit pas contestable.

Article 3.

Les biens de toute espèce, appartenant aux ressortissants de l'un des pays et légalement importés ou acquis dans l'autre pays, n'y seront soumis, de la part du Gouvernement ou d'une autorité locale quelconque, si ce n'est dans les cas et suivant les modalités prévus par les lois nationales, à aucune réquisition — sauf contre juste indemnité — ni à aucune confiscation ou retrait, sous quelque forme que ce soit.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront pas tenus, en tant qu'étrangers, d'acquitter pour l'exportation de leurs biens des taxes, impôts, ou droits, autres ou plus élevés qui incomberaient dans les mêmes circonstances aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 4.

En ce qui concerne leur personne et leurs biens, les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, conformément au droit des gens, de la protection des tribunaux et des autorités dans la même mesure que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils auront, sur le territoire de l'autre Partie, pour faire valoir et pour défendre leurs droits, libre accès auprès des tribunaux et autres organismes chargés d'assurer la protection légale et jouiront, à cet égard, de tous les droits et immunités reconnus aux nationaux. Ils seront libres, comme ces derniers, de choisir leurs avocats et autres conseils parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions en vertu des lois du pays.

Article 5.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes comparaissant devant les tribunaux de l'autre Partie, en qualité de plaignants ou d'intervenants, ne seront astreints à aucun cautionnement ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, à raison de leur qualité d'étrangers ou du fait qu'ils ne possèdent pas de domicile ou de résidence dans le pays, pourvu qu'ils aient leur domicile sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties.

La même règle sera applicable au cautionnement des frais judiciaires.

Article 6.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, une condamnation aux frais et dépens du procès aura été prononcée contre un plaignant ou un intervenant qui, en vertu de l'Article 5 ou des lois en vigueur dans le pays où est intentée l'action, a été exonéré de cautionnement, de dépôt ou de provision, ce jugement devra recevoir gratuitement l'exequatur de l'autorité compétente de l'autre Partie, sur requête transmise par voie diplomatique.

La même règle sera applicable aux décisions judiciaires fixant ultérieurement le montant des frais et dépens.

Article 7.

Les condamnations aux frais et dépens du procès visées à l'Article 6 seront déclarées exécutoires — sans audition des parties — conformément à la législation du pays dans lequel l'exécution doit avoir lieu, mais sans préjudice d'un recours ultérieur des parties condamnées.

Les autorités compétentes, pour statuer sur la requête demandant l'exequatur du jugement, devront se borner à vérifier:

1° Si, suivant la législation du pays où a été prononcée la condamnation, l'expédition du jugement remplit les conditions requises pour avoir force probante;

2° Si, suivant la même legislation, le jugement a acquis force de chose jugée;

3° Si le dispositif du jugement est accompagné d'une traduction rédigée, sauf arrangement contraire, dans la langue desdites autorités et certifiée conforme par le représentant diplomatique ou par un consul de la partie requérante, ou par un traducteur juré de la partie requise.

Les conditions stipulées au deuxième alinéa, Nos 1 et 2, seront considérées comme remplies si l'autorité compétente de la partie requérante établit par une déclaration, que le jugement a acquis force de chose jugée. La compétence de cette autorité devra être attestée par l'institution autorisée à cet effet par l'Etat requérant. La déclaration et l'attestation devront être traduites conformément aux prescriptions du deuxième alinéa No. 3. Jusqu'à convention contraire entre les deux Gouvernements, les requêtes seront toujours accompagnées de la déclaration mentionnée dans la première phrase du présent alinéa.

Article 8.

En matière d'assistance judiciaire aux indigents, les ressortissants de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre seront assimilés aux nationaux.

Article 9.

Chacune des Parties Contractantes s'engage, sous condition de réciprocité, à accorder aux consuls de l'autre Partie Contractante tous les droits et privilèges qu'elle accorde aux consuls de la nation la plus favorisée.

L'établissement de consuls, dans les localités où il n'y a pas encore de consuls de l'autre Partie Contractante, sera réglé par un accord spécial des deux Parties.

Les consuls doivent être fonctionnaires de carrière du ressort des Affaires étrangères du pays qu'ils représentent, et recevoir leur traitement de l'Etat qui les a nommés; ils n'auront pas le droit de s'occuper de commerce ou d'industrie dans le territoire du pays où ils remplissent leurs fonctions.

Avant de procéder à la nomination d'un consul, l'Etat qui le nomme doit obtenir le consentement de l'Etat sur le territoire duquel le consul devra exercer ses fonctions.

Article 10.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront pas assujettis sur le territoire de l'autre à des taxes, contributions, impôts ou charges, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront exonérés sur le territoire de l'autre de tout service militaire et de tout travail public obligatoire, de même que de toute contribution, en espèces ou en nature, destinée à remplacer le service personnel. De même ils seront exonérés de tous emprunts forcés.

En temps de paix comme en temps de guerre, ils ne seront assujettis à des charges ou réquisitions militaires autres, plus elevées ou moins favorables quant aux conditions de leur application, que celles auxquelles seront assujettis les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils auront de ce chef toujours droit à une juste indemnité.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront toujours exempts de toute fonction officielle soit judiciaire soit administrative ou municipale.

Article 12.

Les sociétés anonymes et les sociétés commerciales de toute nature, — y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurance, de transport et d'expédition — qui ont leur siège social sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et y existent légalement selon la législation de cette Parties, seront également considérées sur le territoire de l'autre Partie comme ayant une existence légale et elles auront le droit d'ester en justice soit comme demanderesses soit comme défenderesses.

Toutefois, il est convenu que la question de savoir si l'une des susdites sociétés, constituée sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, sera admise à exercer son activité sur le territoire de l'autre, reste toujours soumise aux lois et règlements en vigueur à ce sujet sur ce dernier territoire. A cet égard, ainsi qu'en ce qui concerne leur fonctionnement, lesdites sociétés de l'une des Parties Contractantes ne seront pas placées dans le territoire de l'autre dans des conditions moins favorables

que celles dans lesquelles sont ou seront placées les sociétés de la nation la plus favorisée.

Les sociétés de l'une des Parties Contractantes ne seront pas assujetties à des droits, taxes, impôts, contributions ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujetties les sociétés similaires nationales ou de la nation la plus favorisée.

Chapitre II.

Commerce et Navigation.

Article 13.

Les deux Parties Contractantes s'efforceront d'activer le développement de leurs relations commerciales réciproques.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Estonie ou de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, importés dans l'un des deux pays et destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, être assujettis à des droits, taxes, surtaxes, impôts, contributions ou obligations générales ou locales autres ou plus onéreux que les produits de la nation la plus favorisée.

Aucune des Parties Contractantes ne fera dépendre l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires de l'autre Partie de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront imposés pour l'exportation du même article à destination de tout autre pays.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à ne pas établir et à ne pas appliquer au commerce de l'autre Partie des mesures qui ne s'étendraient pas au commerce de tous les autres Etats.

Article 14.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les Parties Contractantes exigeront que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant, s'il s'agit d'un produit naturel, qu'il est originaire de l'autre Pays et s'il s'agit d'un produit manufacturé, que la valeur des matières premières ou des produits mi-ouvrés étrangers a subi du fait du travail exercé sur le territoire de cette Partie une augmentation au moins de $33^1/_3$ %.

Les certificats d'origine seront délivrés en Estonie, par le Ministère de l'Economie Nationale ou par les institutions d'Etat autorisées par ce dernier, par la Chambre de Commerce et de l'Industrie et, dans l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, par le Commissariat du Peuple pour le Commerce Extérieur et Intéreur et par ses organes, ou par la Chambre de Commerce Occidentale de l'Union des Répubiques Soviétistes Socialistes, ainsi que, de part et d'autre, par toute organisation qualifiée suivant accord des Parties Contractantes.

La forme des certificats d'origine sera établie d'un commun accord entre les deux Parties.

Si l'une des Parties Contractantes exige le visa et la légalisation des certificats d'origine, l'autre Partie aura le droit de l'exiger de même. Le visa et la légalisation se font gratuitement.

Article 15.

En tout ce qui concerne le régime des navires et leurs cargaisons les deux Parties Contractantes s'assurent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 16.

1. Les deux Parties Contractantes s'accordent réciproquement le libre transit sur les voies déclarées ouvertes au transit par les règlements intérieurs et sous les conditions visées dans lesdits règlements.

2. Les marchandises de toute espèce, ainsi que les bagages, transportés en transit par le territoire d'une des Parties Contractantes, sont exempts du paiement de tout droit d'importation, d'exportation et de transit, qu'ils soient transportés par voie directe ou qu'ils soient, pendant le transport, déchargés, entreposés et chargés de nouveau. On entend par entrepôt les locaux placés sous la surveillance des autorités douanières.

3. Le transport de marchandises, de voyageurs et de bagages entre l'Estonie et l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes s'effectue sur la base de la Convention esto-soviéto-lettonne concernant la communication ferroviaire directe, conclue le 29 octobre 1925 à Riga, et des accords additionnels à cette Convention déjà conclus ou à conclure à l'avenir.

4. Pour la perception par les Parties Contractantes des taxes de transport et des surtaxes de chemins de fer ainsi que pour les délais et les modes de transport, il ne sera fait aucune distinction tant entre les citoyens des deux Parties Contractantes qu'entre les personnes juridiques de ces dernières. En particulier, les chemins de fer estoniens n'appliqueront pas aux marchandises expédiées de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes à destination d'une gare estonienne ou à celles expédiées d'une gare estonienne à destination de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, ou à celles expédiées en transit par l'Estonie, des tarifs de transport et des surtaxes plus élevés que ceux appliqués dans la même direction et pour la même longueur de chemin aux marchandises estoniennes analogues. Les mêmes dispositions seront appliquées par les chemins de fer de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes aux marchandises expédiées de l'Estonie à destination d'une des gares de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes ou d'une gare de l'Union à destination de l'Estonie ou en transit par l'Union.

5. Les Parties Contractantes se prêteront, dans la mesure du possible, une aide mutuelle dans le domaine des tarifs ferroviaires et spécialement en ce qui concerne l'établissement de tarifs directs.

6. Les tarifs ferroviaires sur les lignes de chemins de fer de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, conduisant vers les ports estoniens et vice-versa, doivent être établis, toutes conditions égales d'ailleurs, en ce qui concerne le transport des marchandises de transit de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes à travers l'Estonie, sur des bases au moins aussi avantageuses que sur les chemins de fer de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes conduisant aux ports des pays tiers situés sur la Baltique.

7. Les tarifs de transport des marchandises de transit de l'Estonie en l'Union des Républiques Sociétistes Socialistes seront calculés sur les chemins de fer de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes d'après le tarif de transit, si un tel tarif est mis en vigueur, ou d'après le tarif d'exportation, si, sur les chemins de fer de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes conduisant les marchandises en transit jusqu'à la gare frontière ou port correspondant le tarif d'exportation est applicable aux marchandises de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes. Aux marchandises de l'Union venant de l'Union ou y allant en transit à travers l'Estonie seront appliqués sur le territoire de cette dernière les tarifs ferroviaires de transit les plus réduits qui soient en vigueur.

8. Il est bien entendu que les conditions de transport de passagers, bagages et marchandises sur les voies ferroviaires ainsi que sur les cours d'eau et les routes de chacune des Parties Contractantes seront, sous tous les rapports, identiques aux conditions applicables au transport des passagers, bagages et marchandises de la nation la plus favorisée.

Article 17.

1. Pour exercer le monopole du commerce extérieur qui, d'après les lois de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, appartient au Gouvernement de l'Union, une Représentation Commerciale ayant son siège à Tallinn sera créée au sein de la Légation de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en Estonie.

2. La Représentation Commerciale de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes sera chargée:

a) d'activer le développement des relations commerciales et économiques entre l'Estonie et l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes ainsi que de défendre les intérêts de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes dans le domaine du commerce extérieur;

b) de régler au nom de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes le commerce avec l'Estonie;

c) d'exercer le commerce extérieur avec l'Estonie au nom de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

Article 18.

Le Représentant Commercial et son adjoint appartiendront au personnel diplomatique de la Légation de l'Union des Républiques Soviétistes

tistes Socialistes, et jouiront de tous les droits et privilèges reconnus aux membres des missions diplomatiques. Les locaux officiels de la Représentation Commerciale, sis à Tallinn, bénéficieront de l'exterritorialité.

La Représentation Commerciale aura le droit de se servir du chiffre.

Les membres de la Représentation Commerciale, ressortissants de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, nommés et envoyés à Tallinn par le Commissariat du Peuple du Commerce Extérieur et Intérieur de l'Union, seront exemptés en Estonie de l'impôt sur le revenu qu'ils pourront tirer au service du Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes. Toutefois cette exemption ne s'appliquera qu'à un maximum de 30 personnes.

En cas de nécessité d'établir des succursales de la Représentation Commerciale, les sièges de ces dernières seront fixés sur un accord à intervenir entre les Parties.

Article 19.

La Représentation Commerciale agissant à tous égards pour le compte du Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, celui-ci assumera la responsabilité de toutes les transactions conclues par son Représentant Commercial ou par les membres de la Représentation dûment autorisés à cet effet.

La Représentation Commerciale sera exemptée de l'obligation de se faire inscrire au registre du commerce, mais sera tenue de faire paraître successivement dans le Journal Officiel (Riigi Teataja) les noms des membres de la Représentation qui ont qualité pour la représenter. Cette qualité aura force obligatoire pour ce qui concerne toute transaction jusqu'à ce que, par les soins de la Représentation Commerciale, il ait été rendu public dans le Journal Officiel (Riigi Teataja) que les fonctions du titulaire d'une charge qualifiée près la Représentation ont pris fin.

Article 20.

Les questions judiciaires qui pourraient surgir au sujet des transactions commerciales passées par la Représentation Commerciale en Estonie seront réglées conformément aux lois matérielles et de procédure estonienne, étant entendu toutefois que, dans le cas où un accord à cet égard existerait entre les parties au contrat, la juridiction soviétique serait admise pour les transactions passées en Estonie, mais exécutoires en l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

Article 21.

Les actes juridiques faits par la Représentation Commerciale en Estonie et liant l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, ainsi que les résultats économiques desdits actes seront traités d'après les lois estoniennes et soumis à la juridiction estonienne. Toutefois, considérant la responsabilité incombant, du fait du paragraphe 19 du présent Traité, à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes pour les transactions effectuées par la Représentation Commerciale, il ne sera recouru, ni à

des mesures juridiques de nature préventive, ni à des mesures de caractère administratif par rapport aux biens de la Représentation Commerciale et de ses succursales.

Article 22.

En ce qui concerne les jugements déjà entrés en vigueur, il pourra être procédé à leur exécution par voie de contrainte sur les biens de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en Estonie, sauf quant aux objets qui, suivant les règles générales du droit international, sont destinés à l'exercice des droits de souveraineté ou servent à l'activité officielle des représentations diplomatiques, consulaires ou commerciales.

Chapitre III.

Dispositions générales.

Article 23.

Les dispositions du présent Traité ne s'étendent pas aux droits ou faveurs accordés ou qui seront accordés:

1) par chacune des Parties Contractantes à un pays voisin pour faciliter le trafic frontalier dans une zone ne dépassant pas 15 klm.;

2) par chacune des Parties Contractantes à un pays tiers à raison d'une union douanière conclue ou qui sera conclue à l'avenir;

3) par l'Estonie à la Finlande, à la Lettonie ou à la Lithuanie;

4) par l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes à la Finlande, à la Lettonie ou à la Lithuanie et aux Etats Continentaux limitrophes de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en Asie.

Article 24.

Les deux Partis Contractantes s'engagent à entamer dans un délai de trois mois des négociations quant à la conclusion d'un traité concernant l'arbitrage commercial, d'une convention sur l'assistance judiciaire en matière civile, d'une convention concernant la pêche et la protection de la pêche dans les lacs de Peipus et Pskov et d'une convention vétérinaire-sanitaire.

Article 25.

Le présent Traité qui est rédigé en double expédition française sera ratifié et l'échange des ratifications en sera effectué à Moscou aussitôt que faire se pourra.

Le présent Traité entrera en vigueur le 15-ème jour après l'échange des instruments de sa ratification.

Le présent Traité est conclu pour une durée de 3 ans. Si à l'expiration de ce délai, aucune des Parties Contractantes ne déclare son intention d'y mettre fin, le présent Traité restera en vigueur 6 mois à compter de la date où l'une des Parties Contractantes informera l'autre de son intention de le dénoncer.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Tallinn, le 17 mai mil neuf cent vingt-neuf.

K. Päts.	*A. Petrovski.*
A. Piip.	*I. Smirnoff.*
K. Virma.	*M. Kaufmann.*
Max Hurt.	*B. Rosenblum.*

Protocole final.

Au moment de signer le Traité de Commerce en date de ce jour, les deux Parties Contractantes ont décidé de préciser certaines de ses clauses ainsi que leurs conditions d'application suivant les dispositions ci-après:

Ad Article premier.

Il est bien entendu que les dispositions de l'Article 1er ne dérogent en rien aux prescriptions internes concernant le visa des passeports.

Ad Article 7.

Les deux Parties Contractantes se notifieront réciproquement l'institution autorisée à délivrer l'attestation requise par le dernier alinéa de l'Article 7.

Ad Article 9.

Il est convenu que sous l'expression „consul“ on entend les Consuls Généraux, les Consuls, les Vice-Consuls et les Agents consulaires.

Ad Article 12.

Les Parties Contractantes affirment que les privilèges accordés par l'une d'elles aux sociétés anonymes de toute espèce, aux associations commerciales et aux autres personnes juridiques de la nation la plus favorisée seront étendus également à toutes les organisations économiques d'Etat de l'autre Partie Contractante établie conformémennt aux lois de cette dernière.

Ad Article 15.

Il est entendu que les dispositions du présent Article ne s'appliquent pas au cabotage.

Ad Article 16.

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 de l'Article 16, l'Estonie jouira en ce qui concerne le transit de ses produits à travers le territoire de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes de tous les droits reconnus, en vertu de la législation et des traités internationaux de l'Union, aux pays ayant avec l'Union un traité de commerce.

2. L'Union des Républiques Soviétistes Socialistes consent à accorder aux produits textiles estoniens le droit de transit à travers le territoire de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes sur les voies ferroviaires Kingisepp-Mandshuria et Pskov-Mandshuria.

3. Les organisations commerciales et de transport d'Etat de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, ainsi que les organisations coopératives auront le droit en Estonie:

a) de faire usage, à des conditions avantageuses, d'installations et d'entrepôts de ports appartenant à l'Etat estonien;

b) de prendre à bail des lots de terre et d'y construire des entrepôts, des élévateurs, des entrepôts frigorifiques et de construire sur le territoire des ports d'autres installations nécessaires aux transports.

Les conditions d'usage et d'exploitation seront fixées dans des traités spéciaux d'exploitation à conclure entre les Parties Contractantes.

Ad Article 18.

1. Les dispositions du présent Traité et notamment de l'Article 18 ne s'opposeront pas à l'exécution des significations d'actes à la Représentation Commerciale.

2. On entend sous l'expression „locaux officiels de la Représentation Commerciale" les locaux de l'administration centrale ainsi que de ses sections qui se trouvent dans la même maison que la Représentation Commerciale.

3. La délégation de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes n'insiste pas sur la détermination des droits des succursales et des membres du Conseil de la Représentation Commerciales en ce qui concerne leur exterritorialité, vu que la Délégation de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, au cours des négociations du présent Traité, a eu l'occasion de déclarer qu'au moment actuel il n'est pas nécessaire de les établir, ni les uns ni les autres.

Si, cependant, après l'accroissement des transactions, il y a nécessité de nommer des membres du conseil de la Représentation Commerciale ou de procéder à l'ouverture de succursales, le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes se réserve le droit de soulever par voie diplomatique la question de leur exterritorialité.

Le présent Protocole fait partie intégrante du Traité de Commerce signé à la date de ce jour.

Fait à Tallinn, le 17 mai 1929.

K. Päts.	*A. Petrovski.*
A. Piip.	*I. Smirnoff.*
K. Virma.	*M. Kaufmann.*
Max Hurt.	*B. Rosenblum.*

Tallinn, le 17 mai 1929.

Monsieur le Président,

Au nom de la délégation estonienne chargée des négociations pour la conclusion d'un Traité de Commerce entre l'Estonie et l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit:

La délégation estonienne constate que presque tous les Traités de Commerce conclus par l'Estonie renferment une clause particulière reservant à l'Estonie la faculté d'octroyer à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes des faveurs spéciales auxquelles les Etats tiers ne sauraient prétendre. Cette politique inaugurée dès après la conclusion du Traité de Paix entre l'Estonie et la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie n'a connu que de très rares exceptions. Elle est maintenant systématiquement poursuivie de telle sorte que la clause en question se trouve dans tous les traités récemment conclus.

Le Gouvernement Estonien a l'intention de continuer cette politique dans tous les traités de commerce à conclure avec les autres pays. Si, néanmoins, un traité quelconque venait à ne pas renfermer la clause soviétique, le Gouvernement Estonien est prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour que ce Traité ne constitue point un obstacle pour l'octroi à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes de la jouissance du traitement de la nation spécialement favorisée, dès que les deux Parties auraient convenu du moment de l'établissement d'un tel traitement. Toutefois cette déclaration ne concerne pas les Etats visés au p. 3 de l'Article 23 du Traité de Commerce en date de ce jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

K. Päts.

Son Excellence Monsieur A. Petrovski, Président de la Délégation de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, Tallinn.

Tallinn, le 17 mai 1929.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'adresser la lettre de la teneur suivante:

[suit le texte de la Note précédente]

J'ai l'honneur d'en prendre acte et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

A. Petrovski.

Son Excellence Monsieur K. Päts, Président de la Délégation de la République d'Estonie, Tallinn.

No. 132-W. Tallinn, le 17 mai 1929.

Monsieur le Ministre,

Me référant au dernier alinéa de l'Article 14 du Traité de Commerce entre l'Estonie et l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Estonien n'exigera pas le visa et la légalisation par ses représentants consulaires à l'étranger des certificats d'origine délivrés pour les marchandises de l'Union par les institutions et organisations visées dans l'alinéa 2 de l'Article susmentionné.

Je vous prie de bien vouloir m'informer que le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes est disposé de son côte à ne pas exiger le visa et la légalisation des certificats d'origine délivrés pour les marchandises estoniennes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

J. Lattik.

Son Excellence Monsieur A. Petrovski, Ministre de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, Tallinn.

Tallinn, le 17 mai 1929.

Monsieur le Ministre,

En vous accusant réception de votre lettre No. 132-W, en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes est d'accord de ne pas exiger le visa et la légalisation par les représentants consulaires de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes à l'étranger des certificats d'origine délivrés pour les marchandises estoniennes par les institutions et organisations visées dans l'alinéa 2 de l'Article 14 du Traité de Commerce signé en date de ce jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. Petrovski.

Son Excellence Monsieur J. Lattik, Ministre des Affaires Etrangères de la République d'Estonie, Tallinn.

103.

PRUSSE, HAMBOURG.

Traité en vue de modifier le Traité concernant les pouvoirs des agents de police respectifs, conclu le 2 février 1917;*) signé à Hambourg, le 17 mai 1929.**)

Preussische Gesetzsammlung 1930, No. 13.

Ergänzung des Staatsvertrags zwischen Preussen und Hamburg vom 2. Februar 1917, betreffend die Erweiterung der örtlichen Zuständigkeit der Altonaer und der Hamburger Polizeibeamten.

Vom 17. Mai/2. Juli 1929.

Nachdem sich eine Erweiterung des Staatsvertrags zwischen Preussen und Hamburg vom 2. Februar 1917 als wünschenswert erwiesen hat,

*) V. **N.R.G.** 3. s. XII, p. 285.

**) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 12 mars 1930.

haben die zur Vereinbarung entsprechender Bestimmungen bestellten Kommissare, nämlich

für Preussen: Ministerialdirektor Dr. Klausener, Leiter der Polizei-Abteilung des Preussischen Ministeriums des Innern,

für Hamburg: Senator Schönfelder, Präses der Polizeibehörde,

vorbehaltlich der Genehmigung des Preussischen Landtags und der Hamburgischen Bürgerschaft nachstehenden Vertrag abgeschlossen:

Artikel 1.

Der Artikel 1 des Staatsvertrags vom 2. Februar 1917 erhält folgende Fassung:

Die preussischen Vollzugsbeamten der staatlichen und der kommunalen Polizeiverwaltungen sowie der Landjägerei in

I. Altona, Lokstedt, Hummelsbüttel, Wellingsbüttel, Poppenbüttel, Bramfeld, Wandsbek, Rahlstedt, Billstedt, Harburg-Wilhelmsburg, Finkenwerder und Altenwerder sollen in den hamburgischen Staatsgebieten: Stadt Hamburg, Farmsen mit Berne und Moorburg,

II. Sande, Wentorf, Börnsen, Preussisch Curslack, Preussisch Kirchwerder, Escheburg, Besenhorst sollen in den hamburgischen Staatsgebieten: Bergedorf, Vierlanden und Geesthacht,

und die Polizeibeamten dieser genannten hamburgischen Staatsgebiete sollen in den unter I und II genannten preussischen Gebietsteilen in Fällen, wo im Interesse der öffentlichen Ruhe und Ordnung, zum Schutze von Personen oder Eigentum oder zur Verhinderung gemeinschädlicher Handlungen oder im Interesse der Rechtspflege zur Verfolgung strafbarer Handlungen ein polizeiliches Einschreiten notwendig wird, die gleichen Befugnisse haben wie die Polizeibeamten des Teiles, in dessen Gebiete die Amtshandlung vorzunehmen ist.

Artikel 2.

Der Artikel 3 des Staatsvertrags vom 2. Februar 1917 erhält folgende Fassung:

Soweit die preussischen Polizeibeamten Hilfsbeamte der Staatsanwaltschaft bei den preussischen Gerichten sind, werden sie auch Hilfsbeamte der Staatsanwaltschaft bei den hamburgischen Gerichten und, soweit die Hamburger Polizeibeamten Hilfsbeamte der Staatsanwaltschaft bei den hamburgischen Gerichten sind, werden sie auch Hilfsbeamte der Staatsanwaltschaft bei den preussischen Gerichten.

Artikel 3.

Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen, sobald als möglich, in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Der Vertrag kann von beiden Teilen unter Einhaltung einer drei monatigen Frist gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die Kommissare diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift.

So geschehen zu Hamburg, 17. Mai 1929.

(L. S.) *Ad. Schönfelder.*

Berlin, den 2. Juli 1929.

(L. S.) *Dr. Klausener.*

104.

GRÈCE, ALBANIE.

Règlement douanier; signé à Tirana, le 18 mai 1929.

Journal officiel du Gouvernement Hellénique 1931, No. 39.

Règlement douanier relatif au transit entre Santi-Quaranta et Cacavia à destination de la Grèce ainsi qu'au transit de Santi-Quaranta ou d'Argyrokastro à destination de Koritza par le Triangle Cacavia-Kalibaqui-Pont-Pérati.

Article 1.

En application de l'Article 9 du Traité de Commerce et de Navigation entre la Grèce et l'Albanie du 13 octobre 1926 *) et en vue de faciliter les formalités douanières relatives au sus-dit transit des voyageurs et des marchandises, les délégués soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs sont convenus des dispositions suivantes.

Les marchandises débarquées à Santi-Quaranta en provenance de l'étranger et à destination de la Grèce ou en provenance de la Grèce et à destination de l'étranger seront considérées comme marchandises en transit, à la suite d'une déclaration faite par les intéressés aux autorités douanières, et seront déposées, s'il y a lieu, dans les magasins affectés au service du transit.

Les droits de douane éventuels seront garantis par les intéressés, soit par le dépôt d'une somme d'argent, soit par l'ouverture d'un crédit en Banque. En ce qui concerne les marchands albanais ils auront la faculté de l'ouvrir dans une des Banques Helléniques de Janina (Banque Nationale, Banque d'Athènes, et Banque de Thessalie).

Le crédit en Banque ci-dessus ouvert en faveur des ressortissants de l'une ou de l'autre partie sera engagé ou dégagé sur la production d'un certificat délivré par les fonctionnaires de douane respectifs. Dans les

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXV, p. 732.

cas où la garantie constisterait en une somme déposée en argent elle sera restituée aux ayants droit sur la production par les intéressés du certificat de destination.

Article 2.

Le transit des marchandises sera effectué de la manière suivante:

En ce qui concerne les marchandises helléniques, les autorités douanières de Santi-Quaranta, et en ce qui concerne les marchandises albanaises les autorités douanières de Cacavia et de Pont-Pérati auront la faculté de les faire accompagner d'une garde douanière pendant la durée du transit.

Les marchandises transportées par camions en forme de wagons pouvant être fermés seront fermées à clef. La clef sera expédiée sous enveloppe scellée à la douane de la frontière.

Dans le cas où soit à cause de la nature des moyens de transport, soit à cause de l'insuffisance du personnel douanier il serait impossible d'appliquer l'un des deux moyens ci-dessus prévus, il sera procédé au plombage des marchandises, les colis, caisses ou caissons les contenant étant liés au moyen d'une corde solide plombée sur ses points de liaison par le sceau de la douane.

Les autorités douanières respectives délivreront en outre aux marchandises un bulletin indiquant le nom du marchand de son expéditeur, le nombre des pièces, la marque ou les marques des marchandises, l'espèce, la provenance et la destination.

Les fonctionnaires de douane du pays de destination après avoir examiné le contenu du bulletin, le sceau de la douane ou la fermeture, devront délivrer un certificat constatant la régularité du transit. Sur la production de ce certificat la somme d'argent déposée sera immédiatement restituée aux intéressés ou la garantie en Banque dégagée.

En ce qui concerne les marchandises pour transit via Pont-Pérati et vice-versa les trois Banques Helléniques, sous leur responsabilité pourraient charger les succursales de la Banque Nationale Albanaise de Koritza et de Santi-Quaranta de donner la garantie nécessaire.

Tirana, le 18 mai 1929.

Le Délégué Grec:
Achille Calevra.
Le Délégué Albanais:
Mehdi Frasheri.

105.

URUGUAY, AUTRICHE.

Echange de Notes concernant la suppression réciproque du visa des passeports, signées à Vienne, les 24 et 25 mai 1929.

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1929, Stück 51.

106.

PAYS-BAS, BOLIVIE.

Traité de commerce; signé à La Paz, le 30 mai 1929.*)**)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1932, No. 409.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Son Excellence le Président de la République de Bolivie, animés du désir d'amplifier et de faciliter les relations commerciales actuellement existant entre les deux Pays, sont convenus de conclure un Traité de Commerce et ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Monsieur Arnold Theodoor Lamping, Chargé d'Affaires des Pays-Bas et Plénipotentiaire ad-hoc,

Son Excellence le Président de la République de Bolivie:

Son Excellence Monsieur le Docteur Tomas Manuel Elío, Son Ministre des Affaires Etrangères,

qui, après avoir échangé leurs Pleins Pouvoirs respectifs qui étaient trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront pleine liberté de se rendre sur le territoire de l'autre Partie, d'y séjourner, d'y voyager et d'en sortir, pourvu toutefois qu'ils se conforment aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur en la matière.

2. Pour tout ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation, ainsi que l'exercice des métiers et professions et l'acquisition et la disposition de la propriété ou de la possession de biens meubles ou immeubles de toute espèce, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur toute l'étendue du territoire de l'autre Partie sous tous les rapports du traitement de la nation la plus favorisée.

3. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront libre accès aux Tribunaux de l'autre Partie, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs. Ils auront la faculté, sur le même pied que les nationaux ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée, de faire choix d'avoués d'avocats, de représentants et de témoins et de les employer pour la sauvegarde de leurs droits par devant lesdits tribunaux.

4. Ils n'auront à payer, notamment pour l'exercice du commerce, de l'industrie, de la navigation et des métiers et professions, sur le terri-

---

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 12 juillet 1932.

**) En langues néerlandaise, espagnole et française. Eu égard à la disposition de l'Article XIII nous ne reproduisons que le texte français.

toire de l'autre Partie aucun impôt, taxe, droit ou contribution quelle qu'en soit la dénomination ou l'espèce, ni plus élévés ni autres que ceux qui sont ou pourront être perçus ultérieurement des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

5. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes, qui sont étrangers d'après la législation de l'autre, et qui auront dûment fait connaître leur nationalité, seront exempts sur le lerritoire de l'autre de tout service personnel obligatoire et de toute fonction obligatoire de droit public, ainsi que de toute contribution, soit en argent, soit en nature imposée aux lieu et place dudit service personnel obligatoire. Ils ne seront astreints en temps de paix comme en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée dans la mesure et d'après les mêmes principes et moyennant les mêmes dédommagements que ceux-qui.

Article II.

1. Les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés de navigation et d'assurance, domiciliées sur le territoire d'une des Hautes Parties Contractantes et à condition qu'elles y aient existence légale conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale aussi sur le territoire de l'autre. Elles auront, en se conformant aux lois et règlements, le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

2. Les sociétés énumérées ci-devant seront admises dans le territoire de l'autre Partie, pourvu qu'elles se soumettent aux lois et ordonnances en vigueur sur le territoire de cette Partie.

3. Lesdites Sociétés, ainsi que leurs filiales et succursales, jouiront dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits que ceux qui sont ou seront ultérieurement accordés aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée; elles n'auront notamment à payer pour l'exercice de leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie des impôts, droits, taxes ou contributions quelle qu'en soit la dénomination ou l'espèce, ni plus élevés ni autres que ceux qui sont ou pourront être perçus des sociétés similaires de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les terrains et habitations, entrepôts, fabriques, magasins et autres bâtiments des ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie, utilisés aux fins de résidence ou de commerce, ne pourront être soumis à des visites ou à des perquisitions, et les livres, papiers et comptes qui s'y trouveront ne pourront être soumis à des examens ou à des inspections, sauf dans les conditions et suivant les modalités prévues par les lois et règlements applicables aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article IV.

1. Les négociants, les commerçants, les industriels et les fabricants, ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit de visiter dans le territoire de l'autre Partie les négociants ou les producteurs et les locaux de vente publique, d'y faire des achats et de rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons procédant à la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes, pourvu qu'ils payent les impôts légaux qui sont en vigueur en la matière.

2. Ils jouiront, sous tous les rapports, notamment en matière d'imposition et de facilités, du traitement de la nation la plus favorisée.

3. Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons ou modèles, à l'exception des marchandises prohibées à l'importation, seront admis temporairement en franchise de droit d'entrée et de sortie, pourvu que les règlements et formalités douaniers nécessaires pour en assurer la réexportation ou le payement des droits prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi, soient observés.

Article V.

1. Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre les territoires des Hautes Parties Contractantes.

2. Les produits naturels ou fabriqués, originaires ou en provenance du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes ne seront pas soumis à leur importation sur le territoire de l'autre, à des droits ou taxes, y compris tous coefficients, surtaxes ou majorations, plus élevés ou autres que ceux auxquels sont ou seront soumis les produits ou marchandises similaires de la nation la plus favorisée.

3. Les marchandises de toute nature exportées vers le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes ne seront pas soumises à leur exportation à des droits ou taxes, y compris tous coefficients, surtaxes ou majorations, plus élevés ou autres que ceux qui sont ou pourraient être imposés aux articles similaires à leur exportation vers le territoire de tout autre pays étranger.

4. Les marchandises de toute nature venant du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes ou y allant, seront réciproquement exemptées, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que pendant le transit, elles doivent être entreposées, transbordées, déchargées ou rechargées.

5. A tous autres égards, chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage, en outre, à ne pas soumettre l'autre soit à l'importation, soit à l'exportation, soit au transit, à un traitement autre ou moins favorable que celui appliqué à un Etat tiers quelconque, notamment en ce qui concerne les prescriptions douanières et leur application, l'entreposage, le mode de vérification et d'analyse des articles, les conditions du payement des droits de douane et des taxes et la classification et l'interpréta-

tion des tarifs. Ils jouiront de toutes facilités accordées en matière de douane aux produits de tout autre pays.

Article VI.

Si les circonstances le rendent inévitable, les Hautes Parties Contractantes pourront exiger que les produits et marchandises, importés sur leurs territoires, soient accompagnés d'un certificat d'origine délivré par l'Autorité compétente. La légalisation des certificats en question par un fonctionnaire diplomatique ou consulaire, se fera moyennant payement des timbres ou des droits légaux en vigueur.

Article VII.

Les droits d'accises, les droits et les taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces et des communes ou autres institutions publiques qui grèvent ou grèveront la production, la préparation ou la consommation des marchandises dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, ne pourront pas frapper les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits similaires originaires du pays le plus favorisée.

Article VIII.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra nommer des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et autres fonctionnaires consulaires dans le territoire de l'autre, exception faite pour le territoire des Indes Néerlandaises, de Surinam et de Curaçao, l'admission et les attributions des fonctionnaires consulaires boliviens dans ces territoires ne pouvant être réglées que par une Convention spéciale à ce sujet.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et autres fonctionnaires consulaires, ayant reçu du Gouvernement du Pays dans lequel ils sont nommés, l'exéquatur ou autre autorisation nécessaire, auront, à charge de réciprocité, le droit d'exercer toutes les fonctions et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés aux fonctionnaires consulaires du même grade de la nation la plus favorisée.

Article IX.

Dans le cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes mourrait intestat sur le territoire de l'autre Partie, les Autorités chargées, d'après les lois locales, de l'administration de la succession, en donneront avis aux fontionnaires consulaires, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires. Le Consul-Général, Consul, Vice-Consul ou autre fonctionnaire consulaire de la nation, à laquelle appartenait le défunt, prendra, dans la mesure où le permettre la législation de chaque Pays et en attendant que soit nommé un administrateur et que ce dernier soit en état d'exercer ses fonctions, possession des effets personnels du défunt pour le compte de ses héritiers légitimes et de ses créanciers.

Article X.

Ne seront pas censé tomber sous le coup des stipulations de traitement sur le pied de la nation la plus favorisée, les droits ou privilèges mentionnées ci-après, savoir:

a. les droits ou privilèges qui sont ou pourront être accordés à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic frontière,

b. les droits ou privilèges découlant de Conventions plurilatérales d'ordre général, ainsi que de Conventions de droit international privé et de Conventions et réglementations concernant l'exclusion de la double imposition,

c. les faveurs spéciales, les exemptions et les privilèges qui pourraient être accordés par le Gouvernement de la République de Bolivie aux sujets et aux produits des Etats limitrophes, en matière de commerce. De telles faveurs, exemptions et privilèges ne pourront pas être réclamés par les Pays-Bas, en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, aussi longtemps qu'ils n'auront pas été accordés à d'autres Etats non limitrophes,

d. les avantages que chacun des deux Pays pourrait accorder à une tierce Puissance, en vertu d'une union douanière,

e. les mesures spéciales que chacun des deux Pays pourrait se voir obligé de prendre pour des raisons sanitaires, à condition que ces mesures soient prises à l'égard de tous les pays se trouvant dans des circonstances analogues,

f. la perception par un des deux Pays de droits supplémentaires, en compensation de primes d'exportation ou de production desquelles pourraient bénéficier certains produits dans l'autre Pays.

Article XI.

Tout différend concernant l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Traité qui n'aura qu être réglé entre les Hautes Parties Contractantes, sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale, laquelle aura compétence pour statuer sur le différend à la requête des deux Parties ou de l'une d'Elles.

Article XII.

Les dispositions du présent Traité seront applicables au territoire néerlandais en Europe, ainsi que, à l'exception des dispositions de l'Article VIII, aux Indes Néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

Article XIII.

Le présent Traité est rédigé dans les langues néerlandaise, espagnole et française, étant bien entendu que, en cas de désaccord ou de différence d'interprétation entre les textes néerlandais et espagnol, le texte français prévaudra.

Article XIV.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à la Haye aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur trois mois

après l'èchange des ratifications et demeurera en vigueur pendant cinq années, à partir du jour de son entrée en vigueur avec tacite reconduction pour une même période, chaque fois où il ne sera pas dénoncé par une des Hautes Parties Contractantes au moins six mois avant l'échéance.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présent Traité.

Fait en double à La Paz, le trente mai mil neuf cent vingt-neuf, en chacune des trois langues indiquées.

Lamping.
Tomás Ml. Elío.

Protocole de signature.

Au moment de signer le présent Traité de Commerce, les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord pour stipuler les précisions suivantes:

I. Il est entendu que partout où dans le présent Traité il est prévu que l'une des Hautes Parties Contractantes accordera à l'autre le même traitement qu'aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, le plus favorable de ces deux traitements sera accordé.

2. Les Hautes Parties Contractantes conviennent d'éviter, autant que possible, que, par des spécifications trop détaillées dans les tarifs douaniers et des différenciations de droits pour des articles analogues, la valeur et la signification pratiques de la clause de la nation la plus favorisée ne soient rendues problématiques, bien entendu que, en tous cas, les règlements et coutumes douaniers de chacune des Hautes Parties Contractantes devront être fidèlement observés.

Signé à La Paz, en six exemplaires et dans les langues néerlandaise, espagnole et française, le trente mai, mil neuf cent vingt-neuf.

Lamping.
Tomás Ml. Elío.

107.

SUISSE, ITALIE.

Protocole additionnel au Traité de commerce conclu le 27 janvier 1923;*) signé à Rome, le 31 mai 1929.**)

Recueil des lois fédérales 1929, No. 17.

Le Conseil Fédéral Suisse et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie sont convenus de modifier le Traité de commerce conclu entre la Suisse et l'Italie le 27 janvier 1923 comme il suit:

*) V. **N.R.G.** 3. s. XVII, p. 189.
**) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 14 juin 1929.

1. L'Italie renonce à la consolidation du droit repris sous la position 93 a du tarif douanier suisse (Beurre frais; beurre frais pour la table, même salé), stipulée dans l'annexe C (Droits d'entrée en Suisse) du Traité de commerce conclu entre la Suisse et l'Italie le 27 janvier 1923.

2. La Suisse renonce aux droits conventionnels stipulés dans l'annexe A (Droits d'entrée en Italie) du Traité de commerce précité, pour les positions ci-après du tarif douanier italien:

a. No 26 b 1 a (Lait condensé sans sucre, en poudre);

b. No 809 b 1 a et 809 b 2 a (Peaux tannées sans poil, finies ou non, sauf les peaux parcheminées: de veau, de génisse et autres petites peaux bovines ou chevalines, entières ou en demi-pièces, préparées à l'aide d'un tannage minéral ou mixte).

Les arrangements stipulés sous 1 et 2 entreront en vigueur le 15 juin 1929.

Le présent Accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt possible.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole additionnel.

Fait en double exemplaire, à Rome le 31 mai mil neuf cent vingt-neuf.

sig. *Wagnière.*
sig. *Mussolini.*

108.

SUÈDE, BELGIQUE.

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime; signée à Stockholm, le 31 mai 1929.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1930, No. 49.

Sa Majesté le Roi de Suède et Sa Majesté le Roi des Belges, désireux de faire une répartition du droit d'imposition et particulièrement d'éviter aux entreprises de navigation maritime domiciliées dans l'un des deux pays et exerçant leur activité dans l'autre le fardeau d'une double imposition sur les revenus qu'elles retirent de l'exploitation de leurs navires, ont jugé utile de conclure une convention basée sur le principe de la réciprocité et ont nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Suède:

Monsieur Ernst Trygger, Son Ministre des Affaires Etrangères;

*) Les ratifications ont été échangées à Bruxelles, le 22 juillet 1930.

Sa Majesté le Roi des Belges:

Monsieur le Baron Jean de Villenfagne de Sorinnes, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suède;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

Les entreprises de navigation maritime domiciliées en Belgique et dont les navires visitent les ports suédois pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs seront exemptées en Suède du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Par réciprocité, les entreprises de navigation maritime domiciliées en Suède et dont les navires visitent les ports belges pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Belgique du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Article 2.

Par „entreprises de navigation maritimes" il faut entendre celles qui sont dirigées par un „propriétaire" de navires, le terme „propriétaire" comprenant tout affréteur.

Article 3.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également ceux provenant de la vente des billets de passage dans le pays où la société qui les émet n'est pas domiciliée.

Article 4.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles.

Elle entrera en vigueur le 1er janvier de l'année qui suivra celle durant laquelle elle aura été ratifiée.

Elle ne pourra être dénoncée qu'au 1er janvier de chaque année, moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Stockholm, le 31 mai 1929.

(L. S.) *J. de Villenfagne.*
(L. S.) *Ernst Trygger.*

109.

SUÈDE, GRÈCE.

Arrangement provisoire concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge; signé à Athènes, le 11 juin 1929.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1929, No. 26.

Arrangement provisoire entre la Suède et la Grèce relatif à la reconnaissance des certificats de jauge.

Le Gouvernement Suédois et le Gouvernement Hellénique étant désireux de conclure l'Arrangement prévu par l'alinéa 2 de l'Article 9 de la Convention de commerce entre la Suède et la Grèce du 10 septembre 1926,*) relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de jauge suédois et helléniques sur la base des règles de jaugeage actuellement en vigueur en Suède et en Grèce, les soussignés dûment autorisés, sont tombés d'accord sur l'arrangement provisoire suivant:

Article 1er.

Les certificats de jauge nationaux et les lettres de jauge à appendice nationales, établies conformément au système britannique de jaugeage, des navires suédois seront reconnus en Grèce, et les certificats de jauge nationaux des navires helléniques seront reconnus en Suède sous réserve des dérogations auxquelles pourront donner lieu les stipulations du présent Arrangement.

Par certificats de jauge nationaux on entend dans le présent Arrangement les documents de jaugeage délivrés en conséquence d'un mesurage effectué d'après la règle I par une autorité suédoise ou hellénique et qui indiquent notamment en mètres cubes ou en tonneaux de registre, séparément, le volume des espaces situés au-dessus et au-dessous du pont de tonnage.

Article 2.

Les règles de mesurage adoptées en Suède et en Grèce n'étant pas en plein accord, le tonnage imposable du navire sera établi d'après les dispositions suivantes:

Les navires suédois à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'un certificat de jauge national ne seront soumis en Grèce qu'au mesurage partiel prévu à l'Article 3 en ce qui concerne la détermination de la jauge nette. La jauge nette ainsi calculée servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Grèce d'après le tonnage. Toutefois, si le propriétaire ou le capitaine du navire en fait la demande ce sera la jauge nette indiquée par le certificat de jauge national qui servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Grèce d'après le tonnage.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXVII, p. 886.

Si un navire suédois de l'espèce susvisée est muni d'une lettre de jauge dite à appendice délivrée conformément au système britannique de jaugeage, la jauge nette indiquée dans ladite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Grèce d'après le tonnage. Ces lettres de jauge dites à appendice seront valables pour la même durée que les certificats de jauge nationaux afférents aux mêmes navires auxquels elles seront annexées.

Les navires helléniques à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'un certificat de jauge national, ne seront soumis en Suède qu'au mesurage partiel prévu à l'Article 3 en ce qui concerne la détermination de la jauge nette. La jauge nette ainsi calculée servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Si un navire suédois autre que les navires à propulsion mécanique est muni d'un certificat de jauge national, la jauge nette indiquée dans ledit certificat de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Grèce d'après le tonnage.

Si un navire hellénique autre que les navires à propulsion mécanique est muni d'un certificat de jauge national, la jauge nette indiquée dans ledit certificat de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Lorsque la Grèce ayant complété sa législation, sera en mesure de délivrer des lettres de jauge à appendice établies conformément au système allemand tel qu'il est en vigueur en Suède, ces lettres seront reconnues en Suède et les droits de tonnage à acquitter seront calculés d'après le tonnage net porté sur ledit appendice.

Les lettres de jauge à appendice mentionnées à l'alinéa précédent seront établies conformément à un règlement d'application à convenir entre les Parties Contractantes.

Article 3.

Les mesurages partiels, visés à l'Article 2, des navires suédois et helléniques à propulsion mécanique comprendront la détermination conformément aux règlements helléniques, et respectivement suédois de la jauge brute des espaces situés au-dessus du pont de tonnage, et celle de la déduction afférente à la chambre de l'appareil moteur et à tout autre espace, situé soit au-dessus soit au-dessous du pont de tonnage qui est admis à déduction en Grèce et respectivement en Suède, pour la détermination de la jauge nette.

L'indication rédigée en français ou en anglais et portée sur le certificat de jauge par l'autorité hellénique compétente, concernant les dimensions exprimées en mesures métriques de l'espace dont le mesurage et le calcul s'effectuent en Grèce et en Suède d'après les mêmes règles sera reconnue en Suède. L'affectation et la situation de l'espace devront être indiquées sur ledit certificat de jauge.

Lesdits mesurages partiels donneront lieu à la délivrance d'un document spécial de jauge, qui sera valable pendant la durée de validité du

certificat de jauge national auquel il sera annexé. Ce document pourra être soumis au contrôle par l'autorité supérieure compétente du pays où le mesurage partiel a eu lieu.

Article 4.

Les frais des mesurages partiels effectués seront calculés et payés d'après les règlements applicables pour les opérations similaires dans le pays où les mesurages ont eu lieu.

Toutefois, les frais ne seront calculés que par rapport aux espaces affectés à l'appareil moteur qui auront été réellement mesurés et aux parties des autres espaces mesurés qui ne sont pas admises à déduction pour la détermination de la jauge nette.

Tous les frais causés par le contrôle mentionné dans l'Article 3, alinée 3, seront à la charge du pays qui a délivré le document spécial de jauge.

Article 5.

Si un navire suédois arrive dans un port hellénique muni seulement d'un certificat provisoire (dit „Interimsnationalitets- och registreringscertifikat" ou „Interimsnationalitetscertifikat") attestant le tonnage imposable du navire d'après le jaugeage suédois ou étranger, cette indication du certificat provisoire sera reconnue en Grèce jusqu'à l'expiration de la validité du certificat, nonobstant le fait que le navire n'a pas été mesuré par une autorité compétente suédoise.

Si un navire hellénique arrive dans un port suédois, muni seulement d'un certificat provisoire (dit „προσωρινόν πρωτόκολλον καταμετρήσεως") les indications dudit certificat sur le volume principal, en ce qui concerne les navires à propulsion mécanique, ainsi que sur la jauge nette, en ce qui concerne les navires autres que les navires à propulsion mécanique, seront reconnues en Suède jusqu'à l'expiration de la validité du certificat provisoire, nonobstant le fait que le navire n'a pas été mesuré par une autorité compétente hellénique.

Un certificat de jauge établi en Suède et respectivement en Grèce et basé sur un mesurage effectué selon la règle II (méthode provisoire de jaugeage) sera assimilé à un certificat de jauge suédois et respectivement hellénique basé sur le mesurage d'après la règle I si les circonstances ne permettent pas l'application de cette dernière régle en raison du fait que le navire à jauger est chargé. Toutefois ledit certificat de jauge d'un navire mesuré d'après la règle II sera valable seulement jusqu'à ce qu'il puisse être procédé à un jaugeage d'après la règle I.

Article 6.

Le présent Arrangement provisoire entrera en vigueur le 1 octobre 1929 et sera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties.

Les déclarations antérieures concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge suédois et helléniques cesseront d'être applicables à partir du jour de la mise en vigueur du présent Arrangement.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement provisoire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en doubles exemplaires à Athènes, le 11 juin 1929.

Alströmer.
P. A. Argyropoulos.

---

a)

Svenske ministern i Athen till grekiske utrikesministern.

Athènes, le 11 juin 1929.

Monsieur le Ministre,

A l'occasion de la signature de l'Arrangement provisoire sur la reconnaissance réciproque des certificats de jauge Suédois et Helléniques, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Suédois s'engage à émettre les ordres nécessaires aux autorités compétentes afin que les navires Helléniques ne soient pas retardés par le contrôle, mentionné dans l'Article 3, alinéa 3, de l'Arrangement provisoire ci-dessus indiqué.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Alströmer.

---

b)

Grekiske utrikesministern till svenske ministern i Athen.

Athènes, le 11 juin 1929.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui, conçue en ces termes:

[suit le texte de la lettre précédente.]

En prenant acte au nom du Gouvernement Hellénique de cette communication, je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

P. A. Argyropoulos.

110.

BELGIQUE, DANTZIG, FINLANDE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE, HONGRIE, ITALIE, PAYS-BAS, POLOGNE, ROUMANIE, TERRITOIRE DE LA SARRE, SUISSE.

Arrangement relatif à l'établissement d'une carte de transit pour émigrants; signé à Genève, le 14 juin 1929.*)

Treaty Series, No. 27 (1929).

Agreement concerning the Preparation of a Transit Card for Emigrants.

Preamble.

The Contracting Governments:

For humanitarian reasons and in order to simplify transit formalities for emigrants crossing their respective territories;

Considering that general conventions to which other Governments may subsequently become parties constitute the best means whereby the Governments may give effect to the recommendation made by the Passport Conference held at Geneva from the 12th to 18th March, 1926, to the effect that all possible facilities should be granted for the passage in transit of emigrants proceeding from Europe to countries overseas:

Being desirous of concluding an Agreement to this effect;

Have agreed as follows:

Article 1.

A transit card shall be instituted for emigrants proceeding from Europe to overseas countries. This card may be prepared by each of the Contracting Governments for emigrants coming to embark in its ports. Each Government which has adopted these transit cards shall supply them to shipping companies authorised to take emigrants on board in its ports.

Article 2.

Transit cards shall be supplied to shipping companies at cost price and free of any tax or charge. These cards shall conform in respect of size, paper and printing to the model annexed to the present Agreement. They shall be printed in the language of the country of embarkation and must reproduce the notice printed on the back of the model annexed to the present Agreement in at least seven other languages at the choice of the countries of embarkation, according to their respective requirements. They shall bear the name of the shipping company using them. They may only be ceded or lent to other companies in exceptional cases and with the permission of the Government by which they were supplied.

---

*) Conformément à l'Article 11, l'Arrangement entra en vigueur le 12 septembre 1929.

Article 3.

Transit cards shall only be supplied to shipping companies provided the latter agree not to issue any cards unless the following conditions are complied with:

The emigrant must have tickets for the whole journey from the point of departure to the country of immigration;

He must fulfil the conditions for admission laid down by the country of immigration;

He must have means to provide for his subsistence during transit.

The card must be issued to the emigrant free of charge. It must be duly filled in at the place of departure by the shipping company and must be signed by the company's authorised agent.

Transit cards may also be issued to emigrants in order to facilitate their return to their country or place of departure if they are compelled to give up their journey when already on their way or are turned back when disembarking in the country of immigration. A duplicate of this card shall at the same time be handed to the emigrant, who shall retain it until he reaches his final destination on his return journey.

Article 4.

Provided that the emigrant conforms to the requirements of their public security, police and health regulations, all the Contracting Governments undertake to allow any emigrant holding a passport and a transit card issued by the Contracting Government of the country of embarkation, under the conditions laid down in the preceding Articles, to pass in transit through their respective territories without requiring either this card or the passport to bear their consular visa, and without levying special control or transit charges.

Article 5.

Any Contracting Government which has serious reasons for debarring a foreign shipping company from using these transit cards in its territory must inform all the other Contracting Governments, stating the reasons for its decision. Such prohibition, however, shall not have the effect of impeding the journey of emigrants during a period of sixty days following notification.

Article 6.

Each Contracting Government of a country of embarkation shall, as far as possible, communicate to the other Contracting Governments at their request a list of the shipping companies which it supplies with transit cards.

Article 7.

The shipping company which has issued a transit card shall be responsible for all expenditure incurred by one of the Contracting Governments owing to the emigrant supplied with this card having remained in the territory of this Government without authorisation.

Article 8.

The Contracting Governments shall lend their good offices to ensure the proper execution of the present Agreement, particularly with a view to ensuring the responsibility of the shipping companies referred to in the preceding Article; to this end the competent services of the various Governments shall be authorised to communicate with each other direct.

Article 9.

In the absence of any direct agreement between the Governments, all disputes which may arise between them concerning the interpretation or application of the present Agreement shall be settled by arbitration. In the case of arbitration, unless the parties decide otherwise, each party shall appoint one arbitrator; the third member of the court of arbitration shall be chosen by the arbitrators themselves or, should the latter be unable to reach an agreement, shall be appointed by the Chairman of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit of the League of Nations. The court of arbitration shall reach its decision on the basis of the special agreement established by common agreement between the parties. Should the parties be unable to agree, the court of arbitration shall itself establish the special agreement.

The court of arbitration may decide to hear the representatives of the shipping companies concerned.

The costs of arbitration shall be allocated as decided by the court of arbitration.

Article 10.

The present Agreement shall in no way imply the withdrawal of facilities greater than those allowable under its provisions which may have been accorded by autonomous action or under special agreement between the Contracting Governments. Neither shall it imply any prohibition to accord such facilities in the future.

Article 11.

The present Agreement, of which both the English and French texts shall be authentic, shall bear to-day's date and shall remain open at Geneva for signature by all Governments invited to the Conference on cards for emigrants in transit held at Geneva from the 10th to 14th June, 1929.

The Secretary-General shall notify all the above Governments of all signatures which are appended to the present Agreement.

The present Agreement shall come into force ninety days after it has been signed by three Governments, and it shall thereupon take effect, as regards any signatory Government, ninety days after the date of its signature by the said Government.

In conformity with Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General of the League of Nations shall register the present Agreement on the day on which it comes into force.

Article 12.

The present Agreement may be denounced by any of the Contracting Governments at any moment after the expiry of a period of one year as from the date on which it came into force in respect of the Government in question, by notification to the Secretary-General of the League of Nations. Copy of this notification informing all the other Contracting Governments of the date on which it was received shall be transmitted to them by the Secretary-General.

Denunciation shall take effect six months after the date on which it was received by the Secretary-General and shall only operate in respect of the Government which has transmitted such notification.

Article 13.

The present Agreement shall be subject to revision, at the request of not less than one-third of the Contracting Governments, with a view to granting more extensive facilities to emigrants crossing their territory.

Done at Geneva on June fourteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which shall remain in the archives of the Secretariat of the League of Nations. Certified true copies shall be sent by the Secretary-General of the League of Nations to all Governments referred to in the first paragraph of Article 11.

Belgium:
J. de Ruelle.

Switzerland:
H. Rothmund, ad referendum.

France:
Navailles.

Greece:
D. Bikélas, ad referendum.

Saar Territory Governing Commission:
Fabiani.

Italy:
Publio Landucci.

Finland:
Evald Gyllenbögel, ad referendum.

Hungary:
Ladislas de Gömöry-Laiml, ad referendum.

Great-Britain and Northern Ireland:
W. Haldane Porter.

Poland:
B. Nakoniecznikoff, ad referendum.

Free City of Danzig:
B. Nakoniecznikoff, ad referendum.

The Netherlands:
J. F. Boer.

Roumania:
J. Setlacec, ad referendum.

Arrangement relatif à l'Etablissement d'une Carte de Transit pour Emigrants.

Préambule.

A des fins humanitaires et pour simplifier les formalités du transit pour les émigrants traversant leurs territoires respectifs;

Considérant qu'en ces matières, c'est par le moyen de conventions générales, auxquelles d'autres Gouvernements pourront ultérieurement devenir parties, que les Gouvernements seront le mieux à même de répondre au vœu émis par la Conférence des passeports tenue à Genève, du 12 au 18 mai 1926, que toutes les facilités possibles soient accordées pour le passage en transit des émigrants se rendant d'Europe dans les pays d'outre-mer;

Voulant conclure un arrangement à cet effet;

Les Gouvernements Contractants sont convenus de ce qui suit:

Article premier.

Il est créé une carte de transit pour les émigrants qui se rendent d'Europe dans un pays d'outre-mer. Cette carte peut être établie par chacun des Gouvernements Contractants pour les émigrants venant s'embarquer dans un de ses ports. Chaque Gouvernement qui aura usé de la faculté d'établir ces cartes de transit les fournira aux compagnies de navigation autorisées à embarquer des émigrants dans ses ports.

Article 2.

Les cartes de transit seront fournies aux compagnies de navigation au prix coûtant, sans perception d'impôt ou taxe quelconque. Ces cartes seront conformes, comme dimensions, papier et impression, au modèle annexé *) au présent Arrangement. Elles seront rédigées dans la langue du pays d'embarquement et devront reproduire identiquement la formule inscrite au verso du modèle joint au présent Arrangement, dans au moins sept autres langues au choix des pays d'embarquement, selon leurs besoins respectifs. Elles porteront l'indication de la compagnie de navigation qui les utilise. Elles ne peuvent être cédées ou prêtées à d'autres compagnies que dans des cas exceptionnels et avec l'autorisation du Gouvernement qui les a fournies.

Article 3.

Les cartes de transit ne seront fournies aux compagnies de navigation qu'avec obligation pour elles de ne délivrer aucune carte sans que soient respectées les conditions suivantes:

L'émigrant doit avoir des billets de passage pour le voyage complet du point de départ au pays d'immigration;

Il doit remplir les conditions d'admission exigées par le pays d'immigration;

Il doit avoir les moyens de subvenir à ses besoins au cours du transit.

La carte doit être délivrée gratuitement à l'émigrant. Elle doit être dûment remplie au point de départ par les soins de la compagnie de navigation et signée par l'agent qualifié de celle-ci.

La carte de transit pourra être également délivrée à l'émigrant pour faciliter son retour dans son pays ou au lieu de son départ, au cas où il

*) Non reproduit.

aurait été contraint de renoncer à poursuivre son voyage ou, s'il est refoulé, au moment de son débarquement par le pays d'immigration.

Un duplicata de cette carte sera remis en même temps à l'émigrant, qui le conservera par devers lui jusqu'à la destination finale de son voyage de retour.

Article 4.

Sous réserve que l'émigrant ne soit pas en contravention avec leurs règlements de sûreté, de police et d'hygiène, tous les Gouvernements Contractants s'engagent à laisser transiter par leurs territoires respectifs l'émigrant muni de son passeport et d'une carte de transit délivrée par le Gouvernement Contractant du pays d'embarquement dans les conditions prévues aux Articles précédents, sans exiger que cette carte ni le passeport soient revêtus de leur visa consulaire et sans qu'il soit perçu de taxes spéciales de contrôle et de transit.

Article 5.

Tout Gouvernement Contractant qui aurait des raisons sérieuses d'exclure une compagnie de navigation étrangère de l'usage de la carte de transit sur son territoire, devra le notifier à tous les autres Gouvernements Contractants, en faisant connaître les motifs de sa décision. Cette exclusion ne pourra toutefois avoir pour effet d'entraver le voyage des émigrants durant les soixante jours à dater de la notification.

Article 6.

Chaque Gouvernement Contractant d'un pays d'embarquement communiquera, dans la mesure du possible, aux autres Gouvernements Contractants qui lui en exprimeraient le désir la liste des compagnies de navigation auxquelles il fournit des cartes de transit.

Article 7.

La compagnie de navigation qui a délivré une carte de transit sera responsable de toutes les dépenses encourues par l'un des Gouvernements Contractants du fait que l'émigrant muni de cette carte est demeuré sur le territoire de ce Gouvernement sans autorisation.

Article 8.

Les Gouvernements Contractants se prêteront leurs bons offices pour la bonne exécution du présent Arrangement, notamment pour rendre effective la responsabilité des compagnies de navigation visée à l'Article précédent; à cet effet, les services compétents des différents Gouvernements sont autorisés à communiquer directement entre eux.

Article 9.

A défaut d'entente directe entre les Gouvernements, tous différends qui surgiraient entre eux relativement à l'interprétation ou à l'application du présent Arrangement seront réglés par voie d'arbitrage. En cas

d'arbitrage, et à moins que les parties n'en décident autrement, chaque partie désignera un arbitre; le troisième membre du tribunal arbitral sera choisi par les arbitres ou, si ces derniers ne peuvent s'entendre, sera nommé par le président de la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations. Le tribunal arbitral statuera sur la base du compromis arrêté d'un commun accord par les parties. Si les parties n'ont pu se mettre d'accord, le tribunal arbitral établira le compromis.

Le tribunal arbitral pourra décider d'entendre les représentants des compagnies de navigation intéressées.

Les frais de l'arbitrage seront répartis selon la décision du tribunal arbitral.

Article 10.

Le présent Arrangement ne comporte nullement le retrait de facilités plus grandes que celles résultant de ces stipulations et qui auraient été octroyées par des dispositions unilatérales ou par des accords spéciaux entre les Gouvernements Contractants. Il ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

Article 11.

Le présent Arrangement, dont les textes anglais et français font tous deux foi, portera la date de ce jour et restera ouvert, à Genève, à la signature de tout Gouvernement invité à la Conférence européenne relative aux cartes de transit pour émigrants tenue à Genève du 10 au 14 juin 1929.

Le Secrétaire général portera à la connaissance de tous les Gouvernements ci-dessus mentionnés toutes les signatures qui auront été apposées au présent Arrangement.

Le présent Arrangement entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après sa signature par trois Gouvernements et, par la suite, il deviendra opérant pour tout Gouvernement signataire quatre-vingt-dix jours à partir de la date de sa signature par ledit Gouvernement.

Conformément à l'Article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général de la Société des Nations enregistrera le présent Arrangement le jour de son entrée en vigueur.

Article 12.

Le présent Arrangement peut être dénoncé par l'un quelconque des Gouvernements Contractants, après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de son entrée en vigueur pour ledit Gouvernement, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant tous les autres Gouvernements Contractants de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne le Gouvernement qui l'aura notifiée.

Article 13.

Le présent Arrangement sera soumis à une procédure de revision, si la demande en est formulée par un tiers au moins des Gouvernements Contractants, en vue d'accorder des facilités plus grandes aux émigrants traversant leurs territoires.

Fait à Genève, le quatorze juin mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Secrétariat de la Société des Nations. Des copies certifiées conformes seront communiquées par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Gouvernements visés au premier alinéa de l'Article 11.

Belgique:
J. de Ruelle.

Suisse:
H. Rothmund, ad referendum.

France:
Navailles.

Grèce:
D. Bikélas, ad referendum.

Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre:
Fabiani.

Italie:
Publio Landucci.

Finlande:
Evald Gyllenbögel, ad referendum.

Hongrie:
Ladislas de Gömöry-Laiml, ad referendum.

Grande - Bretagne et Irlande du Nord:
W. Haldane Porter.

Pologne:
B. Nakoniecznikoff, ad referendum.

Ville libre de Dantzig:
B. Nakoniecznikoff, ad referendum.

Pays-Bas:
J. F. Boer.

Roumanie:
J. Setlacec, ad referendum.

[suit le Modèle de la Carte de transit.]

111.

ALLEMAGNE, HONGRIE, NORVÈGE, SUÈDE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Arrangement sur le service téléphonique entre la Hongrie et la Norvège, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne, de la Suède et de la Tchécoslovaquie; signé à Oslo, à Budapest, à Prague, à Berlin et à Stockholm, le 14 juin et les 12, 19 et 24 juillet 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1930, No. 1.

112.

ALLEMAGNE, LUXEMBOURG, NORVÈGE, SUÈDE.

Arrangement sur le service téléphonique entre le Luxembourg et la Norvège, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suède; signé à Oslo, à Luxembourg, à Berlin et à Stockholm, les 14, 19 et 26 juin et le 11 juillet 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1930, No. 1.

113.

LETTONIE, PORTUGAL.

Arrangement commercial provisoire; conclu par un Echange de Déclarations signées à Paris et à Lisbonne, le 15 juin 1929.*)

Valdības Vēstnesis 1929, No. 295.

Monsieur le Ministre,

En attendant la conclusion d'un Traité définitif de Commerce et de Navigation le soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Lettonie, dûment autorisé par son Gouvernement, a l'honneur de déclarer à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de la République Portugaise ce qui suit:

Article 1.

Les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Portugal, des îles adjacentes et de ses possessions d'outre-mer, seront admis, à leur importation en Lettonie au bénéfice du tarif le plus favorable que le Gouvernement Letton accorde ou puisse accorder à toute puissance tierce.

Article 2.

Les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Lettonie, seront admis, à leur importation en Portugal et aux îles adjacentes, au bénéfice du tarif minimum qui soit ou qui sera en vigueur pendant la durée du présent Accord et les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Lettonie, inscrits au tableau annexé au présent Accord **) seront admis, à leur importation en Portugal et aux

---

*) Entré en vigueur le 27 janvier 1930. V. Bulletin de l'Institut intermédiaire international XXIII, p. 161.

**) Non reproduit.

îles adjacentes, au bénéfice du tarif le plus favorable que le Gouvernement Portugais accorde ou puisse accorder à toute puissance tierce. Pour l'application de ce traitement, la Lettonie ne pourra invoquer les accords que le Portugal aura conclus ou viendrait à conclure avec l'Espagne et le Brésil.

Article 3.

Pour autant que le régime de contrôle ou des prohibitions d'importation reste encore en vigueur sur leurs territoires, les marchandises portugaises et lettones jouiront, respectivement, en Lettonie et au Portugal, du traitement de la nation la plus favorisée. Pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement Letton autorisera la libre importation, ainsi que la consommation et la vente, des vins portugais d'une teneur alcoolique égale ou inférieure à 21°.

Article 4.

Le Gouvernement Letton reconnaît que les désignations des vins de Porto et Madeira appartiennent exclusivement aux vins récoltés dans les régions portugaises du Douro et de l'île de Madeira, et il s'engage à poursuivre sur son territoire, conformément aux prescriptions de la législation intérieure en vigueur, tout abus desdites désignations par rapport aux vins qui ne seraient pas originaires des régions respectives du Portugal et de l'île de Madeira.

Ces dispositions s'appliquent, alors même que la mention régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine ou de l'expression, type, genre, façon, ou de toute autre expression similaire, susceptible de rendre douteuse la vraie origine de la marchandise dans le commerce.

La poursuite aura lieu, soit à la diligence de l'Administration des Douanes, soit, à la requête du Ministère Public ou d'une partie intéressée, individu ou société.

Chacun des deux Gouvernements s'engage à appliquer, immédiatement et sans compensation, toutes les mesures pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre contre toute forme de concurrence déloyale et usage de fausses appellations d'origine qu'il se soit engagé ou pourrait s'engager à appliquer aux produits d'un autre pays.

Article 5.

Pendant la durée du présent Accord le Gouvernement Letton accordera à la navigation portugaise le traitement de la nation étrangère la plus favorisée. De son côté, le Gouvernement Portugais accordera à la navigation lettone dans la métropole et les îles adjacentes du Portugal une réduction de 25 % sur les droits de navigation (taxas do imposto do comercio maritimo), qui sont actuellement en vigueur ou qui viendraient à les remplacer et il accordera à ladite navigation dans les colonies portugaises le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 6.

Les dispositions des Articles 1 et 5 ne s'appliquent pas

1) au traitement accordé ou qui pourrait être accordé par la Lettonie dans le trafic de frontière avec les pays limitrophes;
2) aux faveurs spéciales résultant d'une Union douanière;
3) aux avantages et faveurs que la Lettonie a accordés ou pourrait accorder à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des R. S. S.

Article 7.

Le présent Accord sera ratifié conformément à la législation de chaque pays. Il entrera en vigueur un mois après que la ratification de la Lettonie aura été notifiée à Lisbonne et sera valable pour une année à partir de la date de sa mise en vigueur. S'il n'est pas dénoncé trois mois avant l'expiration de ce délai, il est prolongé par voie de tacite reconduction jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour où l'un ou l'autre des deux Gouvernements l'aura dénoncé.

En foi de quoi le Soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Lettonie a signé la présente Déclaration, qu'il a échangée contre celle, d'égale teneur, signée en date de ce jour par Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de la République Portugaise.

Fait à Paris, le 15 juin mil neuf cent vingt-neuf.

W. Schumans,
Ministre de Lettonie auprès
de la Republique Portugaise.

Monsieur le Ministre,

En attendant la conclusion d'un Traité définitif de Commerce et de Navigation le soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de la République Portugaise, a l'honneur de déclarer à Son Excellence Monsieur le Ministre de Lettonie ce qui suit:

[suit le texte de la Note précédente]

En foi de quoi, le soussigné Ministre des Affaires Etrangères de la République Portugaise, a signé la présente Déclaration, qu'il a échangée contre celle, d'égale teneur, signée en date de ce jour par Son Excellence Monsieur le Ministre de Lettonie.

Fait à Lisbonne le 15 juin mil neuf cent vingt-neuf.

Manuel Carlos Quintão Meireles,
Ministre des Affaires Etrangères.

114.

DANEMARK, CANADA.

Arrangement concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur les revenus des entreprises de navigation; conclu par un Echange de Notes, signées à Ottawa, le 18 juin 1929.

Lovtidenden-A, 1929, No. 28.

Consulate General of Denmark.
Montreal, Canada. Ottawa, 18th June 1929.

Sir,

It being the desire of our respective Governments to effect an arrangement for reciprocal exemption from Income Tax of income arising within their respective countries from the operation therein of ships owned or controlled by and used in the business of persons or corporations resident in the country of the other, I have the honour to inform you that the Government of Denmark agrees to the following undertaking:

1. In respect of Denmark the Danish Government undertakes that in accordance with the Danish law the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Canada shall not be liable to taxation.

2. In respect of Canada the Canadian Government undertakes that in accordance with the provisions of the Income War Tax Act the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Denmark shall in like manner be exempt from taxation.

3. It is understood that the expression „operation of ships" means the business carried on by an owner of ships and that for the purpose of this definition the expression „owner" includes any charterer.

4. It is agreed that the exemption from income tax on the income derived from the operation of the aforementioned ships shall be deemed to be effective in respect of the income of fiscal periods ending in the year 1929 and each year thereafter until rescinded by either party giving to the other notice one year in advance of the fiscal periods affected, or until otherwise rescinded by the repeal of the income tax laws of either country.

5. It is further agreed that taxes which have been paid by persons or corporations resident in the country of the other and which have been paid more than a year from the date hereof shall not be refunded.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant

sign. *J. E. Bøggild,*
Consul-General of Denmark.

The Right Honourable, the Secretary of State for External Affairs, Ottawa.

Department of External Affairs.

Ottawa, 18th June, 1929.

Sir,

It being the desire of our respective Governments to effect an arrangement for reciprocal exemption from Income Tax of income arising within their respective countries from the operation therein of ships owned or controlled by and used in the business of persons or corporations resident in the country of the other, I have the honour to inform you that the Government of Canada agrees to the following undertaking:

[suit le texte, ci-dessus]

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant.

For the Secretary of State for External Affairs,

sign. *O. D. Skelton.*

Consul-General of Denmark, p. t. Ottawa.

115.

GRANDE-BRETAGNE, INDES, GRÈCE.

Arrangement concernant les certificats d'origine; conclu par un Echange de Notes signées à Londres, le 21 juin 1929.

Treaty Series, No. 20 (1929).

(1.)

Mr. A. Henderson to M. Caclamanos.

Foreign Office, June 21, 1929.

Sir,

I have the honour to inform you on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India that they learn with satisfaction from your notes of the 23rd February, 1928, and the 11th April, 1929, that the Government of the Hellenic Republic are prepared to conclude with them an arrangement respecting consular fees on certificates of origin, consonant with the provisions of paragraph 8 of Article 11 of the Convention for the Simplification of Customs Formalities signed at Geneva on the 3rd November, 1923.*) His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India accordingly agree, on condition of reciprocity, as embodied in your corresponding note of to-day's date, that certificates of origin relating to goods the manufacture or produce of Greece exported to Great Britain and Northern Ireland or India shall not, save in exceptional circumstances, require consular endorsement.

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 165.

His Majesty's Government in the United Kingdom also agree that the same shall apply to the export of such goods to any British Colony or Protectorate or any mandated area administered by them to which the stipulations of the Commercial Treaty between Great Britain and Northern Ireland and Greece, dated the 16th July, 1926,*) have been applied in accordance with Article 30 or Article 31 thereof.

2. Where, however, in exceptional circumstances, such endorsement is required as, for example, where the certificate of origin is issued not by a Chamber of Commerce but by the manufacturer or exporter of the goods, the fee charged for such endorsement shall not exceed 4 gold drachmas.

3. It is further understood that, in the case of goods which are transhipped to Great Britain and Northern Ireland viâ a port in Greece, the certificates of origin relating to such goods shall, where necessary, be issued by all recognised Chambers of Commerce in Greece, namely, the Chambers of Commerce at Athens, Piræus, Patras, Salonica, Volo, Calamata, Corfu (Kerkyra), Cephalonia, Cavalla, Rhodope, Alexandroupolis (formerly Dedeagatch), Chios, Mytilene, Candia (Herakleion), Syra (or Ermoupolis), Jannina, Edessa, Drama, Cozani, St. Maura (Leucas), Pyrgos, Xanthi, or in the case of tobacco, also by the Greek Tobacco Protection Offices at Volo, Salonica, Cavalla. Such certificates may require consular endorsement, the fee charged for which shall not exceed 4 gold drachmas.

4. It is understood that the arrangements constitued by this note and your note of to-day's date on the same subject shall come into force in both countries on the 5th July and be terminable at any time by either party at three months' notice.

I have, &c.

Arthur Henderson.

(2.)

M. Caclamanos to Mr. A. Henderson.

Greek Legation,
51, Upper Brook Street,
London, W. 1, June 21, 1929.

Sir,

In reply to your note of to-day's date with reference to the conclusion of an arrangement between the Government of the Hellenic Republic on the one hand and His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India on the other hand respecting consular fees and certificates of origin, consonant with the provisions of paragraph 8 of Article 11 of the Convention for the Simplification of Customs Formalities signed at Geneva on the 3rd November, 1923, the Government of the Hellenic Republic authorise me to undertake hereby on their behalf, and on condition of reciprocity, as embodied in your note referred to

---

*) V. N.R.G. 3. s. XXVII, p. 594.

above, that certificates of origin relating to goods the manufacture or produce of Great Britain and Northern Ireland or India exported to Greece shall not, save in exceptional circumstances, require consular endorsement. The same will apply to goods the manufacture or produce of any British Colony or Protectorate or of any mandated area administered by His Majesty's Government in the United Kingdom to which the stipulations of the Commercial Treaty between Great Britain and Northern Ireland and Greece, dated the 16th July, 1926, have been applied in accordance with Article 30 or Article 31 thereof. Where, however, in exceptional circumstances, consular endorsement is required, as, for example, where the certificate is issued not by a Chamber of Commerce but by the manufacturer or exporter of the goods, the fee charged for such endorsement shall not exceed 3 s.

2. It is further understood that, in the case of goods which are transhipped to Greece from a third country viâ a port in the United Kingdom, the certificates of origin relating to such goods shall be issued by either the London or the Manchester Chamber of Commerce. Where the goods so transhipped are the manufacture or produce of any British Colony or Protectorate or any mandated area administered by His Majesty's Government in the United Kingdom to which the stipulations of the Commercial Treaty between Great Britain and Northern Ireland and Greece, referred to above, have been applied, no consular endorsement of such certificates of origin shall be required. Where, however, the goods so transhipped are not the manufacture or produce of Great Britain and Northern Ireland or India or of any such Colony, Protectorate or mandated area, consular endorsement of the certificates relating to them may be required. The fee charged for such endorsement shall not exceed 3 s.

3. It is understood that the arrangements constitued by this note and your note of to-day's date on the same subject shall come into force in both countries on the 5th July, 1929, and be terminable at any time by either party at three months' notice.

I have, &c.

D. Caclamanos.

116.

DANEMARK, COLOMBIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Londres, le 21 juin 1929.*)**)

Lovtidenden-A, 1931, No. 39.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande et Son Excellence le Président de la République de Colombie, également animés du désir de

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 22 octobre 1931.

**) En langues danoise, espagnole et française. Eu égard à la disposition de l'Article V nous ne reproduisons que le texte français.

favoriser le développement des relations commerciales entre le Danemark et la Colombie, ont décidé de conclure un Traité de Commerce et de Navigation à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs:

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Le Comte Preben Ferdinand Ahlefeldt-Laurvig, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Londres;

Son Excellence le Président de la République de Colombie:

Senor Don Alfredo Michelsen, Chargé d'Affaires a. i. de la République à Londres;

lesquels, après avoir échangé leurs Pleins Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à appliquer à l'égard de l'autre Partie, pour tout ce qui concerne les droits des citoyens, le traitement des marchandises à l'importation, à l'exportation et au transit, ainsi que relativement à la navigation, le principe du traitement de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les ressortissants, produits, navires et bateaux de l'une des Hautes Parties Contractantes jouiront notamment sur le territoire de l'autre Partie des facilités et faveurs suivantes:

(a) Les ressortissants de l'un des deux Pays seront inconditionnellement traités dans l'autre, en ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, le droit d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers et d'en disposer, ainsi que relativement à l'obligation d'acquitter des impôts, taxes et contributions, quelle qu'en soit la nature, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

(b) Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux Pays jouiront inconditionnellement et à tous égards dans l'autre des mêmes facilités et faveurs que les produits similaires de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera notamment appliqué pour tout ce qui concerne les droits de douane et autres taxes ou charges, ainsi que relativement aux défenses d'importation, à l'application desdites défenses et à toutes les conditions et prescriptions concernant l'importation de marchandises, y compris la production de certificats d'origine et de factures consulaires, les droits à acquitter pour la légalisation de ces documents et toutes les dispositions et formalités y relatives.

(c) Les navires et bateaux de l'un des deux Pays et leurs cargaisons jouiront inconditionnellement dans l'autre pour tout ce qui concerne les droits de navigation et de douane, le chargement et le

déchargement, et en général pour toutes les formalités, dispositions et charges, de quelque nature qu'elles soient, auxquelles les navires et bateaux et leurs cargaisons sont ou pourront être soumis, du même traitement que les navires et bateaux de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Il est fait exception toutefois aux stipulations du présent Traité pour le droit de se livrer au cabotage.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par des autorités de l'un des deux Pays, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront intervenir entre les deux Gouvernements.

Article III.

Le Gouvernement de chacun des deux Pays pourra nommer des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et autres fonctionnaires ou agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre Pays où le droit de nommer des représentants consulaires a été accordé à un Etat tiers.

Lesdits fonctionnaires et agents consulaires jouiront, après avoir reçu l'exequatur ou toute autre autorisation requise de tous les droits, privilèges et immunités qui appartiennent ou pourront ultérieurement être reconnus aux représentants consulaires de la nation la plus favorisée à cet égard.

Article IV.

Les dispositions du présent Traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne pourront être invoquées en ce qui concerne les faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la suite à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontière local.

Il est convenu, en outre, que la Colombie ne pourra pas revendiquer, en vertu des dispositions du présent Traité, le bénéfice des faveurs accordées ou qui pourront être accordées par le Danemark à la Suède ou à la Norvège, ou à ces deux Pays, tant que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat.

Les dispositions du présent Traité ne seront pas appliquées au Groënland où le commerce et la navigation sont réservés à l'Etat danois.

Article V.

Le présent Traité, redigé en langues danoise, espagnole et française et dont le texte français fera foi, sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et pourra être dénoncé par chacune des Hautes Parties Contractantes sous réserve d'un préavis de trois mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 21 juin 1929.

(L. S.) (sign.) *P. F. Ahlefeldt-Laurvig.*
(L. S.) (sign.) *Alfredo Michelsen.*

Protocole final.

Les soussignés réunis en date d'aujourd'hui afin de signer le Traité de Commerce et de Navigation ci-contre sont convenus de ce qui suit:

Considérant les relations qui, conformément au contenu de la Loi Unionelle du 30 novembre 1918, existent entre le Danemark et l'Islande,*) il est entendu que les dispositions du susdit Traité ne pourront pas, de la part de la Colombie, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

Nonobstant les dispositions du troisième alinéa de l'Article IV du présent Traité, le traitement de la nation la plus favorisée stipulé dans l'Article II, alinéa b, s'appliquera en ce qui concerne les droits d'entrée et les formalités de douane aux produits originaires du Groënland à leur importation en Colombie ainsi qu'aux produits originaires de la Colombie à leur importation au Groënland.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole final et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 21 juin 1929.

(L. S.) (sign.) *P. F. Ahlefeldt-Laurvig.*
(L. S.) (sign.) *Alfredo Michelsen.*

117.

ESTONIE, FINLANDE.

Accord relatif à l'abolition du visa des passeports; signé à Tallinn, le 25 juin 1929.

Eesti Lepingud Välisriikidega VIII. 1928—1929, p. 260.

118.

SUISSE, FRANCE.

Convention de commerce; signée à Berne, le 8 juillet 1929.**)***)

Recueil des lois fédérales 1931, No. 10.

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse et le Président de la République Française, désireux de favoriser le développement des échanges commerciaux entre la Suisse et la France, ont résolu de conclure

*) V. N.R.G. 3. s. XII, p. 3.
**) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 16 mars 1931.
***) Comp. ci-dessous No. 119.

une convention et, dans ce but, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

Monsieur le Conseiller Fédéral Edmond Schulthess, Chef du Département Fédéral de l'Economie publique,

Monsieur W. Stucki, Directeur de la Division du Commerce du Département Fédéral de l'Economie publique;

Le Président de la République Française:

Son Excellence M. Henri Chassain de Marcilly, Ambassadeur près la Confédération Suisse,

Monsieur Paul Elbel, Directeur des Accords commerciaux au Ministère du Commerce,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties Contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie Contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 2.

Les engagements formulés à l'Article premier ne s'étendent pas:

a. aux faveurs actuellement accordés ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter

le trafic frontalier dans une zone n'excédant pas 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière;

b. aux faveurs résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties Contractantes;

c. aux droits ou privilèges qui pourraient être accordés à l'avenir par l'une des Parties Contractantes à des Etats tiers dans des conventions plurilatérales auxquelles l'autre Partie ne participerait pas, si ces droits ou privilèges sont stipulés dans les conventions plurilatérales de portée générale conclues sous les auspices de la Société des Nations, enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les Etats; si ces droits ou privilèges ne sont stipulés que dans ces conventions et que le bénéfice de ceux-ci assure à l'autre Partie Contractante des avantages nouveaux; si enfin l'autre Partie Contractante n'accorde pas la réciprocité.

Article 3.

Sans préjudice des dispositions de l'Article premier ci-dessus, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier suisse, énumérés à la liste A,*) conserveront le bénéfice, à leur importation sur le territoire douanier français, des droits inscrits à ladite liste.

Ces droits resteront applicables aussi longtemps que l'indice officiel des prix de gros ne marquera point une différence de plus de 20 pour cent par rapport à l'indice du mois de janvier 1928.

Dans le cas où cette différence se réaliserait, les droits de douane pourront être majorés ou devront être diminués en proportion de l'indice, sans que toutefois la rectification puisse intervenir sinon à la fin d'un trimestre.

La même méthode sera appliquée, dans les mêmes proportions et les mêmes conditions, pour toute altération ultérieure de l'indice des prix de gros.

Les réductions opérées ne pourront toutefois excéder 60 pour cent des taux des droits inscrits au tarif.

Article 4.

Sans préjudice des dispositions de l'Article premier ci-dessus, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier français, énumérés à la liste B,**) conserveront le bénéfice, à leur importation sur le territoire douanier de la Suisse, des droits inscrits à ladite liste.

Le paiement de ces droits est exigible en monnaie suisse calculée à la parité de l'or.

---

*) Non reproduite.

**) Non imprimée.

Article 5.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce par des prohibitions ou restrictions quelconques des importations ou des exportations. Les exceptions suivantes seront admises à condition qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays où existent les mêmes conditions:

a. prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique;

b. prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires;

c. prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre;

d. prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles;

e. prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national, artistique, historique ou archéologique;

f. prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires;

g. prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

La présente Convention ne portera pas atteinte au droit des Hautes Parties Contractantes de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation ou à l'exportation pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays.

Si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de l'autre Partie Contractante. Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Article 6.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Hautes Parties Contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut de Barcelone du 20 avril 1921 sur la liberté du transit.*)

Article 7.

Ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine:

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XVIII, p. 690.

a. les produits du sol ou de l'industrie du territoire douanier suisse importés dans le territoire douanier français en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers importés en transit par le territoire de la Suisse vers le territoire douanier de la France, sous réserve que ces transports soient effectués directement et sans emprunt de la mer;

b. les produits du sol ou de l'industrie du territoire douanier français importés sur le territoire douanier suisse en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol et de l'industrie de pays tiers importés en transit par le territoire français vers le territoire douanier de la Suisse.

Article 8.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve la faculté de soumettre à des taxes les produits importés du territoire de l'autre Partie, si les mêmes produits sont grevés à l'intérieur du pays d'une taxe de fabrication ou autre, ou fabriqués avec des matières soumises à une telle taxe.

Les taxes internes qui grèvent ou grèveront ultérieurement, sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, la production, la préparation, la circulation ou la consommation d'une marchandise pour le compte de qui que ce soit, ne pourront, sous aucun prétexte, frapper les produits originaires de l'autre Partie d'un taux plus élevé ou d'une manière plus onéreuse qu'elles ne frappent les produits similaires indigènes et ceux du pays le plus favorisé.

Aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra, sous prétexte d'imposition de caractère intérieur, frapper de taxes nouvelles ou majorées l'importation d'articles qui ne sont pas produits sur son territoire ou celui de ses colonies et pays de protectorat et de mandat.

Les produits formant l'objet de monopoles d'Etat ainsi que les matières propres à la fabrication de produits monopolisés, de même que les marchandises pour la fabrication desquelles des produits monopolisés ont été employés, pourront, en garantie du monopole, être frappés à l'importation d'une taxe supplémentaire, même si les produits ou matières similaires indigènes n'y sont pas assujettis.

Cette taxe sera remboursée si, dans un délai de trois mois, il est prouvé que les matières imposées ont été employées d'une manière qui exclut la fabrication d'un article monopolisé.

Article 9.

Conformément à l'Article 11 de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923,*) la présentation de certificats d'origine pour l'importation des marchandises ne sera en général pas exigée. Si, toutefois, l'une des Hautes Parties Contractantes frappe les marchandises d'un Etat

*) V. N.R.G. 3. s. XIX, p. 165.

tiers de droits plus élevés que ceux qui sont applicables aux marchandises de l'autre Partie, ou si elle soumet les marchandises d'un pays tiers à des prohibitions ou restrictions d'importation auxquelles ne sont pas assujetties les marchandises de l'autre Partie, elle peut, au cas où les circonstances l'exigeraient, faire dépendre de la présentation de certificats d'origine l'application des droits les plus réduits aux marchandises de l'autre Partie ou leur admission à l'entrée.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les autorités douanières, soit par les chambres de commerce compétentes, soit enfin par tout autre organisme désigné par le pays d'exportation et accepté par le pays d'importation. Les certificats seront établis selon les formules adoptées par lesdits organismes et reconnus par l'administration douanière du pays destinataire.

Le visa consulaire pourra être requis pour les certificats qui ne sont ni délivrés par les autorités douanières ni visés par elles. Les certificats seront visés sans frais par les autorités consulaires du pays de destination lorsque la valeur de l'envoi pour lequel ils ont été dressés de dépassera pas 500 francs français ou 100 francs suisses. Lorsque la valeur de l'envoi sera supérieure à cette somme, la taxe perçue pour le visa consulaire ne devra pas dépasser 25 francs français ou 5 francs suisses.

En ce qui concerne les colis postaux et les envois par la poste et par la voie aérienne, il ne sera pas exigé de certificat d'origine.

Dans le cas où des marchandises originaires d'un pays tiers ne seraient pas importées directement du pays d'origine dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, mais en transit par le territoire de l'autre, les Hautes Parties Contractantes accepteront comme justification d'origine, hors le cas de soupçon de fraude ou d'abus, au même titre que celles délivrées dans le pays d'origine, les attestations établies par les autorités compétentes de l'autre Partie, sous la réserve qu'elles répondent aux prescriptions réglementaires. Les dispositions ci-dessus sur l'obligation du visa consulaire et le montant de la taxe consulaire sont applicables aux certificats d'origine délivrés pour les marchandises originaires d'un pays tiers; en aucun cas, la taxe consulaire ne sera supérieure à celle qui aurait été perçue dans le pays d'origine.

Dans tous les cas où l'une des Hautes Parties Contractantes signalera à l'autre que des doutes se sont élevés sur l'exactitude d'un certificat d'origine ou que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance ou l'emploi d'un certificat, la partie à laquelle la plainte aura été adressée provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés, en communiquera les résultats à la partie plaignante et, le cas échéant, prendra toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation de ces pratiques indues ou frauduleuses. En aucun cas, l'une des Hautes Parties Contractantes ne procédera à des investigations par ces propres organes sur le territoire de l'autre Partie.

Article 10.

Dans le cas où les produits importés seraient soumis à une tarification ad valorem, la valeur à déclarer pour l'application des droits de douane sera celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane. Elle comprend la valeur d'achat de la marchandise, augmentée de tous les frais nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu d'introduction (transport, fret, droits de sortie, assurance, commission, prix des emballages non taxables séparément, etc.), à l'exclusion des droits d'entrée. Toutefois, la valeur ainsi calculée devra, s'il y a lieu, être rectifiée pour tenir compte des variations de prix postérieures à l'achat.

La déclaration en douane doit être appuyée d'une facture, légalisée par l'autorité consulaire du pays de destination. Toutefois, eu égard aux garanties que se sont données les Hautes Parties Contractantes et sous condition de réciprocité le pays importateur admettra que la législation consulaire soit remplacée par un visa donné par les organismes du pays exportateur présentant la compétence ainsi que les garanties nécessaires et qui auront été préalablement reconnus par le Gouvernement du pays importateur. Cet agrément pourra être retiré s'il est constaté que ces organismes ne présentent plus les garanties nécessaires.

Le cas échéant, les agents diplomatiques et consulaires viseront sans frais les factures relatives aux envois dont la valeur ne dépassera pas 500 francs français ou 100 francs suisses. Lorsque la valeur des envois sera supérieure à cette somme, la taxe ne devra pas dépasser 25 francs français ou 5 francs suisses.

En ce qui concerne les colis postaux, les envois par la poste et par la voie aérienne, il ne sera pas exigé de factures légalisées.

Dans le cas où des doutes s'élèveraient sur l'exactitude d'une facture légalisée, les dispositions de l'Article 9, alinée 6, seront applicables par analogie.

Article 11.

Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'une des Hautes Parties Contractantes, ainsi que leurs commis-voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays et en observant les formalités prescrites, de faire des achats de marchandises dans le territoire de l'autre Partie, chez des négociants ou dans des locaux de vente publique ou chez des personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes chez les négociants ou chez d'autres personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ils sont autorisés à apporter avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises et ne seront astreints, pour l'activité décrite au présent alinéa, ni à un impôt ni à une taxe spéciale.

Les cartes de légitimation doivent être conformes au modèle établi dans la Convention internationale pour la simplification des formalités

douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923. Un visa consulaire ou autre n'est pas exigé.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez les personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce; les Hautes Parties Contractantes se réservent, à ce sujet, l'entière liberté de leur législation.

Article 12.

Les sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés de transport et d'assurances, valablement constituées d'après les lois de l'une des Hautes Parties Contractantes et ayant leur siège sur son territoire seront juridiquement reconnues dans l'autre pays, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs; leur capacité et droit d'ester en justice seront déterminés par leurs statuts et les lois de leur pays d'origine.

Les sociétés constituées d'après la législation de l'une des Hautes Parties Contractantes pourront, sous réserve de l'accomplissement des formalités prévues à cet effet par les lois et règlements en vigueur, étendre leurs opérations sur le territoire de l'autre Partie, y acquérir des droits, les y exercer et y poursuivre leur activité économique.

Article 13.

Pour toutes les questions relatives aux transports par voie ferrée, les Hautes Parties Contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des voies ferrées, établis à Genève le 9 décembre 1923.*)

Les bateaux de l'une des Hautes Parties Contractantes et leurs équipages et cargaisons bénéficieront, dans les eaux intérieures de l'autre Partie, ainsi que dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, du même traitement que les bateaux, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne toutes redevances et taxes afférentes à la navigation intérieure, chacune des Hautes Parties Contractantes traitera sur ses voies d'eau intérieures ou dans ses ports intérieurs ouverts au trafic les bateaux de l'autre Partie, leurs équipages et cargaisons aussi favorablement que ses propres bateaux, équipages et cargaisons.

Les dispositions prévues aux deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux opérations de transports effectués entre deux ports d'un même réseau intérieur national.

Tous les bateaux qui sont immatriculés sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui appartiennent aux ressortissants ou aux sociétés de cette Partie, sont considérés, dans l'esprit du présent Accord, comme bateaux des Hautes Parties Contractantes.

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 214.

Article 14.

Sous condition de réexportation ou de réimportation et sous réserve de mesures de contrôle, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est concédée réciproquement:

1° pour les sacs, caisses, tonneaux en toutes matières, dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables, marqués et ayant déjà servi, importés vides pour être réexportés remplis ou réimportés vides après avoir été exportés remplis;

2° pour les voitures de déménagement de toute espèce, ainsi que pour les cadres de déménagement, que ces véhicules passent la frontière sur route ou par chemin de fer, mais pour autant qu'ils ne sont pas utilisés pour des transports à l'intérieur;

3° pour les outils, instruments et engins mécaniques importés du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie pour l'exécution de travaux de montage, d'essai ou de réparations de machines et appareils d'origine suisse installés en France ou d'origine française installés en Suisse;

4° pour les machines, appareils et leurs parties, destinés à être soumis à des essais ou à des expériences;

5° pour les échantillons et modèles, dans les conditions fixées par l'Article 10 de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923; *)

6° pour les machines et appareils, ainsi que leurs pièces détachées, de fabrication suisse ou française, destinés à être réparés dans leur pays d'origine.

Le délai de réexportation ou de réimportation ne sera pas inférieur à trois mois pour les cas prévus aux chiffres 1 et 2 et à six mois pour les autres cas prévus au présent Article.

Article 15.

Si des marchandises expédiées de l'un des deux pays dans l'autre sont renvoyées à l'expéditeur originaire pour cause d'inacceptation par le destinataire ou pour d'autres raisons, l'on renoncera, lors de la réexportation, à percevoir un droit d'exportation et l'on remboursera un droit d'importation déjà payé ou l'on renoncera à réclamer un droit d'importation dû, à condition que les marchandises soient restées jusqu'à la réexportation sous le contrôle de la douane ou du chemin de fer et que la réexportation ait eu lieu dans le délai de deux mois à compter de l'importation, sans qu'aucun changement ait été apporté aux marchandises.

Article 16.

Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux précieux, importés de l'un des deux pays, seront soumis dans l'autre au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et paieront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 165.

Les bureaux spéciaux fonctionnant actuellement à Bellegarde et Pontarlier ou ceux qui, en remplacement de ces deux bureaux, pourraient être établis dans toute autre localité voisine de la frontière de la Suisse pour le contrôle et la marque des objets ci-dessus désignés, seront maintenus pendant la durée de la présente Convention. Il est entendu que les matières de platine, d'or et d'argent pourront être contrôlées sur le brut, à condition que les ouvrages soient assez avancés pour qu'en les finissant, on ne leur fasse éprouver aucune altération, et que les boîtes de montres, brutes ou finies, pourront être expédiées aux bureaux de vérification en France, moyennant une soumission cautionnée garantissant leur réexportation.

Article 17.

Chacune des Hautes Parties Contractantes assume la charge d'entretenir à la frontière commune un nombre suffisant de bureaux de douane munis des compétences utiles.

Dans leurs relations commerciales réciproques, les Hautes Parties Contractantes rendront le dédouanement aussi facile que les intérêts de l'administration des douanes le permettront. Elles s'engagent à établir, autant que possible, la concordance des routes reconnues comme chemins douaniers, des attributions et des heures d'ouverture des bureaux corréspondants des deux pays, ainsi qu'à généraliser, dans la mesure du possible, l'établissement de bureaux de douane à proximité de la frontière.

Article 18.

Les Hautes Parties Contractantes feront toute diligence pour que leurs ressortissants puissent obtenir d'une manière aussi facile et aussi rapide que possible auprès des autorités douanières des renseignements relatifs à l'application des droits de douane.

Elles se communiqueront à cet effet la liste desdites autorités.

Si l'importateur insère dans sa demande de renseignements l'indication du bureau de douane par lequel il compte importer la marchandise, le renseignement donné par l'administration sera communiqué par elle audit bureau de douane.

Article 19.

Les déclarations en douane doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, l'origine, la provenance, la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant le cas.

Si le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer l'espèce ou la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier, à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, l'espèce, le poids, la mesure ou le nombre, après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque pays.

Si les renseignements produits sur les factures et lettres de voitures sont insuffisants pour permettre d'établir une déclaration régulière, le service des douanes accordera, à la demande de l'intéressé, l'autorisation d'examiner la marchandise avant le dépôt de la déclaration.

Article 20.

Les dispositions des Articles 1, 2, 7, 8, 9, 14, 15, 18 et 19 s'appliqueront aux colonies, protectorats et pays sous mandat de la France.

Article 21.

Bien que les dispositions des Articles 5, 10, 11 et 12 ne s'appliquent pas aux colonies françaises, les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement, pour les matières qui y sont visées et en ce qui concerne ces territoires, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 22.

L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorisera pas la Suisse à réclamer:

1⁰ le bénéfice des avantages préférentiels que la France accorde ou pourrait accorder sur son territoire douanier aux colonies, protectorats et pays sous mandat français, ou que les colonies et protectorats français accordent ou accorderaient à la France, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français;

2⁰ le bénéfice des dispositions tarifaires et réglementaires accordées en matière de transit sur le territoire de l'Indochine aux pays limitrophes de cette colonie.

Article 23.

Les Hautes Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les matières qui font l'objet des Articles suivants de la présente Convention: 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16 et 20.

Article 24.

Les contestations qui viendraient à surgir au sujet de l'interprétation de la présente Convention, y compris les annexes et les dispositions additionnelles, seront, si l'une des Hautes Parties Contractantes en fait la demande, soumises à la décision d'un tribunal arbitral. Cette stipulation est applicable même à la question préjudicielle de savoir si la contestation se rapporte à l'interprétation de la Convention. La sentence du tribunal arbitral aura force obligatoire.

Article 25.

La présente Convention se substitue à celle du 20 octobre 1906,*) à l'Arrangement commercial du 21 janvier 1928,**) ainsi qu'à l'avenant du 11 mars 1928.***)

---

*) V. N.R.G. 3. s. I, p. 509.
**) V. N.R.G. 3. s. XXX, p. 510.
***) V. ibid. p. 519.

Elle est conclue pour un an. Elle sera ratifiée et entrera en vigueur 20 jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Paris.

Si elle n'a pas été dénoncée trois mois avant d'arriver à expiration, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction, chaque partie se réservant alors le droit de la dénoncer à tout moment pour lui faire prendre fin six mois après.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en deux exemplaires, à Berne, le 8 juillet 1929.

(L. S.) (sig.) *Schulthess.*
(L. S.) (sig.) *W. Stucki.*
(L. S.) (sig.) *H. de Marcilly.*
(L. S.) (sig.) *P. Elbel.*

Protocole de signature.

Au moment de signer la Convention en date de ce jour, le Gouvernement Français et le Gouvernement Suisse en ont précisé les dispositions ainsi qu'il suit:

Dispositions générales.

Ad Article 2.

En admettant dans la présente Convention, conformément à l'usage, que les unions douanières existances constituent des dérogations au principe du traitement de la nation la plus favorisée, les Hautes Parties Contractantes n'entendent formuler aucune opinion au sujet de la formation d'unions douanières nouvelles.

Après avoir pris connaissance des documents annexés à l'aide-mémoire du 21 juin 1929, qui lui a été remis par la délégation française, la délégation suisse déclare qu'elle n'invoquera pas le traitement de la nation la plus favorisée prévu à la Convention signée en date de ce jour, pour réclamer les avantages spéciaux dont bénéficient les marchandises allemandes admises en France au titre des prestations.

Ad Articles 3 et 4.

Lorsque le droit d'entrée sur un produit importé dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes dépend du droit fixé pour une autre marchandise, le plus bas des taux, autonomes ou conventionnels, applicables à cette autre marchandise servira toujours de base au calcul du droit d'entrée sur le produit en question.

Ad Article 6.

En considération des difficultés qui se sont élevées en ce qui concerne le transit des marchandises suisses en France à l'occasion de l'application des dispositions de l'Article 15 de la loi française du 11 janvier

1892, et tenant compte de la situation particulière de la Suisse, le Gouvernement Français examinera avec bienveillance, dans les cas d'espèce, la possibilité de dispenser du correctif réglementaire, pour le transit, les marchandises de maisons suisses ayant en France une usine ou un atelier lorsque lesdites marchandises sont revêtues d'indications en langue française.

Ad Article 7.

Pour l'application de ces dispositions, chacune des Hautes Parties Contractantes accepte de ne pas considérer comme une interruption du transport direct par terre les déchargements et rechargements en cours de route sur le territoire de l'autre Partie, même s'il y a eu sur ce territoire:

1° changement du mode de transport;

ou, sous le contrôle du service des douanes des pays intermédiaires:

2° modification du conditionnement extérieur des marchandises;

3° division en plusieurs lots;

4° assortiment.

Comme justification du transport direct, les déclarants devront produire à la douane du pays de destination:

a. dans le premier cas visé ci-dessus, les factures originales, bulletins d'expédition, lettres de voiture et tous documents relatifs au transport établissant qu'au moment de leur départ du pays d'origine, les marchandises étaient bien destinées au pays d'importation et qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour le transbordement et pour changement du mode de transport;

b. dans les trois autres cas, des certificats du service des douanes des pays intermédiaires attestant:

l'identité des marchandises,

les manutentions exécutées;

qu'au moment de leur départ du lieu d'origine elles avaient bien le pays d'importation pour destination;

qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour la modification de leur conditionnement extérieur, leur division par lots ou leur assortiment.

Ces divers documents pourront être refusés par le service des douanes du pays d'importation en cas de soupçon de fraude ou de substitution.

Ad Article 8.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que les dispositions de l'Article 8 s'appliquent également à la taxe sur le chiffre d'affaires.

En ce qui concerne la Suisse, les dispositions des alinéas 4 et 5 ont trait aux produits visés par la législation sur l'alcool.

Ad Article 9.

Sans préjudice des allégements plus étendus résultant du traitement de la nation la plus favorisée, sont dispensés, sous condition de récipro-

cité, de la justification d'origine à l'importation en France, les produits ci-après en provenance de Suisse: les soieries; la bijouterie, les montres et autres ouvrages en or, en argent ou en platine, munis du poinçon suisse; les chocolats et bonbons contenus dans des emballages caractéristiques, revêtus de marques de fabrique suisses; les farines lactées; les fromages; le lait (frais, concentré, condensé, stérilisé, sucré ou non, etc.); les ciments, chaux et plâtres; les pierres, les sables et les bois.

Le Gouvernement Français accepte, sous condition de réciprocité, que les certificats d'origine délivrés par les organismes suisses compétents soient visés sans frais, tant que la Tchécoslovaquie ou l'Autriche bénéficieront de la même facilité.

Ad Articles 9 et 10.

Un titre unique (document mixte) pourra être produit dans les cas où un certificat d'origine et une facture légalisée sont tous deux exigibles. Ce titre unique devra satisfaire aux conditions imposées pour chacun des documents dont il tient lieu. Sa légalisation ne sera toutefois pas soumise à une taxe supérieure à celle qui est prévue pour le visa de la facture.

Ad Article 10.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que les dispositions de l'Article 10 ne seront pas applicables aux voitures automobiles reprises sous le n° 614ter du tarif français.

Ad Article 13.

En ce qui concerne les opérations de transport entre deux ports d'un même réseau intérieur national qui, en vertu de l'alinéa 4 de l'Article 13, sont réservées dans chacun des deux pays aux bateaux nationaux, les Hautes Parties Contractantes déclarent qu'elles s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. En conséquence, si l'une des Hautes Parties Contractantes venait à y admettre les bateaux d'une tierce puissance, l'autre Partie bénéficierait de plein droit du même traitement.

Ad Article 14.

Sous réserve de réciprocité, les films cinématographiques, documentaires ou éducatifs, destinés à être projetés dans les établissements d'enseignement ou dans des conférences gratuites et qui ne sont donc pas importés dans un but lucratif, seront admis en franchise de droits, sous réserve des mesures de contrôle.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire examiner avec bienveillance toutes demandes d'un caractère individuel et exceptionnel, d'admettre en franchise de droits de douane, sous condition de réexportation ou de réimportation et sous réserve des mesures de contrôle, les formes de bois ou d'autres matières à l'usage des fonderies (modèles pour fonderies).

Pour l'identification des marchandises, il sera réciproquement ajouté foi aux signes de reconnaissance officiels apposés à la sortie de l'un des deux pays sur les marchandises qui font l'objet d'un passavant ou d'une simple inscription. Les offices douaniers des deux pays n'en ont pas moins le droit, s'ils le jugent nécessaire, d'apposer encore leurs signes particuliers. La réexportation ou la réimportation pourra se faire également par tout bureau de douane habilité à ce genre d'opération.

Les Hautes Parties Contractantes examineront avec bienveillance les demandes tendant à la prolongation des délais de réimportation ou de réexportation visés à l'Article 14.

Ad Article 16.

Afin de faciliter les échanges commerciaux, une entente interviendra pour déterminer les jours et heures d'ouverture des bureaux désignés au présent Article.

Ad Article 17.

Les taxes pour le dédouanement en dehors des heures de service ou heures supplémentaires seront limitées au montant le plus bas possible.

Ad Article 20.

La réserve prévue à l'Article 7 concernant l'obligation du transport direct et sans emprunt de la mer, ne s'applique pas aux colonies, protectorats et pays sous mandat de la France.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour spécifier que les dispositions du paragraphe 3 de l'Article 8 ne s'appliquent pas dans les colonies, protectorats et pays sous mandat de la France.

Ad Article 23.

Il est entendu que, en ce qui concerne les Articles 9 et 15, la clause de la nation la plus favorisée s'entend sous réserve de la réciprocité.

Ad Article 24.

Le tribunal arbitral se compose de trois membres. Il est formé de la manière suivante: Chacune des Hautes Parties Contractantes nomme librement un arbitre assesseur dans le mois qui suit la demande d'arbitrage. Si l'une des parties néglige de procéder à temps à la nomination de l'arbitre qu'elle doit désigner, l'autre Partie peut demander au Président de la cour permanente de justice internationale à La Haye de désigner cet arbitre. Le Président du tribunal arbitral est choisi par les deux Parties d'un commun accord au cours du mois qui suit la demande d'arbitrage; il doit avoir l'expérience des questions économiques, être ressortissant d'un Etat tiers, ne pas avoir de domicile sur le territoire de l'une ou de l'autre des Hautes Parties Contractantes et n'être au service ni de l'une ni de l'autre. Si la désignation du Président du tribunal arbitral à choisir d'un commun accord par les deux Parties n'intervient pas dans le délai d'un mois, chacune des parties peut

demander au Président de la cour permanente de justice internationale à La Haye de procéder à cette désignation.

Le Président du tribunal arbitral fixe l'endroit où siégera le tribunal.

Les sentences du tribunal arbitral sont prises à la majorité des voix. La procédure peut être écrite si aucune des Hautes Parties Contractantes ne s'y oppose. Pour le surplus, la procédure est fixée par le tribunal arbitral lui-même.

Chaque partie supporte les honoraires qui reviennent, à l'arbitre nommé par elle et la moitié des frais des honoraires du Président du tribunal arbitral. Chaque partie supporte la moitié des frais de la procédure.

Pour la citation et l'audition de témoins et d'experts, les autorités de chacune des Hautes Parties Contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement du pays dans lequel on doit procéder à la citation et à l'audition, la même assistance que lors'quelles en sont requises par les tribunax civils du pays.

Au sens de la Convention de Madrid du 14 avril 1891,*) l'usage des dénominations „Cognac" et „Armagnac" ne sera autorisé sur le territoire suisse que pour les produits auxquels la loi française reconnaît le droit à ces appellations d'origine.

Seront en outre maintenues les dispositions convenues par lettres échangées le 11 mars 1928 entre le Président de la Délégation Suisse et le Président de la Délégation Française, avec texte annexé du projet d'article **) visant des mesures législatives et administratives en vue de réprimer l'emploi de fausses indications de provenance des produits vinicoles et des produits laitiers pour autant qu'ils sont originaires de l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes.

---

*) V. N.R.G. 2. s. XVIII, p. 839.

**) Le projet d'Article est conçu comme suit:

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à prendre et à appliquer des mesures législatives et administratives en vue de réprimer l'emploi de fausses indications de provenance des produits vinicoles et des produits laitiers pour autant qu'ils soient originaires de l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes.

Seront notamment réprimés par la saisie et par d'autres sanctions appropriées: l'importation, l'entreposage, l'exportation, la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits visés ci-dessus, dans le cas où figureraient sur les produits eux-mêmes, sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, sur les factures, lettres de voitures et papiers de commerce, des marques, des noms, des inscriptions, écussons, illustrations, ou des signes quelconques comportant sur l'origine de ces produits de fausses indications sciemment employées ou pouvant prêter à confusion sur le pays d'origine.

La saisie des produits incriminés aura lieu, soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du ministère public ou d'une partie intéressée — individu, association ou syndicat — conformément à la législation respective de chacune des Hautes Parties Contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation régionale, locale ou de crû pour désigner des produits autres que ceux qui y ont réellement droit sub-

Importation dans le territoire douanier français.
[suivent des interprétations des tarifs]

Importation dans le territoire douanier suisse.
Tare additionelle.

La législation douanière suisse prescrivant la taxation au poids brut et l'application dans certains cas de la tare additionnelle ayant pour but d'assurer ce mode de taxation, l'administration des douanes suisses examinera avec bienveillance les cas litigieux résultant de l'application de la tare additionnelle.

[suivent des interprétations des tarifs]

(sig.) *Schulthess.*
(sig.) *W. Stucki.*
(sig.) *H. de Marcilly.*
(sig.) *P. Elbel.*

119.

SUISSE, FRANCE.

Convention de commerce; signée à Berne, le 29 mars 1934.*)

Recueil des lois fédérales 1931, No. 34.

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse et le Président de la République Française, désireux de favoriser le développement des échan-

---

siste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certaines rectifications telles que „genre", „type", „façon" ou autres.

Le présent Article ne fait pas obstacle à ce qu'en tout cas le vendeur mentionne son nom et son adresse sur le conditionnement du produit. A défaut d'appellation régionale ou locale, il sera tenu de compléter son adresse par l'indication du pays d'origine en caractères apparents, chaque fois que, par un nom de localité ou par toute autre indication de l'adresse, il pourrait y avoir confusion avec une région ou une localité située dans un autre pays.

Pour les produits vinicoles et les produits laitiers, aucune appellation d'origine de l'une des Hautes Parties Contractantes qui est dûment protégée dans le pays de production et si elle a été régulièrement notifiée à l'autre Partie, ne pourra être considérée comme ayant un caractère générique, ni ne pourra être déclarée „tombée dans le domaine public". Seront reconnues de la même manière les délimitations et les spécifications qui se rapportent à ces appellations.

Les appellations géographiques des produits laitiers qui n'auront pas été notifiées dans les conditions indiquées ci-dessus ne pourront néanmoins être employées pour désigner les produits d'une autre origine que si elles sont suivies immédiatement et sous une forme très apparente de la mention du pays d'origine.

*) Entrée en vigueur, à titre provisoire, le 1er avril 1934.

ges commerciaux entre la Suisse et la France, ont résolu de conclure une convention et, dans ce but, ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

Monsieur le Conseiller Fédéral Edmond Schulthess, Chef du Département Fédéral de l'Economie publique,

Monsieur le Ministre W. Stucki, Directeur de la Division du Commerce du Département Fédéral de l'Economie publique;

Le Président de la République Française:

Son Excellence le Comte Clauzel, Ambassadeur près la Confédération Suisse,

Monsieur Louis Bonnefon Craponne, Directeur des Accords Commerciaux au Ministère du Commerce,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la Confédération Helvétique, à l'exception de ceux qui sont repris à la liste I ci-annexée, bénéficieront, à tout moment à leur importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum. Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués par la France aux produits de même nature de tout autre pays étranger.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier français, à l'exception de ceux qui sont repris à la liste II ci-annexée, seront admis à tout moment à leur importation sur le territoire douanier de la Confédération Helvétique, au bénéfice des droits les plus réduits que cette Confédération accorde ou pourrait accorder à l'avenir à toute autre puissance.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne les droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports visés au paragraphe précédent, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés, à l'avenir, par l'une des deux Parties Contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie Contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 2.

Les engagements formulés à l'Article premier ne s'étendent pas:

a. aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontalier dans une zone n'excédant pas 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière;
b. aux faveurs résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties Contractantes;
c. aux droits ou privilèges qui pourraient être accordés à l'avenir par l'une des Parties Contractantes à des Etats tiers dans des conventions plurilatérales auxquelles l'autre Partie ne participerait pas, si ces droits ou privilèges sont stipulés dans des conventions plurilatérales de portée générale conclues sous les auspices de la Société des Nations, enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les Etats; si ces droits ou privilèges ne sont stipulés que dans ces conventions et que le bénéfice de ceux-ci assure à l'autre Partie Contractante des avantages nouveaux; si enfin l'autre Partie Contractante n'accorde pas la réciprocité.
d. aux avantages que l'une des Hautes Parties Contractantes aurait accordés ou accorderait à un Etat tiers en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles de cet Etat, et notamment d'éviter une double taxation, ou à l'effet d'assurer protection et assistance judiciaire réciproques en matière d'obligations ou pénalités fiscales.

Article 3.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce par des prohibitions ou restrictions quelconques des importations ou des exportations. Les exceptions suivantes seront admises à condition qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays où existent les mêmes conditions:

a. prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique;
b. prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires;
c. prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matérials de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre;

d. prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles;
e. prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national, artistique, historique ou archéologique;
f. prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires;
g. prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

La présente Convention ne portera pas atteinte au droit des Hautes Parties Contractantes de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation ou à l'exportation pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays.

Si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de l'autre Partie Contractante. Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Article 4.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Hautes Parties Contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut de Barcelone du 20 avril 1921 sur la liberté du transit.*)

Article 5.

Ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine:

a. les produits du sol ou de l'industrie du territoire douanier suisse importés dans le territoire douanier français en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers importés en transit par le territoire de la Suisse vers le territoire douanier de la France, sous réserve que ces transports soient effectués directement et sans emprunt de la mer;
b. les produits du sol ou de l'industrie du territoire douanier français importés sur le territoire douanier suisse en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol et de l'industrie de pays tiers importés en transit par le territoire français vers le territoire douanier de la Suisse.

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XVIII, p. 690.

Article 6.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve la faculté de soumettre à des taxes les produits importés du territoire de l'autre Partie, si les mêmes produits sont grevés à l'intérieur du pays d'une taxe de fabrication ou autre, ou fabriqués avec des matières soumises à une telle taxe.

Les taxes internes qui grèvent ou grèveront ultérieurement, sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, la production, la préparation, la circulation ou la consommation d'une marchandise pour le compte de qui que ce soit, ne pourront, sous aucun prétexte, frapper les produits originaires de l'autre Partie d'un taux plus élevé ou d'une manière plus onéreuse qu'elles ne frappent les produits similaires indigènes et ceux du pays le plus favorisé.

Aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra, sous prétexte d'imposition de caractère intérieur, frapper de taxes nouvelles ou majorées l'importation d'articles qui ne sont pas produits sur son territoire ou celui de ses colonies et pays de protectorat et de mandat.

Les produits formant l'objet de monopoles d'Etat ainsi que les matières propres à la fabrication de produits monopolisés, de même que les marchandises pour la fabrication desquelles des produits monopolisés ont été employés, pourront, en garantie du monopole, être frappés à l'importation d'une taxe supplémentaire, même si les produits ou matières similaires indigènes n'y sont pas assujettis.

Cette taxe sera remboursée si, dans un délai de trois mois, il est prouvé que les matières imposées ont été employées d'une manière qui exclut la fabrication d'un article monopolisé.

Article 7.

Conformément à l'Article 11 de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923,*) la présentation de certificats d'origine pour l'importation des marchandises ne sera en général pas exigée. Si, toutefois, l'une des Hautes Parties Contractantes frappe les marchandises d'un Etat tiers de droits plus élevés que ceux qui sont applicables aux marchandises de l'autre Partie, ou si elle soumet les marchandises d'un pays tiers à des prohibitions ou restrictions d'importation auxquelles ne sont pas assujetties les marchandises de l'autre Partie, elle peut, au cas où les circonstances l'exigeraient, faire dépendre de la présentation de certificats d'origine l'application des droits les plus réduits aux marchandises de l'autre Partie ou leur admission à l'entrée.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les autorités douanières, soit par les chambres d'agriculture ou de commerce compétentes, soit enfin par tout autre organisme désigné par le pays d'exportation et accepté par le pays d'importation. Les certificats seront établis selon les formules adoptés par lesdits organismes et reconnus par l'administration douanière du pays destinataire.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XIX, p. 165.

Le visa consulaire pourra être requis pour les certificats qui ne sont ni délivrés par les autorités douanières, ni visés par elles. Les certificats seront visés sans frais par les autorités consulaires du pays de destination lorsque la valeur de l'envoi pour lequel ils ont été dressés ne dépassera pas 500 francs français ou 100 francs suisses. Lorsque la valeur de l'envoi sera supérieure à cette somme, la taxe perçue pour le visa consulaire ne devra pas dépasser 25 francs français ou 5 francs suisses.

En ce qui concerne les colis postaux et les envois par la poste et par la voie aérienne, il ne sera pas exigé de certificat d'origine.

Dans le cas où des marchandises originaires d'un pays tiers ne seraient pas importées directement du pays d'origine dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, mais en transit par le territoire de l'autre, les Hautes Parties Contractantes accepteront comme justification d'origine, hors le cas de soupçon de fraude ou d'abus, au même titre que celles délivrées dans le pays d'origine, les attestations établies par les autorités compétentes de l'autre Partie, sous la réserve qu'elles répondent aux prescriptions réglementaires. Les dispositions ci-dessus sur l'obligation du visa consulaire et le montant de la taxe consulaire sont applicables aux certificats d'origine délivrés pour les marchandises originaires d'un pays tiers; en aucun cas, la taxe consulaire ne sera supérieure à celle qui aurait été perçue dans le pays d'origine.

Dans tous les cas où l'une des Hautes Parties Contractantes signalera à l'autre que des doutes se sont élevés sur l'exactitude d'un certificat d'origine ou que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance ou l'emploi d'un certificat, la Partie à laquelle la plainte aura été adressée provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés, en communiquera les résultats à la Partie plaignante et, le cas échéant, prendra toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation de ces pratiques indues ou frauduleuses. En aucun cas, l'une des Hautes Parties Contractantes ne procédera à des investigations par ses propres organes sur le territoire de l'autre Partie.

Article 8.

Dans le cas où les produits importés seraient soumis à une tarification ad valorem, la valeur à déclarer pour l'application des droits de douane sera celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane. Elle comprend la valeur d'achat de la marchandise, augmentée de tous les frais nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu d'introduction (transport, fret, droits de sortie, assurance, commission, prix des emballages non taxables séparément, etc.), à l'exclusion des droits d'entrée. Toutefois, la valeur ainsi calculée devra, s'il y a lieu, être rectifiée pour tenir compte des variations de prix postérieures à l'achat.

La déclaration en douane doit être appuyée d'une facture, légalisée par l'autorité consulaire du pays de destination. Toutefois, eu égard aux garanties que se sont données les Hautes Parties Contractantes et sous

condition de réciprocité le pays importateur admettra que la légalisation consulaire soit remplacée par un visa donné par les organismes du pays exportateur présentant la compétence ainsi que les garanties nécessaires et qui auront été préablement reconnus par le Gouvernement du pays importateur. Cet agrément pourra être retiré s'il est constaté que ces organismes ne présentent plus les garanties nécessaires.

Le cas échéant, les agents diplomatiques et consulaires viseront sans frais les factures relatives aux envois dont la valeur ne dépassera pas 500 francs français ou 100 francs suisses. Lorsque la valeur des envois sera supérieure à cette somme, la taxe ne devra pas dépasser 25 francs français ou 5 francs suisses.

En ce qui concerne les colis postaux, les envois par la poste et par la voie aérienne, il ne sera pas exigé de factures légalisées.

Dans le cas où des doutes s'élèveraient sur l'exactitude d'une facture légalisée, les dispositions de l'Article 7, alinéa 6, seront applicables par analogie.

Article 9.

Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'une des Hautes Parties Contractantes, ainsi que leurs commis-voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays et en observant les formalités prescrites, de faire des achats de marchandises dans le territoire de l'autre Partie, chez des négociants ou dans des locaux de vente publique ou chez des personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes chez les négociants ou chez d'autres personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ils sont autorisés à apporter avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises et ne seront astreints, pour l'activité décrite au présent alinéa, ni à un impôt ni à une taxe spéciale.

Les cartes de légitimation doivent être conformes au modèle établi dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923. Un visa consulaire ou autre n'est pas exigé.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez les personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce; les Hautes Parties Contractantes se réservent, à ce sujet, l'entière liberté de leur législation.

Article 10.

Les sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés de transport et d'assurances, valablement constituées d'après les lois de l'une des Hautes Parties Contractantes et ayant leur siège sur son territoire seront juridiquement reconnues dans l'autre pays, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs; leur capacité et droit d'ester en justice seront déterminés par leurs statuts et les lois de leur pays d'origine.

Les sociétés constituées d'après la législation de l'une des Hautes Parties Contractantes pourront, sous réserve de l'accomplissement des formalités prévues à cet effet par les lois et règlements en vigueur, étendre leurs opérations sur le territoire de l'autre Partie, y acquérir des droits, les y exercer et y poursuivre leur activité économique.

Article 11.

Pour toutes les questions relatives aux transports par voie ferrée, les Hautes Parties Contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des voies ferrées établis à Genève le 9 décembre 1923.*)

Les bateaux de l'une des Hautes Parties Contractantes et leurs équipages et cargaisons bénéficieront, dans les eaux intérieures de l'autre Partie, ainsi que dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, du même traitement que les bateaux, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne toutes redevances et taxes afférentes à la navigation intérieure, chacune des Hautes Parties Contractantes traitera sur ses voies d'eau intérieures ou dans ses ports intérieurs ouverts au trafic les bateaux de l'autre Partie, leurs équipages et cargaisons aussi favorablement que ses propres bateaux, équipages et cargaisons.

Les dispositions prévues aux deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux opérations de transports effectués entre deux ports d'un même réseau intérieur national.

Tous les bateaux qui sont immatriculés sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui appartiennent aux ressortissants ou aux sociétés de cette Partie, sont considérés, dans l'esprit du présent Accord, comme bateaux des Hautes Parties Contractantes.

Article 12.

Sous condition de réexportation ou de réimportation et sous réserve de mesures de contrôle, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est concédée réciproquement:

1° pour les sacs, caisses, tonneaux en toutes matières, dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables, marqués et ayant déjà servi, importés vides pour être réexportés remplis ou réimportés vides après avoir été exportés remplis;

2° pour les voitures de déménagement de toute espèce, ainsi que pour les cadres de déménagement, que ces véhicules passent la frontière sur route ou par chemin de fer, mais pour autant qu'ils ne sont pas utilisés pour des transports à l'intérieur;

3° pour les outils, instruments et engins mécaniques importés du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie pour l'exécution de travaux de montage, d'essai ou de réparations de machines et appareils d'ori-

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIX, p. 214.

gine suisse installés en France ou d'origine française installés en Suisse;

4⁰ pour les machines, appareils et leurs parties, destinés à être soumis à des essais ou à des expériences;

5⁰ pour les échantillons et modèles, dans les conditions fixées par l'Article 10 de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923;

6⁰ pour les machines et appareils, ainsi que leurs pièces détachées, de fabrication suisse ou française, destinés à être réparés dans leur pays d'origine.

Le délai de réexportation ou de réimportation ne sera pas inférieur à trois mois pour les cas prévus aux chiffres 1 et 2 et à six mois pour les autres cas prévus au présent Article.

Article 13.

Si des marchandises expédiées de l'un des deux pays dans l'autre sont renvoyées à l'expéditeur originaire pour cause d'inacceptation par le destinataire ou pour d'autres raisons, l'on renoncera, lors de la réexportation, à percevoir un droit d'exportation et l'on remboursera un droit d'importation déjà payé ou l'on renoncera à réclamer un droit d'importation dû, à condition que les marchandises soient restées jusqu'à la réexportation sous le contrôle de la douane ou du chemin de fer et que la réexportation ait lieu dans le délai de deux mois à compter de l'importation, sans qu'aucun changement ait été apporté aux marchandises.

Article 14.

Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux précieux, importés de l'un des deux pays, seront soumis dans l'autre au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et paieront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Les bureaux ou services spéciaux fonctionnant dans les conditions actuelles à Bellegarde, Besançon, Morteau et Pontarlier ou ceux qui, en remplacement de ces bureaux ou services pourraient être établis dans toute autre localité voisine de la frontière de la Suisse pour le contrôle et la marque des objets ci-dessus désignés, seront maintenus pendant la durée de la présente Convention. Il est entendu que les matières de platine, d'or et d'argent pourront être contrôlées sur le brut, à condition que les ouvrages soient assez avancés pour qu'en les finissant, on ne leur fasse éprouver aucune altération, et que les boîtes de montres, brutes ou finies, pourront être expédiées aux bureaux de vérification en France, moyennant une soumission cautionnée garantissant leur réexportation.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties Contractantes assume la charge d'entretenir à la frontière commune un nombre suffisant de bureaux de douane munis des compétences utiles.

Dans leurs relations commerciales réciproques, les Hautes Parties Contractantes rendront le dédouanement aussi facile que les intérêts de l'administration des douanes le permettront. Elles s'engagent à établir, autant que possible, la concordance des routes reconnues comme chemins douaniers, des attributions et des heures d'ouverture des bureaux corréspondants des deux pays, ainsi qu'à généraliser, dans la mesure du possible, l'établissement de bureaux de douane à proximité de la frontière.

Article 16.

Les Hautes Parties Contractantes feront toute diligence pour que leurs ressortissants puissent obtenir d'une manière aussi facile et aussi rapide que possible auprès des autorités douanières des renseignements relatifs à l'application des droits de douane.

Elles se communiqueront à cet effet la liste desdites autorités.

Si l'importateur insère dans sa demande de renseignements l'indication du bureau de douane par lequel il compte importer la marchandise, le renseignement donné par l'administration sera communiqué par elle audit bureau de douane.

Article 17.

Les déclarations en douane doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, l'origine, la provenance, la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant le cas.

Si le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer l'espèce ou la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier, à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, l'espèce, le poids, la mesure ou le nombre, après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque pays.

Si les renseignements produits sur les factures et lettres de voitures sont insuffisants pour permettre d'établir une déclaration régulière, le service des douanes accordera, à la demande de l'intéressé, l'autorisation d'examiner la marchandise avant le dépôt de la déclaration.

Article 18.

Les dispositions des Articles 1, 2, 5, 6, 7, 12, 13, 16 et 17 s'appliqueront aux colonies, protectorats et pays sous mandat de la France.

Article 19.

Bien que les dispositions des Articles 3, 8, 9 et 10 ne s'appliquent pas aux colonies françaises, les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement, pour les matières qui y sont visées et en ce qui concerne ces territoires, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 20.

L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorisera pas la Suisse à réclamer:

1° le bénéfice des avantages préférentiels que la France accorde ou pourrait accorder sur son territoire douanier aux colonies, protectorats et pays sous mandat français, ou que les colonies et protectorats français accordent ou accorderaient à la France, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français;

2° le bénéfice des dispositions tarifaires et réglementaires, accordées en matière de transit sur le territoire de l'Indochine aux pays limitrophes de cette colonie.

Article 21.

Les Hautes Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les matières qui font l'objet des Articles suivants de la présente Convention. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14 et 18.

Article 22.

Les contestations qui viendraient à surgir au sujet de l'interprétation de la présente Convention, y compris les annexes et les dispositions additionnelles, seront, si l'une des Hautes Parties Contractantes en fait la demande, soumises à la décision d'un tribunal arbitral. Cette stipulation est applicable même à la question préjudicielle de savoir si la contestation se rapporte à l'interprétation de la Convention. La sentence du tribunal arbitral aura force obligatoire.

Article 23.

La présente Convention se substitue à celle du 8 juillet 1929 *) et annule, en tout ce qu'ils auraient de contraire à ses stipulations et à celles de ses annexes, les arrangements, avenants et échanges de lettres antérieurs à ce jour.

Elle est conclue pour six mois. Elle sera ratifié et entrera en vigueur 20 jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Paris.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour la mettre en application provisoire, à compter du 1er avril 1934, à l'exception des dispositions prévues à l'échange de lettres annexe concernant l'admission et l'exportation temporaires des tissus de coton.

Si elle n'a pas été dénoncée deux mois avant d'arriver à expiration, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction, chaque Partie se réservant alors le droit de la dénoncer à tout moment pour lui faire prendre fin à l'expiration de la période trimestrielle qui suit la date de dénonciation.

---

*) V. ci-dessus, No. 118.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en deux exemplaires, à Berne, le 29 mars 1934.

(L. S.) (signé) *Schulthess.*
(L. S.) (—) *Stucki.*
(L. S.) (—) *Clauzel.*
(L. S.) (—) *L. B. Craponne.*

Liste I.

Nos du tarif français	*Désignation des marchandises.*
28	Cheveux non ouvrés.
34 bis	Oeufs de vers à soie { en cellules. / autres.
48	Huîtres { fraîches { Naissain. / autres. ; marinées.
62	Dents d'éléphant (défenses et mâchelières).
65	Coquillages. { Nacre de perle { en coquilles brutes. / sciée ou dépouillée de sa croûte. ; Haliotides et autres coquillages propres à l'industrie.
91 bis	Cannes à sucre desséchées.
108	Thé.
116	Essence de térébenthine.
156 bis	Safran.
226	Mercure natif.

Liste II.

Nos du tarif suisse	*Désignation des marchandises.*
34	Raisins de table secs de Malaga, raisins de Denia secs, en grappes.
47 a	Poivre d'Espagne (paprika).
ex 98 a	Fromage de Gorgonzola.
ex 99 a	Fromage de Parmesan.
ex 117 a	Vin de Xérès.
ex 119 a	Vin de Marsala.
ex 152	Dents de morses brutes.
ex 157	Ecailles de tortues brutes.
163 a	Salpêtre non purifié: salpêtre du Chili.
496	Crin et poils de buffle bruts.

Protocole de signature.

Au moment de signer la Convention en date de ce jour, le Gouvernement Suisse et le Gouvernement Français en ont précisé les dispositions ainsi qu'il suit:

Dispositions générales.

Ad Article 4.

En considération des difficultés qui pourraient se produire en ce qui concerne le transit des marchandises suisses en France, le Gouvernement Français, tenant compte de la situation particulière de la Suisse, examinera avec bienveillance, dans les cas d'espèce, la possibilité de dispenser du correctif réglementaire, pour le transit, les marchandises de maisons suisses ayant en France une usine ou un atelier lorsque lesdites marchandises sont revêtues d'indications en langue française.

Ad Article 5.

Pour l'application de ces dispositions, chacune des Hautes Parties Contractantes accepte de ne pas considérer comme une interruption du transport direct par terre les déchargements et rechargements en cours de route sur le territoire de l'autre Partie, même s'il y a eu sur ce territoire:

1° changement du mode de transport;

ou, sous le contrôle du service des douanes des pays intermédiaires:

2° modification du conditionnement extérieur des marchandises;

3° division en plusieurs lots;

4° assortiment.

Comme justification du transport direct, les déclarants devront produire à la douane du pays de destination:

a. dans le premier cas visé ci-dessus, les factures originales, bulletins d'expédition, lettres de voiture et tous documents relatifs au transport établissant qu'au moment de leur départ du pays d'origine, les marchandises étaient bien destinées au pays d'importation et qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour le transbordement et pour changement du mode de transport;

b. dans les trois autres cas, des certificats du service des douanes des pays intermédiaires attestant:

l'identité des marchandises,

les manutentions exécutées;

qu'au moment de leur départ du lieu d'origine elles avaient bien le pays d'importation pour destination;

qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour la modification de leur conditionnement extérieur, leur division par lots ou leur assortiment.

Ces divers documents pourront être refusés par le service des douanes du pays d'importation en cas de soupçon de fraude ou de substitution.

Ad Article 6.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour que les dispositions de l'Article 6 s'appliquent également à la taxe sur le chiffre d'affaires.

En ce qui concerne la Suisse, les dispositions des alinéas 4 et 5 ont trait aux produits visés par la législation sur l'alcool.

Ad Article 7.

Sans préjudice des allégements plus étendus résultant du traitement de la nation la plus favorisée, sont dispensés, sous condition de réciprocité, de la justification d'origine à l'importation en France, les produits ci-après en provenance de Suisse: les soieries; la bijouterie, les montres et autres ouvrages en or, en argent ou en platine, munis du poinçon suisse; les chocolats et bonbons contenus dans des emballages caractéristiques, revêtus de marques de fabrique suisses; les farines lactées; les fromages; le lait (frais, concentré, condensé, stérilisé, sucré ou non, etc.); les ciments, chaux et plâtres; les pierres et les sables.

Le Gouvernement Français accepte, sous condition de réciprocité, que les certificats d'origine délivrés par les organismes suisses compétents soient visés sans frais pour autant que d'autres pays bénéficieront du même avantage.

Ad Article 7 et 8.

Un titre unique (document mixte) pourra être produit dans les cas où un certificat d'origine et une facture légalisée sont tous deux exigibles. Ce titre unique devra satisfaire aux conditions imposées pour chacun des documents dont il tient lieu. Sa légalisation ne sera toutefois pas soumise à une taxe supérieure à celle qui est prévue pour le visa de la facture.

Ad Article 8.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour que les dispositions de l'Article 8 ne soient pas applicables aux voitures automobiles reprises sous le n° 614ter du tarif français.

Ad Article 11.

En ce qui concerne les opérations de transport entre deux ports d'un même réseau intérieur national qui, en vertu de l'alinéa 4 de l'Article 11 sont réservées dans chacun des deux pays aux bateaux nationaux, les Hautes Parties Contractantes déclarent qu'elles s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. En conséquence, si l'une des Hautes Parties Contractantes venait à y admettre les bateaux d'une tierce puissance, l'autre Partie bénéficierait de plein droit du même traitement.

Ad Article 12.

Sous réserve de réciprocité, les films cinématographiques, documentaires ou éducatifs, destinés à être projetés dans des établissements d'enseignement ou dans des conférences gratuites et qui ne sont donc pas im-

portés dans un but lucratif, seront admis en franchise de droits, sous réserve des mesures de contrôle.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire examiner avec bienveillance toutes demandes d'un caractère individuel et exceptionnel, d'admettre en franchise de droits de douane, sous condition de réexportation ou de réimportation et sous réserve des mesures de contrôle, les formes de bois ou d'autres matières à l'usage des fonderies (modèles pour fonderies).

Pour l'identification des marchandises, il sera réciproquement ajouté foi aux signes de reconnaissance officiels apposés à la sortie de l'un des deux pays sur les marchandises qui font l'objet d'un passavant ou d'une simple inscription. Les bureaux douaniers des deux pays n'en ont pas moins le droit, s'ils le jugent nécessaire, d'apposer encore leurs signes particuliers. La réexportation ou la réimportation pourra se faire également par tout bureau de douane habilité à ce genre d'opération.

Les Hautes Parties Contractantes examineront avec bienveillance les demandes tendant à la prolongation des délais de réimportation ou de réexportation visés à l'Article 12.

Ad Article 15.

Les taxes pour le dédouanement en dehors des heures de service ou heures supplémentaires seront limitées au montant le plus bas possible.

Ad Article 18.

La réserve prévue à l'Article 5 concernant l'obligation du transport direct et sans emprunt de la mer, ne s'applique pas aux colonies, protectorats et pays sous mandat de la France.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour spécifier que les dispositions du paragraphe 3 de l'Article 6 ne s'appliquent pas dans les colonies, protectorats et pays sous mandat de la France.

Ad Article 21.

Il est entendu que, en ce qui concerne les Articles 7 et 13, la clause de la nation la plus favorisée s'entend sous réserve de la réciprocité.

Ad Article 22.

Le tribunal arbitral se compose de trois membres. Il est formé de la manière suivante: Chacune des Hautes Parties Contractantes nomme librement un arbitre assesseur dans le mois qui suit la demande d'arbitrage. Si l'une des Parties néglige de procéder à temps à la nomination de l'arbitre qu'elle doit désigner, l'autre Partie peut demander au Président de la Cour permanente de justice internationale à La Haye de désigner cet arbitre. Le Président du tribunal arbitral est choisi par les deux Parties d'un commun accord au cours du mois qui suit la demande d'arbitrage; il doit avoir l'expérience des questions économiques, être ressortissant d'un Etat tiers, ne pas avoir de domicile sur le territoire de

l'une ou de l'autre des Hautes Parties Contractantes et n'être au service ni de l'une ni de l'autre. Si la désignation du Président du tribunal arbitral à choisir d'un commun accord par les deux Parties n'intervient pas dans de délai d'un mois, chacune des Parties peut demander au Président de la Cour permanente de justice internationale à La Haye de procéder à cette désignation.

Le Président du tribunal arbitral fixe l'endroit où siégera le tribunal.

Les sentences du tribunal arbitral sont prises à la majorité des voix. La procédure peut être écrite si aucune des Hautes Parties Contractantes ne s'y oppose. Pour le surplus, la procédure est fixée par le tribunal arbitral lui-même.

Chaque Partie supporte les honoraires qui reviennent à l'arbitre nommé par elle et la moitié des frais des honoraires du Président du tribunal arbitral. Chaque Partie supporte la moitié des frais de la procédure.

Pour la citation et l'audition de témoins et d'experts, les autorités de chacune des Hautes Parties Contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement du pays dans lequel on doit procéder à la citation et à l'audition, la même assistance que lorsquelles en sont requises par les tribunaux civils du pays.

Déclaration annexe.

Au sens de la Convention de Madrid du 14 avril 1891, l'usage des dénominations „Cognac“ et „Armagnac“ ne sera autorisé sur le territoire suisse que pour les produits auxquels la loi française reconnaît le droit à ces appellations d'origine.

Seront en outre maintenues les dispositions convenues par lettres échangées le 11 mars 1928 entre le Président de la Délégation Suisse et le Président de la Délégation Française, avec texte annexé du projet d'Article *) visant des mesures législatives et administratives en vue de réprimer l'emploi de fausses indications de provenance des produits vinicoles et des produits laitiers pour autant qu'ils sont originaires de l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes.

(signé) *Schulthess.*
(—) *Stucki.*
(—) *Clauzel.*
(—) *L. B. Craponne.*

*) V. **N.R.G.** 3. s. XXX, p. 526.

120.

SUISSE, FRANCE.

Arrangement commercial; conclu par un Echange de Notes signées à Paris, les 24 novembre et 7 décembre 1934.

Recueil des lois fédérales 1935, No. 1.

La Légation de Suisse à Paris et le Ministre français des Affaires Etrangères ont échangé, les 24 novembre et 7 décembre 1934, des notes relatives à la déconsolidation de certains droits de douane. On trouvera ci-dessous la teneur des deux notes.

A. Note suisse.

L'Ambassade de France à Berne avait demandé, il y a quelque temps, au Département Fédéral de l'Economie publique, de consentir à la déconsolidation des droits de douane afférents aux machines à cartes perforées dites „machines statistiques" reprises sous la position 525ter, et aux pyromètres électriques repris sous la position 524 bis N du tarif douanier français.

La Légation a l'honneur de faire savoir au Ministère des Affaires Etrangères que le Gouvernement Fédéral consent à la déconsolidation demandée. Toutefois, il subordonne cette concession à la condition que le Gouvernement Français, de son côté, accepte de délier les droits sur les articles en filet, classés actuellement sous les numéros 421 (broderies de lin, chanvre, jute, ramie, etc.) et 557 b (articles confectionnés, non dénommés ailleurs au tarif, tels que rideaux montés, draperies, lambrequins, etc., de coton, lin, ramie, etc.) du tarif douanier suisse.

Il reste entendu que les droits afférents aux autres produits repris sous les numéros 525ter et 524 bis N du tarif douanier français, d'une part, et 421 et 557 b du tarif douanier suisse, d'autre part, restent consolidés dans les conditions prévus par la Convention de commerce franco-suisse du 29 mars 1934.*)

Paris, le 24 novembre 1934.

Au Ministère des Affaires Etrangères, Paris.

B. Note française.

Paris, le 7 décembre 1934.

Par note du 24 novembre, la Légation de Suisse a bien voulu indiquer au Ministère des Affaires Etrangères que le Gouvernement Fédéral consentait à la déconsolidation des droits de douane afférents aux machines statistiques reprises sous le n° 525ter et aux pyromètres électriques

---

*) V. ci-dessus, No. 119.

repris sous la position 524 bis N du tarif douanier français, à la condition que, de son côté, le Gouvernement Français accepte de voir déconsolider les droits afférents aux articles en filets, repris sous les nos 421 et 557 b du tarif douanier suisse.

En accusant réception de sa communication, le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de faire savoir à la Légation que le Gouvernement Français est d'accord avec le Gouvernement Fédéral sur les conditions auxquelles celui-ci subordonne la déconsolidation des droits du ta rif français sur les pyromètres électriques et les machines statistiques.

Légation de Suisse à Paris.

121.

NORVÈGE, SUÈDE.

Accord concernant les cerémonies lors de l'entrée des bâtiments de guerre; conclu par un Echange de Notes signées à Oslo, les 25 et 26 juillet 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1929, No. 8.

Kungl. Svenska Beskickningen.

Oslo den 25 juli 1929.

Herr Statsminister,

Jämlikt erhållet uppdrag har jag härmed äran bringa till Herr Statsministerns kännedom, att Kungl. Svenska Regeringen är villig att till förenkling i besparingssyfte av proceduren vid flottbesök med Kungl. Norska Regeringen ingå ömsesidig överenskommelse av följande innehåll.

Flottbesök indelas i två kategorier, dels officiella varmed förstås sådana, son företagas på inbjudan, dels icke officiella, d. v. s. sådana som äga rum på initiativ av den stat, fartygen tillhör. I samband med framställning om vederbörligt tillstånd till besök skall angivas, huruvida besöket bör betraktas som officiellt eller icke officiellt.

Vid officiella flottbesök skall ingen ändring vidtagas i det hitintills brukliga officiella mottagandet; vid icke officiella besök skola sedvanliga artighetsvisiter utväxlas, men inga officiella mottagningar förekomma.

Därest Kungl. Norska Regeringen godtager ovan angivna ordning torde överenskommelse härom få anses träffad därigenom att jag erhåller ett meddelande av ifrågavarande innebörd.

Mottag, Herr Statsminister, försäkran om min utmärktaste högaktning.

C. Reuterskiöld.

Hans Excellens Herr Statsminister L. Mowinckel, Chef för Kungl. Norska Utrikesdepartementet, etc. etc. etc.

Det Kgl. Utenriksdepartement.

Oslo 26 juli 1929.

Herr Chargé d'Affaires,

Jeg har den ære å erkjenne mottagelsen av Deres skrivelse av 25 ds. hvori De har hatt den godhet å meddele mig at den svenske Regjering er villig til å treffe en avtale med den norske Regjering angående forenkling av ceremoniellet og minskning av utgiftene ved gjensidige flåtebesøk.

Avtalen går ut på at flåtebesøk skal inndeles i to kategorier, dels offisielle hvorded forståes sådanne som foretas efter innbydelse, dels ikke-offisielle d. v. s. sådanne som finner sted på initiativ av den stat fartøiet tilhører. I forbindelse med begjæring om fornøden tillatelse til besøk skal angis hvorvidt besøket bør betraktes som offisiellt eller ikke-offisiellt.

Ved offisielle flåtebesøk skal der ikke skje nogen endring i den hittil brukelige offisielle mottagelse; ved ikke-offisielle besøk skal der utveksles sedvanlige høflighetsvisitter, men ikke forekomme nogen offisielle mottagelser.

I den anledning har jeg den ære å meddele at den norske Regjering er enig i ovenstående ordning og at den anser avtalen inngått ved den stedfunne noteveksling.

Motta, Herr Chargé d'Affaires, forsikringen om min særlige høiaktelse.

For Utenriksministeren

Aug. Esmarch.

Herr Reuterskiöld, Sveriges Chargé d'Affaires, etc. etc.

122.

DANEMARK, TURQUIE.

Arrangement commercial provisoire; conclu par un Echange de Notes signées à Angora, le 30 juillet 1929.

Lovtidenden-A, 1929, No. 24.

Légation Royale
de Danemark.

Angora, le 30 juillet 1929.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un Traité de Commerce, de Navigation et d'Etablissement, dont les négociations ont déjà été entamées, le Gouvernement Danois consent à ce qu'à partir du 1er août 1929, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoire danois et destinés, soit à

la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent jusqu'au 1er février 1930 du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie, pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance du Danemark du traitement de la nation la plus favorisée.

Il demeure également entendu, que le présent Modus Vivendi sera prorogé par tacite reconduction si l'une des deux Parties Contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de 30 jours.

Il cessera ipso facto de produire ses effets le jour de la mise en vigueur de la Convention de Commerce, de Navigation et d'Etablissement en cours de négociations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(signé) *O. C. Mohr.*

Son Excellence Le Dr. Tewfik Rouschdi Bey, Ministre des Affaires Etrangères de la République Turque. En Ville.

République Turque.

Ankara, 30 juillet 1929.

Ministère des Affaires Etrangères.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un Traité de Commerce, de Navigation et d'Etablissement, dont les négociations ont déjà été entamées, mon Gouvernement consent à ce qu'à partir du 1er août 1929, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance du Danemark, importés sur le territoire Turc et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent jusqu'au 1er février 1930, du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Danemark pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie du traitement de la nation la plus favorisée.

Il demeure également entendu, que le présent Modus Vivendi sera prorogé par tacite reconduction si l'une des deux Parties Contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de 30 jours.

Il cessera ipso facto de produire ses effets le jour de la mise en vigueur de la Convention de Commerce, de Navigation et d'Etablissement en cours de négociations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(signe) *Dr. Rüstü.*

S. E. M. Otto Carl Mohr, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Danemark. E. V.

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Heinrich Triepel
Conseiller intime de justice
Professeur de droit public à l'Université de Berlin.

TROISIÈME SÉRIE.

Tome XXXII.

TROISIÈME LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE HANS BUSKE
1936

123.

ALLEMAGNE, AUTRICHE.

Accord concernant les relations politiques entre les deux Etats; publié par un Communiqué du 11 juillet 1936.

Deutsch-österreichische Arbeitsgemeinschaft. August 1936.

In der Überzeugung, der europäischen Gesamtentwicklung zur Aufrechterhaltung des Friedens eine wertvolle Förderung zuteil werden zu lassen, wie in dem Glauben, damit am besten den vielgestaltigen wechselseitigen Interessen der beiden deutschen Staaten zu dienen, haben die Regierungen des Deutschen Reiches und des Bundesstaates Österreich beschlossen, ihre Beziehungen wieder normal und freundschaftlich zu gestalten.

Aus diesem Anlass wird erklärt:

1. Im Sinne der Feststellungen des Führers und Reichskanzlers vom 21. Mai 1935 anerkennt die deutsche Reichsregierung die volle Souveränität des Bundesstaates Österreich.

2. Jede der beiden Regierungen betrachtet die in dem anderen Lande bestehende innerpolitische Gestaltung einschliesslich der Frage des österreichischen Nationalsozialismus, als eine innere Angelegenheit des anderen Landes, auf die sie weder unmittelbar noch mittelbar Einwirkung nehmen wird.

3. Die österreichische Bundesregierung wird ihre Politik im allgemeinen, wie insbesondere gegenüber dem Deutschen Reiche stets auf jener grundsätzlichen Linie halten, die der Tatsache, dass Österreich sich als deutscher Staat bekennt, entspricht. Hierdurch werden die römischen Protokolle ex 1934 *) und deren Zusätze ex 1936,**) sowie die Stellung Österreichs zu Italien und Ungarn, als den Partnern dieser Protokolle, nicht berührt.

In der Erwägung, dass die von beiden Seiten gewünschte Entspannung sich nur verwirklichen lassen wird, wenn dazu gewisse Vorbedingungen seitens der Regierung beider Länder erstellt werden, wird die Reichsregierung sowohl wie die österreichische Bundesregierung in einer Reihe von Einzelmassnahmen die hierzu notwendigen Voraussetzungen schaffen.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XXX, p. 4.

**) V. ci-dessous, No. 128, p. 654.

124.

AUTRICHE, ALLEMAGNE.

Accord concernant le commerce des voyageurs; signé à Berlin, le 22 août 1936.

Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich 1936, Stück 71.

Abkommen über den Reiseverkehr aus dem Deutschen Reich nach Österreich.

Die Österreichische Bundesregierung und die Deutsche Reichsregierung haben in dem Bestreben, den Reiseverkehr von Deutschland nach Österreich zu fördern, folgendes vereinbart:

Artikel 1.

Natürliche Personen, die ihren Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt im Deutschen Reich haben und die während der Dauer dieses Abkommens nach Österreich reisen, können ohne Genehmigung der zuständigen Devisenstelle Schilling im Gegenwert von höchstens 500 Reichsmark je Person und Kalendermonat über die jeweils geltende Freigrenze hinaus in Reisekreditbriefen, Reiseschecks, Akkreditiven, Hotelgutscheinen sowie Gutscheinen für Pauschal- oder Gesellschaftsreisen erwerben und nach Österreich verbringen. Der genannte Höchstbetrag von 500 Reichsmark kann im beiderseitigen Einvernehmen vorübergehend herabgesetzt werden.

Artikel 2.

Es werden ermächtigt:

a) das Mitteleuropäische Reisebüro G. m. b. H. und seine Vertretungen in Deutschland, die mit dem Verkauf der Fahrtausweise der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft betraut sind,
  MER-Reisekreditbriefe,
  MER-Reiseschecks,
  MER-Hotelgutscheine,
  MER-Gutscheine für Gesellschafts- und Pauschalreisen.

b) das Österreichische Verkehrsbüro in Berlin
  ÖVB-Reisekreditbriefe,
  ÖVB-Reiseschecks,
  ÖVB-Hotelgutscheine,
  ÖVB-Gutscheine für Gesellschafts- und Pauschalreisen
auszustellen;

c) sämtliche Devisenbanken, die hiezu eine allgemeine Genehmigung der Devisenstelle Berlin erhalten haben oder noch erhalten werden,
  Akkreditive,
  Kreditbriefe,
  Reiseschecks
zu eröffnen oder auszustellen.

Artikel 3.

Die Ausgabe der in Artikel 1 genannten Reisezahlungsmittel ist im Reisepass des Erwerbers einzutragen. Die Eintragung muss enthalten:

a) Betrag und Art und, soweit möglich, Nummer des Reisezahlungsmittels,
b) Angabe des Kalendermonats, für den die Inanspruchnahme erfolgt,
c) Datum und Unterschrift der Ausgabestelle,
d) den Zusatz: „Reiseverkehr Österreich“.

Artikel 4.

Die Auszahlung von Barbeträgen auf Grund der Akkreditive, Reisekreditbriefe und Reiseschecks durch die österreichischen Auszahlungsstellen kann durch Vereinbarungen zwischen den zuständigen österreichischen und reichsdeutschen Stellen gestaffelt werden. Die Auszahlungen sind von den österreichischen Einlösestellen im Reisepass des Reisenden einzutragen.

Artikel 5.

Abgehobene, aber nicht verbrauchte Schillingbeträge, die den Betrag von 50 S übersteigen, müssen von dem Reisenden vor seiner Ausreise aus Österreich bei einem österreichischen Postamt mit Einzahlungsschein (Erlagschein) auf das Postscheckkonto Wien Nr. 999, lautend auf „Österreichische Postsparkasse, Deutscher Reiseverkehr“, eingezahlt werden. Der Reisende hat auf der Rückseite des Einzahlungsscheins anzuführen, an welche Anschrift im Deutschen Reich der Reichsmarkgegenwert angewiesen werden soll, und auch die Nummer des Reisezahlungsmittels anzugeben. Der Reichsmarkgegenwert des eingezahlten Betrages wird dem Reisenden unter Abzug der Überweisungskosten spätestens vier Wochen nach dem Tage der Einzahlung ausgezahlt.

Die Österreichische Postsparkasse wird die eingezahlten Schillingbeträge gesammelt auf das Reiseverkehrskonto der Deutschen Verrechnungskasse bei der Österreichischen Nationalbank einzahlen. Nach Eingang der Gutschriftsanzeige der Österreichischen Nationalbank wird die Deutsche Verrechnungskasse den Reichsmarkgegenwert der Österreichischen Postsparkasse auf Postscheckkonto Berlin Nr. 13000 zur Verfügung stellen. Zu Lasten dieses Kontos wird die Österreichische Postsparkasse dem Reisenden den Gegenwert des von ihm eingezahlten Schillingbetrages anweisen.

Artikel 6.

Die Bestimmungen des Artikels 1 gelten nur insoweit, als der Reisende den auf Grund besonderer Abkommen mit einzelnen Ländern über die jeweils geltende Freigrenze hinaus zulässigen Betrag im Reiseverkehr nach dem Ausland für keinen längeren Zeitraum als höchstens drei Kalendermonate während eines Kalenderjahres in Anspruch nimmt.

Dessenungeachtet wird die Genehmigung zum Erwerb und zur Verbringung von Reisezahlungsmitteln zwecks Bestreitung der Kosten für

einen weiteren Aufenthalt in Österreich oder für eine Reise nach Österreich erteilt werden, wenn von der Devisenstelle festgestellt worden ist, dass der Reisende devisenrechtlich noch als Inländer anzusehen und ein längerer Aufenthalt in Österreich oder eine Reise nach Österreich aus dringenden, insbesondere gesundheitlichen Gründen erforderlich ist. Bei Reisen aus gesundheitlichen Gründen muss der Antrag durch das Zeugnis eines deutschen Amtsarztes belegt werden. Soweit der Reisende infolge seines Gesundheitszustandes nicht in der Lage ist, sich das Zeugnis eines deutschen Amtsarztes zu beschaffen, so wird auch das Zeugnis eines österreichischen Amtsarztes anerkannt. Ferner können über die monatliche Höchstgrenze von 500 Reichsmark hinaus Genehmigungen zum Erwerb und zur Verbringung von Reisezahlungsmitteln erteilt werden, wenn dies zur Bestreitung unvorhergesehener Ausgaben (zum Beispiel infolge Unfall, Krankheit, Tod) erforderlich ist.

Artikel 7.

In besonderen Fällen, in denen die Bereitstellung der Reisebeträge durch Erwerb und Überbringung, beziehungsweise Nachsendung von Reisezahlungsmitteln untunlich erscheint, können die Beträge im Wege der Auszahlung durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse zu Lasten des Reiseverkehrskontos derselben bei der Österreichischen Nationalbank überwiesen werden.

Artikel 8.

Die gemäss Artikel 1 abgegebenen Beträge dürfen nur zur Bestreitung der Aufenthaltskosten in Österreich während der Reise verwendet werden.

Die Reisezahlungsmittel haben selbst oder auf einem beigefügten Blatt einen deutlich sichtbaren Vermerk zu enthalten, welcher den Reisenden auf die Verpflichtung der Verwendung des Gegenwertes lediglich zu Reiseausgaben in Österreich und auf die Strafen aufmerksam macht, die durch eine missbräuchliche Verwendung des Geldes nach den deutschen Devisenbestimmungen verwirkt werden.

Artikel 9.

Die Mittel für den Reiseverkehr werden auf einem in Schillingen zu führenden „Reiseverkehrskonto“ der Deutschen Verrechnungskasse bei der Österreichischen Nationalbank bereitgestellt. Die Ausgabestellen fordern die benötigten Schillingbeträge für die auszugebenden Reisezahlungsmittel bei der Deutschen Verrechnungskasse an.

Artikel 10.

Die Österreichische Nationalbank und die Deutsche Verrechnungskasse werden ermächtigt, die zur Durchführung dieses Abkommens erforderlichen technischen Massnahmen zu vereinbaren.

Artikel 11.

Das Abkommen tritt am Tage der Unterzeichnung in Kraft und gilt bis zum 30. September 1937. Es läuft stillschweigend weiter, falls es nicht mit einmonatiger Frist zum Ersten eines Monats gekündigt wird.

Unterzeichnet in doppelter Urschrift in Berlin am 22. August 1936.

Stephan Tauschitz, m. p.
Karl Ritter, m. p.
Carl Clodius, m. p.

125.

AUTRICHE, ALLEMAGNE.

Accord concernant le règlement des paiements résultant du commerce des marchandises entre les deux pays; signé à Berlin, le 22 août 1936.*)

Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich 1936, Stück 71.

Abkommen über die Zahlungen im Warenverkehr zwischen dem Bundesstaat Österreich und dem Deutschen Reich.

Artikel 1.

Der Zahlungsverkehr zwischen dem Bundesstaat Österreich und dem Deutschen Reich wird, soweit es sich um die unter dieses Abkommen fallenden Zahlungsverpflichtungen handelt, in Österreich ausschliesslich durch Vermittlung der Österreichischen Nationalbank, in Deutschland ausschliesslich durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse abgewickelt.

Artikel 2.

Unter die Bestimmungen dieses Abkommens fallen folgende Verbindlichkeiten österreichischer Schuldner gegenüber deutschen Gläubigern und deutscher Schuldner gegenüber österreichischen Gläubigern:

1. Zahlungen aus der Ausfuhr österreichischer Waren nach Deutschland und deutscher Waren nach Österreich, und zwar auch dann, wenn die Verpflichtung zur Zahlung gegenüber Personen in einem dritten Lande besteht,

2. Zahlungen für wirtschaftlich gerechtfertigte und übliche Nebenkosten, die in unmittelbarem Zusammenhang mit dem österreichisch-deutschen Warenverkehr stehen, mit Ausnahme von Zahlungen auf dem Gebiet des Versicherungsverkehres sowie von Seefrachten,

---

*) Mis en application, à titre provisoire, le 28 août 1936.

3. sonstige Zahlungen, über die sich die Österreichische Nationalbank und die Deutsche Verrechnungskasse einigen.

Artikel 3.

Der beiderseitige Transitverkehr fällt nicht unter die Bestimmungen dieses Abkommens.

Artikel 4.

Unter österreichischen, beziehungsweise deutschen Waren sind solche Waren zu verstehen, die entweder in dem betreffenden Lande erzeugt worden sind oder dort einer wesentlichen Bearbeitung oder Verarbeitung unterzogen worden sind.

Artikel 5.

Schuldner, die Reichsmarkzahlungen nach den Bestimmungen dieses Abkommens nach Österreich zu leisten verpflichtet sind, haben die geschuldeten Beträge bei Fälligkeit auf das Sonderkonto der Österreichischen Nationalbank bei der Deutschen Verrechnungskasse einzuzahlen. Wenn die Schuldverpflichtung nicht auf Reichsmark lautet, ist der Gegenwert zu dem im Zeitpunkt der Zahlung letztbekannten amtlichen Berliner Mittelkurs der betreffenden Währung in Reichsmark umzurechnen und in Reichsmark einzuzahlen. Die Deutsche Verrechnungskasse wird die eingezahlten Reichsmarkbeträge laufend der Österreichischen Nationalbank aufgeben.

Artikel 6.

Schuldner, die Schillingzahlungen nach den Bestimmungen dieses Abkommens nach Deutschland zu leisten verpflichtet sind, haben die geschuldeten Beträge bei Fälligkeit auf das Sonderkonto der Deutschen Verrechnungskasse bei der Österreichischen Nationalbank einzuzahlen. Lautet die Verpflichtung auf Reichsmark, so ist der Gegenwert zu dem im Zeitpunkt der Zahlung letztbekannten amtlichen Berliner Mittelkurs in Schillinge umzurechnen und in Schillingen einzuzahlen. Lautet die Verbindlichkeit auf eine dritte Währung, so ist der Gegenwert zu den im Zeitpunkt der Zahlung letztbekannten amtlichen Berliner Mittelkursen dieser Währung und des Schillings in Schillinge umzurechnen und in Schillingen einzuzahlen. Die Österreichische Nationalbank wird die eingezahlten Schillingbeträge laufend der Deutschen Verrechnungskasse aufgeben.

Artikel 7.

Die Auszahlungen an die Begünstigten erfolgen nach Massgabe der auf den Sonderkonten vorhandenen Guthaben. Bis zur Auszahlung werden die Beträge für Rechnung der Begünstigten unverzinslich verwaltet.

Artikel 8.

Die Genehmigung zur unmittelbaren Verrechnung von Forderungen aus dem österreichisch-deutschen Warenverkehr wird von den beiderseits zuständigen Stellen nur in besonderen Ausnahmefällen und grund-

sätzlich nur dann erteilt, wenn entweder in Österreich oder in Deutschland nur eine Firma an der Verrechnung beteiligt ist.

Artikel 9.

Die zur technischen Durchführung des Abkommens erforderlichen Vereinbarungen werden zwischen der Österreichischen Nationalbank und der Deutschen Verrechnungskasse getroffen.

Artikel 10.

Das Abkommen kann bis zum Ende eines jeden Monats zum Ende des folgenden Monats gekündigt werden.

Artikel 11.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Es tritt am Tage des Austausches der Ratifizierungsurkunden, der in Wien erfolgen soll, in Kraft. Es wird jedoch vom sechsten Tage nach der Unterzeichnung an vorläufig angewendet werden.

Unterzeichnet in doppelter Urschrift in Berlin am 22. August 1936.

Stephan Tauschitz, m. p.
Karl Ritter, m. p.
Carl Clodius, m. p.

126.

AUTRICHE, ALLEMAGNE.

Accord concernant le petit trafic frontalier entre les deux pays; signé à Berlin, le 26 août 1936.

Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich 1936, Stück 72.

Abkommen über Passerleichterungen im kleinen Grenzverkehr zwischen dem Bundesstaat Österreich und dem Deutschen Reich.

Die Österreichische Bundesregierung und die Deutsche Reichsregierung haben, von dem Wunsche geleitet, Passerleichterungen für die beiderseitigen Staatsangehörigen im kleinen Grenzverkehr zuzulassen, die folgenden Bestimmungen vereinbart:

Artikel 1.

(1) Österreichische Bundesbürger und deutsche Reichsangehörige, die im Grenzbezirk ihren Wohnsitz haben oder sich dort seit wenigstens drei Monaten aufhalten, können eine Grenzkarte erhalten, die sie nach Massgabe der folgenden Bestimmungen berechtigt, die Grenze zu überschreiten und sich im Nachbargrenzbezirk vorübergehend aufzuhalten.

(2) Für Beamte und Angestellte im öffentlichen Dienst, die im Grenzbezirk amtlich tätig sind, sowie für ihre mit ihnen in häuslicher Gemeinschaft lebenden Familienangehörigen gilt die im Absatz 1 vorgesehene Frist von drei Monaten nicht.

(3) Die Frist von drei Monaten gilt auch nicht für Nutzungsberechtigte von Grundstücken, die in einem Grenzbezirk liegen, aber von einer im Nachbargrenzbezirk gelegenen Betriebsstätte aus bewirtschaftet werden, sowie für Personen, die in einer solchen Betriebsstätte beschäftigt sind.

Artikel 2.

Grenzbezirk im Sinne dieses Abkommens ist im Gebiete jedes der vertragschliessenden Teile der Zollgrenzbezirk im Sinne des Artikels 1 des österreichisch-deutschen Abkommens über den kleinen Grenzverkehr vom 12. April 1930.

Artikel 3.

Die Grenzkarten werden von den Behörden ausgestellt, die für den Wohnsitz oder Aufenthaltsort des Bewerbers von jedem der vertragschliessenden Teile auf seinem Gebiet als zuständig erklärt werden.

Artikel 4.

(1) Die Grenzkarten werden nach den anliegenden Vordrucken von den österreichischen Behörden in hellgrüner und von den deutschen Behörden in hellgrauer Farbe ausgestellt und zwar in der Regel mit einer Geltungsdauer von zwei Jahren.

(2) Für die Ausstellung einer Grenzkarte wird auf österreichischer Seite eine Verwaltungsabgabe von 1,-- S, auf reichsdeutscher Seite eine Gebühr von 0,50 Reichsmark erhoben.

Artikel 5.

Die Grenzkarten werden nur Personen über 15 Jahren ausgestellt. Ausnahmsweise kann im Falle eines besonderen Bedürfnisses eine Grenzkarte auch für Personen unter 15 Jahren ausgestellt werden. Im übrigen dürfen Jugendliche unter 15 Jahren die Grenze ohne Grenzkarte nur in Begleitung eines Erwachsenen und nur dann überschreiten, wenn dessen Grenzkarte die Befugnis zur Mitnahme eines Jugendlichen enthält.

Artikel 6.

(1) Die Grenzkarte berechtigt zum Grenzübertritt an den in ihr bezeichneten Grenzübergangsstellen.

(2) Die Grenzübergangsstellen werden von den zuständigen Verwaltungs- und Zollbehörden der vertragschliessenden Teile im gegenseitigen Einvernehmen bestimmt.

(3) Der Grenzübertritt an anderen als den amtlich allgemein zugelassenen Grenzübergangsstellen kann aus wirtschaftlichen Gründen, insbesondere für die Bedürfnisse der Feldarbeit und der Forstwirtschaft,

die Ausübung der Jagd und der Fischerei sowie für den Weidebetrieb gestattet werden. Die hiezu erforderlichen Grenzübergänge werden durch die beiderseitigen zuständigen Verwaltungs- und Zollbehörden im Einvernehmen mit den Beteiligten unter Berücksichtigung der tatsächlichen wirtschaftlichen Verhältnisse bestimmt. Ein entsprechender Vermerk ist in die Grenzkarte aufzunehmen.

Artikel 7.

(1) Der Grenzübertritt auf Grund von Grenzkarten ist regelmässig nur während der Tagesstunden, d. h. von Sonnenaufgang bis Sonnenuntergang, gestattet. Absperrvorrichtungen müssen rechtzeitig geöffnet und dürfen nicht vorzeitig geschlossen werden.

(2) Die zuständigen Verwaltungs- und Zollbehörden können im beiderseitigen Einvernehmen den Verkehr an den Grenzübergangsstellen allgemein oder im Einzelfall auch zu anderen Zeiten gestatten, wenn die örtlichen Verhältnisse es angezeigt erscheinen lassen. Im Einzelfall ist ein entsprechender Vermerk in die Grenzkarte aufzunehmen.

(3) Der Grenzübertritt mit Eisenbahn, Strassenbahn und Kleinbahn sowie im öffentlichen Schiffahrtsverkehr ist zeitlich nicht beschränkt.

Artikel 8.

(1) Die Grenzkarten berechtigen zum jeweiligen Aufenthalt im Nachbargrenzbezirk auf die Dauer eines Zeitraumes, der einschliesslich des Einreisetages sechs Tage nicht überschreiten darf.

(2) Die zeitliche Beschränkung des Aufenthalts im Nachbarlande gilt nicht für Nutzungsberechtigte von Almen, die in dem einen Grenzbezirk liegen, aber von einer im Nachbargrenzbezirk gelegenen Betriebsstätte aus bewirtschaftet werden, sowie nicht für Personen, die auf einer solchen Betriebsstätte beschäftigt werden, soweit der Aufenthalt im Nachbarlande zur Bewirtschaftung der Almen erforderlich ist. Ein entsprechender Vermerk ist in die Grenzkarte aufzunehmen.

Artikel 9.

(1) Geistliche und ihre Gehilfen, Ärzte, Tierärzte und Hebammen dürfen in Ausübung ihres Berufs die Grenze auch ausserhalb der Grenzübergangsstellen und auch zur Nachtzeit überschreiten.

(2) Zu Hilfeleistungen bei Bränden und anderen Unglücksfällen in den Grenzbezirken dürfen Feuer- und Bergwehren sowie sonstige Rettungs-Organisationen die Grenze ohne Passförmlichkeiten überschreiten.

Artikel 10.

Die vertragschliessenden Teile werden einander mitteilen, welche Dienststellen als zuständige Behörden im Sinne dieses Abkommens zu betrachten sind.

Artikel 11.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Änderungen dieses

Abkommens, die sich auf Grund der Erfahrungen für notwendig erachten sollten, im Wege des einfachen Notenwechsels zu vereinbaren.

Artikel 12.

(1) Das vorliegende Abkommen tritt am 1. September 1936 in Kraft.

(2) Jeder der vertragschliessenden Teile kann das Abkommen mit einer Frist von drei Monaten für das Ende des Kalenderjahres kündigen.

Unterzeichnet in doppelter Urschrift in Berlin am 26. August 1936.

Ing. Stephan Tauschitz, e. h.
Carl Clodius, e. h.

127.

AUTRICHE, ITALIE.

Protocole modifiant et complétant l'Accord italo-autrichien du 14 mai 1934*) et le relatif Avenant du 4 janvier 1935;**) signé à Rome, le 1er juillet 1935.***)

Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich 1935, Stück 108; 1936, Stück 39.

Les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

I.

Le régime préférentiel en faveur de l'importation autrichienne en Italie tel qu'il réulte de la liste Annexe C à l'Accord italo-autrichien du 14 mai 1934 et des listes Annexes A et B à l'Avenant du 4 janvier 1935, est modifié pour les produits énumérés dans la liste ci-annexée comme il y est indiqué.

II.

Des nouvelles préférences sont établies pour les produits originaires et en provenance de l'Autriche ci-après indiqués:

Numéros du tarif italien	Dénomination des marchandises	Pourcentage de réduction sur les droits d'entrée en vigueur à tout moment	Contingent douanier (Quintaux)
577 c)	Faïences (à pâte blanche) décorées	20	100
ex 591 a), c)	Abat-jour en verre	50	50

*) V. N. R. G. 3. s. XXX, p. 10.
**) V. ibid. p. 355.
***) Mis en application, à titre provisoire, le 5 octobre 1935. — Les ratifications ont été échangées à Rome, le 10 mars 1936.

III.

Les deux Gouvernements déclarent de renoncer, chacun en ce qui le concerne, aux droits conventionnels établis par le Traité de commerce et de navigation italo-autrichien du 28 avril 1923, pour les produits suivants:

Tarif des droits à l'importation en Italie.

Numéros du tarif italien	Dénomination des marchandises
ex 911 e)	Merceries non dénommées: 2. fines.

Tarif des droits à l'importation en Autriche.

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises
393 c)	Ardoises ayant subi une main d'œuvre plus complète, même passées à la meule, noircies, réglées ainsi qu'encadrées dans du bois brut.

IV.

Le présent Protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible.

Il est toutefois entendu qu'on pourra le mettre en application à titre provisoire par échange de notes.

Il restera exécutoire jusqu'à l'échéance de l'Accord italo-autrichien pour le développement des rapports économiques du 14 mai 1934 auquel il se rapporte.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le 1er juillet 1935.

Pour l'Autriche:

A. Vollgruber, m. p.

Pour l'Italie:

Mussolini, m. p.

[suivent les Annexes tarifaires.]

128.

ITALIE, AUTRICHE, HONGRIE.

Protocoles additionnels aux Protocoles de Rome du 17 mars 1934;*) signés à Rome, le 23 mars 1936.

Il Giornale d'Italia du 25 mars 1936. — Zbiór Dokumentow (Polytika Narodów) No. 4, 1936, p. 85.

Protocollo Addizionale N. I.

Il capo del Governo Italiano, il Cancelliere Federale d'Austria ed il Presidente del Consiglio di Ungheria, riuniti in Roma il 23 marzo 1936,

constatano con soddisfazione i favorevoli risultati ai quali ha portato la collaborazione continua dei tre Governi per il mantenimento della pace e per il riassetto economico dell'Europa;

riaffermano solennemente la loro volontà di restare fedeli ai principi politici, economici e culturali dei Protocolli di Roma del 17 marzo 1934;

riconoscono essere interesse dei tre Paesi di armonizzare ognor più in tutti i campi, la loro azione con gli sviluppi ulteriori dei quali potrà essere suscettibile la situazione europea e decidono di constituirsi in gruppo e di creare a questo scopo un organo permanente di consultazione reciproca.

Protocollo Addizionale N. II.

Basandosi sui propositi di cui al Protocollo Addizionale N. 1 i tre Governi confermano di nuovo la loro decisione di non intraprendere alcun negoziato politico importante attinente alla questione danubiana con il Governo di un terzo Stato senza avere in precedenza preso contatto con i due altri Governi, insieme ai quali i Protocolli di Roma del 17 marzo 1934 sono stati firmati.

Sebbene i tre Governi siano completamente d'accordo sull'utilità dello sviluppo delle loro relazioni economiche con altri Stati danubiani, essi riconoscono che per ora una tale intensificazione non potrebbe effettuarsi che con accordi bilaterali.

Protocollo Addizionale N. III.

L'Organo permanente di consultazione reciproca contemplato dal Protocollo Addizionale N. 1 sarà costituito dai Ministri degli Affari Esteri dei tre Stati firmatari. Tale organo si riunirà periodicamente e quando i tre Governi lo giudicheranno opportuno.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XXX, p. 4.

In fede di che, firmano i presenti Protocolli, redatti in tre originali, rispettivamente in lingua italiana, in lingua tedesca ed in lingua ungherese. In caso di divergenza, farà fede il testo italiano.

Fatto a Roma, il 23 marzo 1936.

Mussolini.
Schuschnigg.
Gömbös.

129.

ARGENTINE, BRÉSIL, CHILI, MEXIQUE, PARAGUAY, URUGUAY.

Traité de non-agression et de conciliation; signé à Rio de Janeiro, le 10 octobre 1933.*) **)

Treaty Series (Washington), No. 906.

Tratado antibelico de no-agresión y de conciliación.

Los Estados abajo designados, en el deseo de contribuir a la consolidación de la paz y de expresar su adhésion a los esfuerzos realizados por todas las naciones civilizadas para fomentar el espíritu de armonía universal;

Con el propósito de condenar las guerras de agresión y las adquisiciones territoriales que sean obtenidas mediante la conquista por la fuerza de las armas, haciéndolas imposibles y sancionando su invalidez por las disposiciones positivas de este Tratado, para sustituirlas por soluciones pacíficas fundadas en elevados conceptos de justicia y de equidad;

Tratado anti-bêlico de não-agressão e de conciliação.

Os Estados infra indicados, no desejo de contribuir para a consolidação da paz e de exprimir a sua adesão aos esforços realizados por todas as nações civilizadas para desenvolver o espírito de harmonia universal;

Com o propósito de condenar as guerras de agressão e as aquisições territoriais obtidas mediante conquista pela fôrça das armas, tornandoas impossíveis e confirmando a sua invalidade por meio das disposições positivas do presente Tratado, para as substituir por soluções pacíficas, baseadas em conceitos elevados de justiça e de eqüidade;

---

*) Ont déposé les instruments de ratification, à Buenos Aires, l'Argentine (le 14 octobre 1935), le Chili (le 23 avril 1934), le Mexique (le 17 février 1936), l'Uruguay (le 27 juillet 1936).

**) Ont adhéré en déposant les instruments de ratification, les Etats-Unis d'Amérique (le 10 août 1934), la Bulgarie (le 15 avril 1935), la Cuba (le 6 juin 1934), la République Dominicaine (le 20 septembre 1935), le Salvador (le 17 septembre 1934), le Nicaragua (le 13 août 1935), la Roumanie (le 10 juin 1935), le Vénézuéla (le 27 décembre 1935), la Norvège (le 17 avril 1936), la Tchécoslovaquie (le 11 avril 1935), la Colombie (le 19 février 1936), le Pérou (le 28 février 1936), le Guatémala (le 11 août 1936).

Convencidos de que uno de los medios más eficaces de asegurar los beneficios morales y materiales que ofrece la paz al mundo, es la organización de un sistema permanente de conciliación de los conflictos internacionales, que se aplique de inmediato al producirse la violación de los principios mencionados;

Deciden concretar en forma convencional estos propósitos de no-agresión y de concordia, celebrando el presente Tratado, a cuyo efecto nombraron los Plenipotenciarios abajo firmantes, los cuales, habiendo exhibido sus respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente:

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes declaran solemnemente que condenan las guerras de agresión en sus relaciones mutuas o con otros Estados, y que el arreglo de los conflictos o divergencias de cualquier clase que se susciten entre ellas, no deberá realizarse sino por los medios pacíficos que consagra el Derecho Internacional.

Artículo II.

Declaran que entre las Altas Partes Contratantes las cuestiones territoriales no deben resolverse por la violencia, y que no reconocerán arreglo territorial alguno que no sea obtenido por medios pacíficos, ni la validez de la ocupación o adquisición de territorios que sea lograda por la fuerza de las armas.

Artículo III.

En caso de incumplimiento, por cualquier Estado en conflicto, de las obligaciones contenidas en los

Convencidos de que um dos meios mais eficazes de assegurar os benefícios morais e materiais, que a paz oferece ao mundo, é a organização, para os conflitos internacionais, de um sistema permanente de conciliação, aplicável logo que se verifique violação dos princípios mencionados;

Resolvem concretizar em forma de convenção estes propósitos de não-agressão e de concórdia, celebrando o presente Tratado, e, para êsse fim, nomearam os Plenipotenciários abaixo firmados, os quais, havendo exibido seus respectivos Plenos Poderes, achados em boa e devida forma, convieram no seguinte:

Artigo I.

As Altas Partes contratantes declaram solenemente que, em suas relações mútuas, ou com outros Estados, condenam as guerras de agressão, e que a solução dos conflitos ou divergências de qualquer espécie, que se suscitem entre elas, será sempre obtida pelos meios pacíficos consagrados pelo Direito Internacional.

Artigo II.

Declaram que entre as Altas Partes contratantes as questões territoriais não se devem resolver pela violência e que não reconhecerão estatuto territorial algum que não seja obtido por meios pacíficos, nem a validade da ocupação ou da aquisição de territórios obtida pela fôrça das armas.

Artigo III.

Em caso de inadimplemento, por qualquer Estado em conflito, das obrigações contidas nos artigos an-

artículos anteriores, los Estados Contratantes se comprometen a emplear todos sus esfuerzos para el mantenimiento de la paz. A ese efecto, adoptarán en su calidad de neutrales una actitud común y solidaria; pondrán en ejercicio los medios políticos, jurídicos o económicos autorizados por el Derecho Internacional; harán gravitar la influencia de la opinión pública, pero no recurrirán en ningún caso a la intervención, sea diplomática o armada; salvo la actitud que pudiera corresponderles en virtud de otros Tratados colectivos de que esos Estados sean signatarios.

Artículo IV.

Las Altas Partes Contratantes se obligan a someter al procedimiento de conciliación creado por el presente Tratado, los conflictos mencionados especialmente y cualesquiera otros que surjan en sus relaciones recíprocas, sin más limitaciones que las que se enumeran en el artículo siguiente, en todas las controversias que no hayan podido ser resueltas por la vía diplomática dentro de un plazo razonable.

Artículo V.

Las Altas Partes Contratantes y los Estados que en adelante se adhieran al presente Tratado, no podrán formular en el momento de la firma, ratificación o adhesión otras limitaciones al procedimiento de conciliación que cualquiere de las que a continuación se señalan:

a) Las diferencias para cuya solución se hayan celebrado Tratados, Convenciones, Pactos o Acuerdos pacifistas de cualquier índole que sean, que en ningún caso se enten-

teriores, os Estados contratantes se comprometem a envidar todos os esforços para a manutenção da paz. Para êsse fim, adotarão, em sua qualidade de neutros, uma atitude comum e solidária; porão em prática os meios políticos, jurídicos ou econômicos autorizados pelo Direito Internacional; farão pesar a influência da opinião pública, mas não recorrerão, em caso algum, à intervenção, quer diplomática, quer armada; ressalvada a atitude que lhes possa caber em virtude dos tratados coletivos de que êsses Estados sejam signatários.

Artigo IV.

As Altas Partes contratantes obrigam - se a submeter ao processo de conciliação, instituido pelo presente Tratado, as questões aquí especialmente mencionadas e quaisquer outras que surjam em suas relações recíprocas e se não tenham podido resolver, dentro em prazo razoável, por via diplomática, excetuadas unicamente as enumeradas no artigo seguinte.

Artigo V.

As Altas Partes contratantes e os Estados que posteriormente aderirem ao presente Tratado não poderão, no ato da assinatura, ratificação ou adesão, formular outras limitações ao processo de conciliação além das seguintes:

a) As controvérsias, para cuja solução já se hajam celebrado Tratados, Convenções, Pactos ou Acôrdos pacifistas de qualquer natureza, os quais, em caso algum, se considera-

derán derogados por el presente convenio, sino complementados en cuanto propenden a asegurar la paz; así como las cuestiones o asuntos resueltos por tratados anteriores;

b) Los conflictos que las Partes prefieran resolver por arreglo directo o someter de común acuerdo a una solución arbitral o judicial;

c) Las cuestiones que el Derecho Internacional deja libradas a la competencia exclusiva de cada Estado, de acuerdo con su régimen constitucional, por cuyo motivo las Partes podrán oponerse a que sean sometidas al procedimento de conciliación antes que la jurisdicción nacional o local se haya pronunciado en definitiva; salvo manifiesta denegación o retardo de justicia, en cuyo caso el trámite de la conciliación deberá iniciarse dentro del año a más tardar;

d) Los asuntos que afecten preceptos constitucionales de las Partes en controversia. En caso de duda, cada Parte recabará la opinión fundada de su respectivo Tribunal o Corte Suprema de Justicia, si ésta estuviere investida de tales atribuciones.

Las Altas Partes Contratantes podrán comunicar, en cualquier tiempo y en la forma establecida por el artículo XV, el instrumento en que conste que han abandonado en todo o en parte las limitaciones por ellas establecidas al procedimiento de conciliación.

Las limitaciones formuladas por una de las Partes Contratantes tendrán el efecto de que las demás Partes no se considerarán obligadas a su respecto sino en la medida de las excepciones establecidas.

rão derrogados pelo presente Tratado, mas completados, naquilo em que visarem assegurar a paz; e da mesma forma as questões ou quaisquer assuntos já resolvidos por tratados anteriores;

b) Os conflitos que as Partes preferirem resolver por negociação direta ou submeter, de comum acôrdo, a solução arbitral ou judicial;

c) As questões que o Direito Internacional deixa à competência exclusiva de cada Estado, de acôrdo com o seu regime constitucional, e que, por tal razão, possam as Partes opôr-se a que sejam submetidas ao processo de conciliação antes de decisão definitiva dos juízes ou tribunais competentes; salvo evidente denegação de justiça, ou delonga na aplicação desta, — casos estes em que os trâmites da conciliação deverão ter início no prazo máximo de um ano.

d) Os assuntos que afetem princípios constitucionais das Partes litigantes. Em caso de dúvida, cada Parte pedirá a opinião fundamentada de seu respectivo Tribunal ou Côrte Suprema de Justiça, que tenha competência para se pronunciar sôbre a matéria.

Em qualquer tempo, as Altas Partes contratantes poderão comunicar, pelo modo determinado no art. XV, o instrumento em que declarem haver abandonado, totalmente ou em parte, as limitações por elas estabelecidas ao processo de conciliação.

Como efeito das limitações formuladas por uma das referidas Partes, as demais não se considerarão obrigadas em relação a essa senão na medida das exceções estabelecidas.

Artículo VI.

A falta de Comisión Permanente de Conciliación o de otro organismo internacional encargado de esta misión en virtud de tratados anteriores en vigencia, las Altas Partes Contratantes se comprometen a someter sus diferencias al examen e investigación de una Comisión de Conciliación que se formará del siguiento modo, salvo acuerdo en contrario de las Partes en cada caso:

La Comisión de Conciliación se compondrá de cinco Miembros. Cada Parte en controversia designará un Miembro que podrá ser elegido por ella entre sus propios nacionales. Los tres Miembros restantes serán designados de común acuerdo por las Partes entre los nacionales de terceras Potencias que deberán ser de nacionalidad diferente, no tener su residencia habitual en el territorio de las Partes interesadas ni estar al servicio de ninguna de ellas. Entre dichos tres Miembros las Partes elegirán al Presidente de la Comisión de Conciliación.

Si no pudieran ponerse de acuerdo sobre esas designaciones, podrán encomendarlas a una tercera Potencia o a cualquier otro organismo internacional existente. Si los candidatos así designados no fueren aceptados por las Partes o por alguna de ellas, cada Parte presentará una lista de candidatos en número igual al de los miembros por elegir, y la suerte decidirá cuáles candidatos deban integrar la Comisión de Conciliación.

Artículo VII.

Los Tribunales o Cortes Supremas de Justicia que, según la legis-

Artigo VI.

A falta de Comissão Permanente de Conciliação ou de outro organismo internacional encarregado dessa missão em virtude de tratados anteriores em vigor, as Altas Partes contratantes se comprometem a submeter as suas divergências ao exame e investigação de uma Comissão de Conciliação, que será constituida do modo seguinte, salvo acôrdo em contrário das Partes, em cada caso:

A Comissão de Conciliação compor-se-á de cinco membros. Cada Parte designará um membro, que poderá ser por ela escolhido dentre os seus próprios nacionais. Os três membros restantes serão designados de comum acôrdo pelas Partes, dentre os nacionais de terceiras Potencias, e deverão ser de nacionalidades diferentes, não residir habitualmente no território das Partes interessadas nem se achar ao serviço de qualquer delas. As Partes elegerão o Presidente da Comissão de Conciliação dentre êsses três mêmbros.

Se não lograrem entrar em acôrdo sôbre essas designações, poderão confiá-las a uma terceira Potência ou a qualquer outro organismo internacional existente. Se os candidatos assim designados não forem aceitos pelas Partes ou por alguma delas, cada Parte apresentará uma lista de candidatos em número igual ao dos membros a escolher, e a sorte decidirá quais os candidatos que deverão completar a Comissão de Conciliação.

Artigo VII.

Os Tribunais ou Côrtes Supremas de Justiça que, segundo a legis-

lación interna de cada Estado, tengan competencia para interpretar, en última o única instancia y en los asuntos de su respectiva juridicción, la Constitución, los tratados, o los principios generales del Derecho de Gentes, podrán ser designados con preferencia por las Altas Partes Contratantes para desempeñar las funciones encomendadas por el presente Tratado a la Comisión de Conciliación. En este caso el Tribunal o Corte funcionarán en pleno o designando algunos de sus miembros para actuar solos o formando Comisión mixta con miembros de otras Cortes o Tribunales, según convengan de común acuerdo las Partes en litigio.

Artículo VIII.

La Comisión de Conciliación establecerá por sí misma las reglas de su procedimiento, el que deberá ser contencioso en todos los casos.

Las Partes en controversia podrán suministrar y la Comisión requerir de ellas todos los antecedentes e informaciones necesarios. Las Partes podrán hacerse representar por delegados y asistir por consejeros o peritos, así como también presentar toda clase de testimonios.

Artículo IX.

Los trabajos y deliberaciones de la Comisión de Conciliación no se darán a publicidad sino por decisión de la misma, con asentimiento de las Partes.

A falta de estipulación en contrario, las decisiones de la Comisión se adoptarán por mayoría de votos, pero la Comisión no podrá expedirse sobre el fondo del asunto sin la presencia de todos sus miembros.

lação interna de cada Estado, tenham competência para interpretar, em última ou única instância e em matéria da sua respectiva jurisdição, a Constituïção, os tratados, ou os princípios gerais do Direito das Gentes, poderão ser, de preferência, designados pelas Altas Partes contratantes para desempenhar as funções atribuídas, no presente Tratado, à Comissão de Conciliação. Neste caso, o Tribunal ou Côrte funcionará com todos os seus membros, ou designará alguns dêles para servirem sós ou formando uma Comissão mixta, com membros de outras Côrtes ou Tribunais, conforme decidirem, de comum acôrdo, as Partes em litígio.

Artigo VIII.

A Comissão de Conciliação estabelecerá, por si mesma, as regras do seu processo, que deverá ser contraditório em todos os casos.

As Partes divergentes poderão ministrar, e a Comissão poderá requerer-lhes todos os antecedentes e informações necessárias. As Partes poderão fazer-se representar por delegados e assistir por conselheiros ou peritos, assim como apresentar todo gênero de provas.

Artigo IX.

Os trabalhos e deliberações da Comissão de Conciliação não serão dados à publicidade senão por decisão da mesma, com assentimento das Partes.

Na falta de estipulação em contrário, as decisões da Comissão serão adotadas por maioria de votos, mas a Comissão não poderá pronunciar-se sôbre o fundo da questão sem a presença de todos os seus membros.

Artículo X.

Es misión de la Comisión procurar el avenimiento conciliatorio de las diferencias sometidas a su consideración.

Después del estudio imparcial de las cuestiones que sean materia del conflicto, consignará en un informe los resultados de sus tareas y propondrá a las Partes bases de arreglo mediante solución justa y equitativa.

El informe de la Comisión en ningún caso tendrá carácter de sentencia ni de laudo arbitral, sea en lo concerniente a la exposición o interpretación de los hechos, sea en lo relativo a las consideraciones o conclusiones de derecho.

Artículo XI.

La Comisión de Conciliación deberá presentar su informe en el término de un año contado desde su primera reunión, a menos que las Partes no resuelvan de común acuerdo abreviar o prorrogar este plazo.

Una vez iniciado el procedimiento de conciliación, sólo podra interrumpirse por arreglo directo entre las Partes o por su decisión posterior de someter de común acuerdo el conflicto al arbitraje o a la justicia internacional.

Artículo XII.

Al comunicar su informe a las Partes, la Comisión de Conciliación les fijará un término que no excederá de seis meses, dentro del cual deberán pronunciarse sobre las bases del arreglo propuesto por la misma. Expirado este plazo, la Comisión hará constar en un Acta final la decisión de las Partes.

Artigo X.

A Comissão terá por encargo procurar solução conciliatória para todas as divergências submetidas à sua consideração.

Após estudo imparcial das questões que formem a matéria do conflito, ela consignará em um relatório o resultado dos seus trabalhos e proporá às Partes as bases de um acôrdo, mediante solução justa e equitativa.

O relatório da Comissão não terá, em caso algum, o caráter de sentença nem de laudo arbitral, já no que concerne à exposição ou interpretação dos fatos, já no que se refere às considerações ou às conclusões de direito.

Artigo XI.

A Comissão de Conciliação deverá apresentar seu relatório ao cabo de um ano, a contar de sua primeira reunião, a menos que as Partes resolvam, de comum acôrdo, abreviar ou prorrogar êste prazo.

Uma vez iniciado, o processo de conciliação só se poderá interromper por ajuste direto entre as Partes, ou por sua decisão posterior de submeter o conflito, de comum acôrdo, à arbitragem ou à justiça internacional.

Artigo XII.

Ao comunicar às Partes o seu relatório, a Comissão de Conciliação lhes fixará um prazo, não excedente de seis meses, dentro no qual se deverão pronunciar sôbre as bases do acôrdo por ela proposto. Expirado êsse prazo, a Comissão fará constar de uma ata final a decisão das Partes.

Transcurrido el plazo sin que las Partes hayan aceptado el arreglo, ni adoptado de común acuerdo otra solución amistosa, las Partes en litigio recuperarán su libertad de acción para proceder como crean conveniente, dentro de las limitaciones derivadas de los artículos I y II del presente Tratado.

Artículo XIII.

Desde la iniciación del procedimiento conciliatorio hasta la expiración del plazo fijado por la Comisión para que las Partes se pronuncien, deberán abstenerse de toda medida perjudicial a la ejecución del arreglo que proponga la Comisión y, en general, de todo acto susceptible de agravar o prolongar la controversia.

Artículo XIV.

Durante el procedimiento de conciliación los miembros de la Comisión percibirán honorarios cuyo monto será establecido de común acuerdo por las Partes en controversia. Cada una de ellas proveerá a sus proprios gastos y, por partes iguales, sufragará los gastos u honorarios comunes.

Artículo XV.

El presente Tratado será ratificado por las Altas Partes Contratantes a la brevedad posible, de acuerdo con sus respectivos procedimientos constitucionales.

El Tratado original y los instrumentos de ratificación serán depositados en el Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de la República Argentina, el cual comunicará las ratificaciones a los demás Estados signatarios. El Tratado entrará en vigor entre las Altas Partes Con-

Transcorrido o prazo sem que as Partes hajam aceitado a solução proposta ou adotado, de comum acôrdo, outra deliberação pacífica, as Partes em litígio recuperarão liberdade de ação para proceder como julgarem conveniente, dentro nas limitações decorrentes dos artigos I e II do presente Tratado.

Artigo XIII.

Desde o início do processo do conciliação até a expiração do prazo fixado pela Comissão para que as Partes se pronunciem, deverão estas abster-se de qualquer medida prejudicial à execução do acôrdo proposto pela Comissão e, em geral, de qualquer ato suscetível de agravar ou prolongar a controvérsia.

Artigo XIV.

Durante o processo de conciliação, os membros da Comissão perceberão honorários, cuja importância será determinada, de comum acôrdo, pelas Partes em litígio. Cada uma delas proverá aos seus próprios gastos, e, em partes iguais, concorrerá para as despesas ou honorários comuns.

Artigo XV.

O presente Tratado será ratificado pelas Altas Partes contratantes, dentro no mais breve prazo possível, consoante os seus respectivos processos constitucionais.

O Tratado original e os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministério das Relações Exteriores e Culto da República Argentina, que comunicará as ratificações aos demais Estados signatários. O Tratado entrará em vigor entre as Altas Partes contratantes trinta

tratantes treinta días después del depósito de las respectivas ratificaciones, y en el orden en que éstas se efectúen.

Artículo XVI.

Este Tratado queda abierto a la adhesión de todos los Estados.

La adhesión se hará mediante el depósito del respectivo instrumento en el Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de la República Argentina, el cual notificará de ello a los demás Estados interesados.

Artículo XVII.

El presente Tratado se celebra por tiempo indeterminado, pero podrá ser denunciado mediante aviso previo de un año, transcurrido el cual cesará en sus efectos para el Estado denunciante, quedando subsistente para los demás Estados que sean parte en él, por firma o adhesión.

La denuncia será dirigida al Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de la República Argentina, el cual la transmitirá a los demás Estados interesados.

En testimonio de lo cual los Plenipotenciarios respectivos firman el presente Tratado, en un ejemplar, en los idiomas español y portugués, y le ponen sus sellos, en Río de Janeiro, D. F., a los diez días del mes de Octubre de mil novecientos treinta y tres.

Por la República Argentina:
(L. S.) *Carlos Saavedra Lamas,*
Ministro de Relaciones Exteriores y Culto.

Por la República de los Estados Unidos del Brasil:
(L. S.) *Afranio de Mello Franco,*
Ministro de Estado de Relaciones Exteriores.

dias depois do depósito das respectivas ratificações e na ordem em que estas se efetuarem.

Artigo XVI.

O Tratado ficará aberto à adesão de todos os Estados.

A adesão far-se-á mediante o depósito do respectivo instrumento no Ministério das Relações Exteriores e Culto da República Argentina, que disso notificará os demais Estados interessados.

Artigo XVII.

O presente Tratado é celebrado por tempo indeterminado, mas poderá ser denunciado mediante aviso prévio de um ano, decorrido o qual deixará de produzir efeito para o Estado denunciante, subsistindo para os demais Estados que nêle sejam parte, por assinatura ou adesão.

A denúncia será dirigida ao Ministério das Relações Exteriores e Culto da República Argentina, que a transmitirá aos demais Estados interessados.

Em fé do que, os Plenipotenciários respectivos assinam o presente Tratado, em um exemplar, nas línguas espanhola e portuguesa, e lhe apõem seus selos, no Rio de Janeiro, D. F., aos dez dias do mês de Outubro do ano de mil novecentos e trinta e três.

Pela República Argentina:
(L. S.) *Carlos Saaverda Lamas,*
Ministro das Relações Exteriores e Culto.

Pela República dos Estados Unidos do Brasil:
(L. S.) *Afranio de Mello Franco,*
Ministro de Estado das Relações Exteriores.

Por la República de Chile: Con las reservas de las letras a, b, c y d del Artículo V.
(L. S.) *Marcial Martinez de Ferrari,*
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en Río de Janeiro.

Por los Estados Unidos Mexicanos:
(L. S.) *Alfonso Reyes,*
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en Río de Janeiro.

Por la República del Paraguay:
(L. S.) *Rogelio Ibarra,*
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Río de Janeiro.

Por la República Oriental del Uruguay:
(L. S.) *Juan Carlos Blanco,*
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en Río de Janeiro.

Pela República do Chile: Com as reservas das letras a, b, c e d do Artigo V.
(L. S.) *Marcial Martinez de Ferrari,*
Embaixador Extraordinário e Plenipotenciário no Rio de Janeiro.

Pelos Estados Unidos Mexicanos:
(L. S.) *Alfonso Reyes,*
Embaixador Extraordinário e Plenipotenciário no Rio de Janeiro.

Pela República do Paraguai:
(L. S.) *Rogelio Ibarra,*
Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário no Rio de Janeiro.

Pela República Oriental do Uruguai:
(L. S.) *Juan Carlos Blanco,*
Embaixador Ertraordinário e Plenipotenciário no Rio de Janeiro.

130.

BULGARIE, POLOGNE.

Convention consulaire; signée à Sofia, le 22 décembre 1934.*)

Journal officiel du Gouvernement bulgare 1935, No. 28.

Sa Majesté le Roi des Bulgares et le Président de la République de Pologne, animés du même désir de régler les rapports consulaires et, en conséquence, désirant admettre sur leurs territoires des fonctionnaires consulaires et fixer les droits, privilèges et immunités respectifs des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, ainsi que déterminer leur pouvoir, ils sont tombés d'accord pour conclure une convention consulaire et, à cet effet, ils ont nommé leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. Constantin Batoloff, Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes;

Le Président de la République de Pologne:

M. Adam Tarnovski, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Sofia,

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 30 avril 1935.

qui, après, avoir présenté leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre I.

Organisation consulaire.

Article premier.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de nommer des Consuls Généraux, des Consuls, des Vice-Consuls ou des Agents Consulaires dans les ports, villes et autres localités de l'autre Partie.

2. Les Hautes Parties Contractantes se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des Consuls; il est entendu que cette réserve ne pourra être appliquée par une des Hautes Parties Contractantes à l'égard de l'Autre sans être appliquée également à toutes les autres Puissances.

3. Partout, où dans la présente Convention il est question de „Consul" — on entend par là les Consuls Généraux, les Consuls, les Vice-Consuls et les Agents Consulaires; de même où il est question de „Consulat" on entend par là les Consulats Généraux, les Consulats, les Vice-Consulats et les Agences Consulaires.

Article 2.

1. Les Consuls seront réciproquement admis et reconnus, selon les règles et formalités en usage dans le Pays de résidence, après avoir présenté leurs lettres de provision.

2. Au moment de la présentation des lettres de provision sera indiquée la circonscription du Consul; tout changement ultérieur relatif à cette circonscription sera communiqué au Ministère des Affaires Etrangères de l'autre Haute Partie Contractante.

3. L'exequatur pour le libre exercice des fonctions sera délivré aux Consuls sans retard et sans frais et, à partir de la délivrance dudit exequatur, les autorités compétentes de leurs circonscriptions consulaires prendront immédiatement les mesures nécessaires pour leur faciliter de s'acquitter des devoirs de leur charge et pour leur assurer la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

4. En cas d'urgence, le Gouvernement du Pays de residence pourra, sur la requête du Pays qui l'a nommé, reconnaître, à titre provisoire, le Consul et l'admettre à exercer les fonctions qui lui sont confiées jusqu'au moment de la présentation des lettres de provision et la délivrance de l'exequatur.

Article 3.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires, ainsi que les autres fonctionnaires consulaires pourront être fonctionnaires de carrière ou honoraires.

2. Au cas où le fonctionnaire honoraire sera ressortissant du Pays où il devra exercer les fonctions consulaires, le Pays qui veut le nommer

devra, avant sa nomination, obtenir par voie diplomatique l'assentiment du Gouvernement du Pays dont il est ressortissant.

Chapitre II.

Privilèges consulaires.

Article 4.

1. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès du Consul, l'un des fonctionnaires Consulaires du Consulat, dont le nom a été antérieurement porté à la connaissance des autorités compétentes de l'Etat de la résidence du Consul, sera de plein droit admis à exercer par interim les fonctions du Consul.

2. Ce fonctionnaire consulaire jouira à ce titre, pendant l'exercice interimaire des fonctions de Consul, des droits, privilèges, exemptions et immunités reconnus au titulaire.

Article 5.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires pourront placer au dessus de la porte extérieure de la maison, où sont installés les bureaux du Consulat ou de l'Agence Consulaire, l'écusson du Pays qu'ils représentent, avec l'inscription relative dans la langue officielle de leur Etat et, aux jours de solennités officielles ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, arborer sur la maison, où se trouve installé le Consulat ou l'Agence Consulaire, le pavillon de l'Etat qui les a nommés. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées commes constituant un droit d'asile.

2. Ils pourront également, compte tenu de la réserve précitée concernant le droit d'asile, placer l'écusson et arborer le pavillon de l'Etat qui les a nommés sur les voitures et bâteaux qu'ils monteront pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 6.

1. Les archives consulaires ainsi que tous les actes et tous les objets d'usage officiel, seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, examiner ou retenir ces actes ou objets, non plus que les dossiers, papiers ou autres objets faisant partie des archives. Les dossiers, les papiers et les objets susmentionnés devront toujours être complètement séparés des documents privés et des livres ou papiers concernant le commerce et l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

2. Si un Consul, un Agent Consulaire ou un autre fonctionnaire consulaire d'une des deux Hautes Parties Contractantes, requis par l'autorité locale de délivrer ou de montrer les dossiers, papiers ou autres objets faisant partie de ces archives, se refuse à le faire, l'autorité en question ne pourra recourir à aucune mesure coercitive à son égard; toutes les difficultés surgissant de ces faits devront être réglées par la voie diplomatique.

3. La correspondance officielle du Consulat ou de l'Agence Consulaire, ainsi que la correspondance qui leur est adressée, est toujours inviolable, et les autorités n'ont pas le droit de la retenir ou de l'examiner.

4. Les Consuls de carrière dans leur correspondance avec les autorités de leur Etat, y compris les missions diplomatiques et les offices consulaires, peuvent se servir du chiffre, ainsi que recevoir et envoyer des courriers, munis de documents attestant leur caractère.

Article 7.

1. Les locaux officiels des consulats de carrière et les locaux destinés aux archives sont toujours inviolables et les autorités locales ne peuvent y pénétrer, sauf dans le cas où il s'agit de l'arrestation d'une personne pour un délit passible d'après la législation locale, suivant le cas, d'une peine de privation de liberté de plus d'une année. Toutefois, ces autorités ne peuvent en aucun cas entreprendre des perquisitions dans ces locaux, ni saisir les papiers et autres objets qui s'y trouvent.

2. Les locaux officiels consulaires et les locaux destinés aux archives ne peuvent en aucun cas servir de lieu d'asile.

Article 8.

1. Les Consuls, les Agents Consulaires et les autres fonctionnaires consulaires de carrière de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Haute Partie Contractante, de l'exemption de toutes réquisitions, prestations et logements militaires. Ce privilège ne s'étendra pas aux immeubles qui leur appartiennent en tant qu'ils ne sont pas affectés au service consulaire ou ne servent pas de locaux d'habitation auxdits fonctionnaires. Les Consuls honoraires et les autres fonctionnaires honoraires ne sont exempts des requisitions et des logements militaires que pour les locaux affectés aux chancelleries et archives consulaires.

2. Les Consuls, les Agents Consulaires, ainsi que les autres fonctionnaires consulaires de carrière jouiront de l'exemption de toutes contributions directes ayant le caractère d'impôt personnel, perçues au profit de l'Etat ainsi qu'au profit des corporations de droit public autres que l'Etat.

Toutefois, lesdites personnes seront soumises à l'imposition suivant le droit commun en tant que dans l'Etat de résidence elles possèdent ou afferment des biens immeubles, des entreprises commerciales ou industrielles, ou sont sociétaires de pareilles entreprises, ou si elles exercent une profession lucrative ou touchent des revenus sur des capitaux ou des droits patrimoniaux.

3. Lesdits fonctionnaires et en général toutes les personnes employées dans les Consulats, ainsi que leur service domestique, seront exempts de l'obligation d'assurance sociale basée sur la législation de l'autre Haute Partie Contractante, pour autant que ces personnes sont ressortissants de l'Etat qui a nommé le Consul.

4. Les Consuls, les Agents Consulaires et les autres fonctionnaires consulaires de carrière doivent être toujours ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Article 9.

1. Les Consuls, les Agents Consulaires et tous les autres fonctionnaires consulaires de carrière sont autorisés en rejoignant leur poste sur le territoire de l'autre Haute Partie Contractante, pendant un délai de six mois après leur entrée en fonctions, de faire entrer en franchise de douane ou de toute autre taxe d'importation imposée à l'occasion, leur mobilier et les ustensiles de ménage destinés à leur usage personnel ou à l'usage de leur famille.

2. Ils seront également exempts des droits de sortie pour lesdits objets lorsqu'ils quitteront l'Etat de leur résidence.

3. Il est entendu, que cette exemption ne s'applique pas aux articles de consommation.

4. Sont également exempts des droits de douane et de toute autre taxe d'importation les objets destinés à l'usage officiel des Consulats ou des Agences Consulaires, et les mobiliers destinés à l'installation des bureaux et des appartements officiels.

Article 10.

Seront exempts des tous impôts et contributions publiques les immeubles constituant la propriété d'une des Hautes Parties Contractantes et destinés aux offices consulaires et les locaux loués par Elle dans le même but, ainsi que l'habitation des personnes mentionnées à l'alinéa 1 de l'Art. 8.

Article 11.

Les Consuls, les Agents Consulaires et les autres fonctionnaires consulaires ne seront pas justiciables des autorités de l'Etat de leur résidence pour leurs actes officiels accomplis en vertu de la présente Convention.

Article 12.

1. Les Consuls, les Agents Consulaires et les autres fonctionnaires consulaires, sauf ceux qui assurent les services subalternes de chancellerie et les domestiques, en tant que lesdites personnes ne sont pas fonctionnaires honoraires et sont ressortissants de l'Etat qui les a nommées, ne pourront être mis en état d'arrestation personnel, ni comme mesure préventive, ni comme mesure d'exécution en matière civile et commerciale, ni comme contrevention, ni comme peine pour les infractions poursuivies exclusivement par voie administrative. De même ils ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté dans le cas, où il s'agit d'infractions passibles d'au moins un an de privation de liberté.

2. En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation ou de mise en accusation du Consul et de l'Agent Consulaire ainsi que des Consuls, Vice-

Consuls suppléants et adjoints, et Attachés Consulaires, le Gouvernement de l'Etat de leur résidence informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat qui a nommé ledit fonctionnaire.

Article 13.

1. Les Consuls, les Agents Consulaires et les autres fonctionnaires consulaires sont tenus de donner suite aux invitations qui leur seraient adressées par les autorités locales compétentes à comparaître comme témoins. S'ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat de la résidence, de telles invitations doivent leur être adressées sous forme de lettres officielles sans menace de sanctions pénales en cas de non comparution.

L'audition doit avoir lieu sans délai, au terme fixé et, dans la mesure du possible, sans retention prolongée.

Le personnel de chancellerie et le service ne jouissent pas de ces privilèges.

2. Les Consuls de carrière peuvent, dans chaque cas particulier, justifier leur absence par des empêchements résultant d'une maladie ou des raisons urgentes de service et demander l'ajournement de la comparution à une autre date, toutefois, pas trop éloignée.

3. Les Consuls, les Agents Consulaires et tous les autres fonctionnaires consulaires, aussi bien de carrière qu'honoraires, peuvent, en opposant le secret professionnel ou le secret d'Etat, refuser de faire des dépositions concernant des faits résultant de leur service et de déposer ou produire des documents dont ils seraient les détenteurs.

Même, au cas où l'autorité compétente estimerait ne pas pouvoir reconnaître cette excuse comme fondée, elle devra s'abstenir de toutes mesures coercitives à leur égard.

Article 14.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder aux Consuls, Agents Consulaires et autres fonctionnaires consulaires de l'autre Haute Partie, en matière d'exemptions de droits, de privilèges et d'immunités, le traitement de la nation la plus favorisée.

2. Les Hautes Parties Contractantes conviennent, toutefois, qu'aucune d'Elles ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur des personnes susmentionnées des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs plus étendus que ceux accordés par Elle-même aux Consuls, Agents Consulaires et autres fonctionnaires consulaires du même grade et de la même catégorie de l'autre Haute Partie Contractante.

Chapitre III.

Fonctions des Consuls.

Article 15.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes ont le droit d'exercer la protection des ressortis-

sants de l'Etat qui les a nommés et de défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous les droits et intérêts qui appartiennent aux ressortissants de leur Etat.

2. A cet effet, ils pourront s'adresser aux tribunaux et à toutes les autorités de leur circonscription en vue d'obtenir, dans les limites de la loi, les renseignements et explications nécessaires.

3. Si leurs réclamations ne sont pas accueillies par les autorités de leur circonscription, ils ne pourront avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat de leur résidence qu'en l'absence de tout représentant diplomatique de leur Etat ou en cas d'existence d'un arrangement spécial.

4. Il est bien entendu que les Consuls et les Agents Consulaires feront leurs interventions auprès des tribunaux et autorités locales par écrit, dans la langue officielle de l'Etat de la résidence.

Article 16.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes ont le droit, conformément à la législation de l'Etat qui les a nommés, de délivrer à leurs ressortissants des passeports et autres documents personnels, ainsi que d'accorder des permis d'entrée et de viser les passeports, les certificats d'origine des marchandises et autres documents.

Article 17.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes, en tant qu'ils y seront autorisés, auront le droit, conformément aux lois et règlements de leur Pays, de dresser des actes de naissance et de décès des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

2. Il est bien entendu que la présente disposition ne peut nullement dispenser les particuliers de l'obligation prévue par les lois locales de faire des déclarations de naissance et de décès aux autorités locales.

Article 18.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à fournir sur demande des autorités de l'Autre des extraits des registres d'état civil légalisés d'après les formes et contre acquittement des taxes prévues par les lois et les règlements de l'Etat demandé.

Le Consul ou l'Agent Consulaire peut diriger la demande directement à l'autorité d'état civil compétente de l'Etat demandé.

S'il est mentionné dans la demande que ces extraits sont destinés à l'usage officiel ou aux personnes qui bénéficient du droit d'assistance, ils seront dressés et délivrés sans perception de taxe ou autres frais quelconques.

Article 19.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes auront le droit, s'ils y sont autorisés conformément aux règlements de l'Etat qui les a nommés, de:

1) recevoir, soit dans leur chancellerie, soit en dehors de la chancellerie, toutes les déclarations que pourraient avoir à faire les ressortissants de leur Etat, et à bord des navires maritimes et fluviaux et aéronefs de leur Etat — les capitaines, les gens de l'équipage et les voyageurs de ces navires.

   Il est bien entendu que ces déclarations ne seront valables vis-à-vis des autorités de l'Etat de la résidence du Consul ou de l'Agent Consulaire, que si elles ne s'opposent pas à la législation de cet Etat.

2) recevoir, dresser et légaliser, au même titre que les notaires, tous les actes juridiques, y compris les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

   Il est bien entendu que ces dispositions ne seront pas applicables aux actes juridiques entre vifs concernant le transfert du droit de propriété des immeubles, ou ayant pour but de les grever, en tant que ces immeubles seraient situés sur le territoire de l'Etat de la résidence du Consul ou de l'Agent Consulaire.

3) recevoir, dresser et légaliser au même titre que les notaires tous les actes juridiques, quelle que soit la nationalité des parties, pourvu que ces actes se rapportent aux biens situés sur le territoire de l'Etat qui a nommé le Consul ou l'Agent Consulaire, ou qu'ils soient destinés à être exécutés ou à produire des effets juridiques sur le territoire de cet Etat;

4) légaliser les signatures et empreintes des ressortissants de l'Etat qui les a nommés;

5) légaliser toute espèce d'actes et documents émanant des autorités ou des fonctionnaires publics de l'Etat qui les a nommés ou de l'Etat de leur résidence;

6) traduire en langue de l'Etat de leur résidence toute espèce d'actes et documents rédigés dans la langue de leur Pays et réciproquement.

2. Les actes et documents ci-dessus énumérés, ainsi que les traductions, copies ou extraits, dressés ou légalisés par les personnes mentionnées à l'alinéa 1 du présent Article suivant la forme requise par l'Etat qui les a nommées, et munis du sceau consulaire, seront reconnus dans le Pays de leur résidence comme documents publics ou publiquement légalisés. Ils auront la même valeur juridique et force probante que s'ils avaient été dressés ou légalisés par les notaires, autorités publiques ou traducteurs assermentés compétents, conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat de résidence.

3. Si ces actes ou autres documents doivent produire leurs effets dans le Pays de résidence du Consul ou de l'Agent Consulaire, ils devront être soumis aux droits de timbre et autres taxes exigées par les lois

dudit Pays, ainsi qu'à toutes autres formalités régissant la matière dans ce Pays.

Article 20.

Les Consuls et les Agents Consulaires, pour autant qu'ils y sont autorisés par les lois de l'Etat qui les a nommés, auront le droit d'établir la tutelle des enfants mineurs, et la curatelle des faibles d'esprit et des incapables, ressortissants de leur Etat; dans ce but ils pourront, dans les limites de la législation de leur Etat, prendre ou proposer toutes les mesures qu'ils jugeront utiles et qui ne seraient pas contraires à la législation locale.

Article 21.

1. Dans toutes les questions découlant de la législation sociale, (p. ex. sur l'assistance sociale, sur la protection du travail et les assurances sociales), les Consuls et les Agents Consulaires ont le droit, sans un plein-pouvoir spécialement rédigé, de représenter devant toutes les autorités et institutions compétentes les ressortissants de l'Etat qui les a nommés. Ils sont autorisés, au nom de ces ressortissants, à recevoir les indemnités, les rentes et autres prestations qui leurs sont attribuées et versées dans ces cas ainsi que d'en accuser réception.

Le versement des prestations, effectué dans ces cas entre les mains des Consuls et Agents Consulaires, aura la même validité que s'il était fait directement entre les mains des ayants droit.

2. Les institutions officielles et les institutions sociales locales seront tenues d'aviser les Consuls et Agents Consulaires de toute ouverture de procédure en vue d'obtenir une indemnité du fait d'un accident de travail du citoyen de l'Etat qui a nommé le Consul ou l'Agent Consulaire.

Article 22.

En ce qui concerne le service militaire, les Consuls et les Agents Consulaires auront le droit d'exercer toutes les fonctions ayant pour but de régler la situation des ressortissants de l'Etat qui les a nommés, aussi bien pour ce qui est de leur recrutement que de leur enregistrement militaire.

Article 23.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à traiter sur son territoire les ressortissants de l'Autre Haute Partie Contractante, en matière de successions, à l'égal de ses propres ressortissants.

Article 24.

Les successions des ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes laissées sur le territoire de l'Autre ne seront pas frappées d'impôts et de taxes spéciaux plus élevés que les successions laissées par les nationaux.

Article 25.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes meurt ou laisse une succession sur le territoire de l'Autre, les autorités locales

compétentes doivent en aviser immédiatement le Consul ou l'Agent Consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant. Cette notification doit indiquer si le défunt a laissé des biens et quels biens, s'il y a des héritiers, leurs noms et adresses, s'il y a un testament, si les mesures conservatoires ont été prises et lesquelles. A cette notification doit être joint, libre de toutes taxes, l'acte de décès dudit défunt.

Le Consul pourra demander aux autorités locales tous les renseignements sur les mesures prises à l'égard de la succession.

Si le Consul ou l'Agent Consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant avait eu connaissance du décès avant l'autorité locale compétente, il doit l'en aviser de la manière décrite à l'alinéa premier du présent Article.

Article 26.

Dans les cas où les autorités locales de l'une des Hautes Parties Contractantes constateraient qu'un ressortissant de l'autre Haute Partie Contractante a le droit à la succession laissée sur le territoire de la Première des Hautes Parties Contractantes, soit comme héritier ab intestat, ou héritier testamentaire, soit comme légataire ou donataire à cause de mort, soit à un titre héréditaire quelconque, elles devront en aviser immédiatement le Consul ou l'Agent Consulaire de l'Autre Haute Partie Contractante, dont l'ayant droit est ressortissant.

Si ces ayants droits sont absents et n'ont pas nommé de mandataires, le Consul ou l'Agent Consulaire est autorisé de plein droit de les représenter devant les autorités locales. Le Consul ou l'Agent Consulaire peut, dans chaque cas particulier, se faire remplacer par une autre personne de son choix.

Article 27.

Dans les cas de décès d'un ressortissant de l'Une des Hautes Parties Contractantes en voyage sur le territoire de l'Autre et n'y ayant ni domicile ni résidence, les autorités locales doivent immédiatement et sans aucune formalité transmettre tous les objets du défunt au Consul ou à l'Agent Consulaire de l'Etat, dont le défunt était ressortissant.

Elles agiront de la même manière avec la succession mobilière, laissée par un ressortissant de l'Autre Haute Partie Contractante, lorsque:

1. faisant partie de l'équipage d'un navire de l'Une des Hautes Parties Contractantes, il est décédé à son bord ou sur le territoire de l'Autre;

2. la valeur de la succession ne dépasse pas en Pologne le montant de cinq mille zloty et en Bulgarie le montant de quatre-vingt mille leva.

Les sommes indiquées seront calculées à parité or.

Le Consul ou l'Agent Consulaire qui prend possession de la succession mobilière, a le droit de la liquider et, après avoir payé, s'il y a lieu, les dettes contractées par le défunt sur le territoire de l'Etat de la résidence et tous les impôts, de la traiter d'après la loi de son Etat.

Article 28.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes auront le droit de porter tout secours et assistance aux navires battant leur pavillon national pendant la durée du séjour de ces navires dans un port de leur circonscription consulaire.

2. A cet effet, ils pourront aller personnellement à bord desdits navires après que ceux-ci auront été admis en libre pratique.

3. En ce qui concerne les navires de commerce, les Consuls et les Agents Consulaires pourront, à bord desdits navires, interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir — conformément aux stipulations de l'Article 19 de la présente Convention — les déclarations relatives à leurs voyages, leur destination et aux incidents de la traversée, ainsi que dresser les manifestes et faciliter l'expédition desdits navires; ils pourront enfin, si cela n'est pas contraire à la loi locale, accompagner le capitaine et les gens de l'équipage devant les tribunaux locaux et les autorités administratives, pour leur servir d'interprètes dans les affaires juridiques qu'ils auraient à régler et dans les demandes qu'ils auraient à formuler.

4. Dans les ports où réside le Consul ou l'Agent Consulaire de l'une des Hautes Parties Contractantes, les fonctionnaires des autorités locales judiciaires et administratives ainsi que les fonctionnaires de la douane locale ne pourront pas, sans en informer préalablement le Consul ou l'Agent Consulaire, entreprendre à bord des navires de commerce battant le pavillon national de l'autre Haute Partie Contractante ni recherches, ni perquisitions, ni opérer des arrestations, sauf en cas de flagrant délit, ni procéder à d'autres fonctions officielles nécessitant des moyens de contrainte. En cas d'urgence, le Consul ou l'Agent Consulaire doit être informé au moins au moment même de ces opérations, ceci afin de lui permettre d'y assister. Les autorités locales devront également aviser, en temps opportun, le Consul ou l'Agent Consulaire pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines ou l'équipage auraient à faire devant les tribunaux locaux ou l'administration locale.

5. L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux Consuls ou Agents Consulaires, indiquera une heure précise et si les Consuls ou les Agents Consulaires négligent de s'y rendre en personne, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales seront, toutefois, obligées d'informer sans délai le Consul ou l'Agent Consulaire de toute visite et autres fonctions officielles dont il est question dans l'alinéa précédent, opérées en leur absence et d'indiquer en même temps les raisons d'urgence. Les autorités locales feront de même, lorsque le Consul ou l'Agent Consulaire ne réside pas dans le port.

6. Le tribunal ne pourra prononcer l'innavigabilité du navire qu'après avoir entendu le Consul compétent.

7. Toutefois, l'intervention des Consuls et des Agents Consulaires ne sera pas requise pour l'accomplissement par les autorités locales des

formalités ordinaires à l'arrivée et au départ des navires, conformément aux règlements de navigation, de douane et de santé.

Article 29.

1. Pour tout ce qui concerne la police des ports, le chargement des navires de commerce et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements locaux à condition que tout privilège et toute faveur qui seraient accordés dans un port déterminé par l'une des Hautes Parties Contractantes à ses propres navires marchands, seront également accordés dans ce port aux navires marchands de l'autre Haute Partie Contractante.

2. Les Consuls et Agents Consulaires, dans les limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés, auront le droit exclusif de maintenir l'ordre intérieur à bord des navires marchands battant leur pavillon national. Ils auront le droit de confier en cas de besoin les fonctions de capitaine à une personne de leur choix et de remplacer les officiers et les gens de l'équipage.

Ils devront eux-mêmes régler, dans les limites des règlements de leur Etat, tous les litiges qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement ceux relatifs à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

3. Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des désordres survenus à bord des navires marchands seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera melée.

Dans ce cas, les autorités locales porteront également par écrit à la connaissance du Consul compétent ou de l'Agent Consulaire dans le plus bref délai et, si possible avant de monter sur le navire, leur décision au sujet de l'intervention. Les autorités locales feront tout leur possible pour que la liquidation d'incident de ce genre sur les navires battant pavillon de l'autre Haute Partie Contractante soit effectuée d'entente avec le Consul compétent.

4. Si les autorités locales s'aperçoivent que le navire marchand de l'autre Haute Partie Contractante n'est pas armé et ravitaillé conformément aux conventions internationales liant les deux Parties Contractantes, elles en aviseront immédiatement le Consul compétent afin de faire d'entente disparaître ces manquemeants.

Les dispositions du droit local au sujet de la navigabilité ne pourront se rapporter aux navires marchands navigant sous le pavillon de l'autre Haute Partie Contractante que dans les cas où elles seront appliquées dans les mêmes conditions aux navires de toutes les autres nationalités.

5. Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux Consuls et Agents Consulaires, si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions.

Article 30.

1. Les Consuls pourront faire arrêter, ainsi que faire renvoyer soit à bord, soit à leur patrie, les officiers, matelots et toutes autres personnes faisant partie à quel titre que ce soit des équipages des navires battant pavillon de leur nation, qui ont déserté sur le territoire de l'autre Haute Partie Contractante.

2. A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage, ou, à défaut de ces documents, un extrait authentique que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aurait pas de Consul ni d'Agent Consulaire, la demande d'extradition pourra être adressée aux autorités locales, tout en observant les formalités prescrites par le présent alinéa, par le capitaine ou celui qui commande le navire.

3. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée, excepté le cas où le déserteur a commis quelque infraction à terre; dans ce dernier cas l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal compétent local ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. On donnera en outre aux Consuls et Agents Consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs. Ceux-ci seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais du Consulat ou de l'Agence Consulaire jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord d'un navire national, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, moyennant un avis donné au Consul trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

4. Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les stipulations du présent Article ne s'appliquent pas aux officiers, matelots et autres personnes faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils ont déserté (et en outre, pour la Pologne, aux ressortissants de la Ville Libre de Dantzig).

Article 31.

1. Lorsqu'un navire battant pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes, dans un port ou dans la mer territoriale de l'autre Partie, les autorités locales devront en aviser sans retard le Consul ou l'Agent Consulaire dans la circonscription duquel le sinistre se sera produit.

2. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires qui feraient naufrage ou échoueraient seront dirigées par les Consuls ou Agents Consulaires, ou par les autres fonctionnaires consulaires en tant qu'ils y sont autorisés par le Consul ou l'Agent Consulaire.

3. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls ou des Agents Con-

sulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets sauvés du naufrage.

4. L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les Consuls ou les Agents Consulaires maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, ainsi que pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

5. L'intervention des autorités locales ne donnera lieu, dans ces différents cas, à la perceptions de taxes d'aucune sorte, ni au remboursement de frais autres que ceux occasionnés par les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, et ceux qui seraient dûs, en pareil cas, par les navires nationaux.

6. Au cas où la nationalité des navires naufragés n'est pas certaine, seules les autoritées locales seront compétentes pour prendre les mesures mentionnées au présent Article.

7. Les marchandises et les effets sauvés seront libres de tout droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article 32.

Dans tous les cas, où dans les accords conclus entre les armateurs, chargeurs ou assureurs il n' y aura pas de stipulations contraires, les avaries que les navires de guerre ou de commerce de l'une des Hautes Parties Contractantes auront subies en mer, sans égard s'ils sont entrés volontairement dans les ports ou par relâche forcée, seront réglées par leurs Consuls ou leurs Agents Consulaires, à moins que les ressortissants du pays dans lequel résident lesdits Consuls ou ceux d'une tierce puissance, ne soient intéressés dans ces avaries. Dans ce dernier cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par les autorités locales.

Article 33.

Toutes les fonctions mentionnées au présent chapitre que le Consul ou l'Agent Consulaire a le droit d'exercer pourront être exercées également par les autres fonctionnaires consulaires adjoints, en tant qu'ils y seront autorisés par le Consul ou l'Agent Consulaire.

Article 34.

Les Consuls et les Agents Consulaires sont tenus d'informer le chef de l'autorité administrative supérieure de leur résidence de tous les changements survenus dans la composition du personnel du Consulat.

Chapitre IV.

Dispositions générales et finales.

Article 35.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre Haute Partie Contractante en matière d'exercice des fonctions consulaires le traitement de la nation la plus favorisée.

2. Les Hautes Parties Contractantes conviennent, toutefois, qu'aucune d'entre Elles ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en matière d'exercice des fonctions consulaires d'autres droits ou plus étendus que ceux accordés par Elle même aux Consuls, Agents Consulaires et aux autres fonctionnaires consulaires de l'autre Haute Partie.

Article 36.

1. Toutes les dispositions de la présente Convention concernant les attributions des Consuls en matière d'exercice des fonctions consulaires s'appliqueront également aux membres des missions diplomatiques qui seront investis des fonctions consulaires par l'Etat qui les a nommés.

2. A cet effet, l'agent diplomatique de cet Etat devra notifier au Gouvernement de l'Etat de sa résidence les noms des agents désignés aux fonctions consulaires.

Article 37.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Haute Partie Contractante.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 22 décembre 1934.

(s) *C. Batoloff.*
(s) *A. Tarnovski.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties Contractantes sont convenus des dispositions suivantes: les Hautes Parties Contractantes se réservent la conclusion d'une Convention spéciale réglant la matière de succession, dont les dispositions remplaceront de plein droit les dispositions de la Convention consulaire prévues aux Articles 23, 24, 25, 26 et 27.

Le présent Protocole fait partie intégrante de la Convention Consulaire même. Il sera ratifié et entrera en vigueur en même temps que la Convention.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 22 décembre 1934.

(s) *C. Batoloff.*
(s) *A. Tarnovski.*

131.

ITALIE, POLOGNE.

Convention consulaire; signée à Rome, le 10 juillet 1935.*)

Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia 1935, No. 252.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République de Pologne, ayant résolu de conclure une convention consulaire, ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

S. E. le Chevalier Benito Mussolini, Chef du Gouvernement, Premier - Ministre, Sécretaire d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères;

Le Président de la République de Pologne:

S. E. le Dr. Alfred Wysocki, Ambassadeur de la République de Pologne à Rome;

lesquels, ayant reconnus leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre premier.

Fonctionnaires consulaires.

Article premier.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de nommer des Consuls Généraux, de Consuls, des Vice - Consules ou des Agents Consulaires dans les ports, villes et autres localités de l'autre Partie.

2. Les Hautes Parties Contractantes se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités où le fonctionnement des Consulats déjà établis ou à établir ne leur conviendra pas; il est entendu que cette faculté ne pourra être exercée par une des Hautes Parties Contractantes à l'égard de l'autre sans être exercée également à l'égard de tous les autres Etats.

3. Portout où, dans la présente Convention, il est question de „Consul" on entend par là les Consuls Généraux, les Consuls et les Vice-Consuls; de même où il est question de „Consulat" on entend par là les Consulats Généraux, les Consulats et les Vice-Consulats.

Article 2.

1. Les Consuls seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et formalités en usage dans le Pays de résidence après avoir présenté leurs lettres de provision.

2. Au moment de la présentation des lettres de provision sera indiquée la circonscription du Consul; tout changement ultérieur relatif à

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 7 mai 1936.

cette circonscription sera communiqué au Ministère des Affaires Etrangères de l'autre Haute Partie Contractante.

3. L'exequatur pour le libre exercice des fonctions sera délivré aux Consuls sans retard et sans frais, et, à partir de la délivrance dudit exequatur, les autorités compétentes de leurs circonscriptions consulaires prendront immédiatement les mesures nécessaires pour leur faciliter de s'acquitter des devoirs de leur charge et pour leur assurer la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

4. En cas d'urgence le Gouvernement du Pays de résidence pourra reconnaître, sur la requête du Gouvernement du Pays qui l'a nommé, le Consul à titre provisoire et l'admettre à exercer les fonctions qui lui sont confiées, jusqu'au moment de la présentation des lettres de provision et de la délivrance de l'exequatur.

5. Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissements de missions officielles les Consuls seront assurés de trouver auprès des autorités du Pays de résidence le plus large concours et l'appui le plus bienveillant.

Article 3.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires, ainsi que les autres fonctionnaires consulaires, pourront être fonctionnaires de carrière ou honoraires.

2. Les Consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière doivent être toujours ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

3. Au cas où le fonctionnaire honorarie serait ressortissant du Pays où il devra exercer les fonctions consulaires, la Partie qui veut le nommer devrà, avant sa nomination, obtenir par voie diplomatique l'assentiment du Gouvernement du Pays, dont il est ressortissant.

Article 4.

Les Consuls de carrière pourront nommer des Agents Consulaires dans les ports, villes et autres localités de leurs circonscriptions consulaires; ces Agents seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les a nommés. Ils exerceront leurs fonctions sous les ordres et sous la responsabilité de ce dernier, et jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente Convention. Ils n'entreront en fonctions qu'après l'approbation du Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de leur résidence.

Article 5.

1. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès du Consul, les fonctionnaires consulaires du Consulat seront de plein droit admis, dans l'ordre prescrit par l'Etat qui les a nommés à exercer par interim les fonctions de Consul à condition que leurs noms aient été antérieurement portés à la connaissance des autorités compétentes de l'Etat de la résidence du Consul.

2. Ils jouiront à ce titre, pendant l'exercice intérimaire des fonctions de Consul, des droits, privilèges, exemptions et immunités reconnus au titulaire.

Chapitre II.

Privilèges consulaires.

Article 6.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires pourront placer, dans un endroit visible à l'extérieur de la maison où sont installés les bureaux du Consulat ou de l'Agence Consulaire, l'écusson du Pays qu'ils représentent, avec l'inscription relative dans la langue officielle de leur Etat et, aux jours de solennités officielles ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, arborer, sur la maison où est installé le Consulat ou l'Agence Consulaire, le pavillon de l'Etat qui les a nommés. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprêtées comme constituant un droit d'asile.

2. Ils pourront également, compte tenu de la réserve précitée concernant le droit d'asile, placer l'écusson et arborer le pavillon de l'Etat, qui les a nommés, sur les voitures et bateaux qu'ils monteront dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 7.

1. Les archives consulaires ainsi que tous les actes et tous les objets d'usage officiel seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, examiner ou retenir ces actes ou objets non plus que les dossiers, papiers ou autres objets faisant partie des archives. Les dossiers, les papiers et les objets susmentionnés devront toujours être complètement séparés des documents privés et des livres ou papiers concernant le commerce et l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

2. Si un Consul, un Agent Consulaire ou un autre fonctionnaire consulaire de l'une des deux Hautes Parties Contractantes, requis par l'autorité locale à délivrer ou à montrer les dossiers, papiers ou autres objets faisant partie de ces archives, se refuse à le faire, l'autorité en question ne pourra recourir à aucune mesure coercitive à son égard; toutes les difficultés surgissant de ces faits devront être réglés par la voie diplomatique.

3. La correspondance officielle du Consulat ou de l'Agence Consulaire ainsi que la correspondance qui leur est adressée, sont toujours inviolables, et les autorités n'ont pas le droit de les retenir ni de les examiner.

4. Le Consuls de carrière dans leur correspondance avec les autorités de leur Etat, y compris les missions diplomatiques et les offices consulaires, peuvent se servir du chiffre, non moins que recevoir et envoyer des courriers, munis de documents attestant leur caractère.

Article 8.

1. L'ensemble de pièces à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et les locaux spécialement affectés au dépôt des archives consulaires sont en tout temps inviolables, et les autorités locales ne peuvent y pénétrer, sauf dans les cas où il s'agit de l'arrestation d'une personne pour un délit punissable d'après la législation locale, suivant le cas, d'une peine privative de liberté supérieure à une année. Toutefois ces autorités ne peuvent dans aucun cas visiter ou saisir les papiers et objets qui s'y trouvent, ni entreprendre des perquisitions.

2. Les pièces et les locaux affectés à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et les locaux affectés au dépôt des archives consulaires doivent être distincts des pièces servant à l'habitation personnelle du fonctionnaire consulaire et ne peuvent être affectés à d'autres usages.

3. Les locaux officiels consulaires et les locaux destinés aux archives ne peuvent dans aucun cas servir de lieu d'asile.

Article 9.

1. Les Consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Haute Partie Contractante de l'exemption de toutes réquisitions, prestations et logements militaires. Ce privilège ne s'étendra pas aux immeubles qui leur appartiennent en tant qu'ils ne sont pas affectés au service consulaire ou ne servent pas de locaux d'habitation auxdits fonctionnaires. Les Consuls honoraires et les autres fonctionnaires honoraires ne sont exempts des réquisitions et des logements militaires que pour les locaux affectés aux chancelleries et archives consulaires.

2. Les Consuls, ainsi que les autres fonctionnaires consulaires de carrière, jouiront de l'exemption de toutes contributions directes ayant le caractère d'impôt personnel perçues au profit de l'Etat ainsi qu'au profit des corporations de droit public autres que l'Etat.

Toutefois lesdites personnes seront soumises à l'imposition suivant le droit commun en tant que dans l'Etat de résidence elles possèdent ou afferment des biens immeubles, exercent des entreprises commerciales ou industrielles, ou sont sociétaires de pereilles entreprises, ou si elles exercent une profession lucrative ou touchent des revenus sur de capitaux ou des droits patrimoniaux.

3. Lesdits fonctionnaires et leur service domestique ainsi que, en général, toutes les personnes employées dans les Consulats, seront exempts de l'obligation d'assurance sociale basée sur la législation de l'autre Haute Partie Contractante, autant que ces personnes sont ressortissants de l'Etat qui a nommé le Consul.

Article 10.

1. Les Consuls et tous les autres fonctionnaires consulaires de carrière sont autorisés, en rejoignant leur poste sur le territoire de l'autre

Haute Partie Contractante, pendant un délai de six mois après leur entrée en fonctions, à faire entrer, en exemption des droits de douane ou de toute autre taxe imposée à l'occasion d'importation, leur mobilier, y compris une automobile, et les ustensiles de ménage destinés à leur usage personnel ou à l'usage de leur famille.

2. Ils seront également exempts des droits de sortie pour lesdits objets lorsqu'ils quitteront l'Etat de leur résidence.

3. Il est entendu que cette exemption ne s'applique pas aux articles de consommation.

4. Sont toujours exempts des droits de douane et de toute autre taxe d'importation les objets destinés à l'usage officiel des Consulats ou des Agences Consulaires et le mobilier destiné à l'installation des bureaux et des appartements officiels.

Article 11.

Les bâtiments ou locaux affectés à la résidence consulaire et qui sont de propriété de l'une des Hautes Parties Contractantes sont exemptés des impôts établis par l'Etat ou par un autre corps constitué d'après le droit public du Pays sur les immeubles ou leur revenu.

Article 12.

Les Consuls, les Agents Consulaires et les autres fonctionnaires consulaires ne seront pas justiciables des autorités de l'Etat de leur résidence à raison de leurs fonctions officielles. Au cas où cette exemption serait invoquée devant une autorité de l'Etat de résidence, celle-ci devra s'abstenir de statuer, toutes les difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article 13.

1. Les Consuls et les autres fonctionnaires consulaires, sauf ceux qui assurent les services subalternes de chancellerie et les domestiques, en tant que lesdites personnes ne sont pas fonctionnaires honoraires, ne pourront être mis en état d'arrestation personnelle ni comme mesure préventive ni comme mesure d'exécution en matière civile et commerciale, ni pour contravention, ni comme peine pour les infractions poursuivies exclusivement par voie administrative. De même ils ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté dans le cas; où il s'agit d'infractions punissables au moins d'un an de privation de liberté.

2. En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation ou de mise en accusation du Consul ainsi que des Consuls et Vice-Consuls suppléants et adjoints, Attachés Consulaires et chanceliers de carrière, le Gouvernement de l'Etat de leur résidence informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat qui a nommé ledit fonctionnaire.

Article 14.

1. Les Consuls, les Agents Consulaires et les autres fonctionnaires consulaires sont tenus à donner satisfaction aux invitations adressées par

les autorités compétentes de l'Etat de la résidence afin de les entendre en qualité de témoin. S'ils ne sont pas ressortissants de l'Etat de la résidence, ces invitations devraient leur être adressées sous la forme de pièces officielles sans menace de sanctions pénales en cas de non comparution.

L'audition doit avoir lieu sans délai, au terme fixé et, dans la mesure du possible, sans rétention prolongée.

Le personnel de service ne jouit pas de ces privilèges.

2. Les Consuls de carrière peuvent, dans chaque cas particulier, justifier de façon motivée leur absence par des empêchements résultant d'une maladie ou des nécessités urgentes de service et demander l'ajournement de la comparution à un bref délai. Les chefs des offices consulaires de carrière pourront, en cas d'empèchement résultant des nécessités de service, déposer au siège des consulats, dans le délai fixé par l'autorité judiciaire.

3. Les Consuls, les Agents Consulaires et tous les autres fonctionnaires consulaires, aussi bien de carrière qu'honoraires, peuvent, en opposant le secret professionnel ou le secret d'Etat, refuser de faire des dépositions en rapport avec les faits rattachés à leur service et de déposer ou produire des documents dont ils seraient les détenteurs.

En cas où l'autorité compétente ne voudrait pas reconnaître cette excuse comme fondée, elle devra s'abstenir de toute mesure coercitive à leur égard.

Chapitre III.

Fonctions des Consuls.

Article 15.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes ont le droit d'exercer la protection des ressortissants de l'Etat qui les a nommés et de défendre en vertu du droit et des usages internationaux tous les droits et intérêts qui appartiennent aux ressortissants de leur Etat.

2. A cet effet ils pourront s'adresser aux tribunaux et à toutes les autorités de leur circonscription en vue d'obtenir, dans les limites de la loi, les renseignements et explications nécessaires. Veillant à l'exécution de tous les traités et conventions existant entre les deux Etats, ils pourront réclamer contre toute infraction à ces traités et conventions et contre tout abus dont leurs nationaux pourraient avoir à se plaindre.

3. Il est bien entendu que les Consuls et les Agents Consulaires feront leur intervention auprès des tribunaux et des autorités locales par écrit, dans la langue officielle de l'Etat de la résidence.

Article 16.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes ont le droit, conformément à la législation de l'Etat qui les a nommés, de délivrer à leurs ressortissants des passeports et

autres documents personnels, ainsi que de donner des permis d'entrée et de viser les passeports, les certificats d'origine des marchandises et autres documents.

Article 17.

1. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls, pourront célébrer les mariages de leurs nationaux s'ils y sont autorisés par la législation de l'Etat qui les a nommés.

Cette dispositions n'est pas applicable aux mariages dont l'un des futurs époux est ressortissant de l'autre Partie.

Les fonctionnaires consulaires précités devront le plus tôt possible porter les mariages susmentionnés à la connaissance de l'autorité du pays où ils résident.

2. Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes, en tant qu'ils y seront autorisés, auront le droit, conformément aux lois et règlements de leur Pays, de dresser des actes de naissance et de décès des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

3. Il est bien entendu que la présente disposition ne peut nullement dispenser de l'obligation prévue pour les particuliers par les lois territoriales de faire des déclarations de naissance et de décès aux autorités locales.

Article 18.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à fournir sur demande des autorités de l'autre Haute Partie Contractante des extraits des actes d'état civil dûment légalisés contre acquittement des taxes prévues par les lois et les règlements de l'Etat requis.

2. Le Consul ou l'Agent Consulaire peut aussi demander, dans les conditions visées à l'alinéa premier, d'autres certificats d'autorité publique en conformité des lois de l'Etat requis.

3. Le Consul ou l'Agent Consulaire peut diriger la demande directement à l'autorité compétente de l'Etat requis.

4. S'il est mentionné distinctement dans la demande que des extraits sont nécessaires à l'usage officiel ou aux personnes qui bénéficient du droit d'assistance, ils seront dressés et délivrés sans percevoir de taxe ou autres frais quelconques.

Article 19.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes auront le droit, s'ils y sont autorisés conformément aux règlements de l'Etat qui les a nommés, de:

a) recevoir, soit dans leur chancellerie, soit en dehors de la chancellerie, toutes les déclarations que pourront avoir à faire les ressortissants de leur Etat, et sur le bord des navires maritimes, fluviaux et aériens de leur Etat, les capitaines, les gens de l'équipage et les voyageurs de ces navires.

Il est bien entendu que ces déclarations ne seront valables vis-à-vis des autorités de l'Etat de la résidence du Consul ou de l'Agent Consulaire que si elles ne s'opposent pas à la législation de cet Etat;

b) recevoir, dresser et légaliser au même titre que les notaires, tous les actes, y compris les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qui les a nommés. Il est bien entendu que cette disposition ne sera pas applicable aux actes entre vifs concernant le transfert du droit de propriété des immeubles, ou ayant pour but de les grever, en tant que ces immeubles seraient situés sur le territoire de l'Etat de la résidence du Consul ou de l'Agent Consulaire;

c) recevoir, dresser et légaliser, au même titre que les notaires, tous les actes juridiques, quelle que soit la nationalité des parties, pourvu que ces actes soient en rapport avec des biens situés sur le territoire de l'Etat qui a nommé le Consul ou l'Agent Consulaire, ou qu'ils soient destinés à être exécutés ou à produire des effets juridiques sur le territoire de cet Etat;

d) recevoir, dresser et enregistrer les contrats concernant la vente de navires ou d'aéronefs nationaux, les prêts à la grosse, le gage ou hypothèque et l'enrôlement, ainsi que tout autre contrat nécessaire à l'exercice de la navigation maritime ou aérienne nationale;

e) enregistrer les contrats d'achat de navires ou d'aéronefs, pourvu qu'une des Parties Contractantes soit ressortissant de l'Etat dont relève le Consul;

f) légaliser les signatures et signes de main des ressortissants de l'Etat qui les a nommés;

g) légaliser toute espèce d'actes et documents émanant des autorités ou des fonctionnaires publics de l'Etat qui les a nommés ou de l'Etat de leur résidence;

h) traduire dans la langue de l'Etat de leur résidence toute espèce d'actes et documents rédigés dans la langue de leur pays et réciproquement.

2. Les actes et documents ci-dessus énumérés, ainsi que les traductions, copies ou extraits, dressés ou légalisés par les personnes mentionnées dans l'alinéa 1 du présent Article suivant la forme requise par l'Etat qui les a nommés, et munis du sceau consulaire, seront reconnus dans le Pays de leur résidence comme documents publics ou légalisés. Ils auront la même valeur juridique et force probante que s'ils avaient été dressés ou légalisés par les notaires, autorités publiques ou traducteurs assermentés compétents, conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat de résidence.

3. Si ces actes ou autres documents visent des affaires devant recevoir leur exécution dans le Pays où réside le Consul ou l'Agent Consulaire, ils devront être soumis aux droits de timbre et autres taxes exigés par les lois dudit Pays, ainsi qu'à toutes autres formalités régissant la matière dans ce Pays.

Article 20.

Les Consuls et les Agents Consulaires, en tant qu'ils y sont autorisés suivant les lois de l'Etat qui les a nommés, auront le droit d'organiser la tutelle et la curatelle des enfants mineurs, des faibles d'esprit et des

incapables, ressortissants de leur Etat; dans ce but ils pourront, dans les limites de la législation de leur Etat, prendre ou proposer toutes les mesures qu'ils jugeront utiles et qui ne seraient pas contraires à la législation locale.

Article 21.

1. Dans toutes les questions découlant de la législation sociale (concernant par exemple, l'assistance sociale, la protection du travail et les assurances sociales) les Consuls et les Agents Consulaires ont le droit d'assister et de représenter devant toutes les autorités et institutions respectives les ressortissants de l'Etat qui les a nommés. Ils sont autorisés, au nom de ces ressortissants qu'ils représentent, à recevoir les indemnités, les rentes et autres prestations attribuées et payées dans ces cas ainsi que d'en accuser réception.

Le payement des prestations effectué dans ces cas entre les mains des Consuls et Agents Consulaires aura la même validité qu'au cas où il serait fait directement entre les mains des ayants droit.

2. Les institutions officielles et les institutions sociales locales seront tenues à aviser les Consuls et Agents Consulaires de l'ouverture de la procédure en vue d'obtenir une indemnité du fait d'un accident du travail du ressortissant de l'Etat qui a nommé l'Agent.

Article 22.

Les Consuls et les Agents Consulaires auront le droit d'exercer toutes les fonctions ayant pour but de régler la situation à l'égard du service militaire des ressortissants de l'Etat qui les a nommés aussi bien dans le domaine du recrutement, y compris la visite sanitaire, que dans celui de l'enregistrement militaire.

Article 23.

1. En cas de décès d'un ressortissant de l'une des deux Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, l'autorité locale compétente devra en donner avis immédiatement au fonctionnaire consulaire.

Les fonctionnaires consulaires de leur côté devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils seront informés les premiers du décès.

2. L'autorité locale compétente devra transmettre dans le plus bref délai au fonctionnaire consulaire une expédition sans frais de l'acte de décès et lui faire connaître ce qu'elle sait au sujet des ayants droits à la succession, de leur résidence, de l'existence de dispositions testamentaires et des biens du défunt.

Article 24.

1. Si un ressortissant italien laisse des biens en Pologne, ou si un ressortissant polonais laisse des biens en Italie et que les ayants droit à sa succession ou certains d'entre eux soient inconnus ou absents, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur les effets, papiers et autres biens mobiliers du défunt, et assister à l'accomplissement de cette formalité. Ils veilleront à ce que l'autorité compétente recherche s'il y a

un testament, et recevront communication de tous renseignements et documents qui leur permettront de retrouver les ayants droit. Ils pourront requérir la confection d'un inventaire et auront, en tous cas, le droit d'y assister. Ils pourront, en outre, s'ils le jugent utile, provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur ou curateur de la succession qui sera choisi sur leur présentation parmi les personnes désignées par la loi ou l'usage pour remplir cette fonction.

2. L'administrateur ou curateur, toutes les fois qu'il en sera requis, devra communiquer au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire tous renseignements concernant la liquidation de la succession.

3. L'intervention consulaire ne sera pas admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent ou que tous les héritiers sont présents ou représentés.

Article 25.

Les dispositions de l'Article 24 seront applicables lorsque des ressortissants de l'un des Etats Contractants, absents ou incapables, et non représentés, seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Etat, quelle que soit la nationalité du de cuius. Mais l'intervention consulaire ne sera plus admise dès que tous les ayants droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent seront présents ou représentés.

Article 26.

1. Si un ressortissant italien laisse des biens en Pologne ou si un ressortissant polonais laisse des biens en Italie et que l'autorité territoriale estime la valeur de ces biens inférieure:

en Italie à 10.000 lires,
en Pologne à 4500 zlotys,

le Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire pourra se faire remettre ces biens. Il sera seul chargé de la liquidation de la succession, mais ne pourra en transmettre le produit hors du territoire de l'Etat de résidence qu'après le règlement du passif et le payement de toutes taxes qui pourraient être dues.

2. Les Hautes Parties Contractantes peuvent, par simple échange de notes, modifier les montants indiqués au paragraphe précédent.

Article 27.

1. Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes auront le droit de porter tout secours et assistance aux navires battant leur pavillon national pendant la durée du séjour de ces navires dans un port de leur circonscription consulaire.

2. A cet effet, ils pourront aller personnellement à bord desdits navires après que ceux-ci auront été admis en libre pratique.

3. En ce qui concerne les navires de commerce, les Consuls et les Agents Consulaires pourront à bord desdits navires interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir — conformé-

ment aux stipulations de l'Article 19 de la présente Convention — les déclarations relatives à leurs voyages, leur destination et aux incidents de la traversée, ainsi que dresser les manifestes et faciliter l'expédition desdits navires; ils pourront enfin, si cela n'est pas contraire à la loi locale, accompagner le capitaine et les gens de l'équipage devant les tribunaux locaux et les autorités administratives, pour leur servir en qualité d'interprète dans les affaires juridiques qu'ils auront à régler et dans les demandes qu'ils auront à formuler.

4. Dans les ports où réside le Consul ou l'Agent Consulaire de l'une des Hautes Parties Contractantes, les fonctionnaires des autorités locales judiciaires et administratives ainsi que les fonctionnaires de la douane locale ne pourront pas, sans informer préalablement le Consul ou l'Agent Consulaire, opérer à bord des navires de commerce battant le pavillon national de l'autre Haute Partie Contractante ni recherches, ni visites, ni arrestations, sauf en cas de flagrant délit, ni procéder à d'autres fonctions officielles nécessitant des moyens de contrainte. En cas d'urgence, le Consul ou l'Agent Consulaire doit être informé au moins au moment même de la perquisition. Ces mesures sont prises pour que le Consul ou l'Agent Consulaire puisse assister à l'exercice de ces fonctions. Les autorités locales devront également aviser en temps opportun le Consul ou l'Agent Consulaire pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines ou l'équipage auraient à faire devant les tribunaux locaux ou l'administration locale.

5. L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux Consuls ou Agents Consulaires indiquera une heure précise, et, si les Consuls ou les Agents Consulaires négligent de s'y rendre en personne, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales seront toutefois obligées d'informer sans délai le Consul ou l'Agent Consulaire de toute visite et autres fonctions officielles dont il est question dans l'alinéa précédent, opérées en leur absence et d'indiquer en même temps les raisons d'urgence. Les autorités locales feront de même, lorsque le Consul ou l'Agent Consulaire ne réside pas dans le port.

6. Dans le cas où le tribunal aurait prononcé l'innavigabilité du navire, les autorités maritimes locales en aviseront, dans le plus bref délai possible, le Consul compétent.

7. Toutefois, l'intervention des Consuls et des Agents Consulaires ne sera pas requise pour l'accomplissement par les autorités locales des formalités ordinaires à l'arrivée et au départ des navires, conformément aux règlements de navigation, de douane et de santé.

Article 28.

1. Les Consuls et Agents Consulaires, dans les limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés, auront le droit exclusif de maintenir l'ordre intérieur à bord des navires marchands, battant leur pavillon national, avec le droit de confier en cas de besoin les fonctions de capitaine à une personne de leur choix et de remplacer les officiers et les gens de l'équipage.

Ils devront eux-mêmes régler, dans les limites de la législation de l'Etat qui les a nommés, tous les litiges qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement ceux relatifs à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

2. Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des désordres survenus à bord des navires marchands seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans ce cas, les autorités locales porteront également par écrit à la connaissance du Consul compétent ou de l'Agent Consulaire, dans le plus bref délai et si possible avant de monter sur le navire, leur décision au sujet de l'intervention. Les autorités locales feront tout leur possible pour que la liquidation d'incidents de ce genre sur les navires navigant sous le pavillon de l'autre Haute Partie Contractante soit effectuée d'entente avec le Consul compétent.

Dans tous les autres cas de désordres à bord, les autorités locales se borneront à prêter leur appui aux fonctionnaires consulaires ou aux capitaines, en cas d'absence du Consul, s'ils en font la demande. En particulier elles auront à ramener à bord tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage et à l'arrêter, à moins qu'il s'agit, dans le dernier cas, d'un sujet du pays. La mise en état d'arrestation aura lieu sur demande écrite adressée aux autorités locales et accompagnée d'un extrait authentique du rôle de l'équipage et sera maintenue pendant deux mois. Si le navire reste plus longtemps dans le port, le détenu doit être ramené à bord jusqu'au départ du navire.

3. Si les autorités locales s'aperçoivent que le navire marchand de l'autre Haute Partie Contractante n'est pas armé et ravitaillé conformément aux conventions internationales liant les deux Parties Contractantes, elles en aviseront immédiatement le Consul compétent, afin de faire d'entente disparaître ces manques.

4. Dans les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux Consuls et Agents Consulaires, si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions.

Article 29.

1. Les Consuls pourront faire arrêter, ainsi que faire renvoyer soit à bord, soit à leur patrie, les officiers, matelots et toutes autres personnes faisant partie à quel titre que ce soit des équipages des navires battant le pavillon de leur nation, qui ont déserté sur le territoire de l'autre Haute Partie Contractante.

2. A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage, ou, à défaut de ces documents, un extrait authentique, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aurait pas de Consul ni d'Agent Consulaire,

la demande en pourra être adressée aux autorités locales, tout en observant les formalités prescrites par le présent alinéa, par le capitaine ou celui qui commande le navire.

3. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée, excepté le cas où le déserteur a commis quelque infraction à terre; dans ce dernier cas l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal compétent ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. On donnera en outre aux Consuls et Agents Consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais du Consulat ou de l'Agence Consulaire jusqu'au moment, où ils seront réintégrés à bord d'un navire national ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, moyennant un avis donné au Consul trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

4. Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les officiers, matelots et autres personnes faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils ont déserté, sont exceptés des stipulations du présent Article.

La Pologne excepte aussi les ressortissants de la ville libre de Dantzig.

Article 30.

1. Lorsque un navire battant le pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes, dans un port ou dans la mer territoriale de l'autre Partie, les autorités locales devront en avertir sans retard le Consul ou l'Agent Consulaire dans la circonscription duquel le sinistre se sera produit.

2. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires qui feraient naufrage ou échoueraient seront dirigées par le Consul ou l'Agent Consulaire ou par les autres fonctionnaires consulaires en tant qu'ils y sont autorisés par le Consul ou par l'Agent Consulaire.

3. En absence et jusqu'à l'arrivée du Consul ou de l'Agent Consulaire ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets sauvés du naufrage.

4. L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les Consuls ou les Agents Consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, ainsi que pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

5. L'intervention des autorités locales ne donnera lieu, dans ces différents cas, à la perception de taxes d'aucune sorte, ni au remboursement de frais autres que ceux occasionnés par les opérations de sauvetage et la

conservation des objets sauvés, et ceux qui seraient dûs, en pareil cas, par les navires nationaux.

6. En cas où la nationalité des navires naufragés n'est pas certaine, seules les autorités locales seront compétentes quant aux fonctions mentionnées au présent Article.

7. Les marchandises et les effets sauvés ne pourront être assujettis au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article 31.

Dans tous les cas où, dans les accords conclus entre les armateurs, chargeurs ou assureurs il n'y aura pas de stipulations contraires, les avaries que les navires de commerce de l'une des Hautes Parties Contractantes ont souffertes en mer, sans égard s'ils sont entrés volontairement dans les ports ou par relâche forcée, seront réglées par leurs Consuls ou leurs Agents Consulaires, à moins que les ressortissants du pays dans lequel résident lesdits Consuls ou ceux d'une tierce puissance ne soient intéressés dans ces avaries. Dans ce dernier cas et, à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par les Autorités locales.

Article 32.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls pourront exercer, en outre, en matière de navigation, les autres fonctions de caractère purement administratif, comptable ou technique qui leur sont confiées par les lois du pays dont ils relèvent.

Article 33.

Toutes les fonctions mentionnées au présent chapitre que le Consul ou l'Agent Consulaire a le droit d'exercer pourront être exercées égalment par les autres fonctionnaires consulaires adjoints, en tant qu'ils y sont autorisés par le Consul ou l'Agent Consulaire.

Article 34.

Les Consuls et les Agents Consulaires sont tenus à informer le chef de l'autorité administrative supérieure de leur siège de tous les changements survenus dans la composition du personnel du Consulat.

Chapitre IV.

Dispositions générales et finales.

Article 35.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre Partie le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne les attributions, pouvoirs, droits, privilèges et immunités consulaires.

Toutefois aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée pour réclamer en faveur de ses fonctionnaires des pouvoirs, droits, privilèges et immunités autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie.

Article 36.

1. Toutes les dispositions de la présente Convention concernant les attributions des Consuls en matière d'exercice des fonctions consulaires s'appliqueront également aux membres des missions diplomatiques qui seront investis des fonctions consulaires par l'Etat qui les a nommés.

2. A cet effet l'Agent diplomatique de cet Etat doit notifier au Gouvernement de l'Etat de sa résidence les noms des Agents désignés aux fonctions consulaires.

Article 37.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent de procéder d'un commun accord, par échange de notes, à l'application de la présente Convention à leurs colonies et possessions.

Article 38.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Haute Partie Contractante.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 10 juillet 1935.

Pour l'Italie:

Mussolini.

Pour la Pologne:

Alfred Wysocki.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
p. Il Ministro per gli affari esteri:
Suvich.

132.

JAPON, MANDCHOUKUO.

Accord concernant la résidence des sujets japonais dans la Mandchourie; signé à Hsinking, le 10 juin 1936.

Japanese Adviser du 11 juin 1936.

Traduction anglaise.

Treaty between Japan and Manchukuo concerning the residence of Japanese subjects, taxation, etc., in Manchukuo.

Whereas the Government of Japan, in accordance with the principle of the protocol between Japan and Manchukuo signed on the 15th day of September of the 7th Year of Showa, for the purposes of furthering the healthy development of Manchukuo and also of promoting and perpetuating between Japan and Manchukuo, decided to abolish, by progressive stages, the right of extraterritoriality at present employed in Manchukuo by Japan and to adjust and transfer the administrative rights over the South Manchurian Railway Zone; and

Whereas the Government of Manchukuo, appreciating this decision by the Government of Japan, have, in return, recognized the necessity of ensuring and enhancing the common prosperity of Japanese and Manchukuo subjects within the territories of Manchukuo;

Now, therefore, with reference to the right of extraterritoriality and the administrative rights over the South Manchuria Railway Zone enjoyed in Manchukuo by Japan, the Governments of Japan and of Manchukuo have agreed as the first step as follows concerning the residence of and the enjoyment of various rights and interests by, Japanese subjects, and the application of the laws and ordinances of Manchukuo concerning taxation, industries, etc.

Article 1.

Japanese subjects shall be free within the territories of Manchukuo to reside and travel and engage in agriculture, commerce and industry, and to pursue callings and professions, whether public or private, and shall also enjoy all the rights relating to land.

Japanese subjects shall not, in respect of the enjoyment of all rights and interests with the territories of Manchukuo, be accorded less favorable treatment than that which is or may be accorded to the subjects of Manchukuo.

Article 2.

Subject to the stipulations of the supplementary agreement to the present Treaty, Japanese subjects shall be governed within the territories of Manchukuo by the provisions of the administrative laws and ordinances of Manchukuo concerning taxation, industries, etc.

The Japanese Government agree that, subject to the stipulations of the aforesaid agreement, the laws and ordinances of Manchukuo mentioned in the preceding paragraph shall be in force with the South Manchuria Railway Zone on the principle of statutas realia.

In respect of the application of present Article, Japanese subjects shall not, under any circumstances, be accorded less favorable treatment than that which is or may be accorded to the subjects of Manchukuo.

Article 3.

The stipulations of the preceding two Articles shall, in so far as they are applicable to juristic persons, apply to Japanese juristic persons.

Article 4.

The stipulations of the present Treaty shall not prejudice the rights, privileges, immunities and exemptions of particular Japanese subjects or juristic persons based on special engagements entered into between Japan and Manchukuo.

Article 5.

The present Treaty shall come into force on July 1, the 11th Year of Showa, corresponding to the Juli 1, the 3rd Year of Kangte.

Article 6.

The present Treaty has been drawn up in the Japanese and Chinese texts, and, should any difference in interpretation arise between the two texts, the Japanese text shall prevail.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed the present Treaty and affixed their seals thereto.

Done at Hsinking, in duplicate, this 10th day of the sixth month of the 11th Year of Showa, corresponding to the 10th day of the sixth month of the 3rd Year of Kangte.

(L. S.) *Kenkichi Ueda,*
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Japan to Manchukuo.

(L. S.) *Chang Yen-ching,*
Minister for Foreign Affairs of Manchukuo.

Appended to the Treaty is the following supplementary Agreement:

Supplementary Agreement to the Treaty between Japan and Manchukuo concerning the residence of Japanese subjects, taxation, etc., in Manchukuo:

In signing today the Treaty between Japan and Manchukuo concerning the residence of Japanese subjects, taxation, etc., in Manchukuo, the respective plenipotentiaires of the two countries have agreed as follows:

Article 1.

The Government of Manchukuo shall speedily take necessary steps in order that the rights of 'lease by negotiation hitherto possessed by Japanese subjects shall, in accordance with the different natures of such rights, be converted into landownership or other rights relating to land, as the case may be.

Article 2.

The scope of the administrative laws and ordinances of Manchukuo concerning taxation, industries, etc., which govern Japanese subjects under Article 2 of the Treaty and the manner of application thereof, shall previously be decided upon by consultation between the Japanese Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Manchukuo and the Minister for Foreign Affairs of Manchukuo.

In case the Government of Manchukuo intend to make any important alterations in respect of the laws and ordinances of Manchukuo which govern Japanese subjects under the stipulations of the preceding paragraph, they shall, until such time as Japanese subjects come within the jurisdiction of the law courts of Manchukuo, obtain the previous approval of the Japanese Ambassador Ertraordinary and Plenipotentiary to Manchukuo.

The laws and ordinances of Manchukuo, whereon a decision by consultation shall be made immediately after the coming into force of the Treaty in accordance with the stipulations of the first paragraph of this Article, shall in the main be confined to laws and ordinances relating to the land tax, immovable - property contract tax, business tax, juristic person's business tax, crop-output tax, timber tax, mining registration tax, alcoholic drinks tax, cigarette tax, consolidated taxes, commercial registration tax, patent registration tax, utility-model registration tax and local taxes; and to administrative laws and ordinances relating to industrial property, weights and measures, measurement, mining, markets, stock-farming, finance and monopoly.

In levying upon Japanese subjects the business tax and juristic person's business tax of the various taxes enumerated in the preceding paragraph and the house tax and household incomne tax in the category of local taxes, the Government of Manchukuo shall, for the time being after the coming into force of the Treaty, apply reduced rates in accordance with a decision to be previously made by consultation between the Japanese Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Manchukuo and the Minister for Foreign Affairs of Manchukuo; and, of local taxes, the additional business tax shall be based on the amount of tax assessed at such reduced rates. It is provided that the reduced rates to be applied immediately after the coming into force of the Treaty shall be one-fourth the original rates in respect of the business tax, household income tax and the house tax levied on individuals, and one-third of the original rates in respect of the juristic person's business tax and the house tax levied on juristic persons.

Article 3.

The application and execution, in respect of Japanese subjects, of the laws and ordinances of Manchukuo, which govern Japanese subjects under Article 2 of the Treaty, shall, in so far as such application and execution require judicial procedure, be effected by Japanese consular officers until such time as Japanese subjects come within the jurisdiction of the law courts of Manchukuo.

In cases referred to in the preceding paragraph, Japanese consular officers shall, subject to the general rules and principles of consular jurisdiction, apply the relevant laws and ordinances of Manchukuo. It is provided that, of the punishments provided for in such laws and ordinances, 'yu-chi-tu-hsing' shall be regarded and applied as 'choeki' (imprisonment with hard labor) or 'kinko' (imprisonment without hard labor); 'chu-i' as 'cho-eki' (imprisonment with hard labor) 'kinko' (imprisonment without hard labor) or 'koryu' (detention), fa-chin' as 'bakkin' (fine) or 'karyo' (administrative penalty), and 'kuo-tai-chi', as 'karyo' (negligence penalty).

In case a fine, administrative penalty or negligence penalty is imposed or an article is confiscated, in accordance with the stipulations of this Article, the proceeds of such fine, administrative penalty and negligence penalty and the confiscated article shall come into the possession of the Treasury of the Government of Manchukuo.

Article 4.

In accordance with an agreement with the Government of Manchukuo to be made separately from the present Treaty, the Government of Japan shall abolish or transfer, not later than December 31. The 12th Year of Showa, corresponding to December 31, the 4th Year of Kangte, the administrative police existing within the territories of Manchukuo; and, of the laws and ordinances of Manchukuo mentioned in Article 2 of the Treaty, those which concern taxation and those which have a special bearing upon administrative police within the South Manchuria Railway Zone shall not, until the aforesaid abolish or transfer of administrative police within the territories of Manchukuo is effected, be put in force within the said zone. The scope of those laws and ordinances of Manchukuo which, as above referred to, have a special bearing upon administrative police within the South Manchuria Railway Zone shall previously be decided upon by consultation between the Japanese Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Manchukuo and the Minister for Foreign Affairs of Manchukuo.

The Government of Manchukuo shall, in view of the stipulations of the preceding paragraph, perfect their police system and make the preparations necessary for taking over the Japanese institutions and staffs concerned.

Until the transfer of administrative police within the South Manchuria Railway Zone is affected and, in order to ensure the equality of the incidence of taxation upon Japanese subjects residing within and

without the said zone, the Japanese Government shall levy within this zone, from the date of the coming into force of the Treaty, taxes which are as far as possible the same as the national taxes imposed by Manchukuo upon Japanese subjects.

The Government of Manchukuo shall not levy local taxes within the South Manchuria Railway Zone until after the institutions of the South Manchuria Railway Company concerning public works, education, sanitation, etc., existing within the said zone shall have been disposed of in accordance with an agreement to be reached between the Governments of Japan and Manchukuo apart from the present Treaty.

Article 5.

Simultaneously with the coming into force within the South Manchuria Railway Zone of the Laws and ordinances of Manchukuo under Article 2 of the Treaty, the Government of Manchukuo shall take over, in the condition then existing, the Japanese institutions and staffs concerned, in accordance with a decision to be proviously made by consultation between the Japanese Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Manchukuo and the Minister for Foreign Affairs of Manchukuo.

Article 6.

If any Japanese subject makes a complaint against the administrative measures taken by the competent authorities of Manchukuo with reference to the laws and ordinances of Manchukuo which govern Japanese subjects under Article 2 of the Treaty, the Government of Manchukuo shall take appropriate steps to redress the grievance.

Article 7.

Matters which have been decided upon by consultation between the Japanese Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Manchukuo and the Minister for Foreign Affairs of Manchukuo, and also matters in respect of which the approval of the said Japanese Ambassador has been obtained by the Government of Manchukuo, in accordance with the stipulations of the present Agreement, shall each be made known in the Official Gazettes of Japan and Manchukuo.

Article 8.

The present Agreement shall come into force simultaneously with the Treaty.

In witness whereof, the Plenipotentiaries of Japan and of Manchukuo have signed this Agreement and affixed their seals thereto.

Done at Hsinking this 10th day of the sixth month of the 11th Year of Showa corresponding to the 10th day of the sixth month of the 3rd Year of Kangte.

(L. S.) *Kenkichi Ueda,*
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Japan to Manchukuo.

(L. S.) *Chang Yen-ching,*
Minister for Foreign Affairs of Manchukuo.

Attached is also the following:

Agreed Terms of Understanding between the Plenipotentiaries of Japan and of Manchukuo, with Reference to the Treaty between the two Countries concerning the residence of Japanese subjects, taxation, etc., in Manchukuo, also to the supplementary Agreement to that Treaty:

I. Ad Article 1 of the Treaty:

In case a Japanese subject desires to acquire any right concerning land in an unopened Mongol region, he shall be required to obtain the permission of the competent authorities of Manchukuo.

1. In view of the fact that within the territories of Manchukuo Japanese communities are carrying on educational work for Japanese subjects, the Government of Manchukuo shall, in accordance with a decision to be made by consultation between the Japanese Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Manchukuo and the Minister for Foreign Affairs of Manchukuo, pay each year a share of the expenses of educational work for Japanese subjects within the territories of Manchukuo.

2. The Government of Manchukuo shall further improve the existing system of taxation.

3. The Government of Manchukuo shall, in applying the laws and ordinances of Manchukuo which govern Japanese subjects under Article 2 of the Treaty, take the steps necessary for the protection of the rights or interests which Japanese subjects now enjoy under the laws and ordinances of Japan, or by usage.

III. Ad Article 2 of the supplementary Agreement to the Treaty:

The imposition and collection of consumption tax on articles produced within and consumed without the South Manchuria Railways Zone, and also on articles produced without and consumed within the said zone, shall be decided upon by consultation between the competent authorities of Japan and of Manchukuo.

Done at Hsinking this 10th day of the sixth month of the 11th Year of Showa, corresponding to the 10th day of the sixth month of the 3rd Year of Kangte.

(L. S.) *Kenkichi Ueda.*
(L. S.) *Chang Yen-ching.*

133.

POLOGNE, LUXEMBOURG.

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale; signée à Luxembourg, le 22 janvier 1934.*)**)

Dziennik Ustav 1936, No. 16.

Le Président de la République de Pologne et Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg désirant régler les rapports juridiques entre les deux Etats en ce qui concerne l'extradition et le transit des criminels, ainsi que l'assistance judiciaire en matière pénale, ont décidé de conclure à cet effet une Convention et ont nommé comme Plénipotentiaires:

Le Président de la République de Pologne:

Monsieur Thaddée Jackowski, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la Cour grand-ducale;

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg:

Monsieur Joseph Bech, Son Ministre d'Etat, Président du Gouvernement;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, dans les conditions établies par la présente Convention les personnes qui, étant poursuivies ou condamnées par les Tribunaux de l'Etat requérant pour un fait commis sur le territoire de cet Etat, seront trouvées sur le territoire de l'Etat requis.

L'extradition sera accordée dans les mêmes conditions, lorsque le fait aura été commis hors du territoire de l'Etat requérant et de l'Etat requis, si la législation de l'Etat requis autorise la poursuite d'une telle infraction, même commise à l'étranger.

Il ne sera livré de part et d'autre que des individus âgés de 18 ans accomplis au moment de l'infraction.

La Pologne ne livre ni les ressortissants polonais ni ceux de la Ville Libre de Dantzig.

Le Grand-Duché de Luxembourg ne livre pas les ressortissants luxembourgeois.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 3 février 1936.

**) En langues polonaise et française. Nous ne reproduisons que le texte français.

Article 2.

L'extradition ne sera accordée que pour les infractions prévues dans le présent Article et pour autant que la législation en vigueur dans les deux Etats les qualifie de crime ou délit.

Les infractions donnant lieu à l'extradition sont:

1. Assasinat, meurtre, parricide, infanticide, empoisonnement;

2. Coups portés et blessures faites volontairement ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité temporaire ou permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave, ou la mort sans intention de la donner;

3. Avortement;

4. Viol;

5. Attentat à la pudeur commis avec violences ou menaces;

Attentat à la pudeur commis même sans violences ou menaces, pourvu que par rapport au sexe et à l'âge de la personne qui en a été l'objet et aux autres circonstances particulières au cas, un pareil attentat est puni comme crime selon la législation des deux Hautes Parties Contractantes;

6. Attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe; embauchage entraînement ou détournement d'une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte pour satisfaire les passions d'autrui; rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche; contrainte sur une personne majeure pour la débauche.

7. Enlèvement de mineurs;

8. Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant;

9. Bigamie;

10. Exposition ou délaissement volontaire d'un enfant;

11. Participation à une bande ayant pour but des attentats contre la vie ou la propriété d'autrui;

12. Vol y compris vol qualifié, vol avec violence (rapine);

13. Extorsion;

14. Soustraction frauduleuse, détournement, abus de confiance;

15. Escroquerie, tromperie;

16. Banqueroute frauduleuse, fraudes commises dans les faillites;

17. Menace de commettre un crime contre la personne ou la propriété d'autrui;

18. Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers;

19. Faux en écriture ou falsification de documents publics, de commerce ou privés, falsification de dépêches télégraphiques, usage de faux;

20. Falsification ou altération frauduleuse d'actes officiels émanant

du Gouvernement ou de l'autorité publique, usage frauduleux des actes ainsi altérés ou falsifiés;

21. Fabrication de fausse monnaie, falsification ou altération de titres ou coupons de la dette publique, de billets de banque nationaux ou étrangers, de papier monnaie ou d'autres valeurs publiques, de sceaux, timbres, coins, marques de l'Etat ou des administrations publiques; mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus, altérés ou falsifiés;

22. Faux serment;

23. Faux témoignage, fausse déclaration de la part d'expert ou d'interprète; subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes;

24. Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics, corruption de fonctionnaires publics;

25. Incendie volontaire;

26. Destruction ou dérangement volontaire d'une voie ferrée ou de communications télégraphiques ou téléphoniques;

27. Actes volontaires, attentatoires à la sécurité de la circulation sur les chemins de fer;

28. Destruction ou dégradation volontaire d'immeubles ou d'objets mobiliers, qualifiés comme crime ou délit par la législation des deux Hautes Parties Contractantes;

29. Les actes volontaires et coupables dont aura résulté la perte, l'échouement, la destruction ou la dégradation de bâtiments de mer ou autres navires;

30. Trafic d'esclaves;

31. Recèlement des objets provenant de crimes ou de délits.

L'extradition sera accordée aussi dans les cas de complicité aux infractions énumérées dans le présent Article, ainsi que dans les cas de tentative de les commettre, lorsque la complicité ou la tentative sont punies par les législations des deux Parties.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée:

1. Si, d'après la loi de l'Etat requis, l'autorité de cet Etat est compétente pour intenter l'action pénale et ne peut se dessaisir en faveur des autorités de l'Etat requérant;

2. Si, d'après la législation de l'Etat requis, il y a prescription de l'action ou de la peine au moment de l'extradition;

3. Si, dans l'Etat requis, la poursuite judiciaire pour la même infraction contre l'individu dont l'extradition aura été demandée, est déjà légalement terminée; le jugement d'acquittement ou bien l'abandon de la poursuite n'empêchent point l'extradition, s'ils n'ont eu lieu que parce que les faits avaient été commis sur le territoire d'un Etat étranger.

Article 4.

L'extradition peut être refusée si l'individu dont l'extradition aura été demandée est poursuivi dans l'Etat requis pour les faits servant de base à la demande d'extradition.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui donne lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de la poursuite et, en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi la peine ou aura été grâcié.

Dans le cas où l'individu réclamé serait poursuivi ou détenu dans l'Etat requis à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition pourra avoir lieu, sous réserve pour ceux-ci de faire valoir leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 6.

L'extradition ne sera pas accordée si le fait pour lequel elle est demandée est considéré par l'Etat requis comme une infraction politique ou un fait connexe à une semblable infraction.

Ne sera pas réputé infraction politique ni fait connexe à une semblable infraction, l'attentat contre la personne d'un Chef d'Etat ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera l'assassinat, le meurtre ou l'empoisonnement, leur tentative ou la participation à pareilles infractions.

Article 7.

Si l'extradition d'un individu est demandée par plusieurs Etats en même temps, l'Etat requis déterminera librement celui auquel l'extradition sera accordée.

Article 8.

La demande d'extradition avec les documents qui la justifient, doit toujours être transmise par la voie diplomatique.

Article 9.

La demande d'extradition doit être accompagnée soit de la sentence de condamnation, soit d'une décision judiciaire renvoyant l'inculpé devant une juridiction pénale, soit d'un mandat judiciaire d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force délivré par l'autorité judiciaire compétente.

Ces documents doivent indiquer avec précision l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée et contenir un exposé des faits servant de base à la demande. Aux documents doit être annexée une copie des dispositions pénales applicables.

Il conviendra de joindre, si possible, un signalement de l'individu réclamé ou toutes autres indications de nature à constater son identité.

Les documents cités dans le présent Article doivent être présentés en original ou en copie certifiée conforme et légalisés par le Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat requérant ou par un représentant diplomatique ou consulaire de cet Etat.

Aux documents cités au présent Article doivent être annexées les traductions certifiées conformes en langue officielle de l'Etat requérant,

s'ils ne sont pas rédigés en cette langue. Cette prescription s'applique aussi à toute autre correspondance relative à l'extradition.

Les traductions sont légalisées comme les documents auxquels elles se rapportent.

La langue polonaise est réputée langue officielle pour la Pologne et la langue française pour le Grand-Duché de Luxembourg.

Article 10.

En cas d'urgence, la personne recherchée pour un fait mentionné à l'Article 2 sera arrêtée provisoirement sur la demande adressée par écrit ou par télégramme au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat requis par le Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat requérant ou par son représentant diplomatique, à condition que cette demande indique l'existence des documents mentionnés à l'Article 9 alinéa 1.

L'arrestation provisoire peut aussi être effectuée si la demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant est parvenue directement à une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat requis.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes établies par la législation de l'Etat requis.

L'autorité requérante doit être informée par télégramme de la date et du lieu de l'arrestation provisoire.

L'Etat requis doit mettre en liberté l'individu arrêté, si, dans le délai de 45 jours à partir du moment où il a éte arrêté, aucun des documents cités à l'Article 9 alinéa premier ne lui a été notifiè.

Article 11.

Quand il y aura lieu à l'extradition tous les objets provenant de l'infraction ou pouvant servir de pièces à conviction qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation, ou qui seront découverts ultérieurement, seront, en vertu d'une décision des autorités compétentes de l'Etat requis, saisis et remis à l'Etat requérant.

La remise de ces objets pourra se faire sur demande de l'Etat requérant, même au cas où l'extradition de l'inculpé quoique étant admissible, ne peut s'accomplir par suite de sa mort ou de son évasion.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur lesdits objets qui devront, le cas échéant, leur être restituées, sans frais après la clôture de la poursuite pénale.

L'Etat requis peut retenir temporairement ces objets s'il a besoin pour une procédure pénale.

Article 12.

L'individu à extrader sera conduit au port de l'Etat requis que désignera le Gouvernement réclamant et embarqué sur le bateau qui doit le transporter ou bien l'Etat requis remettra l'extradé à un Etat tiers à l'endroit le plus commode de la frontière commune, s'il est assuré que l'inculpé y sera reçu pour être transporté en transit.

Dans le cas où le transport serait effectué par un bateau appartenant à la partie requise, celle-ci, à la demande de la partie requérante, fournira une escorte armée pour surveiller l'individu extradé jusqu'à ce qu'il soit transporté dans un port déterminé de l'Etat requérant ou d'un Etat tiers.

Les frais qui ont été faits dans le territoire de l'Etat requis pour l'arrestation, l'entretien et le transport de l'individu poursuivi, ainsi que pour la consignation et l'envoi des objets livrés (Art. 11) incombent à la partie requise.

Article 13.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou puni pour une infraction commise avant l'extradition, autre que celle qui a motivé l'extradition, que dans les cas suivants:

1. Si l'Etat qui l'a livré y consent subsidiairement; un tel consentement doit être donné si l'on se trouve dans les conditions qui, selon la présente Convention, justifient la demande d'extradition;

2. Si, sauf en matière d'infractions politiques, l'individu extradé y consent lui-même et fait une déclaration qu'il signe en même temps que le juge ou le procureur qui la reçoit; une copie certifiée conforme de cette déclaration devra être envoyée à l'Etat requis qui a livré le malfaiteur;

3. S'il a négligé de quitter dans le délai d'un mois à partir de la clôture de la poursuite judiciaire, ou en cas de condamnation, après l'exécution ou la remise de la peine, le territoire de l'Etat auquel il a été livré, ou bien s'il y retourne de bon gré.

La réextradition à un pays tiers est soumise aux mêmes règles.

Article 14.

L'extradition par voie de transit, à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes, d'un individu livré à l'autre Partie par un Etat tiers, sera accordée dans les cas où l'extradition peut l'être; seront appliqués les Articles 1, 2, 3, 4, 6, 8, 9 et 12 de la présente Convention.

Les frais de transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 15.

Quand, dans une affaire pénale en cours sur le territoire de l'un des Etats, l'audition de personnes se trouvant sur le territoire de l'autre Etat, ou tout autre acte d'instruction, y compris les significations, seront jugés nécessaires, une commission rogatoire sera adressée à cet effet aux autorités judiciaires de cet Etat.

L'Etat requis pourra refuser l'exécution de la commission rogatoire:

1. S'il la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité;

2. Si le fait motivant la commission rogatoire n'est pas punissable dans l'Etat requis ou constitue, soit une infraction purement militaire, soit, sous réserve de l'exception prévue à l'Article 6 alinéa 2, une infraction politique ou connexe à semblable infraction;

3. Si l'inculpé est national du pays requis et ne se trouve pas sur le territoire de l'Etat requérant;

4. Si, dans l'Etat requis, l'acte dont l'exécution est demandée ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire;

5. Si la commission rogatoire tend à faire opérer une visite domiciliaire ou une saisie pour un fait qui ne peut donner lieu à l'extradition.

Article 16.

La remise des actes judiciaires à une personne se trouvant sur le territoire de l'Etat requis sera effectuée par l'autorité compétente de cet Etat et le récépissé de la remise sera envoyé à l'Etat requérant. La preuve de la remise se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et signé par le destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant la forme et la date de la remise.

L'Etat requis pourra refuser de remettre la citation lorsqu'elle contient menaces de sanction pour le cas de non comparution, à moins qu'il ne s'agisse du simple avertissement que la procédure pénale suivra son cours malgré l'absence de la personne citée.

Article 17.

S'il en est requis, l'Etat dans lequel se trouve le témoin ou l'expert, les engagera à se rendre à l'invitation à comparaître personnellement devant le juge ou le procureur de l'autre Etat.

L'invitation même contiendra une promesse formelle de restitution des frais. Des frais de voyage et de séjour, calculés depuis le moment de son départ, seront accordés à la personne invitée, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu; il pourra lui être fait sur sa demande, par les soins des autorités judiciaires de sa résidence, l'avance en tout ou en partie des frais de voyage.

Cette avance sera ensuite remboursée par l'Etat requérant.

Le témoin ou l'expert, quelle que soit sa nationalité, qui, à la suite d'une invitation, comparaître volontairement devant les autorités de l'Etat requérant, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour infractions ou condamnations antérieures à sa comparution, à moins que l'audition terminée, il ne néglige, par sa propre faute, de quitter le territoire de l'Etat requérant dans un délai de sept jours.

Article 18.

Lorsque, à l'occasion d'une procédure pénale en cours sur le territoire de l'une des Parties, la communication de pièces à conviction ou de documents se trouvant sur le territoire de l'autre Partie sera jugée nécessaire, la Partie requise, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, les fera parvenir à la Partie requérante sous réserve de restitution.

Article 19.

Les demandes de remise de documents et les commissions rogatoires doivent indiquer de façon précise les prénoms, noms, et nationalité des

inculpés, le lieu de leur domicile ou de leur résidence, les infractions pour lesquelles ils sont poursuivis, ainsi que les dispositions pénales applicables.

La demande doit être rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant et muni du sceau officiel; elle n'a pas besoin d'être légalisée. Si les annexes ne sont pas rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant ou de l'Etat requis, elles doivent être accompagnées d'une traduction dans une de ces langues, certifiée conforme par l'autorité requérante ou par un traducteur assermenté.

La langue polonaise est réputée langue officielle pour la Pologne et la langue française pour le Grand-Duché de Luxembourg.

Article 20.

L'autorité requise exécute le devoir demandé dans la forme prévue par ses lois et y applique les mêmes mesures coërcitives qu'à l'exécution des commissions rogatoires de ses autorités.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale pourvu que cette forme ne soit pas interdite par la législation de l'Etat requis.

La réponse et les actes judiciaires dressés en exécution de la demande seront rédigés dans la langue de l'autorité requise et si, selon les prescriptions en vigueur, il a été fait usage d'une langue autre que le polonais ou le français, il y sera joint une traduction en l'une de ces langues, certifiée conforme par l'autorité requise ou par un traducteur assermenté.

Article 21.

Les frais occasionnés dans les limites de l'Etat requis, en exécution des Articles 15 à 20, seront supportés par cet Etat, sans qu'il puisse en demander le remboursement à l'Etat requérant, sauf en ce qui concerne les avances faites pour indemnités aux témoins (Art. 17, al. 2) et les frais d'expertise, ayant entraîné plus d'une séance.

Article 22.

Les décisions définitives de condamnation prononcées par les tribunaux de l'un des Etats contre les ressortissants de l'autre Etat pour tous crimes et délits seront transmises à cet Etat sans demande spéciale et sans frais, sous forme d'un bulletin ou d'un extrait — signés par l'autorité dont ils émanent.

Article 23.

Toutes communications à échanger entre les deux Etats Contractants en application de la présente Convention, autres que celles relatives aux demandes d'extradition ou d'arrestation provisoire, se feront par correspondance directe entre les Ministères de la Justice des deux Etats.

Article 24.

La présente Convention, rédigée en langues polonaise et française,

dont les deux textes font foi, sera ratifiée et l'échange des documents de ratification aura lieu à Bruxelles, dans le plus bref délai possible.

La présente Convention sera publiée de la manière prévue par la législation des deux Parties et entrera en vigueur trente jours après l'échange des documents de ratification.

Chacune des Parties a droit de dénoncer la présente Convention, mais elle demeurera encore en vigueur six mois après cette dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Luxembourg, en quatre exemplaires dont deux en langue française et deux en langue polonaise, le 22 janvier 1934.

Jackowski.
Bech.

134.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, IRAK.

Traité d'extradition; signé à Bagdad, le 7 juin 1934.*)

Treaty Series, No. 907.

Extradition Treaty between the Kingdom of Iraq and the Republic of the United States of America.

The President of the United States of America on the one part and His Majesty the King of Iraq on the other part being desirous to conclude a Treaty for the extradition of criminals, have appointed the following Plenipotentiaries:

The President of the United States of America:

Paul Knabenshue, Minister Resident of the United States of America in Baghdad,

His Majesty the King of Iraq:

His Excellency Doctor Abdullah Beg al Damluji, Minister for Foreign Affairs,

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article I.

Agreement has been reached between the High Contracting Parties to deliver up to each other reciprocally, upon mutual requisition duly made pursuant to the provisions of this Treaty, any person charged with or convicted of any of the crimes specified in Article II of this Treaty committed within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bagdad, le 23 avril 1936.

while said person was actually within such jurisdiction when committing the crime and who shall be found within the territories of the other High Contracting Party, provided that such surrender shall take place only in the following circumstances:

(a) When the person whose surrender is requested is charged with a crime, provided there shall be produced sufficient evidence, according to the laws of the country where that person is found, to justify his apprehension and commitment for trial if the crime had been there committed.

(b) When the person whose surrender is requested has been duly convicted, and when sufficient evidence is produced to prove that the said person is actually the person convicted.

Article II.

Persons shall be delivered up according to the provisions of this Treaty, who shall have been charged with or convicted of any of the following crimes if they are punishable by the laws of both countries:

1. Murder, including parricide, assassination, willful murder with premeditation, manslaughter when committed voluntarily by the perpetrator, and also the crimes of poisoning or infanticide.

2. The attempt to commit murder.

3. Rape, abortion, carnal knowledge of children under the age of 12 years.

4. Illegal polygamy.

5. Arson.

6. Any malicious act done with intent to endanger the safety of persons traveling or being on railroads.

7. Crimes committed at sea:

(a) Piracy, as commonly known and defined by the law of nations, or by statute;

(b) Willfully sinking or destroying vessels at sea or attempting to do so;

(c) Mutiny or conspiracy by two or more members of the crew or other persons on board of a vessel on the high seas for the purpose of rebelling against the authority of the captain or commander of such vessel, or by fraud or violence taking possession of such vessel;

(d) Assault on board ships with intent to do bodily harm.

8. Burglary, defined to be the act of breaking into and entering the house of another in the night with intent to commit a felony therein.

9. The act of breaking into and entering into the offices of the Government and public authorities, or the offices of banks, banking houses, savings banks, trust companies, insurance companies, or other buildings not dwellings with intent to commit a felony therein.

10. Robbery, defined to be the act of feloniously and forcibly or unlawfully taking from the person of another, goods or money by violence or by putting him in fear.

11. Forgery or the utterance or the use of anything forged.

12. The forgery or falsification of the official acts of the Government or public authority, including courts of justice, or the uttering or fraudulent use of the same.

13. The fabrication of counterfeit money, whether coin or paper, counterfeit titles or coupons of public debt, created by national, state, provincial, territorial, local, or municipal governments, banknotes or other instruments of public credit; also counterfeit seals, stamps, dies, and marks of state or public administrations, and the utterance, circulation, or fraudulent use of the above mentioned objects.

14. Embezzlement and malversation committed within the jurisdiction of one or the other High Contracting Party by public officials or depositaries, where the amount embezzled exceeds one hundred and fifty American Dollars or forty Iraq Dinars.

15. Embezzlement by persons hired, salaried, or employed, to the detriment of their employers or principals, and where the amount embezzled exceeds one hundred and fifty Americain Dollars or forty Iraq Dinars.

16. Kidnapping of minors or adults, defined to be the abduction or detention of a person or persons, in order to exact money from them or their families, or for any other unlawful end.

17. Larceny, defined to be the theft of effects, personal property, or money, exceeding in value one hundred and fifty American Dollars or forty Iraq Dinars.

18. Obtaining money, valuable securities or other property by false pretenses or receiving any money, valuable securities or other property knowing the same to have been unlawfully obtained, where the amount of money or the value of the property so obtained or received exceeds one hundred and fifty Americain Dollars or forty Iraq Dinars.

19. Perjury or subornation of perjury.

20. Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director, or official of any company or corporation, or by anyone in any fiduciary position, where the amount of money or the value of the property misappropriated exceeds one hundred and fifty Americain Dollars or forty Iraq Dinars.

21. Bribery.

22. Crimes punishable by the bankruptcy laws.

23. Crimes punishable by the laws for the suppression of the traffic in narcotics.

24. Crimes punishable by the laws for the suppression of slavery and slave trading.

25. Extradition shall also take place for participation in any of the aforesaid offences as an accessory before or after the fact, provided such participation be punishable by imprisonment by the laws of both High Contracting Parties even though after the fact it may be a crime within itself and known by a particular name in the laws of either of the Contracting States.

Article III.

The provisions of this Treaty shall not import claim of extradition for crimes of a political character nor for acts connected with such crimes; and no person surrendered by or to either of the High Contracting Parties in virtue of this Treaty shall be tried or punished for a political crime. When the crime charged comprises the act either of murder or assassination or of poisoning, either consummated or attempted, the fact that the crime was committed or attempted against the life of the sovereign or head of a foreign state or against the life of any member of his family, shall not be deemed sufficient to sustain that such a crime was of a political character, or was an act connected with crimes of a political character.

Article IV.

No person surrendered shall be tried for any crime other than that for which he was surrendered without the consent of the surrendering High Contracting Party, unless he has been at liberty to leave the country one month after the date of his trial, or, in case of conviction, after having suffered his punishment or having been pardoned.

This Article shall not be applicable to crimes committed after the surrender.

Article V.

A fugitive criminal shall not be surrendered under the provisions of this Treaty, when from lapse of time or other lawful cause, according to the laws of the place within the jurisdiction of which the crime was committed, the criminal is exempt from prosecution or punishment for the crime for which the surrender is asked.

Article VI.

If a fugitive criminal whose surrender is claimed pursuant to the stipulations of this Treaty, be actually under prosecution, out on bail or in custody, for a crime committed in the country where he has sought asylum, or shall have been convicted thereof, his extradition may be deferred until such proceedings be determined, and until he shall have been set at liberty in due course of law.

Article VII.

If a fugitive criminal claimed by one of the High Contracting Parties shall be also claimed by one or more powers pursuant to Treaty

provisions, on account of crime committed within their jurisdiction, such criminal shall be delivered to that state whose demand is first received unless that state shall have abandoned its claim.

Article VIII.

Under the stipulations of this Treaty, neither of the High Contracting Parties shall be bound to deliver up its own citizens.

Article IX.

The expense of the arrest of the person claimed, also the expense of his detention, examination and transportation shall be paid by the state which has preferred the demand for extradition.

Article X.

Everything found in the possession of the fugitive criminal at the time of his arrest, whether being the proceeds of the crime, or which may be material as evidence in making proof of the crime, shall, so far as practicable, according to the laws of the High Contracting Parties, be delivered up with his person at the time of the surrender. Nevertheless, the rights of a third party with regard to the articles aforesaid shall be duly respected.

Article XI.

The stipulations of this Treaty shall be applicable to all territory wherever situated, belonging to either of the High Contracting Parties or in the occupancy and under the control of either of them, during such occupancy or control.

Requisitions for the surrender of fugitive criminals from justice pursuant to the stipulations of this Treaty shall be made by diplomatic intercourse.

The arrest of the fugitive criminal shall be brought about in accordance with the laws of the country to which the request is made, and if, after an examination, it shall be decided, according to the law and evidence, that extradition is due pursuant to this Treaty, the fugitive criminal shall be surrendered according to the forms of law prescribed in such cases.

The person provisionally arrested shall be released, unless within three months from the date of arrest in Iraq, or from the date of commitment in the United States of America, the formal requisition for surrender with the documentary proofs hereinafter prescribed be made as aforesaid.

If the fugitive criminal shall have been convicted of the crime for which his surrender is asked, a copy of the sentence of the court before which such conviction took place, duly authenticated, shall be produced.

If, however, the fugitive criminal is merely charged with crime, a duly authenticated copy of the warrant of arrest in the country where the crime was committed, and copies of the depositions upon which such warrant may have been issued, shall be produced, with such other evidence or proof as may be deemed competent in the case.

For the purpose of this Treaty, judgment in default shall not be considered as conviction but the person so convicted may be considered merely as charged with the crime.

Article XII.

If a request is made by either of the High Contracting Parties for the arrest, detention or extradition of fugitive criminals, the appropriate legal officials of the country where the proceedings of extradition are held, shall assist the officials of the High Contracting Party demanding the extradition before the appropriate judges and magistrates, by every legal means within their power; and no claim for compensation for the services so rendered shall be made against the High Contracting Party demanding the extradition; provided, however, that any official or officials of the surrendering High Contracting Party so giving assistance who shall, in the course of their duty, receive no salary or compensation other than specific fees for services performed, the High Contracting Party demanding the extradition shall pay such official or officials the customary fees for the acts or services performed by them, in the same manner and to the same amount as though such acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the laws of the country of which they are officials.

Article XIII.

This Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods and shall take effect from the day of the exchange of the ratifications thereof; but either High Contracting Party may at any time terminate the Treaty on giving to the other six months' notice of its intention to do so.

The ratification of the present Treaty shall be exchanged at Baghdad as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty, and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate in Arabic and English, of which in the case of divergence, the English text shall prevail, at Baghdad this seventh day of June, 1934 corresponding with the twenty-fourth day of Safar, 1353 Hijrah.

(seal) *Abdullah al Damluji.*
(Signature in Arabic.)

(seal) *Paul Knabenschue.*

135.

AUTRICHE, ROUMANIE.

Convention concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale; signée à Bucarest, le 17 février 1925.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1926, Stück 17.

Le Président Fédéral de la République d'Autriche et Sa Majesté le Roi de Roumanie, animés du désir de régler, en matière civile et commerciale, entre la République d'Autriche et le Royaume de Roumanie, la protection judiciaire des ressortissants respectifs ainsi que le concours réciproque que doivent se prêter les autorités judiciaires des deux pays, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Jean Cnobloch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche; et

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Monsieur I. G. Duca, Son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Chapitre 1er.

Protection judiciaire en matière civile.

Article 1er.

(1) Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs personnes et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

(2) Ils auront libre et facile accès aux tribunaux de l'autre Partie et y pourront ester en justice aux mêmes conditions et dans les mêmes formes que les nationaux. Notamment, aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants de l'une des Parties Contractantes ayant leur domicile dans les territoires de l'une de ces Parties, et qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre Partie Contractante.

(2) Dans les faillites ouvertes dans le territoire de l'une des Parties Contractantes, les créanciers, ressortissants de l'autre, seront entièrement assimilés aux créanciers nationaux.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 4 mars 1926.

Article 2.

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcés par les tribunaux de l'une des Parties Contractantes contre le demandeur ou intervenant, dispensés de la caution ou du dépôt en vertu soit de l'Article 1er, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, sur une demande faite par la voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante, d'après la loi du pays.

Article 3.

(1) Les décisions relatives aux frais et dépens seront rendues exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la legislation du pays où l'exécution est poursuivie.

(2) L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exéquatur, se bornera à examiner:

1° si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité;

2° si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée;

3° si, le dispositif de la décision est rédigé ou bien s'il est traduit conformément à la règle contenue dans l'Article 8, alinéa 3.

(3) Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'alinéa précédent, numéros 1 et 2, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant, constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La déclaration dont il vient d'être parlé, doit être rédigée ou traduite conformément à la règle contenue dans l'Article 8, alinéa 3.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront admis, dans les territoires de l'autre, au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Article 5.

(1) Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivrée ou reçue par les autorités de la résidence habituelle du requérant, ou, à défaut de celle-ci, par les autorités de sa résidence actuelle. Dans le cas où la résidence du requérant ne serait pas située dans les territoires des Parties Contractantes et que les autorités de sa résidence ne délivreraient pas ou ne recevraient pas des certificats ou des déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration délivrée ou reçue par un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire du pays auquel le requérant appartient.

(2) Si le requérant ne réside pas dans les territoires de la Partie Contractante, dont les autorités seront saisies de la demande, le certi-

ficat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement, par un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire du pays où le document doit être produit.

Article 6.

(1) L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence, pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités de l'autre Partie Contractante.

(2) L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite, conserve dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

Article 7.

(1) La partie en cause, à laquelle l'assistance judiciaire gratuite a été accordée par le tribunal de l'une des Parties Contractantes, jouit aussi de cette assistance au cours des procédures et d'autres actes judiciaires introduits à la requête dudit tribunal dans la même cause par un tribunal de l'autre Partie Contractante.

(2) Dans les procès dont la décision rentre dans la compétence d'un tribunal de l'une des Parties Contractantes, la Partie en cause domiciliée ou de résidene permanente dans le territoire de l'autre Partie Contractante, peut réclamer, sous forme de procès-verbal, l'assistance judiciaire gratuite auprès du tribunal de son domicile ou de sa résidence permanente.

(3) Dans les causes civiles, qui après les lois, ne réclament pas la représentation des parties par des avocats, le demandeur pourra simultanément formuler la requête dans le procès-verbal et en demander la transmission au tribunal compétent pour le procès. Si la requête n'est pas redigée dans la langue de ce dernier tribunal, celui-ci en fera faire une traduction pour servir de base à la procédure.

Chapitre II.

Concours réciproque pour la signification d'actes judiciaires et l'exécution de commissions rogatoires en matière civile et commerciale.

Article 8.

(1) Les Parties Contractantes s'engagent, en matière civile et commerciale, à faire signifier réciproquement les citations ou autres actes et à faire exécuter les commissions rogatoires par leurs autorités respectives, dans la forme prescrite par la législation intérieure de l'Etat requis ou dans une forme spéciale demandée par l'autorité requérante, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

(2) Les actes en question seront transmis par la voie diplomatique.

(3) S'ils ne sont pas rédigés dans la langue de l'autorité requérante ou de l'autorité requise, ils seront accompagnés de traductions faites dans l'une desdites langues.

(4) Les actes émanant d'autorités judiciaires seront exempts de légalisation.

(5) Les dispositions de cet Article ne s'opposent pas à la faculté pour les Parties Contractantes de faire faire directement, par les soins de leurs agents diplomatiques ou fonctionnaires consulaires toutefois sans contrainte, les significations des actes émanant des autorités judiciaires et destinés à des ressortissants de l'Etat requérant.

Article 9.

(1) L'exécution de la signification prévue par l'Article 8 ne pourra être refusée que si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

(2) La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme, et la date de la signification.

(3) Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexé.

Article 10.

(1) L'autorité judiciaire à laquelle une commission rogatoire prévue par l'Article 8 est adressée, sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne seront pas nécessairement employés, s'il s'agit de la comparution de parties en cause.

(2) L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

(3) L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que:

1° si l'authenticité du document n'est pas établie;

2° si dans l'Etat requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire;

3° si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

(4) En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

(5) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'alinéa 3, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'alinée précédent, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

Article 11.

(1) Les citations, les significations d'actes, les déclarations ou interrogatoires de témoins, les rapports d'experts, les actes d'instruction judiciaire et, en général, tout acte auquel il sera procédé, en matière civile ou commerciale, d'après commission rogatoire d'un tribunal de l'une des Parties Contractantes sur les territoires de l'autre, doit recevoir son exécution sur papier non timbré et sans paiement de frais.

(2) Les frais occasionnés par la signification des citations et d'autres actes judiciaires ou par l'exécution des commissions rogatoires resteront à la charge de l'Etat requis.

(3) La disposition du premier alinéa ne se rapportera qu'aux droits dûs en pareil cas aux Gouvernements respectifs, et ne comprendra, en aucune façon, ni les indemnités dues aux témoins et aux experts, ni les émoluments qui pourraient être dûs aux fonctionnaires ou avoués, toutes les fois que leur intervention serait requise par les lois pour l'accomplissement de l'acte demandé. Ces frais resteront à la charge des parties intéressées et devront être payés suivant les lois en vigueur dans le pays où l'exécution aura lieu; ils seront avancés, si la nécessité se présente, par l'Etat requis.

(4) Les frais dont il est question dans le précédent alinéa, seront supportés par l'Etat requérant, si leur remboursement ne peut être obtenu des parties intéressées.

Article 12.

(1) La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

(2) La présente Convention entrera en vigueur au lendemain de l'échange des ratifications. Elle restera en vigueur tant que l'une des Hautes Parties Contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à Bucarest en double original, le 17 février 1925.

Cnobloch, m. p.
I. G. Duca, m. p.

136.

AUTRICHE, ROUMANIE.

Accord concernant la modification de certaines dispositions de la Convention relative à la protection judiciaire et au concours réciproque entre les autorités judiciaires d'Autriche et de Roumanie, signée à Bucarest, le 17 février 1925;*) signé à Bucarest, le 10 octobre 1934.**)

Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich 1935, Stück 87.

Le Président Fédéral de la République d'Autriche d'une part et Sa Majesté le Roi de Roumanie d'autre part, désirant apporter certaines modifications à la Convention concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Bucarest le 17 février 1925, ont nommé à cette fin leurs plénipotentiaires, à savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Son Excellence Monsieur Alois Vollgruber, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Autriche à Bucarest, et

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Son Excellence Monsieur Nicolas Titulesco, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur ce qui suit:

1° Les dispositions de l'Article 8, alinéa 2, de la Convention relative à la protection judiciaire et au concours réciproque entre les autorités judiciaires d'Autriche et de Roumanie, signé à Bucarest le 17 février 1925, sont abrogées.

2° Pour toutes les questions concernant la signification réciproque des actes judiciaires et la transmission des commissions rogatoires, les autorités judiciaires des Hautes Parties Contractantes communiqueront entre elles par l'entremise des Ministères de la Justice.

Les lettres de transmission des Ministères de la Justice seront rédigées dans la langue française; les frais d'une traduction éventuelle de ces lettres dans la langue de l'Etat requis, seront à la charge de ce dernier.

3° Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Vienne aussitôt que faire se pourra.

Le présent Accord entrera en vigueur au lendemain de l'échange des ratifications.

---

*) V. ci-dessus, No. 135.

**) L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le avril 1935.

L'Accord restera en vigueur tant que l'une des Hautes Parties Contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effects.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont revêtu le présent Accord de leur signature.

Fait à Bucarest en double original, le 10 octobre 1934.

A. Vollgruber, m. p.
N. Titulesco, m. p.

137.

AUTRICHE, FRANCE.

Accord relatif aux relations intellectuelles et artistiques entre les deux pays; signé à Vienne, le 2 avril 1936.*)

Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich 1936, Stück 67.

Übereinkommen zwischen dem Bundesstaat Österreich und der Französischen Republik über die kulturellen und künstlerischen Beziehungen zwischen den beiden Staaten.

Der Bundespräsident von Österreich und der Präsident der Französischen Republik, von dem Wunsche beseelt, die zwischen Österreich und Frankreich bestehenden freundschaftlichen Beziehungen zu vertiefen und darauf bedacht, die geistigen und künstlerischen Beziehungen zwischen beiden Staaten noch enger zu gestalten, haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein Übereinkommen abzuschliessen, und zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundespräsident von Österreich:

Herrn Dr. Kurt Schuschnigg, Bundeskanzler, und Herrn Egon Berger-Wal-

Accord relatif aux relations intellectuelles et artistiques entre la République Française et l'Etat Fédéral d'Autriche.

Le Président de la République Française et le Président de l'Etat Fédéral d'Autriche, animés du désir de développer les relations d'amitié existant entre la France et l'Autriche et soucieux de rendre encore plus étroites les relations intellectuelles et artistiques des deux pays ont décidé de conclure à cet effet un Accord et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires respectifs:

Le Président de la République Française:

M. Gabriel Puaux, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de

---

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 16 juillet 1936.

denegg, Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten.

Der Präsident der Französischen Republik:

Herrn Gabriel Puaux, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Französischen Republik in Wien,

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben:

Artikel I.

Die Regierung der Französischen Republik wird Sorge tragen, dass das Instiut français in Wien neben seinem bisherigen Tätigkeitsgebiete die wissenschaftlichen, literarischen und künstlerischen Beziehungen zwischen der Französischen Republik und dem Bundesstaat Österreich pflegt und ausgestaltet.

Um durch das Programm und die Organisation des Institutes den Ausbildungsbedürfnissen der österreichischen Lehramtskandidaten und Studierenden der französischen Sprache, Kunst und Geschichte an der Universität Wien Rechnung zu tragen, wird am Institut ein Beirat geschaffen, der unter Vorsitz des französischen Gesandten oder eines von ihm Bevollmächtigten sich aus dem Direktor des Institutes oder eines von diesem Bevollmächtigten, einem Vertreter der vortragenden Mitglieder des Instituts und aus zwei vom Bundesminister für Unterricht entsendeten Professoren der Universität Wien zusammensetzt.

la République Française à Vienne:

Le Président de l'Etat Fédéral d'Autriche:

M. le Docteur Kurt Schuschnigg, Chancelier Fédéral et

M. Egon Berger-Waldenegg, Ministre Fédéral des Affaires Etrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

Le Gouvernement de la République Française veillera à ce que l'Institut Français de Vienne, à côté de l'activité qu'il a déployée jusqu'ici, cultive et développe les relations scientifiques, littéraires et artistiques entre la République Française et l'Etat Fédéral d'Autriche.

Pour donner, par les programmes et l'organisation de l'Institut, satisfaction aux besoins de la formation des aspirants autrichiens au professorat et des étudiants en langue française, en art français et en Histoire de France de l'Université de Vienne, il est créé à l'Institut un Conseil de perfectionnement, formé, sous la présidence du Ministre de France ou de son délégué, du directeur de l'Institut ou de son délégué, d'un représentant élu du personnel français chargé des cours de l'Institut, et de deux professeurs de l'Université de Vienne désignés par le Ministre Fédéral de l'Instruction Publique.

Artikel II.

Die österreichische Bundesregierung wird berechtigt sein, in Paris eine Institution zu schaffen, die unter österreichischer Direktion zur Pflege und Ausgestaltung der wissenschaftlichen, literarischen und künstlerischen Beziehungen zwischen Österreich und Frankreich berufen sein wird.

Bis zum Zustandekommen einer solchen Institution wird diese Aufgabe von einem Komitee erfüllt werden, das in Paris seinen Sitz hat und sich unter Vorsitz des österreichischen Gesandten oder eines von ihm Bevollmächtigten aus je zwei von den beiden Regierungen aus ihren Staatsangehörigen entsendeten geeigneten Mitgliedern zusammensetzt.

Article II.

Le Gouvernement Fédéral d'Autriche pourra créer à Paris, sous une Direction autrichienne, une Institution appelée à cultiver et développer les relations scientifiques, littéraires et artistiques entre l'Autriche et la France.

Jusqu'à la création de cette Institution, ce rôle sera rempli par un Comité siégeant à Paris, et composé de quatre membres qualifiés désignés en nombre égal par chacun des deux Gouvernements parmi ses nationaux, la présidence appartenant au Ministre d'Autriche ou à son délégué.

Artikel III.

Zwischen den Hochschulen der beiden Staaten wird ein Lehreraustausch eingeführt werden (Professoren oder Dozenten).

Dauer und Art der Vortragstätigkeit dieser Austauschlehrer werden in jedem einzelnen Falle durch ein Übereinkommen zwischen den zuständigen Behörden der beiden Staaten geregelt werden.

Die Festsetzung der inneren verwaltungsrechtlichen Bedingungen und die Entlohnung solcher Berufungen ist ausschliesslich Sache des entsendenden Staates.

Article III.

Il sera institué entre les Etablissements d'enseignement supérieur des deux pays un échange de maîtres (professeurs titulaires ou adjoints, „Dozenten").

La durée et les modalités d'exercice de ces missions seront déterminées dans chaque cas par accord entre les autorités compétentes des deux pays.

La fixation des conditions administratives intérieures et la rémunération de ces missions sont du ressort exclusif du pays d'origine du professeur.

Artikel IV.

Die Vertragschliessenden Teile werden an ihren Universitäten und allenfalls auch an anderen höheren Lehranstalten Lektoren der französischen Sprache in Österreich und

Article IV.

Les Parties Contractantes admettront dans leurs Universités, et éventuellement dans d'autres Etablissements d'enseignement supérieur, des lecteurs de langue française

der deutschen Sprache in Frankreich zulassen. Hiebei wird nach den für die Bestellung von Lektoren geltenden Vorschriften vorgegangen werden. Wenn diese Funktionen nicht Staatsbürgern des eigenen Staates anvertraut werden, wird jeder Vertragschliessende Teil die vom anderen Teile vorgeschlagenen Kandidaten in entsprechendem Ausmasse in Erwägung ziehen.

Artikel V.

Vom Beginne des auf die Ratifikation des vorliegenden Übereinkommens folgenden Studienjahres an wird einer von den beiderseitigen Regierungen alljährlich verhältnismässig festzusetzenden Zahl von Studierenden jedes der Vertragschliessenden Teile im anderen Staate die volle Gleichstellung mit den inländischen Studierenden hinsichtlich der Studiengebühren und Prüfungstaxen gewährt werden. Ermässigungen oder Befreiungen werden solchen Studierenden unter den Bedingungen und im Rahmen der geltenden Vorschriften zugebilligt werden können.

Artikel VI.

Der Austausch von Studierenden sowohl während des Studienjahres (Hochschulen) als auch während der Ferien (Hoch- und Mittelschulen) wird gefördert werden. Besondere Komitees werden hiefür unter der Kontrolle der zuständigen Unterrichtsbehörde des Staates, in dem das Komitee errichtet ist, Sorge tragen, wobei erforderlichenfalls das Einvernehmen mit dem anderen Staat hergestellt werden wird. Der Besuch von offiziell zugelassenen Sommerkursen auf dem

en Autriche, de langue allemande en France. Les nominations de ces lecteurs seront faites conformément aux règlements en vigueur. Quand ces postes ne seront pas confiés à des nationaux, chaque Partie Contractante prendra en considération dans une proportion opportune les candidatures proposés par l'autre.

Article V.

A partir du début de l'année scolaire qui suivra la ratification du présent Accord, les étudiants de chacune des deux Parties Contractantes, dans une proportion qui sera fixée chaque année par les deux Gouvernements, jouiront dans l'autre pays de l'entière égalité de droits avec les nationaux en matière de frais de scolarité et d'examens. Des réductions ou des exonérations pourront leur être accordées aux conditions et dans les limites fixées par les règlements en vigueur.

Article VI.

Les échanges scolaires seront encouragés soit pendant l'année scolaire (enseignement supérieur), soit pendant les vacances (enseignements supérieur et secondaire). Des Comités spéciaux en prendront soin sous le contrôle des autorités compétentes de l'administration de l'Instruction Publique de l'Etat dans lequel le Comité a été institué, agissant, s'il y a lieu, en accord avec l'autre Etat. La fréquentation des cours d'été officiellement autorisés (enseignements supérieur et secon-

Gebiete des höheren oder mittleren Unterrichtes wird gefördert werden. Gänzliche oder teilweise Studiengebührenbefreiungen für Studierende und Schüler, soferne sie bedürftig sind, werden nach Möglichkeit gewährt werden.

Die Bestimmungen der Vereinbarung, welche derzeit den Austausch von Lehramtsanwärtern (Assistenten) regelt, bleiben in Geltung.

Reisen von Studierenden oder Schülern in Gruppen unter der Führung von Lehrkräften sowie Exkursionen zur Teilnahme an künstlerischen und sportlichen Darbietungen werden von beiden Vertragschliessenden Teilen in gleicher Weise gefördert werden. Die beiden Regierungen werden bemüht sein, für Teilnehmer an solchen Reisen und Exkursionen Reiseerleichterungen in dem nach den einschlägigen Bestimmungen höchstzulässigen Ausmasse zu erwirken.

Artikel VII.

Der Austausch von Arbeits- und Studienplätzen in den wissenschaftlichen Spezialinstituten der beiden Staaten wird für Gelehrte und Forscher im Wege der Gegenseitigkeit nach Möglichkeit gefördert werden.

Die Regierung der Französischen Republik wird österreichischen Forschern auch bei Studienreisen in den Kolonien tunlichste Förderung angedeihen lassen.

Artikel VIII.

Die französischen Staatsbürger, welche das Mittelschulbakkalaureat erworben haben, sind bei Vorweisung ihres Diploms oder Zeugnisses berechtigt, sich um die Immatrikulation an den österreichischen Hoch-

daire) sera encouragée. Des exemptions totales ou partielles des frais d'études seront accordées dans la mesure du possible aux étudiants et élèves qui en auraient besoin.

Les dispositions de l'Accord qui régit actuellement les échanges d'aspirants au professorat (assistants) demeurent en vigueur.

Seront encouragés également, des deux parts, les voyages d'étudiants ou d'élèves en groupe sous la conduite de professeurs, et les excursions organisées pour assister à des spectacles artistiques ou à des manifestations sportives. Les deux Gouvernements s'efforceront d'obtenir pour les participants à ces voyages et excursions les plus grandes facilités de transport que permettent les règlements.

Article VII.

L'échange des places de travail et d'études dans les instituts spéciaux des deux Etats sera, dans la mesure du possible et à titre de réciprocité, encouragé pour les savants et pour les professeurs.

Le Gouvernement de la République Française facilitera aussi dans la mesure du possible les voyages de savants autrichiens dans les colonies françaises.

Article VIII.

Les ressortissants français titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont admis, sur présentation de leur diplôme ou certificat, à demander leur immatriculation dans les établissements d'en-

schulen zu bewerben, um daselbst dem Hochschulstudium zu obliegen und die Prüfungen einschliesslich der für die Erlangung des Doktorgrades vorgeschriebenen Rigorosen abzulegen, all dies nach Massgabe der geltenden Gesetze und Vorschriften.

Die österreichischen Staatsbürger, welche das Reifezeugnis der drei folgenden Schultypen: Gymnasium, Realgymnasium, Realschule erworben haben, geniessen in Frankreich dieselben Berechtigungen unter denselben Bedingungen.

Das Verzeichnis dieser Schultypen wird durch ein Übereinkommen zwischen den Unterrichtsministerien der beiden Vertragschliessenden Teile ergänzt werden können.

Artikel IX.

Durch den vorstehenden Artikel VIII werden die in den Gesetzen und Verordnungen der beiden Staaten enthaltenen Vorschriften, betreffend die Ausübung gewisser Berufe, die Voraussetzung für den Antritt bestimmter Berufszweige und die Führung bestimmter Standesbezeichnungen, nicht berührt.

Artikel X.

Die österreichische Bundesregierung und die Regierung der Französischen Republik werden in ihrem Wirkungsbereiche dafür Sorge tragen, dass in den Lehrplänen der beiderseitigen mittleren Lehranstalten dem Unterrichte der französischen Sprache in Österreich, beziehungsweise dem Unterrichte der deutschen Sprache in Frankreich auch weiterhin zumindest seine derzeitige Bedeutung beigemessen wird.

seignement supérieur d'Autriche, à y suivre les cours et exercices et à y subir les examens, y compris les Rigorosa exigés pour l'obtention du grade de docteur, le tout aux conditions des lois et règlements en vigueur.

Les ressortissants autrichiens titulaires de l'un des certificats de maturité délivrés par un établissement de l'un des trois types suivants: Gymnasium, Realgymnasium, Realschule jouissent en France des mêmes droits aux mêmes conditions.

La liste de ces établissements pourra être modifiée par un accord entre les Ministères de l'Instruction Publique des deux Parties Contractantes.

Article IX.

Il n'est en rien dérogé par l'Article VIII ci-dessus aux dispositions législatives ou réglementaires qui fixent, dans les deux Etats, les conditions d'exercice de certaines professions et d'admission à certaines carrières et de l'usage de certains titres acquis en vertu d'études spéciales.

Article X.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement Fédéral Autrichien prendront chacun selon leur compétence les mesures nécessaires pour que soit maintenu, au moins dans son importance actuelle, dans les programmes des Etablissements secondaires, l'enseignement de la langue française en Autriche et celui de la langue allemande en France.

Artikel XI.

Die beiden Regierungen werden im Rahmen der finanziellen Möglichkeiten den Austausch von Werken der Kunst fördern, so insbesondere:

a) durch Veranstaltung österreichischer Kunstausstellungen in Frankreich, beziehungsweise französischer Kunstausstellungen in Österreich;

b) durch gegenseitige Veranstaltung von Konzerten, Darbietungen einzelner Künstler und Aufführung hiezu geeigneter Bühnenwerke;

c) durch entsprechende Einflussnahme auf die Übertragung geeigneter Programmpunkte durch die beiderseitigen Radiostationen;

d) durch die möglichste Erleichterung im Austausch staatlicher Filmaufnahmen.

Artikel XII.

Die beiden Regierungen werden auf Grundlage der Gegenseitigkeit den unmittelbaren Leihverkehr von Büchern und Handschriften zwischen den öffentlichen Bibliotheken und Archiven der beiden Staaten zu wissenschaftlichen Zwecken weitgehend fördern.

Artikel XIII.

Im Geiste der Gegenseitigkeit und von dem Wunsche beseelt, den Interessen der beiden Staaten weitestgehend zu dienen und insbesondere den Bedürfnissen der Geschichtswissenschaften Rechnung zu tragen, sind die beiden Regierungen bereit, jeden Vorschlag zu prüfen, der dahin zielt, die Archivbestände der beiden Staaten zu er-

Article XI.

Les deux Gouvernements encourageront, dans le cadre des possibilités financières, l'échange d'œuvres d'art, à savoir tout particulièrement:

a) par l'organisation d'expositions autrichiennes des Beaux-Arts en France et d'expositions françaises des Beaux-Arts en Autriche.

b) par l'organisation mutuelle de concerts et de réprésentations individuelles d'artistes ou de pièces de théâtre appropriées.

c) par l'influence exercée sur les stations radiophoniques des deux Etats en vue de la transmission d'un programme radiophonique approprié.

d) par des facilités accordées dans la mesure du possible à l'échange de films officiels.

Article XII.

Les deux Gouvernements encourageront largement, sur la base de la réciprocité, l'échange, à titre de prêt, de livres et manuscrits opéré directement pour des fins scientifiques entre les bibliothèques et les archives publiques des deux Etats.

Article XIII.

Animés d'un esprit de réciprocité et désireux de servir aussi largement que possible les intérêts mutuels des deux pays, et en particulier de satisfaire les besoins des sciences historiques, les deux Gouvernements sont prêts à examiner tout projet propre à compléter les fonds des archives des deux Etats, à éviter leur éparpillement, à les

gänzen, deren Zerreissung zu vermeiden, dieselben auszugestalten, ferner deren Erforschung am Orte der Verwahrung oder im Leihverkehr, sei es durch öffentliche Anstalten, sei es im Wege der öffentlichen Bibliotheken und Archive durch private, von ihren Regierungen beglaubigte Forscher zu erleichtern.

Artikel XIV.

Insoweit es zur Durchführung der in diesem Übereinkommen vorgesehenen Aufgaben, wie auch aller anderen Aktionen, die auf eine Vertiefung der kulturellen Beziehungen zwischen den beiden Staaten abzielen, erforderlich erscheinen sollte, besondere Kommissionen einzusetzen, in die Vertreter beider Vertragschliessenden Teile entsendet werden sollen, werden die beiden Regierungen über die Aufstellung und Zusammensetzung dieser Kommissionen das Einvernehmen pflegen.

Artikel XV.

Das vorliegende Übereinkommen bleibt bis zur Kündigung durch einen der Vertragschliessenden Teile in Kraft. Zufolge einer solchen Kündigung wird das Übereinkommen mit Ablauf des sechsten Monates nach deren Notifizierung ausser Kraft treten.

Artikel XVI.

Das vorliegende Übereinkommen wird sobald als möglich ratifiziert werden und der Austausch der Ratifikationsurkunden wird in Wien erfolgen. Das Übereinkommen wird mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten

développer, puis à en faciliter l'étude sur place ou à titre de prêt soit directement à des Institutions publiques, soit, par l'intermédiaire des bibliothèques et archives publiques, à des savants particuliers accrédités par leur Gouvernement.

Article XIV.

Si l'application de la présente Convention ou toute autre action visant à développer les relations culturelles entre les deux Etats rendait nécessaire l'institution de Commissions spéciales formées de représentants des deux Parties, les deux Gouvernements s'entendront sur leur création et leur composition.

Article XV.

Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'à sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties Contractantes. Il cessera de porter ses effets à la fin du sixième mois, suivant la notification de cette dénonciation.

Article XVI.

Le présent Accord sera ratifié le plus tôt possible et les instruments de ratification seront échangés à Vienne. L'Accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont signé le présent

das vorliegende Übereinkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in Wien in doppelter Urschrift, in deutscher und französischer Sprache, mit der Massgabe, dass beide Texte die gleiche Geltung haben.

Wien, am 2. April 1936.

Für den Bundesstaat Österreich:
Dr. Kurt Schuschnigg.
Egon Berger-Waldenegg.

Für die Französische Republik:
Gabriel Puaux.

Accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Vienne en double exemplaire original, l'un en allemand et l'autre en français, les deux textes faisant également foi d'authenticité.

Vienne, le 2 avril 1936.

Pour la République Française:
Gabriel Puaux.

Pour l'Etat Fédéral d'Autriche:
Dr. Kurt Schuschnigg.
Egon Berger-Waldenegg.

138.

SUÈDE, FRANCE.

Accord relatif aux relations scientifiques, littéraires et scolaires entre les deux pays; signé à Paris, le 3 juin 1936.

Sveriges Överenskommelse med främmande Makter 1936, No. 12.

Article 1er.

Le présent Accord a pour objet de développer entre la France et la Suède les relations intellectuelles telles qu'elles se sont manifestées en fait jusqu'ici entre les deux pays, notamment par les cours et conférences échangés entre les Universités françaises et suédoises, par la désignation de lecteurs dans ces Universités, par l'envoi d'élèves et de professeurs dans des lycées français.

Titre I.

Echange de professeurs et de lecteurs.

Article 2.

Les échanges de professeurs ou de lecteurs se feront comme par le passé entre Universités et autres établissements d'enseignement des deux pays.

Article 3.

Parmi les professeurs ou les lecteurs d'échange pourront être également admises des personnalités ne faisant pas partie du personnel de l'enseignement officiel.

L'enseignement des lecteurs sera défini par les autorités universitaires respectives. Celui des autres professeurs et savants pourra consister en une série restreinte de leçons et de conférences sur un sujet limité ou même en des conférences isolées.

Article 4.

Sauf en ce qui concerne l'administration intérieure et les questions de personnel, les professseurs et les lecteurs d'échange jouiront dans les Universités et Etablissements d'enseignement supérieur, lycées et écoles, de toutes les prérogatives qui se concilient avec les lois et usages du pays.

Article 5.

Dans la mesure où les lois et réglements du pays le permettent, les professeurs ou lecteurs enseignant à l'étranger pourront faire partie dans les mêmes conditions que les professeurs nationaux et s'il y a lieu, avec les mêmes indemnités, des jurys des examens et concours de leur spécialité.

Article 6.

Les traitements et indemnités des professeurs ou lecteurs échangés seront déterminés par les réglements particuliers à chaque pays.

Article 7.

Le bénéfice de ces échanges pourra être étendu aux fonctionnaires des bibliothèques d'Etat entre la France et la Suède.

Titre II.

Equivalence des examens et titres universitaires.

Article 8.

Toute personne pourvue du „student-examen" suédois peut bénéficier en France de l'équivalence du baccalauréat dans les conditions prévus par l'arrêté pris par le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts le 16 novembre 1915.

Article 9.

Toute personne munie du baccalauréat français pourra se faire immatriculer comme étudiant en Suède et se présenter aux examens suédois dans les mêmes conditions que les Suédois et ressortissants d'autres pays munis de titres étrangers correspondants.

Article 10.

Les deux Articles précédents n'apportent aucun changement aux lois, décrets ou arrêtés concernant l'exercice de certaines professions ou l'accès de certaines carrières.

Paris, le 3 juin 1936.

Le Ministre de l'Education Nationale,
Guernut.

Le Ministre de Suède,
Einar Hennings.

139.

BOLIVIE, ESPAGNE.

Accord concernant la protection réciproque de la propriété intellectuelle; conclu par un Echange de Notes signées à La Paz, le 13 mars 1936.

Gaceta de Madrid, No. 173 du 21 juin 1936.

República de Bolivia.
Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto.
Departamento politico.
Número 111.

La Paz, 13 de Marzo de 1936.

Señor Encargado de Negocios:

Con el fin de concretar, mediante cambio de Notas, en un Acuerdo Internacional preliminar las sugestiones transmitidas por la Legación del digno cargo de V. S. a esta Cancilleria, respecto a un Convenio entre las Repúblicas de España y Bolivia, relativo a la protección de la propiedad intelectual en ambos países, me es grato proponerlo a V. S. en los términos siguientes:

„1. Los Gobiernos de las Repúblicas de España y Bolivia, en el deseo de establecer un régimen de estricta reciprocidad sobre protección de la propriedad intelectual española en Bolivia y de la boliviana en España, mientras se redacte y firme el oportuno Tratado, convienen en acordar dicha protección.

2. Con tal fin, se establece un régimen de estricta reciprocidad, según el cual las obras científicas, artísticas y literarias españolas estarán protegidas en Bolivia por el solo hecho de inscribirse en el registro correspondiente, con arreglo a la legislación boliviana; del mismo modo, las obras científicas, artísticas y literarias bolivianas estarán protegidas en España por el solo hecho de inscribirse en el registro correspondiente con arreglo a la legislación española.“

Con este motivo reitero a V. S. los sentimientos de mi consideración muy distinguida.

Luis F. Guachalla.

A S. S. D. Manuel Martinez Feduchy, Encargado de Negocios de España. Presente.

Legación de España
en la Paz.
Número 15.
II C.

La Paz, 13 de Marzo de 1936.

Señor Ministro:

A fin de concretar un régimen de estricta reciprocidad sobre protección de la propiedad intelectual española en Bolivia y la boliviana en España, mediante canje de Notas, me es grato aceptar, en nombre de mi Gobierno, dicho Acuerdo Internacional, en los términos siguientes:

„1. Los Gobiernos de las Repúblicas de España y Bolivia, en el deseo de establecer un régimen de estricta reciprocidad sobre protección de la propiedad intelectual española en Bolivia y de la boliviana en España, mientras se redacte y firme el oportuno Tratado, convienen en acordar dicha protección.

2. Con tal fin, se establece un régimen de estricta reciprocidad, según el cual las obras científicas, artísticas y literarias españolas estarán protegidas en Bolivia por el solo hecho de inscribirse en el registro correspondiente, con arreglo a la legislación boliviana; del mismo modo, las obras científicas, artísticas y literarias bolivianas estarán protegidas en España por el solo hecho de inscribirse en el registro correspondiente con arreglo a la legislación española.“

Aprovecho la ocasión, Señor Ministro, para reiterar a V. E. los sentimientos de mi más alta y distinguida consideración.

Manuel Martínez Feduchy.

Excmo. Sr. Doctor Luis Fernando Guachalla, Ministro de Relaciones Exteriores. La Paz.

140.

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, INDE, PAYS-BAS, SIAM.

Protocoles pour modifier l'Arrangement pour régulariser la production et l'exportation du caoutchouc signé le 7 mai 1934;*) signés à Londres, le 27 juin 1935 et le 22 mai 1936.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1936, No. 96.

1.

The Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, India, the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Siam;

---

*) V. N. R. G. 3. s. XXIX, p. 686.

Being desirous of introducing certain amendments to the Agreement signed at London on the 7th May, 1934, for the regulation of the production and export of rubber;

Have accordingly agreed as follows:

1. The table to Article 4 (a) of the said Agreement shall be amended to read as follows:

	1935	1936	1937	1938
Siam	40 000	40 000	40 000	40 000

2. The Government of Siam declares that its signature of the Agreement of the 7th May, 1934, given subject to ratification, shall be deemend to be ratified and become effective as from the 1st July, 1935.

3. The present Protocol shall come into force immediately.

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries, being authorised to this effect by their respective Governments, have signed the present Protocol and affixed thereto their seals.

Done at London, this 27th day of June, 1935, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the United Kingdom, and of which duly certified copies shall be communicated by the Government of the United Kingdom to each of the other Contracting Governments.

For the Government of the French Republic:
(L. S.) *Ch. Corbin.*

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
(L. S.) *Samuel Hoare.*
(L. S.) *Malcolm MacDonald.*

For the Government of India:
Subject to the two reservations appended to the signature of the Agreement of the 7th May, 1934.
(L. S.) *B. N. Mitra.*

For the Government of the Kingdom of the Netherlands:
(L. S.) *R. de Marees van Swinderen.*

For the Government of the Kingdom of Siam:
(L. S.) *Phya Subarn Sompati.*

2.

The Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, India, the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Siam;

Being desirous of introducing certain amendments to the Agreement signed at London on the 7th May, 1934, for the regulation of the production and export of rubber:

Have accordingly agreed as follows:

1. The table to Article 4 (a) of the said Agreement shall be amended to read as follows:

	1935	1936	1937	1938
India	12.500	12.500	12.500	13.000
Burma	8.000	8.500	9.000	9.250

2. The Government of India declares with reference to the reservations made at the time of signature of the Agreement of the 7th May, 1934, and of the Protocol of the 27th June, 1935, that the Indian States have undertaken to act in accordance with the provisions of that Agreement as amended by the present Protocol and that the Indian Legislature has already taken legislative action necessary to implement the terms of the Agreement.

3. The present Protocol shall come into force immediately.*)

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries, being authrised to this effect by their respective Governments, have signed the present Protocol and affixed thereto their seals.

Done at London, this 22nd day of May, 1936, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the United Kingdom, and of which duly certified copies shall be communicated by the Government of the United Kingdom to each of the other Contracting Governments.

For the Government of the French Republic:
(L. S.) *Charles Corbin.*

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
(L. S.) *Anthony Eden.*

For the Government of India:
(L. S.) *B. N. Mitra.*

For the Government of the Kingdom of the Netherlands:
(L. S.) *R. de Marees van Swinderen.*

For the Government of the Kingdom of Siam:
(L. S.) *Phra Bovara Sneha.*

---

*) En vertu d'un Accord special les dispositions de ce Protocole provisoirement à partir du 28 août 1936.

141.

GRÈCE, GRANDE-BRETAGNE.

Arrangement concernant le dédommagement des sujets britanniques pour les expropriations de propriété foncière en Grèce; conclu par un Echange de Notes signées à Athènes, les 18 et 21 janvier 1936.

Treaty Series No. 22 (1936).

No. 1.

M. C. Demerdjis to Sir S. Waterlow.

Ministère des Affaires Etrangères,
Athènes, le 18 janvier 1936.

M. le Ministre,

En me référant à la note verbale sub No. 212, en date du 2 septembre 1935, de la Légation de Sa Majesté britannique, par laquelle celle-ci a bien voulu porter à la connaissance du Ministère des Affaires Etrangères ses points de vue sur la question de l'augmentation des coefficients d'évaluation des propriétés rachetées ou à racheter et appartenant à des sujets britanniques, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement Royal Hellénique, après nouvel examen de la question, a décidé de procéder au règlement de la question sous les conditions suivantes:

(1) Le paiement de toute augmentation du prix de rachat sera effectué en drachmes.

(2) L'augmentation du prix et les intérêts relatifs, calculés à 4 pour cent à partir du 26 avril 1932, seront payés à ceux des intéressés qui ont reçu leur prix après la publication de la loi 5422 du 26 avril 1932 et auxquels il est encore dû tout ou partie du prix de rachat. Dans ce dernier cas, l'augmentation du prix portera seulement sur les sommes versées après la date ci-dessus indiquée ou restant encore dues.

(3) Pour le calcul du supplément de prix, on prendra en considération le cours de la livre anglaise au 1er août 1935, date à laquelle la première note verbale à ce sujet a été remise à la Légation de Sa Majesté Britannique (£1 = drachmes 523). C'est-à-dire que les sommes versées après le 26 avril 1932 ou restant encore dues seront augmentées de 30 pour cent.

(4) Les acomptes versés avant le 26 avril 1932 ne seront pas pris en considération pour le calcul de l'augmentation du prix.

(5) Le versement des sommes complémentaires pour les propriétés déjà rachetées sera effectué en deux paiements égaux, dont l'un aura lieu avant le 30 juin 1936 et l'autre avant le 31 décembre 1936. Pour ce qui est des propriétés dont le rachat n'a pas encore été effectué, le paiement

de l'augmentation du prix sera bien entendu effectué régulièrement, avec le prix principal, après la signature des contrats de rachat.

(6) L'encaissement par les propriétaires des sommes supplémentaires prévues par la présente Note implique que ceux-ci renoncent, ipso facto, à toute autre prétention ou réserve se rapportant soit à une nouvelle baisse de la drachme, soit à toute autre cause ayant trait à l'application en général des accords ou de la législation y relative.

Veuillez agréer, &c.

C. Demerdjis.

No. 2.

Sir S. Waterlow to M. C. Demerdjis.

British Legation,

Athens, January 21, 1936.

M. le Président du Conseil,

I have the honour to acknowledge with my best thanks the receipt of Your Excellency's note of the 18th instant by which you were so good as to inform me that the Hellenic Government had decided to proceed with the settlement of the question of the expropriation and repurchase of properties formerly belonging to British subjects on the following terms:

[As in paragraphs (1) to (6) in No. 1.]

2. I now have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to the proposals set forth above; and that Your Excellency's note and my present reply will be considered as constituting a formal agreement to that effect, embodying an obligation on the part of the Royal Hellenic Government to make the payments specified in Article 5, on or before the dates mentioned therein, failing which His Majesty's Government will regard the present Agreement as having lapsed, and will reserve the right to take such steps as they may consider necessary to safeguard the interests of their nationals.

I avail, &c.

Sydney Waterlow.

142.

IRAK, GRANDE-BRETAGNE, CANADA, AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE, UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, INDE.

Accord concernant les sépultures des militaires; signé à Bagdad, le 15 mars 1936.

'Iraq Government Gazette, No. 28 du 12 juillet 1936.

Agreement respecting British war cemeteries, graves and memorials in Iraqi territory.

The Government of 'Iraq, on the one hand, and the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa and India, on the other hand, being desirous of placing the permanence and care of the graves of British Soldiers who fell in the late War and were interred in 'Iraqi territory, upon a firm and established basis, have agreed as follows:

Article 1.

In this Agreement the expression „the Commission" means the Imperial War Graves Commission incorporated by Royal Charter granted by His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India on the twenty-first day of May, 1917.

The Expression „war cemeteries, graves and memorials" means the cemeteries and graves in 'Iraqi territory containing the bodies of soldiers of the British Empire fallen in the late War, and the Memorials in the said territory commemorating such soldiers which are the subject of this Agreement.

Article 2.

The Government of 'Iraq confirm and continue the recognition accorded to the Commission, as communicated to His Majesty's High Commissioner by note of the Prime Minister of 'Iraq dated the 11th/12th March, 1928, as the sole British authority charged with the duty of perpetually caring for the war cemeteries, graves and memorials. For the purpose of carrying out this duty the Government of 'Iraq recognise the right of the Commission to act in 'Iraq as an association possessing the civil rights of a juristic person.

Article 3.

The Government of 'Iraq agree that the Commission shall be represented in 'Iraq by a committee, named and composed as stated below, which shall be competent to perform in the name of the Commission, and within the limits of the powers which the Commission shall from time to time delegate to it, all civil acts necessary to enable it to fulfil its object.

The said committee shall be called „The 'Iraq Committee of the Imperial War Graves Commission" and shall be composed of the chief representative for the time being in 'Iraq of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India (who shall be Chairman) and such six other persons as he may from time to time nominate in agreement with the Commission as members of the Committee.

The said Committee may, if considered necessary or desirable, be registered in 'Iraq as an association possessing the civil rights of a juristic person under the title above mentioned.

Article 4.

The Government of 'Iraq agree that the lands now occupied by the war cemeteries, graves and memorials shall become the property in perpetuity of the Commission and for that purpose:

(a) such lands which are now registered otherwise than in the name of the Commission shall forthwith be registered in the name of the Commission;

(b) such lands which are the property of the Government of 'Iraq shall be registered in the name of the Commission;

(c) such lands which are the property of private owners shall, in default of acquisition by private agreement, be expropriated by the Government of 'Iraq at the request and cost of the Commission and shall be registered in the name of the Commission;

(d) any portion of the lands referred to in the preceding sub-paragraphs which is miri shall be made mulk;

(e) in confirmation of the decision of the Council of Ministers at their meeting held on the 2nd February, 1924, approved by His Majesty the King of 'Iraq, no fees or stamp duties shall be charged in respect of any registration under this Article.

Article 5.

The lands occupied by the war cemeteries, graves and memorials shall not while in the ownership of the Commission for the objects contemplated in this Agreement be subject to any State or local taxation.

Article 6.

The Government of 'Iraq agree that the Commission shall

(a) exercise full control over the war cemeteries, graves and memorials, including the enclosing, laying out, construction and horticultural treatment of the same;

(b) be at liberty, should they think fit, to prepare and submit for the approval of the competent Ministers of State, Rules governing visits to, and the behaviour of the public in, or in relation to, the war cemeteries, graves and memorials; and

(c) be afforded by the Government of 'Iraq (but without expense to that Government) all possible facilities for obtaining a

sufficient water supply for the proper irrigation and horticultural upkeep of the war cemeteries, graves and memorials.

Article 7.

In confirmation of the decision of the Council of Ministers at their meeting held on the 2nd February, 1924, approved by His Majesty the King of 'Iraq, all stone, marble or other building material, tools, appliances and stores required by the Commission in the construction, repair, replacement or upkeep of the war cemeteries, graves and memorials shall, on production of certificates from the Commission's duly authorised representative, be admitted into 'Iraq free of all customs duties or dues.

Article 8.

The Commission shall appoint the custodians to whom shall be entrusted the care and maintenance of the war cemeteries, graves and memorials, and such custodians may be persons of British nationality.

The Government of 'Iraq shall recognise such custodians and shall give them every assistance necessary for the safeguard and protection of the war cemeteries, graves and memorials.

Article 9.

With regard to the Memorial to the „Missing" at Basra, the Government of 'Iraq undertake that they will not transfer any land between the boundary of the site of the said memorial and the river, nor transfer any shati land which may appear except by lease for agricultural purposes.

Article 10.

This Agreement shall come into force on the day of publication in the Official Gazette of the necessary enabling law.

In witness whereof the undersigned duly authorised thereto have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done at Baghdad in duplicate on the 15th day of March, 1936.

For the Government of 'Iraq:
Nouri Sa'id.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
F. H. Humphrys.

For the Government of Canada:
F. H. Humphrys.

For the Government of Commonwealth of Australia:
F. H. Humphrys.

For the Government of New Zealand:
F. H. Humphrys.

For the Government of the Union of South Africa:
F. H. Humphrys.

For the Government of India:
F. H. Humphrys.

143.

ALLEMAGNE, AUSTRALIE, BELGIQUE, CANADA, DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FINLANDE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, INDE, IRLANDE, ITALIE, JAPON, NORVÈGE, PAYS-BAS, SUÈDE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer; signée à Londres, le 31 mai 1929.*)**)

Treaty Series, London, No. 34 (1932).

P r e a m b l e.

The Governments of Germany, the Commonwealth of Australia, Belgium, Canada, Denmark, Spain, the Irish Free State, the United States of America, Finland, France, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, India, Italy, Japan, Norway, the Netherlands, Sweden, the Union of Socialist Soviet Republics; being desirous of promoting safety of life at sea by establishing in common agreement uniform principles and rules directed thereto;

Considering that this end may best be achieved by the conclusion of a Convention;

Have appointed their Plenipotentiaires, namely:

The Government of Germany:

Dr. F r i e d r i c h S t h a m e r, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the German Reich in London.

Mr. G u s t a v K o e n i g s, Ministerialdirigent in the Reichsverkehrsministerium, Geheimer Regierungsrat, Berlin.

Mr. A r t h u r W e r n e r, Oberregierungsrat in the Reichsverkehrsministerium, Geheimer Justizrat, Berlin.

Mr. W a l t e r L a a s, Professor, Director of the „Germanischer Lloyd" Classification Society, Berlin.

Dr. O t t o R i e s s, Director ret. of the Reichsschiffsvermessungsamt, Geheimer Regierungsrat, Neubrandenburg.

Mr. H e r m a n n G i e s s, Ministerialrat in the Reichspostministerium, Berlin.

Vice-Admiral H u g o D o m i n i k, President of the „Deutsche Seewarte", Hamburg.

---

*) En langues anglaise et française. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

**) Pour les ratifications et adhésions voir la Notice à la fin du présent numéro.

The Government of the Commonwealth of Australia:

Captain Henry James Feakes, Royal Australian Navy, Commonwealth Naval Representative in London.

Lieut.-Commander Thomas Free, Royal Naval Reserve (Retired).

Captain J. K. Davis, Commonwealth Director of Navigation.

The Government of Belgium:

Baron de Gerlache de Gomery, Director-General of the Marine Department.

Mr. Gustave de Winne, Ingenieur en Chef, Director of the Marine Deparment.

Mr. Georges Goor, Adviser to the Marine Deparment.

The Government of Canada:

Mr. Alexander Johnston, Deputy Minister of Marine.

Mr. Lucien Pacaud, Secretary in the Office of the Canadian High Commissioner in London.

The Government of Denmark:

Mr. Emil Krogh, Assistant-Secretary in the Marine Department, Ministry of Industry, Commerce and Shipping.

Mr. V. Topsöe-Jensen, Judge of the Supreme Court of Appeal.

Captain V. Lorck, Chief Examiner of Masters and Mates.

Mr. J. A. Körbing, Technical Managing Director of the United Steam Ship Company, Copenhagen.

Mr. Aage H. Larsen, Engineer in Chief of the Ministry of Industry, Commerce and Shipping.

Mr. Arnold Poulsen, Engineer Commissioner to the Ministry of Industry, Commerce and Shipping.

The Government of Spain:

Rear-Admiral Don Francisco Javier de Salas y Gonzalez, Head of the Naval Commission in Europe.

The Government of the Irish Free State:

Mr. J. W. Dulanty, Commissioner for Trade for the Irish Free State in Great Britain.

Mr. E. C. Foster, Chief Surveyor in the Marine Branch, Department of Industry and Commerce.

The Government of the United States of America:

The Honourable Wallace H. White, Junior, Member of Congress, Chairman of the Committee on Merchant Marine and Fisheries.

Mr. Arthur J. Tyrer, Commissioner of Navigation, Department of Commerce.

Mr. Charles M. Barnes, Chief of the Treaty Division, Department of State.

Rear-Admiral George H. Rock, Construction Corps, United States Navy, Assistant Chief of the Bureau of Construction and Repair, Navy Department.

Captain Clarence S. Kempee, United States Navy, Hydrographer, Navy Department.

Mr. Dickerson N. Hoover, Supervising Inspector-General of the Steamboat Inspection Service, Department of Commerce.

Mr. William D. Terrell, Chief of the Radio Division, Department of Commerce.

Rear-Admiral John G. Tawresey, Construction Corps, United States Navy (Retired), United States Shipping Board.

Mr. Herbert B. Walker, President of the American Steamship Owners' Association.

Mr. Henry G. Smith, President of the National Council of American Shipbuilders.

Captain Charles A. McAllister, President of the American Bureau of Shipping.

The Government of Finland:

Baron Gustaf Wrede, President of the Shipping Board.

Captain Väinö Bergman, Inspector of Shipping.

Consul Karl Kurten, Manager of the Finnish Shipowners' Association.

The Government of France:

Mr. Rio, Senator and former Minister.

Captain Haarbleicher, Naval Construction Corps, Director of Mercantile Shipping Service, Department of Public Works.

Commander Marie, Naval Construction Corps, Direction of Mercantile Shipping.

Captain Thouroude, Naval Attaché to the French Embassy in London.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Sir Herbert W. Richmond, Vice-Admiral, Royal Navy.

Sir Westcott Abell, Professor of Naval Architecture, Armstrong College, Newcastle-on-Tyne.

Mr. A. L. Ayre, Vice-President of the Shipbuilding Employers' Federation.

Captain F. W. Bate, Professional Officer, Mercantile Marine Department, Board of Trade.

Mr. C. H. Boyd, Mercantile Marine Department, Board of Trade.

Sir William C. Currie, President of the Chamber of Shipping of the United Kingdom.

Mr. A. J. Daniel, Principal Ship Surveyor, Board of Trade.
Sir Norman Hill, Chairman of the Merchant Shipping Advisory Committee.
Sir Charles Hipwood, Principal Assistant Secretary, Mercantile Marine Department, Board of Trade.
Captain A. R. H. Morrell, Trinity House.

The Government of India:
Sir Geoffrey L. Corbett, Commerce Department, Government of India.
Captain E. V. Whish, Port Officer, Bombay.
Mr. M. A. Master, General Manager of the Scindia Steam Navigation Company.

The Government of Italy:
Lieut.-General of Port G. Ingianni, General Director of the Mercantile Marine.
Vice-Admiral A. Alessio, Chief of the Technical Inspectorate of the Mercantile Marine.
Count D. Rogeri di Villanova, Counsellor to the Italian Embassy in London.
Dr. T. C. Giannini, Counsellor of Emigration.
Major-General of Port F. Marena, Vice-Inspector of Harbour Master Offices.
Engineer-General E. Ferretti, Chief of the Technical Office of the Italian Naval and Aeronautical Register.
Mr. G. Gneme, Chief of the Telegraph Service of the General Direction of Postal and Telegraphic Services.
Commander L. Biancheri, Royal Italian Navy.

The Government of Japan:
Mr. Yukio Yamamoto, Inspector-General of the Mercantile Marine Bureau, Expert in the Department of Communications.
Captain Shichihei Ota, Imperial Japanese Navy.
Mr. Itaro Ishii, First Class Secretary of Embassy.

The Government of Norway:
Mr. B. Vogt, Norwegian Minister in London.
Mr. L. T. Hansen, Director of the Department of Shipping, Ministry of Commerce and Navigation.
Mr. J. Schönheyder, Surveyor-in-Chief of the Ship and Engineer Division, Ministry of Commerce and Navigation.
Mr. Arth H. Mathiesen, Vice-President of the Norwegian Shipowners' Association.
Captain N. Marstrander, Chairman of the Board of the Norwegian Masters' Association.
Mr. A. Birkeland, Manager of the Norwegian Seamen's and Firemen's Union.

The Government of the Netherlands:

Vice-Admiral C. Fock, Inspector-General of Navigation.

Mr. C. H. de Goeje, Ex-Inspector-General of Navigation, Netherland East Indies.

Mr. A. van Driel, Adviser on Naval Architecture, Shipping Inspection Service.

Mr. J. A. Bland van den Berg, Inspector of Coastal and Ships' Radiotelegraphy.

Mr. Phs. van Ommeren, Junior, Chairman of Phs. van Ommeren, Ltd.

Mr. H. G. J. Uilkens, ex-Commodore of the Netherland Steamship Company.

The Government of Sweden:

Baron Palmstierna, Swedish Minister in London.

Mr. Nils Gustaf Nilsson, Assistant Under-Secretary in the Board of Trade.

Captain Erik Axel Fredrik Eggert, Maritime Expert to the Social Board.

The Government of the Union of Socialist Soviet Republics:

Mr. Jan Lvovitch Arens, Counsellor to the U.S.S.R. Embassy in Paris.

Captain Karl Pavlovitch Eggi, Commander of the Ice-breaker „Lenin", Soviet Merchant Fleet (Sovtorgfiot).

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Chapter I.

Preliminary.

Article 1.

The Contracting Governments undertake to give effect to the provisions of the present Convention for the purpose of promoting safety of life at sea, to promulgate all regulations and to take all other steps which may be necessary to give the present Convention full and complete effect.

The provisions of the present Convention are completed by Regulations contained in Annex I, which have the same force and take effect at the same time as the present Convention. Every reference to the present Convention implies at the same time a reference to the Regulations annexed thereto.

Article 2.

Applications and Definitions.

1. The provisions of the present Convention shall apply to ships belonging to countries the Governments of which are Contracting Governments, and to ships belonging to territories to which the present Convention is applied under Article 62, as follows:

Chapter II. (Construction) to passenger ships (mechanically propelled) on international voyages.

Chapter III. (Life-saving Appliances) to passenger ships (mechanically propelled) on international voyages.

Chapter IV. (Radiotelegraphy) to all ships engaged on international voyages except cargo ships of less than 1,600 tons gross tonnage.

Chapter V. (Safety of Navigation) to all ships on all voyages.

Chapter VI. (Certificates) to all the ships to which Chapters II, III and IV apply.

2. The classes of ships to which each Chapter applies are more precisely defined, and the extent of the application is shown, in each Chapter.

3. In the present Convention, unless expressly provided otherwise

(a) a ship is regarded as belonging to a country if it is registered at a port of that country;

(b) the expression „Administration" means the Government of the country in which the ship is registered;

(c) an international voyage is a voyage from a country to which the present Convention applies to a port outside such country, or conversely; and for this purpose every colony, overseas territory, protectorate or territory under suzerainty or mandate is regarded as a separate country;

(d) a ship is a passenger ship if it carries more than 12 passengers;

(e) the expression „Regulations" means the Regulations contained in Annex I.

4. The present Convention, unless expressly provided otherwise, does not apply to ships of war.

Article 3.

Cases of Force Majeure.

No ship, which is not subject to the provisions of the present Convention at the time of its departure on any voyage, shall become subject to the provisions of the present Convention on account of any deviation from its intended voyage due to stress of weather or any other cause of force majeure.

Persons who are on board a ship by reason of force majeure or in consequence of the obligation laid upon the master to carry shipwrecked or other persons shall not be taken into account for the purpose of ascertaining the application to a ship of any provisions of the present Convention.

Chapter II.

Construction.

Article 4.

Application.

1. This Chapter, except where it is otherwise expressly provided, applies to new passenger ships engaged on international voyages.

2. A new passenger ship is a ship the keel of which is laid on or after the 1st July, 1931, or a ship which is converted to passenger service on or after that date, all other passenger ships being described as existing passenger ships.

3. Each Administration may, if it considers that the route and the conditions of the voyage are such as to render the application of the requirements of this Chapter unreasonable or unnecessary, exempt from the requirements of this Chapter individual ships or classes of ships belonging to its country which, in the course of their voyage, do not proceed more than 20 miles from the nearest land.

4. In the case of a passenger ship which, in the course of its voyage, does not proceed more than 200 miles from the nearest land, the Administration of the country to which the ship belongs may allow relaxations from such of the requirements of Regulations IX, X, XV and XIX as may be proved to the satisfaction of the Administration to be neither reasonable nor practicable.

5. In the case of existing passenger ships engaged on international voyages which do not already comply with the provisions of this Chapter relating to new passenger ships, the arrangements on each ship shall be considered by the Administration of the country to which the ship belongs, with a view to improvements being made to provide increased safety where practicable and reasonable.

6. In the case of passenger ships engaged on international voyages which are employed in the carriage of large numbers of unberthed passengers in special trades, such, for example, as the pilgrim trade, an Administration, if satisfied that it is impracticable to enforce compliance with the requirements of this Chapter, may exempt such ships, when they belong to its country, from those requirements on the following conditions:

(a) That the fullest provision which the circumstances of the trade will permit shall be made in the matter of construction.

(b) That steps shall be taken to formulate general rules which shall be applicable to the particular circumstances of these trades. Such rules shall be formulated in concert with such other Contracting Governments, if any, as may be directly interested in the carriage of such passengers.

7. This Chapter does not apply to ships which are not mechanically propelled or to wooden ships of primitive build, such as dhows, junks, &c.

Article 5.

Watertight Subdivision of Ships.

1. Ships shall be as efficiently subdivided as is possible having regard to the nature of the service for which they are intended. The requirements respecting subdivision are given in the following Articles and in the Regulations.

2. The degree of subdivision provided for by these requirements varies with the length of the ship and with the service, in such manner

that the highest degree of subdivision corresponds with the ships of greatest length primarily engaged in the carriage of passengers.

3. Regulations I to V indicate the method to be followed in order to determine the degree of subdivision applicable to a ship.

4. In order that the required degree of subdivision shall be maintained, a loadline corresponding to the approved subdivision draft shall be assigned and marked on the ship's sides. A ship having spaces which are specially adapted for the accommodation of passengers and the carriage of cargo alternatively may, if the owners desire, have one or more additional loadlines assigned and marked to correspond with the subdivision drafts which the Administration may approve for the alternative service conditions. The freeboard corresponding to each approved subdivision loadline, and the conditions of service for which it is approved, shall be clearly indicated on the Safety Certificate. Subdivision loadlines shall be marked and recorded in the manner provided in Regulation VII.

Article 6.

Peak and Machinery Space Bulkheads, Shaft Tunnels, &c.

All ships shall be fitted with watertight forward and after peak bulkheads and with watertight bulkheads at the extremities of the machinery space, and, in screw ships, with watertight shaft tunnels or equivalent subdivision in accordance with the provisions of Regulation VI.

Article 7.

Construction, Testing, &c.

Regulations VIII to XIII and XV to XXI prescribe rules for:

(a) the construction and testing of subdivision bulkheads, inner bottoms, watertight decks, trunks, ventilators, fireresisting bulkheads, &c.;

(b) the conditions governing openings in bulkheads, in the ship's sides and in the weather deck, and the character and use of means which shall be provided for closing these openings;

(c) the tests and the periodical inspections and operation of the means of closing openings in bulkheads and in the ship's side;

(d) exits from watertight compartments;

(e) pumping arrangements; and

(f) power for going astern and auxiliary steering apparatus.

Article 8.

Stability Test.

Every new passenger ship shall be inclined upon its completion and the elements of its stability determined. The operating personnel shall be supplied with such information on this subject as is necessary to permit efficient handling of the ship.

Article 9.

Entries in the Official Log Book.

A record of the closing and opening of watertight doors, &c., and of all inspections and drills, shall be entered in the official log books as required by Regulation XIV.

Article 10.

Initial and Subsequent Surveys of Ships.

The general principles which shall govern the survey of ships, whether new or existing, as regards hull, main and auxiliary boilers and machinery, and equipments, are stated in Regulation XXII. Each Contracting Government undertakes

(1) to draw up detailed regulations in accordance with these general principles, or to bring its existing regulations into agreement with these principles;

(2) to secure that these regulations shall be enforced.

The detailed regulations referred to in the preceding paragraph shall be in all respects such as to secure that, from the point of view of safety of life, the ship is fit for the service for which it is intended.

Chapter III.

Life-Saving appliances, &c.

Article 11.

Interpretation.

For the purposes of this Chapter:

(a) the expression „new ship" means a ship the keel of which is laid on or after the 1st July, 1931, all other ships being described as existing ships:

(b) the expression „short international voyage" means an international voyage in the course of which a ship is not more than 200 miles from the nearest land;

(c) the expression „buoyant apparatus" means buoyant deck seats, or buoyant deck chairs, or any other buoyant apparatus excepting boats, life-buoys and life-jackets.

Article 12.

Application.

1. This Chapter, except where it is otherwise expressly provided, applies to new passenger ships which are mechanically propelled and engaged on international voyages.

2. Special provisions are laid down in Articles 13, 14, 19 and 25 with regard to new passenger ships engaged on short international voyages.

3. Each Administration, if it considers that the route and the conditions of the voyage are such as to render the application of the full requirements of this Chapter unreasonable or unnecessary, may to that

extent exempt from the requirements of this Chapter individual ships or classes of ships belonging to its country which, in the course of their voyage, do not go more than 20 miles from the nearest land.

4. In the case of existing passenger ships which are mechanically propelled and engaged on international voyages and which do not already comply with the provisions of this Chapter relating to new passenger ships, the arrangements on each ship shall be considered by the Administration of the country to which the ship belongs, with a view to securing, so far as this is practicable and reasonable, compliance with the general principles set out in Article 13 not later than the 1st July, 1931, and substantial compliance with the other requirements of this Chapter.

5. In the case of passenger ships which are mechanically propelled and engaged on international voyages and which are employed in the carriage of large numbers of unberthed passengers in special trades, such, for example, as the pilgrim trade, an Administration, if satisfied that it is impracticable to enforce compliance with the requirements of this Chapter, may exempt such ships, when they belong to its country, from those requirements on the following conditions:

(a) That the fullest provision which the circumstances of the trade will permit shall be made in the matter of lifeboats and other life-saving appliances and fire protection.

(b) That all such boats and apparatus shall be readily available within the meaning of Article 13.

(c) That a life-jacket shall be provided for every person on board.

(d) That steps shall be taken to formulate general rules which shall be applicable to the particular circumstances of these trades. Such rules shall be formulated in concert with such other Contracting Governments, if any, as may be directly interested in the carriage of such passengers.

Article 13.

Lifeboats and Buoyant Apparatus.

The general principles governing the provision of lifeboats and buoyant apparatus in a ship to which this Chapter applies are that they shall be readily available in case of emergency and shall be adequate.

1. To be readily available, the lifeboats and buoyant apparatus must comply with the following conditions:

(a) They must be capable of being got into the water safely and rapidly even under unfavourable conditions of list and trim.

(b) It must be possible to embark the passengers in the boats rapidly and in good order.

(c) The arrangement of each boat and article of buoyant apparatus must be such that it will not interfere with the operation of other boats and buoyant apparatus.

2. To be adequate, the provision of lifeboats and buoyant apparatus must satisfy the following conditions:

(a) Subject to the provisions of sub-paragraph (b) of this paragraph there must be accommodation in boats for all persons on board, and there must, in addition, be buoyant apparatus for 25 per cent. of the persons on board.

(b) In the case of passenger ships engaged on short international voyages, the boats must be provided in accordance with the requirements set out in the table in Regulation XXXIX, and there must be, in addition, buoyant apparatus so that the boats and buoyant apparatus together provide accommodation for all on board as set out in Regulation XXXVIII. There must, in addition, be buoyant apparatus for 10 per cent. of the persons on board.

(c) No more boats shall be required on any passenger ship than are sufficient to accommodate all persons on board.

Article 14.

Ready Availability and Adequacy.

The arrangements for securing the principles of ready availability and adequacy mentioned in Article 13 shall be in accordance with the provisions of Regulations XXXVII, XXXVIII and XXXIX.

Article 15.

Standard types of Boats. Life Rafts. Buoyant Apparatus.

All the lifeboats, life rafts and buoyant apparatus shall comply with the conditions fixed by this Convention and Regulations XXIV to XXIX.

Article 16.

Construction of Boats.

All boats must be properly constructed, and shall be of such form and proportions that they shall have ample stability in a seaway, and sufficient freeboard when loaded with their full complement of persons and equipment.

Each boat must be of sufficient strength to enable it to be safely lowered into the water when loaded with its full complement of persons and equipment.

Article 17.

Embarkation of the Passengers in the Boats.

Suitable arrangements shall be made for embarking the passengers in the boats at an embarkation deck. There shall also be a suitable ladder provided at each set of davits.

Article 18.

Capacity of Boats and Life Rafts.

The number of persons that a boat of one of the standard types or an approved life raft or buoyant apparatus can accommodate and the

conditions of approval of life rafts and buoyant apparatus shall be ascertained in accordance with the provisions of Regulations XXX to XXXV inclusive.

Article 19.

Equipment of Boats and Life Rafts.

Regulation XXXVI prescribes the equipment for boats and life rafts.

Article 20.

Life-jackets and Life-buoys.

1. Every ship to which this Chapter applies shall carry for every person on board a life-jacket of a type approved by the Administration, and in addition, unless these life-jackets can be adapted for use by children, a sufficient number of life-jackets suitable for children.

2. Every such ship shall also carry life-buoys of a type approved as aforesaid to the number required by Regulation XL.

3. A life-jacket or life-buoy shall not be approved by an Administration unless it satisfies the requirements of Regulation XL applicable to life-jackets and life-buoys respectively.

4. In this Article the expression „life-jacket" included any appliance capable of being fitted on the body, having the same buoyancy as a life-jacket.

Article 21.

Means of Ingress and Egress. Emergency Lighting.

1. Proper arrangements shall be made for ingress to and egress from the different compartments, decks, &c.

2. Provision shall be made for an electric or other system of lighting, sufficient for all requirements of safety, in the different parts of the ship, and particularly upon the decks on which the lifeboats are stowed. On ships in which the boat deck is more than 9.15 metres (30 feet) above the waterline at the lightest seagoing draught, provision shall be made for the illumination from the ship of the lifeboats when alongside and in process of or immediately after being launched. There must be a self-contained source capable of supplying, when necessary, this safety lighting system, and placed in the upper parts of the ship above the bulkhead deck.

3. The exit from every main compartment occupied by passengers or crew shall be continuously lighted by an emergency lamp. The power for these emergency lamps shall be so arranged that they will be supplied from the independent installation referred to in the preceding paragraph in the event of failure of the main generating plant.

Article 22.

Certificated Lifeboatmen. Manning of the Boats.

1. In every ship to which this Chapter applies there must be, for any boat or life raft carried in order to comply with this Chapter, such

number of certificated lifeboatmen as is required by Regulation XLI for that boat.

2. The allocation of the certificated lifeboatmen to each boat and life raft remains within the discretion of the master, according to the circumstances.

3. By „certificated lifeboatman“ is meant any member of the crew who holds a certificate of efficiency issued under the authority of the Administration in accordance with the conditions laid down in the aforementioned Regulation.

4. The manning of the boats shall be as prescribed in Regulation XLII.

Article 23.

Line-Throwing Appliances.

Every ship to which this Chapter applies shall carry a linethrowing appliance of a type approved by the Administration.

Article 24.

Dangerous Goods. Fire Protection.

1. The carriage, either as cargo or ballast, of goods which by reason of their nature, quantity, or mode of stowage, are, either singly, or collectively, liable to endanger the lives of the passengers or the safety of the ship, is forbidden.

This provision does not apply to the ship's distress signals, nor to the carriage of naval or military stores for the public service of the State under conditions authorised by the Administration.

Each Administration shall, from time to time by official notice, determine what goods are to be considered dangerous goods, and shall indicate the precautions which must be taken in the packing and stowage thereof.

2. The arrangements to be made for the detection and extinction of fire shall be as prescribed in Regulation XLIII.

Article 25.

Muster Roll and Drills.

Special duties for the event of an emergency shall be allotted to each member of the crew.

The muster list shall show all these special duties and shall indicate, in particular, the station to which each man must go, and the duties that he has to perform.

Before the vessel sails, the muster list shall be drawn up and exhibited, and the proper authority shall be satisfied that the muster list has been prepared for the ship. It shall be posted in several parts of the ship, and in particular in the crew's quarters.

Regulations XLIV and XLV prescribe the conditions under which musters of the crew and drills shall take place.

Chapter IV.

Radiotelegraphy.

Article 26.

Application and Definition.

1. This Chapter applies to all ships engaged on international voyages except cargo ships of less than 1,600 tons gross tonnage.

2. For the purposes of this Chapter a cargo ship means any ship not being a passenger ship.

Article 27.

Fitting of Radio Installation.

1. All ships to which this Chapter applies shall, unless exempted under Article 28, be fitted with a radiotelegraph installation complying with the provisions of Article 31, as follows:

(a) All passenger ships, irrespective of size.

(b) All cargo ships of 1,600 tons gross tonnage and upwards.

2. Each Administration may delay the application of the provisions of paragraph 1 (b) to cargo ships belonging to its country of less than 2,000 tons gross tonnage for a period not exceeding five years from the date of the coming into force of the present Convention.

Article 28.

Exemptions from the Requirements of Article 27.

1. Each Administration may, if it considers that the route and the conditions of the voyage are such as to render a radiotelegraph installation unreasonable or unnecessary, exempt ships belonging to its country from the requirements of Article 27 as follows:

I. Passenger ships.

(a) Individual passenger ships or classes of passenger ships which, in the course of their voyage, do not go more than

(i) 20 miles from the nearest land;

or

(ii) 200 miles in the open sea between two consecutive ports.

(b) Passenger ships which make voyages entirely within the restricted areas specified in the Annex to this Article.

II. Cargo Ships.

Individual cargo ships or classes of cargo ships which, in the course of their voyage, do not go more than 150 miles from the nearest land.

2. Each Administration may, in addition, exempt ships belonging to its country of the following classes:

I. Barges in tow and existing sailing ships.

An existing sailing ship is one the keel of which is laid before the 1st July, 1931.

II. Ships of primitive build, such as dhows, junks, &c., if it is practically impossible to fit them with a radiotelegraph installation.

III. Ships which are not normally engaged on international voyages, but which in exceptional circumstances are required to undertake a single voyage of that kind.

Annex to Article 28.

1. The Baltic Sea and approaches thereto East of a line drawn from Utsire (Norway) in the North to Texel (Netherlands) in the South, outside the territorial jurisdiction of the Union of Socialist Soviet Republics.

2. The portions of the Gulf of Tartary and the Sea of Okhotsk covered in voyages between ports in Hokkaido and ports in Japanese Sakhalin.

3. The Chosen (Tyosen) Strait between a line in the North drawn from Kawajiri Misaki (Cape Natsungu) to Fusan, and a line in the South drawn from Nagasaki to Giffard Island (off the South-West point of Quelpart Island) and thence to Tin To (Amherst Island).

4. The Yellow Sea North of Parallel 37° North.

5. The Formosa Strait between a line in the North drawn from Fuki Kaku (Syauki Point) to Foochow and a line in the South drawn from South Cape (the South point of Formosa) to Hong Kong.

6. The area within the following limits:

Parallel 10° N. from long. 94° E. to the coast of Asia, coast of Asia to Saigon (Cape Tiwan), straight lines between Cape Tiwan, lat. 4° 30′ N. long. 110° E., south point of Palawan Island, Palmas (Miangas) Island, lat. 0° long. 140° E., lat. 0° long. 148° E., lat. 10° S. long. 148° E., Cape York, north coast of Australia from Cape York to Port Darwin (Cape Charles), straight lines between Cape Charles, Ashmore Reef (East Island), lat. 10° S. long. 109° E., Christmas Island, lat. 2° N. long. 94° E., lat. 10° N. long. 94° E., outside the territorial jurisdiction of Australia and of the United States of America.

7. The Caribbean Sea, outside the territorial jurisdiction of the United States of America, in relation to voyages made by sailing ships only.

8. The area of the South Pacific Ocean bounded by the Equator, Meridian 130° W., Parallel 34° S., and the coast of Australia, outside the territorial jurisdiction of Australia.

9. The Tong King Gulf and portions of the China Sea lying to the West of a line drawn from Hong Kong to Lat. 17° N. Long. 110°. E., thence due South to Latitude 10° N., and thence West to Saigon.

10. The portions of the Indian Ocean covered in voyages between ports in Madagascar, Reunion and the Mauritius Islands.

11. The portions of the North Atlantic Ocean and Mediterranean Sea covered in voyages between Casablanca (Morocco) and Oran (Algeria) and intermediate ports.

Article 29.

Watches.

1. Passenger Ships.

Each passenger ship which, in accordance with Article 27, is required to be fitted with a radiotelegraph installation, shall, for safety purposes, carry a qualified operator, and, if not fitted with an auto-alarm, shall, whilst at sea, keep watches by means of a qualified operator or a certified watcher, as under:

(a) All passenger ships under 3,000 tons gross tonnage, as determined by the Administration concerned;

(b) All passenger ships of 3,000 tons gross tonnage and over, continuous watch.

Each Administration is authorised to exempt passenger ships belonging to its country from 3,000 tons to 5,500 tons gross tonnage, both included, from the requirement of a continuous watch for a period not exceeding one year from the date of the coming into force of the present Convention, provided that during the period of such exemption they shall maintain a watch of at least 8 hours per day.

2. Cargo Ships.

Each cargo ship which, in accordance with Article 27, is required to be fitted with a radiotelegraph installation, shall, for safety purposes, carry a qualified operator, and, if not fitted with an auto-alarm, shall, whilst at sea, keep watches by means of a qualified operator or a certified watcher, as under:

(a) All cargo ships under 3,000 tons gross tonnage, as determined by the Administration concerned;

(b) Cargo ships from 3,000 to 5,500 tons gross tonnage, both included, at least 8 hours' watch per day;

(c) Cargo ships over 5,500 tons gross tonnage, continuous watch.

Each Administration is authorised to exempt ships belonging to its country included in (c) above from the requirement of a continuous watch for a period not exceeding one year from the date of the coming into force of the present Convention, provided that during the period of such exemption they shall maintain a watch of at least 8 hours per day.

Each Administration is also authorised to exempt ships belonging to its country from 5,500 tons to 8,000 tons gross tonnage from the requirement of a continuous watch for a further period of one year, provided that during this further period of exemption they shall maitain a watch of at least 16 hours per day.

3. On all ships fitted with an auto-alarm this auto - alarm shall, whilst the ship is at sea, always be in operation when the operator or watcher is not on watch.

On ships for which the hours of watch are to be determined by the Administration concerned, such watch should be maintained preferable at hours prescribed for radiotelegraph service by the International Radiotelegraph Convention in force.

On ships which are required to keep 8 hours' or 16 hours' watch per day, such watch shall be maintained at the hours prescribed for radiotelegraph service by the International Radiotelegraph Convention in force.

4. By auto-alarm is meant an automatic alarm receiver which complies with the requirements of Artiche 19, § 21, of the General Regulations annexed to the International Radiotelegraph Convention, 1927.

5. By qualified operator is meant a person holding a certificate complying with the provisions of the General Regulations annexed to the International Radiotelegraph Convention in force.

6. By certified watcher is meant any person holding a watcher's certificate issued under the authority of the Administration.

Article 30.

Watchers.

1. A watcher's certificate shall not be granted by a Contracting Government unless the applicant proves that he is capable

(a) of receiving and understanding the alarm, distress, safety and urgency signals when these signals occur among a series of other signals;

(b) of correct reception by ear of code groups (mixed letters, figures and punctuation marks) at a speed of sixteen groups per minute, each group being composed of five characters and each figure or punctuation mark counting as two characters;

(c) of regulating the receivers used in the ship's radiotelegraph installation.

2. The Contracting Governments undertake to take steps to ensure that certified watchers observe the secrecy of correspondence.

Article 31.

Technical Requirements.

The radiotelegraph installations required by Article 27 above and the direction-finding apparatus required by Article 47 shall comply with the following requirements:

1. The ship's station must be placed in accordance with the detailed Regulations of the Government of the country to which the ship belongs, in the upper part of the ship in a position of the greatest possible safety, as high as practicable above the deepest load water line.

2. There shall be provided, between the bridge of the ship and the wireless telegraph room, means of communication either by voice pipe or by telephone or in some other manner equally efficient.

3. A reliable clock with a seconds hand must be provided in the wireless telegraph room.

4. A reliable emergency light must be provided in the wireless telegraph room.

5. The installation shall comprise a main installation and an emergency (reserve) installation. If, however, the main installation com-

plies with all the requirements of an emergency (reserve) installation the latter is not then obligatory.

6. The main and emergency (reserve) installations must be capable of transmitting and receiving on the frequencies (wave lengths) and types of waves assigned by the International Radiotelegraph Convention in force for the purpose of distress and safety of navigation to ships compulsorily fitted with radiotelegraph installations in accordance with the present Convention.

7. The main and emergency (reserve) transmitters shall have a note frequency of at least 100.

8. The main transmitter shall have a normal range of 100 nautical miles, that is to say, it must be capable of transmitting clearly perceptible signals from ship to ship over a range of at least 100 nautical miles by day under normal conditions and circumstances, the receiver being assumed to be one employing a rectifier of the crystal type without amplification.*)

9. Sufficient power must be available in a ship station at all times to operate the main radiotelegraph installation efficiently under normal conditions over the above range.

10. All parts of the emergency (reserve) installation shall be placed in the upper part of the ship in a position of the greatest possible safety, as high above the deepest load water line as practicable. The emergency (reserve) installation must be provided with a source of energy independent of the propelling power of the ship and of the main electricity system and must be capable of being put into operation rapidly and of working for at least six continuous hours.

For the emergency (reserve) installation, the normal range as defined in paragraph 8 above must be at least 80 nautical miles for ships required to maintain a continuous watch and at least 50 nautical miles for all other ships.*)

11. The receiving installation must permit of the reception of such of the waves used for the transmission of time signals and meteorological messages as may be considered necessary by the Administration.

12. The receiver must be so arranged as to be capable of maintaining reception by means of a rectifier of the crystal type.

---

*) Unless a more precise and practical method is available to determine the range of transmitters it is recommended that, as a guide, the following relations between the range in nautical miles (from ship to ship under normal conditions in daytime) and the power of the ship transmitter in metre ampères for 500 kilocycles per second (600 m) be used:

100 nautical miles	60 MA
80 nautical miles	45 MA
50 nautical miles	25 MA

M being the actual height in metres of the aerial from its highest point to the load line.

A being the current in ampères measured at the base of the aerial in case of B, or fully modulated A 2, transmitters.

13. In ships in which watch is kept by means of an automatic alarm receiver a means of giving audible warning shall be provided in the wireless telegraph room, in the wireless operator's cabin, and on the bridge, which shall operate continuously after the receiver has been operated by the alarm signal or distress call until stopped. Only one switch for stopping the warning shall be provided and this shall be situated in the wireless telegraph room.

14. In such ships the wireless operator, when going off watch, shall connect the automatic alarm receiver to the aerial and test its efficiency. He shall report to the master or the officer on watch on the bridge whether it is in working order.

15. Whilst the ship is at sea the emergency source of power shall be maintained at its full efficiency and the automatic alarm receiver shall be tested at least once every 24 hours. A statement that both these requirements have been fulfilled must be inserted in the ship's official log daily.

16. A wireless log shall be carried by every ship compulsorily equipped with wireless transmitting apparatus. This document shall be kept in the wireless telegraph room, and in it shall be inserted the names of the operators and watchers as well as all incidents and occurrences connected with the wireless service which may appear to be of importance to safety of life at sea, and in particular all distress messages and distress traffic in full.

17. The direction-finding apparatus required by Article 47 shall be efficient and capable of receiving clearly perceptible signals and of taking bearings from which the true bearing and direction may be determined. It shall be capable of receiving signals on the frequencies prescribed for distress, direction finding and wireless telegraph beacons by the International Radiotelegraph Convention in force.

Efficient communication shall be provided between the apparatus and the bridge.

Article 32.

Competence.

The matters governed by the International Radiotelegraph Convention, Washington, 1927, and the Regulations annexed thereto remain, and will continue, subject to the provisions:

(1) Of that Convention and of the Regulations annexed thereto, and of any Convention and Regulations which may in the future be substituted therefor;

(2) Of the present Convention in regard to all the points in which it supplements the aforementioned documents.

Chapter V.

Safety of Navigation.

Article 33.

Application.

The provisions of this Chapter referring to ships, unless otherwise expressly provided, apply to all ships on all voyages.

Article 34.

Danger Messages.

The master of every ship which meets with dangerous ice, a dangerous derelict, a dangerous tropical storm or any other direct danger to navigation is bound to communicate the information, by all the means of communication at his disposal, to the ships in the vicinity, and also to the competent authorities at the first point of the coast with which he can communicate. It is desirable that the said information be sent in the manner set out in Regulation XLVI.

Each Administration will take all steps which it thinks necessary to ensure that when intelligence of any of the dangers specified in the previous paragraph is received, it will be promptly brought to the knowledge of those concerned and communicated to other Administrations interested.

The transmission of messages respecting the dangers specified is free of cost to the ships concerned.

Article 35.

Meteorological Services.

The Contracting Governments undertake to encourage the collection of meteorological data by ships at sea, and to arrange for their examination, dissemination and exchange in the manner most suitable for the purpose of aiding navigation.

In particular, the Contracting Governments undertake to cooperate in carrying out, as far as practicable, the following meteorological arrangements:

(a) to warn ships of gales, storms and tropical storms, both by the issue of wireless messages and by the display of appropriate signals at coastal points;

(b) to issue daily, by radio, weather bulletins suitable for shipping, containing data of existing weather conditions and forecasts;

(c) to arrange for certain selected ships to take meteorological observations at specified hours, and to transmit such observations by wireless telegraphy for the benefit of other ships and of the various official meteorological services; and to provide coast stations for the reception of the messages transmitted;

(d) to encourage all ship-masters to inform surrounding ships whenever they experience wind force of 10 or above on the Beaufort scale (force 8 or above on the decimal scale).

The information provided for in paragraphs (a) and (b) of this Article will be furnished in form for transmission in accordance with Article 31, §§ 1, 3 and 5, and Article 19, § 25, of the General Regulations annexed to the International Radiotelegraph Convention, Washington, 1927, and during transmission „to all stations“ of meteorological information, forecasts and warnings, all ship stations must conform to the provisions of Article 31, § 2, of those General Regulations.

Weather observations from ships addressed to national meteorological services will be transmitted with the priority specified in Article 3, Additional Regulations, International Radiotelegraph Convention, Washington, 1927.

Forecasts, warnings, synoptic and other meteorological reports intended for ships shall be issued and disseminated by the national service in the best position to serve various zones and areas, in accordance with mutual arrangements made by the countries concerned.

Every endeavour will be made to obtain a uniform procedure in regard to the international meteorological services specified in this Article, and, as far as is practicable, to conform to the recommendations made by the International Meteorological Organization, to which organization the Contracting Governments may refer for study and advice any meteorological questions which may arise in carrying out the present Convention.

Article 36.

Ice Patrol. Derelicts.

The Contracting Governments undertake to continue a service of ice patrol and a service for study and observation of ice conditions in the North Atlantic. Further, they undertake to take all practicable steps to ensure the destruction or removal of derelicts in the northern part of the Atlantic Ocean east of the line drawn from Cape Sable to a point in latitude 34° N. longitude 70° W. if this destruction or removal is considered necessary at the time.

The Contracting Governments undertake to provide not more than three vessels for these three services. During the whole of the ice season they shall be employed in guarding the south-eastern, southern and south-western limits of the regions of icebergs in the vicinity of the Great Bank of Newfoundland for the purpose of informing trans-Atlantic and other passing vessels of the extent of this dangerous region; for the observation and study of ice conditions in general; for the destruction or removal of derelicts; and for the purpose of affording assistance to vessels and crews requiring aid within the limits of operation of the patrol vessels.

During the rest of the year the study and observation of ice conditions shall be maintained as advisable, and one vessel shall always be available for the search for, and destruction or removal of derelicts.

Article 37.

Ice Patrol. Management and Cost.

The Government of the United States is invited to continue the management of these services of ice patrol, study and observation of ice conditions, and derelict destruction and removal. The Contracting Governments specially interested in these services, whose names are given below, undertake to contribute to the expense of maintaining and operating these services in the following proportions:

	Per cent.
Belgium	2
Canada	3
Denmark	2
France	6
Germany	10
Great Britain and Northern Ireland	40
Italy	6
Japan	1
Netherlands	5
Norway	3
Spain	1
Sweden	2
Union of Socialist Soviet Republics	1
United States of America	18

Each of the Contracting Governments has the right to discontinue its contribution to the expense of maintaining and operating these services after the 1st September, 1932. Nevertheless, the Contracting Government which avails itself of this right will continue responsible for the expense of working up to the 1st September following the date of giving notice of intention to discontinue its contribution. To take advantage of the said right it must give notice to the other Contracting Governments at least six months before the said 1st September; so that, to be free from this obligation on the 1st September, 1932, it must give notice on the 1st March, 1932, at the latest, and similarly for each subsequent year.

If, at any time, the United States Government should not desire to continue these services, or if one of the Contracting Governments should express a wish to relinquish responsibility for the pecuniary contribution defined above, or to have its percentage of obligation altered, the Contracting Governments shall settle the question in accordance with their mutual interests.

The Contracting Governments which contribute to the cost of the three above-mentioned services shall have the right by common consent to make from time to time such alterations in the provisions of this Article and of Article 36 as appear desirable.

Article 38.

Speed near Ice.

When ice is reported on, or near, his course, the master of every ship at night is bound to proceed at a moderate speed or to alter his course so as to go well clear of the danger zone.

Article 39.

North Atlantic Routes.

The practice of following recognised routes across the North Atlantic in both directions has contributed to safety of life at sea, but the

working of these routes should be further investigated and studied with a view to the introduction of such variations as experience may show to be necessary.

The selection of the routes and the initiation of action with regard to them is left to the responsibility of the steamship companies concerned. The Contracting Governments will assist the companies, when requested to do so, by placing at their disposal any information bearing on the routes which may be in the possession of the Governments.

The Contracting Governments undertake to impose on the companies the obligation to give public notice of the regular routes which they propose their vessels should follow, and of any changes made in these routes; they will also use their influence to induce the owners of all vessels crossing the Atlantic to follow, so far as circumstances will permit, the recognised routes, and to induce the owners of all vessels crossing the Atlantic bound to or from ports of the United States viâ the vicinity of the Great Bank of Newfoundland to avoid, as far as practicable, the fishing banks of Newfoundland north of latitude 43° N. during the fishing season, and to pass outside regions known or believed to be endangered by ice.

The Administration managing the ice patrol service is requested to report to the Administration concerned any ship which is observed not to be on any regular, recognised or advertised route, or which crosses the above-mentioned fishing banks during the fishing season, or which, when proceeding to or from ports of the United States, passes through regions known or believed to be endangered by ice.

Article 40.

Collision Regulations.

The Contracting Governments agree that the alterations in the International Regulations for Preventing Collisions at Sea shown in Annex II are desirable and ought to be made. The Government of the United Kindom of Great Britain and Northern Ireland is requested to forward full particulars of the alterations to the other Governments who have accepted the International Regulations for Preventing Collisions at Sea, and ascertain whether they will adopt these alterations; to report the results to the Governments represented at this Conference, and to endeavour to arrange that the revised regulations shall come in force on the 1st July, 1931.

Article 41.

Helm Orders.

The Contracting Governments agree that after midnight on the 30th June, 1931, helm or steering orders, i. e., orders to the steersman, shall on all their ships be given in the direct sense, e. g., when the ship is going ahead an order containing the word „starboard“ or „right“ or any equivalent of „starboard“ or „right“ shall only be used when it is intended, on ships as at present generally constructed and arranged, that the

wheel, the rudder-blade and the head of the ship, shall all move to the right.

Article 42.

Misuse of Distress Signals.

The use of an international distress signal, except for the purpose of indicating that a vessel is in distress, and the use of any signal which may be confused with an international distress signal, are prohibited on every ship.

Article 43.

Alarm, Distress and Urgency Signals.

The alarm signal and the distress signal may only be used by ships in serious and imminent danger which require immediate assistance. In all other cases in which assistance is required, or in which a vessel desires to issue a warning that it may become necessary to send out the alarm signal or the distress signal at a later stage, use must be made of the urgency signal (XXX) established by the International Radiotelegraph Convention, Washington, 1927.

If a ship has sent out the alarm or distress signal and subsequently finds that assistance is no longer required such ship shall immediately notify all stations concerned as provided for by the Radiotelegraph Convention in force.

Article 44.

Speed of Distress Messages.

The speed of transmission of messages in connection with cases of distress, urgency or safety, shall not exceed 16 words per minute.

Article 45.

Distress Messages. Procedure.

1. The master of a ship on receiving on his ship a wireless distress signal from any other ship, is bound to proceed with all speed to the assistance of the persons in distress, unless he is unable, or in the special circumstances of the case, considers it unreasonable or unnecessary to do so, or unless he is released under the provisions of paragraphs 3 and 4 of this Article.

2. The master of a ship in distress, after consultation, so far as may be possible, with the masters of the ships which answer his call for assistance, has the right to requisition such one or more of those ships as he considers best able to render assistance, and it shall be the duty of the master or masters of the ship or ships requisitioned to comply with the requisition by continuing to proceed with all speed to the assistance of the persons in distress.

3. A master shall be released from the obligation imposed by paragraph 1 of this Article as soon as he is informed by the master of the ship requisitioned, or, where more ships than one are requisitioned, all the masters of the ships requisitioned, that he or they are complying with the requisition.

4. A master shall be released from the obligation imposed by paragraph 1 of this Article, and, if his ship has been requisitioned, from the obligation imposed by paragraph 2 of this Article, if he is informed by a ship which has reached the persons in distress, that assistance is no longer necessary.

5. If a master of a ship, on receiving a wireless distress call from another ship, is unable, or in the special circumstances of the case considers it unreasonable or unnecessary to go to the assistance of that other ship, he must immediately inform the master of that other ship accordingly, and enter in his log-book his reasons for failing to proceed to the assistance of the persons in distress.

6. The provisions of this Article do not prejudice the International Convention for the unification of certain rules with respect to Assistance and Salvage at Sea, signed at Brussels on the 23rd September, 1910, particularly the obligation to render assistance imposed by Article 11 of that Convention.

Article 46.

Signalling Lamp.

All ships of over 150 tons gross tonnage, when engaged on international voyages, shall have on board an efficient signalling lamp.

Article 47.

Direction-Finding Apparatus.

Every passenger ship of 5,000 tons gross tonnage and upwards shall, within two years from the date on which the present Convention comes in force, be provided with an approved directionfinding apparatus (radio compass), complying with the provisions of Article 31 (17) of the present Convention.

Article 48.

Manning.

The Contracting Governments undertake, each for its national ships, to maintain, or, if it is necessary, to adopt, measures for the purpose of ensuring that, from the point of view of safety of life at sea, all ships shall be sufficiently and efficiently manned.

Chapter VI.

Certificates.

Article 49.

Issue of Certificates.

A certificate called a Safety Certificate shall be issued, after inspection and survey, to every passenger ship which complies in an efficient manner with the requirements of Chapters II, III and IV of the Convention.

A certificate called a Safety Radiotelegraphy Certificate shall be issued after inspection to every ship other than a passenger ship which

complies in an efficient manner with the requirements of Chapter IV of the present Convention.

A certificate called an Exemption Certificate shall be issued to every ship to which exemption is granted by a Contracting Government under, and in accordance with, the provisions of Chapters II, III and IV of the present Convention.

The inspection and survey of ships, so far as regards the enforcement of the provisions of the present Convention and the annexed Regulations applicable to such ships and the granting of exemptions therefrom, shall be carried out by officers of the country in which the ship is registered, provided that the Government of each country may entrust the inspection and survey of its ships either to Surveyors nominated for this purpose or to organisations recognised by it. In every case the Government concerned fully guarantees the completeness and efficiency of the inspection and survey.

A Safety Certificate, Safety Radiotelegraphy Certificate, and Exemption Certificate shall be issued either by the Government of the country in which the ship is registered or by any person or organisation duly authorised by that Government. In every case that Government assumes full responsibility for the certificate.

Article 50.

Issue of Certificate by Another Government.

A Contracting Government may, at the request of the Government of a country in which a ship coming under the present Convention is registered, cause that ship to be surveyed, and, if satisfied that the requirements of the present Convention are complied with, issue a Safety Certificate or Safety Radiotelegraphy Certificate to such ship, under its own responsibility. Any certificate so issued must contain a statement to the effect that it has been issued at the request of the Government of the country in which the ship is registered, and it shall have the same force and receive the same recognition as a certificate issued under Article 49 of the present Convention.

Article 51.

Form of Certificates.

All certificates shall be drawn up in the official language or languages of the country by which they are issued.

The form of the certificates shall be that of the models given in Regulation XLVII. The arrangement of the printed part of the standard certificates shall be exactly reproduced in the certificates issued, or in certified copies thereof, and the particulars inserted by hand shall in the certificates issued, or in certified copies thereof, be inserted in Roman characters and Arabic figures.

The Contracting Governments undertake to communicate one to another a sufficient number of specimens of their certificates for the in-

formation of their officers. This exchange shall be made, so far as possible, before the 1st January, 1932.

Article 52.

Duration of Certificates.

Certificates shall not be issued for a period of more than twelve months.

If a ship at the time when its certificate expires is not in a port of the country in which it is registered the certificate may be extended by a duly authorised officer of the country to which the ship belongs; but such extension shall be granted only for the purpose of allowing the ship to complete its return voyage to its own country, and then only in cases in which it appears proper and reasonable so to do.

No certificate shall be extended for a longer period than five months, and a ship to which such extension is granted shall not, on returning to its own country, be entitled by virtue of such extension to leave the country again without having obtained a new certificate.

Article 53.

Acceptance of Certificates.

Certificates issued under the authority of a Contracting Government shall be accepted by the other Contracting Governments for all purposes covered by the present Convention. They shall be regarded by the other Contracting Governments as having the same force as the certificates issued by them to their own ships.

Article 54.

Control.

Every ship holding a certificate issued under Article 49 or Article 50 is subject, in the ports of the other Contracting Governments to control by officers duly authorised by such Governments in so far as this control is directed towards verifying that there is on board a valid certificate, and if necessary, that the conditions of the vessel's seaworthiness correspond substantially with the particulars of that certificate, that is to say, so that the ship can proceed to sea without danger to the passengers and the crew.

In the event of this control giving rise to intervention of any kind, the officer carrying out the control shall forthwith inform the Consul of the country in which the ship is registered of all the circumstances in which intervention is deemed to be necessary.

Article 55.

Privileges.

The privileges of the present Convention may not be claimed in favour of any ship unless it holds a proper valid certificate.

Article 56.

Qualification of Certificate.

If in the course of a particular voyage the ship has on board a number of crew and passengers less than the maximum number which the ship is licensed to carry, and is in consequence, in accordance with the provisions of the present Convention, free to carry a smaller number of life-boats and other life-saving appliances than that stated in the certificate, a memorandum may be issued by the officers or other authorised persons referred to in Articles 49 and 52 above.

This memorandum shall state that in the circumstances there is no infringement of the provisions of the present Convention. It shall be annexed to the certificate and shall be substituted for it in so far as the life-saving appliances are concerned. It shall be valid only for the particular voyage in regard to which it is issued.

Chapter VII.

General provisions.

Article 57.

Equivalents.

Where in the present Convention it is provided that a particular fitting, appliance or apparatus, or type thereof, shall be fitted or carried in a ship, or that any particular arrangement shall be adopted, any Administration may accept in substitution therefor any other fitting, appliance or apparatus, or type thereof, or any other arrangement, provided that such Administration shall have been satisfied by suitable trials that the fitting, appliance or apparatus, or type thereof, or the arrangement substituted is at least as effective as that specified in the present Convention.

Any Administration which so accepts a new fitting, appliance or apparatus, or type thereof, or new arrangement, shall communicate the fact to the other Administrations, and, upon request, the particulars thereof, together with a report on the trials made.

Article 58.

Laws, Regulations, Reports.

The Contracting Governments undertake to communicate to each other

(1) the text of laws, decrees and regulations which shall have been promulgated on the various matters within the scope of the present Convention;

(2) all available official reports or official summaries of reports in so far as they show the results of the provisions of the present Convention, provided always that such reports or summaries are not of a confidential nature.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is invited to serve as an intermediary for collecting all this information and for bringing it to the knowledge of the other Contracting Governments.

Article 59.

Measures taken after Agreement.

Where the present Convention provides that a measure may be taken after agreement between all or some of the Contracting Governments, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is invited to approach the other Contracting Governments with a view to ascertaining whether they accept such proposals as may be made by any Contracting Government for effecting such a measure, and to inform the other Contracting Governments of the results of the enquiries thus made.

Article 60.

Prior Treatis and Conventions.

1. The present Convention replaces and abrogates the Convention for the Safety of Life at Sea, which was signed at London on the 20th January, 1914.

2. All other treaties, conventions and arrangements relating to safety of life at sea, or matters appertaining thereto, at present in force between Governments parties to the present Convention, shall continue to have full and complete effect during the terms thereof as regards

(a) ships to which the present Convention does not apply;

(b) ships to which the present Convention applies, in respect of subjects for which it has not expressly provided.

To the extent, however, that such treaties, conventions or arrangements conflict with the provisions of the present Convention, the provisions of the present Convention shall prevail.

3. All subjects which are not expressly provided for in the present Convention remain subject to the legislation of the Contracting Governments.

Article 61.

Modifications. Future Conferences.

1. Modifications of the present Convention which may be deemed useful or necessary improvements may be at any time proposed by any Contracting Government to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and such proposals shall be communicated by the latter to all the other Contracting Governments, and if any such modifications are accepted by all the Contracting Governments (including Governments which have deposited ratifications or accessions which have not yet become effective) the present Convention shall be modified accordingly.

2. Conferences for the purpose of revising the present Convention shall be held at such times and places as may be agreed upon by the Contracting Governments.

A Conference for this purpose shall be convoked by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland whenever, after the present Convention has been in force for five years, one-third of the Contracting Governments express a desire to that effect.

Chapter VIII.

Final provisions.

Article 62.

Application to Colonies, &c.

1. A Contracting Government may, at the time of signature, ratification, accession or thereafter, by a declaration in writing addressed to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, declare its desire that the present Convention shall apply to all or any of its colonies, overseas territories, protectorates or territories under suzerainty or mandate, and the present Convention shall apply to all the territories named in such declaration, two months after the date of the receipt thereof, but failing such declaration, the present Convention will not apply to any such territories.

2. A Contracting Government may at any time by a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland express its desire that the present Convention shall cease to apply to all or any of its colonies, overseas territories, protectorates or territories under suzerainty or mandate to which the present Convention shall have, under the provisions of the preceding paragraph, been applicable for a period of not less than five years, and in such case the present Convention shall cease to apply one year after the date of the receipt of such notification by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to all territories mentioned therein.

3. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall inform all the other Contracting Governments of the application of the present Convention to any colony, overseas territory, protectorate or territory under suzerainty or mandate under the provisions of paragraph 1 of this Article, and of the cessation of any such application under the provisions of paragraph 2, stating in each case the date from which the present Convention has become or will cease to be applicable.

Article 63.

Authentic Texts. Ratification.

The present Convention of which both the English and French texts shall be authentic shall bear this day's date.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland which will notify all the other signatory or acceding Governments of all ratifications deposited and the date of their deposit.

Article 64.

Accession.

A Government (other than the Government of a territory to which Article 62 applies) on behalf of which the present Convention has not been signed shall be allowed to accede thereto at any time after the Convention has come into force. Accessions may be effected by means of notifications in writing addressed to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and shall take effect three months after their receipt.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall inform all signatory and acceding Governments of all accessions received and of the date of their receipt.

A Government which intends to accede to the present Convention but desires to add an area to those specified in the Annex to Article 28 shall, before notifying its accession, inform the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of its desire for communication to all the other Contracting Governments. If all the Contracting Governments signify their assent thereto, the area shall be added to those mentioned in the aforesaid Annex when such Government notifies its accession.

Article 65.

Date of coming into Force.

The present Convention shall come into force on the 1st July, 1931, as between the Governments which have deposited their ratifications by that date, and provided that at least five ratifications have been deposited with the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. Should five ratifications not have been deposited on that date, the present Convention shall come into force three months after the date on which the fifth ratification is deposited.*) Ratifications deposited after the date on which the present Convention has come into force shall take effect three months after the date of their deposit.

Article 66.

Denunciation.

The present Convention may be denounced on behalf of any Contracting Government at any time after the expiration of five years from the date on which the Convention comes into force in so far as that Government is concerned. Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, which will notify all the other Contracting Governments of all denunciations received and of the date of their receipt.

A denunciation shall take effect twelve months after the date on which notification thereof is received by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

*) The Convention will come into force on 1st January, 1933.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed hereafter.

Done at London this thirty-first day of May, 1929, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, which shall transmit certified true copies thereof to all signatory Governments.

Sthamer.
Gustav Koenigs.
Arthur Werner.
Walter Laas.
Otto Riess.
Hermann Giess.
Hugo Dominik.

Henry James Feakes.
Thomas Free.

A. de Gerlache de Gomery.
G. de Winne.

A. Johnston.
Lucien Pacaud.

Emil Krogh.
V. Lorck.

Javier de Salas.

John Whelan Dulanty.
E. C. Foster.

Wallace H. White.
Arthur J. Tyrer.
Charles M. Barnes.
Geo. H. Rock.
Clarence S. Kempff.
Dickerson N. Hoover.
W. D. Terrell.
John G. Tawresey.
Herbert B. Walker.
Charles A. McAllister.

Gustaf Wrede.
V. Bergman.
Karl Kurten.

Rio.
A. Haarbleicher.
Jean Marie.
F. Thouroude.

H. W. Richmond.
Westcott Abell.
A. L. Ayre.
F. W. Bate.
C. H. Boyd.
William C. Currrie.
A. J. Daniel.
Norman Hill.
C. Hipwood.
A. Morrell.

G. L. Corbett.
E. V. Whish.
Mansukhlal Atmaram Master.

Giulio Ingianni.
Alberto Alessio.
Delfino Rogeri di Villanova.
Torquato C. Giannini.
Francesco Marena.
Ernesto Ferretti.
G. Gneme.
Luigi Biancheri.

Yukio Yamamoto.
Shichihei Ota.
Itaro Ishii.

B. Vogt.
L. T. Hansen.
Arth H. Mathiesen.

C. Fock.
C. H. de Goeje.
A. van Driel.
J. A. Bland-v.-d.-Berg.
Phs. van Ommeren.
H. G. J. Uilkens.

Erik Palmstierna.
Nils Gustaf Nilsson.

J. Arens.
K. Eggi.

Annex I.

Regulations.

Construction.

Regulation I.

Definitions.

(1) The subdivision loadline is the waterline used in determining the subdivision of the ship.

The deepest subdivision loadline is that which corresponds to the greatest draught.

(2) The length of the ship is the length measured between perpendiculars taken at the extremities of the deepest subdivision loadline.

(3) The breadth of the ship is the extreme width from outside of frame to outside of frame at or below the deepest subdivision loadline.

(4) The bulkhead deck is the uppermost deck up to which the transverse watertight bulkheads are carried.

(5) The margin line is a line drawn parallel to the bulkhead deck at side and 3 inches (76 millimetres) below the upper surface of that deck at side.

(6) The draught is the vertical distance from the top of keel amidships to the subdivision loadline in question.

(7) The permeability of a space is the percentage of that space which can be occupied by water.

The volume of a space which extends above the margin line shall be measured only to the height of that line.

(8) The machinery space is to be taken as extending from the top of keel to the margin line and between the extreme main transverse watertight bulkheads bounding the spaces devoted to the main and auxiliary propelling machinery, boilers when installed, and all permanent coal bunkers.

(9) Passenger spaces are those which are provided for the accommodation and use of passengers, excluding baggage, store, provision and mail rooms.

For the purposes of Regulations III and IV, spaces provided below the margin line for the accommodation and use of the crew shall be regarded as passenger spaces.

(10) In all cases volumes shall be calculated to moulded lines.

Regulation II.

Floodable Length.

(1) The floodable length at any point of the length of a ship shall be determined by a method of calculation which takes into consideration the form, draught and other characteristics of the ship in question.

(2) In a ship with a continuous bulkhead deck, the floodable length at a given point is the maximum portion of the length of the ship, having its centre at the point in question, which can be flooded under the definite

assumptions hereafter set forth in Regulation III without the ship being submerged beyond the margin line.

(3) In the case of a ship not having a continuous bulkhead deck, the floodable length at any point may be determined to an assumed continuous margin line, up to which, having regard to sinkage and trim after damage, the sides of the ship and the bulkheads concerned are carried watertight.

Regulation III.

Permeability.

(1) The definite assumptions referred to in Regulation II relate to the permeabilities of the spaces below the margin line.

In determining the floodable length, a uniform average permeability shall be used throughout the whole length of each of the following portions of the ship below the margin line:

(a) the machinery space as defined in Regulation I (8);

(b) the portion forward of the machinery space; and

(c) the portion abaft the machinery space.

(2) a) For steamships the uniform average permeability troughout the machinery space shall be determined from the formula

$$80 + 12 \cdot 5 \left(\frac{a - c}{v}\right), \text{ where}$$

a = volume of the passenger spaces, as defined in Regulation I (9), which are situated below the margin line within the limits of the machinery space.

c = volume of between deck spaces below the margin line within the limits of the machinery space which are appropriated to cargo, coal or stores.

v = whole volume of the machinery space below the margin line.

(a) For ships propelled by internal combustion engines, the uniform average permeability shall be taken as 5 greater than that given by the above formula.

(c) Where it is shown to the satisfaction of the Administration that the average permeability, as determined by detail calculation, is less than that given by the formula, the calculated value may be substituted. For the purposes of such calculation, the permeabilities of passenger spaces, as defined in Regulation I (9), shall be taken as 95, that of all cargo, coal and store spaces as 60, and that of double bottom, oil fuel and other tanks at such values as may be approved in each case by the Administration.

(3) The uniform average permeability throughout the portion of the ship before (or abaft) the machinery space shall be determined from the formula

$$63 + 35 \frac{a}{v}, \text{ where}$$

a = volume of the passenger spaces, as defined in Regulation I (9), which are situated below the margin line, before (or abaft) the machinery space, and

v = whole volume of the portion of the ship below the margin line before (or abaft) the machinery space.

(4) If a between deck compartment between two watertight transverse bulkheads contains any passenger or crew space, the whole of that compartment, less any space completely enclosed within permanent steel bulkheads and appropriated to other purposes, shall be regarded as passenger space. If, however, the passenger or crew space in question is completely enclosed within permanent steel bulkheads, only the space so enclosed need be considered as passenger space.

Regulation IV.

Permissible Length of Compartments.

(1) Factor of Subdivision. The maximum permissible length of a compartment having its centre at any point in the ship's length is obtained from the floodable length by multiplying the latter by an appropriate factor called the factor of subdivision.

The factor of subdivision shall depend on the length of the ship, and for a given length shall vary according to the nature of the service for which the ship is intended. It shall decrease in a regular and continuous manner

(a) as the length of the ship increases, and

(b) from a factor A, applicable to ships primarily engaged in the carriage of cargo, to a factor B, applicable to ships primarily engaged in the carriage of passengers.

The variations of the factors A and B shall be expressed by the following formulæ (i) and (ii) where L is the length of the ship as defined in Regulation I (2):

L in feet.

$$A = \frac{190}{L - 198} + \cdot 18 \quad (L = 430 \text{ and upwards}).$$

L in metres.

$$A = \frac{58 \cdot 2}{L - 60} + \cdot 18 \quad (L = 131 \text{ and upwards}). \quad \ldots\ldots\ldots\ldots \text{(i)}$$

L in feet.

$$B = \frac{100}{L - 138} + \cdot 18 \quad (L = 260 \text{ and upwards}).$$

L in metres.

$$B = \frac{30 \cdot 3}{L - 42} + \cdot 18 \quad (L = 79 \text{ and upwards}). \quad \ldots\ldots\ldots\ldots \text{(ii)}$$

(2) Criterion of Service. For a ship of given length the appropriate factor of subdivision shall be determined by the Criterion of Service

Numeral (hereinafter called the Criterion Numeral) as given by the following formulæ (iii) and (iv) where:

C_s = the Criterion Numeral;

L = length of the ship, as defined in Regulation I (2);

M = the volume of the machinery space, as defined in Regulation I (8); with the addition thereto of the volume of any permanent oil fuel bunkers which may be situated above the inner bottom and before or abaft the machinery space;

P = the whole volume of the passenger spaces below the margin line, as defined in Regulation I (9);

V = the whole volume of the ship below the margin line;

P_1 = KN where:

N = number of passengers for which the ship is to be certified, and

K = has the following values:

	Value of K.
Length in feet and volumes in cubic feet	.6 L.
Length in metres and volumes in cubic metres	.056 L.

Where the value of KN is greater than the sum of P and the whole volume of the actual passenger spaces above the margin line the lower figure may be taken provided that the value of P_1 used is not less than ⅔ KN.

When P_1 is greater than P

$$C_s = 72 \frac{M + 2P_1}{V + P_1 - P} \quad \text{(iii)}$$

and in other cases

$$C_s = 72 \frac{M + 2P}{V} \quad \text{(iv)}$$

For ships not having a continuous bulkhead deck the volumes are to be taken up to the actual margin lines used in determining the floodable lengths.

(3) Rules for Subdivision. (a) The subdivision abaft the fore peak of ships 430 feet (131 metres) in length and upwards having a criterion numeral of 23 or less shall be governed by the factor A given by formula (i); of those having a criterion numeral of 123 or more by the factor B given by formula (ii); and of those having a criterion numeral between 23 and 123 by the factor F obtained by linear interpolation between the factors A and B, using the formula:

$$F = A - \frac{(A - B)\ (C_s - 23)}{100} \quad \text{(v)}$$

Where the factor F is less than .40 and it is shown to the satisfaction of the Administration to be impracticable to comply with the factor F in a machinery compartment of the ship, the subdivision of such compartment may be governed by an increased factor, which, however, shall not exceed .40.

(b) The subdivision abaft the fore peak of ships less than 430 feet (131 metres) but not less than 260 feet (79 metres) in length having a criterion numeral equal to S, where

$$S = \frac{9382 - 20L}{34} \text{ (L in feet)} = \frac{3574 - 25L}{13} \text{ (L in metres)}$$

shall be governed by the factor unity; of those having a criterion numeral of 123 or more by the factor B given by the formula (ii); of those having a criterion numeral between S and 123 by the factor F obtained by linear interpolation between unity and the factor B, using the formula:

$$F = 1 - \frac{(1 - B)\ (C_s - S)}{123 - S} \quad \text{. . . . . (vi)}$$

(c) The subdivision abaft the fore peak of ships less than 430 feet (131 metres) but not less than 260 feet (79 metres) in length and having a criterion numeral less than S, and of all ships less than 260 feet (79 metres) in length shall be governed by the factor unity, unless it is shown to the satisfaction of the Administration to be impracticable to comply with this factor in any part of the ship, in which case, the Administration may allow such relaxation as may appear to be justified, having regard to all the circumstances.

(d) The provisions of sub-paragraph (c) shall apply also to ships of whatever length, which are to be certified to carry a number of passengers exceeding 12 but not exceeding

$$\frac{L^2 \text{ (in feet)}}{7000} \left(\frac{L^2 \text{ (in metres)}}{650}\right) \text{ or 50, whichever is the less.}$$

Regulation V.

Special Rules concerning Subdivision.

(1) A compartment may exceed the permissible length determined by the rules of Regulation IV provided the combined length of each pair of adjacent compartments to which the compartment in question is common does not exceed either the floodable length or twice the permissible length, whichever is the less.

If one of the two adjacent compartments is situated inside the machinery space, and the second is situated outside the machinery space, and the average permeability of the portion of the ship in which the second is situated differs from that of the machinery space, the combined length of the two compartments shall be adjusted to the mean average permeability of the two portions of the ship in which the compartments are situated.

Where the two adjacent compartments have different factors of subdivision, the combined length of the two compartments shall be determined proportionately.

(2) In ships 430 feet (131 metres) in length and upwards, one of the main transverse bulkheads abaft the fore peak shall be fitted at a distance from the forward perpendicular which is not greater than the permissible length.

(3) A main transverse bulkhead may be recessed provided that all parts of the recess lie inboard of vertical surfaces on both sides of the ship, situated at a distance from the shell plating equal to one-fifth the breadth of the ship, as defined in Regulation I (3), and measured at right angles to the centreline at the level of the deepest subdivision loadline.

Any part of a recess which lies outside these limits shall be dealt with as a step in accordance with the following paragraph.

(4) A main transverse bulkhead may be stepped provided that

(a) the combined length of the two compartments, separated by the bulkhead in question, does not exceed 90 per cent. of the floodable length, or

(b) additional subdivision is provided in way of the step to maintain the same measure of safety as that secured by a plane bulkhead.

(5) Where a main transverse bulkhead is recessed or stepped, an equivalent plane bulkhead shall be used in determining the subdivision.

(6) If the distance between two adjacent main transverse bulkheads, or their equivalent plane bulkheads, or the distance between the transverse planes passing through the nearest stepped portions of the bulkheads, is less than 10 feet (3.05 metres) plus 2 per cent. of the length of the ship, only one of these bulkheads shall be regarded as forming part of the subdivision of the ship in accordance with the provisions of Regulation IV.

(7) Where a main transverse watertight compartment contains local subdivision and it can be shown to the satisfaction of the Administration that, after any assumed side damage extending over a length of 10 feet (3.05 metres) plus 2 per cent. of the length of the ship, the whole volume of the main compartment will not be flooded, a proportionate allowance may be made in the permissible length otherwise required for such compartment.

In such a case the volume of effective buoyancy assumed on the undamaged side shall not be greater than that assumed on the damaged side.

(8) Where it is proposed to fit watertight decks, inner skins or longitudinal bulkheads, watertight or non-watertight, the Administration shall be satisfied that the safety of the ship will not be diminished in any respect, particularly having in view the possible listing effect of flooding in way of such structural arrangements.

Regulation VI.

Peak and Machinery Space Bulkheads, Shaft Tunnels, &c.

(1) Every ship shall have a forepeak or collision bulkhead, which shall be watertight up to the bulkhead deck. This bulkhead shall be fitted not less than 5 per cent. of the length of the ship, and not more than 10 feet (3.05 metres) plus 5 per cent. of the length of the ship from the forward perpendicular.

If the ship has a long forward superstructure, the forepeak bulkhead shall be extended weathertight to the deck next above the bulkhead deck. The extension need not be fitted directly over the bulkhead below, provided it is at least 5 per cent. of the length of the ship from the forward perpendicular, and the part of the bulkhead deck which forms the step is made effectively weathertight.

(2) An afterpeak bulkhead, and bulkheads dividing the machinery space, as defined in Regulation I (8), from the cargo and passenger spaces forward and aft, shall also be fitted and made watertight up to the bulkhead deck. The afterpeak bulkhead may, however, be stopped below the bulkhead deck, provided the degree of safety of the ship as regards subdivision is not thereby diminished.

(3) In all cases stern tubes shall be enclosed in watertight spaces. The stern gland shall be situated within a watertight shaft tunnel or other space of such volume that if flooded by leakage through the stern gland the margin line will not be submerged.

Regulation VII.

Assigning, Marking and Recording of Subdivision Loadlines.

(1) The subdivision loadlines assigned and marked under the provisions of Article 5 of the Convention shall be recorded in the Safety Certificate, and shall be distinguished by the notation C. 1 for the principal passenger condition, and C. 2, C. 3, &c., for the alternative conditions.

(2) The freeboard corresponding to each of these loadlines inserted in the Safety Certificate shall be measured at the same position and from the same deck line as the freeboards determined by recognised national Freeboard Regulations.

(3) In no case shall any subdivision loadline mark be placed above the deepest loadline in salt water as determined by the strength of the ship and/or recognised national Freeboard Regulations.

(4) Whatever may be the position of the subdivision loadline marks, a ship shall in no case be loaded so as to submerge the loadline mark appropriate to the season and locality as determined by the recognised national Freeboard Regulations.

Regulation VIII.

Construction and Initial Testing of Watertight Bulkheads, &c.

(1) Watertight subdivision bulkheads, whether transverse or longitudinal, shall be constructed in such a manner that they shall be

capable of supporting with a proper margin of resistance, the pressure due to a head of water up to the margin line in way of each bulkhead. The construction of these bulkheads shall be to the satisfaction of the Administration.

(2) Steps and recesses in bulkheads shall be watertight and as strong as the bulkhead at the place where each occurs.

Where frames or beams pass through a watertight deck or bulkhead, such deck or bulkhead shall be made structurally watertight without the use of wood or cement.

(3) Testing main compartments by filling them with water is not compulsory. A complete examination of the bulkheads shall be made by a surveyor; and, in addition, a hose test shall be made in all cases.

(4) The forepeak shall be tested with water to a head up to the deepest subdivision loadline.

(5) Double bottoms, including duct keels, and inner skins are to be subjected to a head of water up to the margin line.

(6) Tanks which are intended to hold liquids, and which form part of the subdivision of the ship, shall be tested for tightness with water to a head up to the deepest subdivision loadline or to a head corresponding to two-thirds of the depth from the top of keel to the margin line in way of the tanks, whichever is the greater; provided that in no case shall the test head be less than 3 feet (.92 metre) above the top of the tank.

Regulation IX.

Openings in Watertight Bulkheads.

(1) The number of openings in watertight bulkheads shall be reduced to the minimum compatible with the design and proper working of the ship; satisfactory means shall be provided for closing these openings.

(2) (a) Where pipes, scuppers, electric-light cables, &c., are carried through watertight subdivision bulkheads, arrangements shall be made to ensure the integrity of the watertightness of the bulkheads.

(b) Sluice valves shall not be permitted in the watertight subdivision bulkheads.

(3) (a) No doors, manholes, or access openings are permitted

(i) in the collision bulkhead below the margin line;

(ii) in watertight transverse bulkheads dividing a cargo space from an adjoining cargo space or from a permanent or reserve bunker, except as provided in paragraph (7).

(b) The collision bulkhead may be pierced below the margin line by not more than one pipe for dealing with fluid in the fore peak tank, provided that the pipe is fitted with a screwdown valve capable of being operated from above the bulkhead deck, the valve chest being secured inside the fore peak to the collision bulkhead.

(4) (a) Watertight doors fitted in bulkheads between permanent and reserve bunkers, shall be always accessible, except as provided in subparagraph 9 (b) for between deck bunker doors.

(b) Satisfactory arrangements shall be made by means of screens or otherwise, to prevent the coal from interfering with the closing of watertight bunker doors.

(5) Within the machinery space and apart from bunker and shaft tunnel doors, not more than one door may be fitted in each main transverse bulkhead for intercommunication. These doors shall be located so as to have the sills as high as practicable.

(6) (a) The only types of watertight doors permissible are hinged doors, sliding doors, and doors of other equivalent patterns, excluding plate doors secured only by bolts.

(b) A hinged door shall be fitted with catches workable from each side of the bulkhead.

(c) A sliding door may have a horizontal or vertical motion. If required to be hand operated only, the gearing shall be capable of being worked at the door itself and also at an accessible position above the bulkhead deck.

(d) If a door is required to be closed by dropping or by the action of a dropping weight, it shall be fitted with a suitable arrangement to regulate the closing movement, and the gearing shall be so arranged that the door can be released both at the door itself and at an accessible position above the bulkhead deck. Hand gear shall also be provided, so arranged as to operate at the door itself and above the bulkhead deck, and also, so that after being disengaged for dropping, it can be quickly re-engaged from either the upper or the lower position.

(e) If a door is required to be power operated from a central control, the gearing shall be so arranged that the door can be operated by power also at the door itself. The arrangement shall be such that the door will close automatically if opened by the local control after being closed from the central control, and also such that any door can be kept closed by local arrangements, which will prevent that door from being opened from the central control. Such power operated doors shall be provided with hand gear, workable both at the door itself and from an accessible position above the bulkhead deck.

(f) In all classes of doors indicators shall be fitted at all operating stations other than at the door itself, showing whether the door is opened or closed.

(7) (a) Hinged watertight doors in passenger, crew, and working spaces are only permitted above a deck, the underside of which, at its lowest point at side, is at least 7 feet (2.13 metres) above the deepest subdivision loadline, and they are not permitted in those spaces below such deck.

(b) Hinged watertight doors of satisfactory construction may be fitted in bulkheads dividing cargo between deck spaces, in levels in which side cargo doors would be permitted under the provisions of Regulation X (11). These doors shall be closed before the voyage commences and shall be kept closed during the voyage, and the time of opening such doors in

port and of closing them before the ship leaves port shall be entered in the official log book. Where it is proposed to fit such doors, the number and arrangements shall receive the special consideration of the Administration, and a statement shall be required from the owners certifying as to the absolute necessity of such doors.

(8) All other watertight doors shall be sliding doors.

(9) (a) When any watertight doors which may be sometimes opened at sea, excluding those at the entrances of tunnels, are fitted in the main transverse watertight bulkheads at such a height that their sills are below the deepest subdivision loadline, the following rules shall apply:

(I.) When the number of such doors exceeds 5 all the watertight sliding doors shall be power operated and shall be capable of being simultaneously closed from a station situated on the bridge, simultaneous closing of these doors being preceded by a warning sound signal.

(II.) When the number of such doors does not exeed 5

(i) if the criterion numeral does not exceed 30, all the watertight sliding doors may be operated by hand only;

(ii) if the criterion numeral exceeds 30, but does not exceed 60, all the watertight sliding doors may be either dropping doors fitted with releasing and hand gear operated at the door and from above the bulkhead deck or doors operated by power.

(iii) if the criterion numeral exceeds 60, all the watertight sliding doors shall be operated by power.

(b) If watertight doors which have sometimes to be open at sea for the purpose of trimming coal are fitted between bunkers in the between-decks below the bulkhead deck, these doors shall be operated by power. The opening and closing of these doors shall be recorded in the official log book.

(c) When trunkways in connection with refrigerated cargo are carried through more than one main transverse watertight bulkhead, and the sills of the openings are less than 7 feet (2.13 metres) above the deepest subdivision loadline, the watertight doors at such openings shall be operated by power.

(10) Portable plates on bulkheads shall not be permitted except in machinery spaces. Such plates shall always be in place before the ship leaves port, and shall not be removed at sea except in case of urgent necessity. The necessary precautions shall be taken in replacing them to ensure that the joints shall be watertight.

(11) All watertight doors shall be kept closed during navigation except when necessarily opened for the working of the ship, and shall always be ready to be immediately closed.

(12) Where trunkways or tunnels for access from crew's accommodation to the stokehold, for piping, or for any other purpose are carried through main transverse watertight bulkheads, they shall be watertight

and in accordance with the requirements of Regulation XII. The access to at least one end of each such tunnel or trunkway, if used as a passage at sea, shall be through a trunk extending watertight to a height sufficient to permit access above the margin line. The access to the other end of the trunkway or tunnel may be through a watertight door of the type required by its location in the ship. Such trunkways or tunnels shall not extend through the first subdivision bulkhead abaft the collision bulkhead.

Where it is proposed to fit tunnels or trunkways for forced draft, piercing main transverse watertight bulkheads, these shall receive the special consideration of the Administration.

Regulation X.

Openings in Ship's Sides below the Margin Line.

(1) The arrangement and efficiency of the means for closing any opening in the ship's sides shall be consistent with its intended purpose and the position in which it is fitted and generally to the satisfaction of the Administration.

(2) (a) If in a between decks, the sills of any sidescuttles are below a line drawn parallel to the bulkhead deck at side and having its lowest point 2½ per cent. of the breadth of the ship above the deepest subdivision loadline, all sidescuttles in that between deck shall be of a non-opening type.

(b) If in a between decks, the sills of any sidescuttles other than those required to be of a non-opening type by sub-paragraph (a) are below a line drawn parallel to the bulkhead deck at side and having its lowest point at a height of 12 feet (3.66 metres) plus 2½ per cent. of the breadth of the ship above the deepest subdivision loadline, all sidescuttles in that between decks shall be of such construction as will effectively prevent any person opening them without the consent of the master of the ship.

(c) Other sidescuttles may be of any ordinary opening type.

(d) If in a between decks, the sills of any of the sidescuttles referred to in sub-paragraph (b) are below a line drawn parallel to the bulkhead deck at side and having its lowest point 4½ feet (1.37 metres), plus 2½ per cent. of the breadth of the ship above the loadline at which the ship is floating on her departure from any port, all the sidescuttles in that between decks shall be closed watertight and locked before the ship leaves port and they shall not be opened during navigation.

The time of opening such sidescuttles in port and of closing and locking them before the ship leaves port shall be entered in the official log book.

The Administration may indicate the limiting mean draught at which these sidescuttles will have their sills above the line defined in this paragraph and at which it will be permissible to open them at sea on the responsibility of the master. In tropical waters in fair weather this limiting draught may be increased by 1 foot (.305 metres).

(3) Efficient hinged inside deadlights arranged so that they can be easily and effectively closed and secured watertight shall be fitted to all sidescuttles

(a) which are required to be of a non-opening type.

(b) which are to be fitted within one-eighth of the ship's length of the forward perpendicular;

(c) which are to be fitted in positions defined in sub-paragraph (2) (b);

(d) which will not be accessible during navigation;

(e) which are to be fitted in spaces intended for the accommodation of sailors and firemen;

(f) which are to be fitted in spaces intended for the accommodation of steerage passengers.

(4) Sidescuttles fitted below the bulkhead deck, other than those referred to in the preceding paragraph, shall be fitted with efficient inside deadlights which may be portable and stowed adjacent to the sidescuttles.

(5) Sidescuttles and their deadlights, which will not be accessible during navigation, shall be closed and secured before the ship proceeds to sea.

(6) No sidescuttles shall be fitted in any spaces which are appropriated exclusively to the carriage of cargo or coal.

(7) Automatic ventilating sidescuttles shall not be fitted in the ship's sides below the margin line without the special sanction of the Administration.

(8) All machinery and other inlets and discharges in the ship's sides shall be arranged so as to prevent the accidental admission of water into the ship.

(9) The number of scuppers, sanitary discharges and other similar openings in the ship's sides shall be reduced to the minimum either by making each discharge serve for as many as possible of the sanitary and other pipes, or in any other satisfactory manner.

(10) Discharges led through the ship's sides from spaces below the margin line shall be fitted with efficient and accessible means for preventing water from passing inboard. It is permissible to have for each separate discharge either one automatic non-return valve fitted with a positive means of closing it from above the bulkhead deck, or, alternatively, two automatic non-return valves without such means, the upper of which valves is so situated above the deepest subdivision loadline as to be always accessible for examination under service conditions.

Where a positive action valve is fitted, the operating position above the bulkhead deck shall always be readily accessible and means shall be provided for indicating whether the valve is open or closed.

(11) Gangway, cargo and coaling ports fitted below the margin line shall be of sufficient strength. They shall be effectively closed and secured

watertight before the ship leaves port, and shall be kept closed during navigation.

Cargo and coaling ports which are to be fitted partly or entirely below the deepest subdivision loadline shall receive the special consideration of the Administration.

(12) The inboard opening of each ash-shoot, rubbish-shoot, &c., shall be fitted with an efficient cover.

If the inboard opening is situated below the margin line, the cover shall be watertight, and in addition an automatic non-return valve shall be fitted in the shoot in an easily accessible position above the deepest subdivision loadline. When the shoot is not in use both the cover and the valve shall be kept closed and secured.

Regulation XI.

Construction and Initial Tests of Watertight Doors, Sidescuttles, &c.

(1) The design, materials and construction of all watertight doors, sidescuttles, gangway, cargo and coaling ports, valves, pipes, ash-shoots and rubbish-shoots referred to in these Regulations shall be to the satisfaction of the Administration.

(2) Each watertight door shall be tested by water pressure to a head up to the margin line. The test shall be made before the ship is put in service, either before or after the door is fitted.

Regulation XII.

Construction and Initial Tests of Watertight Decks, Trunks, &c.

(1) Watertight decks, trunks, tunnels, duct keels and ventilators shall be of the same strength as watertight bulkheads at corresponding levels. The means used for making them watertight, and the arrangements adopted for closing openings in them, shall be to the satisfaction of the Administration. Watertight ventilators and trunks shall be carried at least up to the margin line.

(2) After completion a hose or flooding test shall be applied to watertight decks and a hose test to watertight trunks, tunnels and ventilators.

Regulation XIII.

Periodical Operation and Inspection of Watertight Doors, &c.

In all new and existing ships drills for the operating of watertight doors, sidescuttles, valves, and closing mechanisms of scuppers, ash-shoots and rubbish-shoots, shall take place weekly. In ships in which the voyage exceeds one week in duration a complete drill shall be held before leaving port, and others thereafter at least once a week during the voyage, provided that all watertight power doors and hinged doors, in main transverse bulkheads, in use at sea shall be operated daily.

The watertight doors and all mechanisms and indicators connected therewith, and all valves the closing of which is necessary to make a com-

partment watertight, shall be periodically inspected at sea, at least once a week.

Regulation XIV.

Entries in the Official Log Book.

In all new and existing ships hinged doors, portable plates, sidescuttles, gangway, cargo and coaling ports and other openings, which are required by these Regulations to be kept closed during navigation, shall be closed before the ship leaves port. The time of closing, and the time of opening (if permissible under these Regulations), shall be recorded in the official log book.

A record of all drills and inspections required by Regulation XIII shall be entered in the official log book with an explicit record of any defects which may be disclosed.

Regulation XV.

Double Bottoms.

(1) In ships 200 feet (61 metres) and under 249 feet (76 metres) in length a double bottom shall be fitted at least from the machinery space to the fore peak bulkhead, or as near thereto as practicable.

(2) In ships 249 feet (76 metres) and under 330 feet (100 metres) in length a double bottom shall be fitted at least outside the machinery space, and shall extend to the fore and after peak bulkheads, or as near thereto as practicable.

(3) In ships 330 feet (100 metres) in length and upwards a double bottom shall be fitted amidships, and shall extend to the fore and after peak bulkheads, or as near thereto as practicable.

(4) Where a double bottom is required to be fitted the inner bottom shall be continued out to the ship's sides in such a manner as to protect the bottom to the turn of bilge.

Such protection will be deemed satisfactory if the line of intersection of the outer edge of the margin plate with the bilge plating is not lower at any part than a horizontal plane passing through the point of intersection with the frame line amidships of a transverse diagonal line inclined at 25 degrees to the base line and cutting it at a point one-half the ship's moulded breadth from the middle line.

(5) Wells constructed in the double bottom in connection with the drainage arrangements shall not extend downwards more than necessary, nor shall they be less than 18 inches (457 millimetres) from the outer bottom or from the inner edge of the margin plate. A well extending to the outer bottom is, however, permitted at the after end of the shaft tunnel of screw ships.

Regulation XVI.

Fire-resisting Bulkheads.

Ships shall be fitted above the bulkhead deck with fire-resisting bulkheads which shall be continuous from side to side of the ship and arranged to the satisfaction of the Administration.

They shall be constructed of metal or other fire-resisting material, effective to prevent for one hour, under the conditions for which the bulkheads are to be fitted in the ship, the spread of fire generating a temperature of 1,500° F. (815° C.) at the bulkhead.

Steps and recesses and the means for closing all openings in these bulkheads shall be fire-resisting and flametight.

The mean distance between any two adjacent fire-resisting bulkheads in any superstructure shall in general not exceed 131 feet (40 metres).

Regulation XVII.

Side and other Openings, &c., above the Margin Line.

(1) Sidescuttles, gangway, cargo and coaling ports, and other means for closing openings in the ship's sides above the margin line shall be of efficient design and construction and of sufficient strength having regard to the spaces in which they are fitted and their positions relative to the deepest subdivision loadline.

(2) The bulkhead deck or a deck above it shall be weathertight in the sense that in ordinary sea conditions water will not penetrate in a downward direction. All openings in the exposed weather deck shall have coamings of ample height and strength, and shall be provided with efficient means for expeditiously closing them weathertight.

(3) Freeing ports and/or scuppers shall be fitted as necessary for rapidly clearing the weather deck of water under all weather conditions.

Regulation XVIII.

Exits from Watertight Compartments.

(1) In passenger and crew spaces, practicable means of exit to the open deck shall be provided for the occupants from each watertight compartment.

(2) Practicable means of escape for the crew shall be provided from each engine room, shaft tunnel, stokehold compartment, and other working spaces, independent of watertight doors.

Regulation XIX.

Pumping Arrangements.

Steamships.

(1) Ships shall be provided with an efficient pumping plant capable of pumping from and draining any watertight compartment under all practicable conditions after a casualty whether the ship is upright or listed. For this purpose wing suctions will generally be necessary except in narrow compartments at the ends of the ship. Where close ceilings is fitted over the bilges, arrangements shall be made whereby water in the compartment may find its way to the suction pipes. Efficient means shall be provided for draining water from insulated holds.

(2) In addition to the ordinary bilge pump, worked by the main engines, or its equivalent engine room pump, two independent power

bilge pumps shall be provided, except that in ships less than 300 feet (91.5 metres) in length, having a criterion numeral less than 30, either two efficient hand pumps of the crank type fitted one forward and one aft, or a portable power pump, may be substituted for one of the additional independent power bilge pumps.

Sanitary, ballast and general service pumps may be accepted as independent power bilge pumps if fitted with the necessary connections to the bilge pumping system.

(3) Where two or more independent power pumps are required, the arrangement shall be such that at least one power pump will be available for use in all ordinary circumstances in which a vessel may be flooded at sea. One of the power pumps shall, therefore, be an emergency pump of a reliable submersible type. A source of power situated above the bulkhead deck shall be available for this pump in any case of emergency.

(4) Where practicable, the power bilge pumps shall be placed in separate watertight compartments so arranged or situated that these compartments will not readily be flooded by the same damage. If the engines and boilers are in two or more watertight compartments, the pumps available for bilge service shall be distributed through these compartments as far as is possible.

(5) With the exception of pumps which may be provided for peak compartments only, each bilge pump, whether operated by hand or by power, shall be arranged to draw water from any hold or machinery compartment in the ship.

(6) Each independent power bilge pump shall be capable of giving a speed of water through the main bilge pipe of not less than 400 feet (122 metres) per minute, and it shall have a separate direct suction, to the compartment in which it is situated, of a diameter not less than that of the bilge main. The direct suctions from each independent power bilge pump shall be arranged to pump from either side of the ship.

(7) Main circulating pumps shall have direct suction connections, provided with non-return valves, to the lowest drainage level in the machinery space, and of a diameter at least twothirds that of the main sea inlet. Where the fuel is, or may be, coal, and there is no watertight bulkhead between the engines and boilers, a direct discharge overboard shall be fitted from at least one circulating pump, or, alternatively, a bye-pass may be fitted to the circulating discharge.

(8) (a) All pipes from the pumps which are required for draining cargo or machinery spaces shall be entirely distinct from pipes which may be used for filling or emptying spaces where water or oil is carried.

(b) Lead pipes shall not be used under coal bunkers or oil fuel storage tanks, nor in boiler or machinery spaces, including motor rooms in which oil settling tanks or oil fuel pump units are situated.

(9)' The Administration shall make rules relating to the diameters of the bilge main and branch pipes which shall be proportioned respec-

tively in relation to the size of the ship and the sizes of the compartments to be drained.

(10) The arrangement of the bilge and ballast pumping system shall be such as to prevent the possibility of water passing from the sea and from water ballast spaces into the cargo and machinery spaces, or from one compartment to another. Special provision shall be made to prevent any deep tank having bilge and ballast connections being inadvertently run up from the sea when containing cargo, or pumped out through a bilge pipe when containing water ballast.

(11) Provision shall be made to prevent the compartment served by any bilge suction pipe being flooded, in the event of the pipe being severed or otherwise damaged, by collision or grounding, in any other compartment. For this purpose, where the pipe is at any part situated near the side of the ship or in a duct keel, there shall be fitted to the pipe in the compartment containing the open end either a non-return valve, or a screwdown valve which can be operated from a position above the bulkhead deck.

(12) All distribution boxes, cocks and valves in connection with the bilge pumping arrangement shall be in positions which are accessible at all times under ordinary circumstances. They shall be so arranged that in the event of flooding the emergency bilge pump may be operative on any compartment. If there is only one system of pipes common to all the pumps, the necessary cocks or valves for controlling the bilge suctions must be workable from above the bulkhead deck. If in addition to the main bilge pumping system an emergency bilge pumping system is provided, it shall be independent of the main system and so arranged that the emergency pump is capable of operating on any compartment under flooding conditions.

Motor Ships.

(13) The bilge pumping arrangements in motor ships shall, so far as practicable, be equivalent to those required for steamships of similar size, except as regards main circulating pumps.

Regulation XX.

Power for Going Astern.

Ships shall have sufficient power for going astern to secure proper control of the ship in all circumstances.

Regulation XXI.

Auxiliary Steering Apparatus.

Ships shall be provided with an auxiliary steering apparatus which, however, may be of less power than the main apparatus, and need not be worked by steam or other mechanical power, provided adequate arrangements for manual operation are practicable. A duplicate main steering power plant shall be considered as an auxiliary steering apparatus within the meaning of this Regulation.

Regulation XXII.

Initial and Subsequent Surveys of Ships.

(1) Every new or existing ship shall be subjected to the surveys specified below:

(a) A survey before the ship is put in service.

(b) A periodical survey once every twelve months.

(c) Additional surveys, as occasion arises.

(2) The surveys referred to above shall be carried out as follows:

(a) The survey before the ship is put in service shall include a complete inspection of the hull, machinery and equipments, including the outside of the ship's bottom and the inside and outside of the boilers. This survey shall be such as to ensure that the arrangements, material, and scantlings of the hull, boilers, and their appurtenances, main and auxiliary machinery, life-saving appliances, and other equipments, fully comply with the requirements of the present Convention and of the detailed regulations promulgated as a result thereof by the Government of the country to which the ship belongs for ships of the service for which it is intended. The survey shall also be such as to ensure that the workmannship of all parts of the ship and its equipments is in all respects satisfactory.

(b) The periodical survey shall include an inspection of the whole of the hull, boilers, machinery, and equipments, including the outside of the ship's bottom. The survey shall be such as to ensure that the ship, as regards the hull, boilers, and their appurtenances, main and auxiliary machinery, life-saving appliances, and other equipments, is in satisfactory condition and fit for the service for which it is intended, and that it complies with the requirements of the present Convention, and of the detailed regulations promulgated as a result thereof by the Government of the country to which the ship belongs.

(c) A survey either general or partial, according to the circumstances, shall be made every time an accident occurs or a defect is discovered which affects the safety of the ship or the efficiency or completeness of its live-saving appliances or other equipments, or whenever any important repairs or renewals are made. The survey shall be such as to ensure that the necessary repairs or renewals have been effectively made, that the material and workmannship of such repairs or renewals are in all respects satisfactory, and that the ship complies in all respects with the provisions of the present Convention and of the detailed regulations promulgated as a result thereof by the Government of the country to which the ship belongs.

(3) The detailed regulations referred to in sub-paragraph (2) shall prescribe the requirements to be observed as to the initial and subsequent hydraulic tests to which the main and auxiliary boilers, connections,

steam-pipes, high-pressure receivers, and fuel tanks for oil motors are to be submitted, including the test pressure to be applied, and the intervals between two consecutive tests.

Main and auxiliary boilers, connections, tanks and receivers, also steam-piping of more than 3 inches (76 millimetres) internal diameter shall be satisfactorily tested by hydraulic pressure when new. Steam pipes of more than 3 inches (76 millimetres) internal diameter shall be tested by hydraulic pressure periodically.

Regulation XXIII.

Maintenance of Conditions after Survey.

After the survey of the ship as provided in Regulation XXII has been completed no change shall be made in the structural arrangements, machinery, equipments, &c., covered by the survey, without the sanction of the Administration.

Life Saving Appliances, &c.

Regulation XXIV.

Standard Types of Boats.

The standard types of boats are classified as follows:

Class I. Open boats with rigid sides having either (a) internal buoyancy only, or (b) internal and external buoyancy.

Class II. (a) Open boats with internal and external buoyancy — upper parts of sides collapsible, and (b) decked boats with either fixed or collapsible watertight bulwarks.

No boat may be approved the buoyancy of which depends upon the previous adjustment of one of the principal parts of the hull, or which has not a cubic capacity of at least 3.5 cubic metres (equivalent to 125 cubic feet).

No boat may be approved the weight of which when fully laden with persons and equipment exceeds 20,300 kilogrammes (equivalent to 20 tons).

Regulation XXV.

Lifeboats of Class I.

Lifeboats of Class I must have a mean sheer at least equal to four per cent. of their length.

The air cases of lifeboats of Class I shall be so placed as to secure stability when fully laden under adverse weather conditions.

In boats certified to carry 100 or more persons the volume of the buoyancy shall be increased to the satisfaction of the Administration.

Lifeboats of Class I must also satisfy the following conditions:

(a) Lifeboats with Internal Buoyancy only.

The buoyancy of a wooden boat of this type shall be provided by watertight air-cases, the total volume of which shall be at least equal to one-tenth of the cubic capacity of the boat.

The buoyancy of a metal boat of this type shall not be less than that required above for a wooden boat of the same cubic capacity, the volume of watertight air-cases being increased accordingly.

(b) Lifeboats with Internal and External Buoyancy.

The internal buoyancy of a wooden boat of this type shall be provided by watertight air-cases, the total volume of which is at least equal to seven and a half per cent. of the cubic capacity of the boat.

The external buoyancy may be of cork or of any other equally efficient material, but such buoyancy shall not be obtained by the use of rushes, cork shavings, loose granulated cork or any other loose granulated substance, or by any means dependent upon inflation by air.

If the buoyancy is of cork, its volume, for a wooden boat, shall not be less than thirty-three thousandths of the cubic capacity of the boat; if of any material other than cork, its volume and distribution shall be such that the buoyancy and stability of the boat are not less than that of a similar boat provided with buoyancy of cork.

The buoyancy of a metal boat shall be not less than that required above for a wooden boat of the same cubic capacity, the volume of the watertight air-cases and that of the external buoyancy being increased accordingly.

Regulation XXVI.

Boats of Class II.

Boats of Class II must satisfy the following conditions:

(a) Open Boats with Internal and External Buoyancy — Upper Part of Sides collapsible.

A boat of this type shall be fitted both with watertight aircases and with external buoyancy the aggregate volume of which, for each person which the boat is able to accommodate, shall be at least equal to the following amounts:

	Cubic Decimetres.	Cubic Feet.
Air-cases	43	1.5
External buoyancy (if of cork) ...	6	0.2

The external buoyancy may be of cork or of any other equally efficient material, but such buoyancy shall not be obtained by the use of rushes, cork shavings, loose granulated cork, or any other loose granulated substance, or by any means dependent upon inflation by air.

If of any material other than cork, its volume and distribution shall be such that the buoyancy and stability of the boat are not less than that of a similar boat provided with buoyancy of cork.

A metal boat of this type shall be provided with internal and external buoyancy to ensure that the buoyancy of the boat shall be at least equal to that of a wooden boat.

The minimum freeboard of boats of this type shall be fixed in relation to their length; and it shall be measured vertically to the top of the solid hull at the side amidships, from the waterlevel, when the boat is loaded.

The freeboard in fresh water shall not be less than the following amounts:

Length of Lifeboat.		Minimum Freeboard.	
Metres.	Equivalent in Feet to	Millimetres.	Equivalent in Inches to
7 · 90	26	200	8
8 · 50	28	225	9
9 · 15	30	250	10

The freeboard of boats of intermediate lengths is to be found by interpolation.

The collapsible sides must be watertight.

(b) Decked Boats with either Fixed or Collapsible Watertight Bulwarks.

(i) Decked Boats having a Well Deck. The area of the well deck of a boat of this type shall be at least 30 per cent. of the total deck area. The height of the well deck above the waterline at all points shall be at least equal to one-half per cent. of the lenght of the boat, this height being increased to one-and-a-half per cent. of the length of the boat at the ends of the well.

The freeboard of a boat of this type shall be such as to provide for a reserve buoyancy of at least 35 per cent.

(ii) Decked Boats having a Flush Deck. The minimum freeboard of boats of this type is independent of their lengths and depends only upon their depths. The depth of the boat is to be measured vertically from the underside of the garboard strake to the top of the deck at the side amidships and the freeboard is to be measured from the top of the deck at the side amidships to the water-level when the boat is loaded.

The freeboard in fresh water shall not be less than the following amounts, which are applicable without correction to boats having a mean sheer equal to three per cent. of their length:

Depth of Lifeboat.		Minimum Freeboard.	
Millimetres.	Equivalent in Inches to	Millimetres.	Equivalent in Inches to
310	12	70	$2^3/_4$
460	18	95	$3^3/_4$
610	24	130	$5^1/_8$
760	30	165	$6^1/_2$

For intermediate depths the freeboard is obtained by interpolation.

If the sheer is less than the standard sheer defined above, the minimum freeboard is obtained by adding to the figures in the table one-seventh of the difference between the standard sheer and the actual mean sheer measured at the stem and stern post; no deduction is to be made

from the freeboard on account of the sheer being greater than the standard sheer or on account of the camber of the deck.

(iii) All decked lifeboats shall be fitted with efficient means for clearing the deck of water.

Regulation XXVII.

Motor Boats.

A motor boat carried as part of the lifesaving appliances of a vessel, whether required by Regulation XXXVI (2) or not, shall comply with the following conditions:

(a) It shall comply with the requirements for a lifeboat of Class I, and proper appliances shall be provided for putting it into the water speedily.

(b) It shall be adequately provided with fuel, and kept so as to be at all times ready for use.

(c) The motor and its accessories shall be suitably enclosed to ensure operation under adverse weather conditions, and provision shall be made for going astern.

(d) The speed shall be at least six knots when fully loaded in smooth water.

The volume of the internal buoyancy and, where fitted, the external buoyancy shall be increased in sufficient proportion to compensate for the difference between the weight of the motor, the searchlight, and the wireless telegraph installation and their accessories, and the weight of the additional persons which the boat could accommodate if the motor, the searchlight and the wireless telegraph installation and their accessories were removed.

Regulation XXVIII.

Life Rafts.

No type of life raft may be approved unless it satisfies the following conditions:

(a) It shall be of approved material and construction;

(b) It shall be effective and stable when floating either way up;

(c) It shall be fitted with fixed or collapsible bulwarks of wood, canvas or other suitable material on both sides;

(d) It shall have a line securely becketed round the outside;

(e) It shall be of such strength that it can be launched or thrown from the vessel's deck without being damaged, and if to be thrown it shall be of such size and weight that it can be easily handled;

(f) It shall have not less than 85 cubic decimetres (equivalent to three cubic feet) of air-cases or equivalent buoyancy for each person to be carried thereon;

(g) It shall have a deck area of not less than 3,720 square centimetres (equivalent to four square feet) for each person to be

carried thereon, and it shall effectively support the occupants out of the water;

(h) The air-cases or equivalent buoyancy shall be placed as near as possible to the sides of the life raft, and such buoyancy shall not be by any means dependent on inflation by air.

Regulation XXIX.

Buoyant Apparatus.

Buoyant apparatus, whether buoyant deck seats, buoyant deck chairs or other buoyant apparatus, shall be deemed sufficient, so far as buoyancy is concerned, for a person or number of persons to be ascertained by dividing the number of kilogrammes of iron which it is capable of supporting in fresh water by 14.5 (equivalent to the number of pounds divided by 32), and if the apparatus depends for its buoyancy on air it shall not require to be inflated before use in an emergency.

The number of persons for whom the apparatus is deemed suitable shall be determined by the least of the numbers ascertained either as above or by the number of 30.5 centimetres (equivalent to one foot) in the perimeter.

Such approved buoyant apparatus shall comply with the following conditions:

1. It shall be constructed with proper workmanship and materials.
2. It shall be effective and stable when floating either way up.
3. It shall be of such size, strength and weight that it can be handled without mechanical appliances and, if necessary, thrown without damage from the vessel's deck on which it is stowed.
4. The air-cases or equivalent buoyancy shall be placed as near as possible to the sides of the apparatus.
5. It shall have a line securely becketed round the outside of the apparatus.

Regulation XXX.

Cubic Capacity of Lifeboats of Class I.

1. The cubic capacity of a lifeboat of Class I shall be determined by Stirling's (Simpson's) Rule or by any other method giving the same degree of accuracy. The capacity of a squaresterned boat shall be calculated as if the boat had a pointed stern.

2. For example, the capacity in cubic metres (or cubic feet) of a boat, calculated by the aid of Stirling's Rule, may be considered as given by the following formula:

$$\text{Capacity} = \frac{l}{12}(4\,A + 2\,B + 4\,C)$$

l being the length of the boat in metres (or feet) from the inside of the planking or plating at the stem to the corresponding point at the stern post; in the case of a boat with a square stern, the length is measured to the inside of the transom.

A, B, C denote respectively the areas of the cross-sections at the quarter length forward, amidships, and the quarter length aft, which correspond to the three points obtained by dividing l into four equal parts (the areas corresponding to the two ends of the boat are considered negligible).

The areas A, B, C shall be deemed to be given in square metres (or square feet) by the successive application of the following formula to each of the three cross-sections:

$$\text{Area} = \frac{h}{12} (a + 4b + 2c + 4d + e)$$

h being the depth measured in metres (or in feet) inside the planking or plating from the keel to the level of the gunwale, or, in certain cases, to a lower level, as determined hereafter.

a, b, c, d, e denote the horizontal breadths of the boat measured in metres (or in feet) at the upper and lower points of the depth and at the three points obtained by dividing h into four equal parts (a and e being the breadths at the extreme points, and c at the middle point, of h).

3. If the sheer of the gunwale, measured at the two points situated at a quarter of the length of the boat from the ends, exceeds 1 per cent. of the length of the boat, the depth employed in calculating the area of the cross-sections A or C shall be deemed to be the depth amidships plus 1 per cent. of the length of the boat.

4. If the depth of the boat amidships exceeds 45 per cent. of the breadth, the depth employed in calculating the area of the midship cross-section B shall be deemed to be equal to 45 per cent. of the breadth, and the depth employed in calculating the areas of the quarter length sections A and C is obtained by increasing this last figure by an amount equal to 1 per cent. of the length of the boat, provided that in no case shall the depths employed in the calculation exceed the actual depths at these points.

5. If the depth of the boat is greater than 122 centimetres (equivalent to 4 feet) the number of persons given by the application of this rule shall be reduced in proportion to the ratio of 122 centimetres to the actual depth, until the boat has been satisfactorily tested afloat with that number of persons on board, all wearing life-jackets.

6. Each Administration shall impose, by suitable formulae, a limit for the number of persons allowed in boats with very fine ends and in boats very full in form.

7. Each Administration reserves the right to assign to a boat a capacity equal to the product of the length, the breadth and the depth multiplied by 0·6 if it is evident that this formula does not give a greater capacity than that obtained by the above method. The dimensions shall then be measured in the following manner:

Length. From the intersection of the outside of the planking with the stem to the corresponding point at the stern post or, in the case of a square sterned boat, to the after side of the transom.

Breadth. From the outside of the planking at the point where the breadth of the boat is greatest.

Depth. Amidships inside the planking from the keel to the level of the gunwale, but the depth used in calculating the cubic capacity may not in any case exceed 45 per cent. of the breadth.

In all cases the shipowner has the right to require that the cubic capacity of the boat shall be determined by exact measurement.

8. The cubic capacity of a motorboat is obtained from the gross capacity by deducting a volume equal to that occupied by the motor and its accessories, and, when carried, the wireless telegraphy installation and the searchlight with their accessories.

Regulation XXXI.

Deck Area of Boats of Class II.

1. The area of the deck of a decked boat shall be determined by the method indicated below or by any other method giving the same degree of accuracy. The same rule is to be applied in determining the area within the fixed bulwarks of a boat of Class II (a).

2. For example, the surface in square metres (or square feet) of a boat may be deemed to be given by the following formula:

$$\text{Area} = \frac{l}{12}(2a + 1 \cdot 5b + 4c + 1 \cdot 5d + 2e)$$

l being the length in metres (or in feet) from the intersection of the outside of the planking with the stem to the corresponding point at the stern post.

a, b, c, d, e denote the horizontal breadths in metres (or in feet) outside the planking at the points obtained by dividing l into four equal parts and sub-dividing the foremost and aftermost parts into two equal parts (a and e being the breadths at the extreme sub-divisions, c at the middle point of the length, and b and d at the intermediate points).

Regulation XXXII.

Marking of Boats, Life Rafts and Buoyant Apparatus.

The dimensions of the boat and the number of persons which it is authorised to carry, shall be marked on it in clear permanent characters. These marks shall be specifically approved by the officers appointed to inspect the ship.

Life rafts and buoyant apparatus shall be marked with the number of persons in the same manner.

Regulation XXXIII.

Carrying Capacity of Boats.

1. The number of persons which a boat of one of the standard types can accommodate is equal to the greatest whole number obtained by dividing the capacity in cubic metres (or cubic feet), or the surface in square

metres (or square feet), of the boat by the standard unit of capacity, or unit of surface (according to circumstances), defined below for each type.

2. The standard units of capacity and surface for determining the number of persons are as follows:

Unit of Capacity.	Cubic Metres.	Equivalent in Cubic Feet.
Open boats, Class I *(a)* ...	0.238	10
Open boats, Class I *(b)* ...	0.255	9

Unit of Surface.	Square Metres.	Equivalent in Square Feet.
Class II	0.325	$3^1/_2$

3. The Administration may accept, in place of 0.325 or 3½, as the case may be, a smaller divisor, if it is satisfied after trial that the number of persons for whom there is seating accomodation in the decked boat in question is greater than the number obtained by applying the above divisor, provided always that the divisor adopted in place of 0.325 or 3½, as the case may be, may never be less than 0.280 or 3, as the case may be.

The Administration which accepts a lower divisor in this way shall communicate to the other Administrations particulars of the trial and drawings of the decked boat in question.

Regulation XXXIV.

Capacity Limits.

No boat shall be marked for a greater number of persons than that obtained in the manner specified in these Regulations.

This number shall be reduced

(1) when it is greater than the number of persons for which there is proper seating accommodation; the latter number shall be determined in such a way that the persons when seated do not interfere in any way with the use of the oars;

(2) when, in the case of boats other than those of Class I, the freeboard when the boat is fully loaded is less than the freeboard laid down for each type respectively; the number shall be reduced until the freeboard when the boat is fully loaded is at least equal to the standard freeboard laid down above.

In boats of Class II (b) (i), the raised part of the deck at the sides may be regarded as affording seating accommodation.

Regulation XXXV.

Equivalent for and Weight of the Persons.

In the tests for determining the number of persons which a boat or life raft can accommodate, each person shall be assumed to be an adult person wearing a life-jacket.

In verifications of freeboard the decked boats shall be loaded with a weight of at least 75 kilogrammes (165 lbs.) for each adult person that the decked boat is authorised to carry.

In all cases two children under 12 years of age shall be reckoned as one person.

Regulation XXXVI.

Equipment of Boats and Life Rafts.

1. The normal equipment of every boat shall consist of:

(a) A single banked complement of oars, two spare oars and a steering oar; one set and a half of thole pins or crutches; a boat hook.

(b) Two plugs for each plug hole (plugs are not required when proper automatic valves are fitted); a bailer and a galvanised iron bucket.

(c) A rudder and a tiller or yoke and yoke lines.

(d) Two hatchets.

(e) A lamp filled with oil and trimmed.

(f) A mast or masts with one good sail at least, and proper gear for each.

(g) An efficient compass.

(h) A life-line becketed round the outside.

(i) A sea-anchor.

(j) A painter.

(k) A vessel containing four and a half litres (equivalent to one gallon) of vegetable or animal oil. The vessel shall be so constructed that the oil can be easily distributed on the water, and so arranged that it can be attached to the sea-anchor.

(l) An airtight receptacle containing one kilogramme (equivalent to two pounds) of provisions for each person.

(m) A watertight receptacle provided with a dipper with lanyard containing one litre (equivalent to one quart) of fresh water for each person.

(n) At least one dozen self-igniting „red lights“ and a box of matches in watertight containers.

(o) Half a kilogramme (equivalent to one pound) of condensed milk for each person.

(p) A suitable locker for the stowage of the small items of the equipment.

(q) Any boat which is certified to carry 100 or more persons shall be fitted with a motor and shall comply with the requirements of Regulation XXVII.

A motor lifeboat need not carry a mast or sails or more than half the complement of oars, but it shall carry two boathooks.

Decked lifeboats shall have no plug-hole, but shall be provided with at least two bilge-pumps.

In the case of a ship which carries passengers in the North Atlantic north of 35° North Latitude, only a proportion of the boats, to be fixed by the Administration, need be equipped with masts and sails, and only one-half the quantity of condensed milk need be carried.

2. Where the number of lifeboats carried on a ship is more than 13, one shall be a motor boat, and where the number is more than 19, two shall be motor boats. These motor lifeboats shall be fitted with a wireless telegraph installation and a searchlight.

The wireless telegraph installation shall comply with conditions as to range and efficiency to be decided by each Administration.

The searchlight shall include a lamp of at least 80 watts, an efficient reflector and a source of power which will give effective illumination of a light coloured object over a width of about 18 metres (60 feet) at a distance of 180 metres (200 yards) for a total period of six hours, and it shall be capable of working for three hours continuously.

Where the power for the wireless equipment and the searchlight are derived from the same source, this shall be sufficient to provide for the adequate working of both appliances.

3. The normal equipment of every approved life raft shall consist of

(a) Four oars.
(b) Five rowlocks.
(c) A self-igniting lifebuoy light.
(d) A sea-anchor.
(e) A painter.
(f) A vessel containing four and a half litres (equivalent to one gallon) of vegetable or animal oil. The vessel shall be so constructed that the oil can be easily distributed on the water, and so arranged that it can be attached to the sea-anchor.
(g) An airtight receptable containing one kilogramme (equivalent to two pounds) of provisions for each person.
(h) A watertight receptable provided with a dipper with lanyard containing one litre (equivalent to one quart) of fresh water for each person.
(i) At least one dozen self-igniting red lights and a box of matches in watertight containers.

4. In the case of a ship which is engaged in short international voyages, the Administration may exempt the boats from carrying the equipment specified under sub-paragraphs (f), (l) and (o) of paragraph 1 and from the requirements of paragraph 2, and may also exempt the life rafts from carrying the equipment specified in paragraph 3 (g).

Regulation XXXVII.

Stowage and Handling of Boats and Life Rafts.

1. Subject to the conditions of Regulation XXXVIII, the life-boats may be stowed one above the other, or they may, subject to such conditions as the Administration may impose, be fitted one within another, but where boats so fitted require lifting before being launched they shall only be permitted if mechanical power appliances for lifting are provided.

(2) The lifeboats and life rafts additional to boats stowed under boats attached to davits may be stowed across a deck, bridge or poop and

so secured that they will have the best chance of floating free of the ship if there is no time to launch them.

(3) As large a number as possible of the additional boats referred to in paragraph 2 shall be capable of being launched on either side of the ship by means of approved appliances for transferring them from one side of the deck to the other.

(4) Boats may only be stowed on more than one deck on condition that proper measures are taken to prevent boats on a lower deck being fouled by those stowed on a deck above.

(5) Boats shall not be placed in the bows of the ship or in any positions in which they would be brought into dangerous proximity to the propellers at the time of launching.

(6) Davits shall be of approved form and so disposed on one or more decks that the boats placed under them can be safely lowered without interference from the operation of any other davits.

(7) The davits, blocks, falls and all other gear shall be of such strength that the boats can be safely lowered with the full complement of persons and equipment, with the ship listed to 15 degrees either way. The falls shall be long enough to reach the water with the vessel at her lightest seagoing draught and with a list of 15 degrees.

(8) The davits shall be fitted with gear of sufficient power to ensure that the boats, fully equipped and manned, but not otherwise loaded with passengers, can be turned out against the maximum list at which the lowering of the boats is possible.

(9) The boats attached to the davits shall have the falls ready for service, and means shall be provided for speedily, but not necessarily simultaneously, detaching the boats from the falls.

(10) Where more than one boat is served by the same set of davits, if the falls are of rope, separate falls shall be provided to serve each boat, but where wire falls are used with mechanical appliances for recovering them, separate falls need not be provided. The appliances used must be such as to ensure lowering the boats in turn and rapidly.

Where mechanical appliances are fitted for the recovery of the falls efficient hand gear shall also be provided.

(11) On short international voyages where the height of the boat deck above the water line when the vessel is at her lightest sea-going draught does not exceed 4.5 metres (15 feet), the requirements as to strength of davits and turning-out gear in subparagraphs 7, 8 and 10 shall not apply.

Regulation XXXVIII.

Number and Capacity of Boats, Life Rafts, &c., and Davits.

(1) A ship shall be provided with sets of davits in accordance with its length as provided in Column A of the Table in Regulation XXXIX, provided that a number of sets of davits greater than the number of boats necessary for the accommodation of all the persons on board shall not be required.

Each set of davits shall have a boat of Class I attached to it. If the

lifeboats attached to davits do not provide sufficient accommodation for all the persons on board, additional lifeboats of one of the standard types shall be provided. One additional lifeboat shall, in the first place, be stowed under each of the boats attached to davits. After these have been fitted other boats shall be carried inboard, but an Administration may, if it is of opinion that life rafts will be more readily available and otherwise more satisfactory than these lifeboats in a case of emergency, allow life rafts to be carried provided that the total capacity of the boats on the ship will be at least up to the minimum capacity required by Column C of the Table in Regulation XXXIX.

When in the opinion of the Administration it is neither practicable nor reasonable to place on a ship the number of sets of davits required by Column A of the Table in Regulation XXXIX, the Administration may authorise, under exceptional conditions, a smaller number of sets of davits, provided always that this number shall never be less than the minimum number fixed by Column B of the Table and that the total capacity of the boats on the ship will be at least up to the minimum capacity required by Column C.

2. A ship engaged on short international voyages shall be provided with sets of davits in accordance with its length as provided in Column A of the Table in Regulation XXXIX. Each set of davits shall have a boat of Class I attached to it. If the lifeboats attached to davits do not provide the minimum cubic capacity specified in Column D of the Table in Regulation XXXIX or provide accommodation for all persons on board, additional lifeboats of one of the standard types, approved life rafts or other approved buoyant apparatus shall be provided, and the accommodation thus provided shall be sufficient for all on board.

When in the opinion of the Administration it is neither practicable nor reasonable to place on a ship engaged in short international voyages, the number of sets of davits required by Column A of the Table in Regulation XXXIX, the Administration may authorise, under exceptional conditions, a smaller number of sets of davits, provided always that this number shall never be less than minimum number fixed by Column B of the Table, and that the total capacity of the boats on the ship will be at least up to the minimum capacity required by Column D.

Regulation XXXIX.

Table relating to Davits and Lifeboat Capacity.

The following table fixes, according to the length of the ship

(A) The minimum number of sets of davits to be provided to each of which must be attached to a boat of Class I in accordance with Regulation XXXVIII above.

(B) The smaller number of sets davits which may be authorised exceptionally under Regulation XXXVIII.

(C) The minimum life-boat capacity required, including the lifeboats attached to davits and the additional boats, in accordance with Regulation XXXVIII.

(D) The minimum life-boat capacity required for a ship engaged in short international voyages.

Registered Length of the Ship.		(A.) Minimum Number of Sets of Davits.	(B.) Smaller Number of Sets of Davits authorised exceptionally.	(C.) Minimum Capacity of Lifeboats.		(D.) Minimum Capacity of Lifeboats.	
Metres.	Feet.			Cubic Metres.	Cubic Feet.	Cubic Metres.	Cubic Feet.
1 and under 37	100 and under 120	2	2	28	980	11	400
7 „ 43	120 „ 140	2	2	35	1,220	17	600
3 „ 49	140 „ 160	2	2	44	1,550	24	850
9 „ 53	160 „ 175	3	3	53	1,880	33	1,150
3 „ 58	175 „ 190	3	3	68	2,390	37	1,300
8 „ 63	190 „ 205	4	4	78	2,740	41	1,450
3 „ 67	205 „ 220	4	4	94	3,330	45	1,600
7 „ 70	220 „ 230	5	4	110	3,900	48	1,700
0 „ 75	230 „ 245	5	4	129	4,560	52	1,850
5 „ 78	245 „ 255	6	5	144	5,100	60	2,100
8 „ 82	255 „ 270	6	5	160	5,640	68	2,400
2 „ 87	270 „ 285	7	5	175	6,190	76	2,700
7 „ 91	285 „ 300	7	5	196	6,930	85	3,000
1 „ 96	300 „ 315	8	6	214	7,550	94	3,300
6 „ 101	315 „ 330	8	6	235	8,290	105	3,700
1 „ 107	330 „ 350	9	7	255	9,000	116	4,100
7 „ 113	350 „ 370	9	7	273	9,630	125	4,400
„ 119	370 „ 390	10	7	301	10,650	133	4,700
„ 125	390 „ 410	10	7	331	11,700	144	5,100
„ 133	410 „ 435	12	9	370	13,060	156	5,500
„ 140	435 „ 460	12	9	408	14,430	170	6,000
„ 149	460 „ 490	14	10	451	15,920	185	6,550
„ 159	490 „ 520	14	10	490	17,310	201	7,100
„ 168	520 „ 550	16	12	530	18,720	217	7,650
„ 177	550 „ 580	16	12	576	20,350		
„ 186	580 „ 610	18	13	620	21,900		
„ 195	610 „ 640	18	13	671	23,700		
„ 204	640 „ 670	20	14	717	25,350		
„ 213	670 „ 700	20	14	766	27,050		
„ 223	700 „ 730	22	15	808	28,560		
„ 232	730 „ 760	22	15	854	30,180		
„ 241	760 „ 790	24	17	908	32,100		
„ 250	790 „ 820	24	17	972	34,350		
„ 261	820 „ 855	26	18	1,031	36,450		
„ 271	855 „ 890	26	18	1,097	38,750		
„ 282	890 „ 925	28	19	1,160	41,000		
„ 293	925 „ 960	28	19	1,242	43,880		
„ 303	960 „ 995	30	20	1,312	46,350		
„ 314	995 „ 1,030	30	20	1,380	48,750		

Note on (A) and (B). When the length of the ship exceeds 314 metres (equivalent to 1,030 feet) the Administration shall determine the minimum

Regulation XL.

Life-Jackets and Life-Buoys.

1. A life-jacket shall satisfy the following requirements:

(a) It shall be constructed with proper workmanship and materials.

(b) It shall be capable of supporting in fresh water for 24 hours 7.5 kilogrammes of iron (equivalent to 16½ pounds);

(c) It shall be reversible.

Life-jackets the buoyancy of which depends on air compartments are prohibited.

2. A lifebuoy shall satisfy the following requirements:

(a) It shall be of solid cork or any other equivalent material;

(b) It shall be capable of supporting in fresh water for 24 hours at least 14.5 kilogrammes (equivalent to 32 pounds) of iron.

Life-buoys filled with rushes, cork shavings or granulated cork, or any other loose granulated material, or whose buoyancy depends upon air compartments which require to be inflated, are prohibited.

3. The minimum number of life-buoys with which ships are to be provided is fixed by the following table:

Length of the Ship. Metres.	Equivalent in Feet.	Minimum Number of Buoys.
Under 61	Under 200	8
61 and under 122 ...	200 and under 400	12
122 and under 183 ...	400 and under 600	18
183 and under 244 ...	600 and under 800	24
244 and over	800 and over ...	30

4. All the buoys shall be fitted with beckets securely seized. At least one buoy on each side shall be fitted with a life-line of at least 27.5 metres (15 fathoms) in length. Not less than one-half of the total number of life-buoys, and in no case less than six, shall be provided with efficient self-igniting lights which cannot be extinguished in water, and these shall be kept near the buoys to which they belong, with the necessary means of attachment.

5. All the life-buoys and life-jackets shall be so placed as to be readily accessible to the persons on board; their position shall be plainly indicated so as to be known to the persons concerned.

The life-buoys shall always be capable of being rapidly cast loose and shall not be permanently secured in any way.

---

number of sets of davits for that ship; full particulars of its decision shall be communicated to the other Administrations.

Note on (C) and (D). For the purposes of this table the capacity of a boat of Class II is obtained by multiplying the number of persons for which the boat is certified by 0.283 to obtain the capacity in cubic metres and by 10 to obtain the capacity in cubic feet.

Note on (D). When the length of a ship is under 31 metres (equivalent to 100 feet) or over 168 metres (equivalent to 550 feet) the cubic capacity of the lifeboats shall be prescribed by the Administration.

Regulation XLI.

Certificated Lifeboatmen.

In order to obtain the special lifeboatman's certificate provided for in Article 22 of the present Convention, the applicant must prove that he has been trained in all the operations connected with launching life-boats and the use of oars; that he is acquainted with the practical handling of the boats themselves; and, further, that he is capable of understanding and answering the orders relative to life-boat service.

There shall be for each boat or life-raft a number of lifeboatmen at least equal to that specified in the following table:

If the Prescribed Complement is:	The Minimum Number of Certificated Lifeboatmen shall be:
Less than 41 persons	2
From 41 to 61 persons	3
From 62 to 85 persons	4
Above 85 persons	5

Regulation XLII.

Manning of Boats.

A deck officer or certificated lifeboatman shall be placed in charge of each boat or life-raft and a second in command shall also be nominated. The person in charge shall have a list of its crew, and shall see that the men placed under his orders are acquainted with their several duties.

A man capable of working the motor shall be assigned to each motor boat.

A man capable of working the wireless and searchlight installations shall be assigned to boats carrying this equipment.

The duty of seeing that the boats, life-rafts and buoyant apparatus and other lifesaving apparatus are at all times ready for use shall be assigned to one or more officers.

Regulation XLIII.

Fire Detection and Extinction.

1. An efficient patrol system shall be maintained, so that any outbreak of fire may be promptly detected. In addition, a fire alarm or fire detecting system shall be provided, which will automatically indicate or register at one or more points or stations, where it can be most quickly observed by officers and crew, the presence or indication of fire in any part of the ship not accessible to the patrol system.

2. Every ship shall be provided with powerful pumps, operated by steam or other means. On ships of less than 4,000 tons gross there shall be two, and on larger ships three of these pumps. Each of the pumps shall be capable of delivering a sufficient quantity of water in two powerful jets simultaneously in any given part of the ship, and shall be available for immediate use before the ship leaves port.

3. The service pipes shall permit of two powerful jets of water being simultaneously directed on any given part of a deck occupied by passengers and crew, when the watertight and fireresisting doors are closed. The service pipes and hoses shall be of ample size and made of suitable material. The branches of the pipes shall be so placed on each deck that the fire hose can be easily coupled to them.

4. Provision shall be made whereby at least two powerful jets of water can be rapidly and simultaneously directed into any space containing cargo. In addition, arrangements shall be made whereby smothering gas sufficient to give a minimum volume of free gas equal to 30 per cent. of the gross volume of the largest hold in the ship can be promptly conveyed by a permanent piping system into each compartment in which cargo is carried. Steam in adequately equivalent proportion may be accepted in place of smothering gas on steam - driven ships. Provision for the supply of smothering gas or steam need not be required in ships of less than 1,000 ton gross.

5. A sufficient number of portable fluid fire extinguishers shall be provided, at least two being carried in each machinery space.

6. Two equipments, consisting of a smoke helmet or breathing apparatus and a safety lamp, shall be carried on board, and kept in two widely separated places.

7. In steamships in which the main boilers are oil fired, there shall be provided in addition to means whereby two powerful jets of water may be rapidly and simultaneously directed into any part of the machinery spaces

(a) Suitable conductors for spraying water on oil without undue disturbance of the surface.

(b) In each firing space, a receptacle containing 283 cubic decimetres (10 cubic feet) of sand, sawdust impregnated with soda, or other approved dry materials, and scoops for distributing the same.

(c) In each boiler room, and in each of the machinery spaces in which a part of the oil fuel installation is situated, two approved portable extinguishers of a type discharging froth or other approved medium suitable for quenching oil fires.

(d) Means whereby froth may be rapidly discharged and distributed over the whole of the lower part of the boiler room or of any one boiler room, if there are more than one, or of any machinery space in which oil fuel units or settling tanks are situated. The quantity of froth which can be discharged shall be ample to cover to a depth of 15.24 centimetres (6 inches) the whole area of the plating formed in any one compartment by the inner bottom plating, or by the shell plating of the vessel, if there is no double-bottom tank. If the engine and boiler rooms are not entirely separate, and fuel can drain from the boiler room bilges into the engine room, the combined engine and boiler rooms shall be considered as one compartment. The apparatus shall be

operated and controlled from outside the compartment in which the fire may occur.

(e) In addition to the foregoing, one extinguisher of the froth type of at least 136 litres (30 gallons) capacity in steamships having one boiler room and two such extinguishers in steamships with more than one boiler room. These extinguishers shall be provided with hoses on reels suitable for reaching any part of the boiler rooms and spaces containing oil-fuel pumping units. Equally efficient apparatus may be accepted in place of the 136 litres (30-gallons) extinguishers.

(f) All containers and valves by which they are operated shall be easily accessible and so placed that they will not readily be cut off from use by an outbreak of fire.

8. In vessels propelled by internal combustion engines there shall be provided in each of the machinery spaces, in addition to means whereby two powerful jets of water may be rapidly and simultaneously directed into any part of the machinery spaces, together with suitable spraying conductors, froth extinguishers as follows:

(a) At least one approved 54 litres (10-gallons) extinguisher with an addition of one approved 9 litres (2-gallons) extinguisher for each 1,000 B.H.P. of the engines, but the total number of 9 litres (2-gallons) extinguishers so supplied shall be not less than two and need not exceed six.

(b) When a donkey boiler is situated in the machinery space there shall be provided, in place of the 45 litres (10-gallons) extinguisher mentioned above, one of 136 litres (30-gallons) capacity, fitted with suitable hose attachments or other approved methods for distributing the froth.

9. In steamships using oil fuel, if the engine and boiler rooms are not entirely separated by a steel bulkhead, and if fuel oil can drain from the boiler-room bilges into the engine room, one of the fire pumps shall be situated in the tunnel or other space outside the machinery compartment. When more than two pumps are required they shall not all be fitted in the same space.

10. Where any special type of appliance, extinguishing medium or arrangement is specified, any other type of appliance, &c., may be allowed, provided that it is not less effective than the specified one. For example — a Carbon Dioxide system may be accepted in place of a froth installation (paragraph (7), subparagraphs (d) and (e)), provided that the quantity of carbon dioxide carried is sufficient to give a gas saturation of about 25 per cent. for the gross volume of the stokehold to about the top of the boilers.

11. All the fire-extinguishing appliances shall be thoroughly examined at least once each year by a surveyor appointed by the Administration.

Regulation XLIV.

Muster List.

The muster list shall assign duties to the different members of the crew in connexion with

(a) The closing of the watertight doors, valves, &c.

(b) The equipment of the boats, life rafts and buoyant apparatus generally.

(c) The launching of the boats attached to davits.

(d) The general preparation of the other boats, the life rafts and buoyant apparatus.

(e) The muster of the passengers.

(f) The extinction of fire.

The muster list shall assign to the members of the stewards' department their several duties in relation to the passengers at a time of emergency. These duties shall include:

(a) Warning the passengers.

(b) Seeing that they are dressed and have put on their life-jackets in a proper manner.

(c) Assembling the passengers at muster stations.

(d) Keeping order in the passages and on the stairways, and, generally, controlling the movements of the passengers.

The muster list shall specify definite signals for calling all the crew to their boat and fire stations, and shall give full particulars of these signals.

Regulation XLV.

Musters and Drills.

Musters of the crew for boat drill shall take place weekly when practicable, and in vessels in which the voyage exceeds one week, before leaving port. The dates upon which musters are held shall be recorded in the Official Log Book and, if in any week a muster is not held, an entry shall be made stating why a muster was not practicable.

In ships in which the voyage exceeds one week practice musters of passengers should be held at an early period of each voyage.

Different groups of boats shall be used in turn at successive boat drills. The drills and inspections shall be so arranged that the crew thoroughly understand and are practised in the duties they have to perform, and that all lifesaving appliances with the gear appertaining to them are always ready for immediate use.

The emergency signal for summoning passengers to muster stations shall be a succession of more than six short blasts followed by one long blast on the whistle or siren. This shall be supplemented on all ships except those engaged in short international voyages by other electrically operated signals throughout the ship controlled from the bridge. The meaning of all signals affecting passengers shall be clearly stated in different languages on cards posted in their cabins and in other passenger quarters.

Safety of Navigation.

Regulation XLVI.

Transmission of Information.

The transmission of information regarding ice, derelicts, tropical storms or any other direct danger to navigation is obligatory. The form in which the information is sent is not obligatory. It may be transmitted either in plain language (preferably English) or by means of the International Code of Signals (Wireless Telegraphy Section). It should be issued CQ to all ships, and should also be sent to the first point of the coast to which communication can be made with a request that it be transmitted to the appropriate authority.

All messages issued under Article 34 of the present Convention will be preceded by the safety signal TTT followed by an indication of the nature of the danger, thus: TTT Ice; TTT Derelict; TTT Storm; TTT Navigation.

Information Required.

The following information is desired, the time in all cases being Greenwich Mean Time:

(a) Ice, Derelicts and other Direct Dangers to Navigation.

(1) the kind of ice, derelict or danger observed;

(2) the position of the ice, derelict or danger when last observed.

(3) the time and date when the observation was made.

(b) Tropical Storms. (Hurricanes in the West Indies, Typhoons in the China Seas, Cyclones in Indian waters, and storms of a similar nature in other regions).

(1) A Statement that a Tropical Storm hat been encountered. This obligation should be interpreted in a broad spirit, and information transmitted whenever the master has good reason to believe that a tropical storm exists in his neighbourhood.

(2) Meteorological Information. In view of the great assistance given by accurate meteorological data in fixing the position and movement of storm centres, each shipmaster should add to his warning message as much of the following meteorological information as he finds practicable:

(a) barometric pressure (millibars, inches or millimetres);

(b) change in barometric pressure (the change during the previous two to four hours);

(c) wind direction (true not magnetic);

(d) wind force (Beaufort or decimal scale);

(e) state of the sea (smooth, moderate, rough, high);

(f) swell (slight, medium, heavy) and the direction from which it comes.

When barometric pressure is given the word „millibars“, „inches“, or „millimetres“, as the case may be, should be added

to the reading, and it should always be stated whether the reading is corrected or uncorrected.

When changes of the barometer are reported the course and speed of the ship should also be given.

All directions should be true, not magnetic.

(3) Time and Date and Position of the Ship. These should be for the time and position when the meteorological observations reported were made and not when the message was prepared or despatched. The time used in all cases should be Greenwich Mean Time.

(4) Subsequent Observations. When a master has reported a tropical storm it is desirable, but not obligatory, that other observations be made and transmitted at intervals of three hours, so long as the ship remains under the influence of the storm.

Examples.

Ice.

TTT Ice. Large berg sighted in 4605 N., 4410 W., at 0800 GMT. May 15.

Derelict.

TTT Derelict. Observed derelict almost submerged in 4006 N., 1243 W., at 1630 GMT. April 21.

Danger to Navigation.

TTT Navigation. Alpha lightship not on station. 1800 GMT. January 3.

Tropical Storm.

TTT Storm. Experiencing tropical storm. Barometer corrected 994 millibars, falling rapidly. Wind NW., force 9, heavy squalls. Swell E. Course ENE., 5 knots. 2204 N., 11354 E. 0030 GMT. August 18.

TTT Storm. Appearances indicate approach of hurricane. Barometer corrected 29.64 inches falling. Wind NE., force 8. Swell medium from NE. Frequent rain squalls. Course 35°, 9 knots. 2200 N., 7236 W. 1300 GMT. September 14.

TTT Storm. Conditions indicate intense cyclone has formed. Wind S. by W. force 5. Barometer uncorrected 753 millimetres, fell 5 millimetres last three hours. Course N. 60 W., 8 knots. 1620 N., 9302 E. 0200 GMT. May 4.

TTT Storm. Typhoon to south-east. Wind increasing from N. and barometer falling rapidly. Position 1812 N., 12605 E. 0300 GMT. June 12.

Certificates.

Regulation XLVII.

Form of Safety Certificate for Passenger Ships.

Safety Certificate.

(Official Seal.) (Country.)

for an / a short international voyage.

Issued under the provisions of the
International Convention for Safety of Life at Sea, 1929.

Name of Ship.	Distinctive Number or Letters.	Port of Registry.	Gross Tonnage.

The / I, the undersigned, (Name) Government certifies / (Name) certify

I. That the above-mentioned ship has been duly surveyed in accordance with the provisions of the International Convention referred to above.

II. That the survey showed that the ship complied with the requirements of the said Convention as regards

(1) the hull, main and auxiliary boilers and machinery;

(2) the watertight subdivision arrangements and details;

(3) the following subdivision loadlines:

Subdivision loadlines assigned and marked on the ship's side at amidships (Convention Article 5).	Freeboard.	To apply when the spaces in which passengers are carried include the following alternative spaces.
C. 1	...	...
C. 2	...	...
C. 3	...	...

(4) the boats, life-rafts and life-saving appliances which provide for a total number (crew and passengers) of .... persons, and no more, viz.:

.... boats capable of accommodating .... persons.
.... life-rafts ,, ,, ... ,,
.... buoyant apparatus capable of supporting .... persons.
.... life-buoys.
.... life-jackets.
.... certificated lifeboatmen.

(5) the radiotelegraph installations:

——	Requirements of Articles .... of the said Convention.	Actual provision.
Hours of watch	...	...
Whether approved auto-alarm fitted	...	...
Whether separate emergency installation fitted	...	...
Minimum number of operators	...	...
Additional operators or watchers	...	...
Whether direction-finding apparatus fitted	...	...

III. That in all other respects the ship complies with the requirements of the said Convention, so far as those requirements apply thereto.

This certificate is issued under the authority of the Government. It will remain in force until

Issued at the day of

Here follows the seal or signature of the authority entitled to issue this certificate.

(Seal.)

If signed, the following paragraph is to be added:

The undersigned declares that he is duly authorised by the said Government to issue this certificate.

(Signature.)

Form of Safety Radiotelegraphy Certificate.

Safety Radiotelegraphy Certificate.

(Official Seal.) (Country.)

Issued under the provisions of the

International Convention for Safety of Life at Sea, 1929.

Name of Ship.	Distinctive Number or Letters.	Port of Registry.	Gross Tonnage.

The (Name) Government certify

I, the undersigned, (Name) certify

That the above-mentioned ship complies with the provisions of the International Convention referred to above as regards Radiotelegraphy:

——	Requirements of Articles .... of the said Convention.	Actual provision.
Hours of watch	...	...
Whether approved auto-alarm fitted	...	...
Whether separate emergency installation fitted	...	...
Minimum number of operators	...	...
Additional operators or watchers	...	...
Whether direction-finding apparatus fitted	...	...

This certificate is issued under the authority of the Government. It will remain in force until

Issued at the day of

Here follows the seal or signature of the authority entitled to issue this certificate.

(Seal.)

If signed, the following paragraph is to be added:

The undersigned declares that he is duly authorised by the said Government to issue this certificate.

(Signature.)

Form of Exemption Certificate.

Exemption Certificate.

(Official Seal.) (Country.)

Issued under the provisions of the International Convention for Safety of Life at Sea, 1929.

Name of Ship.	Distinctive Number or Letters.	Port of Registry.	Gross Tonnage.

The (Name) Government certify

I the undersigned, (Name) certify

That the above-mentioned ship is under the authority conferred by Article .... of the International Convention referred to above

exempted from the requirements of*) ....
of the Convention on the voyages ....
to ....

* Insert here the conditions, if any, on which the exemption certificate is granted.	*

This certificate is issued under the authority of the Government. It will remain in force until

Issued at · the day of

Here follows the seal or signature of the authority entitled to issue this certificate.

(Seal.)

If signed, the following paragraph is to be added:

The undersigned declares that he is duly authorised by the said Government to issue this certificate.

(Signature.)

Annex II.

International Regulations for Preventing Collisions at Sea.

Preliminary.

These Rules shall be followed by all vessels upon the high seas and in all waters connected therewith, navigable by sea-going vessels.

In the following Rules every steam vessel which is under sail and not under steam is to be considered a sailing vessel, and every vessel under steam, whether under sail or not, is to be considered a steam vessel.

The word „steam vessel“ shall include any vessel propelled by machinery.

The term „under steam“ shall mean under any mechanical power.

A vessel is „under way“ within the meaning of these Rules when she is not at anchor or made fast to the shore or aground.

The length of a vessel shall be deemed to be the length appearing in her certificate of registry.

Rules concerning Lights, &c.

The word „visible“ in these Rules, when applied to lights, shall mean visible on a dark night with a clear atmosphere.

---

*) Insert here references to Articles and Regulations, specifying particular paragraphs.

Article 1.

The Rules concerning lights shall be complied with in all weathers from sunset to sunrise, and during such time no other lights which may be mistaken for the prescribed lights or impair their visibility shall be exhibited.

Article 2.

A steam vessel when under way shall carry:

(a) On or in front of the foremast, or if a vessel without a foremast, then in the forepart of the vessel, a bright white light, so constructed as to show an unbroken light over an arc of the horizon of 20 points of the compass, so fixed as to throw the light 10 points on each side of the vessel, viz., from right ahead to 2 points abaft the beam on either side, and of such a character as to be visible at a distance of at least 5 miles.

(b) Either forward or aft of the white light mentioned in subdivision (a) a second white light similar in construction and character to that light.

Vessels of less than 150 feet in length shall not be required to carry this second white light, but may do so.

(c) These two white lights shall be so placed in a line with the keel that one shall be at least 15 feet higher than the other and in such a position that the lower light shall be forward of the upper one, and higher than the lights mentioned in Article 2 (d) and (e). The vertical distance between the two white lights shall be less than the horizontal distance. The lower of these two white lights, or if only one is carried, then that light, shall be placed at a height above the hull of not less than 20 feet, and, if the breadth of the vessel exceeds 20 feet, then at a height above the hull not less than such breadth, so, however, that the light need not be carried at a greater height above the hull than 40 feet.

(d) On the starboard side a green light so constructed as to show an unbroken light over an arc of the horizon of 10 points of the compass, so fixed as to throw the light from right ahead to 2 points abaft the beam on the starboard side, and of such a character as to be visible at a distance of at least 2 miles.

(e) On the port side a red light so constructed as to show an unbroken light over an arc of the horizon of 10 points of the compass, so fixed as to throw the light from right ahead to 2 points abaft the beam on the port side, and of such a character as to be visible at a distance of at least 2 miles.

(f) The said green and red side lights shall be fitted with inboard screens projecting at least 3 feet forward from the light, so as to prevent these lights from being seen across the bow.

In naval vessels of special construction in which it is not possible to comply fully with the provisions of this Article as to the position of lights or their range of visibility, those provisions shall be followed as closely as circumstances will permit.

Article 3.

A steam vessel when towing another vessel shall, in addition to her side lights, carry two bright white lights in a vertical line one over the others, not less than 6 feet apart, and when towing more than one vessel shall carry an additional bright white light 6 feet above or below such lights, if the length of the tow, measuring from the stern of the towing vessel to the stern of the last vessel towed, exceeds 600 feet. Each of these lights shall be of the same construction and character, and one of them shall be carried in the same position as the white light mentioned in Article 2 (a), and the lowest light shall be carried at a height of not less than 14 feet above the hull.

The vessel towing and the vessels towed, except the last vessel of the thow, may carry in lieu of the light required in Article 10, a small white light abaft the funnel or aftermast, for the tow to steer by, but such light shall not be visible forward of the beam.

Article 4.

(a) A vessel which is not under command shall carry where they can best be seen, and, if a steam vessel, in lieu of the lights required in Article 2 (a) and (b), two red lights, in a vertical line one over the other, not less than 6 feet apart, so placed that the lower light shall not be less than 14 feet above the hull, and of such a character as to be visible all round the horizon at a distance of at least 2 miles; and shall by day carry in a vertical line, one over the other not less than 6 feet apart, where they can best be seen, two black balls or shapes each 2 feet in diameter.

(b) A vessel employed in laying or in picking up a submarine cable shall carry in lieu of the lights required in Article 2 (a) and (b), three lights in a vertical line, one over the other, not less than 6 feet apart, so placed that the lowest of these lights shall be not less than 14 feet above the hull. The highest and lowest of these lights shall be red, and the middle light shall be white, and they shall be of such a character as to be visible all round the horizon, at a distance of at least 2 miles. By day she shall carry in a vertical line, one over the other, not less than 6 feet apart, where they can best be seen, three shapes not less than 2 feet in diameter, of which the highest and lowest shall be globular in shape and red in colour, and the middle one diamond in shape and white.

(c) The vessels referred to in this Article, when not making way through the water, shall not carry the side-lights, but when making way shall carry them.

(d) The lights and shapes required to be shown by this Article are to be taken by other vessels as signals that the vessel showing them is not under command and cannot therefore get out of the way.

These signals are not signals of vessels in distress and requiring assistance. Such signals are contained in Article 31.

Article 5.

A sailing vessel under way, and any vessel being towed, shall carry the same lights as are prescribed by Article 2 for a steam vessel under way, with the exception of the white lights mentioned therein, which they shall never carry.

Article 6.

Whenever, as in the case of small vessels under way during bad weather, the green and red side lights cannot be fixed, these lights shall be kept at hand lighted and ready for use; and shall, on the approach of or to other vessels, be exhibited on their respective sides in sufficient time to prevent collision, in such manner as to make them most visible, and so that the green light shall not be seen on the port side nor the red light on the starboard side, nor, if practicable, more than 2 points abaft the beam on their respective sides.

To make the use of these portable lights more certain and easy, the lanterns containing them shall each be painted outside with the colour of the light they respectively contain, and shall be provided with proper screens.

Article 7.

Steam vessels of less than 40, and vessels under oars or sails of less than 20, tons gross tonnage, respectively, and rowing boats, when under way, shall not be required to carry the lights mentioned in Article 2, but if they do not carry them they shall be provided with the following lights:

1. Steam vessels of less than 40 tons shall carry:

(a) In the fore part of the vessel, on or in front of the funnel, where it can best be seen, and at a height above the gunwale of not less than 9 feet, a bright white light constructed and fixed as prescribed in Article 2 (a), and of such a character as to be visible at a distance of at least 3 miles.

(b) Green and red side-lights constructed and fixed as prescribed in Article 2 (d) and (e), and of such a character as to be visible at a distance of at least 1 mile, or a combined lantern showing a green light, and a red light from right ahead to 2 points abaft the beam on their respective sides. Such lantern shall be carried not less than 3 feet below the white light.

2. Small steamboats, such as are carried by sea-going vessels, may carry the white light at a less height than 9 feet above the gunwale, but

it shall be carried above the side-ligths or the combined lantern, mentioned in sub-division 1 (b).

3. Vessels under oars or sails, of less than 20 tons, shall if they do not carry the side-lights, carry, where it can best be seen, a lantern showing a green light on one side and a red light on the other, of such a character as to be visible at a distance of at least 1 mile so that the green light shall not be seen on the port side nor the red light on the starboard side; provided that, where it is not possible to fix this light, it shall be kept lighted and ready for use, and shall be exhibited in sufficient time to prevent collision.

4. Small rowing boats, whether under oars or sail, shall only be required to have ready at hand a lighted lantern showing a white light, which shall be temporarily exhibited in sufficient time to prevent collision.

The vessels referred to in this Article shall not be obliged to carry the lights prescribed by Article 4 (a), and Article 11, last paragraph.

Article 8.

Sailing pilot-vessels, when engaged on their station on pilotage duty, and not at anchor, shall not show the lights required for other vessels, but shall carry a white light at the masthead, visible all round the horizon, at a distance of at least 3 miles, and shall also exhibit a flare-up light or flare-up lights at short intervals, which shall never exceed ten minutes.

On the near approach of or to other vessels they shall have their side-lights lighted ready for use, and shall flash or show them at short intervals, to indicate the direction in which they are heading, but the green light shall not be shown on the port side, nor the red light on the starboard side.

A sailing pilot-vessel of such a class as to be obliged to go alongside of a vessel to put a pilot on board may show the white light instead of carrying it at the masthead, and may, instead of the side-lights above mentioned, have at hand, ready for use, a lantern with a green glass on the one side and a red glass on the other, to be used as prescribed above.

A steam pilot-vessel, when engaged on her station on pilotage duty and not at anchor, shall, in addition to the lights and flares required for sailing pilot-vessels, carry at a distance of eight feet below her white mast head light, a red light, visible all round the horizon at a distance of at least three miles, and also the side-lights required to be carried by vessels when under way.

All pilot vessels, when engaged on their stations on pilotage duty and at anchor, shall carry the lights and show the flares prescribed above, except that the side-lights shall not be shown.

When not engaged on their stations on pilotage duty, they shall carry the same lights as other vessels of their class and tonnage.

Article 9.*)**)

Fishing-vessels and fishing-boats, when under way and when not required by this Article to carry or show the lights hereinafter specified, shall carry or show the lights prescribed for vessels of their tonnage under way.

(a) Open boats, by which it is to be understood boats not protected from the entry of sea water by means of a continuous deck, when engaged in any fishing at night with outlying tackle extending not more than 150 feet horizontally from the boat into the seaway, shall carry one all-round white light.

Open boats, when fishing at night, with outlying tackle extending more than 150 feet horizontally from the boat into the seaway, shall carry one all-round white light, and, in addition, on approaching or being approached by other vessels shall show a second white light at least 3 feet below the first light and at a horizontal distance of at least 5 feet away from it in the direction in which the outlying tackle is attached.

The lights mentioned in this sub-division shall be of such a character as to be visible at a distance of at least 2 miles.

***) (b) Vessels and boats, except open boats as defined in sub-division (a), when fishing with drift-nets, shall, so long as the nets are wholly or partly in the water, carry two white lights where they can best be seen. Such lights shall be placed so that the vertical distance between them shall be not less than 6 feet and not more than 15 feet, and so that the horizontal distance between them, measured in a line with the keel, shall be not less than 5 feet and not more than 10 feet. The lower of these two lights shall be in the direction of the nets, and both of them shall be of such a character as to show all round the horizon, and to be visible at a distance of not less than 3 miles.

Within the Mediterranean Sea and in the seas bordering the coasts of Japan and Korea,†) sailing fishing-vessels of less than 20 tons gross tonnage shall not be obliged to carry the lower of these two lights; should they, however, not carry it, they shall show in the same position (in the direction of the net or gear) a white light visible at a distance of not less than one sea mile on the approach of or to other vessels.

(c) Vessels and boats, except open boats as defined in sub-division (a), when line-fishing with their lines out and attached to or hauling their lines, and when not at anchor or stationary within the

---

*) This Article does not apply to Chinese or Siamese vessels.

**) The expression „Mediterranean Sea" contained in sub-sections (b) and (c) of this Article includes the Black Sea and the other adjacent inland seas in communication with it.

***) Dutch vessels and boats when engaged in the „kol," or hand-line, fishing will carry the lights prescribed for fishing with drift-nets.

†) Also, as regards Russian vessels, in the seas (excluding the Baltic) bordering the coasts of Russia.

meaning of sub-division (h), shall carry the same lights as vessels fishing with drift-nets. When shooting lines, or fishing with towing lines, they shall carry the lights prescribed for a steam or sailing vessel under way respectively.

Within the Mediterranean Sea and in the seas bordering the coasts of Japan an Korea,†) sailing fishing vessels of less than 20 tons gross tonnage shall not be obliged to carry the lower of these two lights; should they, however, not carry it, they shall show in the same position (in the direction of the lines) a white light, visible at a distance of not less than one sea mile on the approach of or to other vessels.

(d) Vessels, when engaged in trawling, by which is meant the dragging of an apparatus along the bottom of the sea

1. If steam vessels, shall carry in the same position as the white light mentioned in Article 2 (a), a tri-coloured lantern so constructed and fixed as to show a withe light from right ahead to two points on each bow, and a green light and a red light over an arc of the horizon from two points on each bow to two points abaft the beam on the starboard and port sides respectively; and not less than 6 nor more than 12 feet below the tri-coloured lantern a white light in a lantern, so constructed as to show a clear, uniform and unbroken light all round the horizon.

2. If sailing vessels, shall carry a white light in a lantern, so constructed as to show a clear, uniform and unbroken light all round the horizon, and shall also, on the approach of or to other vessels, show where it can best be seen a withe flare-up light or torch in sufficient time to prevent collision.

All lights mentioned in sub-division (d), 1 and 2, shall be visible at a distance of at least 2 miles.

(e) Oyster dredgers and other vessels fishing with dredge-nets shall carry and show the same lights as trawlers.

(f) Fishing-vessels and fishing-boats may at any time use a flare-up light in addition to the lights which they are by this Article required to carry and show, and they may also use working lights.

(g) Every fishing-vessel and every fishing-boat under 150 feet in length, when at anchor, shall exhibit a white light visible all round the horizon at a distance of at least 2 miles.

Every fishing-vessel of 150 feet in length or upwards, when at anchor, shall exhibit a white light visible all round the horizon at a distance of at least 2 miles and shall exhibit a second light as provided for vessels of such length by Article 11.

Should any such vessel, whether under 150 feet in length, or of 150 feet in length or upwards, be attached to a net or other fishing gear, she shall, on the approach of other vessels, show an additional white light at least 3 feet below the anchor light, and at a horizontal distance of at least 5 feet away from it in the direction of the net or gear.

---

†) V. ci-dessous p. 817.

(h) If a vessel or boat when fishing becomes stationary in consequence of her gear getting fast to a rock or other obstruction, she shall in day-time haul down the day-signal required by sub-division (k); at night show the light or lights prescribed for a vessel at anchor; and, during fog, mist, falling snow, or heavy rain-storms, make the signal prescribed for a vessel at anchor. (See sub-division (d), and the last paragraph of Article 15.)

(i) In fog, mist, falling snow, or heavy rain-storms, drift-net vessels attached to their nets, and vessels when trawling, dredging, or fishing, with any kind of drag-net, and vessels line fishing with their lines out, shall, if of 20 tons gross tonnage or upwards, respectively, at intervals of not more than one minute, make a blast; if steam vessels, with the whistle or siren, and, if sailing vessels, with the fog-horn; each blast to be followed by ringing the bell. Fishing vessels and boats of less than 20 tons gross tonnage shall not be obliged to give the above-mentioned signals; but, if they do not, they shall make some other efficient sound signal at intervals of not more than one minute.

(k) All vessels or boats fishing with nets or lines or trawls, when under way, shall in daytime indicate their occupation by displaying a basket where it can best be seen. If vessels or boats at anchor have their gear out, they shall, on the approach of other vessels, show the same signal on the side on which those vessels can pass.

The vessels required by this Article to carry or show the lights hereinbefore specified shall not be obliged to carry the lights prescribed by Article 4 (a) and the last paragraph of Article 11.

Article 10.

A vessel when under way shall carry at her stern, a white light so constructed, fitted, and screened, that is shall throw an unbroken light over an arc of the horizon of 12 points of the compass, viz., for 6 points from right aft on each side of the vessel, and of such a character as to be visible at a distance of at least 2 miles. Such light shall be carried as nearly as practicable on the same level as the side lights.

In small vessels, if it is not possible on account of bad weather or other sufficient cause for this light to be fixed, a light shall be kept at hand lighted and ready for use, and shall, on the approach of an overtaking vessel, be shown in sufficient time to prevent collision.

For vessels engaged in towing, see Article 3, last paragraph.

Article 11.

A vessel under 150 feet in length, when at anchor, shall carry forward, where it can best be seen, but at a height not exceeding 20 feet above the hull, a white light in a lantern so constructed as to show a clear, uniform, and unbroken light visible all round the horizon at a distance of at least 2 miles.

A vessel of 150 feet or upwards in length, when at anchor, shall carry in the forward part of the vessel, at a height of not less than 20,

and not exceeding 40, feet above the hull, one such light, and at or near the stern of the vessel, and at such a height that it shall be not less than 15 feet lower than the forward light, another such light.

Between sunrise and sunset all vessels when at anchor in or near a fairway shall carry, forward, where it can best be seen, ohne black ball, 2 feet in diameter.

A vessel aground in or near a fairway shall carry by night the above light or lights and the two red lights prescribed by Article 4 (a), and by day, where they can best be seen, 3 black balls, each 2 feet in diameter, placed in a vertical line one over the other.

Article 12.

Every vessel may, if necessary, in order to attract attention, in addition to the lights which she is by these Rules required to carry, show a flare-up light or use any detonating or other efficient sound signal that cannot be mistaken for a prescribed distress or fog signal.

Article 13.

Nothing in these Rules shall interfere with the operation of any special rules made by the Government of any nation with respect to additional station and signal lights for two or more ships of war or for vessels sailing under convoy, or with the exhibition of recognition signals adopted by shipowners, which have been authorised by their respective Governments and duly registered and published.

Article 14.

A vessel proceeding under sail, when also under steam or other mechanical power shall carry in the daytime, forward, where it can best be seen, one black cone, point upwards, 2 feet in diameter at its base.

Sound Signals for Fog, &c.

Article 15.

All signals prescribed by this Article for vessels under way shall be given

1. By „steam vessels" on the whistle or siren.
2. By „sailing vessels and vessels towed" on the fog horn.

The words „prolonged blast" used in this Article, shall mean a blast of from 4 to seconds' duration.

A steam vessel shall be provided with an efficient whistle or siren, sounded by steam or some substitute for steam, so placed that the sound may not be intercepted by any obstruction, and with an efficient fog-horn, to be sounded by mechanical means, and also with an efficient bell.*) A sailing vessel of 20 tons gross tonnage or upwards shall be provided with a similar fog-horn and bell.

---

*) In all cases where the rules require a bell to be used a drum may be substituted on board Turkish vessels, or a gong where such articles are used on board small sea-going vessels.

In fog, mist, falling snow or heavy rain-storms, whether by day or night, the signals described in this Article shall be used as follows, viz.:

(a) A steam vessel having way upon her, shall sound, at intervals of not more than 2 minutes, a prolonged blast.

(b) A steam vessel under way, but stopped and having no way upon her, shall sound, at intervals of not more than 2 minutes, 2 prolonged blasts, with an interval of about 1 second between them.

(c) A sailing vessel under way shall sound, at intervals of not more than 1 minute, when on the starboard tack, 1 blast, when on the port tack, 2 blasts in succession, and when with the wind abaft the beam, 3 blasts in succession.

(d) A vessel, when at anchor, shall, at intervals of not more than 1 minute, ring the bell rapidly for about 5 seconds.

In vessels of more than 350 feet in length the bell shall be sounded in the forepart of the vessel, and, in addition, there shall be sounded in the after-part of the vessel, at intervals of not more than 1 minute, a gong or other instrument, the tone of which cannot be confused with the ringing of the bell.

(e) A vessel, when towing, a vessel employed in laying or in picking up a submarine cable, and a vessel under way, which is unable to get out of the way of an approaching vessel through being not under command, or unable to manœuvre as required by these Rules shall, instead of the signals prescribed in subdivisions (a), (b) and (c) of this Article, at intervals of not more than 2 minutes, sound 3 lasts in succession, viz., 1 prolonged blast followed by 2 short blasts.

A vessel towed, or if more than one vessel is towed, the last vessel of the tow, shall, at intervals of not more than 2 minutes, sound 4 blasts in succession, viz., 1 prolonged blast followed by 3 short blasts, provided that this signal is not required when it is impossible to keep the vessel manned.

When practicable, the vessel towed shall make this signal immediately after the signal made by the towing vessel.

(f) A vessel aground in or near a fairway shall give the signal prescribed in paragraph (d), and shall, in addition, give 3 separate and distinct strokes on the bell immediately preceding and following each such signal.

Sailing vessels and boats of less than 20 tons gross tonnage shall not be obliged to give the above-mentioned signals, but, if they do not, they shall make some other efficient sound-signal at intervals of not more than 1 minute.*)

*) Dutch steam pilot-vessels, when engaged on their station on pilotage duty in fog, mist, falling snow, or heavy rain-storms are required to make at intervals of 2 minutes at most one long blast with the siren, followed after 1 second by a long blast with the steam whistle and again after 1 second by a long blast on the siren. When not engaged on their station on pilotage duty, they make the same signals as other steamships.

Speed of Ships to be Moderate in Fog, &c.

Article 16.

Every vessel shall, in a fog, mist, falling snow, or heavy rainstorms go at a moderate speed, having careful regard to the existing circumstances and conditions.

A steam vessel hearing, apparently forward of her beam, the fog-signal of a vessel the position of which is not ascertained, shall, so far as the circumstances of the case admit, stop her engines, and then navigate with caution until danger of collision is over.

Steering and Sailing Rules.

Preliminary — Risk of Collision.

Risk of collision can, when circumstances permit, be ascertained by carefully watching the compass bearing of an approaching vessel. If the bearing does not appreciably change, such risk should be deemed to exist.

Article 17.

When two sailing vessels are approaching one another, so as to involve risk of collision, one of them shall keep out of the way of the other, as follows, viz.:

(a) A vessel which is running free shall keep out of the way of a vessel which is close-hauled.

(b) A vessel which is close-hauled on the port tack shall keep out of the way of vessel which is close-hauled on the starboard tack.

(c) When both are running free, with the wind on different sides, the vessel which has the wind on the port side shall keep out of the way of the other.

(d) When both are running free, with the wind on the same side, the vessel which to the windward shall keep out of the way of the vessel which is to leeward.

(e) A vessel which has the wind aft shall keep out of the way of the other vessel.

Article 18.

When two steam vessels are meeting end on, or nearly end on, so as to involve risk of collision, each shall alter her course to starboard, so that each may pass on the port side of the other.

This Article only applies to cases where vessels are meeting end on, or nearly end on, in such a manner as to involve risk of collision, and does not apply to two vessels which must, if both keep on their respective courses, pass clear of each other.

The only cases to which it does apply are when each of two vessels is end on, or nearly end on, to the other; in other words, to cases in which, by day, each vessel sees the masts of the other in a line, or nearly in a line, with her own; and, by night, to cases in which each vessel is in such a position as to see both the side-lights of the other.

It does not apply, by day, to cases in which a vessel sees another ahead crossing her own course; or by night to cases where the red light of one vessel is opposed to the red light of the other, or where the green light of one vessel is opposed to the green light of the other, or where a red light without a green light, or a green light without a red light, is seen ahead, or where both green and red lights are seen anywhere but ahead.

Article 19.

When two steam vessels are crossing, so as to involve risk of collision, the vessel which has the other on her own starboard side shall keep out of the way of the other.

Article 20.

When a steam vessel and a sailing vessel are proceeding in such directions as to involve risk of collision, the steam vessel shall keep out of the way of the sailing vessel.

Article 21.

Where by any of these Rules one of two vessels is to keep out of the way, the other shall keep her course and speed.

Note.—When, in consequence of thick weather or other causes, such vessel finds herself so close that collision cannot be avoided by the action of the giving-way vessel alone, she also shall take such action as will best aid to avert collision. (See Articles 27 and 29.)

Article 22.

Every vessel which is directed by these Rules to keep out of the way of another vessel shall, if the circumstances of the case admit, avoid crossing ahead of the other.

Article 23.

Every steam vessel which is directed by these Rules to keep out of the way of another vessel shall, on approaching her, if necessary, slacken her speed or stop or reverse.

Article 24.

Notwithstanding anything contained in these Rules, every vessel, overtaking any other, shall keep out of the way of the overtaken vessel.

Every vessel coming up with another vessel from any direction more than two points abaft her beam, i.e., in such a position, with reference to the vessel which she is overtaking, that at night she would be unable to see either of that vessel's side-lights, shall be deemed to be an overtaking vessel; and no subsequent alternation of the bearing between the two vessels shall make the overtaking vessel a crossing vessel within the meaning of these Rules, or relieve her of the duty of keeping clear of the overtaken vessel until she is finally past and clear.

As by day the overtaking vessel cannot always know with certainty whether she is forward or abaft this direction from the

other vessel, she should, if in doubt, assume that she is an overtaking vessel and keep out of the way.

Article 25.

In narrow channels every steam vessel shall, when it is safe and practicable, keep to that side of the fairway or mid-channel which lies on the starboard side of such vessel.

Article 26.

Sailing vessels under way shall keep out of the way of sailing vessels or boats fishing with nets, or lines, or trawls. This Rule shall not give to any vessel or boat engaged in fishing the right of obstructing a fair-way used by vessels other than fishing-vessels or boats.

Article 27.

In obeying and construing these Rules due regard shall be had to all dangers of navigation and collision, and to any special circumstances which may render a departure from the above Rules necessary in order to avoid immediate danger.

Sound-Signals for Vessels in Sight of one Another.

Article 28.

The words „short blast“ used in this Article shall mean a blast of about one second's duration.

When vessels are in sight of one another, a steam vessel under way, in taking any course authorized or required by these Rules, shall indicate that course by the following signals on her whistle or siren, viz.:

One short blast to mean, „I am directing my course to starboard.“

Two short blasts to mean, „I am directing my course to port.“

Three short blasts to mean, „My engines are going full speed astern.“

No Vessel under any circumstances to neglect proper Precautions.

Article 29.

Nothing in these Rules shall exonerate any vessel, or the owner, or master, or crew thereof, from the consequences of any neglect to carry lights or signals, or of any neglect to keep a proper look-out, or of the neglect of any precaution which may be required by the ordinary practice of seamen, or by the special circumstances of the case.

Reservation of Rules of Harbours and Inland Navigation.

Article 30.

Nothing in these Rules shall interfere with the operation of a special rule, duly made by local authority, relative to the navigation of any harbour, river, or inland waters.

Distress Signals.

Article 31.

When a vessel is in distress and requires assistance from other vessels or from the shore, the following shall be the signals to be used or displayed by her, either together or separately, viz.:

In the daytime

1. A gun or other explosive signal fired at intervals of about a minute;
2. The International Code signal of distress;
3. The distance signal, consisting of a square flag, having either above or below it a ball or anything resembling a ball;
4. A continuous sounding with any fog-signal apparatus;
5. The international distress signal made by radiotelegraphy or radiotelephony, or by any other distance signalling method.

At night

1. A gun or other explosive signal fired at intervals of about a minute;
2. Flames on the vessel (as from a burning tar-barrel, oil-barrel, &c.);
3. Rockets or shells, throwing stars of any colour or description, fired one at a time, at short intervals;
4. A continuous sounding with any fog-signal apparatus;
5. The international distress signal made by radiotelegraphy or radiotelephony, or by any other distance signalling method.

The use of any of the above signals, except for the purpose of indicating that a vessel is in distress, and the use of any signals which may be confused with any of the above signals, is prohibited.

Notice.

I. La Convention a été ratifiée par les Etats suivants: L'Allemagne, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède (le 1er janvier 1933);*) l'Irlande (le 8 mai 1934), l'Inde (le 1er janvier 1935), la Belgique (le 29 août 1935), le Japon (le 11 septembre 1935), l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes (le 2 octobre 1935), l'Australie (le 23 mars 1936). — V. Lovtidenden C. Nr. 2, 21. avril 1936, p. 10/11.

II. Les Etats suivants ont adhéré à la Convention: Le Brésil et la Hongrie (le 1er avril 1933), l'Islande et le Portugal (le 6 avril 1933), la Ville Libre de Dantzig (le 30 avril 1933), la Chine (le 14 mai 1933), la Bulgarie (le 4 décembre 1933), la Pologne (le 4 septembre 1934), la Nouvelle-Zélande (le 19 février 1935), la Grande-Bretagne pour Hong-Kong et les

---

*) Les dates sont celles où ces ratifications et adhésions ont produit leurs effets.

Straits Settlements (le 1er juillet 1935), les Pays-Bas pour les Indes Néerlandaises (le 1er juillet 1935), le Japon pour Chosen (Corée), Taiwan (Formose) et le Territoire à bail de Kwantung (le 12 septembre 1935), l'Estonie (le 12 octobre 1935), l'Italie pour la Lybie, l'Erythrée, le Somaliland et les îles italiennes de la Mer Egée (le 30 octobre 1935), l'Argentine (le 19 janvier 1936). — V. Lovtidenden C, No 2. 21 avril 1936, p. 10/11.

144.

GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE.

Modus vivendi commercial; conclu par un Echange de Notes, signées à Angora, le 2 juillet 1929.

Treaty Series 1929, No. 18.

(1.)

Sir George Clerk to Dr. Tevfik Rushdi Bey.

British Embassy in Turkey,
Angora, July 2, 1929.

Your Excellency,

It being the desire of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Turkish Government to avoid any impediment to the trade and commerce of their respective countries on the lapse of the Commercial Convention signed at Lausanne on the 24th Juli, 1923,*) and pending the entry into force of the Treaty of commerce and navigation now being negotiated, I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom undertake, on condition of reciprocity, to accord, as from the 6th August, 1929, to Turkish citizens and goods the produce or manufacture of Turkey a treatment in Great Britain and Northern Ireland which shall be as favourable in all respects as that accorded to the nationals of, and goods the produce or manufacture of, the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation, and as regards importation, exportation and transit, and in general all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the establishment of Turkish citizens in Great Britain and Northern Ireland, the exercise of commerce, industries and professions and the payment of taxes.

2. Turkish vessels, their cargoes and passengers shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of Great Britain and Northern Ireland treatment not less favourable than that accorded to the vessels of the most favoured foreign country and their cargoes and passengers.

---

*) V. N.R.G. 3. s. XIII, p. 412.

3. The foregoing stipulations shall be extended, on condition of reciprocity, to any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions or Protectorates, or to any Mandated Territory administered by His Majesty's Government in the United Kingdom, if a notification to that effect is given by His Britannic Majesty's representative in Turkey to the Government of the Turkish Republic.

4. The Government of any of His Majesty's self-governing Dominions, or the Government of India, may, on condition of reciprocity, accede to the present modus vivendi by giving notice through His Britannic Majesty's representative in Turkey of their desire that its stipulations shall apply to their respective territories, including any Mandated Territories administered by such Governments.

5. The undertakings contained in this note will take effect as from the 6th August, 1929, and will remain in force for a period of six months at least, it being understood that they may be terminated by either party by giving three months' notice at the end of the third month or at any time subsequently. Failing such notice it will remain in force until the entry into force of the Treaty of commerce and navigation now being negotiated, as from which date it will in any event ipso facto cease to be effective.

6. As regards any of His Majesty's self-governing Dominions, India, or any Colony, Possession, Protectorate or Mandated Territory in respect of which notification of accession to this modus vivendi has been made in virtue of paragraph 4 above, or notice of the application of this modus vivendi has been given in virtue of paragraph 3 above, it may be terminated separately by either party, at the end of the third month or at any time subsequently, on three months' notice to that effect being given either by or to His Britannic Majesty's representative in Turkey.

I have, &c.

George R. Clerk.

(2.)

Dr. Tevfik Rushdi Bey to Sir George Clerk.

(Translation.)

Ministry for Foreign Affairs,
Directorate of Commercial Affairs,

Angora, July 2, 1929.

Your Excellency,

It being the desire of the Gouvernment of the Republic of Turkey and of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to avoid any impediment to the trade and commerce of their respective countries on the lapse of the Commercial Convention signed at Lausanne on the 24th July, 1923, and pending the entry into force of the Treaty of commerce and navigation now being negotiated, I have the honour to inform your Excellency that

the Government of the Republic of Turkey undertake, on condition of reciprocity, to accord, as from the 6th August, 1929, to British subjects and goods the produce or manufacture of Great Britain and Northern Ireland treatment in Turkey which shall be as favourable in all respects as that accorded to the nationals of, and goods the produce or manufacture, of, the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation, and as regards importation, exportation and transit, and in general all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the etablishment of British subjects in Turkey, the exercise of commerce, industries and professions and the payment of taxes.

2. British vessels, their cargoes and passengers shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of Turkey treatment not less favourable than that accorded to the vessels of the most favoured foreign country and their cargoes and passengers.

3. The foregoing stipulations shall be extended, on condition of reciprocity, to any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions or Protectorates, or to any Mandated Territory administered by His Majesty's Government in the United Kingdom, if a notification to that effect is given by His Britannic Majesty's representative in Turkey to the Government of the Republic of Turkey.

4. The Government of any of His Britannic Majesty's selfgoverning Dominions, or the Government of India, may, on condition of reciprocity, accede to the present modus vivendi by giving notice through His Britannic Majesty's representative in Turkey of their desire that its stipulations shall apply to their respective territories, including any Mandated Territories administered by such Governments.

5. The undertakings contained in this note will take effect as from the 6th August, 1929, and will remain in force for a period of six months at least, it being understood that they may be terminated by either party by giving three months' notice at the end of the third month or at any time subsequently. Failing such notice they will remain in force until the entry into force of the Treaty of commerce and navigation now being negotiated, as from which date they will in any event ipso facto cease to be effective.

6. As regards any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, India, or any Colony, Possession, Protectorate or Mandated Territory in respect of which notification of accession to this modus vivendi has been made in virtue of paragraph 4 above, or notice of the application of this modus vivendi has been given in virtue of paragraph 3 above, it may be terminated separately by either party, at the end of the third month or at any time subsequently, on three months' notice to that effect being given either by or to His Britannic Majesty's representative in Turkey.

I avail myself, &c.

Dr. Rushdi.

145.

PRUSSE, LIPPE.

Traité concernant l'échange de certaines parties des territoires respectifs; signé à Detmold, le 20 juillet 1929.*)

Preussische Gesetzsammlung 1931, No. 25.

Staatsvertrag zwischen dem Freistaat Preussen und dem Freistaat Lippe über den Austausch von Gebietsteilen, die zu der preussischen Gemeinde Waldorf und der lippischen Gemeinde Kalldorf gehören.

146.

GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE.

Arrangement concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu des entreprises de navigation; signé à Athènes, le 31 juillet 1929.**)

Treaty Series 1929, No. 23.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Hellenic Republic being desirous of ensuring the reciprocal exemption from income tax and trading tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, the following Agreement has been concluded:

Article 1.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to take the necessary steps under Section 18 of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1923, for exempting from income tax (including supertax) chargeable in Great Britain and Northern Ireland for the year of assessment 1923—1924 commencing on the 6th day of April, 1923, and for every subsequent year of assessment, any profits which accrue from the business of shipping carried on with ships whose port of registry is in the territory of the Hellenic Republic by an individual resident

---

*) Les ratifications ont été échangées à Minden, le 24 septembre 1931. V. Preussische Gesetzsammlung 1931, p. 223.

**) En langues anglaise et grecque. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

in the territory of the Republic and not resident in Great Britain or Northern Ireland, or by a company managing and controlling such business in the territory of the Republic.

Article 2.

The Government of the Hellenic Republic declares that on completion of the action prescribed by Section 18 of the Finance Act, 1923, which under Article 1 of this Agreement the Government of the United Kingdom have agreed to take, the law in force in the Republic will operate to exempt from all income tax and trading tax chargeable in the Republic as from the 6th day of April, 1923, and thereafter any profits which accrue from the business of shipping carried on with ships whose port of registry is in Great Britain or Northern Ireland by an individual resident in Great Britain or Northern Ireland and not resident in the territory of the Republic or by a company managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 3.

The expression „the business of shipping“ means the business carried on by an owner of ships, and for the purposes of this definition the expression „owner“ includes any charterer.

A ship shall be treated as having a port of registry in the territory of the Hellenic Republic, or as having a port of registry in Great Britain or Northern Ireland, during any period during which provisional certificates of registration as a Greek ship issued by Greek Consular Officers, or provisional certificates of registration as a British ship issued by British Consular Officers, as the case may be, are in force in respect of the ship; Provided in either case that the ship is immediately on the expiration of the provisional certificates registered as a Greek ship, or as a British ship, as the case may be.

Article 4.

This Agreement shall cease to have effect if and so soon as either the relief to be granted under Article 1 hereof in respect of income tax in Great Britain and Northern Ireland or the relief referred to in Article 2 hereof in respect of income tax and trading tax in the Hellenic Republic ceases to have legal operation.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Athens in the English and Greek languages this 31st day of July, 1929.

(L. S.) *Oliver Harvey.*

(L. S.) *André Michalacopoulos.*

147.

JAPON, TURQUIE.

Echange de Notes pour régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays; du 31 juillet 1929.

Journal officiel du Gouvernement Japonais du 5 août 1929.

Angora, le 31 juillet 1929.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Etant donné que la conclusion d'un nouveau Traité de commerce et de navigation entre la Turquie et le Japon ne pourra avoir lieu qu'après le 5 août 1929, date à laquelle prendra fin la Convention commerciale du 24 juillet 1923,*) j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Turc est prêt à regler provisoirement les relations commerciales entre la Turquie et le Japon de la manière suivante:

1) Les Gouvernements Turc et Japonais s'engagent à s'accorder le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation.
2) Le présent Accord entrera en vigueur le 6 août 1929, et sera valable pour un délai de trois mois. Les deux Gouvernements conviennent en outre que le présent Accord sera prorogé par voie de tacite reconduction et par périodes trimestrielles s'il n'est pas dénoncé par l'un de ces deux Gouvernements trente jours avant l'expiration de chaque trimestre.

Je vous saurais gré de vouloir bien me confirmer l'adhésion du Gouvernement Japonais aux propositions ci-dessus.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

Tewfik Ruchdi.

Monsieur H. Ashida, Chargé d'Affaires du Japon, en Turquie.

Angora, le 31 juillet,
4 Showa (1929).

Monsieur le Ministre,

Par lettre de ce jour Votre Excellence a bien voulu me faire savoir qu'étant donné que la conclusion d'un nouveau Traité de commerce et de navigation entre le Japon et la Turquie ne pourra avoir lieu qu'après le 5 août 1929, date à laquelle prendra fin la Convention commerciale du 24 juillet 1923, le Gouvernement Turc est prêt à régler provisoirement les relations commerciales entre le Japon et la Turquie de la manière suivante:

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XIII, p. 412.

1) Les Gouvernements Japonais et Turc s'engagent à s'accorder le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation.
2) Le présent Accord entrera en vigueur le 6 août 1929, et sera valable pour un délai de trois mois. Les deux Gouvernements conviennent en outre que le présent Accord sera prorogé par voie de tacite reconduction et par périodes trimestrielles s'il n'est pas dénoncé par l'un de ces deux Gouvernements trente jours avant l'expiration de chaque trimestre.

D'après les ordres de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de Vous confirmer l'adhésion du Gouvernement Japonais aux propositions ci-dessus.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Hitoshi Ashida.

Son Excellence Monsieur le Dr. Tewfik Ruchdi Bey, Ministre des Affaires Etrangères, Angora.

148.

ESPAGNE, AUTRICHE.

Echange de Notes verbales concernant la suppression réciproque du visa des passeports; des 1er et 23 août 1929.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1929, Stück 89.

149.

NORVÈGE, TURQUIE.

Arrangement commercial provisoire; conclu par un Echange de Notes, signées à Angora, le 1er août 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1929, No. 8.

Légation des Pays-Bas

Ankara, le 1er août 1929.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un Traité de Commerce, de Navigation

*) Le Gouvernement Espagnole a dénonce l'Accord par une Note verbale du 17 septembre 1931. V. Bundesgesetzblatt 1931, p. 1703.

et d'Etablissement, dont les négociations ont déjà été entamées, mon Gouvernement consent à ce qu'à partir du 1er août 1929, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie, importés sur le territoire Norvégien et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent jusqu'au 1er février 1930, du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Norvège du traitement de la nation la plus favorisée.

Il demeure également entendu, que le présent Modus Vivendi sera prorogé par tacite reconduction si l'une des deux Parties Contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de 30 jours.

Il cessera ipso facto de produire ses effets le jour de la mise en vigueur de la Convention de Commerce, de Navigation et d'Etablissement en cours de négociations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

W. van Welderen Rengers,
Chargé des intérêts diplomatiques
Norvégiens en Turqie.

Son Excellence Dr. Tewfik Rouschdi Bey, le Ministre des Affaires Etrangères à Ankara.

République Turque
Ministère des Affaires Etrangères.

Ankara, le 1 août 1929.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un Traité de Commerce, de Navigation et d'Etablissement, dont les négociations ont déjà été entamées, mon Gouvernement consent à ce qu'à partir du 1er août 1929 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Norvège importés sur le territoire Turc et destinés soit à la consommation soit à la réexpedition ou au transit, jouissent jusqu'au 1er février 1930 du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Norvège pendant le délai précité aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie du traitement de la nation la plus favorisée.

Il demeure également entendu que le présent Modus Vivendi sera prorogé par tacite reconduction si l'une des deux Parties Contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de 30 jours.

Il cessera ipso facto de produire ses effets le jour de la mise en vigueur de la Convention de Commerce, de Navigation et d'Etablissement en cours de négociations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Dr. Rusti.

S. E. Mr. W. B. R. de Welderen Rengers, Ministre des Pays-Bas, Chargé des intérêts diplomatiques Norvégiens en Turquie.

150.

JAPON, ESPAGNE.

Arrangement commercial; conclu par un Echange de Notes, signées à Madrid, le 5 août 1929.

Journal officiel du Gouvernement Japonais du 15 août 1929.

Madrid, 5 de Agosto de 1929.

Muy Señor mío:

En Nota de esta fecha se sirve V. S. manifestarme lo siguiente:

„Considerando el Gobierno Imperial que el régimen que viene rigiendo las relaciones comerciales entre el Japón y España como consecuencia de las Notas de 5 de Noviembre de 1925, canjeadas entre la Legación del Japón y el Ministerio de Estado, resulta inadecuado a las circunstancias actuales, me ha encargado que proponga al Gobierno de S. M. C. el cese de dicho régimen, a partir del día 15 del mes de Agosto de 1929, y su sustitución, desde la misma fecha, por el de aplicación recíproca, en toda su integridad, del Convenio especial de comercio vigente entre ambos países, el cual seguiría en vigor, del modo amplia indicado, hasta tres meses después de que cualquiera de la Partes notificase a la otra la denuncia del mismo.

Si el Gobierno de S. M. C. estuviera conforme con dicha propuesta, el acuerdo entre los dos Gobiernos quedaría ultimado por el canje de la presente Nota y la análoga que V. E. tenga a bien dirigirme."

En su vista, tengo la honra de participar a V. S. que el Gobierno de S. M. C. se halla conforme con la expresada propuesta y, por lo tanto, considera formalizado este acuerdo entre ambos Gobiernos por el canje de esta Nota y la análoga de V. S. que queda transcrita.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. S. las seguridades de mi distinguida consideración.

Severiano Martinez Anido.

S. S. Kinta Arai, Encargado de Negocios del Japón.

151.

GRANDE-BRETAGNE, JAPON.

Echange de Notes concernant l'exemption d'impôts sur les revenus des entreprises de navigation, signées à Londres, le 10 août 1929.

Treaty Series, No. 25 (1929).

(1.)

Mr. Henderson to Mr. Matsudaira.

Foreign Office,
London, August 10, 1929.

Your Excellency,

I have the honour to confirm, on behalf of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the following points of agreement which have been reached as the result of the negotiations carried on between His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom and the Imperial Japanese Government in regard to the reciprocal exemption from income-tax of the profits accruing from the business of shipping:

1. His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom agree to take the necessary steps under Section 18 of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1923, for exempting from income-tax (including super-tax) chargeable in the United Kingdom for the year of assessment 1928—29, commencing on the 6th day of April, 1928, and for every subsequent year of assessment, any profits which accrue from the business of shipping carried on with ships whose port of registry is in Japan by an individual of Japanese nationality resident in Japan and not in the United Kingdom or by a corporate body, incorporated under Japanese law and managing and controlling such business in Japan.

2. The Japanese Government declare that on completion of the steps under Section 18 of the Finance Act, 1923, which, under Article 1 of this Agreement, His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom have agreed to take, Law No. 6, 1924, promulgated in Japan on the 18th July, 1924, as amended by Law No. 6, 1928, will operate to exempt from income tax, as also from the business profit tax, chargeable in Japan on and after the 12th day of May, 1928, any profits which accrue from the business of shipping carried on with ships whose port of registry is in the United Kingdom by an individual of British nationality resident in the United Kingdom and not in Japan or by a corporate body, incorporated under the laws of the United Kingdom and managing and controlling such business in the United Kingdom.

3. For the purpose of this Agreement the term „Japan" includes all regions under Japanese rule excluding the islands under Japanese Mandate situated in the Pacific Ocean and lying north of the Equator.

The expression „the business of shipping" means the business carried on by an owner of a ship or ships and for the purpose of this definition the expression „owner" includes any charterer.

4. This Agreement shall cease to have effect if and so soon as either the relief to be granted under Article 1 hereof in respect of income-tax (including super-tax) in the United Kingdom, or the relief referred to in Article 2 hereof in respect of income - tax and business profit tax in Japan ceases to have legal operation.

I have, &c.

(For the Secretary of State),

George Mounsey.

(2.)

Mr. Matsudaira to Mr. Henderson.

Japanese Embassy,

London, August 10, 1929.

Sir,

I have the honour to confirm, under instructions from the Imperial Japanese Government, the following points of agreement which have been reached as a result of the negotiations carried on between the Imperial Japanese Government and His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in regard to the reciprocal exemption from income-tax of the profits accruing from the business of shipping:

[suit le texte de la Note précédente.]

I have, &c.

T. Matsudaira.

152.

BELGIQUE, BULGARIE, DANEMARK, ÉGYPTE, FRANCE, GRÈCE, ITALIE, LETTONIE, NORVÈGE, PAYS-BAS, ROUMANIE, ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SUÈDE, SUISSE.

Arrangement dans le but de reviser l'Arrangement pour l'unification des médicaments héroïques, conclu le 29 novembre 1906;*) signé à Bruxelles, le 20 août 1929.**)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter, 1931, No. 12.

Les Gouvernements de la Belgique, de la Bulgarie, du Danemark, de l'Egypte, de la France, de la Grèce, de l'Italie, de la Lettonie, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de la Suède et de la Suisse, ayant reconnu l'utilité de conclure, sur les bases indiquées dans le Protocole Final signé le 29 septembre 1925 à la suite de la Conférence de Bruxelles, un Arrangement dans le but de reviser l'Arrangement pour l'unification de la formule des médicaments héroïques, signé à Bruxelles, le 29 novembre 1906, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes:

Résolutions d'ordre général.

Article premier.

Certaines exigences de la Convention de 1906 en ce qui concerne soit la pulvérisation, soit le moment de la récolte, ne sont pas maintenues lorsqu'une méthode de dosage permet l'évaluation exacte des principes actifs des drogues ou de leurs préparations, et qu'une teneur en ces principes a été fixée.

Article 2.

Les teintures seront préparées par macération ou percolation ou encore, dans certains cas, par solution d'un extrait officinal de titre défini.

Article 3.

Les teintures des drogues héroïques, pour lesquelles une teneur déterminée en principes actifs n'est pas prescrite, seront à 10 p. c. en poids.

Article 4.

Les teintures des drogues héroïques, pour lesquelles une teneur en principes actifs est prescrite, seront, au besoin, ramenées au titre exigé par addition d'alcool d'un degré approprié.

---

*) V. N. R. G. 3. s. I, p. 592.
**) Pour les adhésions voir la Notice à la fin du présent numéro.

Article 5.

Les extraits fluides des drogues héroïques, pour lesquels une teneur en principes actifs n'est pas prescrite, seront préparés de telle façon qu'une partie en poids de l'extrait fluide représente une partie en poids de la drogue.

Article 6.

Les extraits fluides des drogues héroïques, pour lesquels une teneur déterminée en principes actifs est exigée, seront, au besoin, ramenés à ce titre par addition d'alcool d'un degré approprié.

Article 7.

Il ne sera pas donné à un médicament héroïque la forme de vin médicinal.

Résolutions d'ordre spécial à certains médicaments.

Article 8.

Les substances médicamenteuses inscrites au tableau ci-après seront désignées, dans la pharmacopée publiée par chacun des Gouvernements Contractants, de préférence sous les dénominations latines employées dans ce tableau, et répondront aux prescriptions indiquées en regard.

Noms des Médicaments et prescriptions.

Aconitum Napellus L.

Aconiti tuber
Tubercule desséché.

Pulvis Aconiti
Cette poudre renfermera 0.50 p. c. d'alcaloïdes totaux. On ramènera éventuellement à ce titre par addition d'amidon de riz.

Tinctura Aconiti
Préparer au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes. Cette teinture titrera 0.05 p. c. d'alcaloïdes totaux.

Extractum Aconiti
Cet extrait renfermera 1 p. c. d'alcoloïdes totaux.

Sirupus Aconiti
Ce sirop sera préparé à 5 p. c. de teinture. Il renfermera 0.0025 p. c. d'alcaloïdes totaux.

Atropa Belladonna L.

Belladonnæ folium
Feuille desséchée.

Pulvis Belladonnæ
Cette poudre renfermera au moins 0.30 p. c. d'alcaloïdes totaux (titre provisoire). On ramènera éventuellement à ce titre par addition d'amidon de riz.

Tinctura Belladonnæ
Préparer au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes. Cette teinture titrera au moins 0.03 p. c. d'alcaloïdes totaux (titre provisoire).

Extractum Belladonnæ

Préparer au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes un extrait sans chlorophylle. L'évaporation des liquides extractifs se fera à une température inférieure à 50° C. Cet extrait renfermera au moins 1.30 p. c. d'alcoloïdes totaux (titre provisoire).

Sirupus Belladonnæ

Ce sirop sera préparé à 5 p. c. de teinture de belladone.

Unguentum Belladonnæ

Cet onquent renfermera 10 p. c. d'extrait de belladone.

Lytta vesicatoria Fabr., Epicauta Gorhami Mars, et autres insectes vésicants.

Pulvis Cantharidis

Cette poudre renfermera au moins 0.60 p. c. de cantharidine.

Tinctura Cantharidis

Préparer au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes une teinture renfermant 0.06 p. c. de cantharidine.

Colchicum autumnale L.

Colchici semen

Semence desséchée.

Pulvis Colchici

Cette poudre renfermera 0.40 p. c. de colchicine. On ramènera éventuellement à ce titre par addition d'amidon de riz.

Tinctura Colchici

Préparer au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes une teinture renfermant 0.04 p. c. de colchicine.

Extractum Colchici

Cet extrait renfermera 2 p. c. de colchicine.

Digitalis purpurea L.

Digitalis folium

Feuille desséchée à 55—60° C.

Pulvis Digitalis

Tinctura Digitalis

Préparer à 10 p. c. en poids, au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes.

Sirupus Digitalis

Sirop préparé à 5 p. c. de teinture de digitale.

Hyoscyamus niger L.

Hyoscyami folium

Feuille desséchée.

Tinctura Hyoscyami

Préparer à 10 p. c. en poids, au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes.

Extractum Hyoscyami

Préparer au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes un extrait sans chlorophylle. L'évaporation des liquides extractifs se fera à une température inférieure à 50° C.

Uragoga Ipecacuanha H. Bn.

Ipecacuanhæ radix
Racine desséchée.
Pulvis Ipecacuanhæ
Cette poudre renfermera 2 p. c. d'alcaloïdes totaux.
Tinctura Ipecacuanhæ
Préparer au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes une teinture renfermant 0.20 p. c. d'alcaloïdes totaux.
Sirupus Ipecacuanhæ
Ce sirop sera préparé à 10 p. c. de teinture d'ipécacuanha.

Lobelia inflata L.

Lobeliæ herba
Herbe fleurie sèche.
Tinctura Lobeliæ
Préparer à 10 p. c. en poids, au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes.

Strychnos Nux vomica L.

Strychni semen
Semence desséchée.
Pulvis Strychni
Cette poudre renfermera 2.5 p. c. d'alcaloïdes totaux.
Tinctura Strychni
Préparer au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes une teinture contenant 0.25 p. c. d'alcaloïdes totaux.
Extractum Strychni
Préparer au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes un extrait dégraissé contenant 16 p. c. d'alcaloïdes totaux.
Opium
Latex épaissi provenant du fruit de Papaver somniferum L.
Pulvis opii
Cette poudre, desséchée à 60° C., renfermera 10 p. c. de morphine anhydre. On ramènera éventuellement à ce titre par addition d'amidon de riz ou de sucre de lait.
Pulvis opii et Ipecacuanhæ compositus
Cette poudre renfermera 10 p. c. de poudre d'opium et 10 p. c. de poudre d'ipécacuanha.
Tinctura opii
Préparer au moyen d'alcool à 70 p. c. en volumes une teinture contenant 1 p. c. de morphine anhydre.
Tinctura opii crocata seu
Laudanum Sydenhami
Cette teinture renfermera 1 p. c. de morphine anhydre.
Tinctura opii benzoica
Cette teinture renfermera 0.05 p. c. de morphine anhydre.
Extractum opii aquosum
Préparer un extrait aqueux contenant 20 p. c. de morphine anhydre.

Sirupus opii
  Teneur en morphine anhydre: 0.05 p. c.
Sirupus opii dilutus seu
Sirupus diacodii
  Teneur en morphine anhydre: 0.01 p. c.

Strophantus gratus Franch.
Strophantus hispidus DC.
Strophantus Kombe Oliv.
Tinctura Strophanthi
  Prendre 10 p.c. en poids de semences de Strophanthus hispidus ou de Strophanthus Kombe, les dégraisser et préparer la teinture au moyen d'alcool à 70 p. c. volumes.
Tinctura Strophanthi grati
  Cette teinture se prépare comme la précédente, en employant les semences de Strophanthus gratus.

Claviceps purpurea Tul.
Secale cornutum
  Ergot de seigle de l'année conservé entier.
Extractum secalis cornuti aquosum
  Préparer un extrait aqueux repris par l'alcool à 60 p. c. en volumes.
Extractum secalis cornuti fluidum
  Préparer à 100 p. c.
Extractum secalis cornuti fluidum acidum
  Préparer à 100 p. c.
Acidum hydrocyanicum dilutum
  Doit renfermer 2 p. c. d'acide cyanhydrique.
Aqua laurocerasi
  Teneur en acide cyanhydrique total 0.10 p. c.
Aqua amygdalæ amaræ
  Teneur en acide cyanhydrique total 0.10 p. c.
Solutio phenoli
  Doit renfermer 2 p. c. de phénol.
Natrii arsenas
  Sel cristallisé à 36.85 p. c. d'anhydride arsénique (pentoxyde d'arsenic).
Solutio arsenicalis seu Fowleri
  Solution neutre renfermant 1 p. c. d'anhydride arsénieux (trioxyde d'arsenic).
Sirupus ferrosi iodidi concentratus
  Préparer à 5 p. c. en poids d'iodure ferreux.
Sirupus ferrosi iodidi dilutus
  Préparer à 0.50 p. c. en poids d'iodure ferreux.
Solutio iodi spirituosa
  Formule: 6.5 gr. d'iode; 2.5 gr. d'iodure potassique; 91 gr. d'alcool à 90 p. c. en volumes.

L'iodure potassique peut être remplacé par une quantité correspondante d'iodure sodique.

Cocaini hydrochloridum
Sel anhydre.

Unguentum hydrargyri
Préparer à 30 p. c. de mercure.

Sirupus morphini
Doit contenir 0.05 p. c. de chlorhydrate de morphine.

Sirupus codeini
Doit contenir 0.20 p. c. de codéine, sous forme de base ou de sel.

Sirupus chlorali hydrati
Doit contenir 5 p. c. d'hydrate de chloral.

Sirupus hydrargyri iodidi cum Kalii iodido
Doit contenir 0.05 p. c. d'iodure mercurique et 2.5 p. c. d'iodure potassique.

Hydrastis canadensis L.

Hydrastidis rhizoma
Rhizome desséché muni de racines adventives.

Pulvis Hydrastidis
Doit contenir au moins 2 p. c. d'hydrastine.

Tinctura Hydrastidis
Préparer au moyen d'alcool à 60 p. c. en volumes une teinture renfermant 0.20 p. c. d'hydrastine.

Extractum Hydrastidis fluidum
Doit contenir 2 p. c. d'hydrastine.

Urginea Scilla Steinh.

Scillæ bulbus
Squames médianes desséchées de la variété blanche.

Tinctura Scillæ
Préparer à 10 p. c. au moyen d'alcool à 60 p. c. en volumes.

Acetum Scillæ
Préparer à 10 p. c.

Oxymel Scillæ
Préparer à 50 p. c. de vinaigre scillitique.

Cannabis sativa L., var. indica Lamk.

Cannabis indicæ herba
Sommités fleuries et fructifères, non privées de la résine, de la plante femelle cultivée aux Indes orientales.

Extractum Cannabis indicæ
Préparer au moyen d'alcool à 90 p. c. en volumes.

Tinctura Cannabis indicæ
Préparer à 10 p. c. au moyen d'alcool à 90 p. c. en volumes.

Solutio nitroglycerini spirituosa
Préparer à 1 p. c. en poids.

Compte-gouttes normal.

Article 9.

Les Gouvernements Contractants adopteront un compte-gouttes normal qui, à la température de 15 degrés centigrades et avec de l'eau distillée, donnera 20 gouttes par gramme.

Arsenobenzènes.

Article 10.

Après avoir entendu l'exposé des travaux de M. De Myttenaere sur le contrôle chimique des arsenobenzènes, la IIe Conférence internationale appelle l'attention des Gouvernements sur la nécessité d'associer le contrôle chimique au contrôle biologique des arsenobenzènes.

Elle invite en conséquence les Gouvernements à désigner des personnalités qui enverront au Secrétariat permanent les résultats de leurs recherches effectuées sur des échantillons identiques afin d'établir les modalités du contrôle chimique qu'il y aura lieu d'adopter.

Nomenclature.

Article 11.

La nomenclature internationale doit être rédigée en latin.

Article 12.

Les Pays Contractants pourront conserver leur momenclature actuelle en mentionnant en même temps le nom international.

Article 13.

Les espèces végétales et animales seront désignées par leur nom latin scientifique. Pour les premières on adoptera l'index de Kew et ses suppléments.

Article 14.

Les drogues végétales et animales seront également désignées par le nom latin des espèces qui les fournissent, sauf pour certaines d'entre elles auxquelles l'usage a consacré un nom latin usuel. Il sera dressé une liste de ces dénominations.

Article 15.

Dans la désignation des drogues, le nom du végétal doit précéder celui de la partie employée.

Article 16.

Les noms des drogues s'écrivent au singulier.

Article 17.

Dans la nomenclature des préparations galéniques, le nom de la préparation doit précéder celui de la drogue employée.

Article 18.

Le Secrétariat international des Pharmacopées, aprés avoir consulté les Commissions des Pharmacopées, définira les termes employés en pharmacie: ceratum, decoctum, infusum, extractum, pomatum, sirupus, solutio, tinctura, unguentum, etc.

Article 19.

On ne donnera pas la dénomination de decoctum ou d'infusum à des mélanges d'eau et d'extrait fluide.

Article 20.

Dans la dénomination des solutions aqueuses, la nature du dissolvant ne sera pas mentionnée. Elle le sera dans les autres cas.

Article 21.

Dans la dénomination des extraits alcooliques, la nature du dissolvent ne sera pas mentionnée. Elle le sera dans les autres cas; on indiquera toujours la consistance de l'extrait.

Article 22.

Dans la dénomination des teintures alcooliques, la nature du véhicule ne sera pas mentionnée; elle le sera dans les autres cas.

Article 23.

On ne donnera pas le nom de teinture à de simples solutions de substances chimiques.

Article 24.

Le noms des corps simples seront en rapport avec les symboles chimiques.

Article 25.

On tiendra compte, autant que possible, des fonctions chimiques.

Article 26.

Dans la désignation des sels, le nom latin international doit commencer par celui de la base exprimé au génitif.

Article 27.

A moins de nécessité, les dénominations non scientifiques ne seront pas employées comme dénominations internationales.

Article 28.

Pour les médicaments dont la dénomination scientifique est trop longue, le Secrétariat permanent dressera une liste de noms courts, après avoir pris l'avis des diverses Commissions des Pharmacopées.

Article 29.

On évitera l'emploi de termes prêtant à confusion avec des produits destinés à l'alimentation.

Doses maxima.

Article 30.

Par doses maxima internationales il faut entendre les doses pour adultes à administrer par la voie buccale en une fois ou dans les 24 heures, que le pharmacien ne peut dépasser à moins que le médecin ne l'ait formellement prescrit.

Article 31.

La II[e] Conférence donne au Secrétariat permanent la mission de consulter au plus tôt les Commissions des Pharmacopées des différentes nations afin de savoir si elles acceptent toutes les doses indiquées au „Tableau des doses maxima" et, dans le cas contraire, quels sont les chiffres qu'elles proposent et les raisons qui motivent leur décision.

Dès que le Secrétariat sera en possession des réponses, il demandera aux Commissions dont les chiffres s'écarteraient de ceux qui ont été admis par la majorité de bien vouloir examiner à nouveau si elles ne pourraient se rallier aux doses proposées, afin d'aboutir à une entente internationale.

Pourvu de tous renseignements, le Secrétariat communiquera aux Gouvernements la liste des doses maxima sur lesquelles l'accord s'est établi.

Article 32.

La II[e] Conférence attire l'attention du Secrétariat international permanent des Pharmacopées sur l'intérêt qu'il y aurait de mettre à l'étude dans tous les pays l'adoption de doses maxima internationales pour certains médicaments très actifs destinés à être absorbés par une autre voie que la voie buccale et notamment en injections sous-cutanées ou intra-veineuses.

Article 33.

Afin d'établir nettement les responsabilités du médecin et du pharmacien dans la délivrance des médicaments héroïques pour lesquels une dose maximum a été prévue par les pharmacopées ou par décision internationale, la II[e] Conférence invite les Gouvernements à exiger que dans toute prescription médicale où la dose maximum du médicament a été dépassée, cette dose soit répétée en lettres et confirmée par une nouvelle signature ou un paraphe du médicin.

Secrétariat permanent.

Article 34.

Il y a lieu de créer un organisme international pour l'unification des pharmacopées.

Article 35.

La Commission organisatrice fera des instances auprès du Gouvernement Belge pour que ce dernier entame des pourparlers avec la Société des Nations en vue de la constitution définitive de ce Secrétariat permanent ainsi que des autres Commissions dont la Conférence a décidé en principe la création.

En attendant et à titre essentiellement provisoire, la Commission de la Pharmacopée belge sera chargée d'assurer le fonctionnement de l'organisme projeté afin de ne pas perdre de temps et de mettre le Secrétariat à même de continuer sa mission dès qu'il aura été définitivement constitué.

Article 36.

Outre les fonctions de transmission des documents et de coordination des travaux concernant l'unification des pharmacopées, le Secrétariat se conformera, dans ses grandes lignes, aux propositions ci-après de M. van Itallie:

1° Elaborer des amendements et des additions à la Convention de Bruxelles en ce qui concerne la formule des remèdes héroïques;

2° Etudier les méthodes servant à déterminer les éléments actifs des remèdes héroïques et faire des propositions ayant pour but de fixer la teneur de ces éléments actifs;

3° Formuler des propositions qui pourront conduire à l'uniformité de la nomenclature dans les pharmacopées;

4° Formuler des propositions qui permettent d'arriver à l'unification dans la description des produits chimiques, à leur identification, à leur analyse, etc., dans les pharmacopées.

Dosages chimiques.

Article 37.

La IIe Conférence est d'avis qu'il y a lieu de renvoyer à une Commission internationale l'étude de l'unification des méthodes de dosages chimiques et physico-chimiques des médicaments héroïques.

Cette Commission internationale serait composée de sept membres, à choisir parmi les représentants les plus autorisés des diverses nations. Les modalités d'organisation et de travail de cette Commission ont été réglées au cours de la Conférence actuelle par les membres présents de la Commission.

Sont désignés comme membres:

MM. van Itallie (Pays-Bas), Président.
Gadamer (Allemagne).
du Mez (Etats-Unis).
Goris (France).
White (Grande-Bretagne).
Asahina (Japon).
Eder (Suisse).

La II[e] Conférence décide, en outre, de prier la Commission organisatrice d'informer au plus tôt l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations de la création de cette Commission internationale et de lui demander son concours éventuel.

Préparations galéniques.

Article 38.

La II[e] Conférence est d'avis qu'il y a lieu de renvoyer à une Commission internationale l'étude de l'unification des méthodes de préparation des médicaments galéniques héroïques.

Cette Commission internationale serait composée de huit membres choisis parmi les représentants les plus autorisés des diverses nations. Les modalités d'organisation et de travail de cette Commission ont été réglées au cours de la Conférence actuelle par les membres présents de la Commission.

Sont désignés comme membres:

MM.	Golaz	(Suisse), Président.
	Wattiez	(Belgique).
	Fullerton-Cook	(Etats-Unis).
	Tiffeneau	(France).
	Greenish	(Grande-Bretagne).
	Meulenhoff	(Pays-Bas).
	Vintilesco	(Roumanie).
	von Friedrichs	(Suède).

La II[e] Conférence décide, en outre, de prier la Commission organisatrice d'informer au plus tôt de la création de cette Commission internationale l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations et de lui demander son concours éventuel.

Article 39.

Les Gouvernements qui n'ont pas pris part au présent Arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement Belge et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

Article 40.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1[er] septembre 1929.

Article 41.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Parties Contractantes dénoncerait le présent Arrangement, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard et seulement six mois après le jour où cette dénonciation aura été notifiée au Gouvernement Belge.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Arrangement.

Fait à Bruxelles, le 20 août 1929, en un seul exemplaire, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour la Belgique:
Paul Hymans.

Pour la Bulgarie:
D. Hodjeff.

Pour la Danemark:
O. Krag.

Pour l'Egypte:
S. Wahba.

Pour la France:
Maurice Herbette.

Pour la Grèce:
P. Capsambellis.

Pour l'Italie:
G. Bordonaro.

Pour la Lettonie:
J. Lasdin.

Pour la Norvège:
W. M. Johannessen.

Pour les Pays-Bas:
O. van Nispen tot Sevenaer.

Pour la Roumanie:
Al. Telemaque.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
P. Pechitch.

Pour la Suède:
M. de Hallenborg.

Pour la Suisse:
Borsinger.

Procès-verbal de signature.

Les soussignés, dûment autorisés, se sout réunis, le 20 août 1929, au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, à l'effet de procéder à la signature de l'acte destiné à donner la consécration diplomatique aux résolutions adoptées par la Conférence qui s'est réunie à Bruxelles au mois de septembre 1925 en vue de reviser l'Arrangement pour l'unification de la formule des médicaments héroïques, signé à Bruxelles, le 29 novembre 1906.

Au moment d'apposer leurs signatures sur ledit acte, les Représentants de la Bulgarie, du Danemark, de l'Egypte, de la France, de l'Italie, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse formulent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, les réserves suivantes:

Réserves formulées par le Gouvernement Bulgare:

1) Le Gouvernement Bulgare déclare se réserver le droit d'apporter aux dispositions du présent Arrangement les modifications de détail que les progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient de temps à autre rendre nécessaires.

2) La nomenclature usitée actuellement en Bulgarie, c'est-à-dire la nomenclature de la pharmacopée russe VI, sera maintenue jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle pharmacopée bulgare.

Réserves formulées par le Gouvernement Danois:

Le Gouvernement Danois se réserve le droit d'apporter aux dispositions du présent Arrangement les modifications de détail que les

progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient de temps à autre rendre nécessaires.

Des Conventions internationales sur la nomenclature botanique ayant été adoptées aux Congrès botaniques de Vienne 1905 (Règles internationales pour la nomenclature botanique, principalement des plantes vasculaires) et de Bruxelles 1910 (Actes du IIIe Congrès international de Botanique, Bruxelles, 1910, Vol. I.) et ces Conventions n'étant pas tout à fait conformes avec la nomenclature de l'Index de Kew, le Gouvernement Danois ne peut accepter l'adoption de l'Index de Kew pour la nomenclature botanique de la Pharmacopée.

Le Gouvernement Danois se réserve le droit d'employer les termes usuels pharmaceutiques bien qu'ils puissent prêter à confusion avec les dénominations employées en Danemark ou ailleurs pour des produits destinés à l'alimentation.

Réserves formulées par le Gouvernement du Royaume d'Egypte:

Le Gouvernement du Royaume d'Egypte déclare se réserver le droit d'apporter aux dispositions du présent Arrangement les modifications de détail que les progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient de temps à autre rendre nécessaires.

Réserves formulées par le Gouvernement Français:

Le Gouvernement Français déclare se réserver le droit d'apporter aux dispositions du présent Arrangement les modifications de détail que les progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient de temps à autre rendre nécessaires.

Réserves formulées par le Gouvernement Italien:

1) Le Gouvernement Italien déclare se réserver le droit d'apporter aux dispositions du présent Arrangement les modifications de détail qu'il jugerait nécessaires et que les progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient suggérer.

2) Le Gouvernement Italien déclare en outre:

a) pour ce qui a trait à l'Art. 2 de l'Arrangement: les cas prévus par cet Article concernant la possibilité de préparer des teintures par solution d'un extrait officinal de titre définitif doivent être interprétés comme se référant exclusivement aux extraits dans lesquels le dosage des principes actifs qui y sont contenus peut se faire par des méthodes connues et généralement adoptées.

b) il ne peut pas accepter les obligations visées par l'Art. 5 de l'Arrangement.

c) il accepte le tableau des médicaments héroïques tel qu'il ressort du Protocole Final, avec la variation suivante qui concerne l'„Extractum Belladonnae" (page 6 du Protocole Final): l'extrait contiendra au moins 1.25 (un et vingt-cinq) pour cent d'alcaloïdes totaux (titre provisoire) au lieu de 1.30 p. c. indiqué audit taubleau.

d) dans la Pharmacopée Officielle du Royaume d'Italie, actuellement en vigueur, les termes suivants figurant au tableau susindiqué sont omis:

Acidum Hydrocianicum Dilutum, Solutio Phenoli, Oxymel Scyllæ.

Réserves formulées par le Gouvernement Norvégien:

1) Le Gouvernement Norvégien déclare se réserver le droit d'apporter à une nouvelle pharmacopée norvégienne les modifications de détail que les progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient rendre désirables.

2) Attendu que les conventions internationales relatives à une nomenclature botanique ont été conclues aux congrès botaniques de Vienne en 1905 et de Bruxelles en 1910 et que ces conventions établissent une nomenclature qui n'est pas entièrement conforme à celle de l'Index de Kew, le Gouvernement Norvégien considère devoir maintenir la nomenclature établie par lesdits congrès.

3) Le Gouvernement Norvégien se réserve le droit d'appliquer la nomenclature actuelle comme sous-titre dans la nouvelle édition de la pharmacopée norvégienne, qui est en cours de préparation.

4) Les dispositions du présent Arrangement n'entreront en vigueur en ce qui concerne la Norvège qu'à la publication de la nouvelle édition de la pharmacopée.

5) Il est présumé que les dispositions relatives à la création d'un Secrétariat international seront remplacées par l'établissement d'un échange de rapports entre les commissions de pharmacopée (page 50 des comptes rendus). Il est entendu que l'établissement d'un tel échange n'amènera que des frais peu importants.

6) En ce qui concerne le tableau des doses maxima, le Gouvernement Norvégien s'en réfère au memorandum communiqué au Gouvernement Belge et contenant les observations de la Commission norvégienne de la pharmacopée.

Réserves formulées par le Gouvernement des Pays-Bas:

Le Gouvernement des Pays-Bas déclare se réserver le droit d'introduire dans la pharmacopée néerlandaise, si le besoin s'en fait sentir, un vin médicinal préparé à base de médicaments héroïques.

Réserves formulées par le Gouvernement Suédois:

1) Le Gouvernement Suédois déclare se réserver le droit d'apporter aux dispositions du présent Arrangement les modifications de détail que les progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient, de temps à autre, rendre nécessaires.

2) Le Gouvernement Suédois se réserve le droit de maintenir le vin médicinal Vinum glycyrrhizae Opiatum.

3) Attendu que les Conventions internationales relatives à une nomenclature botanique ont été conclues aux congrès botaniques de Vienne 1905 (Règles internationales pour la Nomenclature botanique principalement des plantes vasculaires) et de Buxelles 1910 (Actes du IIIe Congrès international de Botanique, Bruxelles 1910, Vol. I) et que ces conventions établissent une nomenclature qui n'est pas entièrement conforme à celle de l'Index de Kew, le Gouvernement Suédois ne considère

pas devoir adopter l'Index de Kew pour la nomenclature des espèces végétales.

Réserves formulées par le Gouvernement Suisse:

1) Toutes les teneurs en principes actifs mentionnés dans l'Arrangement, pour autant qu'elles concernent les drogues, doivent être considérées comme des indications provisoires sans caractère impératif; elles devront être revisées par la Commission constituée ad hoc par la Conférence et accompagnées de la mention de la méthode employée pour leur détermination.

2) Pour la nomenclature, il doit être entendu, conformément à l'Article 12 de l'Arrangement, que chaque pays pourra conserver sa nomenclature propre, en inscrivant sous chaque titre la dénomination correspondante de la pharmacopée internationale (P. I.).

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Procès-Verbal.

Fait à Bruxelles, le 20 août 1929, en un seul exemplaire dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour la Belgique:
Paul Hymans.

Pour la Bulgarie:
D. Hodjeff.

Pour la Danemark:
O. Krag.

Pour l'Egypte:
S. Wahba.

Pour la France:
Maurice Herbette.

Pour la Grèce:
P. Capsambellis.

Pour l'Italie:
G. Bordonaro.

Pour la Lettonie:
J. Lasdin.

Pour la Norvège:
W. M. Johannessen.

Pour les Pays-Bas:
O. van Nispen tot Sevenaer.

Pour la Roumanie:
Al. Telemaque.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
P. Pechitch.

Pour la Suède:
M. de Hallenborg.

Pour la Suisse:
Borsinger.

Notice.

Les Etats suivants ont adhéré à l'Arrangement:

La Hongrie a notifié son adhésion le 4 octobre 1930. Cette adhésion était accompagnée de la réserve suivante: „Le Gouvernement Hongrois déclare de réserver le droit d'apporter aux dispositions de l'Arrangement les modifications de détail que les progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient de temps à autre rendre nécessaires."

L'Islande a notifé son adhésion le 10 décembre 1930. Cette adhésion était accompagnée de la réserve suivante: „Le Gouvernement Islandais se réserve le droit d'apporter aux dispositions du présent

Arrangement les modifications de détail que le progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient de temps à autre rendre nécessaires. Des Conventions internationales sur la nomenclature botanique ayant été adoptées aux Congrès botaniques de Vienne 1905 (Règles internationales pour la nomenclature botanique, principalement des plantes vasculaires) et de Bruxelles 1910 (Acte du IIIe Congrès international de Botanique, Bruxelles, 1910, Vol. I) et ces Conventions n'étant pas tout à fait conformes avec la nomenclature de l'Index de Kew, le Gouvernement Islandais ne peut accepter l'adoption de l'Index de Kew, pour la nomenclature botanique de la Pharmocopée. Le Gouvernement Islandais se réserve le droit d'employer les termes usuels pharmaceutiques bien qu'ils puissent prêter à confusion avec les dénominations employées en Islande ou ailleurs pour des produits destinés à l'alimentation."

La Grande-Bretagne a notifié son adhésion le 6 mars 1931. Cette adhésion était accompagnée des réserves suivantes.*) 1. „His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declare, that they reserve the right of making such modifications in detail in the formulae provided for in the present Arrangement as established usage in medical and pharmaceutical practice render expedient and the progress of medical and pharmaceutical science render necessary." 2. „His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declare that they reserve the right of acceding to this Arrangement and of denouncing it separately in respect of any British Colonies or Protectorates and of any Mandated Territories in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom."

La Pologne a notifié son adhésion le 12 juin 1931. Cette adhésion était accompagnée de la réserve suivante: „Le Gouvernement Polonais déclare se réserver le droit d'apporter aux dispositions de l'Arrangement les modifications de détail que les progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient de temps à autre rendre nécessaires." — V. Sveriges Oeverenskommelser med Främmende Makter, 1931, No 12, p. 140/141.

Le Cuba a notifié son adhésion le 23 mai 1933. Cette adhésion était accompagnée des réserves suivantes: 1) „Le Gouvernement Cubain se réserve le droit d'ajouter aux prescriptions de l'Arrangement les modifications de détail que les progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient de temps à autre rendre nécessaires." 2) „La nomenclature qui est actuellement en usage à Cuba, c'est-à-dire celle contenue dans la pharmacopée des Etats-Unis d'Amérique (XIe revision) qui est la nomenclature officielle à Cuba, et dans la formule nationale en vigueur, sera maintenue jusqu'à l'élaboration et la mise en vigueur d'une pharmacopée nationale cubaine." — V. Moniteur Belge, 1933, p. 3579.

La Finlande a notifié son adhésion le 20 mai 1935. Cette adhésion était accompagnée de la réserve suivante: „Toutefois le Gouverne-

---

*) La Suède a pour sa part agreé à l'adhésion de la Grande-Bretagne sous les réserves indiquées.

ment Finlandais se réserve le droit d'apporter aux dispositions du présent Arrangement les modifications de détail que le progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourrait exiger de temps à autre, et il désire se réserver la liberté de s'écarter des dénominations de plantes de l'Index de Kew ainsi que, sur certains points de détail, agir selon les exigences des circonstances." — V. Recueil des lois fédérales, 1935, p. 556.

153.

ESTONIE, PORTUGAL.

Accord commercial; signé à Paris, le 22 août 1929.*)

Riigi Teataja 1929, No. 95.

Le Gouvernement de la République Estonienne et le Gouvernement de la République Portugaise, désireux de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs pays, ont décidé de conclure un Accord commercial et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de la République Estonienne:

Monsieur Charles Robert Pusta, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Estonienne à Paris;

Le Gouvernement de la République Portugaise:

Monsieur Armando Humberto da Gama Ochoa, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Portugaise à Paris;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du Portugal, des îles adjacentes et de ses possessions d'outremer, seront admis, à leur importation en Estonie, au bénéfice du tarif le plus favorable que le Gouvernement Estonien accorde ou puisse accorder à toute puissance tierce.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Estonie seront admis, au Portugal et dans les îles adjacentes, au bénéfice du tarif minimum, tant en ce qui concerne les droits d'importation actuellement appliqués que ceux que le Portugal pourrait éventuellement y substituer.

L'Estonie jouira, au Portugal et dans les îles adjacentes, du traitement de la nation la plus favorisée pour l'importation des marchandises énumérées dans la liste annexée, ainsi que pour l'importation des mar-

---

*) Entrée en vigueur le 16 janvier 1930.

chandises qui bénéficieront du traitement de la nation la plus favorisée dans des traités futurs avec la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie et la Pologne. Le même traitement sera accordé aux marchandises estoniennes en ce qui concerne le paiement des droits de douane en or ou en papier, les contingents et formalités de douane, les droits intérieurs ou tout autre avantage qui aurait été accordé ou serait accordé à une tierce Puissance.

Article 3.

Pour autant que le régime de contrôle ou des prohibitions d'importation reste encore en vigueur sur leurs territoires, les marchandises portugaises et estoniennes jouiront, respectivement, en Estonie et au Portugal, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Le Gouvernement Estonien s'engage, pendant la durée de validité du présent Arrangement, à permettre la libre importation, en fûts ou en bouteilles, ainsi que le transport et la vente à l'intérieur du pays, de tous les vins portugais d'un titre alcoolique égal ou inférieur à 21 degrés.

Le Gouvernement Estonien reconnaît que les désignations des vins de Porto et Madeira appartiennement exclusivement aux vins récoltés dans les régions portugaises du Douro et de l'île de Madeira, et il s'engage à poursuivre sur son territoire, conformément aux prescriptions de la législation intérieure en vigueur, tout abus des dites désignations par rapport aux vins qui ne seraient pas originaires des régions respectives du Portugal et de l'île de Madeira.

Ces dispositions s'appliquent, alors même que la mention régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine ou de l'expression type, genre, façon, ou de toute autre expression similaire, susceptible de rendre douteuse la vraie origine de la marchandise dans le commerce.

La poursuite aura lieu, soit à la diligence de l'Administration des Douanes, soit à la requête du Ministère Public ou d'une partie intéressée, individu ou société.

Chacun des deux Gouvernements s'engage à appliquer, immédiatement et sans compensation, toutes les mesures pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre contre toute forme de concurrence déloyale et usage de fausses appellations d'origine qu'il se soit engagé ou pourrait s'engager à appliquer aux produits d'un autre pays.

Article 5.

Pendant la durée du présent Accord le Gouvernement Estonien accordera à la navigation portugaise le traitement de la nation étrangère la plus favorisée. De son côté, le Gouvernement Portugais accordera à la navigation estonienne dans la métropole et les îles adjacentes du Portugal une réduction de 25 % sur les droits de navigation (taxas do imposto do comercio maritimo), qui sont actuellement en vigueur ou qui viend-

raient à les remplacer, et il accordera à ladite navigation dans les colonies portugaises le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 6.

Le Portugal ne pourra par suite des dispositions précitées exiger les faveurs que l'Estonie a données ou donnera à l'avenir à la Finlande, ou à la Lettonie, ou à la Lithuanie, ou à l'Union des R.S.S., ou aux pays qui seront liés avec l'Estonie par des traités d'Union douanière (ou économique), ou à tous ces pays tant que ces avantages ne seront pas accordés à un tiers Etat, non cité ci-dessus.

De son côté l'Estonie ne pourra invoquer les accords que le Portugal aura conclus ou viendrait à conclure avec l'Espagne et le Brésil.

Article 7.

Le présent Accord sera ratifié conformément à la législation de chaque pays et entrera en vigueur 30 jours après la réception par le Gouvernement Portugais de la notification constatant sa ratification par l'Estonie. Il est valable pour une année à partir de la date de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé trois mois avant l'expiration de ce délai, il est prolongé par voie de tacite reconduction jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour ou l'un ou l'autre des deux Gouvernements l'aura dénoncé.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Accord.

Fait à Paris, en double exemplaire, le vingt-deux août mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) *C. R. Pusta.*
(L. S.) *Armando da Gama Ochoa.*

Liste annexe.

Marchandises:	Articles du Tarif de douane portugais:
Fécule de pommes de terre	50 et 51
Fils de laine	335 à 337 A
Tissus de laine	339, 340, 340 A, 340 B, 346
Fils de coton	361 à 367 A
Tissus de coton	376 à 390 A, 399
Fils de lin	400 à 405
Tissus de lin	411 à 413, 420
Toile à voiles	407
Pommes de terre	472
Viande de bœuf et lard (viande salée, frigorifiée, etc.)	500 à 502
Conserves de poissons	506
Beurre	514
Oeufs	520

Appareils téléphoniques et leurs parties . . .	529, 576, 577, 579
Meubles, fonds de sièges, dossiers, bois plaqués ou contre-plaqués	648, 650, 653, 762
Papier et ses applications	738, 740, 744
Poissons, spécialement la morue fraîche, séchée, salée	486 à 489
Matériaux forestiers, traverses, étais, planches de toute espèce	53, 75 à 82
Machines frigorifiques	531 à 534
Boisselerie: bobines en bois	650
Huiles de schiste	124, 125
Lactonite	328, 784

154.

SUISSE, BELGIQUE, LUXEMBOURG.

Traité de commerce entre la Suisse et l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise; signé à Berne, le 26 août 1929.*)

Recueil des lois fédérales 1930, No. 20.

Le Conseil Fédéral Suisse et Sa Majesté le Roi des Belges ce dernier agissant tant en son nom qu'au nom de S. A. R. la grande-duchesse de Luxembourg, en vertu d'accords existants, désireux de favoriser le développement des échanges commerciaux entre la Suisse et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, ont résolu de conclure un traité et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

Monsieur le Conseiller Fédéral Edmond Schulthess, Chef du Département Fédéral de l'Economie publique,

Monsieur W. Stucki, Directeur de la Division du Commerce du Département Fédéral de l'Economie publique,

Monsieur le Professeur Dr. E. Laur, Directeur de l'Union Suisse des Paysans,

Monsieur le Dr. E. Wetter, Vice-Président du Directoire de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie;

Sa Majesté le Roi des Belges:

Monsieur Fernand Peltzer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Berne,

Monsieur M. Suetens, Directeur au Ministère des Affaires Etrangères

Monsieur E. Magnette, Inspecteur Général à l'Administration des Douanes,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bruxelles, le 25 juin 1930.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties Contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie Contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent Article, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une Union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Hautes Parties Contractantes.

Il est entendu, en outre, que la clause de la nation la plus favorisée ne pourra être invoquée par les Hautes Parties Contractantes pour obtenir des droits ou privilèges nouveaux qui seraient accordés à l'avenir par l'une d'elles dans des Conventions collectives auxquelles l'autre ne participe pas, si lesdites Conventions sont conclues sous les auspices de la Société des Nations ou enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion des Etats. Toutefois, le bénéfice des droits ou privilèges envisagés pourra être revendiqué par la Haute Partie Contractante intéressée, si lesdits droits ou privilèges sont stipulés également dans des Conventions autres que les Conventions collectives répondant aux conditions ci-dessus ou encore si la Partie qui en réclame la jouissance est disposée à accorder la réciprocité de traitement.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués du territoire douanier de la Suisse, énumérés à la liste A, bénéficieront, à leur importation sur le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, des droits du tarif minimum inscrits à ladite liste, dont le montant total pourra éventuellement être exprimé par un droit de base multiplié par un coefficient.

Les droits fixés à la liste A*) resteront applicables dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise aussi longtemps que l'indice officiel des prix de gros ne marquera pas une différence de plus de 20 pour cent par rapport à l'indice du mois de la signature du présent Accord.

Dans le cas où cette différence se réaliserait, les droits pourront être majorés ou devront être diminués en proportion de l'indice; toutefois, la rectification ne pourra s'opérer qu'à la fin d'un trimestre. La même méthode sera appliquée, dans les mêmes proportions et les mêmes conditions, pour toute altération ultérieure de l'indice des prix de gros.

Article 3.

Les produits naturels ou fabriqués de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, énumérés à la liste B,*) bénéficieront, à leur importation sur le territoire douanier de la Suisse, des droits fixés à ladite liste.

Le paiement de ces droits est exigible en monnaie suisse calculée à la parité de l'or.

Article 4.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce par des prohibitions ou restrictions quelconques des importations ou des exportations. Les exceptions suivantes seront admises à condition qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays où existent les mêmes conditions:

a. prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique;

b. prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires;

c. prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre;

d. prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles;

e. prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national, artistique, historique ou archéologique;

f. prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires;

---

*) Pas reproduite.

g. prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Le présent Traité ne portera pas atteinte au droit des Hautes Parties Contractantes de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation ou à l'exportation pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays.

Si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de l'autre Partie Contractante. Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Article 5.

En matière de transit, les Hautes Parties Contractantes appliqueront dans leurs relations les dispositions de la Convention et du statut sur la liberté du transit, signés à Barcelone, le 20 avril 1921.

Article 6.

Les taxes intérieures qui sont perçues sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, pour le compte de qui que ce soit, et qui grèvent la fabrication, la préparation, la circulation ou la consommation d'une marchandise, ne peuvent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre Partie Contractante d'un taux plus élevé, ou d'une façon plus onéreuse qu'elles ne frappent les produits similaires indigènes ou, à leur défaut, ceux de la nation la plus favorisée.

Les produits faisant l'objet de monopoles d'Etat ainsi que les matières propres à la fabrication de produits monopolisés, de même que les marchandises pour la fabrication desquelles des produits monopolisés ont été employés, pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou les matières similaires indigènes n'y seraient pas soumis.

Cette taxe sera remboursée si, dans les délais prescrits, il est prouvé que les matières imposées ont été employées d'une manière excluant la fabrication d'un article monopolisé.

Aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra, sous prétexte d'imposition de caractère interne, frapper de taxes nouvelles ou majorées l'importation d'articles qui ne sont pas produits sur son territoire et qui figurent sur l'une ou l'autre des annexes A et B.

Article 7.

Pour l'importation des marchandises, la présentation de certificats d'origine ne sera généralement pas exigée. Si, toutefois, l'une des Hautes Parties Contractantes frappe les marchandises d'un Etat tiers de droits plus élevés que ceux qui sont applicables aux marchandises de l'autre Partie, ou si elle soumet les marchandises d'un pays tiers à des

prohibitions ou restrictions d'importation auxquelles ne sont pas assujetties les marchandises de l'autre Partie, elle peut, au cas où les circonstances l'exigeraient, faire dépendre de la présentation de certificats d'origine l'application des droits les plus réduits aux marchandises de l'autre Partie ou leur admission à l'entrée.

Les certificats d'origine seront délivrés ou visés soit par les autorités douanières, soit par tout autre organisme ou personne habilité à cette fin. Le visa consulaire ne sera pas exigé pour les certificats d'origine délivrés ou visés par les autorités douanières.

Dans tous les cas où l'une des Hautes Parties Contractantes signalera à l'autre que des doutes se sont élevés sur l'exactitude d'un certificat d'origine ou que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance ou l'emploi d'un certificat, la Partie à laquelle la plainte aura été adressée provoquera immédiatement une enquête sur les faits incriminés, en communiquera les résultats à la Partie plaignante et, le cas échéant, prendra toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation de ces pratiques indues ou frauduleuses.

Article 8.

Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'une des Hautes Parties Contractantes, ainsi que leurs commis - voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays et en observant les formalités prescrites, de faire des achats de marchandises dans le territoire de l'autre Partie, chez des négociants ou dans des locaux de vente publique ou chez des personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes chez les négociants ou chez d'autres personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ils sont autorisés à apporter avec ceux des échantillons ou modéles, mais non des marchandises et ne seront astreints, pour l'activité décrite au présent Alinéa, ni à un impôt ni à une taxe spéciale. Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation ont toutefois le droit d'apporter avec eux des marchandises dans la mesure où les industriels (voyageurs de commerce) du pays y sont autorisés.

Les ouvrages en or, en platine ou en argent, qui sont importés par des voyageurs de commerce et ont été dédouanés avec passavant, comme échantillons de commerce, peuvent, sur demande, être exonérés de l'accomplissement des formalités de garantie (poinçonnage ou vérification) prévues pour ces ouvrages, à la condition qu'une garantie suffisante soit fournie. Cette garantie est acquise au fisc pour les marchandises non réexportées dans le délai fixé par le passavant, au cas où la preuve ne pourrait pas être fournie que les formalités de garantie (poinçonnage et vérification) n'ont pas été accomplies après coup.

Les cartes de légitimation doivent être conformes au modèle établi dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923. Un visa consulaire ou autre n'est pas exigé.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche des commandes chez les personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce; les Hautes Parties Contractantes se réservent, à ce sujet, l'entière liberté de leur législation.

Article 9.

Les sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés de transport et d'assurances valablement constituées d'après les lois de l'une des Hautes Parties Contractantes et ayant leur siège sur son territoire seront juridiquement reconnues dans l'autre pays, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs; leur capacité et droit d'ester en justice seront déterminés par les lois de leur pays d'origine.

Les sociétés constituées sous la législation de l'une des Hautes Parties Contractantes pourront, sous réserve de l'accomplissement des formalités prévues à cet effet par les lois et règlements en vigueur, étendre leurs opérations sur le territoire de l'autre Partie, y acquérir des droits, les y exercer et y poursuivre leur activité économique.

Lesdites sociétés jouiront, à tous égards, du traitement accordé aux sociétés constituées sur le territoire du pays le plus favorisé; elles ne seront astreintes, notamment, à aucune contribution ou redevance fiscale, de quelque dénomination et de quelque espèce que ce soit, autres, plus élevées ou plus onéreuses que celles qui sont ou seront perçues des sociétés de la nation la plus favorisée. Elles seront dispensées de participer à tout emprunt forcé.

Article 10.

En ce qui concerne la navigation intérieure ainsi que toutes redevances et taxes y afférentes, aucune des deux Hautes Parties Contractantes ne traitera, sur ses voies d'eau intérieures, naturelles ou artificielles, ou dans ses ports ouverts au trafic, les bateaux d'intérieur de l'autre Partie, effectuant des transports aussi bien entre des ports des deux réseaux intérieurs nationaux qu'entre deux ports d'un même réseau intérieur national, leurs cargaisons et équipages, moins favorablement que les bateaux d'intérieur, cargaisons et équipages de ses propres ressortissants et entreprises ni que ceux de la nation la plus favorisée.

Si des ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes qui n'ont pas dans le territoire de l'autre Partie le siège de leurs affaires ou une filiale, succursale ou agence, se livrent à la navigation entre les places situées dans différents Etats et étendent leur industrie de transport au territoire de l'autre Etat Contractant ou touchent les ports et les places de débarquement de cet Etat, ils ne peuvent être soumis à aucun impôt ou taxe pour leur activité professionnelle dans le domaine de l'autre Partie.

Sont considérés comme bateaux d'intérieur des Hautes Parties Contractantes, les bâtiments destinés à naviguer principalement sur les fleuves, canaux et lacs et appartenant à des ressortissants ou des entreprises des Hautes Parties Contractantes ou affrétés par eux.

Article 11.

Sous condition de réexportation ou de réimportation et sous réserve des mesures de contrôle et de garantie édictées en vue d'assurer l'observation des dispositions légales en vigueur, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement:

1° pour les objets à réparer;

2° pour les sacs, caisses, tonneaux (en bois, fer ou autre matière), dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables, ainsi que tous autres emballages usités dans le commerce, marqués et ayant servi, importés vides pour être réexportés remplis ou réimportés vides après avoir été exportés remplis;

3° pour les bâches ou autres couvertures pour wagons, chariots et paniers ayant déjà servi, quand elles sont importées pour l'exportation de la marchandise;

4° pour les outils, instruments et engins mécaniques, qu'une entreprise industrielle d'une des Hautes Parties Contractantes importe sur le territoire de l'autre Partie, en vue d'y faire accomplir par son personnel des travaux de montage, d'essai ou de réparation ou des travaux analogues, la franchise étant applicable non seulement pour le matériel introduit par le personnel lui-même, mais aussi pour celui expédié séparément;

5° pour les machines, appareils et leurs Parties expédiés à l'essai d'un pays dans l'autre;

6° pour les formes de bois ou d'autres matières à l'usage des fonderies (modèles pour fonderies);

7° pour les échantillons et modèles, dans le cadre de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923;

8° pour les objets destinés aux expositions, aux foires commerciales et aux concours ayant un caractère public, reconnu tel par l'administration des douanes;

9° pour les voitures de déménagement de toutes espèces et pour les cadres de déménagement, qu'ils passent la frontière sur route ou par chemin de fer. Toutefois, ces véhicules et cadres ne pourront être utilisés pour des déménagements à l'intérieur du pays.

La réexportation ou la réimportation devront avoir lieu dans un délai raisonnable qui, en règle générale, ne dépassera pas une année. Pour les Articles prévus sous chiffre 9, ce délai ne dépassera pas trois mois.

Article 12.

Si des marchandises expédiées du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes dans le territoire de l'autre Partie sont renvoyées à l'expéditeur originaire pour cause d'inacceptation par le destinataire

ou pour d'autres raisons, l'on renoncera lors de la réexportation, à percevoir un droit d'exportation et l'on remboursera un droit d'importation déjà payé ou l'on renoncera à réclamer un droit d'importation dû, à condition que les marchandises soient restées, jusqu'à la réexportation, sous le contrôle de la douane, du chemin de fer ou de la poste et que ladite réexportation ait eu lieu sans qu'aucun changement ait été apporté aux marchandises.

Article 13.

Si le déclarant ne possède pas les éléments nécessaires pour faire sa déclaration en douane, l'administration des douanes lui permettra de vérifier lui-même l'envoi, au préalable et à ses frais, dans un local qu'elle désigne.

Sur les quittances délivrées par les administrations des douanes seront indiqués, outre le montant total, et la nature de chaque droit perçu, les numéros des articles du tarif des douanes appliqués et le taux par unité du droit perçu, ainsi que la désignation des marchandises dédouanées et les numéros et signes des emballages.

Article 14.

Le présent Traité étendra également ses effets à la principauté du Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un Traité d'Union douanière.

Article 15.

Les Hautes Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les matières qui font l'objet des Articles suivantes du présent Traité: 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12 et 13.

Article 16.

Les contestations qui viendraient à surgir au sujet de l'interprétation et de l'exécution du présent Traité, y compris les annexes et les dispositions additionnelles, seront, si l'une des Hautes Parties Contractantes en fait la demande, soumises à la décision d'un Tribunal arbitral. Cette stipulation est applicable même à la question préjudicielle de savoir si la contestation se rapporte à l'interprétation du Traité. La sentence du Tribunal arbitral aura force obligatoire.

Article 17.

Le présent Traité se substitue à celui du 3 juillet 1889.*)

Il est conclu pour un an. Il sera ratifié et entrera en vigueur 20 jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Bruxelles.

S'il n'a pas été dénoncé trois mois avant d'arriver à expiration, il sera prorogé par voie de tacite reconduction, chaque Partie se réservant

*) V. **N.R.G.** 2. s. XVI, p. 551.

alors le droit de le dénoncer à tout moment pour lui faire prendre fin six mois après.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposée leurs cachets.

Fait, en deux exemplaires, à Berne, le 26 août 1929.

(L. S.) (sig.) *Schulthess.*
(L. S.) (sig.) *W. Stucki.*
(L. S.) (sig.) *Ernst Laur.*
(L. S.) (sig.) *Ernst Wetter.*
(L. S.) (sig.) *Fernand Peltzer.*
(L. S.) (sig.) *M. Suetens.*
(L. S.) (sig.) *E. Magnette.*

Protocole de signature.

Au moment de signer le Traité en date de ce jour, l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement Suisse en ont précisé les dispositions ainsi qu'il suit:

Dispositions générales.

Ad Article premier.

Si l'une des Hautes Parties Contractantes soumettait les marchandises d'un pays tiers à un régime différentiel, elle pourrait prendre toutes les garanties nécessaires pour que ce régime ne puisse être éludé et notamment subordonner l'octroi de ces droits les plus réduits aux marchandises de l'autre Partie Contractante non seulement à la condition d'origine, mais aussi à la condition de provenance.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent que l'application du traitement de la nation la plus favorisée prévu à l'Article premier du présent Traité ne comporte pas:

a. l'attribution des contingents à l'importation dans le grand-duché de Luxembourg stipulés par l'Article 9 de l'accord commercial du 23 février 1928 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France;*)

b. les privilèges accordés ou qui pourraient être accordés par la Suisse pour les marchandises des zones franches près de Genève.

Ad Article 2.

L'Union économique belgo-luxembourgeoise se réserve la faculté de convertir les droits ad valorem figurant à la liste A en droits spécifiques équivalents. A cet effet, l'Union économique belgo-luxembourgeoise se mettra en rapport avec le Gouvernement Suisse sur les conversions projetées. Dans le cas où l'accord sur les taux proposés ne serait pas établi

---

*) V. **N.R.G.** 3. s. XXXI, p. 132.

dans un délai de trois mois à dater du jour de la notification faite au Gouvernement Suisse, il sera fait appel au Tribunal arbitral prévu à l'Article 16 de la Convention et la conversion ne pourra avoir lieu que conformément à la décision de ce Tribunal.

Ad Articles 2 et 3.

Lorsque le droit d'entrée sur un produit importé dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes dépend du droit fixé pour une autre marchandise, le plus bas des taux généraux ou coeventionnels applicables à cette autre marchandise servira toujours de base au calcul du droit d'entrée sur le produit en question.

Ad Article 7.

Eu égard à la législation suisse sur la délivrance des certificats d'origine par les chambres de commerce, les autorités de l'Union économique belgo-luxembourgeoise admettront les certificats d'origine délivrés ou visés par ces organismes, sans exiger le visa consulaire.

Ad Article 11.

Pour l'identification des marchandises, il sera réciproquement ajouté foi aux signes de reconnaissance officiels apposés à la sortie du territoire de l'une des Parties sur les marchandises qui font l'objet d'un passavant. Les offices douaniers des Hautes Parties Contractantes n'en ont pas moins le droit, s'ils le jugent nécessaire, d'apposer encore leurs signes particuliers. La réexportation ou la réimportation pourra, dans les cas énumérés aux chiffres 2 à 9, se faire aussi par un bureau de douane autre que celui par lequel les marchandises ont été importées ou exportées.

Il est entendu que les objets amenés du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes dans le territoire de l'autre Partie pour y être réparés et pour être réintroduits après réparation dans le premier territoire, seront exempts de tout droit de douane, pourvu que les formalités prescrites en pareil cas soient observées, que la nature essentielle des objets soit la même et que l'identité des objets exportés et réimportés soit hors de doute. Le poids des nouvelles pièces ou du nouveau matérial provenant de la réparation et, le cas échéant, l'augmentation de valeur qui résulte de celle-ci, seront, pour la taxation, déterminés avec toute la tolérance possible.

Ad Article 12.

Les trousseaux de mariage confectionnés (linge de corps, de toilette, de literie, de table et de cuisine) que des personnes du sexe féminin habitant le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes importent en raison de leur mariage avec une personne habitant le territoire de l'autre Partie, seront admis en franchise de droits de douane, à la condition que ces objets soient en rapport avec la situation sociale de la personne qui les importe et qu'ils soient destinés à un usage prolongé dans le ménage. L'importation doit avoir lieu dans un délai de trois mois dès la célébration du mariage.

Ad Article 16.

Le Tribunal arbitral se compose de trois membres. Il est formé de la manière suivante: Chacune des Hautes Parties Contractantes nomme librement un arbitre assesseur dans le mois qui suit la demande d'arbitrage. Si l'une des Parties néglige de procéder à temps à la nomination de l'arbitre qu'elle doit désigner, l'autre Partie peut demander au Président de la Cour Permanente de justice internationale à La Haye de désigner cet arbitre. Le Président du Tribunal arbitral est choisi par les deux Parties d'un commun accord au cours du mois qui suit la demande d'arbitrage; il doit avoir l'expérience des questions économiques, être ressortissant d'un Etat tiers, ne pas avoir de domicile sur le territoire de l'une ou de l'autre des Hautes Parties Contractantes et n'être au service ni de l'une ni de l'autre. Si la désignation du Président du Tribunal arbitral à choisir d'un commun accord par les deux Parties n'intervient pas dans le délai d'un mois, cette désignation sera faite à la requête d'une seule des Parties par le Président de la Cour Permanente de justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant de l'un des Etats Contractants, par le Vice-Président ou, si ce dernier se trouve dans le même cas, par le membre le plus âgé de la cour.

Le Président du Tribunal arbitral fixe l'endroit où siégera le Tribunal.

Les sentences du Tribunal arbitral sont prises à la majorité des voix. La procédure peut être écrite si aucune des Hautes Parties Contractantes ne s'y oppose. Pour le surplus, la procédure est fixée par le Tribunal arbitral lui-même.

Chaque Partie supporte les honoraires qui reviennent à l'arbitre nommé par elle et la moitié des frais des honoraires du Président du Tribunal arbitral. Chaque Partie supporte la moitié des frais de la procédure.

Pour la citation et l'audition de témoins et d'experts, les autorités de chacune des Hautes Parties Contractantes prêteront, sur la réquisition du Tribunal arbitral adressée au Gouvernement du pays dans lequel on doit procéder à la citation et à l'audition, la même assistance que lorsqu'elles en sont requises par les tribunaux civils du pays.

Importation dans le territoire douanier belgo-luxembourgeois.

Ad ex 10 du tarif belge.

Le Gouvernement du Roi prendra, sur la base de la législation belge, des mesures appropriées pour empêcher:

a. que ne soient vendus sous la dénomination Emmental, Gruyère ou Sbrinz suisses; Emmental, Gruyère ou Sbrinz véritables; fromages suisses véritables; fromages suisses en boîtes, d'autres fromages que ceux fabriqués en Suisse;

b. que les dénominations génériques Emmental, Gruyère ou Sbrinz ne soient accompagnées abusivement d'indications destinées à faire croire que les fromages auxquels elles sont appliquées ont été fabriqués en Suisse;

c. que sur les fromages ou sur les factures, lettres de voiture, papiers de commerce, emballages relatifs à des fromages, il ne soit fait usage de marques, noms, indications, étiquettes, écussons, images ou signes, susceptibles de tromper sur l'origine du produit.

Ad ex 612 ex a du tarif belge.

Il est entendu que les droits fixés au n° ex 612 ex a ne s'appliquent pas aux articles en soie ou partiellement en soie; toutefois les fils employés dans la broderie ne sont pas pris en considération pour la tarification des articles compris sous ce numéro.

Ad 1209 G 5 du tarif belge.

Seront admis au régime du n° 1209 G 5 les tissus de soie unicolores, à armure toile, pesant au maximum 60 grammes par mètre carré, ne comportant pas plus de 25 fils de chaîne aux 10 millimètres, et destinés à servir de coiffes ou de fonds de coiffes pour chapeaux ou pour casquettes. Toutefois l'admission à ce régime sera subordonnée à des mesures de contrôle appropriées; d'autre part, l'importation ne pourra avoir lieu que par les bureaux de douane qui seront désignés après entente entre les deux Gouvernements, et devra être effectuée par les fabricants de chapeaux et de casquettes eux-mêmes.

Importation dans le territoire douanier suisse.

Ad 364 du tarif suisse.

L'écart actuellement existant entre le droit du n° 364 (Tissus de coton, unis ou croisés, blanchis, mercerisés, imprégnés) et les droits des nos 360 à 363 (Tissus de coton, unis ou croisés, écrus ou crémés), ne sera pas augmenté pendant la durée du Traité, même si tous les droits ou une partie des droits des nos 360 à 364 sont modifiés.

(sig.) *Schulthess.*
(sig.) *W. Stucki.*
(sig.) *Ernst Laur.*
(sig.) *Ernst Wetter.*
(sig.) *Fernand Peltzer.*
(sig.) *M. Suetens.*
(sig.) *E. Magnette.*

155.

ESTONIE, TURQUIE.

Arrangement commercial provisoire; conclu par un Echange de Notes, signées à Ankara, le 14 septembre 1929.*)

Riigi Teataja 1929, No. 90, 97.

Délégué de la République Estonienne.
Nr. 430.

Ankara, le 14 septembre 1929.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un Traité de Commerce et de Navigation, dont les négociations ont déjà été entamées, mon Gouvernement consent à ce que les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoire Estonien et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance d'Estonie du traitement de la nation la plus favorisée.

Il demeure également entendu que le présent Arrangement entrera en vigueur à la date où sa ratification par le Parlement Estonien sera notifiée au Gouvernement Turc et restera en vigueur pour une période de trois mois. Il sera prorogé par tacite reconduction si l'une des deux Parties Contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de trente jours.

Il cessera ipso facto de produire ses effets le jour de la mise en vigueur du Traité de Commerce et de Navigation en cours de négociations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

E. Veberman.

Son Excellence Tevfik Ruchtu Bey, Ministre des Affaires Etrangères de Turquie.

République Turque.
Ministère des Affaires Etrangères.
Nr. 73166/1.

Ankara, le 14 septembre 1929.

Monsieur le Délégué,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un Traité de Commerce et de Navigation, dont les

---

*) Entrée en vigueur le 30 novembre 1929.

négociations ont déjà été entamées, mon Gouvernement consent à ce que les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance d'Estonie importés sur le territoire turc et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Estonie aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie du traitement de la nation la plus favorisée.

Il demeure également entendu que le présent Arrangement entrera en vigueur à la date où sa ratification sera notifiée au Gouvernement Turc et restera en vigueur pour une période de trois mois. Il sera prorogé par tacite reconduction si l'une des deux Parties Contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de trente jours.

Il cessera ipso facto de produire ses effets le jour de la mise en vigueur de la Convention de Commerce et de Navigation en cours de négociations.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué, les assurances de ma haute considération.

Dr. Rüştü.

Monsieur Ernest C. Veberman, Délégué d'Estonie.

Délégué de la République Estonienne.

Nr. 444. Ankara, le 14 septembre 1929.

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à la lettre que je vous ai adressée en date de ce jour, sub nr. 430, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit:

Le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, prévu dans l'Arrangement provisoire faisant l'objet de ladite lettre, ne sera pas applicable dans le cas:

1) des faveurs accordées ou qui pourraient être accordées par une des Parties Contractantes au trafic frontalier;

2) des faveurs spéciales résultant d'une union douanière;

3) des avantages et faveurs spéciaux existants ou à établir dans l'avenir en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les pays détachés de l'Empire Ottoman en 1923;

4) des avantages et faveurs que l'Estonie a accordés ou pourrait accorder à la Finlande, la Lettonie ou la Lithuanie:

5) des privilèges que l'Estonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Socialistes Soviétistes en vertu de conventions ou accords douaniers spéciaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

E. Veberman.

Son Excellence Tevfik Rüştü Bey, Ministre des Affaires Etrangères de Turquie.

République Turque.
Ministère des Affaires Etrangères.
Nr. 73200/2.

Ankara, le 14 septembre 1929.

Monsieur le Délégué,

Faisant suite à la lettre que je vous ai adressée en date de ce jour, sub nr. 73166/1, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit:

[suit le texte de la Note précédente]

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué, les assurances de ma haute considération.

Dr. Rüştü.

Monsieur E. C. Veberman, Délégué d'Estonie.

156.

PAYS-BAS, CANADA.

Arrangement concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu des entreprises de navigation; conclu par un Echange de Notes, signées à Ottawa, le 23 septembre 1929.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1929, No. 495.

N°. 3206.

Ottawa, 23 September 1929.

Mijnheer de Secretaris van Staat,

Vermits het de wensch onzer Regeeringen is eene overeenkomst te sluiten tot wederzijdsche vrijstelling van belastingen naar de inkomsten in zekere gevallen, waarbij winsten voortvloeien uit het scheepsvaartbedrijf, heb ik de eer U mede te deelen, dat de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden zich vereenigt met de volgende overeenkomst:

1. Met betrekking tot Nederland verklaart de Nederlandsche Regeering: dat overeenkomstig de wetten van Nederland betreffende de belastingen naar het inkomen (Wet op de inkomstenbelasting van 19 December 1914, Staatsblad n°. 563, wet op de verdedigingsbelasting II van 28 December 1926, Staatsblad n°. 430) de inkomsten, verkregen met de exploitatie van schepen, die het eigendom zijn of gebezigd worden door personen of lichamen, wonende of gevestigd in Canada, zullen zijn vrijgesteld van belasting, en dat overeenskomstig de wet van Nederland betreffende de dividend- en tantièmebelasting (Wet op de dividend- en tantièmebelasting van 11 Januari 1918, Staatsblad n°. 4) de voordeelen, verkregen met de exploitatie van schepen, die het eigendom zijn van of gebezigd worden door lichamen, gevestigd in Canada, op gelijke wijze zullen zijn vrijgesteld van belasting.

2. Met betrekking tot de Dominion Canada verklaart de Canadeesche Regeering, dat overeenkomstig de bepalingen van de wet op de inkomstenbelasting 1917 (oorlogsbelasting), Hoofdstuk 97, van de Canadeesche wetten 1927, zooals deze gewijzigd is, de inkomsten, verkregen met de exploitatie van schepen, die het eigendom zijn van of gebezigd worden door personen of lichamen, wonende of gevestigd in Nederland, niet aan belasting zullen worden onderworpen.

3. Het is wel te verstaan, dat de uitdrukking „exploitatie van schepen" beteekent het bedrijf, uitgeoefend door een eigenaar van schepen, en dat bij de toepassing van deze omschrijving de uitdrukking „eigenaar" iederen bevrachter omvat.

4. Er is overeengekomen, dat de vrijstelling van belasting van de inkomsten, verkregen met de exploitatie van de vorenbedoelde schepen, geacht wordt te werken met betrekking tot de inkomsten van belastingjaren, eindigende in het jaar 1929 en in ieder jaar daarna, tenzij zij herroepen is door eene der partijen, die daarvan aan de andere zal moeten kennis geven een jaar voor den aanvang van het betreffend belastingjaar of, tenzij zij op andere wijze is herroepen, door de intrekking van de wetten op de belastingen naar de inkomsten in een van beide landen.

5. Verder is overeengekomen, dat belastingen, die door personen of lichamen, wonende of gevestigd op het gebied van de andere partij, betaald zijn meer dan een jaar vóór de dagteekening van deze overeenkomst, niet zullen worden terugbetaald.

Ik heb de eer te zijn, Mjinheer de Secretaris van Stat,

de Consul-Generaal der Nederlanden,
J. A. Schuurman.

Den Heere Secretaris van Staat voor Buitenlandsche Zaken, Ottawa.

Department of External
Affairs Canada.

Ottawa, September 23rd. 1929.

Sir,

It being the desire of our respective Governments to effect an arrangement for reciprocal exemption from Income Tax of income arising within their respective countries from the operation therein of ships owned or controlled by and used in the business of persons or corporations resident in the country of the other, I have the honour to inform you that the Canadian Government agrees to the following undertaking:

1. In respect of Canada the Canadian Government undertakes that in accordance with the provisions of the Income War Tax Act 1917, Revised Statutes of Canada, 1927, Chapter 97 as amended, the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in the Netherlands shall not be liable to taxation.

2. In respect of the Netherlands the Netherland Government undertakes that in accordance with the laws of the Netherlands relating to in-

come tax (Wet op de inkomstenbelasting van 19 December 1914, Staatsblad n°. 563; wet op de verdedigingsbelasting II van 28 December 1926, Staatsblad n°. 430) the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Canada, shall in like manner be exempt from taxation and that in accordance with the laws of the Netherlands relating to dividend and tantième tax (Wet op de dividend- en tantièmebelasting van 11 Januari 1918, Staatsblad n°. 4) the profits from the operation of ships owned or operated by corporations resident in Canada, shall in like manner be exempt from taxation.

3. It is understood that the expression „operation of ships“ means the business carried on by an owner of ships and that for the purpose of this definition the expression „owner“ includes any charterer.

4. It is agreed that the exemption from income tax on the income derived from the operation of the aforementioned ships shall be deemed to be effective in respect of the income of fiscal periods ending in the year 1929, and each year there after until rescinded by either party giving to the other notice one year in advance of the fiscal periods affected, or until otherwise rescinded by the repeal of the income tax laws of either country.

5. It is further agreed that taxes which have been paid by persons or corporations resident in the country of the other and which have been paid more than a year from the date hereof shall not be refunded.

I have the honour to be,
Sir,
Your obedient servant,
For Secretary of State for External Affairs,
O. D. Skelton.

The Consul General of the Netherlands p. t. Ottawa.

157.

NORVÈGE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Echange de Notes concernant la suppression réciproque du visa des passeports, signées à Oslo et à Stockholm, le 27 septembre et le 11 octobre 1929.

Overenskomster med fremmede Stater 1929, No. 10.

158.

ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, ESPAGNE.

Convention de commerce et de navigation; signée à Madrid, le 27 septembre 1929.*)

Službene Novine 1929, No. 307.

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes et Sa Majesté Catholique le Roi d'Espagne, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié entre leurs deux Pays et d'en développer les relations commerciales et maritimes, sont convenus de conclure à cet effet une Convention de Commerce et de Navigation et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

Son Excellence Monsieur Dragomir Yankovitch, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Madrid, etc., etc.

Monsieur Milivoj Pilja, Inspecteur au Ministère du Commerce et de l'Industrie, etc., etc.

Sa Majesté Catholique le Roi d'Espagne:

Son Excellence Don Miguel Primo de Rivera y Orbaneja, Marquis d'Estella, Président de Son Conseil des Ministres, Grand d'Espagne, décoré de la Grand'Croix, laurée, de l'Ordre Royal et Militaire de Saint Ferdinand, Chevalier Grand-Croix des Ordres de Saint Herménégilde, du Mérite Militaire et du Mérite Naval, Son Gentilhomme de la Chambre en exercice et service, etc., etc.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Royaume d'Espagne.

Conformément à ce principe, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne l'établissement, l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation, du régime accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Dans l'exercice de ces affaires ils n'auront à payer sur le territoire de l'autre Partie aucun impôt, taxe ou droit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des nationaux de la nation la plus favorisée.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 18 décembre 1929.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront le droit, sur le territoire de l'autre, et dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, d'acquérir des biens meubles et immeubles par voie d'héritage, de donation, de legs, d'achat, d'échange ou par toute autre voie légale, ainsi que de posséder, détenir et aliéner leurs biens, sous réserve des exceptions et restrictions établies par la législation respective des deux Hautes Parties Contractantes à l'égard des étrangers.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes et les sociétés qui ont leur siège social sur le territoire de cette Partie, auront, dans les mêmes conditions que les nationaux ou les sociétés nationales, facile accès auprès des tribunaux et des diverses autorités de l'autre Partie. Dans l'exercice de ce droit ils ne seront pas soumis à des charges autres ou plus élevées que celles perçues des nationaux ou des susdites sociétés du pays.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées de terre, de l'air ou dans la marine, soit dans la garde ou la milice nationale. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale, de toute contribution, soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent d'un des services personnels précités.

En ce qui concerne les réquisitions et prestations militaires qui seraient fixées en temps de guerre ou dans des circonstances extraordinaires, les Hautes Parties Contractantes se garantissent l'exemption de leurs ressortissants respectifs.

Cependant, en qualité de propriétaires, locataires, ou occupants d'immeubles ou d'entreprises commerciales, industrielles et financières, ils seront soumis au même traitement que les nationaux et ils auront alors droit aux mêmes indemnités que celles allouées à ceux-ci ou aux ressortissants du pays le plus favorisé.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage, en outre, à n'appliquer dans le commerce avec l'autre, à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises un traitement ni autre ni moins favorable que celui appliqué vis-à-vis d'une tierce Puissance. Cet engagement s'appliquera également au traitement des objets et effets que les voyageurs portent dans leurs valises.

Article 6.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte également à la perception des droits de douane et autres charges, aux conditions de

leur payement, aux formalités douanières et leur application ainsi qu'à la classification et au procédé d'examen et d'analyse de marchandises.

Article 7.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas:

a) aux faveurs spéciales qui out été ou qui seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière;

b) à celles qui ont été ou qui seront accordées à un Etat tiers en vertu d'une union douanière ou économique.

Article 8.

Les produits naturels ou fabriqués originaires ou provenant de l'Espagne (territoire péninsulaire, îles Baléares, îles Canaries, et Possessions espagnoles), énumérés à la liste annexe,*) ne seront pas soumis, à leur importation sur le territoire douanier du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, aux droits d'importation plus élevés que ceux indiqués à ladite liste, et bénéficieront de toutes réductions des droits ou d'autres faveurs que le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène accorde ou pourrait accorder à l'avenir aux produits de même espèce de toute autre Puissance étrangère.

Article 9.

Les autres produits d'origine ou de provenance espagnole, non énumerés à la liste sus-mentionnée, jouiront à leur importation dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes du traitement de la nation la plus favorisée. En conséquence toute faveur, immunité et réduction des droits d'entrée que le Gouvernement Serbe - Croate - Slovène accordera à une tierce Puissance sera étendu immédiatement et sans compensation auxdits produits d'origine ou provenance espagnole.

Article 10.

Tous les produits, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, seront soumis, d'une manière générale, à leur importation en Espagne (territoire péninsulaire et les îles Baléares), aux droits de la deuxième colonne du tarif douanier espagnol, c'est à dire du tarif le plus réduit, en vigueur en tout temps.

Ils jouiront, également, du traitement général de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas établir des coefficients de majoration ou des surtaxes qui viendraient à élever les droits du tarif douanier, à moins que lesdits coefficients ou surtaxes ne soient établis d'un caractère général et ne soient, partant, applicables à tous les pays.

En tout cas, elles s'obligent à ne pas appliquer aux produits respectifs des coefficients ou des surtaxes par raison de monnaie dépréciée.

*) Non reproduite.

Article 12.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication, la circulation, la transmission ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes ne frapperont, sous aucun prétexte, les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de la même espèce ou, à défaut des produits indigènes, que ceux de la nation la plus favorisée.

Article 13.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'entraver leur commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

1) Dans des circonstances exceptionelles par rapport aux provisions de guerre;

2) Pour des raisons de sûreté publique;

3) Par égard à la police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, tout cela conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;

4) Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

5) En vue d'exécution de la législation intérieure, en tant qu'elle interdit ou limite la production, le transport, la vente ou la consommation de certains articles;

6) Lorsqu'il s'agira de dispositions d'un caractère général, ayant rapport à la production de certaines matières et de leur commerce, ou aux régimes, également d'un caractère général, motivées par des nécessités nationales de production et de consommation.

Les Hautes Parties Contractantes se garantissent le traitement le plus favorable à cet effet et s'engagent réciproquement à ne pas établir de prohibitions ou de restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit qui ne soient applicables indistinctement aux autres pays.

Article 14.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'Etat où ils ont leur domicile pourront, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, et sous réserve de se conformer aux lois, règlements et formalités de douane en vigueur en la matière, faire des achats et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

Les échantillons passibles de droits d'entrée, et non frappés de prohibition, importés par lesdites personnes, seront admis en franchise temporaire sur le territoire de l'autre Haute Partie Contractante, moyennant consignation des droits d'entrée ou engagement cautionné garantissant le payement éventuel de ces droits.

Article 15.

Les navires espagnols et leurs cargaisons dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et, réciproquement, les navires serbes-croates et slovènes et leurs cargaisons dans le Royaume d'Espagne, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou de destination de leurs cargaisons, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, sous les réserves prévues dans l'Article 19.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par l'une des Hautes Parties Contractantes seront accordés immédiatement à l'autre, sous la condition de réciprocité.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom et pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes, des institutions publiques ou des concessionnaires quelconques, ne seront imposés aux bâtiments de l'une des Hautes Parties Contractantes dans les ports de l'autre à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne seraient également et dans les mêmes conditions imposés aux navires nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Article 16.

Pour tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, dans les ports, rades, havres, bassins, canaux, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des Etats aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Hautes Parties Contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments serbe-croate-slovènes et les bâtiments espagnols bénéficient d'une parfaite égalité de traitement et jouissent réciproquement des avantages accordés à la nation la plus favorisée.

Article 17.

En cas de naufrage, d'avaries ou de relâche forcée, chacune des Hautes Parties Contractantes devra donner, en tant que les devoirs de neutralité le permettront, aux navires de l'autre, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui sont accordées en pareils cas aux bâtiments naviguant sous pavillon national. Les articles sauvés de ces navires seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils

n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

Si un navire de l'une des Hautes Parties Contractantes a fait naufrage ou a échoué sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront l'officier consulaire compétent le plus rapproché.

Les officiers consulaires respectifs seront autorisés à prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

Article 18.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois en vigueur dans l'Etat auquel les navires appartiennent.

Les certificats de tonnage et de jaugeage des navires délivrés par les autorités compétentes de l'une des Hautes Parties Contractantes seront reconnus par les autorités de l'autre, notamment pour le payement des droits et taxes de port, à condition que les règles de tonnage et jaugeage soient uniformes ou bien reconnues comme équivalant aux règles et procédés respectifs de l'autre Haute Partie Contractante.

Article 19.

L'assimilation des navires et des bateaux ainsi que de leur cargaison avec le pavillon national ne s'étend pas au cabotage ni à la pêche nationale, lesquels sont réservés dans chacune des Hautes Parties Contractantes au pavillon national.

Article 20.

Les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires (consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires) sur tout le territoire (villes, ports et localités) de l'autre Haute Partie Contractante où les représentants consulaires d'un tiers pays quelconque sont admis.

Après avoir reçu l'exéquatur du Gouvernement de l'Etat de leur résidence, les représentants consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de tous les privilèges et exemptions et de la même compétence qui sont, ou pourront être accordés, aux représentants consulaires du même grade et de la même catégorie d'une tierce Puissance.

Il est convenu toutefois qu'aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra invoquer les bénéfices resultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur de ses représentants consulaires des privilèges et exemptions plus étendus que ceux accordés par elle-même aux représentants consulaires de l'autre Haute Partie Contractante.

Article 21.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant une année et ensuite par tacite reconduction

jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Madrid, en double original français, le 27 septembre 1929.

(L. S.) *D. M. Yankovitch,* m. p.
(L. S.) *Milivoj Pilja,* m. p.
(L. S.) *M. Marquis d'Estella,* m. p.

Protocole final.

Au moment de signer la Convention de Commerce et de Navigation en date de ce jour, les deux Hautes Parties Contractantes en vue de préciser certaines de ses clauses, ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante de la Convention même.

Ad Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent que le traitement à appliquer aux sociétés commerciales ou industrielles de chacun des deux Pays domiciliées dans l'autre, pourra faire l'objet d'un accord spécial entre lesdites Hautes Parties Contractantes.

Ad Article 7.

Les stipulations de la présente Convention se rapportant au traitement de la nation la plus favorisée ne sauraient être invoquées par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à l'égard des concessions spéciales que l'Espagne ait fait ou fasse à l'avenir au Portugal, à la Zone espagnole du Maroc et aux Républiques hispano-américaines.

De même, les avantages accordés par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en ce qui concerne le trafic frontalier avec l'Albanie et avec Zadar (Zara) seront soustraits au traitement de la nation la plus favorisée.

Ad Articles 9 et 10.

Les produits naturels ou fabriqués des Possessions espagnoles, à leur importation sur le territoire douanier du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et les produits naturels et fabriqués originaires et en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, à leur importation dans les Possessions espagnoles, bénéficieront, réciproquement, du traitement de la nation la plus favorisée.

Ad Article 12.

Le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène s'engage à faire exempter, à partir du 1 avril 1930, les bananes du paiement des droits de consommations municipales.

Elles seront, de même, exemptes de toute taxe intérieure qui pourrait, éventuellement, être établie à l'avenir tant par l'Etat que par les Provinces ou les Municipalités.

Ad Article 13.

Dans le cas où, à la suite de prohibitions édictées par l'une des Hautes Parties Contractantes, en vertu de l'alinéa 8 de l'Art. 13, l'autre Partie considérerait que son commerce subit un préjudice grave, et que l'équilibre de la présente Convention s'en trouve rompu, celle-ci pourrait demander l'ouverture immédiate de négociations et si ces négociations n'ont pas abouti dans le délai d'un mois, dénoncer la présente Convention pour prendre fin un mois après.

Ad Article 14.

La carte de légitimation ci-jointe *) devra être établie conformément au modèle annexe à la présente Convention. Ce document sera valable pour le cours de l'année, pour laquelle il a été délivré.

Les Hautes Parties Contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités compétentes à délivrer les cartes de légitimation.

Ad ex n⁰ 14 et ad ex n⁰ 143, ex 1.

Sous la dénomination pulpe de pêche ou d'abricots est comprise la partie charnue de ces deux espèces de fruits, écrasée ou coupée en morceaux, même dans son propre jus, mais sans sucre et sans toute autre addition.

Ad ex n⁰ 115.

Lors de l'importation dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les envois de vins de Jerez et de Malaga doivent être accompagnés, outre le certificat d'origine, aussi d'une attestation d'analyse.

Seront habilités à délivrer les certificats d'origine et les attestations d'analyse les organismes officiels espagnols dont la liste sera fixée d'un commun accord. On fixera également d'un commun accord les données que devront contenir les susdites attestations d'analyse.

Il sera indiqué dans l'attestation d'analyse que l'analyse se rapporte au même envoi de vin à l'égard duquel le certificat d'origine respectif a été établi. Les autorités du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes reconnaîtront les susdites attestations d'analyse expediées en due forme par les autorités espagnoles et auront le droit de vérifier les analyses des vins importés. Les vins de Jerez et de Malaga, arrivant d'Espagne sans être accompagnés du certificat d'origine, ne pourront être admis dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes au régime des droits indiqués à la Liste annexe et des avantages stipulés aux clauses respectives.

Ad Remarque au n⁰ 115.

L'augmentation de 5 dinars en or pour chaque pour-cent sera appliquée proportionellement aux parties du degré.

Ad ex n⁰ 440.

Sous cette position sont compris aussi bien les disques en liège.

---

*) Pas reproduite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Madrid en double original français, le 27 septembre 1929.

(L. S.) *D. M. Yankovitch,* m. p.
(L. S.) *Milivoj Pilja,* m. p.
(L. S.) *M. Marquis d'Estella,* m. p.

159.

PAYS-BAS, ESPAGNE.

Arrangement concernant le commerce entre les Pays-Bas et ses territoires d'outremer d'une part et les territoires espagnols du Golfe de Guinée d'autre part; signé à Saint Sébastien et à Madrid, le 27 septembre 1929.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1930, No. 41.

Légation des Pays-Bas.
N°. 1702.

Saint Sébastien, le 27 septembre 1929.

Monsieur le Marquis,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine désirant appliquer le traitement réciproque de la nation la plus favorisée au commerce entre les Pays-Bas et ses territoires d'outremer d'une part et les territoires espagnols du Golfe de Guinée d'autre part, consent à ce que les produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance directe ou indirecte des territoires espagnols du Golfe de Guinée importés sur le territoire des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, du Surinam ou de Curaçao soit à la consommation, soit à la réexportation, ou au transit, jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime est subordonnée à l'application dans les territoires espagnols du Golfe de Guinée pendant la même période aux produits du sol et de l'industrie originaires ou en provenance directe ou indirecte des Pays-Bas, des Indes Néerlandaises, du Surinam et de Curaçao du traitement de la nation la plus favorisée.

Veuillez etc.

A. Loudon.

Son Excellence le Lieutenant Général Primo de Rivera, Marquis de Estella, Président du Conseil des Ministres et Affaires Extérieures. Madrid.

Presidencia del consejo de Ministros.
Secretaria general de asuntos exteriores.
N°. 148.

Madrid, 27 de Septiembre 1929.

Muy Señor mio:

En Nota de esta fecha, se sirve V.S. manifestarme lo siguiente:

„Tengo la honra de participar a V.E. que deseando el Gobierno de la Reina aplicar el trato recíproco de la nación más favorecida al comercio entre los Paises Bajos y sus Territorios de Ultramar, de una parte, y los Territorios españoles del Golfo de Guinea, de otra parte, consiente que los productos del suelo y de la industria originarios o procedentes directa o indirectamente de los Territorios españoles del Golfo de Guinea importados en el Territorio de los Paises Bajos, de las Indias neerlandesas, de Surinam o de Curaçao sea para el consomo, la reexportación o el tránsito disfruten el trato de la nación más favorecida. — Queda entendido que la aplicacion de este régimen está subordenada a la aplicación en los Territorios españoles del Golfo de Guinea durante el mismo periodo del trato de la nación más favorecida a los productos del suelo y de la industria originarios o procedentes directa ó indirectamente de los Paises Bajos, de las Indias neerlandeses, de Surinam y de Curaçao“.

En su vista, tengo la honra de manifestar a V.S. que el Gobierno de S.M. está conforme en aplicar el trato de la Nación más favorecida a los productos del suelo y de la industria originarios y procedentes directa ó indirectamente de los Paises Bajos, de las Indias neerlandesas, de Surinam y de Curaçao que se importen en los Territorios españoles del Golfo de Guinea, durante el mismo periodo en que a los productos de estos territorios españoles se aplique análogo trato en los Paises Bajos, Indias neerlandesas, Surinam y Curaçao.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V.S. las seguridades de mi distinguida consideracion.

Marqués de Estella.

Sr. A. Loudon, Encargado de Negocios de los Paises Bajos.

160.

SUÈDE, TURQUIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Ankara, le 29 septembre 1929.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1931, No. 9.

La Suède d'une part et la Turquie d'autre part, animées du désir de resserrer les liens d'amitié si heureusement existant entre les deux Pays, de régler les conditions d'établissement de leurs ressortissants dans

*) Les ratifications ont été échangées à Stockholm, le 29 mai 1931.

les deux Pays et de développer leurs relations économiques, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Suède:

Son Excellence Monsieur G. O. Wallenberg, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Suède en Turquie et

Son Excellence le Président de la République Turque:

Son Excellence Zekâi Bey, ancien Ministre, Ambassadeur de Turquie et Député de Diyaribekir;

Son Excellence Menemenli Numan Rifat Bey, Ministre Plénipotentiaire et Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre 1er.

Etablissement.

Article 1er.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois et règlements qui y sont en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler, ainsi que celui de quitter librement ce territoire.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef du séjour et de l'établissement, les ressortissants des deux Parties jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est toutefois convenu que ces stipulations ne restreignent en rien le droit de chacune des Hautes Parties Contractantes de refuser, dans des cas déterminés, aux ressortissants de l'autre Partie, soit en vertu d'une sentence judiciaire, soit pour des raisons de sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat ou d'ordre public, et notamment pour des motifs d'assistance publique ou de police sanitaire ou des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve toute liberté d'action en ce qui concerne l'immigration.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, à l'exception des cas prévus par les législations respectives, en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession ab intestat ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce et de se vouer à tout métier ou profession dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront soumis, sur le territoire de l'autre, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce, industrie, métier ou profession, à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux imposés aux nationaux.

Ils auront notamment le droit d'exporter librement les biens qu'ils auront acquis par leur activité, par succession ou testament ou par tout autre moyen légal.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire dans l'armée, la marine, les forces aériennes, la garde nationale ou la milice, ainsi que de toute obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils ne seront soumis à d'autres prestations ou réquisitions militaires que dans la mesure et aux conditions prévues pour les nationaux.

Article 6.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre Partie, être expropriés de leurs biens que pour des raisons d'utilité publique prévues par la loi et moyennant une juste indemnité.

Aucune expropriation ne pourra avoir lieu sans publicité préalable ni avant que l'indemnité ait été versée ou dûment consignée.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, pour tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux. Ils auront, en conséquence, libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux. Il sera fait exception aux stipulations ci-dessus pour les dispositions relatives à la caution judicatum solvi et à l'assistance

judiciaire gratuite, lesquelles questions seront réglées ultérieurement par un accord spécial à intervenir entre les deux Parties.

Article 8.

Les sociétés anonymes et autres sociétés économiques, y compris les sociétés industrielles, financières, de communications, de transports et d'assurances, qui ont été légalement constituées et ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, seront reconnues sur le territoire de l'autre Partie et pourront, en conséquence, y ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour se défendre. Relativement au droit d'exercer leur activité sur le territoire de l'autre Partie Contractante, elles jouiront de tous les droits et privilèges qui sont ou pourront être reconnus aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée à cet égard. Lesdites sociétés ne seront pas assujetties à des impôts, taxes ou charges plus élevés que les sociétés similaires de la nation la plus favorisée.

A tous autres égards, il sera fait application, en ce qui concerne les sociétés visées au présent Article, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Il est convenu qu'aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée, énoncée dans le présent Chapitre, pour réclamer en faveur de ses ressortissants ou sociétés, des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants ou sociétés de l'autre Partie Contractante.

Chapitre II.

Commerce et navigation.

Article 10.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des deux Pays ne pourront dans aucun cas être soumis à leur importation dans l'autre Pays, en ce qui concerne les droits de douane et les coefficients ou surtaxes ni sous aucun autre rapport, à un traitement moins favorable que celui qui est actuellement ou pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires d'un pays tiers.

Article 11.

Les produits qui seront exportés du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre, ne seront pas assujettis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être appliqués aux produits similaires exportés à destination de la nation la plus favorisée.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend également à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article 12.

Tous les produits du sol et de l'industrie qui sont originaires du territoire de l'une des deux Hautes Parties Contractantes, jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les taxes intérieures, de quelque nature qu'elles soient, du même traitement que celui qui a été ou pourra être accordé pour les produits similaires d'un pays tiers.

Article 13.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des marchandises importées, la présentation d'un certificat d'origine constatant que lesdites marchandises sont des produits du sol ou de l'industrie dudit pays, ou qu'elles doivent être considérées comme telles, en raison de la transformation qu'elles y ont subie.

Les certificats d'origine seront délivrés, soit par les Départements du Commerce ou de l'Agriculture, soit par les autorités douanières ou la Chambre de Commerce compétentes, soit par toute autre autorité ou association que le pays destinataire aura agréée. Le Gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les autorités du pays destinataire pourront exiger la traduction en français des certificats d'origine.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine, à moins que le pays destinataire n'estime qu'il s'agit d'envois de nature commerciale.

Article 14.

Il ne sera maintenu ni établi par l'une des deux Hautes Parties Contractantes aucune prohibition ni restriction relative à l'importation ou à l'exportation d'une marchandise quelconque originaire du territoire de l'autre Partie ou destinée à y être exportée, si ladite prohibition ou restriction ne s'applique pas dans les mêmes conditions aux marchandises similaires, s'il en existe, en provenance de n'importe quel autre pays ou destinées à y être exportées. Ne seront pas considérées toutefois comme dérogations aux dispositions du présent Article, les prohibitions ou restrictions établies ou à établir pour des raisons de sécurité publique, de sécurité de l'Etat ou de santé publique, ou comme mesure de prophylaxie contre les épizooties ou contre les maladies, la dégénérescence ou la disparition de végétaux utiles, ou encore en ce qui concerne les marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat.

Article 15.

Les deux Hautes Parties Contractantes se garantissent réciproquement, en tout ce qui concerne le transit sur leurs territoires des personnes, bagages, marchandises de toute nature, envois, navires, véhicules et wagons de chemin de fer ou autres moyens de transport, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 16.

Relativement au transport par chemin de fer des personnes, bagages et marchandises, les deux Hautes Parties Contractantes se garantissent réciproquement, en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport et les taxes publiques relatives aux transports, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 17.

Les voyageurs de commerce de l'une des deux Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, pour tout ce qui concerne leur activité et notamment au sujet des facilités douanières accordées pour les échantillons, du même traitement que les voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée.

Article 18.

Les navires et bateaux suédois et leurs cargaisons jouiront en Turquie, et les navires et bateaux turcs et leurs cargaisons jouiront en Suède, du même traitement que les navires et bateaux nationaux et leurs cargaisons, quels que soient le lieu de départ et le lieu de destination desdits navires ou bateaux, quelles que soient aussi la provenance et la destination de leurs cargaisons.

Les dispositions du présent Article ne s'appliquent pas:

1. au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans les territoires de chacune des Hautes Parties Contractantes;

2. aux encouragements sous forme de subventions accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale, ni aux avantages accordés par l'Etat à ses propres navires exploités en régie ou en participation, non plus qu'aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique;

3. à l'exercise de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes, ni aux privilèges spéciaux qui ont été ou pourraient être reconnus, dans l'un ou l'autre pays, aux produits de la pêche nationale;

4. à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, ni à l'exercice du pilotage et du remorquage, de l'assistance et du sauvetage maritime, en tant que ces opérations s'effectuent dans les eaux territoriales respectives et, pour la Turquie, dans la Mer de Marmara.

Article 19.

La nationalité des navires et bateaux sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés par l'une des Hautes Parties Contractantes, seront reconnus par l'autre Partie, conformément aux arrangements spéciaux conclus ou qui pourront être conclus par les deux Parties.

Article 20.

Les navires et bateaux battant le pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes, qui entreront dans un port de l'autre Partie à seul fin d'y compléter leur cargaison pour une destination étrangère ou d'en débarquer une partie, apportée de l'étranger, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer pour celle-ci aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels ne pourront, d'ailleurs, être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article 21.

Si un navire ou bateau de l'une des Hautes Parties Contractantes s'est échoué ou a fait naufrage sur les côtes de l'autre, le navire ou bateau et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent dans des circonstances analogues aux navires et bateaux nationaux. Il sera donné, dans la même mesure qu'aux nationaux, aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire ou bateau et la cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la loi du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les deux Hautes Parties Contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront soumises à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 22.

Pour autant que les dispositions du présent Traité visent la garantie réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, elles ne seront pas applicables:

a) aux faveurs spéciales accordées ou qui pourront être accordées ultérieurement par l'une des deux Hautes Parties Contractantes à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontalier, dans un rayon qui ne devra pas s'étendre, généralement, à plus de 15 kilomètres de chaque côté de la frontière;

b) aux obligations contractées ou qui pourront être contractées ultérieurement par l'une des deux Hautes Parties Contractantes, en vue d'une union douanière;

c) aux faveurs spéciales que la Suède a accordée ou pourra accorder au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux Pays, tant que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat;

d) aux avantages et faveurs spéciaux existants ou à établir en matière de tarifs douaniers et, d'une façon générale, en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les pays détachés en 1923 de l'Empire Ottoman, tant que les mêmes avantages et faveurs n'auront été accordés à aucun autre Etat.

Article 23.

Le présent Traité sera ratifié de part et d'autre après avoir été approuvé par les Assemblées législatives respectives, et l'échange des ratifications aura lieu à Stockholm aussitôt que faire se pourra.

Le présent Traité entrera en vigueur 30 jours après l'échange des ratifications et aura une durée de deux années. A partir de cette date, il restera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Hautes Parties Contractantes, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 29 septembre 1929.

(L. S.) *G. O. Wallenberg.*
(L. S.) *Zekâi.*
(L. S.) *M. Numan.*

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature du présent Traité, les deux Hautes Parties Contractantes sont convenus des dispositions suivantes:

Ad Article 3.

Le Plénipotentiaire de Suède déclare, au nom de son Gouvernement, que le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée enoncée à l'Article 3 du présent Traité ne pourra être invoqué en faveur des ressortissants suédois en ce qui concerne le respect du droit acquis reconnu par la Turquie, en vertu de l'Article 4 de la Convention d'Etablissement conclue à Lausanne le 24 juillet 1923,*) aux ressortissants des Etats qui l'ont signée.

Ad Article 4.

Les deux Hautes Parties Contractantes conviennent que l'octroi du traitement national en matière d'imposition n'exclut pas l'applicabilité aux ressortissants de la Turquie des Ordonnances Suédoises du 23 octobre 1908, concernant les droits à acquitter pour privilèges et droits spéciaux, et du 31 décembre 1913 relative au droit des étrangers et des ressortissants suédois domiciliés à l'étranger de donner en Suède des représentations publiques, etc., ou de prêter leur concours à ces représentations.

Les ressortissants turcs jouiront, toutefois, en ce qui concerne l'application des ordonnances susmentionnées, du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ad Article 10.

Sous réserve des dispositions de l'Article 10, le Gouvernement Turc s'engage à accorder une réduction de 20 pour cent sur le No. 447 a) de

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 412.

son tarif de douane du 8 juin 1929 pour les chaussures entièrement en caoutchouc, ou avec l'empeigne entièrement ou partiellement imperméabilisée avec du caoutchouc, importées de Suède sur le territoire turc, et le Gouvernement Suédois s'engage de son côté, sous la même réserve, à continuer à accorder le droit de douane réduit à 6 cour. par Kilog. pour les tapis noués ayant plus de 250 nœuds par mètre de longueur (No. 395 du tarif suédois), importés de Turquie sur le territoire suédois.

Toutefois il est entendu que chacune des deux Hautes Parties Contractantes aura le droit de reprendre sa liberté d'action moyennant un préavis de trois mois.

Le présent Protocole fait partie intégrante du présent Traité et aura force exécutoire dès que celui-ci sera mis en vigueur.

G. O. Wallenberg.
Zerkâi.
M. Numan.

161.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, TURQUIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Ankara, le 1er octobre 1929.*)**)

Treaty Series (Washington), No. 813.

Treaty of Commerce and Navigation between the United States of America and the Turkish Republic.

The United States of America and the Turkish Republic, desirous of maintaining and furthering their commercial relations and of defining the treatment which shall be accorded in their respective territories to the commerce and shipping of the other, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation and for that purpose have appointed their plenipotentiaries.

The President of the United States of America:

Joseph C. Grew, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America to the Turkish Republic.

The President of the Turkish Republic:

Zekai Bey, Deputy of Diarbekir, former Minister, Ambassador.

Menemenli Numan Bey, Minister Plenipotentiary, Undersecretary of State at the Ministry of Foreign Affairs.

Who, having communicated to each other their full powers, found to be in due form, have agreed upon the following Articles:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Ankara, le 22 avril 1930.

**) En langues anglaise et turque. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

Article I.

In respect of import and export duties, including surtaxes and coefficients of increase, and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect of transit, warehousing and customs formalities, and the treatment of commercial traveler's samples, the United States will accord to Turkey and Turkey will accord to the United States, its territories and possessions, unconditional most-favored-nation treatment.

Therefore, no higher or other duties shall be imposed on the importation into or the disposition in the United States, its territories or possessions, of any articles the produce or manufacture of Turkey than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any other foreign country;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed on the importation into or the disposition in Turkey of any articles the produce or manufacture of the United States, its territories or possessions, than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any other foreign country;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, or in Turkey, on the exportation of any articles to the other or to any territory or possession of the other, than are payable on the exportation of like articles to any other foreign country;

Any advantage, of whatsoever kind, which either High Contracting Party may extend to any article, the growth, produce or manufacture of any other foreign country shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the like article the growth, produce or manufacture of the other High Contracting Party.

The stipulations of this Article do not apply:

(a) To the treatment which the United States accords or may hereafter accord in the matter of the customs tariff to the commerce of Cuba or of any of the territories or possessions of the United States; or to the commerce of the Panama Canal Zone; or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions; or to the commerce of its territories or possessions with one another or with the Panama Canal Zone;

(b) To such special advantages and favors which Turkey accords or may hereafter accord in the matter of the customs tariff affecting products originating within the countries detached in 1923 from the former Ottoman Empire; or to the treatment which Turkey may accord to purely border traffic within a zone not exceeding fifteen kilometers wide on either side of the Turkish customs frontier.

Article II.

In all that concerns matters of prohibitions or restrictions on importations and exportations each of the two countries will accord, whenever they may have recourse to the said prohibitions or restrictions, to the commerce of the other country treatment equally favorable to that which is accorded to any other country.

The same treatment will apply in the case of granting licenses in so far as concerns commodities, their valuations and quantities.

Article III.

(a) Vessels of the United States of America will enjoy in Turkey and Turkish vessels will enjoy in the United States of America the same treatment as national vessels.

(b) The stipulations of Article III paragraph (a) do not apply:

(1) To coastwise traffic (cabotage) governed by the laws which are or shall be in force within the territories of each of the High Contracting Parties;

(2) To the support in the form of bounties or subsidies of any kind which is or may be accorded to the national merchant marine;

(3) To fishing in the territorial waters of the High Contracting Parties; nor to special privileges which have been or may be recognized, in one or the other country, to products of national fishing;

(4) To the exercise of the maritime service of ports, roadsteads or seacoasts; nor to pilotage and towage; nor to diving; nor of maritime assistance and salvage; so long as such operations are carried out in the respective territorial waters, and for Turkey in the Sea of Marmara.

(c) All other exceptions not included in those mentioned above shall be subject to most-favored-nation treatment.

Article IV.

Nothing in this Treaty shall be construed to restrict the right of either High Contracting Party to impose prohibitions or restrictions of a sanitary character designed to protect human, animal or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

Article V.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Ankara as soon as possible. It shall take effect at the instant of the exchange of ratifications and shall remain in effect for a period of three years and thereafter until one year from the date when either of the High Contracting Parties shall have notified the other of an intention to terminate it; with the reservation, however, that the obligations concerning national treatment contained in paragraph (a) Article III hereof may, after one year from the date of the exchange of

ratifications, be terminated by either party on ninety day's written notice and shall cease sixty days after the enactment of legislation inconsistent with the above-mentioned national treatment obligations by either of the High Contracting Parties.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the same and have affixed their seals thereto.

Done at Ankara in duplicate in the English and Turkish languages which have the same value and will have equal force this first day of October nineteen hundred and twenty-nine.

[seal] *Joseph C. Grew.*
[seal] *Zekâi.*
[seal] *M. Numan.*

Procès-Verbal de la Séance du 1er octobre 1929, tenue à Ankara à la Résidence de la Délégation Turque.

La séance est ouverte à 16 heures.

Sont présents:

Pour la Délégation des Etats-Unis d'Amérique.
Joseph C. Grew.
Sheldon Leavitt Crosby.
Julian E. Gillespie.

Pour la Délégation turque.
Son Excellence Zekai Bey.
Son Excellence Menemenli Numan Bey.

Lecture est donnée du projet du Traité de Commerce et de Navigation entre les Etats-Unis d'Amérique et la Turquie préparé par les deux Délégations.

(1) A propos de l'Article I, le Président de la Délégation Turque, Son Excellence, Zekai Bey, déclare que par les mots: „autres droits et impôts ayant trait au commerce" contenus dans le premier alinéa de l'Article, il entend les droits ayant rapport à l'importation et à l'exportation, aux taxes de consommation, etc. et non pas aux taxes internes qui sont prélevées sur le revenu et aux taxes sur les bénéfices.

Le Président de la Délégation des Etats-Unis, Mr. Grew, déclare que son Gouvernement est tout-à-fait d'accord avec la Délégation Turque en ce qui concerne l'interprétation que celle-ci donne à la phrase: „autres droits et impôts ayant trait au commerce". Le Gouvernement des Etats-Unis est d'avis, dit-il, qu'il ressort clairement des mots ainsi que du contexte, que la teneur de ladite phrase ne s'étend nullement aux taxes sur les revenus et aux taxes sur les bénéfices.

(2) Pour le troisième alinéa de l'Article II, ainsi conçu: „Il est entendu que les Hautes Parties Contractantes auront le droit d'appliquer les prohibitions ou restrictions à des produits favorisés par des primes ou subventions, soit ouvertement, soit clandestinement", le Président de la Délégation des Etats-Unis déclare que son Gouvernement désire sup-

primer ce paragraphe vu qu'il n'est pas l'habitude aux Etats-Unis d'accorder des primes ou des subventions et qu'aucune prévision à ce sujet n'a été insérée jusqu'ici dans les traités américains.

Le Président de la Délégation Turque déclare qu'il consentira à faire disparaître cet alinéa du texte du traité vu la déclaration du Président de la Délégation des Etats-Unis.

(3) Le Président de la Délégation des Etats-Unis déclare que par l'Article III, paragraphe (b), section 1, il entend qu'en tous cas les navires américains et turques pourront passer d'un port des territoires de l'une des Parties dans un ou plusieurs ports des territoires de la même Partie soit pour y débarquer la totalité ou une partie de leur cargaison ou de leurs passagers venant de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement ou embarquer des passagers pour une destination étrangère.

Le Président de la Délégation Turque déclare que le Gouvernement Turque donne la même interprétation à cette prévision.

(4) Le Président de la Délégation des Etats-Unis d'Amérique prie Son Excellence le Président de la Délégation Turque de bien vouloir lui faire savoir s'il est entendu que les exceptions énumérées dans l'alinéa (b) de l'Article III seront appliquées aux navires des Etats-Unis en Turquie et aux navires Turques aux Etats-Unis sans distinction en faveur d'un tiers pays.

Le Président de la Délégation Turque répond affirmativement en disant que tel est son avis. Là-dessus le Président de la Délégation des Etats-Unis d'Amérique déclare qu'ils sont d'accord à ce sujet.

Joseph C. Grew.
Zekâi.

162.

NORVÈGE, DANTZIG, POLOGNE.

Arrangement concernant l'abolition du visa obligatoire pour les ressortissants de la Norvège et de la Ville libre de Dantzig; signé à Oslo, le 3 octobre 1929 et le 20 février 1930.

Overenskomster med fremmede Stater 1930, No. 3.

163.

CANADA, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Arrangement concernant la reconnaissance réciproque de mesures de quarantaine à l'égard des navires venant de ports étrangers; conclu par un Echange de Notes, signées à Ottawa, les 10 et 23 octobre 1929.

Executive Agreement Series (Washington) No. 1.

The Secretary of State for External Affairs to the American Minister.

Department of External Affairs Canada.

No. 132 Ottawa, 10th October, 1929.

Sir,

With reference to your note No. 480 of the 30th September, intimating that the Public Health authorities of your Government were agreeable to an exchange of notes for the purpose of establishing an Arrangement between our Governments to provide for the acceptance by each Government of the quarantine inspection of the other in respect of vessels from foreign ports entering Puget Sound and adjacent waters or the Great Lakes via the St. Lawrence River, in the terms suggested in my note No. 45 of the 2nd May last, I have the honour to state that His Majesty's Government in Canada is prepared, in accordance with the provisions of Articles 56 and 57 of the International Sanitary Convention signed at Paris the 21st June, 1926 *), to agree with the Government of the United States of America that vessels from foreign ports destined for both Canadian and United States ports located on the Straits of Juan de Fuca, Haro, Rosario, Georgia, Puget Sound, or their tributaries or connected waters, or so destined to ports on the Great Lakes and St. Lawrence River shall undergo quarantine inspection by the quarantine officers of that Government having jurisdiction over the primary port of arrival, and when cleared from quarantine in accordance with the provisions of the said International Sanitary Convention shall receive free pratique, the document granting such pratique to be issued in duplicate, that the original shall be presented upon entry at the primary port of arrival, and that the duplicate shall be presented to the proper quarantine officers upon secondary arrival and entry at the first port under the jurisdiction of the other Government, and shall be accepted by that Government without the formality of quarantine re-inspection, provided that cases of quarantinable disease have not been prevalent in the ports visited and have not occurred on board the vessel since the granting of the original pratique, and provided further that the observance of the provisions of Article 28 of the said Convention shall not be modified by such Agreement.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XXVI, p. 162.

It will be understood that on the receipt of a note from you expressing your Government's concurrence in this Agreement, it shall become effective and the necessary administrative steps in connection with its operation shall be taken.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

W. H. Walker.
For Secretary of State for External Affairs.

The Honourable William Phillips, Minister of the United States of America, United States Legation, Ottawa.

The American Minister to the Secretary of State for External Affairs.

Legation of the United States of America.

No. 502 Ottawa, Canada, October 23, 1929.

Sir:

I have the honor to acknowledge the receipt of your note No. 132 of October 10th, last, in regard to the proposed establishment of an Arrangement between our Governments to provide for the acceptance by each Government of the quarantine inspection of the other in respect of vessels from foreign ports entering Puget Sound and adjacent waters or the Great Lakes via the St. Lawrence River.

It gives me pleasure to inform you that my Government accepts the terms of the Agreement as set forth in your note No. 132 of October 10, 1929.

I avail myself of the occasion to renew to you, Sir, the assurances of my highest consideration.

William Phillips.

The Right Honorable William Lyon Mackencie King, C. M. G., LL. B., LL. D., Secretary of State for External Affairs, Ottawa.

Annexe et Tables

rédigées par

N. de Martens

de l'Institut de droit comparé et de droit des gens.

Annexe.

Adhésions, Signatures et Ratifications, Prorogations, Abrogations, Dénonciations, Addenda, Errata.*)

1904.

I.

Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Convention sur les bâtiments hospitaliers; signée à La Haye, le 21 décembre 1904 (II, p. 213).

Adhésion:

La Pologne a adhéré à la Convention le 31 octobre 1921. V. Dziennik Ustaw, 1936, p. 976.

1905.

II.

Allemagne, Argentine, Autriche etc. Convention concernant la création d'un Institut international permanent d'agriculture; signée à Rome, le 7 juin 1905 (II, p. 238; III, p. 139).

Adhésions:

a) L'Italie a adhéré le 3 avril 1936 pour les Iles italiennes de l'Egée. V. Moniteur Belge, 1936, p. 5425.
b) L'Union des Républiques Soviétiques Socialistes a notifié son adhésion au gouvernement italien le 4 avril 1936. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 397.

1910.

III.

Allemagne, Argentine, Autriche-Hongrie etc. Convention pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage, signé à Bruxelles, le 23 septembre 1910 (VII, p. 711).

Adhésion:

L'Union des Républiques Soviétiques Socialistes. Cette adhésion a produit ses effets le 27 août 1936. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 768.

---

*) Les indications ne se rapportent qu'aux documents contenus dans les volumes de la troisième série.

IV.

Allemagne, Argentine, Autriche-Hongrie etc. Convention pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritime; signée à Bruxelles, le 23 septembre 1910 (VII, p. 728).

Adhésion:

L'Union des Républiques Soviétiques Socialistes. Cette adhésion a produit ses effets le 27 août 1936. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 768.

1919.

V.

Etats-Unis d'Amérique, Empire Britannique, Allemagne etc. Traité de paix; signé à Versailles, le 28 juin 1919, suivi d'un Protocole (XI, p. 323).

Adhésion:

Les Etats-Unis d'Amérique ont adhéré à celles des dispositions du Traité de Versailles qui se rapportent à la fondation de l'Organisation Internationale du Travail. Cette adhésion a produit ses effets le 20 août 1934. V. Treaty Series (Washington), 1934, No. 874.

VI.

Etats-Unis d'Amérique, Empire Britannique, Autriche etc. Traité de paix, signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, suivi d'un Protocole et de deux Déclarations (XI, p. 691).

Adhésion:

Les Etats-Unis d'Amérique ont adhéré à celles des dispositions du Traité de Saint-Germain-en-Laye qui se rapportent à la fondation de l'Organisation Internationale du Travail. Cette adhésion a produit ses effets le 20 août 1934. V. Treaty Series (Washington), 1934, No. 874.

VII.

Etats-Unis d'Amérique, Empire Britannique, Bulgarie etc. Traité de paix, signé à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919 (XII, p. 323).

Adhésion:

Les Etats-Unis d'Amérique ont adhéré à celles des dispositions du Traité de Neuilly-sur-Seine qui se rapportent à la fondation de l'Organisation Internationale du Travail. Cette adhésion a produit ses effets le 20 août 1934. V. Treaty Series (Washington), 1934, No. 874.

1920.

VIII.

Etats-Unis d'Amérique, Empire Britannique, Hongrie etc. Traité de paix, signé à Trianon, le 4 juin 1920, suivi d'un Protocole et d'une Déclaration, signés à la date du même jour (XII, 423).

Adhésion:

Les Etats-Unis d'Amérique ont adhéré à celles des dispositions du Traité de Trianon qui se rapportent à la fondation de l'Organisation Internationale du Travail. Cette adhésion a produit ses effets le 20 août 1934. V. Treaty Series (Washington), 1934, No. 874.

IX.

Allemagne, Tchécoslovaquie. Traité concernant la nationalité; signé à Prague, le 29 juin 1920 (XIII, p. 598).

Dénonciation:

L'Allemagne a dénoncé l'Art. 13 du Traité. Cet Article a perdu sa validité le 1 octobre 1936. V. Reichsgesetzblatt II, 1936, p. 295.

X.

Société des Nations. Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale et Disposition facultative (XVIII, p. 394).

I.

Ratification ultérieure:

La Bolivie a déposé le 7 juillet 1936 aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations son instrument de ratification sur le Protocole de Signature.

II.

A la même date la Bolivie a déposé son instrument de ratification de la déclaration suivante de la clause facultative: „Au nom de la République de Bolivie, et dûment autorisé, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat, acceptant la même obligation, c'est à dire, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale purement et simplement, pour une durée de dix années.“ V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 768.

1921.

XI.

Albanie, Allemagne, Autriche etc. Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants; ouverte à la signature à Genève, du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922 (XVIII, p. 758).

Adhésions:

a) L'Afghanistan, le 10 avril 1935. V. Recueil des lois fédérales, 1935, p. 537.
b) Le Nicaragua, le 12 décembre 1935. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 31.

XII.

Société des Nations. Organisation Internationale du Travail. Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels; adoptée à Genève par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations, le 17 novembre 1921 (XXVII, p. 737).

Ratifications ultérieures:

a) Le Nicaragua et la Chine. Les instruments de ratification ont été déposés les 12 avril et 17 mai 1934, respectivement. V. Moniteur Belge, 1934, p. 3563 et 3720.
b) La Suisse. L'instrument de ratification a été déposé le 16 janvier 1935. V. Moniteur Belge, 1935, p. 1416.

c) Le Canada. L'instrument de ratification a été déposé le 21 mars 1935. V. Recueil des lois fédérales, 1935, p. 300.

d) L'Argentine. L'instrument de ratification a été déposé le 26 mai 1936. V. Recueil des lois fédérales, 1936, p. 504.

XIII.

Société des Nations. Organisation Internationale du Travail. Projet de Convention concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles; adopté, en 1921, à Genève par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations (XIX, p. 108).

Ratification ultérieure:

L'Argentine a déposé son instrument de ratification le 26 mai 1936. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 488.

XIV.

Société des Nations. Organisation Internationale du Travail. Projet de Convention concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture; adopté, en 1921, à Genève, par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations (XIX, p. 111).

Ratifications ultérieures:

Le Nicaragua et l'Argentine. Les instruments de ratification ont été déposés les 12 avril 1934 et 26 mai 1936, respectivement. V. Moniteur Belge, 1934, p. 3563, et 1936, p. 5299.

XV.

Société des Nations. Organisation Internationale du Travail. Projet de Convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs; adopté, en 1921, à Genève, par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations (XIX, p. 114).

Ratifications ultérieures:

Le Chili et l'Argentine, les 18 octobre 1935 et 26 mai 1936, respectivement. V. Moniteur Belge, 1936, p. 4438 et 5299.

1922.

XVI.

Société des Nations (Organisation du Travail). Amendement à l'Article 393 du Traité de Versailles et aux Articles correspondants des autres Traités de paix; adopté par la Conférence internationale du Travail à Genève, le 2 novembre 1922 (XXX, p. 717).

Selon communication du Sécrétariat de la Société des Nations au département politique, les ratifications nécessaires pour l'entrée en vigueur de l'amendement à l'Art. 393 du traité de Versailles et aux Articles correspondants des autres traités de paix, adopté par la conférence internationale du Travail à sa quatrième session (RO 40, 460) ont été déposées.

L'amendement est entré en vigueur le 4 juin 1934, date du dépôt de la dernière ratification nécessaire (République Argentine).

Berne, le 19 juin 1934.

V. Recueil des lois fédérales, 1934, p. 1376.

1923.

XVII.

Albanie, Allemagne, Autriche etc. Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obcènes; ouverte à la signature, à Genève, le 12 septembre 1923 au 31 mars 1924 (XIX, p. 135).

1) Ratification ultérieure:

Le Japon a déposé le 13 mai 1936 son instrument de ratification en formulant la réserve suivante: „Les dispositions de l'Art. 15 de la présente Convention ne portent pas atteinte à l'action faite par le pouvoir judiciaire du Japon en appliquant les lois et décrets japonais.“ V. Recueil des lois fédérales, 1936, p. 479.

2) Adhésion:

L'Estonie, le 10 mars 1936. V. Recueil des lois fédérales 1936, p. 183.

1924.

XVIII.

Finlande, Russie. Convention concernant le service téléphonique; signée à Helsingfors, le 18 juin 1924 (XX, p. 295).

Dénonciation:

La Convention, dénoncée le 30 juin 1936, a perdu sa validité le 30 septembre de la même année. V. Finlands Författningssamling Fördragsserie, 1936, No. 39—41, p. 355.

XIX.

Allemagne, Autriche, Belgique etc. Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, revisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911 et à La Haye le 6 novembre 1924 (XXV, p. 820).

Adhésions:

a) Le Japon, y compris la Corée et Formose ainsi que le Sakhaline du Sud. Cette adhésion a produit ses effets le 1 janvier 1935. V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des tschechoslowakischen Staates, 1936, p. 185.

b) L'Australie pour L'Ile Norfolk et le territoire sous mandat de Nauru. Cette adhésion a produit ses effets le 29 juillet 1936. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 768.

XX.

Grande-Bretagne, Tchécoslovaquie. Convention concernant l'assistance judiciaire en matières civile et commerciale; signée à Londres, le 11 novembre 1924 (XXIV, p. 902).

Adhésion:

La Grande-Bretagne pour les Iles Normandes et l'Ile de Man. V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des tschechoslowakischen Staates, 1935, p. 260.

1925.

XXI.

Société des Nations. Organisation Internationale du Travail. Projet de convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et

nationaux en matière de réparation des accidents du travail; adopté, le 5 juin 1925, à Genève par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations (XIX, p. 118).

Ratifications ultérieures:

a) Le Mexique. Le dépôt de l'instrument de ratification a eu lieu le 12 mai 1934. V. Recueil des lois fédérales, 1934, p. 623.
b) La Grèce. Le dépôt de l'instrument de ratification a eu lieu le 30 mai 1936. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 743.

XXII.

Société des Nations. Organisation Internationale du Travail. Projet de convention concernant la réparation des maladies professionnelles; adopté le 10 juin 1925, à Genève par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations (XIX, p. 129).

1) Ratification ultérieure:

Le Brésil a déposé son instrument de ratification le 8 juin 1936. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 838.

2) Dénonciation:

La Grande-Bretagne a notifié le 29 avril 1936 au Secrétariat Général de la Société des Nations sa dénonciation de la convention. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 768.

1926.

XXIII.

Allemagne, Belgique, Autriche etc. Convention internationale relative à la circulation automobile, signée à Paris, le 24 avril 1926 (XXX, p. 792).

Adhésions:

a) L'Argentine. Cette adhésion a produit ses effets le 29 janvier 1936. V. Reichsgesetzblatt II, 1936, p. 104.
b) L'Islande. Cette adhésion a produit ses effets le 1 mars 1936. V. Recueil des lois fédérales, 1936, p. 98.
c) La Grande-Bretagne pour le Nigéria (colonie, protectorat et Cameroun sous mandat britannique) et pour le Sierra Léone (colonie et protectorat). Cette adhésion produira ses effets le 14 mars 1937. V. Recueil des lois fédérales, 1936, p. 307.

XXIV.

Afghanistan, Albanie, Allemagne etc. Convention sanitaire internationale; signée à Paris, le 21 juin 1926, suivie d'un Protocole, signé à la date du même jour (XXVI, p. 162).

Ratifications ultérieures:

L'Egypte et le Japon. Les instruments de ratification ont été déposés les 20 novembre et 17 décembre 1935, respectivement. V. Reichsgesetzblatt II, 1936, p. 101.

1927.

XXV.

Allemagne, Autriche, Belgique etc. Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères; signée à Genève, le 26 septembre 1927 (XXVI, p. 747).

Ratification ultérieure:

L'Italie a déposé son instrument de ratification le 12 novembre 1930. V. Moniteur Belge, 1930, p. 6782.

XXVI.

Suisse (St.-Gall), Autriche. Traité pour éviter la double imposition; signé à Vienne, le 24 octobre 1927 (XXIX, p. 461).

Adhésion:

Le canton de Glaris. Conformément au chiffre 7, 2-e phrase, du protocole final, il a fait la déclaration de réciprocité concernant l'imposition des entreprises commerciales et industrielles. L'adhésion et la déclaration ont effet à égard des impôts perçus pour les périodes postérieures du 1-er janvier 1936. V. Recueil des lois fédérales, 1936, p. 308.

1928.

XXVII.

Allemagne, Autriche, Belgique etc. Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1896; revisée à Berlin, le 13 novembre 1908 et à Rome, le 2 juin 1928 (XXX, p. 808).

Adhésions:

a) L'Autriche. Cette adhésion a produit ses effets le 1 juillet 1936. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 399.
b) L'Australie pour le territoire de Papoua, l'Ile Norfolk et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru. Cette adhésion a produit ses effets le 29 juillet 1936. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 474.
c) La Roumanie. Cette adhésion a produit ses effets le 6 août 1936. V. Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, p. 743.

XXVIII.

Allemagne, Autriche, Belgique etc. Arrangement international relatif à l'exportation des os; signé à Genève, le 11 juillet 1928, suivi d'un Protocole, signé à la date du même jour (XXVII, p. 751).

Dénonciation:

La Finlande a dénoncé l'Arrangement le 2 mars 1936. Cette dénonciation produira ses effets à partir du 5 mars 1937. V. Reichsgesetzblatt II, 1936, p. 112.

1929.

XXIX.

Allemagne, Perse. Convention de commerce, de douanes et de navigation; signée à Téhéran, le 17 février 1929 (XXXII, p. 307).

Dénonciation:

L'Iran a dénoncé la Convention qui a perdu sa validité le 10 mai 1936. V. Reichsgesetzblatt II, 1936, p. 148.

XXX.

Allemagne, Australie, Belgique etc. Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer; signée à Londres, les 31 mai 1929 (XXXII, p. 739).

Adhésion:

Le Panama. Cette adhésion produira ses effets le 13 octobre 1936. V. Reichsgesetzblatt II, 1936, p. 295.

XXXI.

Belgique, Dantzig, Finlande etc. Arrangement relatif à l'établissement d'une carte de transit pour émigrants; signé à Genève, le 14 juin 1929 (XXXII, p. 588).

Signatures:

a) La Finlande, le 9 octobre 1929. V. Moniteur Belge, 1929, p. 5520.
b) La Roumanie, le 26 novembre 1929. V. Moniteur Belge, 1930, p. 65.
c) L'Espagne, le 17 décembre 1929. V. Moniteur Belge, 1930, p. 264.
d) La Pologne, le 23 décembre 1929. V. Moniteur Belge, 1930, p. 620.
e) L'Autriche, le 3 février 1930. V. Moniteur Belge, 1930, p. 1388.
f) Les Pays-Bas, le 3 juillet 1930. V. Moniteur Belge, 1930, p. 4405.
g) La France, le 16 novembre 1930. V. Journal Officiel, 1930, p. 2227.
h) La Grèce, le 22 juin 1931. V. Moniteur Belge, 1931, p. 5806.

XXXII.

Allemagne, Autriche, Belgique etc. Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne; signée à Genève, le 27 juillet 1929 (XXX, p. 827).

Ratifications ultérieures:

a) La Finlande. L'instrument de ratification a été déposé le 8 février 1936. V. Reichsgesetzblatt II, 1936, p. 105.
b) L'Autriche et l'Estonie. Les instruments de ratification ont été déposés les 13 mars et 11 juin 1936, respectivement. V. Recueil des lois fédérales, 1936, p. 168 et 503
Ces ratifications prendront effet six mois après le dépôt.

XXXIII.

Allemagne, Autriche, Belgique etc. Convention relative au traitement des prisonniers de guerre; signée à Genève, le 27 juillet 1929 (XXX, p. 846).

Ratifications ultérieures:

L'Autriche et l'Estonie. Les instruments de ratification ont été déposés les 13 mars et 11 juin 1936, respectivement. V. Recueil des lois fédérales, 1936, p. 168 et 503.

XXXIV.

Société des Nations. Protocole concernant la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale avec Annexe; signé à Genève, le 14 septembre 1929 (XXXII, p. 3).

Ratification ultérieure:

La Perse a déposé son instrument de ratification le 25 avril 1931. V. Moniteur Belge, 1931, p. 3526.

1933.

XXXV.

Argentine, Brésil, Chili etc. Traité de non-agression et de conciliation; signé à Rio de Janeiro, le 10 octobre 1933 (XXXII, p. 655).

Adhésion:

Le Honduras a adhéré au Traité en formulant les réserves mentionnées aux alinéas a), b), c) et d) de l'Art. 5. V. Treaty Informations, 1935, Bulletin No. 66, p. 4.

1934.

XXXVI.

Allemagne, Finlande. Traité de commerce; signé à Berlin, le 24 mars 1934 (XXXII, p. 380).

Prorogation:

La validité du Traité a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1936. V. Reichsgesetzblatt II, 1935, p. 912.

XXXVII.

Australie, Grande-Bretagne, Danemark etc. Arrangement concernant la suppression des patentes de santé; signé à Paris, le 22 décembre 1934 (XXXI, p. 471).

Adhésion:

La Belgique. Cette adhésion a produit ses effets le 14 février 1936. V. Reichsgesetzblatt II, 1936, p. 147.

XXXVIII.

Australie, Grande-Bretagne, Danemark etc. Arrangement concernant la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé; signé à Paris, le 22 décembre 1934 (XXXI, p. 474).

Adhésions:

La Belgique et le Canada. Ces adhésions ont produit leurs effets les 14 février et 8 octobre 1936, respectivement. V. Reichsgesetzblatt II, 1936, p. 147.

1935.

XXXIX.

Grande-Bretagne, Tchécoslovaquie. Convention supplémentaire à la Convention concernant l'assistance judiciaire en matières civile et commerciale, conclue le 11 novembre 1924; signée à Prague, le 15 février 1935 (XXXI, p. 703).

Adhésions:

a) La Grande-Bretagne a adhéré pour la Terre-Neuve. Cette adhésion a produit ses effets le 25 mars 1936. V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des tschechoslovakischen Staates, 1936, p. 186.

b) La Grande-Bretagne a adhéré pour l'Australie, y compris le territoire de Papoua et l'Ile de Norfolk, ainsi que les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru. V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des tschechoslovakischen Staates, 1936, p. 433.

Table chronologique.

1922.

1925.

1928.

1929.

1930.

1936.

Table alphabétique.

Afghanistan.

Afrique du Sud.

Albanie.

Allemagne.

58*

Arabie Saoudite.

Argentine.

Australie.

Autriche.

Belgique.

Bolivie.

Brésil.

Bulgarie.

Canada.

Egypte.

Empire Britannique.

V. Grande-Bretagne.

Equateur.

Espagne.

Estonie.

Etats-Unis d'Amérique.

Ethiopie.

Finlande.

France.

Grande-Bretagne.

Grèce.

Hambourg.

Hedjaz.

Hongrie.

Inde.

Irak.

Irlande.

Islande.

Italie.

Japon.

Lettonie.

Lippe.

Lithuanie.

Luxembourg.

Mandchoukuo.

Mexique.

Nedjd.

Nouvelle-Zélande.

Palestine.

Paraguay.

Pays-Bas.

Pérou.

Perse.

Pologne.

Portugal.

Société des Nations.

Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

Suède.

Suisse.

Tchécoslovaquie.

Terre-Neuve.

Transjordanie.

Turquie.

Uruguay.

Vénézuéla.

Table analytique.